

17/922

# CODUL CIVIL

ADNOTAT

CU TEXTUL ART. CORESPUNZĂTOR FRANCEZ, ITALIAN ȘI BELGIAN  
CU TRIMITERI LA DOCTRINA FRANCEZĂ ȘI ROMÂNĂ

ȘI

JURISPRUDENȚA COMPLECTĂ DE LA 1868-1925

DE

C. HAMANGIU

CONSILIER LA INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTITIE

Cu colaborarea, în ceea ce privește Doctrina și Jurisprudența mai recentă,  
a D-lui N. GEORGEAN, Judecător de ședință la Tribunalul Ilfov.

---

VOLUMUL II

(Art. 644—1168)

---



BUCUREȘTI

EDITURA LIBRĂRIEI „UNIVERSALA” ALCALAY & Co.

Calea Victoriei, 37

1925

~~Inv. 118.058~~

# CODUL CIVIL

ADNOTAT

CU TEXTUL ART. CORESPUNZĂTOR FRANCEZ, ITALIAN ȘI BELGIAN  
ȘI TRIMITERI LA DOCTRINA FRANCEZĂ ȘI ROMÂNĂ  
ȘI  
JURISPRUDENȚA COMPLECTĂ DE LA 1868-1925

DE

C. HAMANGIU

CONSILIER LA INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE

Cu colaborarea, în cecece privește Doctrina și Jurisprudența mai recentă,  
a D-lui N. GEORGEAN, Judecător de ședință la Tribunalul Ilfov.

53.233  
VOLUMUL II

(Art. 644—1168)



BUCUREȘTI

EDITURA LIBRARIEI „UNIVERSALA” ALCALAY & Co  
Calea Victoriei, 37  
1925



1953

BIBLIOTECA - BUCUREȘTI  
Cota 53296  
Inventar C53233

2096/10

B.C.U. "Carol I" - Bucuresti



C53233

## BIBLIOGRAFIA

### OPERELOR LA CARE S'AU FĂCUT TRIMITERI

- ALAUZET. Commentaire du Code de Commerce et de la législation commerciale.  
ALEXANDRESCO (DIMITRIE). Explicațiunea teoretică și practică a Dreptului civil Român.  
(Ed. I și II-a).  
— Droit ancien et moderne de la Roumanie.  
ARTZ. Cours de droit civil français.  
AUBRY ET RAU. Cours de droit civil français d'après la méthode de C. Zachariae, (Ed. IV și V-a).  
BAUDRY LACANTINERIE. Précis de droit civil.  
— Commentaire théorique et pratique de la loi sur le divorce.  
— Traité théorique et pratique de droit civil avec la collaboration de: Houques-Fourcade, Ph. Bonnecarrère, G. Chéneaux, M. Chauveau, Albert Wahl, Maurice Colin, L. Barde, J. Le Courtois, F. Surville, Léo Saignat, P. de Loynes, Alb. Tissier (Ed. II și III-a).  
BÉDARRIDE. Commentaire du Code de Commerce, Des sociétés.  
— " " " " " " Traité des faillites et banqueroutes.  
— " " " " " " De la lettre de change, des billets à ordre et de la prescription.  
BÉDARRIDE ET RIVIÈRE. Traité du dol et de la fraude en matière civile et commerciale.  
BERTAULT. Questions pratiques et doctrinales de Code Napoléon.  
BEUDANT. Cours de droit civil français.  
BIOCHE. Dictionnaire de procédure civile et commerciale.  
BOILEUX. Commentaire sur le code civil.  
BOISTEL. Cours de droit commercial.  
BOITARD ET COLMET-DAAGE. Leçons de procédure civile.  
BONFILS. Manuel de droit international public.  
BONNIER. Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et en droit criminel.  
BOTEZ (CORNELIU). Noul codice de ședință al judecătorului de ocol. (Ed. 1908).  
BUFNOIR. Propriété et Contrat. (Ed. II-a).  
CANTACUZINO (MATEI). Elementele dreptului civil.  
— Despre libertatea individuală și persoanele juridice.  
CAPITANT. De la cause des obligations.  
CARPENTIER. Divorce et séparation de corps. Doctrine et jurisprudence.  
CARRÉ ET CHAUVEAU. Lois de la procédure civile et commerciale.  
CHABOT. Commentaire sur la loi des successions, édition revue et augmentée par Belost Jolimont, 1848.  
— Commentaire sur la loi des successions, édition revue et augmentée par Mazzerat, 1839.  
CHARDON. Traité du dol et de la fraude en matières civiles et commerciales.  
CHAUVEAU ADOLPHE ET FAUSTIN HÉLIE. Théorie du code pénal.  
COLIN ET CAPITANT. Cours élémentaire de droit civil français (Ed. I și II-a).  
CONSTANTINESCU (N. JAC.). Asupra contractului de locațiune. (Ed. II-a).  
CRÉPON. Du pourvoi en cassation en matière civile.  
CRISTODORESCU (CONST.) și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI (DEM.) Codul legislațiunei de expropriere pentru utilitate națională.  
DALLOZ, Jurisprudence générale, Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence.  
— Supplément.  
DEGRÉ (ALEXANDRU). Scrieri juridice.  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE. Cours analyt. du Code civil.  
DEMOGUE (RENÉ). Traité des obligations en général, I. Sources des Obligations. Tomes I-V.  
DEMOLOMBE. Cours de Code Napoléon.

- DESPAGNET. Précis de droit international privé.
- DOCAN (GEORGE P.). Minoritatea. Legislația ungară din Transilvania în comparație cu legislația română.
- DUBREUIL, TARDIF ET COHEN. Analyse de la législation des eaux.
- DUFOURMANTELLE (ROGER). La force majeure dans les contrats civils et commerciaux et dans les marchés administratifs.
- DUMITRESCU (M. A.). Codul de comerț comentat.
- DURANTON. Cours de droit civil français suivant le code civil.
- DUTRUC. Traité de la séparation de biens judiciaire.
- DUVERGIER. Droit civil français. Suite à l'ouvrage de Toullier.
- FAUSTIN-HÉLIE. Traité de l'instruction criminelle.
- FLANDIN. De la transcription en matière hypothécaire, ou explication de la loi du 23 Mars 1855 et des dispositions du code Napoléon relatives à la transcription des domaines et des substitutions.
- FOLLEVILLE (D. de). Traité du contrat pécuniaire de mariage.
- FRÉMONT. Traité pratique du divorce et de la séparation de corps.
- GÂNȚOIU (AL.). Lucrări judecătorești.
- GARNIER. Régime ou traité des rivières et cours d'eau.
- GARRAUD. Précis de droit criminel.
- GARSONNET. Traité théorique et pratique de procédure.
- GERBAULT ET DUBOURG. Code des droits successoraux des époux, comprenant le Commentaire de la loi du 9 Mars 1891.
- GIDE. Etude sur la condition privée de la femme dans le droit ancien et moderne.
- GLASSON ET COLMET-DAAGE. Précis théorique et pratique de procédure civile. Ed. II-ème par A. Tissier.
- GUILLOUARD. Traité du contrat de louage.
- Traité du contrat de mariage.
  - Traité de la vente et de l'échange.
  - Traité du prêt, du dépôt et du séquestre.
  - Traité des contrats aléatoires et du mandat.
  - Traité du cautionnement et des transactions.
  - Traité du nantissement et du droit de rétention.
  - Traité des privilèges et hypothèques.
  - Traité de la prescription.
  - Traité du contrat de société.
- GRENIER. Traité des donations, des testaments, etc.
- GRIOLET. De l'autorité de la chose jugée.
- HAMANGIU (C.). Proprietatea literară și artistică în legislația românească.
- Noua lege asupra proprietății literare și artistice din 28 Iunie 1923 cu note explicative și prefața (Ed. „Adevărul”, 1924).
- HEROVANU (EUGEN). Tratat teoretic și practic de procedură civilă.
- HOZOC (D.). Pactul comisor expres.
- HOUPIN. Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales.
- HUC. Commentaire théorique et pratique du code civil.
- Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission des créances.
- IONAȘCU (TRAIAN). L'évolution de la notion de cause dans les conventions à titre onéreux.
- IONESCU (IOAN I.). Dota sub raportul instrăinării.
- LACOSTE. De la chose jugée.
- LAROMBIÈRE. Théorie et pratique des obligations.
- LASCAROV-MOLDOVANU (A.). Legea autentificării actelor adnotată și comentată.
- LAURENT. Principes de droit civil français.
- Supplément.
  - Le droit civil international.
- LĂZĂRESCU (ALEX. EM.). Despre ideea de subrogațiune. Studiu juridic.
- Regula de drept și jurisprudența actuală.
- LEROUX DE BRETAGNE. Nouveau traité de la prescription en matière civile.
- LE SELLYER. Commentaire historique et pratique sur le titre des successions.
- Etudes historiques et pratiques sur le droit criminel.
- LEVASSEUR. Traité de la portion de biens dont on peut disposer.
- LUCA (NICULAE). Execuția silită asupra bunurilor nemiscătoare.
- LYON-CAEN ET RENAULT. Traité de droit commercial.
- MARINESCU (N. G.). Codul consolidărilor petrolifere.
- MARCADÉ ET PONT. Explication théorique et pratique du Code Napoléon.
- Commentaire-traité des petits contrats.
- MERLIN. Recueil alphabétique des questions de droit.
- MICHAUX. Traité pratique des testaments notariés, olographes, mystiques et autres et des actes qui en sont la conséquence (Ed. II-a).
- Traité pratique des liquidations et partages de communauté, de succession et de société.



BIBLIOGRAFIE

- MIRONESCU (GEORGE G.). Analiza noului Cod de procedură civilă. (Ed. II-a).
- MOURLON. Répétitions écrites sur le premier, le deuxième et le troisième examen du Code Napoléon. (Ed. VII-a).
- MOURLON. Traité théorique et pratique de la transcription.
- NACU (C.). Dreptul civil Român.
- NEGULESCU (DEMETRU). Execuțiunea silită Vol. II. Teoria Poprirei (Ed. IV-a).
- NEMETESCU (GEORGE P.). Călăuza divorțului.
- PANDECTES FRANÇAISES. Nouveau Répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence.
- PLANIOL. Traité élémentaire de droit civil (Ed. II și III-a).
- PONT. Commentaire des sociétés civiles et commerciales.  
— Commentaire-traité théorique et pratique des privilèges et hypothèques et de l'expropriation forcée.
- PONT ET MARCADÉ. Commentaire-traité des petits contrats.
- POPESCU (PETRE). Jurisprudența Inaltei Curți de Casație pe anii 1917-1918, Iași și Buc.
- POTHIER. Oeuvres annotées et mises en corrélation avec le Code civil par M. Bugnet.
- POUILLET. Traité théorique et pratique des brevets d'invention et de la contrefaçon.  
— Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale en tous genres.  
— Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique et du droit de représentation.
- RĂDULESCU (ANDREI). Studii de drept civil (2 volume).  
— Publicitatea drepturilor reale imobiliare și registrele de proprietate.
- RODIÈRE ET PONT. Traité du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.
- ROGUIN. Le mariage. Droit civil comparé.
- ROUSSEAU. Traité théorique et pratique de la correspondance par lettres missives et télégrammes.
- SALEILLES. Etude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet de code civil pour l'empire allemand. (Ed. III-a).
- SESCIOREANU (G.). Des conventions relatives à la preuve de la libération du débiteur.
- SIREY, Répertoire du Recueil Sirey.
- ȘTEFĂNESCU-PRIBOI (D. C.). L'idée de faute et la responsabilité des choses inanimées.
- STOEANOVICI (N. A.). La validité des actes de l'héritier apparent en droit français et en droit roumain.
- SOURDAT. Traité général de la responsabilité ou de l'action en dommages-intérêts en dehors des contrats.
- TĂTARU (V. GH.). Prezidentul Tribunalului în legislația română (Ed. II-a).
- TESSIER. Traité sur la dot.
- THALLER. Traité général de droit commercial. Sociétés commerciales.  
— Traité élémentaire de droit commercial.
- THIRY. Cours de droit civil professé à Liège.
- TITULESCU N. Impărțeala moștenirilor.
- TOCILESCU (GH. GH.). Curs de procedură civilă.
- TROPLONG. Le droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du Code.
- VAREILLES-SOMMIÈRES. Des lois d'ordre public et de la dérogation aux lois.
- VAVASSEUR. Traité des sociétés civiles et commerciales avec formules.
- VAZEILLE. Résumé et conférence des commentaires du code civil sur les successions, donations et testaments.
- VERDIER. Transcription hypothécaire. Explication de la loi du 23 Mars 1855.
- VERNET. De la quotité disponible.
- VINCENT ET PÉNAUD. Dictionnaire de droit international privé.
- VRAIE ET GODE. Le divorce et la séparation de corps.
- WAHL. Traité théorique et pratique de droit international privé.
- WEISS. Traité théorique et pratique de droit international privé.  
— Manuel de droit international privé (Traité élémentaire).

## PRESCURTĂRI

<i>al.</i> . . . . .	Alineat.
<i>Apel.</i> . . . . .	Curtea de Apel.
<i>Art.</i> . . . . .	Articolul.
<i>Botoșanii Juridic</i> . . . . .	Revista de drept „Botoșanii Juridic“.
<i>B., Bul.</i> . . . . .	Buletinul Curții de Casație.
<i>Bul. C. Apel.</i> . . . . .	Revista de drept „Buletinul Curților de Apel“.
<i>Bul. Trib. Muscel</i> . . . . .	Revista de drept „Buletinul Tribunalului Muscel“.
<i>C. Apel.</i> . . . . .	Curtea de Apel.
<i>C. B.</i> . . . . .	Curtea de Apel București.
<i>C. civ.</i> . . . . .	Codul civil Român.
<i>C. J., C. Jud., Curier Jud.</i> . . . . .	Revista de drept „Curierul Judiciar“.
<i>C. p., C. pen.</i> . . . . .	Codul penal Român.
<i>Cas.</i> . . . . .	Inalta Curte de Casație Română.
<i>Cas. Fr.</i> . . . . .	Inalta Curte de Casație franceză.
<i>Cas. S. U.</i> . . . . .	Inalta Curte de Casație Română Secții Unite.
<i>Civ.</i> . . . . .	Codul civil.
<i>Civ. Fr.</i> . . . . .	Codul civil francez.
<i>Civ. Ital.</i> . . . . .	Codul civil Italian.
<i>Com.</i> . . . . .	Codul comercial Român.
<i>Const.</i> . . . . .	Constituția Română.
<i>Contr. de mar.</i> . . . . .	Contrat de mariaje.
<i>Conv. Jur., Convorbiri Juridice</i> . . . . .	Revista de drept „Convorbiri Juridice“.
<i>D., Dr., Drept.</i> . . . . .	Revista de drept „Dreptul“.
<i>Dr. civ. int.</i> . . . . .	Droit civil international.
<i>Don et test.</i> . . . . .	Donations et testaments.
<i>Ed.</i> . . . . .	Ediția.
<i>Gaz. Trib., Gazeta Tribunalului</i> . . . . .	Revista de drept „Gazeta Tribunalului“.
<i>Instr. crim.</i> . . . . .	Instruction crinimelle.
<i>J., Jud., Judec.</i> . . . . .	Judecătoria.
<i>Jurisprudență</i> . . . . .	Revista de drept „Jurisprudența“.
<i>Jur. Gen. Jurispr. Gen.</i> . . . . .	Revista de drept „Jurisprudența Generală“.
<i>Jur. Rom., Jurispr. Rom.</i> . . . . .	Revista de drept „Jurisprudența Română“.
<i>Justiția Dobrogei</i> . . . . .	Revista de drept „Justiția Dobrogei“.
<i>Justiția (Craiova)</i> . . . . .	Revista de drept „Justiția“ din Craiova.
<i>Justiția (Iași)</i> . . . . .	Revista de drept „Justiția“ din Iași.
<i>Justiția Olteniei</i> . . . . .	Revista de drept „Justiția Olteniei“.
<i>L., Leg.</i> . . . . .	Legea.
<i>L. aut. act.</i> . . . . .	Legea autentificării actelor.
<i>L. Jud. oc.</i> . . . . .	Legea judecătorilor de ocoale.
<i>L. Timbr.</i> . . . . .	Legea timbrului.
<i>Mon. of.</i> . . . . .	Monitorul oficial.
<i>n.</i> . . . . .	Nota.
<i>No.</i> . . . . .	Numărul.
<i>p. pg.</i> . . . . .	Pagina.
<i>Pag. Jur., Pagini Juridice</i> . . . . .	Revista de drept „Pagini Juridice“.
<i>Pand. Rom.</i> . . . . .	Revista de drept „Pandectele Române“.
<i>Pand. Săpt.</i> . . . . .	Revista de drept „Pandectele Săptămânale“.
<i>part.</i> . . . . .	Partea.
<i>Pen.</i> . . . . .	Codul penal Român.
<i>Prescr.</i> . . . . .	Prescription.
<i>Pr. civ.</i> . . . . .	Codul de procedură civilă Română.

PRESCURTĂRI

<i>Pr. pen.</i> . . . . .	Codul de procedură penală Română.
<i>Reg., Regul.</i> . . . . .	Regulamentul.
<i>Reg. act. st. civ.</i> . . . . .	Regulamentul actelor de stare civilă.
<i>Rép.</i> . . . . .	Répertoire.
<i>Req.</i> . . . . .	Casația Franceză, Chambre des requêtes.
<i>Rev. crit., Revista critică.</i> . . . . .	Revista de drept „Revista critică“.
<i>Rev. de drept., Revista de drept</i> . . . . .	Revista de drept „Revista de drept“.
<i>Rev. Jud., Revista Judiciară</i> . . . . .	Revista de drept „Revista Judiciară“.
<i>Revista Juridică</i> . . . . .	Revista de drept „Revista Juridică“.
<i>S.</i> . . . . .	Secția.
<i>Săptămâna Juridică.</i> . . . . .	Revista de drept „Săptămâna Juridică“.
<i>Sentința</i> . . . . .	Revista de drept „Sentința“.
<i>Success., Succ.</i> . . . . .	Successions.
<i>Suppl.</i> . . . . .	Supplément.
<i>t.</i> . . . . .	Text.
<i>T., Trib.</i> . . . . .	Tribunalul.
<i>Text belg.</i> . . . . .	Textul codului civil belgian.
<i>Text fr.</i> . . . . .	Textul codului civil francez.
<i>Text ital.</i> . . . . .	Textul codului civil italian.
<i>Tr.</i> . . . . .	Traité.
<i>Trib. Jur.</i> . . . . .	Revista de drept „Tribuna Juridică“.
<i>Urm. ur.</i> . . . . .	Următoarele.
<i>V.</i> . . . . .	A se vedea.



# CODUL CIVIL

## VOLUMUL II

### CARTEA III

#### DESPRE DIFERITELE MODURI PRIN CARE SE DOBÂNDEȘTE PROPRIETATEA

**Art. 644.** — Proprietatea bunurilor se dobândește și se transmite prin succesiune, prin legate, prin convențiune și prin tradițiune. (Civ. 480, 630 urm., 645, 650 urm., 800 urm., 813, 886 urm., 942, 971, 1895, 1897; Civ. Fr. 711).

*Text. fr. Art. 711.* — La propriété des biens s'acquiert et se transmet par succession, par donation entre-vifs ou testamentaire, et par l'effet des obligations.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, p. 392; II, ed. 5-a, p. 563-565;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 2 urm.;  
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 4, 7, 8, 9, 11, 32, 39, 83;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 848, 934; II, p. 966; ed. 1-a, III, p. 479;  
LAURENT, VI, 165;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 3;  
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2562, 2589 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 4 urm., 7, 9, 20, 55, 76, 196, 259, 303, 429, 759, 865;  
(III, part. I, ed. 2-a, p. 310; IV, part. I, ed. 2-a, p. 100, 259, 261, 328, 709 t. și n. 4;  
IV, part. II, ed. 2-a, p. 196, 201, 203, 209, 224, 288, 329, 330, 333, 460, 464, 466; V,  
p. 5, 166, 177, 224; XI, p. 133, 140, 230 n. 1, 245); *Droit ancien et moderne de la  
Roumanie*, p. 36, 134, 218;  
CANTACUZINO MATEI, p. 137, 138, 139 urm., 459;  
NACU, I, p. 173; II, p. 7 urm.;  
NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Nota* sub. Cas. I, 543 din 25 Mai 1923. Pand. Rom. 1924,  
I, 139;  
ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă*, sub. Cas. I, 1146 din 16 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924,  
I, 123.

## INDEX ALFABETIC

Absență 17.  
 Acte 7.  
 Acțiuni 1, 13.  
 Acțiuni posesorii 4.  
 Autorizație comunală 14.  
 Buna creștință 3, 10, 15.  
 Comoștenitori 15, 16.  
 Copiii minori 11, 12.  
 Despăgubiri 3.  
 Divorț 13.  
 Dreptul copiilor 18.  
 Eredic aparent 3.  
 Femei sătence 5, 11, 12.  
 Îmbunătățiri 3.  
 Imobiliară proprietate 9, 17.  
 Improprindări 5, 11, 12.  
 Individuine 16.  
 Instrăinare 3, 13.  
 Justă cauză 10, 15.  
 Legate 13.  
 Legea rurală 5, 11, 12.  
 Mănăstiri 1, 2.  
 Marturi 9.  
 Minori 11, 12.  
 Moștenitori 6, 15.  
 Partaj 15, 16.  
 Posesiune 4, 6, 7, 13, 15.  
 Posesorii acțiuni 4.  
 Prescripție 3, 9, 10, 15.

Prezumpțiuni 7.  
 Proprietate 3, 4, 6, 7, 9, 12, 14, 17.  
 Proprietate imobiliară 9, 17.  
 Radicerea sentinței de divorț 18.  
 Regulamentul legii rurale 11.  
 Revendicare 6, 7, 9, 16.  
 Rurală lege 5, 11, 12.  
 Sătence, a se vedea „Femei”.  
 Secularizare 1, 2.  
 Stat 1, 2.  
 Statul personal 17.  
 Străin 17.  
 Succesiune 1, 2, 5, 10, 16, 17.  
 Tabele de improprindări 11, 12.  
 Testament 8, 13.  
 Titlu 9, 14, 15.  
 Tradițiune 13.  
 Transcriere 8, 18.  
 Urmărire 13.  
 Văduve 5, 11, 12.  
 Vânzare, a se vedea „Instrăinare”.

## Jurisprudență.

1. Prin nici o lege nu s'a atribuit statului succesiunile ce se cuveneau mănăstirilor, ci numai lucrurile existente în momentul secularizării. (Apel Iași, II, Mai 10/75, *Dr.* 69/75).

2. Prin legea secularizării, statul fiind recunoscut de sucesor și continuator al mănăstirilor a căror avere s'a secularizat, are calitate a urmăritori ce acțiune în numele său. (Apel Buc. II, 63, Mart. 19/80, *Dr.* 44/81).

3. Nimeni nu poate transmite altuia alte drepturi de cât acele ce el însuși are asupra unui lucru. Ori, nici un text de lege nu acordă eredelui aparent dreptul de a dispune, ca un deplin proprietar, de lucrul ce el deține; el nu poate dobândi deplina proprietate a acelui lucru de cât prin prescripțiune; până atunci actele de instrăinare făcute de dânsul nu pot fi opozabile adevăratului proprietar. Cumpărătorul nu poate invoca buna sa credință, căci este chestiune de echitate superioară ca pierderea lucrului să nu fie suferită de proprietar, ci de cumpărător care eră liber să nu cumpere. Dacă însă cumpărătorul a făcut îmbunătățiri pe acel imobil, urmează să fie despăgubit de ceea ce a cheltuit a le face. (Apel Buc. I, Ian. 28/81, *Dr.* 48/81).

4. În acțiunile posesorii, instanțele judecătorești nu au a se pronunța asupra dreptului de proprietate a imobilului ce face obiectul acțiunii, ci numai dacă s'a posedat de reclamant, iar proba reclamațiunii, urmează să se facă, nu după regulile cerute pentru stabilirea dreptului de proprietate, ci după acelea cerute pentru dovedirea posesiunii. (Cas. I, 334/900. B. p. 1132).

5. Legea rurală, neschimbând ordi-

nea succesorală și neexcluzând pe sătence de la moștenirea, fie testamentară, fie ab intestat, a celui improprindat, restricțiunea, prevăzută pentru văduvele fără copii, în momentul improprindării lor, nu poate fi întinsă, în afară de cazurile prevăzute de art. 4 din legea rurală de la 1864. Astfel că văduvele fără copii, ale sătenilor improprindării prin legea rurală, pot dobândi, prin moștenire, mai mult pământ decât porțiunea ce acordă legea rurală unor asemenea văduve, când ele însăși ar fi fost improprindate. (Cas. I, 136/98, B. p. 583. Contra: Apel Galați, *Dr.* 36/900).

6. Titlul de moștenitor, fiind un titlu translativ de proprietate, moștenitorul este în drept, întemeindu-se pe această singură calitate, să revendice în mâna oricărui posesor un bun, ce făcea parte din patrimoniul autorului său. Această acțiune fiind întemeiată pe un titlu recunoscut de lege ca atare, deținătorul unui asemenea bun nu poate invoca în apărarea sa simplul fapt al posesiunii și să ceară ca moștenitorul să dovedească dreptul de proprietate al autorului său asupra acestui bun. (Cas. I, 393/901. B. p. 1337).

7. Deși în principiu cel ce se găsește în posesia unui imobil are în favoarea sa prezumpția că este și proprietar, de îndată însă ce revendicantul își sprinjină acțiunea sa pe acte translative de proprietate, posesorul este ținut să dovedească, că posesia sa este de natură să-i confere proprietatea asupra acelui imobil și să combată astfel valoarea juridică a probelor administrate de revendicant. (Cas. I, 312/902. B. p. 934).

8. Dreptul de proprietate transmis printr'un testament netranscris, se poate opune erga omnes. (Cas. I, 20 Ian. 1906, B. p. 37).

9. Dreptul de proprietate imobiliară neputându-se dovedi prin martori, când valoarea imobilului este mai mare de 150 lei vechi, ci numai prin titlu sau prescripțiune, Tribunalul comite un adevărat exces de putere și o violare a regulilor de drept când, întemeindu-se numai pe proba cu martori administrată de reclamant în dovedirea cauzei sale, îi admite acțiunea în revendicare. (Cas. I, 24 Aprilie 1909, B. p. 412).

10. După art. 1897 din codul civil, justa cauză este orice titlu translativ de proprietate.

Astfel, succesiunea fiind enumerată printre diferitele moduri de a dobândi proprietatea, constituie prin ea însăși un just titlu, care, unit cu buna credință, conduce la prescripțiunea de zece ani. (Cas. I, 20 Mai 1909, B. p. 567).

11. În baza regulamentului din 20 Iunie 1879 făcut pentru executarea art.



5 și 6 din legea rurală de la 1864, femeile sătence puteau fi improprietărite personal pe moșiile statului.

Prin urmare, dacă în tabela de improprietărire de la 1879 făcută în baza menționatului regulament, s'a trecut numele unei femei sătence cu copii minori, această improprietărire s'a făcut pentru femei iar nu pentru minori. (Cas. I, 638 din 23 Nov. 1910. Jurispr. 2/911).

**12.** Improprietărirea făcută prin legea din 1864 și trecută în tabelă pe numele văduvei care avea un copil minor la epoca improprietăririi, are a fi considerată ca făcută pe numele și pentru acel copil minor, iar nu pentru văduvă personal. (Art. 4 și 7 legea din 1864). (Cas. II, 41 din 11 Mart. 1911. Jurisprudența 15/911; In acelaș sens: Cas. I, 405 din 29 Mai 1913. Curier Jud. 55/913; Cas. I, 316 din 9 Mai 1911. Jurisprudența 21/911; Cas. I, 1144 din 3 Nov. 1922. Jur. Rom. 4/923; Dreptul 39/923).

**13.** Donațiunea testamentară fiind un mod de a dobândi proprietatea, ori ce legat pur și simplu dă legatarului din ziua morții testatorului un drept de proprietate asupra lucrului legat, independent de orice tradițiune, și deci legatarul are calitatea de a exercita acțiunile reale active și pasive, relative la dreptul său de proprietate; în ce privește însă posesiunea, legatarul neavând-o de drept și trebuind ca lucrul legat să-i fie predat sau de bună voie sau prin cerere în judecată, urmează că legatarul nu are calitatea de a exercita acțiunile cari decurg din dreptul de posesiune al unui lucru, decât după ce a intrat în posesiune.

Prin urmare, legatarul particular al unui imobil are calitatea să se opună la urmărirea îndreptată de un creditor, fără a i se putea opune excepțiunea că nu a fost trimis în posesia legatului. (Cas. II, 27 Apr. 1912, B. p. 765).

**14.** Autorizațiunea dată de o comună unei persoane de a se stabili pe un teren, fiind emanată de la acea comună ca proprietară, constituie un titlu de proprietate, așa că săvârșește o omisiune esențială tribunalul când nu se pronunță asupra unei asemenea autorizățiuni invocată de o parte. (Cas. s. I, 154/912. Curier Jud. 20/912).

**15.** Dacă în cazul unui autor comun tuturor eredităților, o prescripțiune întemeiată pe justul titlu de erede nu poate fi invocată contra altui coerede, aceasta se explică prin faptul că, într'un asemenea caz, titlu ce servă de bază prescripției fiind comun tuturor moștenitorilor până la facerea împărțelii, posesia nu are un caracter exclusiv cum trebuie să fie posesiunea care servă de bază unei prescripțiuni.

Atunci însă când un erede găsește în

succesiunea autorului său imediat un imobil care a aparținut succesiunii unui autor mai depărtat, acest erede poate să înceapă în persoana sa o posesiune nouă, distinctă de aceea a autorului său, care unită cu buna credință și cu titlu ce rezultă din calitatea sa de erede, poate să-l conducă la prescripțiune. (Cas. I, 7 Mai 1913; B. p. 1075).

**16.** Atât timp cât durează starea de indiviziune între comostenitori dreptul fiecăruia, deși nelămurit în întreaga succesiune, este totuși mărginit la o cotă-parte ce are să se determine numai prin facerea partajului, de unde rezultă că comostenitorul nu are drept să exercite decât acțiunile ce ar avea asupra dreptului său indiviz în succesiune, adică asupra cotei sale succesoriale.

Prin urmare, dacă reclamantii nu dovedesc titlul de succesori în baza căruia revendică dela un tertiu decât pentru jumătate din succesiune, acțiunea nu le poate fi admisă în virtutea art. 644 c. civ., decât pentru acea porțiune, iar tribunalul admitând acțiunea în întregime a violat acel text de lege. (Cas. I, decizia No. 418, din 19 Sept. 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 577).

**17.** Dacă regulele privitoare la protecțiunea persoanei și averii unui erede sunt stabilite de legea lui națională, iar în caz de absență această lege este care va determina formele de urmat cu privire la alcătuirea organelor chemate să-l reprezinte și să administreze averea absentului, în ce privește însă dreptul de a dobândi, prin succesiune, imobile în România fiind vorba de o devoluțiune de bunuri situate în țară, adică de investirea ereditului cu un drept nou, iar nu de exercitarea unui drept aflat în patrimoniul succesibilului, se aplică legea română, care determină modul de dobândire a proprietății prin devoluția bunurilor succesoriale. (Apel Buc. I, No. 119, 1915; Dreptul 1915, p. 514).

**18.** Faptul radierei sentinței de divort ce constată dreptul copiilor, câștigat conf. art. 285 și transcrierea jurnalului tribunalului, prin care s'a dispus radiarea acestei sentințe de divort, nu desbracă pe copii de dreptul lor, și proprietatea părții rescumpărate care nu se redobândește și nu se transmite, nici chiar față de terții, dacă aceste formalități nu sunt întovărășite și de existența unui titlu *valabil* de strămutare a proprietății; de oarece, în această materie, spre deosebire de materia ipotecilor și a privilegiilor, proprietatea nu se strămută decât conform art. 644 c. civ.; iar dacă față de terții mai trebuie și transcripțiunea, totuși o transcripție singură, fără titlu, sau pe baza unui titlu nul, nu poate



fi translativă de proprietate. (Apel Iași II, No. 114, 1915; *Justiția*, 1916. p. 134).

19. Face o justă aplicare a principiului art. 644 c. civil, instanța de fond, când decide că un testament, care îndeplinește condițiile legii și nu este anu-

lat, constituie un titlu legal de proprietate pentru beneficiul lui. (Cas. I, 1111 din 9 Nov. 1923, *Pand. Rom.* 1924, I, 245).

20. A se vedea: art. 1895, Index „Succesiune” și notele respective; art. 1897, Index „Succesiune” și notele respective.

**Art. 645.** — Proprietatea se mai dobândește prin accesiune<sup>1)</sup> sau încorporațiune, prin prescripțiune, prin lege și prin ocupațiune<sup>2)</sup>. (Civ. 482 urm., 1837 urm., 1909; Civ. Fr. 712).

*Text. fr. Art. 712.* — La propriété s'acquiert aussi par accession ou incorporation, et par prescription.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 2 urm.;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 7, 8, 9, 11, 32, 155;  
 COLIN ET CAPITANT ed. 2-a, I, p. 848, 859;  
 DALLOZ, *Rép. Propriété* 170 urm.; *Suppl. Propriété*, 73 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 3.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 4 urm., 7, 9, 20, 55, 76, 196, 259, 303, 429, 759, 865;  
 (III, part. I, ed. 2-a, p. 290; IV, part. I, ed. 2-a, p. 504; XI, p. 41, 42, 215);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 124;  
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 169;  
 NAGU, I, p. 173; II, p. 7 urm.;  
 PORUMBEANU PAUL, *Notă*, sub Cas. S. U., 24 din 1 Iunie, 922. *Pand. Rom.* 1924, I, 60;

#### Jurisprudență.

1. O posesiune exercitată în comun de mai multe persoane asupra unui bun, în cazul când celelalte condițiuni sunt îndeplinite, duce la prescripția proprietății lui în folosul comuniștilor.

În acest caz este de ajuns a se stabili că în mod pașnic, public și continuu s'a exercitat în comun asupra bunului prescriis, acte de proprietate, compatibile destinației sale. (Cas. I, 621 din 7 Dec. 1920. *Jur. Rom.* 5/921).

2. Lucrurile părăsite potrivit art. 645 c. civ., devin proprietatea primului ocupant iar nu ale statului. Art. 477 și 646

c. civ., se referă numai la lucrurile imobile și universalitate de bunuri.

Prin urmare în specie fiind vorba de păcura ce se scurge de la schelele societăților petrolifere pe o apă care nu e curgătoare propriu zis, ci mai mult o cale de scurgere pentru apele provenite din ploii, această păcură nu poate fi considerată de cât ca un „res derelicta”, a căruia proprietate nu poate aparține statului și deci implicit el nu poate conceda dreptul de a o strânge numai unei anumite persoane. (Trib. Prahova s. II. 611 din 6 Mart. 1924. *Jur. Gen.* 30/924. No. 1725).

3. A se vedea: art. 1837 și urm. cu notele respective.

**Art. 646.** — Bunurile fără stăpân sunt ale Statului. (Civ. 477 urm., 647 urm., 652, 680, 1845; Civ. Fr. 713).

*Text. fr. Art. 713.* — Les biens qui n'ont pas de maître, appartiennent à l'État.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 92, 96, 658;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 11, 12, 24, 29;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 850, 994; ed. 1-a, III, p. 420;  
 DALLOZ, *Rép. Propriété*, 179; *Suppl. Propriété*, 76;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 4;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2179, 2188.

1) A se vedea art. 482 Cod. Civ. în privința „accesiunii”.

2) În textul art. francez corespunzător, lipsesc cuvintele: „prin lege și prin ocupațiune”.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 4 urm., 7, 9, 20, 55, 76, 196, 259, 303, 429, 759, 865; (III, part. I, ed. 2-a, p. 213 urm.; IV, part. II, ed. 2-a, p. 594); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 149;  
CANTACUZINO MATEI, p. 124;  
NACU, II, p. 10.

## Jurisprudență.

1. A se vedea art. 645 cu nota 2.

**Art. 647.** — Sunt bunuri cari nu aparțin nimănui și al căror uz e comun tuturor. Legi de poliție regulează felul întrebunțării lor. (Civ. 476 urm.; Civ. Fr. 714).

*Text. fr. Art. 714.* — Il est des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous.

Des lois de police règlent la manière d'en jouir.

## Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 8;  
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 12;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 851;  
DALLÓZ, *Rép. Propriété*, 78; *Suppl. Propriété*, 28 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 5;  
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2186, 2416.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 10, 11;  
NACU, II, p. 12.

## Jurisprudență.

1. Art. 647 nu are aplicațiune când e vorba de uzul apei dintr'un râu de domeniul privat ce a avut un proprietar, și de turburarea adusă uzului. De altfel din acel articol nu rezultă că uzul apelor se regulează de autoritățile administrative când e vorba de un râu

de domeniul privat. Turburarea la folosința apei într'un asemenea râu de domeniul privat formează obiectul unei acțiuni posesorii și se judecă conform procedurii civile de judele de ocol în prima instanță și de tribunal ca instanță de apel. (Cas. I, 224/Iun. 8/83, B. p. 635).

**Art. 648.** — Facultatea de a vâna sau de a pescui este regulată prin legi particulare. (Civ. 480, 503, 647; L. pol. rurale, 102; L. asupra poliției vânatului; L. asupra pescuitului; Civ. Fr. 715).

*Text. fr. Art. 715* — La faculté de chasser ou de pêcher est également réglée par des lois particulières.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, p. 236, 237; II, ed. 5-a, p. 361-364;  
BAUDRY ET WAHL, *Des Successions*, I, 26 urm., 34;  
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 13;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 850, 851;  
DEMOLOMBE, XIII, 23, 25;  
DURANTON, IV, 278;  
HUC, V, 8;  
LAURENT, VIII, 442 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 5;  
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2572.



## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 11 urm.; (III part. I, ed. 2-a, p. 261, 381);  
CANTACUZINO MATEI, p. 124;  
NACU, I, p. 789, 790; II, p. 13.

**Art. 649.** — Proprietatea unui tezaur este a celui ce l-a găsit în propriul său fond; dacă tezaurul este găsit în fond străin, se împarte pe din două între cel ce l-a descoperit și între proprietarul fondului.

Tezaurul este orice lucru ascuns sau îngropat pe care nimeni nu poate justifica că este proprietar și care este descoperit printr'un pur efect al hazardului<sup>1)</sup>. (Civ. 489 urm.; Civ. Fr. 716).

*Text. fr. Art. 716.* — La propriété d'un trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds: si le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui, il appartient pour moitié à celui qui l'a découvert, et pour l'autre moitié au propriétaire du fonds.

Le trésor est toute chose cachée ou enfouie sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété, et qui est découverte par le pur effet du hasard.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, p. 240-242; II, ed. 5-a, p. 369-372;  
BAUDRY ET WAHL, *Des successions*, I, 45, 53, 65, 66, 68, 70, 73, 75;  
BUENOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 20, 21, 32;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 790, 809, 851 urm.; ed. 1-a, III, p. 192;  
DALLOZ, *Rép. Propriété*, 186 urm.; *Suppl. Propriété*, 77 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 12 bis; 12 bis, XI;  
DEMOLOMBE, XIII, 30 bis, 33, 34, 36-38, 38 bis, 39, 40, 46 ter., 47, 49-55;  
HUC, V, 15, 16;  
LAURENT, VIII, 447-453, 456;  
MARCADÉ, art. 716, n. 2; 1673, n. 2;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 5 urm.;  
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2578-2580, 2798.

## Doctrină românească

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 19, 22 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 462, 539;  
VIII, part. I, ed. 2-a, p. 192 n. 2); *Observație* sub. C. Apel Bordeaux s. II, 21 Mart.  
1899. Curier Jud. 23/1900; *Notă* sub Trib. Nogent-Le-Rotru (Eure et Loire), 11 April.  
1922, Curier Jud. 1/925; *Notă* sub Trib. Alençon (Orne), 9 April. 1922. Curier Ju-  
diciar 1 925;  
CANTACUZINO MATEI, p. 125;  
NACU, II, p. 15 urm.;  
RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. din Florența, 4 Ian. 909. Dreptul, 80/1909.

## TITLUL I

## Despre succesiuni.

**Art. 650.** — Succesiunea se deferește sau prin lege, sau după voința omului prin testament. (Civ. 651 urm., 800, 802 urm.; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923). Art. 4, 7; L. agrară, 127; Civ. It. 720 § 1).

<sup>1)</sup> În privința proprietății comorilor, a se vedea și Codul Calimach, art. 529-535 și Codul Caragea, cap. I, partea II.



*Text. Italian. Art. 720 al. 1.* — La successione si devolve per lege o per testamento.

### Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 156, 826 urm.;  
 DEMOLOMBE, XIII, 70, 160; XV, 190;  
 LAURENT, VIII, 477 urm.;  
 MARCADÉ, III, art. 722, No. 36;  
 MOURLON, II, ed. 7-a, p. 5 urm.;  
 PLANIOL, III, 2516;  
 THIRY, II, 6.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 39 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 183); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 153; *Observație* sub. Cas. S. U. 11 din 16 Nov. 1900. *Curier Jud.* 86/1900;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 214, 215;  
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 199 urm.;  
 DEGREÁ AL., (Alexander), *Nota* sub. C. Apel Galați, 217 din 30 Nov. 1898. *Dreptul*, 36/1900;  
 FILITI D. IOAN, *Observație* sub. Trib. Suceava, 124 din 3 Aprilie 1913. *Dreptul*, 74/1913;  
 HAMANGIU C., *Proprietatea literară și artistică în legislația Română*, p. 30 urm.;  
 NACU, II, p. 22 urm.;  
 STOENESCU D. DEM., „*Studii asupra legilor rurale*“. *Curier Jud.* 40/908.

### Jurisprudență.

1. Teoria că legile care regulează succesiunea călugărilor ar fi legi politice și ca atare ne-abrogate de codul civil, nu este fundată pentru că legile relative la succesiune sunt legi civile, regulând unul din modurile civile de achizițiune a proprietății, și prin urmare pot și sunt abrogate prin legi de succesiune posterioare. De asemenea ele nu sunt legi speciale care n'ar putea fi abrogate prin legi generale, căci

prin legi speciale în acest sens, se înțeleg legi care sunt cu totul străine dreptului civil, cum sunt legile financiare, militare sau de administrațiune publică, iar aci e vorba de legi de succesiune care fac tocmai parte din legile ce compun codul civil, și prin urmare susceptibile a fi abrogate prin noul cod civil. (Apel Iași, II, Mai 16/75, *Dr.* 63/75).

2. A se vedea: art. 1, 2, 7, 644. Index „Succesiune“, „Testament“ și notele respective; art. 654 cu notele respective.

## CAPITOLUL I

### Despre deschiderea succesiunilor.

**Art. 651.** — Succesiunile se deschid prin moarte. (Civ. 115; Pr. civ. 63, 254; L. Timbr. 18 § 28, 21 § 28; Civ. Fr. 718).

*Text. fr. Art. 718.* — Les successions s'ouvrent par la mort naturelle et par la mort civile.

### Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 110-114;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 366;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 42 urm.; *Suppl. Successions*, 17 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 10;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1702.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 34, 45 urm., 100, 578, 856 n. 2, 901; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 654, 706, 716); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 153; *Observație* sub. Trib. Civil din Zabern (Saverne), 3 Aug. 912. *Dreptul* 9/1914; „*Deschiderea succesiunilor*“. *Curier Jud.* 57/1911;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 216;  
 NACU, II, p. 24.

## Jurisprudență.

1. Într-o acțiune în petițiune de ereditate, tribunalul este dator a constată data morții persoanei, a cărei moștenire se reclamă, spre a se putea constata numărul moștenitorilor, ce existau în momentul deschiderii moștenirii, ca astfel să se poată preciza exact partea cuvenită reclamantului în acea moștenire. (Cas. I, 266/900. B. p. 834).

2. Comoștenitorii pot să-și recunoască calitatea, însă nu pot să recunoască decesul lui decujuș fără a-l dovedi în mod legal, de oarece chestiunea deschi-

derii unei succesiuni este de ordine publică în baza art. 965 c. civ. care nu permite a se face învoiri asupra unei succesiuni nedeschise încă, iar potrivit art. 115 c. civil dacă o persoană este absentă, absența oricât de prelungită ar fi nu face să se deschidă succesiunea de cât atunci când se dovedește prin mijloacele admise de lege moartea absentului. (Trib. Dorohoi sent. 258 din 30 Sept. 1921. Jur. Gen. 1923. No. 908).

3. A se vedea: art. 1, 2, Index „Succesiuni” „Testament” și notele respective.

**Art. 652.** — Legea regulează ordinea succesiunilor între moștenitorii legitimi.

Copiii naturali, în privința succesiunii mamei lor și a colateralilor săi, sunt asimilați copiilor legitimi și vice-versa. În lipsă de moștenitori legitimi sau naturali, bunurile se moștenesc de soțul supraviețuitor. În lipsă de soț, Statul devine moștenitor. (Civ. 477, 646, 659 urm., 677 urm., 679 urm., 680, 684; L. impoz. pe moșteniri (Mon. of. 91/921) art. 4; L. p. organ. meseriilor, 200 § 6; Decret-lege 3138/919 pentru organizarea comitetelor școlare (Mon. of. 78/919), Art. 13 § 9, 42 § 6; Civ. Fr. 723).

*Text. fr. Art. 723.* — La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes: à leur défaut, les biens passent aux enfants naturels, ensuite à l'époux survivant; et s'il n'y en a pas, à l'Etat.

*Legea impozitului pe moșteniri și donațiuni. Art. 4:* Dreptul de moștenire ab intestat de la al patrulea grad în sus se desființează, iar patrimoniile defuncțiilor fără testament și fără rude până la al patrulea grad inclusiv, trec în folosul fiscoi. Patrimoniile defuncțiilor cari nu lasă rude de la al cincelea până la al doisprezecelea grad trec în folosul Casei Meseriilor.

## Doctrină străină.

- ARNTZ, II, 1370, 1371;  
 AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a. § 31, p. 136, 137; VI, § 596, p. 295, 296;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et test.*, II, 3493;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 303, 304, 384, 519, 524, 659, 852, p. 650 urm.;  
 BEUDANT, I, 291, p. 410;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 850; ed. 1-a, III, p. 373, 389, 401;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 87 bis, III;  
 DEMOLOMBE, I, 81; XIII, 360, 361, 370, 378; XIV, 117, 172, 178, 180, 181; XXIII, 161 bis;  
 DURANTON, I, 87;  
 HUC, V, 56, 139, 142, p. 180;  
 LAURENT, II, 511; IX, 39, 40, 157-159; XV, 101; *Dr. civ. internat.*, VI, 211 urm., 255 urm.;  
*Principes*, I, 14, 111;  
 LE SELLYER, *Successions*, I, p. 75, n. 1; 466, p. 493, 494;  
 MARCADE, I, 71, 696; III, 91, 189 ter.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 15, 16;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1700, 1780 bis, 1864, 1922-1924.  
 THIRY, II, 50, p. 51, 97;  
 WEISS, *Tr. de dr. internat. priv.* IV, p. 564 urm.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 43, 62, 113 urm., 168 urm., 186 urm., 189 urm., 547 n. 3, 883 n. 6, 884 n. 1; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 125, 156 n. 3, 234, 483, 526;



- XI, p. 95, 133, 136); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 41, 106, 161, 168, 216 nota 1, 494; *Observație* sub. Trib. Ilfov, s. I, 553 din 17 Sept. 904, Curier Jud. 29/905; „*Succesiunea copiilor naturali*“. Tribuna Juridică 9-14/1919; „*Succesiunea soțului supraviețuitor*“. Tribuna Juridică, 15-16/1919; *Observație* sub. Cas. Turin, 11 Mart. 1922. Pand. Rom. 1923, III, 103;
- CANTACUZINO MATEI, p. 218, 221;
- CERBAN ALEX., *Nota* sub. Trib. Gorj s. I, 58 din 1 Mart. 1920. Curier Jud. 55-56/1920;
- DEGRÉ ALEXANDRU, „*Scrieri juridice*“ vol. IV, „Dreptul de succesiune al copiilor naturali“, p. 274 urm.;
- DOBRIEANU D. AL., *Notă* sub. Cas. I, din 17 Ianuar 1901. Dreptul 49/1901;
- MEITANI GEORGE, „*Despre drepturile copiilor naturali*“. Dreptul 38/1902;
- NACU, II, p. 83.

### Jurisprudență.

1. Copilul natural, recunoscut ca atare de tatăl său în timpul vechiului Cod Calimach, n'are dreptul nici la alimente, nici la succesiunea averii acestuia, dacă a murit sub imperiul noului Cod civil. (Cas. I, 278/95. B. p. 765).

2. Copilul natural are drept de moștenire în averea fratelui și surorii sale de mamă, deși legea nu spune expres aceasta, căci atât dispozițiunile art. 21 partea IV, Cap. III din legiuirea Caragea, cât și dispozițiunile art. 677 din Codul civil actual, care vorbesc de moștenirea copilului natural, nu sunt restrictive. (Cas. I, 254/97. B. p. 843).

3. Dreptul de succesiune este de statut personal, în ce privește averea mobilă, în sensul că legea națională a defunctului este aceea, care va determina calitatea de erede sau capacitatea în ordinea de succesiune și calitatea dreptului fiecărui moștenitor. Astfel, dacă un supus grec moare în România și lasă avere mobilă și, ca moștenitori, copii și pe soția sa, partea ce s'ar cuveni soției nu poate fi urmărită și poprită de creditorii săi personali, ai soției, dacă dânsa nu a acceptat și nu și-a valorificat, pe cale principală, dreptul său în succesiunea soțului său, față cu ceilalți moștenitori și aceasta după legile în vigoare în Grecia. (Trib. Covurlui I, C. Jud. 23/97).

4. Înrudirea în grad succesibil fiind un fapt, ce se poate dovedi prin mijloacele de probațiune cele mai largi, instanțele de fond pot, pe lângă alte dovezi, să se întemeieze și pe un act, de notorietate, a cărui valoare e aceea a unei prezumpții. (Cas. I, 213/901. B. p. 794).

5. Din întreaga economie a C. civil, rezultă că voința legiuitorului a fost ca copilul natural să facă parte din familia mamei sale, și să fie asimilat unui copil legitim, în ceea ce privește

moștenirea mamei și a rudelor despre mamă. Astfel, succesiunea copilului natural se cuvine mamei lui și rudelor ei celor mai de aproape, prin urmare, dânsul poate fi moștenit de frații și surorile sale eșiți dintr'o căsătorie legitimă. De asemenea, copilul natural vine la moștenirea surorilor și fraților săi eșiți dintr'o căsătorie legitimă. (Cas. I, 20/901. B. p. 25).

6. Copilul natural este în drept a moșteni pe sora sa ieșită dintr'o căsătorie legitimă.

Prin urmare, săvârșește o omisiune esențială Curtea de Apel când, deși constată și recunoaște un asemenea drept fratelui, totuși omite a constata cuantumul acestui drept prin dispozițivul deciziei. (Cas. I, 17 Sept. 1908, B. p. 1376).

7. Din moment ce după dispozițiunile art. 652 și 677 codul civil, copilul natural este considerat față de mama sa ca un copil legitim, intențiunea legiuitorului a fost de a asimila succesiunea copiilor naturali cu aceea a copiilor legitimi, astfel că copiii naturali au vocațiune la succesiunea fraților lor morți fără posteritate. (Trib. Muscel. Dr. 24/913, p. 190).

8. Regulele dela moștenire având în principiu ca bază afecțiunea firească, rezultă că cei ce sunt moștenitori persoanei juridice ai defunctului vor moșteni și persoana sa fizică și, deci, vor avea egal același drept și asupra rămășițelor lui pământesti, drept care se manifestă de către noi după moartea lor prin dorința de a fi împreună și după moarte cu acei ce au fost alături în viață și printr'un cult la locul unde se află depuși acei morți. (Jud. Odobesti-Putna, 131/915. Curier Jud. 26/915).

9. A se vedea: art. 1, 2. Index „Succesiuni“ și notele respective; art. 307 cu nota 1; art. 308 cu nota 4; art. 644 cu notele 1, 2; art. 677 cu notele respective; art. 679 cu notele respective; art. 680 cu notele respective.

Art. 653. — Descendenții și ascendenții au de drept posesiunea succesiunii din momentul morții defunctului.

Ceilalți moștenitori intră în posesiunea succesiunii cu per-



misiunea justiției. (Civ. 651, 652, 659 urm., 672 urm., 681 urm., 713 urm., 777; Pr. civ. 63, 104, 254; L. Timbr. 19 § 17, 21 § 23, 23 § 1, 70; Civ. Fr. 724).

*Text. fr. Art. 724.* — Les héritiers légitimes sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession: les enfants naturels, l'époux survivant et l'État, doivent se faire envoyer en possession par justice dans les formes qui seront déterminées.

### Doctrină străină.

- ARNTZ, II, 1272, 1273, 2122;  
 AUBRY ET RAU, VI, ed. 4-a, § 609, p. 366-368; § 639, p. 701, 704, 706; § 642, p. 738, nota 26;  
 BAUDRY, *Prévis*, III, ed. 9-a, 463, p. 298, 467;  
 BAUDRY ET WAHL, *Success.*, I, ed. 3-a, 146-148, 150, 151, p. 115, 152, p. 116: 153, 154, p. 119; 156, 157, 165, 806, 817, 819, p. 611, 821, 826, 891, 910, 951-953, 955; II, ed. 3-a, 980, 108., 2165, 2171, p. 666;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 37, 754;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 56; ed. 1-a, III, p. 390, 401, 444, 446, 447, 449, 450, 478, 481, 577, 579, 587, 882, 883;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 63 urm.; *Suppl. Successions*, 29 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 24 bis, IV; 89 bis, VII; 102 bis, VII; IV, 171 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XIII, 126, p. 161, 133, 133 bis, 136, 132-140, 147 urm., 156, 158-160, 160 bis, 212; XIV, 255, 335, 336, 569, XV, 61, 62, 417; XVII, 505; XXII, 47;  
 DURANTON, VI, 807, p. 617;  
 HUC, V, 28, 30, 31, 33, p. 48, 34; 140, 150, 258, 260, VI, 358, p. 455;  
 LAURENT, IX, 217, 219, 223-227, 230-232, 237, 240, 241, 243, 244-246, 250, 258, 259, 368, 454, 502, 509; X, 209; XII, 58 urm.; XIV, 338; *Dr. civ. internat.*, VI, 355, 364;  
 LE SELLYER, *Success.*, I, 58, p. 104; 60, p. 105; 64, p. 110, 111; 78, p. 133;  
 MARCADÉ, III, ed. 6-a, 211, 237; art. 724, No. 46, 47, 49; IV, 149;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 17 urm.;  
 PANDECTES FR., *Successions*, 1682, 1966, 2058, 2203, 2204, 2206;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1933 urm., 2061; III, ed. 6-a, p. 396, nota 1; 1864, 1926, 1928, 1935, 1938, 1942, 2032, 2046, 2047, 2054, 2817;  
 THIRY, II, 18-20, p. 30, 103, p. 112, 222, 224, 437, 462, p. 458.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 34, 52 urm.; 187, 192, 196, 208, 259, 284, 293 nota, 303, 429, 459, 688, 894 n. 1, 897 nota, 902, 907, 908 n. 1, 915; (II, ed. 2-a, p. 407, 425; IV, part. I, ed. 2-a, p. 647, 708, 709; IV, part. II, ed. 2-a, p. 138, 197, 204, 205 t. și n. 1, 212, 216; 224, 226; XI, p. 95, 133, 136); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 199, 216, 219, 495; *Observație* sub. Trib. Buzeu, 7 Oct. 903. *Dreptul* 78-903; *Observație* sub. Jud. ocol. Budești (Argeș), 4 April 1913. *Dreptul* 34/1913; *Observație* sub. Trib. Ilfov s. II, 655 din 15 Mai 1904. *Curier Jud.* 49/904; *Observație* sub. Cas. I, 387 din 21 Sept. 904. *Curier Jud.* 72/904; *Observație* sub. Trib. Vaslui, 270 din 9 Dec. 1919. *Tribuna Juridică*, 28-29/1920; „*Despre sezină*”. *Curier Jud.* 61/911; 63/911;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 246, 247, 248, 249, 250;  
 CERBAN ALEX., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. I, 771 din 24 Oct. 921. *Curier Jud.* 21/1922; *Nota* sub. C. Apel Buc. s. I, 30 din 22 Febr. 1922. *Pand. Rom.* 1923, II, 79;  
 DEGREA AL., (Alexander) *Adnotațiune* sub. Cas. I, 142 din 29 Mart. 1900; *Dreptul* 44/900. *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 158 urm.; „*Moștenitorii colaterali au posesiunea provizorie a moștenirii din momentul deschiderii moștenirii*”;  
 MITESCU N., *Notă*, sub. Cas. I, 590 din 29 Nov. 1920. *Pand. Rom.*, 1923, I, 37;  
 NACU, II, p. 25 urm.;  
 NICOLEANU HIPPOLYTE, *Notă* sub. Cas. I, 543 din 25 Mai 1923. *Pand. Rom.*, 1924, I, 139;  
 OTETELEȘANU ALEXANDRU, *Notă* sub. Trib. Ilfov, s. I, 260 din 27 Martie 1920. *Pand. Rom.*, 1922, II, 213;  
 PETIT EUGEN, „*Sezina și trimeterea în posesie*”. *Curier Jud.* 1/922;  
 POPESCU CONST. *Notă* sub. Trib. Ilfov, s. IV, 261 din 17 Mai 1911. *Curier Jud.* 47/911;  
 RUPTUREANU GR., „*Despre dreptul cumpărătorului unui imobil de a exercita acțiunea posesorie*”. *Curier Jud.* 62/911;  
 SCRIBAN ȘTEFAN, „*O ficțiune*”. *Curier Jud.* 57/907; „*Despre ficțiuni*”. *Curier Jud.* 29/922;  
 VASILESCU P., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. III, 986 din 27 Nov. 1922. *Jurispr. Gen.* 3/923, No. 187.



## INDEX ALFABETIC

Aceptare 6, 23, 51.  
 Acțiune ereditară, a se vedea „Petiție de ereditate”.  
 Acțiuni posesorii 69.  
 Adoptat copil 36 bis.  
 Aferență parte 7, 23.  
 Anulare 4, 11, 13, 16, 21, 27, 33, 41, 44, 70.  
 Apel 9, 15, 29, 30, 31.  
 Ascendenți 2, 42, 45, 55, 56.  
 Autoritate de lucru judecat 9.  
 Avere succesorală, a se vedea „Succesiune”.  
 Buna credință 46.  
 Bunuri succesoriale, a se vedea „Succesiuni”.  
 Cale contencioasă 9, 16, 29, 31.  
 Cale grațioasă 5, 9, 15, 16, 23, 29, 30, 31.  
 Calitate de succesori 2, 4, 11, 19, 26, 34, 35, 49, 53, 59, 67, 69, 71, 72.  
 Cocrezi 6, 7, 10, 22, 23, 33.  
 Colaterali 3, 4, 8, 11, 12, 14, 24, 26, 36, 47-49, 54, 56.  
 Contencioasă cale, a se vedea „Cale contencioasă” și „Jurisdicție”.  
 Constațe 2, 9, 18, 31, 61, 67, 69.  
 Copil adoptat 36 bis.  
 Creditori 12.  
 Cumpărător 46.  
 Descendenți 2, 42, 45, 55, 56.  
 Detentori 6, 7, 12.  
 Donațiuni 4, 32.  
 Drepturi succesoriale, a se vedea „Succesiuni”.  
 Erede aparent 46.  
 Erezi 1, 3-7, 11, 20-26, 32-34, 44, 59.  
 Erezi rezervatari 4, 21.  
 Excepție 15.  
 Exces de putere 27.  
 Executare 16, 67, 73.  
 Executorie formulă 16.  
 Filiațiune 10, 17, 18, 19, 32, 35.  
 Formula executorie 16.  
 Frați 3, 8, 14, 66.  
 Fructe 69.  
 Genealogie 17.  
 Grad de rudenie, a se vedea „Filiațiune”.  
 Grațioasă cale, a se vedea „Cale grațioasă” și „Jurisdicție”.  
 Hotărâri grațioase 5, 9, 15, 28-31.  
 Imobil rural 39, 40.  
 Inceput de probă 17.  
 In diviziune 6, 7.  
 Inventar 12.  
 Jurisdicție contencioasă 9, 16, 29, 30, 31, 68.  
 Jurisdicție grațioasă 5, 9, 15, 16, 28-31, 61, 65, 69, 71, 73.  
 Legatari 5, 33, 37-41, 44, 54, 63.  
 Legate 21, 42, 44.  
 Lucru judecat 9.  
 Marturi 17.  
 Masa succesorală, a se vedea „Succesiune”.  
 Naționalitate 33.  
 Nerozervatari 41.  
 Nulitate, a se vedea „Anulare”.  
 Olograf testament 41.  
 Opoziție 31, 36, 68.  
 Ordine publică 67.  
 Partaj 7, 8, 23, 34, 58, 62.  
 Parte aferentă 7, 23.  
 Permisivitatea justiției 11, 12, 14, 45, 50, 52, 54, 55, 65, 71.  
 Petiție de creditate 1, 4, 16, 17, 22, 24, 26, 34, 43, 45, 47, 50, 53, 64, 67, 72.  
 Porțiune virilă 6.  
 Posesorii acțiuni 69.  
 Prescripție 6, 23, 54.  
 Proba filiațiunii 10, 17, 18, 19, 32.  
 Proba testimonială 17.  
 Punere în posesie 1, 4, 5, 7-21, 24-33, 36-45, 47-50, 53-55, 58-73.  
 Recurs 9, 29, 31.  
 Renunțare expresă 6, 23.  
 Revendicare 1, 4, 6, 7, 24, 26, 35, 43, 46, 49, 59, 65, 71.  
 Rezervatari 4, 21, 26.  
 Reziliere 60.  
 Rural imobil 39, 40.  
 Se hestru 16.  
 Sechestrul judiciar 67.  
 Sezina judecătorească 47, 69.  
 Sezina legală 9, 16, 36, 35 bis, 47, 50, 51, 56, 57.  
 Soție săracă 52.  
 Stare civilă 2, 17.  
 Străini 38, 39, 40.  
 Succesiuni, a se vedea „Petiție de creditate”, „Partaj” și „Vocație succesorală” și 1-8, 10-34, 37-43, 47-57, 61.  
 Succesori, a se vedea „Calitate de succesori”, „Erezi” și 5-9, 11, 12, 14, 18, 20, 26, 33, 34, 36, 40, 42, 43, 45, 46, 48, 51, 53, 55-57, 61.  
 Taxe succesoriale 13, 54, 63.  
 Termen 36.  
 Terți detentori 7, 12, 25, 31, 34, 35, 43, 45, 46, 49, 65, 71.  
 Testamente 11, 16, 21, 33, 39, 40, 41, 44, 55, 70.  
 Testament olograf 41.  
 Tranzacții 2.  
 Trimitere în posesie, a se vedea „Permisivitatea justiției”, „Punere în posesie”.  
 Vânzare 27.  
 Verificare de scripte 41.  
 Violare de lege 40, 54.  
 Virilă porțiune 6.  
 Vocație succesorală 3, 7, 8, 10, 23, 24, 33, 43.

nei. Celorlalti erezi nu le rămâne altă cale de cât petițiunea eredității, unde, probând față cu cel trimis în posesiune calitatea lor de erezi, obțin nu numai posesiunea dar chiar proprietatea. (Apel Iași, II, 16/75, Dr. 63/75).

2. Da-ă după art. 653 legea acordă descendenților posesiunea succesiunii părinților lor, totuși cei ce se pretind cu asemenea drepturi urmează mai întâi a justifica titlul lor de descendenți. Dacă calitatea lor se contestă, contestațiunile acestea asupra stării civile urmează a se cerceta pe cale principală căci dacă s'ar admite că ele pot a se rezolva într'un mod incidental, apoi consecința ar fi că părțile, putând transige asupra intereselor private ce fac obiectul principal al litigiului ar transige implicit și asupra contestațiilor de stare civilă ce se ridică cu ocaziunea procesului, și niște asemenea contestațiuni, atingând de aproape ordinea publică, nu pot face obiectul unei transacțiuni. (Apel Buc. II, Mart. 1/75, Dr. 41/75).

3. Fratele defunctului are calitatea de erede legitim și dreptul prin urmare de a cere trimiterea sa în posesiunea succesiunii; el ca erede legitim are vocațiune la întreaga succesiune; prin urmare împrejurarea că mortul a mai lăsat și alți frați nu poate fi un obstacol ca el să fie pus în posesiunea întregei succesiuni pe cât timp ceilalți frați nu se prezintă spre a reclama dreptul lor. (Apel Buc. I, Mart. 19/74, Dr. 34/75).

4. Acțiunea prin care erezii colaterali tind la anularea unei donațiuni făcută de defunct fiind o acțiune ereditară prin care erezii legitimi revendică un imobil pretins al succesiunii, nu o pot intenta într'un cât n'au calitatea de erezi rezervatari; ei nu pot fi admisi să exercite acțiunile ereditare până ce mai întâi nu vor fi cerut și obținut de la justitie trimiterea lor în posesiunea moștenirii. Și cum ori ce reclamant trebuie să dovedească mai întâi calitatea pe care și întemeiază dreptul său, calitatea de erede nu se poate justifica legalmente, altfel de cât prin trimiterea în posesiune. (Apel Focș. I, 114, Sept. 27/85, Dr. 64/86).

5. Când tribunalul, asupra cererii de punere în posesiune făcută de erezii legitimi încuviințează citarea tutulor moștenitorilor și legatarilor, este ținut de a statua prin una și aceeași hotărâre și în mod contradictoriu asupra acelei cereri. Pe cât timp dar asupra acelei cereri instanța eră angajată între reclamanți și ceilalți erezi și legatari, prin chiar citarea părților încuviințată de tribunal, tribunalul nu mai poate statua asupra cererii de punere în posesiune, făcută în urmă de către legatari pe cale grațioasă, fără a cită

## Jurisprudență.

1. Refuzul tribunalului de a acorda erezilor posesiunea moștenirii, nu le ridică dreptul de a revendica pe cale contencioasă acea moștenire. Și cine revendică proprietatea n'are nevoie de a avea mai întâi posesiunea succesiunii.



și pe ceilalți moștenitori. Dacă însă a trimis în posesiune pe legatari, tribunalul este dator că în ziua fixată pentru cercetarea cererei erezilor să revie asupra jurnalului încheiat pe cale grațioasă la o epocă când instanța eră angajată între erezii și legatari, acel jurnal urmând a se considera ca nevenit și fără nici un efect față de erezii cari au cerut punerea în posesiune. (Apel Buc. I, 85, Mai 24/86, *Dr.* 62/86).

**6.** Acțiunea în petițiune de ereditate, îndreptată contra detentorilor averii, are de obiect principal recunoașterea judiciară a existenței dreptului de proprietate reclamat cu titlul de erede. Or, dreptul de coproprietate indiviză revendicată afectează în același timp totalitatea și fie care parte din lucrurile cari compun masa succesorală. Și aceste lucruri fiind susceptibile de divisiune, fie materială fie intelectuală, dreptul la care dă naștere este și el asemenea divizibil în mod activ și pasiv atât în privința succesoriilor, cari nu pot exercită acțiunea de cât fie care pentru partea sa virilă, cât și a detentorilor obiectelor succesoriale, cari nu sunt asemenea ținută de cât în aceeași proporțiune. Prin urmare, unii în raport cu alții sunt în o situațiune absolut independentă, ori care ar fi cu toate acestea între ei identitatea de interes, și fiecare, sau cerând sau apărându-se, exercită în un mod distinct dreptul său propriu și particular. Deci un erede care nu are drept de cât la jumătate din averea succesorală, nu poate reclama întreaga succesiune, căci cealaltă parte aparținând celui alt erede, reclamantul nu poate pretinde că ar avea vre-un drept de cât numai când ar probă că dreptul coeredelui său este stins prin renunțare sau prescripțiune. Or, nu poate pretinde partea coeredelui său pe motiv că prin tăcerea sa acesta se consideră că a renunțat la succesiune, căci, conform art. 695, renunțarea la o succesiune nu se presupune, ci ea trebuie să fie expresă. Asemenea el nu poate sili pe coeredele său să declare dacă acceptă succesiunea, pentru că nimeni nu poate fi obligat de a face acceptațiunea unei succesiuni (art. 686), precum nici asemenea a fi lipsit de dreptul său de succesiune fără ca o lege să pronunțe decăderea, căci aceasta ar fi sau o penalitate sau o prescripțiune, or pedeapsă nu poate fi fără lege, iar prescripțiunea pe care o fixează art. 700 este de 30 ani. (Trib. Ialom., Mart. 73/86, *Dr.* 33/86).

**7.** În cazul când mai multe persoane sunt chemate într'un mod conjunct la aceeași succesiune fiecare din ele poate, până la împărțea și pe timpul indiviziunii a reclama de la un terțiu

detentor al averii succesoriale, totalitatea acestei moșteniri. Acest terțiu detentor, ca strein moștenirii nu se poate opune a obtempera cererei ce i se face de către unul sau parte din moștenitori, sub motiv că dreptul acestora ar fi restrins la partea aferentă lor, căci natura juridică a moștenirii considerată ca obiect al unui drept, fiind indivizibilă ca și patrimoniul unei persoane în viață, fie căruia erede trebuie a i se recunoaște dreptul la întreaga averea succesorală. Obiectiunea că eredele trebuie să revendice numai partea sa ereditară are valoarea sa juridică numai în raporturile coerezilor între ei; ea e însă lipsită de ori ce temei când se invoacă de către un terțiu căci fiecare erede având posesiunea legală a moștenirii prin faptul că are vocațiune și eventuală poate fi chemat a o dobândi, trebuie să se recunoască fie căruia din ei dreptul de a revendica totalitatea ei. (Apel Buc. III, 157, Sept. 10/93, *Dr.* 62/93. În acest sens: Apel Buc. I, Nov. 9/86, *Dr.* 82/86).

**8.** Fratele ca moștenitor colateral al defunctului născut din a doua căsătorie a tatălui său, n'are nevoie de cât a cere permisiunea justiției pentru a intra în posesiunea părții sale succesoriale de 3 din 4 părți, când defunctul a lăsat mamă în urma sa, fără a fi îndatorat a îndeplini alte formalități, cum de exemplu publicarea drepturilor sale sau cererea de intervenire a altor persoane cu drepturi concurente în averea de împărțit (art. 653). (Apel Buc. III, 54, Febr. 21/85, *Dr.* 31/86).

**9.** Jurnalale încheiate de tribunal în puterea art. 653, fără citarea părților, fără debaterii contradictorii, pentru a da sau a refuză moștenitorilor, cari nu au sesina legală, permisiunea de a intra în posesiunea succesiunii, aparțin jurisdicțiunii grațioase și prin urmare nu sunt supuse la nici un recurs, nici apelului, de oare ce ele intervin afară de ori ce contestație, și deci nu au autoritatea lucrului judecat; prin urmare nu sunt supuse la diferitele recursuri prevăzute de lege în materie de jurisdicțiune contentioasă, afară numai de cazurile anume prevăzute de lege, precum cazul din art. 642 pr. civ. (Apel Buc. II, 98, Mai 28/87 *Dr.* 62/87; Apel Buc. III, 181, Sept. 9/87, *Dr.* 72/87).

**10.** Afirmările ce doi colitiganți ar face în instanță unul în favoarea altuia în privința stabilirii filiațiunii lor cu ocaziunea cererei de punere în posesiune pe o avere succesorală, nu pot a le da un titlu suficient în privința vocațiunii succesoriale, în lipsă de alte acte care să coroboreze aceste afirmări. (Trib. Ilfov, II, Mart. 20/87, *Dr.* 33/87).

**11.** Intrarea în posesiunea succesiunii cu permisiunea justiției prevăzută



de ultimul aliniat al art. 653, e relativă numai la bunurile, drepturile și acțiunile pe cari le avea defunctul. Însă acțiunea în anularea unui testament e un drept cu care sunt investiți direct și personal moștenitorii, un drept care naște în urma deschiderii acelei succesiuni, și prin urmare nu face parte dintr'însa; deci erezii colaterale o pot exercita fără să fi obținut trimiterea în posesiunea succesiunii. (Apel Buc. III. 145/Iun. 6/88, Dr. 45/88).

12. Rudele colaterale, neputând intra în posesiunea succesiunii de cât cu permisiunea justiției rezultă că ele nu pot exercita în contra tertilor drepturile aflate în succesiune, pe care nu au dobândit-o încă, și prin urmare nu pot fi nici acționați în calitate de succesori. Prin aceasta pozițiunea creditorilor nu este cât de puțin periclitată, fiind că ei nu au decât a exercita drepturile ce le acordă art. 724, îndată ce după expirarea termenului pentru facerea inventarului și pentru deliberațiune nu se prezintă nimeni ca să reclame succesiunea. (Apel Buc. III, 29 Mart. 24/80, Dr. 28/88).

13. Drepturile succesoriale pot fi cedate valabil și fără a plăti taxele către stat, rămânând a se plăti de cei ce vor cere punerea în posesiune; numai luarea în posesiune nu este permisă de cât aplicându-se taxele, dar nici odată și anularea dreptului în sine. (Apel Galați, I, 186, Oct. 8/88, Dr. 73/89).

14. Frații defunctului în virtutea art. 653, neavând de drept posesiunea succesiunii, ei intrând în posesiunea ei cu permisiunea justiției, urmează neapărat ca, până la această punere în posesiune, dânsii nu pot exercita nici o acțiune care ar decurge din această succesiune, și dar nici nu pot fi urmăriți în calitate de moștenitori. (Cas. I, 301/Oct. 11/89, B. p. 828).

15. În contra încheierilor grațioase ale tribunalului, prin care se acordă sau se refuză trimiterea în posesiune, nu există apel, și nu se aplică dreptul comun, pentru că din natura acestor jurisdicțiuni aplicațiunea dreptului comun ar conduce la violarea dreptului comun. Dreptul comun nu se poate aplica, pentru că legiuitorul vorbind de trimiterile în posesiune și ne arătând mijloacele de reformare ale acelor încheieri prin aceasta chiar arată că acele încheieri sunt suverane. Aplicațiunea dreptului comun nu se poate întinde la hotărârile grațioase, pentru că pe de-o parte termenii lezei și natura acestei jurisdicțiuni se opune la această întindere. Și în adevăr, după art. 318 pr. civ., apelul nu e admisibil de cât în contra *hotărârilor* date *contradictoriu* sau *în lipsă*. Or, când e vorba de trimiterea în posesiune, nu există de cât o simplă cerere unilate-

rală, nu este litigiu și prin urmare nici nu poate fi vorba de o hotărâre dată contradictoriu sau în lipsă, și prin urmare suntem afară de dreptul comun. Aplicațiunea dreptului comun ar paraliza toate prevederile legiuitorului, căci apelul prin efectul său suspensiv ar lăsa în suspensiune posesiunea succesiunii pentru un timp îndelungat, lucru ce legiuitorul a voit să înlăture, dispunând ca posesiunea să se confere de urgență, fără desbateri, aceluia, cui tribunalul va găsi cu cale. A se admite desbateri contradictorii în apel este nerational, căci dacă se poate reformă prin apel o încheiere a tribunalului care e păgubitoare pentru una din părți, de ce atunci legiuitorul n'a admis încă de la început desbaterea contradictorie, căci *mellius est intacta jura servare quam post vuneratam causam remedium quaerere*; dar aceasta nu însemnează de cât a critica și a modifica legea. Ori de câteori legiuitorul voește să admită apelul în contra încheierilor grațioase, o zice categoric, ca în art. 642 pr. civ., când este vorba de încheierile consiliului de familie supuse aprobării tribunalului, aceasta însă constituie o excepțiune, *qui firmat regulam în casibus non exceptis*. Aplicațiunea dreptului comun în specie constituie violațiunea lui, căci cum se poate face ca o parte care n'a figurat în prima instanță să intervină de-a dreptul în apel; aceasta însemnează a avea o a doua jurisdicțiune fără să fi fost o primă instanță, aceasta nu mai însemnează aplicațiunea dreptului comun, ci răsturnarea lui. Apelul nu este admisibil în materie grațioasă și pentru motivul că aceste hotărâri ne putându-se comunica, pentru că n'avem cui să le comunicăm, de oarece în ele nu figurează decât o singură parte, cel ce a cerut trimiterea în posesiune; n'avem nici de când să facem să curgă termenul de apel; și nu se poate zice că apelul e admisibil ori când, pentru că atunci am putea să fim amenințați în timp de 30 ani cu un apel asupra trimeterei în posesiune, când legiuitorul a voit ca aceste afaceri să fie de urgență rezolvate; aplicațiunea dreptului comun în specie ar constitui agravarea lui. Așa dar, dacă în principiu în contra hotărârilor grațioase apelul este admisibil, din contra însă ori de câte ori afacerea ia un caracter contentios, când tribunalul cu voia sau fără voia părților, pe drept sau pe nedrept deschide desbateri publice asupra cererii de punere în posesiune și când în atari circumstanțe dă o hotărâre, afacerea încetează de a fi grațioasă, ea devine contentioasă pentru că ne aflăm în fața a două pretențiuni rivale și contrarii; în cazul acesta



suntem în dreptul comun și prin urmare apelul este admisibil. (Apel Buc. I, 60, Mart. 16/83, Dr. 3489).

16. În ceea ce privește jurisdicțiunile, în tot timpul s'a admis o distincțiune între jurisdicțiunea grațioasă și contencioasă. Jurisdicțiunea grațioasă intervine după o simplă cerere, fără contradictoriu, *inter volentes*, și tribunalul o rezolvă în camera de consiliu fără a mai chema pe alteineva; această încheiere e mai mult o măsură conservatorie și de aceea se zice că *est magis imperii quam jurisdictionis*, este o măsură discreționară lăsată la înțelepciunea tribunalului, un act de tutelă judiciară, un act de supraveghere din partea tribunalului. Pe când din contra, când sunt două sau mai multe părți care au pretențiuni rivale și contrarii, atunci există un litigiu și jurisdicțiunea se numește contencioasă, ea intervine *inter nolentes* și atunci se zice de dănsa că este *magis jurisdictionis quam imperii* și tribunalul în cazul acesta este chemat a da o adevărată hotărâre, iar nu a lua o simplă măsură conservatorie. Legiuitorul nostru, în ceea ce concerne testamentele, prevede această distincțiune. Și în adevăr, îndată ce o persoană moare lăsând un testament părțile interesate se prezintă cu el înaintea presedintelui tribunalului și cer deschiderea lui, constatarea stărei lui materiale și depunerea lui la greafă. În această primă fază, procedura este grațioasă, ea se face în camera de consiliu de către presedintele tribunalului, în care legiuitorul a avut încredere pentru această operațiune (art. 892). După ce testamentul s'a deschis, părțile pot cere trimiterea în posesiune, și în această fază procedura este iarăși grațioasă, ea se face de tribunal în camera de consiliu și fără debateri, cu această diferență că în cazul acesta legiuitorul ia precauțiuni mai multe, cerând ca complectul tribunalului să se pronunțe asupra acestei cereri. Acest spor de precauțiune din partea legiuitorului se explică, căci chestiunea nu mai este așa simplă ca în cazul precedent, tribunalul având acum să examineze mai multe chestiuni și anume: dacă actul ce se prezintă este un testament, dacă testatorul a murit, dacă testamentul emană de la el, dacă nu sunt alți moștenitori cu sesină, dacă testamentul este revocat, etc. În această fază, legiuitorul a voit ca cererea să se rezolve de urgentă, fără debateri și aceasta într'un scop de interes general, pentru că nu se putea ca să lase în incertitudine posesiunea succesiunii. În această fază tribunalul nu judecă; acordând sau refuzând trimiterea în posesiune, tribunalul nu face decât să-și dea părerea, un *pareatis*

cui să încredințeze posesiunea succesiunii și pentru aceasta apreciază, fără a prejudeca fondul, care dintre diferiții pretendenți la posesiunea succesiunii vor avea sorti de izbândă în acțiunea principală asupra fondului, în petițiunea de ereditate sau în anularea testamentului. Tribunalul nu face decât să acorde executarea unui titlu, al testamentului, care până la proba contrarie trebuie să-și producă efectul său; tot astfel după cum face tribunalul în general când pune formula executorie pe o sentință, el operează fără citarea părților. Această încheiere a tribunalului este provizorie până la tranșarea procesului asupra fondului, care rămâne intact, și mai mult încă, părțile o pot face să înceteze, sau prin cererea de numirea unui sequestru, sau prin cererea de executare provizorie a hotărârii asupra fondului înainte de a rămâne definitivă. Astfel fiind și pentru că cererile de trimitere în posesiune sunt de natură grațioasă, tribunalul trebuie să rezolve cererea de punere în posesie îndată ce o primește, în camera de consiliu și fără debateri, iar nu să fixeze o zi de înfățișare, trimițând judecarea afacerii în sedință publică forțând astfel pe cel ce a cerut punerea în posesiune să ia o cale contencioasă atunci când nu întâmpină nici o pretențiune rivală, și să dea astfel posibilitatea altora de a interveni la ziua înfățișării; acest procedeu merge în contra spiritului legiuitorului, care în materie de trimitere în posesiune n'a voit să aibă debateri publice. (Apel Buc. I, 60 Mart. 16 83, Dr. 3489).

17. Prezentarea extractelor din registrele stărei civile e necesară numai când e în joc o chestiune de statut civil, adică când ar fi vorba de proba filiațiunei legitime; în cazul acesta proba testimonială nu este admisibilă de cât când există un început de probă în scris. Inșă atunci când e vorba de o petițiune de ereditate, de o genealogie, de o trimitere în posesiune care nici odată nu are un caracter definitiv, când nu este în discuțiune vre-o chestiune de statut civil, în asemenea caz rudenția se poate proba și în altfel de cât prin registrele stărei civile. Afară de aceasta rațiunea și necesitatea cere ca în asemenea materie să se admită proba testimonială, pentru că nu se poate cere o probă imposibilă; căci a stabili rudenția sau genealogia prin actele stărei civile până în timpurile cele mai depărtate, două sau trei generațiuni în urmă, este a se cere o probă imposibilă. (Apel Buc. III, 29 Febr. 14/90, Dr. 27/90). Vezi asupra acestei chestiuni și No. 2—6 de sub art. 292.

18. Trimiterea în posesie într'o avere



successorală este o măsură provizorie pe care instanțele de fond o constată și discută în mod sumar, fără ca prin această măsură să se prejudece în ceva drepturile aceluia ce s'ar pretinde moștenitori. (Trib. Ilfov, II, Mart. 20/87, Dr. 33/87). Dacă dar instanța de fond respinge cererea cui-va de a fi trimis în posesie până ce nu se va dovedi suficient calitatea sa, nu există nici un motiv rațional pentru a se opri trimiterea în posesie a celorlalți moștenitori, întrucât e constant gradul de rudenie cu defunctul și nici există vre-o contestație asupra lor. (Cas. I, 356/Oct. 22/90, B. p. 113).

19. Instanța de fond, fiind chemată de a se pronunța asupra unei cereri de punere în posesie, trebuie să examineze pe această cale titlurile produse de moștenitori, căci altfel n'ar putea rezolva cererea de trimitere în posesie, care nu poate fi acordată după lege de cât rudelor mai apropiate în grad. (Cas. I, 210/Mai 28/90, B. p. 640).

20. Un erede neputând fi apucat să răspundă de sarcinile succesiunii de cât în proporțiune cu dreptul său de moștenire, tot asemenea nu poate să reclame drepturile active ale moștenirii de cât în aceeași proporțiune și deci cel ce reclamă o moștenire când mai sunt și alți moștenitori, cererea sa nu poate să fie admisă de cât în parte, în raport cu numărul eredităților. (Apel Craiova I, Sept. 18/91, Dr. 74/91).

21. Dacă în drept este adevărat că ereditățile, cari nu sunt rezervatari, nu pot exercita acțiunile ce izvorăsc din succesiune înainte de a fi puși de justiție în posesiunea averii succesorală, nu mai puțin este incontestabil că ei sunt în drept a porni acțiunile lor personale, cum ar fi acțiunea în anularea testamentului sau în revocarea legatului. (Apel Buc. II, 91, Apr. 9/91, Dr. 35/91).

22. Eredetele care deține întreaga avere succesorală este obligat a răspunde la acțiunea coeredelui care și dânsul are un drept la averea succesorală, indiferent dacă în proces figurează sau nu toți moștenitorii; deci acțiunea nu este nulă din cauză că reclamantul nu a chemat în judecată pe toți moștenitorii. (Apel Craiova I, Sept. 18/91, Dr. 74/91).

23. În cazul când o moștenire se cuvine la mai multe persoane, acestea se împarte între dânsese în mod activ și pasiv, așa în cât fiecare coerede nu poate nici reclama nici a fi reclamat de cât numai în limitele porțiunii sale ereditare. Și de și ori ce coerede are vocațiune la întreaga moștenire, această vocațiune însă nu constituie pentru el de cât un drept condițional, eventual, care nu îl îndreptățește a exercita *hic et nunc* toate acțiunile e-

reditare. Astfel pe cât timp nu se dovedește că ceilalți coerezi au renunțat la moștenirea defunctului sau că ei au pierdut prin prescripțiune facultatea de a accepta mai târziu acea moștenire, pentru ca astfel părțile lor să crească porțiunile celor ce cer succesiunea, reclamantul nu pot deocamdată să ceară de cât numai părțile lor aferente. (Apel Craiova, II, Ian. 19/91, Dr. 13/91).

24. Acțiunea în petițiune de ereditate e o acțiune pe care o persoană o intenționează în numele său propriu și în temeiul vocațiunii ce pretinde a avea la o ereditate și ca atare ea nu face parte din acele acțiuni ce aparțin unei persoane ca reprezentantă a unui patrimoniu și pe care nu le poate intenționa de cât sub prealabila condițiune de a fi pusă în posesiunea aceluiași patrimoniu. Deci ereditățile colaterale sunt în drept să revendice ca o ereditate aparținând lor, patrimoniul defunctei lor rude, fără a fi datorici ca mai întâu să ceară punerea lor în posesiunea acelei averi. (Cas. I, 40/Ian. 27/93, B. p. 38).

25. Mijlocul că ereditate care revendică o avere succesorală de la un terțiu detentor, nu poate exercita acțiunea până ce nu obține prealabil trimiterea în posesiunea acelei succesiuni, nu e întemeiat, căci simpla rațiune ne spune că o persoană nu poate fi primită a cere punerea în posesiune a unei succesiuni până ce nu va face a i se constata mai întâu dreptul și coțiutatea părții sale succesorală, ceace se face prin această judecată. (Apel Buc. III, 157, Sept. 10/93, Dr. 62/93).

26. Este suficientă dovada calității de erede pentru a se exercita acțiunea în petițiune de ereditate. Proba punerii în posesiune s'ar putea cere numai când ar fi vorba de o acțiune pentru urmărirea vre-unei creanțe ce aparține defunctului în persoana debitorilor acestuia, de oarece numai în acest caz se va exercita drepturile defunctului și moștenitorul se îmbracă cu aceste drepturi, și dar cu just cuvânt debitorul poate cere proba punerii în posesiune, colateralu neavând rezervă. Când însă se revendică chiar averea defunctului, pentru exercițiul acestei acțiuni este suficient ca reclamantul să probeze că ei sunt moștenitori ai defunctului, fără să probeze că au fost puși în posesiune, căci dacă de fapt ar avea posesiunea nu ar avea nici o nevoie de acțiunea revendicării. (Trib. Ilfov I, 19, Ian. 19/93, Dr. 62/93).

27. Ordonanța de punere în posesiune asupra unei succesiuni și actul de vânzare făcut în puterea acestei ordonanțe trebuie să și producă toate efectele atribuite de lege, pe cât timp nu s'a cerut nulitatea lor. Prin urmare, comite un esces de putere instanța care



nesocotește asemenea acte. (Cas. I, 228/Iun. 10/93), B. p. 569).

**28.** Jurnalul prin care s'a trimis cine-va în posesiunea unei averi succesoriale, deși dat pe cale grațioasă, nefiind o încheiere de administrațiune interioară a tribunalului, are caracterul unei hotărâri, care nu poate fi reformată, de cei ce ar pretinde vre-un drept asupra acelei averi, de cât pe căile de reformare anume prevăzute de lege, sau pe cale de acțiune principală. (Trib. Ilfov, III, 92, Febr. 23/93, Dr. 30/93).

**29.** Leguitorul nu distinge, în ceea ce privește calea ce trebuie să ia cei vătămați prin încheierile date de prima instanță, fie pe cale grațioasă, fie dată pe cale contentioasă; și în lipsă de o asemenea dispozițiune expresă asupra acestui punct, după principiile și regulile de drept, or ce încheiere a tribunalului trebuie să fie atacată mai întâiu cu apel și apoi să fie adusă cu recurs în casațiune. (Cas. I, 186/Mai 81/93, B. p. 472).

**30.** Legea, cerând în principiu dreptul de înfățișare, recunoaște diferite mijloace de reformare a actelor săvârșite de instanțele judecătorești pronunțate pe cale de jurisdicțiune contentioasă de exemplu: art. 154 și 316 pr. civ.; pe când opunerea la respectarea actelor săvârșite de judecători în limitele jurisdicțiunilor grațioase nu poate fi primită de cât în anumite cazuri când legea o determină într'un mod formal, ca de exemplu: art. 389 c. civ. și art. 642 pr. civ. Așa fiind, apelul contra încheierii pe cale grațioasă prin care s'a respins cererea de punere în posesiunea succesiunii este neadmisibil. (Apel Buc. III, 82, Apr. 24/93, Dr. 41/93).

**31.** Legea nu regulează procedura de urmat în camera de consiliu, și în particular nu arată căile pe care pot fi atacate încheierile și hotărârile date pe cale grațioasă; principiile de care trebuie să fie călăuzit tribunalul nu pot fi altele de cât cele arătate de procedura ordinară. Și în principiu, ori ce hotărâre judecătorească nu trebuie să lovească în drepturile celor de al treilea, și aceștia au dreptul să se opună la atari hotărâri; dar mijlocul de atacare variază după specie, fie opozițiunea, apelul, contestațiunea ori recursul în casație. Dreptul de opozițiune, acordat de art. 154 pr. civ., se dă numai celor ce au fost citați spre a lua concluziuni în instanță și nu s'au prezentat, sau celor cari nu au adus în termenul defipt de judecată actele sau memoriile în conformitate cu art. 148 pr. civ. Deci e neadmisibilă opozițiunea contra jurnalului de trimitere în posesiunea averii succesoriale. (Trib. Fălciu, 50, Mart. 19/93, Dr. 46/93).

**32.** Donatorul unu imobil al defunctului n'are interes a se opune la cererea de punere în posesiune a unui erede când acel erede nu a fost pus în posesiunea imobilului dăruit, ci numai i s'a recunoscut drepturile ce le avea defunctul. La pus în pozițiune de a continua juridicamente persoana defunctului. Numai când acel erede ar cere să fie pus în posesiunea imobilului dăruit, donatorul are interes de a cere ca acel pretins erede să și dovedească gradul rudeniei cu defunctul. (Cas. I, 260/Sept. 15/93, B. p. 124).

**33.** Deși este adevărată teoria care distinge pe succesibili puși în posesiunea averii și pe cei ce nu sunt în posesiunea succesiunii, rezervând calitatea de moștenitori numai celor d'întâi și refuzînd-o absolut celor din urmă; și deși e logică consecința decurgînd din acest principiu cum că moștenitorul are vocatiune la întreaga moștenire, totuși aceste teorii nu pot profita eredului care a reușit ca față cu sine să se anuleze testamentul defunctului, pe când legatarul a reușit a se valida testamentul față cu ceilalți eredi. Deci întru cât ceilalți eredi au pierdut dreptul lor de a participa la averea defunctului, eredele care a reușit a se anula testamentul nu poate pretinde că ar avea vocatiune la întreaga moștenire, ci numai la partea ce i s'ar fi cuvenit când ar fi venit la succesiune și ceilalți eredi. (Apel Iași I, Ian. 21/93, Dr. 20/93).

**34.** Dacă e mare analogia între acțiunea în partagiu și petitiunea de ereditate atunci când e vorba de proces de moștenire între rude, apoi devine această analogie și mai mare atunci când se implică la judecată și terțiile persoane întru cât acestea dețin averea de moștenire. În așa caz, cum nu este de ajuns ca pârătul, recunoscînd reclamantului calitatea sa de moștenitor, acțiunea acestuia din acel moment să poată fi calificată de acțiune în partagiu, tot astfel nu este nevoie ca pârătul să se găsească în posesiunea averii de moștenire pentru ca acțiunea reclamantului să poată fi calificată ca petitiune de ereditate. Deci cel ce cheamă în judecată pe detentorul averii succesoriale și pe eredi pentru a și lichida față cu ei dreptul său de moștenitor de sânge, nu se poate prevala în mod exclusiv de avantajele acțiunii de partagiu, după cum nici detentorul nu poate prevala în mod exclusiv de avantajele petitiunii de ereditate. (Apel Iași, I, Ian. 21/93, Dr. 20/93).

**35.** Rudele mai depărtate în gradul de a succeda averea lui de cujus, pot exercita contra terțiului detinător al acelei averi acțiunea în revendicare, în caz de neacțiune a rudelor mai a-



propiate, fără ca dănsul să le poată opune existența acestora. (Cas. I, 108/95. B. p. 189).

**36.** Trimiterea în posesie echivalează cu sezina și produce, din ziua când a fost obținută, aceleași efecte care sunt atribuite de lege sezeinei legale. Opoziția în contra unei hotărâri se poate face de moștenitori, fie legitimi sau colaterali, chiar înainte de a cere și a fi trimiși în posesie și nu violează art. 653 c. civ., când instanța de fond acordă acestor moștenitori un termen, pentru a obține trimiterea în posesie. (Cas. I 397/96, B. p. 2523).

**36. bis.** Copilul adoptat, având asupra moștenirii adoptatorului aceleași drepturi ca și copiii eșiți din căsătorie, chiar dacă în urma adopțiunii s'ar naște asemenea copii, el intră în stăpânirea acestei averi, în baza sezeinei legale, fără a fi nevoie să ceară punerea în posesiune dela Trib. și fără să fie obligat a intența vre-o acțiune principală. (Apel Galați II, Dr. 60/97).

**37.** Trimiterea în posesiunea unei succesiuni, fiind un mijloc pentru conservarea și administrarea averei, ea nu implică recunoașterea, din partea instanței, a dreptului de proprietate a legatarului asupra acelei averi. (Cas. I, 250/98. B. p. 868).

**38.** Instanța de fond, fiind investită de o cerere de trimitere în posesiune, nu este obligată a examina naționalitatea legatarului, înainte de a-l trimite în posesiune. Această punere în posesie având un caracter provizoriu, printr'însa nu se modifică întru nimic condițiunile și validitatea drepturilor de moștenire ale unei persoane. Astfel fiind, se dă o rea interpretare art. 653 și 891 din c. civ. când Trib. sau Curtea examinând cererea de punere în posesiune a unui legatar, se ocupă de naționalitatea lui și de aplicatiunea art. 7 § V din Constituție. (Cas. I, 250/98. B. p. 868).

**39.** Legatarul universal strein este în drept a cere trimiterea în posesiune, în virtutea testamentului pe întreaga succesiune, chiar când ea coprinde un imobil rural. Intru cât art. 7 § 5 din Constituție nu a ridicat străinilor dreptul de moștenire și nu a adus nici o modificare codului civil, relative la punerea în posesiune, instanța de fond nu are a examina cu această ocaziune, natura bunurilor ce compun succesiunea, și a investi pe legatarul universal numai *pro parte* cu drepturile sale. (Cas. s. unite 8/98. B. p. 604).

**40.** Art. 7 alin. V din Constituție, care oprește pe streini de a dobândi imobile rurale în România, nu ridică străinilor dreptul la moștenire. Această calitate de moștenitori dânsii trebuie să o conserve, în principiu, cu toate efectele ce legea civilă recunoaște unui suc-

cesor, fără ca să existe în această privință vre-o distincțiune legală între succesiunile deferite prin lege și cele testamentare. Astfel, un legatar universal, fie chiar strein, este în drept să ceară dela justiție trimiterea sa în posesiune, în virtutea testamentului care-l institue legatar, intru cât trimiterea în posesiune, investind pe legatar cu drepturile defunctului, este un mijloc ce legea recunoaște legatarului spre a conserva valoarea, a administra și deține lucruri succesoriale, fără ca ea să modifice condițiunile și validitatea drepturilor sale în moștenire, sau să constituie prin ea însăși o posesiune *animo domini*. Așa dar, instanța de fond violează art. 653 și 891 din c. civil, și dă o interpretare arbitrară acestor texte când afirmă că prin art. 7 alin. V din Constituție, s'a modificat dispozițiunile codului civil relative la trimiterea în posesiune, și când decide că dânsa are a examina cu această ocaziune, natura lucrurilor ce compun moștenirea și a investi numai „*pro parte*” cu drepturile sale pe legatarul universal strein. (Cas. I 55/98, B. p. 188; Cas. S. Unite 3/99, B. p. 151).

**41.** Cu ocazia trimiterei în posesie a legatarului universal, Trib. nu poate judecă și cererea moștenitorilor de a se anulă testamentul olograf, pe motiv că n'ar fi scris, subscris și datat de defunct această cerere trebuind a se judecă pe calea unei acțiuni principale. Deci, dacă trib. își face convingerea, că actul sub semnătură privată ce i se prezintă, întrunește condițiile unui testament, poate reveni asupra jurnalului anterior, care admisesse o verificare de scripte și a respinge această probă ca inutilă în cauză, rezervând părții dreptul de a ataca testamentul pe cale principală. (Trib. Ilfov, III, Dr. 64/99).

**42.** Punerea în posesie de către justiție a moștenitorilor, afară de ascendenți și descendenți, este necesară, pentru ca ei să poată exercită drepturile și acțiunile defunctului, sau de a răspunde la asemenea acțiuni, căci transmiterea drepturilor de la defunct la moștenitori se operează în virtutea legii, în momentul deschiderii succesiunii. Prin urmare este valabilă înstreinarea unui bun legat, deși moștenitorul n'a fost pus în posesie, căci el exercită un drept al său propriu iar nu al defunctului. (Apel Buc. II, Dr. 77/900).

**43.** Dispoziția din art. 653, după care moștenitorii nerezervatari nu pot stă în justiție fără a fi trimiși în posesia moștenirii, se aplică numai în cazul, când dânsii voesc să exercite o acțiune ereditară, ca reprezentanți ai unui patrimoniu succesoral, iar nu și atunci când, în puterea vocației lor succeso-



rale, revendică un imobil ce se detine de un terțiu. (Apel Craiova I, Dr. 22/900).

44. Cererea de punere în posesiune prezintă un caracter urgent și sumar; de aci rezultă că atunci când tribunalul este investit de diferite cereri de punere în posesiune, unele din partea eredităților de sânge, altele dela persoanele care invoacă calitatea de legatari universali, în virtutea unui testament, tribunalul are a examina două lucruri: 1) dacă testamentul ce se înfățișează este valabil în formă și 2) dacă legatul acelora, care cer trimiterea în posesiune, este universal sau nu. Cererea de punere în posesiune, este de o natură diferită de aceea a acțiunii în nulitate a unui testament; punctele de judecată și probele de administrat sunt deosebite, de unde consecință că aceste două feluri de cereri nu pot fi unite, spre a se judeca odată și a se pronunța o singură hotărâre, de cât numai când părțile ar conveni la aceasta. (Trib. Ilfov, I, Dr. 49/901).

45. Intrarea în posesiunea succesiunii, *ipso jure*, pentru ascendenți și descendenți și cu permisiunea justiției pentru ceilalți moștenitori, are de obiect de a crea legătură între patrimoniul defunctului și acela al moștenitorului, investind pe moștenitori cu drepturile și acțiunile defunctului. De aci rezultă că această intrare în posesiune nu este necesară, când moștenitorul exercită petiția de ereditate, care nu este o acțiune a defunctului, găsită în patrimoniul lui, ci o acțiune proprie a moștenitorului, pe care o exercită contra unui terțiu detinător al averii de moștenire. (Cas. I, 213/901. B. p. 794).

46. Pentru ca cumpărătorul de bună credință dela un erede aparent să poată fi apărat de acțiunea în revendicare a imobilului cumpărat, se cere ca acel moștenitor să se fi purtat în fața tuturor ca atare și ca cei de al terilea să nu fi avut nici o îndoială asupra dreptului de proprietate al eredelui aparent. (Apel Craiova, I, C. Jud. 42/903).

47. Moștenitorii colaterali cari nu au sezină, nu au exercițiul drepturilor active și pasive ale defunctului, până când nu sunt trimiși de justiție în posesiunea averii de moștenire. Ei pot însă, înainte de a căpăta sezină judecătorească, să exercite acțiunea în petiție de ereditate, pentru că o asemenea acțiune ei n'o găsesc în patrimoniul defunctului, ci o exercită în numele lor propriu pe temeiul chemării lor de lege la moștenire. (Trib. Buzău, Dr. 78/903).

48. Când un moștenitor colateral prornește o acțiune în temeiul unui drept personal, pe care i-l dă calitatea sa de moștenitor al lui de cujus, el

poate face aceasta, fără a fi fost pus în posesiunea averii moștenite, această punere în posesie fiind necesară numai în cazul când el exercită drepturile și acțiunile patrimoniului defunctului. (Trib. Prahova I, C. Jud. 67/903).

49. Moștenitorii colaterali pot revendică un imobil al succesiunii detinut de un terțiu, chiar fără să fie puși în posesie de justiție, pentru că trimiterea în posesie este cerută în interesul moștenitorilor, pentru ca moștenirea să nu cădă în mâinile unor persoane, ce nu ar avea dreptul a o dobândi. Astfel, terțiul detinător nu poate opune, la o acțiune în revendicare făcută de moștenitorii colaterali, excepția că n'a obținut trimiterea în posesie, căci interesul terțiului fiind a se verifica titlurile revendicantului și calitatea sa de moștenitor, acest interes nu este vătămât, prin aceea că acest moștenitor n'a fost trimis mai înainte în posesie. (Cas. I, 387/904. B. p. 1236).

50. Erezii directe, având sezină, nu au nevoie de nici o punere în posesie, pentru a exercită drepturile autorului lor. În orice caz punerea în posesie prevăzută de art. 653 c. civ., este o simplă investire pe care o dă justiția, iar nu o posesie de fapt a bunurilor succesiunii, pe care moștenitorii nu o pot obține de cât pe căile ordinare ale acțiunilor petitorii sau posesorii. (Cas. I, 439/904. B. p. 1432).

51. Interpretarea, ce trebuie dată art. 653 și 700 cod. civ., este că, dacă un moștenitor a stat în inacțiune timp de 30 ani, față de moștenirea ce i se cuvine, rămâne strein de acea moștenire, indiferent dacă are sezină, sau nu, căci nimeni nu poate fi silit să accepte o moștenire în contra voinței sale și atâta timp cât o voință manifestă pentru acceptarea moștenirii nu există din partea moștenitorului, el nu poate fi considerat că a acceptat moștenirea. (Cas. I, 297/905. B. p. 845).

52. Deși, conform art. 653 codul civil, femeia săracă nu intră în posesiunea dreptului său de moștenire decât cu permisiunea justiției, totuși nu este mai puțin adevărat că dacă femeia rămâne de fapt în stăpânirea acestui drept și continuă a fi lăsată în posesiune de ceilalți moștenitori ai defunctului ei soț, dânsa nu are interes a se mai adresa justiției; și cum nici o acțiune în justiție nu se face fără interes, nu se poate admite că într-o astfel de situație femeia ar fi decăzută din drepturile ei, întrucât decăderile de drepturi sunt de strictă interpretare și nu pot fi admise decât în baza unui text formal și expres de lege, și întrucât nici un text de lege nu ridică femeii sărace dreptul recunoscut prin art. 684 codul civil, dacă din diferite împreju-



rări, ea n'a reclamat dreptul ei în justiție. (Cas. I, 25 Aprilie 1906, B. p. 723).

**53.** Trimiterea în posesiune, conform art. 653 codul civil, consistând într-o măsură provizorie, pe care instanțele de fond o discută și constată în mod sumar calitățile succesive ale părților, fără ca prin ea să se prejudicie în ceva drepturile acelor ce s'ar pretinde moștenitori, această investiție a justiției devine inutilă când părțile, pe calea acțiunii în petițiune de ereditate, deduc în judecată și-și stabilesc asemenea drepturi. (Cas. I, 19 Mai 1906, B. p. 867).

**54.** După art. 74, alin IV din legea timbrului din 1886, cât și după art. 91, alin. IV din legea timbrului din 1900, legiuitorul dispune că pentru moșteniri și legături prescripțiunea de trei ani a taxelor de înregistrare nu începe a curge decât din momentul punerii în posesie a moștenitorilor de către Tribunal, iar după art. 653, alin. II codul civil, moștenitorii colaterali nu pot intra în posesiunea unei averi de moștenire decât cu permisiunea justiției.

Prin urmare, odată ce legiuitorul a fixat un eveniment juridic ca punct de plecare al prescripțiunii de trei ani, nici un alt fapt nu-l poate înlocui și, deci, când instanța de fond calculează prescripția de trei ani din momentul când moștenitorii au intrat de fapt în posesia averii de moștenire, violează sus citatele texte de lege. (Cas. III, 27 Martie 1907, B. p. 625).

**55.** Deși art. 653 din codul civil dispune că ceilalți moștenitori, afară de ascendenți și descendenți, trebuie să ceară și să obțină punerea în posesie dela justiție, această dispozițiune însă nu are alt scop decât pentru a putea moștenitorii să exercite acțiunile defunctului sau să răspundă la ele, și nu poate atinge întru nimic transmisiunea drepturilor dela defunct la moștenitor, care se operează în virtutea legii din chiar momentul deschiderii succesiunii.

Prin urmare, un moștenitor poate să înstrăineze bunurile lăsate prin testament mai înainte chiar de a fi pus în posesiune, de oarece nu face decât să exercite un drept al său propriu iar nu un drept al defunctului testator. (Cas. I, 20 Oct. 1908, B. p. 1612).

**56.** Deși potrivit art. 653 c. civ., sezina aparține numai descendenților și ascendenților lui de cuius nu și celorlalți moștenitori colaterali, în ce privește proprietatea succesiunii însă, ea este transmisă de drept tuturor moștenitorilor în virtutea legii din momentul morții defunctului și prin urmare la o moștenire când vin în concurs moștenitorii cu sezină și moștenitorii fără sezină, nu se poate admite că sezina celor dintâi s'ar întinde nu numai asupra porțiunii din succesiunea a că-

rei proprietate legea le-o atribuie, dar și asupra celorlalte părți cuvenite moștenitorilor fără sezină. (Apel Buc. II, Dr. 75/908, p. 618).

**57.** Moștenitorul legitim are investiția legală și de plin drept a posesiunii bunurilor succesiunii, fiind de plin drept posesorul tuturor bunurilor ce a posedat defunctul și, prin urmare, are și exercitiul tuturor acțiunilor posesorii și petitorii, deși de fapt nu a posedat un singur moment imobilul succesiunii. (Cas. I, 27 Oct. 1909, B. p. 1110).

**58.** Formalitatea trimiterii în posesie cerută de art. 653 c. civ., nu mai prezintă nici o utilitate când de instanța de fond nu s'a contestat reclamantului calitatea de moștenitor al lui decujus și nici nu s'a susținut că ar exista un moștenitor testamentar sau ab intestat în grad mai apropiat care să înlăture pe reclamant de la succesiune, singurii moștenitori fiind numai părțile în proces.

Aceasta cu atât mai mult când este vorba de o acțiune în împărțeală exercitată de un moștenitor în contra altuia în care instanța de fond este chemată să lichideze toate pretensiile ce moștenitorii ar avea de făcut cu privire la compunerea masei de împărțit. (Cas. I, 92 din 1 Febr. 1913, Jur. Rom. 17/913).

**59.** Trimiterea în posesie de către justiție a moștenitorului care nu are sezină are efect retroactiv până la ziua deschiderii succesiunii, căci moștenitorul care a obținut trimiterea în posesie se găsește în aceeași situațiune juridică ca moștenitorul sezinar.

Prin urmare, Tribunalul comite exces de putere și violează art. 653 c. civ., când respinge acțiunea intentată de un moștenitor pentru revendicarea unui bun succesoral, pe motiv că nu a obținut în prealabil trimiterea în posesie, deși este constatată că, în momentul când Tribunalul judecă, reclamantul obținuse de la instanța competentă trimiterea sa în posesia averii successorale. (Cas. I, decizia No. 296, din 19 Mai 1914; Jurispr. Rom. 23/914, p. 355, Curier Jud. 59/914).

**60. a)** Potrivit art. 653 al. 2 c. civ., moștenitorii nerezervățari neputând intra în posesiunea moștenirii decât cu învoirea justiției, urmează că deși aceștia au proprietatea moștenirii, nu pot exercita acte de posesiune mai înainte de a fi trimiși în posesiune de către justiție.

**b)** Acțiunea în rezilierea unui contract de arendare pe motiv că arendașul s'a abătut dela clauzele stipulate în contract, având de scop tocmai de a pune pe reclamant în posesiunea lucrului, arendat, constituie un act de posesiune iar nu de conservare, astfel că nu poate fi intentată de către un



moștenitor nerezervatar, fără ca acesta să fie trimis în posesiunea averii de către justiție, (Apel Galați I, Sept. 1914; Dreptul 1914, p. 443).

61. Odată ce justiția a acordat punerea în posesie în favoarea unei persoane care s'a prezintat și a dovedit că este moștenitor, fie legal, fie testamentar, al defunctului, scopul legii de a da succesiunii un reprezentant cu exercițiul acțiunilor active și pasive, se află îndeplinit.

Prin urmare, o altă persoană care, la rândul ei, ar pretinde că i se cuvine aceeași succesiune, nu mai poate fi trimisă în posesie pe cale grațioasă, ci trebuie să intenteze acțiune în contra reprezentantului legal al succesiunii, primul trimis în posesiune, de oarece o succesiune nu poate avea doi reprezentanți cu drepturi ce se exclud unele pe altele. (Apel Buc. II, No. 138, 1915. Dreptul 1915, p. 587).

62. Dispozițiunile art. 653 c. civ., potrivit cărora moștenitorii colaterali intră în posesiunea succesiunii numai cu permisiunea justiției, se aplică numai în cazurile când moștenitorii colaterali vor exercita vre-unul din drepturile defunctului, iar nu și atunci când colaterali exercită drepturile lor proprii, cari le sunt personale, precum o acțiune de esire din indiviziune, și pentru care nu sunt obligați să ceară în prealabil punerea în posesiune. (Trib. Botoșani, 1915; Dreptul 1915, p. 491).

63. Art. 48 din legea timbrului dela 1906, supunând la taxa de înregistrare succesiunile abintestat, testamentare și donațiunile de orice bunuri, rezultă din dispozițiunile acestui text de lege că ceea ce legea timbrului taxează este mutațiunea de proprietate prin succesiune, donațiune, etc., mutațiune care se operează în mod suficient în cazul transmisiunii prin legat, prin însuși efectul testamentului și al morții testatorului, fără a mai fi nevoie ca legatarul să ceară dela justiție punerea în posesiune, potrivit art. 653 c. civ.

Prin urmare, numai cu violarea citatului text din legea timbrului, Tribunalul a putut să infirme procesul-verbal, prin care o soție legatară a fost impusă la taxele succesoriale pentru averea lăsată prin testament de soțul său, argumentând greșit și adăogând condițiunea neprevăzută de lege, că legatarul, pentru a fi impus la taxele de succesiune, trebuie constatat că a fost pus în posesiune, conform ar. 653 c. civ. (Cas, III, deciziunea No. 639, din 15 Decembrie 1915; Jur. Rom. 1916, p. 206).

64. Deși exercițiul acțiunilor succesoriale este subordonat punerii prealabile în posesia averii de succesiune, totuși nu mai este nevoie de această

formalitatea atunci când este vorba de o petiție de ereditate. (Trib. Iași II, No. 6085, 1915; Justiția, 1916, 143).

65. Când art. 653 c. civ., pune principiul că posesiunea averii succesoriale trece dela defunct la moștenitorii de drept sau cu permisiunea din partea justiției, dată pe cale grațioasă, legea nu se referă, fără îndoială, decât la averea care se găsește în posesiunea defunctului în momentul morții sale, iar nu și la averea posedată în acel moment de către un tertiu, căruia de pildă i s'a vândut de defunct. În acest caz o hotărîre de trimitere în posesiune a moștenitorilor nesesinari nu e suficientă spre a operă transmisiunea ci trebuie intentată acțiune în contra tertului, iar admiterea acestei acțiuni cuprinde implicit și hotărîrea de trimitere în posesiune. (Cas. I, decizia No. 60 din 26 Mart. 1919; Jurispr. Rom. 15-16/919, p. 653).

66. Nici frații de sânge nici cei adoptivi nu au sezină în succesiunea fratelui lor. (Cas. II, 167 din 28 Dec. 1920. Jur. Rom. 10/921, Curier Jud. 16/921).

67. Moștenitorii, fie sezinari fie nesezinari, sunt proprietari ai bunurilor succesoriale chiar din momentul morții lui decujus. Cei nesezinari intră însă în posesiunea lor, numai cu autorizația justiției. Prin această trimitere în posesie, li se recunoaște calitatea de reprezentanți oficiali ai succesiunii și de proprietari ai ei. Tribunalul trimetînd în posesie pe moștenitorii cari au făcut mai întăiu cererea în acest scop, prin aceasta s'a desezizat definitiv de chestiunea aceasta și ca atare nu mai poate trimite și pe alții în posesiune, întrucât măsura luată în favoarea celor dintăiu, are caracterul unei dispoziții de ordine publică pentru ca moștenirea să nu fie fără nici un reprezentant.

Prin urmare cei cari posterior pretind vre-un drept asupra averii succesoriale sunt în situațiunea celor cari reclamă pe cale de revendicare un bun, dar acțiunea lor bazîndu-se pe calitatea lor de moștenitori, ia denumirea de petițiune de hereditate.

Dacă trimiterea în posesie a moștenitorilor diligenți nu a fost executată de fapt, cei cari reclamă posterior posesiunea succesiunii, sunt în situațiunea unor tert persoane, cari se pretind lezate printr'o executare și deci ei au calea contestației pentru atacarea trimiterei în posesie; pe această cale nu pot discuta deci fondul, cu privire la trimiterea în posesie, dar pot cere suspendarea executării. Aceasta cu atît mai mult cînd, cum este în specie, au și acțiune de sechestruludiciar asupra averii succesoriale. (Trib. Ilfov s. I, 260 din 27 Mart. 1920. Pand. Rom. 1922, II, 213).



**68.** Când în potriva unei cereri de trimitere în posesie, care urmează a fi rezolvată pe cale grațioasă, există o opunere din partea cuiva, Tribunalul nu mai poate rezolva o asemenea cerere de cât față cu partea care se opune, instanța dobândind un caracter contencios. (Trib. Prahova s. III, 12 Mart. 1920, Dr. 23/922, Tribuna Juridică 24—27/922).

**69.** Punerea în posesie asupra unei succesiuni odată înfăptuită, are aceleași efecte juridice ca și sezina moștenitorilor direcți, adică dreptul la acțiunile posesorii și culegerea fructelor, presupunând pe trimeși în posesie ca adevărați moștenitori, până la proba contrară, pe care urmează să o facă acei, cari au interesul să conteste calitatea succesorilor trimeși în posesie. (Judecătoria București rural, 15 din 30 Mart. 1921, Dr. 18/921).

**70.** În materie de trimitere în posesie, când sunt două sau mai multe cereri, rolul judecătorului se mărginește numai la o examinare sumară a regularității exterioare a titlurilor ce i se prezintă, căci urgența cu care trebuie să fie rezolvate aceste cereri este dictată de un principiu de interes social, ca să nu se lase prea mult timp în incertitudine proprietatea și posesiunea unei succesiuni. Cu această ocaziune însă, nu se poate discuta anularea testamentului, care face obiectul unei acțiuni principale; prin urmare, până atunci, testamentul prezintă toate garanțiile de autenticitate, el rămâne în picioare și produce efectele. (C. Apel Buc. s. I, 30 din 22 Febr. 1922, Jur. Gen. 1923 No. 559, Dr. 22/922).

**71.** Art. 657 c. civ. prevede că în afară de moștenitorii în linie directă, cari au de drept posesiunea succesiunii din momentul morții lui decujus, ceilalți, prin urmare și colaterali, intră în posesiunea succesiunii cu permisiunea justiției.

De aci rezultă că posesiunea exercitată de defunct asupra bunurilor ce ar avea în momentul morții, nu trec direct, în mod virtual, la acești din urmă moștenitori, ci ei nu o pot dobândi de cât în baza sentinței care li recunoaște dreptul de a lua — ca și moștenitorii sezinari — posesiunea de fapt a succesiunii.

În specie lucrul revendicat de moștenitorii recurenți nu se găsea în succesiune, în momentul deschiderii ei, ci era în posesiunea unei terțe deținătoare — intimată — care l-a cumpărat dela defunct.

În această situație simpla permisiune a justiției date pe cale grațioasă, nu era suficientă pentru ca moștenito-

rii să poată dobândi posesiunea de fapt a acestui bun dela terții cari nu au luat parte la pronunțarea ei, ci urma ca ei — moștenitorii — să intenteze o acțiune în justiție în contra deținătoarei — cum au și făcut — spre a dovedi în contradictor cu ea calitatea lor de moștenitori ai defunctului, adică tocmai ceea ce ar fi trebuit să dovedească spre a obține permisiunea justiției conform art. 653 c. civ.

În aceste condițiuni nimic nu se opune și este conform cu tendințele procedurii moderne de simplificarea formelor, ca permisiunea justiției cerute de art. 653 c. civ. în vederea unui control al calității celui ce pretinde un drept succesoral, în loc să se dea în mod unilateral, pe cale grațioasă și fără nici un efect practic față de tert, să poată fi dată contradictor cu acela care deține averea în litigiu, prin aceiași hotărâre care rezolvă și fondul însăși al dreptului reclamat.

Prin urmare în specie, tribunalul, întruncât era acela al locului unde succesiunea a fost deschisă, a făcut o greșită aplicație a art. 657 c. civ., când a hotărât că recurenții — moștenitori colaterali ai defunctului — nu pot continua procesul până ce nu vor fi trimeși în posesie, pe cale grațioasă. (Cas. I, 1408 din 22 Dec. 1922 Jur. Rom. 7—8/923).

**72.** Acțiunea în petiție de ereditate fiind o acțiune pe care cineva o poate exercita în numele său propriu, în temeiul vocațiunii ce are la moștenire, iar nu o acțiune a defunctului găsită în patrimoniul său, rezultă de aci că este inutilă o prealabilă investitură din partea justiției, de oarece cu prilejul cercetării unei acțiuni în petiție de ereditate, se va examina și calitatea de moștenitor a reclamantului. (C. Apel Buc. s. I 30 din 22 Febr. 1922, Pand. Rom. 1923, II, 79).

**73.** Încheierile de trimitere în posesie, date conform art. 653 și 891 cod. civil, fiind acte de jurisdicțiune grațioasă, date după simpla cerere a celui ce se pretinde moștenitor legitim sau legatar universal, fără punerea în cauză a unui contrațicător — adversar, nu pot fi opozabile aceloră cari posedă de fapt bunurile succesoriale, căci aceștia nu pot fi constrânși, fără consimțământul lor, să adere la un act unilateral; astfel că aceștia nu pot fi scoși din posesiunea acestor bunuri, prin simpla executare a unor atari încheieri. (C. Apel Craiova s. I, 174 din 6 Aug. 1924, Bul. C. Apel 14/924).

**74.** A se vede: art. 405 cu nota 7; art. 684 cu nota 33; art. 899 cu nota 13.

## CAPITOLUL II

Despre calitățile cerute pentru a succede.

**Art. 654.** — Pentru a succede trebuie neapărat ca persoana ce succede să existe în momentul deschiderii succesiunii.

Copilul conceput este considerat că există.

Copilul născut mort este considerat că nu există. (Civ. 282 urm., 289, 924; Civ. Fr. 725).

*Text. fr. Art. 725.* — Pour succéder, il faut nécessairement exister à l'instant de l'ouverture de la succession.

Ainsi, sont incapables de succéder,

1° Celui qui n'est pas encore conçu;

2° L'enfant qui n'est pas né viable;

3° Celui qui est mort civilement.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 273, 275-277;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 212, 214 urm., 218;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 367, 435, 653;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 82 urm.; *Suppl. Successions*, 48 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 29, 30;  
 DEMOLOMBE, XIII, 184, 186, 187;  
 HUC, V, 36, 38;  
 LAURENT, VIII, 533, 543, 544, 548;  
 LE SELLYER, *Comment. des Success.*, I, 88;  
 MARCADÉ, art. 725;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 20 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1707 urm., 1724.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 70 urm., 485, 521 n. 3, 866; (I, ed. 2-a, p. 245; IV, part. I, ed. 2-a, p. 83, 235, 530, 706, 755; IV, part. II, ed. 2-a, p. 460); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 170. „Incapacitatea persoanelor necerte de a culege o liberalitate între vii sau testamentară“. Pagini Juridice 100/1912;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 216, 217;  
 NACU, I, p. 133, II, p. 30 urm.;  
 SCRIBAN ȘTEFAN, „Despre ficțiuni“. Curier Jud. 29/1922.

## INDEX ALFABETIC

Absență 11.	Născut viu 1.
Aprecieră suverană 2, 7.	Naturalizare 9.
Bășota Institut 4.	Nulitate 7.
Caducitate 3.	Pământ rural 5, 6, 7, 8.
Concepție 1.	Persoană juridică 4.
Confirmare 2.	Primărie 3.
Copil conceput 1.	Rural imobil 9, 10.
Copil născut mort 1.	Rurală lege 5, 6, 7, 8.
Copil născut viu 1.	Rural pământ 5, 6, 7, 8.
Existența succesibilului 1, 11.	Săraci 3.
Fence 5.	Străini 9, 10.
Funcționar 7.	Succesiune, a se vedea „Legat“, „Testament“ și 1, 3, 6, 8, 9, 10, 11.
Imobil rural 9, 10.	Suverană apreciere 2, 7.
Impământare 9.	Testament, a se vedea „Legat“ și 2, 4, 5, 7.
Institutul Bășota 4.	Vindere, cumpărare, a se vedea „Instrăinare“.
Instrăinare 5, 7.	
Legat 3, 4.	
Mariuri 2.	
Născut mort 1.	

există, depărtând de la succesiune numai pe copilul născut mort. Pentru a succede este destul ca copilul să se nască viu, fără a fi nevoie a se cerceta timpul cât a trăit în urmă, căci legiuitorul nu pune nici o limită. (Apel Buc. I, 50, Sept. 19/92, Dr. 63/92).

2. Elementele și împrejurările de fapt, pe cari se întemeiază Curtea de fond ca să stabilească confirmarea unui testament, constituind o chestiune cu totul de fapt, scapă controlului Curtii de Casatiune.

Prin urmare, omisiunea Curtii de a se pronunța asupra probei cu martori invocată de recurentă, spre a înlătura proba rezultând din elementele de fapt cari au făcut convingerea instanței de fond, nu este esențială. (Cas. I, 10 Dec. 1907. B. p. 1877).

3. Săracii dintr'o comună fiind reprezentați de primăria respectivă, această autoritate este în drept să cu-

## Jurisprudență.

1. Din art. 654 rezultă că persoana ce succede trebuie neapărat să existe în momentul deschiderii succesiunii și că copilul conceput este considerat că



leagă legatul lăsat lor de un testator. Prin urmare, un asemenea legat este valabil și nu poate fi vorba de caducitatea lui. (Cas. I, 10 Dec. 1907, B. p. 1877).

4. Institutul Basotă din Pomârla, Județul Dorohoi, înființat prin testamentul defunctului Anastasie Bașotă din 1869, neavând ființă ca persoană juridică în momentul morții testatorului (29 Decembrie 1869), și acest institut fiind inexistent în acel moment, a fost incapabil de a dobândi bunurile ce s'au testat în favoarea sa; iar această incapacitate nu eră să dispară, chiar dacă o lege posterioară ar fi recunoscut existența lui, soluție care rezultă din art. 654, 808 și 928 codul civil, cari nu face nici o deosebire între persoanele fizice și acele morale.

Jurisprudența validează, în adevăr, fundațiunea testamentară numai în cazul când testatorul a impus unui legatar sarcina de a înființa fundațiunea lucru ce defunctul Bașotă n'a făcut prin testamentul său, căci numai un legatar poate să îndeplinească voința testatorului, dobândind de la autoritățile constituite și competente ale statului, personalitatea juridică a fundațiunii. (Apel Iași, II, Dr. 29/908, p. 227).

5. Pământurile rurale date sătenilor cultivatori de pământ, nu se pot înstrăina nici prin acte între vii, nici prin testament, decât către comună sau către alt sătean. Deci un asemenea pământ nu poate fi dobândit prin testament de către o femeie. (Cas. I, 351 și 353 din 2 Oct. 1909. Jurisprudența 32, 1909).

6. Loturile de 5 Ha. vândute după legea din 1889 se pot întoarce în totul sau în parte către comună sau către alți săteni ce s-ar găsi în condițiile legii rurale din 1864. (Cas. I, 402 din 21 Oct. 1909. Jurisprudența 37/909).

7. Potrivit art. 1 din legea interpretativă din 1879, testamentul prin care un sătean înstrăinează pământul ce i s'a dat în virtutea legii rurale din 1864 către un funcționar este nul, iar constatarea calității de funcționar intră în atribuțiile instanței de fond. (Cas. I, 414 din 4 Nov. 1909. Jurisprudența 38/909).

8. Un moștenitor nu e dator să dovedească pe lângă calitatea sa și că e sătean cultivator de pământ, pentru ca să poată reclama pământul ce i se cuvine, întrucât legea rurală n'a schim-

bat ordinea sucesiunilor și n'a modificat dreptul de moștenire. (Cas. I, 542 din 15 Oct. 1910. Jurisprudența 35/910).

9. Când acel care reclamă moștenirea unui imobil rural, eră, la deschiderea succesiunii, strein și incapabil de a dobândi un asemenea imobil, el nu are calitatea de a porni o atare acțiune, măcar că mai târziu a devenit cetățean român prin împământare, căci potrivit art. 654 cod civil, vocațiunea la succesiune se cere a avea din momentul deschiderii succesiunii. (Trib. Suceava, Dr. 74/913, p. 587).

10. Succesorul ab-intestat străin nu are dreptul de a posedă imobile rurale aflate în succesiune însă are dreptul la valoarea acelui imobil. (Cas. I, 226 din 22 Mart. 1911. Jurisprudența 17/911; In acelaș sens: Cas. I, 104 din 17 Feb. 914. Curier Jud. 28/914; Trib. Ilfov. s. I, 197 din 19 Mart. 1921, Curier Jud. 38/921).

11. După dispozițiile art. 654 c. civ., pentru ca o persoană să poată succede unei alte persoane, se cere în primul rând ca acel care succede să existe în momentul deschiderii succesiunii, iar conform principiilor de drept în materie de absență, atât absența declarată cât și cea numai prezumată a unei persoane, constituie o stare de incertitudine asupra existenței acelei persoane în acest sens că nu putem ști cu siguranță dacă persoana ce se găsește în această stare mai trăește sau nu.

Prin urmare, în asemenea caz oricine reclamă un drept deschis unei persoane, a cărei existență nu e cunoscută, este dator să probeze ca acea persoană absentă există în momentul când dreptul s'a deschis pentru dânsa și dacă se va deschide un drept de moștenire al unei asemenea persoane, fără a fi nevoc a se mai face lucrări pentru absența prezumată sau declarată, el se va da numai aceluia cari aveau drept de a dobândi în lipsa sa sau aceluia cu cari cel absent s'ar fi găsit în drept a concură, cu rezerva, bine înțeles, ca la întoarcerea absentului sau la dovedirea morții sale, să se procedadă la o lichidare definitivă. (Jud. ocol. Zătrăni-Vâlcea, 20 Mart. 1914. Curier Jud. 36/914).

12. A se vedeă: art. 7 și 11, Index „Succesiune” și notele respective; art. 1306 cu nota 25.

**Art. 655.** — Sunt nedemni de a succede și prin urmare excluși dela succesiune:

1. Condamnatul pentru că a omorât sau a încercat să omoare pe defunct;

2. Acela care a făcut în contra defunctului o acuzațiune capitală, declarată de judecată calomnioasă.

3. Moștenitorul majore care având cunoștință de omorul defunctului, nu a denunțat aceasta justiției. (Civ. 656, 657; C. p. 38, 48 urm., 225 urm., 248, 250 urm.; Pr. pen. 29 urm., 320 urm., 344, 346 urm., 381; Civ. Fr. 727).

*Text. fr. Art. 727.* — Sont indignes de succéder, et, comme tels, exclus des successions:

1<sup>o</sup> Celui qui serait condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt;

2<sup>o</sup> Celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse;

3<sup>o</sup> L'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'aura pas dénoncé à la justice.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 281-289, 292;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 293, 295 urm., 297, 299, 300, 302-305, 308, 310, 313, 320, 331-333 urm., 340, 345, 346, 371, 375, 376, 379, 426;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 415, 436, 439, 695, 800, 915, 934;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 126 urm.; *Suppl.*, *Successions*, 92 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 35 bis, V și IX; 39 bis, III;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 378; IV, p. 191;  
 DEMOLOMBE, XIII, 164, 218, 221, 222 urm., 224, 226, 228, 231, 232, 237, 239-242, 245-247, 251, 257, 259, 262, 275 urm., 279, 281 urm., 287, 289, 294, 296, 297, 299;  
 HUC, V, 43, 44, 48, 63, 75;  
 LAURENT, IX, 2-9, 12 urm., 20, 21, 31, 68;  
 LE SELLYER, I, 116, 117, 150, 152, 178;  
 MARCADÉ, art. 727;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 438 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 23, 24;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 678; III, ed. 2-a, No. 1737 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 80 urm., 99, 865, 884 nota; (III, part. I, ed. 2-a, p. 546, n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 441 t. și n. 1, 706; IV, part. II, ed. 2-a, p. 453); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 170, 173;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 221;  
 NACU, II, p. 35 urm.

#### Jurisprudență.

1. Din combinațiunea § I cu § III de sub art. 655 rezultă că legiuitorul a avut în vedere un omor comis, de a cărui comitere moștenitorul major a avut cunoștință și n'a denunțat aceasta justiției, iar nu o moarte ocazionată din lipsa de îndestulă aptitudine a îngrijirilor fără o rea voință a acestora. (Cas. I, 186/76. Iun. 9/76. B. p. 237).
2. Potrivit dispozițiilor art. 655 al.

1 c. civ., este nedemn de a succede și exclus de la succesiune, condamnatul pentru că a omorât sau încercat să omoare pe defunct; această excludere de la succesiune are loc de drept, din momentul ce există o hotărîre condamnatrice pentru omor, fără a mai fi nevoie de o nouă hotărîre care să pronunțe nedemnitătea și excluderea de la succesiune. (Trib. Buzău s. II, 271 din 8 Iulie 1924. Dreptul 31/924).

**Art. 656.** — Lipsa de denunțare nu poate vătămă în drepturile lor pe ascendenții și descendenții omorătorului, pe afinii săi de același grad, pe soțul sau soția sa, pe frații sau surorile sale, pe unchii sau mătușele sale, pe nepoții sau nepoatele sale. (Civ. 655, 660 urm.; Civ. Fr. 728).



*Text. fr. Art. 728.* — Le défaut de dénonciation ne peut être opposé aux ascendants et descendants du meurtrier, ni à ses alliés au même degré, ni à son époux ou à son épouse, ni à ses frères ou sœurs, ni à ses oncles et tantes, ni à ses neveux et nièces.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 286;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 317;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 436, 438, 915;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 143 urm.; *Suppl. Successions*, 105;  
 DEMOLOMBE, XIII, 261;  
 HUC, V, 46;  
 LAURENT, IX, 8;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 25 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1744.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 80 urm., 99, 865, 884 nota; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 170, 173;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 222;  
 NACU C., I, p. 34; II, p. 35 urm.

**Art. 657.** — Moștenitorul depărtat dela succesiune ca nedemn, este obligat a întoarce toate fructele și veniturile a căror folosință a avut-o dela deschiderea succesiunii. (Civ. 485, 655; Pr. civ. 139; Civ. Fr. 729).

*Text. fr. Art. 729.* — L'héritier exclu de la succession pour cause d'indignité, est tenu de rendre tous les fruits et les revenus dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, 290-293, 431 urm.;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 351-361, 365, 369;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a III, p. 436, 440, 915;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 151 urm.; *Suppl. Successions*, 111 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 38 bis, III. IV;  
 DEMOLOMBE, XIII, 302 bis-304, 307-311;  
 HUC, V, 49, 50;  
 LAURENT, XI, 22-27, 29;  
 LE SELLYER, I, 170, 181, 188;  
 MARCADÉ, art. 729;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 29, 30;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1756.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 103 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 170, 174;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 222;  
 NACU, II, p. 43.

**Art. 658.** — Copiii nedemnului viind la succesiune, în virtutea dreptului lor propriu, fără ajutorul reprezentățiunei, nu sunt depărtați pentru greșeala tatălui lor; acesta însă nu poate nici într'un caz, reclama uzufuctul bunurilor succesiunii, pe care legea îl acordă taților și mamelor asupra bunurilor copiilor lor. (Civ. 338 urm., 664 urm., 668; Civ. Fr. 730).

*Text. fr. Art. 730.* — Les enfants de l'indigne, venant à la succession de leur chef, et sans le secours de la représentation, ne sont pas exclus pour la faute de leur père: mais celui-ci ne peut en aucun cas, réclamer, sur les biens de cette succession, l'usufruit que la loi accorde aux pères et mères sur les biens de leurs enfants.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 86, 293, 301;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 370, 437;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 455; ed. 1-a, III, p. 380, 381, 436, 441, 442;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 159 urm.; *Suppl. Successions*, 116 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 39 bis, II, III;  
 DEMOLOMBE, V, 519; VI, 518; XIII, 291;  
 HUC, V, 51, 63;  
 LAURENT, IX, 72;  
 LE SELLYER, I, 202;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 31 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1753.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 113 urm., 138; (II, ed. 2-a, p. 515); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 159, 170, 174;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 204, 222;  
 NACU, II, p. 44.

#### Jurisprudență.

1. Potrivit art. 658 c. civil, copiii nedemnului venind la succesiune în virtutea dreptului lor propriu, iar nu prin reprezentare, urmează că ei sunt excluși de la succesiune de moștenitorii

ce fac parte dintr'un grad superior lor și cu cari ar fi venit să concureze la succesiune prin reprezentare, dacă autorul lor nu ar fi fost declarat de lege nedemn de a succede. (Trib. Buzeu s. II, 271 din 8 Iulie 1924. Dreptul 31/924).

### CAPITOLUL III

#### Despre deosebite ordine de succesiune.

##### Secțiunea I. — Dispozițiuni generale.

**Art. 659.** — Succesiunile sunt deferite copiilor și descendenților defunctului, ascendenților și rudelor sale colaterale, în ordinea și după regulile mai jos determinate. (Civ. 652, 661 urm., 669 urm., 672 urm., 680; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), 4; Civ. Fr. 731).

*Text. fr. Art. 731.* — Les successions sont déferées aux enfants et descendants du défunt, à ses ascendants et à ses parents collatéraux, dans l'ordre et suivant les règles ci-après déterminés.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 304, 350;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 376, 383;  
 DEMOLOMBE, XIII, 339 urm.;  
 LAURENT, IX, 36, 37;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 36.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 113 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 549); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 155; *Nota sub. Judec. Ocol. rural Puești-Tuțova*, 17/914. *Curier Jud.* 32/1915;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 218;  
 NACU, II, p. 63.



## Jurisprudență.

1. După Codul Caragea, copilul natural nu vine la moștenirea tatălui său, nici chiar atunci când ar fi recunoscut. În acest cod, instituțiile recunoașterii și a legitimării copiilor naturali prin căsătorie subsequentă a părinților sunt necunoscute, el neadmitând decât adopțiunea lor. (Trib. Ilfov III, C. Jud. 44/905).

2. În materie de succesiune, rudele în grad mai depărtat nu au calitate să exercite acțiunile cari decurg din ereditate atunci când sunt alte rude în grad mai apropiat cari nu au renunțat la succesiune și al căror drept de acceptare nu este preșcris. (Cas. I, 23 Nov. 1909, B. p. 1294).

3. Terțiul detentor al unei averi succesoriale poate să invoace lipsa de calitate a eredelui care reclamă în contra sa, de oarece este de principiu că defendorul în orice acțiune este în drept să invoace lipsa de calitate a re-

clamantului. (Cas. I, 23 Nov. 1909, B. p. 1294).

4. Scopul esențial al contractului de adopțiune fiind ca adoptatorul să-și creeze o familie, iar adoptatul să devie civilmente fiul adoptatorului nu se poate tăgădui că copiii adoptatorului devin și dâșii, din punctul de vedere al dreptului civil, nepoți de fii ai adoptatorului, și deci ei au dreptul la succesiune în averea adoptatorului. (Cas. I, 18 Oct. 1911, B. p. 1210).

În același sens decizia Cas. sect. I din 1 Febr. 1912, B. p. 204.

5. A se vedea și *Indexele cu notele* respective de sub art. 7 relative la succesiunile călugărilor și de sub art. 11 relative la dreptul străinilor de a dobândi imobile rurale prin succesiune; No. 2, 3, 4 și 6 de sub art. 292 relative la modul și mijloacele de a dovedi rudenția; No. 1 de sub art. 307 asupra chestiunii dacă copilul natural succede tatălui său; No. 8 de sub art. 315 și toate notele art. 1912 relative, de asemenea, la succesiunile călugărilor.

**Art. 660.** — Proximitatea rudeniei se stabilește prin numărul generațiilor; fiecare generațiune numără un grad<sup>1)</sup>. (Civ. 661 urm.; Civ. Fr. 735).

*Text. fr. Art. 735.* — La proximité de parenté s'établit par le nombre de générations: chaque génération s'appelle un degré.

## Doctrină străină.

ARNTZ, I, 295;  
 AUBRY ET RAU, V, § 461, p. 58, nota 13;  
 BAUDRY, *Précis*, I, 443;  
 BAUDRY ET FOURCADE, *Personnes*, II, 1546;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 305-310;  
 BEUDANT, I, 232, p. 335;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 254;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, I, 217 bis I;  
 DEMOLOMBE, III, 112;  
 HUC, V, 62;  
 LAURENT, II, 351;  
 LE SELLYER, *Successions*, I, 230, p. 255;  
 MARCADÉ, I, 549;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 34, 35;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 644-649; III, 43;  
 THIRY, I, 243.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 581 urm.; III, part. II, ed. 2-a, p. 116 urm.;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 178;  
 NACU, I, p. 287; II, p. 63.

## Jurisprudență.

1. După codul civil (art. 660 și 663) rudenția rezultă din raportul dintre două sau mai multe persoane ce se coboară una din alta, sau cari se coboară dintr'un autor comun. Deci bărbatul cu soția nefiind într'un asemenea raport,

urmează că sunt străini de orice înrudire între dâșii. (Apel Iași, I, 21 Febr. 4/84, *Dr.* 23/84).

2. Copiii născuți din același tată, dar din mame diferite, în raportul dintre ei sunt în gradul al doilea. (Cas. I, 210/Mai 28/90, B. p. 643).

1) În vechile legiuri Codurile Caragea și Calimach, cuvântul „grad” în materie de succesiune se numea „spită”.

**Art. 661.** — Șirul gradelor formează linia: se numește linie dreaptă șirul gradelor între persoanele ce se cobor una dintr'alta; linie colaterală șirul gradelor între persoanele ce nu se cobor unele din altele, dar care se cobor dintr'un autor comun.

Linia dreaptă se împarte în linie dreaptă descendentă și în linie dreaptă ascendentă.

Întâia este aceea ce leagă pe capul neamului cu acei ce se cobor dela el; a doua este aceea ce leagă o persoană cu acei din cari ea se coboară. (Civ. 660, 662 urm.; Civ. Fr. 736).

*Text. fr. Art. 736.* — La suite des degrés forme la ligne: on appelle *ligne directe* la suite des degrés entre personnes qui descendent l'une de l'autre; *ligne collatérale*, la suite des degrés entre personnes qui ne descendent pas les unes des autres, mais qui descendent d'un auteur commun.

On distingue la ligne directe, en ligne directe descendante et ligne directe ascendante.

La première est celle qui lie le chef avec ceux qui descendent de lui: la deuxième est celle qui lie une personne avec ceux dont elle descend.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 305 urm.;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 254;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 34, 35;  
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 644-649.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 581 urm.; III, part. II, ed. 2-a, p. 116 urm.;  
CANTACUZINO MATEI, p. 178;  
NACU, I, p. 287; II, p. 63.

**Art. 662.** — În linie dreaptă se numără atâtea graduri câte sunt și generațiuni între persoane: astfel fiul este către tatăl său în cel dintâi grad; nepotul de fiu în cel de al doilea, și vice-versa, tatăl și bunul către fiii lor și nepoții lor de fiu. (Civ. 660; Civ. Fr. 737).

*Text. fr. Art. 737.* — En ligne directe, on compte autant de degrés qu'il y a de générations entre les personnes: ainsi le fils est, à l'égard du père, au premier degré; le petit-fils, au second; et réciproquement du père et de l'aïeul à l'égard des fils et petits-fils.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 305 urm.;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 254;  
DALLOZ, *Rep. Succession*, 162 urm.; *Suppl. Successions*, 119 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 34, 35;  
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 644-649.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 581 urm.; III, part. II, ed. 2-a, p. 116 urm.;  
CANTACUZINO MATEI, p. 178;  
NACU, p. 287; II, p. 63.



**Art. 663.** — În linie colaterală gradurile se numără după generațiuni, începând dela una din rude până la autorele comun, și dela acesta până la cealaltă rudă.

Frații dar sunt în gradul al doilea; unchiul și nepotul în al treilea, verii primari în al patrulea și c. l. (Civ. 660, 662; Civ. Fr. 738).

*Text. fr. Art. 738.* — En ligne collatérale, les degrés se comptent par les générations, depuis l'un des parents jusques et non compris l'auteur commun, et depuis celui-ci jusqu'à l'autre parent.

Ainsi, deux frères sont au deuxième degré; l'oncle et le neveu sont au troisième degré; les cousins germains au quatrième; ainsi de suite.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 305 urm.;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 254;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 162 urm.; *Suppl. Successions* 119 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 34, 35;  
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 644-649.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 581 urm.; III, part. II, ed. 2-a, p. 116 urm.;  
CANTACUZINO MATEI, p. 178;  
NACU, I, p. 288; II, p. 63.

#### Jurisprudență.

din mame diferite, în raportul dintre ei sunt în gradul al doilea. (Cas. I, 210/90, Mai 28/90 B. p. 643).

1. Copiii născuți din acelaș tată, dar

#### Secțiunea II. — Despre reprezentațiune<sup>1)</sup>.

**Art. 664.** — Reprezentațiunea este o ficțiune a legii, care are de efect de a pune pe reprezentanți în locul, în gradul și în dreptul reprezentantului<sup>2)</sup>. (Civ. 658, 665 urm., 668, 755; Civ. Fr. 739).

*Text. fr. Art 739.* — La représentation est une fiction de la loi, dont l'effet est de faire entrer les représentans dans la place, dans le degré et dans les droits du représenté.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 298, 299, 300, 302;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 396, 406, 426, 428, 430, 440;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 378, 381;  
DEMOLOMBE, XIII, 393-398;  
HUC, V, 62, 63;  
LAURENT, IX, 65, 68, 74;  
LE SELLYER, *Successions*, I, 204, 242, 259;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 40 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1760 urm., 1776.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 123 urm., 136; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 527); *Notă* sub C. Apel Chișinău S. I, 87 din 23 Mart. 1923. *Pand. Rom.* 1924, II, 7;  
CANTACUZINO MATEI, p. 222, 223;  
NACU, II, p. 64;  
SCRIBAN ȘTEFAN „Despre ficțiuni”, *Curier Jud.* 29/922.

<sup>1)</sup> În privința aceasta, a se vedea și codul Calimach art. 919-924 și codul Caragea partea IV, cap. III, art. 17.

<sup>2)</sup> Din eroare se zice „reprezentantului” în loc de „reprezentatului”.

**Art. 665.** — Reprezentațiunea se întinde nemărginit în linie directă descendentă.

Ea este admisă în toate cazurile, concure copiii defunctului cu descendenții unui copil mort mai dinainte, întâmple-se ca toți copiii defunctului fiind morți înaintea lui, descendenții zișilor copii să se găsească între ei în graduri egale sau neegale. (Civ. 658, 660 urm., 662, 664, 667 urm., 669; Civ. Fr. 740).

*Text. fr. Art. 740.* — La représentation a lieu à l'infini dans la ligne directe descendante.

Elle est admise dans tous les cas, soit que les enfants du défunt concourent avec les descendants d'un enfant prédécédé, soit que tous les enfants du défunt étant morts avant lui, les descendants desdits enfants se trouvent entre eux en degrés égaux ou inégaux.

#### Doctrină străină.

- ARNTZ, II, 1309;  
 AUBRY ET RAU, VI, § 560, p. 134; § 597, p. 298;  
 BAUDRY ET CHÉNEAUX, *Personnes*, IV, 101;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, ed. 3-a, 326, p. 262, 327;  
 BEUDANT, II, 677;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 379;  
 DEMOLOMBE, VI, 133, 139 urm., XIII, 393, 394, 406, 417 urm.;  
 DURANTON, III, 313; VI, 175;  
 HUC, III, 125, 127; V, 62;  
 LAURENT, IV, 250; IX, 58, 65, 74, 83, 315;  
 LE SELLYER, *Successions*, I, 243;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 43, 44, 45;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1773;  
 THIRY, II, 57.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 125 urm., 127 urm., 129 urm., 883 n. 1; (XI, p. 435). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 155;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 222, 223;  
 NACU, II, p. 65;

**Art. 666.** — În linie colaterală reprezentațiunea este admisă <sup>1)</sup>, în privința copiilor și descendenților, fraților sau surorilor defunctului, vie ei la succesiunea sa în concurs cu unchi sau mătușe, întâmple-se ca toți frații și surorile defunctului, fiind morți mai dinainte, succesiunea să se găsească trecută la descendenții lor, în graduri egale sau neegale. (Civ. 660 urm., 664, 667 urm., 672; Civ. Fr. 742).

*Text. fr. Art. 742.* — En ligne collatérale, la représentation est admise en faveur des enfants et descendants de frères ou sœurs du défunt, soit qu'ils viennent à sa succession concurremment avec des oncles ou tantes, soit que tous les frères et sœurs du défunt étant prédécédés, la succession se trouve dévolue à leurs descendants en degrés égaux ou inégaux.

#### Doctrină străină.

- BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 451;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 379;

<sup>1)</sup> Din eroare de tipar în ediția oficială se află pusă după vorba „admisă” o virgulă, care ar putea schimba înțelesul frazei.



DEMOLOMBE, XIII, 428;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 45, 46;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No 1774.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 125 urm., 127 urm., 129 urm., 883 n. 1; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 157, 158, 159;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 222, 223;  
 NACU, II, p. 65.

### Jurisprudență.

1. In linie colaterală reprezentatiunea nu este admisă decât pentru frați sau surori ai defunctului. Prin urmare un nepot din soră al defunctului, exclude de la succesiune pe strănepoți din aceiași soră. (Cas. I, 644 din

24 Nov. 1910, Jurisprudența 4/1911, Bul. 1910, p. 1554).

2. Din dispozițiile art. 666 c. civ. rezultă că descendenții, fie din mai mulți, fie de un singur frate sau soră, au dreptul a veni prin reprezentatie la moștenirea unui unchiu al lor. (C. Apel Galați 148/911, Curier Jud. 42/912).

**Art. 667.** — In toate cazurile în cari reprezentatiunea este admisă, partagiul se face pe tulpină (*souche*), <sup>1)</sup> dacă aceeași tulpină a produs mai multe ramuri, subdivizia se face iarăși pe tulpină în fiecare ramură, și membrii aceleași ramuri se împart egal între dâșii. (Civ. 664, 665 urm., 675; Civ. Fr. 743).

*Text. fr. Art. 743.* — Dans tous les cas où la représentation est admise, e partage s'opère par souche, si une même souche a produit plusieurs branches; la subdivison se fait aussi par souche dans chaque branche, et les membres de la même branche partagent entre eux par tête.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 304;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 347, 348;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 382;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 191;  
 LAURENT, IX, 78;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, 43;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1778.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 135 urm., 521 n. 4;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 224;  
 NACU, II, p. 67 urm.

**Art. 668.** — Nu se reprezintă decât persoanele moarte. Poate cineva reprezenta pe acela la a cărui succesiune a renunțat. (Civ. 658, 698 urm.; Civ. Fr. 744).

*Text. fr. Art. 744.* — On ne représente pas les personnes vivantes, mais seulement celles qui sont mortes naturellement ou civilement.

On peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 301;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 427;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 379, 381;

1) Din eroare, credem, că s'a pus aci virgulă, în loc de punct și virgulă, după cum este și în textul articolului francez corespunzător. În vechile legiuiri, se zicea „casă” în loc de „tulpină”.

DALLOZ, *Rép. Successions*, 185 urm.;  
 DEMOLOMBE, XIII, 399, 402;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 40 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1766, 1771;

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 132 urm., 289;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 222, 223;  
 NACU, II, p. 65.

#### Secțiunea III. — Succesiunile deferite descendenților.

**Art. 669.** — Copiii sau descendenții lor succed tatălui, mamei, moșilor, moașelor <sup>1)</sup> și vericărui alt ascendent, fără deosebire de sex și chiar de ar fi născuți din deosebite căsătorii. Ei succed în părți egale când se găsesc toți în gradul dintâi și sunt chemați după propriul lor drept; ei succed pe tulpină când sunt chemați toți sau unul din ei prin reprezentățiune <sup>2)</sup>. (Civ. 306, 315, 658, 660 urm., 664 urm.; L. Timbr. 45, 46; L. impozitului pe moșteniri, (Mon. of. 91/921), Art. 2; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), Art. 4, 10; Civ. Fr. 745).

*Text. fr. Art. 745.* — Les enfants ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère, aïeuls, aïeules, ou autres ascendants, sans distinction de sexe ni de primogéniture, et encore qu'ils soient issus de différents mariages.

Ils succèdent par égales portions et par tête, quand ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef: ils succèdent par souche, lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

### Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 352 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 376, 383, 748;  
 DALLOZ, *Rép. Succession*, 199 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 46 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1807.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 129, 139 urm., 149, n. 1, 160, n. 3; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 527, 529, 762, 776, n. 1; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 238); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 155, 161; „Dreptul de moștenire al descendenților“. Dreptul 56/1911;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 219;  
 CONSTANTINESCU JAC N., *Nota sub. C. Apel Galați s. I*, 25 din 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924-II-78;  
 NACU, II, p. 70.

### Jurisprudență.

1. Legiuirea Caragea excluzând pe fete dela succesiunea tatălui, faptul că dânsle au stăpânit împreună cu frații lor o succesiune deschisă sub această legiuire, neputându-le conferi calitatea de moștenitoare la averea tatălui, urmează că ele nu au dreptul

să revendice nimic din succesiune. (Cas. I. 153/905 B. p. 948).

2. A se vedea și nota No. 1 de sub art. 306 relativă la drepturile succesoriale ale copiilor legitimați; No. 1 de sub art. 307 relativă la chestiunea dacă copilul natural succede tatălui său și No. 1, 2 sub art. 659.

1) Adică: unchilor, mătușilor.

2) În privința succesiunilor descendenților, a se vedea Codul Caragea, partea IV, cap. 3, art. 17 și Codul Calimach § 916, 917, 1010 și 1013.



Secțiunea IV. — *Despre succesiunile deferite ascendenților.*

**Art. 670.** — Dacă defunctul n'a lăsat posteritate, nici frate, nici suroră, nici descendenți dintr'aceștia, succesiunea se cuvine ascendenților din gradul de rudenie cel mai aproape.

Ascendenții de același grad, moștenesc părți egale <sup>1)</sup>. (Civ. 660 urm., 671, 673, 678; L. Timbr. 45, 46; L. impozitului pe moșteniri, (Mon. of. 91/921, Art. 2; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), Art. 4; Civ. Fr. 746).

*Text. fr. Art. 746.* — Si le défunt n'a laissé ni postérité, ni frère, ni descendants d'eux, la succession se divise par moitié entre les ascendants de la ligne paternelle et les ascendants de la ligne maternelle.

L'ascendant qui se trouve au degré le plus proche, recueille la moitié affectée à sa ligne, à l'exclusion de tous autres.

Les ascendants au même degré succèdent par tête.

**Doctrină străină.**

AUBRY ET RAU, VI, p. 153, 154;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 369 urm., 669;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 376, 385, 393, 705;  
DEMOLOMBE, V, 540, 541, 552; XIV, 149;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 50;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1815.

**Doctrină românească.**

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 127, 160 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 534, 538; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 238); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 155, 160, 161;  
CANTACUZINO MATEI, p. 220;  
NACU, II, p. 78.

**Jurisprudență.**

1. Legiuitorul nostru, spre deosebire de cel francez, n'a reprodus art. 733 și următorii c. civ. francez, unde se vede că la succesiunile deferite ascendenților și colateralilor, partagiul se face pe linii iar nu după gradul de rudenie cel mai aproape, și ca consecință n'a reprodus întocmai art. 746 francez care formează art. 670 român. Din contră la

noi legiuitorul, conducându-se de dispozițiunile codului Calimach (§ 927, 928 și 929), a menținut principiul că partagiul să se facă după gradul de rudenie cel mai apropiat, prevăzându-se aceasta în mod expres în art. 670 și următorii. Deci partagiul între ascendenți se face după gradul de rudenie cel mai apropiat. (Apel Buc. I, 218, Oct. 28/93, *Dr.* 72/93).

**Art. 671.** — Dacă tatăl și mama unei persoane moarte fără descendenți, i-au supraviețuit, lăsând acea persoană frați, surori, sau descendenți ai acestora, succesiunea se divide în două porțiuni egale, din cari jumătatea numai se cuvine tatălui și mamei și se împarte de o potrivă între dânsii. (Civ. 673, 674; L. Timbr. 45, 46; L. impozitului pe moșteniri (Mon. of. 91/921), Art. 2; Legea propr. liter. (Mon. of. 68/923), Art. 4; Civ. Fr. 748).

*Text. fr. Art. 748.* — Lorsque les père et mère d'une personne morte sans postérité lui ont survécu, si elle a laissé des frères, sœurs, ou des descendants d'eux, la succession se divise en deux portions égales, dont moitié seulement est déferée au père et à la mère, qui la partagent entre eux également.

<sup>1)</sup> La redactarea acestui art. 670, s'a avut în vedere pe lângă art. francez 746 și vechile noastre legiuri Caragea partea a IV, cap. 3, art. 18 și mai ales Codul Calimach §§ 927, 928 și 929.

L'autre moitié appartient aux frères, sœurs, ou descendants d'eux, ainsi qu'il sera expliqué dans la section V du présent chapitre.

### Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Success.*, I, 365; III, 2519;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 376, 703, 705;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 61 bis, I, III;  
DEMOLOMBE, XIII, 451, 455; XV, 682-684;  
HUC, V, 303, 305;  
LAURENT, IX, 86; X, 334;  
LE SELLYER, *Success.*, I, 272;  
MARCADÉ, III, 277, 299;  
MOURLON, ed. 7-a, II, 49, 50;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1814, 2363;  
THIRY, II, 60.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 148 urm., 150, 151, 155, 160, n. 4, 446, 522, 690, 691; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 143, 536, 538, 539, t. și nota, 624, n. 3; IV, part. II, ed. 2-a, p. 224; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 238); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 155, 158, 161, 167, 218; *Observație* sub. Cas. I, 526 din 13 Sept. 1911. Dreptul 81/1911; *Nota* sub. C. Apel Iași, s. I, 14 Oct. 922. Pand. Rom. 1924-II-145;  
CANTACUZINO MATEI, p. 219, 220;  
NACU, II, p. 71.

### Secțiunea V. — Despre succesiunile colaterale.

**Art. 672.** — In caz de a muri mai dinainte tătăl și mama unei persoane moarte fără posteritate, frații, surorile sau descendenții lor sunt chemați la succesiune, depărtând pe ascendenți și pe ceilalți colaterali. Ei succed sau după propriul lor drept, sau prin reprezentare în modul regulat în secțiunea II a acestui cap. (Civ. 664, 666 urm.; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), 4; Civ. Fr. 750).

*Text. fr. Art. 750.* — En cas de prédécès des père et mère d'une personne morte sans postérité ses frères, soeurs ou leurs descendants sont appelés à la succession, à l'exclusion des ascendants et des autres collatéraux.

Ils succèdent, ou de leur chef ou par représentation, ainsi qu'il a été réglé dans la section II du présent chapitre.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 306, 315, 316;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 477;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 376, 384, 386, 703, 708;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 67 bis, I;  
DEMOLOMBE, XIII, 452;  
LAURENT, IX, 89;  
LE SELLYER, *Successions*, I, 321;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 49, 50;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1811.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 149, 151 urm., 154, 155; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 155, 157, 158, 159, 160, 161, 218; *Observație* sub. Trib. Neamț, 29 Nov. 907. Dreptul 15/908; *Notă* sub. C. Apel Iași, s. I, 14 Oct. 1922. Pand. Rom. 1924-II-145;  
CANTACUZINO MATEI, p. 219, 220;  
NACU, II, p. 71.



## Jurisprudență.

1. Din combinarea art. 672 și 695 c. civ. rezultă că frații și surorile unei persoane moarte fără posteritate sunt de drept considerați ca moștenitori și nu pot fi socotiți că au renunțat la succesiunea acesteia decât dacă au făcut declarațiune expresă în acest sens la grefa tribunalului districtului în care s'a deschis succesiunea.

Astfel că Tribunalul nu putea să a-pere pe moștenitorii în acest grad de plata taxelor succesoriale la care erau supuși prin decizia Ministerului de finanțe, numai pe cuvântul că nu au făcut nici un act de acceptare spre a fi considerați ca succesori, căci dreptul lor de succesiune le venea dela lege și ei erau datori să dovedească că au renunțat expres la succesiune prin cer-

tificate emanate de grefa Tribunalului respectiv. (Cas. III, decizia No. 30 din 21 Ian. 1914; Jurispr. Rom. 1914 p. 257).

2. Art. 674 din codul civil nu este o dispoziție excepțională numai atunci când colateralii privilegiați, adică frații și surorile, vin la succesiunea unui alt frate al lor, conf. art. 671 și 673 c. civ., în concurență cu ascendenții privilegiați, ci este o regulă generală aplicabilă și atunci când frații și surorile vin la succesiunea fratelui lor singuri, în cazul art. 672 c. civ., fără ascendenți privilegiați. (C. Apel Iași s. I, 14 Oct. 1922. Pand. Rom. 1924, II, 145; Trib. Dolj s. II 439 din 8 Oct. 1907. Pand. Rom. 1923, II, 27; Trib. R-Sărat, 5 Ian. 1922, Pand. Rom. 1924, III, 92).

3. A se vedea: art. 315 cu nota 2; art. 652 cu nota 6; art. 674 cu notele respective; art. 677 cu notele 1, 2, 3.

**Art. 673.** — Dacă tatăl și mama persoanei moarte fără posteritate îi au supraviețuit, frații, surorile sau reprezentanții lor iau jumătate succesiunea. Dacă numai tatăl sau numai mama i-a supraviețuit, frații, surorile sau reprezentanții lor iau trei pătrimi ale succesiunii. (Civ. 671, 674; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), 4; Civ. Fr. 751).

*Text. fr. Art. 751.* — Si les père et mère de la personne morte sans postérité lui ont survécu, ses frères, sœurs ou leurs représentants ne sont appelés qu'à la moitié de la succession. Si le père ou la mère seulement a survécu ils sont appelés à recueillir les trois quarts.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 307, 316;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 479;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 376, 384, 386;  
DEMOLOMBE, XIII, 452;  
LAURENT, IX, 91;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 49, 50;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1814, 2029.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 148 urm., 150, 151, 155, 160, n. 4, 446, 522, 690, 691; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 143, 536, 538, 539, t. și nota, 624, n. 3; IV, part. II, ed. 2-a, p. 224). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 155, 158, 161, 167, 218; *Observație* sub. Cas. I, 526 din 13 Sept. 1911. Dreptul 81/1911; *Observație* sub. C. Apel Iași, s. I, 9 Iunie 1920. Dreptul 47/1920; *Nota* sub. C. Apel Iași, s. I, 14 Oct. 1922. Pand. Rom. 1924-II-145;  
CANTACUZINO MATEI, p. 219, 220, 282, 283;  
ILIESCU B. AL., *Nota* sub. Trib. Dolj s. II, 439 din 8 Oct. 1907. Pand. Rom. 1923-II-27;  
MEITANI GEORGE (FIU) „*In lipsa părinților sau dacă trăește unul dintr'înșii, frații și surorile au dreptul la o rezervă de un sferi*“. Dreptul 47/1902;  
MINEI V., „*Partea succesorală a părintelui supraviețuitor în concurs cu colateralii privilegiați și rezerva sa*“. Dreptul 23/1914;  
NACU, II, p. 71;  
RARINCESCU G. M., *Nota* sub. Cas. I, 177 din 7 Mart. 1921. Pand. Rom. 1922-I-223.

## Jurisprudență.

1. Potrivit art. 673 din codul civil, când o persoană, moartă fără posteritate,

lasă pe lângă frați și surori și un ascendent de gradul întâi, adică numai pe tatăl sau numai pe mama sa averea se împarte în două porțiuni, și

anume; trei pătrimi iau frații și surorile și numai o singură pătrime ia tatăl sau mama care supraviețuiește.

Prin urmare, violează acest text de lege Curtea de apel când dispune ca averea să se împartă în două jumătăți, atribuind o jumătate ascendentului supraviețuitor și cealaltă jumătate colateralilor. (Cas. I, 16 Sept. 1911, B. p. 1026).

2. În dreptul nostru actual rezerva sau legitima numai este ca la Romani, o parte din bunurile defunctului (pars bonorum) și o parte din succesiunea ab intestat (pars hereditatis) de unde rezultă ca consecință neapărată că rezerva nu poate fi mai mare decât partea hereditară.

În consecință de câte ori ascenden-

mul privilegiat vine la succesiunea descendentului său în concurență cu colaterali privilegiați, rezerva lui este de 1/4 conform art. 673 c. civ., iar de 1/2 conform art. 843 din acelaș cod. de câte ori ascendentul privilegiat vine la succesiune în concurență cu donatarii și legatarii cari nu sunt colaterali privilegiați; acesta fiind singurul mijloc de a se înlătura contradicția aparentă dintre art. 673 și 843 c. civ., și de a se respecta principiul că rezerva nu poate fi mai mare decât partea hereditară. (C. Apel Iași, s. I, 1, 7 și 9 Iun. 1920, *Dr.* 47/920 Justiția (Iași) 3—4/920; *Pand. Rom.* 1922, III, 24; *Cas. I.* 177 din 7 Mart 1921, *Pand. Rom.* 1922, I, 223).

3. A se vedea : art. 653 cu nota 8; art. 843 cu notele respective.

**Art. 674.** — Partajul jumătăței sau celor trei pătrimi cuvenite fraților sau surorilor, după conținerea art. precedent, se face între ei în porțiuni egale, dacă sunt toți dintr'aceiași căsătorie; de sunt din căsătorii diferite diviziunea se face pe jumătate între cele două linii paternă și maternă a defunctului; frații primari, iau parte în amândouă liniile, uterinii<sup>1)</sup> sau consingenii<sup>1)</sup> fiecare în linia sa numai. Dacă sunt frați sau surori numai într'o linie, ei succed în total, excluzând pe toate rudele din cealaltă linie. (Civ. 666, 672, 673; Civ. Fr. 752).

*Text. fr. Art. 752.* — Le partage de la moitié ou des trois quarts dévolus aux frères ou sœurs, aux termes de l'article précédent, s'opère entre eux par égales portions, s'ils sont tous du même lit; s'ils sont de lits différents, la division se fait par moitié entre les deux lignes paternelle et maternelle du défunt; les germains prennent part dans les deux lignes, et les utérins ou consanguins chacun dans leur ligne seulement: s'il n'y a de frères ou sœurs que d'un côté, ils succèdent à la totalité, à l'exclusion de tous autres parents de l'autre ligne.

#### Doctrină străină.

- BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 364, 368;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 376, 384, 401;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 259.  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 67 bis I;  
DEMOLOMBE, XIII, 370, 456, 558;  
LAURENT, IX, 89, 93;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 49, 50;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1802, 1812;  
THIRY, II, 60, p. 67, 68;

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 150, 152 urm., 164, 524; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 159; *Observație* sub. Trib. Neamț, 29 Nov. 907. *Dreptul* 15/1908; *Notă* sub. C. Apel Iași s. I, 14 Oct. 922. *Pand. Rom.* 1924-II-145;  
CANTACUZINO MATEI, p. 220;  
DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice* vol. I, p. 165 urm. „Impărțirea după linie“;  
ILIESCU B. AL., *Notă* sub. Trib. Dolj s. II, 439 din 8 Oct. 1907. *Pand. Rom.* 1923-II-27;  
NACU, II, p. 73, 74.

1) Prin „frați uterini“ se înțeleg frații din aceeași mamă și tată deosebit iar prin „frați consăngenii“ frații din acelaș tată și mamă deosebite.



## Jurisprudență.

1. Art. 674 nu și are aplicațiunea de cât în cazul când frații vin în concurență cu ascendenții, iar nu și când frații buni și vitregi concurg între ei numai pentru împărțirea moștenirii unui alt frate, un atare caz regulându-se de dreptul comun după principiile generale care domină ordinea succesiunilor conform art. 659, care dispune că succesiunile sunt deferite după ordinea și regulile mai jos stabilite și art. 672 care mai la vale, specificând care sunt acele reguli, dispune că frații și surorile ce sunt che-mați la succesiunea unuia din ei de-părtează pe ascendenți, afară de tată și mamă, și pe ceilalți colaterali, fără să distingă între frați consingeni și uterin. Din citatele articole reese dar că legiuitorul român a voit ca între colaterali moștenirea unuia din ei să nu se împartă în linie. Aceasta fiind regula statornică de el, iar excepțiunea la această regulă fiind stabilită prin art. 674, nu se poate lua excepțiunea drept regulă și generaliza cazul special expres prevăzut în art. 674, și aceasta pentru că cazurile restrictive nu se pot întinde, și de oarece, de s'ar admite contrariul ar fi ca judecătorul să nu interprete legea, ci s'o creze. Dacă în intențiunea legiuitorului eră să se urmeze codul Caragea, după care (art. 19 lit. c) frații cei buni se protimiseau la moștenire în fața celor vitregi, atunci n'avea decât să se exprime în modul cum s'a exprimat acea legiuire sau să urmeze codului francez, care admite partagiul succesiunii colateralilor pe linie; dacă legiuitorul n'a făcut astfel este învederat că n'a fost însufletit de asemenea cugetare. În fața nereproducerii art. 733 francez în codul nostru, sistemul contrar nu se poate prevală nici de spiritul legii franceze în materie de succesiuni, care constă în conservarea bunurilor în familie, nici de afecțiunea vie ce există între frații consingeni, afecțiune ce dispare între dânsii și cei uterini, de oare ce din suprimarea aceluia articol reese că legiuitorul nostru n'a voit să se inspire din atari argumente. Argumentul că art. 674 trebuie să fie privit ca conținând o dispozițiune generală, pentru că între colaterali nicăeri nu se prevede că moștenirea se transmite către cel mai apropiat în grad, precum se spune între ascendenți și descendenți, nu este fundat, de oarece legiuitorul prin art. 659, 660, 663 și 672 a reglementat complet materia și în privința succesiunii colateralilor. Dacă nu se poate stabili motivul care a îndemnat pe legiuitor să împartă în două linii succesiunea

unui frate când frații vitregi și buni vin în concurență cu ascendenții și să nu se facă tot o atare împărțea când frații consingeni concurg numai cu uterini, dintr'aceasta nu cată să se deducă de loc că succesiunea în ambele cazuri trebuie să se împartă identic, de oarece restricțiunile de drepturi nu se pot deduce prin analogie, mai ales când principiul general nu permite aceasta. (Apel Buc. III, 98, Mai 3/83, *Dr.* 51/83. *In acest sens:* Trib. Ilfov, II, Nov. 10/82, *Dr.* 3/82).

2. Frații primari după tată și după mamă sunt între dânsii o treaptă de rudenie mai apropiată de cât frații consingeni sau uterini cu cari nu se înrudes de cât după tată sau după mamă, astfel că din acest punct de vedere consecința ar fi ca frații primari să excludă de la moștenire pe cei consingeni sau uterini. Acest principiu își avea aplicațiunea atât în codul Caragea art. 19 lit. c, dela moșteniri, unde se zice: *frații cei buni se protimiseau la moștenire cu cei vitregi*; cât și în codicele Calimach, § 236, combinat cu 215 lit. b, și v, care nu cheamă pe frații numai despre tată și mamă la moștenirea fratelui, de cât în lipsă de frați drepti. În codicele actual nici un alt articol de cât art. 674, nu se ocupă de modul împărțirii succesiunii între frați, fie din aceeași căsătorie, fie din căsătorii diferite. Art. 672, afară de dreptul de reprezentatiune admis pentru copiii descendenților, fraților sau surorilor, nu face de cât să recunoască fratilor sau surorilor defunctului, în lipsă de părinți, dreptul la întreaga moștenire a fratelui cu excluderea ascendenților și a celorlalti colaterali; iar art. 673 nu le recunoaște de cât dreptul la o jumătate sau trei pătrimi din acea moștenire, după cum i'a supraviețuit defunctului sau ambii părinți sau unul dintre dânsii; prin art. 672 nu se arată nu numai modul cum are a se împărți această avere între frați și surori dar nici s'ar putea deduce dintr'însul că frații consingeni sunt puși pe aceeași linie cu cei primari, și prin aceasta s'ar fi voit a se modifica în ceva prescripțiunile legilor existente în momentul promulgării codicelui actual, recunoscându-se fratilor unilaterali, cari prin legiuirile anterioare erau excluși de la succesiune de către cei primari, dreptul la o porțiune egală cu aceștia și a se zice dar că art. 672 a introdus în noul codice o dispozițiune diametral opusă celei existente anterior. Asă fiind, nu se poate susține că art. 672 ar fi o excepțiune a principiului din actuala lege, el conține o regulă prin care se introduce o inovațiune la legile anterioare, modificând prin urmare regula stabilită de acele legiuiri: că frații primari exclud pe cei con-



sângeni. Art. 674, corespunzând cu art. 752 din codul francez, a cărui tradițiune este, urmează că înțelesul ce trebuie dat să nu fie altul de cât acela ce se dă art. 752; și dar acest articol se interpretează în înțelesul aplicațiunii lui, nu numai la cazul când frații vin la succesiunea fratelui în concurență cu unul sau amândoi părinții, dar și când vin la succesiune în lipsă de părinți. A se pretinde că în caz de predeces al părinților, art. 674 nu mai își are aplicațiunea sa, ar fi contrariu echității, căci prin aceasta s'ar întâmpla că, în caz de predeces al părinților, dreptul la succesiune al fraților primari cari vin în concurență cu cei consângeni, în loc să fie mărit din cauza împuținării moștenitorilor, din contră să fie micșorat. (Cas. I, 288/Iun. 92/91, B. p. 742; Cas. I, 237/Iun. 20/89 B. p. 621; Cas. I, 335/Nov. 18/87, B. p. 881; Cas. I, 92/Febr. 22/91, B. p. 206; Cas. I, 107/Mart. 23/83, B. p. 310; Apel Craiova, II, 157 Nov. 22/86, Dr. 65/87; Apel Buc. II, 261, Dec. 21/87, Dr. 16/88; Trib. Ilfov, II, 145, Iun. 80/87, Dr. 16/88).

3. Art. 674 nu e aplicabil de cât când va fi vorba de moștenirea între frați, fie că vin singuri la moștenire, fie că vin în concurență cu ascendenții, iar nu și când e vorba de moștenirea unui colateral. (Cas. I, 210/Mai 20/90, B. p. 643).

4. În codul nostru art. 674 este singurul care se ocupă de împărțeala succesiunii între frați și care în consecință conține principiul general, aplicabil atât în ipoteza când tatăl și mama sau numai unul din ei vin în concurs (egal) cu frații și surorile primari, consângenii sau uterini, precum și în ipoteza când asemenea frați și surori de diferite calități vin la succesiune singuri, fără concursul tatălui și al mamei. Art. 672 deși stabilește dreptul fraților și surorilor defunctului, în lipsă de tată și mamă, la întreaga moștenire a fratelui, cu excluderea ascendenților și a celorlalți colaterali, el însă nu indică în acele timp și porțiunea ce se cuvine fie cărei categorii de frați. Legiuitorul a avut grije de a indica precis pentru fiecare clasă de erezi, modul de a se divide între ei, precum se poate vedea în art. 669 pentru descendenți, în art. 670, pentru ascendenți, în art. 671 pentru tată și mamă și în art. 675 pentru colateralii ordinari; deci este evident că dacă legiuitorul ar fi avut intențiunea ca să cheme la succesiune și pe diferitele specii de frați tot cu drepturi egale, el ar fi exprimat această categorie, cum a făcut în art. precedent, și aceasta dovedeste în mod neîndoios că intențiunea sa a fost ca împărțeala dintre ei să se opereze nu în părți egale, ci astfel cum prescrie art. 674. Nici chiar în

rațiune nu există vre-un motiv plausibil pentru care frații vitregi să fie tratați într'un fel când se găsesco în concurs nu numai cu frații buni ai lui *de cujus* ci și cu tatăl și mama lui, și într'alt fel atunci când se găsește numai în prezență cu frații buni; această distincțiune ar fi chiar injustă căci ar avea de rezultat să creze o situațiune mai favorabilă fratelui bun când se găsește în concurs cu părinți și frați vitregi, și mai puțin avantajoasă atunci când se găsește față numai cu frați vitregi; cu alte cuvinte porțiunile lui în a doua ipoteză în loc să fie mărite din cauza împuținării moștenitorilor, să fie din contră micșorate, în sistemul nostru succesoral, devoluțiunea bunurilor *ab intestat* care are de fundament prezumpta afecțiune a defunctului pentru rudele sale cele mai apropiate dându-se preferință legăturii duble în amândouă liniile paternă și maternă, de aceea instituind ordinile succesorele legiuitorul nostru preferă în prim loc ordinea descendenților, și când art. 674 favorizează mai mult pe frații buni de cât pe cei consângeni sau uterini, el nu stabilește o excepțiune, ci face aplicațiunea unui principiu general, de care s'a condus în toată materia succesiunii. Legiuitorul nostru suprimând art. 732, 733 și 734 din codul francez, nu a avut alt scop de cât acela ca în privința ascendenților și a colateralilor ordinari să se depărteze de maxima *dimidium paternis, dimidium maternis*, admisă în codul Napoleon și consacrată în citatele articole, adoptând în privința lor sistema mai simplă a dreptului roman justinianeu; dar intențiunea sa a fost manifestată ca să mențină principiul diviziunii succesiunii între linia paternă și maternă, atunci când succesiunea e deferită fraților sau surorilor consângeni și uterini, în concurs cu frați sau surori primari. Dovadă despre aceasta că nu s'a atins de art. 752 francez, care e 764 al nostru, și în care se face tocmai aplicațiunea acestei reguli. Astfel legiuitorul codului nostru civil nu a voit să urmeze nici dispozițiunile codului Calimach (art. 915, 926—940), nici ale codului Caragea (part. IV, cap. 3, art. 19, lit. b, c, z.) după cari frații buni în virtutea privilegiului dublei legături, exclud complet pe cei vitregi, găsind mai echitabil de a'i chema la moștenire în proporțiunile indicate de art. 674. (Apel Galati, II, 137, Oct. 19/90, Dr. 37/91).

5. Principiul înscris în art. 674 c. civil este aplicabil nu numai în cazul când colateralii privilegiați vin în concurs cu părinții la hereditate dar și în cazul când colateralii privilegiați (frați buni și vitregi) vin sin-



guri. (Trib. Dolj s. II, 439 din 8 Oct. 907. Pand. Rom. 1923, II, 27; Apel Iași s. I, 14 Oct. 1922. Pand. Rom. 1924, II, 145).

6. Împărțeața unei moșteniri cuvenită fraților și surorilor unui defunct, se face în părți egale, conform principiului înscris în art. 672, chiar când nu sunt toți de același tată și aceeași

mamă, fiind între dâșii uterini sau consăngenii. (Trib. Neamț, Dr. 15/908, p. 116).

7. Regula art. 674 din codul civil fiind excepțională, nu se aplică decât la cazul anume prevăzut de acest text, adică când frații sau surorile vin la moștenire în concurență cu părinții lor. (Trib. Neamț, Dr. 15/908, p. 116).

**Art. 675.** — În lipsă de frați sau surori sau de descendenți dintr'înșii și în lipsă de ascendenți, succesiunea se dă rudelor colaterale din gradul de rudenie cel mai apropiat.

Când sunt mai multe rude colaterale în același grad, succesiunea se împarte egal între dâșele. (L. Timbr. 45, 46; L. impozitului pe moșteniri, (Mon. of. 91/1921), Art. 2; Civ. Fr. 753).

*Text. fr. Art. 753.* — À défaut de frères ou sœurs ou de descendants d'eux, et à défaut d'ascendants dans l'une ou l'autre ligne, la succession est dévolue pour moitié aux ascendants survivants; et pour l'autre moitié, aux parents les plus proches de l'autre ligne.

S'il y a concours de parents collatéraux au même degré ils partagent par tête.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 374, 375, 562;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 376, 385, 649, 709;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 50;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1816.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 162-164; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 160;  
CANTACUZINO MATEI, p. 220, 221;  
NACU, II, p. 79.

#### Jurisprudență.

1. În materie de succesiune între colaterali, judecătorul este ținut să compare gradele de înrudire cu defunctul între persoanele chemate a succede la moartea sa. (Cas. I, 244/Sept. 12/86, B. p. 676).

2. Din punctul de vedere al vocațiunii art. 675 nu face nici o deosebire dacă acele rude colaterale sunt din o singură sau diferite căsătorii. Iar art. 674 nu este aplicabil de cât atunci când va fi vorba de moștenirea între frați, fie că vin singuri la moștenire, fie că vin în concurență cu ascendenții, iar nu și când e vorba de moștenirea unui colateral. (Cas. I, 210/90, din 23 Mai 90, B. p. 643).

3. Art. 675 c. civil prevede că, în caz când succesiunea se cuvine rudelor colaterale, ea se împarte în mod egal între colateralii de același grad, fără să facă vre-o deosebire între rudele colaterale despre tată și acelea despre

mamă și nici între frații uterini și consingeni, toți fiind puși pe același picior de egalitate.

Prin urmare, tribunalul recunoscând fiecăruia din cei doi moștenitori, rude colaterale în același grad cu defuncta la a cărei succesiune veneau și anume unchii acesteia, unul fiind frate cu mama defunctei, iar altul frate uterin cu tatăl defunctei, recunoscând dreptul la câte o jumătate din succesiunea defunctei, a făcut o justă aplicare a art. 675 cod. civil. (Cas. I, decizia No. 552, din 24 Noembrie 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 72).

4. Conform art. 675 c. civ., în lipsa de frați sau surori sau descendenți dintr'înșii și în lipsă de ascendenți, succesiunea se dă rudelor colaterale din gradul de rudenie cel mai apropiat, când sunt multe rude colaterale în același grad, succesiunea se împarte egal între ele. (Trib. Gorj s. I, 259 din 28 Oct. 920. Curier Jud. 4/921).

**Art. 676.** — Rudele succed până la al doisprezecelea grad inclusiv<sup>1)</sup>. (Civ. 660 urm.; L. impozitului pe moșteniri, (Mon. of. 91/1921), Art. 4; Civ. Fr. 755).

*Text. fr. Art. 755.* — Les parents au-delà du douzième degré ne succèdent pas.

A défaut de parents au degré successible dans une ligne, les parents de l'autre ligne succèdent pour le tout.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 376, 377;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 348; ed. 1-a, III, p. 376, 377, 385, 394;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 51.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 164; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 147, 365, n. 2; IV, part. II, ed. 2-a, p. 158, n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 160;  
CANTACUZINO MATEI, p. 178, 220, 221;  
NACU, II, p. 79;  
STĂNESCU N., *Notă sub. C. Apel Galați s. I, 69 din 20 Mart. 1923. Pand. Rom. 1924-II-35.*

### CAPITOLUL IV

#### Despre succesiunile neregulate.

Secțiunea I. — *Despre drepturile copiilor naturali asupra bunurilor mamei lor și despre succesiunea copiilor naturali morți fără posteritate.*

**Art. 677.** — Copiii naturali<sup>2)</sup>, chiar când căsătoria ar fi prohibită între mama și tatăl lor, succed mamei lor, ascendenților și colateralilor mamei, ca și copiii legitimi. (Civ. 308, 678; L. Timbr. 45, 46; L. impozit. pe moșteniri, (Mon. of. 91/921), Art. 2).

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, § 31, p. 136, 137;  
BAUDRY ET WAHL, *Success.*, I, 384;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et test.*, II, 3493;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 613;  
DEMOLOMBE, I, 81, XXIII, 161 bis;  
DURANTON, I, 87;  
LAURENT, XV, 101; *Dr. civ. internat.*, VI, 211 urm.; *Principes*, I, 111;  
LE SELLYER, *Succ.*, I, 43, p. 75, nota 1, p. 77;  
MARCADÉ, I, 71.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 43, 168 urm., 178-181, 183, 547, n. 3, 856, n. 2, 883, n. 6, 884, n. 1; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 125, 156, n. 3, 234, 483, 534, n. 1, 526, 535, 756); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 11, 106, 168, 216, nota 1, 494; „*Starea legislației noastre asupra copiilor naturali*“. Dreptul 54/1911; *Observație sub. Cas. I, 20/17 Ian. 901. Curier Jud. 49/1901; Observație sub. Trib. Ilfov, s. I, 553 din 17 Sept. 1904. Curier Jud. 29/905; „Succesiunea copiilor naturali“*. Tribuna Juridică 9-14/1919;  
CANTACUZINO MATEI, p. 73, 74, 218, 219, 220, 221, 282;  
DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrisori Juridice*, vol. IV. „Dreptul de succesiune al copiilor naturali“, p. 274 urm.;  
DOCAN P. GEORGE, *Minoritatea*, p. 36;

1) Art. 676 cod civil este modificat prin art. 4 din Legea impozitului pe moșteniri și donațiuni publicată în Mon. of. No. 91/1921. (V. textul sub Art. 652).  
2) A se vedea și Codul Caragea, partea IV, cap. 3, art. 21 și 30.  
De asemenea Codul Calimach §§ 942, 946, 948 și 954. Copiii naturali după codul nostru Civil, au sesina la succesiunea mamei și a rudelor ei.



MEITANI GEORGE (FIU) „Despre drepturile copiilor naturali“. Dreptul 38/1902; NACU, II, p. 84, 85;  
 PLASTARA G. *Notă* sub. C. Apel Buc. s. II, 59 din 1 Oct. 918. Curier Jud. 34-35/1920;  
 PROFIRIU GH. IOAN, „Cercetarea paternității și succesiunea copilului natural“. Dreptul 9,919;  
 STĂNESCU N., „Au copiii naturali drept de rezervă la moștenirea părinților?“ Dreptul 59/1914.

### Jurisprudență.

1. Prin cuvintele *colateralii mamei* legiuitorul n'a înțeles de a limita numărul colateralilor și de a restrânge dreptul de succesiune al copilului natural numai la rudele laterale ale mamei, ci, raportând determinativul *mamei* atât la ascendenți cât și la colaterali, legiuitorul a voit a stabili principiul că copilul natural nu poate succede de cât pe mamă și pe rudele despre partea mamei, precum ascendenții materni. Aceasta rezultă nu numai din economia legii, dar chiar din art. 678 care, emitând ca corolar principiul de reciprocitate, permite tuturor rudelor mamei să vie la succesiunea copilului natural, căci altfel nu s'ar pricepe pentru ce copilul natural să nu poată moșteni pe aceleași rude cari, murind el, ar veni la succesiunea sa. Deci fratele natural poate moșteni pe fratele său legitim. (Apel Buc. II, 369, Nov. 22/74. *Dr.* 79/74. *In acest sens:* Apel Buc. III, 69, Mart. 13/86, *Dr.* 28/87; Trib. Ilfov, II, Mart. 5/87, *Dr.* 39/87; Trib. Ilfov, s. com., 80, Octomb. 24/85, *Dr.* 28/87).

2. Dispozițiile art. 677 și 678 fiind restrictive nu se pot întinde prin interpretatiune și deducțiune în afară de cazurile prevăzute de lege; și deși prin art. 678 se recunoaște copiilor legitimi dreptul de a moșteni pe frații naturali, legiuitorul, pentru considerațiuni de înaltă ordine socială, n'a voit să admită reciprocitatea și prin art. 677 a mărginit dreptul de moștenire al copiilor naturali numai asupra averii mamei, ascendenților și colateralilor ei, nu însă și asupra averii fraților legitimi. (Cas. I, 58/Febr. 14/87, B. p. 104).

3. Legiuitorul din 1865, consecințe dispozițiilor prohibitive înscrise în art. 307 c. civ., ocupându-se de copiii naturali, prin art. 652 și 677 nu le dă dreptul de cât numai la moștenirea mamei lor și a familiei ei; iar, în ceea ce privește moștenirea tatălui lor, nici prin acele articole, nici prin vre-un alt text de lege nu le acordă nici un drept precum nici nu-i recunoaște sub acest nume și calitate, ci în totdeauna se mărginește numai de a regulă drepturile lor față cu avera mamei și a rudelor ei, recunoscându-le, față cu aceste persoane, aceleași drepturi și acordându-le aceleași porțiuni ca și copiilor legitimi. De asemenea, legiuitorul, ocupându-se de succesiunea copiilor naturali, prin art. 678 regulând-o,

nu cheamă la moștenirea lor de cât pe mama lor, și în lipsă pe rudele ei, și nu prescrie nici un drept în favoarea tatălui lor natural. Din aceea că prin art. 679 legiuitorul se exprimă în mod generic în ceea ce privește dreptul de succesiune al copiilor naturali, nu se poate deduce cum că copilul natural, ar avea vre-un drept și la avera de moștenire a tatălui său, de oare-ce dacă legiuitorul ar fi înțeles a acordă un asemenea drept copilului natural, nu s'ar fi mărginit a-l prescrie numai în modul generic cum este cuprins în art. 679, pe când pentru mama sa l'a prescriș în mod expres prin art. 652, 677 și 678, și în asemenea caz nu ar fi mai avut nici o rațiune de a prescrie dispozițiunile cuprinse în art. 652 și 677, sau cel puțin prescriindu-le, nu le-ar fi restrâns numai la moștenirea mamei lor. Dacă ar fi acordat asemenea drepturi copiilor naturali și față cu succesiunea tatălui lor, de sigur că legiuitorul nu ar fi omis de a le determina și porțiunea la care danșii ar avea drept. A se admite că porțiunea cuvenită copiilor naturali din avera tatălui lor legiuitorul ar fi regulat-o potrivit dispozițiilor legilor vechi la cari s'ar trimite prin art. 1912, ar fi a se admite că legiuitorul modern pe când unifică drepturile de succesiune ale copiilor legitimi și ale tuturor rudelor de ori-ce grad în întreaga țară, în același timp pentru copiii naturali le diviză în trei sisteme: față cu mama lor un sistem uniform pentru toți copiii naturali din întreaga țară, iar față cu tatăl lor un sistem pentru copiii născuți în Muntenia care ar urmă a se regulă după codul Caragea, și un alt sistem pentru copiii născuți în Moldova care ar urmă a se regulă după codul Calimach, ceea ce nu este nici posibil, nici admisibil, față cu spiritul legiuitorului de unificare a legislațiunii pentru toată populațiunea țarei. Pe lângă aceste considerațiuni, proba cea mai evidentă cum că legiuitorul n'a înțeles cât de puțin de a acordă copiilor naturali vre-un drept la moștenirea tatălui lor, chiar și în cazul când el i-ar fi fost recunoscut după legea veche, rezultă din cuprinsul dispozițiilor art. 678, căci dacă în adevăr legiuitorul ar fi înțeles a conferi vre-un drept de moștenire copiilor naturali și la avera tatălui lor, fără îndoială că, în puterea principiului de reciprocitate, pe care e stabilit dreptul de moștenire, ar fi trebuit a conferi și tatălui lor un asemenea drept la moște-



nirea copiilor naturali, precum a conferit mamei și rudelor ei prin art. 678; căci nu se poate admite că legiuitorul, pe de o parte să confere copiilor naturali dreptul asupra moștenirii tatălui și mamei lor, iar pe de altă parte, fără nici o rațiune, să excludă pe tatăl dela moștenirea lor și să nu confere drepturi asupra ei de cât numai mamei și rudelor ei, după cum aceasta a făcut-o

prin art. 678. Din cele expuse rezultă dar că după codul civil copiii naturali nu au nici un drept la moștenirea lor chiar dacă vor fi fost născuți sub codul Calimach, când succesiunea s'a deschis sub codul civil. (Curtea Iași, I, Mart. 30/88, *Dr.* 42/88).

4. A se vedea și *notele* No. 1 sub art. 307, No. 1 și 6 de sub art. 308 și No. 2 și 6 de sub art. 652.

**Art. 678.** — Succesiunea copilului natural, mort fără posteritate, se cuvine mamei sale și în lipsa mamei, rudelor ei celor mai de aproape <sup>1)</sup>. (Civ. 660, 667; L. Timbr. 45, 46; L. impozit. pe moșteniri, (Mon. of. 91/921), Art. 2).

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, ed. 5-a, § 31, p. 136, 137;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 384;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et test.*, II, 3493;  
DEMOLOMBE, I, 81; XXIII, 161 bis;  
DURANTON, I, 87;  
LAURENT, XV, 101; *Dr. civ. internat.*; VI, 211 urm.; *Principes*, I, 111;  
LE SELLYER, *Successions*, I, 43, p. 75, nota 1, p. 77;  
MARCADÉ, I, 71.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 43, 168 urm., 178-181, 183, 547 n. 3, 856 n. 2, 883 n. 6, 884 n. 1; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 125, 156 n. 3, 234, 483, 534 n. 1, 526, 535, 756); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 11, 106, 169, 216, nota 1, 494;  
„*Starea legislației noastre asupra copiilor naturali*“. *Dreptul* 54/1911; *Observație* sub Trib. Ilfov s. I, 553 din 17 Sept. 1904. C. Jud. 29/905; „*Succesiunea copiilor naturali*“.  
Tribuna Juridică 9-14/1919;  
CANTACUZINO MATEI, p. 73, 74, 218, 221;  
MEITANI GEORGE, (FIU), „*Despre drepturile copiilor naturali*“. *Dreptul* 38/902;  
NACU, II, p. 84, 85;  
PLASTARA G., *Nota* sub C. Apel Buc. S. II, 59 din 1 Oct. 918. *Curier Jud.* 34-35/1920;  
STĂNESCU N., „*Au copiii naturali drept de rezervă la moștenirea părinților?*“. *Dreptul* 59/1911.

#### Jurisprudență.

1. Art. 678 atribuie succesiunea copilului natural mort fără posteritate, între alții și rudelor mai de aproape ale mamei, între cari fără îndoială, se e numără în primul rând și descendenții săi legitimi. (Apel Buc. III, 69, Mart. 13/86, *Dr.* 28/87).

2. Art. 678 din Codul civil, recu-

noaste dreptul la moștenirea copilului natural, în lipsă de descendenți și mamă, rudelor celor mai d'aproape ale mamei, și prin urmare, și fiilor ei, fie legitimi fie naturali. (Cas. I, 338/900. B. p. 1141. In același sens: C. Apel Buc. s. II, 59 din 1 Oct. 918, *Curier Jud.* 34-35/920).

3. A se vedea : art. 308 cu notele 1. 2.

Secțiunea II. — *Despre succesiunea soțului supraviețuitor și despre a Statului.*

**Art. 679.** — Când defunctul nu are nici rude în gradul succesibil, nici copii naturali, bunurile succesiunii trec la soțul în viață nedespărțit <sup>2)</sup>. (Civ. 183 urm., 211 urm., 652 urm., 676, 681 urm.; L. Timbr. 45, 46; L. impoz. pe moșteniri, (Mon. of. 91/921), Art. 2, 4; Civ. Fr. 767).

1) Acest articol ca și cel precedent 677; nu are echivalent în codul civil francez ci sunt o inovațiune a legiuitorului român.  
2) A se vedea observația de sub textul Art. 676 cod. civil.



*Text. fr. Art. 767.* — Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent au conjoint non divorcé qui lui survit.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 337;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 800, 801, 803-805, 881, 883, 884, 886, 887;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 33, 190, 237, 247, 800, 824, 988; ed. 1-a, III, p. 10, 164, 166, 218, 222, 371, 393, 403, 404, 405, 407, 408, 409, 410, 411, 413, 414, 416, 417, 424, 426, 649, 668, 742;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 382 urm.; *Suppl. Successions*, 233 urm.;  
 DEMOLOMBE, XIV, 172;  
 GERBAULT ET DUBOURG, *Success. des époux*, 1892, p. 36, 38, 55, 57, 67, 98, 167;  
 HUC, V, 121, 122, 134;  
 LE SELLYER, *Successions*, I, 466;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 91, 92;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1861 urm.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 164, 176, 186 urm., 210; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 226). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 70, 161; „Starea legislației noastre asupra copiilor naturali“. *Dreptul* 54/1911; *Notă* sub. C. Apel Iași S. II, 114 din 5 Iulie 1923. *Curier Jud.* 10/924; „*Sucesiunea soțului supraviețuitor*“. *Tribuna Juridică* 15-16/919;  
 ALEXANDRESCU EMILIAN, „*Condițiunea succesorală a femeii în dreptul francez și român*“ *Justiția Dobrogei* 5/1924;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 221;  
 HAMANGIU C., *Proprietatea literară și artistică în legislația Românească*, p. 32 urm.;  
 LĂZĂRESCU EM. ALEX., „*Considerațiuni asupra succesiunii «ab intestat»*“. *Curier Jud.*, 75-76/1920;  
 NACU, II, p. 88;  
 STĂNESCU N., *Notă* sub. C. Apel Galați S. I, 69 din 20 Mart. 1923. *Pand. Rom.* 1924, II, 35.

### Jurisprudență.

1. Potrivit dispozițiilor art. 679 din codul civil, bunurile succesoriale trecla soțul în viață, numai când defunctul n'are rude în grad succesibil nici copii naturali, iar nu și când a lăsat rude în grad succesibil, care, conform art. 1890 din C. civ., au dreptul să reclame moștenirea timp de 30 ani. Prin urmare dacă femeia n'are titlu legal de proprietar asupra pământului rămas dela soțul său, dânsa nu poate dispune prin testament de acel pământ, așa că acel în favoarea căruia s'a făcut acel testament, nu poate invoca ca titlu de proprietate testamentul, și prin urmare, nici prescripțiunea de 10 ani începută de testatoare. (Cas. I, 417/905, B. p. 1200).

2. După art. 679 c. civil, soția are drept să vie la succesiunea soțului, numai în lipsă de succesori regulați.

Prin urmare, dacă în urma soțului rămâne un frate, soția nu mai are vocațiune la succesiunea soțului. (Cas. I, 22/912, *Curier Jud.* 12/912).

3. Legea asupra impozitului progresiv pe succesiuni din 28 Iunie 1921, care prin art. 4 dispune că, patrimoniile defuncților fără testament și fără rude până la al patrulea grad inclusiv, trec în folosul fiscului, iar ale

acelora cari nu lasă rude nici de la al cincilea până la al doisprezecelea grad, trec în folosul Casei meseriilor, nu a înlăturat dela succesiunea soțului decedat pe soțul în viață, nedespărțit, punând în locul lui pe fisc în primul caz și Casa meseriilor în al doilea.

Intr'adevăr, din modul cum este conceput acest text de lege, rezultă în mod neîndoios că ceea ce s'a modificat din c. civ., cu privire la succesiunile ab intestat, este numai art. 676, relativ la gradul până la care rudele succed, limitând dreptul de moștenire al acestora până la al IV-lea grad, în loc de al XII-lea grad, lăsând însă neatins dreptul de moștenire al soțului supraviețuitor. În această privință nu poate fi nici o îndoială, de oarece textul art. 4 vorbește numai de rude; or, între soți nu există nici o înrudire, iar despre grad nici nu poate fi vorba cu privire la ei. Apoi soțul supraviețuitor este chemat de lege la succesiune tocmai din cauza lipsei de rude în grad succesibil și numai pe temeiul afecțiunii presupuse a defunctului și a raporturilor stabilite prin căsătorie, și el face parte din clasa moștenitorilor neregulați, care ocupă un capitol aparte în codul civil și despre cari art. 4 nu spune nici un cuvânt, ceea ce denotă că legiuitorul n'a voit să se atingă de dreptul la suc-

cesiune al acestora, în categoria căroră este cuprins însuși Statul.

Și din desbaterile parlamentare, ce au avut loc cu ocaziunea votării art. 4, rezultă limpede că, ceea ce a determinat pe legiuitor să suprime dreptul de moștenire ab intestat dela al IV-lea grad în sus, a fost de a înmulți numărul succesiunilor vacante, în privința cărora disp. art. 680 c. civ. devenise aproape o literă moartă, și cum o succesiune nu se consideră vacantă numai când defunctul nu a lăsat rude în grad succesibil, sau soț în viață, este evident că art. 4, edictat într'un interes fiscal, nu poate fi interpretat decât în sensul că, patrimoniile defunctilor nu trec în folosul fiseului sau al Casei meserilor, decât atunci când defunctul nu a lăsat nici soț supraviețuitor. Dacă s'ar admite că prin acest text s'a desființat dreptul la succesiune al soțului supraviețuitor, în mod implicit ar urma că s'a desființat și dreptul de moștenire al văduvei recunoscut prin art. 684 c. civ., pentru cazul când defunctul nu a lăsat rude decât dela al V-lea grad în sus, cu care văduva nu ar putea veni în concurență, fiind excluși dela succesiune de art. 4, iar cu fiseul sau Casa meseriilor nici atât, de oarece acestea nu sunt rude, cum spune art. 684 c. civ., ci culegători de succesiuni vacante, adică fără stăpân. Din discuțiile parlamentare reese însă că dreptul văduvei a rămas neștirbit, urmând chiar ca la o viitoare reformă a dreptului civil, dreptul soției să fie încă lărgit.

Un argument decisiv că, dreptul soțului supraviețuitor n'a putut fi desființat prin art. 4 din legea impozitului

progresiv pe succesiuni, reese și din tabloul de impuneri, care face parte integrantă din art. 2 zisa lege. Într'adevăr, prin acest tablou gradul de înradire este împărțit în 9 clase. În clasa I sunt trecuți: „descendenți în linie directă, gradul I și soți“, iar în clasa IX sunt prevăzuți „streini și rude de la al IV grad în sus, prin testament“; or, dacă s'ar fi desființat dreptul de moștenire al soțului supraviețuitor, atunci ar fi trebuit ca în tabelă la cl. I-a, după cuvântul „soți“ să se adauge și cuvintele „prin testament“, căci în ipoteza de mai sus soții sunt și ei streini de succesiune, dacă nu există testament în favoarea lor, ceea ce nu s'a făcut. Astfel cum este alcătuit acest tablou, care face parte integrantă din lege, reese intenția legiuitorului de a nu se atinge de dreptul de succesiune conferit soțului supraviețuitor de art. 679 c. civ., ci din contră de a-i crea o situație și mai favorabilă, de oarece, de unde înainte soțul rămas în viață nu venea la succesiune decât în lipsă de rude până la al XII grad, astăzi, în urma edictării art. 4, devine moștenitor dacă soțul decedat n'a lăsat rude până la gradul al IV-lea inclusiv. (C. Apel Galați I, dec. 69 din 20 Mart. 1923; Pand. Rom. 1924, II, 35, Jur. Gen. 1923 No. 1578; Trib. Ilfov s. II, 665 din 13 Iulie 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1816, Curier Jud. 43/923, Dreptul 40/923; C. Apel Iași s. II, 114 din 5 Iulie 1923. Pand. Rom. 1924, III, 37, Curier Jud. 10/924; Cas. I, 1213 din 30 Iunie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1685, Curier Jud. 35/924, Jur. Rom. 18/924).

4. A se vedea și nota No. 3 de sub art. 677).

**Art. 680.** — În lipsă de soț supraviețuitor, succesiunea trece la Stat<sup>1)</sup>. (Civ. 477, 646, 652 urm., 681 urm., 724; L. Timbr. 45, 46; L. impoz. pe moșteniri, (Mon. of. 91/921), Art. 2; L. p. organ. meseriilor, 200 § 6; Decret-lege 3138/919 pentru organizarea comitetelor școlare, (Mon. of. 78/919), Art. 13 § 9, 42 § 6; Civ. Fr. 768).

*Text. fr. Art. 768.* — A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 337;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 898, 911 urm., 1096;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 850; ed. 1-a, III, p. 393, 419, 420, 421, 478, 479;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 390 urm.; *Suppl. Successions*, 233 urm.;  
 DEMOLOMBE, XIV, 178, 194;  
 HUC, V, 139, 140, 142, 143;  
 LAURENT, IX, 159;  
 LE SELLYER, *Successions*, I, 46;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 93;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2566, 2567; III, ed. 2-a, No. 1922 urm.;  
 POUILLÉ *Tr. des brev. d'invention*, ed. 3-a, 192.

1) A se vedea observația de sub textul art. 676 cod civil.



## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 189, 429; (III, part. I, ed. 2-a, p. 213 urm.; IV, part. II, ed. 2-a, p. 226); *Droit ancien, et moderne de la Roumanie*, p. 81, 149, 161; *Observ. ie.* sub. Cas. Turin, 11 Mart. 1922. Pand. Rom. 1923, III, 103;
- CANTACUZINO MATEI, p. 221;
- HAMANGIU C., *Proprietatea literară și artistică în legislația Românească*, p. 32 urm.; NACU, II, p. 11, 89;
- STĂNESCU N., *Notă* sub. C. Apel Galați, S. I, 69, din 20 Mart. 1923. Pand. Rom. 1924, II, 35.

## Jurisprudență.

1. Dacă dela respingerea cererii eredității străini de a intra în posesiunea imobilele rurale din succesiune, pe baza art. 7 din constituție, a trecut mai mult de cât 3 luni și 40 zile termen acordat eredității, prin art. 706, pentru facerea inventariului și pentru a delibera asupra acceptării sau repudierei succesiunii, fără ca să se fi mai prezentat vre-un alt moștenitor legal sau testamentar capabil de a moșteni averea rămasă dela defunct, succesiunea urmează a se considera ca vacantă și ca atare deferită statului față cu art. 680. (Trib. Suceava, jurn. 2782, Iun. 18/92, Dr. 64/92).

2. Legea generală neabrogând în principiu pe cea specială, art. 8 din legea rurală nu e abrogat prin Codul civil, de unde rezultă că de câte ori un sătean moare fără moștenitori legitimi sau testamentari, lăsând în urma lui un pământ rural dobândit după legea din 1864, acest pământ nu se moștenește de Stat ca avere vacantă ci de comună conform art. 8 L. rurală. (Trib. Iași s. I, 6 Febr. 1908, Revista Judiciară

10/1908; In acelaș sens: Cas. I, 60/912, Curier Jud. 33/912).

3. Pentru ca Primăria să poată pretinde că are drept, în baza art. 8 din legea rurală din 1864, la pământul unui sătean improprietar în baza acelei legi și decedat fără moștenitori legitimi, trebuie să dovedească că acel sătean a murit fără moștenitori legitimi iar nu numai ca acela care posedă pământul și de la care Primăria revendică nu ar fi copilul legitim al lui de cujus. (Cas. I, 9 din 9 Ian. 913. Jur. Rom. 11/913).

4. Casa Meseriilor, Creditului și asigurărilor muncitorești înființată prin legea din 27 Ianuarie 1912, nu poate reclama decât succesiunile vacante care se vor deschide după aplicarea legii sale de organizare, iar nu și pe cele deschise anterior legii, pentru că Casa Meseriilor este o instituție autonomă cu fonduri cari au o destinație deosebită și deci ale cărei drepturi sau beneficii nu pot să figureze printre produsele diverse ale bugetului Statului și pentru că legea sa organică nu are efect retroactiv. (Cas. I, No. 617/1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 189, Curier Jud. 40/915).

**Art. 681.** — Soțul în viață și Statul care cer succesiunea sunt obligați a face să se pună pecete, a pretinde să se facă inventariu, după formele prescise pentru acceptarea succesiunilor sub beneficiu de inventar. (Civ. 705 urm., 713; Pr. civ. 654 urm., 668 urm.; Civ. Fr. 769).

*Text. fr. Art. 769.* — Le conjoint survivant et l'administration des domaines qui prétendent droit à la succession, sont tenus de faire apposer les scellés, et de faire inventaire dans les formes prescrites pour l'acceptation des successions sous bénéfice d'inventaire.

## Doctrină străină.

- BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 930-933, 943, 1023-1025;
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 89 bis, II; 90 bis, II;
- DEMOLOMBE, XIV, 203, 248;
- GARSONNET, II, p. 406;
- GERBAULT ET DUBOURG, *Succession des époux*, 186, 187, 209;
- HUC, V, 144, 149;
- LAURENT, IX, 538;
- LE SELLYER, *Successions*, I, 473;
- MOURLON, ed. 7-a, II, p. 93, 94;
- PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1945.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 192, 193; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 226); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 161, 222 nota 2.  
CANTACUZINO MATEI, p. 236, 300, 336;  
NACU, II, p. 89.

**Art. 682.** — Soțul în viață este încă dator a transformă în numerariu lucrurile mișcătoare sau a da cauțiune solvabilă pentru restituirea succesiunii, în caz când s'ar prezintă moștenitori ai defunctului în termen de 3 ani. După acest termen cauțiunea este liberată. (Civ. 700, 716, 1675 urm., 1890; Pr. civ. 392 urm., 677 urm.; Civ. Fr. 771).

*Text. fr. Art. 771.* — L'époux survivant est encore tenu de faire emploi du mobilier, ou de donner caution suffisante pour en assurer la restitution, au cas où il se présenterait des héritiers du défunt, dans l'intervalle de trois ans; après ce délai, la caution est déchargée.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 696, 698, 699;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 936, 939, 977-983, 985, 987, 988, 990;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 636; ed. 1-a, III, p. 411, 478, 479, 483;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 392 urm.; *Suppl. Successions*, 379 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 89; 89 bis, V; 90 bis, I și II;  
DEMOLOMBE, XIV, 215, 217, 219-225, 229-231, 249;  
GERBAULT ET DUBOURG, *Succession des époux*, 181, 184, 188, 209;  
HUC, V, 147, 148;  
LAURENT, IX, 254-257, 269, 539;  
LE SELLYER, *Successions*, I, 487, 489, 491, 492, 497;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 93, 94;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1865, 1949.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 193 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 226); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 161, 222 nota 2;  
CANTACUZINO MATEI, p. 236, 536;  
NACU, II, p. 89; III, p. 490.

**Art. 683.** — Soțul în viață sau Statul, care n'au îndeplinit formalitățile la care sunt respectiv îndatorați, pot să fie supuși la daune-interese către moștenitorii ce s'ar arată. (Civ. 681, 682, 1084; Civ. Fr. 772).

*Text. fr. Art. 772.* — L'époux survivant ou l'administration des domaines qui n'auraient pas rempli les formalités qui leur sont respectivement prescrites, pourront être condamnés aux dommages et intérêts envers les héritiers, s'il s'en représente.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 710;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 1021, 1022;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 478, 479, 488;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 407 urm.; *Suppl. Successions*, 391 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 90 bis, II;  
DEMOLOMBE, XIV, 246, 251;  
HUC, V, 149;  
LAURENT, IX, 537, 540;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 96 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1922.



## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 192, 193. *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 161, 222 nota 2.  
CANTACUZINO MATEI, p. 236;  
NACU, II, p. 90.

Secțiunea III. — *Despre dreptul de moștenire al femeii când se află în concurență cu descendenți sau alte rude chemate după legi la succesiunea soțului ei mort.*

**Art. 684.** — Când bărbatul moare și văduva sa n'are avere, dânsa ia o porțiune virilă în uzufruct, din succesiunea bărbatului, dacă acesta are descendenți.

Când bărbatul lasă un singur descendent, porțiunea femeii în succesiune va fi numai de a treia parte. Acest drept începe dela epoca încetării uzufructului legal.

Când bărbatul lasă rude de sus sau de alături, atunci femeia succede la o pătrime în plină proprietate din averea mortului <sup>1)</sup>. (Civ. 338, 1279; L. Timbr. 45, 46; L. impoz. pe moșteniri, (Mon. of. 91/921), Art. 2, 4; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), 4, 10; Lege autorizând luarea de măsuri în vederea stării de război cu privire la familia și averea celor mobilizați, (Mon. of. 221/916), Art. 13 urm.).

## Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 502, 514 urm.;  
BAUDRY, ET SURVILLE, *Contr. de mar.*, III, 1931;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 3400, 4205;  
DEMOLOMBE, XIV, 176;  
HUC, V, 121 urm.; VII, 295, p. 395; IX, 499; *Tr. des cess. et transact. des créances*, I, ed. 1891, 120, p. 163;  
LAURENT, IX, 154, 155; *Dr. civ. intern.*, VI, 254;  
PANDECTES FR., *Successions*, 1351, 11615;  
PLANIOL, I, ed. 5-a, 1110 bis; III, 1870 urm.;  
TROPLONG, *Don. et test.*, II, 765; *Contr. de mar.*, IV, 3670, 3671.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 43, 62, 151, 167, 194 n. 1, 197 urm., 429, 522, 523, 776 n. 1, 792 n. 2, 793 nota; (III, part. I, ed. 2-a, p. 498, 527 t. și n. 1, 586; IV, part. I, ed. 2-a, p. 523, 563; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 597, 598 t. și n. 1, 599, nota 692 n. 2; XI, p. 139 nota); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 132, 163, 166, 167, 496; *Observațiune* sub. Trib. Ilfov S. II, 681 din 4 Oct. 900. Dreptul, 80/1900; „*Dreptul de moștenire al femeii*“. Dreptul 26/1912. Dreptul 28/1912; *Observație*, sub. Trib. ea mț, 4 Sept. 907. Dreptul 50/1908; *Observație* sub. Trib. Iași S. I, 262, din 10 Nov. 1920. Dreptul 13/1921; *Observație*, sub. Cas. I, 217 din 18 Mai 1901. Curier Jud. 47/1901; „*Creditorii unei văduve sărace pot ei să exercite dreptul ce această văduvă are în averea bărbatului său conf. art. 684 c. civ.*“. Curier Jud. 33/904. *Observație* sub. Trib. Dolj S. II, 473 din 5 Oct. 905. Curier, Jud. 34/1906; *Observație* sub. Tribunalul Putna S. I, 3 Oct. 905. Curier Jud. 40/906; *Observație*, sub. Trib. Buzeu, 24 din 19 Ian. 910. C. Jud. 22/910; *Notă* sub C. Apel Iași S. II, 114 din 5 Iulie 923. Curier Jud. 10/924; „*Succesiunea soțului supraviețuitor*“. Tribuna Juridică 15-16/1919; *Notă* sub. Trib. Agen, 29 Nov. 1922. Jur. Gen. 1924, No. 1536;  
AGRARU G. „*Considerațiuni asupra dreptului succesoral al văduvei de război în averea soțului*“. Dreptul 11/1923;  
ALEXANDRESCU, TRAIAN, *Nota*, sub. C. Apel Chișinău S. I, 137 din 19 Oct. 922. Curier Jud. 7/923;

1) A se vedea și Codul Caragea partea IV, cap. 3, art. 17, 18 și 23, precum și Codul Calimach § 941, 957-961. Acest drept al femeii în succesiunea bărbatului eră prevăzut și în *novela* 53, C. 2, § 2 a Codului Justinian;

A se vedea și observația de sub Textul Art. 676 cod. civil.

- ALEXANDRESCU EMILIAN, „Condițiunea succesorală a femeii în dreptul francez și Român”  
Justiția Dobrogei 5/1924;  
ARONESCU P. GEORGE, „Cum se calculează porțiunea virilă în uzufruct cuvenită văduvei  
sărace”. Curier Jud. 43/914;  
CANTACUZINO MATEI, p. 161, 218, 219, 220, 221, 224, 225, 226;  
CERBAN AL., Notă sub. C. Apel Buc. S. I, 30 din 22 Febr. 1922. Pand. Rom. 1923, II, 79;  
DEGRÉ AL. (Alexander) Nota, sub. C. Apel Galați, 217 din 30 Nov. 1898. Dreptul, 36/1900.  
„Scrieri Juridice vol. I, p. 170 urm.; „Văduva săracă, când capătă o parte numai  
în uzufruct, succede ea cu titlu universal?”  
DOBRICEANU D. AL., Nota sub. Cas. I, din 18 Mai 1901. Dreptul 45/1901;  
JUVARA ALFRED, Nota, sub. C. Apel Buc. S. I, 48 din 15 Martie 1920. Curier Jud. 40-41/1920;  
LĂZĂRESCU EM. ALEX., „Considerațiuni asupra succesiunii «ab intestat»”. Curier Jud.  
75-76/1920;  
NACU, I, p. 803; II, p. 92 urm.;  
NEGREA CAMIL, „Dreptul de moștenire ab-intestat între soții căsătorii”. Curier Jud. 31/1924.  
NICOLEANU G. HIPPOLYTE, „Natura juridică și caracterele dreptului acordat văduvei prin  
art. 684 cod. civil”. Dreptul 26/1914; Notă sub. Cas. I, 521 din 10 Iunie 1921. Pand.  
Rom. 1923, I, 148;  
PAȘCANU IOAN, „Dreptul văduvei sărace”. Curier Jud. 12/911;  
RARINCESCU G. MIHAIL, Notă sub. C. Apel Buc. S. I, 48 din 15 Mart. 1920. Pand. Rom  
1922, II, 37;  
STOENESCU D. D., Observație sub. Trib. Dolj S. I, 802 din 24 Nov. 1909. Pagini Juridice,  
63/1910; Observație sub. C. Apel Craiova S. I, 151 din 5 Iulie 1923. Pand. Rom. 1924, II, 33.  
TEODORESCU IULIAN, Adnotație sub. Trib. Argeș, 23 Dec. 903. Curier Jud. 18/904.

## INDEX ALFABETIC

- Ab intestat 6, 12, 46, 50.  
Alimente, a se vedea  
„Creanță alimentară” și  
8, 10.  
An de doliu 10, 26.  
Apel 9.  
Aprecie suverană 1, 2,  
11.  
Ascendenți 8, 46, 50.  
Avere imobilă 4, 34, 36.  
Avere mobilă 4.  
Bogată soție 20, 32.  
Calimah 8, 17.  
Calitate de moștenitor 3,  
20, 49.  
Caragea 8, 14.  
Căsătorie 11, 13, 14.  
Codul Napoleon 14.  
Colaterali 8, 46, 50.  
Constatare locală 24.  
Cotitate disponibilă 12.  
Creanță alimentară 8, 17,  
18, 27, 31.  
Creanță ereditară 9, 17,  
18, 19, 27, 31, 35.  
Cumul 10, 26.  
Decădere de drepturi 33.  
Degrațiune 6, 14.  
Descendenți 12, 15, 17, 18,  
34, 40, 44, 46, 51.  
Disponibilă cotitate 12.  
Doliu (an de) 10, 26.  
Donațiuni 12.  
Dotă 2, 10.  
Drept canonic 14.  
Drept de habitațiune, a se  
vedea „Habitațiune”.  
Drept roman 14.  
Drept succesoral, a se ve-  
dea „Succesiune”.  
Drept transmisibil 30.  
Efect retroactiv 19, 20, 33.  
Erezi rezervatari 8, 9, 12,  
17, 18, 29, 33, 35.  
Exces de putere 34.  
Femeie săracă 1-44, 46-51.  
Habitațiune 45.  
Imobile 4, 34, 36.  
Interpretare 6, 14, 18, 33.  
Istoria dreptului 6.  
Legatari 7, 12, 22, 29.  
Legate 7, 12, 29.  
Legea pentru luare de  
măsurii în vederea stării  
de război 45, 52.  
Legea timbrului 29.
- Lichidare 8.  
Litispendență 22.  
Marturi 24.  
Masa succesorală, a se  
vedea „Succesiune”.  
Minori 15, 44.  
Mobile 4.  
Mobilizat, a se vedea „Le-  
gea pentru luarea de  
măsurii”.  
Moștenire, a se vedea  
„Succesiune”.  
Moștenitori, a se vedea  
„Calitate”. „Erezi” și 8,  
9, 17, 29, 33, 35, 42, 49.  
Nulitate 38, 51.  
Ordonanța prezidențială 45.  
Partaj 23, 35, 37, 38, 40, 48.  
Partaj de ascendent 51.  
Partaj voluntar 49.  
Permisia justiției 33.  
Plină proprietate 3, 8, 9,  
15-18, 21, 29, 34, 40, 51.  
Porțiune virilă 1, 2, 3, 8-  
36.  
Prescripție 36, 39.  
Proerede 36.  
Raport 12.  
Război a se vedea „Legea  
pentru luarea de mă-  
surii...”.  
Recăsătorie 14.  
Registru de transcriptii 21.  
Retroactivitate 19, 20, 33.  
Revendicare 23, 40.  
Rezervă 6, 7, 18.  
Săracă soție 1, 44, 46-51.  
Separație de corp 13.  
Sezină legală 3, 8, 9, 12,  
17, 18, 29, 33, 35, 39.  
Somație 35.  
Soție bogată 20, 32.  
Soție săracă 1, 44, 46-51.  
Succesiune 3, 7, 8, 9, 11-  
13, 17-20, 22, 23, 25, 27,  
33, 35, 36, 38, 41, 42, 43,  
50, 51.  
Succesiune ab intestat 6,  
12, 46, 50.  
Suverană apreciere 1, 2,  
11.  
Taxă succesorală 29.  
Terți 21.  
Testament 5, 6, 7, 22, 25.  
Transcripție 21.  
Transmisibilitate 30.

- Trimetere în posesie 9, 23  
33.  
Uzufruct legal 3, 8, 9, 15-  
18, 21, 29, 34, 40, 44, 48,  
51.
- Văduvă bogată 20, 32.  
Văduvă recăsătorită 14.  
Văduvă săracă 1-44, 46-51.  
Văduvă străină 4.

## Jurisprudență

1. Chestiunea dacă femeia are sau nu avere e o chestiune de fapt lăsată la suverana apreciere a instanțelor de fond, astfel că soluțiunea dată de judecătorii fondului asupra acestui punct scapă de sub controlul curței de casațiune. (Cas. I, 262/90, Iun. 16/90. B. p. 806; Cas. I, 61/Febr. 11/77. B. p. 68).
2. Chestiunea de a se ști dacă o femeie, care ar avea chiar o dotă care care, poate fi considerată ca bogată în proporțiune cu averea de succesiune rămasă de la soțul său, este o chestiune pură de fapt lăsată la suverana apreciere a judecătorilor fondului. (Cas. I, 282/Iun. 9/78. B. p. 258).
3. După art. 659 succesiunea este deferită numai copiilor care au sesina de drept; și dacă legiuitorul prin art. 684 prevede că văduva are drept la o porțiune virilă în uzufruct din succesiunea bărbatului, această dispozițiune însă, luată de legiuitor în favoarea femeii, nu-i creează calitatea de moștenitoare, în concurență cu ceilalți fii, ci i se poate acorda în urma cererei sale, și numai în caz când va dovedi că n are altă avere. (Cas. II, 2/81, Mart. 23/81. B. p. 270).
4. Văduva străină are vocațiune la moștenirea soțului său, conform art. 684, nu numai în ceea ce privește imobilele, dar și în privința averii mobiliare, întru cât nu se stabilește că legea personală, conform căreia ar urmă să se reguleze vocațiunea văduvei străine la averea imobiliară, ar fi contra-



rie dispozițiilor stabilite prin art. 684. (Apel Buc. II, 141, Mai 28/83, Dr. 55/83).

5. Testatorul acordând soției sale mijloace suficiente, după condițiunea socială a sotului, dânsa nu are drept a pretinde să vină în concurență cu copiii, nici a se pretinde în condițiuni de neavere, căci art. 684 acordă un drept numai soției văduve fără avere. (Apel Buc. II, 81, Mai 7/87, Dr. 56/97).

6. Rezerva are de efect de a atinge dreptul de proprietate, mășorându-l prin obstacolul ce-l aduce la libera dispozițiune a bunurilor care este de esența acestui drept. O asemenea restricțiune a dreptului de proprietate, fiind una din cele mai grave derogări la dreptul comun, nu se poate crea prin deducțiuni sau interpretațiuni, ci trebuie să fie stabilită de legiuitor printr'un text formal de lege; și ori cât de puternice ar fi motivele de legislațiune fondate pe istoria dreptului sau pe utilitate, pentru a se înființa o rezervă în favoarea femeii, aceste motive nu pot fi luate în considerație de un judecător, dacă nu sunt traduse într'un text de lege pozitiv, judecătorul fiind chemat să aplică legea existentă, și nu a o crea. Nici în art. 684 nu se găsește veri un cuvânt care să conțină măcar ideea de veri un drept de rezervă, nici în toată secțiunea despre partea disponibilă a bunurilor (art. 841—846), nu se face nici o mențiune de veri o rezervă pentru femei. În această stare a legislațiunii noastre, dreptul creat de art. 684 în favoarea femeii fără avere, nu este de cât un drept de a participa la succesiunea *ab intestat*, fără drept de rezervă adică fără drept de a cere nimic îndată ce există un testament. (Cas. I, 173/Iun. 17/88, B. p. 581).

7. Odată stabilit în drept că femeia nu poate invoca art. 684 de cât în lipsă de testament al bărbatului, rămâne fără interes de a cerceta dacă poate considera ca avere a femeii legatul făcut de bărbatul său chiar prin acel testament, căci dacă femeia nu ar fi depărtată pentru că are avere, ar fi depărtată pentru că există un testament, și dânsa nefiind rezervatară nu se poate plânge că ce i se lasă prin testament nu constituie o avere. (Cas. I, 173/17 Iun. 17/88, B. p. 582).

8. Dreptul acordat văduvei sărace, prin art. 684, de a lua o porțiune din avere decedatului ei bărbat, fie ca uzufruct când vine în concurență cu moștenitorii descendenți, fie în deplină proprietate când bărbatul lasă ca moștenitori rude ascendente sau colaterale, este un drept de moștenire, iar nu o creanță alimentară; căci atât prin titlul secțiunii a III-a, sub care se află art. 684, cât și prin alin.

II și cel ultim al acestui articol, se prevede expres că văduva săracă succede în averea bărbatului în concurență cu ceilalți moștenitori ai săi. Acordarea unui asemenea drept pentru văduva săracă este cu atât mai evident, cu cât dispozițiunea art. 684 este introdusă în noul cod civil din vechea legislațiune română, art. 17, lit. k, cap. III, partea a 4-a cod. Caragea și art. 657 cod. Calimach, prin care se prevede iarăși expres că văduva vine la succesiunea bărbatului în concurență cu copiii săi sau alte rude moștenitoare. Și cum dreptul moștenitorilor la succesiunea unei persoane fiind deschis prin moartea acestuia, urmează că dânsii pot să și lichideze imediat un asemenea drept, după starea în care se va fi aflat fiecare din ei în momentul deschiderii succesiunii (art. 651 și 728). Și de și prin alin. II din art. 684 se zice că dreptul văduvei sărace la succesiunea bărbatului începe dela încetarea uzufructului legal, totuși din această dispozițiune nu rezultă că văduva nu și va putea stabili acel drept decât după încetarea uzufructului legal, iar nu imediat după moartea bărbatului, ci rezultă numai că dânsa nu va putea să beneficieze în fapt de uzufructul porțiunii ei succesoriale de cât atunci când și va înceta folosința uzufructului legal. (Cas. I, 404/Dec. 14/92, B. p. 1088. *In acest sens*: Cas. I, 173/Iun. 17/88, B. p. 581; Apel Iași, I, Febr. 24/90, Dr. 34/90).

9. Din art. 684 rezultă că văduva nu are drept la o porțiune în uzufruct sau în plină proprietate de cât dacă nu are avere; prin urmare dreptul femeii în averea sotului nu poate fi asimilat cu dreptul de succesiune, într'u cât legiuitorul, la stabilirea vocațiunii diferitelor clase de moștenitori, a fost condus de afecțiunea prezumată între defunct și erezi, iar nu de gradul de lipsă de avere al unei persoane. Un alt semn distinctiv al dreptului de succesiune este și reciprocitatea. Or, chemarea văduvei la succesiunea unei porțiuni din averea sotului ne-întrunind nici unul din aceste caractere, urmează că dreptul său nu este drept de succesiune ci o creanță ereditară. (Trib. Ilfov, I, Mart. 24/90, Dr. 37/90). În astfel de situațiune văduva nu poate cere de la justiție trimiterea în posesiune, ci trebuie să dirige acțiunea sa în contra erizilor spre a stabili față cu dânsii că i se cuvine porțiunea ce pretinde găsindu-se în cazul prevăzut de art. 684. Deci dacă ea nu a făcut o atare cerere la tribunal, nu o poate formula pentru prima oară în apel. (Apel Buc. III, 166, Sept. 16/89, Dr. 61/89).

10. Conform dispozițiilor art. 1279 chiar femeia ce a adus dota, adică aceea care a contribuit în un mod mai



larg la suportarea sarcinilor căsătoriei, nu poate cumula fructele dotei sale și alimentele ce legea acordă soției pentru cursul anului de doliu; devine dar evident că cu atât femeia fără dotă să poată cumula porțiunea virilă ce legea îi acordă de unei văduve fără avere cu alimentele anului de doliu; căci a se admite cumulul în favoarea celei din urmă, ar fi a se admite că legiuitorul a înțeles a avantaja mai mult pe soția nedotată care nu a putut contribui atât de mult la suportarea sarcinilor căsătoriei cum a contribuit cea dotată, ceea ce este imposibil a admite. (Apel Iași, I, Febr. 24/90, Dr. 34/90).

11. Din combinațiunea principiilor generale de drept cu cele speciale cuprinse în textele de lege relative la căsătorie și succesiune rezultă că rațiunea pentru care legiuitorul a creat în favoarea soției dreptul prevăzut în art. 684 trebuie să o căutăm în afecțiunea reciprocă a soților și în concursul ce soția a dat soțului ei în tot timpul cât a durat căsătoria, atât pentru a câștiga și înmulți averea cât și pentru a o economisi și conserva, precum și în aceea că legiuitorul nu a voit ca soția, care eră deprinsă a duce o viață proporțională cu averea soțului, la moartea lui să aibă durerea de a suporta, pe lângă pierderea soțului ei, și lipsurile mijloacelor de existență, și că expresiunea *fără avere* din art. 684 nu are altă însemnătate de cât aceea că legiuitorul nu a voit a crea femeii o pozițiune mai bună de cât aceea a copiilor defunctului. Din cele expuse rezultă că dispozițiunile art. 684, cum că văduva să nu aibă avere sunt dispozițiuni de fapt relative, lăsate cu totul la aprecierea judecătorului chemat a se pronunța asupra fiecărei specii în parte, și a le aprecia față cu raportul ce există între averea succesiunii rămasă pe urma defunctului și între averea văduvei, și în caz când dânsa ar avea vre-o avere. (Apel Iași, I, Febr. 24/90, Dr. 34/90).

12. Avându-se în vedere adevărul înțeles al expresiunii *porțiune virilă* din succesiunea soțului defunct, înscrisă în art. 684, și combinând-o cu asemănarea și chiar identitatea ce există între drepturile acordate văduvei fără avere prin art. 684 cu cele acordate legatarilor unei succesiuni, rezultă că calculul porțiunii virile din art. 684 trebuie să fie făcut potrivit dispozițiilor art. 849, așa precum se face și calculul cotității disponibile. Acest sistem de calcul nu e cât de puțin contrariu art. 751, care nu admite raportul de cât între descendenți, de oarece calculul fictiv din art. 849 nu presupune o înmânare a obiectelor donate după cum se întâmplă din

raportul real din articolul 751, ci dispozițiunile acelui text de lege cuprind în ele numai o operațiune fictivă de calcul necesar la formarea echitabilă a masei succesiunii. De asemenea, acest sistem de calcul nu violează cât de puțin nici principiul irevocabilității donațiilor, căci bunurile dăruite nu se adaogă de cât numai prin ficțiune pentru a face calculul porțiunii virile, dar în realitate acea porțiune virilă nu se ia de cât numai din bunurile lăsate în ființă la moartea soțului, și când masa succesiunii astfel formată nu ar fi suficientă pentru acoperirea întregii porțiuni virile, este evident că văduva nu va lua de cât atât cât va găsi în succesiune, adică ca și un moștenitor *ab intestat*. Rezultă dar din cele ce preced că, pentru determinarea porțiunii virile convenită văduvei, se va procede conform art. 849 și prin calculul fictiv se va adaoga la averea găsită în ființă la moartea soțului și averea de care dânsul a dispus în mod gratuit în favoarea erizilor lui, pe când se va afla în viață. (Apel Iași, I, Febr. 24/90, Dr. 34/90).

13. Prin art. 684 nu se face nici o distincțiune dacă soția care reclamă acest drept de moștenire a trăit împreună cu bărbatul său, sau de fapt au fost separați; singura condițiune impusă de lege este stabilirea existenței căsătoriei și să se dovedească că e vorba de o femeie săracă, pentru ca art. 684 să devină aplicabil. (Cas. I, 262/Iun. 16/90, B. p. 806).

14. Pentru a cunoaște adevărul înțeles al cuvântului *văduvă* întrebuințat de legiuitor în art. 684, nu trebuie să ne referim la codul Napoleon, a cărui ordine cu oare-cari modificări s'a urmat întocmai, ci la codul Caragea de unde este luat acest articol în întregul său. Dacă comparăm termenii în care este redactat art. 684 c. civ. cu art. 17, lit. K, art. 18 lit. C, art. 23 cap. III, part. IV c. Caragea, și Novela 117 din Dreptul roman, cum și regulile dreptului canonic, pe cari le-a imitat codul Caragea, vedem că nicăieri nu se găsește cuvântul *văduvă* și *sot* ori *soție* sau *obrazul cel viu*, cu alte cuvinte prin cuvântul *văduvă* nu trebuie să înțelegem soția care nu s'a recăsătorit, ci soția supraviețuitoare. Intențiunea aceea a legiuitorului rezultă și din celelalte aliniate ale art. 684, unde în loc de *văduvă* se zice *femeea*, prin urmare fără să se facă nici o distincțiune între femeia recăsătorită și cea care nu s'a mai căsătorit. Din art. 684 recunoscându-se femeii un drept în succesiunea soțului, de oare ce nu se cere altă condițiune de cât să *nu aibă avere*, nu se poate cere și alta, ca femeia să rămână *văduvă*, căci ar fi să facem legea, iar nu



să o interpretăm. În afară de aceste considerațiuni de text legiuitorul în toate timpurile privind cu ochii buni căsătoriile de oarece a făcut chiar derogări în dreptul comun, cum e cu vederea etății spre a se putea căsători și altele, nu putea pentru un singur cuvânt să-și schimbe această vădită intențiune și să subordoneze dreptul soției supraviețuitoare condițiunei de a nu se mai căsători. Și cum sentințele judecătorești sunt declarative de drepturi adică produc efecte din momentul intentării acțiunei, e destul ca acest drept al văduvei să fi existat în momentul intentării acțiunei pentru ca sentința ce intervine în urmă să producă efecte deși în acest interval de timp văduva s'a remăritat. (Trib. Gorj, Dec. 20/89, *Dr.* 3/90).

**15.** Acest drept al femeii este general și opozabil tuturilor descendentilor soțului său fie ei eșiți din căsătoria cu dânsa, fie eșiți din o căsătorie anterioară, destul numai ca ei să fie descendenți ai soțului său, cu singura deosebire că față cu primii dacă sunt minori, acest drept al ei începe de la încetarea uzufructului legal. (Trib. Ilfov, I, Mart. 24/90, *Dr.* 37/90).

**16.** Din termenii generali ai art. 684 reese că văduva fără avere poate cere recunoașterea dreptului său chiar din momentul morții soțului, fără a aștepta încetarea uzufructului său legal, și că în momentul acestei cereri trebuie a se vedea dacă are sau nu avere. (Trib. Ilfov, I, Mart. 24/90, *Dr.* 37/90).

**17.** Deși din art. 648 ar rezulta că văduva săracă când vine în concurență cu descendenții nu poate exercita în același timp dreptul său de moștenire în uzufructul unei porțiuni virile și dreptul de uzufructuară legală ca mamă asupra a ceeași averi, totuși aceasta nu o împiedică de a-și valorifica dreptul său de moștenire, care a luat naștere în momentul morții soțului, constatându-l judecătorește, rămânând ca la exercitarea lui ea să se conforme cerinței art. 684. Astfel, nu e prematură acțiunea când nu se cere de cât constatarea și determinarea dreptului. Iar la obiecțiunea că dreptul văduvei sărace la averea soțului ar fi o creanță alimentară, pe lângă că se opune însuși textul art. 684 din care rezultă că acesta este un drept de moștenire, dar încă dacă ținem seamă de secțiunea și capitolul materiei din care face parte acest articol, precum și de starea juridică a acestei materii înainte de 1865, adică de codul Calimach, căutând ca acestea să le punem în armonie cu principiile generale de drept rezultă într'un mod vădit că legiuitorul român, când a redactat articolul 684, a voit ca văduva săracă să aibă în averea defunctului ei soț un drept de suc-

cesiune, care să varieze după rudele cu cari va fi în concurență. (Apel Iași, I, 199, Dec. 21/91, *Dr.* 12/93).

**18.** Poziția femeii fără avere, față cu moștenirea soțului său, este regulată de art. 684 din codul civil, care-i atribue în această moștenire un drept de uzufruct sau de plină proprietate, după cum dânsa vine în concurență cu descendenții sau alte rude ale defunctului. Acest drept al văduvei fără avere este un drept de succesiune în averea soțului, iar nu un drept de creanță. Dreptul de rezervă este un drept excepțional, el nu poate fi aplicat decât într'un mod restrâns și nu se poate întinde prin deducțiuni sau interpretări, dela o persoană la alta. Astfel, fiindcă nici un text de lege nu acordă dreptul de rezervă soției sârmane, care vine la succesiunea soțului său, dânsa nu poate, în lipsa unei dispozițiuni exprese, să fie considerată de cât ca o simplă moștenitoare, fără drept de rezervă. (Cas. I, 217/901, B. p. 805).

**19.** Hotărîrea, care recunoaște văduvei sărace un drept de moștenire în averea defunctului său soț, fiind declarativă de drepturi, are efect retroactiv dela intentarea acțiunii. (Apel Craiova I, C. Jud. 36/902).

**20.** Dreptul acordat văduvei sărace, ca orice drept de moștenire, ia naștere în momentul deschiderii succesiunii și deci în acel moment trebuie a se căuta dacă soția avea capacitatea de a succede, adică dacă era săracă. Prin urmare, faptul că soția, în urma morții soțului ar fi moștenit avere de la tatăl său, nu o împiedică de a cere și obține dreptul de moștenire în averea soțului, dacă se stabilește că în momentul morții soțului ea era săracă. (Cas. I, 240/902, B. p. 729).

**21.** Văduva săracă nu poate opune celor de al treilea dreptul de uzufruct ce-i acordă art. 684, decât dacă a transcris acest drept în registrul de transcripțiuni, conf. art. 722 proc. civilă. (Trib. Ilfov II, *Dr.* 49/902).

**22.** Dacă femeia a intentat o acțiune în validarea unui testament al soțului ei, prin care o lasă legatară și în urmă declară că părăsește și renunță la acea acțiune, aceasta nu constituie o litispendență, dacă femeia intentă acțiune pentru reclamarea dreptului ei, de o pătrime, ca femeie văduvă și săracă. (Apel Buc. II, *Dr.* 28/903).

**23.** Femeia, care invoacă dreptul de succesiune special, nu exercită nici una din acțiunile cari aparțineau lui *de cuius*, ca să fie nevoie de trimitearea ei prealabilă în posesiune, mai cu seamă când alții sunt deja trimiși în posesiune, în care caz nu-i rămâne femeii decât calea unei acțiuni de revendicare a porțiunei sale, contra ace-



lora ce dețin moștenirea. (Apel Buc. II. Dr. 28/903).

**24.** Lipsa de avere a unei femei văduve, spre a-și putea exercita acțiunea prevăzută prin art. 648 codul civil, constituind o chestiune eminamente de fapt, poate fi dovedită printr-o constatare locală cu martori, mai cu osebire, atunci când proba contrarie se întemeiază pe un simplu certificat al primăriei locale, a cărui forță probantă poate fi înlăturată prin constatarea locală cu martori. (Cas. I, 93/905, B. p. 170).

**25.** Dacă înaintea instanțelor de fond s'a desbătut chestiunea dacă o femeie văduvă a putut să testeze averea rămasă dela soțul său, fără să se pue în discuție dreptul ei în succesiune ca văduvă săracă în baza art. 684 din codul civil, și asupra căruia ar fi putut dispune prin testament, aceasta nu poate face obiectul unui motiv de casare, rămâne însă, pentru cel gratificat prin testament, calea acțiunii principale. (Cas. I, 417/905, B. p. 1200).

**26.** Dreptul acordat femeii, fiind cu totul distinct de acela pe care îl acordă art. 1279 c. civ., iar pe de altă parte, neexistând vre-un text de lege care să prescrie că femeia care și-a exercitat acțiunea bazată pe art. 684 nu mai poate pretinde drepturile ce i le acordă art. 1279 c. civ., pentru anul de doliu, rezultă că văduva poate exercita și cumulă ambele aceste acțiuni. (C. Apel Buc. I, C. Jud. 73/906).

**27.** Din dispozițiile art. 684 codul civil rezultă neîndoios că dreptul văduvei în averea soțului ei defunct nu este un drept de creanță în averea bărbatului, ci un adevărat drept de moștenire, subordonat numai condiției ca femeia să fie săracă la deschiderea moștenirii, când ia naștere acest drept. (Cas. I, 25 Apr. 1906, B. p. 723).

**28.** Văduva care nu și-a stabilit dreptul său de moștenire pe baza art. 648, din codul civil pe cale de judecată, înaintea împărțelii sau concomitent, nu este în drept să atace partajul, pe motiv că n'a fost chemată la partaj, întrucât moștenitorii nu sunt ținuți să o someze ca să se prezinte să ceară moștenirea. (Cas. I, 3 Nov. 1906, B. p. 1754).

**29.** Conform art. 684 codul civil, văduva nu are dreptul la o porțiune în uzufruct sau în plină proprietate decât dacă nu are avere, așa că această dispozițiune luată de legiuitor în favoarea femeii nu-i creează de drept calitatea de moștenitoare, ci trebuie ca dânsa să-și valorifice dreptul său prin judecată față cu moștenitorii.

Prin urmare, dispozițiunile art. 70 din legea timbrului relativ la persoanele cari posedă o moștenire sau un legat fără a plăti taxa legală și fără a face declarația cerută de art. 68 aceeaș

lege, nu pot fi aplicate văduvei care nu și-a valorificat drepturile sale în succesiunea soțului ei și nici stăpânește averea defunctului. (Cas. III, 2 Aprilie 1907, B. p. 720).

**30.** Dreptul acordat de art. 684 codul civil văduvei fără avere în succesiunea bărbatului său există, independent de recunoașterea lui prin justiție, și este transmisibil, sub rezerva dreptului pentru cei interesați, de a discuta, cu ocazia unui litigiu deschis, validitatea dreptului însuș. (Cas. I, 15 Mai 1907, B. p. 806).

**31.** Dreptul recunoscut văduvei în succesiunea bărbatului, prin art. 684 codul civil, este un drept de moștenire, iar nu de creanță. (Trib. Argeș, Dr. 50/908, p. 407).

**32.** Văduva pentru a i se recunoaște dreptul prevăzută de art. 684 codul civil, trebuie să nu aibă avere când moare bărbatul.

Văduva săracă e și aceea care n'are avere la moartea soțului său, dar care ar fi putut sau ar mai putea încă să-și realizeze — prin judecată — niste drepturi ale ei. (Trib. Argeș, Dr. 50/908, p. 407).

**33.** Dacă este adevărat că, conform art. 653 din codul civil, femeia săracă care, în baza art. 684 din codul civil, are un drept de moștenire în averea soțului defunct, nu intră în posesiunea acestui drept fără permisiunea justiției, nu este mai puțin adevărat însă că dacă femeia rămâne de fapt în stăpânirea unui asemenea drept, și continuă a fi lăsată în stăpânire de ceilalți moștenitori ai soțului, dânsa nu mai are interes a se adresa justiției; și cum nici o acțiune în justiție nu se face fără interes, nu se poate admite că în asemenea caz femeia a decăzut din dreptul ei de moștenitoare, deschis din chiar momentul morții soțului său, decăderile de drepturi fiind de strictă interpretare și neputându-se admite decât în baza unui text formal și expres de lege. (Cas. I, 37 din 23 Ianuarie 1909, B. p. 34, Curier Jud. 59/909 și Dreptul 15/909).

**34.** După art. 684, alin. II din codul civil, când bărbatul moare și văduva sa n'are avere, ea are dreptul la a treia parte în uzufruct din succesiunea bărbatului, dacă acesta a lăsat un singur descendent.

Prin urmare, instanța de fond săvârșește un exces de putere și violează art. 684 sus citat când, în loc să recunoască soției dreptul la a treia parte în uzufruct asupra averii imobile și asupra unei sume de bani a soțului, care reprezintă valoarea unui alt imobil vândut după moartea soțului, îi recunoaște dreptul de uzufruct asupra unei sume de bani. (Cas. I, 670 din 18 Oct. 1911, B. p. 1216, Curier Jud. 1/912).



**35.** Din dispozițiunile art. 684 din codul civil rezultă că dreptul văduvei în averea soțului ei defunct este un adevărat drept de moștenire, subordonat numai condițiunei că ea să fie săracă la deschiderea succesiunei, când ia naștere acest drept al său.

Așa dar, dreptul văduvei sărace trebuind a fi constatat judecătorește, sau înaintea facerei împărțelei sau concomitent cu aceasta, urmează că dânsa nu este în drept să contesteze partajul făcut între ceilalți moștenitori, pe motiv că n'a fost chemată și dânsa să ia parte, întrucât moștenitorii nu sunt ținuți să o someze ca să se prezinte să-și valorifice dreptul său și să-și ceară moștenirea. (Cas. II, 38 din 7 Febr. 1912, B. p. 311, Curier Jud. 30/912).

**36.** Văduva săracă, cât timp nu și-a valorificat și stabilit în mod definitiv dreptul ei de moștenire, nu poate invoca titlul de *proerede*, în baza căruia se pretinde că ar fi dobândit prin prescripțiune un imobil. (Cas. II, 38 din 7 Febr. 1912, B. p. 311, Curier Jud. 30/912).

**37.** Soția nu poate fi chemată la împărțea averii soțului ca văduvă săracă în concurență cu un moștenitor, pe temeiul art. 684 c. civil, când ea nu face dovadă că este săracă, condițiune cerută de art. 684 sus citat. (Cas. s. I, 22/912, Curier Jud. 12/912).

**38.** Din art. 684 c. civ., rezultă că dreptul văduvei în averea soțului ei defunct este un adevărat drept de moștenire subordonat numai condițiunei ca văduva să fie săracă la epoca deschiderii succesiunei, când ia naștere acest drept.

Prin urmare, bine a judecat Tribunalul când a anulat împărțea făcută numai între moștenitorii colaterali, fără ca la acea împărțea să participe și văduva săracă a lui de cujus. (Cas. I, decizia No. 21, din 14 Ianuarie 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 130).

**39.** După art. 684 c. civ., văduva săracă nefiind moștenitoare cu sezină și având un drept subordonat condițiunii de a fi săracă la deschiderea succesiunei, trebuie să-și valorifice mai întâi în justiție acest drept spre a putea să intre în posesiunea lui.

Prin urmare, dacă timp de 30 ani după moartea soțului, văduva lui nu a reclamat în justiție dreptul său, nu se poate sustine că a avut o posesiune de drept indiviză asupra averii soțului și dacă Tribunalul constată că acea avere a fost posedată exclusiv de unul din copiii lui de cujus, văduva lui nu a avut deci nici chiar posesiunea de fapt, așa că în aceste împrejurări cu drept cuvânt Tribunalul decide că toată averea lui de cujus și deci și treimea cuvenită văduvei a fost preserisă

de unul din copii, care a posedat exclusiv. (Cas. I, decizia No. 625, din 17 Decembrie 1914, Jurispr. Rom. 1915, p. 279, Curier Jud. 28/915).

**40.a)** După art. 684 c. civ., dreptul ce femeea are în succesiunea soțului său precedat este în uzufruct sau în plină proprietate după cum vine în concurență cu descendenții sau cu celelalte rude ale soțului și, în tot cazul, numai cu condiția de a se dovedi că este săracă în raport cu averea sa proprie, cu averea lăsată de soț și poziția socială a familiei.

Prin urmare, dacă pârâții din acțiunea în revendicare invoacă calitatea de nepoți ai văduvei lui de cujus și pretind că au drepturi în succesiunea ce se revendică, sunt datori să facă dovada că autoarea lor a fost săracă la epoca deschiderii succesiunei și apoi că dreptul ei eră în plină proprietate iar nu în uzufruct, care s'ar fi stins odată cu încetarea văduvei din viață. Astfel că Tribunalul face o emisiune esențială și dă o hotărâre nemotivată când, fără să examineze natura dreptului ce autoarea pârâților avea în succesiunea lui de cujus precum și dacă eră săracă, recunoaște pârâților un drept de coproprietate asupra pământului alături cu rudele lui de cujus.

b) Nici un text de lege nu oprește pe un coproprietar ca, pe calea acțiunei în revendicare, să ceară să i se recunoască fața de deținătorul unui imobil indiviz, dreptul și întinderea porțiunei indivize ce pretinde în acel imobil, rămânând ca în urmă să-și aleagă acea porțiune printr'o acțiune de împărțea. Sistemul contrar de a trimite pe părți să reclame drepturile lor pe calea împărțelei contribuie la înmulțirea proceselor, expune pe părți la noui cheltueli și le poate pune în pericol chiar drepturile, cari se pot preserie. (Cas. I, decizia No. 326, din 12 Maiu 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 486).

**41.** Din dispozițiunile art. 684 c. civ., rezultă că dreptul văduvei sărace în averea soțului este un drept de moștenire subordonat condițiunei ca ea să nu aibă avere la deschiderea succesiunei soțului, de unde urmează că pentru valorificarea acestui drept soția trebuie să se adreseze justiției care are a examina starea ei materială după care i se încuviințează sau nu acest drept, iar până ce dânsa nu a făcut o asemenea cerere, ea nu poate fi considerată ca moștenitoare, și deci nu ar putea fi ținută nici la plata obligațiilor soțului. (Trib. Muscel 148/914, Curier Jud. 64/915).

**42.** Dreptul de moștenire conferit văduvei sărace, conform art. 684 c. civ., nu poate fi invocat de moștenitori, decât dacă acest drept fusese valorificat și stabilit, conform legii, de către vă-



dună și față cu ceilalți comostenitori. (Apel Iași II, No. 18, 1916; Justiția, 1916, p. 189).

43. Conform art. 684 c. civ., văduva săracă are drept la un sfert din averea soțului decedat. Pentru a se ști care este partea ce i se cuvine trebuie să se aprecieze averea defunctului în chiar momentul încetării sale din viață. (Trib. Ilfov s. III, 914 din 10 Dec. 1920. Curier Jud. 37/921).

44. a) După art. 684 c. civ., când bărbatul moare și văduva sa nu are avere, dânsa ia o porțiune virilă în uzufruct din succesiunea soțului dacă el lasă descendenți.

b) Starea de sărăcie a văduvei fiind relativă față de averea lăsată de bărbat, de aci rezultă că o văduvă care are o avere oarecare, poate fi considerată ca săracă față de averea bărbatului.

c) În caz când defunctul a lăsat cinci copii, cum e în specie, văduva lui ia o parte virilă în uzufruct, care se exercită asupra porțiunii virile de  $\frac{1}{5}$  din întreaga avere rămasă de la bărbat.

d) De câte ori văduva săracă are uzufructul legal al averii minorilor săi copii și nu există de cât un singur copil, uzufructul văduvei statornicit de art. 684 c. civ., începe la încetarea uzufructului legal, legea nespunând nici un cuvânt pentru cazul când defunctul lasă mai mulți descendenți minori, cari devin majori în mod succesiv.

e) Scopul legii fiind însă de a înlătura concursul între cele două uzufructuri legale de natură deosebite, de aci rezultă că atunci când există mai mulți descendenți minori, cari devin majori rând pe rând, dreptul de uzufruct al soției isvorât din calitatea sa de văduvă săracă începe a se exercita de la epoca încetării uzufructului legal pe care văduva în calitate de mamă îl are asupra averii copilului cel mai mare, mărindu-se în mod succesiv, așa că la încetarea uzufructului legal asupra averii copilului cel mai mic, dreptul de uzufruct ce ea are în baza art. 684 c. civ., se exercită în întregime la ei. (Trib. Iași 262 din 10 Nov. 920. Dreptul 13/921).

45. Potrivit art. 14 al. II, legea autorizând luarea de măsuri în vederea stării de război cu privire la averea și familia celor mobilizați, dacă într-o succesiune în valoare până la 10.000 lei, este cuprinsă și o casă în care a locuit soțul decedat în război și soția sa, aceasta din urmă are dreptul a locui în acea casă până la decesul său.

Președintele Tribunalului poate, ca pe calea prevăzută de art. 66 bis proc. civilă, să ordone reintegrarea în casa soțului decedat, a soției care ar îndeplini condițiunile cerute de articolul citat mai sus. (Trib. Dorohoi. Or-

donanța presidentială No. 1651 din 1 Martie 1921, Jur. Gen. 1924, No. 300).

46. Dacă în materie de succesiune ab intestat, legiuitorul regulează drepturile moștenitorilor după ordinea prezumată a preferințelor ce ar fi avut defunctul și după afecțiunile sale naturale, când a fost vorba de dreptul văduvei sărace, s'a depărtat de acest criteriu, acordându-i în lipsă de descendenți, un sfert în plină proprietate, chiar atunci când vine în concurs cu ascendenții și colateralii. (C. Apel Buc. s. I, 30 din 22 Febr. 1922. Pand. Rom. 1923, II, 79).

47. Starea de sărăcie a văduvei cerută de art. 684 c. civ., nu are un caracter absolut. Criteriile după cari se apreciază în general starea de sărăcie sunt: poziția socială și condițiunile de trai ale văduvei în timpul căsătoriei.

Prin urmare în specie, deși se constată în fapt că văduva are avere personală, însă cum această avere este insuficientă ca să-și poată menține poziția sa socială și condițiile de trai din timpul căsătoriei, văduva este în drept ca să pretindă și un sfert în plină proprietate asupra averii rămasă de pe urma defunctului său soț. (C. Apel Buc. s. I, 54 din 2 Mart. 1923. Jur. Gen. 1923, No. 1201, Dreptul 37/923, Pand. Rom. 1924, III, 36).

48. Văduva săracă deși are calitatea de moștenitoare, nu poate avea exercițiul unei acțiuni de partaj când vine în concurență cu fiii săi, de oarece drepturile lor sunt deosebite — uzufruct și nuda proprietate — iar starea de indiviziune și prin urmare partajul presupune ca neapărat coproprietarii au drepturi de aceeași natură. (Jud. ocol Ghergani-Dâmbovița 30 din 22 Febr. 1923. Dreptul 11/923. Pand. Rom. 1923, III, 95).

49. Nici un text de lege nu oprește pe succesorii legitimi să recunoască prin bună învoială calitatea de văduvă săracă soției lui de cujus și ca urmare să procedă la un partaj voluntar prin care să lichideze drepturile ei. (Trib. Neamț 156, din 26 Aprilie 1923. Jur. Gen. 1923, No. 911).

50. a) Oricât de rigid ar fi principiul conform căruia nu poate exista un succesor ab intestat fără un text formal de lege, un asemenea principiu nu-și poate găsi aplicația când este vorba de dreptul văduvei sărace, de oarece art. 684 c. civ., recunoaște văduvei sărace un drept succesoral, atât în cazul când ar veni în concurență cu rude de sus cât și când ar veni în concurență cu rude de alături.

b) Și întinderea acestui drept trebuie determinată în sensul că el nu trece înaintea aceluia al ascendenților privilegiați, care e garantat sub forma unei rezerve ireductibile, dar că trece



înaintea drepturilor colateralilor, față de cari soția are un drept cu totul special. (C. Apel Craiova s. I, 151 din 5 Iulie 1923, Pand. Rom. 1924, II, 33).

51. Față cu copiii ei, mama văduvă are conform art. 684 c. civ., un drept de succesiune numai în uzufruct, sub condiția însă de a fi săracă. În asemenea caz nu se poate deci atribui văduvei, mai ales când nu este săracă, un imobil în plină proprietate pe cale de împărțeală de ascendent, care deci este nulă. (C. Apel Galați s. I, 175 din 3 Oct. 923, Curier Jud. 8/924, Pand. Rom. 1924, II, 151).

52. Dispozițiile de favoare pentru familiile celor chemați sub arme prevăzute de legea din 23 Dec. 1916, privitoare la familia și averea celor mobilizați trebuie să se aplice de o potrivă și în raport cu sacrificiul egal ce și-au impus toți mobilizații, cari din orice împrejurări sau fapte de război și-au pierdut viața. (Cas. I, 991 din 4 Iunie 1924, Jur. Gen. 30/1924, No. 1732, Jur. Rom. 15/924).

53. A se vedea: art. 743 cu nota 3; art. 1279 cu notele 9, 22, 24.

## CAPITOLUL V

### Despre acceptațiunea și repudiarea moștenitorilor <sup>1)</sup>.

#### Secțiunea I. — Despre acceptațiune.

**Art. 685.** — Succesiunea poate fi acceptată curat și simplu, sau sub beneficiu de inventariu. (Civ. 688 urm., 700 urm., 704 urm., 928; Civ. Fr. 774).

*Text. fr. Art. 774.* — Une succession peut être acceptée purement et simplement, ou sous bénéfice d'inventaire.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 371, 379, 380, 387, 414;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 1261, 1262, 1265, 1401, 1405, 1407, 1415, 1418, 1420, 1423, 1431;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 444;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 432 urm.; *Suppl. Successions*, 398 urm.;  
DEMOLOMBE, XIV, 303, 304, 356 urm., 362, 390, 527, 528, 531; XV, 64;  
GARSONNET, II, p. 401;  
HUC, V, 157, 210;  
LAURENT, IX, 259, 278, 280, 282, 291, 295, 331, 349, 422, 423, 458;  
LE SELLYER, *Successions*, I, 519, 521, 523, II, 627;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 102 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1955.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 222 urm., 261; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 707); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 175; *Notă* sub. Trib. civil Baugé, Maine et Loire 18 Mai 1922, Jur. Gen. 1925, No. 313;  
CANTACUZINO MATEI, p. 229, 237, 238, 239;  
NACU, II, p. 95, 96.

#### Jurisprudență.

1. Cel ce a fost condamnat ca erede fără nici o adăogire nu însemnează că a fost condamnat ca erede pur și simplu și deci trebuie să-l considerăm că a fost

condamnat în calitatea ce avea înainte de condamnare, ca moștenitor pur și simplu sau ca moștenitor sub beneficiu de inventar. (Cas. I, 205/902 B. p. 633).

**Art. 686.** — Nimeni nu este obligat de a face acceptațiunea unei moșteniri ce i se cuvine. (Civ. 665, 695 urm., 706; Civ. Fr. 775).

*Text. fr. Art. 775.* — Nul n'est tenu d'accepter une succession qui lui est échue.

1) Din eroare se zice „moștenitorilor” în loc de „moștenirilor” cum de altfel este și în textul francez.

## Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 444;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 434 urm.; *Suppl. Successions*, 399;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 98 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1956.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 222 urm., 261; IV, part. I, ed. 2-a, p. 707; IV, part. II, ed. 2-a, p. 179; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 176, 219;  
CANTACUZINO MATEI, p. 228, 235;  
NACŪ, II, p. 95, 96.

## Jurisprudență.

1. În materie de succesiune, rudele în grad mai depărtat nu au calitate să exercite acțiunile cari decurg din ereditate atunci când sunt alte rude în grad mai apropiat cari nu au renunțat la succesiune și al căror drept de acceptare nu este prescris. (Cas. I, 23 Nov. 1909, B. p. 1294).

2. Tertul detentor al unei averi sucesorale poate să invoace lipsa de calitate a eredului care reclamá în contra sa, de oarece este de principiu că defendorul, în orice acțiune, este în drept să invoace lipsa de calitate a reclamantului. (Cas. I, 23 Nov. 1909, B. p. 1294).

3. A se vedea: art. 653 cu nota 6; art. 700 cu nota 14.

**Art. 687.** — Femeile măritate nu pot face valabilă acceptațiunea unei succesiuni decât cu autorizațiunea bărbatului sau a justiției.

Minorii și interzișii nu pot face valabil acceptațiunea unei moșteniri decât conform dispozițiunilor titlului dela minoritate, tutelă și emancipațiune. (Civ. 199, 201, 405 urm., 430, 454; Civ. Fr. 776).

*Text. fr. Art. 776.* — Les femmes mariées ne peuvent pas valablement accepter une succession sans l'autorisation de leur mari ou de justice, conformément aux dispositions du chapitre VI du titre du *Mariage*.

Les successions échues aux mineurs et aux interdits ne pourront être valablement acceptées que conformément aux dispositions du titre de la *Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation*.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 374;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 1444, 1448 urm., 1637;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 627; ed. 1-a, III, p. 280, 458, 459;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 436 urm.; *Suppl. Successions*, 400 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 108 bis, V;  
DEMOLOMBE, XIV, 324-327;  
GUILLOUARD, *Tr. du contr. de mar.*, II, 774;  
HUC, V, 156;  
LAURENT, IX, 284, 285; XXI, 436 urm.;  
LE SELLYER, I, 535;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 98 urm., 104;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1960.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 228 urm.; (II, p. 741 urm.; IV, part. II, ed. 2-a, p. 183 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 176, 182;  
CANTACUZINO MATEI, p. 229, 230;  
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 62;  
NACU, II, p. 96.

## Jurisprudență.

1. A se vedea art. 405 cu notele 4, 5, 7.



**Art. 688.** — Efectul acceptațiunii se sue până la ziua deschiderii succesiunii. (Civ. 653, 696, 701, 786; Civ. Fr. 777).

*Text. fr. Art. 777.* — L'effet de l'acceptation remonte au jour de l'ouverture de la succession.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 367, 451, 471;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 538 urm.; *Suppl. Successions*, 459 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 98 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2010.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, ed. 2-a, p. 262 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 183); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 177;  
CANTACUZINO MATEI, p. 228, 235;  
NACU, II, p. 106;  
ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Nota sub. Cas. I, 1146 din 16 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924, I, 123.*

**Art. 689.** — Acceptațiunea poate fi sau expresă sau tacită. Este expresă când se însușește titlul sau calitatea de erede într'un act autentic sau privat; este tacită când eredele face un act, pe care n'ar putea să-l facă decât în calitatea sa de erede, și care lasă a se presupune neapărat intențiunea sa de acceptare. (Civ. 690, 703 urm., 1171; Civ. Fr. 778).

*Text. fr. Art. 778.* — L'acceptation peut être expresse ou tacite: elle est expresse, quand on prend le titre ou la qualité d'héritier dans un acte authentique ou privé; elle est tacite, quand l'héritier fait un acte qui suppose nécessairement son intention d'accepter, et qu'il n'aurait droit de faire qu'en sa qualité d'héritier.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 386-388, 390-395;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 1532, 1533, 1535, 1540, 1545, 1548, 1556; II, 1560, 1569, 1580; 1595 urm., 1607, 1641, 1651, 1652;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 66; ed. 1-a, III, p. 186, 457, 874, 875;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 459, 466 urm.; *Suppl. Successions*, 413 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 98 bis, II, III;  
DEMOLOMBE, XIV, 367, 375 urm., 377, 378 urm., 380, 381 urm., 385, 387, 389, 402, 403, 405, 408 bis, 408 ter, 409, 410, 422, 427, 444, 449, 452, 458, 460, 461, 464, 465;  
HUC, V, 162-165;  
LAURENT, IX, 289, 290, 294, 296, 298, 301-306, 318, 319, 328, 332;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 105;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1992 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 232 urm., 280 nota, 917; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 179, 180); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 177; *Observație sub. Trib. civil Marseille 13 Nov. 1912. Dreptul 77/1913; Observație sub. Trib. Vaslui 19 Nov. 1921. Pand. Rom. 1924, III, 69; Nota sub. Trib. Brive (Corrèze) 9 Feb. 1921. Jurispr. Gen. 23/1924. No. 1355;*

CANTACUZINO MATEI, p. 230, 231, 245;  
NACU, II, p. 97 urm.

#### INDEX ALFABETIC

Acceptare 2, 4-13.  
Act de moștenitor 1, 3, 4, 7, 10-13.  
Acțiune 5, 11.  
Administrație 4, 8.  
Aparent crede, a se vede „Erede aparent”.  
Apel 10.  
Aprecieri suverană 2, 5, 7, 9-13.

Calitate de moștenitor, a se vede „Successor”.  
Chestiune de fapt, a se vede „Aprec. suverană”.  
Contravenție 6.  
Creditor 5.  
Doiă 10.  
Erede aparent 3.  
Femea văduvă, a se vede „Soție”.

Frați 1.  
Indoială 13.  
Intentare de acțiune 5.  
Intenție 5, 6, 7, 11, 12, 13.  
Legat 11.  
Marturi 6.  
Mărturisire 6.  
Moștenitor, a se vede „Successor”.  
Petiție de ereditate 9.  
Posesiune 9.  
Prezumpție 13.

Raport 10.  
Recurs a se vede „Aprecieri suverană”.  
Renunțare 1, 2, 4, 10, 13.  
Soție 1.  
Successiune 1-13.  
Successor, a se vede „Erede” și 1, 3-7, 10-13.  
Taxe succesoriale 6.  
Tutor 8.  
Văduvă, a se ved. „Soție”,  
Vindere-cumpărare 1.



## Jurisprudență.

1. Curtea care nu ține compt că defunctului i-au rămas frați, și fără a avea vre-o renunțare la succesiune din partea acestora, consideră pe soție ca succesoare, pe motiv că numita a făcut fapte de succesoare, de oarece a vândut o casă care eră obiectul contestațiunii, violează principiul stabilit de legiuitor prin art. 659, 679 și 689. (Cas. I, 312/Aug. 29/73, B. p. 136).
2. Apartine judecătorilor de fond de a decide în mod suveran chestia de a ști dacă s'a acceptat sau nu o succesiune; și din momentul ce instanța de fond constată în fapt că s'a făcut o acceptațiune, apoi ea e irevocabilă și o renunțare ulterioară nu se mai poate opune. (Cas. I, 21/Ian. 26/88, B. p. 34).
3. Eredelile aparent în posesiunea unei averi successorale poate opune, celor ce ca moștenitori exercită acțiunea în petițiune de ereditate, lipsa dreptului lor de moștenire, dovedind că există un alt erede în grad mai apropiat decât dânsii și care, deși nu figurează în instanță, a făcut însă acte de succesor. (Trib. Suceava, Dr. 76/94).
4. Moștenitorul care a lucrat ca erede, iar nu ca simplu administrator al succesiunii, prin aceasta este considerat că a acceptat succesiunea și, deci, nu-i mai poate servi renunțarea la moștenirea făcută în regulă; căci odată moștenirea acceptată, fie chiar în mod tacit, moștenitorul nu mai poate renunța și dar, nu se poate servi în justiție de actul de renunțare. (Cas. II, 109/901, B. p. 752).
5. Simpla intentare a unei acțiuni, sau apărarea, ce o persoană își face într'o acțiune intentată de un ereditator al succesiunii, nu implică calitatea acestuia de succesor. Pentru aceasta judecătorul de fond trebuie să constate și să stabilească intenția eredelui de a accepta succesiunea. (Cas. II, 22/902, B. p. 83).
6. Dacă acceptațiunea tacită a unei moșteniri, în spiritul art. 689 codul civil, se poate deduce din unele împrejurări cari lasă a se presupune neapărat intențiunea unui moștenitor că a acceptat moștenirea totuși acest principiu nu se poate admite în materie de contravențiune, cu care legiuitorul a voit să lovească numai pe acel moștenitor, care, într'un mod cert, a primit moștenirea, adică a intrat în stăpânirea ei, și nu a voit să plătească taxele stabilite în favoarea Statului. Că, de asemenea dacă mărturisirea făcută de o parte în cursul judecății, constituie o deplină dovadă în contra celui ce a mărturisit, totuși mărturisirea, chiar formală făcută, de o parte, nu se poate lua în considerație decât numai în modul și întinderea dată de acela care o face, și fără a se putea divide. Astfel, nu poate fi vorba de o mărturisire din partea unei persoane, că ar deține o avere successorală pentru care i se reclamă taxele cuvenite, când se constată, din contră, că acea parte a cerut proba cu martori, tocmai ca să dovedească că nu deține aceea avere. (Cas. III, 30 Mai 1907, B. p. 1033).
7. Chestiunea de a se ști dacă actul făcut de erede întrunește condițiunile cerute de art. 689 din codul civil, pentru a constitui o acceptare tacită a succesiunii, adică dacă a făcut un act pe care nu-l putea face de cât în calitate de erede și dacă acel act lasă a se presupune neapărat intenția sa de acceptare, constituie o chestiune de fapt lăsată la suverana apreciere a judecătorilor de fond. (Cas. I, 26 Ian. 1921, B. p. 31; In acelaș sens: Cas. III, 529/911, Curier Jud. 12/912; Cas. I, 855/911, Curier Jud. 25/912).
8. Actele făcute de tutor singur, fiind acte de pură administrație ele nu pot echivala cu o acceptare tacită a succesiunii. (Cas. I, 855/911, Curier Jud. 25/912).
9. Luarea în stăpânire a unei averi successorale poate fi considerată ca o acceptare tacită, iar chestiunea de a se ști dacă s'a acceptat sau nu o succesiune în mod tacit, constituie o chestiune de fapt lăsată la aprecierea instanțelor de fond care scapă controlului Curței de Casație. (Cas. I, 517/912, Curier Jud. 62/912; Bul. p. 1165).
10. Dacă instanța de apel constată în fapt că fiica înzestrată a lui decujus a făcut acte de acceptare tacită a succesiunii încă dela prima instanță, aceea acceptare este irevocabilă și renunțarea făcută posterior în cursul instanței de apel este tardivă și inoperentă de unde rezultă că aceea moștenitoare neputând opune o renunțare valabilă nu putea, conform art. 752 c. civ., să păstreze dota.
- Prin urmare, Curtea de apel n'a violat art. 689, 700 și 752 c. civ., când a decis că odată acceptând succesiunea moștenitoarea nu mai putea renunța la ea și că dar este datoare să raporteze la masa de împărțit averea ce a primit ca dotă. (Cas. I, No. 479, 1915; Jurispr. Rom. 80/915, p. 585).
11. Instanța de fond este suverană să aprecieze dacă faptul eredelui lasă a se presupune intenția sa de a accepta în mod tacit succesiunea.
- Prin urmare, nu poate fi supusă controlului Curții de Casație decizia prin care instanța de fond a constatat că un moștenitor a acceptat succesiunea în mod tacit prin faptul că a primit să stea în judecată și s'a apărât în calitate de erede în acțiunea ce i s'a intentat pentru predarea legatului. (Cas.



I, decizia No. 233 din 25 Aprilie 1916; Jurispr. Rom. 1918, p. 388).

12. Acceptarea unei succesiuni se poate face în mod expres, cât și tacit și aparține instanțelor de fond a aprecia în mod suveran, dacă un act care nu implică prin el însuși, în mod necesar, acceptarea succesiunii conține totuși intenția eredelui de a accepta succesiunea sau nu.

Prin urmare, instanța de fond stabilind că intimatele au îngăduit mamei lor să locuiască în casa părintească până la moartea ei, fac o afirmațiune a unui fapt din care deduc intenția lor de a accepta moștenirea, afirmațiune care scap controlului acestei Curți și deci mijlocul de casare, tras din violarea art. 689 c. civ., este nefondat. (Cas. I, deciziunea civilă No. 57, din 23 Febr. 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 143).

13. Luarea calității de moștenitor în

mod izolat, fără a fi însoțită și de alte fapte cari să denote intenția părții de a-și atribui ceva din patrimoniul defunctului, ci numai spre a dobândi oarecare drepturi ce i se cuvin de la o altă persoană, nu poate constitui o acceptare a succesiunii.

Chestiunea de a se ști dacă cineva prin faptele sale, a avut sau nu intenția de a accepta o succesiune este o chestiune de fapt de suverană apreciere a instanțelor de fond.

La caz de îndoială, judecătorul trebuie să decidă ca actul îndeplinit de partea în drept, nu atrage acceptarea succesiunii, fiind de principiu că acceptarea ca și renunțarea nu se presupune niciodată. (Trib. Vaslui 19 Nov. 1921. Pand. Rom. 1924, III, 69).

14. A se vedea: art. 405 cu nota 7; art. 685 cu nota 1; art. 700 cu nota 16.

**Art. 690.** — Actele curat conservatorii, de îngrijire și de administrațiune provizorie nu sunt acte de primirea moștenirii, dacă cel ce le-a făcut n'a luat titlu sau calitate de erede. (Civ. 689, 707; Civ. Fr. 779).

*Text. fr. Art. 779.* — Les actes purement conservatoires, de surveillance et d'administration provisoire, ne sont pas des actes d'adition d'hérédité, si l'on n'y a pas pris le titre ou la qualité d'héritier.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 389-391;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 186, 446, 459;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 485 urm.; *Suppl. Successions*, 441 urm.;  
DEMOLOMBE, XIV, 276, 384, 417, 418, 419 ter, 425, 427 bis, 428, 428 bis, 430, 455, 456;  
LAURENT, IX, 297, 340, 342, 344, 318 bis, 328;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 106;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1998.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 232 urm., 280 nota, 917; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 177;  
CANTACUZINO MATEI, p. 231;  
NACU, II, p. 97 urm.

#### Jurisprudență.

1. Tatăl, prin faptul că a luat în administrația sa averea fiului său după încetarea lui din viață, nu poate fi considerat de cât ca un simplu administrator al intereselor sale; în această calitate el nu poate fi supus la răspun-

dere de cât pe sumele ce ar fi avut ale fiului său în administrațiunea sa, după ce ar fi dat compt de gestiunea averei pe timpul cât a fost girată de el. (Cas. I, 163/77, Apr. 26/77, B. p. 167).

2. A se vedea: art. 689 cu notele 2, 5, 7, 8, 9, 11, 12 și 13.

**Art. 691.** — Donațiunea, vinderea sau transportul drepturilor succesive <sup>1)</sup>, făcute de un erede, trage după sine acceptațiunea succesiunii.

1) Legiuitorul a voit să zică: „succesorale”.

Tot asemenea se întâmplă :

1. Când unul din erezi renunță chiar gratuit în folosul unui sau a mai mulți din coerezi.
2. Când renunțarea se face în folosul tuturilor coerezilor fără deosebire, și se primește de renunțător prețul renunțării. (Civ. 689, 695, 801, 1399 urm.; Civ. Fr. 780).

*Text. fr. Art. 780.* — La donation, vente ou transport que fait de ses droits successifs un des cohéritiers, soit à un étranger soit à tous ses cohéritiers, soit à quelques-uns d'eux, emporte de sa part acceptation de la succession.

Il en est de même, 1<sup>o</sup> de la renonciation, même gratuite, que fait un des héritiers au profit d'un ou de plusieurs de ses cohéritiers;

2<sup>o</sup> De la renonciation qu'il fait même au profit de tous ses cohéritiers indistinctement, lorsqu'il reçoit le prix de sa renonciation.

### Doctrină străină.

- BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 1580, urm., 1585, 2240;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 504; ed. 1-a, III, p. 458, 765;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 476 urm.; *Suppl. Successions*, 436 urm.;  
 DEMOLOMBE, XIV, 439, 442 bis;  
 HUC, V, 169;  
 LAURENT, IX, 325-327;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 107 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1996.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 232 urm., 280 nota. 917; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 180). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 177, 179;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 232;  
 NACU, II, p. 98 urm.

### Jurisprudență.

1. După art. 691 § 1, eredele care face o renunțare în favoarea unuia dintre coerezii săi este considerat ca făcând acceptațiunea succesiunii. Prin urmare, porțiunea sa din acea succesiune a intrat în patrimoniul său înainte de a trece la eredele în favoarea căruia a renunțat. O asemenea renunțare când este făcută cu titlu gratuit constituie o donațiune către coerezele în favoarea căruia a fost făcută. Or, după articolul 813, toate donațiunile se fac prin act autentic. Și cum forma autenticității este prescrisă, între alte scopuri, și pentru a-cela de a protege pe donator atrăgând mai bine atențiunea lui asupra importanței actului ce face și dând o garanție mai mare libertății voinței lui, astfel fiind nu mai e nici un motiv a distinge între cazul când donațiunea este făcută în mod direct și între cazul când ea este făcută prin calea unei renunțări la o succesiune deja acceptată, căci în ambele cazuri ne găsim în fața unei înstrăinări de avere cu titlu gratuit. Deci o atare renunțare, ca să aibă efect în ceea ce privește transmiterea părții din succesiune a celui ce re-

nunță către cel în favoarea căruia a renunțat, trebuie să fie făcută cu formele cerute de lege pentru donațiuni. (Apel Buc. III, 75, Apr. 14/93, *Dr.* 36/93).

2. Convenția, prin care unul din coerezi primește dela ceilalți o sumă oarecare drept valoarea porțiunii sale succesoriale din întreaga succesiune a lui de cuius, în schimbul căreia sume declară că nu mai are și nu va mai avea nici un fel de pretenție asupra acelei succesiuni, departe de a constitui o renunțare la succesiune, din contră constituie o acceptare a ei. Așa dar, o asemenea convenție, neputând fi privită ca o renunțare, nu poate să fie declarată nulă, ca ne fiind făcută conform art. 695 c. civ. (Cas. I, 97/96. B. p. 502).

3. Renunțarea în favoarea unei persoane la toate pretențiunile sale succesoriale într-o avere și pentru o sumă fixă, care se primește, este o adevărată cesiune de drepturi succesoriale, obiectul și prețul cesiunii fiind bine determinate. (Apel Buc. I, *Dr.* 24/903).

4. Eredele, care face o renunțare chiar gratuită în favoarea unuia sau mai multora dintre erezi, este considerat că a acceptat succesiunea, de oarece a dispus de partea sa, de unde



consecința că acest fel de renunțare fixează în număr irevocabil numărul eredităților între cari are să se facă împărțirea moștenirii. (Apel Buc. I, Dr. 64/905).

5. Din textul art. 691, al. I și II cod. civil, rezultă, per à contrario, că atunci când un coerede renunță în favoarea tuturor celorlalți coerezi în mod gratuit, renunțarea este valabilă ca atare și nu poate fi considerată drept acceptare, iar pe de altă parte nici un alt text de lege nu declară de acceptare renunțarea unui coerede în favoarea tuturor coerezilor, fie că sunt sau nu numiți.

Prin urmare, dacă partea susține că coerezele în favoarea cărui s'a făcut renunțarea eră singurul moștenitor în afară de renunțători, Tribunalul dă o hotărâre nemotivată și violează art. 691 citat mai sus, când fără să cerceteze și să discute această chestiune, admite ca un principiu general de drept, fără a observa rezervele făcute de art. 691, că renunțarea în favoarea

unui coerede implică acceptarea. (Cas. I, 27 Sept. 1913, B. p. 1582).

6. Renunțarea la succesiune, făcută cu titlu gratuit de către un erede, în favoarea altui coerede, constituie o adevărată donațiune în favoarea aceluia coerede și, pentru a fi valabilă, trebuie neapărat să îndeplinească toate condițiunile cerute de art. 813 și 814 c. civ. Astfel: donațiunea urmează să fie acceptată de donatar și acceptarea să fie comunicată donatorului.

Prin urmare, actul de renunțare nu are nici o valoare și este de nul efect, când se constată că acel act, deși făcut în formă autentică, este semnat numai de moștenitorul care renunță, iar acela în favoarea cărui s'a renunțat nu dovedește că s'au îndeplinit condițiunile acceptării donațiunii, așa cum sunt cerute de art. 814 c. civ. (Cas. I, deciziunea No. 134, din 26 Martie 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 298, Dreptul 30/1920, Pand. Rom. 1922, I, 31).

7. A se vedea: art. 695 cu notele 6, 10, 11.

**Art. 692.** — Când acela cărui se cuvine o succesiune a murit fără să se fi lepădat de dânsa, sau fără să o fi acceptat expres sau tacit, ereditățile săi pot d'a dreptul să accepteze sau să se lepede de dânsa. (Civ. 653, 689, 693, 695, 696, 701; Civ. Fr. 781).

*Text. fr. Art. 781* — Lorsque celui à qui une succession est échue, est décédé sans l'avoir répudiée ou sans l'avoir acceptée expressément, ou tacitement, ses héritiers peuvent l'accepter ou la répudier de son chef.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 414;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 367, 475;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 670;  
DEMOLOMBE, XIV, 345;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 109, 110;  
PLANIOL, III, ed. 2-a. No. 1958.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 241, 256 urm., 260 urm., 283 urm., 356, 685;  
CANTACUZINO MATEI, p. 228;  
NACU, II, p. 104, 105.

**Art. 693.** — Dacă ereditățile săi nu se învoesc pentru acceptarea sau pentru lepădarea succesiunii, succesiunea se va accepta sub beneficiu de inventariu. (Civ. 692, 704 urm., 751, 752; Civ. Fr. 782).

*Text. fr. Art. 782.* — Si ces héritiers ne sont pas d'accord pour accepter ou pour répudier la succession, elle doit être acceptée sous bénéfice d'inventaire.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, 349, 378;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 182, 475, 582, 874;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 432 urm.; *Suppl. Successions*, 405;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 102 bis, V;  
 DEMOLOMBE, XIV, 351, 352;  
 LAURENT, IX, 375, 376;  
 MARCADÉ, art. 782, n. 2;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 109, 110;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1958, 1959.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 241, 256 urm., 260 urm., 283 urm., 356, 685;  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 176;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 238;  
 NACU, II, p. 104, 105.

**Art. 694.** — Majorele nu poate să-și atace acceptațiunea expresă sau tacită a unei succesiuni decât în cazul când această acceptațiune a fost urmarea unei viclenii ce s'a întrebuintat în privință-i. El nu poate reclama în contra acceptațiunei<sup>1)</sup> pentru cuvinte de vătămare, decât în cazul în care succesiunea ar fi absorbită sau micșorată cu mai mult de jumătate, prin descoperirea unui testament necunoscut în momentul acceptațiunei. (Civ. 434, 689, 703 urm., 909, 953, 960, 1092, 1156, 1157, 1165; Civ. Fr. 783).

*Text. fr. Art. 783.* — Le majeur ne peut attaquer l'acceptation expresse ou tacite qu'il a faite d'une succession, que dans le cas où cette acceptation aurait été la suite d'un dol pratiqué envers lui: il ne peut jamais réclamer sous prétexte de lésion, excepté seulement dans le cas où la succession se trouverait absorbée ou diminuée de plus de moitié, par la découverte d'un testament inconnu au moment de l'acceptation.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 380-386;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2299, 2302, 2304, 2311, 2320, 2321, 2325, 2327, 2330, 2335, 2343, 2346;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 150, 152, 616, 622, 629;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 71, 73; II, p. 289, 290; ed. 1-a, III, p. 185, 464, 465, 466, 470, 482, 580;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 513 urm., 683; *Suppl. Successions*, 445 urm., 565;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 103, 103 bis, III, VII; 108 bis, IV;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 633;  
 DEMOLOMBE, XIV, 525 bis, 531, 534, 535, 538-540 urm., 543, 551, 555, 557, 559-561 urm.; XV, 209;  
 HUC, V, 172-176;  
 LAURENT, IX, 354-356, 358 bis, 362-366;  
 LE SELLYER, *Successions*, 630, 640, 645;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 111 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1979, 1983 urm.;

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, ed. 2-a, p. 265 urm., 268 n. 3, 270 nota. 288, 312, 831, 833, 908, n. 1, in fine; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 183; V, p. 91, 95, 96, 371; VI, p. 802 n. 3, 811); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 177, 190, 496;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 233, 234;  
 NACU, II, p. 107 urm.

1) In textul francez lipsesc cuvintele: „in contra acceptațiunei”.



## Jurisprudență.

1. Conform art. 694, majorul nu poate să-și atace acceptațiunea expresă sau tacită a unei succesiuni de cât în condițiile anume determinate prin acest articol. (Apel Buc. II, 149, Iunie 22/89. Dr. 66/89).

2. Ceea ce legea oprește este ca un erede care a acceptat, să se lepede de moștenire în paguba celor interesați la acceptare, coerezii săi sau creditorii succesiunii, dar nu oprește ca atunci când aceștia nu au nici un interes, să-l împiedece, succesiunea fiind solvabilă, să revie asupra acceptărei și să renunțe la acea succesiune, în condițiuni de libertate și validitate a consimțământului său. (Cas. I, 855/911. Curier Jud. 25/912).

3. Când instanța de apel constată în fapt că fiica înzestrată a lui de cujus a făcut acte de acceptare tacită a succesiunii încă de la prima instanță, acea acceptare este irevocabilă, iar renunțarea făcută posterior, în cursul instanței de apel e tardivă și inoperantă; de aci rezultă că acea moștenitoare neputând opune o renunțare valabilă, nu putea, conform art. 752 c. civil. să păstreze dota.

Prin urmare Curtea de apel n'a violat art. 689, 700 și 752 c. civ., când a decis că odată acceptând succesiunea, moștenitoarea nu mai poate renunța la ea, și că, dar, este datoare să raporteze la masa de împărțit averea ce a primit ca dotă. (Cas. s. I, decizia No. 479/915. Jur. Gen. 1915, p. 585, Curier Jud. 80/915).

## Secțiunea II. — Despre renunțarea la succesiune.

**Art. 695.** — Renunțarea la succesiune nu se presupune; ea nu se poate face decât la grefa tribunalului de prima instanță a districtului în care succesiunea s'a deschis, și pe un registru ținut anume pentru aceasta. (Civ. 95, 199, 201, 405 urm., 430, 691, 694, 696, 697, 700 urm., 791, 928; Civ. Fr. 784).

*Text. jr. Art. 784.* — La renonciation à une succession ne se présume pas: elle ne peut plus être faite qu'au greffe du tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel la succession s'est ouverte, sur un registre particulier tenu à cet effet.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 409-412;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 1410; II, 2227, 2232, 2239;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 67; ed. 1-a, III, p. 187, 452, 467, 597, 766, 874, 875;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 574 urm., 586; *Suppl. Successions*, 477 urm.;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 321; II, p. 145;  
DEMOLOMBE, XIV, 356 urm.; XV, 13-15, 17, 20-22, 32, 97;  
HUC, V, 178;  
LAURENT, IX, 426, 428, 429, 431, 457, 458, 462;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 119;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2026.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 276 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 255 n. 4, 708 t. și n. 3; IV, part. II, ed. 2-a, p. 183, 184, 464 t. și n. 3). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 178, 270; *Observație* sub. Trib. civil din Charleroy, 15 Aug. 911. Dreptul 1/914; *Observație* sub. Cas. I, 131 din 26 Martie 1920. Tribuna Juridică 33-36/1921;  
CANTACUZINO MATEI, p. 240;  
DJUVARA MIRCEA, *Nota* sub. Cas. I, 134 din 26 Martie 1920. Pand. Rom. 1922, I, 31;  
NACU, II, p. 111.

## INDEX ALFABETIC

Acceptare 6.	Forme solemne 4, 5, 7, 8, 17.	Legea jud. ocoale 13.	Renunțare 2, 3, 6, 9, 10,
Act inexistent 7.	Frați și surori 14.	Minori 7.	14, 15, 17.
Aprecie suverană 9.	Grefa Tribunalului 1, 5,	Moștenitori legitimi 3.	Renunțare în favoarea u-
Autentică iormă 6.	6, 11-15, 17.	Moștenitori testamentari 3.	nor erazi 1, 6, 11, 15, 16.
Convenție 1, 4, 5, 10, 15.	Hotărâre 15.	Nulitate 7, 8.	Renunțare tacită 4, 9, 10,
Donațiune 6, 11, 16.	Identitate 12.	Ordine publică 5.	Soț 8.
Femece măritată 8.	Legatari 3, 9.	Partaj 2, 10, 15.	Taxe succesoriale 13, 14.
		Prescripție 7.	Tutor 7.
		Ratificare 7, 8.	

## Jurisprudență.

1. Renunțarea la succesiune de către un erede în favoarea unui alt erede este valabilă deși nu s'a făcut la grefa tribunalului, de câte ori ea este stabilită printr'o convențiune, și aceasta pentru că convențiunile petrecute între părți sunt perfecte dacă nu sunt contrarii bunelor moravuri, ordinii publice și vre-unei dispozițiuni prohibitive a legii. (Apel Buc. III, Nov. 26/79, Dr. 9/80).
2. Prin faptul că un moștenitor a iscălit un act prin care se dă un imobil fratelui său ca despăgubire, el renunță la dreptul ce ar fi avut de împărțeala acelui imobil de moștenire, și această renunțare poate produce efecte și este obligatorie chiar fără o renunțare la succesiunea defunctului tată în regulă, întrucât validitatea renunțării făcută nu presupune o prealabilă renunțare la dreptul de moștenire. (Cas. I, 336, Nov. 24/82, B. p. 1063).
3. Dispozițiunile art. 695 se aplică numai moștenitorilor legitimi sau testamentari, iar nu și unui legatar particular, de oarece acest articol, ocupându-se numai de moștenitorii proprii ziși, prevede și reglementează numai renunțarea lor la succesiune, iar nu și renunțarea ori cărei alte persoane, care prin faptul că i s'a făcut o liberalitate printr'un testament, n'a câștigat prin aceasta și dreptul de a fi moștenitor nici îndatoririle ce ar putea decurge din acest drept. Or, legatarul particular, conform art. 899 și 909, nefiind moștenitor, poate să renunțe la legat în orice formă și pe orice cale. (Apel Craiova, I, 86, Iun. 17/87, Dr. 18/88).
4. În virtutea art. 695 renunțarea la succesiune nu numai că nu se presupune, dar trebuie încă să fie făcută în formele prescrise de acest articol. Cu toate acestea, în caz când între erezii capabili ar interveni o convențiune în care renunțarea la succesiune să fie un element sau o condițiune accesorie, atunci renunțarea, între erezii, ar putea fi făcută și acceptată prin ori ce fel de act. În asemenea caz, e posibilă și o renunțare tacită. (Apel Buc. I, 226, Dec. 16/92, Curier Jud. 36/93).
5. Scopul pentru care legea a prescris această formalitate este de ordine publică, pentru ca după încetarea din viață a unei persoane să se poată cunoaște atât de cei de al treilea, cât și de coerezi, când sunt mai mulți, cine anume continuă persoana mortului, la cine să se adreseze pentru diferitele raporturi ce au putut să se creeze pe când decedatul eră în viață, cum și în ce mod cată să se reguleze avera succesorală între diferite erezii ai decedatului. Și din ter-
- menii de cari se servă legiuitorul, „renunțarea nu se poate face decât...” rezultă că formalitatea prescrisă nu este numai *ad probationem* ci *ad solemnitate*, așa că dacă această formalitate n'a fost pe deplin observată, nu se poate zice că există renunțare. Și deși se admite că în caz când între doi sau mai mulți coerezi s'a încheiat o convențiune prin care unul din ei s'a obligat a renunța la succesiune, asemenea convențiune este valabilă între părțile ce au încheiat-o, pentru că nu conține nimic contrariu bunelor moravuri sau ordinii publice, totuși când convențiunea nu există și când unul din moștenitori a renunțat în mod unilateral, fără să fi fost obligat a face aceasta, către nimeni, renunțarea e neexistentă dacă nu s'a făcut strict în modul prescris de lege, adică pe registrul ținut la tribunal. (Apel Craiova I, Iun. 7/93, Dr. 48/93).
6. Există renunțarea la o succesiune numai când ea se face pur și simplu, adică fără a se arăta în favorul cui se renunță (art. 695), sau când se declară de moștenitor că renunță în folosul tuturor coerezilor săi fără deosebire și fără a primi prețul renunțării. Atunci însă când erezii renunță chiar gratuit în folosul unui coerede iar nu a tuturor celorlalți, această renunțare e o adevărată acceptațiune (art. 691). De aci rezultă că ea nu poate fi făcută la grefa tribunalului unde s'a deschis succesiunea, și dacă în fapt greșierul a primit-o, ea e nulă, căci este o donațiune și nu este făcută în forma autentică cerută pentru donațiuni. În fine, deși această renunțare e nulă ca donațiune în sensul că nu a putut transmite aceluia în favoarea căruia a fost făcută, partea renunțătorului, dar ea e valabilă ca acceptațiune, căci legiuitorul în speciile prevăzute de art. 691 nu a dedus calitatea de erede din validitatea transmisiunii ce acesta a voit a face, dar din intențiunea acestuia de a primi succesiunea; or, când dispune de bunurile lui ereditare, intențiunea lui de a primi succesiunea subsistă cu toată neeficacitatea dispozițiunii. (Trib. Dolj II, Iun. 22/93, Dr. 52/93).
7. Prescripțiunea acțiunii în nulitate nu este aplicabilă de cât la actele făcute de minor sau de tutorul său în timpul minorității, cari conțin într'însele un viciu de consimțământ sau de incapacitate, care face ca acele acte să fie anulabile, iar nu și la actele cari dacă nu sunt făcute după formele solemne prescrise de lege, se consideră ca nule și neexistente, și care nu pot să fie ratificate nici expres nici tacit prin nici o trecere de timp, și pentru care nu este nevoie de a fi atacate prin vre-o acțiune în nulitate, cum este for-



malitatea prescrisă de art. 695 pentru renunțări la succesiune. (Apel Craiova, I, Iun. 7/93. *Dr.* 48/93).

**8.** Renunțarea la succesiune, fiind un act solemn, neîndeplinirea formalităților cerute de lege pentru formarea acestui act, atrage nulitatea renunțării, și această nulitate, poate fi invocată nu numai de terții, dar chiar de renunțator. Ratificarea unui act, spre a fi valabilă, urmează să fie făcută cu formele cerute de lege pentru actul ce se ratifică. Astfel ratificarea făcută de un soț a renunțării la succesiune făcută de soția sa, nu este valabilă, când nu este făcută în aceleași forme ca și renunțarea, și în asemenea caz și renunțarea soției la moștenire este nulă. (Trib. Dâmbovița. C. Jud. 42/95).

**9.** Renunțarea la un legat, nefiind supusă la nici o formă solemnă, ea poate fi expresă sau tacită, conform dreptului comun. Așa fiind, instanța de fond judecă în mod suveran când, interpretând actele și faptele legatarului deduce în fapt că dânsul s'a prevalat numai de calitatea sa de moștenitor și că a renunțat la aceea de legatar. (Cas. I, 21/98, B. p. 37).

**10.** Numai renunțarea unilaterală la o succesiune este supusă formalităților din art. 695, iar nu și aceea făcută prin convenție între coerezi, care este supusă regulilor de drept comun, adică se poate face prin orice act și chiar tacit. Prin urmare, renunțarea unui erede în favoarea coerezilor săi, consemnată într'un act de împărțală omologat de Trib. prin o hotărîre definitivă, are caracterul unei renunțări irevocabile și asupra căreia nu se mai poate reveni. (Cas. I, 196/904. B. p. 583).

**11.** După art. 695 din codul civil, grefierul Tribunalului este competent a constata numai renunțările la succesiune făcute pur și simplu, iar nu și acelea în favoarea unora din moștenitori.

Astfel, o asemenea renunțare este inoperantă și, prin urmare, nu poate constitui o donațiune, neputînd fi opusă moștenitorului care a făcut-o. (Cas. I, 45 din 27 Ianuarie 1909, B. p. 44. *Curier Jud.* 62/909).

**12.** Pentru renunțarea la o succesiune, legea necerînd pentru validitatea unei asemenea renunțări de cât ca partea să facă declarațiune înaintea grefierului Tribunalului succesiunii, de aci urmează că grefierul nu este obligat să se incredințeze de identitatea părții prin mijloacele arătate de legea pentru autentificarea actelor, ci simpla sa constatare că partea s'a prezentat în persoană face credință până la proba contrarie. (Cas. I, 28 Oct. 1911, B. p. 1230).

**13.** După art. 34 legea judecătorilor de ocoale, declarația de renunțare la o

succesiune se poate face și înaintea acestor instanțe când valoarea succesiunii nu excede suma de 3000 lei; când însă valoarea succesiunii este mai mare, renunțările nu se pot face decât — potrivit articolului 695 cod. civil — numai la greșa Tribunalului districtului în care s'a deschis succesiunea.

Prin urmare, când Tribunalul constată că succesiunea rămasă se ridică la suma de 6000 lei, renunțarea prin declarațiuni făcute în fața judecătorului de ocol nu este valabilă și deci ea nu poate fi invocată ca atare de către moștenitori spre a fi apărați de taxe succesoriale și de amenda hotărîită de Ministerul de Finanțe pentru nedeclararea în termen a succesiunii. (Cas. III, deciziunea No. 29, din 21 Ianuarie 1914; *Jurispr. Rom.* 1914, p. 258, *Curier Jud.* 26/914).

**14.** Din combinarea art. 673 și 695 c. civ., rezultă că frații și surorile unei persoane moarte fără posteritate sunt de drept considerați ca moștenitori și nu pot fi socotiți că au renunțat la succesiunea acesteia decât dacă au făcut declarațiune expresă în acest sens la greșa tribunalului districtului în care s'a deschis succesiunea.

Astfel că Tribunalul nu putea să apere pe moștenitorii în acest grad de plata taxelor succesoriale la care erau supuși prin decizia Ministerului de finanțe, numai pe cuvîntul că nu au făcut nici un act de acceptare spre a fi considerați ca succesori, căci dreptul lor de succesiune le venea dela lege și ei erau datori să dovedească că au renunțat expres la succesiune prin certificate emanate de greșa Tribunalului respectiv. (Cas. III, No. 30, 1914; *Jurispr. Rom.* 1914, p. 257).

**15.** Dacă în principiu, renunțările la succesiuni, spre a fi valabile, trebuiesc a fi făcute prin declarațiune la greșa Tribunalului, cum cere art. 695 c. civ. nu este tot astfel atunci când o asemenea renunțare la partea sa succesorală se face de un copărtas, în cursul și în fața unei instanțe judecătorești, în favoarea unui alt copărtas. În acest caz, convenția prin care un moștenitor declară în fața justiției, prin act scris, că renunță la partea sa succesorală, în profitul unui anume comostenitor și asupra căreia convențiuni s'a luat act și s'a dat o hotărîre de expedient, este perfect valabilă și opozabilă moștenitorilor aceleia care a făcut asemenea renunțare în justiție. (Cas. I, decizia No. 21, din 15 Ianuarie 1916; *Jurispr. Rom.* 1916, p. 215, *Curier Jud.* 32/916).

**16.** Renunțarea la succesiune, făcută cu titlu gratuit de către un erede, în favoarea altui erede, constituie o adevărată donațiune în favoarea aceluia coerede și, pentru a fi valabilă, trebuie

neapărat să îndeplinească toate condițiunile cerute de art. 813 și 814 c. civ. Astfel: donațiunea urmează să fie acceptată de donatar, și acceptarea să fie comunicată donatorului.

Prin urmare, actul de renunțare nu are nici o valoare și este de nul efect, când se constată că acel act, deși făcut în formă autentică, este semnat numai de moștenitorul care renunță, iar acela în favoarea căruia s'a renunțat, nu dovedește că s'au îndeplinit condițiunile

acceptării donațiunii, așa cum sunt cerute de art. 814 c. civ. (Cas. I, No. 134, 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 298).

17. O declarație de renunțare conform art. 695 c. civ., trebuie făcută la grefa tribunalului de primă instanță a districtului în care succesiunea s'a deschis cu formalitățile prevăzute, iar nu direct înaintea instanței de contestație. (Trib. Romanai s. I, 99 din 8 Aprilie 1921. Curier Jud. 7/924).

18. A se vedea: art. 691 cu nota 5.

**Art. 696.** — Eredele ce renunță este considerat că n'a fost niciodată erede. (Civ. 688, 699, 701, 752, 975, 976; Civ. Fr. 785).

*Text. fr. Art. 785.* — L'héritier qui renonce, est censé n'avoir jamais été héritier.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 953; ed. 1-a, III, p. 393, 451, 467, 724;  
DEMOLOMBE, XV, 46;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 119 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2027.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 133, 150, 226, 275, 279, 283 urm., 884 nota; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 531, 535, 540, 545, 718). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 180; *Observație* sub. Trib. Vâlcea 388 din 16 Nov. 1902; Curier Jud. 38/903;  
CANTACUZINO MATEI, p. 228, 235, 240;  
NACU, II, p. 115.

#### Jurisprudență.

1. Faptul facerii unei opozițiuni la o sentință dată în lipsă contra defunctului nu constituie o acceptațiune din partea erizilor oponenti când ei chiar prin acea opozițiune declară că nu sunt moștenitori, și în urmă renunță la succesiune, fără ca înaintea acestei renunțări să fi făcut fapte de moștenitori. (Apel Buc. II, 115, lun. 3/86, Dr. 65/86).

2. După dispozițiunile art. 696 și 697 c. civ., cari sunt generale și absolute, eredele care renunță la moștenire, este privit că nu a fost niciodată erede, el nemaiaivând, prin aceasta, nici un drept la rezervă și partea sa profitând comostenitorilor.

Prin urmare, copilul donatar, care renunță la succesiunea donatorului, nu poate reține darul său peste limitele disponibilului. (C. Apel Buc. s. III, 186

din 3 Nov. 1890. Pand. Rom. 1924, II, 161).

3. Legea neprevăzând renunțări condiționale la moștenire, un succesor care renunță cu condiția de a primi peste partea disponibilă și rezerva, este considerat că a renunțat pur și simplu. (C. Apel Buc. s. III, 186 din 3 Nov. 1890. Pand. Rom. 1924, II, 161).

4. Rezervatarul care renunță la moștenire nu poate să rețină donațiunea, ce a primit, decât în limitele cotității disponibile și liberalitatea, ce i-a fost făcută, se impută asupra acelei cotități, căci rezerva nu e decât o porțiune din succesiunea ab intestat și trebuie a fi erede, pentru a avea drept la dânsa. Acest drept nu-l mai poate avea eredele care a renunțat, fiind considerat, după art. 696 C. civ., că n'a fost niciodată erede. (Trib. Ilfov I, Dr. 70/94).

5. A se vedea: art. 841 cu notele 1, 2, și 4.

**Art. 697.** — Partea renunțătorului profită coerezilor săi; dacă este singur, succesiunea trece la gradul următor. (Civ. 691, 692, 696, 929 urm., 965; Civ. Fr. 786).

*Text. fr. Art. 786.* — La part du renonçant accroit à ses cohéritiers; s'il est seul, elle est dévolue au degré subséquent.



## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 363, 382;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2294;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 382, 467, 468;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 652 urm.; *Suppl. Successions*, 544 urm.;  
 DEMOLOMBE, XIV, 566; XV, 43 urm.;  
 HUC, V, 182;  
 LAURENT, IX, 438, 441-443;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments* ed. 2-a, 941 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 119 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 3-a, No. 2029.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a p. 133, 150, 226, 275, 279, 283 urm., 884 nota; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 255, 511, 707; IV, part. II, ed. 2-a, p. 482, 484); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 180; *Nota sub. Cas. I, 521 din 24 Mai 1922. Pand. Rom. 1924, I, 20*;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 232, 233;  
 NACU, II, p. 115.

## Jurisprudență.

1. După art. 696, eredele ce renunță e considerat că n'a fost niciodată erede, și ca consecință, după art. 697 partea renunțătorului profită coerezilor săi. Și, de vreme ce la moștenirea unui frate iau parte, după art. 674 atât frații din aceeași căsătorie cât și cei din căsătorii deosebite în cazul însă din urmă, moștenirea se divide pe jumătate între cele două linii paternă și maternă a defunctului, și frații primari iau parte în amândouă liniile, iar consăngenii și uterinii în linia lor numai este evident că dacă un consăngean sau uterin renunță, partea renunțătorului profită nu numai consăngeanului și uterinului, ci și fratelui primar, fiindcă dânsul este erede în fiecare linie. (Cas. I, 107/Mart. 28/83 B. p. 310),

2. In caz când sunt trei comoștenitori dintre care unul minor și doi dintr'înșii n'au făcut nici un act de moș-

tenire timp de 30 ani dela deschiderea succesiunii, părțile acestora profită moștenitorului care a făcut acte de erede și care deci are vocațiune la întreaga moștenire, iar prescripția achizitivă, invocată de terții cari au posedat timp de 30 ani părțile erezilor care n'au făcut acte de moștenire, nu poate fi opusă moștenitorului minor, deoarece posesia de 30 ani pentru a duce la prescripție ar trebui să fie utilă nu față de comoștenitorii care au stat în inacțiune și care deci trebuiesc considerați ca și cum n'ar fi fost niciodată moștenitori, ci față de moștenitorul care singur a conservat dreptul său de moștenire și care urmează a fi fost încă dela deschiderea succesiunii singurul moștenitor al defunctului, dar în contra căruia n'a putut curge prescripția achizitivă din cauza minorității. (Cas. I, No. 279, 1916; *Jurispr. Rom.* 25/1918, p. 386).

3. A se vedea: art. 696 cu nota 2.

**Art. 698.** — Eredele renunțător nu poate fi reprezentat niciodată. Dacă renunțătorul este singur în gradul său, sau dacă toți coerezii săi renunță, copiii lor vin la succesiune în virtutea propriului lor drept, pentru părți egale. (Civ. 664, 668, 697; Civ. Fr. 787).

*Text. fr. Art. 787.* — On ne vient jamais par représentation d'un héritier qui a renoncé: si le renonçant est seul héritier de sou degré, ou si tous ses cohéritiers renoncent, les enfants viennent de leur chef et succèdent par tête.

## Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 379, 382;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 659;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 304;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1779, 2027.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 133, 150, 226, 275, 279, 283 urm., 884 nota;  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 159, 180;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 223;  
 NACU, II, p. 115.

**Art. 699.** — Creditorii aceluia ce renunță în paguba lor pot să ia autorizațiunea justiției ca să accepte succesiunea pentru debitorii lor, în locul și rândul său.

Intr'acest caz renunțarea este anulată numai în favorul creditorilor și numai până în concurența creanțelor lor. Accepțiunea nu se face în folosul eredelui care a renunțat. (Civ. 562, 974, 975, 976, 1843; Civ. Fr. 788).

*Text. fr. Art. 788.* — Les créanciers de celui qui renonce au préjudice de leurs droits, peuvent se faire autoriser en justice à accepter la succession du chef de leur débiteur, en son lieu et place.

Dans ce cas, la renonciation n'est annulée qu'en faveur des créanciers, et jusqu'à concurrence seulement de leurs créances: elle ne l'est pas au profit de l'héritier qui a renoncé.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 133; VI, p. 417, 418;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2379, 2383, 2387, 2394;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 438;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 53, 56; ed. 1-a, III, p. 471, 472, 473, 874;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 688 urm.; *Suppl. Successions*, 569 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 100 bis. III; V, 82 bis, X;  
 DEMOLOMBE, XV, 79, 80 bis, 83, 84, 90;  
 HUC, V, 187, 189, 191;  
 LAURENT, IX, 478-480; XVI, 445;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 126, 127;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1990.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 302 urm., 583; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 609; IV, part. II, ed. 2-a, p. 186; V, p. 222 t. și n. 2, 225, 254 n. 1; XI, p. 74); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 180; *Observație* sub. C. de Justiție (Apel) din Geneva 21 Sept. 1905. Dreptul 34/1907; *Notă* sub. Trib. Roanne (Loire) 11 Sept. 1920, Jur. Gen. 1924, No. 2251;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 241, 455;  
 NACU, II, p. 116, 117.

## Jurisprudență.

1. Când debitorul nu a renunțat la moștenirea deschisă în favoarea sa, nu este cazul să se constate nici insolabilitatea debitorului, nici existența prejudiciului. (Cas. I, 229/Oct. 21/87, B. p. 775).

2. Deși conform art. 699 c. civ., numai creditorii aceluia ce renunță în paguba lor, pot, cu autorizațiunea jus-

tiției să accepte succesiunea pentru debitorul lor, această dispoziție de lege, însă, nu este aplicabilă atunci când nu s'a cerut anularea renunțării pentru că ar fi făcută în fraudă creditorilor, ci s'a cerut înlăturarea renunțării pe motiv că odată acceptată succesiunea, nu mai putea reveni asupra acceptării. (Cas. I, 6 Febr. 1913, B. p. 274).

**Art. 700.** — Facultatea de a accepta, sau de a se lepăda de o succesiune se prescrie prin acelaș timp ce se cere pentru prescripțiunea cea mai lungă a drepturilor imobiliare. (Civ. 688, 701, 1890; Civ. Fr. 789).



*Text. fr. Art. 789.* — La faculté d'accepter ou de répudier une succession se prescrit par le laps de temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 372 urm., 376, 377;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2491, 2493, 2500-2502;  
 BUFNOIR, *Propriété, et contrat*, ed. 2-a, p. 193;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 452-456, 480;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 591 urm.; *Suppl. Successions*, 490 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 110 bis, VI-VIII;  
 DEMOLOMBE, VI, 58; XIV, 305, 315, 316, 317 bis;  
 HUC, V, 195, 197;  
 LAURENT, IX, 481 urm., 492, 493, 495-497;  
 LE SELLYER, *Successions*, II, 726, 727, 729;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 124, 125;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1971 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 224, 227, 277 n. 5, 282, 295 urm., 307, 351 n. 1, 365, 900, 905; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 175, 177, 178, 183, 216 nota 1; *Adnotație* sub. Trib. Fălciu, 20 Dec. 1899. Curierul Jud. 4/1900.  
 BENISACHE C. REMUS, *Nota* sub. Trib. Tutova, 317 din 16 Sept. 908. Curier Jud. 77/908;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 241, 244, 245, 246, 252, 253, 254, 261, 312;  
 IOANIU I. N., *Adnotație* sub. Trib. Neamț, 366 din 9 Dec. 903. Curier Jud. 25/904;  
 NACU, II, p. 112 urm.;  
 POPESCU PETRE „*Prescripția facultății de a accepta sau repudia o moștenire*“. Curier Jud. 16/1911;  
 PURICESCU GRIGORE, „*Despre prescripția de a accepta sau repudia o succesiune*“. Dreptul 43/914;  
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Judec. ocol. II rural Iași 104 din 4 Oct. 1912. Dreptul 16/1913; *Observație* sub. Cas. I, 476 din 11 Sept. 913. Dreptul 77/1913; *Observație* sub. Cas. I, 493 din 15 Dec. 1908. Dreptul 14/1909.

## INDEX ALFABETIC

Acceptare 2, 3, 5, 7, 13, 14, 16, 18, 24, 26.	Petiție de ereditate 24.
Act de administrație 1.	Posesiune 9, 16, 17, 21.
Aprecieri suverană 13.	Prescripție achizitivă 19, 23, 25, 26.
Calitate 3, 17, 19, 22, 24.	Prescripție extinctivă 1-26.
Deschiderea succesiunii 3, 6, 15, 18, 22.	Renunțare 5, 7, 14, 16, 18, 24, 26
Indiviziune 12.	Revendicare 2, 4, 6, 7, 17.
Interpretare 24.	Rude 2, 7.
Intreprinșul prescripției 3, 11.	Rurală lege 17.
Invocare 4, 27.	Rural pământ 17, 21.
Invocarea prescripției din oficiu 4.	Străini 21.
Legea rurală 17.	Succesiune, a se vedea „Deschidere“, „Calitate“, „Petiție de ereditate“.
Minor 12, 19, 20, 23.	Suspendare 11, 12, 19.
Omisuni esențială 5.	Terți detentori 8, 20, 26, 27.
Pământ rural 17, 21.	Testament 1.
Partaj 10, 11.	

## Jurisprudență.

1. Dacă eredele n'a făcut nici un act de administrație din care s'ar putea zice că ar fi moștenit pe defunct și astfel într'un timp de peste 30 ani nu a uzat de o moștenire, nici mai poate dispune prin testament a trece acest drept în persoana altora, drept pe care el îl avea deja pierdut. (Cas. I, 25/Ian. 23/74, B. p. 21).

2. Când eredele mai apropiat stă în inacțiune, ruda în grad succesibil mai îndepărtat poate accepta succesiunea și deci să revendice averea succesorală

dela cei de al treilea, cari o dețin pe nedrept, destul să dovedească gradul său de rudenie. A refuza rudelor mai depărtate facultatea de a se pune în posesia eredității, în timpul celor 30 ani, acordați rudelor mai apropiate, pentru a accepta sau renunța, este a desființa drepturile succesorală ale rudelor mai depărtate, prin aceea că ar fi prescrise, mai înainte de a fi putut fi exercitate. (Trib. Botoșani Dr. 57/96).

3. Ceeace se prescrie, după trecerea timpului de 30 ani, după art. 700 c. civ., este facultatea de a accepta o succesiune, astfel că moștenitorul, care a stat în inacțiune atâta timp, trebuie considerat ca a renunțat și a devenit cu totul străin de moștenire. Această prescripțiune, care începe din momentul deschiderii succesiunii, curge și atunci când acest moștenitor murind, la rândul său lasă dreptul său succesoralilor, cari și dânsii au neglijat de a întrerupe prescripția și de a-și exercita dreptul, ce l-au găsit în moștenire. (Apel Buc. II, Dr. 36/904).

4. Dacă n'a fost pus în discuțiunea părților mijlocul tras din art. 700 codul civil, tribunalul nu poate să-l invoace dela sine și să decidă, că moștenitorul care a stat în inacțiune 30 ani, nu mai are dreptul să revendice pă-

mântul care a rămas dela autorul său și care face obiectul litigiului. (Cas. I, 15 Mai 1906, B. p. 840).

5. După art. 700 din codul civil, facultatea de a accepta sau de a se lepăda de o succesiune se prescrie prin 30 de ani.

Prin urmare, constituie o omisiune esențială faptul că instanța de fond nu se ocupă de acest mijloc de apărare, invocat de parte. (Cas. I, 19 Dec. 1907, B. p. 1896. In același senz : Cas. I, din 9 Sept. 1908, B. p. 1365).

6. Eredela care a stat în inacțiune timp de 30 ani față de moștenirea ce i se cuvine, rămâne străin de acea moștenire față de toți, de oarece nimeni nu poate fi silit să accepte o moștenire în contra voinței sale, și întru cât o voință manifestă pentru acceptarea moștenirii n'a existat din partea unei persoane cu vocațiune la o moștenire în tot timpul de 30 ani dela deschiderea ei, o atare persoană a pierdut definitiv și față de toți calitatea de moștenitor astfel că nu are sub acest raport nici un titlu pentru a exercita acțiunea de revendicare contra unui terțiu care ar deține, în tot sau în parte, moștenirea la care fusese chemat odată. (Cas. I, 15 Dec. 1908, B. p. 2061).

7. In materie de succesiune, rudele în grad mai depărtat nu au calitatea să exercite acțiunile care decurg din ereditate atunci când sunt alte rude în grad mai apropiat cari nu au renunțat la succesiune și al căror drept de acceptare nu este prescris. (Cas. I, 23 Nov. 1909, B. p. 1294).

8. Terțul detentor al unei averi sucesorale poate să invoace lipsa de calitate a eredului care reclamă în contra sa, de oarece este de principiu că defendorul în orice acțiune este în drept să invoace lipsa de calitate a reclamantului. (Cas. I, 23 Nov. 1909, B. p. 1294).

9. Conform art. 700 din codul civil, sucesibili cari n'au uzat în timp de 30 ani nici de dreptul de a accepta, nici de acela de a renunța, sunt considerați complect străini de succesiunea ce li s'ar fi cuvenit, și aceasta față de oricine și independent de orice posesiune urmată în contra lor. (Cas. I, 6 Apr. 1909, B. p. 385).

10. Din dispozițiunile art. 728 și 729 din codul civil rezultă că acțiunea în partaj este imprescriptibilă și că starea de indiviziune nu încetează prin faptul că unul din coproprietari a posedat o parte determinată din imobil, dacă nu a fost act de împărțeață sau dacă nu se poate opune prescripția.

Prin urmare, moștenitorului care a stăpânit o porțiune din imobilul indiviz nu i se poate aplica prescripția din art. 700 din codul civil, căci dînsul a făcut act de moștenire, ci prescripția din art. 729 din codul civil, dacă se

constată că posesiunea aceluia care o invoacă întrunește condițiunile cerute de lege pentru a prescrie. (Cas. I, 29 Mart. 1911, B. p. 362).

11. Prin efectul prescripției extinctive prescrisă de art. 700 c. civil toți moștenitorii cari n'au făcut acte de acceptare au rămas streini de succesiune afară de acel moștenitor care a suspendat sau întrerupt prescripțiunea, și aceasta pentru că trecerea termenului de 30 de ani de neactivitate produce acelaș efect ca îndeplinirea unei condițiuni rezolutorii.

Prin urmare, în momentul intentării acțiunii de partaj nu mai fiind ca erezi decât cel ce deține succesiunea și cel ce a suspendat sau întrerupt prescripția, averea se împarte între acești doi indiferent de vor mai exista și alți moștenitori cari au stat în inacțiune timp de 30 de ani. (Jud. Bileiurești (Dâmbovița) 15 Octombrie 1911, Curier Jud. 11/912).

12. In principiu, prescripțiunea nu este suspendată decât în anumite cazuri prevăzute formal de lege și, prin urmare, curge contra moștenitorilor cari nu pot invocă în favoarea lor o cauză de suspensiune.

Că dacă printre dânsii se găsește un minor, prescripția nu poate fi suspendată decât pentru partea cuvenită minorului care, după împlinirea prescripției față de ceilalți, va rămâne în indiviziune cu cel care a invocat și dovedit prescripția, care prin efectul acelei prescripțiuni s'a substituit celor cari au lăsat să se piardă drepturile lor. (Cas. I, 9 Martie 1912, B. p. 452).

13. Interpretarea actelor și constatarea faptelor din care instanța de fond își formează convingerea că din ele nu rezultă intenția părții de a accepta o succesiune este o chestie de apreciere suverană a instanței de fond. (Cas. III, 529/911 Curier Jud. 12/1912 ; In acelaș senz : Cas. I, 855/911, Curier Jud. 25/912 ; Cas. I, 26 Ian. 911 Bul. p. 31).

14. După dispozițiunile art. 700 c. civil, facultatea de a accepta sau de a renunța la o succesiune se prescrie prin 30 ani.

Prin urmare, un moștenitor care a stat în inacțiune 30 ani, față de moștenirea ce i se cuvine, rămâne străin de acea moștenire, de oarece nimeni nu poate fi silit să accepte o moștenire în contra voinței sale. (Cas. I, 186 din 1 Martie 1913, B. p. 581. Jur. Rom. 18/913 ; In acelaș senz Cas. I, 308 din 26 Aprilie 913. Curier Jud. 45/913).

15. Prescripțiunea extinctivă prevăzută de art. 700 c. civil, curge din momentul deschiderei succesiunii, iar nu din momentul când sucesibilul a luat cunoștință de vocațiunea sa la acea succesiune. (Cas. I, 186 din 1 Martie 1913, B. p. 581. Jur. Rom. 18/913).



16. După art. 700 c. civ., facultatea de a accepta sau de a se lepăda de o succesiune se prescrie prin treizeci ani iar acceptarea poate fi expresă sau tacită rezultată din acte pe care cineva nu li poate face decât în calitate de erede.

Astfel este faptul stăpânirii incon-tinue a unui pământ din o succesiune de către acela ce stăpânește așa ca el și-a păstrat calitatea de succesor și deci nu i se poate opune prescripția dreptului său așa că tribunalul violează art. 700 c. civil când hotărăște altfel. (Cas. I, 476 din 11 Sept. 913. Curier Jud. 70/913).

17. Partea intimată care se află în posesia unui teren ce se revendică de la dânsul poate să invoace în apărarea sa lipsa de calitate a reclamanților de a mai intenta acțiunea ca fiind pres-crisă pe temeiul art. 700 c. civ., chiar când e vorba de un pământ rural de oarece invoacă o prescripție extinctivă iar nu achizitivă pentru ca să fie ne-voit a dovedi că întrunește condițiile cerute de legea rurală spre a dobândi pământ rural. (Cas. I, 295 din 5 Apr. 1913. Curier Jud. 47/913).

18. Art. 700 c. civil, trebuie interpretat în sensul că după treizeci ani de inacțiune dela deschiderea succesiunii, moștenitorul pierde dreptul de a mai reclama moștenirea și e cu totul străin de dânsa, nemai putând nici să o ac-cepte nici să renunțe la ea. (Cas. I, 295 din 5 Apr. 913. Curier Jud. 47/913).

19. Suspendarea prescripțiunei din cauza minorității unuia din comoștenitori, poate să se invoace în materie de prescripțiune achizitivă, iar nu și când este vorba de prescripțiunea ex-tinctivă prevăzută de art. 700 c. civ., când prin trecerea de 30 ani dela des-chiderea succesiunii moștenitorul care a stat în inacțiune pierde calitatea de erede și este considerat ca străin de succesiune. (Apel Galați I, No. 89, 1913; Dreptul 1914, p. 14).

20. Tribunalul face o justă aplicare a art. 700 c. civ., când hotărăște că drepturile moștenitorilor majori stinse prin prescripțiune trebuie să profite comoștenitorului lor în același grad, al că-rui drept a fost conservat, iar nu ter-țiului detentor al averii successorale, care n'a dovedit că are dobândit vre-un drept fie prin prescripția achizitivă, fie în alt mod. (Cas. I, decizia No. 14, din 13 Ianuarie 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 115).

21. Prescripțiunea dreptului succesoral prevăzută de art. 700 c. civ., fiind extinctivă și făcând pe succesibil străin de succesiune, urmează că efectele ei sunt dobândite numai prin simplul fapt al tăcerii succesibilului timp de 30 ani, independent de orice posesiune urmată în contra lui din partea celui interesat să opue această prescripție.

Prin urmare, chiar dacă cel ce opune o asemenea prescripție este de națio-nalitate străină și nu poate dobândi pământ rural prin lunga posesiune, el poate totuș opune succesorului pre-scripția dreptului acestuia de a mai reclama averea succesorală. (Cas. I, decizia No. 307, din 27 Mai 1914; Ju-rispr. Rom. 1914, p. 353. Curier Jud. 55/914).

22. Termenul de 30 ani, în care se prescrie facultatea de a accepta sau re-pudia o succesiune, conform art. 700 c. civ., curge dela deschiderea succe-siunii în contra succesorului și evi-dent și în contra moștenitorilor săi, cari continuă personalitatea celui dintâi.

Prin urmare, Tribunalul interpre-tă greșit art. 700 c. civ., și violează prin-cipiile de drept în materie de succe-siune, când nu ține socoteală în calcula-rea termenului de prescripție de tim-pul strecurat dela moartea lui de cu-jus până la moartea succesorului său, pe motiv că moștenitorul acestuia nu ar fi avut această calitate în acel in-terval de timp, ca și cum drepturile acestui moștenitor în succesiunea lui de cujus n'ar fi aceleași pe care le avea autorul său, a cărui personalitate o continuă. (Cas. I, decizia No. 697, din 7 Decembrie 1915; Jur. Rom. 1916, p. 138).

23. În caz când sunt trei comoște-nitori, dintre cari unul minor și doi dintr'înșii n'au făcut nici un act de moștenire timp de 30 ani dela deschi-derea succesiunii, părțile acestora pro-fită moștenitorului care a făcut acte de erede și care deci are vocațiune la întreaga moștenire, iar prescripția achi-zitivă, invocată de terții cari au pose-dat timp de 30 ani părțile erezilor care n'au făcut acte de moștenire, nu poate fi opusă moștenitorului minor, de oarece posesia de 30 ani pentru a duce la prescripție ar trebui să fie utilă nu față de comoștenitorii care au stat în inacțiune și care deci trebuiesc consi-derați ca cum n'ar fi fost niciodată moștenitori, ci față de moștenitorul care singur a conservat dreptul său de moștenire și care urmează a fi fost încă dela deschiderea succesiunii sin-gurul moștenitor al defunctului, dar în contra căruia n'a putut curge pre-scripția achizitivă din cauza minori-tății. (Cas. I, decizia No. 279 din 16 Mai 1916; Jurispr. Rom. 25/918, p. 386).

24. Art. 700 c. civil dispune că facul-tatea de a accepta sau a se lepăda de o succesiune se prescrie prin același timp ce se cere pentru prescripția cea mai lungă a drepturilor imobiliare. Deși interpretarea acestui text este viu con-troversată în doctrină, totuși sistemul care prevalează, este acela că art. 700 c. civ., stabilește o prescripție a unei

simple facultăți: aceea de a repudia succesiunea și această facultate nu poate fi decât dreptul ereditar însuși, vocația succesibilului, așa că după 30 ani de la deschiderea succesiunii eredele care a stat în inacțiune voluntară și nu a luat o hotărâre în favoarea lui, a pierdut calitatea de erede, dreptul lui de erede este stins și el este considerat că nu a fost nici o dată chemat la acea moștenire; de unde consecința că el nu mai poate nici să o primească, nici să o repudieze chiar dacă în acest timp un alt succesibil nu a fost pus în posesiunea ei, nici să intențeze acțiunea în petiție de ereditate, sistem care se sprijină pe dispozițiile art. 686 c. civ. Prin urmare, în această ipoteză eredele rămas în inacțiune, se găsește absolut în aceeași situație ca și eredele care a renunțat expres la moștenire, iar în conformitate cu art. 697 c. civ., partea renunțătorului profită coerezilor săi, în virtutea principiului indivizibilității acceptării și solidarității vocațiunii ereditare. (C. Apel Buc. s. I, 44 din 30 Sept. 1918. Curier Jud. 48-49/920).

25. Deși prescripțiunea este, după art. 645 c. civ., un mod de a dobândi proprietatea, însă prescripțiunea stabilită de art. 700 c. civ. care curge chiar contra eredelui, este o prescripție extinctivă și un erede nu se poate prevala de posesiunea timp de 30 ani a porțiunilor ereditare care au stat în inacțiune 30 ani, căci printr-o ficțiune a legii, aceștia sunt considerați, din cauza inacțiunii lor timp de 30 ani, că nu au fost niciodată eredi defunctului și că prin urmare nu au avut din nici un moment vre-un drept asupra acestei moșteniri, iar porțiunile lor ereditare sunt socotite că nu au existat niciodată. Ca atare în specie, apelanta Ioana I. Popescu fiind în indiviziune

cu celalt erede, nu se poate prevala de porțiunile ereditare a celor cari s'au prescris, pe lângă porțiunea sa, în dauna celui alt erede, ci numai de  $\frac{1}{2}$  din averea rămasă de pe urma decedutului. (C. Apel Buc. s. I, 44 din 30 Sept. 1918. Curier Jud. 48-49/920).

26. Este constant în drept că prescripția extinctivă a facultății de a accepta sau de a repudia o succesiune și care conform art. 700 c. civ., are loc prin trecere de 30 ani, poate fi invocată nu numai de unul din moștenitori, care are interes să dovedească că după expirarea acestui termen, ceilalți coerezi au pierdut dreptul lor de succesiune și au rămas străini de ea, dar și de orice terț interesat, detinător al unor bunuri din succesiune cu condiția să facă dovada că termenul cerut pentru a prescrie, este împlinit. (Cas. I, 24 din 24 Ian. 1922. Jur. Rom. 5-6/922. Dreptul 19/922. Pand. Rom. 1922, III, 141).

27. Prescripția prevăzută de art. 700 c. civ., având de efect a stinge însuși dreptul succesoral, poate fi invocată nu numai de unul din moștenitori, în contra moștenitorului care prin neexercițiul dreptului său timp de 30 ani a rămas strein de moștenire, dar și de către un terț detinător al averii succesorale, căci legea nu distinge, pe același motiv că, moștenitorul al cărui drept s'a stins, nu mai poate reclama nimic din acea succesiune.

Prin urmare numai cu violarea disp. acestui text de lege instanța de fond a putut respinge finele de neprimire ridicat de recurent pe considerațiunea că dânsul este un terț detinător al bunurilor succesorale, fără nici o vocațiune la moștenire. (Cas. I, dec. 1253 din 8 Iulie, 1924. Jur. Gen. 1924. No. 1531).

28. A se vedea: art. 1844 cu nota 17.

**Art. 701.** — În tot timpul în care prescripțiunea dreptului de a accepta nu este dobândită în contra eredității ce au renunțat, ei au încă facultatea de a accepta succesiunea, dacă succesiunea nu este deja acceptată de alți eredi. Nu se pot vătăma însă drepturile cari ar fi dobândite de alte persoane asupra bunurilor succesiunii, sau prin prescripțiune, sau prin acte valabile, făcute de curatorele succesiunii vacante. (Civ. 406, 688, 700, 724 urm., 1876, 1882, 1883 urm., 1890; Civ. Fr. 790).

*Text. fr. Art. 790.* — Tant que la prescription du droit d'accepter n'est pas acquise contre les héritiers qui ont renoncé, ils ont la faculté d'accepter encore la succession, si elle n'a pas été déjà acceptée par d'autres héritiers; sans préjudice néanmoins des droits qui peuvent être acquis à des tiers sur les biens de la succession, soit par prescription, soit par actes valablement faits avec le curateur à la succession vacante.



## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 412-416, 705; VII, 531;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 1270, 1279, 1280, 1282, 1297; II, 2356-2372;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 186, 451, 452, 469 urm., 874;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 669; *Suppl. Successions*, 557 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 111 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 145; A  
 DEMOLOMBE, XV, 56, 60, 61, 64, 66, 71, 92-94, 100 urm., 103;  
 HUG, V, 180, 192;  
 LAURENT, IX, 451, 452, 454, 456, 469-471;  
 LE SELLYER, *Successions*, I, 75, 752;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 122, 123;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2031 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 263, 264, 290 urm.; (II, ed. 2-a, p. 744; IV, part. I, ed. 2-a, p. 541; IV, part. II, ed. 2-a, p. 185);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 236, 241;  
 NACU, I, p. 620; II, p. 118 urm.

## Jurisprudență.

1. Legiuitorul pentru a evita incertitudinea asupra dreptului de proprietate, spre a respecta drepturile câștigate și a preveni o reînoire continuă de partagiuri, a declarat în principiu că renunțarea la o succesiune este irevocabilă, însă a admis oare care excepțiuni, mai întâiu în favoarea erizilor minori și în urmă a întins această favoare tuturor erizilor fără distincțiune (art. 406 și 701). Or, din art. 701 rezultă că eredele care a renunțat poate reveni asupra renunțării sale și a accepta succesiunea, dacă dreptul de acceptare nu i s'a prescris și dacă succesiunea nu s'a acceptat de alți erezi. Și cum ultimii termeni ai acestui articol sunt generali, se aplică la toți aceia cărora partea renunțatorului le-ar profita, fie prin dreptul de creștere, fie prin dreptul de devoluțiune. Ast-fel fiind, de îndată ce o succesiune este vacantă, prin faptul renunțării erizilor și al neacceptării ei de alți succesori de un grad mai inferior, acela dintre erezi renunțatori care ar reveni cel dintâi asupra renunțării sale și ar accepta succesiunea, el o ia în întregul ei și exclude pe toți aceia cari s'ar prezentă în urmă spre a o accepta. (Trib. Ilfov I, 516, Nov. 3/89, *Dr.* 73/89).

2. Când o persoană, căreia i se cuveneă o succesiune, a murit fără să se fi lepădat de dânsa, sau fără să o fi

acceptat, moștenitorii săi pot renunța sau accepta acea moștenire. (Apel Iași II, C. Jud. 34/94).

3. După art. 701 cod. civil, eredele care a renunțat la succesiune poate reveni asupra renunțării și să accepte succesiunea, dacă dreptul său nu este prescris și dacă nu e acceptată de alți erezi; prin o asemenea acceptațiune însă nu se poate vătămă drepturile celor de al treilea dobândite în timpul renunțării. (Cas. II, 6 Iunie 1907, B. p. 1130).

4. Din dispozițiunile art. 701 codul civil nu rezultă că un străin de *de cuius*, care s'ar află în stăpânirea unei părți sau a totalității succesiunii lăsată de acesta, nu ar putea să opună unui fost moștenitor prescripțiunea extinctivă de 30 de ani a calității de moștenitor, prevăzută de art. 700 codul civil, de oarece art. 701 se ocupă de erezi cari, deși au renunțat formal la moștenire, totuși pot reveni asupra renunțării lor și să accepte succesiunea, dacă dreptul de acceptare nu li s'a prescris și dacă succesiunea n'ar fi acceptată de alți erezi.

Prin urmare, art. 701 din codul civil regulează raporturile cari pot exista între coerezi, dintre cari unii au renunțat, iar alții au acceptat succesiunea la care sunt chemați, în ipoteza că cei 30 de ani de inacțiune nu ar fi expirat. (Cas. I, 15 Dec. 1908, B. p. 2061).

**Art. 702.** — Nici chiar prin contractul căsătoriei nu se poate renunța la succesiunea unui om în viață, nici se pot înstrăina drepturile eventuale ce s'ar putea dobândi asupra succesiunii. (Civ. 5, 115, 845, 934, 965, 1224, 1226, 1900; Civ. Fr. 791).

*Text. fr. Art. 791.* — On ne peut même par contrat de mariage, renoncer à la succession d'un homme vivant, ni aliéner les droits éventuels qu'on peut avoir à cette succession.

#### Doctrină străină.

BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 520;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 79; II, p. 297;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 602 urm.; *Suppl. Successions*, 502 urm.;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 567, 754 urm.;  
LAURENT, IX, 419;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1969.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 88, 224, 274, n. 1, 314 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 20, 308, n. 2, 597, t. și n. 4, 603, 678, 686, 697, 702, 705, 760; IV, part. II, ed. 2-a, p. 144, 395; V, p. 114 urm.; VI, p. 786; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 29, 31, t. și n. 1; X, p. 194); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 178; *Observație* sub. Trib. regional superior din Colmar, 22 Nov. 1898. *Curier Jud.* 62/1900; „*Despre renunțarea la o moștenire viitoare*”. *Curier Jud.* 27/912; *Nota* sub. C. Apel Cernăuți, 26 Dec. 1921. *Pand. Rom.* 1923-II-124; *Nota* sub. C. Apel Rouen, 19 Mai 1922. *Jurispr. Gen.* 17/1923. No. 1243;  
CANTACUZINO MATEI, p. 240, 635, 714;  
DUMITRESCU A. M., II, 76;  
NACU, I, p. 324; II, p. 111, 112.

#### Jurisprudență.

1. Declarațiunea dată de legatar în josul testamentului, în timpul vieții testatorului, prin care ar recunoaște de bun testamentul, se consideră ca un pact asupra unei succesiuni viitoare, ceea ce legea oprește. El dar are acțiune în nulitatea aceluia testament pentru vitiile de care ar fi infectat. (Apel Buc. I, 243 Nov. 26/85. *Dr.* 14/86).

2. Sub imperiul legiuirii Caragea, ca și în dreptul Roman, renunțările la moștenirile viitoare, făcute cu consimțământul aceluia ce urmă să fie moștenit, nu erau considerate ca imo-

rale și deci nu erau oprite, pe câtă vreme Codul Calimach prin art. 1032 oprește asemenea renunțări, ca fiind contrare moralei. (Trib. Ilfov II, C. Jud. 20/97).

3. Părțile pot, cu ocaziunea unei transactioni făcută în baza legii, să recunoască unele fapte petrecute între ele, de natură a regulă interese de ordin pur material, fără ca prin aceasta să se violeze art. 702 din codul civil sau principiul ca orice convențiune asupra succesiunilor viitoare este nulă. (Cas. I, 30 Ian. 1908, B. p. 33).

4. A se vedea art. 965 cu notele respective.

**Art. 703.** — Erezii cari au dat la o parte, sau au ascuns lucruri ale unei succesiuni, nu mai au facultatea de a se lepăda de dânsa; cu toată renunțarea lor, ei rămân erezi și nu pot lua nici o parte din lucrurile date la o parte sau ascunse. (Civ. 405, 689, 712, 1162; C. p. 307; Civ. Fr. 792).

*Text. fr. Art. 792.* — Les héritiers qui auraient diverté ou recélé des effets d'une succession, sont déchés de la faculté d'y renoncer: ils demeurent héritiers purs et simples, nonobstant leur renonciation, sans pouvoir prétendre aucune part dans les objets divertis ou recelés.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 430; VI, p. 401, 404 urm., 420, 680;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2403, 2404, 2411, 2412, 2415, 2429, 2431, 2440, 2446, 2447, 2455, 2461, 2462, 2471, 2472, 2474;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 74; II, p. 364; ed. 1-a, III, p. 187, 459 urm., 585, 872, 887;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 625 urm., 647; *Suppl.*, *Successions*, 508 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 96 bis, V;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 552; IV, p. 192;



DEMOLOMBE, XIV, 337 bis, 472, 474, 476, 479, 480, 482, 484, 486, 492, 497, 499-503, 505;  
 HUC, V, 200-204, 206;  
 LAURENT, IX, 335, 336, 338-340, 343-345, 345 bis; XXIII, 29;  
 LE SELLYER, *Successions*, II, 778, 781, 789 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 128, 129;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2001 urm., 2734.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 227, 234, 236, 265, 282, 322 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 552; IV, part. II, ed. 2-a, p. 180; IX, p. 530, 531 nota); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 176; *Observație* sub. Cas. I, 482 din 29 Nov. 1905. Dreptul 35/1906; *Adnotație* sub. Cas. Fr., 8 Mai 1899. Curier Jud. 28/900;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 241;  
 GHIMPĂU D., „*Despre acceptarea forțată a unei succesiuni cu aplicare la minori*“. Curier Jud. 15/1911;  
 IVANOVICI ȘTEFAN, *Observație* sub. Jud. Ocol. Roșiori de Vede, 9 Oct. 1910. Dreptul 48/1911;  
 NACU, II, p. 98 urm.;  
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Limoges, 17 Iunie 1910. Dreptul 26/1911.

### Jurisprudență.

1. In caz de tăinuire de valori ereditare nu este a se aplica numai art. 703, ci împărțea la se poate desființa și pentru dol, când tăinuirea este frauduloasă. (Cas. I, 93/Mart. 5/93, B. p. 234).

2. La sumele sustrase de către un moștenitor din activul succesiunii, se datorește de către autorul sustragerii și dobânzi, și aceste dobânzi curg dela data morții lui decujus. Aceste dobânzi sunt datorite de moștenitorul ce a sustras o parte din moștenire, fie ca autor al unui delict civil, și, deci, fiind de rea credință, fie în baza prescripțiilor Codului civil că sumele datorite succesiunii de un erede produc dobânzi dela data deschiderii succesiunii. Aceste dobânzi se datoresc, tot dela moartea lui de cujus, și de moștenitorii eredului ce a sustras din activul succesiunii, întru cât datorile unei succesiuni, — cu restricțiunile din art. 774 și 777 din codul civil, — trec la moștenitori, în condițiunile și cu sarcinile ce existau în persoana lui de cujus. (Cas. I, 133/900 B. p. 311).

3. Mandatarul însărcinat cu administrarea unei averi succesoriale este dator să dea socoteala de lucrările sale și să remită succesiunii, ceea ce a primit în puterea mandatului său. (Cas. I, 13 Iun. 1907 B. p. 1097).

4. Conform art. 703 din codul civil, erezii cari au dat la o parte sau au ascuns lucruri de ale succesiunii, nu mai pot lua nici o parte din lucrurile date la o parte sau ascunse. (Cas. I, 13 Iun. 1907, B. p. 1097).

5. Aprecierea faptelor și circumstanțelor de natură a stabili intențiunea frauduloasă a eredului, care a dat la o parte lucruri de ale succesiunii, intrând în atribuțiunile suverane ale judecătorilor de fond, scap controlului Curții de Casație, și, prin urmare, nu pot face baza unui motiv de casare. (Cas. I, 13 Iun. 1907, B. p. 1097).

6. După art. 703 codul civil, erezii

cari au dat la o parte sau au ascuns lucruri ale unei succesiuni, nu mai au facultatea de a se lepăda de dânsa; cu toată renunțarea lor, ei rămân erezi și nu pot lua nici o parte din lucrurile date la o parte sau ascunse. Prin această dispozițiune, legiuitorul român, ca și cel francez a voit să vizeze intențiunea doloasă a moștenitorului care deține un obiect al moștenirii și aceasta este elementul esențial pentru ca această dispozițiune să-și poată avea aplicațiunea. (Trib. Ilfov, III, *Dr.* 21/909 p. 161).

7. Dispozițiunea art. 703 codul civil, menită a păstra egalitatea între moștenitori, își are aplicațiunea și în ceea ce privește bunurile imobiliare, precum și atunci când este vorba de fapte petrecute înainte de moartea defunctului. (Trib. Ilfov, III, *Dr.* 21/909, p. 161).

8. Dispozițiunile art. 703 c. civil, după care cel ce a sustras o parte din averea succesorală, este decăzut din dreptul de a veni la succesiunea acelei averi, sunt aplicabile atunci când se dovedește intenția frauduloasă a aceluia ce și-a însușit o parte din succesiune. (Trib. Ilfov, I, *Dr.* 76/910 p. 610).

9. După dispozițiunile art. 703 din codul civil erezii cari au ascuns lucruri ale unei succesiuni, nu pot lua nici o parte din lucrurile sustrase; ca să aibă loc însă decăderea eredului din dreptul de a moșteni lucrurile date la o parte din succesiune, se cere ca fraudă să existe din partea sa, simpla eroare sau neglijența nefiind suficientă pentru aplicarea art. 703 din codul civil. Astfel nedeclararea de către erede a existenței unei creanțe nici la faceerea inventarului, nici la plata taxelor de înregistrare, cu ocazia punerii lui în posesie, precum și încasarea acelei creanțe dela debitor, face să substituie reaua credință a eredului și intențiunea lui de a-și însuși acea avere așa că, în asemenea caz, dispozițiile art. 703 din codul civil sunt aplicabile. (Trib. Ilfov s. III, 181/912. Curier Jud. 29/912).

Secțiunea III. — *Despre beneficiul de inventariu, despre efectele sale și despre obligațiunile eredelui beneficiar.*

**Art. 704.** — Declarațiunea unui erede că ia această calitate sub beneficiu de inventariu, trebuie să fie făcută la grefa tribunalului de prima instanță a districtului în care succesiunea este deschisă; ea trebuie să fie înscrisă pe registrul destinat pentru trecerea actelor de renunțare. (Civ. 95, 685, 705 urm.; Pr. civ. 702 urm.; Civ. Fr. 793).

*Text. fr. Art. 793.* — La déclaration d'un héritier, qu'il entend ne prendre cette qualité que sous bénéfice d'inventaire, doit être faite au greffe du tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel la succession s'est ouverte: elle doit être inscrite sur le registre destiné à recevoir les actes de renonciation.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, 397, 398-406;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 1488, 1523; II, 1691, 1693, 1701;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 67; ed. 1-a, III, p. 231, 474, 597;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 703 urm.; *Suppl. Successions*, 575 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 114 bis, II;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 321; II p. 145;  
 DEMOLMBE, XV, 13, 14, 126, 133;  
 HUC, V, 209, 210;  
 LAURENT, IX, 371, 379, 380;  
 LE SELLYER, *Successions*, I, 547; II, 804;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 130;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2015.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 236, 346 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 219); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 182;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 300;  
 NACU, II, p. 125.

#### Jurisprudență.

1. Acceptarea sub beneficiu de inventar este un avantajiu acordat de lege eredelui, de care el poate uză sau nu, pe care îl poate invoca față de unii creditori fără a-l invoca față de alții, la care poate renunța chiar după ce l-a invocat, și pe care îl poate pierde fie printr'un act de erede pur și simplu, fie lăsând să se pronunțe contra lui o sentință definitivă care îl condamnă ca erede pur și simplu. Creditorii cari urmăresc pe eredele, care a acceptat sub beneficiu de inventar, nu sunt obligați să țină seamă de această situațiune a eredelui decât dacă el o invoacă, și, atunci când el n'a voit, sau a omis a se prevală de dânsa justiția trebuie să-l condamne personal, fără nici o rezervă. Un minor, nu poate accepta decât sub beneficiu de inventar dar odată condamnat definitiv ca erede pur și simplu, el nu mai poate schimba această sentință pe bază de

contestatie; nu-i rămâne decât acțiunea în despăgubire în contra celor ce nu l-au apărut și, în ori ce caz, calea revizuirii întemeiată pe art. 291 Pr. civilă. (Apel Buc. III, Dr. 50/902).

2. Dispoziția art. 704 din codul civil, după care un moștenitor este în totdeauna în drept să accepte succesiunea sub beneficiu de inventar, este o dispoziție de ordine publică care, ca atare, nu poate fi înlăturată printr'o convenție particulară; de unde rezultă, ca consecință, că moștenitorul unui asociat în nume colectiv, care a acceptat succesiunea acestui din urmă sub beneficiu de inventar, nu devine asociat cu răspundere nemărginită, acceptarea beneficiară a averii sociale excluzând prin ea însăși, ca necesitate pentru acceptant, calitatea de asociat cu răspundere nemărginită și, deci, un asemenea asociat nu răspunde ultra vires hereditarias. (Apel Iași I, s. v., 1919. Justiția, 1919. An. III, No. 1-2).

**Art. 705.** — Această declarațiune n'are efect decât fiind precedată sau urmată de un inventariu fidel și exact a bunu-



rilor succesiunii, făcut după formele cerute de legile de procedură și în termenile mai jos hotărîte. (Civ. 704, 706, 709 urm., 712, 723; Pr. civ. 674, 702—707; Civ. Fr. 794).

*Text. fr. Art. 794.* — Cette déclaration n'a d'effet qu'autant qu'elle est précédée ou suivie d'un inventaire fidèle et exact des biens de la succession, dans les formes réglées par les lois sur la procédure, et dans les délais qui seront ci-après déterminés.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 400, 401;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 1679-1682, 1684, 1688, 1690;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 473, 474;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 718 urm.; *Suppl. Successions*, 581 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 116 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XV, 131, 137, 138, 140-142;  
 HUC, V, 211;  
 LAURENT, IX, 383, 384, 386;  
 LE SELLYER, *Successions*, II, 818;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 130;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2017 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 236, 346 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 219); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 182, nota 2;  
 NACU, II, p. 125.

### Jurisprudență.

1. Din termenii întrebuițați de art. 705, nu se poate induce că peste termenele acordate de art. 706 și 709 eredele nu mai poate face inventar, și prin aceasta pierde calitatea de erede beneficitar, căci în fața art. 711 eredele conservă și după expirarea acestor termene facultatea de a face inventariu și de a se declara erede beneficitar, dacă n'a făcut acte de erede sau dacă nu s'a dat contra lui o hotărîre judecătorească definitivă care să-l condamne ca erede pur și simplu. Declarațiunea neprecedată sau neurmă de inventariu este învederat că n'are efect adică că succesibilul nu poate să se bucure de beneficiul inventariului, cu toate acestea lipsa de inventariu nu-l poate constitui erede pur și simplu. Acceptarea unei succesiuni fiind chestiune de intențiune, prin declarațiunea sa eredele a manifestat voința de a accepta sub beneficiu de inventariu și, pentru a avea și foloasele ce art. 713 acordă eredelui beneficitar, el n'are de cât să îndeplinească această condițiune, facerea inventariului, prin care să desăvârșească calitatea de erede beneficitar. Și cum art. 705 prescrie facerea unui inventariu fidel și exact a bunurilor succesiunii, făcut după formele de procedură; iar art. 675 pr. civ. la care se referă art. 705 c. civ., regulând aceste forme, declară că inventa-

riul trebuie să fie o descriere fidelă a tuturor obiectelor aflate sub peceti; de unde urmează că în lipsă de avere, inventariul este imposibil. Iar formalitatea încheierii unui proces verbal de ne-avere, prevăzut de art. 924 pr. civ. franceză, este o formalitate pe care procedura noastră civilă n'a prescris-o în această ipoteză și din neîndeplinirea ei, nu numai că nu se poate deduce pierderea unui drept dar încă neadmiterea ei de procedura civilă română este o probă care învederează neutilitatea ei. (Apel Buc. I, 181, Octom. 30/87, Dr. 2/88).

2. În principiu, averea ce se găsește la o persoană, în momentul încetării sale din viață, e presuptă, până la proba contrarie, că este a ei; și inventariile făcute în regulă pentru asemenea averi, până la lămuriri legale ulterioare, pot face credință atât că averea descrisă într'însele este a defunctului, cât și că obiectele din care se compun are valoarea ce obicinuit li se recunoaște, ori după indicațiunile lor intrinsece, ca efectele publice, cambiile, etc., ori după preturile ce li se fac, pentru a le ridică acest caracter probatoriu cei interesați sunt datori a-l combate, nu prin simple alegațiuni, ci prin dovezile cerute anume de lege după natura și obiectul contestațiunii ce face. (Cas. I, 444/Dec. 14/90, B. p. 1423).

**Art. 706.** — Se dă eredelui din ziua deschiderii succesiunii 3 luni pentru facerea inventariului.

I se mai acordă pentru a delibera asupra acceptării sau repudierei succesiunii, un termen de 40 zile care va începe a curge din ziua expirării a celor 3 luni date pentru inventariu, sau din ziua încheierii inventariului, dacă s'a terminat mai înainte de expirarea celor 3 luni. (Civ. 707, 708 urm.; Pr. civ. 321, 674 urm.; Lege autorizând luarea de măsuri în vederea stărei de război cu privire la familia și averea celor mobilizați (Mon. of. 221/916), Art. 18; Civ. Fr. 795).

*Text. fr. Art. 795.* — L'héritier a trois mois pour faire inventaire, à compter du jour de l'ouverture de la succession.

Il a de plus, pour délibérer sur son acceptation ou sur sa renonciation, un délai de quarante jours, qui commencent à courir du jour de l'expiration des trois mois donnés pour l'inventaire, ou du jour de la clôture de l'inventaire s'il a été terminé avant les trois mois.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 422-424, 426;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 1321, 1323;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 164, 182, 446, 455 urm., 474, 610;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 118 bis; 317 bis;  
 DEMOLOMBE, XIV, 266, 267, 269, 271, 273;  
 HUC, V, 212;  
 LAURENT, IX, 268, 270, 271;  
 LE SELLYER, *Successions*, II, 830;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 131;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1962 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 94, 353 urm.; 711; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 183;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 242;  
 NACU, II, p. 121 urm.

#### Jurisprudență.

1. Legiuitorul noului cod de procedură civilă, în art. 323 înlocuind expresia de sentințe preparatorii prin premergătoare a înțeles să cuprindă și sentințele *interlocutorii*. Nu se cuprind aici sentințele premergătoare, cari au caracter definitiv sau provizoriu, ca: sentințele prin cari se acordă de tribunal un termen de 3 luni și 40 zile (706 c. c.), moștenitorilor uneia din părți, pentru a delibera asupra acceptării sau repudierei succesiunii. (Apel Buc. III, Dr. 16/903).

2. Prin art. 257 din procedura civilă legiuitorul nostru nu a admis în materie de perimare nici suspendarea, nici prelungirea termenului de perimare, astfel că, în caz de moarte a uneia din părțile implicate, termenele deficiente de art. 706 din codul civil pentru deliberarea și facerea inventariului, nu pot să întreprună curgerea termenului de perimare. (Cas. I, 16 Dec. 1908. B. p. 2065).

3. Curatorul provizoriu al unei succesiuni fiind numit pentru timpul prevăzut de art. 706 c. civil și numai asupra averii imobiliare, el nu mai poate fi chemat în judecată pentru plata datoriilor succesiunii, după expirarea aceluia termen, întru cât mandatul său se consideră expirat. (Trib. Vâlcea 287/912. Curier Jud. 79/912).

4. Dreptul de a cere perempțiunea instanțelor nu se suspendă prin moartea părții sau prin termenul de 3 luni și 40 de zile acordat de art. 706 c. civ., pentru ca moștenitorii să delibereze spre a se pronunță dacă acceptă succesiunea; de oarece nu există un text de lege care să admită acest lucru, și pentru că nimic nu împiedică pe moștenitori să oprească cursul perempției, făcând acte de procedură, cari sunt acte pur conservatorii, și care nu le-ar atrage implicit calitatea de moștenitori. (Trib. Iași II, No. 260, 1915; Justiția, 1915. p. 59).

5. A se vedea: art. 1429 cu nota 23; art. 1440 cu nota 10.



**Art. 707.** — Dacă cu toate acestea sunt în succesiune obiecte supuse stricăciunii, sau obiecte a căror conservare ar costă mult, eredele poate în calitate sa de persoană în drept a succede și fără să se poată zice că s'a făcut acceptațiune din parte-i, să ia autorizarea justiției ca să se vândă acele obiecte.

Această vânzare trebuie să se facă cu forma vânzărilor publice. (Civ. 690, 716; Pr. civ. 702 urm.; Civ. Fr. 796).

*Text. fr. Art. 796.* — Si cependant il existe dans la succession des objets susceptibles de déperir ou dispendieux à conserver, l'héritier peut, en sa qualité d'habile à succéder, et sans qu'on puisse en induire de sa part une acceptation, se faire autoriser par justice à procéder à la vente de ces effets.

Cette vente doit être faite par officier public, après les affiches et publications réglées par les lois sur la procédure.

#### Doctrină străină.

CARRÉ ET CHAUVEAU Q. 2508;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 458;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, II, 99 bis;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 298;  
DEMOLOMBE, XIV, 275, 276;  
LAURENT, IX, 276;  
MOURLON, ed. 7-a II, p. 132;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1999.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 254, 255, 917; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 622). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 183;  
CANTACUZINO MATEI, p. 231;  
NACU, II, p. 121 urm.;  
TĂTARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 72.

**Art. 708.** — În timpul termenelor pentru facerea inventariului și pentru deliberare, eredele nu poate fi silit a se pronunța și nu se poate obține o condamnățiune în contră-i. Dacă el renunță după expirarea termenelor, sau înaintea expirării lor, cheltuelile ce legiuit s'a făcut de dânsul până la acea epocă privesc succesiunea. (Civ. 706, 709 urm., 1884; Civ. Fr. 797).

*Text. fr. Art. 797.* — Pendant la durée des délais pour faire inventaire et pour délibérer, l'héritier ne peut être contraint à prendre qualité, et il ne peut être obtenu contre lui de condamnation: s'il renonce lorsque les délais sont expirés ou avant, les frais par lui faits légitimement jusqu'à cette époque sont à la charge de la succession.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 422-424;  
AUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 1329, 1334; III, 4016;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 446, 455, 456;  
DEMOLOMBE, XIV, 273, 279-281, 284, 287;  
HUC, V, 214, 406;  
LAURENT, IX, 265, 267, 272, 275;  
LE SELLYER, *Successions* II, 841;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 132;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1965.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 228, 355, 359 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 579).  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 183, 195;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 242;  
 NACU, II, p. 121 urm.

## Jurisprudență.

1. Din textul și spiritul art. 708 rezultă că după expirarea arătatelor termene erezii acționați în judecată de către creditorii defunctului trebuiesc să facă declarațiune formală pentru renunțarea la succesiune sau pentru primirea ei. (Apel Iași, II, 31, Mart. 19/90. Dr. 36/90).

2. Mostenitorii, cari n'au sezină, nu

pot paraliza la infinit acțiunile intente în contra moștenirii și dacă dânsii nu pot fi siliți să se pronunțe asupra primirii sau respingerii moștenirii în termenele fixate de lege pentru deliberare și inventar, după expirarea acestor termene însă, ei pot să fie siliți de reclamant să facă opțiune. (Cas. I. 458/904. B. p. 1562).

3. A se vedea: art. 1440, nota 10.

**Art. 709.** — După expirarea termenelor arătate, eredele urmărit poate cere un nou termen, pe care tribunalul ce se află în cercetarea urmăririi, îl acordă sau îl refuză după circumstanțe. (Civ. 706, 710 urm., 711; Civ. Fr. 798).

*Text. fr. Art. 798.* — Après l'expiration des délais ci-dessus, l'héritier, en cas de poursuite dirigée contre lui, peut demander un nouveau délai, que le tribunal saisi de la contestation accorde ou refuse suivant les circonstances.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 424, 425;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 1347;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 164, 182, 456;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 737;  
 DEMOLOMBE, XIV, 292, 295;  
 LAURENT, IX, 269;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 131;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1963.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 353 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 183;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 242;  
 NACU, II, p. 121 urm.

**Art. 710.** — Cheltuelile urmăririi în cazurile articolelor precedente, privesc succesiunea, dacă eredele justifică, sau că n'a cunoscut evenimentul morței sau că termenele i-au fost neîndeplătoare, din cauza situațiunei bunurilor, sau din cauza contestațiunilor ivite. Dacă el nu poate justifică, cheltuelile îl privesc. (Civ. 708, 709; Civ. Fr. 799).

*Text. fr. Art. 799.* — Les frais de poursuite, dans le cas de l'article précédent, sont à la charge de la succession, si l'héritier justifie, ou qu'il n'avait pas eu connaissance du décès, ou que les délais ont été insuffisants, soit à raison de la situation des biens, soit à raison des contestations survenues: s'il n'en justifie pas, les frais restent à sa charge personnelle.

## Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 456;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 734 urm.; *Suppl. Successions*, 588 urm., 903 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 132;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1966.



## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 353 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 183;  
CANTACUZINO MATEI, p. 242;  
NACU, II, p. 121 urm.

**Art. 711.** — Erededele conservă cu toate acestea după expirarea termenelor acordate de art. 706, chiar după expirarea termenelor date de judecător, conform art. 709, facultatea de a face încă inventariu și de a se declara eredele beneficiar; aceasta însă în caz când dânsul n'a făcut acte de erede sau în caz când nu este dat în contră-i o hotărîre judecătorească desăvârșită, care să-l condamne ca erede curat și simplu. (Civ. 689, 704 urm., 1201; Civ. Fr. 800).

*Text. fr. Art. 800.* — L'héritier conserve néanmoins, après l'expiration des délais accordés par l'article 795, même de ceux donnés par le juge, conformément à l'article 798, la faculté de faire encore inventaire et de se porter héritier bénéficiaire, s'il n'a pas fait d'ailleurs acte d'héritier, ou s'il n'existe pas contre lui de jugement passé en force de chose jugée, qui le condamne en qualité d'héritier pur et simple.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 402-404 urm., 425;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, I, 1362, 1367, 1372, 1375;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 457. 474. 476;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 930 urm.; *Suppl. Successions*, 700 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 122 bis;  
DEMOLOMBE, XIV, 297, 336, 354; XV, 148 urm.;  
HUC, V, 515, 218;  
LAURENT, IX, 391;  
LE SELLYER, *Successions*, I, 548;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 133 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2024.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 362 urm.; (VII, p. 566 urm.); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 183; „O chestiune asupra art. 711 c. civ.,” *Dreptul*, 76/1902;  
CANTACUZINO MATEI, p. 242;  
NACU, II, p. 122 urm.

## Jurisprudență.

1. Dacă eredele a făcut declarațiune la grefa tribunalului de primirea succesiunii părintelui său sub beneficiu de inventar, și după aceasta a introdus o acțiune în revendicarea unei moșii în calitate de fiu și erede al tatălui său, iar pentru susținerea procesului dă procură unui avocat, luându-și aceeași calitate atât în procură cât și în celelalte acte ale procesului, continuarea procesului și procura dată este un act de conservare și de pură administrațiune, care nu implică nici de cum intențiunea de a accepta, căci prin aceasta el n'a dispus de nimic ci a îngrijit ca pământul ce făcea obiectul revendicării să rămână în succe-

siune, fapt care eră pentru el o datorie isvorând din calitatea de erede sesizat, și fiindcă în virtutea sesinei eredele posedă fără să aibă trebuință de nici o acceptațiune, ca posesor e obligat să păstreze bunurile ereditare și chiar pe acelea asupra cărora nu are nici un drept. Și deși în procură și în actele urmate cu procedura procesului el își ia calitatea de erede, de aci nu se poate deduce că el și-a exprimat voința de a fi erede pur și simplu, căci cuvântul de erede întrebuițat în acte de pură administrațiune e sinonim cu succesibil. Și voința de a accepta pur și simplu o succesiune trebuie să fie astfel exprimată în cât să lase a se presupune neapărat intențiunea de a accepta (art. 689); or, eredele în ches-

tiune, departe de a fi manifestat o astfel de intențiune, înainte încă de a începe procesul a făcut declarațiune conform art. 704 că acceptă sub beneficiu de inventariu, și prin urmare în această calitate a continuat procesul, și conform acestei voințe exprimate de el trebuia să se înțeleagă calitatea de erede ce-și dă în diferitele acte de procedură. Asemenea din deciziunea prin care i se respinge acțiunea în revendicare și-l condamnă la cheltueli, nu se poate conchide că el a fost condamnat ca erede pur și simplu pentru că art. 711 nu-și are aplicațiune de cât în ipoteza în care creditorii sau coerezii atribuiesc succesibilului un act de erede și obțin contra lui o hotărîre care-l

condamnă ca erede pur și simplu; apoi hotărîrea în chestiune îi respinge acțiunea intentată, și după art. 711 trebuie să se fi dat contra-i o hotărîre desăvârșită care să-l condamne ca erede pur și simplu. În fine, un creditor al defunctului nu poate invoca o hotărîre la care n'a luat parte, căci după art. 1201, hotărîrile n'au puterea lucrului judecat de cât între părțile care au fost în cauză; și acest principiu e general și trebuie aplicat în toate cazurile în cari legea nu deroagă, și prin urmare și în cazul art. 711, care e una din aplicațiunile sale. (Apel Buc. I, 181, Oct. 80/87. *Dr.* 2/88).

2. A se vedea și *notele* de sub art. 689.

**Art. 712.** — Eredede care a ascuns obiecte de ale succesiunii, sau care cu știință și rea credință n'a trecut în inventariu efecte dintr'însa, nu se poate folosi de beneficiul de inventariu. (Civ. 603, 702, 1898; Pr. civ. 705; C. p. 307; Civ. Fr. 801).

*Text. fr. Art. 801.* — L'héritier qui s'est rendu coupable de recélé, ou qui a omis, sciemment et de mauvaise foi, de comprendre dans l'inventaire, des effets de la succession, est déchu du bénéfice d'inventaire.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 401, 404 urm., 467-469;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 1923, 2447;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 364; ed. 1-a, III, p. 461, 477;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 961 urm.; *Suppl. Successions*, 715 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 96 bis, V; 126 bis;  
 DEMOGUE I, *Sources des Obligations*, IV p. 191;  
 DEMOLOMBE, XIV, 336; XV, 119, 139, 264, 364, 381, 390;  
 HUC, V, 206, 220;  
 LAURENT, IX, 338, 403 ter, 406, 407, 411;  
 LE SELLYER, *Successions*, II, 789, 790, 945;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 133 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2166.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 322 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 308 n. 2; IX, p. 530). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 181, 183; *Adnotație* sub Cas. Fr. 8 Mai 1899. *Curier Jud.* 28/1900;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 241;  
 IVANOVICI ȘTEFAN, *Observație* sub. *Judec. ocol Roșiori-de-Vede*, 9 Oct. 1910. *Dreptul* 48/1911;  
 NACU, II, p. 98 urm.

#### Jurisprudență.

1. Moștenitorul beneficiar se consideră ca moștenitor pur și simplu, nu numai atunci când vinde imobilele, dar și mobilele succesiunii fără nici o formalitate; aceasta mai cu seamă, dacă se constată că dânsul a ascuns obiecte de ale succesiunii, mai înainte de facerea inventariului. (Cas. I, 405/94. B. p. 1217).

2. Eredede beneficiar, care vinde imobilele succesiunii, fără observarea formalităților legale, se socotește erede pur și simplu și astfel devine răspunzător cu bunurile sale personale de toate datoriile lui de cujus, independent dacă prin vânzarea făcută s'a cauzat sau nu vre-un prejudiciu creditorilor. (Trib. Vâlcea. *Dr.* 54/97).



**Art. 713.** — Beneficiul de inventariu dă eredelui avantajul:

1. De a plăti datoriile succesiunii numai până în concurența valorii bunurilor ce el a primit; de a se scuti chiar de plata datoriilor, predând toate bunurile succesiunii creditorilor și legatarilor.

2. De a nu amestecă bunurile sale proprii cu acelea ale succesiunii, și de a conserva în contra succesiunii, dreptul de a cere plata creanțelor sale. (Civ. 405, 685, 714 urm., 778, 1108 § 4, 1792, 1795, 1882, 1883, 1892; Civ. Fr. 802).

*Text. fr. Art. 802.* — L'effet du bénéfice d'inventaire est de donner à l'héritier l'avantage.

1<sup>o</sup> De n'être tenu du paiement des dettes de la succession que jusqu'à concurrence de la valeur des biens qu'il a recueillis, même de pouvoir se décharger du paiement des dettes en abandonnant tous les biens de la succession aux créanciers et aux légataires;

2<sup>o</sup> De ne pas confondre ses biens personnels avec ceux de la succession, et de conserver contre elle le droit de réclamer le paiement de ces créances.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, p. 698; IV, p. 232; VI, p. 407-409; 444-450, 455, 467, 504-506; BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 1782, 1783, 1796, 1797 urm., 1806, 2087, 2089, 2095, 2097, 2100, 2101 urm., 2111-2113, 2117, 2118, 2121, 2124, 2174; III, 3539; COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 124, 861; ed. 1-a, III, p. 230, 580, 590, 594, 595, 596, 597, 598; DALLOZ, *Rép. Successions*, 756 urm.; *Suppl. Successions*, 592 urm.; DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 124 bis, III; 125 bis, I; DEMOLOMBE, XIV, 514; XV, 125, 159 bis, 161, 163 urm., 165, 168-171 urm., 173, 183-185, 187, 190, 191, 191 bis, 192-195, 206 urm., 208, 210, 211 urm., 214, 215, 220-223, 267, 268, 327, 346; HUC, V, 225-230; LAURENT, X, 76, 80, 81 urm., 86, 90 urm., 93, 95, 97-100, 103-107, 109-111 urm., 114 urm., 153, 166, 178, 179; LE SELLYER, *Successions*, I, 542; II, 910; MOURLON, ed. 7-a, II, p. 138, 139; PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2106 urm., 2137.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 3-a, p. 366 urm., 401, 554 n. 1; IV, part. II, ed. 2-a, p. 219; VI, p. 239; X, p. 691); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, 181, 220; BIRNBERG I., *Nota*, sub C. Apel Buc. S. I, 141 din 18 Iunie 1914. Pand. Rom. 1922, II, 237; CANTACUZINO MATEI, p. 239, 301; CERBAN ALEX., *Nota*, sub. Cas. I, 1052 din 10 Iunie 1924, Curier Jud. 39/924; NACC, II, p. 132 urm.

#### Jurisprudență.

1. Accepțiunea cu beneficiu de inventar a unei moșteniri împiedică confuziunea patrimoniului defunctului cu acela al moștenitorilor. Efectul direct și principal al acestui beneficiu este de a face să fie scutit moștenitorul beneficiar a plății toate acele datorii ale defunctului care trec peste valoarea bunurilor moștenirii primită cu inventariu. Inșă nu are dreptul de a cere înapoi vre-o parte din banii cu care a fost achitat creditorul succesiunii, de oare ce acesta n'a primit de cât ceea

ce erà al său. (Apel Buc. III, 145, Mai 4/82. *Dr.* 67/82).

2. Erezii sub beneficiu de inventar, sunt datori de a plăti pe creditorii succesiunii până la concurența averii rămasă dela defunct (art. 713-720), și pentru admiterea propriilor lor creanțe dânșii trebuie să vină în concurență cu toți creditorii la tabloul de ordine, fără ca să poată invoca altă preferință la plată, de cât aceea ce ar avea-o titlurile lor de creanță. (Cas. I, 300/Oct. 5/92, B. p. 854).

3. Omisiunea, ce judecata face de a se pronunță asupra mijlocului de apă-

rare, ce o parte invoacă și întemeiat pe faptul că, fiind moștenitor beneficiar, nu poate să răspundă decât în măsura emolumentului său, adică până în concurența valorii bunurilor ce a primit, este esențială, întru cât un asemenea mijloc este de natură a modifica, măcar în parte, soluțiunea procesului, și deci hotărârea ce dă este casabilă. (Cas. I, 148/900. B. p. 500).

4. Legatarul universal, care acceptă succesiunea sub beneficiu de inventar, nu poate fi urmărit pentru plata datoriilor succesoriale și a legatelor particulare, de cât asupra bunurilor ereditare și până la concurența valorii acestor bunuri, iar nu asupra bunurilor sale proprii. Și creditorii succesiunii urmând a fi plătiți din averea succesorală, cu preferință, asupra legatelor particulare, dacă acea avere n'a fost suficientă a regulă pe creditorii succesiunii, acceptată de legatarul universal, sub beneficiu de inventar, legatele particulare trebuie considerate caduce în lipsă de obiect și ca atare legatarul

universal nu poate fi ținut a plăti statului taxele de înregistrare pentru aceste legate, iar dacă el le-a consemnat pentru judecarea contestațiunii, are dreptul de a cere restituirea lor. (Apel Buc. I, Dr. 21/905).

5. Abandonul bunurilor succesoriale creditorilor de către eredele care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, făcut în conformitate cu dispozițiunile art. 713 cod. civil, deși dispensează pe moștenitor de sarcina administrării bunurilor și de responsabilitățile ce le poate atrage, nu-i ridică însă și calitatea de sucesor al drepturilor și obligațiilor ce decurg din această calitate, de oarece succesiunea nedevenind vacantă, sucesorul continuă să rămână proprietarul care va culege averea, dacă prețul vânzării ar întrece creanțele succesiunii. (Apel Iași II, No. 31, 1913; Dreptul 1914, p. 84).

6. A se vedea: art. 405 cu notele 1, 4; art. 408 cu nota 6; art. 781 cu notele 1, 4, 5.

**Art. 714.** — Eredele beneficiar administrează bunurile succesiunii și este dator să dea socoteală de administrațiunea sa creditorilor și legatarilor. El nu devine răspunzător cu bunurile sale proprii, decât după ce i se va fi cerut darea socotelilor și el nu va fi îndestulat această îndatorire.

După lămurirea socotelilor el nu poate fi răspunzător cu bunurile sale proprii, decât până la concurența sumelor ce rămâne dator. (Civ. 713, 715 urm., 777, 778, 1079; Pr. civ. 707; Civ. Fr. 803).

*Text. fr. Art. 803.* — L'héritier bénéficiaire est chargé d'administrer les biens de la succession, et doit rendre compte de son administration aux créanciers et aux légataires.

Il ne peut être contraint sur ses biens personnels qu'après avoir été mis en demeure de présenter son compte, et faute d'avoir satisfait à cette obligation.

Après l'apurement du compte, il ne peut être contraint sur ses biens personnels que jusqu'à concurrence seulement des sommes dont il se trouve reliquataire.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 450-455, 463-467;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 1735, 1864, 1881, 2145, 2147, 2150, 2159, 2160, 2171, 2183, 2184, 2188;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 956; ed. 1-a, III, p. 230, 597, 600, 602;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 810 urm., 886 urm., *Suppl. Successions*, 624 urm., 664 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 126 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XV, 211, 213, 226, 228-230, 233, 253, 254, 257-259, 262-266, 332-336, 343, 344, 348 bis;  
 HUC, V, 232, 233, 235;  
 LAURENT, IX, 403 ter; X, 118, 119, 122, 132, 137, 142, 143, 175, 182, 183;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 138, 139;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2108, 2161, 2164.



## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 369, 381, 393, 394 urm., 416, 439; (VI, p. 465);  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 220; *Observație* sub. Cas. I, 205 din 28  
 Mai 902. Curier Jud. 56/902;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 301;  
 NACU, p. 126 urm.

## Jurisprudență.

1. Din obligațiunea și facultatea erilor beneficiari de a da compt creditorilor și a le achita creanțele rezultă virtualmente și datorica ca, în caz de lipsa numerariului să vândă averea pentru a putea îndeplini arătata lor îndatorire, căci numai ast-fel pot achita datorile către creditori și să facă un compt definitiv despre averea succesorală, din care dânsii nu pot beneficia de cât de restul ce ar mai rămâne după plata datoriilor succesiunei. Prin urmare rău tribunalul refuză autorizarea vânzării averei, pe motiv că erezii beneficiari pot dispune de avere prin împărțeală cum ar voi fiind-că sunt majori, căci în calitatea lor de erezi beneficiari nu pot să împartă de cât prisosul ce ar rămâne în urma plății datoriilor, cum s'a arătat mai sus. (Apel Iași, I, jurn. 1254, Nov. 3/88, *Dr.* 72/89).

2. Când moștenitorul rezervatar, care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, refuză plata unui legat sub pretext că depășește porțiunea disponibilă, introducând chiar o acțiune în reducțiune, legatarul nu poate cere dela trib. numirea unui sequestru judiciar, până la rezolvirea procesului în reducțiune, atunci mai cu seamă când nu dovedește vre-o culpă în administrarea averii succesoriale. (Trib. Covurului I, *Dr.* 15/99).

3. Legatarii și creditorii au dreptul, pentru a salvgardă interesele lor, față de eredele beneficiar ce administrează averea de moștenire, să ceară vânzarea mobilelor și să apuce la răspundere pe eredele beneficiar chiar *ultra*

*vires successionis* (art. 714 și 718 c. c.) După art. 714 din c. civil eredele beneficiar este obligat a administra bunurile succesiunei și a da socotele de administrațiunea sa creditorilor și legatarilor. Legea, în sancțiunile ce le prevede pentru reaua administrațiune a eredelui beneficiar, nu cuprinde și ridicarea în total sau în parte a administrațiunei, cum este sequestrul judiciar, pentru că, după părerea unanimă, tribunalele nu pot în nici un mod și chiar după cererea eredelui, de a se amestecă în administrațiunea sa. Aceasta cu atât mai mult, cu cât nu s'a reprodus dispozițiunea din vechiul drept francez, după care tribunalele aveau dreptul de a ridica administrarea eredelui beneficiar. În genere, sequestrul judiciar nu se admite decât sub aceste condițiuni: 1) dovedirea culpei administratorului; 2) pericolul la care ar fi expus imobilul, dacă s'ar mai lăsa în administrarea lui. (Trib. Covurului, C. Jud. 10/99).

4. Prin acceptarea unei moșteniri sub beneficiu de inventar, se produce o separațiune între patrimoniul defunctului și acel al moștenitorului, separațiune care are de scop să împiedece împreunarea a celor patrimoni și să mărginească executarea creanțelor și legaturilor numai asupra bunurilor succesoriale. Din această cauză moștenitorul beneficiar are în privința bunurilor succesoriale sarcina de a le administra și a le lichida în folosul creditorilor și legatarilor cărora urmează a da socoteală de rezultatul administrațiunei sale. (Trib. Tutova, Noemb. 1913; *Dreptul* 1914, p. 349).

**Art. 715.** — El nu răspunde pentru administrația sa, decât de greșeli grave. (Civ. 714; Civ. Fr. 804).

*Text. fr. Art. 804.* — Il n'est tenu que des fautes graves dans l'administration dont il est chargé.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, p. 727; VI, p. 470;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2061;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 8; ed. 1-a, III, p. 602;  
 DALLOZ, *Rép. Successions* 813; *Suppl. Successions*, 684;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 127;  
 DEMOLOMBE, XV, 236;  
 HUC, V, 233;  
 LE SELLYER, *Successions*, II, 692;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 140, 141;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2126.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 369, 381, 393, 394 urm., 416, 439; (VI, p. 323 t. și n. 3, 465); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 186, 220;  
CANTACUZINO MATEI, p. 302, 441;  
NACU II, p. 126 urm., 621.

**Art. 716.** — El nu poate vinde obiectele mobile ale succesiunii, decât prin formele legiuite pentru vânzările publice.

Dacă el reprezintă în natură obiectele mișcătoare, nu răspunde decât de deprecierea sau deteriorarea lor cauzată din neglijența sa. (Civ. 707, 718; Pr. civ. 677, 702 urm.; Civ. Fr. 805).

*Text. fr. Art. 805.* — Il ne peut vendre les meubles de la succession que par la ministère d'un officier public, aux enchères, et après les affiches et publications accoutumées.

S'il les représente en nature il n'est tenu que de la dépréciation ou de la détérioration causée par sa négligence.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 451-453, 470;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 1941, 1943, 1951, 1969;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 861; ed. 1-a, III, p. 230, 601, 603;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 832 urm.; *Suppl. Successions*, 640 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 128 bis, III;  
DEMOLOMBE, XV, 264, 271, 277-279, 281, 287;  
HUC, V, 236, 237 urm.;  
LAURENT, X, 147, 149, 150;  
LE SELLYER, *Successions*, II, 965;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 140, 141;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2130 urm., 2166;

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 241, 388, 383, 399 urm., 403 urm., 424 n. 1, 427, 442. *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 184 nota 1, 220, 223;  
CANTACUZINO MATEI, p. 303;  
NACU, II, p. 126 urm.;  
TĂTARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 72.

**Art. 717.** — El nu poate vinde imobilele decât după formele prescrise de procedură. El dă mandat creditorilor ipotecari, cari au făcut cererea, a primi prețul. (Civ. 718, 1720, 1790; Pr. civ. 681 urm., 703 urm.; Civ. Fr. 806).

*Text. fr. Art. 806.* — Il ne peut vendre les immeubles que dans les formes prescrites par les lois sur la procédure; il est tenu d'en déléguer le prix aux créanciers hypothécaires qui se sont fait connaître.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 446, 452, 456, 457;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 1724, 1805, 1823, 1824, 1826, 1827, 1973, 1984;  
BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 569;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 984; ed. 1-a, III, p. 601, 603;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 841 urm., 851, 904 urm.; *Suppl. Successions*, 651 urm., 671 urm.;  
DEMOLOMBE, XV, 191, 241, 259, 285, 286, 290;  
GUILLOUARD, *Tr. de la vente*, I, 125;



HUC, V, 240, 242;  
 LAURENT, X, 100, 152, 156;  
 LE SELLYER, *Successions*, II, 911;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 140 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2129, 2143, 2166.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 241, 388, 393, 399 urm., 403 urm., 424 n. 1, 427 442; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 184 nota 1, 220, 222, 223;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 303;  
 NACU, II, p. 126 urm.;  
 TĂTARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 73.

**Art. 718.** — El este dator dacă creditorii sau alte persoane interesate o cer, să dea cauțiune solvabilă pentru prețul mișcătoarelor cuprinse în inventariu și pentru porțiunea prețului imobilelor nedelegată creditorilor ipotecari. De nu se va da această cauțiune, se vor vinde mișcătoarele și prețul lor se va depune ca și porțiunea nedelegată din prețul imobilelor, spre a se întrebuiți la desfacerea sarcinilor succesiunii. (Civ. 717, 719 urm., 1675 urm.; Pr. civ. 392 urm.; Civ. Fr. 807).

*Text. fr. Art. 807.* — Il est tenu, si les créanciers ou autres personnes intéressées l'exigent, de donner caution bonne et solvable de la valeur du mobilier compris dans l'inventaire, et de la portion du prix des immeubles non déléguée aux créanciers hypothécaires.

Faute par lui de fournir cette caution, les meubles sont vendus, et leur prix est déposé, ainsi que la portion non déléguée du prix des immeubles pour être employés à l'acquit des charges de la succession.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 462, 463;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2076, 2077, 2081, 2033, 2131;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 736; ed. 1-a, III, p. 599;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 876 urm., 885; *Suppl. Successions*, 650, 660 urm.;  
 DEMOLOMBE, XV, 240, 241, 243, 247, 248;  
 HUC, V, 243;  
 LAURENT, X, 126, 127, 129;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 142, 143;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2133, 2134.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 407 urm., 738; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 185;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 300, 304, 536;  
 NACU, II, p. 126 urm.; III, p. 491.

**Art. 719.** — Dacă unii din creditorii se opun, eredele beneficiar nu poate plăti decât după ordinea și chipul regulat de judecător.

Dacă creditorii nu se opun, eredele plătește creditorilor și legatarilor, după rândul cererii. (Civ. 720 urm., 1719 urm.; Pr. civ. 455; Civ. Fr. 808).

*Text. fr. Art. 808.* — S'il y a des créanciers opposants, l'héritier bénéficiaire ne peut payer que dans l'ordre et de la manière réglés par le juge.

S'il n'y a pas de créanciers opposants, il paie les créanciers et les légataires à mesure qu'ils se présentent.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 457-459, 461;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 1994, 1998-2002, 2007, 2008, 2011, 2012, 2014, 2015, 2022, 2031, 2033, 2036, 2039, 2040;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 85; ed. 1-a, III, p. 232, 598, 603, 604, 606;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 910 urm.; *Suppl. Successions*, 677 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 133 bis, II și IV;  
 DEMOLOMBE, XV, 294, 296-299, 301-305, 310, 311, 353;  
 HUC, V, 245, 247;  
 LAURENT, X, 157-159, 161, 163, 165, 173;  
 LE SELLYER, *Successions*, II, 941, 990, 992, 999, 1011, 1012;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 143 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2145 urm.;

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 410 urm., 420 urm., 874;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 304, 477;  
 NACU, II, p. 127 urm.

### Jurisprudență.

1. Donațiunea testamentară fiind un mod de a dobândi proprietatea, orice legat pur și simplu dă legatarului din ziua morții testatorului un drept de proprietate asupra lucrului legat, independent de orice tradițiune, și deci legatarul are calitatea de a exercita acțiunile reale active și pasive, relative la dreptul său de proprietate; în ce privește însă posesiunea, legatarul neavând-o de drept și trebuind ca lu-

crul legat să-i fie predat sau de bună voe sau prin cerere în judecată, urmează că legatarul nu are calitatea de a exercita acțiunile cari decurg din dreptul de posesiune al unui lucru, de cât după ce a intrat în posesiune.

Prin urmare, legatarul particular al unui imobil are calitatea să se opună la urmărirea îndreptată de un creditor, fără a i se putea opune excepțiunea că nu a fost trimis în posesia legatului. (Cas. II, 27 Apr. 1912, B. p. 765).

**Art. 720** — Creditorii ce nu se opun și cari se prezintă, după lămurirea socotelor și plata reliquatelor, nu au recurs decât în contra legatarilor; aceia cari se prezintă înaintea lămuririi socotelilor și plăței reliquatelor, vor avea recurs și în contra creditorilor plătiți înaintea lor<sup>1)</sup>. (Civ. 714, 719, 1837; Civ. Fr. 809).

*Text. fr. Art. 809.* — Les créanciers non opposants qui ne se présentent qu'après l'apurement du compte et le paiement du reliquat, n'ont de recours à exercer que contre les légataires.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 459, 460;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2049, 2051;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 85; ed. 1-a, III, p. 603, 604, 605;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 922 urm.; *Suppl. Successions*, 692 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 133 bis, III și V;  
 DEMOLOMBE, XV, 323, 325, 328;  
 HUC, V, 246;  
 LAURENT, X, 168;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 143 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2145 urm.

1) Ultima frază a acestui articol, lipsește în textul francez.



## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 410 urm., 420 urm., 874;  
CANTACUZINO MATEI, p. 305;  
NACU, II, p. 127 urm.

**Art. 721.** — Creditorii ce se opun vor avea recurs și în contra eredelui<sup>1)</sup>.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, § 618, p. 458;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 133 bis, II;  
DEMOLOMBE, XV, 301, 307, 318;  
LAURENT, X, 161, 175;  
MARCADÉ, III, 267;  
PANDECTES FR., *Successions*, 4053 urm.;  
PLANIOL, III, 2148, 2150.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 410 urm., 420 urm., 874;  
CANTACUZINO MATEI, p. 304;  
NACU, II, p. 127.

**Art. 722.** — În toate cazurile prevăzute de art. 719 și 720, recursul se prescrie după expirarea termenului de 3 ani, care începe din ziua lămuririi socotelilor și a plăței reliquatului. (Civ. 714, 719; Civ. Fr. 809 § 2).

*Text. fr. Art. 809 § 2.* — Dans l'un et l'autre cas le recours se prescrit par le laps de trois ans, à compter du jour de l'apurement du compte et du paiement du reliquat.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 461;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 85; ed. 1-a, III, p. 605;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 922 urm.; *Suppl. Successions*, 692 urm.;  
DEMOLOMBE, X, 180;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 143 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2145 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 410 urm., 420 urm., 874; (XI, p. 183, 229, 288).  
CANTACUZINO MATEI, p. 305, 505;  
NACU, II, p. 127 urm.

**Art. 723.** — Cheltuelile pentru peceti pentru facerea inventariului și pentru darea socotelilor, privesc succesiunea. (Civ. 708 urm., 1729; Civ. Fr. 810).

*Text. fr. Art. 810.* — Les frais de scellés, s'il en a été apposé, d'inventaire et de compte, sont à la charge de la succession.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 455;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 600;

1) În codul francez lipsește acest articol.

DALLOZ, *Rép. Successions*, 732;  
 DEMOLOMBE, XV, 344;  
 LAURENT, X, 180;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 131;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2163.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 423 urm., 874; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 579);  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 195, 223 nota 1;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 305;  
 NACU, II, p. 127 urm.

### Secțiunea IV. — Despre succesiunile vacante.

**Art. 724.** — Dacă după expirarea termenilor pentru face-rea inventarului și pentru deliberațiune, nu se prezintă nimeni ca să reclame succesiunea și dacă nu este nici un erede cunoscut, sau dacă ererii cunoscuți s'au lepădat de succesiune, succesiunea este privită ca vacantă. (Civ. 695, 704, 706, 725 urm., 1882, 1883; Civ. Fr. 811).

*Text. fr. Art. 811.* — Lorsqu'après l'expiration des délais pour faire inventaire et pour délibérer, il ne se présente personne qui réclame une succession, qu'il n'y a pas d'héritier connu, ou que les héritiers connus y ont renoncé cette succession est réputée vacante.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 727, 728 urm., 730, 737, 738;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2521-2523, 2529, 2536, 2537;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 957; ed. 1-a, III, p. 451, 454, 470;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 976 urm.; *Suppl. Successions* 717 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 135, bis, III;  
 DEMOLOMBE, XV, 407, 408, 410, 413, 417, 419;  
 HUC, V, 249;  
 LAURENT, X, 185-187, 209;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2035 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 428 urm.; (II, ed. 2-a, p. 840 urm.; IV, part. I, ed. 2-a, p. 71). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 183, 392;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 243;  
 NACU, II, p. 135.

### Jurisprudență.

**1.** Deși starea civilă a celor ce cer trimiterea în posesiunea unei succesiuni este contestată, totuși nu se poate zice pentru aceasta că succesiunea este vacantă pentru a se numi un curator. Inșă până la rezolvarea contestațiunii urmează a se lua măsuri pentru ca averea ereditară să nu se pericliteze, și conform art. 1632 justiția este în drept de a numi un sequestru judiciar asupra averii succesorală. (Apel Buc. II. Mart. 1/75, Dr. 41/75).

**2.** Prin cuvântul de *ereditate cunoscută*, art. 724, n'a înțeles de cât pe moștenitorii ce au de drept posesiunea succesiunii; ceea ce învederează acest înțeles este fraza ce urmează în acel articol sau dacă ererii cunoscuți s'au lepădat de succesiune; căci pentru a putea fi vorba de lepădarea de o succesiune, trebuie să se presupună că acel erede a fost deja investit cu posesiunea acelei succesiuni. (Cas. I, 301 Oct. 11/89, B. p. 828).

**Art. 725.** — Tribunalul de întâia instanță din districtul în care succesiunea este deschisă, numește un curatore după ce-



reera persoanelor interesate, sau după aceea a procurorului. (Civ. 95; Civ. Fr. 812).

*Text. fr. Art. 812.* — Le tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel elle est ouverte, nomme un curateur sur la demande des personnes intéressées, ou sur la réquisition du procureur du Roi.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 731, 732;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 454;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 984 urm.;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 182; II, p. 494;  
DEMOLOMBE, XV, 421, 425, 434;  
LAURENT, X, 190;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 150, 151;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2041.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 433 urm.; (II, ed. 2-a, p. 840; VI, p. 316 t. și n. 3, 467 t. și n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 184;  
CANTACUZINO MATEI, p. 243, 244;  
NACU, II, p. 136.

**Art. 726.** — Curatorele unei succesiuni vacante, trebuie înainte de toate să constate printr'un inventariu, succesiunea; el exercită și urmărește drepturile ei; răspunde la cererile făcute în contră-i; administrează sub îndatorire de a vărsă numerariul succesiunii, ca și sumele adunate din vânzarea mobilelor și imobilelor, în casa de consemnațiuni și depozite și în fine sub aceea de a da socoteli. (Civ. 727; Civ. Fr. 813).

*Text. fr. Art. 813.* — Le curateur à une succession vacante est tenu, avant tout, d'en faire constater l'état par un inventaire: il en exerce et poursuit les droits; il répond aux demandes formées contre elle; il administre, sous la charge de faire verser le numéraire qui se trouve dans la succession, ainsi que les deniers provenant du prix des meubles ou immeubles vendus, dans la caisse du receveur de la régie royale, pour la conservation des droits, et à la charge de rendre compte à qui il appartiendra.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 733-738;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2497, 2562, 2566, 2589, 2591, 2592, 2603, 2608;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 454, 594;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 987 urm.; *Suppl. Successions*, 723;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 111 bis. IV; 137 bis, II;  
DEMOLOMBE, XV, 56, 57, 435, 436, 446, 450, 451, 453, 454, 457, 492;  
HUC, V, 252, 253;  
LAURENT, X, 200, 201, 204-206;  
LE SELLYER, *Successions*, II, 748, 1047, 1051;  
MARCADÉ, art. 804, n. 1;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 150, 151;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2042.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 436 urm., 897; (II, ed. 2-a, p. 840; VI, p. 316 t. și n. 3, 467 t. și n. 1; VII, p. 383); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 184, 425;  
CANTACUZINO MATEI, p. 243, 244;

DUMITRESCU A. M., II, 97;

NACU, II, p. 136;

SCRIBAN ȘTEFAN, „Formele vânzărilor voluntare prin justiție“, Curier Jud. 1/920;

TĂTARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 72.**Jurisprudență.**

1. O hotărîre pronunțată față cu curatorele numit în regulă asupra unei succesiuni vacante constituie lucru judecat față cu succesorul ce s'ar prezenta în urmă. (Cas. II, 111/Sept. 17/90, B. p. 1047).

2. Jurământul fiind o transacțiune, numai persoanele ce pot transige pot

deferi și primi jurământul; deci curatorul unei succesiuni vacante, neputând face, după art. 724 și urm., de cât acte de administrație, fără a putea transige asupra drepturilor și obligațiilor succesiunii, dânsul nu poate da jurământ pentru afaceri relative la succesiunea declarată vacantă. (Cas. I, 38/92, Febr. 11/92, B. p. 99).

**Art. 727.** — Dispozițiunile secțiunii III din acest cap. asupra formelor cerute pentru facerea inventariului, asupra modului de administrațiune și asupra socotelilor ce eredele beneficiar este dator să dea, sunt îndatoritoare și pentru curatorii succesiunilor vacante. (Civ. 705, 714 urm., 719 urm.; Civ. Fr. 814).

*Text. fr. Art. 814.* — Les dispositions de la section III du présent chapitre, sur les formes de l'inventaire, sur le mode d'administration et sur les comptes à rendre de la part de l'héritier bénéficiaire, sont, au surplus, communes aux curateurs à successions vacantes.

**Doctrină străină.**

AUBRY ET RAU, VI, p. 508, 732, 735, 736;

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2607, 2615, 2617 urm., 2631, 2632;

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 454, 593;

DALLOZ, *Rép. Successions*, 987 urm., 1688; *Suppl. Successions*, 723 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 167 bis, IV;

DEMOLOMBE, XV, 431-433, 454, 458, 466;

LAURENT, X, 194-196, 202;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 150, 151;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2042.

**Doctrină românească.**

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 436 urm., 897; (VI, p. 316 t. și n. 3, 467 t. și n. 1);

CANTACUZINO MATEI, p. 244;

NACU, II, p. 136.

**Jurisprudență.**

1. Curatorul unei succesiuni nu poate face, conform art. 727 c. civ. decât acte de administrație. Confirmarea unui

act anulabil, conținând o renunțare la un drept nu poate fi făcută de curator. (Trib. Ilfov s. I, 1 din 1 Ian. 1920. Curier Jud. 26-27/920).

**CAPITOLUL VI****Despre împărțire și despre raporturi.**

Secțiunea I. — *Despre împărțirea succesiunii.*

**Art. 728.** — Nimeni nu poate fi obligat a rămâne în indiviziune<sup>1)</sup>. Un coerede poate oricând cere împărțea succesiunii, chiar când ar există convențiuni sau prohibițiuni contrarii.

1) In vechile legiuri starea de: „indiviziune“ se numea „devălmășie“.



Se poate face învoire pentru suspendarea diviziunii pe termen de 5 ani. După trecerea acestui timp, învoirea se poate reînoui. (Civ. 5, 729 urm., 736, 966, 968, 1008, 1060, 1530; Pr. civ. 692 urm.; L. Jud. oc. 34; L. Timbr. 21 § 1; Civ. Fr. 815).

*Text. fr. Art. 815.* — Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision; et le partage peut être toujours provoqué, nonobstant prohibitions et conventions contraires.

On peut cependant convenir de suspendre le partage pendant un temps limité: cette convention ne peut être obligatoire au-delà de cinq ans; mais elle peut être renouvelée.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, II, p. 411; II, ed. 5-a, p. 588; VI, p. 412, 512, 532, 533;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2751-2753, 2757, 2769, 2774, 2823, 2830, 2865;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 249;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 513, 663, 770, 774, 790; II, p. 631; ed. 1-a, III, p. 60, 490, 504 urm., 512;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1503 urm.; *Suppl. Successions*, 968 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 282-285, 289;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 70, 113, 114; II, p. 707, 798;  
 DEMOLOMBE, XV, 187, 488 urm., 492, 500, 502, 509, 511, 617;  
 LAURENT, X, 228, 230, 232, 240, 242, 243, 258;  
 LE SELLYER, *Successions*, II, 1064, 1066, 1067, 1079, 1080;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, No. 33 urm.; 83 urm., 2794 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 152;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2498, 2500; III, ed. 2-a, No. 2323 urm.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 228, 452 urm., 460 urm., 468, 541; (III, part. I, ed. 2-a, p. 232 nota *in fine*, 729, 734; IX, p. 528, 529, 546; XI, p. 89); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 186, 252 nota 1; *Observație*. sub. Cas. I, 474/912. Curier, Jud. 62/912;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 252, 258, 259, 260;  
 CERBAN ALEX., *Notă* sub. Trib. Ilfov, S. I, 771 din 24 Oct. 921. Curier Jud. 21/1922;  
 COSTIN AL., *Nota*, sub. Trib. Teleorman, S. I. 61 din 17 Sept. 1917. Curier Jud. 16-17/1920;  
 HAMANGIU C., *Proprietatea literară și artistică în legislația Românească*, p. 25 urm.;  
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 73, 112;  
 NACU, I, p. 238; II, p. 141 urm.;  
 NEGRU N., „*Împărțea se poate admite și pentru bunurile cari se stăpânesc de alții de cât coindivizi*”. Curier Jud. 78/912;  
 POPESCU STELIAN, *Observație*, sub. C. Apel Buc. S. II, 288 din 18 Oct. 1908. Curier Jud. 85/908;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Observație* sub. C. Apel Paris, 20 Iulie 1922. Pand. Rom. 1924, III, 9.

### INDEX ALFABETIC

Acțiune de împărțea 3, 8-10, 12, 13, 15-13, 20.  
 Admite în principiu 2, 3.  
 Apel 2.  
 Ascendent 4.  
 Atribuțiune 12.  
 Autoritate de lucru judecat 2.  
 Bunuri imobile 18.  
 Calitate 3, 8, 17.  
 Casare (recurs) 11.  
 Clacăș 1.  
 Concesinne petroliferă 19.  
 Copartași 4, 8, 9, 12, 13, 14.  
 Creditori 20.  
 Drepturi litigioase 16.  
 Drepturi succesoriale 11, 17.  
 Efect retroactiv 7.  
 Executare 7.  
 Expert 2.  
 Hotărâri 2, 3.  
 Imobile 18.  
 Indivizibilitate 4, 8, 19.  
 Inexistență 4.  
 Inginer 1.  
 Intervenție 7, 13.  
 Islaz 1.  
 Lege rurală 1.  
 Licitație 20.  
 Litigioase drepturi 16.  
 Loturi 3, 19.  
 Lucru judecat 2.  
 Moșneni 1.  
 Nulitate 7.  
 Partaj, a se vedea „Acțiune de împărțea”, „Admitere în principiu”, „Atribuțiune”.  
 Partaj de ascendent 4.  
 Partaj definitiv 5.

Petiție de creditate 9, 10, 13.  
 Petroliferă concesinne 19.  
 Posesiune 8.  
 Prescripție 15.  
 Probe 3.  
 Revendicare 6, 7, 10, 13, 18.  
 Rurală lege 1  
 Sorți 12.  
 Succesiune, a se vedea „Petiție de ereditate” și 11.  
 Succesorale drepturi 11, 17.  
 Terți detentori 10, 16.  
 Terți interesați 7.  
 Testament 18.  
 Vânzare 14, 17, 20.  
 Venituri 8.

### Jurisprudență.

1. Legea din 1864, prin art. 1, dispune că sătenii clăcași sunt și rămân proprietari pe locurile supuse posesiunii lor. Prin urmare, spiritul care a animat pe legiuitor făcând acest articol a fost de a afecta fiecărui locuitor o parte de pământ pe care să o stăpă-

nească *pro diviso* și în plină proprietate. Potrivit acestor principii, chiar de la punerea în aplicare a legii rurale, locuitorii de pe fiecare moșie au despărțit în fapt prin bună înțelegere între dânsii pământurile acordate fiecăruia din ei prin lege și au continuat și continuă a le stăpâni și a le cultiva. Iar pretinsa indiviziune ce ar exista între locuitorii acestor diferite comune tinde a se întemeia pe circumstanța că împărțeala de fapt ce acești locuitori a făcut la 1864 a locurilor convenite fiecăruia din ei, n'a fost făcută de un inginer topografic, precum prevede art. 15 din legea rurală, ci în mod benevol, ast-fel în cât ea nu se poate considera ca o împărțeală; această alegațiune nu se poate sprijini nici cu textul nici cu spiritul art. 15. Impietrirea izlazarilor de fâneată și de arătură, rămase în proprietatea sătenilor, de către un inginer topograf, despre care se vorbește în acest articol, este prescrisă pentru a evita neînțelegerile ce s'ar ivi între săteni și proprietari, iar nu pentru a face pe săteni să iasă dintr'o codevâlmășie care nu există după lege. Aceasta rezultă în mod lămurit din instrucțiunile și deslegările date de guvern la punerea în aplicațiune a legii rurale (v. telegrama No. 22955 din 1 Sept. 64; circulara No. 23112 din 21 Sept. 64; teleg. No. 24868 din 21 Sept. 64, etc.), și din însuși termenii art. 15, care prevede că inginerii topografi cari vor avea să facă lucrările de impietrire sus pomenite vor fi numiți și plătiți de stat. Circumstanța că statul a luat asupra-și de a numi și plăti pe inginerii topografi dovedește în mod și mai învederat că alegerea și impietrirea de care vorbește art. 15 a fost prescrisă, la punerea în aplicare a legii rurale pentru a despărți locurile luate din proprietatea proprietarilor de moșii și date în aceea a sătenilor, ceace s'a și făcut chiar de atunci, căci acesta era interesul capital, iar nu pentru a determina și porțiunea fiecărui sătean, căci altfel ar fi fost să se subordoneze eșirea din indiviziune a unor proprietari codevâlmași, ca sătenii, voinței și capriciului unei a treia persoane cu totul străină, ca statul, ceace este inadmisibil. Așa fiind nu se poate compara pozițiunea sătenilor împrietăriți după legea din 1864 cu a unor moșneni sau cu a unor coerezi indiviși. Aceștia au un drept egal asupra fiecărei molecule din fiecare porțiune din pământurile ce stăpânesc și acest concurs de drepturi rivale care se întâlnesc, se întrunesc și se confundă asupra unui lucru, constituie starea lor de indiviziune, pe când sătenii, despărțiți în fapt chiar de la început, au un drept exclusiv și deosebit asupra pământului acordat lor

prin legea rurală. (Apel Buc. I, 111, Apr. 30/81, Dr. 61/81).

2. În principiu toate actele judecătorești având caracterul unei hotărâri sunt susceptibile de apel. La această regulă art. 323 pr. civ. nu face de cât o singură excepțiune în privința hotărârilor preparatorii, în contra cărora nu se poate forma apel de cât odată cu hotărârea asupra fondului. Or, hotărârea care ordonă eșirea din indiviziune, prin aceea că cuprinde și numirea unui inginer expert pentru hotărânicia moșiei de împărțit și facerea împărțelei între devâlmași, nu este o simplă încheiere pregătitoare, ci un act judecătorec însușind toate caracterele unei hotărâri succesorală de apel, de oarece este pronunțată în prima instanță, nu este executată și nu are autoritatea lucrului judecat. (Apel Buc. III, Iun. 12/87, Dr. 84/87).

3. Reclamantii, în cererea lor pentru eșire din indiviziune nu sunt datori să stabilească *a priori* de cât calitatea lor de comostenitori sau de coproprietari. Și după art. 740, dreptul fiecăruia ca părtaș în masa comună se determină, nu prin hotărârea de eșire din indiviziune, destinată numai să constate această stare și să ordone împărțirea, ci prin o operațiune posterioară, formarea părților între erezi sau stirpele împărțitoare după gradul fiecăruia în moștenire și titlurile ce va fi având. (Apel Buc. III, 51, Iun. 12/78, Dr. 84/87).

4. Este de esența partagiului de a pune capăt indiviziunii repartizând bunurile erezilor între toți cari au un drept; de unde rezultă că acțiunea în partagiu este indivizibilă. Astfel fiind, un partagiu fără participarea tutulor celor interesați este inexistent, căci celor ce nu au participat neputându-se o pune un asemenea partagiu, ei sunt tot în stare de indiviziune, și nu se poate concepe indiviziunea în privința unora fără ca să fie indiviziune și în privința celorlalti, ca și cum nu se poate concepe partagiul în privința unui succesor fără ca să fie partagiu între toți. Art. 797 consacră această doctrină. Or, dacă partagiul unui ascendent este inexistent când nu a fost făcut între toți erezii, tot asemenea trebuie să decidem pentru orice partagiu căci art. 797 nu face decât a aplica principiile care derivă din natura partagiului. (Trib. Ilfov, II, Mai 4/88, Dr. 36/88).

5. Din spiritul dispozițiilor art. 728 și urm. c. civ. și art. 691 și urm. pr. civ., reese că partagiul unei averi nu este definitiv terminat de cât când s'a realizat de fiecare ca moștenitor aceea ce i se recunoaște prin actul de partagiu, afară numai când celor obligați a face oare-care restituiri li s'ar



fi acordat vre-un termen. (Apel Buc. III, Mai 15/91, *Dr.* 42/91).

6. Acțiunea în revendicare presupune un obiect individual determinat. Cei ce nu au de cât un drept de coproprietate asupra unei moșii nu pot invoca un drept asupra unei întinderi determinate de pământ ci numai un drept indiviz asupra fiecărei părțițele din moșie. Prin urmare, numai după eșirea din indiviziune se determină porțiunea de pământ care aparține exclusiv fie-căruia și s'ar putea intență o acțiune în revendicare pentru acea porțiune determinată. (Apel Buc. I, 209, Oct. 27/93. *Curier Jud.* 3/94).

7. Dacă orice coproprietar are dreptul în bunul indiviz la o porțiune proporțională cu acea ce-i dă calitatea sa de proprietar, dar acest drept nu se poate converti în proprietate reală și efectivă de cât prin partagiu, care'i determină porțiunea care'i cade în lotul său și asupra căruia este presupus proprietar din momentul dobândirii bunului indiviz. Acest partagiu, la care terții interesați au dreptul de a interveni trebuie să fie precedat de mai multe formalități, între cari de acea a constatărei dacă imobilul este partageabil și acea a fixării modului partagiului.

Astfel fiind partagiul este operațiunea prealabilă care trebuie a proceda la orice acțiune în revendicare ca și orice executare a unei hotărâri prin care s'ar recunoaște un drept indiviz asupra unui imobil. Astfel fiind, portărelul care nu s'a mărginit, cu ocaziunea executării unei deciziuni prin care se recunoaște cui-va un drept indiviz într'un imobil, a declară pe acel coproprietar pus în posesiune pe porțiunea sa din imobil, ci i-a individualizat acea porțiune, fixându-i locul și vecinătățile, fără să existe un partagiu și prin urmare o eșire din indiviziune, și fără ca acea deciziune să dea vre-un drept exclusiv reclamantului asupra acelei porțiuni, acel portărel a depășit dispozițiunile hotărârii ce era chemat a executa și prin urmare procesul verbal de executare trebuie anulat. (Apel Buc. I, 226, Nov. 10/93, *Curier Jud.* 5/94).

8. a) Când, asupra unui partagiu făcut între toți comostenitorii, s'au făcut rezerve formale în privința unor venituri, acțiunea, ce unii din comostenitori intență în urmă în privința acestor venituri nu este decât o acțiune indivizibilă, care nu poate fi rezolvată fără prezența în cauză a tuturor comostenitorilor. (Cas. I, 305/95 B. p. 881).

b) Acțiunea de împărțire se poate intență de unul dintre coerezi, atunci când această calitate a sa nu este contestată de ceilalți, indiferent dacă imobilul de împărțit se posedă de fapt de toți comostenitorii, sau numai de unul dintre

dânșii, de oarece posesiunea materială nu poate avea nici o înrăurire în cauză, indiviziunea de drept și calitatea de coerede necontestat fiind suficiente, pentru a se putea intență o asemenea acțiune. (Apel Buc. II, *Dr.* 65/902).

9. Dacă în doctrină și în jurisprudență există controversă, în privința acțiunii de partagiu care n'a fost îndreptată în contra tuturor succesoriilor, nu este tot astfel cu acțiunea în petiție de ereditate, pe care acela care se pretinde chemat la o moștenire o poate valabil intența numai în contra aceluia care deține averea succesorală, fără să fie ținut a pune în cauză pe toți câți ar avea vocație la moștenire. (Cas. I, 177/903, B. p. 505).

10. Acțiunea în partagiu nu poate fi exercitată, când averea se deține de alții și aceștia nu recunosc reclamantului dreptul asupra ei. În acest caz, partea este ținută să exerce sau acțiunea de ereditate sau acea de revendicare, spre a reclama partea ce i se cuvine. (Cas. I, 332/95 B. p. 910).

11. Cererea de recunoaștere a dreptului de moștenire, făcută cu ocazia legării unui litigiu sub forma eșirii din indiviziune, când nu se cere de părți a le atribui și porțiunile convenite lor în acea moștenire, nu are și nu poate avea de efect decât stabilirea dreptului în principiu la partea care se cuvine fiecărui comostenitor, că odată stabilit acest drept rămâne ca în urmă, pe calea partagiului, să se determine și să se atribue partea fiecăruia din comostenitori.

Prin urmare, dacă instanța de trimitere, în urma unei prime casări, s'a pronunțat și a recunoscut în mod definitiv dreptul de moștenire a uneia din părți, rolul ei a încetat, rămânând ca efectuarea partagiului, care nu fusese dedusă în judecată de părți, să se facă de Tribunalul unde s'a deschis succesiunea. (Cas. I, 13 Mart. 1906, B. p. 483).

12. Deși este adevărat că într'o acțiune de împărțire toți comostenitorii au dreptul a-și cere fie prin sorti, fie prin atribuțiune partea lor, nu e mai puțin adevărat însă că, pentru a ajunge la aceasta, trebuie să ceară în instanța angajată de unul din ei a li se validă dreptul lor, adică a li se determină prin unul din sus arătatele moduri partea ce li se cuvine în bunul de împărțit.

Astfel, nestăruința unuia din comostenitori, de a i se alege partea sa, nu poate anihila dreptul aceluia care cere în justiție a i se determină și atribui partea ce i se cuvine, de oarece, conform art. 728 din codul civil, nimeni nu poate fi obligat a rămâne în indiviziune, și un coerde poate cere oricând împărțirea succesiunii. (Cas. I, 6 Mart. 1909, B. p. 297).

**13.** Conform principiilor de drept atât o acțiune de esire din indiviziune cât și o petițiune de ereditate nu poate avea loc decât între cei ce se pretind comostenitori și anume atunci când mai mulți comostenitori au pretenții unii contra altora, fie relativ la împărțirea moștenirii când se înțeleg asupra calității de moștenitori, aceasta alcătuind propriu zis o acțiune de esire din indiviziune, fie asupra calității de moștenitor, când și-o tăgăduiesc între ei, aceasta alcătuind o petițiune de ereditate, a căreia condițiune esențială este tăgădarea calității de moștenitori.

De aci urmează că de îndată ce se introduce atât într'un proces de ieșire din indiviziune cât și într'o petiție de ereditate un tert străin de moștenire de la care se revendică un teren, aceste acțiuni de ieșire din indiviziune și petițiunea de ereditate prin prezența tertului, nu mai pot păstra caracterul propriu de proces între comostenitori. (Judec. Domnești 148/909 Curier Jud. 15/1912).

**14.** Fiecare moștenitor este în drept să-și vândă partea sa din moștenire; de aici rezultă că ceilalți comostenitori nu pot cere anularea vânzării pentru motivul numai că sunt comostenitori împreună cu vânzătorul ai aceleiași autor comun, fără să se dovedească că prin vânzarea ei s'a atins vreun drept al lor în succesiune. (Cas. I. 640 din 23 Nov. 1910. Jurisprudenta 3/1911).

**15.** Din dispozițiunile art. 728 și 729 din codul civil rezultă că acțiunea în partaj este imprescriptibilă și că starea de indiviziune nu încetează prin faptul că unul din coproprietari a posedat o parte determinată din imobil, dacă nu a fost act de împărțeață sau dacă nu se poate opune prescripția.

Prin urmare moștenitorului care a stăpânit o porțiune din imobilul indiviz nu i se poate aplica prescripția din art. 700 din codul civil, căci dânsul a făcut act de moștenire, ei prescripția din art. 729 din codul civil, dacă se constată că posesiunea aceleia care o invoacă întrunește condițiunile cerute de lege pentru a prescrie. (Cas. I, 244 din 29 Mart. 1911, B. p. 362, Jurisprudenta 18/911).

**16.** Diviziunea este un act de lichidatiune, de oarece are de efect de a face să înceteze starea în care se găsesc mai mulți coproprietari ale căror drepturi nu sunt încă lichidate. De aici rezultă că diviziunea nu poate fi adusă pentru bunurile cari se stăpânesc de alții decât de către coindivizi și cari prin urmare nu sunt în masă lichide și sigure ci constituiesc numai niște drepturi litigioase. (Cas. I, 479/912 Curier Jud. 53/912).

**17.** Acțiunea pentru împărțeață a unei succesiuni fiind exercițiul dreptului de moștenitor, cumpărătorul unui bun cert și determinat de la unul dintre comostenitori, nu are calitatea de moștenitor, cu alte cuvinte nu are vocație cu titlu universal la succesiune spre a putea cere partajul acelei succesiuni. (Cas. I, 234 din 25 Apr. 1916. Jur. Rom. 24/916).

**18.** Când este vorba de o avere imobilă determinată numai cantitativ, reclamantul nu poate să intenteze de cât o acțiune în împărțeață spre a se alege porțiunea de avere ce i se cuvine, iar nu o acțiune în revendicare și care nu se poate intenta decât pentru un corp cert și determinat.

Prin urmare Tribunalul cu drept cuvânt hotărăște că bine reclamantul a intentat o acțiune în împărțeață pe baza unui testament prin care i s'au lăsat trei pogoane pământ arabil, 12 rânduri de vie și jumătate loc de casă adică o porțiune de avere imobilă, fără să se determine limitele în care se găsește porțiunea legată. Cas. I, 243 din 29 Apr. 1916, Jur. Rom. 26/918).

**19.** Dreptul de concesiune petrolieră — al cărui obiect de natură reală mobilă, consacrat prin art. 1 al legii respective, îl formează substanța minerală, neperceptibilă la suprafață, existența în adâncimea subsolului terenului dat în concesiune, — este din pricina acestei împrejurări, un drept indivizibil, a cărui împărțire materială, mai ales după suprafața locului dat în concesiune, devine în mod juridic, cu totul inadmisibilă.

Prin urmare partajarea unui asemenea drept nu se poate face, decât prin vânzarea lui cu licitație publică, iar nu prin formarea de loturi cu expertiză, pe fața pământului. (Trib. Prahova s. I, 79 din 4 Mart. 1920, Al. Găuțoiu, Lucrări judecătorești 1922, pag. 23; Dreptul 32/924).

**20.** Când unul dintre comostenitori a vândut un bun determinat din succesiune, — până la efectuarea definitivă a împărțeaței, el are dreptul de a sta în instanța de împărțeață, de oarece cumpărătorul în baza efectului declarativ al partajului, are, în contra vânzătorului, dreptul de a cere obiectul vândut numai când prin partaj s'ar întâmpla ca acel bun să fi căzut în lotul vânzătorului; până atunci însă, sau dacă bunul vândut ar cădea prin partaj în lotul altui comostenitor, el nu are în contra vânzătorului decât numai un drept de creanță. (Trib. Dorohoi sent. 276 din 15 Nov. 1921, Jur. Gen. 1923, No. 1245).

**21.** A se vede: art. 653 cu notele 58, 62; art. 684 cu nota 48; art. 889 cu notele 6, 7; art. 895 cu nota 4; art. 974 cu nota 29.



**Art. 729.** — Diviziunea poate fi cerută chiar când unul sau mai mulți din erezi au posedat părți separate din succesiune, dacă nu a fost act de împărțeală sau dacă nu se poate opune prescripțiunea<sup>1)</sup>. (Civ. 728, 730, 1167, 1190, 1837, 1846, 1847, 1855, 1890; Civ. Fr. 816).

*Text. fr. Art. 816.* — Le partage peut être demandé, même quand l'un des cohéritiers aurait joui séparément de partie des biens de la succession, s'il n'y a eu un acte de partage, ou possession suffisante pour acquérir la prescription.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 534, 535, 538 urm., 540;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2795 urm., 2799 urm., 2803, 2804, 2807, 2809, 2810;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 249, 268;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 507;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1537 urm., 1567 urm.; *Suppl. Successions*, 989 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 140 bis, I, V;  
 DEMOLOMBE, XV, 516 urm., 527 urm., 530, 531, 534, 535, 542, 543, 546;  
 HUC, V, 286-288;  
 LAURENT, X, 262, 264 urm., 266, 267, 269, 302;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 117 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 153, 154;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2340 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, parl. II, ed. 2-a, p. 228, 452 urm., 460 urm., 468, 541; (IX, p. 541; XI, p. 127, 133, 225 t. și n. 2); *Observație* sub. Cas. I, 191 din 8 April 905. *Curier Jud.* 38/905; *Observație* sub. Cas. I, 13 Febr. 1923. *Pand. Rom.* 1923, III, 115; *Nota* sub. Trib. Brive (Corrèze), 9 Febr. 1921; *Jurispr. Gen.* 23/1924, No. 1355;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 261, 262;  
 MĂLINESCU C., *Notă* sub. Judec. ocol II rural Bacău, 106 din 30 Aug. 1922, *Pand. Rom.* 1924-II-287; *Nota* sub. Judec. ocol I Bacău, 106 din 30 Aug. 1923, *Jur. Gen.* 925, No. 171;  
 NACU, II, p. 144 urm., 846;  
 PLASTARA GEORGE, *Nota*, sub. Cas. I, 61 din 23 Febr. 1920. *Curier Jud.* 53-54/1920;  
 VELESCU AL., *Nota* sub. Judec. ocol II, Câmpu-Lung, 22 Dec. 920. *Curier Jud.* 9/921.

### INDEX ALFABETIC

### Jurisprudență.

Achiesare 27.  
 Act autentic 37 bis.  
 Act de împărțeală 1, 11, 20, 31, 33, 34, 36, 37, 37 bis.  
 Acțiune de împărțeală 13, 38.  
 Acțiune posesorie 7, 17, 25, 32.  
 Anulare 37 bis.  
 Apel 13.  
 Apreciere suverană 4, 8.  
 Buna credință 21.  
 Calitate 27, 30.  
 Convenție 11, 20, 31, 33, 34, 36.  
 Copartăș 4, 5, 8, 10, 16, 25, 26, 32.  
 Dol 37 bis.  
 Daune 26.  
 Deget, punere 37 bis.  
 Drept indiviz 38.  
 Executare 27, 36, 37 bis.  
 Folosință, a se vedea „Posesiune” și 1, 3, 4, 8.  
 Holțărare 5.  
 Improprietărire 24.  
 Inceput de dovadă 24, 36.  
 Inginer 24.  
 Intervenție 35.  
 Islaz 24.  
 Just titlu 12, 21, 29, 37.  
 Legalizare 37 bis.  
 Legat 29.  
 Marturi 24, 36.  
 Mărturisire 31, 37 bis.  
 Masa succesorală 27.  
 Moștenitori 37 bis.  
 Partaj a se vedea „Act de împărțeală”, „Acțiune de împărțeală” și 2.  
 Planuri 24.  
 Posesiune, a se vedea „Folosință” și 2, 27, 32, 35, 37.  
 Posesorie acțiune 7, 17, 25, 32.  
 Prescripție 1-5, 8-10, 12, 14, 15, 18, 19, 21-23, 28, 29, 31, 32, 37.  
 Probe 11, 24, 31, 34, 36.  
 Proprietate exclusivă 27.  
 Punere de deget 37 bis.  
 Raport 6.  
 Recurs 10.  
 Revendicare 16, 24, 35.  
 Succesiune 21.  
 Terța persoană 34.  
 Testament 29.  
 Vânzare 34, 35, 38.  
 Venituri 6.

1. Coproprietarii până la partagiul, nu au asupra lucrului comun, decât niște părți ideale și abstracte, în acest sens că partea fecărui proprietar nu constituie un corp cert în lucrul comun, fiind că dreptul de coproprietate se aplică prin natura sa asupra tuturor și fie căreia din părțile lucrului comun; și din recunoașterea de către coproprietari a părții alicote ideale a fiecărui dintr'înșii, nu se deduce necesarmentă recunoașterea unui partagiul, fie de fapt numai a lucrului comun; din contră, o folosință separată a tuturor comunistilor cu titlu de proprietar exclusiv pe părți materialmente determinate, care cuprind întregul lucru comun, pe timp îndelungat, poate implica ideea preexistenței unui partagiul, care nici că mai poate avea loc dacă folosința s'a exercitat în asemenea condițiuni pe un timp care co-

<sup>1)</sup> Art. francez 816 corespunzător se exprimă astfel: „ou possession suffisante pour acquérir la prescription”.

vârșește spațiul prescripțiunii celei mai lungi. (Cas. I, 4/Ian. 9/71, B. p. 2).

2. Pe cât timp coproprietarii n'au făcut o împărțire definitivă, de și au posedat părți separate din patrimoniul comun ei sunt în indiviziune și nu pot prescrie părțile posedate de ei, pentru că legea nu admite împărțirea de fapt. Acțiunea pentru împărțire numai atunci s'ar prescrie când posesiunea de odevălmăș s'ar fi schimbat în posesiune sub nume de proprietar prin vreunul din modurile arătate de art. 1858. (Apel Buc. III, 51 Iun. 12/87, Dr. 84/87).

3. Dacă de fapt unul sau altul dintre coproprietari s'ar fi folosit de o parte hotărâtă din imobilul indivis aceasta nu face să nu existe indiviziune, căci aceasta nu încetează prin folosința unuia sau altui coproprietar de o parte hotărâtă. (Cas. I, 33/89, Ian. 30/89, B. p. 50).

4. Regula după care acțiunea în partagiu este imprescriptibilă, nu se aplică, decât atunci când e vorba de o împărțeală de folosință. Iar din principiile generale și din combinațiunea art. 1847 cu 1853 rezultă că un coproprietar în indiviziune, care stăpânește o parte din imobilul comun separat în timp de 30 ani, dobândește prin prescripție proprietatea exclusivă a acestei porțiuni determinate din acel imobil. Și aparține judecătorilor instanței de fond de a cercetă și de a hotărî dacă s'a făcut între părți o împărțeală numai de folosință sau o împărțeală a fondului chiar. (Cas. I, 238/Iun. 5/90, B. p. 763).

5. Împărțirea nu poate privi decât pe acei cari de fapt se află în indiviziune, sunt coproprietari; ea nu poate privi pe acei cari chiar odinioară de vor fi fost coproprietari, însă au posedat în decursul spațiului de timp cerut pentru dobândire prin prescripție o parte determinată în mod exclusiv ca proprietari, fără nici o opunere. Aceștia cari astfel s'ar fi făcut proprietari exclusivi a unei părți determinate dintr'un imobil ce e în indiviziune, chiar dacă în instanța de esire din indiviziune nu s'au opus și au lăsat a se vinde imobilul în întregime, din care fac parte și acele părți posedate în mod exclusiv, ei tot sunt în drept a opune dreptul lor de proprietate asupra părților lor aceluia asupra căruia se adjudecă imobilul, afară dacă sentința de esire din indiviziune și ordonanța de adjudecare ar fi precisă asupra punctului că are a se împărți și părțile posedate în mod exclusiv, intru cât aceasta s'a discutat și hotărît prin sentința pentru esire din indiviziune. (Cas. I, 194/Mai 13/91, B. p. 575).

6. Judecătorul fondului poate admite, când nu este vorba de-o împăr-

țire definitivă, ci numai de-o împărțire provizorie a venitului unuia din imobilele succesiunii, ca și eredeile care ar fi dator să raporte ceva la masa succesorală, să se împărtească din acel venit, rămânând ca, dacă dânsul ar prelua prin aceasta mai mult decât ceilalți să se ție seamă la împărțirea definitivă a moștenirii, când constatată în fapt, că prin această preluare provizorie nu ar fi nici un pericol. (Cas. I, 287/94 B. p. 873).

7. Cel ce posedă partea sa separat intr'un imobil în indivizie este în drept a cere să i se respecte posesiunea sa, și, dacă cei ce au drept de proprietate indiviză asupra aceluia imobil vor să schimbe această stare de lucruri, n'au decât să ceară esirea din indiviziune, iar nu să turbure posesiunea părții ce posedă separat. (Cas. I, 86/900, B. p. 181).

8. Regula, după care acțiunea în partagiu este imprescriptibilă, nu se aplică decât atunci când este vorba de împărțeală de folosință. Când, însă, un coproprietar în indiviziune stăpânește în mod separat o parte din imobilul comun în timp de 30 ani, dobândește, prin prescripție, proprietatea exclusivă a acestei porțiuni determinate din acel imobil. În toate aceste cazuri, aparține instanței de fond de a cercetă și de a hotărî, dacă s'a făcut între părți împărțeala numai de folosință, sau dacă de fapt a avut loc o împărțeală a fondului chiar. (Cas. I, 39/901 B. p. 66).

9. Prescripțiunea prevăzută de art. 729 codul civil, ca fine de neprimire a acțiunii în partagiu, e o prescripțiune aquisitivă bazată pe posesiune, iar nu o prescripție extinctivă a acțiunii în partagiu, și ca atare ea poate fi săvârșită în 30, 20 sau 10 ani, după împrejurări. (Trib. Dolj I, Dr. 83/901).

10. Când comostenitorul în contra căruia se cere diviziunea averii succesoriale, opune prescripția de 30 ani, instanța de fond violează art. 729 codul civil și dă o hotărîre casabilă, de câte ori înlătură prescripția pe motiv că în materie de succesiune terenul este imprescriptibil, fără a cercetă dacă prescripțiunea întrunește sau nu condițiunile cerute de lege spre a o putea opune cu succes. (Cas. I, 24 Mai 1906, B. p. 883).

11. Din combinațiunea art. 729 și 730 codul civil rezultă că între coproprietarii majori și capabili de a dispune de avutul lor, împărțeala se poate face printr'o convențiune, care se poate dovedi conform regulilor dreptului comun. (Cas. I, 6 Nov. 1906 B. p. 1766).

12. Titlul de moștenitor constituie un just titlu, în baza căruia se poate dobândi prin prescripția de 10 ani proprietatea averii de succesiune. (Cas. I, 28 Nov. 1906, B. p. 1822).



**13.** Prima instanță la care se adresează o cerere de ieșire din indiviziune, poate și este în drept ca, recunoscând părților dreptul de moștenitori, să ordone, potrivit art. 729 și următorii din codul civil, esirea din indiviziune și să procedă la operațiunile partagiului, de oarece partea nemulțumită este în drept, în virtutea efectului devolutiv al apelului, ca prin apelul cel face în contra hotărârii primei instanțe, să deducă în judecata instanței de apel, atât dreptul de moștenitori al adversarilor săi, cât și operațiunile împărțelii. (Cas. I, 5 Sept. 1908, B. p. 1359).

**14.** O acțiune pentru ieșire din indiviziune este prescrisă dacă, dela data deschiderii succesiunii și până la data întinerii acțiunii, au trecut 30 ani, fără ca reclamantul să fi primit moștenirea într'un mod expres, sau să fi făcut acte de moștenitor. (Cas. I, 20 Oct. 1909, B. p. 1101).

**15.** Acțiunea de ieșire din indiviziune se poate declara stinsă prin prescripțiune în prejudiciul aceluia care a lăsat pe comostenitorul său să stăpânească 30 ani averea succesorală. (Cas. I, 20 Oct. 1909, B. p. 1101).

**16.** Coproprietarii unui imobil nedivizat nu pot intenta unul contra altuia o acțiune în revendicare relativă la acel imobil, de oarece nici unul din ei nefiind proprietar pe o porțiune distinctă din imobil, nu pot invoca un drept exclusiv ca acela pe care îl presupune acțiunea în revendicare; singura acțiune pe care o pot exercita este aceea a ieșirii din indiviziune. (Cas. I, 28 Sept. 1910, Bul. p. 1178).

**17.** Intre codevălmasi exercițiul acțiunii posesorie este inadmisibil ei putând intenta numai acțiunea de împărțea. (Cas. I, 22 din 16 Ian. 1909, Dreptul 18/1909; Bul. p. 22. In acelaș sens: Judecăt. ocol Cotești (R.-Sărat) 9/914, Curier Jud. 7/915).

**18.** Posesiunea exercitată de către un moștenitor asupra averii successorale prin îngăduința celorlalți comostenitori nu poate să conducă la prescripțiune. Prin urmare un comostenitor poate cere, în acest caz, împărțirea succesiunii chiar după 30 ani dela deschiderea ei (Cas. I, 11 Sept. 1909, B. p. 921).

**19.** Schimbarea calității posesiunii de comunist în posesiune utilă, face să înceteze starea de indiviziune și, deci, acțiunea în împărțea nu mai poate să fie primită conform art. 729 codul civil, dacă au trecut 30 de ani de când s'a exercitat o astfel de posesiune căci în acest caz coeredele a dobândit prin prescripție proprietatea întreagă a bunurilor indivize în contra și în prejudiciul coerezilor săi. (Cas. I, 29 Mai 1909, B. p. 588).

**20.** După art. 730 din codul civil, partajul conventional poate să fie făcut chiar printr'o simplă convențiune verbală, legea necerând pentru validitatea unui asemenea fel de partaj existența vreunui act autentic sau sub semnătură privată; iar cuvintele „act de împărțea” din art. 729 trebuie înțelese în sensul operațiunii juridice a împărțelii, iar nu al necesității unui act scris, căci nicăiri legea nu ne arată că a supus operațiunea împărțelii vreunei solemnități, nici că a scos-o din dreptul comun în ceea ce privește proba. (Cas. I, 406 din 3 Sept. 1910, B. p. 1135, Jurisprudența 28/910. In acelaș sens: Judec. Stâlpeni-Muscel 75, 1913, Curier Jud. 58/915).

**21.** Dacă din art. 700, combinat cu 729 din codul civil, rezultă evident că un moștenitor care stăpânește un imobil succesoral ca proprietar exclusiv, nu poate invoca fața de comostenitorul său decât prescripțiunea achizitivă de 30 ani, însă nu este tot astfel când acel imobil a trecut prin succesiune la un erede al său universal sau cu titlu universal; în acest caz, succesiunea fiind un mod de dobândire a proprietății, iar după art. 1858, combinat cu 1859, succesoral universal putând începe în persoana sa o posesiune utilă, deosebită de a autorului său, calitatea sa de erede poate constitui un just titlu care să ducă la prescripțiunea aceluia imobil găsit în succesiunea autorului, dacă l'a stăpănit 10 până la 20 de ani și cu bună credință conform art. 1896 din codul civil, prescripțiune care poate fi invocată fața de cei de al treilea, prin urmare fața și de acela care eră comostenitor cu autorul său. (Cas. I, 795 din 21 Nov. 1911, B. p. 1386, Curier Jud. 14/912).

**22.** După dispozițiunile art. 729 c. civil singura prescripție care se poate opune unei acțiuni de ieșire din indiviziune este cea de 30 ani, când unul sau mai mulți erezi au posedat părți separat. (Cas. I, 293/912, Curier Jud. 44/912).

**23.** După art. 729 c. civ. împărțea nu se poate cere contra aceluia care opune prescripțiunea, adică care a exercitat o posesiune în termenul și condițiunile cerute de art. 1846 și următori codul civil.

Prin urmare, violează dispozițiunile art. 729 c. civil tribunalul când respinge prescripțiunea achizitivă numai pe simplul motiv că intimatul a recunoscut că nu s'a împărțit cu reclamantul asupra pământului ce deține. (Cas. I, 169 din 26 Febr. 1913, B. p. 328 Jur. Rom. 17/913 și Curier Jud. 34/913; In acelaș sens: Cas. I, 570 din 14 Oct. 913, Curier Jud. 78/913; Cas. II, 84 din 26 Mart. 913, Curier Jud. 46/913 și 53/914).

**24.** In acțiunea pentru revendicarea

unui teren, loc de islaz, care face parte din islazul dat la 1864 împroprietărilor din comună și care a fost apoi atribuit, în urma împărțelii între locuitorii, părintelui reclamantului, dacă părătul contestă că terenul în litigiu s'a atribuit autorului reclamantului în urma împărțelii, iar reclamantul cere proba cu martori spre a complini cele ce rezultă din planul inginerului care a parcelat terenul și a atribuit loturile codevălmașilor, în asemenea caz Tribunalul comite exces de putere când respinge proba cu martori cerută spre a completa începutul de dovadă scrisă, rezultând din planul inginerului. (Cas. I, decizia No. 638 din 4 Noembrie 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 8).

**25.** Potrivit art. 31 din legea pentru judecătorii de ocoale, care cere pentru exercitiul acțiunilor posesorii, ca posesiunea reclamantului să întrunească condițiile art. 1846 și 1847 c. c., prin asemenea acțiuni se apără numai posesiunea exclusivă a unui imobil. Exercițiul lor, deci, care se întemeiază pe o posesiune cu titlu de proprietar, nu-l pot avea și comostenitorii între ei, pentru apărarea posesiunii lucrului comun, atâta timp cât durează starea de indiviziune, deoarece în acest timp comostenitorii posedând unii pentru alții lucrul comun, ei exercită asupra lucrului comun o posesiune echivocă.

Intr'adevăr în timpul stării de indiviziune comostenitorii, urmând a respecta până la împărțeală natura și destinațiunea lucrului comun, în scopul unei folosințe comune, din această cauză și atâta timp cât ei respectă această îndatorire, nici n'au nevoie de exercitiul acțiunii posesorii, pentru a apăra între ei posesiunea comună, de această acțiune putând uză, numai în privra terților turburători, față de care posesiunea comună este exclusivă.

Oridecâteori însă, un comostenitor substituie posesiunii sale echivoce, asupra averii comune, o posesiune cu titlu de proprietar, cum ar fi prin vânzarea unui lucru determinat din averea indiviză, în folosul unui strein, consimțită de comostenitor fără învoirea celorlalți comostenitori. — în asemenea caz actul comostenitorului, constituind o turburare la folosința comună, cu caracter de folosință exclusivă și personală, posesiunea comună poate fi apărută prin acțiunea posesorie în privra comostenitorului, care prin actul său schimbă destinațiunea lucrului comun, și ca atare, oricare din comostenitori sau comuniști, în numele comunității, are exercitiul acțiunii posesorii contra unii asemenea comunist, întocmai ca și în contra unei terțe persoane, pentru a face ca să înceteze turburarea. (T. Argeș I, 403/914,

Curier Jud. 51/1915. În același sens: Judec. Băbicieni, ocol. Scărișoara-Romanati, 3 Febr. 1920. Justiția (Iasi) 10/921).

**26.** Numai când cineva dovedește că este exclusiv proprietar al unui munte, are dreptul a cere daune pentru tăerile de arbori efectuate în acest munte; în caz însă de codevălmașie — ca în speță — rămâne ca printr'o osebită acțiune să se determine în mod precis partea fiecărui codevălmaș pentru ca să se cerceteze apoi cu cât cantitatea lemnului tăiet de un comunist întrece dreptul său și vatămă drepturile celorlalți. (C. Ap. Buc. I, 159/915, Curier Jud. 14/916).

**27. a)** Achiesarea există numai atunci când partea execută benevol o hotărîre pronunțată în contra sa, iar nu și atunci când execută o hotărîre prin care credeă că i se dă câștig de cauză față de o altă persoană prin respingerea incidentului ridicat de aceasta.

**b)** În principiu și în conformitate cu art. 729 c. civ., acțiunea pentru eșire din indiviziune presupune necontestate calitatea de moștenitor și existența unei indiviziuni de drept, indiferent dacă posesiunea de fapt o au toți comostenitorii asupra averii a cărei împărțire se cere. De aci urmează că atunci când cu ocazia unei cereri de eșire din indiviziune se ridică pretențiuni de exclusivă proprietate asupra întregii sau unei porțiuni din averea supusă împărțelii, se impune a se stabili în prealabil că acea avere face parte din patrimoniul lui de cujus și numai în urmă, după aducerea ei la masa succesorală, să se procedă la îndeplinirea formelor prevăzute de lege pentru împărțire.

Astfel fiind, instanța de fond comite exces de putere când menține în masa succesorală o parte din avere, asupra căreia unul din moștenitori pretindeă că are drept de proprietate exclusivă, rezervând discuția asupra celui drept de proprietate pe calea unei acțiuni principale după împărțeală. (Cas. secțiunii unite, decizia No. 5, din 12 Febr. 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 258).

**28.** Din art. 729 c. civ., rezultă că dacă unul din comostenitori a schimbat posesia de comunist în posesie exclusivă și cu titlu de proprietar, dânsul dobândește prin prescripție proprietatea imobilului posedat astfel și deci diviziunea acelu imobil nu mai poate fi cerută de comostenitorii săi.

Prin urmare, Tribunalul interpretează greșit art. 729 c. civ. când respinge prescripția invocată de unul din comostenitori față de ceilalți, pe motiv că nu există un act de împărțeală definitivă între ei. (Cas. I, decizia No. 74, din 2 Februarie 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 262).



**29.** Un coindivizar încetând din viață și ceilalți continuând a posedă în indiviziune bunul rămas dela autorul lor, posesia acestora nu poate duce la prescripția achizitivă de scurt timp a părții din avere lăsată prin testament de către fratele decedat altui frate, care însă nu a prezentat testamentul și nu a cerut legatul, deoarece prescripția achizitivă nu poate fi opusă unui comostenitor cu care a posedat în indiviziune. (Cas. I, 212/916. Curier Jud. 49/916).

**30.** Conform dispozițiilor art. 729 c. civ., acțiunea de ieșire din indiviziune presupune: calitatea de moștenitor și existența unei indiviziuni de drept. (Judec. ocol C. Lung. 22 Dec. 1920. Curier Jud. 9/921).

**31.** Potrivit art. 729 c. civ., partajul unei succesiuni se poate cere chiar când moștenitorii au posedat separat bunuri din succesiune, cât timp nu se poate opune prescripția sau vre-un act de partaj.

Prin expresia de act de partaj, legiuitorul nu a înțeles înscrisul instrument de probațiune, ci însuș actul juridic, convențiunea de împărțea dintr-o comostenitori; că partajul unei succesiuni neintrând în categoria actelor solemne, pentru a căror existență însăș să fie necesar un act scris, urmează că existența lor are a se constata prin toate mijloacele de probă admise de dreptul comun, printre care deci intră și mărturisirea unei părți, care, potrivit art. 1206 c. civ., face deplină dovadă contra aceluia care a mărturisit.

Prin urmare, Tribunalul, neținând în speță seamă de mărturisirea însăș a reclamantei, că în cauză a avut loc partajul averii rămase pe urma defunctei și cerând că părțile să producă înscrisul constatând acest partaj violează art. 729 și 1206 c. civ. (Cas. I, No. 61, 1920; Jurispr. Rom. 10/920, p. 142. Curier Jud. 53-54/920; Judec. ocol II rural Bacău, 106 din 30 Aug. 1922. Pand. Rom. 1924, II, 287, Jur. Gen. 1925, No. 171).

**32.** Posesia coproprietarului fiind echivocă, neexclusivă și promiscuă, nu duce la prescripție. Prin urmare, el nu are exercițiul acțiunii posesorii contra codevălmașilor săi.

Acțiunea posesorie devine admisibilă când uzurpatorul a intervertit posesiunea sa de comunist sau când este îndreptată chiar fără consimțământul celorlalți codevălmași contra unui terț turburător. (Judec. ocol I rural C. Lung, 215 din 8 Iulie 1921. Buletinul Trib. Muscel 10/921).

**33.** Cu drept cuvânt instanța de fond decide că primul partaj face să înceteze starea de indiviziune și își produce toate efectele sale atât între părțile cari l-au încheiat cât și față de suc-

cesorii lor, câtă vreme nu a fost anulat de justiție. În această situație un al doilea partaj care s'ar face nu poate avea nici un efect față de terții, căci el nu poate operă ieșirea din indiviziune a unei averi care a ieșit deja din această stare de indiviziune prin efectul primului partaj atacat în anulare dar neanulat. (Cas. I, 445 din 8 Mai 1922. Jur. Rom. 20-21/922. Pand. Rom. 1923, III, 33).

**34.** Cumpărătorul unui bun determinat dintr'o succesiune de la unul dintre comostenitori, nu poate fi considerat ca o terță persoană în privința probelor ce trebuie să administreze pentru a dovedi existența partajului anterior înstrăinării, ci ca un succesor cu titlu particular, un „ayant-cause“ al comostenitorului vânzător și deci existența partajului o poate dovedi numai prin mijloacele prevăzute de legiuitor între părțile contractante. (Trib. Dorohoi, 3 Oct. 922. Dreptul 15/923. Pand. Rom. 1923, III, 92).

**35.** În timpul indiviziunii, coproprietarii neavând un drept exclusiv asupra unei porțiuni distincte dintr'un imobil indiviz, dânsii nu pot, în raporturile dintre ei, să exercite o acțiune în revendicare pentru un asemenea bun, decât numai în cazul când coproprietarul ar fi stăpânit imobilul indiviz, sau o porțiune determinată timp de 30 ani, intervertind astfel titlul sau caracterul inițial al posesiunii de comunist, în posesiune exclusivă, conducând la dobândirea proprietății.

Aceiași situațiune juridică există și deci nu este loc la acțiune în revendicare, ci la partaj, și în cazul când unul din comostenitori și-a vândut partea sa indiviză unui terțiu, — și această situațiune juridică a părților nu este modificată, în sensul de a se face admisibilă acțiunea în revendicare, nici în cazul când vânzătorul părții indivize a intervenit în procesul în revendicare intentat în contra cumpărătorului de către celălalt coproprietar și s'a alăturat acestuia, — pentru că intervenientul numai având nici o calitate cu privire la partea vândută, intervenția lui este lipsită de vreun interes legitim și actual și ca atare nu poate fi vorba de o acțiune în revendicare pe care toți moștenitorii ar intenta-o contra terțiului deținător. (Cas. I, dec. 210 din 23 Febr. 1923. Jur. Gen. 1923, No. 391; Jur. Rom. 10/923. Pand. Rom. 1923, III, 115, Dreptul 20/923. Curier Jud. 37/923).

**36.** În drept, în ce privește dovada unei convențiuni de partaj, sunt aplicabile regulele de probă ce se cer și pentru dovada celorlalte convențiuni, pentru care codul civil nu cere acte solemne, de oarece acest cod nu face nici

o distincție; deci este admisibilă proba cu martori pentru dovedirea unui partaj, ori de câte ori va exista un început de dovadă scrisă.

Când se prezintă, ca fiind un început de probă scrisă, o scriptură, ea nu poate fi considerată ca atare, decât dacă este scrisă de persoana căreia i se opune, pentru ca prima condițiune cerută în asemenea caz, este personalitatea scripturei.

Este adevărat că în doctrină și în jurisprudență în parte, se admite că chiar dacă o scriptură nu ar întruni această condițiune, totuși dacă se dovedește consimțământul, fie expres, fie tacit la facerea acelei scripture, al aceluia căruia i se opune, în asemenea caz scriptura poate fi considerată ca un început de dovadă scrisă, însă se cere ca acest consimțământ să rezulte nu din prezumțiuni, ci din acte scrise care să facă dovada necontestată a aceluia consimțământ; altfel voința legiuitorului ar fi totdeauna eludată și art. 1191 cod civil nu și-ar mai avea nici odată aplicarea.

Prin urmare, în speță, actul prezentat de apelant, fiind o estimățiune făcută pe hârtie volantă, pe care se vede scrise nume, țife și operațiuni de adunări, nescrise însă de intimat și nici nu poartă semnătura lui, nu poate fi considerat ca un început de dovadă scrisă a acestuia și nu poate duce la înscuviințarea probei cu martori.

Este necontestat în drept și faptul că executarea unui partaj, când ea rezultă din acte sau din fapte constatate prin acte scrise, constituie o mărfurisire indirectă a existenței partajului, cum, spre exemplu, cazul dintr'o jurisprudență franceză, când unul din comostenitori a vândut el singur un imobil a primit prețul comportându-se el ca proprietar, fapt din care rețea că, fără existența partajului, comostenitorul vânzător nu putea înstrăina el singur acel imobil din succesiune și modul său de a se comporta în această succesiune făcea verosimilă existența unei convențiuni de partaj, deci eră admisibilă și proba cu martori. (C. Apel Bac. s. IV Jurnal 1417 din 19 Mart. 1923. Jur. Gen. 1923, No. 544).

37. Din redacțiunea dispoz. art. 728 c. civ., reese clar, că dreptul de a cere esirea din indiviziune rezultată din faptul succesiunii este imprescriptibil în tot timpul cât durează starea de indiviziune, și poate fi exercitat ori-când, chiar după 30 de ani, căci este inadmisibil ca coproprietarul indiviz să devină după 30 de ani proprietar exclusiv, o posesiune indiviză neputând duce niciodată la o proprietate diviză. Și legiuitorul merge atât de departe cu principiul imprescriptibilității acestui drept, încât admite diviziunea chiar

când unul sau mai mulți din erezi au posedat părți separate de succesiune. Totuși prin art. 792 c. civ., legiuitorul admite următoarele două excepțiuni la acest principiu; când diviziunea nu mai poate fi cerută, și anume: 1) când între comostenitori a avut loc un act de împărțeală și 2) când un comostenitor opune prescripția. Prescripția opusă de un comostenitor în cazul art. 729 c. civ., nu poate fi alta decât prescripția achizitivă de 30 ani, căci comostenitorul neavând nici un titlu nu poate fi vorba de prescripția de 10 sau 20 de ani. Cu alte cuvinte, comostenitorul care invoacă prescripția, trebuie să dovedească înaintea instanței de fond, că a posedat tot sau o parte din bunul comun în condițiunile cerute de art. 1847 c. civ., adică în mod continuu, neîntrerupt, neturburat, public și sub nume de proprietar, schimbându-și astfel posesiunea de comunist în posesiune utilă, singura care-l poate duce la prescripție, — neerându-se în acest caz intervertirea titlului, care ar fi necesară și obligatorie în cazul detentorilor precari. (Trib. Bacău, s. II-a, Jurnal 5505 din 9 Iulie 1923. Jur. Gen. 1923, No. 1231).

37 bis. Împărțeala fiind o convenție, ea poate fi făcută prin simplu consimțământ fără să fie nevoie de act scris. Dacă se încheie un act sub semnătură privată sau autentic, el servește „ad probationem“, nu „ad solemnitatem“. Faptul de a face împărțeală printr'un act semnând prin punere de deget, chiar legalizat de o autoritate necompetentă, nu-i ridică actului valoarea juridică, când părțile contractante îl execută în fapt și îl recunosc la interogatoriu luat.

În specie, un act intitulat de părți act de asigurare, deși este făcut prin punere de deget și legalizat de o autoritate necompetentă, totuși este bun fiindcă conține în el o operațiune juridică, un partaj, care timp de zece ani a fost executat de bună voie de părți, și după zece ani recunoscut ca valid, fiindcă însăși partea care l-a semnat prin punere de deget, căutând să-l dărâme pe calea acțiunii în dol, a cerut înaintea acestui tribunal „desființarea împărțelei și anularea înscrisului“; or e un fapt ce nu suferă discuție că nu se poate anula ceea ce nu are ființă.

Prin facerea partajului, proprietatea indiviză e ștearsă, ca și cum nici odată nu ar fi avut ființă, socotindu-se că fiecare își ține dreptul de la defunct. Mostenitorii devin astfel proprietari absolut și exclusiv pe lotul lor. Principiul că împărțeala e declarativă de proprietate e de ordine publică. Mostenitorii nu mai au nici un drept să mai execute din nou o acțiune în partaj când partajul a fost făcut de autorul



lor și are ființă legală, ei ne mai având calitatea de coindivizari în raport cu moștenitorii celeilalte stirpe, ei de proprietari absolut și exclusivi. Față de autorii lor, ei sunt considerați ca „ayant-cause“ universali și în această calitate ei trebuie să sufere toate actele încheiate de autorul lor. (Trib. Muscel 49/923. Jur. Gen. 1925, No. 170).

**38.** Un comostenitor — atât timp cât dănuiește indiviziunea — nu poate vinde din masa succesorală decât dreptul său indiviz, căci el nu poate dispune singur de o porțiune din bunul comun. Cumpărătorul acestui drept de

moștenire — îmbrăcat astfel în haina de comostenitor — când el este tert — nu poate intența asupra celorlalți coerezi altă cerere decât aceea de partaj și nici nu poate cere a i se delăsă o porțiune materială din bunul comun. (Judec. ocol. rural Vălenii-de-Munte. Cartea de jud. civ. No. 6 din 2 Febr. 1924. Jur. Gen. 1924, No. 626).

**39.** A se vede: art. 700 cu nota 10; art. 728 cu nota 15; art. 730 cu notele respective; art. 786 cu nota 18; art. 1197 cu nota 51; art. 1844 cu nota 17; art. 1858 cu notele respective.

**Art. 730.** — Dacă toți erezii sunt prezenți și majori, se pot împărți între dâșii, ori cum ar voi, fără îndeplinirea vreunei formalități.

Dacă toți erezii nu sunt prezenți sau dacă între dâșii sunt minori sau interziși, atunci se vor pune peceti pe efectele succesiunii în cel mai scurt termen, sau după cererea erezilor sau după aceea a procurorului tribunalului de prima instanță. (Civ. 95, 100, 729, 747 urm., 916; Pr. civ. 654 urm., 657; L. Timbr. 18 § 20, 21 § 9, 24 § 12; L. agrară, 128; Civ. Fr. 819).

*Text. fr. Art. 819.* — Si tous les héritiers sont présents et majeurs, l'apposition de scellés sur les effets de la succession n'est pas nécessaire, et le partage peut être fait dans la forme et par tel acte que les parties intéressées jugent convenables.

Si tous les héritiers ne sont pas présents, s'il y a parmi eux des mineurs ou des interdits, le scellé doit être apposé dans le plus bref délai, soit à la requête des héritiers, soit à la diligence du procureur du Roi près le tribunal de première instance, soit d'office par le juge de paix dans l'arrondissement duquel la succession est ouverte.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 537, 538;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2788 urm., 3031;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 447, 514;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1620 urm.; *Suppl. Successions*, 1043 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 140 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XV, 521, 616;  
 HUC, V, 286;  
 LAURENT, X, 262, 291, 302 urm.;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a 272 urm., 528 urm.,  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 158;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2353 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 489 urm., 494 urm.; (II, ed. 2-a, p. 667; IV, part. II, ed. 2-a, p. 369); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 222 nota 2;  
*Observație*, sub. Cas. I, 406 din 8 Sept. 910. Dreptul 81/910;  
 BENEȘACHE C. REMUS, *Observație* sub. C. Apel Buc. S. I, 56 din 21 Febr. 908. Curier Jud. 24/908;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 262;  
 MALINESCU C., *Nota* sub. Judec. ocol I Bacău, 106 din 30 Aug. 1923. Jur. Gen. 1925 No. 171;  
 Pand. Rom. 1924-II-288;  
 NACU, I, p. 227, 607; II, p. 148, 153;  
 PLASTARA GEORGE, *Nota*, sub. Cas. I, 61 din 23 Febr. 1920. Curier Jud. 53-54/1920; *Nota* sub. Cas. I, 4 April 1924; Pand. Rom. 1925, I, 15;  
 PHEREKYDE GRIGORE, *Nota*, sub. Cas. I, 572 din 4 April 1924. Pand. Rom. 1924, I, 197;  
 TONEANU N. C., „*Partaj sau vânzare de drepturi succesoriale*“, Curier Jud. 13/909.

## INDEX ALFABETIC

Absență 5.	Marturi 8, 9.
Act autentic 2, 4.	Minori 5.
Act de partaj 1-11.	Moștenitori, a se vedea „Successori”.
Act scris 6.	Nulitate 7.
Act sub semnătură privată 4.	Partaj 1-11.
Apel electoral 2.	Partaj voluntar 1, 3-6, 8, 9, 11.
Autentic act 2, 4.	Probe, a se vedea „Act de partaj”.
Autentificare 2.	Sigilii 3.
Autorizație maritală 7, 11.	Successiune 1, 3, 5.
Dotă 11.	Successori 1, 3.
Electoral apel 2.	Transcriere 2.
Femea căsătorită 7, 11.	Verbală convenție 4, 6.
Inginer hotarnic 10.	
Interzis 5.	
Islaz 5.	

## Jurisprudență.

1. Partajul unei moșteniri se poate face între moștenitorii prezenți și majori, fără îndeplinirea vre-unei formalități, conform art. 730 și moștenitorii cari sunt de drept proprietari și posesori în indiviziune al bunurilor moștenirii se fac proprietari fiecare pe bunurile anume determinate prin partaj. (Cas. II, 45/70, Mai 23/70. B. p. 142).

2. Validitatea unui act de împărțeală, autenticat și transcris în regulă, nu se poate discuta pe cale incidentală cu ocaziunea unui apel electoral. (Cas. II, 340/Apr. 11/91, B. p. 529).

3. Când instanța de fond deduce, din declarația făcută de un moștenitor, declarație prin care dânsul arată că s'a făcut împărțeală frățească între toți comoștenitorii, de tot ce a rămas pe urma defunctului și cere a se ridica sigiliile aplicate și a se da averea în păstrarea celorlalți moștenitori, ne mai având nici o pretenție asupra acestei averi, fiind satisfăcut, că acel moștenitor și-a primit partea sa din moștenire și, că prin urmare, nu mai poate avea un drept de împărțire în acea avere și, ca consecință, îi respinge cererea de esire din indiviziune, prin aceasta, instanța de fond nu violează principiul, că nu există partajiu, când împărțeala nu cuprinde pe toți moștenitorii. (Cas. I, 85/901, B. p. 225).

4. Partajul convențional poate fi făcut chiar printr'o simplă convențiune verbală, legea necerând pentru validitatea unui asemenea fel de partaj existența unui act autentic sau semnătură privată. (Cas. I, 406 din 3 Sept. 1910, Jurisprudența 28/1910; Bul. pg. 1135; Trib. Dorohoi, 3 Oct. 1922. Dreptul 15/923, Pand. Rom. 1923, III, 92).

5. După principiul pus în art. 730 c. civ., pentru împărțeala bunurilor unei succesiuni, principiu aplicabil și împărțelilor de oricari alte bunuri, o împărțeală se poate face între proprietarii prezenți și majori, fără îndeplinirea vre-unei formalități, și numai atunci când sunt absenți, minori sau interziși legea cere ca împărțeala să se facă prin justiție.

Prin urmare, din momentul ce se stabilește că între coproprietarii unui islaz nu sunt absenți, minori sau interziși, dovada împărțelei se putea face prin toate mijloacele prin cari, după dreptul comun, se pot dovedi convențiunile în genere. (Cas. I, 516 din 24 Sept. 1913, B. p. 1565, Curier Jud. 73/913).

6. Pentru a exista partaj voluntar, nu se cere act scris, el putând fi făcut chiar și verbal, iar actul nu se cere decât ad probationem și, în lipsa lui, dovada putând fi făcută conform dreptului comun. (Trib. Tecuci, Oct. 1913; Dreptul 1914, p. 61).

7. Autorizarea maritală la facerea unui act juridic cum e partajul de către femeie fiind cerută de lege în interesul femeii măritate, lipsa unei asemenea autorizații constituie o nulitate relativă, care nu poate fi invocată decât de femeie, iar nu și de către partea cu care incapabilul a contractat. (Cas. I, No. 343, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 472).

8. Proba cu martori este inadmisibilă, conform art. 1191 c. civ., spre a se dovedi un partaj voluntar, căci deși art. 730 c. civ., prevede că un partaj poate avea loc și fără îndeplinirea vreunei formalități, însă nu a înțeles să deroge dela regulile generale în materie de probă, ci s'a referit numai la formalitățile cerute de lege, ca măsurile de asigurare, atunci când nu toți ererii sunt majori și prezenți. (Cas. I, decizia No. 472, din 11 Sept. 1915, Jurispr. Rom. 1915, p. 536, Curier Jud. 81/915).

9. Partajul unei averi mai mari ca 50 lei nu poate fi dovedit cu martori. (Trib. Dorohoi 191 din 2 Sept. 1921, Jur. Gen. 1923 No. 1372).

10. Un act intitulat „act de stăpânire” și care emană dela un inginer hotarnic nu poate fi opozabil părților despre cari se vorbește în cuprinsul lui, atât timp cât operația împărțelei constatată de acel inginer, nu e susținută cu nici o împrejurare care să arate puterea și legalitatea împărțelei făcută. (Trib. Dorohoi 191 din 2 Sept. 1921, Jur. Gen. 1923, No. 1372).

11. Femeea măritată majoră, fie chiar și aceea care a adoptat regimul dotal, este capabilă să procedeze la o împărțeală voluntară, căci nu figurează printre persoanele cărora legea le-a impus împărțeala judecătorească și nici incapacitatea ei de femeie măritată nu poate constitui o piedică, căci capacitatea ei reducându-se numai la autorizația bărbatului, având această autorizație, nimic nu se opune ca ea să poată face și o împărțeală voluntară cum poate face orice alt act care privește patrimoniul ei. (Cas. I, 527



din 4 Apr. 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1036, Jur. Rom. 9—10/1924, Pand. Rom. 1924, I, 197, Pand. Rom. 1925, I, 15).  
 12. A se vedea : art. 651 cu nota 2 ; art. 729 Index „Act de împărțeală“, „Convențiune“ și notele respective; art. 797 cu nota 3 ; art. 1248 cu nota 46.

**Art. 731.** — Creditorii pot și ei să ceară punerea de peceti în virtutea unui titlu executoriu, sau a unei permisiuni judecătorești. (Civ. 732, 974 ; Pr. civ. 637, 655, 656 ; Civ. Fr. 820).

*Text. fr. Art. 820.* — Les créanciers peuvent aussi requérir l'apposition des scellés, en vertu d'un titre exécutoire ou d'une permission du juge.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 514, 586 ;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1642 urm. ;  
 MICHAUX, *Traité, pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 272 urm. ;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 159 ;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2355.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, Part. II, ed. 2-a, p. 489 urm., 494 urm. ; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 222 nota 2 ;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 262 ;  
 NACU, I, p. 608 ; II, p. 154 ;  
 TĂTARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 69.

**Art. 732.** — După punerea pecetilor, creditorii pot face opozițiune și fără a avea titluri executorii sau permisiunea justiției. (Civ. 731 ; Pr. civ. 666 urm., 668 urm. ; Civ. Fr. 821).

*Text. fr. Art. 821.* — Lorsque le scellé a été apposé, tous créanciers peuvent y former opposition, encore qu'ils n'aient ni titre exécutoire ni permission du juge.

Les formalités pour la levée des scellés et la confection de l'inventaire, sont réglées par les lois sur la procédure.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 514, 586 ;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1645 ;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 276 urm. ;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 159 ;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2355.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, ed. 2-a, p. 489 urm., 494 urm. ; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 222 nota 2 ;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 262.

**Art. 733.** — Dacă vreunul din coerezi nu consimte la facerea împărțelei, sau dacă se ivesc contestațiuni, ori în privința modului de procedare, sau asupra chipului de-a o termină, tribunalul se pronunță în mod sumariu sau numește, de cere trebuința, pentru operațiunile împărțelei, pe unul din judecători, după raportul cărui judecă contestațiunile. (Civ. 728 urm. ; Pr. civ. 63, 692, 694 urm. ; Civ. Fr. 823).

*Text. fr. Art. 823.* — Si l'un des cohéritiers refuse de consentir au partage, ou s'il s'élève des contestations soit sur le mode d'y procéder, soit sur la manière de le terminer, le tribunal prononce comme en matière sommaire, ou commet, s'il y a lieu, pour les opérations du partage, un des juges, sur le rapport duquel il décide les contestations.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 545;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 3164;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 514;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1679 urm.; *Suppl. Successions*, 1076 urm.;  
 DEMOLOMBE, XV, 637;  
 HUC, V, 299;  
 LAURENT, X, 312;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 581 urm., 1847 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 158, 161;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2359.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 370 n. 1, 489, 500 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 655).  
 CANTACUZINO MATEL, p. 262, 263, 264;  
 CEZĂRESCU N. I., *Adnotație*, sub. C. Apel Buc. S. I, 56/911. Curier Jud. 14/1912;  
 CONSTANTINESCU M. D., „*Despre încheerea prin care se admite în principiu acțiunea într'un proces de partaj*”. Pagini Juridice 79/1911;  
 GEORGEAN N., *Nota sub. Trib. Dorohoi*, 506 din 4 Dec. 1923. Jurispr. Gen. 19/1924, No. 1101;  
 HAGI-GHEORGHE ALEXANDRU, „*Intervenția comostenitorului care nu a luat parte la admiterea în principiu a partajului*”. Dreptul 31/920;  
 MIRONESCU G. G., *Nota sub. Trib. Gorj S. II*, 190 din 6 Oct. 919 Curier Jud. 16-17/1920;  
 ORĂNESCU C., „*Apelul în contra jurnalelor de admitere în principiu al partajului la Judecătoria*”. Curier Jud. 49/913;  
 OSICEANU C. G., „*Intervenția comostenitorului care nu a figurat la admiterea în principiu a partajului*”, Dreptul, 27/920;  
 POTĂRCĂ V., „*Câteva considerațiuni asupra unei sentințe*”. Curier Jud. 16-17/919;  
 SCRIBAN ȘTEFAN, „*Soarta unei controverse*”. Curier Jud. 9/911;  
 STĂNESCU N., „*Hotărârile date de tribunale în materie de partaj prin cari se rezolvă oarecari puncte de fond sunt ele supuse apelului și care este termenul de apel?*” Dreptul 69/909;  
 STOENESCU, D. DEM., *Nota sub. Trib. Dolj, S. II*, 126 din 20 Febr. 913. Curier Jud. 49/913;  
*Nota sub. Trib. Dolj S. II*, 5 April 1910. Curier Jud. 4/911.

### INDEX ALFABETIC

Acțiune 2.	Legea jud. de ocoale, a se vedea „Judecătorii de ocoale”.
Admitere în principiu 3, 4, 8, 10, 11, 12.	Loturi 3, 6, 7, 11, 12, 13.
Apel 3-6, 8, 9, 10, 12.	Masa succesorală 2, 4, 7, 8, 10.
Arbitri 3, 7.	Minori 3.
Autoritate de lucru judecat 3, 4, 8.	Moștenitori, a se vedea „Successori”.
Cale grațioasă 1.	Omologare 4.
Calitate de moștenitor, a se vedea „Successori”.	Partaj 1-13.
Comostenitori, a se vedea „Successori”.	Petiție de creditate 2.
Curte de apel, a se vedea „Apel”.	Raport 6, 7, 9, 13.
Experți 3, 5, 9, 13.	Sorti, a se vedea „Tragere la sorti”.
Grațioasă cale 1.	Successiune 1-13.
Incheieri preparatoare, a se vedea „Admitere în principiu”.	Successori 1, 2, 4-7, 10.
Judecătorii de ocoale 10.	Tragere la sorti 3, 6, 8-13.
	Vindere-cumpărare 1.

### Jurisprudență.

1. Tribunalul, sesizat de facerea împărțirii între succesorii averii successorale, prin aceasta nu e chemat a regula, pe cale grațioasă, interesele reciproce ale părților ce ar rezulta pentru ele dintr'un contract de vânzare, afacere care nu este relativă la partajul

acelei averi, căci nimeni, nu poate să se descarce asupra instanțelor judecătorești de grija de a se ocupa de afacerile sale. (Apel Buc. III, 84, Apr. 29/85 Dr. 48/85).

2. Acțiunea prin care cineva reclamă a i se recunoaște calitatea de erede și a se aduce la masa succesiunii toate bunurile rămase de la *de cuius* este întru câțva și o acțiune în petiție de ereditate; prin urmare, împotrivirea celorlalți erezi la această acțiune nu este o contestatiune de felul celor prevăzute de art. 733 asupra căroră tribunalul se pronunță în mod sumar. Deci, dacă se suspendă partajul, aceasta se face pentru a nu se procede la partaj până ce nu se va decide definitiv dacă bunurile ce se cere a se aduce la masa succesiunii întră ori nu în averea rămasă de moștenire. (Apel Buc. III, 188, Sept. 18/87, Dr. 74/87).

3. Incidentele ce se pot naște cu ocaziunea facerii partajului sunt examinate de tribunal în mod sumar și preparatoriu pentru a se ajunge cât mai curând la actul de partaj, singurul



care constituie însuși fondul afacerii, cu care ocaziune după concluziunile părților intervine sentința confirmatoare sau modificatoare a actului de partagiu și supusă apelului. A se admite că orice incident sau contestațiune să fie judecat în mod definitiv și executoriu, ar fi a nu se mai putea ajunge la facerea partagiului, căci contestațiunile nu sunt limitate la a-nume cazuri și se pot crea după simplul capriciu al părților. Și din economia art. 733, 744, 746 și 747 rezultă că toate operațiunile împărțelii până la tragerea părților la sorti sunt preparatorii de oarece numai după facerea părților copărtașe sunt admiși a propune reclamarile lor în contra formării părților. Or, în materie de împărțire fiind vorba de experți estimatori și arbitri sau experți socotitori, toate lucrările acestea nu pot fi considerate de cât ca preparatorii, conform art. 159 și 160 pr. civ.; și dacă sunt minori, părțile urmând a se face de către tribunal când loturile vor fi făcute atunci se poate statua asupra tutului contestațiunilor cari rezolvându-se în mod definitiv, să se procedă la tragerea și atribuirea părților fie-căruiia dintre comostenitori. Deci apelurile trebuie considerate ca premature până în momentul facerii părților. (Apel Buc. I, 165, Nov. 7/87 Dr. 81/87).

4. Într'o procedură de partagiu se pot ivi diferite incidente dela a căror soluțiune va depinde adesea în tot sau în parte însăși chestiunea principală a partagiului. Hotărârile care rezolv atari incidente, precum ar fi calitatea de coerede, determinarea masei partagiabile, modul cum are a se efectua împărțea, în natură sau prin vânzare, etc., nu pot fi considerate ca niște hotărâri preparatorii, în sensul art. 323 pr. civ., pentru că ele rezolv un punct de drept litigios, și nu intră în categoria celor prevăzute de art. 159 și 160 pr. civ. De vreme ce dar atari hotărâri au, față cu tribunalul care le-a pronunțat, puterea lucrului judecat, și pe cât timp acesta nu le putea pronunța în ultima instanță apoi, conform principiului general stabilit de art. 316 pr. civ., ele pot fi atacate cu apel oșebit și chiar mai înainte de pronunțarea hotărârii de omologarea partagiului, singura în specie care devestind în mod absolut pe tribunal de afacere, are a fi considerată ca hotărâre de fond. (Apel Craiova, II, Mai 29/91, Dr. 53/91).

5. Art. 736 recunoaște fiecăruiia din coerezi dreptul de a putea să ceară partea sa în natură în mobilele și imobilele succesiunii; și prin art. 733 și următorii se arată modul cum are să se facă partagiul unei succesiuni; or, după aceste texte de lege numai tribu-

nalul este chemat, când este necesitate de intervențiunea justiției la facerea unui partagiu, să expertizeze bunurile unei succesiuni și să atribue fiecărui moștenitor partea sa, iar nu curtea de Apel. (Cas. I, 453/Nov. 22/91 B. p. 1241).

6. Într'un partagiu judiciar, cererea de raport făcută de unul din comostenitori, numai înaintea judecătorului însărcinat cu operațiile partagiului, fără să fie susținută înaintea tribunalului, cu ocazia efectuării tragerii loturilor, nu mai poate să fie reînviată în apel întru cât n'a fost regulat introdusă înaintea primei instanțe, unde putea să dea loc la discuții contradictorii. (Cas. I, 294/94, B. p. 930).

7. Legiuitorul nu pronunță nici o decădere în contra moștenitorilor cari cu ocazia cererii de eșire din indiviziune, nu formulează tot deodată și pretențiile lor de raport, ci, din contra, când moștenitorii nu se înțeleg între dânșii și provoacă partagiul judiciar, dânșii sunt în drept de a produce înaintea arbitrilor numit toate socotelile, ce copărtașii sunt datori a-și da unii altora, pentru a formă masa succesorală și pentru a compune formarea loturilor. (Cas. I, 433/900, B. p. 1464).

8. Încheierea primei instanțe prin care se admite în principiu cererea de ieșire din indiviziune, se fixează masa succesorală etc., fiind dată chiar asupra dreptului părților în litigiu de a împărți averea rămasă pe urma lui de cuius, e o adevărată hotărâre definitivă a primei instanțe și nu poate fi considerată ca o simplă încheiere pregătitoare care potrivit art. 323 pr. civ. să nu poată fi susceptibilă de apel de cât odată cu hotărârea prin care se atribue loturile moștenitorilor defunctului. (Cas. I, 250 din 9 Iulie 1908, Jurisprudența 20/908).

În același sens: Cas. I, 276 din 14 Mai 1910, Jurisprudența 26/1910; Cas. I, 2263 din 12 Mai 1910, Jurisprudența 30/1910; Cas. I, 499 din 1 Oct. 1910, Jurisprudența 33/1910; Cas. I, 489 din 29 Sept. 1910, Jurisprudența 33/1910; Cas. I, 629 din 22 Nov. 1910, Bul. p. 1546, Jurisprudența 39/1910; Cas. I, 309 din 28 Mai 1910, Dreptul 57/1910, Bul. p. 754; Cas. I, 689 din 13 Dec. 1910, Jurisprudența 2/911; Cas. I, 111 din 11 Feb. 1911, Jurisprudența 11/1911; Cas. I, 97 din 8 Febr. 1911, Jurisprudența 11/1911; Cas. I, 904/911, Curier Jud. 29/1912; Judec. rurală Șipote (Iași) 186/911, Curier Jud. 23/1912; Cas. S. U. 11 din 15 Nov. 1912, Jur. Rom. 6/913 și Curier Jud. 83/912; Cas. I, 370/913, Curier Jud. 59/913; Cas. I, 24 din 18 Ian. 913, Jur. Rom. 12/913; Cas. I, 495 din 18 Sept. 1913, Curier Jud. 66/913; Cas. I, 704 din 26 Nov. 1913, Curier Jud. 7/914; Cas. I, 254 din 26 Mart. 1913, Curier Jud. 42/913; Cas. I, Curier Jud. 52/913; Trib. Dolj, s. II, 126 din

20 Febr. 1913, Curier Jud. 41/913; Cas. I, 245 din 25 Apr. 1914, Jur. Rom. 23/914 și Curier Jud. 63/914, Cas. I, 290 din 14 Mai 1914, Curier Jud. 58/914; Cas. I, 52 din 26 Ian. 915, Jur. Rom. 14/915; Cas. I, 486 din 16 Sept. 1915, Jur. Rom. 1915 p. 535; Judec. ocol rural Negoesti-Dolj 21 Oct. 919, Dreptul 25/920; Cas. I, 666 din 12 Sept. 1921, Jur. Rom. 20—21/921; Pand. Rom. 1922, III, 77; C. Apel Constanța 80 din 18 Oct. 1922, Jur. Gen. 1923 No. 303, Dreptul 19/923; Cas. I, 1127 din 12 Nov. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 203; Trib. Dorohoi 506 din 4 Dec. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 1101; Trib. Dolj s. II, 482/924, Jur. Gen. 1924, No. 2188).

9. În materie de ieșire din indiviziune cererea de raport poate fi făcută pentru prima oară în apel cu ocazia apelului făcut în contra hotărârii prin care prima instanță a atribuit părților loturile formate de expert. (Cas. I, 662 din 1 Dec. 1910 Jurisprudența 1/911; În acelaș sens: Cas. I, 341 din 7 Mai 1913, Curier Jud. 46/913 și 54/919).

10. Hotărârea prin care se stabilește calitatea părților și masa succesorală de împărțit, chiar sub actuala lege a Judecătorilor de ocoale este susceptibilă de a fi atacată cu apel mai înainte de pronunțarea hotărârii prin care se atribuie părților loturile formate. (Cas. I, 22 Nov. 1910, B. p. 1546).

11. Instanțele de fond pot să pronunțe odată și admiterea în principiu

a cererii de ieșire din indiviziune și partajul dintre părți, întrucât prin nici un text de lege ele nu sunt obligate să admită mai întâi în principiu acțiunea de ieșire din indiviziune și numai după ce această hotărâre va rămâne definitivă să procedă la facerea partajului. (Cas. I, 26 din 14 Ian. 1911, Jurisprudența 8/1911).

12. Dacă asupra unei acțiuni de ieșire din indiviziune s'au dat două hotărâri de către întâia instanță, prin prima admitându-se în principiu acțiunea și dispunându-se facerea partajului iar prin a doua admitându-se ca fondată acțiunea și atribuindu-se fiecărei părți lotul respectiv, în asemenea împrejurare, numai ultima hotărâre este susceptibilă de apel căci prin ea se rezolvă întreg fondul procesului și efectele primei hotărâri sunt cuprinse în ultima hotărâre. Prin urmare apelul făcut contra primei hotărâri are a fi respins ca inadmisibil. (Cas. I, 54 din 26 Ian. 911, Jurisprudența 10/1911).

13. Cererea de raport tinzând la egalizarea loturilor între moștenitori poate fi făcută până în momentul tragerii la sorti a loturilor formate de expert. (Cas. I, 314 din 9 Mai 911, Jurisprudența 20/1911).

14. A se vede: art. 651 cu nota 2; art. 728 cu nota 2; art. 737 cu nota 5; art. 749 cu nota 6; art. 1201 cu notele 283, 312.

**Art. 734.** — Estimațiunea imobilelor se face de experți aleși de părțile interesate; de experți numiți din oficiu când părțile refuză a-i alege.

Procesul-verbal al experților trebuie să arate bazele estimațiunei: să indice dacă obiectul estimat poate să fie comod împărțit și în ce chip; să fixeze în fine, în caz de împărțire, fiecare din părțile ce se pot forma, precum și valoarea lor. (Civ. 410—412; Pr. civ. 211 urm., 685, 694 urm.; Legea timbr. 18 § 14, 21 § 13; Civ. Fr. 824).

*Text. fr. Art. 824.* — L'estimation des immeubles est faite par experts choisis par les parties intéressées, ou, à leur refus, nommés d'office.

Le procès-verbal des experts doit présenter les bases de l'estimation; il doit indiquer si l'objet estimé peut être commodément partagé; de quelle manière; fixer enfin, en cas de division chacune des parts qu'on peut en former, et leur valeur.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 514;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 1695 urm.; *Suppl. Successions*, 1096 urm.;  
MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages* ed. 4-a, 331 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 161;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2360.



**Doctrină românească.**

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 503 urm.; (II, ed. 2-a, p. 758);  
CANTACUZINO MATEI, p. 264;  
NACU, II, p. 158, 159.

**Jurisprudență.**

1. A se vedeă art. 411 cu notele 5, 6, 10.

**Art. 735.** — Estimațiunea mobilelor trebuie să se facă de oameni cunoscători și după adevăratul lor preț. (Civ. 722; Civ. Fr. 825).

*Text. fr. Art. 825.* — L'estimation des meubles, s'il n'y a pas eu de prise faite dans un inventaire régulier, doit être faite par gens à ce connaissant, à juste prix et sans crue.

**Doctrină străină.**

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 3172, 3173;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 514;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 1688 urm.; *Suppl. Successions*, 1083 urm.;  
MICHAX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2171 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 163;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2360;

**Doctrină românească.**

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 506;  
CANTACUZINO MATEI, p. 264;  
NACU, II, p. 159.

**Art. 736.** — Fiecare din coerezi poate cere partea sa în natură din mobilele sau imobilele succesiunii. Cu toate acestea, de sunt creditori sequestranți sau oponenti, sau dacă majoritatea coerezilor socotesc necesară vinderea mobilelor pentru plata datoriilor succesiunii, ele se vând public după formele obicinuite.

Dacă imobilele nu se pot împărți se vor vinde la tribunal prin licitațiune.

Dacă toate părțile sunt majore, ele pot conveni să facă vânzarea în fața unui arbitru, numit de dânsele. (Civ. 401 urm., 730, 740, 785, 823—828, 974, 1388 urm.; Pr. civ. 677 urm., 681 urm., 694 urm.; L. Timbr. 44 § 2, 61-a; Civ. Fr. 826, 827).

*Text. fr. Art. 826.* — Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession; néanmoins, s'il y a des créanciers saisissants ou opposants, ou si la majorité des cohéritiers juge la vente nécessaire pour l'acquit des dettes et charges de la succession, les meubles sont vendus publiquement en la forme ordinaire.

*Text. fr. Art. 827.* — Si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, il doit être procédé à la vente par licitation devant le tribunal.

Cependant les parties, si elles sont toutes majeures, peuvent consentir que la licitation soit faite devant un notaire, sur le choix duquel elles s'accordent.

**Doctrină străină.**

AUBRY ET RAU, VI, p. 540, 547, 548;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2857, 2858, 3180, 3182, 3184, 3186, 3192 urm., 3195, 3197, 3202;

- COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 511, 515, 517, 518, 697, 698, 932, 933, 935, 938 urm., 942; DALLOZ, *Rép. Successions*, 1689 urm., 1723 urm.; *Suppl. Successions*, 1086 urm., 1100 urm., 1178;
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 159 bis, 160;
- DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 284, 504;
- DEMOLOMBE, XV, 650, 651, 653, 655-658 urm., 700 urm.;
- HUC, V, 279, 303;
- LAURENT, X, 320-322, 339;
- MOURLON, ed. 7-a, II, p. 736;
- PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2361;

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 452, 506 urm., 511, 595, 880; (IX, p. 529); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 187;
- CANTACUZINO MATEI, p. 257, 264, 283;
- CONSTANTINESCU JAC. N., *Nota*, sub. C. Apel Galați S. I, 175 din 3 Oct. 923. Pand. Rom. 1924, II, 151;
- NACU, I, p. 179, 180; II, p. 160;
- RĂDULESCU ANDREI, „*Chestiuni privilegiate la vânzarea nemîșcătoarelor pentru ieșire din indiviziune*“, Dreptul 35/1923;
- TĂTARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 71.

### Jurisprudență.

1. Persoana chemată la partajul unei succesiuni are dreptul la proprietatea imobilelor cari o compun, și în principiu nu se poate, alienându-le fără voia ei, a o forță să primească în bani prețul acelor ce ar fi fost autorizată să le ceară în natură. Însă diviziunea bunurilor de împărțit fiind câte odată imposibilă sau cel puțin foarte dificilă, necesitatea de a face să înceteze între copărtași o comunitate de interese, care n'ar putea exista fără inconveniente, a făcut pe legiuitor a ordona câte odată ca toate sau parte din imobile să fie vândute; dar n'a autorizat-o decât în cazul în care ar fi oare cum indispensabilă. În baza acestui principiu și din combinațiunea dispozițiilor generale din cap. VI, cartea III, c. civ., care fixează regulile și modul partajului bunurilor indivize între erezi și coproprietari, rezultă că atunci când un imobil indiviz nu se poate comod împărți în atâtea loturi câți copărtași au un interes distinct, trebuie a se ordona vânzarea, dacă este cerută. (Trib. Ilfov, II, 285, Dec. 21/87, Dr. 5/88).

2. Dacă cu ocaziunea unei vânzări pentru eșire din indiviziune nu s'a ridicat înaintea tribunalului de părți vre-un incident de natură contencioasă rolul tribunalului în acest caz e mărginit în îndeplinirea formelor ce legea cere pentru vânzarea prin licitațiune publică a imobilului ce eră în indiviziune și liberarea ordonanței pe numele persoanei asupra căreia imobilul a fost adjudecat. În aceste condițiuni fiind făcută vânzarea ea a avut și părțile i-au păstrat caracterul unei convențiuni făcute sub privegherea justiției și în care dănsese n'au putut fi presupuse a avea interese contrarii.

Acesta fiind caracterul acelei vânzări, urmează neapărat că ea nu poate fi anulată, în lipsă de vre-o dispozițiune expresă a legii, decât pe aceiași cale, pe care poate fi anulată orice altă convențiune pentru care legea cere a se face cu paza din partea justiției a oare căror formalități adică pe calea unei acțiuni principale. Pentru acest motiv, art. 689, combinat cu art. 696 pr. civ., nu deschide calea recursului în casațiune contra unei asemenea ordonanțe și în nici unul din articolele în cari regulează această materie, legea nu prevede dreptul de apel. Și nu se poate deduce, dreptul de apel contra unei asemenea ordonanțe din dispozițiunile art. 316 pr. civ., căci acest articol vorbind de sentințele date de tribunal asupra unei judecăți, presupune, un litigiu între părți, litigiu ce n'a existat cu ocaziunea acestei licitațiuni înaintea tribunalului prin care s'a făcut vânzarea. (Cas. sect.-unit.; 18/Nov. 1/90, B. p. 1219).

3. Din momentul ce legiuitorul arată în ce anume cazuri se poate întrebuița vânzarea voluntară pentru eșire din indiviziune sau vânzarea silită, a admite una din ele la un caz ce legea nu-l autoriză sub motivul că această procedură este mai avantajoasă pentru partea care invoacă nulitatea ei, ar fi, din partea judecătorului ce s'ar întemeia pe o asemenea considerațiune a substituit apreciațiunea sa voinei legiuitorului, ceea ce nu-i este permis. (Cas. I, 21/Ian. 22/92, B. p. 38).

4. Partajul se face în natură, și numai în cazul când imobilul nu se poate împărți în natură se vinde, și partajul se face atunci în bani. Această excepțiune fiind restrictivă, nu se poate întinde și la alte cazuri, cum ar fi cazul când unul din moștenitori nu ar putea să-și ia în natură partea sa



din imobil, din cauză că ar fi strein. Astfel, dă o greșită interpretare art. 736 din Codul civil, instanța judecătorească care decide ca imobilele rurale, aflate într-o succesiune trebuiesc vândute și partiagiu să se facă în bani, când unul din moștenitori este strein, și în acest caz deciziunea sa este casa-bilă. (Cas. I, 6/98, B. p. 12).

5. Când într-o împărțire de succesiune, imobilele nu se pot divide în natură, ele se vor vinde la licitație (736 al. II). Acest art. vizează imposibilitatea de fapt, iar nu cea de drept. Deci, se poate procedea la împărțirea în natură, deși în succesiune sunt imobile rurale și unul din moștenitori e strein, căci art. 7 § V din Constituție stabilește doar o imposibilitate de drept, care nu intră în previțiunile art. 736 C. civ. (Apel Galați I. Dr. 10/99).

6. Încheierea tribunalului, prin care se hotărăște că partiagiul se va face nu în natură, ci prin vânzare publică, nu este o încheiere pregătitoare ci o hotărâre, care nu poate fi executată până nu devine definitivă, căci ridică coproprietarilor un drept, ce le este recunoscut prin lege acela de a lua în natură partea lor din imobil. (Cas. I, 44/900, B. p. 114).

7. Dacă copărtașul n'a cerut înaintea instanțelor de fond partea sa în natură, nu poate din această chestiune să tragă un motiv de casare în contra sentinței de partiagiu, pe motiv că nu s'ar fi respectat dreptul ce-i recunoaște art. 736 codul civil. (Cas. I, 3 Febr. 1906, B. p. 193).

8. Deși este adevărat că, conform art. 1530 codul civil, combinat cu art. 736 și următorii același cod și cu art. 199 și următorii codul comercial, lichidarea unei societăți trebuie să se facă după anumite forme, atribuindu-se fiecăruia dintre asociați o parte proporțională din avutul social, însă părțile pot să deroge la aceste texte de lege și să nu facă lichidarea societății după regulile prescise în codul comercial, atunci când ele sunt majore și capabile să facă o asemenea derogatiune. (Cas. III, 7 Dec. 1909, B. p. 1500).

9. În vânzările pentru ieșirea din indiviziune, adjudecatarul străin, adică altul decât un copărtaș, dobândește prin jurnalul de adjudecare un drept de proprietate asupra imobilului, sub condiția depunerii prețului, drept care poate fi opus terților, chiar dacă jurnalul de adjudecare nu a fost transcris, căci legea nu cere o asemenea transcriere.

Prin urmare, dacă în urma adjudecării definitive, în intervalul până la depunerea prețului și darea ordonanței, unul din copărtași a vândut drepturile sale unui terțiu, care a transcris actul său în acel interval, terțul cumpărător nu dobândește un drept de proprietate asupra părților indivize cumpărate, ci numai un drept asupra porțiunii de preț corespunzătoare acelor părți. (Cas. I, decizia No. 179, din 17 Martie 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 292. Dreptul 1914, p. 322).

**Art. 737.** — După ce mobilele și imobilele s'au estimat și s'au vândut, judecătorul, de cere trebuința, trimite pe părți la un arbitru, numit cu consimțământul lor, sau numit de a dreptul de dânsul, când părțile nu se unesc pentru numirea lui.

Se procedează înaintea acestui arbitru, la facerea socotelilor ce copărțitorii pot fi datori a-și da unii altora, la formarea activului și pasivului eredității, la compunerea părților și la restituțiunile ce erezii ar trebui a-și face între dânsii. (Civ. 410—412, 776; Pr. civ. 694, 700; L. Timbr. 46; L. impoz. pe moșteniri, (Mon. of. 91/921), Art. 5, 6; Civ. Fr. 828).

*Text. fr. Art. 828.* — Après que les meubles et immeubles ont été estimés et vendus, s'il y a lieu, le juge-commissaire renvoie les parties devant un notaire dont elles conviennent, ou nommé d'office, si les parties ne s'accordent pas sur le choix.

On procède, devant cet officier, au comptes que les copartageants peuvent se devoir, à la formation de la masse générale, à la composition des lots, et aux fournissements à faire à chacun des copartageants.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 548;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3032;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 195, 515;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1741 urm.; *Suppl. Successions*, 1118 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 161;  
 DEMOLOMBE, XV, 616, 639, 663; XVI, 475;  
 LAURENT, X, 292;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 525, 1853 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 158, 164, 181;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2359.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 517 urm., 543;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 264;  
 NACU, II, p. 162.

## Jurisprudență.

1. Din art. 733, 737 și 738 c. civ., rezultă că tribunalul chemat a face împărțeală între moștenitori, este competent a judeca și toate contestațiunile ce s'ar ivi între moștenitori asupra acelei împărțeli; or, în acele contestațiuni sunt cuprinse și cererile ce moștenitorii ar avea unii în contra altora pentru sume datorite de dânsii moștenirii, cum ar fi cererea eredelui de a i se plăti jumătate din suma cheltuită de dânsul cu înmormântarea părinților, a căror moștenire eră a se împărți; prin urmare această cerere intră în cele prevăzute de sus citatele articole, ca fiind de competența tribunalului a o judeca. Dispozițiunea citatelor articole își are rațiunea în ideea că împărțeala unei moșteniri având drept obiect a determina partea ce se cuvine fie cărui moștenitor în acea moștenire, ea nu s'ar putea face fără a se hotări și ceea ce fiecare din moștenitori este dator la acea moștenire, și dar instanța chemată a se pronunța asupra cererii principale de împărțire trebuie să fie chemată a se pronunța și asupra unor asemenea cereri accesorii, atât pentru a se evita multiplicitatea proceselor, cât și pentru consideratiunea că tribunalul chemat a se pronunța asupra cererii principale este mai în măsură a se pronunța și asupra cererii accesorie. De aci urmează că art. 63 pr. civ., care face pe tribunalul unde s'a deschis moștenirea, competent a judeca, între altele și cererile și pretențiunile ce moștenitorii au unul contra altuia până la împărțire și art. 61 pr. civ., care declară competente a judeca acțiunea accesorie pe tribunalul competent a judeca acțiunea principală, nu pot fi interpretate de cât în înțelesul că ele derogă la dispozițiunile art. 51 leg. judec. de ocoale, după care acestea din urmă sunt competente a judeca cu drept de apel, toate acțiunile personale și mobiliare până la

valoarea de 1.500 lei, și că, prin urmare, cererile ce intră în categoria art. 63 și 61, tribunalale de județ sunt competente a le judeca chiar când după valoarea lor ar intra în competența judecătorilor de ocoale. (Cas. I, 95/Mart. 13/90, B. p. 272).

2. Curtea respingând cererea a o parte dintre erezi, de a se obliga coeredele, mandatar al lui de cujus, de a da socoteli despre administratiunea sa în timpul vieții de cujusului, pe motiv că acești erezi și-au rezervat dreptul înaintea primei instanțe, de a face o deosebită acțiune asupra acestui punct, comite o eroare grosieră de fapt și violează legea, când în fapt se constată că înaintea primei instanțe erezii au cerut să li se predea socoteli cu ocazia procesului de eșire din indivizie, și numai în subsidiar să li se rezerve acest drept, pe care de altfel îl aveau dela lege, ca, pe cale de acțiune principală, să ceară acele socoteli coeredelui lor. (Cas. I, 414/900, B. p. 1432).

3. Coerezii unei succesiuni au dreptul, conform art. 744, a reclama, până în momentul tragerii loturilor la sorți, atât în cazul când nu s'a cuprins în masa succesorală toate bunurile succesiunii, cât și atunci când s'a cuprins mai mult; acest drept, fiind prescris în interesul tuturor părților, ca o garanție a echității compunerii loturilor. (Cas. I, 78/903, B. p. 184).

4. Conform art. 737 codul civil, face-rea socotelilor ce copărțitorii pot fi datorii a-și da unii altora, formarea activului și pasivului eredității, compunerea părților și restituțiunile ce erezii trebuie a-și face între dânsii, constituie operațiuni ale împărțelii.

Astfel, când e vorba de plata unei datorii a moștenirii către un creditor care e tot moștenitor, această plată constituie o operațiune a împărțelii care este pendintă și dar creditorul nu poate urmări averea imobilă stăpânită în indiviziune, până ce nu se vor li-



chidă drepturile fiecărui comostenitor prin efectuarea împărțelii. (Cas. II, 26 Sept. 1906, B. p. 1425).

5. Cererile relative la socotelele ce comștenitorii pot fi datorii a-și da unii altora sau la restituțiunile ce erezii ar trebui să-și facă între ei, trebuiesc făcute și judecate cu ocazia compunerii loturile iar nu cu ocazia admiterii în principiu a cererii de ieșire din indiviziune. (Cas. I, 94 din 8 Feb. 1911. Jurisprudență 11/911).

6. Conform art. 737 cod civil, instanțele judecătorești sunt chemate, într-o acțiune de eșire din indiviziune, nu numai să stabilească drepturile în sine ale copărtașilor, dar și să lichideze în mod definitiv între ele toate pretențiunile ce are vreunul din ei asupra moșiei de împărțit și restituțiunile ce-și dădorece unii altora, căci asemenea cereri sunt simple mijloace de apărare în fond iar nu cereri noi în afară și deosebite de ieșirea din indiviziune, care să necesiteze o introducere de acțiune în regulă pentru ca să poată fi luată în seamă.

Prin urmare, cererea ce face un copărtaș de a i se recunoaște dreptul la valoarea clădirilor de pe locul supus partajului nefiind o pretenție deosebită, ci, din contră, privind masa de împărțit și drepturile copărtașului în acea avere a putut fi opusă oral, pe cale de apărare, direct în instanța de apel, iar acea instanță departe de a viola art. 66 și urm. și 327 pr. civilă, când a ținut seamă de o asemenea obiecțiune la stabilirea drepturilor în masa de împărțit, a făcut o justă aplicare a principiilor ce guvernează materia partajului prin justiție. (Cas. I, 652/915 Curier Jud. 8/916).

7. Prin art. 737 c. civ., legiuitorul a avut în vedere socotelele ce-și pot datoră comștenitorii unii altora din succesiune și cari, în cazul cel mai frecuent, vor deurge din administrarea bunurilor succesoriale de către unul sau altul din comștenitori, fie că a fost investit de către ceilalți cu un mandat în regulă, fie că și-a arogat singur administrația și folosința fără știrea sau învoirea celorlalți comștenitori. Dacă sumele datorate în acest mod nu pot fi supuse raportului propriu-zis, căci nu pot fi considerate nici ca donațiuni primite din succesiune, nici ca datorii către succesiune, cât sunt nelămurite între succesori, ele însă trebuiesc socotite și lichidate de

judecătorul partajului sau de către arbitrul numit de dânsul și rezultatul să se țină în seamă apoi la compunerea părților și la restituțiunile ce erezii au a-și face între dânsii, cum se exprimă art. 737 citat.

Prin urmare, Curtea de apel nesocotește dispozițiile categorice ale acestui articol și face o distincție pe care legea nu o face între socotelele pe care are a le da comștenitorului investit cu mandat de a administra și cel care a administrat din propria inițiativă, atunci când, cu ocazia stabilirii mesei succesoarele și facerea loturilor, refuză să se ocupe și să ia vre-o măsură pentru facerea și lichidarea socotelilor între moștenitori cu privire la sumele ce unul din ei a încasat din veniturile succesiunii, ca mandatar al coerezilor săi, decidând că asemenea sume, fiind debite direct coerezilor, iar nu succesiunii, în baza unui alt raport juridic, — mandatul, — nu au a se lichida cu ocazia partajului, ci față de fiecare moștenitor în parte. (Cas. I, decizia No. 305, din 4 Mai 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 437).

8. Deși cererea de raport poate fi propusă direct în instanța de apel, de oarece tinde la egalizarea loturilor, însă propunerea trebuie făcută cu ocazia apelului în contra hotărârii prin care se admite în principiu cererea de ieșire din indiviziune și se formează masa succesorală, iar nu după ce această masă a rămas definitiv stabilită, adică cu ocazia apelului făcut în contra hotărârii de tragerea la sorti a loturilor și atribuirea lor părților. (Cas. I, No. 486, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 535).

9. Unul din principiile fundamentale cari guvernează materia împărțelii, este ca masa succesorală trebuie să cuprindă, din momentul ce părțile o cer, întreaga avere a lui de cuius.

Prin urmare, în specie, numai cu violarea acestui principiu, Curtea de fond a putut respinge cererea recurentei ca în averea defunctului să se socotească, cel puțin în valoarea ei, și averea mobilă prevăzută la acele puncte din inventar, motivul adus că acea avere nu ar avea valoare importantă, fiind arbitrar și nejuridic și neputând justifica, prin urmare soluția dată. (Cas. I, 1232 din 6 Dec. 1923. Jur. Gen. 1924, No. 605; Curier Jud. 15/924, Dreptul 6/925).

10. A se vedea: art. 733 cu nota 7.

**Art. 738.** — Fiecare erede reportă la masa succesiunii, conform cu regulile mai jos prescrise, donațiunile ce a primit și sumele ce este dator către succesiune. (Civ. 739, 751 urm.; Civ. Fr. 829).

*Text. fr. Art. 829.* — Chaque cohéritier fait rapport à la masse, suivant les règles qui seront ci-après établies, des dons qui lui ont été faits, et des sommes dont il est débiteur.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 549, 450, 605, 607, 626, 628;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3845, 3846, 3851, 3876, 3885, 3903, 3905, 3909, 3915 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 515, 552 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 162 bis. I-V; 187 bis, VIII și X;  
 DEMOLOMBE, XVI, 354, 385, 459, 461 bis, 464-466, 473-475; XVII, 381, 471;  
 HUC, V, 369, 370, 372, 373;  
 LAURENT, X, 635, 636, 639, 641;  
 LE SELLYER, *Successions*, II, 1218;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 164, 180 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2298 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 519, 520, n. 1, 546, 553, 589, 593, 600 urm.; 612, 637, p. 794; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 235, n. 4); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 201, 207;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 272, 278, 279, 280;  
 NACU, II, p. 169, 182.

### Jurisprudență.

1. Deși art. 1088 prevede că interesele unui capital nu sunt datorite de cât din ziua cererii, însă acest articol presupune un creditor și un debitor, prin urmare, o obligațiune convențională. În ceea ce privește însă relațiunile dintre coerezi, nu este de loc chestiunea de creditor și debitor, ci de coproprietari cari își datorează unul altuia ceea ce au primit din ereditate în timpul indiviziunei; prin urmare, nu există între ei nici un contract și nici quasi-contract. Și cum fructele ca și interesele unui capital fiind un accesoriu al capitalului, ele aparțin proprietarului, și în timpul indiviziunei proprietatea aparține în mod indivizibil erezilor, și prin urmare și fructele sau interesele. Astfel fiind, fructele sau dobânzile luate de unul din erezii trebuie raportate la masa succesorală din ziua ridicării sumelor. (Trib. Ilfov. II, Mart. 4/87, Dr. 81/87).

2. Coerecele este dator a raporta la masa succesorală ceea ce părintele său i-a dat ca dotă și tribunalul violează legea când refuză cererea unui moștenitor, ca coerezii să aducă la masă ceea ce au primit ca dotă, pe motiv că reclamantul a stăpânit singur pământul moștenit de toți și că astfel orice creanță ar avea dânsul ca succesori în contra celorlalți coerezi, s'ar găsi de sine compensată numai prin această deținere anterioară, fără a face un calcul exact al valorii fiecărei creanțe, ce urmă a se compensa între dânsule. (Cas. I, 329/98, B. p. 1167).

3. Numai copiii și descendenții pot fi obligați la raportarea la masa succesorală a averii primite, de oarece nu-

mai față de ei de cujus este ținut la egalitate și la o anumită indisponibilitate a patrimoniului său.

Ast-fel legiuitorul deși întrebuintează în art. 738 și 753 codul civil cuvântul de erede, înțelege însă numai pe aceia pe care i-a obligat la raport, adică „fiul și descendențele“ după cum se exprimă în textul art. 751 codul civil. (Trib. Ilfov. III, Dr. 65/909, p. 517).

4. Atunci când sunt deschise două succesiuni ce sunt de împărțit între aceeași succesori, nimic nu se opune ca împărțeala să se facă prin întrunirea celor două succesiuni într'o singură masă de împărțit și prin împărțirea acestei mase între toți moștenitorii.

Că, prin urmare, cererea de întrunire a două succesiuni ca și cea de raport, este admisibilă atât pe temeiul considerațiilor de mai sus, cât și în virtutea principiului egalizării loturilor în materie de împărțeală, și în virtutea art. 738 c. civil, după care fiecare erede raportează la masa succesiunii donațiunile ce a primit și sumele ce este dator către succesiune.

Prin urmare, săvârșește o omisiune esențială instanța de fond, când nu se pronunță asupra raportului bunurilor primite de succesori, și în consecință asupra cererii de a se face împărțeala a două succesiuni de odată, fiind aceeași moștenitori. (Cas. s. I, 656/912. Curier Jud. 78/912, Bul. p. 1618).

5. În drept sunt admisibile prezumpțiunile ori de câte ori este admisibilă proba cu martori, de unde urmează că instanțele de fond au dreptul să utilizeze aceste mijloace de dovadă legale spre a-și forma convingerea când e vorba de dovedirea masei successorale și de aceea ce comoștenitorii au a-și



raportă, față cu imposibilitatea în care s'au găsit de a-și procura proba scrisă. (Cas. I, 509 din 23 Sept. 913. Curier Jud. 10/914).

6. Succesibilul nu este dator să raporteze decât datorile contractate de el personal către defunct, iar nu și a celea contractate de un terțiu pe care l-a moștenit. (Apel Buc. I, No. 119/915. Dreptul 1915, p. 514).

7. Deși cererea de raport poate fi propusă direct în instanța de apel, de oarece tinde la egalizarea loturilor, însă propunerea trebuie făcută cu oca-

zia apelului în contra hotărârii prin care se admite în principiu cererea de eșire din indiviziune și se formează masa succesorală, iar nu după ce această masă a rămas definitiv stabilită, adică cu ocazia apelului făcut în contra hotărârii de tragere la sorti a loturilor și atribuirea lor părților. (Cas. I, decizia No. 486. din 16 Sept. 1915; Jurispr. Rom. 1915. p. 535).

8. A se vedea: art. 285 cu nota 27; art. 733 cu notele 6, 7, 9, 13; art. 742 cu nota 7; art. 744 cu notele 4, 5; art. 751 cu nota 19.

**Art. 739.** — Dacă reportul nu se face în natură, coerezii căror li se datorește iau mai întâiu o parte egală din masa succesiunii.

Aceste preluări se fac, pe cât este posibil, în obiecte de aceeași natură și calitate cu acelea ce era să fie date în natură. (Civ. 762 urm., 765, 769; Civ. Fr. 830).

*Text. fr. Art. 830.* — Si le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers à qui il est dû, prélèvent une portion égale sur la masse de la succession.

Les prélèvements se font, autant que possible, en objets de même nature qualité et bonté que les objets non rapportés en nature.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 515, 528;

DALLOZ, *Rép. Successions*, 1786; *Suppl. Successions*, 1137 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 164;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2268.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 519, 520, n. 1, 546, 553, 589, 593, 600 urm., 612, 637, 794; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 207;

CANTACUZINO MATEI, p. 275, 276.

**Art. 740.** — După preluări, se formează din restul mesei succesiunii, atâtea părți egale câți sunt și erezi sau stirpe împărțitoare. (Civ. 737, 741; Civ. Fr. 831).

*Text. fr. Art. 831.* — Après ces prélèvements, il est procédé, sur ce qui reste dans la masse, à la composition d'autant de lots égaux qu'il y a d'héritiers copartageants, ou de souches copartageantes.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 552, 553;

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 3253, 3254;

DALLOZ, *Rép. Successions*, 1795 urm.; *Suppl. Successions*, 1143 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 163 bis, I urm.;

DEMOLOMBE, XV, 682, 683 urm.;

HUC, V, 305;

LAURENT, X, 333, 334;

LE SELLYER, *Successions*, II, 1250;

MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2614 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 164, 165;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2363.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 519 urm., 680, 769 nota, 789, 794, 803-805, 879, 880, 882;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 263;  
 NACU, II, p. 162.

## Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 728 cu nota 3; art. 737 cu nota 5; art. 744 cu nota 6.

**Art. 741.** — La formarea și compunerea părților, trebuie să se dea în fiecare parte, pe cât se poate, aceeași cantitate de mobile, de imobile, de drepturi sau de creanțe de aceeași natură și valoare.

Se va evita însă, cât va stă prin putință, îmbucătățirea peste măsură a eritagelor<sup>1)</sup> și diviziunea exploatațiunilor. (Civ. 736, 742, 770, 776, 1060; L. agrară, 126, 129; Civ. Fr. 832).

*Text. fr. Art. 832.* — Dans la formation et composition des lots, on doit éviter, autant que possible, de morceler les héritages et de diviser les exploitations: et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même, quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur.

## Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 3261;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 215, 502 urm., 516, 517, 573, 697, 698, 702, 932, 933, 935, 938 urm., 942;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1801 urm.; *Suppl. Successions*, 1151 urm.;  
 HUC, V, 302;  
 LAURENT, XII, 148;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2635 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 165;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2398, 3372.

## Doctrină românească

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 519 urm., 680, 769 nota, 789, 794, 803-805, 879, 880, 882; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 617, n. 3);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 257, 264, 267, 283, 400;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă sub. C. Apel Galați s. I*, 175 din 3 Oct. 923. *Pand. Rom.* 1924-II-151;  
 GEORGEAN N., *Notă sub. Cas. II*, 25 din 24 Mart. 1920. *Pand. Rom.* 1924-I-22;  
 NACU, II, p. 162.  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Nota, sub. Cas. III*, *Pand. Rom.* 1925-I-28;

## Jurisprudență.

1. După principiul consacrat de art. 741 c. civ., formarea și compunerea părților trebuie să fie făcută astfel ca fiecare lot să conțină aceeași cantitate

de bunuri și de drepturi sau creanțe de aceeași natură și valoare. (Cas. I, 306, Oct. 23/89, B. p. 840).

2. A se vedea: art. 743 cu nota 2; art. 744 cu nota 6; art. 798 cu nota 3.

**Art. 742.** — Inegalitatea părților date în natură se compensează prin bani. (Civ. 741, 1737 § 3, 1741; L. Timbr. 44 § 2; L. agrară, 129, 130; Civ. Fr. 833).

1) Adică: a fondurilor nemișcătoare, imobiliare.



*Text. fr. Art. 833. — L'inégalité des lots en nature se compense par un retour, soit en rente, soit en argent.*

### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 516, 517;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 1806 urm.; *Suppl. Successions*, 1156 urm.;  
HUC, V, 307;  
LAURENT, X, 332;  
MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2653 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 165;  
PLANIOL, III, ed. 3-a, No. 2363.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 519 urm., 680, 769 nota, 789, 794, 803-805, 879, 880, 882;  
BOTEZ CORNELIU, *Nota*, sub. Cas. III, Pand. Rom. 1925-I-30;  
CANTACUZINO MATEI, p. 264;  
NACU, II, p. 162.  
ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Nota*, sub. Cas. III, Pand. Rom. 1925-I-28;

### INDEX ALFABETIC

Act de partaj 3, 8, 9, 10.	Raport 7.
Apreciere suverană 9.	Recurs 9.
Creditor 5, 6.	Substituție 6.
Debitor 6.	Sulta 1-5, 7-10.
Dobânzi 1.	Taxa de timbru și înre-
Dotă 7.	gistrare 8, 9, 10.
Fructe 1.	Terț cumpărător 3.
Ipotecă 5.	Terț detentor 5.
Legea timbrului 8, 9, 10.	Transcripție 3.
Obligație personală 4, 5.	Vindere-cumpărare 1, 2,
Partaj 1-5, 7-10.	3, 8, 9, 10.
Privilegiu 5.	

terțiului cumpărător sarcinile care grevează lotul ce prin cumpărătoare trece în proprietatea sa și deci și obligațiunea ce o avea copărtașul proprietarului lotului de a plăti sulta celui alt copărtaș. (Apel Buc. II, *Dr.* 49/904).

4. Obligația de a plăti sulta, constituie o obligație personală pentru cel care e obligat a o da. (Cas. I, 10 Mart. 1906, B. p. 478).

5. Garanția reală, privilegiul sau ipoteca nu schimbă natura dreptului principal de creanță; privilegiul copărtașilor cari garantează plata sultei, nu poate face ca obligația personală să înceteze, și nu poate fi înlocuită fără consimțământul creditorului cu obligația detentorului imobilului afectat de privilegiu. (Cas. I, 10 Martie 1906, B. p. 478).

6. Debitorul nu poate, prin convențiuni particulare, dispune de dreptul creditorului său, și nu poate prin convențiuni particulare substitui alt debitor, fără consimțământul creditorului. (Cas. I, 10 Mart. 1906, B. p. 478).

7. Conform art. 722 c. civ., raportul dotei mobiliare se face prin luare mai puțin din celelalte bunuri succesoriale.

Prin urmare, tribunalul face o justă aplicare a acestui text și nu violează nici art. 738 c. civ., când menține loturile astfel cum au fost fixate definitiv dar compensează inegalitatea lor prin o sumă de bani din valoarea dotei mobiliare ce unul din comostenitori avea să raporteze. (Cas. I, 521 din 25 Sept. 913. *Curier Jud.* 8/914).

8. Cu toate că după dreptul comun compensarea în bani pe care conf. art. 742 c. civ., un moștenitor o dă celui alt pentru egalizarea loturilor, nu poate fi considerată ca o vânzare de bunuri, totuși din punct de vedere fiscal conf. art. 47 al. 2 l. Timbr. primirea în natură de către un moștenitor prin actul de partaj al porțiunii ce întrece lotul său și pentru care dânsul dă com-

### Jurisprudență.

1. Regula stabilită de art. 1363 fiind întemeiată pe un motiv de echitate, ea prin analogie trebuie aplicată și la cazul unei sulte stipulată într-o împărțea de bunuri producând fructe sau interese, căci această sumă compensatorie, constituind prețul excedentului unui lot asupra altuia, implică în sine și o vânzare. Deci interesele unei sulte, ne fiind decât reprezentatiunea fructelor bunului posedat de comostenitorul debitor al sultei, ele trebuie să a curge din ziua chiar a împărțelii. (Apel Buc. III, 58 bis, Martie 19/93. *Curier Jud.* 50/93).

2. Compensarea prin bani pentru egalizarea loturilor nu poate să fie considerată ca o vânzare de bunuri, de oarece este creată de legiuitor ca o operație specială, pentru ca bunurile să nu se îmbucătătească și să se deprecieze. (Cas. I, 153/903. B. p. 349).

3. Când printr'un act de partaj s'a prevăzut pentru un copărtaș obligațiunea de a plăti o sulta în vederea de a stabili egalitatea între loturi, și când lotul care urmă să plătească sulta este transmis prin vânzare-cumpărare unei alte persoane, cumpărătorul rămâne singur obligat să plătească sulta, căci prin actul de vânzare i s'a transmis toate drepturile și obligațiunile ce grevau imobilul. Prin transcripțiunea actului de partaj se aduce la cunoștința

penzația în bani celorlalți comostenitori e considerată ca o vânzare și ca atare urmează să fie supusă taxelor de timbru și înregistrare. (Cas. III, 109 din 5 Dec. 1919. Dreptul 14/920).

9. Art. 47, al. II din legea timbrului care impune la taxa de înregistrare vânzările făcute între comostenitori prin actul de partaj urmează a-și avea aplicațiunea sa numai când e vorba de vânzări propriu zise, în care moștenitorul cumpărător în mod vizibil își angajează prin plata prețului propriul său patrimoniu, iar nu și atunci când, găsindu-se în succesiune — pe lângă mobile — și valori mobiliare se compensează în bani inegalitatea loturilor prin atribuirea de sulte (art. 742 c. civ.).

Aceste sulte, provenind din valorile mobiliare ale succesiunii, nu pot fi susepse la taxe de înregistrare căci ele nu sunt echivalentul nici unei transmisiuni de drepturi între moștenitori, ci părți componente ale loturilor astfel cum s'au format cu efect din momentul deschiderii succesiunii, partajul fiind declarativ iar nu atributiv de drepturi.

Prin urmare, când se constată că într-o succesiune pe lângă imobile sunt într-o însemnată proporțiune și valori mobiliare: creanțe, efecte, etc., tribunalul poate să considere sultele date unora din moștenitori ca fiind formate din aceste valori, iar nu plătite de ceilalți moștenitori cu din averea lor, fără ca această constatare și apreciere a instanței de fond să poată fi verificată de Curtea de Casație. (Cas. III, decizia No. 249 din 27 Iunie 1919; Jurispr. Rom. 1920, p. 15, Pand. Rom. 1925-I-28).

**Art. 743.** — Părțile se formează de unul dintre coerezi sau de altă persoană, dacă toți erezii sunt de acord în alegere și dacă cel ce a fost ales acceptă însărcinarea; în caz contrariu părțile se formează de un expert numit de judecător.

Părțile apoi se trag la sorți. Dacă însă erezii vin la moștenire cu părți inegale, autoritatea judecătorească decide de trebuie să se procedă prin tragerea la sorți în parte, sau prin darea părților în total. (Civ. 736, 742, 744; Pr. civ. 700; Civ. Fr. 834; Civ. Ital. 996).

*Text. fr. Art. 834.* — Les lots sont faits par l'un des cohéritiers s'ils peuvent convenir entre eux sur le choix et si celui qu'ils avaient choisi accepte la commission: dans le cas contraire les lots sont faits par un expert que le juge commissaire désigne.

Il sont ensuite tirés au sort.

*Text. ital. Art. 996 § 2.* — Se però gli eredi non concorrono in parti eguali, l'autorità giudiziaria decide se si debba procedere per estrazione o per attribuzione in tutto o in parte.

10. Art. 47, al. II din legea timbrului, impune la taxa de înregistrare vânzările făcute prin actul de partaj.

Prin aceste „vânzări“ legiuitorul fiscal a înțeles primirea în natură de către un comostenitor — prin actul de partaj — a porțiunii dintr'un imobil, ce întrece lotul său și pentru care dânsul dă compensațiuni bănești celorlalți comostenitori. Aceasta e o dispozițiune specială a legii timbrului și interpretarea ei trebuie căutată în însuși textul și spiritul acestei legi iar nu în alte dispozițiuni de drept civil comun. Este indiferent prin urmare, dacă legiuitorul codului civil a prevăzut modalitatea egalizării loturilor prin asemenea vânzări sau sulte de împărțeață (art. 742 c. civ.), și dacă principiile de drept comun dau împărțelii un caracter declarativ sau atributiv de drepturi. Legiuitorul fiscal nu s'a preocupat decât de un singur lucru: că primirea de către un comostenitor a unei porțiuni dintr'un imobil peste partea lui indiviză în acel imobil, cu compensare în bani față de ceilalți comostenitori, constituie o vânzare făcută prin actul de partaj și trebuie să fie taxată ca atare potrivit rânduelilor prescise de art. 47, al. 2.

Tribunalul neținând seamă de aceste principii și neconsiderând ca vânzare, în înțelesul de mai sus, diferitele operațiuni făcute prin actul de partaj prin cari, se fac cesiuni de porțiuni imobiliare, cu compensațiuni în bani, prin aceasta face inaplicabil și violează art. 47, al. 2 al legii timbrului. (Cas. III, decizia No. 420 bis din 5 Decembrie 1919; Jurispr. Rom. 1920, p. 61, Pand. Rom. 1925-I-28).



## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 551, 554, 555;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 3293 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 215, 515, 519;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1834 urm.; *Suppl. Successions*, 1164 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 163 bis, II, III;  
 DEMOLOMBE, XV, 668, 680;  
 HUC, V, 305;  
 LAURENT, X, 330, 335 urm.;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2637 urm., 2674 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 166;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2363.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 519, 520, 522, 530 urm., 534 urm., 543, 882; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 187, 189, 496; *Observație* sub. Trib. Ialomița, 23 Oct. 1901. *Curier Jud.* 32/1902;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 264, 283;  
 NACU, II, p. 162, 164;  
 RĂDULESCU ANDREI, „*Împărțeala prin atribuțiune*“. *Curier Jud.* 35/923;  
 SION FLORIN, „*Împărțirea prin atribuțiune*“. *Curier Jud.* 65/1914;  
 TRIFONESCU IOAN, *Nota* sub. Trib. Argeș s. I, 99 din 17 Aprilie 1923. *Curier Jud.* 42/923.

## Jurisprudență.

1. Dacă din art. 743 rezultă că judecătorii la partagiu, care nu se efectuează prin comună învoire a coproprietarilor, pot face și atribuțiuni de loturi, dacă părțile alicote ale coproprietarilor fiind inegale, tragerea la sorti ar fi desavantajoasă lor, totuși acei judecători trebuie să se pronunțe asupra acestui punct, pentru ca să vadă că atribuțiunea de loturi s'a făcut în cunoștință de cauză, și că este rezultatul hotărârii lor proprie. (Cas. I, 4/Ian. 9/71, B. p. 3).

2. În materie de împărțire a unei succesiuni, la formarea și compunerea părților trebuie să se evite, cât va fi posibil, diviziunea exploatațiunilor fondurilor imobiliare. Ca o consecință a acestui principiu, autoritatea judecătorească este în drept, în caz când părțile cu care moștenitorii vin la succesiune sunt neegale, să procedă la împărțire, atribuind fiecăruia din moștenitori partea ce i se cuvine în total. (Cas. I, 395/95. B. p. 1115).

3. Expertii numiți de judecători pentru a forma loturile cu ocaziunea unui partagiu la o succesiune în care văduva fără avere, în concurență cu descendenții, are o porțiune conform art. 684 din c. civil, trebuie să facă atâtea loturi egale câți descendenți sunt, plus unul, așa că fiecare copil să aibă un lot în plină proprietate, iar femeia defunctului să primească uzufructul lotului celui alt. Astfel fiind, instanța de fond violează art. 684 și 743 din c. civil, când declară valabilă expertiza, în care nu se determină lotul, din care văduva fără avere are să-și primească uzufructul său. (Cas. I, 312/97. B. p. 1058).

4. Legiuitorul român, spre deosebire de cel francez, prin art. 743 alin. II codul civil, a admis partajul prin atribuțiune pentru cazul când loturile vor fi neegale și instanțele judecătorești vor constata necesitatea acestui mod de împărțeală. (Trib. Botoșani. *Drep-tul* 19/908. p. 150).

5. Din textul art. 743 alin. II codul civil rezultă că acest mod de împărțire prin atribuțiune este admis în mod general, fie că e vorba de o împărțire între incapabili sau absenți. (Trib. Botoșani. *Dr.* 19/908. p. 150).

6. Din cuprinsul dispozițiunilor art. 743 c. civ., rezultă că pentru admiterea partajului prin atribuțiune, trebuie ca condițiune indispensabilă existența unor drepturi inegale, între moștenitori rămânând ca atunci când asemenea drepturi ar fi egale să se facă prin tragere la sorti afară numai dacă părțile majore și capabile convin că împărțeala să se facă altfel așa cum li-o permite art. 730 c. civ. (C. Apel Craiova s. I, 160 din 15 Sept. 1922, *Curier Jud.* 39/922. *Pand. Rom.* 1923, III, 61).

7. Partajul prin atribuțiune se aplică numai în cazul când părțile ereditare sunt neegale, nu și în cazul când s'au făcut plantații și construcții pe un bun care eră în indiviziune. (Trib. Argeș s. I, *Jurnal* 8657 din 7 Nov. 1922. *Curier Jud.* 42/923. *Pand. Rom.* 1924, III, 37).

8. Art. 743 c. civ., prevede că dacă erezii vin la succesiune cu părți neegale, autoritatea judecătorească decide dacă trebuie să se procedă prin tragere la sorti sau prin darea loturilor în total. Deși acest text de lege vorbește numai de părți de moștenire, însă dispozițiunile dela partaj nefiind speciale succesiunilor, ele se aplică la ori

ce fel de indiviziune, or și de unde ar rezultă. Nimic nu se împotrivesc așa dar că dispozițiunile art. 743 să se aplice ori de câte ori există neegalitate, indiferent dacă derivă din natura dreptului fiecăruia sau dintr'o împrejurare posterioară și personală unuia din copartajați.

Aceasta cu atât mai mult, cu cât la partaj se ia în considerație situația părților din momentul facerii împărțelii, iar nu aceea din momentul deschiderei dreptului fiecăruia, lichidându-se prin partaj, toate pretențiunile dintre copartajați și ținându-se seamă de datoriile ce are fiecare către succesiune de obligația de a raporta, de cesiunile de drepturi ce și-au făcut unii altora, și în general de orice împrejurări, cari pot face ca drepturile lor să

nu mai fie egale între ele, deși la origină egalitatea lor nu poate fi tăgăduită.

În speță, pe terenul ce se cuprinde în masa de împărțit, s'au făcut mai multe construcțiuni și îmbunătățiri de către moștenitori, și potrivit art. 494 c. civ., ei ar trebui obligați fiecare să primească valoarea lor în bani, sau să le distrugă și să ridice materialul, ceea ce ar fi foarte păgubitor, — dispozițiunile art. 743 sunt prin urmare aplicabile. (Trib. Arges, I, sent. civilă 99 din 17 Apr. 1923. Jur. Gen. 1923 No. 1733, Pand. Rom. 1924, III, 37. C. Jud. 42/923; Trib. Dolj s. I, Jurnal 6 Nov. 1923. Jur. Gen. 1923. No. 1734).

9. A se vedea: art. 411 cu nota 6; art. 412 cu notele 1, 2; art. 733 cu notele 8, 9, 10, 12, 13.

**Art. 744.** — Mai înainte de-a procedea la tragerea părților la sorti, fiecare copartăitor este admis a propune reclamările sale, în contra formării părților. (Civ. 743; Civ. Fr. 835).

*Text. fr. Art. 835.* — Avant de procéder au tirage des lots, chaque copartageant est admis à proposer ses réclamations contre leur formation.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 515;

DALLOZ, *Rép. Successions*, 1847;

MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1942 urm., 2701 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 166;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2364.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 519, 520, 522, 530 urm., 534 urm., 543, 882;

CANTACUZINO MATEI, p. 264.

#### Jurisprudență.

1. Înainte de a se procedea la tragerea la sorti a loturilor, fiecare copartăitor este admis a propune reclamațiunile sale contra formării masei succesoriale și a loturilor, iar îndată ce aceste loturi au căpătat confirmarea judecătii, ele sunt definitive și părțile nu mai pot cere reformarea lor; singura cale ce le mai rămâne este aceea de a cere un supliment de împărțea pentru averea omisă. Astfel, când nimeni nu a făcut apel în contra hotărârii primei instanțe, prin care s'a admis în principiu cererea de eșire din indiviziune, s'a fixat masa succesorală, numindu-se și un expert pentru facerea loturilor și după facerea loturilor nimeni nu a ridicat vre-o contestație, este neadmisibil apelul făcut contra hotărârii, prin care se confirmă tragerea la sorti a loturilor și atribuirea lor comostenitorilor. (Cas. I, 176/901. B. p. 655).

2. Mai înainte de a se procedea la tragerea la sorti a loturilor unei succe-

siuni, fiecare din copartăitori este admis să propue reclamațiile sale contra formării masei succesoriale și a loturilor, însă, îndată ce loturile au căpătat confirmarea judecătii, ele sunt definitive și părțile nu mai au dreptul să ceară reformarea lor. (Cas. I, 485/903. B. p. 1340).

3. Din dispozițiunile art. 790, 744 și 749 din codul civil rezultă că împărțea făcută conform regulilor prescise de lege este definitivă, și singura cale ce rămâne părților este de a cere un supliment de împărțea pentru averea omisă. (Cas. I, 250 din 9 Iunie 1908. B. p. 1058 și Jurisprudența 20/908).

4. După art. 744 din codul civil, mai înainte de a se procedea la tragerea părților la sorti, fiecare copartăitor este admis să propună reclamările sale în contra formării părților.

Prin urmare, și întrucât apelul este devolutiv, cererea de a se obliga un comostenitor la raport, constituind un mijloc de apărare, se poate propune



pentru prima oară în apel, înainte însă de a se procedă la tragerea la sorți a loturilor. (Cas. I, 11 Mai 1910, B. p. 735).

5. Cererea de raport tinzând la egalizarea loturilor între moștenitori, poate să fie făcută până în momentul tragerii la sorți a loturilor formate de expert.

Prin urmare, violează dispozițiunile art. 744 din codul civil instanța de fond când respinge cererea de raport pentru motiv că trebuie făcută cu ocazia formării masei succesoriale. (Cas. I, 9 Mai 1911, B. p. 621).

6. Nici art. 744, nici art. 749 din codul civil nu au putut să ridice părți

dreptul de a invoca în apel inegalitatea loturilor așa cum le-a format expertul, de oarece pe de o parte, s'ar viola principiul egalizării loturilor pe care partea poate să le invoace până în momentul când hotărârea primei instanțe a rămas definitivă prin respingerea apelului sau expirarea termenului de apel, iar pe de altă parte s'ar desființă dreptul de apel în contra hotărârii prin care se atribuie părților loturile formate, ceace este inadmisibil în lipsa unui text formal. (Cas. I, 889 din 15 Dec. 1911, B. p. 1625, Curier Jud. 16,912).

7. A se vedea: art. 733 cu nota 3; art. 737 cu nota 3.

**Art. 745.** — Regulele stabilite pentru împărțirea mesei de moștenire, se vor observa în sub-diviziunile ce se vor face între stirpele compărțitoare. (Civ. 728 urm., 736 urm., 749; Pr. civ. 692 urm.; Civ. Fr. 836).

*Text. fr. Art. 836.* — Les règles établies pour la division des masses à partager, sont également observées dans la subdivision à faire entre les souches copartageantes.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 519;

DALLOZ, *Rép. Successions*, 1835;

MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2623 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 165;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2363.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 520, 521;

CANTACUZINO MATEI, p. 263;

NACU, II, p. 162.

**Art. 746.** — Dacă asupra operațiunilor trimise înaintea arbitrului, se fac contestațiuni, arbitrul încheie proces-verbal pentru dificultățile și zisele părților, și le trimite înaintea judecătorului pentru împărțeală. (Civ. 733, 737; Civ. Fr. 837).

*Text. fr. Art. 837.* — Si dans les opérations renvoyées devant un notaire il s'élève des contestations le notaire dressera procès-verbal des difficultés et des dires respectifs des parties, les renverra devant le commissaire nommé pour le partage; et, au surplus, il sera procédé suivant les formes prescrites par les lois sur la procédure.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 515;

DALLOZ, *Rép. Successions*, 1685 urm.;

MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1944 urm.;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2362;

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 517, 519, 543;

CANTACUZINO MATEI, p. 264;

NACU, II, p. 162.

#### Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 733 cu nota 3.

**Art. 747.** — Dacă toți coerezii nu sunt prezenți sau de sunt între ei interziși sau minori, fie și emancipați, împărțirea trebuie să se facă înaintea tribunalului, observând regulile prescrise în art. precedenți din această secțiune.

Dacă sunt mai mulți minori cu interese contrarii la împărțea, se va da fiecărui dintr'înșii un tutore special. (Civ. 99, 409 urm., 427, 430, 454, 748; Pr. civ. 692 urm., 700, 701; L. agrară 128; Civ. Fr. 838).

*Text. fr. Art. 838.* — Si tous les cohéritiers ne sont pas présents, ou s'il y a parmi eux des interdits, ou des mineurs, même émancipés, le partage doit être fait en justice conformément aux règles prescrites par les articles 819 et suivants jusques et compris l'article précédent. S'il y a plusieurs mineurs qui aient des intérêts opposés dans le partage il doit leur être donné à chacun un tuteur special et particulier.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 488, 513, 554; ed. 1-a, III, p. 512;  
DALLŌZ, *Rép. Successions*, 1587 urm.; *Suppl. Successions* 1026 urm.;  
MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 158 urm., 590, 591;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2331, 2350 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 470, n. 1, 489, 499 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 651). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 186; *Nota sub. Trib. Bacău* s. II, 896 din 10 Febr. 1923. *Jurispr. Gen.* 5/1924, No. 286;  
BURADA S. C., *Notă sub. Trib. Bacău*, s. II, 896 din 10 Febr. 1923. *Jurispr. Gen.* 5/1924 No. 286;  
CANTACUZINO MATEI, p. 260, 262, 263;  
DOCAN P. GEORGE, *Minoritatea*, p. 32;  
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 75, 76, 81;  
NACU, II, p. 148;  
PHEREKYDE GRIGORE, *Nota sub. Cas. I*, 572 din 4 April 1924. *Pand. Rom.* 1924-I-197.

#### Jurisprudență.

1. Creditorul ipotecar, spre a procedea la vânzarea silită a părților convenite debitorilor din imobilul ipotecat cerând împărțirea, e în drept a combate actele de împărțire săvârșite dinaintea unui consul străin, precum și acele acte cari se produc cu scop de a înlocui actul de împărțire, pe motiv că nu este împărțire întru cât fiind vorba de un imobil din România care e al unui minor, și care imobil nu se poate împărți fără observarea formelor prescrise, motiv întemeiat pe art. 747 c. civ., și art. 681 și urm. pr. civ. Căci independent de dreptul minorului devenit major de a cere anularea, și cu tot principiul art. 952 c. civ., creditorul ipotecar are dreptul de a combate natura și legalitatea actelor ce i se opun spre a-l împiedeca de a împărți imobilul lui ipotecat, chiar dacă nu e fraudă și fără să fie vorba de exercițiul acțiunei pauliane. (Cas. I, 389/Nov. 14/90. B. p. 1250).

2. Art. 747 c. civ., și 692 pr. civ., prevedând că în caz când minorii ar avea in-

terese contrarii la împărțea unei averi, se va numi fiecărui câte un tutore special și această numire se va face de tribunal după avizul consiliului de familie. Și din spiritul art. 728 și urm. c. civ., și art. 691 și urm. pr. civ., reese că partajul unei averi nu este definitiv terminat de cât când s'a realizat de fiecare moștenitor aceea ce i se recunoaște prin actul de partajiu, afară numai când celor obligați a face oarecari restituiri li s'ar fi acordat vre-un termen. Astfel fiind, tutorii speciali însărcinați a reprezenta pe minorii cari au interese contrarii la facerea unui partajiu nu le expiră mandatul și prin urmare drepturile lor de cât când au realizat, aceea ce minorii au fost îndreptățiți a lua prin actul de partaj, afară numai când această realizare nu s'ar putea face decât după un termen oare care acordat celor obligați a face restituirile, în care caz numai cei cari la această epocă ar reprezenta legalmente pe minorii ar fi în drept a urmări executarea lor. Numai după realizarea completă a drepturilor minorilor, tatăl lor își ia



administratiunea sa legală asupra averii minorilor săi copii. (Apel Buc. III, Mai 15/91, Dr. 42/91).

3. Dispozițiunile acestui art. sunt aplicabile, nu numai când sunt mai mulți minori cu interese contrare la o împărțală, dar și când minorul sau minorii, fiind în indiviziune cu tuturul sau tutricea lor legală, au interese contrarii cu aceștia. (Trib. Bacău. Dr. 56/98).

4. Când între tată și fiul său se ivese interese contrarii, pentru un timp echivalent, cu rezolvarea conflictului de interese, efectele decurgând din puterea părintească, cu atribuțiile respective, sunt suspendate urmând ca minorului să se designeze un alt reprezentant pentru a susține interesele în locul tatălui.

Acest reprezentant, care lucrează în aceeași calitate ca și a celui pe care-l înlocuiește, nu poate fi decât un administrator ad-hoc, numit de Tribunal, după cererea părții interesate, iar nici de cum un tutore ad-hoc, ales de con-

siliul de familie întrucât în spetă, nu poate fi vorba de tutelă. Conform art. 344 c. civ., nu se poate constitui tutelă decât atunci când cel puțin unul din părinții minorului ar fi încetat din viață. În lipsa consiliului de familie și legea dispensând pe tatăl administratorul legal al minorului, de controlul unui consiliu de familie, numai Tribunalul poate numi pe acest administrator ad-hoc, tribunalul fiind organul cel mai înalt de supraveghere a vieții minorului și putând pași ex-officio la orice lucrare, atunci când interesele minorului, prin întârziere, ar fi periclititate sau compromise (art. 367 c. civ.). (Trib. Bacău II, Jurnal No. 896 din 10 Febr. 1923. Jur. Gen. 1924. No. 286).

5. A se vedea: art. 355 cu nota 2; art. 383 cu notele 3, 7; art. 390 cu notele 8, 10; art. 411 cu notele respective; art. 412 cu notele respective; art. 413. „Index“, „Partaj“ și notele respective; art. 733 cu nota 3; art. 1157 cu nota 2.

**Art. 748.** — În cazul articolelor precedente, licitațiunea, de este trebuință, nu se va putea face decât înaintea tribunalului cu formele prescrise pentru înstrăinarea bunurilor minorilor. Străinii vor fi totdeauna admiși. (Civ. 401 urm., 404, 736, 1388 urm.; Pr. civ. 681 urm., 694, 696; Civ. Fr. 839).

*Text. fr. Art. 839.* — S'il y a lieu à licitation dans le cas du précédent article, elle ne peut être faite qu'en justice avec les formalités prescrites pour l'aliénation des biens des mineurs. Les étrangers y sont toujours admis.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 512, 517;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 1739;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 162;  
PLANIOU, III, ed. 2-a, No. 2361.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 507 urm. *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 187;  
CANTACUZINO MATEI, p. 264;  
DRAGOMIRESCU IULIU, „Prețul adjudecării în materie de partaj“. Dreptul 80/1915;  
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 81;  
NACU, II, p. 161.

#### Jurisprudență.

1. Formalitățile cerute de lege pentru vânzarea imobilelor ce aparțin minorilor conform art. 696 pr. civ. sunt de o potrivă aplicabile și la împărțeli și licitațiuni făcute pentru esirea din indiviziune a coerezilor, în cazurile prevăzute de art. 733 și 744 c. civ. Și în ceea ce privește modul cum are a se începe licitațiunea și persoanele capa-

bile de a concură, precum și termenii în care adjudecaturul este ținut a răspunde prețul imobilului adjudecat, prin art. 689 pr. civ., se declară comune a acestei vânzări, dispozițiunile legii de la capitolul pentru vânzări silite. (Cas. II, 174/Nov. 15/71, B. p. 359).

2. În materie de licitațiune publică de imobile esite din indiviziune, recursul în casatie în contra ordonantei de adjudecare nu este admisibil. Cerearea de nulitate nu se poate face în acest

caz de cât pe căile ordinare. (Cas. II, 4/98. B. p. 81).

3. Prin efectul declarativ al partajului, coeredele care a devenit adjudecatar al unui imobil succesoral, fiind considerat exclusiv proprietar al acestui imobil din momentul deschiderii succesiunii, independent de depunerea pretului și de obținerea actului de adjudecare, el singur are dreptul de a intenta acțiunea în reziliere a unui contract de închiriere, iar nu sequestrul judiciar, ale cărui drepturi în privința acestui imobil au luat sfârșit odată cu adjudecarea și fără nici o cerere formală de desființare. (Apel Buc. III, Dr. 67/905).

4. În materie de vânzarea imobiliară pentru eșire din indiviziune, nu este deschisă calea recursului în Casație contra ordonanțelor de adjudecare, căci o asemenea vânzare nu este de cât o convențiune făcută sub privegherea justiției, pentru care partea interesată

nu are de cât calea unei acțiuni principale.

În adevăr, potrivit art. 748 din codul civil, la vânzarea pentru ieșirea din indiviziune trebuie observate formele prescrise pentru vânzarea bunurilor minorilor; iar prin art. 689 din procedura civilă, de sub secțiunea V, capitolul IX, cartea III, a procedurii civile, în care se tratează despre vânzarea bunurilor imobile ale minorilor, legiuitorul nu a prevăzut și art. 559 din procedura civilă, care prescrie dreptul de recurs contra ordonanțelor de adjudecare, date în materie de vânzare silită. (Cas. II, 116 din 7 Sept. 1911, B. p. 1083, Curier Jud. 4/912; Cas. I, 480 din 16 Mai 1922. Jur. Rom. 19/922. Curier Jud. 14/923; Cas. II, 311 din 19 Iunie 1923. Jur. Rom. 15-16/923. Pand. Rom. 1923 III, 147; C. Apel Constanța, 1004 din 21 Iunie 1923. Justiția Dobrogei 9/923).

**Art. 749.** — Impărțirile făcute conform cu regulile mai sus prescrise, sau de tutori cu autorizațiunea consiliului de familie, sau de minori emancipați, azistați de curatorii lor, sau în numele absenților sunt definitive. (Civ. 99, 119, 408—413, 425, 427, 430, 454, 951, 952, 1166; Civ. Fr. 840).

*Text. fr. Art. 840.* — Les partages faits conformément aux règles ci-dessus prescrites, soit par les tuteurs, avec l'autorisation d'un conseil de famille, soit par les mineurs émancipés, assistés de leur curateurs, soit au nom des absents ou non-présents, sont définitifs; ils ne sont que provisionnels, si les règles prescrites n'ont pas été observées.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 576;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 674, 685;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 553; ed. 1-a, III, p. 419, 490;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1587 urm., 2219 urm.; *Suppl. Successions*, 1026 urm., 1421 urm.;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 153 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 166, 167;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2332, 2336, 2345-2°.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 469 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 186, 191; *Observație* sub. Trib. Bacău din 25 Nov. 1907. Dreptul 28/1908;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 264, 265;  
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 81;  
 NACU, I, p. 227, 671; II, p. 147, 149 urm.;

#### Jurisprudență.

1. Dacă contra sentinței tribunalului care admite eșirea din indiviziune și fixează loturile ce au a stăpâni fiecare parte, o parte nemulțumită pe aceea sentință o apelează, curtea e datoare de a ascultă motivele părții apelante, iar nu să respingă ca neadmisibil apelul, căci prin aceasta violează

principiul celor două grade de jurisdicțiune prevăzute de legea noastră de procedură în ori ce contestațiuni, și interpretează rău art. 749, care nu are în vedere de cât un caz excepțional, al partajului făcut cu mulțumirea părților (Cas. I, 334/Nov. 30/79, B. p. 831).

2. În principiu, în diferitele acte judecătorești se disting unele care au



caracterul unei hotărâri și prin urmare considerate ca susceptibile de a legă pe părți prin forța lucrului judecat, și altele care constată numai îndeplinirea unor formalități, fără a decide asupra nici unei contestațiuni. Primele fiind date în materie contencioasă, produc autoritatea lucrului judecat, iar secundele fiind acte de jurisdicțiune grațioasă, nu produc un asemenea efect. Astfel, la omologarea unui partaj dacă tribunalul constată numai îndeplinirea formalităților cerute de lege, atunci omologarea, deși făcută sub forma unei sentințe, nu este însă în realitate de cât un act de jurisdicțiune grațioasă, nefiind nici un contencios supus judecății sale și ea atare nu poate avea autoritatea lucrului judecat; dacă însă sentința de omologare ar decide asupra vre-unui incident, care ar constitui o adevărată contestațiune, atunci ar fi o hotărâre contencioasă asupra acestui incident și dânsa, ca toate hotărârile date în materie contencioasă, ar avea autoritatea lucrului judecat. (Trib. Ilfov, II, 285, Dec. 21/87, Dr. 5/88).

3. Dispozițiunea tribunalului prin care se omologă un partaj și se fixează loturile părților este un act de jurisdicțiune contencioasă, pentru părți, el atribuie loturile ce are a stăpâni fie care parte, și este o adevărată sentință asupra acțiunii de diviziune; ea urmează a fi comunicată părților și are a formă obiectul de discuțiune și de cercetare a instanțelor de reformare admise de procedura civilă; ea este dar supusă apelului, revizurii și recursului în casatie. (Cas. I, 419/91. B. p. 1191).

4. Verice acțiune trebuie să treacă prin 2 grade de jurisdicțiune. Și art. 749, fiind copiat în mod incomplet din textul francez, nu se poate admite că prin aceasta legiuitorul nostru a voit a suprima principiul enunțat în partajul minorilor, interzișilor și emancipaților. Art. 749 pus în fața art. 411 și 747, combinate cu art. 1125 și 1166 care prevăd formele în care trebuie să se facă partajul, când sunt minori, și cazurile în care partajul este nul, art. 749 nu ar mai avea nici o rațiune. Singura aplicațiune ce art. 749 ar avea, nu ar fi decât în cazul când în intențiunea părților a fost de a face un partaj provizoriu, fie asupra fructelor și rentelor, fie asupra fondului. Apoi legiuitorul nu putea să declare definitiv partajul făcut în condițiunile art. 749, fără drept de apel, și pentru motivul că în sistemul legislațiunii noastre încheierile preparatorii nu se pot ataca cu apel de cât odată cu hotărârea asupra fondului, astfel că ar fi imposibil a se admite că legiuitorul nostru a voit să impună minorului

numai o singură instanță, fără a avea dreptul să uzeze de calea apelului, unde poate să arate defectuoșitatea operațiunilor preparatorii partajului, cari adesea îi pot fi prejudiciabile independent de dreptul ce-i acordă la majoritate art. 1166. Astfel fiind, și din acest punct de vedere trebuie să admitem că art. 749 nu prevede de cât cazul când părțile au voit a face un partaj provizoriu în care apelul nu mai are în adevăr rațiune de a fi iar în toate celelalte cazuri sentințele date în materie de partajii sunt supuse apelului. (Apel Craiova II, Mai 27/91, Dr. 47/91. *Contra*: Apel Craiova II, 25, Iunie 30/91, Dr. 65/91).

5. După dispozițiile art. 749 împărțirile, făcute conform cu regulile prescrise în asemenea materie, sunt definitive, de unde rezultă că împărțeala, la care nu au luat parte toți comștenitorii este nulă, față de cei absenți și deci sentința, prin care s'a împărțit moștenirea numai între o parte din moștenitori, nu poate să fie invocată de aceștia ca just titlu, pentru ca împreună cu buna lor credință să ducă la prescripția de 10 ani. (Cas. I, 393/904. B. p. 1251).

6. Dacă încheierea, prin care s'a admis în principiu cererea de eșire din indiviziune, nu este rămasă definitivă, nici prin neapelare, într-o cât n'a fost comunicată comștenitorului pentru a curge termenul de apel, și nici printr-o executare voluntară din partea acelu comștenitor, și nici prin vreun consimțământ expres care, potrivit art. 733 combinat cu 749 cod. civ., să-i dea caracterul de hotărâre definitivă, în asemenea împrejurări acea încheiere nu poate face obiectul unei contestațiuni. (Cas. I, 351/905, B. p. 998).

7. Împărțeala provisională, adică validă numai în privința folosinței bunurilor împărțite, admisă prin art. 840 din codul francez, n'a fost admisă de legiuitorul nostru care, în art. 749, a modificat citatul text din codul francez prin eliminarea părții finale ce el cuprinde; iar cuvântul „definitiv”, care se vede în art. 749 din codul nostru, nereferindu-se la hotărârile ce se dau asupra împărțelei, ci la însăși împărțeala, de aici rezultă că hotărârile date de un judecător de ocol, prin care se statuează asupra operațiunilor premergătoare tragerei loturilor, și prin care se atribuie moștenitorilor loturile căzute la sorți, pot fi atacate cu apel înaintea tribunalului, întrucât nimeni nu poate fi lipsit de al doilea grad de jurisdicție decât în baza unui text expres de lege, care în specie nu există. (Trib. Bacău. Dr. 28/908, p. 222).

8. Din dispozițiile art. 790, 744 și 749 din codul civil urmează că împărțeala

făcută conform regulilor prescrise de lege este definitivă, și singura cale ce rămâne părților este de a cere un supliment de împărțeață pentru averea omisă. (Cas. I, 250 din 9 Iunie 1908, B. p. 1058 și Jurisprudența 20/908).

9. A se vedeă: art. 409 cu notele 1,

2; art. 411 cu notele respective; art. 412 cu notele respective; art. 413, Index „Partaj” și notele respective; art. 733 cu notele 4, 8, 10; art. 744 cu nota 6; art. 797 cu notele respective; art. 1166 cu notele respective.

**Art. 750.** — După împărțeață se va remite fiecărui din compărțitori titlurile particulare obiectelor ce i s'au dat.

Titlurile unei proprietăți împărțite se țin de acela ce a luat partea cea mai mare, cu îndatorire de a le reprezenta când compărțitorii, având trebuință de ele, i le vor cere.

Titlurile eredității întregi se țin de acel erede pe care toți l-au ales ca depozitar, cu îndatorire de a le reprezenta la orice cerere.

Dacă nu este unire pentru această alegere, atunci titlurile se depun în arhiva Statului și judecătorul liberează de pe dănssele fiecărui din erezi câte o copie legalizată <sup>1)</sup>. (Civ. 1188; Civ. Fr. 842).

*Text. fr. Art. 842.* — Après le partage, remise doit être faite à chacun des copartageants, des titres particuliers aux objets qui lui seront échus.

Les titres d'une propriété divisée restent à celui qui a la plus grande part, à la charge d'en aider ceux de ses copartageants qui auront intérêt, quand il en sera requis.

Les titres communs à toute l'hérédité sont remis à celui que tous les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider les copartageants, à toute réquisition.

S'il y a difficulté sur ce choix, il est réglé par le juge.

#### Doctrină străină

- AUBRY ET RAU, VI, p. 555;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 3304;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 515;  
 DALLOZ. *Rép. Successions*, 1850 urm.; *Suppl. Successions*, 1176 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, III, p. 345;  
 DEMOLOMBE, I, XV, 695, 699;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations, et partages*, ed. 4-a, 2754 urm., 2807 urm.;  
 MOURLON. ed. 7-a, II, p. 166;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2366.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 538; (III, part. I, ed. 2-a, p. 468, 477);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 262;  
 NACU, II, p. 165.

#### Jurisprudență.

1. Deși art. 750 din codul civil prevede ipoteza când proprietatea este împărțită și regulează modul deținerii titlurilor acelei proprietăți, cu îndatorirea pentru deținător de a le prezenta când cumpărătorul, având trebuință de ele, le va cere, totuș aplica-

ția acestui principiu are loc și în cazul când averea despre al cărui titlu este vorba, nu este încă împărțită între moștenitori ori de câte ori ceilalți comuniști au interes să ceară prezentarea titlului, de oarece interesul este măsura oricărei acțiuni. (Cas. I, 19 Oct. 1909, B. p. 1095).

2. Orice acțiune în justiție urmărind

<sup>1)</sup> Art. francez 842 nu cuprinde acest al 4-lea aliniat decât în fraza următoare: „s'il y a difficulté sur ce choix, il est réglé par le juge”.



stabilirea unor drepturi protivnice, ce se fixează prin hotărîrea care pune capăt litigiului, rezultă că această hotărîre, dacă rămîne definitivă, formează titlul părții câștigătoare în proces.

Astfel fiind, în acțiunea pentru eșirea din indiviziune, titlul este hotărîrea care stabilește loturile moștenito-

rilor, în care se cuprind și nemîșcătoarele ce s'au adjudecat asupra lor; pe cînd în vânzările silite de bunuri nemîșcătoare, cari au de scop exproprierea datornicului, titlul adjudecaturului asupra nemîșcătorului este ordonanța de adjudecare. (Apel Iași II, No. 201/915. Dreptul 1915 p. 594).

#### Secțiunea II. — *Despre raporturi.*

**Art. 751.** — Fiul sau descendentele cari vine la succesiune, chiar sub beneficiu de inventariu, împreună cu frații ori surorile sale, sau cu descendenții acestor, trebuie a reportă coerezilor săi, tot ce a primit dela defunct prin dar, atît direct cît și indirect, afară de cazul cînd donatoarele a dispus altfel <sup>1)</sup>. (Civ. 738, 739, 752 urm., 840, 845 urm., 1191, 1282, 1914; L. agrară, 134; Civ. Fr. 843; Civ. Ital. 1001).

*Text. fr. Art. 843.* — Tout héritier, même bénéficiaire, venant à une succession, doit rapporter à ses cohéritiers tout ce qu'il a reçu du défunt, par donation entre-vifs, directement ou indirectement: il ne peut retenir les dons ni réclamer les legs à lui faits par le défunt, à moins que les dons et legs ne lui aient été faits expressément par préciput et hors part, ou avec dispense du rapport.

*Text. ital. Art. 1001* — Il figlio o discendente il quale venga alla successione ancorché con beneficio d'inventario, insieme co'suoi fratelli o sorelle loro discendenti, deve conferire a' suoi coeredi tutto ciò che ha ricevuto dal defunto per donazione si direttamente come indirettamente, eccettuato il caso che il donante abbia altrimenti disposto.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 610-612, 623, 627, 628, 634, 636-639 urm., 641, 644, 645;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3493, 3503, 3512, 3555 urm., 3575, 3580-3582, 3601, 3618, 3671, 3671 bis, 3672;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 505;  
 CAPITANT, *De la cause des obligations*, p. 214;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 48, 386, 525, 526, 528, 529, 530, 532, 535, 539, 540, 545, 765 nota 1;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1011 urm.; *Suppl. Successions*, 746 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 124 bis, III; 187 bis, II, V-VII; IV, 645 bis, I;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 280, 284, 293;  
 DEMOLOMBE, XVI, 176, 230 urm., 244, 248, 253, 255, 264, 318 urm., 328, 330, 332 urm., 384, 427 bis, 444, 445;  
 HUC, V, 228, 341, 345, 350-353, 362, 370;  
 LAURENT, X, 579-581, 584, 589, 590, 594-597, 603, 605, 606, 610, 611, 640;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1407, 1417;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1409 urm., 1470 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 172 urm., 187 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2214 urm., 2227, 2269.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 252, 259, 261, 267, 278, 279 n. 3, 366, 377 n. 2, 546, 552 urm., 562 urm., 567 n. 3, 568 urm., 578, 589, 593, 599, 602, 605, 608, 614 urm., 631 l. și n. 2, 633, 641, 733 n. 1; (I, ed. 2-a, p. 507; IV, part. I, ed. 2-a, p. 261, 564, 645 n. 2 și 3, 566, 649 nota 665, 666, 676, 685, 756, 768, 770 n. 3; IV, partea II, ed. 2-a, p. 520 nota; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 184, 231, 241; X, p. 118 nota,

1) Acest articol 751, de și imprumută ceva din cuprinsul art. francez 843, el este mai mult reproducerea art. 1001 din proiectul Codului Civil Italian al Ministrului Pissanelli din 1863, promulgat tocmai în 1866. A se vedea și notele dela textul art. 1, 328 și 1718.

- 495, 587); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 128; 200, 201, 207, 496; „*Raportul legatelor*“. Dreptul 34/1912; *Nota* sub. Cas. I, 1139 din 27 Dec. 1921. Pand. Rom. 1922, I, 215; *Observație* sub. Trib. Gorj 28 din 8 Febr. 1919. Trib. Jur. 3-4/1919; *Nota* sub. Trib. civil Pointoise (Seine et Oise) 9 Dec. 1921. Jurispr. Gen. 11/1924. No. 615; *Nota* sub. Trib. civil Orléans (Loiret) 18 Oct. 1922. Jurispr. Gen. 15/1924. No. 879;
- CANTACUZINO MATEI, p. 271;
- CERBAN ALEX., *Nota*, sub. Cas. I, 1139 din 27 Dec. 1921. Curier Jud. 14/1922; *Nota* sub. Cas. I, 511 din 16 Mai 1923. Curier Jud. 34/924; *Nota* sub. C. Apel Craiova, s. II, 155 din 8 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922, II, 133;
- DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 205 urm., „Darul făcut mai înainte unui rezervatar fără scutire de raport se socotește asupra rezervei în masă“.
- IONAȘCU R. TRAIAN, *Nota* sub. C. Apel Buc. s. III, 186 din 3 Nov. 1890. Pand. Rom. 1924, II, 161;
- MĂLINESCU C. *Nota*, sub. Trib. Bacău 19 April 1924. Pand. Rom. 1924-II-281;
- NACU, I, p. 60; II, p. 169;
- PAXIMĂDE ERNEST, *Nota* sub. C. Apel Craiova, s. II, 155 din 8 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922, II, 137;
- PLASTARA G., „*Despre un caz special de raport succesoral*“. Dreptul 7/1919;
- VERMEULEN I. H., *Nota* sub. Cas. Belg. s. I, 13 Iulie 1923. Jurispr. Gen. 7/1924, No. 437.

## INDEX ALFABETIC

Acceptare pur și simplu 2.	Imobile 11, 16, 23.
Acceptare sub beneficiu de inventar 2.	Inadvertență 19.
Apel 20.	Legatar 8, 18, 19.
Caragea 10.	Legatar universal 1.
Cota disponibilă 1, 2 bis, 5.	Marturi 3.
Cumpărare, a se vedea „Vânzare“.	Masa succesorală 6, 21, 22.
Daruri manuale 22.	Moștenitori 19.
Datorii 5.	Partaj 17, 21, 23.
Datorii nelichide 17 bis.	Parte disponibilă 1, 5.
Descendenți 2, 19.	Raport, a se vedea „Dispensă de raport“.
Dispensă de raport 2 bis, 4, 7, 9, 12, 16, 18, 19, 20.	Raport în natură 11.
Disponibilă parte 1, 2 bis, 5.	Reducțiune 6, 20.
Dobânzi 2, 13.	Renunțare la succesiune 16.
Donații, a se vedea „Daruri manuale“ și 2, 4, 6, 11, 13, 14, 18, 19, 21.	Rezerva 2 bis, 3, 5, 6, 10, 22.
Donații deghizate 12, 14, 20.	Rezevatar 3, 22.
Dotă 2, 10, 11, 15, 16, 21, 23.	Sarcini 4.
Emancipare 2.	Statut real 17.
Evicțiune, temere de 15.	Succesorală masă 6, 21, 22.
Fructe 13.	Succesiune ab intestat 1, 8, 18, 19, 23.
	Testament 1, 7, 8, 18, 19.
	Văduvă 2.
	Vânzare 15, 20, 23.
	Venituri 2.

## Jurisprudență.

1. Când ne aflăm în fața unei eredități testamentare în care legatarul universal are vocațiune, în virtutea testamentului, la totalitatea averei active și pasive, nu mai poate fi chestiune pentru el de raportul părții disponibile prevăzut și reglementat la art. 751, 752 și 846, căci acest raport se efectuează numai la caz când donatorul sau legatarul vine la succesiunea *ab intestat* la care urmează să facă raportul, iar nu în cazul când succesiunea *ab intestat* nu există, pe cât timp universalitatea averei este atribuită legatarului universal, căci art. 751 nu supune la raport de cât pe succesibilul care vine la succesiune, idee care reese și din termenii art. 752. (Apel Buc. III, 100, Iun. 25/81, *Dr.* 59/81).

2. Raportul bunurilor dăruite nu se poate cere decât de erezii descendenți, cari acceptă succesiunea donatorului

pur și simplu sau sub beneficiul de inventariu. Or, soția defunctului nu are această calitate față cu moștenirea defunctului său soț, și dar nu poate pretinde ca eredele să raporteze dobânzile zestrei primită de autorul lor. Astfel fiind, soția defunctului, în calitate de mamă, nu are drept de folosință de cât asupra averei ce se găsește în succesiune la moartea soțului său iar nu și asupra bunurilor dăruite de către *de cuius*; căci altfel, pentru a-și întinde dreptul său și asupra bunurilor dăruite ar trebui să poată cere raportul, ceea ce este inadmisibil. Prin urmare, când i se cere o parte din venituri ce nu i se cuvenea din cauză că succesorul reclamant eră emancipat prin căsătorie și asupra lotului acestuia mama nu avea drept de folosință, dânsa nu poate invoca compensațiuni nici cu donațiunile ce acel erede a primit de la defunct, nici cu veniturile sau interesele obiectului donațiunei, nici a discuta quantumum acelor venituri spre a vedea dacă întrec ori nu partea la care avea drept, căci aceasta este o cerere de a se raporta la masa succesorală darul, ceea ce nu poate face decât eredele descendent. Deci, mama trebuie să restituie eredelui emancipat prin căsătorie partea din venituri convenită acelu erede de la emanciparea sa, venituri încasate de mamă de la întreaga avere succesorală. (Apel Buc. III, 256. Nov. 17/87, *Dr.* 87/87).

2 bis. Cota disponibilă nu se poate cumula cu rezerva decât dacă donațiunea s-a făcut cu dispensă de raport. (C. Apel Buc. s. III, 186 Nov. 1890, Pand. Rom. 1924, II, 161).

3. Deși erezii rezervatari reprezintă persoana autorului lor în acțiunea de raport intentată contra altui erede, însă, în ce privește drepturile și datoriile succesiunei, cum și aceea a împărțelei între dânsii, neputând fi



considerați decât ca terții persoane față de acele erede, în asemenea condițiuni dânsii pot invoca dispozițiunile art. 1198 din codul civil, cum că au fost în imposibilitate de a-și procura o probă scr. să, spre a dovedi acele, prin care tatăl lor a avantajat pe celălalt erede, și ca atare să fie admisi a face această probă prin martori. (Cas. I, 169/95. B. p. 332).

4. Averea dăruită erezilor prin acte între vii, fără dispensă de raport, trebuie a se considera ca avere existentă la moartea donatorului dacă acei erezi primesc succesiunea, căci în asemenea caz trebuie să raporteze la masa succesorală toată averea ce li s'a dăruit, și această avere intră în masa succesorală liberă de orice sarcină, ce donatarii ar fi creat asupra ei. (Cas. I, 238/95 B. p. 700).

5. Stabilirea rezervei și a părți disponibile nu se operează pentru fiecare erede în parte, ci se evaluează mai întâi prin calcul întreaga avere a defunctului, adică atât cea considerată ca existentă la moartea sa, cât și cea dăruită la nesuccesibili, ori și la succesibili dispensați de raport, după care, scăzându-se datoriile, se calculează apoi întreaga parte din averea netă convenită tuturor erezilor ca rezervă, proporțional cu numărul lor, iar restul rămâne ca parte disponibilă. (Cas. I, 238/95. B. p. 700).

6. După formarea mesei succesorală, erezii rezervatari trebuie să-și retragă rezerva, mai întâi din averea existentă, adică atât din cea găsită la moartea lui de cuius cât și din aceea intrată în masa succesorală, prin efectuarea raporturilor, și numai dacă li se va acoperi cea rezervă din menționata avere, proporțional cu numărul lor și cu întreaga avere succesorală, numai atunci au dreptul să și-o completeze prin reducerea donațiilor nesupuse raportului. (Cas. I, 238/95. B. p. 700).

7. Dispensa de raport se poate face, fie prin actul de donațiune, fie prin act posterior, destul numai că voința de a dispensă de raport pe eredele donatar să fie sau declarată expres, sau să rezulte din termenii actului; prin urmare când de cuius lasă un testament, care nu poate avea nici un efect ca act de dispozițiune, de oare ce se constată că la moartea sa cea avere eră dejă esită din patrimoniul său, acest testament poate servi, ca act pentru dispensă de raport eredelui care beneficiază de donațiunea anterioară testamentului. (Apel Buc. III, Dr. 28/97).

8. Legatarul nu poate fi obligat a raporta la masa succesorală imobilul, ce stăpânește în virtutea unui testament, decât dacă ar cere să vină la

moștenirea ab intestat a testatorului. (Cas. I, 60/900. B. p. 145).

9. Potrivit dispozițiilor art. 751 și 846 codul civil, dispensa de raport trebuie să fie expresă, ceea ce implică dacă nu o formă sacramentală, dar în ori ce caz o manifestare de voință neîndoelnică. (Apel Buc. II, Dr. 57/908. p. 465; Cas. I, 94 din 29 Ian. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1171).

10. Fiica înzestrată sub codul Caragea de către părintele său, pentru a putea veni la succesiunea lui, deschisă sub codul civil, trebuie să raporteze zestrea constituită; neraportând această zestre, ea pierde dreptul la succesiune și, ca atare, nu mai are calitatea de a face acțiune pentru a reclama rezerva. (C. Craiova I, 112/912. C. Jud. 67/912).

11. Imobilele constituite zestre înainte de împărțea făcută de ascendent, trebuie să fie aduse în natură la masa de împărțit, de oarece efectele dotalității încetează când este vorba de partaj, dota, ca orice donațiune, fiind supusă raportului la deschiderea succesiunii, conform art. 751 și 758 din codul civil. (Cas. I, 184 din 27 Februarie. 1912, B. p. 259. Curier Jud. 32/912).

12. Din art. 751 din codul civil rezultă facultatea pentru părintele care a făcut o liberalitate fiului sau altui descendent al său de a dispensă pe donatar de obligațiunea raportului. Această dispensă poate fi expresă sau tacită întrucât textul legii române, în deosebire de cel corespunzător francez, nu cere imperios, ca acesta, o dispensă expresă de raport, fie în actul de donațiune, fie în alt act separat. În cazul unei donațiuni deghizate în forma unui contract oneros, cum este cazul în speță, nici nu se poate impune donatorului formalitatea unei mențiuni exprese de dispensă în actul ce face, de oarece ar fi a-l silii să divulge secretul donațiunei, pe care tocmai el a voit să o ascundă sub forma la care a recurs. Dacă forma deghizată a unei donațiuni nu constituie prin ea însăși un element suficient în stabilirea intențiunei donatorului de a dispensă de raport, donatorul putând să urmărească și un alt scop, când a recurs la această formă, nu este însă mai puțin adevărat că forma deghizată a donațiunei coroborată cu alte împrejurări ale cauzei, cu privire la intențiunea donatorului, poate face dovada unei dispense de raport.

Prin urmare, Curtea de Apel nu violează art. 751 din codul civil, când decide că o donațiune deghizată, din cauza formei sale, nu este compatibilă cu o dispensă expresă de raport și că această dispensă poate să rezulte din intențiunea neexprimată a donatorului

dedusă din împrejurările cauzei. (Cas. I, 9 Mai 1912, B. p. 890).

13. Prin derogatiune dela regula din art. 751, după care este supus raportului tot ce donatarul a primit dela de-cuș prin dar direct sau indirect, rezultă din art. 762 c. civil cum că fructele și interesele bunurilor dăruite percepute de donatar din momentul donațiunii și până în momentul morței lui de cuș nu sunt supuse raportului și nu există nici o rațiune de a distinge în ce privește dispensa de raport din menționatul articol între cazul unei donațiuni de bunuri producătoare de venituri și cazul unei donațiuni de venituri. (Cas. I, 92 din 1 Febr. 1913, B. p. 259, Jur. Rom. 17/913).

14. Art. 751 c. civil, supune raportului toate donațiile fie directe, fie indirecte. (Cas. I, 509 din 23 Sept. 913. Curier Jud. 10/914).

15. Cumpărătorul unui imobil dela o femeie dotală nu are interes să refuze a plăti o parte din prețul celui imobil direct în mâinile vânzătoarei și să depună suma la Cassa de Depuneri, pe motiv că imobilul ar face parte din lotul convenit vânzătoarei din succesiunea tatălui său, care i-a constituit dotă o sumă de bani cu clauză de o anume întrebuintă și nu se dovedește că există în ființă dota, neplătită de către defunct, însă care se cuprinde prin efectul raportului în porțiunea succesorală a vânzătoarei, această opunere a cumpărătorului nu este fondată când se constată că vânzătoarea neprimind dota constituită, nu avea de fapt ce raporta și deci acea dotă nu se găsește în lotul său prin efectul raportului. (Cas. I, decizia No. 359, din 18 Iunie 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 519).

16. Din dispozițiile art. 751 și 758 c. civ., rezultă că fiica dotată nu poate veni la succesiunea părintelui său decât raportând comostenitorilor săi, frații și surorile sale sau descendenții acestora, — dota primită, afară numai dacă a fost făcută cu dispensă de raport și că numai în caz de renunțare la succesiune, coeredele nu poate fi obligat la raport.

Prin urmare, dacă instanța de fond constată în fapt că fiica dotală este comostenitoare și că dota ce a primit nu a fost făcută cu dispensă de raport, cu drept cuvânt a admis acțiunea în împărțeală intentată de frații și surorile fiicei dotate și a obligat pe aceasta să raporteze dota primită spre a fi împărțită între ei toți și aceasta chiar în cazul când averea succesorală ar constă numai din imobilul constituit dotă. (Cas. I, decizia No. 507, din 3 Noembrie 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 8).

17. Raportul fiind o operațiune care

nu poate fi izolată de aceea a împărțelii imobilelor, de oarece ambele formează un tot, chiar dacă este vorba a se raporta și sume de bani, urmează ca chestiunile relative la raport să fie discutate cu ocazia partajului, care trebuie să se efectueze după legea țării unde este situată averea. (Apel Buc. I, No. 119, 1915; Dreptul 1915, p. 514).

17 bis. O datorie care nu este lichidă nu poate fi supusă raportului, ci urmează a fi reclamată pe calea unei acțiuni principale în contra succesiunii. (C. Apel Buc. s. I, 119 din 1915. Dreptul 1915, p. 514).

18. Din aceea că numai donațiunile între vii sunt supuse raportului, rezultă că eredele rezervatar când este în același timp și legatarul unei porțiuni din succesiune, poate reclama pe lângă legatul său și rezerva ce i se cuvine ca erede ab intestat, chiar dacă legatul nu cuprinde o dispensă expresă de raport, o asemenea dispensă fiind virtual cuprinsă în orice liberalitate testamentară. (Cas. I, 46/915. Curier Jud. 53/915 și 8/916, Jur. Rom. 1915 p. 178).

19. Legiuitorul codului nostru civil, reglementând materia raportului în succesiunile ab intestat, s'a îndepărtat dela dispozițiile art. 843 cod. Napoleon și în art. 751 c. civ., traducând întocmai textul art. 1001 din Proiectul codului italian a admis principiul că raportul nu e datorit decât de descendenții cari vin în concurs la succesiunea părintelui lor și nu de toți moștenitorii — ca în textul francez — iar ca avere raportabilă a menținut numai liberalitățile prin acte între vii, nu și legatele, cum prevede menționatul articol din codul francez, în redacțiunea lui de atunci, dar modificat mai târziu.

Acest sistem de a nu se supune și legatele raportului, se întemeiază pe considerația că dispozițiile testamentare, având efect numai la moartea testatorului, nu s'ar putea impune legatarului, care acceptă succesiunea, obligația de a raporta bunul legat, adică de a-l lăsa în masa succesiunii, fără ca prin aceasta să se lipsească adeseori legatarul de folosul ce testatorul a înțeles să-i transmită.

De aceea pentru a corespunde cu voința prezumată a testatorului de a avea avantaj pe legatar și deci în mod virtual de a-l scuti de raport, legiuitorul nostru ca și cel italian au inovat asupra codului francez, necuprinzând în averea raportabilă și legatele și acest sistem a fost admis mai târziu și de legislația franceză prin legea din 24 Martie 1898 care prin alineatul II al noului articol 843, supune legatele la raport numai în cazul când



există în acest sens o clauză expresă din partea testatorului.

Imprejurarea că în codul nostru nu s'a reproduș dispoziția art. 1008 din proiectul codului italian care prevede că ceea ce s'a lăsat prin testament nu este supus raportului, decât în cazul când s'ar fi dispus contrariul, nu poate duce la concluzia că legiuitorul nostru nu ar fi împărtășit ideea acestei dispoziții, căci art. 1008 cu un caracter complimentar, față cu art. anterior 1001, a putut să apară ca inutil legiuitorului nostru, de vreme ce în art. 751 c. civ., unde se determină ce anume avere e raportabilă, nu s'au cuprins ca în vechiul text francez și legatele, iar de altă parte, dreptul testatorului de a impune printr'o clauză testamentară, raportul legatelor, nu are nevoie să fie recunoscut printr'un text special de lege, testatorul putând impune orice condițiuni sau sarcini ilicite legatarului și deci și obligația de a raporta ceea ce i s'a lăsat prin testament.

Tot asemenea dacă prin art. 752, 754, 756 și 846 c. civ., legiuitorul ocupându-se de condițiunile în cari un succesibil poate fi obligat la raport, menționează și raportul legatelor alăturat de acel al donațiunilor, de aci nu se poate conchide că și legatele trebuiesc supuse raportului, căci nu-i admisibil ca prin aceste dispoziții cari nu aveau de scop de a determina averea raportabilă, legiuitorul să fi revenit la sistemul restrictiv al codului francez, pe care este cert că-l părăsise și astfel indirect, să modifice principiul admis odată după proiectul codului italian în art. 751. unde este sediul materiei, acolo stabilindu-se ce anume avere este supusă raportului și din care, după cum s'a văzut, au fost eliminate liberalitățile testamentare.

Această lipsă de concordanță în redacția textelor, ce se observă adese ori și chiar în această materie între art. 738 și 751 c. civ., se explică prin graba cunoscută cu care s'a confecționat codul nostru civil, lipsă de concordanță care apare în special, atunci când legiuitorul nostru a inovat asupra celui francez, uitând să revizuiască și articolele cu cari textul vechi era în legătură. (Cas. I, 1139 din 27 Dec. 1921. Jur. Rom. 5-6/1922, Curier Judiciar 14/1922, Pand. Rom. 1922, I, 215, Pand. Rom. 1922, III, 139).

20. În ipoteza că prețul cu care s'a vândut o parte din moșie de către tată unui fiu al său ar fi constat că era mai mic decât cel care s'ar fi putut obține, nu poate creea o gravă prezunție că vânzarea n'a fost serioasă, pentru că convenția încheindu-se între tată și fiu, cel dintâi a putut, fără să atingă drepturile celorlalți moșteni-

tori ai săi să consimtă la un preț mai mic decât cel realizabil la aceea epocă dela un terțiu.

Dacă s'ar considera că un act de vânzare ascunde donația unui bun succesoral, actul nu e nul, de oarece nici un text din codul civil nu-l declară ca atare și n'ar putea fi anulat decât dacă ar fraudă drepturile celorlalți, atacându-le rezerva.

În cazul când s'ar decide că un act de vânzare constată în fapt o donațiune, comostenitorii n'au dreptul să ceară raportarea bunului dăruit sub forma actului de vânzare, pentru că asemenea donațiune este presupusă ca dispensată de raport, prezumpție care reese din împrejurarea că, dacă donatorul n'ar fi voit să-l scutească pe beneficiar de a aduce la masa succesorală bunul dăruit, n'avea de cât să constate convenția prin un act de donație. Deci în această ipoteză nu este locul a se obliga moștenitorii def. I. S. să raporteze la masa bunurilor de succeșiune al def. St. S. partea din moșia ce primise ca dar de la tatăl său.

O cerere de reducere a donației nu poate fi formulată și discutată în apel, dacă n'a fost formulată și susținută înaintea primei instanțe, fiind o cerere nouă în sensul art. 307 pr. civ., întru cât diferă cu totul de raport atât prin obiect cât și prin cauză. (C. A. Buc. IV, dec. civ. 329 din 30 Decem. 1922. Jur. Gen. No. 217).

21. Raportul prevăzut de art. 751 c. civ., cu scopul de a menține principiul de egalitate între anumiții moștenitori pe baza unei afecțiuni egale presumate din partea părintelui, — presupune o acțiune în împărțeala unei succeșiuni și la care vin și participă comostenitorii — obligați la raport și cărora li se cere raportul în scopul arătat.

Până când însă o acțiune în împărțeală nu are loc și în special până ce o cerere de raport, — la care un comostenitor autorizat a o face, evident că poate renunța — nu este făcută și admisă, bunul donat rămâne în patrimoniul donatarului și nu poate fi privit ca făcând parte de drept din masa succesorală, din momentul deschiderii succeșiunii.

Prin urmare, în speță, nefiind dovedit și nici afirmat că o împărțeală a succeșiunii a avut loc, ci este constant că sora înzestrată stăpânește ca proprietară exclusivă bunurile donate, urmează că, efectul rezolutoriu al raportului nu s'a putut produce și nu mai prin violarea disp. art. 751 c. civ., și a regulilor cari cărmuesc raportul în materie succesorală, a putut fi considerat unul din frații săi coproprietar de drept din momentul deschiderii succeșiunii, părintelui lor asupra

imobilului dotal al surorii sale, neraportat la succesiune. (Cas. I, dec. 511 din 16 Mai 1923. Jur. Gen. 1923, No. 783; Curier Jud. 34/923).

**22.** Darurile manuale făcute unuia dintre rezervatari și recunoscute de el prin acte autentice trebuiesc să fie ținute în seamă la constituirea mesei ereditare și la imputația liberalităților spre a vedea dacă rezerva a fost sau nu atinsă. (C. Apel Buc. s. III, 78 din 12 Mart. 1924. Bul. C. Apel 4/924).

**23 a)** Dota este față de înzestrator, o liberalitate, considerată ca un avans, pentru înzestrat, asupra porțiunii lui ereditare. Prin urmare, ea este supusă raportului, când înzestratul vine „ab intestat”, la succesiunea ascendentului înzestrator, împreună cu ceilalți descendenți ai acestuia.

b) Deși din cuprinsul art. 1247 cod. civil rezultă că imobilul cumpărat cu banii dotali, conform unei clauze de

întrebuințare din contractul matrimonial, devine dotal — în virtutea unei subrogațiuni reale, totuși prin aceasta, natura juridică a dotei nu se schimbă, iar imobilul devenit dotal, ca imobil, continuă totuși să reprezinte o valoare dotală mobilă.

Prin urmare când se constată că donatarul înzestrat a primit o sumă de bani cu care a cumpărat un imobil care a devenit dotal, ea nu va fi obligată să raporteze însuși imobilul, ci numai suma cu care s'a diminuat realmente patrimoniul defunctului în momentul înzestrării. (Trib. Bacău, 19 Apr. 1924, Pand. Rom. 1924, II, 281).

**24.** A se vedea: art. 1 cu notele relative la donațiunile făcute sub legea veche și în special sub Cod. Caragea; art. 684 cu nota 12; art. 738 cu notele 1, 8; art. 846 cu notele respective.

**Art. 752.** — Eredele ce renunță la succesiune poate propri darul, sau a cere legatul ce i s'a făcut, în limitele părții disponibile. (Civ. 696, 701, 706, 751, 811 urm., 841 urm., 846, 851; Civ. Fr. 845; Civ. Ital. 1003).

*Text. fr. Art. 845.* — L'héritier qui renonce à la succession, peut cependant retenir le don entre-vifs, ou réclamer le legs à lui fait, jusqu'à concurrence de la portion disponible.

*Text. ital. Art. 1003.* — L'erede che rinunzia alla successione può tuttavia ritenere la donazione o donandare il legato a lui fatto fino alla concorrenza della porzione disponibile; ma non può ritenere o conseguire nulla a titolo di legittima.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 613; VII, p. 177, 216;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3502;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.* I, 685-695;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 530, 533, 556;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1024 urm.; *Suppl. Successions*, 747 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 42 bis, IV, V;  
 DEMOLOMBE, XVI, 263; XIX, 49 urm., 56-61;  
 HUC, V, 344; VI, 142;  
 LAURENT, X, 556 bis; XII, 39;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 172 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2217.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2 a, p. 252, 257, 251, 237, 278, 279 n. 3, 366, 377 n. 2, 546, 552 urm., 562 urm., 537 n. 3, 568 urm., 578, 589 503, 590, 602, 605, 603, 614 urm., 631 t. și n. 2, 633, 641, 733 n. 1; (I, ed. 2-a, p. 507; IV, part. I, ed. 2-a, p. 251, 544, 564, 566, 645 n. 2 și 3, 649 nota, 645, 636, 676, 685, 756, 768, 770 n. 3; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 232 nota, 237; X, p. 118 nota, 495, 537); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 202, 218; „*Raportul leguletor*”. Dreptul 34/1912;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 272, 281, 281;  
 CERBAN AL. *Notu* sub. Cas. I, 1130 din 27 Dec. 1921. Curier Jud. 11/1922;  
 IONAȘCU R. TRAIAN, *Nota* sub. C. Apel Buc. s. III, 186 din 3 Nov. 1890. Pand. Rom. 1924, II, 161;  
 NACU, II, p. 169.



## Jurisprudență.

1. Dacă instanța de apel constată în fapt că fiica înzestrată a lui decujus a făcut acte de acceptare tacită a succesiunii încă dela prima instanță, aceea acceptare este irevocabilă și renunțarea făcută posterior în cursul instanței de apel este tardivă și inoperentă de unde rezultă că aceea moștenitoare neputând opune o renunțare valabilă nu putea, conform art. 752 c. civ., să păstreze dota.

Prin urmare, Curtea de apel n'a violat art. 689, 700 și 752 c. civ., când a decis că odată acceptând succesiunea

moștenitoarea nu mai putea renunța la ea și că dar este datoare să raporteze la masa de împărțit averea ce a primit ca dotă. (Cas. I, decizia No. 479, din 15 Sept., 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 585, Curier Jud. 80/915).

2. Legatul făcut descendentului, fără rezervă de raport, urmează a se raporta la masa succesorală, când acesta a acceptat succesiunea; deoarece, potrivit art. 752 c. civ., acei nedispensați de raport nu pot cumula rezerva cu cotitatea disponibilă. (Trib. Iași, III, No. 89, 1915; Justiția, 1916, p. 200).

3. A se vede: art. 696 cu nota 2; art. 751 cu nota 19; art. 841 cu notele 2, 4.

**Art. 753.** — Donatarul care nu va avea <sup>1)</sup> calitatea de a moșteni în momentul donațiunii, dar care avea <sup>2)</sup> această calitate la epoca deschiderii succesiunii, este obligat de a face report, dacă donatoarele nu l-a dispensat de aceasta. (Civ. 751, 846; Civ. Fr. 846).

*Text. fr. Art. 846.* — Le donataire qui n'était pas héritier présomptif lors de la donation, mais qui se trouve successible au jour de l'ouverture de la succession doit également le rapport, à moins que le donateur ne l'en ait dispensé.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, § 629, p. 611 nota 2;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 2740, 3128, 3187, 3188;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 531;  
DEMOLOMBE, XVI, 180; XVII, 133;  
HUC, V, 345;  
LAURENT, X, 20, 255;  
LE SELLYER, *Succession*, III, 1453;  
MOURLON, ed. 1-a, II, p. 176, 177;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2220.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 252, 259, 261, 267, 278, 279 n. 3, 366, 377 n. 2, 546, 552 urm., 562 urm., 567 n. 3, 568 urm., 578, 589, 593, 599, 602, 605, 608, 614 urm., 631 t. și n. 2, 633, 644, 733 n. 1; (I, ed. 2-a, p. 507; IV, part. 1, ed. 2-a, p. 261, 564, 592 n. 1, 566, 645 n. 2 și 3, 649 nota, 665, 666, 676, 685, 756, 767 nota, 763, 770 n. 3; X, p. 118 nota, 495, 587); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 204;  
CANTACUZINO MATEI, p. 272;  
NACU, II, p. 169, 184.

## Jurisprudență.

1. A se vede art. 738 cu nota 3.

**Art. 754.** — Donațiunile și legaturile făcute fiului unei persoane, care are calitatea de erede în momentul deschiderii succesiunii, sunt presumpse că s'au făcut cu scutirea de report. (Civ. 751, 763, 846, 1200, 1202; Civ. Fr. 847).

*Text. fr. Art. 847.* — Les dons et legs faits au fils de celui qui se trouve

1), 2) Cuvintele „*va avea*” și „*avea*”, din eroare sunt puse invers unul în locul altuia, așa că întuneacă înțelesul frazei.

successible a l'époque de l'ouverture de la succession sont toujours réputés faits avec dispense du rapport.

Le père venant à la succession du donateur, n'est pas tenu de les rapporter.

#### Doctrină străină

- AUBRY ET RAU, VI, p. 621, 640;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3511, 3512;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 531, 532, 534, 556;  
 DEMOLOMBE, XVI, 189;  
 HUC, V, 346;  
 LAURENT, X, 559 urm.;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1458 urm.;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1475 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 177;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2223.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 573 urm., 607, 614 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 592 n. 1, 767 nota); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 204, 208; „*Raportul legatelor*”. Dreptul 34/1912;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 272, 275, 604;  
 NACU, II, p. 185, 850.

#### Jurisprudență.

1. A se vedea art. 751 cu nota 19.

**Art. 755.** — Fiul care vine cu dreptul său propriu la succesiunea donatorului, nu este obligat a reportă darul făcut părintelui său, chiar când ar primi succesiunea acestuia; dar când fiul vine la succesiunea cu dreptul de reprezentățiune, atunci este dator să reporte aceea ce s'a dăruit părintelui său, chiar în cazul când ar fi renunțat la succesiunea părintelui. (Civ. 664 urm., 751, 754; Civ. Fr. 848).

*Text. fr. Art. 848.* — Pareillement, le fils venant de son chef à la succession du donateur, n'est pas tenu de rapporter le don fait à son père, même quand il aurait accepté la succession de celui-ci: si le fils ne vient que par représentation, il doit rapporter ce qui avait été donné à son père, même dans le cas où il aurait répudié sa succession.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 612, 620, 622;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3493, 3523, 3884;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 383, 469, 531, 532, 534, 556;  
 DEMOLOMBE, XVI, 196 urm., 201, 201 bis;  
 HUC, V, 346, 347;  
 LAURENT, X, 562, 562 bis, 563;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1476 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 179;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2224.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 533, 562, 569 urm., 572, 608; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 564);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 272;  
 NACU, II, p. 175 urm.



**Art. 756.** — Donațiunile și legaturile făcute soțului unui descendinte succesibil, sunt socotite ca făcute cu scutirea de report.

Dacă darurile sau legaturile s'au făcut la doi soți împreună, din care numai unul este descendinte <sup>1)</sup> cu drept de succesiune, partea dăruită acestuia din urmă este supusă reportului. (Civ. 763, 1200, 1202, 1282; Civ. Fr. 849; Civ. Ital. 1006).

*Text. fr. Art. 849.* — Les dons et legs faits au conjoint d'un époux successible, sont réputés faits avec dispense du rapport.

Si les dons et legs sont faits conjointement à deux époux, dont l'un seulement est successible, celui-ci en rapporte la moitié; si les dons sont faits à l'époux successible, il les rapporte en entier.

*Text. Ital. art. 1006.* — Le donazioni in favore del coniuge di un discendente sono riputate come fatte colla dispensa dalla collazione.

Si le donazioni sono state fatte congiuntamente a due coniugi, di cui uno solamente si a discendente del donante la sola porzione a questo donata è soggetta à collazione.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 622;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3518, 3384;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 531, 532, 556;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 1044 urm.; *Suppl. Successions*, 751 urm.;  
DEMOLOMBE, XVI, 206 urm., 217, 218;  
HUC, V, 348;  
MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*. Ed. 4-a, 1491 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 177;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2226.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 567 n. 2, 573, 575 urm., 608, 614 urm.; (IV, part. e ed. 2-a, p. 592 n. 1, 665; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 238). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 204, 208; „*Raportul legatelor*“. Dreptul 34/1912;  
CANTACUZINO MATEI, p. 272, 275, 604;  
NACU, II, p. 185, 850.

#### Jurisprudență.

1. A se vedea art. 751 cu nota 19.

**Art. 757.** — Reportul nu se poate face decât numai la succesiunea donatorului. (Civ. 669, 751, 763, 769, 1914; Caragea, P. IV, Cap. 3, art. 17; Calimach § 916, 917, 1010, 1013; Civ. Fr. 850).

*Text. fr. Art. 850.* — Le rapport ne se fait qu'à la succession du donateur.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 620;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 1050 urm.; *Suppl. Successions*, 760 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 180;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2233;

<sup>1)</sup> In art. francez 849, lipsește cuvântul „descendinte“. A se vedea și nota sub textele art. 751 și 823.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 259, 551 n. 1, 578 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 234). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 204;  
CANTACUZINO MATEI, p. 272;  
NACU, II, p. 176 urm.

**Art. 758.** — Coerede este dator a reportă aceea ce părintele a cheltuit cu dânsul dotându-l<sup>1)</sup>, procurându-i vreo carieră, sau plătindu-i datoriile. (Civ. 186, 751, 760, 772, 1282; Civ. Fr. 851; Civ. Ital. 1007 § 1).

*Text. fr. Art. 851.* — Le rapport est dû de ce qui a été employé pour l'établissement d'un des cohéritiers, ou pour le paiement de ses dettes.

*Text. Ital. art. 1007. § 1.* — È soggetto a collazione ciò che il defunto ha speso per la dote e il corredo nuziale delle discendenti per costituire al discendente il patrimonio ecclesiastico, per procurargli qualunque ufficio o collocamento, o pagarne i debiti.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 326, 625;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3556, 3567, 3629 urm., 3833, 3835-3837;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 537;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 1194 urm.; *Suppl. Successions*, 825 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 187 bis, IV; 188 bis, I;  
DEMOLOMBE, XVI, 341-343, 316, 349, 358, 409, 424;  
HUC, V, 354, 355, 370;  
LAURENT, X, 592, 599, 600, 612, 625, 630;  
LE SELLYER, *Successions*, III, 1476, 1477;  
MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1577 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 180;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2247, 2256 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 551 nota, 555 n. 2, 590 urm., 593; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 261, 566, 613, 665; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 184, 232, 234); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 200, nota 2, 204;  
CANTACUZINO MATEI, p. 274;  
IONESCU I. IOAN, *Dotă sub raportul înstrăinării*, p. 65;  
NACU, II, p. 176 urm.

## Jurisprudență.

1. Cuvintele „procurându-i vre-o carieră” nu sunt de cât traducerea poate improprie a cuvintelor d'n art. 851 francez corespunzător cu al nostru; și din combinațiunea ambelor acestor articole și cu art. 759, rezultă că legiuitorul nostru, ca și cel francez, a înțeles că coeredele să raporteze ceea ce părintele său i-a dat pentru a-l stabili, cumpărându-i, de exemplu, un fond de comerț sau industrie, căci numai în aceste cazuri cheltuelile fiind considerabile, au ca consecință de a avantaja pe un coerele în prejudiciul celorlalți, și pentru cari cuvinte legiuitorul le-a supus raportului pentru a stabili e-

galitatea. Astfel fiind, cheltuiala făcută de părinte pentru a-i procura licența în drept fiului său, n'a fost de cât pentru a-l instrui și educă după mijloacele sale, și a-i procura cu modul acesta un mijloc de a-și forma o carieră; prin urmare suma cheltuită în acest scop nefiind decât o cheltuială ordinară de educațiune conform art. 759, ea nu este supusă raportului. (Trib. Ilfov, II, Mart. 4/87, Dr. 81/87).

2. Descendentul dotal, care raportează dota, este privit că suferă un schimb forțat cu menținerea inalienabilității, pentru că sistemul contrar al pierderii acestui caracter prin raport ar prezenta cel mai mare pericol, ca unul ce ar permite femeii ca, prin ac-

<sup>1)</sup> Cuvântul „dotându-l” din art. 758 nu există în art. corespunzător 851 francez. El este luat după art. 1007 Codul Italian. A se vedea și nota dela textele art. 751 și 828.



ceptarea succesiunii, să prefacă în alienabile bunurile sale dotale. Valoarea imobilelor fiind supusă fluctuațiilor economice și deci nesigurantei, este în interesul aplicării legii și stipulațiilor actului matrimonial de a imobiliza cea dintâi sumă venită din succesiune fiicei dotale, până la concurența averii dotale inalienabile. (Trib. Covurlui, I, *Dr.* 81/903).

3. Din dispozițiile art. 751 și 758 c. civ., rezultă că fiica dotată nu poate veni la succesiunea părintelui său decât raportând comostenitorilor săi,—frații și surorile sale sau descendenții acestora.—dota primită, afară numai dacă a fost făcută cu dispensă de raport și că numai în caz de renunțare la succesiune coeredele nu poate fi obligat la raport.

Prin urmare, dacă instanța de fond constată în fapt că fiica dotală este comostenitoare și că dota ce a primit nu

a fost făcută cu dispensă de raport, cu drept cuvânt a admis acțiunea în împărțeață intentată de frații și surorile fiicei dotate și a obligat pe aceasta să raporteze dota primită spre a fi împărțită între ei toți și aceasta chiar în cazul când averea succesorală ar consta numai din imobilul constituit dotă. (Cas. I, No. 507, 1914; *Jurispr. Rom.*, 1915, p. 8).

4. Când o instanță de fond stabilește că decujus a achitat datorțiile unui moștenitor că a cheltuit cu dotarea lui, că acest moștenitor deține bunuri succesoriale, în mod eronat și nesocotind efectul doveditor al însăși recunoașterii părții, această instanță de fond, conchide că nu poate fi obligat acest moștenitor, la raportarea valorii lor. (Cas. I, 266 din 17 Mart. 1922. *Tribuna Jur.* 39-41/922, *Pand. Rom.* 1923, III, 82.

5. A se vedea: art. 751 cu nota II.

**Art. 759.** — Cheltuelile de nutriment, întreținere, educațiune, de învățătura unui meșteșug, cheltuelile ordinare pentru îmbrăcăminte și alte obiecte trebuincioase la intrarea în armată, cheltuelile de nuntă și prezenturile obicinuite nu sunt supuse reportului. (Civ. 185; Civ. Fr. 852).

*Text. fr. Art. 852.* — Les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces et présents d'usage, ne doivent pas être rapportés.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 354, 357, 630-633;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3630, 3632-3635, 3637, 3639-3643, 3647, 3648, 3650-3654, 3657, 3659-3661;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 494;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 540, 541, 718;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1161 urm.; *Suppl. Successions*, 788 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 188 bis; 188 bis, I și V;  
 DEMOLOMBE, XVI, 406 urm., 412-414, 416, 417, 421, 424, 425, 426, 430, 432-435, 435 bis, 471;  
 HUC, V, 355, 357-360;  
 LAURENT, X, 599, 623-628;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1489; 1493;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1509 urm., 1598 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 183;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2251, 2262 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 590 n. 5, 618 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 67, 277, 490, 493, 559, 612, 665, 699 n. 1; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 234, 640, n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 205; *Observație* sub. Trib. civil Le Havre, 9 Mai 1922. *Pand. Rom.* 1923-III-155; *Nota* sub. Trib. civil Pointoise (Seine et Oise), 9 Dec. 1921. *Jurispr. Gen.* 11/1924. No. 615; *Nota* sub. Trib. civil Orléans (Loiret), 18 Oct. 1922. *Jurispr. Gen.* 15/1924, No. 879;  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. Cas. Fr., 29 Iunie 1921. *Jurispr. Gen.* 7/1923. No. 548;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 275;  
 NACU, II, p. 176 urm.

## Jurisprudență.

1. Cheltuelile pe care poate să le facă un părinte cu instrucțiunea și educațiunea fiului său și pe care art. 759 c. civ., le scutește de raport, trebuie să fie privite față cu averea de care dispune defunctul părinte în acel timp și cu poziția sa socială, iar aceste împrejurări au a fi apreciate

în deplină suveranitate de către instanțele de fond.

Prin urmare, nu poate fi supusă controlului Curții de Casație aprecierea instanții de fond că cheltuiiala făcută de părinte cu instrucțiunea fiului său spre a-și lua titlul de doctor în drept dela Paris este o cheltuiială în prevederile art. 759 c. civ., și deci neraportabilă la succesiune. (Cas. I, No. 305, 1915; Jurispr. Rom., 1915, p. 437).

**Art. 760.** — Imobilul care s'a pierdut din caz fortuit și fără greșala donatorului <sup>1)</sup> nu este supus raportului. (Civ. 765 urm., 1015, 1019, 1156 urm., 1282; Civ. Fr. 855).

*Text. fr. Art. 855.* — L'immeuble qui a péri par cas fortuit et sans la faute du donataire, n'est pas sujet à rapport.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 651, 652, 657, 658;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3693, 3694, 3699, 3758-3760;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 10; ed. 1-a, III, p. 545, 547;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1257 urm.; *Suppl. Successions*, 880 urm.  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 190 bis, II; 196 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XVI, 487, 489-491, 518, 519, 523;  
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;  
 HUC, V, 378, 387;  
 LAURENT, XI, 12, 32;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1512;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1643 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 196;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2279.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 655, 657 urm., 662, 675; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 568 n. 1, 166); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 210;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 276;  
 NAGU, II, p. 176 urm.

**Art. 761.** — Dacă înzestrătorul ascendinte plătește bărbatului zestrea fără asigurări suficiente, fiica înzestrată va fi datoare a reportă numai acțiunea în contra bărbatului <sup>2)</sup>. (Civ. 651, 751, 1282; Civ. Ital. 1007 § 2).

*Text. Ital. art. 1007 al. 2.* — Se il dotante ha pagata la dote al marito senza le sufficienti cautele, la figlia dotata è soltanto obbligata a conferire l'azione verso il patrimonio del marito.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, § 540, p. 636 text și n° 54; 637, n° 55, 56 (ed. IV);  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3119;  
 CHABOT, *Successions*, II, art. 843, n° 12, p. 348 urm., (ed. Belost. Jolimont), p. 290 (ed. Mazerat);

<sup>1)</sup> Din croare se zice „donatorului” în loc de „donatarului”, cum este în textul art. 855 francez co-respunzător.

<sup>2)</sup> În Codul Civil francez, nu există dispozițiunile acestui articol cari sunt luate din codul civil Italian. A se vedea și notele dela textele art. 751 și 823.



DALLOZ, *Rép. Contrat de mariage*, 4240 urm.; *Suppl. Contrat de mariage*, 1513 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 185 bis, II; 262; VI, 245 bis;  
 DEMOLOMBE, XVI, 210, 212, 214, XIX, 318;  
 DURANTON, VII, 419;  
 GUILLOUARD, *Contr. de mar.*, I, 183, 184;  
 HUC, IX, 501;  
 LAURENT, XXIII, 577, 578;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1685;  
 MARCADÉ, VI, art. 1573, n° 1, 2;  
 MOURLON, III, 445, 446;  
 PACIFICI-MAZZONI, *Instit. di diritto civile ital.*, VI, 264, p. 461 (ed. III).  
 PANDECTES FR., *Don. et test.*, 2767;  
 RICCI, *Corso di diritto civile*, III, 346 ter., p. 781; IV, 145, p. 310 urm. (ed. 1907);  
 RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 140;  
 VAZEILLE, *Successions*, I, art. 850, n° 8, p. 382 urm. (ed. 1837);  
 VERNET, *Quantité disponible*, p. 427.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 551 nota, 594 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 196, 566, 613, 665; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 184, 236 t. și n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 93, 200 nota 2, 206;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 274, 719;  
 NACU, II, p. 176.

### Jurisprudență

Art. 761, introducând o nouă excepție la principiul neraportării dotei, în cazul când ascendentul înzestră-

tor nu a luat asigurări suficiente, nu abrogă art. 1282 c. civ., (Cas. I, 333/94, B. p. 1025).

2. A se vedea art. 1282 cu nota 1.

**Art. 762.** — Fructele și interesele lucrurilor supuse reportului, nu sunt debite decât în <sup>1)</sup> ziua deschiderii succesiunii. (Civ. 552 urm., 651, 751, 759 urm., 854, 1608; Pr. civ. 139; Civ. Fr. 856).

*Text. fr. Art. 856.* — Les fruits et les intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 633, 635; VIII, p. 437;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3665, 3676, 3805, 3807, 3857, 3896, 3898;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 30, 166; ed. 1-a, III, p. 536, 543, 544, 556, 737;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1219 urm.; *Suppl. Successions*, 862 urm.;  
 DEMOLOMBE, XVI, 437 urm.;  
 HUC, V, 354, 365, 366;  
 LAURENT, X, 628, 630;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1638 urm., 1654 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 190;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2259 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 425 n. 5, 618, 625 urm., 667, 672; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 412, 660, 664; IX, p. 530); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 205;  
 Observație sub. C. Apel Palermo, 24 Aug. 1902. Curier. Jud. 61/903;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 275, 447, 516;  
 NACU, II, p. 188 urm., 624, 631;  
 PLASTARA G., „Despre un caz special de raport succesoral”. Dreptul 7/1919.

### Jurisprudență.

1. Fructele lucrurilor dăruite nu

sunt supuse reportului, chiar dacă au fost dăruite. (Apel Buc. II, Dr. 79/94).

2. Soțul nefiind donatar nu poate fi

1) Din eroare se zice aci „tn” în loc de „din”.

ținut la dobândă, decât conform dreptului comun, adică dela cerere. (Apel Buc. I, Dr. 77/97).

3. Cu toate că dispozițiunile art. 762 din codul civil prevăd că fructele și interesele bunurilor supuse raportului sunt debite din ziua deschiderei succesiunii totuș aceste dispozițiuni devin inaplicabile atunci când sumele ce au a fi raportate de moștenitori au fost încasate de dânsii în urma deschiderii succesiunii. (Cas. I, 28 Mai 1910. B. p. 754).

4. Potrivit art. 1237 c. civ., dotele în care figurează constitutori de ambii părinți, fără specificare de cât a dat fiecare din ei, sunt presupuse ca date pe câte jumătate de fiecare înzestrător.

Aceasta însemnează că legea creiază o presunție legală în sensul arătat.

În speță, din actele dotale rezultând că fiicele defunctilor au fost înzestrate de ambii părinți, fără a se arăta cât a dat fiecare, este prezumția dela lege că dotele mobiliare s'au dat pe jumătate de către fiecare înzestrător, iar opunerile înzestratelor apelante, că mama lor n'ar fi avut avere n'au fost cu nimic dovedite pentru a înlătura această presunție. Prin urmare cererea apelantului conform art. 762 cod. civ., ca donațiile și veniturile lor să fie raportate dela decesul ficăruia dintre înzestrători, este întemeiată. (C. Apel Buc. s. IV, 13 din 4 Ian. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 608).

5. A se vedea art. 751 cu nota 13.

**Art. 763.** — Legatarii și creditorii nu pot pretinde ca erezii să facă report. (Civ. 751, 849, 974; Civ. Fr. 857).

*Text. fr. Art. 857.* — Le rapport n'est dû que par le cohéritier à son cohéritier; il n'est pas dû aux légataires ni aux créanciers de la succession.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 613-616, 619, 620;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3527, 3529, 3530, 3533, 3536, 3539, 3540, 3541, 3544;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 534, 535, 598, 723;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1069 urm.; *Suppl. Successions*, 762 urm.;  
 DEMOLOMBE, XVI, 114, 278-280, 282, 283, 286, 297, 300;  
 HUC, V, 374, 375;  
 LAURENT, X, 584, 586, 587, 587 bis, 588;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1434 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 191 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2234 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 580 urm., 593, 602, 609; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 561, 562, 600, 601, 609); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 204;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 273;  
 NACU, II, p. 172 urm.;  
 TAȘCĂ G., „Legatarii sau creditorii unei succesiuni, pot ei — în vre-un caz — pretinde ca eredele rezervatar să raporteze sumele primite de el de la defunct, cu titlul de dar?“. *Curier Jud.* 12/1903.

#### Jurisprudență.

1. Deși legatarii particulari nu contribuie la plata datoriilor ei însă nu se pot opune la urmărirea exercitată de creditorii defunctului asupra averii lăsate, atunci când în succesiune nu se găsește altă avere și întru cât legatarii particulari nu pot primi legatul, decât după ce se achită datoriile, ei nu pot pretinde a se plăti de ceilalți moștenitori din ceea ce au primit ca donațiune, pe când donatorul se află în viață, căci aceasta ar însemna ca erezii de-

functului să raporteze ceea ce au primit ca donațiune și raportul nu se poate cere nici de legatari nici de creditorii. (Trib. Constanța Dr. 26/98).

2. Dispozițiile acestui articol fiind generale, se aplică fără distincțiune chiar legatarilor, cari sunt erezii ai lui de cujus și prin urmare eredele, în calitate de legatar, nu poate obliga pe ceilalți erezii să raporteze la masa succesorală bunurile ce au primit dela autorul lor, pe când acesta era încă în viață. (Apel Buc. III, Dr. 28/97).

**Art. 764.** — Reportul se face sau în natură, sau scăzându-se



valoarea sa din partea celui obligat a face report. (Civ. 739, 765 urm., 772, 773; Civ. Fr. 858).

*Text. fr. Art. 858.* — Le rapport se fait en nature ou en moins prenant.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, § 634, p. 646;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 2834;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 544;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 193;  
 DEMOLOMBE, XVI, 579 bis;  
 DURANTON, VII, 214;  
 LAURENT, IX, 634; XI, 1, 2;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1702 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 194;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2268, 2269;  
 SIREY, *Report à Successions*, 563 urm.;  
 THIRY, II, 211.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 636 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 647, 648); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 208;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 275;  
 NACU, II, p. 187 urm.

**Art. 765.** — Reportul se poate pretinde în natură pentru imobil; când cel ce a primit imobilul, l-a înstrăinat sau ipotecat <sup>1)</sup> înaintea deschiderii succesiunii, reportul în natură nu este obligator.

Reportul în acest caz, se prețuește după valoarea ce imobilul a avut în momentul deschiderii succesiunii. (Civ. 736, 741, 751, 764, 766 urm., 769, 1102; Civ. Fr. 859, 860; Civ. Ital. 1016, 1017).

*Text. fr. Art. 859.* — Il peut être exigé en nature, à l'égard des immeubles, toutes les fois que l'immeuble donné n'a pas été aliéné par le donataire, et qu'il n'y a pas, dans la succession, d'immeubles de même nature, valeur et bonté, dont on puisse former des lots à peu près égaux pour les autres cohéritiers.

*Text. fr. Art. 860.* — Le rapport n'a lieu qu'en moins prenant, quand le donataire a aliéné l'immeuble avant l'ouverture de la succession; il est dû de la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture.

*Text. Ital. art. 1016.* — Quando il donatario d'un immobile lo ha alienato od ipotecato, la collazione si fa soltanto coll'imputazione.

*Text. Ital. art. 1017.* — La collazione per imputazione si fa, avuto riguardo al valore dell'immobile al tempo dell'aperta successione.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 642, 647, 656, 658;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3690, 3728, 3733, 3734, 3741-3746, 3754, 3756, 3757;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 267, 415, 515, 547, 548, 549, 552, 721, 735;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1129, 1247 urm., 1290 urm.; *Suppl. Successions*, 874 urm., 884 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 190 bis, III; 196 bis, I;

1) In art. 765, cuvintele „sau ipotecat” nu figurează în art. francez corespunzător. Ele sunt luate din art. 1016 Codul Italian.

- DEMOLOMBE, XVI, 513, 514, 522, 523, 527, 528, 552;  
 HUC, V, 377, 381;  
 LAURENT, XI, 12, 13, 26, 28, 31;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1536;  
 MICHAUX, *Traité des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1647 urm., 1705 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 194, 195, urm., 200;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2287, 2290 urm.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 595, 638, 647 urm., 653, 662, 671 n. 4. 676, 677, 733 n. 1, 840 n. 1, 886 nota; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 614, 647, 648, 656, 664, 666; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 235; X, p. 587); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 208, 209, 210, 458;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 276, 277, 278, 570;  
 NACU, II, p. 187 urm.;  
 SCRIBAN ȘTEFAN, „O diferență între raport și reducere”. *Curier Jnd.* 64/1914;  
 TAZLĂUANU G. D., „Cum se face raportul la masa succesorală când eredele donatar a înstrăinat sau ipotecat imobilul dăruit”. *Dreptul* 37/904.

### Jurisprudență.

1. Din art. 765 alin. I, rezultă că donatarul unui imobil trebuie să raporteze imobilul dăruit în natură când vine la succesiune, astfel în cât succesiunea să se afle în aceeași stare ca și când donațiunea nu s'a făcut. O consecință a acestei reguli e între altele, dispoziția art. 769 adică că bunurile intră în masa succesiunii libere de toate sarcinile create de donatar; și expresia *sarcină* cuprinzând în sine tot felul de sarcine, ar trebui să zicem că imobilul ce are a fi raportat intră în masa succesiunii liber și de ipoteca care ar fi fost constituită de donatari căci dreptul donatarului fiind de la început supus condițiunii raportului, această condiție împlinindu-se, și ipoteca, ca sarcină are a înceta prin aplicarea maximei: *solutio jure dantis, solvitur jus accipientis*, și prin urmare creditorul ipotecar nu ar mai putea urmări în urma deferenței moștenirii imobilul ipotecat. Inșă regula stabilită prin art. 765 că imobilul dăruit poate și trebuie să fie dat în natură, suferă modificări. Astfel când donatarul a înstrăinat sau ipotecat imobilul dăruit înaintea deschiderii succesiunii, art. 765, alin. I, declară că raportul în natură nu e obligator, având a se face raportul scăzându-se valoarea imobilului înstrăinat sau ipotecat, conf. art. 764 și 765 alin. 2 cod. civ. Aceste modificări ale regulii stabilite au de efect menținerea înstrăinării și ale ipotecelor consimțite de donatari înaintea deschiderii succesiunii. Legiuitorul a introdus aceste modificări atât în interesul privat al achizitorilor celor de al treilea și al erizilor donatari, cât și în interesul public. Inșă imobilul nu are a fi raportat fie că s'a înstrăinat, cât și când s'a ipotecat, această regulă rezultă din dispoziția formală a alin. I, art. 765, prin care s'a modificat dispoziția corespunzătoare

din cod. Napoleon. In vederea acestei intențiuni învederate a legiuitorului nostru exprimată într'un mod formal și general, nu se poate susține pe temeiul art. 769 că ipoteca fiind sarcină, și imobilul ipotecat înaintea deschiderii succesiunii ar trebui a se raporta, căci expresia *sarcină* se alterează prin dispoziția formală a art. 765, în cât prin *sarcină* vom trebui să înțelegem toate drepturile cari pot fi considerate ca sarcini, afară de dreptul de ipotecă. Din toate acestea rezultă că imobilul fiind ipotecat înaintea deschiderii moștenirii, nu se poate ordona raportarea lui, prin consecință el nu intră în bunurile succesiunii, ca să se poată zice că constituie o masă indiviză, și de aceea de împărțire nu poate fi vorba. conform art. 1825 c. civ. și 494 proced. civ. (Cas. II, 39/Mart. 5/76, B. p. 100).

2. Din dispozițiunile legii relative la raport în materie de succesiune, și în special din combinarea art. 764 și 765 rezultă că legiuitorul a stabilit o deosebire între mobile și imobile în ceea ce privește raportul lor la masa succesiunii, căci pe când pentru primele raportul se face totdeauna, nu în natură, ci scăzându-se valoarea lor din partea celui obligat a'l face, pentru imobile el se face în principiu în natură și numai prin excepțiune se face ca și la mobile. Ceeace confirmă și mai mult această teorie e art. 765 care în parte finală a primului aliniat, spune că raportul în natură pentru imobile el se face în principiu în nael prevede, cazuri cari, fiind niste excepțiuni la principiul stabilit mai sus, vin să'l confirme și mai mult. Și dotilitatea nu scutește ca imobilul să fie raportat în natură, căci acest caz nu intră în excepțiunile prevăzute de art. 765, afară numai când a fost dispensat de raport. (Trib. Brăila, Sept. 18/82. *Dr.* 74/82).

3. In caz de înstrăinare sau ipotecare a imobilului donat, înaintea des-



chiderii succesiunii, raportul în natură nu este obligator, ci numai raportul valorii, fixându-se în acest caz după valoarea imobilului în momentul deschiderii succesiunii. (Cas. I, 8 Febr. 1906, B. p. 204).

4. Potrivit dispozițiilor art. 765 c. civ. obligația de a raporta în natură încheată numai în cazul când imobilul a fost înstrăinat înaintea deschiderii succesiunii, de unde rezultă „per a contrario” că obligația subsistă pentru donatar și ceilalți moștenitori pot pretinde raportul în natură, când imobilul a fost înstrăinat posterior deschiderii succesiunii. (Trib. (Brăila s. I, 21 din 9 Febr. 1921. Dreptul 29/921).

5. În principiu, conform vointei prezumate a donatorului imobilele se raportează în natură (art. 765 cod. civ.); se fac două excepțiuni dela acest principiu: 1) când cel ce a primit imobilul l-a înstrăinat sau ipotecat înainte de deschiderea succesiunii (art. 765 al. 2 c. civ.) și al 2-lea când moștenirea cuprinde alte imobile de o valoare suficientă pentru ca prin atribuirea către copărtașii cari au dreptul la raport să se mențină egalitatea în componerea loturilor.

În cazul chiar când raportul unui imobil se poate face prin luare mai puțin, totuși aceasta fiind o dispoziție de

favoare pentru donatar, acesta poate renunța la dânsa, cerând să raporteze în natură, ceea ce se exprimă când se spune că în aceste cazuri raportul în natură este facultativ pentru donatar.

După dispozițiile art. 3 din legea agrară, în ce privește întinderea moșiilor, trebuie a se avea în vedere starea lor juridică la 15 August 1916 și a se ține seama de efectul succesiunilor deschise dela această dată până la promulgarea legii (17 Iulie 1921).

O succesiune deschizându-se la Iunie 1919, în ce privește efectele acestei deschideri față de legea agrară, trebuie să se țină seamă de cele întâmpinate până la 17 Iulie 1921, data promulgării legii agrare.

Așa dar un raport în natură anterior promulgării legii agrare trebuie ținut în seamă din punctul de vedere al exproprierii; dar dacă raportul în natură este făcut după această dată, efectele lui nu pot fi avute în vedere în ce privește exproprierea, căci legea agrară ia în considerație numai efectele succesiunilor deschise dela 15 August 1916 și până la promulgarea legii agrare. (Comis. județeană de expropriere Iași, hotărârea No. 44 din 9 Mart. 1923, Jur. Gen. 1923 No. 111).

6. A se vedea art. 751 cu nota 11.

**Art. 766.** — În orice caz trebuie să se țină socoteala donatarului de cheltuelile necesare și utile. (Civ. 494, 765, 766 urm., 768, 771, 1102; Civ. Fr. 861, 862).

*Text. fr. Art. 861.* — Dans tous les cas, il doit être tenu compte au donataire, des impenses qui ont amélioré la chose, eu égard à ce dont sa valeur se trouve augmentée au temps du partage.

*Text. fr. Art. 862.* — Il doit être pareillement tenu compte au donataire, des impenses nécessaires qu'il a faites pour la conservation de la chose, encore qu'elles n'aient point amélioré le fonds.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 652, 653;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3706, 3709, 3712, 3713, 3718;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 416, 419; ed. 1-a, III, p. 545, 546;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1268 urm.; *Suppl. Successions*, 882;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 197 bis, II și III;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 122;  
 DEMOLOMBE, XVI, 446, 494-496;  
 HUC, V, 383, 385;  
 LAURENT, XI, 15, 18;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1544;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1735 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 198, 199;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2282.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 665 urm., 671 n. 3; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 477, 661, 665); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 211; *Nota sub. Cas. I, 1232*,

din 5 Dec. 923. Curier Jud. 15/924; *Observație* sub. C. Apel Iași, s. I, 48 din 31 Mai 1922. Pand. Rom. 1924, II, 65; *Nota*, sub. Trib. Lons-le-Saulnier, Jura, 9 Aug. 1921. Jur. Gen. 1924 No. 2145;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 276;  
 CERBAN ALEX., *Nota*, sub. C. Apel Iași, s. I, 48 din 31 Mai 1922. Curier Jud. 12/923; NACU, II, p. 187 urm.

### Jurisprudență.

1. Art. 766 dispune ca să se restituie donatarului toate cheltuielile necesare și utile, făcute la imobilul ce urmează să raporteze, prin urmare donatarul nu poate avea dreptul de cât la restituirea cheltuielilor efectiv făcute, atunci când ele au fost necesare sau utile și nu la plus valuta existentă în momentul deschiderii succesiunii, când această plus valută întrecea quantumul cheltuielilor făcute. (C. Apel Iași s. I, 48 din 31 Mai 1922, Curier Jud. 12/923; Pand. Rom. 1924, II, 65; Cas. I,

1232 din 5 Dec. 1923, Jurispr. Gen. 1924, No. 606; Curier Jud. 15/924, Dreptul 6/925).

2. Construcțiunile făcute de către soț în cursul căsătoriei pe terenul dotal, nu împiedică raportul în întregime al bunului, în situația actuală a lui, deci și cu construcțiunile de pe el, cu rezerva valorificării de către soț a pretențiunilor față de moștenitori pe baza art. 766 c. civ. în calitatea sa de constructor de bună credință. (Cas. I. 1050 din 10 Iunie 1924, Jur. Gen. 30/1924, No. 1752).

**Art. 767.** — Donatarul este răspunzător de toate degradările și deteriorațiunile cari au micșorat valoarea imobilului prin faptul, culpa sau neglijența sa. (Civ. 998, 999, 1102; Civ. Fr. 863).

*Text. fr. Art. 863.* — Le donataire, de son côté, doit tenir compte des dégradations et détériorations qui ont diminué la valeur de l'immeuble, par son fait ou par sa faute et négligence.

### Doctrină străină.

DALLOZ, *Rép. Successions*, 1282 urm.;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1738 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 200;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2281.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 524, 668, 673 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 477, 661, 662, 665); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 210, 211;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 767;  
 HAMANGIU C., *Observație*, sub. Trib. Fontainebleau, 11 Ian. 1923. Pand. Rom. 1924, II, 68;  
 NACU, II, p. 187 urm.

**Art. 768.** — Când imobilul s'a înstrăinat de dator<sup>1)</sup>, ameliorațiunile și degradările făcute de cel ce l-a dobândit, se vor ține în seamă, conform cu dispozițiunile celor doi articoli precedenți. (Civ. 766, 767; Civ. Fr. 864).

*Text. fr. Art. 684.* — Dans le cas où l'immeuble a été aliéné par le donataire, les améliorations ou dégradations faites par l'acquéreur doivent être imputées conformément aux trois articles précédents.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 659;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3671;

1) Din eroare se spune „dator” în loc de „donatar”.



COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 548;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 197 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XVI, 521;  
 LAURENT, XI, 29;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 200;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2294.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 524, 668, 673 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 477, 661, 665);  
 NACU, II, p. 187 urm.

**Art. 769.** — Când reportul se face în natură, bunurile intră în masa succesiunii libere de toate sarcinile create de donatar; creditorii ipotecari însă, pot să intervină la împărțeală spre a nu se face reportul cu fraudă drepturilor lor. (Civ. 765, 785, 830, 974, 975, 1015, 1019, 1065, 1380, 1770; Pr. civ. 249; Civ. Fr. 865).

*Text. fr. Art. 865.* — Lorsque le rapport se fait en nature, les biens se réunissent à la masse de la succession, francs et quittes de toutes charges créées par le donataire; mais les créanciers ayant hypothèques peuvent intervenir au partage, pour s'opposer à ce que le rapport se fasse en fraude de leurs droits.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 654;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3702, 3703;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 55; ed. 1-a, III, p. 552;  
 DALLOZ. *Rép. Successions*, 1284 urm.; *Suppl. Successions*, 883;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 198 bis, I-III;  
 DEMOLOMBE, XVI, 507, 509, 510;  
 HUC, V, 385;  
 LAURENT, XI, 23, 24;  
 MICHAX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1750 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 194;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2276 urm.;

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 650 n. 2, 651, 653, 654, 657 urm., 840 n. 1, 886 nota; (III, part. I, ed. 2-a, p. 573 n. 3; IV, part. I, ed. 2-a, p. 570 n. 2; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 236); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 209;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 277, 570;  
 GEORGEAN N., *Nota*, sub. Cas. II, 25 din 24 Mart. 1920. Pand. Rom. 1924, I, 22;  
 NACU, II, p. 187 urm.;

TAZLAUANU G. D., „Cum se face reportul la masa succesorală când eredele donatar a înstrăinat sau ipotecat imobilul dăruit”. Dreptul 37/1904.

### Jurisprudență.

1. A se vedea art. 765 cu nota 1.

**Art. 770.** — Când un succesibil primește, cu dispensă de report, un dar care escede porțiunea disponibilă<sup>1)</sup>, reportul escedentului se face în natură, dacă întoarcerea escedentului este posibilă.

1) A se vedea art. 841, Cod. Civ. în privința porțiunii disponibile.

În caz contrariu, dacă escedentele trece peste jumătatea valorii imobilului, donatoriul<sup>1)</sup> reportă imobilul în întregimea lui și prelevă asupra masei valoarea porțiunii disponibile; dacă această porțiune trece jumătate valoarea imobilului, donatoriul<sup>2)</sup> poate ținea imobilul în întregimea lui, ia însă mai puțin din celelalte bunuri ale succesiunii, și recompensă pe coerezii săi, sau în bani, sau oricum altfel. (Civ. 741, 765, 841 urm., 851; Civ. Fr. 866).

*Text. fr. Art. 866.* — Lorsque le don d'un immeuble fait à un successible avec dispense du rapport excède la portion disponible, le rapport de l'excédent se fait en nature, si le retranchement de cet excédent peut s'opérer commodément.

Dans le cas contraire, si l'excédent est de plus de moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire doit rapporter l'immeuble en totalité, sauf à prelever sur la valeur de la portion disponible: si cette portion excède la moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire peut retenir l'immeuble en totalité, sauf à moins prendre, et à récompenser ses cohéritiers en argent ou autrement.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3763, 3766;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 735, 736, 937;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 1252 urm.; *Suppl. Successions*, 879;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 199 bis, I-III;  
DEMOLOMBE, XVI, 530, 536;  
HUC, V, 386;  
LE SELLYER, *Successions*, III, 1566;  
MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1722 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 201;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2285.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 677; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 592 n. 1, 645 urm., 719; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 241); *Observație* sub. Trib. Covurlui, S. II, 28 Febr. 1902. *Curier Jud.* 64/902;  
CANTACUZINO MATEI, p. 289, 290, 291, 292, 294;  
CONSTANTINESCU JAC. N., *Nota*, sub. C. Apel Galați, s. I, 25 din 18 Febr. 1924. *Pand. Rom.* 1924, II, 78;  
MISSIR TEODOR, *Nota*, sub. C. Apel Galați, s. I, 25 din 18 Febr. 1924. *Pand. Rom.* 1924, II, 72;  
NACU, II, p. 345.

#### Jurisprudență.

1. Dispozițiunile art. 770 c. civ., neprevăzând ipoteza în care excedentul peste cotitatea disponibilă este egală cu jumătatea valorii imobilului dăruit și reducerea nu se poate face în natură, pentru ca donatarul renunțând la succesiune să-și poată reține cota, urmează a se decide și în acest caz ca imobilul să reîntre în masa succesorală și să fie vândut prin licitație publică ca un bun comun și indiviz care nu se poate împărți comod în natură.

(Trib. Brăila s. I, 21 din 9 Febr. 1921, *Dreptul* 29/921).

2. Art. 770 codul civil constituie o derogare dela dreptul comun și nu se aplică de cât descendentilor donatarului sau testatorului la a cărui succesiune vin.

Aceste dispoziții nu se aplică soției defunctului, care vine la succesiune cu dreptul conferit de legea din 23 Dec. 1916, căci acest titlu nu-i dă calitatea de succesibil prevăzut de art. 770 c. civ. (C. Apel Galați s. I, 25 din 18 Febr. 1924, *Bul. C. Apel* 3/924).

1) Din eroare se zice „donatoriul” în loc de „donatariul”.  
2) Din eroare se zice „donatoriul” în loc de „donatariul”.



**Art. 771.** — Coeredele care raportează imobilul în natură, poate să rețină posesiunea până la plata efectivă a sumelor ce-i sunt datorite pentru cheltueli sau ameliorațiuni. (Civ. 766, 1322, 1323, 1377, 1444, 1619, 1694, 1700; Civ. Fr. 867).

*Text. fr. Art. 867.* — Le cohéritier qui fait le rapport en nature d'un immeuble, peut en retenir la possession jusqu'au remboursement effectif des sommes qui lui sont dues pour impenses ou améliorations.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 654;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3719, 3720;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 780, 782; ed. 1-a, III, p. 546;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1279 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 200 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XVI, 504;  
 HUC, V, 287;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1569;  
 MICHAUX, *Traité pratique, des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1745 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 200;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2283.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 668, 671 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 662); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 211; „Teoria generală a dreptului de retenție”. Dreptul 29/910;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 277, 548;  
 NACU, II, p. 187 urm.; III, p. 547.

#### Jurisprudență.

1. Donatarul, în caz de reducere, poate cere rezervatarului care exercită acțiunea în reducere, de a-1 despăgubi, în raport cu porțiunea sa în rezervă, de cheltuielile pe care le-a făcut și care au sporit valoarea fondu-

lui supus reducerii, și este în drept a exercita dreptul de retenție asupra imobilului până la plata efectivă a despăgubirilor ce i se cuvin. (Apel Buc. II, *Dr.* 36/94).

2. A se vedea *notele* No. 3 și 4 de sub art. 494 și *notele* de sub art. 1322 în privința dreptului de retenție.

**Art. 772.** — Reportul mobilelor se face, luându-se mai puțin din celelalte bunuri ale succesiunii. El se calculează pe valoarea ce mobilele aveau în momentul facerii darului, după statul estimățiunii anexat actului de dar; în lipsa acestui stat după estimățiunea experților, făcută pe prețul cel mai just. (Civ. 735, 739, 764, 772, 827, 1282; Pr. civ. 211 urm.; Civ. Fr. 868).

*Text. fr. Art. 868.* — Le rapport du mobilier ne se fait qu'en moins prenant. Il se fait sur le pied de la valeur du mobilier lors de la donation, d'après l'état estimatif annexé à l'acte; et, à défaut de cet état, d'après une estimation par experts, à juste prix et sans crue.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 646, 647, 649;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3768, 3772 urm., 3778, 3781, 3783;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 494;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 415, 549, 550, 551, 721, 757;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1297 urm.; *Suppl. Successions*, 891 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 201 bis, I, IV;  
 DEMOLOMBE, XVI, 511, 538, 546, 547 urm., 552;

HUC, V, 388, 389;  
 LAURENT, XI, 4, 8;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1652, 1753 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 202;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2270 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 595, 636, 638, 639 urm., 641, 645 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 220, 222, 261, 476, 573 n. 1, 592 n. 1, 647, 648, 666 n. 2, 667; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 235 t. și n. 4); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 208, 210;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 276;  
 NACU, II, p. 187 urm.

### Jurisprudență.

1. Donațiunea mobilă făcută fără dispensă de raport unui succesibil, care vine la succesiune și primește moștenirea, e raportabilă, calculându-se valoarea imobilelor, după valoarea lor în momentul facerii darului. Dacă însă donațiunea e făcută unui strein sau unui succesibil, care renunță la moștenire, sau în fine, unui succesibil care, deși primește moștenirea, dar e dispensat de raport, donațiunea nefiind raportabilă se aplică regula din art. 849 c. c. (Apel Buc. II, Dr. 79/94).

2. După art. 772 din cod. civil, pentru formarea masei succesoriale, mobilele, pentru raport, se calculează după valoarea ce aveau în momentul facerii darului, iar art. 849 din c. civ., vorbind de bunuri în genere, dispune ca ele să fie calculate, pentru raport, după starea lor din momentul donațiunii și după valoarea ce au avut în momentul morții donatorului. Deși s'ar

părea că există antinomie între aceste două articole, însă antinomia dispăre, dacă se lasă fiecărui articol partea lui de aplicațiune, adică totul depinde după cum donațiunea mobilă este sau nu supusă raportului. Astfel, dacă donațiunea s'a făcut fără dispensă de raport unui succesibil, care vine la succesiune și primește moștenirea, în acest caz, donațiunea fiind raportabilă, se va aplica regula din art. 772 pentru formarea masei succesoriale, dacă însă donațiunea s'a făcut unui strein, sau unui succesibil, care însă renunță la moștenire, sau unui succesibil care deși primește moștenirea, dar este dispensat de raport, în aceste trei ipoteze, donațiunea nefiind raportabilă, se va aplica întotdeauna regula din art. 849. De aci rezultă că donatorul venind la moștenirea donatorului și acceptând succesiunea, trebuie să raporteze la succesiune valoarea donațiunii, din momentul când s'a făcut. (Apel Buc. II, C. Jud. 12/95).

3. A se vedea art. 742 cu nota 7.

**Art. 773.** — Succesibilul care a primit bani face raportul luând mai puțin din numerariul succesiunii.

La neajungere, donatoriul<sup>1)</sup> poate să nu raporteze numerariul dând echivalentul în mobile, și, în lipsa acestor, în imobilele succesiunii. (Civ. 764, 772; Civ. Fr. 869).

*Text fr. Art. 869.* — Le rapport de l'argent donné se fait en moins prenant dans le numéraire de la succession.

En cas d'insuffisance, le donataire peut se dispenser de rapporter du numéraire, en abandonnant, jusqu'à due concurrence, du mobilier, et à défaut de mobilier, des immeubles de la succession.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 649;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3689, 3786;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 549;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1304 urm.;  
 DEMOLOMBE, XVI, 554 urm.;  
 HUC, V, 390;  
 LAURENT, XI, 5;

<sup>1)</sup> Din eroare se zice „donatoriul” în loc de „donatarului”.



LE SELLYER, *Successions*, III, 1584;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1764 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 203 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2273;

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 595, 636, 638, 639 urm., 641, 645 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 592 n. 1; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 235); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 209;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 278;  
 NACU, II, p. 187 urm.;

## Secțiunea III. — Despre plata datoriilor.

**Art. 774.** — Coerezii contribuiesc la plata datoriilor și sarcinilor succesiunii fiecare în proporțiune cu ce ia. (Civ. 653, 713, 775 urm., 777, 902, 1041, 1060, 1061, 1072, 1695; L. Timbrului, 62; Civ. Fr. 870).

*Text. fr. Art. 870.* — Les cohéritiers contribuent entre eux au paiement des dettes et charges de la succession, chacun dans la proportion de ce qu'il y prend.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 501;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3932, 3934;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 574, 584;  
 DALLOZ. *Rép. Successions*, 1332 urm., *Suppl. Successions*, 908 urm.;  
 DEMOLOMBE, XVII, 17, 18, 33;  
 HUC, V, 3:4;  
 LAURENT, VI, 77, 78;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2518 urm., 2554 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 203, 209;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2061 urm.;

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 683, 690 urm., (IV, part. I, ed. 2-a, p. 340 n. 3, 579; IV, part. II, ed. 2-a, p. 215 n. 1, 218, 237, 244); *Droit ancien, et moderne de la Roumanie*, p. 195; *Observație* sub. Judec. ocol. II, Ploesti, 2225 din 14 Oct. 903. *Curier Jud. 19/904*; *Observație* sub. Trib. Romanai, 11 Dec. 907. *Curier Jud. 40/1908*; *Observație* sub. Trib. Vâlcea 287/912. *Curier Jud. 79/912*;  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Nota*, sub. Trib. Teleorman s. II, 25 Iunie 920. *Pand. Rom. 1922. II, 78*;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 297, 298, 365;  
 MEITANI GEORGE, „O chestiune relativă la plata datoriilor succesiunii”. *Dreptul 36/1903*.  
 NACU, II, p. 198, 199, 649;  
 PĂRVULESCU M. NIC., „Cheltuelile de înmormântarea soției, cine trebuie să le suporte”, *Curier Jud. 77/1903*;  
 SCRIBAN ȘT. „Logica unei doctrine”, *Curier Jud. 23/904*.

## INDEX ALFABETIC

Achizitor, a se vedea „Vindere-cumpărare”.  
 Acțiune 10.  
 Acțiune indirectă 7.  
 As: undere de obiecte succesoriale 9.  
 Căătorie 6, 11.  
 Cheltueli de înmormântare 6, 11.  
 Compoștenitori 10.  
 Copil 2.  
 Creanță 8.  
 Creditor 3, 5, 7, 8.  
 Cumpărător, a se vedea „Vindere-cumpărare”.  
 Datorii 2-5, 9.

Debitori 8.  
 Deces 6, 11.  
 Delict civil 9.  
 Divizibilitate 4, 9, 10.  
 Duta 3, 11.  
 Fapt ilicit 9.  
 Garanție 12.  
 Gestiuine de afaceri 6.  
 Înurmântare, a se vedea „Cheltueli”.  
 Întreruperea prescript. 10.  
 Legea timbrului a se vedea „Taxe de timbru”.  
 Mănăstiri 1.  
 Moștenitori, a se vedea „Successori”.

Partaj 10.  
 Până proprietate 1.  
 Posesiune 1.  
 Prejudiciu 9.  
 Prescripție 10.  
 Sarcini 6, 7, 11.  
 Secularizare 1.  
 Solidaritate 4, 9.

Soț, soție 3, 6, 11.  
 Stat 1.  
 Succesiune 2, 3, 5, 7-11.  
 Successori 2-12.  
 Taxe de timbru 4.  
 Urmărire 3, 8.  
 Uzufuct 1.  
 Vindere-cumpărare 7, 12.

## Jurisprudență.

1. Atât din legile vechi ale Moldovei, cât și din legea secularizării averilor mănăstirești, rezultă că mănăstirile au fost pline proprietare ale ave-

rilor ce posedă, iar nu numai uzufructuare, și statul nud proprietar. Și Statul, în virtutea legii de secularizare, devenind proprietar al acelor averi, s'a investit, chiar și ca simplu succesor de fapt al monastirilor, cu drepturile și îndatoririle lor născute din faptul posesiunii acelor bunuri. (Cas. I, 396/Nov. 25/75, B. p. 341).

2. Deși este adevărat că copiii reprezintă persoana tatălui lor, de aci însă nu rezultă că ei sunt și răspunzători cu din averea lor de obligațiunile contractate de acesta pe când eră în viață; pentru a li se impune această obligațiune trebuie mai întâi să se constate că ei au primit succesiunea lui *de iure*. (Cas. I, 327/Nov. 19/82, B. p. 1055).

3. Soția în calitate de moștenitoare, este datoare a plăți datoriile defunctului său soț pe care-l moștenește; și în caz de neajungere a averii debitorului pentru plata datoriei, creditorii sunt în tot dreptul a urmări și ori ce altă avere a moștenitoarei, fie chiar avere dotală. (Cas. I, 251/Sept. 4/82, B. p. 859).

4. Este principiu constant stabilit prin art. 777 și 774, că datoriile se divid de drept între moștenitori și că solidaritatea nu se poate admite de cât atunci când rezultă direct din lege, e stipulată prin convențiuni, sau obligația e de natură a nu putea fi îndeplinită în parte; or, prin legea timbrului, departe de a se derogă la acest principiu, din contră prin art. 49 se stabilește că fie care moștenitor va plăti taxa de înregistrare numai în raport cu partea sa de moștenire. (Cas. I, 304/Sept. 25/84, B. p. 713).

5. Creditorii succesiunii având o acțiune directă contra tuturor moștenitorilor pentru plata datoriilor succesiunilor, toate convențiunile dintre moștenitori relative la plata acestor datorii nu pot fi opozabile creditorilor și prin urmare aceștia nu pot fi obligați la respectarea lor. (Trib. Covurlui, I, Aprilie 16/85, Dr. 43/85).

6. Cheltuelile de înmormântare ale unui soț nu sunt sarcini de căsătorie, pentru că aceste cheltueli se fac după ce căsătoria s'a desființat, și prin urmare ele trebuie achitate cu averea personală a celui care s'au făcut. Deci soțul supraviețuitor care face cheltueli de înmormântare soțului decedat în comptul succesiunii acestuia, îndeplinește calitatea unui girant de afaceri în raport cu erezii și astfel nu poate cere de la dânsii de cât cheltuelile făcute în marginile utilului și necesarului (art. 991). (Trib. Râm.-Sărat, Apr. 26/86, Dr. 48/86).

7. Deși este adevărat că cumpărătorul unei moșteniri nu este răspunzător de sarcinile moștenirii, pentru că el reprezintă persoana moștenitorului,

asă că creditorii moștenirii nu-l pot acționa pentru aceste sarcini și datorii succesoriale, cu toate acestea creditorii, putând acționa pe succesor, pot exercita acțiunile lor în contra cumpărătorului conform art. 974 c. civ. (Cas. I, 388/94, B. p. 1100).

8. Eredele neavând nici un mijloc de a pune în cauză pe ceilalți coerezi, ai săi, când urmărește o creanță a succesiunii, urmează că debitorul succesiunii nu poate să-i opună excepțiunea „plurium coherendorum“, această excepțiune aparținând numai coeredelului, care e urmărit de creditorii succesiunii. (Trib. Ilfov II, Dr. 68/98).

9. Faptul unor moștenitori, de a ascunde o parte din averea unei succesiuni deschise, fiind un fapt ilicit și dând loc la penalități civile, constituie un delict civil, și toți moștenitorii, cari s'au făcut culpabili de un asemenea fapt, sunt ținuți solidariceste la repararea prejudiciului cauzat, iar moștenitorul, care n'a participat la un asemenea fapt, este în drept de a cere repararea prejudiciului, consistând mai cu deosebire în restituirea lucrurilor sau a sumelor ascunse, atât dela autorii delictului cât și dela moștenitorii lor. În acest din urmă caz, când autorii sau unul din autorii delictului au încetat din viață, cum datoriile succesiunii, fie ele chiar solide, se împart de drept între moștenitori, moștenitorul, în detrimentul căruia s'a sustras o parte din moștenire, nu poate acționa pe fiecare din moștenitorii delinquentului încetat din viață, decât pentru o parte din datorie, proporțională cu partea lui ereditară, căci numai în această proporție fiecare dintre moștenitori este ținut de a contribui la plata datoriilor succesiunii, fie ele chiar solide, poate acționa însă fie pe delinquentul rămas în viață pentru tot, fie pe toți moștenitorii delinquentului încetat din viață deodată și pentru tot. (Cas. I, 209/99, B. p. 662).

10. Cu privire la exercitiul acțiunilor isvorite din succesiune, fie care din moștenitori nereprezentând decât dreptul său propriu și în măsura porțiunii sale succesoriale, precum de asemenea fiecare moștenitor neputând fi ținut decât în proporție cu acest drept de aici rezultă că acțiunea de partaj nu poate folosi în privința întreruperii prescripțiunii decât moștenitorului dela care emană și că prin urmare ceilalți moștenitori, fie că au fost sau nu chemați în cauză, nu o pot invoca în beneficiul lor. (Apel Galați I, No. 89, 1913; Dreptul 1914, p. 14).

11. Cheltuelile de înmormântare ale soției fiind o sarcină a succesiunii, ele trebuie să fie suportate de către moștenitorii soției iar nu de către soț de



oare ce obligația sotului dotal de a suporta sarcinile căsătoriei nu poate să subsiste și după moartea soției, când nu mai poate fi vorba de căsătorie. (Cas. I, 596 din 21 Oct. 1913. Curier Jud. 19/914).

12. Când se susține de către un achizitor cu titlu particular al unui imobil dela adevărații proprietari ai aceluia imobil, că lui nu i se poate opune obligațiunea de garanție a acestora, întrucât acea obligațiune este personală autorilor săi, instanța de fond are să se pronunțe asupra acestei chestiuni, care ar fi putut schimba soluțiunea procesului.

Când, dar, acea instanță motivează că îndatoririle vânzătorului rezultând din art. 1337 c. civ., de a garanță cum-părătorului posesiunea pășnică și uti-

lă, trec. în aceeași măsură, asupra moștenitorilor cu titlu universal când succed în mod pur și simplu, pe motiv că ei sunt supuși la aceleași obligațiuni ca și autorii lor și pot fi chemați în garanție ori de câte ori turburarea vine din partea unui al treilea și pot fi respinși, prin excepțiunea de garanție, când vor fi însuși autorii turburării; fără însă ca instanța de fond să discute chestiunea ridicată de achizitorul cu titlu particular, a făcut o omisiune esențială care atrage după sine casarea deciziunii sale. (Cas. II, decizia civilă No. 7 din 20 Ianuarie 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 159).

13. A se vedea: art. 706 cu nota 3; art. 777 cu notele respective; art. 916 cu nota 4; art. 969 cu nota 18).

**Art. 775.** — Legatarul cu titlu universal contribuiește deopotrivă cu erezii, în proporțiune cu emolumentul său. Cel particular nu contribuiește. (Civ. 551 urm., 774, 777 urm., 893, 896, 909, 1746; Civ. Fr. 871).

*Text. fr. Art. 871.* Le légataire a titre universel contribue avec les héritiers, au prorata de son émolument; mais le légataire particulier n'est pas tenu des dettes et charges, sauf toutefois l'action hypothécaire sur l'immeuble légué.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 501;  
BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3933;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 574, 575, 576, 584, 587;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 1350 urm.; *Suppl. Successions*, 908 urm.;  
DEMOLOMBE, XVII, 31, 33;  
LAURENT, XI, 78;  
LE SELLYER, *Successions*, III, 1610;  
MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2524 urm.; *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2347;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 206, 207;  
PLANIOU, III, ed. 2-a, No. 2765, 2770, 2777.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 691, 866, 877; (III, part. I, ed. 2-a, p. 531; IV, part. I, ed. 2-a, p. 337, 689; IV, part. II, ed. 2-a, p. 187, 215, 220, 223, 230 urm., 237, 242, 263, 286, 293 urm.; XI, p. 138); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 196;  
CANTACUZINO MATEI, p. 297, 365, 366;  
NACU, II, p. 198, 199.

#### Jurisprudență.

1. Creditorii succesiunii nu pot urmări pe legatarul particular pentru plata creanțelor succesoriale, conform principiului stabilit de art. 775 și 909 din codul civil, decât numai dacă, urmărind averea moștenită de erezii, această avere nu a fost suficientă pentru acoperirea creanțelor succesiunii, căci numai în acest caz neurmărirea legatului particular ar avea de consecință menținerea unei liberalități a de-

functului, în dauna creditorilor cu titlu oneros. Creditorul, care face urmărirea, iar nu legatarul particular, trebuie să dovedească că averea succesorală a fost insuficientă, și că erezii, pentru a nu fi personal urmăriți, au primit succesiunea numai sub beneficiu de inventar, sau că separațiunea de patrimoniu a fost cerută de creditor în timp util. (Cas. I, 227/98. B. p. 841).

2. a) Legatarul unei părți individual determinată dintr'un imobil, iar nu al

unei fracțiuni de moștenire, este un legatar cu titlu particular.

b) Din dispozițiunile art. 775 și 909 din codul civil rezultă că, legatarii cu titlu particular nu sunt obligați la plata datoriilor succesiunii; prin urmare, readucerea în patrimoniul succesoral a legatului particular nu poate avea loc decât după ce creditorii au pus în urmărire toată averea de moștenire și că această avere n'a ajuns la acoperirea creanțelor lor. (Cas. I, 27 Sept. 1906, B. p. 1369).

3. Datoriile personale ale lui de cu-

jus nu privesc pe legatarul particular, așa că plata unor asemenea datorii nu poate fi pretinsă dela legatarul particular decât în cazul când averea rămasă pe urma lui de cuius nu ar ajunge. (Cas. I, 18 Sept. 1907, B. p. 1296).

4. Legatarul cu titlu particular conf. art. 909 și 775 c. civ., nici nu plătește datoriile unei succesiuni nici nu contribuie la plata lor. (Trib. Ilfov s. I, 697 din 24 Sept. 920, Curier Jud. 20/921).

5. A se vedea art. 909 cu notele respective.

**Art. 776.** — Când imobilele unei succesiuni sunt ipotecate special, pentru plată de rente, fiecare din coerezi poate pretinde ca rentele să fie plătite și imobilele liberate înaintea formării părților.

Dacă coerezii impart succesiunea în starea în care se găsește, imobilele ipotecate<sup>1)</sup> se estimează după aceeași normă ca și celelalte imobile; capitalul rentei însă se scade din prețul imobilului. Eredede, în partea căruia s'a dat imobilele, rămâne singur dator a plăti renta și garantează pe coerezii săi pentru această plată. (Civ. 1061, 1063, 1648; Civ. Fr. 872).

*Text. fr. Art. 872.* — Lorsque des immeubles d'une succession sont grevés de rentes par hypothèque spéciale, chacun des cohéritiers peut exiger que les rentes soient remboursées et les immeubles rendus libres avant qu'il soit procédé à la formation des lots. Si les cohéritiers partagent la succession dans l'état où elle se trouve, l'immeuble grevé doit être estimé au même taux que les autres immeubles; il est fait déduction du capital de la rente sur le prix total; l'héritier dans le lot duquel tombe cet immeuble, demeure seul chargé du service de la rente, et il doit en garantir ses cohéritiers.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 677, 679;  
 BAUDRY ET WAHL, *Succesions*, III, 3986, 3988-3990;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 4-a, III, p. 591, 592;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1371 nrm.; *Suppl. Successions*, 921;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 207 bis, I și II;  
 DEMOLOMBE, XVII, 90, 92, 95-97;  
 HUC, V, 395;  
 LAURENT, XI, 72, 74;  
 LE SELLYER *Succesions*, III, 1628, 1631, 1632;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2576, 2576 bis;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 219;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2101.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 701 urm., 773; (XI, p. 206 n. 2);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 299, 300, 365;  
 MEITANI GEORGE, „Despre rentele perpetui în codicile române”. Dreptul 58/1902.

#### Jurisprudență.

1. Din cuprinsul dispozițiilor art. 474, 523, 550, 776, 1892 și 1907 c. civil, rezultă că legiuitorul a consacrat în

codicile românești renta perpetuă cu același caracter personal mobilier și prin esență rescumpărabilă ca și în legislațiunea franceză și italiană, care i-a servit ca model, iar din faptul elimi-

<sup>1)</sup> Din eroare se zice aici: „imobilele ipotecate”, în loc de: „imobilul ipotecat”, la singular, după cum este de altfel și în textul francez.



nărei art. 530 și 1909-1911 din codul Napoleon, nu poate rezulta intenția legiuitorului român de a schimba acest caracter al rentei perpetue, de oarece alte texte de lege evidentiază că și în legislația română renta perpetue poate fi rescumpărată, astfel art. 776 c. civ., care vorbind de împărțeala imobilu-

lui ipotecat pentru garantarea unei rente, și autorizând rescumpărarea acestei rente pentru înlesnirea împărțelei, înțelege a vorbi de o rentă perpetuă. (Cas. I, 641 bis din 6 Nov. 1913, B. p. 1962. Jur. Rom. 1914, p. 65, Curier Jud. 1914, p. 55).

**Art. 777.** — Coerezii plătesc datoriile și sarcinile succesiunii, fiecare în proporțiune cu partea sa ereditară. (Civ. 316, 317, 774 urm., 893, 896, 902, 1060 urm., 1062 urm., 1743, 1792 urm.; L. Timbr. 62; Civ. Fr. 873).

*Text. fr. Art. 873.* — Les héritiers sont tenus des dettes et charges de la succession, personnellement pour leur part et portion virile, et hypothécairement pour le tout; sauf leur recours, soit contre leurs cohéritiers, soit contre les légataires universels, à raison de la part pour laquelle ils doivent y contribuer.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, ed. 5-a, p. 720; IV, p. 35; VI, p. 667, 668, 672, 674, 676, 682;  
 BAUDRY ET WAHL. *Successions*, III, 3947, 3951, 3957, 3959, 3961, 3961 bis, 3967;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 177, 884; ed. 1-a, III, p. 578, 579, 584, 587, 882;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1314 urm.; *Suppl. Successions*, 899 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 208 urm.; 210 bis, II, III; 212 bis; 216 bis, II, III;  
 IV, 152 bis *suppl.*; V, 136, III;  
 DEMOLOMBE XVII, 9, 21, 24, 38, 73, 75, 81; XXVI, 319, 359;  
 HUC, V, 70, 393, 396, 399;  
 LAURENT, XI, 63, 66, 69, 70, 77, 82; XVII, 327;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1611, 1615, 1640, 1654;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2505 urm., 2557;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 206, 210 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2061 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 447, 518 n. 3, 681, 684 urm., 690, 693, 702, 757, 758; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 579; IV, part. II, ed. 2-a, p. 235 urm., 335; VII, p. 576; X, p. 386, 387). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 196, 199;  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Nota sub. Trib. Teleorman s. II, 25 Iunie 1920. Pand. Rom. 1922-II-78*;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 298, 299, 365, 366;  
 MEITANI GEORGE, „ *chestiune la plata datoriilor succesiunii*“. Dreptul 36/1903;  
 NACU, II, p. 194 urm.

#### Jur'sprudență.

1. După art. 1835 din codul civil, o urmărire nu poate fi anulată sub pretext că creditorul a cerut-o pentru o sumă mai mare, de cât ceea ce i se datoră. De aci urmează că dacă creditorul unei succesiuni a urmărit un imobil care, în urma partajului făcut între erezi, căzuse în locul unuia din ei, acesta nu are drept a se plânga, că a fost singur urmărit pentru întreaga datorie a tuturor moștenitorilor și a cere anularea vânzării și revendicarea imobilului de la adjudecatar. Singurul drept, ce dânsul avea, era acela de a-și arăta pretențiunea în privința regulării sumei datorite de dânsul la facerea tabloului de ordine și distri-

buirea prețului. (Cas. I, 511/95. B. p. 1434).

2. În caz când vânzătorul unui imobil a intentat acțiune în rezoluțiunea vânzării pentru neplata prețului în contra cumpărătorului, și acesta a încetat din viață în cursul procesului, succesorii săi nu pot înlătura acțiunea decât plătind întregul preț datorit și deci și părțile din preț datorite de acei succesorii cari nu se opun la acțiunea în rezoluțiune.

Prin urmare, Curtea de apel face o rea aplicare a art. 777 și 1060 c. civ., când decide că acțiunea este divizibilă față de moștenitorii cumpărătorului și desființează vânzarea numai pentru parte din moștenitori. (Cas. secțiuni unite, decizia No. 2 din 20 Martie 1914;

Jurispr. Rom. 1914, p. 290, Dreptul 1914, p. 289).

3. Art. 12 pr. penală prescrie că acțiunea publică se stinge prin moartea prevenitului, iar acțiunea privată se poate exercita în contra prevenitului și în contra reprezentanților săi, iar după art. 774 și 777 cod. civil, coerezii contribuiesc la plata datoriilor și sarcinilor succesiunii, fiecare în proporțiune cu partea sa ereditară afară de

cazurile prevăzute de art. 1061 cod. civil, și prin urmare obligațiunea de a plăti o sumă ca despăgubiri civile la care ar fi fost condamnată o parte litigiantă încetată apoi din viață se divide între erezii săi, în proporție cu partea de moștenire a fiecăruia. (Cas. II, dec. penală 1330 din 14 Maiu 1924. Jur. Gen. 1924. No. 1599).

4. A se vedeă art. 774 cu notele respective.

**Art. 778.** — Coeredele sau succesoarele cu titlu universal care, din cauza ipotecei, a plătit din datoria comună mai mult decât partea sa, are recurs, în contra celorlalți coerezi sau succesori cu titlu universal, numai pentru partea ce fiecare din ei, eră obligat a plăti, chiar când coeredele ce a desfăcut datoria ar fi fost subrogat în drepturile creditorilor. Coeredele însă ce a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, conservă facultatea de a cere plata creanțelor sale personale, ca orice alt creditor al succesiunii. (Civ. 713 § 2, 774 urm., 777, 893, 902, 1053, 1107 § 1, 1108 § 4, 1674; Civ. Fr. 875).

*Text. fr. Art. 875.* — Le cohéritier ou successeur à titre universel, qui, par l'effet de l'hypothèque, a payé au-delà de sa part de la dette commune, n'a de recours contre les autres cohéritiers ou successeurs à titre universel, que pour la part que chacun d'eux doit personnellement en supporter, même dans le cas où le cohéritier qui a payé la dette se serait fait subroger aux droits des créanciers; sans préjudice néanmoins des droits d'un cohéritier qui, par l'effet du bénéfice d'inventaire, aurait conservé la faculté de réclamer le paiement de sa créance personnelle, comme tout autre créancier.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 680, 681, 686;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3976-3978;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 575, 589, 590;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1384 urm.; *Suppl. Successions*, 923 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 216 bis, VII; 217 bis, II și III;  
 DEMOLOMBE, XVII, 81, 83-86;  
 HUC, V, 401, 402;  
 LAURENT, XI, 82, 85;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2558 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 217, 218;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2099.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 692 urm., 698 urm., 702, 822; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 217, 229; VI, p. 639, 650); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 196, 222;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 299, 365;  
 NACU, II, p. 200, 201.

**Art. 779.** — Când unul din coerezi sau succesori cu titlu universal este insolubil, partea lui din datoria ipotecară se împarte între toți ceilalți în proporțiune cu ce ia fiecare din succesiune. (Civ. 788, 1053 urm., 1667; Civ. Fr. 876).



*Text. fr. Art. 876.* — En cas d'insolvabilité d'un des cohéritiers ou successeurs à titre universel, sa part dans la dette hypothécaire est répartie sur les autres, au marc le franc.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 681;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 3976;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 590;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1390 urm.; *Suppl. Successions*, 923;  
 DEMOLOMBE, XVII, 78;  
 LAURENT, XI, 80;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1650;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 219;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2098.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 692 urm., 698 urm., 702, 822; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 229);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 299, 365;  
 NACU, II, p. 200, 201.

**Art. 780.** — Titlurile executorii, obținute în contra defunctului, sunt personal executorii și în contra eredelui. Cu toate acestea creditorii nu pot urmări execuțiunea decât după 8 zile dela notificarea acestor titluri făcute persoanei, sau la domiciliul eredelui. (Civ. 653, 781; Pr. civ. 373, 397, 398; Civ. Fr. 877).

*Text. fr. Art. 877.* — Les titres exécutoires contre le défunt sont pareillement exécutoires contre l'héritier personnellement; et néanmoins les créanciers ne pourront en poursuivre l'exécution que huit jours après la signification de ces titres à la personne ou au domicile de l'héritier.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 443, 444;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 4004-4006, 4008, 4011-4014, 4016, 4017, 4019-4021;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 610;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1319 urm.; *Suppl. Successions*, 899 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 218 bis, III;  
 DEMOLOMBE, XVII, 53-55, 57-60;  
 GARSONNET, III, p. 346, 489, 820;  
 HUC, V, 406;  
 LAURENT, XI, 76;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1669-1672, 1675;  
 MARCADÉ, art. 877;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 221;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2065.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 707 urm., 740; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 318;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 300, 365;  
 NACU, II, p. 197;  
 RĂDULESCU SILIU, „*Observație sub. Trib. civil din Lodève*, 2 Febr. 1912. Dreptul 42/914.

**Art. 781.** — Ei pot cere, în orice caz și în contra oricărui creditor, separațiunea patrimoniului defunctului de acela al eredelui. (Civ. 780, 782, 783, 1743, 1748; Civ. Fr. 878).

*Text. fr. Art. 878.* — Ils peuvent demander, dans tous les cas, et contre tout créancier, la séparation du patrimoine du défunt d'avec la patrimoine de l'héritier.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 468, 471-480, 482, 485, 491, 493, 494, 498-500, 502, 504, 506, 508;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 1711, 1712, 1718, 1719, 2559; III, 4035, 4042-4050, 4052, 4053, 4055, 4055 bis, 4057, 4060-4069 urm., 4077, 4083, 4084, 4086-4088, 4091, 4097 urm., 4157, 4159, 4160, 4162-4165, 4170;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 829, 862, 864; ed. 1-a, III, p. 609, 614;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1395 urm.; *Suppl. Successions*, 928 urm., 951;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 125 bis, I; 219 bis, I-III; 220 bis, IV; 221 bis, II; 222; 222 bis, I; IX, 59 bis, VII; 172 bis, V;  
 DEMOLOMBE, XV, 166, 171 urm., 174; XVII, 106-112, 116 urm., 120, 122, 124, 126, 127, 129, 132, 135, 149, 154, 181, 198, 204, 205, 218-223;  
 GARSONNET, I, p. 712; III, p. 675; IV, p. 273;  
 HUC, V, 407, 410, 411, 416, 420, 422-427, 429, 437;  
 LAURENT, X, 5, 7, 8, 12, 13, 15 urm., 17, 18, 21-23, 24 bis, 55 urm., 57, 73, 80, 139;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1678, 1679, 1682, 1686-1638, 1690 urm., 1692, 1695, 1698, 1699, 1702, 1704, 1728, 1731, 1737, 1744;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 867;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 222;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2170 urm.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 273, 369, 584, 685, 715, 718 urm., 726 urm., 729, 730 n. 3, 756; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 310, 334; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 445 n. 1; X, p. 464, 504 urm.); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 175; „*Studiu asupra privilegiilor*“, *Curier Jud.* 7/911; *Nota sub C. Montpellier*, 26 Nov. 1921. *Jur. Gen.* 1924, No. 1796; *Nota sub Trib. Bastia, Corsica*, 11 Oct. 1920. *Jur. Gen.* 1924, No. 1797;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 305, 306, 365;  
 COSTIN AL., *Nota sub C. Apel Buc. s. I*, 103 din 25 Aug. 1919. *Curier Jud.* 20-21/1920;  
 EMMANUEL EUGEN, „*Despre diviziunea datorilor*“, *Dreptul* 6/919;  
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scieri juridice*, vol. IV. „*Aphorisme Juridice*“, p. 139 urm.;  
 NACU, II, p. 203, 206, 207;  
 POLICHRON DEM., *Nota sub Trib. Dolj s. III*, 11 din 18 Febr. 1924. *Pand. Rom.* 1924-II-85.  
 RĂDULESCU ANDREI, *Notă sub Cas. I*, 352 din 26 Dec. 1919 și *C. Apel Buc. s. IV*, 103 din 25 Aug. 1919. *Pand. Rom.* 1922-I-177.

## INDEX ALFABETIC

Acceptare 1, 4, 11.	Legatari 1, 2, 3.
Acțiune pauliană 7.	Moștenitori, a se vedea
Adjudecare 9.	„Successori“.
Beneficiu de inventar 1,	Pauliană acțiune 7.
4, 11.	Plata datorilor 6.
Creanțe 10.	Privilegiu 7-10, 12, 13.
Creditori 1-13.	Renunțare la succesiune
Datorii succesoriale 6.	1.
Inscripție ipotecară 6.	Separație de patrimoniu
Inscripția privilegiului 7-	1-13.
10, 12, 13.	Successori 1-11.
Instrăinare, a se vedea	Terțe persoane 6.
„Vânzare“.	Vânzare 5, 7.
Ipotecă 6, 7.	

## Jurisprudență.

1. În principiu, ori ce creditor sau legatar al defunctului are dreptul a cere separațiunea patrimoniilor, ori care ar fi origina creanței, natura titlului sau diferitele sale modalități (art. 781 și 1743). Însă când succesiunea este primită sub beneficiu de inventar, această acceptațiune operă deja separațiunea de patrimoniu (art. 713) împiedicând confuziunea bunurilor succesoriale cu ale moștenitorilor.

Și separațiunea de patrimoniu rezultând din beneficiu de inventar există nu numai față cu moștenitorii ei și în profitul creditorilor și legatarilor, ca probă sunt toate textele de lege în privința administrațiunii averii primite sub beneficiu de inventar, și obligațiunea ce au ererii de a da socoteală, ceea ce denotă că ele sunt dictate și în interesul creditorilor și al legatarilor. Iar dacă este adevărat că ererii pot pierde beneficiu de inventar călcând aceste reguli în privința administrațiunii averii sau prin renunțarea ce ar face mai târziu, pe de o parte această pedeapsă nu se poate întoarce în contra creditorilor și a legatarilor, și pe de altă parte, ererii nu pot prin faptul lor să răpească siguranțele conferite de lege creditorilor, siguranțe pe care ei comptau, căci acceptațiunea beneficiară constituie pentru ei o stare permanentă; decăderea ererilor nu va avea alt efect decât a mări gagiul creditorilor, permițându-le de a se desdăuna și din ave-



rea lor proprie, iar nici decum a le micșora garanțiile, permițând creditorilor moștenitorilor de a concura cu creditorii defunctului asupra averii succesoriale. Dacă se obiectează că din această acceptațiune beneficiară ar rezulta un privilegiu ocult și nesupus la nici o inscripțiune, se răspunde că legea nu obligă pe creditorii și legatarii succesiunii a înscrie privilegiul lor de cât numai când cere separațiunea patrimoniilor (art. 1743), nu însă și când aceste separațiuni rezultă din faptul acceptațiunii beneficiare; legiuitorul a crezut că în cazul acesta există o publicitate suficientă pentru că acceptațiunea se face la grefa tribunalului pe un registru special, care este la dispoziția ori cui. Deci creditorii defunctului nu mai pot cere separațiunea patrimoniilor când eredele a primit succesiunea sub beneficiu de inventar. (Trib. Ilfov, III, 248, Sept. 13/83. *Dr.* 70/83).

2. Cererea de separațiune de patrimoniu trebuie să fie făcută, nu în contra moștenitorilor, ci în contra creditorilor (art. 781 și 1743). În adevăr, separațiunea patrimoniilor nu are cu vint să existe în contra erelor, căci separațiunea conferind un privilegiu, presupune concursul mai multor creditori, între creditor și debitor nu poate fi vorba de privilegiu (art. 1722). Și să nu se zică că ererii reprezintă pe creditorii lor, pentru că acești din urmă suferind singuri consecințele separațiunii, ei singuri au interes a se opune la o asemenea cerere, ererii n'au nici interes nici calitate de a-i reprezenta. În ceea ce privește obiecțiunea că adesea creditorii și legatarii defunctului sunt în imposibilitate de a cunoaște pe toți creditorii moștenitorilor, sau dacă la epoca morții lui *de cuius*, ererii n'ar avea creditori, creditorii defunctului ar fi în imposibilitate a exercita separațiunea patrimoniilor, cu atât mai mult cu cât dreptul lor este limitat în termeni foarte scurți răspundem că această obiecțiune se întemeiază pe o confusiune, confundând exercitarea dreptului de a cere separațiunea de patrimoniu cu mijloacele de conservarea lui; dreptul poate fi reclamat ori când, cu condițiune ca să se îndeplinească formalitățile necesarii conservării lui. (Trib. Ilfov III, 248, Sept. 13/83, *Dr.* 70/83).

3. După art. 781 și 1743 ori ce legatar, ca ori ce creditor, are drept de a cere separațiunea patrimoniului defunctului de patrimoniul eredelui, pentru a împiedeca o confusiune care ar putea deveni prejudiciabilă intereselor lor. Astfel fiind, în principiu ea nu poate fi cerută de cât contra creditorilor erelor. Dar de aci nu se poate deduce că, dacă nu sunt creditori cu-

noscuți, separațiunea nu se poate cere, căci art. 781 zice că separațiunea poate fi cerută „în ori ce cazuri“. Prin urmare, nu se poate limita dreptul creditorilor numai în cazul când creditorii eredelui ar fi cunoscuți, căci cu modul acesta s'ar compromite drepturile creditorilor eredității, cari, după art. 783, nu mai pot exercita separațiunea în urma alienațiunii imobilelor. Prin urmare, creditorii defunctului sunt interesați a o face de îndată, deși nu sunt creditori cunoscuți ai erelor, iar ererii se pot opune pentru diferite motive la această urmărire a unor bunuri cari le aparțin, rămânând a se aprecia aceste motive de instantele judecătorești. (Trib. Ilfov, II, Oct. 22/86. *Dr.* 75/86).

4. Legiuitorul a permis creditorilor defunctului de a cere separațiunea de patrimoniu pentru a-i preserva de pericolul ce i-ar amenința concursul creditorilor erelor; și acest pericol naște din acceptațiunea pură și simplă a succesiunii, căci numai în urma ei are loc confusiunea de patrimoniu, care confusiune dă drept creditorilor erelor de a concura cu creditorii defunctului asupra bunurilor succesiunii confundate cu acelea ale erelor. Astfel dar, s'ar putea pretinde că creditorii defunctului n'ar mai avea necesitate a cere separațiunea de patrimoniu când succesiunea a fost acceptată sub beneficiu de inventar. Însă efectul acceptațiunii beneficiare ar fi evident numai când succesiunea ar fi acceptată și lichidată în mod regulat de către eredele beneficiar, dar în cazul contrariu sau când eredele ar renunța la beneficiul inventariului, atunci dânsul devenind erede pur și simplu, are dreptul absolut de a dispune de bunurile eredității. Creditorii defunctului în cazul acesta nu vor putea invoca separațiunea patrimonială prevăzută de art. 781, căci n'au cerut-o, nu vor putea asemenea invoca nici separațiunea patrimonială provenită din beneficiul de inventar, căci aceasta nu eră un drept pentru dânsii, ci o consecință a acceptațiunii beneficiare, și nu se poate sustine că consecința ar mai putea exista când nu mai există succesiunea beneficiară. Din cele expuse rezultă dar că creditorii defunctului pot, și chiar e necesar, a cere separațiunea de patrimoniu, îndeplinind toate formalitățile cerute de lege, chiar în caz când eredele ar accepta succesiunea sub beneficiu de inventar, și această separațiune să o ceară în termenul prevăzut de lege, căci numai în modul acesta își vor putea conserva dreptul de separațiune. (Trib. Ilfov II, Oct. 22/86. *Dr.* 75/86).

5. După dispozițiunile prevăzute de codul civil, un erede putând primi suc-

cesiunea ce-i vine pur și simplu, prin aceasta face ca bunurile și datoriile defunctului să se confunde cu acelea ale sale, și acest lucru îi profită și lui și creditorilor lui, în cazul când defunctul moare solvabil, iar eredele are mai multe datorii de cât avere și va rămă pe creditorii defunctului, pentru că aceștia, în asemenea caz, trebuind a veni la plata în concurență cu creditorii eredelui, se poate să nu mai fie plătiți integral, ci să ia numai un dividend. Legiuitorul prevăzând această inechitate, fiind că se năpăstuiu creditorii defunctului, cari aveau tot dreptul a comptă pe bunurile acestuia, ele fiind gagiul lor, și se favorizau creditorii eredelui, cari nu aveau nici un drept asupra bunurilor succesiunii, lor nefiindu-le permis a comptă pe bunurile ce prin succesiune ar veni debitorului lor, și voind legiuitorul a înlătură această injustiție, a permis creditorilor defunctului prin art. 781, a cere separațiunea patrimoniului defunctului de acela ale eredilor. Prin această separațiune de patrimoniu se restabilesc lucrurile în starea în care ar fi fost dacă *de cujus* n'ar fi murit, cu alte cuvinte creditorii nu primesc pe erede ca debitor și țin de debitorul lor tot pe *de cujus*. Separațiunea de patrimoniu deci este o ficțiune al cărei efect e de a face să se considere debitorul mort ca și cum ar trăi, dar această ficțiune nu există de cât în raporturile dintre creditorii defunctului cu creditorii personali ai eredelui, pentru ca creditorii defunctului să fie plătiți din bunurile succesiunii cu preferință înaintea creditorilor eredelui. Astfel fiind natural și caracterul separațiunii de patrimoniu, ea nu poate împiedecă pe erede de a înstrăină bunurile succesiunii, și creditorii n'au de ce să se plângă pentru aceasta, fiindcă după cum *de cujus* dacă ar trăi ar putea să-și înstrăineze bunurile, tot astfel și eredele, care îi continuă persoana și care prin separațiunea de patrimoniu nu este îndepărtat dela posesiunea și administrațiunea bunurilor succesiunii, ci rămânând proprietar al lor, este în drept și el a le vinde, creditorii numai lor trebuie să-și impute că nu au luat destule garanții de la debitorul lor pentru a fi la adăpost de asemenea îstrăinări. (Trib. Dolj, s. com. 5 Nov. 13/90, Dr. 82/90).

6. Eredele, creditor al lui de cujus, nu se poate prevală față de ceilalți creditori, de drepturile ce-i dă inscripțiile sale ipotecare, decât atunci când va achită datoriile ce există asupra succesiunii; nici de lipsa unei cereri de separare de patrimoniu din partea acelor creditori, căci acest mijloc nu poate să fie invocat cu succes, decât

de către terțele persoane, iar nu de dânsul, care, ca moștenitor, e ținut să plătească datoriile succesiunii. (Cas. I, 102/94, B. p. 245).

7. Cererea făcută de creditorii unei succesiuni pentru separațiunea patrimoniului debitorului lor decedat de acela al moștenitorului și înscrierea acestei cereri în termenul util de șase luni dela data deschiderei succesiunii deși este calificată de lege prin art. 1743 din cod. civil, de privilegiu, însă în realitate nu este un privilegiu în sensul larg al legii, ci un privilegiu sui generis, care nu ridică moștenitorului dreptul de a alienă lucrurile de moștenire, care, ca proprietar al acelor lucruri, are dreptul de a dispune de ele, precum îl avea și defunctul, ori care ar fi fost numărul creditorilor săi și nici nu dă drept creditorilor succesiunii de a urmări imobilele succesiunii, în mâinile achizitorilor în cazul când moștenitorul le-ar fi înstrăinat. Tot ce legiuitorul a voit să facă prin înscrierea de separație de patrimoniu, este de a apăra pe creditorii moștenirii de inconvenientul rezultând pentru ei din confuziunea patrimoniilor, în cazul când și moștenitorul are creditori, conservând prin cererea de separație de patrimoniu, pentru îndestularea creditorilor moștenirii, cu excluderea celor ai moștenitorului, gagiul ce ei au avut dela debitorul lor, gagiul însă ce totuși rămâne expus la pierdere, prin alienarea ce ar face moștenitorul, precum eră expus prin alienarea ce ar fi făcut însuși debitorul lor, cu alte cuvinte, unicul efect al cererii de separații de patrimoniu este de a crea un drept de preferință, în favoarea creditorilor defunctului asupra averii acestuia, față cu creditorii moștenitorului. Singurul adaos de garanție, ce legea a voit să dea creditorilor moștenirii prin art. 1743 din cod. civil, cum spune clar și lămurit, este prohibițiunea de a se înființă vre-o ipotecă în dauna lor, înaintea termenului de 6 luni, prescris pentru înscrierea privilegiului lor. Prin această soluție nu se poate zice că creditorii moștenirii sunt expuși a fi fraudati de moștenitor, căci prin acțiunea pauliană ei pot totdeauna să atace alienările, ce cu fraudă s'ar face în prejudiciul lor. (Cas. I, 410/99, B. p. 1238).

8. Din combinațiunea art. 781 și 1743 nu rezultă că legiuitorul a înțeles a subordona, unei cereri de separațiune de patrimoniu, validitatea luării inscripțiunii. Prin cuvintele „cari cer separațiune de patrimoniu” întrebuintate în art. 1743, legiuitorul a înțeles a zice: acei cari au dreptul să ceară separațiuni de patrimoniu, sunt creditorii și moștenitorii defunctului. De s'ar cere neapărat intentarea acțiunii



în separațiune de bunuri s'ar face anevoioasă conservarea dreptului de preferință, căci acțiunea trebuind îndreptată contra creditorilor personali ai moștenitorilor, aceștia nu sunt cunoscuți întotdeauna. Echitatea cere ca între un achizitor nou al unui imobil, rămas grevat de o sarcină, pe care eră în măsură să o cunoască și de care s'a ținut seamă la fixarea prețului vânzării și între creditorul moștenirii, ce a luat inscripție, să se dea preferință celui din urmă. (Trib. Ilfov III, C. Jud. 6/99).

9. Art. 781 codul civil nu dă acțiunea în separațiunea patrimoniilor decât creditorilor defunctului în contra creditorilor moștenitorului, și presupune prin urmare, că această acțiune este cu totul străină de raporturile reciproce ale creditorilor defunctului între dânșii, raporturi cari rămân tot așa cum erau înainte de deschiderea succesiunii; acest lucru reese clar și din art. 1743 codul civil, care prevede că dreptul de preferință, care decurge din separațiunea de patrimoniu, este stabilit exclusiv contra acelora, cari în calitate de creditori ai eredelui, ar avea interes să se prevaleze de confuziunea patrimoniilor.

Prin urmare, deși un creditor a cerut separațiunea patrimoniilor și a înscris privilegiul, cu toate acestea creanța sa a rămas tot chirografară și nu a dobândit nici un drept de preferință față de alți creditori și, dar, o asemenea creanță nefiind considerată ca un rang util și necontestat față de alte creanțe ale celorlalți creditori, ea nu poate fi primită drept preț al unui imobil. (Cas. II, 2 Mai 1907, B. p. 856).

10. Potrivit art. 781 din codul civil, creditorii pot cere în orice caz și contra oricărui creditor, separațiunea patrimoniului defunctului de acela al eredelui. — Această dispozițiune este generală și autoriză pe toți creditorii succesiunii a cere separația de patrimonii și a lua inscripția ipotecară prevăzută de art. 1743 din codul civil, fără a distinge natura și origina creanței lor, fie ea cu termen, condițională sau eventuală și chiar dacă creditorii n'ar avea un act scris pentru constatarea acestei creanțe. (Apel, Buc. I, Dr. 70/909, p. 556).

11. Creditorii ereditari nu au drept

de preferință asupra bunurilor succesiunii față de creditorii personali ai eredelui beneficiar, cari nu pot avea mai multe drepturi decât dânsul.

Această preferință fiind o consecință necesară inevitabilă a beneficiului de inventar, sub care a fost acceptată succesiunea de către moștenitori, creditorii succesiunii sunt dispensați de a mai cere separația de patrimoniu prevăzută de art. 781 c. civ., întrucât acceptațiunea sub beneficiu de inventar produce și față de creditorii succesiunii aceleași efecte ca și separațiunea de patrimoniu. (Apel Buc. I, No. 141/1914, Dreptul, 1914, p. 404, Curier Jud. 1915 p. 306, No. 37; Pand. Rom., 1922, II, 237).

12. Art. 1780—1783 c. civ. și 725—727 se referă la formele exeterioare ale inscripțiunii, pentru acele privilegii care decurg dintr'un titlu de creanță, de aceea în art. 1783 legiuitorul vorbește de prezentarea titlului la luarea inscripției, pe când în art. 1743 este vorba de o preferință, care decurge din calitatea de creditor al defunctului menită să profite mai ales creditorilor chirografari, și odată această calitate constatată prin acțiunea introductivă în justiție, inscripțiunea beneficiului separațiunii de patrimoniu asupra imobilelor succesiunii nu poate fi respinsă pe motivul lipsei de titlu sau al faptului că creanța nu este încă lichidă.

Prin urmare, lipsa unui titlu nu poate fi un motiv de refuz a inscripțiunii, dat fiind natura însăși a creanței, astfel că instanța de fond, respingând cererea de inscripție a privilegiului de separațiune de patrimoniu, pentru întreaga sumă reclamată, dă o greșită interpretare articolelor susmenționate și pronunță o decizie casabilă. (Cas. I, No. 352, 1919; Jurispr. Rom., 9/1920, p. 114, Curier Jud. 20-21/920, Pand. Rom. 1922, I, 177; Dreptul 20/920; Pand. Rom. 1924, III, 81).

13. Un creditor poate cere separația de patrimoniu a debitorului său pentru garantarea datoriei sale însă inscripția privilegiului său, nu se poate admite decât în baza unui titlu scris conf. art. 725 și 727 pr. civ. (C. Apel Buc. s. IV, 103 din 25 Aug. 1919, Curier Jud. 20—21/1920, Pand. Rom. 1922, I, 179).

14. A se vedea art. 1743 cu notele respective.

**Art. 782.** — Acest drept nu poate fi exercitat când acceptându-se eredele de debitoare, s'a făcut astfel novațiune<sup>1)</sup> în privința creanței contra defunctului. (Civ. 777, 781, 1128 urm.; Civ. Fr. 879).

1) Asupra novațiunii, a se vedea art. 1123 Cod. Civil.

*Text. fr. Art. 879.* — Ce droit ne peut cependant plus être exercé, lorsqu'il y a novation dans la créance contre le défunt, par l'acceptation de l'héritier pour débiteur.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU VI, p. 472;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 4105, 4108-4112, 4114-4120, 4122-4127;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 862; ed. 1-a, III, p. 616;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1418 urm., 1435; *Suppl. Successions* 939 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 220 bis, I și II;  
 DEMOLOMBE, XVII, 157-165, 167;  
 HUC, V, 413;  
 LAURENT, X, 41, 43, 45-54;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1709;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 222 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2192 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 716, 732 urm., 742; (VI, p. 670);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 308;  
 NACU, II, p. 207 urm.

**Art. 783.** — În privința mobilelor, după trecerea de 3 ani, dreptul este prescris. În privința imobilelor, acțiunea se poate exercita în tot timpul în care imobilele se găsesc în mâna eredelui. (Civ. 781, 1743, 1745, 1837, 1909; Civ. Fr. 880).

*Text. fr. Art. 880.* — Il se prescrit, relativement aux meubles, par le laps de trois ans.

A l'égard des immeubles, l'action peut être exercée tant qu'ils existent dans la main de l'héritier.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU VI, p. 474, 476-482;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 4058, 4069, 4070, 4074, 4128, 4130, 4135 urm., 4144, 4144-4146, 4151, 4152;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 862, 864; ed. 1-a, III, p. 612, 614, 616;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 1440 urm.; *Suppl. Successions*, 944 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 221 bis, I, II și IV;  
 DEMOLOMBE, XVII, 152, 172, 173, 179, 181, 182, 185 urm., 188, 197-199, 202 urm., 205;  
 HUC, V, 414-416;  
 LAURENT, X, 23-29, 38;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1717, 1733, 1739, 1749, 1750, 1752, 1753;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 227 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2198 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 732, 737, 742 urm., 746 urm., 748 urm.; (X, p. 457);  
 XI, p. 183, 229, 288);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 308, 505, 584;  
 NACU, II, p. 207 urm.;  
 POLICHRON DEM., *Nota*, sub. Trib. Dolj s. III, 11 din 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924-II-85.

#### Jurisprudență.

1. Intrucât creditorul a format acțiunea în separație de patrimonii în timp util, prin aceasta i se conservă privilegiul asupra tuturor mobilelor succesiunii. Și deși eredele a obținut posesiunea lucrurilor mobile rămase pe urma de-

functului, totuși nu se operă nici o confuziune între aceste lucruri și aceleale eredelui, când creditorul are diligența de a inventaria prin justiție toate mobilele succesiunii astfel în cât identitatea lor e bine constatată. Astfel înstrăinările făcute de erede nu sunt valabile, dacă mai ales achisitorul



a fost de rea credință. Și din momentul ce legea recunoaște acest drept creditorului, neapărat trebuie a i se recunoaște și acela de a lua măsuri de conservarea succesiunii, în ori ce mâini s'ar găsi ea, între cari măsuri e și sequestrul asigurător, căci de s'ar admite contrariul, atunci separațiunea patrimoniilor ar deveni iluzorie. (C. Apel Iași, I, 174, Dec. 16/89, Dr. 31/90).

2. După art. 783 c. civ., separațiunea patrimoniului defunctului de acela al eredelui său se poate cere până în 3 ani. (Cas. I, 377/Nov. 5/90, B. p. 1230).

3. Creditorii chirografari ai defunctului au dreptul de a cere separațiunea patrimoniului defunctului de acela al eredezilor săi. Acest drept legea-l califică de privilegiu, care nu poate fi conservat asupra imobilelor succesiunii, decât dacă a fost înscris în termen de șase luni dela data deschiderii succesiunii. Căceace a înțeles însă legiuitorul a acordă creditorilor defunctului,

nu este un privilegiu propriu zis, care se naște din calitatea creanței și care conferă creditorilor, atât dreptul de preferință, cât și cel de urmărire, ci un privilegiu sui generis, care dă creditorilor succesiunii numai dreptul de a fi îndestulați din averea defunctului, cu preferință înaintea oricărui creditor al eredezilor, și acest drept îl au cât timp imobilul succesiunii, asupra căruia s'a luat inscripțiunea, se află încă în mâinile eredelui, chiar dacă această inscripțiune s'ar fi luat după expirarea celor șase luni. Prin urmare, în caz când eredele a înstrăinat imobilul succesiunii asupra căruia s'a luat inscripțiunea, creditorii succesiunii nu pot urmări acel imobil în mâinile celui de al treilea achizitor, ci au dreptul de a intenta acțiunea pauliană, spre a obține anularea unei înstrăinări de către erede, în fraudă drepturilor lor. (Cas. I, 296/900, B. p. 997).

**Art. 784.** — Creditorii eredelui nu pot cere separațiunea patrimoniilor, în contra creditorilor succesiunii. (Civ. 781; Civ. Fr. 881).

*Text. fr. Art. 881.* — Les créanciers de l'héritier ne sont point admis à demander la séparation des patrimoines contre les créanciers de la succession.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 862; ed. 1-a, III, p. 464, 609;  
DALLOZ, *Rép. Successions*, 1408 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 230;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2173.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 714, 722, 725 urm., 730 n. 3, 763; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 176;  
CANTACUZINO MATEL, p. 307;  
NACU, II, p. 203.

**Art. 785.** — Creditorii unui din compărțitori, ca nu cumva împărțeala să se facă cu viclenie în vătămarea drepturilor lor, pot pretinde să fie prezenți la împărțeală, pot dar să intervină cu spesele lor; nu pot însă să atace o împărțeală săvârșită, afară numai de s'a făcut în lipsă-le, și fără să se țină seamă de opozițiunea lor. (Civ. 732, 769, 974, 975, 976, 1825; Pr. civ. 63, 247; Civ. Fr. 882).

*Text. fr. Art. 882.* — Les créanciers d'un copartageant, pour éviter que le partage ne soit fait en fraude de leurs droits, peuvent s'opposer à ce qu'il y soit procédé hors de leur présence: ils ont le droit d'y intervenir à leurs frais; mais ils ne peuvent attaquer un partage consommé, à moins toutefois qu'il n'y ait été procédé sans eux et au préjudice d'une opposition qu'ils auraient formée.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 527, 591-593, 595-599;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 4183, 4184, 4186-4188, 4190-4194, 4196, 4197, 4199, 4199 bis, 4200, 4201, 4204, 4210, 4216, 4217, 4222, 4223, 4226, 4227, 4229, 4231-4236, 4240, 4241, 4246, 4248-4253, 4255 urm., 4614;  
 BIOCHE, *Dictionnaire*, V, Partage No. 222 urm.;  
 CARRÉ ET CHAUVEAU ADOLPHE, Tome IX, p. 44 urm.; No. 136 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 42, 55, 56, 64, 628; ed. 1-a, III, p. 494, 520 urm.;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 2018 urm., 2070; *Suppl. Successions*, 1265 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 224 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations* I, p. 540; II, p. 115;  
 DEMOLOMBE, XVII, 226, 227, 229, 231-238, 241-243 urm., 248-251, 517;  
 HUC, V, 432-435;  
 LAURENT, X, 292, 495, 525-539, 542-544;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1171 urm., 1762, 1763, 1765, 1766, 1768, 1769;  
 MARCADÉ, art. 882;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 442 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 230, 231;  
 PLANIOL, II, 314; III, ed. 2-a, No. 2433 urm.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 309, 310, 425 n. 3, 764 urm., 768 n. 1, 772, 773, 777, 780, 798; (V, p. 200 n. 3, 250-252, 254 n. 1; IX, p. 529 t. și n. 1, 547; X, p. 557, 577, 764); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 222 nota 2; *Observație* sub C. Apel Gand, 15 Iunie 1912. Dreptul No. 58/1912; *Nota* sub. Cas. II, 302 din 15 Iunie 923. Curier Jud. 1/924;  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. Cas. I, 985 din 15 Oct. 1923, Pand. Rom. 1925-I-16;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 263, 457;  
 GEORGEAN N., *Nota* sub. Cas. II, 25 din 24 Mart. 1920. Pand. Rom. 1924, I, 22; *Nota* sub. Trib. Dorohoi, 286 din 18 Oct. 1920. Jurispr. Gen. 21/1923. No. 1488;  
 NACU, II, p. 204, 205;  
 POLICHRON DEM., *Nota* sub. Cas. II, 302 din 15 Iunie 1923. Pand. Rom. 1924-I-8;  
 VELESCU ALEX., *Nota* sub. Judec. ocol. II, Câmpu-Lung, 22 Dec. 920. Curier Jud. 9/921;

## INDEX ALFABETIC

Act oneros 11.	Nulitate, a se vede „A-nulare”.
Acțiune pauliană 4, 5, 10, 11, 20 bis.	Opoziție 1-5, 8, 10, 12, 14, 16, 18, 19, 20.
Anulare 1, 2, 9, 12, 14, 15, 18, 19, 20.	Partaj voluntar 9.
Avere comună 5.	Pauliană acțiune 4, 5, 10, 11, 20 bis.
Cheltueli 6, 15, 19, 20.	Retragerea intervenției 8.
Complicitate 11.	Simulație 13, 15, 18.
Contestație 13.	Societate 5.
Coproprietate 5.	Somație 1.
Creditor 1-20.	Spese, a se vede „Cheltueli”.
Creditor condițional 3.	Successorale drepturi 7.
Cumpărător 7, 14, 16, 20, 20 bis.	Successor particular 14, 20.
Drepturi successorale 7.	Successor universal 1.
Excepție 4, 5, 18.	Terț achizitor, a se vede „Cumpărător”.
Evicțiune 7, 14.	Terț detentor 17.
Fraudă 1, 4, 7, 9, 10, 12-16, 18, 20.	Uzucruct 20.
Grabă 18.	Vânzare-cumpărare 7, 14, 16, 20, 20 bis.
Interes 14.	Viclenie, a se vede „Fraudă”.
Intervenție 1, 3, 6-9, 12, 14-20.	

## Jurisprudență.

1. Legea, prin art. 785, oferă creditorilor unuia din coerezi sau veri cărui alt succesor universal un mijloc de a preveni fraudele ce s'ar putea efectua în partagiul succesiunii din partea debitorului lor, mijloc care constă mai întâiu într'o somațiune ce dânsii sunt obligați a face tutulor erizilor compărțitori prin care să manifeste dorința că se opun ca partagiul să se efectueze în absența lor, și în urmă în facultatea

ce au de a interveni cu spesele lor la operațiunile partagiului. Prin efectul acestei opozițiuni făcută la timp de creditori, compărțitorii sunt obligați să-i cheme ca să asiste la operațiunile partagiului, căci dacă nu'i cheamă dânsii pot să ceară și să obțină anularea acelu partagiu, când e făcut în lipsă-le și fără să tină seamă de a lor opozițiune. Dintr'aceste principii decurge consecința inevitabilă că o dată partagiul început și efectuat, în lipsă de veri ce opozițiune din partea creditorilor, acel partagiu devine inatacabil; creditorii oferind chiar de a proba, că el este fraudulos și făcut în dauna drepturilor lor, nu mai sunt admiși a cere anularea lui. Deși se susține că creditorii pot, în lipsă de veri ce opozițiune sau intervențiune din parte-le, să obțină anularea actului de partagiu, când el conține dispozițiuni frauduloase la cari au participat toți compărțitorii și chiar când fraudă provine numai dela debitorul lui, totuși această interpretare nu poate fi admisibilă din momentul ce art. 785 c. civ., declară absolut și fără distincțiune că creditorii nu pot ataca partagiul săvârșit, și această dispozițiune negreșit că prevede cazul de fraudă, căci acest articol este conceput tocmai în acest scop și pentru a evita fraudă de care s'ar putea uza. Dreptul de opozițiune sau acela de



intervențiune în timpul operațiunilor partagiului sunt cele mai eficace măsuri ce pot garanta drepturile oricărui creditor diligente, care poate, uzând de dănsese să evite veri ce fraudă s'ar încerca compărțitorii să facă în prejudiciul drepturilor sale. Intrebuințarea de către creditori a acestor mijloace, cu alte cuvinte neglijența ce dânsii pun în căutarea intereselor lor, atrage după sine consecințele ce decurg într'un mod imperios din termenii și textul art. 781 c. civ. (Trib. Brăila, Dec. 5/72, Dr. 2/73).

2. Rezultă din art. 785 că creditorul unuia din compărțitori, poate să atace împărțeala și să ceară anularea numai atunci când va fi făcută în lipsa lui și fără să se fi ținut seamă de opoziția lui. (Cas. I, 71/Febr. 15/77, B. p. 80).

3. Opozițiunea și intervențiunea la partagiu sunt niște acte conservatoare, și creditorul chiar conditional poate exercita actele conservatoare dreptului său, conform art. 1016. (Trib. Ilfov, II, 8, Febr. 13/80, Dr. 57/81).

4. Deși în principiu acțiunea pauliană se poate exercita contra tutulor actelor fraudulos petrecute, totuși art. 976 creează niște excepțiuni cari sunt adevărate restricțiuni la acțiunea pauliană; or, art. 785 nu acordă creditorilor unuia din copărțitori dreptul să atace o împărțeală săvârșită de cât când s'a făcut în lipsa lor și fără să se țină seamă de opozițiunea lor. Deci nu au acest drept nici chiar când partagiul s'a făcut prin fraudă, dacă n'au făcut opozițiune. (Trib. Ilfov, II, 8, Febr. 13/80, Dr. 57/81).

5. Dispozițiunea art. 785 din codul civil, după care creditorii unui comostenitor nu pot să atace o împărțeală săvârșită, afară numai dacă s'a făcut în lipsă-le și fără să se țină seamă de opozițiunea lor, este prin natura sa excepțională și nu poate fi întinsă în afară de cazul ce prevede în mod expres, adică de partagiul unei succesiuni, și dar nu se aplică la actele, cari pun capăt unei indiviziuni create prin voința singură a părților, în urmarea unui contract de societate sau a unei achizițiuni făcute în comun. Astfel, creditorii pot cere nulitatea partagiului unei societăți, fără ca să li se poată opune, că nu s'ar fi conformat art. 785 din Codul civil, făcând intervențiune și opozițiune la partagiu, și dacă creditorilor nu li se poate opune o decădere de drept pe temeiul menționatului articol, nici dânsii, nu-l pot invoca spre a susține nulitatea partagiului unei societăți pentru că asociații nu i-ar fi chemat, cu ocaziunea uneia din operațiunile împărțelei. A admite contrariul, ar fi să se creadă că scopul art. 785 a fost de a se crea, în favoarea creditorilor, o acțiune mai mult și dis-

tinctă de acțiunea pauliană, pe când, din contra, acest articol reglementează exercițiul aceleiași acțiuni, pe cale preventivă, și a fost edictat numai în interesul de a se menține partagiul unei succesiuni, evitând anularea unui asemenea partagiu pe calea directă a acțiunei pauliane. (Trib. Ilfov III, C. Jud. 42/904).

6. Când creditorul unuia din compărțitori intervine în instanța de împărțeală, pentru ca operațiunile partagiului să nu se facă cu vătămarea drepturilor sale, o asemenea intervențiune o face cu spesele sale. (Cas. I, 7 Iunie 1906, B. p. 1088).

7. Cumpărătorul unor terenuri determinate, iar nu a unui drept de succesiune indiviz, și care, din cauza partajului, a fost evins de pământul cumpărat, rămâne pentru prețul răspuns vânzătorului, creditorul acestuia, și în această calitate are drept să intervină la împărțeală, pentru ca nu cumva împărțeala să se facă cu violenție în vătămarea drepturilor lui de creditor. (Cas. I, 3 Nov. 1906, B. p. 1754).

8. Creditorul care și-a retras intervențiunea ce făcuse în instanță de împărțeală, nu mai poate să atace acea împărțeală pe motiv că s'ar fi făcut fără să se țină seamă de opozițiunea lui. (Cas. I, 3 Nov. 1906, B. p. 1754).

9. Legiuitorul, prin art. 785 din codul civil, în scopul de a asigura stabilitatea împărțelilor, a căror anulare compromite totdeauna numeroase interese, a dat creditorilor mijlocul de a preveni fraudă, prin aceea că le-a recunoscut dreptul de a interveni la împărțeală și le-a refuzat în consecință dreptul de a cere anularea ei, dacă n'au făcut o asemenea intervenție, și acest text de lege fiind general, se aplică nu numai când este vorba de o împărțeală făcută prin justiție dar și la o împărțeală de bunăvoie, legea nefăcând deosebire în această privință. (Cas. I, 372 din 30 Apr. 1912, B. p. 668, Curier Jud. 50/912).

10. Conform art. 785 C. civil, creditorii unuia din comostenitori, au dreptul să participe la partaj, putând face și opoziție la ael partaj, și numai în cazul când partajul s'a făcut fără să se țină seamă de opoziția creditorilor, aceștia o pot ataca pe calea acțiunii pauliane dovedind fraudă debitorului lor. (Judec. rurală Răchitele (Arges), 41/912, Curier Jud. 78/912).

11. Natura intimă a partajului, fiind cea translativă de drepturi, de aci rezultă că partajul e prin esență un act cu titlu oneros, și ca atare, în anularea lui prin fraudă unui domostenitor, e nevoe și de complicitatea celorlalți. (Jud. rurală Răchitele (Arges) 41/912, Curier Jud. 78/912).

12. În materie de partagiu, pentru

a asigura stabilitatea operațiunilor efectuate, legiuitorul, prin art. 785 din codul civil, dă creditorilor unuia din copartitori dreptul de a interveni pentru ca nu cumva împărțeala să se facă cu violenție și în vătămarea drepturilor lor, iar împărțeala odată săvârșită, ei nu o mai pot anula decât dacă s'a făcut în lipsă-le și fără a se ține seamă de opoziția lor. (Trib. Gorj, 363/915, Curier Jud. 47/916).

13. Dacă după art. 785 c. civil o împărțeală săvârșită nu poate fi atacată de creditorii copartitorilor chiar pentru fraudă, cât timp dânsii n'au intervenit la acea împărțeală, ei pot însă să atace o asemenea împărțeală pentru simulațiune, de oarece legea oprește pe creditorii erezilor de a ataca o împărțeală săvârșită atunci când într'adevăr există o împărțeală reală și serioasă, nu și atunci când împărțeala nu există, când actul care o constată e fictiv, în caz când poate fi atacat în simulațiune.

Prin urmare, se poate invoca pe calea contestațiunii simulațiunea actelor de împărțeală pe baza cărora contestatorii erau deposedați și tribunalul n'a violat nici un text de lege când a anulat acele acte constatând în fapt că ele sunt simulate. (Cas. II, dec. civilă, No. 104 din 21 Apr. 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 499 Curier Jud. 62/915).

14. a) Prin cuvântul *creditori*, din art. 785 c. civ., se înțelege, ținând seama de rațiunea care a dictat acest articol, nu numai creditorii propriu ziși ai eredelui, ci toți aceia cari îl reprezintă și cari țin dela el oarecari drepturi ce au interes să le privegheze cu ocazia partajului.

b) Cumpărătorul unui bun determinat din succesiune, vândut lui în timpul indiviziunii de unul din coerezi și al cărui drept e subordonat partajului fiind un succesor cu titlu particular al eredelui vânzător și ținând dela el un drept de proprietate pe care are tot interesul să-l privegheze la partaj, e un creditor al acestui erede, în sensul art. 785, mai ales că putând fi evins, rămâne pentru prețul răspuns eredelui vânzător creditorul pur și simplu al acestuia.

c) Legiuitorul prin art. 785 c. civ., vrând să asigure și interesul creditorilor comostenitorilor, care poate fi periclitat prin operațiile partajului, și vrând să nu compromită nici interesul familiei, ca împărțelile să se bucure de o cât mai mare stabilitate, a permis creditorilor unui coerede, ca personal și direct să intervină în procesul de partaj, pentru ca acesta să nu se facă cu violenție în vătămarea drepturilor lor, și le-a îngăduit să atace împărțelile săvârșite cu nesocotirea opoziției sau intervenției lor.

d) În caz când creditorii au făcut o-

poziție ori intervenție la partaj, iar co-impărțitorii n'au ținut seamă de ele, creditorii, pentru a anula împărțeala, va fi de ajuns să dovedească interesul legitim ce au de cere anularea, căci fraudă rezultă din însăși faptul că ei făcând intervenție și trebuind să fie chemați n'au fost. În aceasta se deosebește acțiunea de anulare prevăzută de art. 785 de acțiunea revocatorie prevăzută de art. 975 c. civ. (Trib. R.-Sărat, 1915, Dreptul, 1915 p. 533).

15. Deși potrivit art. 785 și 786 c. civ. creditorii personali ai comostenitorilor pot pretinde să fie prezenți sau să intervină pe socoteala lor la împărțeală, totuși, dacă aceștia au lăsat ca împărțeala să se facă în lipsa lor, ei nu mai pot ataca împărțeala conform art. 785 c. civ., chiar dacă a fost făcută cu violenție, cu excepțiune pentru simulațiune, pentrucă în acest caz ea nu are ființă. (Trib. Bacău, No. 5767, 1915; Justitia, 1916, p. 254).

16. Creditorii unei succesiuni, cum și acei cari au dobândit dela moștenitori porțiuni determinate din imobilele succesoriale sunt în drept, pe temeiul art. 785 c. civ., să intervină în acțiunea de partaj.

Dânsii se pot opune la executarea actului de împărțeală, dacă nu au fost chemați în instanță, deși au cerut să asiste, însă împărțeala s'a făcut cu violenție, pentru ca dânsii să nu aibă cunoștință. Nu se pot însă opune în cazul când au avut cunoștință și n'au intervenit. (Cas. II, deciziunea civilă No. 25, din 24 Mart. 1920; Jurispr. Rom. 11/920, p. 154, Curier Jud. 46-47/920; Pand. Rom. 1924, I, 22).

17. Terțul detinător al unei porțiuni determinate din averea succesorală, chemat în instanță ca să asiste la împărțeala averi indivize, nu împiedică îndeplinirea formalităților de împărțeală. (Judec. ocol C.-Lung, 22 Dec. 920, Curier Jud. 9/921).

18. Creditorii cari nu au făcut opoziție sau nu au intervenit la o împărțeală, nu sunt primiți după ce împărțeala a fost săvârșită, să o atace pentru motivul că a fost efectuată în fraudă drepturilor lor, singurele excepțiuni fiind admise numai când împărțeala este simulată sau când ea a fost făcută de către copărtași în grabă, în cât creditorii s'au găsit în imposibilitate de a putea face opoziție sau intervenție. (Trib. Dorohoi, 3 Oct. 922, Dreptul 15/923; Pand. Rom. 1923, III, 92).

19. După art. 785 c. civ., creditorii unuia din copartajanti pot pretinde să fie prezenți la partaj și interveni cu speșele lor. Ei nu pot însă să atace o împărțeală săvârșită decât dacă s'a făcut în lipsa lor și fără să țină seamă de opoziția lor. De aci rezultă că legiuitorul a refuzat creditorilor dreptul să



atace în numele lor partajul desăvârșit dacă n'au făcut opoziție sau intervenție, partajul fiind irevocabil în privința lor. (Cas. II, 450 din 22 Oct. 922, Curier Jud. 19/924).

20. După art. 785 c. civ., creditorii unuia din copartajanți, ca nu cumva împărțeala să se facă în fraudă drepturilor lor, pot pretinde să fie prezenți la partagiu și interveni cu speșele lor, ei nu pot însă să atace o împărțeală săvârșită, afară numai dacă s'a făcut în lipsa lor și fără să se fi ținut seamă de opozițiunea lor. De aci rezultă că legiuitorul pentru a asigura stabilitatea partajului și a evita anularea lui care poate compromite numeroase interese a substituit mijlocul preventiv mijlocului represiv: a conferit creditorilor dreptul de a face opozițiune și de a interveni în împărțeală ca să se împiedice fraudă, dar le-a refuzat dreptul să atace în numele lor partajul desăvârșit, dacă n'au făcut opozițiune sau intervențiune, chiar când ar oferi să dovedească că împărțeala s'a efectuat în fraudă drepturilor lor și cu coluziune între toți copartajanții, partajul fiind irevocabil în privința lor.

Deși legea vorbește numai de creditorii moștenitorilor, totuși nu există nici

o îndoială că această dispoziție se aplică și tertilor achizitori de drepturi reale cari sunt interesați ca partajul să nu fie făcut în fraudă lor, precum este dobânditorul unui drept de proprietate sau de uzufruct asupra unei porțiuni indivize din moștenire, dat fiind că dreptul lor de a interveni se justifică pe același temei ca și dreptul creditorilor.

Astfel fiind, deși în principiu hotărârile judecătorești, ca și convențiunile nu-și produc efectele lor decât între părțile litigante, totuși o hotărâre definitivă de partagiu este opozabilă creditorilor și tuturor succesiorilor particulari ai unui moștenitor cari nu au fost chemați în proces dacă ei n'au făcut opozițiune sau intervențiune conform art. 785 c. civ. (Cas. II dec. civilă, 302 din 15 Iunie 1923, Jur. Gen. 1923 No. 980; Jur. Rom. 15—16/923; Dreptul 30/923, Pand. Rom. 1924, I, 8, Curier Jud. 1/1924).

20 bis. Față de redacțiunea precisă a art. 785 c. civ., le este interzis cumpărătorilor de bunuri succesoriale destinate, de a uză de acțiunea pauliană. (Judec. ocol rural Calafat, 552 din 15 Dec. 1923, Justiția (Craiova) 15/924).

21. A se vedea art. 975 cu nota 100.

#### Secțiunea IV. — Despre efectele împărțelei și despre garanția părților.

**Art. 786.** — Fiecare coerede este presumpț că a moștenit singur și imediat toate bunurile cari compun partea sa, sau cari i-a căzut prin licitație, și că n'a fost niciodată proprietar pe celelalte bunuri ale succesiunii. (Civ. 1060, 1530; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 51—54; Civ. Fr. 883).

*Text. fr. Art. 883.* — Chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les effets compris dans son lot, ou à lui échus sur licitation et n'avoir jamais eu la propriété des autres effets de la succession.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, II, p. 408; II, ed. 5-a, p. 584; V, p. 431; VI, p. 557-568, 661 urm.;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 4287 urm., 4304, 4307, 4309-4314, 4324 urm., 4329, 4332, 4334-4340, 4347, 4348, 4366 urm., 4380, 4384, 4385, 4397, 4401, 4403, 4405, 4408, 4415, 4416, 4443 urm.;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 292, 493, 628;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 774, 905, 954; II, p. 500, 504, 579, 937; ed. 1-a, III, p. 75, 135, 214, 367, 419, 486, 488 urm., 494 urm., 558, 564, 892;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 2078 urm.; *Suppl. Successions*, 1321 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, II, 568 bis, III; III, 149 bis, II; 225 bis, I-VII și XII;  
 DEMOLOMBE, XVII, 226, 268, 270, 271, 271 bis, 273, 275-280, 282, 283, 285, 287, 289, 290 urm., 304-308, 310, 312, 320, 321, 324, 326, 616;  
 GARSONNET, III, p. 720;  
 HUC, V, 339, 342, 439, 440, 442-448 urm.;  
 LAURENT, VIII, 322; X, 257, 398, 399-405, 412, 415, 416, 419, 421, 426, 428, 429, 460; XI, 49 urm.;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1240 urm., 1789, 1790, 1792, 1794-1796, 1800, 1801, 1803, 1811, 1812, 1893;

MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2895 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 232 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2367 urm.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 7, 449, 454, 470, 493, 512, 513, 541, 542, 680, 772, 781 urm., 879; (III, part. I, ed. 2-a, p. 879, 880; IV, part. I, ed. 2-a, p. 590 nota; VI, p. 233, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 195 n. 1; IX, p. 529 t. și n. 1, 547; X, p. 557, 577, 764; XI, p. 119, 141); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 191 urm., 195;  
 „Efectul declarativ al împărțelei“. Dreptul 50/1912; „Consecințele cari rezultă din principiul declarativ al împărțelei“. Dreptul 53/1912; „Actele la cari se aplică efectul declarativ al împărțelei“. Dreptul 67/1912; „Bunurile la cari se aplică efectul declarativ al împărțelei“. Dreptul 70/1912; *Observație* sub. Trib. Iași, s. I, 10 Nov. 907; Dreptul 10/908; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 195 din 30 Oct. 902. Curier Jud. 11/903; *Observație* sub. Curtea din Paris, 4 Febr. 904. Curier Jud. 27/906; „Despre indiviziune“. Curier Jud. 54/912; „Incelarea indiviziunii“. Curier Jud. 55/912; *Nota* sub. Cas. II, din 15 Iunie 923. Curier Jud. 1/924; *Observație* sub. Trib. civ. Liège, 12 Mart. 921. Pand. Rom. 923, III, 108; *Observație* sub. Trib. civ. Nantua (Ain), 9 Ian. 923. Pand. Rom. 924, III, 123; *Nota* sub. Judec. ocol Calafat, 25 Sept. 924. Jur. Gen. 1925 No. 121;  
 BOTEZ CORNELIU, *Noul codice de ședință al judecătorului de ocol*, ed. 1908, p. 352;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 235, 265, 266, 267;  
 CERBAN AL., „Care este întinderea de aplicare ce trebuie dată principiului înscris în art. 786 cod. civ.“. Dreptul 66/1901, 79/1901; *Nota* sub. C. Apel Iași s. I, 131 din 8 Dec. 922. Curier Jud. 31/1923;  
 CONSTANTINESCU TITUS, *Observație* sub. Jud. ocol. Cloșani, Pagini Juridice 12/907;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Nota* sub. C. Apel Galați s. I, 175 din 3 Oct. 923. Pand. Rom. 1924, II, 151;  
 DRAGOMIRESCU IULIU, „Prețul adjudecării în materie de partaj“. Dreptul 80/1915;  
 GEORGEAN N., *Nota* sub. Cas. II, 25 din 24 Mart. 1920. Pand. Rom. 1924, I, 22; *Nota* sub. Trib. Dorohoi 214 din 3 Aug. 1920. Jurispr. Gen. 20/1923. No. 1407; *Nota* sub. Judec. Dorohoi 124 din 11 Iunie 1923. Jurispr. Gen. 27/1923. No. 1859;  
 IONESCU I. IOAN, *Nota* sub. raportul instrăinării, p. 74;  
 MAMIGONIAN V., „Copropritarii n'au unul contra altuia acțiuni posesorii“. Pag. Jur. 39/908;  
 MITESCU N., *Nota* sub. Cas. I, 590 din 29 Nov. 1920. Pand. Rom. 1923, I, 37;  
 NACU, II, p. 146; 212 urm.;  
 PANCU N. NICULAE, „Locațiunea bunului indiviz“. Curier Jud. 29/913;  
 PERIȚEANU GR. I. (IPER) *Nota* sub. Trib. Bacău s. II, 183 din 27 Oct. 920. Curier Jud. 31/922;  
 PERECHIDE GRIGORE, *Nota* sub. Cas. I, 572 din 4 April 1924. Pand. Rom. 1924, I, 197;  
 POLICHRON DEM., *Nota* sub. Cas. I, 302 din 15 Iunie 923. Pand. Rom. 1924, I, 8;  
 POPESCU STELIAN, „Comoștenitorul poate purta singur acțiunea în revendicare a lucrului comun stăpânit de un terț“. Curier Jud. 64/907;  
 RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil*, vol. II, part. I, „Privilegiul copărtașilor“;  
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. I, 417 din 4 Nov. 909. Dreptul 1/1910;  
 RAPAPORT M., *Nota* sub. Cas. I, 1181 din 23 Nov. 923. Curier Jud. 11/924;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU, I, *Nota*, sub. Cas. III, Pand. Rom. 1925-I-28;  
 SACHELARIE HENRIETTE, *Nota* sub. Cas. I, 182 din 8 Mart. 1921. Curier Jud. 18/922;  
 SEAT MIRCEA, „Poate comoștenitorul să intente acțiune în revendicare contra terțiului dețentor al bunului succesoral“. Curier Jud. 8/925;  
 SOLOMON G. I., „Acțiunea în revendicare a comoștenitorului“. Curier Jud. 13/914;  
 STĂNCESCU I. GEORGE, „Probleme juridice“. Pagini Juridice 10/1907;  
 THEODORESCU G. DEM., „Există mandat între comoștenitori“. Curier Jud. 50/1914;  
 TONCESCU VASILE, *Nota* sub. C. Apel Buc. s. I, 257 din 20 Dec. 1921. Pand. Rom. 1924, II, 1;  
 VASILESCU P., „Au coproprietarii acțiuni posesorii“. Curier Jud. 54/908;  
 VELESCU AL., *Nota* sub. Judec. ocol. II, Câmpu-Lung, 22 Dec. 920. Curier Jud. 9/921;  
*Nota* sub. Cas. I, 199 din 12 Febr. 1924. Curier Jud. 37/924;

## INDEX ALFABETIC

Acte de administrație 33.	ale, a se vedea „Instrăinare“.	Indiviz drept 12, 17, 23.	Prezumpție de moștenire
Acte de conservare 33.	Creanțe, divizibilitate 24.	Instrăinare 2, 5, 12, 16, 17,	exclusivă, 1, 4, 5, 6, 8, 9,
Acțiune de partaj, a se vedea „Partaj“.	Cumpărător, a se vedea „Instrăinare“.	20, 28, 30, 38, 39, 41.	10, 12, 16, 17, 18, 20, 24,
Acțiune posesorie 33.	Divizibilitatea creanțelor 24.	Ipoteca 4, 6, 16, 20.	44.
Adjudecatar coproprietar 1, 4, 6-9, 13, 14, 20, 21, 25, 35, 36, 37, 40.	Divizibilitatea succesiunii 10, 23.	Licitație, a se vedea „Adjudecatar“.	Privilegiul copărtașului 7, 8, 9, 37.
Adjudecatar străin 4, 5, 6.	Drept indiviz 12, 17, 23.	Locație 29, 33.	Purga 4, 6.
Anulare 22, 25, 29, 33, 41.	Efect declarativ, a se vedea „Prezumpție“.	Lucru judecat 23.	Renunțare la succesiune 10, 28.
Apreciere suverană 23.	Furt 31.	Minor 22.	Revendicare 10, 15, 18, 23, 27, 32, 39.
Autoritate de lucru judecat 23.	Garanție 37.	Nulitate, a se vedea „Anulare“.	Revindere în compt 7, 9, 13, 14, 40.
Constituire de drepturi re-		Pact comisor 37.	Rezoluțiune 7, 9, 14, 17, 35, 36, 37.
		Partaj 2, 3, 4, 9, 18, 26, 29, 30, 32, 35, 39, 40.	Sarcine 5.
		Poseziune 18, 19, 31, 34, 38.	
		Prescripție 10.	



Schimb 9.  
Servitute 20.  
Societate 2.  
Succesiune, divizibilitate  
10, 23.  
Taxe de înregistrare 36.

Terț detentor, a se. vedea  
„Revendicare”.  
Transcripție 2, 3, 26.  
Urmăr. părții indivize 11.  
Vindere-cumpărare, a se  
vedea „Instrăinare”.

## Jurisprudență.

1. Cel care obține o parte prin împărțire se consideră ca și când *ab initio* a avut dreptul de proprietate exclusiv asupra acestei părți, conform art. 786. Asemenea, un coproprietar adjudecatar trebuie a se considera că a avut dreptul de proprietate exclusiv asupra unei părți egale cu a celorlalți și de aceea el nu poate fi considerat ca cumpărător al părții sale, ci numai a părților celorlalți coproprietari, cărora în loc de părți din avere sau din imobil, li se dă o sumă, sumă care este prețul pentru care și-au vândut părțile lor către unul din coproprietari, prin modul vânzării licitative. (Cas. I. 330/76, Nov. 18/76, B. p. 445).

2. Din combinațiunea art. 786 și 1530 codul civil cu art. 722 pr. civ. rezultă că legiuitorul n-a supus la formalitățile transcripțiunii actele de împărțeală între coerezi sau asociați, de oarece prin art. 722 pr. civ. se specifică care anume acte sunt transcriptibile, fără a fi vorba și de actele de eșire din indiviziune sau împărțeală între coerezi. Odată admis că în privința unor atari acte de eșire din indiviziune nu se cere transcripțiunea sau publicitatea, consecința naturală e de a se recunoaște că actul pentru împărțeala urmată între erezi este opozabil celui care a cumpărat un drept pe care vânzătorul nu'l mai avea de mult, de oarece imobilul căzuse în partea celuilalt erede, deși actul de cumpărătoare al cumpărătorului se află transcrs. (Cas. I. 133/Mai 16/79, B. p. 382).

3. Din art. 721 și 722 pr. civ. și art. 1801 c. civil rezultă că sunt supuse transcripțiunii toate actele de instrăinare a proprietăților imobile, sau drepturile reale ce se pot ipoteca. Pentru a se ști însă care anume act e supus transcripțiunii trebuie a examina două lucruri: natura actului și caracterul dreptului ce constată. Nu e dar suficient pentru a fi actul supus transcripțiunii ca să fie făcut numai *între vii*, ci trebuie încă să fie și translativ de oare cari drepturi, fie cu titlu oneros, fie cu titlu gratuit, acesta este înțelesul art. 722 când zice *actele translativ de proprietate*, fără a face vre-o distincțiune. Actul de partagiu însă cu toate că investeste pe părțile între care se efectuează cu niște drepturi și acțiuni pe cari nu le avea mai înainte ca actul să fi luat naștere, totuși după art. 786 c. civ. este declarativ de proprietate și nu atributiv. A-și schimba acest carac-

ter pentru interesul transcripțiunii, ori care ar fi el, este a răsturna regulile și efectele lui așa după cum sunt stabilite prin codul civil. În fine codicele nostru ca și legea franceză ne admitând publicitatea partagiului, precum aceasta se face expres prin legea Belgiană din 1851 art. 1, învederat că actele de partagiu nu sunt supuse transcripțiunii. Această regulă este a se aplica și pentru actele prin care mai mulți asociați sau erezi au eșit din indiviziune făcând unul altuia cesiunea drepturilor sale indivize (art. 1530 c. civ.). Argumentațiunea după care partea indiviză a unui erede e susceptibilă de ipotecă și prin urmare după art. 722 al. 1 supusă la transcripțiune confundă drepturile care rezultă din actele supuse la transcripțiune, precum proprietatea care formează dreptul comun, cu drepturile reale ce se pot ipoteca de care se ocupă tot acel aliniat, precum e uzufructul (art. 1750 c. civ.) după unii și emfiteuza. Actul dar de împărțeală nu este supus la transcripțiune. (Apel Iași, II, 38, Mart. 12/79, Dr. 26/79).

4. Presumpțiunea în temeiul căreia fiecare coerede e considerat că a moștenit singur și imediat toate bunurile care compun partea sa, sau care i-au căzut prin licitație, și că n'a fost nici odată proprietar pe celelalte bunuri ale succesiunii este o presumpțiune, care își are aplicațiunea numai în caz de partagiu, adică între coerezi, când a-veea succesiunii se împarte între dânșii atribuindu-se fiecăruia în natură porțiunea ce i se cuvine, în temeiul dreptului său succesoral, sau când unul din coerezi devine singur adjudecatar al averii succesiunii; când însă nu e chestiune de partagiu, ci de o curată vânzare, precum e cazul când o terție persoană devine adjudecatar al unuia sau tutulor bunurilor succesiunii, atunci această presumpțiune creată pentru cazul special al partagiului succesoral, nu își are nici o aplicațiune. De unde rezultă că adjudecațiunea prin licitațiune în favoarea unui terțiu a unui imobil succesoral fiind, întru cât privește raporturile dintre adjudecatar și coerezi colicitanți, o adevarată vânzare, regulile și principiile vânzării își au singure aplicațiunea în asemenea caz. Or, după regulile generale ale vânzării și acelea ale vânzării prin licitațiune în special, cumpărătorul sau adjudecatarul ne având mai multe drepturi de cât acelea ce avea și expropriatul asupra imobilului vândut (art. 565 pr. c.), ipoteca constituită de unul din coerezi pe partea sa indiviză rămâne neatinsă și continuă a afecta imobilul adjudecat în mâna terțiului adjudecatar, dacă acesta n'a avut grijă d'a purgă mai întâiu de a-

cea ipotecă imobilul ce a cumpărat la licitațiune. (Cas. I, 315/Nov. 19/79, B. p. 799).

5. Legiuitorul, în scop de a înlătura multe procese și neînțelegeri dintre succesori, la cari a dat naștere sistemul dreptului roman, care consideră partiagiul ca un drept translativ de proprietate, și prin urmare în scop de a asigura armonia dintre membrii aceleiași familii, a asigurat stabilitatea partiagiului prin art. 786, declarând de nule și de nul efect toate înstrăinările și sarcinile consimțite de parte din succesori asupra averii succesoriale nedivize. Fiecare erede, dobândește partea sa din succesiune liberă de orice sarcină, considerându-se ca proprietar pe această porțiune din momentul chiar al încetării din viață a autorului său, și aceasta în virtutea noului sistem admis de legiuitor că partiagiul este un drept declarativ de proprietate. Deci vânzarea făcută de un erede a unui imobil mai înainte de efectuarea partiagiului, este considerată ca făcută *a non domino*, fără nici un efect legal, și prin urmare neopozabilă adjudecatarului care a cumpărat acel imobil cu ocaziunea licitațiunei pentru esire din indiviziune. (Trib. Brăila, Oct. 6/81, Dr. 3/81).

6. Efectul declarativ al partiagiului, consacrat prin art. 786, este o presumpțiune legală care își are aplicațiunea numai în caz de partiagiu între coerezi, adică când averea succesiunii se împarte între dânșii, atribuindu-se fiecăruia în natură porțiunea ce i se cuvine ca moștenitor, sau când unul din coerezi devine adjudecatar al unui imobil sucesoral. Când însă imobilul sucesoral, pus în vânzare prin licitațiune publică, se adjudecă asupra unei terțe persoane atunci vânzarea nu mai poate fi considerată ca partiagiu de cât numai în raporturile juridice ale coerezilor între dânșii, iar nici de cum în raportul juridic al tertului adjudecatar de o parte, și coerezii vânzătorii de alta. Prin urmare, adjudecatarul nu poate invoca în favorul lui efectul declarativ al partiagiului, de oarece în privința lui adjudecățiunea n'a fost decât o adevărată vânzare. Astfel fiind, adjudecatarul neputând avea asupra imobilului cumpărat mai multe drepturi de cât avea și vânzătorii săi (coerezii), ipoteca constituită de unul din coerezi pentru partea sa sucesorală continuă a greva imobilul chiar după ce a intrat în patrimoniul adjudecatarului în urma licitațiunei publice ținută pentru esirea din indiviziune a coerezilor, și adjudecatarul nu'l poate degrevă decât purgând ipoteka conform regulilor stabilite de codul civil. Adjudecatarul nu poate invoca nici art. 568 pr. civ. în virtutea

căruia imobilul trece în patrimoniul adjudecatarului liber de ipoteciile constituite de debitorul urmărit, de oare ce acel articol vorbește numai de urmărirea silită, pe când în specie nu avem de cât o vânzare voluntară făcută în formă de licitațiune publică. O dispozițiune atât de excepțională ca aceea a art. 586 pr. civ., nu se poate întinde prin analogie la alte cazuri ce nu sunt prevăzute de însăși termenii articolului, cu atât mai mult că legea spune însăși, prin art. 689 pr. civ., cari dispozițiuni de la urmărirea silită sunt aplicabile la vânzările prin licitațiune ale bunurilor minorilor. (Apel Buc. I, 35, Febr. 11/84, Dr. 29/84).

7. În materie de vânzare imobiliară prin licitațiune dacă adjudecatarul este dator, în termenele regulate de procedura codului civil, să depună prețul adjudecățiunei, sub pedeapsă, la din contra urmare din parte-i, de a vedea anulat de drept licitațiunea, revânzându-se imobilul în socoteala lui, această prescripțiune a legii de procedură civilă nu este de cât aplicațiunea principiului de drept înscris în art. 1020 c. civ. Rezoluțiunea însă a licitațiunei pentru ne-depunerea prețului de către adjudecatar nu are loc când licitațiunea are de scop esirea din indiviziune și adjudecatarul este chiar unul din coerezi; căci coerezele adjudecatar fiind presumpț, în virtutea art. 786 c. civ., că a avut dela început, înainte de licitațiune, proprietatea imobilului adjudecăat asupra-i și că ceilalți copărtași n'au avut niciodată această proprietate, copărtașii n'au acțiunea în rezoluțiune a licitațiunei pentru ne-depunerea prețului din partea coeredelui adjudecatar; legea nu le acordă de cât o creanță garantată printr'un privilegiu special (art. 1741), suficient să conserve drepturile lor. (Apel Buc. III, 88, Mart. 16/87, Dr. 45/87. În acest sens: Apel Buc. III, 58, Apr. 4/85, Dr. 46/85).

8. În virtutea art. 786 partiagiul fiind declarativ, iar nu translativ de proprietate, coerezele asupra căruia se adjudecă un imobil sucesoral este considerat ca și cum ar fi fost singur și de la început proprietarul acelui imobil. Început proprietarul acelui imobil. Deci încă de la deschiderea succesiunei acel coerde fiind proprietar definitiv al imobilului adjudecăat lui, îl poate vinde ori cui, dacă ordonanța de adjudecare a rămas definitivă și dacă în termenul legal nu s'a înscris privilegiul conferit celorlalți coerezi; prin urmare el este în drept a cere prețul convenit de la noul cumpărător. (Trib. Ilfov, III, 23, Mai 25/85, Dr. 58/85; Apel Buc. II, 135, Iunie 18/85, Dr. 58/85).

9. Atunci când se împarte o succesiune, moștenitorul schimbă partea sa



indiviză asupra totului pentru o proprietate exclusivă asupra unuia sau mai multor obiecte; schimbul fiind translativ de proprietate și împărțeala e translativă de proprietate. Însă legiuitorul, pentru a face ca fiecare erede să primească, în fapt, partea sa de moștenire, ca unul să nu poată frusta pe ceilalți prin constituire de ipotecă și înstrăinări în timpul cât ține indiviziunea, a admis principiul declarativ al împărțelei, principiu introdus în legislațiunea franceză de legiști, pentru a lovi în feudalitate. După acest principiu, fiecare copărtaș e socotit că a primit de la mort sau de la lege obiectele care compun lotul său sau care i-au căzut prin licitațiune; deci el se consideră că nu a primit nimic de la copartageanții săi. O urmare a principiului declarativ este ca împărțeala să nu fie supusă acțiunii în rezoluțiune, pentru că fundamentul acestei acțiuni este ca obligațiunea unei părți să servească de condițiune obligațiunii părții celeilalte, și întru cât un moștenitor e socotit că nu primește nimic dela comostenitorul său, apoi între ei nu e nici o contractare. Însă legiuitorul a creat ficțiunea principiului declarativ numai pentru a garanta de fapt egalitatea între eredi; el nu a admis toate consecințele acestui principiu; așa, n'a înlăturat cu totul principiul translativ al împărțelei, din contră l-a aplicat când acest principiu a venit în apărarea eredilor, căci a acordat acestora acțiunea în garanție și privilegiul prescris la art. 1711, drepturi care decurg dintr-un contract comutativ (vânzare sau schimb). Dacă n'a acordat și acțiunea în rezoluțiune este pentru că, această acțiune utilă la vânzări nu poate fi utilă la împărțeală: când un cumpărător nu plătește prețul este natural că vânzarea să se anuleze și vânzătorul să-și ia lucrul înapoi, cu aceasta totul se sfârșește; dar când un copărtaș nu plătește suma de bani ce datorește pentru egalizarea loturilor, dacă s'ar admite rezoluțiunea împărțelei s'ar ajunge din nou la starea de indiviziune, adică la o stare de lucruri pe care legea nu o voește; și apoi nimic n'ar fi sfârșit, din contră, împărțeala ar trebui să reînceapă din capăt; prin urmare eră natural ca legea să acorde numai dreptul de a sili pe copărtaș la executarea împărțelei și să refuze dreptul de a o desființa. Această rațiune bună pentru a refuza acțiunea în rezoluțiune contra împărțelei când se face în natură, nu este tot astfel și când un moștenitor cumpără la licitațiune un imobil care se vinde pentru eșire din indiviziune: dreptul de a revinde imobilul în socoteala moștenitorului adjudecatar care n'a plătit prețul, nu este o reîntoarcere

la starea de indiviziune, ci este o continuare a împărțelei. Prin urmare, dacă dreptul de a revinde n'ar exista în puterea unei dispozițiuni a legii, ar trebui să existe prin deducțiune din principiile care cărmuiesc materia: în adevăr, legiuitorul a voit ca un moștenitor să nu frusteze pe ceilalți, de aceea a admis ca regulă, împărțeala declarativă și apoi acțiunea în garanție cu privilegiul de la art. 1741, care sunt aplicări a împărțelei translativ; așa fiind, dacă n'ar exista dreptul de revindere, moștenitorul adjudecatar ar culege veniturile imobilelor cumpărate la licitațiune, ar trăgână împărțeala ani întregi cu felurite testațiuni, și comostenitorii săi ar fi lipsiți de mijloacele de existență, nepunându-l urmări până după lichidarea definitivă (pentru că nu s'ar ști lămurit suma ce li se cuvine). Aceasta s'ar întâmpla când succesiunea ar cuprinde numai imobile, sau când mobilele au fost de mică valoare ori s'au vândut pentru plata datorilor. Deci dreptul de revindere trebuie acordat pentru aceiași rațiuni pentru care s'a acordat acțiunea în garanție și privilegiul art. 1741, dedus ca și acesta din principiul translativ al împărțelei combinat cu principiul că un moștenitor să nu frusteze pe comostenitorii săi. (Apel Iași, II, Oct. 4/90, Dr. 67/90).

**10.** Conform principiilor generale de drept, succesiunea unei persoane este divizibilă și fiecare erede dobândește, din momentul morții autorului comun, un drept distinct de al coeredelui său, și nici o dispoziție din lege nu autoriză pe unii eredi să se îmbrace, fără mandat cu drepturile coeredelui său și să le exercite în contra terților. Astfel, dacă vocația la întreaga succesiune a unui erede îi conferă dreptul de a beneficia de toată succesiunea, în caz de renunțare a coerezilor săi sau în caz de prescripție a dreptului lor de moștenire, aceasta însă nu-l poate îndreptăți să se prevaleze fără mandat de drepturile lor, când un terțiu a dobândit în mod legal un drept de proprietate asupra părții din succesiune, cuvenită unui erede, care a renunțat sau al cărui drept s'a prescris. (Cas. I, 315, 1904, B. p. 945).

**11.** Fiecare din comostenitorii în indiviziune are drept de a se opune la urmărirea și vânzarea părții indivize a unuia din comostenitori, de oarece, dacă n'ar avea acest drept, s'ar putea întâmpla ca toate imobilele, ce s'ar urmări și vinde, să nu cază în lotul eredelui debitor și prin aceasta urmărirea și vânzarea părții indivize a unui coerede ar deveni iluzorie. (Cas. I, 384, 904, B. p. 1223).

**12.** Prin facerea împărțelii, după art. 786 c. civ., fiecare coerede este prezu-

mat că a moștenit singur și imediat toate bunurile succesiunii care compun partea sa, sau care i-au căzut prin licitație și că n'a fost niciodată proprietar pe celelalte bunuri ale succesiunii. Prin urmare, înstrăinarea unui bun din succesiune, iar nu a porțiunii indivize, de către un coerede, nu este valabilă. (Cas. I, 192/904. B. p. 576).

**13.** Comoștenitorului adjudecatar nu se aplică art. 551 și 552 proc. civ., căci ar fi a împiedeca de cele mai multe ori pe moștenitori de a mai deveni adjudecatarii imobilelor succesoriale, îngreunând partagiul, contravenind spiritul legii, care vede cu ochi răi starea de indiviziune, precum și tradițiunii vechei noastre legislațiuni, care acordă dreptul de protimisis rudelor răzase și la vânzarea bunurilor indivize și pe lângă aceasta, ar avea de consecință și vânzarea în compt. ceea ce ar alcătui o flagrantă călcare a art. 786 c. civ., pe care, nici marea majoritate a autorilor, nici jurisprudența, nu o admit. (Trib. Ilfov Not. Dr. 24/905).

**14.** În materie de vânzare imobiliară prin licitație publică, dreptul de revindere, în compt. adjudecatarului pentru nedepunerea prețului, se întemeiază pe condițiunea rezolutorie tacită, subînțeleasă în contractele sinagmatiche. În virtutea principiului declarativ al împărțeții, stabilit prin art. 786 c. civ., comoștenitorii neținând dreptul lor unii dela alții, ci dela defunct ori dela lege, și aceasta din chiar momentul deschiderii succesiunii, condițiunea rezolutorie nu-și poate avea locul în materie de esire din indiviziune, așa că contestatorul nu are acțiune în rezoluțiunea pentru neplata prețului, sau a sulței, ce i se datorește spre a se egală loturile. De aci rezultă că legea, asimilând în totul licitațiunea cu împărțeala, și aplicându-se efectele declarative ale acesteia, urmează că, atunci când adjudecatarul unui imobil comun este unul din comoștenitori, nu e posibilă rezoluțiunea tacită, și deci, revinderea în compt. adjudecatarului din cauza nedepunerii prețului. (Apel Buc. I, C. Jud. 36, 906).

**15.** Unul dintre coerezi afalați în indiviziune poate să intenteze singur acțiune contra unui tert care a uzurpat averea succesorală spre a-și conserva porțiunea sa ereditară din acea avere. (Cas. I 165 din 25 Aprilie 1908. Bul. p. 650; In acelaș sens: Cas. I, 48 din 18 Ian. 1913. Jur. Rom. 10/913; Curier Jud. 21/913 și 50/914; Judec. ocol Bâra-Roman, 13 din 31 Ian. 1924. Jur. Gen. 1924. No. 442).

**16.** Art. 786 din codul civil, care se ocupă de efectele împărțeții, prevede că fiecare coerede este prezumpt că a

moștenit singur și imediat toate bunurile cari compun partea sa sau cari i-au cauzat prin licitațiune și că n'a fost niciodată proprietar pe celelalte bunuri ale succesiunii.

Că, de aci rezultă ca primă consecință practică a principiului retroactivității partagiului înscris în acest articol este că dispar ipotecile, înstrăinările și constituiri de drepturi reale, stabilite în timpul indiviziunii de către un erede asupra imobilului succesoral care nu face parte din lotul său, în urma împărțeții, și că, prin urmare, drepturile concesate sunt menținute dacă imobilul este atribuit aceluia care le-a constituit. (Cas. I, 202 din 6 Mai 1909, B. p. 544, Curier Jud. 66/909).

**17.** Principiul rezoluțiunii înstrăinărilor constituite de un comoștenitor asupra unor bunuri succesoriale ce nu cad prin împărțeală în lotul său, rezultând din efectul declarativ de proprietate al împărțeții, înscris în art. 786 din codul civil, nu este aplicabil când este vorba de o înstrăinare a părții indivize dintr'un bun care singur face obiectul diviziunii, în care comoștenitorul sau coproprietarul primește partea sa prin împărțeală, de oare ce asupra acestei părți înstrăinarea consimțită de comoștenitor se consolidează ca pe un bun ce a căzut în lotul său și pe care este presupus a fi fost singur proprietar încă dela început. (Trib. Tutova 17 Mart. 1909, Dr. 15/910, p. 121).

**18.** Dreptul de proprietate al unui comoștenitor asupra bunurilor căzute în lotul său, stabilindu-se numai prin partaj în baza art. 786 c. civ., urmează că până la împărțeală nici unui dintre moștenitori nu poate intenta contra unui comoștenitor al său care a făcut acte de posesiune de cât o acțiune de partaj iar nu în revendicare. (Trib. Tutova 26 Mai 1909. Dreptul 41/910; In acelaș sens: Cas. I, 482 din 28 Sept. 1910. Jurisprudența 34/910; Judec. ocol rural Ștefănești-Botoșani, Curier Jud. 69/913; Judec. ocol I Balș-Romanați, 11 Iunie 1913. Curier Jud. 70/913).

**19.** Indiviziunea fiind starea în care se găsește coproprietarii unui bun, ale căror drepturi nu sunt încă lichidate, de aci rezultă că în timpul stării de indiviziune asupra unui imobil, fiecare copărtas este presupus proprietarul și posesorul fiecărei părțicele din imobilul indiviz.

Prin urmare, unul dintre proprietarii indivizi nu poate dispune în mod valabil în propriul său folos de imobilul indiviz sau de o parte din el, fără consimțământul celorlalți proprietari. (Cas. I, 417 din 4 Nov. 1909. Jurispr. 38/909; Dreptul 1/910).

**20.** Fiecare erede fiind prezumpt că



a moștenit singur și imediat toate bunurile cari compun partea sa, sau cari i-au căzut prin licitație, și că nu a fost nici odată proprietar pe celelalte bunuri ale succesiunii, urmează că înstrăinarea unui bun al succesiunii s'au grevarea lui cu un drept real ca ipotecă, servitute, etc., consimțită de unul singur dintre coerezi, este valabilă numai dacă în urma împărțelii bunul înstrăinat a căzut în lotul aceluia coerede. (Cas. I, 5 Oct. 1911, B. p. 1178. În acelaș sens: Trib. Gorj 363/915. Curier Jud. 47/916; Judec. ocol II, C. Lung, 22 Dec. 1920. Curier Jud. 9/921; Trib. Dorohoi 214 din 3 Aug. 1920. Jur. Gen. 1923, No. 1407. Trib. Dorohoi, 3 Oct. 1922, Dreptul 15/923. Pand. Rom. 1923, III, 92; Cas. II, 302 din 15 Iun. 1923. Jur. Rom. 15-16/923, Dreptul 30/923; Pand. Rom. 1924, I, 8. Curier Jud. 1/924, Jur. Gen. 1923, No. 980; Trib. Dorohoi 73 din 6 Mart. 1923. Jur. Gen. 1924, No. 277; Trib. Ilfov s. III, 1084 din 8 Oct. 1924. Jur. Gen. 1924, No. 2184).

**21.** Dispozițiunile codului de procedură, după care atunci când adjudecatarul definitiv nu depune prețul în termenul prevăzut de lege, imobilul adjudecat se scoate din nou în vânzare în contul său nu se aplică și la vânzarea de imobile ordonată pentru eșire din indiviziune, când adjudecatarul definitiv este chiar unul dintre comoștenitori, de oarece în asemenea caz, adjudecarea nu constituie o vânzare ci un partaj, ea fiind o operațiune de împărțea și având drept scop de a pune capăt indiviziunii. (C. Apel Buc. s. I, 56/911. Curier Jud. 14/912; C. Apel Buc. s. IV, 210 din 23 Iunie 1923. Jur. Gen. 1924, No. 164).

**22.** Din momentul ce un minor a cerut anularea unei vânzări ca fiind făcută în timpul minorității sale, fără observarea formelor legale, de aci reiese că el a cerut nulitatea vânzării numai pentru partea sa indiviză; tribunalul săvârșește deci un exces de putere când anulează vânzarea și pentru părțile celorlalți vânzători majori. (Cas. s. I, 435/912. Curier Jud. 63/912).

**23.** Din principiile generale rezultă că succesiunea unei persoane este divizibilă și fiecare erede dobândește, din momentul morții autorului comun, un drept distinct de al coheredului său. Nici o dispozițiune din lege nu autoriză pe un erede să se îmbrace, fără mandat, cu drepturile coerezilor săi și să le exercite contra terțiilor.

Că, dacă vocațiunea unui herede la întreaga succesiune îi conferă dreptul de a beneficia de toată succesiunea în caz de renunțare a coerezilor săi sau de prescripțiune a dreptului lor de moștenire, aceasta însă nu-l poate îndreptăți de a se prevala fără mandat de drepturile lor pentru a reclama în

treaga avere succesorală dela un terțiu, de oarece un drept eventual nu poate servi de bază unei acțiuni în revendicare.

Prin urmare, instanța de fond violează principiile sus arătate când admite o acțiune pentru revendicarea întregii averi succesorale deși petiționara nu eră singura moștenitoare și partajul succesiunii nu eră făcut. (Cas. I, 598/912. Curier Jud. 75/912; În acelaș sens: Judec. ocol I, Bals-Romanați, 11 Iunie 913. Curier Jud. 70/913; Cas. I, 515 din 24 Sept. 1913. Curier Jud. 71/913. Trib. Bacău, s. I, 121, din 16 Iunie 1922. Dreptul 35/922, Pand. Rom. 1923, III, 22).

**24.** Cu toate că potrivit dispozițiilor art. 1060 codul civil, creanțele se divid deplin drept între succesori din momentul morții lui de cujus, totuși aceste dispozițiuni nu-și pot avea aplicarea și în cazul când între moștenitori a intervenit un act de împărțea voluntară, de oarece în acest caz potrivit art. 786 cod. civil, fiecare comoștenitor este prezumpt că a moștenit singur toate bunurile cari compun partea sa prin efectul declarativ al împărțelii. (Jud. Oc. Călărăși, Dr. 27/913. p. 215).

**25.** Instanța de fond comite exces de putere și violează dispozițiile codului civil și cele de procedură civilă când anulează pe cale principală o ordonanță de adjudecare dată pentru eșirea din indiviziune, pentru motivul că adjudecatarul nu a depus de cât jumătate din acel pret, adică partea cuvenită comoștenitorului său, în cazul când adjudecatarul este chiar unul dintre comoștenitori. (Cas. I, 37 din 16 Ian. 1913. Jur. Rom. 11/913 și Curier Jud. 49/914).

**26.** Împărțea fiind declarativă iar nu translativă de drepturi, este opozabilă terțiilor, independent de formalitatea transcripției actului care o constată. (Cas. I, 261 din 29 Mart. 1913. Jur. Rom. 19/913).

**27.** Fiecare erede având din chiar momentul deschiderei succesiunii un drept diviz și distinct de al coheredului său, el nu poate revendica de la un terț mai mult de cât partea sa ereditară în succesiune. (Cas. I, 413/914. Curier Jud. 7/915. În acelaș sens: Cas. I, 418/914. Curier Jud. 7/915; Cas. I, 399, 914. Curier Jud. 13/915; Cas. I, 464/914. Curier Jud. 28/915. Jur. Rom. 1924 p. 685; Cas. I, 130 din 22 Febr. 1916. Curier Jud. 19/916; Cas. I, 590 din 29 Nov. 920. Jur. Rom. 16-17/921. Pand. Rom. 1923, I, 37; Cas. I, 264 din 29 Mart. 1921. Jur. Rom. 23/921; Jur. Gen. 1923, No. 1296. Trib. Ilfov s. III, 1084 din 8 Oct. 1924. Jur. Gen. 1924, No. 2184).

**28.** Când instanța de fond constată, că este deja stabilit judecătorește că

printr'un act de vânzare s'a vândut un drept indiviz, iar nu un bun determinat, asupra acestei chestiuni există autoritate de lucru judecat. Când de asemenea instanța de fond constată că cumpărătorul unui drept indiviz nu a renunțat la dreptul său, care este o chestiune de fapt, în asemenea caz aceea instanță n'a violat nici un text de lege când a rezervat cumpărătorului dreptul să execute actul de vânzare după ce prin eșire din indiviziune se va alege partea vânzătorului, întrucât dreptul cumpărătorului de a executa actul de vânzare este indiferent de rezerva făcută prin hotărîrea instanței de fond. (Cas. II decizia civilă No. 245, din 19 Decembrie 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 217).

**29.** Un contract de locațiune a unui imobil, aflat în indiviziune sau a unei părți din acel imobil, nu poate fi făcut de către un singur coproprietar, fără consimțământul celorlalți, aceștia putând cere anularea unui astfel de contract, care nu-i privește, de oare ce în starea de indiviziune fiecare coproprietar are, în principiu, un drept asupra întregului și asupra fiecărei părți din lucrurile ce sunt în coproprietate indiviză, aceste drepturi coexistând și putându-se exercita, în acelaș timp, de către coproprietari pe fiecare părțică din lucrurile ce formează patrimoniul comun, neputându-se exclude unele pe altele. (Cas. I, 13/916. Curier Jud. 28/916 și Jur. Rom. 12/916; In acelaș sens: Trib. Romanai s. I, 113 din 16 Dec. 1918. Curier Jud. 2-3, 1920; Cas. I, 241 din 9 Iunie 1920, Jur. Rom. 18/920, Curier Jud. 61-62/920; Cas. I, 417 din 4 Nov. 1909. Dreptul 1/910; Trib. Bacău s. II 183 din 27 Oct. 1920. Curier Jud. 31/922, Pand. Rom. 1923, III, 38; Jur. Gen. 1924, No. 552; Trib. Constanța s. II, 299 din 17 Oct. 921, Pand. Rom. 1924, III, 65; Trib. Dorohoi 80 din 6 Mart. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 981; Trib. R.-Sărat 242 din 27 Mart. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 1062; Judec. ocol Dorohoi 124 din 11 Iunie 1923, Jur. Gen. 1923, No. 1859).

**30.** Acțiunea pentru împărțea unei succesiuni, fiind exercițiul dreptului de moștenitor, cumpărătorul unui bun cert și determinat de la unul din comostenitori, nu are calitatea de moștenitor, cu alte cuvinte nu are vocațiune cu titlu universal la succesiune spre a putea cere partajul acelei succesiuni. (Cas. I, 234 din 25 Aprilie 1916. Jur. Rom. 24/916).

**31.** Indiviziunea folosind de o potrivă codevălmașilor fie care din ei are a se bucura în mod egal de bunul comun. Prin urmare, tăierea lemnelor dintr'o proprietate aflată în indiviziune fără știrea și voia celorlalți coproprietari, constituie delictul de furt, întru-

cât acel bun aparține în o măsură și celorlalți coproprietari. (Cas. II, 41 din 26 Ian. 1920. Jur. Rom. 9/920, Pand. Rom. 1922, III, 8; Trib. Dâmbovița s. II, 2640 din 13 Dec. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 287).

**32.** Indată ce împărțea s'a efectuat, comostenitorii nu mai au dreptul să revendice în comun prin aceeași acțiune bunul împărțit care se deține de către un tert, ci fiecare dintre ei este obligat să acționeze separat pe tertul deținător pentru porțiunea căzută în lotul său. (Trib. Dorohoi 286 din 18 Oct. 1920, Jur. Gen. 1923, No. 1488).

**33.** Contractul de locațiune încheiat de către unul din proprietari în indiviziune asupra părții sale indivize, nu poate fi opozabil celorlalți coproprietari, cari pot cere anularea contractului de locație față de locatar, chiar pentru partea locatarului, de oare ce atâta timp cât durează starea de indiviziune, fiecare dintre coproprietari are un drept indiviz asupra fiecăreia din părțile lucrului comun și dacă unul din coproprietari ar putea da o parte a lucrului comun cu chirie sau în arendă ar rezultă ca să confere chirieșului sau arendașului folosința asupra unei părți a lucrului care nu-i aparține, fiindcă locatarul nu se putea folosi de partea indiviză a locatarului fără a se folosi în acelaș timp și de partea care aparține celorlalți coproprietari. (C. Apel Iași s. I, 39 din 13 Aprilie 1921. Dreptul 33/921).

**34.** În timpul cât durează indiviziunea, un coproprietar nu poate să exercite o posesiune exclusivă asupra bunului indiviz, ci toți coproprietarii au dreptul la posesiunea indiviză și de a se folosi în proporție cu dreptul celor are fiecare. (C. Apel Iași, 15 Iunie 1921. Dreptul 5/922).

**35.** Comostenitorul, devenind prin adjudecare proprietar al unui imobil succesoral, este reputat, prin ficțiunea legii, că a fost proprietarul lui încă din momentul deschiderii succesiunii, că-și deține drepturile de la defunct și că nu dobândește nimic dela comostenitorii săi.

Așă dar din moment ce efectul vânzării prin licitație, când adjudecatorul este un comostenitor, este o împărțea, nu o vânzare propriu zisă e evident că nu mai poate fi vorba de preț și deci nici de acțiune în rezoluție pentru neplata lui. (C. Apel Buc. s. I, 257 din 20 Dec. 1921. Pand. Rom. 1924, II, 1).

**36.** Întrucât adjudecarea pentru ieșire din indiviziune este una din principalele operații ale partajului, căreia nu i se poate aplica clauza rezolutorie tacită pentru nedepunerea prețului, în cazul când adjudecatorul este unul dintre comostenitori, ea nu i se poate



aplică nici pentru neplata taxelor de înregistrare, mai ales că nici un text de lege nu prevede un termen fatal în-lăuntrul căruia ele trebuiesc depuse. (C. Apel Buc. s. I, 257 din 20 Dec. 1921, Pand. Rom. 1924, II, 1).

**37.** Deși conform principiului pus în art. 786 c. civ., partajul este declarativ de proprietate și legea asimilează licitația cu împărțeala, când adjudecatarul este un comostenitor, însă acest principiu nu este decât o ficțiune — originară din dr. vechiu francez — creată pentru a apăra pe comostenitorul dobânditor al imobilului de drepturile fiseului și a consolida în același timp proprietatea bunului care iese din indiviziune, anihilând drepturile reale constituite în timpul indiviziunii de ceilalți moștenitori și evitând acțiunile recursorii între moștenitori. Ori acest articol reglementează situația moștenitorilor față cu terții; între moștenitori realitatea este cu totul alta și aceasta este atât de adevărat, încât cu tot principiul din art. 786 c. civ., în art. 787 legea civilă stabilește obligațiunea de garanție în sarcina coerezilor, deasemenea art. 1737 și 1741 c. civ., creiază un drept de privilegiu în favoarea coerezilor; — toate acestea nu ar fi de înțeles dacă în realitate partajul în raporturile dintre moștenitori nu ar prezenta caracterul unui act translativ și sinalagmatic. Totuși legea nu și consideră împărțeala ca un contract sinalagmatic, comostenitorii nu sunt presupuși că dețin drepturile lor unii dela alții, ci de la lege, — condiția rezolutorie tacită nu poate deci să aibă loc. Cu toate acestea, realitatea lucrurilor e atât de puternică, încât întreaga doctrină recunoaște că nimic nu ar împiedica pe părți de a stipula printr'un pact comisoriu expres rezoluția împărțelei sau a licitației, în cazul când una din părți nu și-ar îndeplini obligațiunile sale.

Prin urmare, ceea ce ar putea face părțile, pentru motive de echitate și de ordin practic, o face legiuitorul, când prin art. 689 și 696 pr. civ., declară comune și secțiunii VI articolele 553-554, care organizează vânzarea în compt și introduce astfel condiția rezolutorie expresă în licitațiunea pentru ieșirea din indiviziune, fără a face nici o distincțiune.

Intr'adevăr art. 698 pr. civ., din aceiași secție VI admite dreptul de supralicitatie fără nici o distincțiune, dacă adjudecatarul este străin sau un comostenitor, ceea ce denotă că nu este suficient ca un comostenitor să devie numai adjudecatar spre a se spune că licitația e împărțeală, care nu face de cât să determine lotul moștenitorului adjudecatar, ci se mai cere ca moștenitorul să și rămâe adjudecatar. După

cum adjudecarea provizorie e sub condiție rezolutorie ca în termen de 8 zile să nu ofere cineva un preț cu a zecea parte mai mult peste prețul adjudecării, condiție care dacă se îndeplinește dreptul adjudecatarului provizoriu dispore cu efect retroactiv, tot astfel și adjudecarea definitivă e sub condițiunea rezolutorie a depunerii prețului în termenul de 1 lună, condiție care dacă se îndeplinește are același efect, și aceasta e atât de adevărat în cât art. 553 pr. civ., prevede că trib. chiar din oficiu poate să scoată bunul din nou în vânzare, dacă nu se depune prețul.

Așa dar dispozițiunile art. 696-698, 551 și 553 pr. civ., se pot concilia cu principiul pus în art. 786 c. civ. (C. Apel Iași s. I, 131 din 8 Dec. 1922, Jur. Gen. 1923, No. 874, Curier Jud. 31/923).

**38.** Este necontestat că un coindivizar sau parte din ei nu pot face asupra bunului comun acte de dispoziție sau de administrație. Și rațiunea o găsim în însăși natura acestor acte. Prin actul de dispoziție, în genere, se transmite proprietatea bunului; prin actul de administrație, în genere, se trece folosința lucrurilor asupra altor persoane. Și într'un caz și în altul coindivizul, care n'a luat parte la act, ar avea de suferit după urma actului făcut, când acesta se execută. De aceea actul nu se poate face decât de toți împreună.

Nu tot astfel este cu actul de conservare. El tinde la păstrarea unui drept. Coindivizionarii, cari n'au cerut acest act, n'ar fi lezați prin actul de conservare. Din contră, a aștepta ca toți împreună să lucreze, înseamnă că, din cauza neglijenței sau relei voințe a unora, să sufere coindivizionarul diligent. Rezultă deci că coindivizionarul poate face singur un act de conservare. Un exemplu găsim în exercitarea acțiunilor posesorii. Acțiunea posesorie este un act de conservare. Un comunist o poate exercita singur contra terților turburători, fără a mai fi nevoie de concursul celorlalți. Și această din cauză că acțiunea posesorie are un caracter conservator.

Prin urmare, intimații puteau să ceară singuri ca apelantul să fie împiedecat să taie pădurea, pentru a se marca cei 8000 arbori rezervați. — această măsură fiind un act de conservare. (Trib. Dolj III, sent. civilă 312-922, Jur. Gen. 1923, No. 1316).

**39.** Un comostenitor poate să opună acțiunei în revendicare a unui cumpărător de bunuri determinate de la un alt comostenitor, lipsa de împărțeală între aceștia. În adevăr, din cauza lipsei partajului, drepturile comostenitorilor fiind indivize, ele nu se puteau transmite diviz.

Comoștenitorul vânzător însă nu poate opune cumpărătorului lipsa de împărțeală. Obligația sa este de a menține transmisiunea proprietății vândute, nu de a dărâma.

Această obligație o are și fiica vânzătorului, care ca succesoare a acestuia, nu poate avea mai multe drepturi decât autorul ei. (Trib. Teleorman s. I. Jurnal 7526/924. Jur. Gen. 1924. No. 2246).

40. Dreptul de revindere în comptul adjudecatarului a unui imobil, pentru nedepunerea prețului, nu este de cât aplicațiunea în materie de licitațiune a condițiunei rezolutorii subînțeleasă în toate contractele sinalagmatic. Caracterul atribuit de lege tuturor actelor cari au de scop de a pune capăt indiviziunei între moștenitori, exclude această aplicațiune în materie de împărțeală prin licitațiune, de oarece în virtutea principiului stabilit de art. 786 codul civil, moștenitorul adjudecatar deține imobilul adjudecat asupra sa, dela defunct, în virtutea dreptului

său de moștenire, iar nici de cum de la copărtași și în virtutea unui contract.

Așa dar, nefiind vorba de vânzare, de mutațiune de proprietate și de preț, nu poate avea loc în asemenea caz nici rezoluțiunea pentru neplata prețului, prin urmare, nici vânzarea în comptul adjudecatarului. (Cas. II, 407 din 8 Oct. 1924. Jur. Rom. 3/925).

41. Instrăinarea unui bun al succesiunei făcută de un copărtaş în timpul indiviziunei, este lovită de o nulitate absolută de oarece, de câte ori bunul instrăinat n'a căzut în lotul moștenitorului care l-a instrăinat, acest din urmă se consideră, în baza ficțiunei statornicită de art. 786 c. civ., că n-a fost niciodată proprietarul bunului instrăinat. (Judec. ocol. rural Calafat, 25 Sept. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 121).

42. A se vede: art. 644 cu nota 16; art. 653 cu notele 7, 23; art. 728 cu notele 6, 17, 20; art. 729 cu nota 35; art. 748 cu nota 3; art. 1411 cu notele 6, 8, 10; art. 1420 cu nota 34.

**Art. 787.** — Coerezii sunt datori garanți unul către altul numai despre turburările și evicțiunile <sup>1)</sup> ce proced dintr'o cauză anterioară împărțelei.

Garanția încetează când o evicțiune a fost exceptată anume, printr'o clauză expresă a actului de împărțeală, sau când evicțiunea a fost cauzată din greșala eredelui. (Civ. 788, 1337 urm., 1351, 1737 § 3, 1741; Civ. Fr. 884).

*Text. fr. Art. 884.* — Les cohéritiers demeurent respectivement garants, les uns envers les autres, des troubles et évictions seulement qui procèdent d'une cause antérieure au partage.

La garantie n'a pas lieu, si l'espèce d'éviction soufferte a été exceptée par une clause particulière et expresse de l'acte de partage; elle cesse, si c'est par sa faute que le cohéritier souffre l'éviction.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 569-573, 659;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 4459, 4461, 4462, 4464-4466, 4468-4470, 4472, 4473, 4475-4481, 4488, 4490, 4491, 4491 bis, 4677;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 458, 461, 851, 853; ed. 1-a, III, p. 455, 491, 499, 510, 564, 565, 566, 570, 589;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 2138 urm.; *Suppl. Successions*, 1385 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 226 bis, II și III; 227 bis, I; 228 bis, IV;  
 DEMOLOMBE, XVII, 330, 333-338, 341-343, 346, 347 urm., 351, 354, 355, 367;  
 DURANTON, VII, 532;  
 HUC, V, 452-455, 457, 458;  
 LAURENT, X, 437-439, 442-445, 451, 454-456;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1826-1828, 1834, 1835, 1839, 1842, 1848;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2768 urm., 2962 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 237 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 3-a, No. 2411 urm.

1) Asupra evicțiunei, a se vede art. 1337 Cod. Civil.



## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 698, 809, 811 urm., 823, 824, 835 nota, 857, 879; (IX, p. 530; X, p. 495, 496, 528); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 195;
- CANTACUZINO MATEI, p. 267;
- CERBAN AL., *Nota sub. C. Apel Iași s. I*, 131 din 8 Dec. 922. *Curier Jud.* 31/923;
- CONSTANTINESCU JAC. N., *Nota sub. C. Apel Galați s. I*, 175 din 3 Oct. 923. *Pand. Rom.* 1924, II, 151;
- GEORGEAN N., *Nota sub. Cas. II*, 25 din 24 Mai 1920. *Pand. Rom.* 1924, I, 22;
- IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 74;
- NAGU, II, p. 217.

## Jurisprudență.

1. Vânzătorul, sau coeredele, nu poate fi tras la răspundere pentru evicțiune, decât când cumpărătorul sau coeredele a pierdut definitiv obiectul evins. (Cas. I, 266/Iun. 27/83, B. p. 682).

2. În principiu, erezii sunt responsabili unul către altul pentru veri-ce turburare de drept ce s'ar aduce la pacinica folosință a lor, când cauza evicțiunii și turburării se urcă la o epocă înainte de împărțeală; și fiecare din erezi este personal obligat, în proporțiune cu partea sa ereditară, a despăgubi pe coeredele său de paguba ce a suferit din cauza unei atari evicțiuni. Această obligațiune de garanție încetează însă de a exista, ori de câte ori evicțiunea este rezultatul unei greșeli imputabile coeredelui. Astfel, se consideră ca o greșeală faptul eredelui de a nu chema în garanție pe coeredele său în procesul de hotărnicie prin care i se revendică lotul său, și de a nu pune concluziuni formale în contra vecinilor la instanța chemată a determina care sunt părțile de pământ și a fixa hotarele respective ale moșiei fie cărui proprietar. (Apel Buc. II, 563, Nov. 2/82, *Dr.* 18/83).

3. Eredele sau cumpărătorul, care a

fost evins de un terțiu din posesia unui imobil determinat, căzută în lotul său, sau cumpărat dela vânzător, nu poate avea contra coerezilor săi sau contra vânzătorului de cât o acțiune personală, în despăgubirea imobilului de care a fost evins, iar nu o acțiune reală. (Cas. I, 112/94, B. p. 253).

4. Răspunderea comostenitorilor unul față de altul pentru egalitatea loturilor, nu se întemeiază pe dreptul rezultând din principiu că nimeni nu se poate îmbogăți pe nedrept în dauna altuia, ci își găsește temeiul în art. 787, potrivit căruia coerezii sunt datori garanții unul către altul numai pentru turburările și evicțiunile ce proced dintr-o cauză anterioară împărțelei. (Trib. Vaslui. *Dr.* 38/913, p. 302).

5. Garanția ce o are comostenitorul atunci când i se atribue un bun succesoral, fie prin partagiul, fie prin licitație, este o garanție specială, care se exercită asupra celorlalți copărtași, când lotul său este știrbit, astfel că în principiu acțiunea în garanție nu se poate exercita de cât după ce copărtașul a suferit turburarea, simpla temere a unei evicțiuni sau a unei turburări neputând da în genere loc la acțiunea în garanție. (Trib. Vaslui. *Dr.* 38/913, p. 302).

**Art. 788.** — Fiecare din erezi este obligat, în proporțiune cu partea sa ereditară, a despăgubi pe coeredele său de paguba ce a suferit din cauza evicțiunii.

Când unul din coerezi va fi insolubil, partea ce el este dator a contribui se va împărți între eredele garantat, și între ceilalți coerezi. (Civ. 779, 787, 789, 1737 § 3, 1741; Civ. Fr. 885).

*Text. fr. Art. 885.* — Chacun des cohéritiers est personnellement obligé en proportion de sa part héréditaire, d'indemniser son cohéritier de la perte que lui a causée l'éviction.

Si l'un des cohéritiers se trouve insolvable, la portion dont il est tenu doit être également répartie entre le garanti et tous les cohéritiers solvables.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 571, 572;
- BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 4482 bis, 4483-4485, 4493, 4494;
- COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 853; ed. 1-a, III, p. 564, 565, 570;
- DALLOZ, *Rép. Successions*, 2138 urm.; *Suppl. Successions*, 1395 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 228 bis, I; 231 bis, IV;  
 DEMOLOMBE, XVII, 359, 360, 363, 364 bis, 371;  
 HUC, V, 456, 459;  
 LAURENT, X, 446, 448, 449, 457;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1850, 1854, 1857;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 239, 240;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2415.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 698, 797 n. 1, 818 urm.; (X, p. 495, 496, 528);  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 195;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 267;  
 NACU, II, p. 217.

#### Jurisprudență.

1. A se vedea art. 787 cu nota 2.

**Art. 789.** — Garanția pentru solvabilitatea debitorului unei rendite durează numai 5 ani dela împărțeală. Această creanță <sup>1)</sup> încetează când nesolvabilitatea a luat naștere în urma împărțelei. (Civ. 779, 788, 1350, 1398; Civ. Fr. 886).

*Text. fr. Art. 886.* — La garantie de la solvabilité du débiteur d'une rente ne peut être exercée que dans les cinq ans qui suivent le partage. Il n'y a pas lieu à garantie à raison de l'insolvabilité du débiteur, quand elle n'est survenue que depuis le partage consommé.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 572;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 4497, 4498, 4500;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 137, 153; ed. 1-a, III, p. 564, 566, 570;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 2176 urm.; *Suppl. Successions*, 1398 urm.;  
 DEMOLOMBE, XVII, 375, 378;  
 HUC, V, 459;  
 LAURENT, X, 457;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1863;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2990 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 240, 241;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2417.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 823 urm.; (XI, p. 183); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 195;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 268, 498;  
 NACU, II, p. 217.

Secțiunea V. — *Despre desființarea sau resciziunea împărțelei.*

**Art. 790.** — Împărțelile pot fi desființate pentru violență sau dol <sup>2)</sup>.

Pentru o simplă omisiune a unui din obiectele succesiunii nu se strică împărțeala; se face numai un supliment de împărțeală pentru obiectul omis. (Civ. 792, 793, 796, 798 urm., 953, 955 urm., 960, 1900; Civ. Fr. 887).

<sup>1)</sup> Din eroare se zice aci „creanță” în loc de „garanție” cum de altfel este și în textul francez.  
<sup>2)</sup> Art. francez corespunzător 887, adaugă: „Il peut aussi y avoir lieu à rescision, lorsqu'un des cohéritiers établit, à son préjudice, une lésion de plus du quart”.



*Text. fr. Art. 887.* — Les partages peuvent être rescindés pour cause de violence ou de dol.

Îl peut aussi y avoir lieu à rescision, lorsqu'un des cohéritiers établit, à son préjudice, une lésion de plus du quart. La simple omission d'un objet de la succession ne donne pas ouverture à l'action en rescision, mais seulement à un supplément à l'acte de partage.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VI, p. 574-577, 585, 586;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 4510-4514, 4588-4590, 4592, 4593, 4597-4599, 4603, 4616, 4617, 4622 urm., 4627, 4628, 4632, 4634, 4635, 4638, 4639, 4641, 4643;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 620, 624, 667;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 73; II, p. 290, 851; ed. 1-a, III, p. 419, 510, 521, 567, 569, 571, 572, 931;  
 DALLOZ, *Rep. Successions*, 2183 urm., 2217; *Suppl. Successions*, 400 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 231 bis, II; 237 bis; 239 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 381, 433, 536, 613, 626, 633, 634, 644, 649 urm.;  
 DEMOLOMBE, XVII, 392 urm., 394, 396, 398, 405, 406, 410, 416, 422, 457, 461, 472, 503 urm., 507, 510, 511;  
 HUC, V, 463;  
 LAURENT, X, 464, 465, 468, 471, 472, 474, 477, 510, 511, 513;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1869-1871, 1882, 1883, 1886, 1895, 1897, 1898, 1902, 1937;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 3018 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 241;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2419, 2421 urm.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 780, 828 n. 4, 829, 830 n. 1, 831 urm., 860, 891; (V. p. 92). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 189; *Observație* sub. Trib. Audenarde (Belgia) 11 Mai 1912. Dreptul 62/1912;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 269;  
 NACU, II, p. 219;  
 PETIT EUGEN, „Codul nostru și eroarea în materie de partaj”, *Curier Jud.* 15/913.

### Jurisprudență.

1. Pentru ca să existe omisiune în sensul art. 790 trebuie neapărat ca omisiunea de la partagiul a lucrului ce se reclamă să fi avut de cauză o eroare, fie de fapt, fie de drept, pentru că legea nu face nici o deosebire între aceste erori. (Trib. Brăila, Nov. 10/83, *Dr.* 10/84).

2. Ne depunerea completă a pretului unei adjudicațiuni a imobilului scos în vânzare pentru partagiul, nu face a se anula partagiul, întru cât conform art. 790 pentru o simplă omisiune partagiul nu se strică, ci se face un supliment de împărțeală pentru suma omisă. (Apel Buc. III, 122, Mai 9/88, *Dr.* 47/88).

3. Din combinațiunea art. 790 c. civ. cu art. 587 pr. civ., rezultă că chiar dacă s'ar constata că în tabloul de ordinea creditorilor defunctului, al cărui imobil s'a vândut pentru efectuarea partagiului, s'au strecurat erori de calcul sau se va fi admis de două ori aceleași creanțe ale adjudecatarului drept preț totuși acest fapt constituind o eroare materială, dânsa nu poate da naștere la anularea partagiului și nici chiar la anularea vânzării, care a fost

unul din mijloacele prin care s'a efectuat partagiul, rămânând celor în drept calea deschisă de a sili pe adjudecatar să complinească prețul, și în urmă să facă între ei un supliment de împărțeală în privința acestei părți de preț care constituie obiectul omis. (Trib. Ilfov, II, 285, Dec. 21/87, *Dr.* 5/88).

4. Partagiul precum și actul de executare pe fața pământului a acestui partagiul, cu toate tranzacțiile făcute de părți, pentru a regulă orice neînțelegeri relative la împărțeală, sunt definitive și nu se pot desființa de cât pentru violență sau dol. (Cas. I, 205/94 B. p. 645).

5. Din dispozițiile art. 790, 744 și 749 din codul civil rezultă că împărțeala făcută conform regulilor prescise de lege este definitivă, și singura cale ce rămâne părților este de a cere un supliment de împărțeală pentru averea omisă. (Cas. I, 250 din 9 Iunie 1908, B. p. 1058 și *Jurisprudența* 20/1908).

6. Art. 790 din codul civil, care se ocupă de cauzele pentru care o împărțeală definitivă poate fi desființată, prevede că pentru o simplă omisiune a unui obiect din succesiune nu se strică o împărțeală definitivă, ci se face nu-

mai un supliment de împărțeală pentru obiectul omis.

Prin urmare, în virtutea efectului devolutiv al apelului, Tribunalul, ca instanță de apel, nu poate să respingă cererea unei părți de a se cuprinde și alte bucăți de pământ în masa de împărțeală, pe simplul motiv că ar fi cazul să se facă un supliment de împărțeală, conform art. 790 din codul civil. (Cas. I, 355 din 25 Apr. 1912, B. p. 654. Curier Jud. 42/912).

7. Dacă potrivit art. 790 c. civ., nu se poate cere desființarea împărțelei pentru simpla omisiune a vre-uneia

din obiectele succesiunii, ci se poate cere un supliment de împărțeală, această dispoziție implică ideea că din eroare comună a comostenitorilor, nu s'a adus la împărțeală întreaga avere.

Atunci când însă un comostenitor, cere a se aduce la împărțeală un bun succesoral cu tot refuzul celorlalți comostenitori, instanțele de fond sunt obligate a se pronunța asupra acestui incident al partajului neputându-se admite — și în această ipoteză facerea unui partaj suplimentar pentru obiectele omise. (Cas. I, 1050 din 23 Oct. 922. Jur. Rom. 3/1923).

**Art. 791.** — Orice act, sub orice titlu, în urma cărui a încetat indiviziunea între erezi, este supus la acțiunea de resciziune din articolul precedent.

După împărțeală, sau după actul care îi ține locul, acțiunea de resciziune nu mai este admisă în contra tranzacțiunii făcute asupra dificultăților reale, ce prezintă primul act, chiar când nu ar fi fost proces început asupra obiectului tranzacțiunii. (Civ. 790, 1704, 1705 urm., 1711 urm.; Civ. Fr. 888).

*Text. fr. Art. 888.* — L'action en rescision est admise contre tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, encore qu'il fût qualifié de vente, d'échange et de transaction, ou de toute autre manière.

Mais après le partage, ou l'acte qui en tient lieu, l'action en rescision n'est plus admissible contre la transaction faite sur les difficultés réelles que presentait le premier acte, même quand il n'y aurait pas eu à ce sujet de procès commencé.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, II, p. 409; IV, p. 573; V, p. 432; VI, p. 578, 579, 581, 583, 584;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 4540, 4541, 4545, 4550 bis, 4551-4555 urm., 4563, 4581, 4582, 4585;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 625;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 571, 572, 573;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 2252 urm., 2297; *Suppl. Successions*, 1432 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 232 bis; 232 bis, III; 233 bis, II;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 648 urm.;  
 DEMOLOMBE, XVII, 425, 430, 432, 433, 439, 440, 456;  
 GUILLOUARD, *Tr. du contr. de soc.*, 354, 406; *Tr. du contr. de mar.* III, 1337;  
 HUC, V, 450, 465, 466;  
 LAURENT, X, 478, 481-485 urm.; XXIII, 16;  
 LE SELLYER *Successions*, III, 1876, 1880, 1901, 1903, 1906, 1907, 1911, 1912, 1916;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 3047 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 244, 245;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2425, 2428.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 833, 843 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 590 nota);  
 Nota sub. Trib. Brive (Corrèze), 9 Febr. 1921, Jurispr. Gen. 23/1924, No. 1355;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 269;  
 NACU, II, p. 219;  
 RĂDULESCU SILIU, Nota sub. Cas. Fr. 10 Dec. 1913. Dreptul 3/1919.

**Art. 792.** — Acela în contra cărui s'a făcut cererea de resciziune, poate popri desființarea împărțelei, dând reclamantului



suplimentul din partea sa ereditară în numerar sau în natură. (Civ. 749, 790 urm.; Civ. Fr. 891).

*Text fr. Art. 891.* — Le défendeur à la demande en rescision peut en arrêter le cours et empêcher un nouveau partage, en offrant et en fournissant au demandeur le supplément de sa portion héréditaire, soit en numéraire, soit en nature.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 578, 586;  
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, III, 4655, 4658, 4661-4665, 4667, 4668;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 667;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 573, 574, 931, 938;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 2334 urm.; *Suppl. Successions*, 1461 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 236 bis, II, IV, V; 239 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 670 urm.;  
 DEMOLOMBE, XVII, 411, 459, 461, 463, 467, 469, 471;  
 GARSONNET, IV, p. 239;  
 GUILLOUARD, *Tr. de la vente*, II, 721 bis;  
 HUC, V, 471;  
 LAURENT, X, 470, 504, 506-508;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1933, 1936, 1938, 1939, 1942, 1943;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 3091 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 742, 246;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2430.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 833, 842 urm., 843, 891; (V, p. 93; VII, p. 8);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 269, 525;  
 NACU, II, p. 220.

**Art. 793.** — Coeredele care a înstrăinat porțiunea sa ereditară în tot sau în parte, nu poate intenta acțiunea de resciziune pentru dol sau violență, dacă înstrăinarea s'a făcut în urma descoperirii dolului sau încetării violenței. (Civ. 790, 959, 1167, 1190, 1900; Civ. Fr. 892).

*Text fr. Art. 892.* — Le cohéritier qui a aliéné son lot en tout ou partie n'est plus recevable à intenter l'action en rescision pour dol ou violence, si l'aliénation qu'il a faite est postérieure à la découverte du dol, ou à la cessation de la violence.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 576, 587-591;  
 BAUDRY ET WAHL *Successions*, III, 4671, 4672, 4674, 4675, 4677, 4678, 4681, 4682, 4684, 4686-4690, 4693, 4694, 4696-4698;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 667, 703, 717;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 221; ed. 1-a, III, p. 568, 574;  
 DALLOZ, *Rép. Successions*, 2309 urm.; *Suppl. Successions*, 1454 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 238 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 671;  
 DEMOLOMBE, XVII, 424, 476-481, 485, 488, 491, 492, 497;  
 HUC, V, 472-474;  
 LAURENT, X, 479, 498, 515, 517, 518;  
 LE SELLYER, *Successions*, III, 1887, 1891, 1902, 1947, 1948, 1952;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 3105 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 247 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2420, 2432.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 845 urm., 847; (VII, p. 2 nota);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 270;  
 NACU, II, p. 219;

Secțiunea VI. — *Despre împărțeala făcută de tată, de mamă sau de alți ascendenți între descendenții lor.*

**Art. 794.** — Tatăl, mama și ceilalți ascendenți pot face împărțeala bunurilor lor între fii și ceilalți descendenți. (Civ. 795 urm.; Civ. Fr. 1075).

*Text. fr. Art. 1075.* — Les père et mère et autres ascendants pourront faire, entre leurs enfants et descendants, la distribution et le partage de leurs biens.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, p. 5-7, 17-21;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 3393, 3394, 3480 urm., 3485, 3486 urm., 3496-3498, 3500 urm., 3504-3506, 3546, 3547, 3549-3553, 3564, 3571, 3582, 3583, 3585-3593 urm., 3599, 3600, 3604 urm., 3607 urm., 3610, 3611;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 702, 921, 922, 943;  
 DALLOZ, *Rép. Dispositions entre-vifs*, 4452 urm.; *Suppl. Dispositions entre-vifs*, 1095 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 244;  
 DEMOLOMBE, XXII, 697 urm., 704-707; XXIII, 6 bis, V, 42, 55, 73, 77, 78, 78 bis, 83, 85, 87-90, 241, 242;  
 HUC, VI, 425-427;  
 LAURENT, XV, 4, 8, 9 urm., 13, 28-30, 50-52, 57, 59;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 485;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3353.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 391, 635 nota, 851 n. 2, 852, 855 urm., 861 n. 1; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 665, 669 urm., 799; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 331, 382, 617);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 256, 399;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Nota sub. C. Apel Galați, S. I, 175 din 3 Oct. 923. Pand. Rom.* 1924, II, 151;  
 DEGRÉ AL., *Scripturi juridice*, vol. I, p. 178 urm., „Despre împărțeala făcută de tată, de mamă sau de alt ascendent“.  
 NACU, II, p. 221.

#### Jurisprudență.

1. Convențiunea, prin care părinții regulează modul cum are să se împărțească averea lor între copii, nu numai că nu deroagă la legile, cari interesează ordinea publică și bunele moravuri, dar încă este încuviințată de lege prin art. 794 și următorii din cod. civil. (Cas. I. 489/901 B. p. 1634).
2. Dacă se constată că sub forma unei vânzări s'a făcut o împărțeală de ascendent care, atât după codul civil cât și după legea timbrului, are caracterul unei donațiuni sau liberalități a unor bunuri, în posesiunea cărora fiii săi au intrat deja fără să dea vre-un echivalent în schimb, instanța de fond săvârșește un exces de putere când amână pe fisc de a discuta evaluarea imobilelor dăruite de ascendent fiilor

săi, pentru plata taxelor, la moartea sa, de oarece nu se socotește ca avere succesorală decât aceea ce se găsește în patrimoniul lui de cujus, iar nu și bunurile cari eșiseră din patrimoniul acestuia în timpul vieții. (Cas. III, 22 Mart. 1913, B. p. 834).

3. Partajul de ascendent având de scop să înlăture discuțiile și neînțelegerile între moștenitori la împărțeala unei succesiuni ab intestat, urmează că acest partaj pentru ca să fie valabil, trebuie să cuprindă o împărțire a bunurilor cari fac obiectul partajului și scopul partajului de ascendent nu ar mai putea fi atins dacă s'ar admite că ascendentul poate lăsa moștenitorilor săi bunuri indivize în proporția dreptului lor de moștenire. (C. Apel Iași s. I, 5 Oct. 1922. Dreptul 13/923, Pand. Rom. 1923, II, 257).

**Art. 795.** — Această împărțeală se poate face prin acte între vii, sau prin testament cu formele, condițiunile și regulile prescrise pentru donațiuni între vii și pentru testamente.

Împărțeala făcută prin acte între vii nu poate avea de



obiect decât bunurile prezente. (Civ. 794, 800 urm., 813 urm., 821, 829, 856 urm., 965, 968, 1008, 1252; Civ. Fr. 1076).

*Text. fr. Art. 1076.* — Ces partages pourront être faits par actes entre-vifs ou testamentaires, avec les formalités, conditions et règles prescrites pour les donations entre-vifs et testaments.

Les partages faits par actes entre-vifs ne pourront avoir pour objet que les biens présents.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, p. 2, 4, 5, 8-11, 13, 14, 16, 21, 22, 24-34;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 3511 urm., 3516, 3518, 3520-3522, 3524-3533, 3535-3539, 3541, 3543-3545, 3579, 3617-3623, 3626, 3627, 3629 urm., 3632, 3633, 3637-3639 urm., 3641, 3643-3647 urm., 3650-3654, 3659, 3662, 3776 urm., 3788, 3791 urm., 3795-3797 urm., 3800, 3800 bis;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 203; ed. 1-a, III, p. 921, 922, 925, 933, 942;  
 DALLOZ, *Rép. Dispositions entre-vifs*, 4500 urm.; *Suppl. Dispositions entre-vifs*, 4119 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 243 bis, II, IV, V, și X;  
 DEMOLOMBE, XXIII, 8, 12-15, 18, 19, 21, 25, 29, 30 bis, 49, 56, 97-99 urm., 109, 110, 112, 114-116, 125, 127, 128, 130, 136, 141, 144, 199-201, 206, 225, 240;  
 HUC, VI, 428-431, 441-3<sup>o</sup> și 5<sup>o</sup>, 434, 437, 447;  
 LAURENT, XV, 18, 19, 22, 33, 37, 53-55 urm., 60, 75, 77, 83-86 urm., 91, 92, 104;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 486, 487;  
 PLANJOL, III, ed. 2-a, No. 3354, 3365.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 860, 861 urm., 867 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 345, 346, 564; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 331, 382, 617); *Nota* sub. C. Apel Galați, S. I, 175 din 3 Oct. 923. *Curier Jud.* 8/924; *Nota* sub. Trib. Jonzac, Charente-Inférieure 13 Dec. 1922, *Jur. Gen.* 1925 No. 39; *Notă* sub. Trib. Abbeville, 9 Dec. 1921. *Jur. Gen.* 1925 No. 41;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 256, 399, 401;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Nota* sub. C. Apel Galați, S. I, 175 din 3 Oct. 923. *Pand. Rom.* 1924, II, 151;  
 DEGRÉ AL., *Scieri Juridice*, vol. I, p. 178 urm.: „Despre împărțeala făcută de tală, de mamă și de alți ascendenți“;  
 IOANESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 50.  
 NACU, II, p. 221.

#### Jurisprudență.

1. Din dispozițiunile art. 795 și 797 din codul civil rezultă că împărțeala făcută de un ascendent, trebuie să fie în formă autentică și acceptată de toți moștenitorii prin însuși actul de împărțeală sau printr'un act autentic posterior, după cum prevede art. 813 și 814 din codul civil pentru donațiunile între vii.

Prin urmare, nu este destul ca în

actul de împărțeală să se facă mențiune de zestrea fetelor măritate, ci trebuie neapărat ca donatarele să participe efectiv și să accepte donațiunea, fie în actul de partaj, fie prin alt act autentic posterior, altminteri actul de împărțeală este nu numai anulabil ci nul de drept, adică inexistent. (Cas. I, 184 din 28 Febr. 1912, B. p. 259, *Curier Jud.* 32/912).

2. A se vedea și nota No. 2 de sub art. 794.

**Art. 796.** — Dacă toate bunurile, ce ascendențele a lăsat la moartea sa, nu au fost cuprinse în împărțeală, bunurile necuprinse se vor împărți conform cu legea. (Civ. 728 urm., 790; Civ. Fr. 1077).

*Text. fr. Art. 1077.* — Si tous les biens que l'ascendant laissera au jour de son décès n'ont pas été compris dans le partage, ceux de ces biens qui n'y auront pas été compris, seront partagés conformément à la loi.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, p. 11, 22;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 3558-3561;  
 DALLOZ, *Rép. Dispositions entre-vifs*, 4483; *Suppl. Dispositions entre-vifs*, 1102 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 245 bis, I;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 628;  
 DEMOLOMBE, XXIII, 40, 69 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 488 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3369.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 853, 856 urm., 860, 866; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 331, 382, 617).  
 CANTACUZINO MATEI, p. 256, 400;  
 DEGRÉ AL., *Scrieri juridice*, vol. I, p. 178 urm.: „Despre împărțeala făcută de tată, de mamă sau de alți ascendenți“;  
 NACU, II, p. 223.

**Art. 797.** — Este nulă împărțeala în care nu s'a cuprins toți copiii în viață la deschiderea moștenirii, și descendenții fiilor premuriți.

Acțiunea de nulitate se poate exercita de toți erezii fără distincțiune. (Civ. 728 urm., 755, 795, 934, 935; Civ. Fr. 1078).

*Text. fr. Art. 1078.* — Si le partage n'est pas fait entre tous les enfants qui existeront à l'époque du décès et les descendants de ceux prédécédés, le partage sera nul pour le tout. Il en pourra être provoqué un nouveau dans la forme légale, soit par les enfants ou descendants qui n'y auront reçu aucune part, soit même par ceux entre qui le partage aurait été fait.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, p. 12-15;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 3667 bis, 3668, 3669, 3671-3674, 3678, 3682, 3683, 3685, 3687, 3688;  
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 447;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 389, 927, 928, 934, 936, 942;  
 DALLOZ, *Rép. Dispositions entre-vifs*, 4460 urm., 4479 urm., 4581 urm.; *Suppl. Dispositions entre-vifs*, 1100 urm., 1112 urm., 1146 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 628;  
 DEMOLOMBE, XXIII, 109, 110, 160, 161 bis, 169 urm., 217;  
 HUC, VI, 431-5°, 443;  
 LAURENT, XV, 95, 97, 100, 101, 104, 160, 161;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 488 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3357, 3384.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 848, 857, 878, 882 urm., 887, 889; *Observație sub. Cas. I, 184/27 Febr. 912. Dreptul 48/912; Nota sub. C. Apel Galați, S. I, 175 din 3 Oct. 923. Curier Jud. 8/924; Observație sub. C. Apel Iași, S. I, 87, din 5 Oct. 1922. Pand. Rom. 1923, II, 257; Notă sub. Trib. Jonzac, Charente-Inférieure, 13 Dec. 922. Jur. Gen. 1925 No. 39;*
- ALEXANDRESCU CONST., *Nota sub. Judec. ocol Ocnele-Mari (Vâlcea)*, 124 din 25 Martie 1924. *Jurispr. Gen. 14/924 No. 826;*
- CANTACUZINO MATEI, p. 256, 400;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Nota sub. C. Apel Galați S. I, 175 din 3 Oct. 923. Pand. Rom. 1924, II, 151;*
- DANIELOPOL GH. DR. CĂPITAN, *Observație sub. Judec. ocol Zătreni (Vâlcea)*, 13 Dec. 1913, *Curier Jud. 40/1914;*
- DEGRÉ AL., *Scrieri juridice* vol. I, p. 178 urm.: „Despre împărțeala făcută de tată, de mamă, sau de alți ascendenți“;  
 HAMANGIU, C., *Observație sub. Apel Anvers 9 Mai 1922. Pand. Rom. 1923, II, 259;*  
 NACU, II, p. 224.



## Jurisprudență.

1. Omiterea unui copil, face împărțeala absolut nulă în privința tuturilor, și judecata urmează să facă o nouă împărțeală egală între toți erezii, fără a ține seamă de dispozițiunile speciale cuprinse în testamentul anulat. (Cas. I, 236/Sept. 2/70, B. p. 241).

2. Din moment ce unul din comostenitori a fost omis prin actul de partaj, el poate ori și când să ceară facerea unei noi împărțeli, și acest drept aparține în baza art. 797 c. civil și acelor care au fost lotisați prin actul de partaj. (Apel Buc. III, Dr. 11/911 p. 82).

3. Este de esență împărțelei de a pune capăt indiviziunii, împărțind bunurile succesiunii între toți cei ce au un drept asupra lor.

Prin urmare, potrivit acestui principiu aplicat de legiuitor la împărțeala făcută de ascendent între descendenții săi, o împărțeală care se face fără participățiunea tuturor celor interesați, este inexistentă, căci, celor ce nu au participat, neputându-li-se opune o asemenea împărțeală, ei sunt tot în stare de indiviziune, și nu se poate concepe indiviziunea în privința unora, fără ca să fie indiviziune, și în privința celorlalți. Deci o împărțeală făcută fără participărea tuturor moștenitorilor este nulă. (Cas. s. I, 443/912, Curier Jud. 54/1912; în acelaș sens: Judec. ocol Zătreni-Vâlcea, 13 Dec. 1913, Curier Jud. 40/914).

4. Deși în dispozitivul unei sentințe, obținută pe baza art. 797 c. civ., pentru anularea unei hotărâri de partaj, nu se prevede formal că partea care a obținut acea sentință trebuie să fie reintegrată în posesiune, totuși, prin considerentele acelei sentințe, care completează și explică întinderea dispozitivului, fiind constatată că înainte de facerea partajului partea posedă întreaga avere de împărțit, este evident că tribunalul anulând hotărârea de partaj, pe baza căreia se făcuse depozitarea, a hotărât prin aceasta și asupra reintegrării în posesiunea anterioară și dacă n'a mai prevăzut aceasta în mod expres în dispozitiv, cauza este că tribunalul a privit aceasta ca o consecință firească și logică a anulării hotărârii de partaj.

Așa fiind, partea care a obținut anularea hotărârii de partaj nu eră obligată să ceară formal și restituirea posesiunea și tribunalul numai a violarea autorității lucrului judecat a putut să anuleze actele de executare făcute pe baza sentinței prin care partajul a fost anulat. (Cas. II, decizia civilă No. 315, din 7 Dec., 1915, Jurispr. Rom. 1916, p. 251).

5. Dolul și fraudă întrebuințate de

comostenitori spre a se crea anumite situațiuni juridice sorginte de drepturi cum ar fi atunci când s'au înțeles între ei spre a nu participa cu toții la partaj, spre a cere apoi anularea partajului și a vânzării ce a avut loc în baza lui, aceste mijloace dolozive sunt de natură să paralizizeze acțiunea ce ar rezulta pentru moștenitorul care nu a participat la partaj, de a cere anularea lui.

Dacă totuși Curtea de apel înlătură chestiunea dolului și a fraudei pusă de cumpărător numai pentru motivul că dolul nu face ca partajul să fie inexistent, prin aceasta dă o hotărâre nemotivată și violează principiul de drept după care nimeni nu se poate întemeia pe propria sa turpitudine spre a reclama un drept în justiție. (Cas. I, 255 din 3 Mai 1916 Jur. Rom. 26/918).

6. Dispozițiunile art. 797 c. civ. potrivit cărora este nulă împărțeala de ascendent în care nu s'au cuprins toți copiii în viață la deschiderea moștenirii și descendenții fiilor premuriți, stabilesc o nulitate absolută care face actul inexistent iar nu numai anulabil. (C. Apel Iași s. I, 5 Oct. 1922, Dreptul 13/923, Pand. Rom. 1923, II, 257).

7. Partajul de ascendent care a omis pe unul dintre moștenitori fiind inexistent, rezultă că erezii pot cere împărțirea succesiunii, fără ca în prealabil să fi obținut anularea partajului. (C. Apel Iași s. I, 5 Oct. 1922, Dreptul 13/923, Pand. Rom. 1923, II, 257).

8. În fapt: Acțiunea în partaj făcută de cumpărătorul unei părți indivize dintr'un teren rămas într'o succesiune, îndreptată în contra cumpărătorului celorlalte părți indivize. Tribunalul constatând că, pe urma defunctului a mai rămas și altă avere și că între moștenitori nu a intervenit partaj asupra terenului în discuțiune, a respins cererea de împărțeală, motivând că, reclamantul nu a cumpărat o avere determinată, iar intimatul nu este decât un ayant cause cu titlu particular al comostenitorilor dela care detine dreptul său. De aceea a considerat acțiunea ca rău îndreptată pe baza art. 797 cod. civ., ea trebuind să fie îndreptată contra tuturor comostenitorilor. Recurs pentru omisiune esențială, pentru că nu a avut în vedere că comostenitorii au vândut cealaltă avere succesorală, astfel că este de împărțit numai terenul în discuțiune.

În drept: Independent de soluțiunea pe care Tribunalul o dă pricinii în drept, față cu disp. art. 797 cod. civ., omisiunea acestei instanțe de a se pronunța asupra cererii recurentului este însă esențială, întrucât dacă dânsul făcea dovada cerută, urma că, nemai existând altă avere succesorală și singura avere de împărțit fiind numai a-

ceia în succesiune, în care reclamantul pretinde un drept indiviz numai față de intimat, acțiunea sa de partaj nu se poate exercita decât contra acestuia, fără a mai trebui citați foștii comostenitori, aceștia nemai având nici un drept asupra terenului ce eșise din patrimoniul lor și se stăpâniă în comun numai de părțile în litigiu. (Cas. I, dec. 1076 din 31 Oct. 1923. Jur. Gen. 1924, No. 478).

9. Împărțeaia făcută de un ascendent

este nulă pentru violarea art. 797 c. civil de câte ori ascendentul prevede în actul de împărțeaia o persoană străină, fie chiar mama descendentilor, dacă acestei persoane i s'a lăsat o altă parte de cât cotitatea disponibilă. (C. Apel Galați s. I, 175 din 3 Oct. 1923, Curier Jud. 8/924, Pand. Rom. 1924, II, 151).

10. A se vedeă : art. 728 cu nota 4 ; art. 749 cu nota 5 ; art. 795 cu nota 1.

**Art. 798.** — Împărțeaia făcută de ascendente se poate atacă, când ar rezultă dintr'însa sau dintr'alte acte, că prin dispozițiunea făcută de ascendente, vreunul din acei între care s'au împărțit bunurile s'ar găsi vătămă în partea legitimă. (Civ. 790 urm., 792, 799, 841 urm., 846, 849 urm., 1167, 1175, 1190, 1890, 1900 ; Civ. Fr. 1079).

*Text. fr. Art. 1079.* — Le partage fait par l'ascendant pourra être attaqué pour cause de lésion de plus du quart : il pourra l'être aussi dans le cas où il résulterait du partage et des dispositions faites par préciput, que l'un des copartagés aurait un avantage plus grand que la loi ne le permet.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 35-43, 47-51 ;

BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 3691-3701, 3703, 3705 urm., 3710 urm., 3723, 3726, 3728 urm., 3734-3736 urm., 3739, 3746-3749, 3753, 3753 bis., 3754, 3757, 3757 bis, 3758, 3760, 3761, 3763, 3764 ;

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 929, 930, 931, 940, 942, 943 ;

DALLOZ, *Rép. Dispositions entre-vifs*, 4575 urm., 4597 urm., *Suppl. Dispositions entre-vifs*, 1150 urm. ;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 247 bis, I, III ;

DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 628, 644, 646 ;

DEMOLOMBE, XXIII, 175-177, 177 bis, 179, 181-183, 195, 196, 217 urm., 220, 225, urm., 227, 231 bis ;

HUC, VI, 434, 444-446, 448, 449 ;

LAURENT, XV, 107, 108, 119 urm., 127, 133 urm., 147, 150, 157 ;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 488 urm. ;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3386 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 833, 888 urm., 889 n. 2, 890, 892 ; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 508). *Nota* sub. Trib. Teleorman, S. I, 9 Dec. 1915, Curier Jud. 17/916 ;

CANTACUZINO MATEI, p. 256, 400 ;

CONSTANTINESCU JAC. N., *Nota* sub. C. Apel Galați S. I, 175 din 3 Oct. 923. Pand. Rom. 1924, II, 151 ;

DEGRÉ AL., *Scieri juridice*, vol. I, p. 178 urm. : „Despre împărțeaia făcută de tată, de mamă, sau de alți ascendenți” ;

NACU, II, p. 226, 322, 323.

#### Jurisprudență.

1. Acțiunea în rescisiune a unei împărțeaia făcută de ascendente, pe motivul că rezerva n'a fost respectată, nu este deschisă decât în favoarea erezilor rezervatari. (Cas. I, 489/901, B. p. 1634).

2. Acțiunea rezervată descendentului lezată prin actul de partaj făcut

de ascendente, menționată în dispozițiunile art. 798 c. civil, nu poate avea caracterul unei acțiuni în nulitate a partajului, cu scop de a se readuce în masa succesorală întreaga avere împărțită de ascendente, ci este o acțiune în reducere prin care descendentele a cărui rezervă a fost atinsă are drept să ceară numai complinirea rezervei. Scopul final al acestei acțiuni în re-



ducțiune este că excedentul cotității disponibile să serve numai a complectă rezerva acelora a căror loturi nu o conțin proporțional leziunii suferită de fiecare.

În cazul când pe lângă partajul făcut de ascendenți, rezerva s'ar găsi atinsă și prin o liberalitate anterioară făcută fără dispensă de raport, liberalitatea nu trebuie a fi atacată prin acțiunea în reducțiune prevăzută de art. 798 c. civil, care nu distinge între cazul când vătămarea legitimei provine din actul de împărțeală sau din alte acte de dispoziție, ci va reintra de-a dreptul în masa succesorală, socotindu-se ca avere neîmpărțită și va servi acțiunii de

complinire a rezervei numai la calculul rezervei. (Trib. Teleorman s. I, 9 Dec. 1915. Curier Jud. 17/916).

3. Împărțeala făcută de un ascendent între descendenții săi, este supusă tuturor regulilor de la împărțeală în genere.

De câte ori un ascendent face o împărțeală între descendenții săi, fie prin donațiune, fie prin testament; el trebuie deci să respecte art. 741 c. civ., așa că împărțeala este nulă dacă loturile copărtașilor nu au fost materialmente compuse din aceeași cantitate de mobile și imobile și de aceeași natură. (C. Apel Galați s. I, 175 din 3 Oct. 1923. Curier Jud. 8/924).

**Art. 799.** — Copilul care, pentru cauza arătată la articolele precedente <sup>1)</sup> atacă împărțeala făcută de ascendenți, este dator a plăti înainte cheltuelile estimațiunii. Dacă reclamațiunea nu este fondată, cheltuelile estimațiunii și ale judecăței vor fi în sarcina sa. (Civ. 796 urm., 798; Pr. civ. 140, 143, 144; Civ. Fr. 1080).

*Text. fr. Art. 1080.* — L'enfant qui, pour une des causes exprimées en l'article précédent, attaquera le partage fait par l'ascendant devra faire l'avance des frais de l'estimation; et il les supportera en définitif, ainsi que les dépens de la contestation, si la réclamation n'est pas fondée.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 39;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 3769-3774, 3733;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 931;  
 DALLOZ, *Rép. Dispositions entre-vifs*, 4625 urm.; *Suppl. Dispositions entre-vifs*, 1161, 1187;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 248 bis;  
 DEMOLOMBE, XXIII, 209, 210, 212;  
 HUC, VI, 451;  
 LAURENT, XV, 125;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 490, 491;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3399.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. II, ed. 2-a, p. 833, 888 urm., 889 n. 2, 890, 892;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 256, 401;  
 DEGRÉ AL., *Scrieri juridice*, vol. I, p. 178 urm.: „Despre împărțeala făcută de tată, de mamă sau de alți ascendenți“;  
 NACU, II, p. 323.

### TITLUL II.

#### Despre donațiuni între vii și despre testamente <sup>2)</sup>.

**Art. 800.** — Nimeni nu va putea dispune, de avutul său, cu titlu gratuit, decât cu formele prescrise de lege pentru donațiuni între vii sau prin testament. (Civ. 644, 801 urm., 812

<sup>1)</sup> Din eroare se zice aici „articolele precedente“, în loc de „articolul precedent“, după cum de altfel se află și în textul francez.

<sup>2)</sup> În textul francez urmează imediat mențiunea: „Capitolul I. Dispozițiuni generale“.

urm., 841 urm., 856 urm., 932, 939, 1138—1142, 1640, 1642; L. Timbr. 45, 46; L. impoz. pe succ. (Mon. of. 91/921) Art. 2, 3; Civ. Fr. 893).

*Text. fr. Art. 893.* — On ne pourra disposer de ses biens, à titre gratuit, que par donation entre-vifs ou par testament, dans les formes ci-après établies.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 3 urm.;  
BAUDRY ET COLIN, *Des donations entre-vifs et des testaments*, I, 7 urm.;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 619, 623, 761, 762, 789;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 85 urm.;  
DEMOLOMBE, XVIII, 39;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 249, 250;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2499;

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 3 urm., 20; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 200 nota 2; *Observație* sub. Trib. Ilfov, s. III, 345 din 30 April. 904. *Curier Jud.* 68/904; „*Despre donațiunile cu pricină de moarte*”. *Revista Critică* No. 5/912;  
CANTACUZINO MATEI, p. 316, 317, 388;  
NACU, II, p. 228 urm.;  
ROSETI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. Jud. ocol. Târg. Cărcinov (Muscel), 231 din 5 Oct. 922. *Pand. Rom.* 1924, II, 207.

### Jurisprudență.

1. Liberalitățile se reduc la două specii: donațiuni între vii și testament. Pentru a fi donațiune, trebuie ca liberalitatea să o facă proprietarul lucrului și acest lucru să treacă în urma acceptațiunii în proprietatea donatarului. Astfel, dacă prin actul de vânzare, vânzătorul zice că cumpărătorul nu va fi slobod să vândă imobilul sau să-l zălogească, ci să-l stăpânească el și soția lui, iar după moartea lor să rămână la copiii lor; din acest act rezultă că cel care dispune este vânzătorul, și dar el, care își primește prețul întreg de la cumpărător, nu poate să dăruiească imobilul alt-cuiva, imobil care a fost transmis în plina proprietate a cumpărătorului. Această dispozițiune nu întrunește nici caracterele unui testament, în care copiii cumpărătorului să fie înstituiți legatari ai imobilului în chestiune, căci testamentul fiind un act de ultimă voință, este expresiunea unei singure voințe; și în specie, clauza impusă de vânzător și acceptată de cumpărător nu poate fi considerată ca un testament. Și dar, menționarea clauzei nu i se poate da altă interpretare decât aceea ce rezultă clar din contract, adică obligațiunea de neînstrăinare. (Apel Buc. III, 188, Sept. 18/87. *Dr.* 74/87).

2. Donațiunea „mortis causa”, admisă în dreptul roman, și neadmisă de cod. civil român, eră dispozițiunea

prin care cineva, în vederea unui pericol iminent: o boală gravă, un războiu, etc., dispunea de averea sa în folosul altuia, fie sub condițiune suspensivă, fie sub condițiune rezolutorie, putând însă reveni la orice moment asupra dispozițiilor luate. Astfel, când donatorul dispune în mod actual și irevocabil de bunurile sale în favoarea donatarului, cu simpla condiție însă ca acesta (donatarul) să nu poată intra în stăpânire cât el (donatorul) va fi în viață, aceasta nu este o donație „mortis causa”, ci o donație cu termen, permisă de Codul civil român. (Trib. Ilfov, III, C. Jud. 68/904).

3. În codul nostru, donațiunile lucrurilor streine nu sunt permise. Astfel un preot nu poate dispune și dărui locul, ce s'a dat după legea rurală și asupra căruia dânsul avea numai uzufructul, întru cât acel pământ după lege s'a dat bisericeii, iar nu preotului, iar faptul că comisiunea de improprietărire a trecut în tabelă pe preot iar nu biserica nu poate influența asupra dreptului de proprietate al bisericeii. (Trib. Mehedintzi II, C. Jud. 78/905).

4. A se vedea: *Indexul respectiv și notele* de sub art. 2 relative la chestiunea aplicării regulei: „*locus regit actum*”; la testament; notele de sub art. 5, relative la efectul condițiilor ilicite în testamente, și notele respective de sub art. 813.



**Art. 801.** — Donațiunea este un act de liberalitate, prin care donatoarele dă irevocabil un lucru donatarului care-l primește. (Civ. 813 urm., 821 urm., 829 urm., 937, 946; Civ. Fr. 894).

*Text. fr. Art. 894.* — La donation entre-vifs est un acte par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée, en faveur du donataire qui l'accepte.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 7-9, 368, 377-379;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.* I, 12 urm., 23, 1157 urm., 1481 urm.;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 505;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 620, 776;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1289 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 50, 336 urm., 434;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 19-21, 23; XX, 52, 481 urm.;  
 HUC, VI, 186;  
 LAURENT, XII, 340, 446 urm., 537; XXIV, 70;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 251 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2501, 2508;

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 11 urm., 13, 26, 55, 66, 278, 328, 368, 390, 418, 480, 481, 610, 635, 640, 644, 715, 723, 781; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 1 n. 2, 441); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 138;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 316;  
 NACU, II, p. 232.

#### Jurisprudență.

1. Sarcinile stipulate într'un contract de donațiune nu sunt de cât niște modalități cari nu modifică caracterul gratuit al contractului de cât în caz numai când ele ar constitui un echivalent pasiv egal sau aproape egal cu beneficiul obținut; deci nu se poate considera o asemenea donațiune ca un contract nenumit și cu titlu oneros. (Trib. Iași, II, 44/Febr. 27/82, *Dr.* 17/83).

2. Pentru existența donațiunii se cere, între altele, voința manifestată și irevocabilă de a da un lucru (art. 801). De câte ori se constată că consimțământul a fost smuls prin dol sau manopere violente, de atâtea ori contractul de donațiune este nul. (Apel Iași, I, 28, Febr. 15/84, *Dr.* 53/84).

3. Dacă vânzătorul a continuat să poseadă, să se folosească și să se poarte în toate chipurile ca proprietar al imobilului vândut până la încetarea sa din viață, este evident că el n'a voit, făcând actul de vânzare, să se desbrace în acel moment și irevocabil de proprietatea imobilului vândut în favoarea cumpărătorului, cu alte cuvinte n'a voit să-i facă o donațiune ascunsă sub forma actului de vânzare, ci a făcut o donațiune *mortis causa*, nepermisă de lege, și prin urmare nulă. (Cas. I, 140/92, Apr. 22/92, B. p. 344). Și chiar valabilă de ar fi o asemenea donațiune, ea este esențialmente revocabilă. (Apel Buc. II, 37, Febr. 27/90, *Dr.* 45/90).

4. Actul prin care se dispune ca să

se dea cuiva o pensie anuală după moartea dispunătorului, constituie o donațiune valabilă, fiind că prin el se transmite un drept actual, termenul pus liberalității nesuspendând achizițiunea dreptului, ci numai execuțiunea lui, și tot deodată un drept irevocabil, pentru că donatorul este obligat și, ori ce ar face, donatarul conservă creanța sa. (Apel Iași, II, Febr. 24/90, *Dr.* 21/90).

5. Donațiunea „mortis cauza”, admisă în dreptul roman, și neadmisă de Cod. civil român, eră dispozițiunea prin care cineva, în vederea unui pericol iminent: o boală gravă, un războiu, etc., dispunea de averea sa în folosul altuia, fie sub condițiune suspensivă, fie sub condițiune rezolutorie, putând însă reveni la orice moment asupra dispozițiilor luate. Astfel, când donatorul dispune în mod actual și irevocabil de bunurile sale în favoarea donatarului, cu simpla condiție însă ca acesta (donatarul) să nu poată intra în stăpânire cât el (donatorul) va fi în viață, aceasta nu este o donație „mortis causa”, ci o donație cu termen, permisă de Codul civil român. (Trib. Ilfov III, C. Jud. 68/904).

6. După dispozițiunile art. 801, combinat cu art. 813 codul civil, caracterul esențial al unei donațiuni este irevocabilitatea; de aci urmează că donatarul în patrimoniul căruia a intrat lucrul dăruit nu poate, odată ce a primit donațiunea, să transmită proprietatea acestui bun, fie unei terțe persoane, fie înapoi donatorului, decât

printr'un act de dispozițiune sau printr'o nouă donațiune, care trebuie să fie investită cu toate formele cerute de lege.

Simpla renunțare a donatarului nu poate revesti pe donator cu proprietatea bunului care ieșise definitiv din patrimoniul său, de aci consecința ju-

ridică că actul prin care donatarul restituie donatorului lucrul dăruit, trebuie să fie făcut în aceleași forme și condițiuni ca și actul prin care s'a făcut prima donațiune, adică forma autentică. (Cas. I, 29 Mai 1909, B. p. 605).

7. A se vedea art. 1092 cu notele 20, 21.

**Art. 802.** — Testamentul etse un act revocabil prin care testatorele dispune, pentru timpul încetărei sale din viață, de tot sau parte din avutul său. (Civ. 800, 856 urm., 887, 920; Civ. Fr. 895'.

*Text. fr. Art. 895.* — Le testament est un acte par lequel le testateur dispose, pour le temps où il n'existera plus, de tout ou partie de ses biens, et qu'il peut révoquer.

### Doctrină străină

- AUBRY ET RAU, VII, p. 9-12, 70, 71, 96, 97, 459, 460, 462;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.* I, 34, 39;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 621, 836, 841, 905;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 2460 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 610 urm.;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 106, 618-620; XXI, 31 urm., 41-43, 740;  
 LAURENT, XI, 103, 326 urm.; XIII, 113 urm., 130 urm.; XIV, 406;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1662 urm., 2426 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 257;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2512.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 12 n. 1, 19 urm., 20 n. 1, 170, 172, 409 n. 3, 640, 642, 688; (III, part. II, ed. 2-a, p. 40 n. 1, 862, 863, 871 n. 4, 885; IV, part. II, ed. 2-a, p. 1 l. și n. 3, 27 n. 2, 138, 181, 183, 187, 194, 254, 315, 413, 451, 461, 584); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 99, 129, 130, 149; *Observație* sub. C. Apel Paris 4 Iunie 913. Dreptul 70/1913;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 316, 345 urm.;  
 NACU, II, p. 233.

### INDEX ALFABETIC

- Ab intestat 5, 16.  
 Acte simulate 19.  
 Alienație 1.  
 Autentică formă 13.  
 Binefacere 14, 15.  
 Bună credință 23.  
 Bursieri 2.  
 Capacitate 3, 4, 5, 10, 11, 20.  
 Captație 1, 12, 22, 23, 25.  
 Casa Școalelor 27.  
 Chemare la interogator 13.  
 Condițiile testamentului 10.  
 Consimțământ, a se vedea „Captație”, „Dol”, „Sugestie”, „Violența” și 26.  
 Dementă 1.  
 Dol 13, 15, 19, 20, 22, 23.  
 Donațiuni 9, 11, 20, 24.  
 Drept roman 21.  
 Dubiu 16, 17.  
 Elecțiune 14, 21.  
 Eludarea legii 4, 5, 19.  
 Ezei legali 3, 5, 13, 14, 17, 19, 21, 28.  
 Executor testamentar 21.  
 Fondațiune 27.  
 Formă autentică 13.  
 Formă mistică 13.  
 Formă olografă 13.  
 Fraudă 13, 19, 20, 22, 23, 25.  
 Îndoială 16, 17.  
 Interogator 13, 19.

- Interpretare 6, 7, 16, 17, 18, 19, 27.  
 Jurământ 19.  
 Legatar aparent 3, 4, 5, 9, 11, 13, 14, 19, 20.  
 Legatar interpus 3, 4, 5, 9, 11, 13, 14, 19, 20.  
 Legatar secret 3, 4, 5, 9, 11, 13, 14, 19, 20.  
 Legate 2, 3, 4, 11, 14, 20.  
 Legate singulare 5.  
 Legea străină 28.  
 Manopere 1, 12, 22, 23, 25.  
 Martori 12, 13, 19, 22, 25, 26.  
 Mărturisire a se vedea „Interogator”.  
 Materia obligației 17.  
 Mistică formă 13.  
 Nulități 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 20, 23.  
 Obligație, materie 17.  
 Olograf 13.  
 Persoane încerte 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 13, 14, 19, 20.  
 Persoane interpuse 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 13, 14, 19, 20.  
 Prezumpții 19.  
 Proba testimonială 12, 13, 19, 22, 25, 26.  
 Probă scrisă 19.  
 Raport 21.

- Reducțiune 21.  
 Revocabilitate 9, 21.  
 Roman drept 21.  
 Săraci 2, 14.  
 Școalelor Casă 27.  
 Simulație 19.  
 Statul 27.  
 Străini 16, 28.  
 Succesiune a se vedea „Ezei” și 5, 16, 21.  
 Sugestie 1, 22, 23, 25.  
 Terți 15, 21.  
 Testamente 1-28.  
 Uzufruct 2, 27.  
 Venituri 2, 27.  
 Violențe 12.

### Jurisprudență.

1. Deși se susține că nu se poate cere de odată nulitatea testamentului, întemeiată pe de o parte pe starea de demență a testatorului, iar pe de alta pe faptul de captațiune și sugestiiune, fiindcă aceste două mijloace de nulitate se exclud unul pe altul, căci, dacă testatorul a fost în stare de demență, atunci nu se poate să existe captațiune și sugestiiune; însă această argumentațiune este nefundată pentru cuvântul că o parte poate invoca toate mijloacele ce crede de cuviință în apărarea intereselor sale, rămânând în sarcina părții când invoacă acele mijloace să probeze înaintea justiției; cu atât



mai mult cu cât când se invoacă în primul loc nulitatea testamentului pentru demență, și numai subsidiar se cere nulitatea lui pentru captatiune și sugestiune. (Apel Focș. I, 115, Nov. 30/82. Dr. 20/83).

2. Legatul prin care se lasă o parte din venit unei persoane până la moarte, iar după moartea ei venitul se va distribui pentru ajutorul bursierilor săraci, nu este nul. Căci dacă desemnarea legatarului este un element distinctiv și esențial, așa că trebuie să rezulte din testament, este cu toate acestea suficientă, dacă nu este desemnat să se poată cel puțin face desemnarea prin mijloacele indicate prin însuși testamentul. Or, în specie, dispozițiunea testamentară indicând pe bursierii săraci, individualitatea e determinabilă în virtutea testamentului chiar care conține legatul și nu poate fi vorba de nulitatea legatului ca făcut la persoane incerte, textul chiar al art. 811 și 817 probează aceasta, pentru cazul când legatul este făcut săracilor din o comună, și, când nu este desemnată comuna săracilor se presupune că este lăsat comunei unde testatorul își avea domiciliul. (Apel Iași, II, 159, Nov. 20/83. Dr. 85/83).

3. Testamentele sunt niște acte solenne cari trebuie făcute în niște forme anume prescrise de lege, și ele nu pot cuprinde alte dispozițiuni de cât acelea cari sunt permise de lege. Or, după principiile art. 802, un testament cată să fie opera numai a voinței testatorului și să arate, într'un mod clar, bu-nurile de care se dispune și în favoarea cui se dispune. Prin urmare, ori de câte ori nu se va indica persoana care are să beneficieze de bu-nurile lăstate prin testament, sau ori de câte ori acea persoană are să se determine de altcineva de atâtea ori acel testament cată a se anula ca nefiind opera numai a testatorului. Cuvântul unei asemenea mă-suri este lesne de înțeles, căci dacă și alt cineva ar conlucra la afectarea dispozițiunilor dintr'un testament, s'ar putea întâmpla ca averea să meargă la o persoană care n'ar fi capabilă să primească prin testament, și cu modul acesta, pe de o parte s'ar frustă erezii legali, iar pe de altă parte s'ar atinge și ordinea publică. Aceasta fiind regula în materie de testament, consecința este că un testator nu poate să lase toată sau parte din averea sa unei persoane care se va arăta de alt cineva, sau să o lase cuiva, cu obligațiune ca să o transmită aceluia pe cari i l-a făcut cunoscut în secret. Astfel, dacă testatorul dispune: „toată averea o las cutăruia, care mai de mult cunoaște voințele mele și sunt încredințat că le va păzi“, legatarul desemnat

nu este adevăratul legatar, ci o persoană însărcinată ca să dea averea, sau parte din ea, unei persoane pe care testatorul i-o indicase în secret mai înainte de a face testamentul; deci, adevăratul legatar nefiind cunoscut și prin urmare nefiind posibilitate de a se vedea dacă cel instituit este sau nu capabil de a primi prin testament, testamentul cată a se anula. (Apel Galați, 366, Sept. 29/86, Dr. 75/86. *In acest sens*: Trib. Iași, I, Oct. 11/84. Dr. 86/84).

4. Legiuitorul, în interesul ordinii publice, voină a garantat atât formele testamentelor cât și dreptul persoanelor interesate de a verifica capacitatea de a primi a legatarilor, a considerat ca nulă ori ce dispozițiune testamentară făcută în favoarea unor persoane incerte, a căror individualitate nu este determinată sau nu se poate determina prin conținutul testamentului. Și nimănui nu-i e permis de a eluda legea și de a face într'un mod ascuns ceea ce-i este oprit de a face într'un mod fățiș. Prin urmare, ori de câte ori un testator disimulând intențiile sale, institue expres un legatar aparent pentru a transmite prin acest mijloc averea lui unei alte persoane, ce nu este desemnată în testament, în toate acele cazuri persoanele interesate sunt în drept de a proba că legatarul instituit nu este decât o persoană interpusă și de a cere nulitatea legatului ca fiind făcut în favoarea unei persoane incerte. (Cas. I, 163/Mai 15/89, B. p. 516; Cas. I, 146/Apr. 20/89, B. p. 429; Cas. I, 361/Nov. 20/85, B. p. 819).

5. În principiu, ori ce dispozițiune testamentară care n'ar cuprinde desemnarea cu certitudine a eredelui sau a legatarului, ci ar lăsa să se înțeleagă că adevărata voință a testatorului este că după moarte averea sau parte din averea ce-i va rămâne să se dea unei persoane cunoscute lui, dar pe care nu voaște să o arate, trebuie să se anuleze și a se declară deschisă succesiunea ab intestat, fiindcă instituirea cu certitudine a persoanei eredelui sau a legatarului este o condițiune esențială pentru validitatea testamentului, căci dacă s'ar respecta instituțiunile de persoane secrete, ca erede sau legatar, atunci s'ar eluda ușor prescripțiunile legii relative la persoanele necapabile de a primi liberalități prin acte între vii sau prin testament, precum și cele relative la dispozițiunile prohibite (art. 803, 810, 812), ceea ce este inadmisibil. Astfel, deși testatorul se exprimă în testament ca legatarul căruia îi lasă toată averea, cunoaște de mult voințele sale și că e încredințat că le va păzi, dar imediat mai prevede că, mai înainte de a se folosi de averea ce-i lasă, va plăti din ea cheltuelile de în-



mormântare precum și câteva legate singulare, ceace rezultă că voința manifestă a testatorului a fost ca după moartea sa să se folosească de averea ce va lăsa legatarul numit, iar nu altă persoană secretă; iar fraza în chestiune nu poate avea alt înțeles de cât că testatorul va fi recomandat legatarului modul ce dânsul îl credeă cel mai meritor pentru păstrarea și înmulțirea averei, potrivit cu demnitatea și pozițiunea socială a familiei lui. (Apel Iași, I, 88, Mai 20/85. *Dr.* 67/85; Apel Iași, II, 209, Dec. 21/87. *Dr.* 21/88).

6. Pentru a stabili voința testatorului de a da averea sa unei persoane secrete, trebuie a se avea în vedere nu numai o frază, ci întregul cuprins al testamentului, iar, în caz de îndoială, rezultatul interpretării trebuie să fie în sensul de a se menține testamentul după voința arătată de testator și nu de a se anula actul, căci, în asemenea caz, trebuie a se înclina pentru regula generală a respectării și executării actelor făcute de părți, iar nu pentru anularea lor, care nu se admite de legiuitor de cât prin excepțiune (art. 978 și 982). (Apel Iași, I, 88, Mai 20/85. *Dr.* 67/85).

7. Instanțele de fond sunt în drept a aprecia, dacă după circumstanțele cauzei, o dispozițiune oarecare luată de o persoană constituie ori nu o dispozițiune testamentară, care să producă efectele ei după încetarea din viață. Pentru această interpretare judecătorul se poate întemeia și pe considerațiuni trase de aiurea de cât din act, aceasta conform regulei de interpretare din art. 978, că actele omului trebuiesc interpretate în sensul în care ele pot avea efect, căci nimeni nu e presupus că a voit să facă un act nul. (Trib. Ilfov, s. com., Iun. 14/86, *Dr.* 82/86).

8. Este de principiu că intențiunea testatorului să fie căutată și să se țină în seamă ori de câte ori va fi vorba de interpretarea dispozițiilor testamentare pentru respectul ce se datorește ultimelor dispozițiuni și ca asigurare că voința, liber exprimată în privința bunurilor, va fi executată și după încetarea din viață. (Apel Buc. II, 27 Febr. 10/86. *Dr.* 29/86, p. 225; Apel Buc. III, 107, Oct. 18/89, *Dr.* 75/89; Apel Buc. II, 199, Nov. 26/90, *Dr.* 12/91).

9. Dacă de *cujus*, prin testamentul prin care institue un legatar universal, își rezervă dreptul de a dispune în urmă de unele din obiectele ce compun averea sa în folosul rudelor sale, această rezervă este valabilă, căci art. 825, de la donațiuni, nu se poate transplantă la testamente. Dacă principiul irevocabilității donațiilor împiedecă asemenea clauze, când este vorba de testamente acest principiu nu-și mai

are aplicațiunea, căci testamentele sunt esențialmente revocabile (art. 802). Și dacă testatorul n'a uzat de rezerva ce anunțase, acest neexercițiu al facultății rezervate profită legatarului universal, care, având vocațiune la tot, *universitas*, dobândește întreaga succesiune, *jure non descrescendi*. — Această restrângere a legatului universal, testatorul nu o poate face de cât iar în forma testamentară. (Apel Buc. II, 96, Mai 23/87. *Dr.* 67/87).

10. Testamentul este un act solemn de ultimă voință, prin care cel ce testează trebuie să dispună de bunurile sale numai după formele și în condițiunile prescrise de lege; prin urmare ori ce dispozițiuni contrarii prescripțiilor legii atrage după sine sfărâmarea testamentului. Iar condițiunile esențiale pentru puterea legală a unui testament sunt: 1) manifestarea clară și precisă a voinței testatorului capabil de a testa; 2) arătarea bunurilor de care voește să dispună; 3) indicarea într'un mod cert și bine determinat a unei persoane capabilă în favoarea căreia voește a testa. Ratiunea legii, în edictarea acestor condițiuni esențiale, are în vedere moralitatea și ordinea publică, pentru respectul cărora prin dispozițiunile sale voește a închide calea fraudei, înșelăciunilor și trădării, precum și altor asemenea cauze, și a depărta cât se poate mai mult pe oameni din pozițiuni în care s'ar găsi constrânși între interese și datorie, între tentațiuni și conștiință. Astfel fiind, când testatorul dispune: „toată averea mea o las cutăruia care mai de mult cunoaște voințele mele și sunt îndreptat că le va păzi“, nu exprimă într'un mod clar și precis adevărata sa voință, ci lasă a se înțelege că într'adevăr testatorul are o voință, pe care însă nu o arată prin acest testament; de aci nu reese nici voința clară și precisă a testatorului de a institui legatar universal pe cel arătat în tesament, nici nu se arată persoana în favoarea căreia testatorul a înțeles că voește a testa, de oare ce voința lui după cum rezultă clar din această parte a testamentului, este ascunsă și cunoscută în secret numai legatarului universal, despre a cărui aducere la îndeplinire din partea acestuia numai testatorul este pe deplin îndreptat. Un atare testament este deci nul. (Apel Craiova, II, 116, Oct. 27/87. *Dr.* 88/87).

11. Deși legea nu spune că persoanele incerte nu sunt capabile de a primi un legat, însă legatele fiind o liberalitate, o specie de donațiune, rezultă că precum o donațiune nu se poate concepe fără un donatar cert și determinat, tot asemenea nu se poate concepe un legat fără un beneficiar determinat. Și, din principiul că legata-



rul trebuie să fie capabil de a primi în momentul morții testatorului rezultă că el trebuie să fie cunoscut, o persoană certă și determinată, spre a i se putea verifica capacitatea. Și prin persoană incertă se înțelege aceea care nu a fost determinată de testator și care nici nu se poate determina prin vre un mijloc indicat de el chiar în testamentul său. Astfel fiind, nu e necesar ca legatarul să fie desemnat prin numele și pronumele său, ci desemnarea lui e valabil făcută și prin perifraze. (Trib. Ilfov, II, Nov. 7/88. *Dr.* 72/88).

12. Dacă instanța de fond constată că captațiunea și violența se exercităseră asupra testatorului mai înainte de facerea testamentului și că de la data aceluși testament și până la încetarea din viață a testatorului trecuse mai mult timp fără ca el să se fi plâns în acest interval de asemenea violențe sau amenințări, în atare caz martorii invocați pentru dovedirea captațiunii și violenței nu mai pot fi de nici o utilitate în cauză, de oarece, conform art. 959, nu se mai poate ataca testamentul pe aceste motive. (Cas. I, 201, Sept. 5/88, B. p. 702).

13. Nici chemarea la interogatoriu, nici ascultarea de martori, în scop de a stabili că legatarul a fost numai o persoană interpusă pentru a transmite către o persoană secretă averea lăsată de testator, nu se poate admite, când din testament rezultă contrariul, și fiindcă dispozițiunile de ultimă voință nu se pot stabili nici prin martori, nici prin interogatoriul părților, ci numai prin testamente scrise, fie sub formă olografă, autentică sau mistică. (Apel Iași, I, 80, Mai 20/85, *Dr.* 67/85). Proba cu martori ar fi admisibilă numai în cazul când s'ar tinde a se stabili că testatorul a înțeles a însărcina pe legatarul instituit, ca persoană interpusă, de a predă averea la persoane incapabile de a fi putut să fie instituite direct sau expres ca erede sau legatar, căci în asemenea caz ar fi loc de a se probă o fraudă contra legii, și asemenea probă se poate face prin martori chiar contra conținutului testamentelor. (Apel Iași, II, 209, Dec. 21/87. *Dr.* 21/88).

14. Dispozițiunile testamentare trebuie să fie expresiunea directă a voinței testatorului. Astfel fiind, testatorul nu poate face să depindă existența chiar a legatului de eredele instituit, și nu poate conferi nimănui facultatea de a alege sau într'un mod indefinit sau printre mai multe persoane indicate în testament persoana care va trebui să profite de legat. — Inșă nu poate fi considerat ca făcut cu facultatea de elecțiune, un legat conferit unei persoane determinate cu recomandățiunea sau chiar îndatorirea de a

da veniturile în profitul unor persoane nedeterminate, fie săraci, fie stabilimente de binefacere, căci persoanele chemate a profita de o asemenea dispozițiune testamentară nu sunt în ade-văr cuprinse de cât în sarcină sau recomandățiune, iar nici de cum în vocațiune, și facultatea de a-i alege, conferită eredelui, nu se rapoartă chiar asupra persoanei legatarului. O atare recomandățiune facultativă lăsată la găsirea de cuvîntă a legatarului nefiind decât o curată dorință obligatorie rezultă că ea nu numai că nu implică ideea unui alt legat făcut unor persoane incerte, lăstate la alegerea instituitului, dar încă dintr'însa nu reese nici obligațiunea legală coercitivă a unei sarcine impusă legatarului universal, ea fiind facultativă. (Trib. Ilfov, II, Nov. 7/88, *Dr.* 72/88).

15. Principiul că dolul fiind personal nu poate vătăma pe terții, nu e aplicabil la actele de liberalitate, cari sunt efectele singurei voințe a celui care dispune, a afecțiunii sau a binefacerei sale, și odată ce aceste dispozițiuni sunt surprinse prin dol, ele nu mai sunt opera celui care dispune, ci sunt opera dolului, ori de unde ar veni, căci fără dol n'ar fi fost făcute. (Trib. Ilfov, II, 64, Mart. 15/89. *Dr.* 59/89).

16. În caz de îndoială asupra intențiunii testatorului, ea trebuie interpretată în favoarea succesurilor *ab intestat: in dubium pro haerede respondendum, haeredi parcendum*, căci familia fiind baza societății, legiuitorul s'a preocupat ca bunurile să rămână familiei și numai prin excepțiune permite dreptul de a testă în favoarea străinilor; or, cine înțelege a se depărta de sistemul legiuitorului, cine vrea să se pună în excepțiune, trebuie să și manifeste într'un mod clar și nindoelnic voința sa, la din contra se va aplică dreptul comun. (Apel Buc. III, 197, Oct. 18/89. *Dr.* 75/89).

17. Regulele de interpretarea voinței testatorului sunt cele din materia obligațiunilor, și după cum în convențiuni interpretarea, în caz de îndoială, trebuie făcută în interesul debitorului *in dubium quod minimum sequimur*, tot așa și în materie de testament, în caz de îndoială, testamentul trebuie interpretat în contra legatarilor și în favorul moșenitorului, care este debitor al legatului: *in dubium pro haerede respondendum, haeredi parcendum*; adică aplicăm în materie de testamente art. 983. (Apel Buc. I, 60, Mart. 16/89, *Dr.* 34/89).

18. Dispozițiunile de ultimă voință care au necesitate de interpretare, trebuie interpretate după intențiunea prezumată a testatorului, intențiune care trebuie a fi căutată în totalitatea



clauzelor testamentului, avându-se în vedere obiceiurile, limbajul, poziținea personală și raporturile testatorului cu rudele și legatarul (art. 977 și 982); cele concepute în termeni clari și precisi și cari n'ar prezintă în combinarea lor cu celelalte clauze din testament, contradicțiuni de natură a face incertă sau îndoelnică voința testatorului, trebuie să fie luate astfel cum sunt specificate. (Trib. Ilfov, I, Mai 27/89, Dr. 46/89).

**19.** Dispozițiunile testamentare în favoarea unei persoane incerte, care tind de a eluda legea, nu numai că testatoarele caută a nu lăsa în testament cea mai mică urmă despre scopul lui ascuns, dar încă cei interesați de a descoperi fraudă, se găsesc în imposibilitate de a-și procura o probă scrisă, și în asemenea cazuri este de principiu că legea permite proba actelor simulate și făcute în fraudă ei prin toate mijloacele de drept, precum: interogatoriu, jurământ, ascultare de martori și chiar prezumpțiuni. (Cas. I, 146/Apr. 26/89, B. p. 429; Cas. I, 361, Nov. 20/85, B. p. 819). În fața acestor principii, argumentul că reclamantul propunând interogatoriul și proba cu martori, n'ar fi indicat totdeauna că persoanele, cărora legatarul eră însărcinat să predea averea, sunt incapabile de a fi constituite erezi sau legatari, în care caz numai ar fi fost loc la admiterea acestor mijloace de probare, este fără temei, căci din momentul ce legea consideră ca nulă ori ce dispozițiune testamentară făcută în favoarea unei persoane incerte, nedeterminată și nedeterminabilă prin conținutul testamentului ceea ce pretinde, rămâne o chestiune secundară și chiar fără interes după rezolvarea chestiunii principale. (Cas. I, 163/Mai 15/89, B. p. 516).

**20.** Interpunerea de persoane atunci numai este o cauză de nulitate a donațiunii sau a legatului, când persoana chemată a primi în realitate darul sau legatul prin intermediul celei interpușe este sau un incapabil, în care caz interpunerea este un mijloc de a fraudă legea, sau un necunoscut, în care caz e imposibil a se verifica capacitatea persoanei ascunse, care ar putea fi un incapabil. (Apel Buc. II, 199, Nov. 28/90, Dr. 12/91; Trib. Ilfov, I, Mai 27/89, Dr. 46/89).

**21.** Testamentul trebuie să fie opera directă a voinței testatorului, el însuși trebuie să desemne pe beneficiar: *per se firma, esse oportere testamenta et non ex alieno arbitrio pendere* (L. 32. Dig. de haered. instit.). Această regulă rezultă și din definițiunea testamentelor, căci art. 802 zice că testamentul este un act prin care testatorul dispune pentru timpul încetării sale din

viață de tot sau parte din avutul său; dreptul de a testă trebuie exercitat chiar de testator, el nu se poate exercita prin delegațiune. Dacă executorul testamentar ar avea dreptul de a alege pe legatari, atunci această alegere ar forma titlul și vocațiunea lor, ei ar deține legatul de la executorul testamentar și atunci toate regulile de revocațiune, raport și reducere se vor aplica la succesiunea executorului testamentar, lucru inadmisibil. Și dacă s'ar putea susține că o asemenea alegere este valabilă când este conferită eredelui instituit, pe motiv că această alegerea ar constitui o sarcină a institutului, și până la alegere, proprietatea rezidă pe capul său, în nici un caz însă o asemenea sarcină nu se poate impune unui terțiu străin de succesiune, căci nu poate să fie o sarcină fără un beneficiar, *nemo oneratus nisi oneratus*. Chiar în dreptul roman, unde se admitea facultatea de elecțiune și care se justifică prin cerințele acelei epoci, totuși nu se admitea că clauza *si aestimaverit, si putaverit* să depindă de voința unui terțiu cu totul străin de succesiune; cu atât mai mult o asemenea sarcină este inadmisibilă azi, când din principiile sus expuse rezultă că legiuitorul modern a voit să excludă cu totul facultatea de elecțiune. (Apel Buc. III, 197, Oct. 18/89, Dr. 75/89).

**22.** În ceea ce privește sugestiunea și manoperile exercitate asupra testatorului, nu se poate admite probă testimonială, dacă reclamantul nu arată care sunt mijloacele ce s'au întreprins spre a se obține testamentul ce se atacă, fiindcă legiuitorul nu admite captațiunea și sugestiunea drept cauze speciale vitiind testamentul, de cât numai când se precizează manoperile frauduloase și se arată în ce circumstanțe a fost înșelat testatorul ca să facă testamentul. (Trib. Ilfov, I, 523, Oct. 30/90, Dr. 1/91).

**23.** Rugăciunile, stăruințele chiar, prin ele însăși și prin ele singure, nu constituie cauze de nulitatea dispozițiilor cu titlu gratuit; căci deși în semnificațiunea literară a cuvintelor pot fi numite sugestiune și captațiune, dar sugestiunea și captațiunea nu pot atrage nulitatea dispozițiilor testamentare de cât atunci când se va dovedi că au fost însoțite de manopere dolosive și frauduloase. Este permis oricui a sugera testatorului ideea unei liberalități, sau de a înduplecă pe testator prin rugăciuni și a-l hotărî pentru vre-o liberalitate, cu condițiune însă ca aceste rugăciuni, aceste stăruințe să fie făcute cu bună credință și în mod onest. Ceea ce alterează voința testatorului și face ca dispozițiunea să fie anulabilă sunt manoperile frauduloase. Adevărata cauză a nulității



feți în asemenea caz este dolul, iar sugestiunea și captatiunea nu sunt decât mijloacele artificiale întrebuintate pentru ca să hotărască pe testator de a dispune altfel de cum ar fi dispus dacă n'ar fi fost influențat prin acele manopere. (Apel Buc. III, 201, Nov. 3/93, Dr. 83/93).

24. Este de principiu că cauzele cari vitiază consimțământul în obligațiunile convenționale, vitiază manifestațiunea voinței și în dispozițiunile cu titlu gratuit, fie că aceste dispozițiuni sunt cuprinse într'un act de donațiune între vii, fie că sunt cuprinse într'un testament. In acest sens, art. 953 cuprinde o regulă generală, aplicabilă ori cărei manifestațiuni a voinței. (Apel Buc. III, 201, Nov. 3/93, Dr. 83/93).

25. Deși in principiu proba cu martori este admisibilă pentru a se dovedi captatiunea sau sugestiunea drept cauze speciale vitiind testamentul, proba testimonială nu poate fi înviniată de cât numai atunci când partea care o cere articulează și precizează faptele alegate, arată care sunt manoperile frauduloase și în ce circumstanțe a fost înșelat testatorul, iar nu când reclamantul se mărginește a propune mijlocul de captatiune sau sugestiune într'un mod general. (Trib. Ilfov, I, 158, Oct. 30/93. Dr. 1/94).

26. Proba cu martori este admisibilă pentru dovedirea lipsei de consimțământ din partea lui *de cuius* la face-

rea testamentului. (Apel Galați I, Dr. 41/94).

27. Dispozițiunile unui testament, care prevede că statul nu are niciodată dreptul de a lua administrațiunea sau veniturile afectate fundațiunei, trebuie interpretate în sensul că voința testatorului a fost că statul să nu poată lua averea fundațiunei spre a o contopi cu averea sa proprie. Or, casa școalelor este o persoană morală distinctă de Stat, care nu are altă menire decât aceea de a administra fondurile instituțiilor școlare, conform actelor prin care ele au fost înființate; ea are bugetul său deosebit de al Statului, și fiecare instituțiune își are bugetul său, cu venitul fondurilor speciale fiecăreia, astfel că nu este cel mai mic amestec între fondurile Statului și ale acestor instituțiuni. (Apel Iași, I, Dr. 12/905).

28. Chiar dacă formalitatea instituirii de erede, pe care ar cere-o o legislațiune străină pentru existența testamentului unui străin ar fi o chestiune de fond, nu se poate aplica legea străină, ci legea domiciliului defunctului cum este în speță legea română, dacă din faptele și circumstanțele cauzei rezultă că testatorul a cunoscut mai bine și a avut în vedere legile române, mai mult decât legile țării sale, atunci când a confecționat testamentul său. (Apel Buc. III, Dr. 46/905).

29. A se vedea: art. 808, 811, 817 și 953 cu notele respective.

**Art. 803.** — Substituțiunile sau fideicomisele <sup>1)</sup> sunt prohibite; orice dispozițiune prin care donatarul, eredele instituit sau legatarul, va fi însărcinat de a conserva și a remite la o a treia persoană, va fi nulă, chiar în privirea donatarului, a eredelui numit, sau a legatarului. (Civ. 5, 925, 1008; Civ Fr. 896).

*Text. fr. Art. 896.* — Les substitutions sont prohibées.

Toute disposition par laquelle le donataire, l'héritier institué, ou le légataire, sera chargé de conserver et de rendre à un tiers, sera nulle, même a l'égard du donataire, de l'héritier institué, ou du légataire.

(*Paragraphe ajouté dans l'édition de 1807*). Néanmoins les biens libres formant la dotation d'un titre héréditaire que le Roi aurait érigé en faveur d'un prince ou d'un chef de famille, pourront être transmis héréditairement, ainsi qu'il est réglé par l'acte de 30 mars 1806 et par celui du 14 août suivant.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 298, 302-306, 309-317, 321-328;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1504 urm., 1507-1509; II, 3091 urm., 3095 urm., 3097, 3100 urm., 3108, 3110, 3111, 3115 urm., 3124 urm., 3130 urm., 3135, 3155-3157, 3173 urm., 3181, 3183, 3185-3188, 3190, 3192, 3194, 3196-3198, 3204, 3208, 3209 urm.;  
BUNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 302;

1) „Fidei-comisele” sunt clauzele dintr'un testament, prin care se lasă cuiva un legat, sub condițiunea de a-l păstra și a-l încredința în urmă altei persoane.

- COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 639, 654, 655, 743, 784, 947, 950, 952, 955, 956;  
 DALLOZ, *Rép. Substitutions*, 26 urm., 202, 259; *Suppl. Substitutions*, 12 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 10 bis, VIII, IX;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 53, 61, 73, 91, 98, 105, 106, 110-112, 127, 129 urm., 136, 138, 139, 141,  
 142, 149, 151, 154, 156, 157, 159, 171-173, 177-179, 182, 184 urm., 191, 283;  
 HUC, V, 25, 26; VI, 13-15, 18, 19, 21-23, 25-31, 31 bis, 34;  
 LAURENT, XIV, 389 urm., 394, 397, 402, 404, 405 urm., 435, 449, 450 urm., 458, 463, 466,  
 469-472, 475 urm., 478, 482, 488, 489, 506, 507 urm., 511, 512, 514-518, 520-522;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1417, 1424 urm., 2479;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 455 urm.;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2341; III, ed. 2-a, No. 3273, 3277 urm.; „*Consultație*“, Revista  
 Judiciară, 37/908.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 64, 66, 99, 154 n. 1, 191, 197, 409, 619 n. 2, 640,  
 642, 644, 681, 688; IV, part. II, ed. 2-a, p. 174, 306 n. 1, 409, 410, 451, 457, 458, 477,  
 496, 499, 506 urm., 521, 522, 529, 530, 536, 538 nota, 539 nota, 541, 543, 547, 555,  
 557, 567, 568, 572, 576, 577, 578, 581, 586, 587, 589, 593, 594, 599; (I, ed. 2-a, p.  
 101; V, p. 289, 290 n. 1; X, p. 195 t. și n. 5; XI, p. 257); *Droit ancien et moderne de*  
*la Roumanie*, p. 131; *Observație* sub. Cas. I, 438 din 17 Nov. 909. Dreptul 12/1910;  
 „*Substituirile fideicomisare și interpretarea testamentelor în dreptul internațional*  
*privat*“. Dreptul 36/914; „*Aplicarea prohibiției substituiților fideicomisare la per-*  
*soanele morale (controversă)*“. Dreptul 42/914; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I,  
 29 Aprilie 1915. Dreptul 48/1915; *Observație* sub. C. Apel Iași, s. I, 28 Aprilie 1881.  
 Curier Jud. 14/1901; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 147 din 4 Iunie 1903. Curier  
 Jud. 2/904; *Observație* sub. Trib. Vaslui, 270 din 9 Dec. 1919. Tribuna Juridică  
 28-29/1920;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 328, 329 urm., 336;  
 COSTIN AL., *Nota* sub. Cas. I, 801 bis, 12 Oct. 1921. Pand. Rom. 1923-I-22;  
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 184 urm.; „Tot. art. 803 Codul civil“;  
 vol. IV. „*Diversae causarum figurae*“, p. 212 urm.;  
 IONESCU TAKE și ANTONESCU M., „*Concluziuni*“. Revista Judiciară 38/908, 39/908;  
 NACU, II, p. 237 urm.; III, p. 471;  
 NEGULESCU DEMETRU, *Observație* sub. Trib. Ilfov s. III, 21 Nov. 907. Dreptul 21/1909;  
 PURICESCU N., *Notă* sub. Trib. Vâlcea s. I, 73 din 22 Mart. 1923 Pand. Rom. 1924-II-177;  
 ROSENAL S., „*Concluziuni*“. Revista judiciară 7/908, 8/908, 9/908;  
 ROSETI BĂLANESCU I., *Notă* sub. Cas. Req., 13 Nov. 1918. Pand. Rom. 1922-III-65.

## INDEX ALFABETIC

Ab intestat 7, 16, 19, 40.  
 Adoptiv fiu 19.  
 Amanet 5.  
 Anulări, a se vedea, „Nu-  
 lități“.  
 Aprecie suverană 56, 53.  
 Azil de infirmi 39, 47.  
 Binefacere 25, 37, 39, 47.  
 Caducitate 7, 8, 19, 22, 23,  
 27, 30, 31, 35, 44.  
 Caragea Cod 2, 23 bis.  
 Casa Școalelor 58.  
 Chestie de drept 52.  
 Codul Napoleon 8.  
 Condiție ilicită 8, 26, 43, 44.  
 Condiție imposibilă 8.  
 Condiție rezolutorie 40, 57.  
 Condiție suspensivă 57.  
 Confirmare 22, 33.  
 Creditori 18, 34.  
 Derogație 8, 21.  
 Diferențe de text 8.  
 Donațiuni 1, 8, 29, 35.  
 Drepturi câștigate 3, 42.  
 Drept roman 2.  
 Dubiu 41, 44, 46.  
 Ezezi 1, 4, 7, 8, 10, 16, 23 bis.  
 Fidei-comise 1-63.  
 Fidei-comis secret 34.  
 Fidei-comis verbal 34.  
 Fiu adoptiv 19.  
 Inalienabilitate 11, 12, 16,  
 17, 32, 45.  
 Inoială 41, 44, 46.  
 Interpretare 4, 8, 20, 21,  
 32, 41, 46, 52, 56, 58, 59,  
 62.  
 Legatari 1, 4, 5, 8-10, 18,

Terți 7, 10, 13, 14, 19, 27-29,  
 34, 36, 39.  
 Testamente 1-63.  
 Tranzacție 42.  
 Tutor 53.

Uzufruct 4, 14, 15, 24, 25,  
 32, 37, 52, 53, 57, 53.  
 Venituri, a se vedea „Uzu-  
 fruct“.  
 Vânzare 5.  
 Zalogire 5.

## Jurisprudență.

1. Deși în principiu general persoanele sunt libere să dispună de averele lor ori cum voesc. însă această libertate nu este absolută, ea are o limită pe care interesul privat nu poate s'o violeze nici odată, și această limită este interesul public al societății întregi. De sigur legiuitorul s'a silit să pună cât s'a putut mai puține obstacole dreptului prețios ce aparține omului de a face acte de binefacere, însă n'a trebuit să uite speranțele legitime ale familiei și datorile imperioase ale rudeniei, și în scop de a apăra liberalității covârșitoare care ar vătămă interesul celorlalți ezezi a creat o rezervă și a prohibit substituițiile. Legiuitorul a prohibit substituițiile fideicomisare, adică acele transmisiuni de bunuri cari, la moartea donatarului sau legatarului, nu trec la ezezi săi legitimi sau testamentari, ci la o altă



persoană desemnată de dispunător, cu condițiune ca acea persoană să fie capabilă de a primi la acea epocă, pentru motiv că ele sunt contrarii principiului egalității părților ce erezii trebuie să aibă în succesiunile părinților lor, ele grămădind toată averea pe capul celui dintâi născut dintr'o familie, și așa din fiu în fiu, ca dânșii să poată perpetua splendoarea neamului, iar pe de alta, lăsând în sărăcie o serie de alte rude reduse a imploră sprijinul și binefacerea posesorului unui patrimoniu care trebuia să fie comun, și aceasta nu numai pentru un scurt spațiu de timp dar pentru secole, pentru că ele dau drept fiecărui cetățean să stabilească un ordin de succesiune particular al familiei sale, contrariu celui statornicit de lege, pentru că pun stavilă la circulara și ameliorarea bunurilor, dănele neputându-se aliena și grevă, neavând nici un interes să le îmbunătățească, fiind siliți a le restitui. — Trei elemente trebuie să concurgă ca o substituțiune fideicomisară să fie prohibită: 1) reunirea a două liberalități venind una după alta legate printr'o transmisiune de timp: *tractus temporis*; 2) eventualitatea vocațiunii secundului gratificat, adică a fideicomisarului; 3) ordinea succesivă, adică îndatorirea pentru grevat de a conserva și a remite. — Și dacă testatorul nu a întrebuințat în testament chiar cuvintele *conservă și remite*, din aceasta nu se poate deduce că nu există substituțiune, de oare ce în codicele modern sistemul formulelor sacramentale a fost părăsit, și de oarece o dispozițiune nu trebuie interpretată numai după vorbele întrebuințate, dar mai cu seamă după spiritul ce a însufletit pe parte în momentul formulării sale. De s'ar admite teoria contrarie, atunci dispozițiunea prohibitivă a legiuitorului în privința substituțiilor s'ar eluda cu mare înlesnire, dispunătorul neavând de cât să nu întrebuințeze în act cuvintele *să conserve și să remită*, și deși în realitate s'ar fi constituit o adevărată substituțiune oprită de lege, dânsa cu toate acestea nu s'ar putea ataca. (Apel Buc. III, Nov. 23/76. Dr. 33/76).

2. Atât sub vechiul drept roman cât și sub imperiul codului Caragea substituțiunile fideicomisarie nu erau oprite ci din contră din combinația oșebitelor dispoziții a acestei legi, rezultă că erau admise asemenea substituțiuni până la promulgarea și punerea în lucrare a noului codice care le prohibă expres. (Cas. I, 320/Nov. 23/79. B. p. 806).

3. Codul civil actual prohibând substituțiunile sau fidecomisele, n'a înțeles a respecta, conform principiilor generale de drept asupra neretroactivității legii de cât drepturile dobân-

dite în temeiul legilor anterioare. Deci chemații într'o substituțiune fideicomisarie care nu s'a născut de cât sub regimul noului cod, neputând invoca nici un drept dobândit, nu pot avea nici o acțiune relativă la imobilul care e obiectul substituțiunii. (Cas. I, 94, Mart. 7/80, B. p. 105; Apel Buc. III, 90, Apr. 21/84. Dr. 69/84).

4. Dispozițiunea testamentară: „*las legatarului universal moșia cu îndatorire ca după moartea sa să o lase copilului său fără de a putea eși vre-o dată din familie*“, conține o adevărată substituțiune fideicomisară, căci nu se poate executa obligațiunea de a se remite moșia copilului la moartea legatarului universal de cât conservându-se moșia, și a se conserva cu îndatorirea de a remite lucrul la un al treilea, este un element esențial al substituțiunii. Ast-fel în citata dispozițiune există cele patru elemente distinctive ale substituțiunii fideicomisare: 1) o dublă liberalitate făcută una în profitul eredului instituit și alta în favoarea fiului său substituit; 2) *tractus temporis*, de oare ce testatorul zice că legatarul la moartea sa, să lase moșia fiului său, de unde consecința că numai la epoca deschiderii succesiunii acestuia, substituitul este chemat a culege bunul substituit, astfel că se învederează că timpul în care eredele este însărcinat a conserva bunul, e toată durata vieții sale; 3) eventualitatea dreptului substituitului, fiind acesta subordonat condițiunii de a supra-viețui, și capacității de a primi; 4) *ordo successionis*, substituitul nefiind chemat a culege bunul substituit de cât în momentul deschiderii succesiunii instituitului. În fața acestei dispozițiuni, numai printr'o interpretare forțată a textului se poate susține că testatorul a înțeles a lăsa legatarului universal uzufructul moșiei și copilului său nuda proprietate, și că ast-fel dispozițiunea fiind susceptibilă de două înțelesuri, în caz de îndoială este a se aplica regula din art. 978 după care testatorul se prezumă a fi înțeles a face un act licit decât un act ilicit, căci dacă în adevăr după această maximă nu se poate prezumă că testatorul a voit a face un act nul, nu se poate conchide din aceasta că testatorul n'a putut să aibă niciodată această idee, practica de toate zilele dovedește că adesea se eludează legi prohibitive. Astfel dacă intențiunea de a face o substituțiune rezultă clar din act, precum se întâmplă în specie, nu se poate susține că ea se prezumă, și ea violând o lege de ordine publică, cată să fie anulată. Și este în adevăr a se abuză de această regulă când se imaginează îndoeli numai pentru a se prevală de aplicarea ei; în acest sistem de interpretare nu ar mai



fi substituțiuni proibite, putându-se în totdeauna găsi îndoeli pentru a se prevala de maxima că în caz de îndoială este a se menține actul. (Apel Iași, II, Mai 7/81, Dr. 80/81).

5. Primul element substanțial al unei substituțiuni fideicomisare este sarcina sau obligațiunea juridică pentru primul succesori de a conserva plină proprietate și a o transmite la moartei celui de al doilea succesori născut sau conceput. Or, obligațiunea juridică de a conserva, cuprinde în sine interzicerea absolută a oricărui mod de a înstrăina. Dacă dar în testament se cuprinde condițiunea: „nu poate zălogi nu poate vinde, pentru ca să rămână din copil în copil”, aci fiind vorba de vânzare și de zălogire, legatarul este stăpân absolut a dispune de legat în celelalte moduri de înstrăinare; și deși de condițiunea de a nu vinde și zălogi este atașată condițiunea: „să rămână din copil în copil”, aceasta nu înseamnă că testatorul a desemnat succesorii în al doilea rând, care constituie ordinea succesivă în substituțiunile proibite, ci pur și simplu el a exprimat dorința succesiunii naturale și legale. (Trib. Ilfov, II, 1783, Dec. 1/80. Dr. 27/81).

6. Dispozițiunea testamentară: „moșia o las cu îndatorire de a creea o școală, fără a se putea vre-o dată înstrăina”, nu conține o substituțiune fideicomisară, căci pentru a fi substituțiune este de esența ei ca să fie făcută în profitul unui al treilea care să aibă o acțiune contra celui ce a ținut de a conserva și remite; și în specie dacă e adevărat că prohibițiunea absolută de înstrăinare pune lucrul afară din comerț, nu-l face prin aceasta inalienabil în profitul cui-va. Deci neputându-se deduce cu certitudine din termenii acestei dispozițiuni că intențiunea testatorului ar fi fost ca moșia să se remită școlai, nu se poate susține că dispozițiunea e afectată de substituțiune, de oare ce clauza neînstrăinării se poate explica și prin voința de a se asigura prin acest mijloc întreținerea pentru totdeauna a școlai. (Apel Iași, II, 106, Mai 7/81, Dr. 80/81).

7. Dacă este exact pe de o parte că nulitatea și caducitatea legatelor particulare folosește numai legatarului universal cu exclușiunea moștenitorului *ab intestat*, de oarece obiectele acestor legate fac parte din universalitatea bunurilor care este devolută legatarului universal (art. 888), este evident de altă parte că acest principiu încetează de a fi aplicabil, când legea, bazată pe un interes de ordine publică, declară o dispozițiune particulară nulă chiar în privința legatarului universal; or art. 803 pronunță expres nuli-

tatea dispozițiunilor cu sarcina de a conserva și a remite atât în privirea eredelui numit, adică a legatarului universal, cât și în privirea celui de al treilea, în folosul căruia eredele numit e însărcinat a conserva și a remite (*tam quod institutum quam quod substitutum*); și rațiunea art. 803 exclude cu desăvârșire admiterea ideii că legatarul universal poate să profite de nulitatea dispozițiunii prin care i s'a impus sarcina de a conserva și a remite un obiect particular al eredității. Într'adevăr, aceea ce a determinat pe legiuitor să pronunțe nulitatea dispozițiunii făcute în opozițiune cu art. 803, atât în privința substituitului cât și în privința grevatului, a fost: 1) considerațiunea că prohibițiunea n'ar fi eficace dacă s'ar lua lucrul substituit numai din mâna substituitului și nu și din mâna grevatului, care din pietate către testator ar preferi să respecte mai bine voința acestuia de pe urmă de cât prohibițiunea legii, și 2) imposibilitatea de a se interverti voința testatorului. Aceasta fiind rațiunea și motivul esențial al legii, este evident că legatarul universal se va găsi între două datorii contrare, adică datoria ce-i impune legea de a considera de nulă dispozițiunea grevată de substituțiune și datoria ce-i impune testatorul de a o executa și în cazul când va fi însărcinat a conserva și a remite un obiect particular al succesiunii; și imposibilitatea de a se scinda cele două liberalități este fundată pe un interes de o ordine superioară și nu pe voința presupusă a testatorului, de unde urmează că voința autorului actului de ultimă voință este nepunțicioasă în contra voinței legii. Iar complicațiunea care ar putea să rezulte din aplicarea legii din cauză că nu s'a regulat cine are să plătească datoriile, legaturile, și în ce proporțiune, dacă are să le plătească legatarul universal care este stăpân pe masa bunurilor sau moștenitorul *ab intestat* care a profitat de lucrul substituit, nu poate avea nici o înrăurire asupra interpretării art. 803, organele justiției având datoria a executa voința clar exprimată a legiuitorului, ori care ar fi neajunsurile cari ar rezulta dintr'aceasta. (Cas. I, 334/Oct. 30/81, B. p. 763).

8. Din termenii art. 803 rezultă clar că legea declară nulă atât instituțiunea cât și substituțiunea, de oarece zice că dispozițiunea e nulă chiar în privința donatorului, a eredelui instituit sau a legatarului. Și acest principiu e aplicabil nu numai când legatarul universal a fost însărcinat de a conserva și remite ereditatea însuși, dar și atunci când sarcina de a conserva și remite poartă asupra unor bunuri determinate cuprinse în instituțiune, căci le-



gatarul universal este în același timp legatar al eredității ca ereditate, și al fie-cărui din obiectele ce o compun, de unde urmează că de câte ori e însărcinat de a conserva și remite la un al treilea certe obiecte, el e pus în ceea ce le privește în aceeași situațiune ca ori și care legatar grevat de o substituțiune, și astfel nu poate profita de nulitatea dispozițiunii. Și dacă nulitatea sau caducitatea legatelor cu titlu particular profită în principiu legatarului universal, ca consecință a dispozițiilor art. 888, în materie de substituțiune, din text chiar rezultă că este a se face o excepțiune, de oarece art. 803 pronunță nulitatea chiar în privința eredelui instituit, adică legatarul universal. Ast-fel, dispozițiunea cu totul specială și excepțională a art. 803 nepermițând aplicarea principului din art. 888 în materie de substituțiune, urmează că dreptul de a cere nulitatea aparține erizilor legitimi și prin urmarea lor profită și beneficiul nulității. Osebit de argumentele de text, această soluțiune se impune prin imposibilitatea de a diviza două dispozițiuni correlative din cari se compune substituțiunea și chiar prin necesitatea de a se da o sancțiune energetică dispozițiunii prohibitive a art. 803; de alt fel, legatarul universal, pus între două datorii contrarii, va preferi împins de recunoștință, mai în totdeauna a execută voința testatorului, în loc de a cere nulitatea dispozițiunii, și astfel cu toată prohibițiunea legii, substituțiunile vor fi executate. Nu este dar nici un mijloc pentru a obține anularea substituțiunilor de cât de a recunoaște dreptul de a o cere erizilor legitimi, când e dovedit că cel interesat nu lucrează. Dacă pe lângă toate acestea se mai adaugă că în multe cazuri legatarul universal va fi instituit în scopul de a ajunge la executarea substituțiunilor, această soluțiune se impune și mai mult. Și dacă se recunoaște dreptul erizilor de a cere nulitatea dispozițiunilor litigioase și prin urmare de a profita de nulitate, din aceasta nu urmează că testamentul ar fi să cadă în totul, căci art. 803 declară că se anulează numai dispozițiunea afectată de substituțiune, adică substituțiunea și instituțiunea, de unde consecința că celelalte dispozițiuni ce conține actul rămân neatinse. Acest articol constituind o derogatiune la principiul din art. 900 codul francez, după care se menține liberalitatea, anulându-se numai condițiunea, suprimarea, din codul nostru a acestui text nu poate să aibă nici o influență asupra chestiunii ce se agită, fiind soluțiunea aceeași, chiar când textul ar exista și în codul nostru. Chiar art. 1008, interpretat într'un mod rațional, nu anulează de cât con-

vențiunea dependentă de o condițiune imposibilă, imorală sau ilicită, de unde urmează că dacă actul conține diverse convențiuni nu cade de cât aceea care depinde de condițiunea imposibilă, rămânând toate celelalte neatinse, nefiind nici o rațiune a se anulă actul în totul când diversele condițiuni nu sunt în nici o legătură unele cu altele. Aplicat la testament acest principiu, concluziunea nu poate fi alta de cât să se anuleze legatul dependent de condițiunea ilicită sau imorală, dar nici cum testamentul întreg, care conține mai multe legaturi, și care prin urmare constituie atâtea testamente distincte. Și tot ce s'ar putea trage ca concluziune din suprimarea art. 900 codul francez ar fi că legatul dependent de o condițiune fie ilicită, fie imorală, este nul, pe când după art. 900 francez, se menține liberalitatea și se anulează numai condițiunea, dar nici cum că ar trebui să cadă testamentul în totul. Chiar în cazul unui legat dependent de o condițiune fie imposibilă, fie imorală, pentru a se aplică art. 1008, este de a se ști dacă cuvântul *condițiune* în acest articol trebuie a fi interpretat în accepțiunea sa cea mai largă precum se interpretează în art. 900 francez, sau numai în accepțiunea sa tehnică (art. 1004 c. civ.), cuvântul în adevăr e susceptibil de accepțiuni diverse (art. 829, 830, 930 și 948). (Apel Iași II, 106, Mai 7/81. Dr. 80/81).

9. Legatul unei averi lăsate ca zestre unei școale care este a se înființa, nu cuprinde o substituțiune fideicomisară, legatarul însărcinat a înființa școala, având numai a adm'istra bunurile legate și a le remite apoi singurului proprietar care este stabilimentul școlar ca persoană juridică. (Cas. I, 334, Oct. 30/81, B. p. 766).

10. Unul din elementele esențiale ale substituțiunii fiind ca legatarul sau eredele instituit să fie negreșit însărcinat să conserve și să remită la o a treia persoană lucrul legat sau lăsat de moștenire, trebuie ca ori testatorul să fi zis aceasta expres, ori părțile celelalte ale testamentului să învedereze o asemenea intențiune din partea lui. (Cas. I, 123/Apr. 1/81, B. p. 301).

11. Legatul făcut sub condițiune de perpetuă inalienabilitate și cu îndatorire de a conserva și transmite, constituie o adevărată substituțiune prohibită de lege, prin art. 803. Prin urmare curtea, departe de a violă legea, se conformă prescripțiunilor ei, anulând în totul dispozițiunea testamentară privitoare la acest legat. (Cas. I, 143/82, Apr. 20/82, B. p. 434).

12. Dispozițiunea testamentară: „*starea mea nemisătoare ce se va găsi după moartea mea, deși proprietatea moștenitoarei mele ca nu va avea drep-*



*tul a o înstrăină, precum nici moștenitorii ei; această avere va trece dela moștenitori la moștenitori*", nu cuprinde o substituțiune fideicomisară, de oarece testatorul ne determinând pe cel al doilea beneficiar, nu există două liberalități și doi instituți. Intențiunea testatorului a fost de a asigura o inalienabilitate perpetuă averei sale imobiliare. (Trib. Brăila, Mai 91/83, Dr. 59/83).

13. Instituțitul primind averea cu condițiune de a o păstra spre a o remite unei a treia persoane, pe care însă testatorul nu o numește prin testamentul său, și lasă la facultatea instituțitului a o numi, facultate ilimitată, neîngrădită prin obligațiunea de a o alege măcar dintr'o categorie oarecare de indivizi bine determinată de testator, nu se poate sustine că este un chemat și prin urmare nu poate fi nici substituțiune, fiind cunoscut că nu poate fi substituțiune când nu este chemat care să aibă dreptul de acțiune pentru a reclama beneficiul substituțiunii, și când facultatea de a alege este ilimitată nu se știe cine are dreptul de acțiune, prin urmare nimeni nu-l are, și acolo unde nu este vre-un drept în favoarea substituțiilor nici substituțiune nu este. (C. Apel Focșani, II, 53, Apr. 17/84. Dr. 22/84).

14. Dacă defunctul, prin testamentul său, a legat în favoarea nepotului său toată averea mobilă și imobilă, cu obligațiune însă în cât privește averea imobilă de a nu o înstrăina, ci numai d'a se bucura de venitul ei pe cât ar fi în viață, iar după moarte-i să treacă la urmașii lui, lăsându-i facultatea d'a testa și dreptul de a desemna prin oșebit testament pe urmașul său, pe cât timp se constată că în testament nu se arată anume terția persoană la care trebuie să treacă averea după moartea instituțitului și nici se interzice acestuia dreptul de a dispune prin oșebit testament în favoarea oricărei persoane pe care el ar voi să o declare de urmaș al său, apoi nu există substituțiune în înțelesul art. 803. (Cas. I, 103/Mart. 13/84, B. p. 242).

15. Dacă defunctul prin testamentul său a legat în favoarea soției sale toată averea mobilă și imobilă, cu obligațiunea însă, în cât privește averea imobilă, de a nu înstrăina pe cât va fi în viață, și numai de a se bucura de venit, fără vre-o altă condițiune, de oarece testatorul nu desemnează o terță persoană la care să treacă averea după încetarea din viață a instituției, și nici i interzice dreptul de a dispune prin oșebit testament în favoarea oricărei persoane, nu există substituție în înțelesul art. 803. (Cas. I, 173/Mai, 12/84, B. p. 408).

16. Pentru ca o substituțiune fideicomisară să existe într'un testament trebuie ca acel testament să contină în

mod clar două liberalități deodată, în profitul a două persoane certe, și anume: instituțitul și substituțitul, și cu condițiune ca primul să conserve averea cuprinsă în testament și la moarte-i să o remită substituțitului. Astfel, deși testatorul instituțte ca moștenitoare pe soția sa cu condițiune de a nu înstrăina averea și a o remite cui va voi după moartea sa, fie moștenitorilor săi testamentari, or *ab intestat*, din sânge sau chiar străini, prin acea dispozițiune însă nu se arată care e și persoana numită substituțit, precum trebuie să existe în orice substituțiune fideicomisară persoană care să se poată determina cel puțin prin categoriile care să aibă o acțiune contra instituțitului, care e ținut de a conserva averea și pe care instituțitul să o cunoască, pentru a ști cui are a remite averea la moartea sa, așa că această dispozițiune nu conține o adevărată substituțiune fideicomisară, ci o simplă clauză de inalienabilitate. Și deși e admis ca să nu fie nominal arătat în testament substituțitul și poate să fie și erezii unei persoane, prin urmare persoane incerte, totuși acei erezi trebuie să fie determinați cel puțin pe categoriile de către testator, iar nu lăsat la facultatea ilimitată a instituțitului de a-și numi pe cine va voi. (Apel Focșani, I, 153, Dec. 12/83, Dr. 24/84).

17. Nulitatea ce rezultă din o substituțiune fideicomisară se poate acoperi prin ratificațiunea părților, făcând să dispară sarcina de a conversa și a remite, căci printre nulitățile de ordine publică sunt unele care nu se pot acoperi, acelea care au în vedere constituirea societății, altele care au în vedere interese private sunt susceptibile de ratificațiune; or, regulile relative la substituțiuni regulează interese private. Și prin moartea celui însărcinat de a conserva și a remite, ordinea publică nu mai este interesată, căci a dispărut inalienabilitatea bunurilor care eră contrarie ordinii publice, fiind contrarie interesului agriculturii, comerțului și industriei interese cari au dictat această prohibițiune. Or, executarea testamentului *usque ad limitem* cu încetarea obligațiunii de a conserva și remite, constituie o ratificațiune tacită a testamentului. (Trib. Ilfov II, 62, Febr. 22/85. Dr. 36/85).

18. Prin moartea grevatului o devoluțiune de bunuri s'a operat, care împiedică pe creditorii acestuia a mai cere anularea testamentului, căci numai cel ce are o vocațiune la moștenire are interes a anulă o substituțiune; or, cel ce a murit a pierdut și vocațiunea și prin urmare creditorii săi nu o mai pot exercita. (Trib. Ilfov, II, 62, Febr. 22/85, Dr. 36/85).

19. Dispozițiunea testamentară prin care legatarul instituțit, în caz de a



muri fără copii legitimi, e însărcinat a conserva și a remite averea testată la o a treia persoană, constituie o adevărată substituțiune prohibită de lege. Fiul adoptiv al defunctului, chiar dacă el e instituit legatar, are interes a cere nulitatea unui atare testament, având vocațiunea, ca erede *ab intestat*, la întreaga avere. (Apel Buc. I, 243, Nov. 26/85, Dr. 14/86).

20. Dacă una singură, din condițiunile esențiale constitutive substituțiilor fideicomisare lipsește nu este izbită de nulitate dispozițiunea testamentară, în baza principiului că prin ori ce interpretatiune trebuie să ajungem mai mult la validitate de cât la nulitatea actului: *potius ut valeat quam ut pereat*. (Apel Buc. II, 96, Mai 23/87, Dr. 67/87).

21. În principiu, dreptul de a dispune prin testament este o consecință naturală și directă a dreptului de proprietate și a libertății bazele sociabilității omenești; aceasta formează dreptul comun. Este adevărat că legiuitorul, pentru motive economice, sociale și politice a prohibit substituțiunile, îngrădind astfel libertatea de a testa; însă aceasta constituie o derogatiune de la dreptul comun și prin urmare trebuie interpretată într'un mod restrâns. Așa dar când o clauză testamentară este susceptibilă de două senzuri, trebuie ca prin interpretarea ce o facem să cădem mai mult în dreptul comun, de cât în excepțiune. (Apel Buc. II, 52, Mart. 10/87, Dr. 40/87).

22. Confirmarea are de scop a da tărie actelor cari există legalmente, dar cari nu sunt nule și cari pot fi declarate nule prin exercițiul acțiunii de nulitate; însă prin confirmare nu se poate înlătură o nulitate care este de ordine publică și din cauza căreia actul nu este legal. Și nulitatea ce rezultă din o substituțiune fideicomisară este de ordine publică, și aceasta nu poate fi menținută prin o confirmare fie și făcută conform art. 1190 c. civ., căci și acesta trebuie să se considere ca viciată și prin urmare asemenea ca nulă; pentru menținerea substituțiunii ar trebui ca erezii în drept să facă nu numai o confirmare, ci o nouă convențiune. (Cas. I, 206, Ian. 10/87 Bul. p. 528).

23. Sistemul nostru succesoral, care are de bază egalitatea între succesori, ordinea succesorală după gradul de înrudire și transmisiunea bunurilor în mod absolut și neconditionat, face parte din dreptul public și politic al țării. Orice dispozițiune care ar călca dar aceste baze ale sistemului succesoral, sunt atacuri flagrante în contra ordinii sociale și a dreptului public. Or, substituțiunile fideicomisare ating în mod direct acest sistem, de oarece prin ele se calcă egalitatea și ordinea

legală a succesiunii, se împiedică divizarea și îmbunătățirea bunurilor. Instituitul câștigă un drept de proprietate *sui generis* pe un timp determinat, în același timp este simplu conservator cu însărcinare de a remite la moarte; el n'are dreptul a dispune nici prin acte între vii cu titlu oneros sau gratuit, nici prin act de ultimă voință, astfel că bunurile sunt scoase din circulațiune din comert, în detrimentul societății și ordinii publice. Și, legiuitorul, pentru a garanta și asigura mai bine interesele societății, prin art. 803, a lovit de nulitate absolută substituțiunile fideicomisare ca acte contrarii ordinii publice și bunelor moravuri. Or, un act care este contrar ordinii publice și bunelor moravuri, fiind lovit de o nulitate absolută de la început, nu mai este în putința părților a'i da o tărie legală, fie prin daticițiune, fie prin executare. *Quod ab initio vitiosum est, non potest tractu temporis convalescere. Contra juris civilis regulas pacta conventa rata non habetur*. Deci nici recunoașterea nici executarea nu poate fi invocată pentru a împiedeca nulitatea unui testament care conține o substituțiune fideicomisară. (Apel Buc. I, 174, No. 26/86, Dr. 11/87).

23 bis. Deși testamentul s'a făcut sub legea veche după care are a se judeca forma lui exterioară însă fondul și conținutul lui precum și capacitatea eredelui trebuie a se judeca după legea sub care s'a deschis succesiunea și devoluțiunea. Astfel, este nul testamentul care conține o substituțiune fideicomisară când succesiunea s'a deschis sub codul civil, cu toate că testamentul s'a confecționat sub codul Caragea. (Apel Buc. I, 174, Nov. 26/86, Dr. 1/87).

24. Dacă din testament rezultă că e vorba de o îndoită dispozițiune fiind lăsat același lucru la doi legatari, cu sarcina pusă asupra capului primului instituit de a-l conserva și remite la moartea sa, nu poate fi vorba de un legat în uzufruct către unul și în plină proprietate către celălalt, ci de o substituțiune care e prohibită prin art. 803. (Cas. I, 7/Ian. 12/87, B. p. 16).

25. În dispozițiunea testamentară prin care se lasă de a nu-l înstrăina și cu îndatorire de a-l trece la moartea sa, copiilor de va avea, sau unui spital, în caz de a nu avea copii, judecătorul, analizând vointa testatorului, poate constată că defunctul a înțeles de a lăsa instituitului numai uzufructul imobilului până la moartea sa, dacă până atunci nu va avea copii, trecând apoi acel imobil în asemenea caz în deplina proprietate a spitalului, iar dacă ar avea copii să-i rămână legatarului acele imobile în deplină proprietate. Prin urmare, acel testament nu conține o



substituțiune fideicomisară, și se face mențiune în el de copii, nu ca chemați la moștenire, ca adică să ia averea tatălui când va muri, ci ca o condițiune a existenței legatului lăsat spitalului. (Cas. I, 337/89, Nov. 7/89, B. p. 902).

**26.** Instituirea unui legatar universal cu sarcina de a funda un institut din averea testată, nu e proibită de lege, nefiind nici ilicită, nici contrarie ordinii publice. Nu e ilicită, căci învățământul este liber și libertatea sa este garantată de constituțiune, întru cât exercițiul ei nu ar atinge bunele moravuri sau ordinea publică; nu e contrarie ordinii publice, căci testatorul nu a obligat cât de puțin pe legatarul său de a organiza institutul într-un mod care ar contraveni vre-unei legi de ordine publică. Nici substituțiune fideicomisă nu poate fi, lipsind sarcina pentru institut de a conserva spre a remite. (Apel Buc. II, 199, Nov. 20/90, Dr. 12/91; Trib Ilfov, I, Mai 27/89, Dr. 46/89).

**27.** De câte ori un testator dispune prin testamentul său ca universalitatea bunurilor să treacă la instituit spre a o conserva până la moarte, iar după moarte averea aceea să treacă în proprietatea substituitului, aceasta constituie o substituțiune fideicomisară, precum o definește art. 803 pentru care testamentul urmează a fi anulat. (Cas. I, 367 Oct. 29/90, B. p. 1150).

**28.** Dacă testatorul lasă bunurile sale în desăvârșita stăpânire și moștenire a soției sale, iar după moartea numitei să lase moștenitor pe un terțiu, aci nu există nici una din condițiile esențiale ale substituțiunii proibite de lege. Așa, vocațiunea terțiului la moștenirea testatorului nu rezultă că o deține în mod indirect de la testator și prin intermediul instituitului, această vocațiune o va avea întru cât legatarul va face un testament în favoarea lui; precum nici obligațiunea de a conserva lucrul legat și de a-l remite la moartea sa substituitului nu rezultă din acel testament. Întru cât privește obligațiunea de a conserva și de a remite lucrul legat, de și nu se cer termeni anume în care trebuie făcută, trebuie cu toate acestea pusă în mod imperativ legatarului astfel ca să nască în profitul celui de al treilea chemat o acțiune civilă în contră-i. În specie nu există o astfel de însărcinare, căci legatarul e investit cu dreptul de proprietate cel mai absolut în întreaga avere a defunctului; nu e de asemenea însărcinare de a remite, căci aceasta nu se poate concilia cu libera dispozițiune a bunurilor. În această dispozițiune este mai mult un consiliu dat de defunct soției sale, ca și dânsa să lase moștenitor pe acel terțiu, bine înțeles asupra averii ce și dânsa va avea la moarte-i.

Astfel, clauza prin care testatorul s'ar mărgini a recomanda, chiar în mod expres, legatarul o persoană pentru a-i lăsa la moarte averea sa, nu e o clauză în care se poate vedea o substituțiune proibită, o astfel de însărcinare neavând un caracter obligatoriu, ci fiind făcută mai mult cu titlu de simplă recomandatiune. (Apel Buc. III, 50, Mart. 11/91, Dr. 26/91).

**29.** Pentru a fi o substituțiune proibită, trebuie: 1) ca dispozițiunea să conțină două legaturi sau donațiuni a aceluiași bunuri în plină proprietate, făcută în profitul a două persoane chemate la moștenire una după alta, în astfel de mod, ca proprietatea, după intențiunea celui care a dispus, să treacă succesiv de la una la alta, și cu dreptul celui chemat (substituitului) când se va deschide, să fie considerat că îl deține în mod indirect de la disponent, și prin intermediul persoanei gratificate în primul rând; 2) ca cel care a dispus să fi impus legatarului obligațiunea juridică de a conserva și remite aceste bunuri celui de al treilea chemat; și 3) ca legatarul să fie obligat a conserva în timpul vieții sale, lucrurile formând obiectul dispozițiunii, pentru a le remite la moartea sa substituitului. (Apel Buc. III, 50, Mart. 11/91, Dr. 26/91).

**30.** Dacă testatorul, prevăzând împrejurările predecesului unuia din cei doi legatari ai săi universali, survenit după încetarea sa din viață, dispune ca partea predecedatului să treacă în averea legatarului supraviețuitor, curtea, văzând în această dispozițiune testamentară o sarcină pentru unul din legatari, de a conserva și a remite celuilalt, cu drept cuvânt anulează această dispoziție testamentară ca constituind substituțiunea sau fideicomisul prohibit de art. 803. (Cas. I, 99, Mart. 18/92, B. p. 209).

**31.** Pentru ca o substituțiune testamentară să fie considerată ca o substituțiune proibită de lege, trebuie să aibă îndeplinite următoarele condițiuni: 1) să conțină două dispozițiuni ale aceluiași lucru în plină proprietate făcute la două persoane deosebite cari să și succedă una alteia; 2) primul instituit să aibă a păstra bunul legat pentru a-l trece substituitului; 3) substituitul să nu primească bunul legat de cât la moartea instituitului.—Toate aceste condițiuni se găsesc întrunite în legatul acesta: „las soției mele și casele ca să le stăpânească cât va trăi nesupărată de nimeni, iar după încetarea ei din viață, aceste case să treacă la cutare”. (Apel Buc. I, 150, Oct. 24/91, Dr. 4/92).

**32.** Orice clauză testamentară concepută în termeni clari și precizi și necontrazisă prin alte clauze din testa-



ment trebuie, în principiu, luată așa precum e, chiar dacă astfel luată cea clauză ar fi nulă și fără efect, căci preceptul tras din art. 978 după care clauzele testamentare, ca și cele contractuale, trebuie interpretate în sensul în care pot avea un efect, iar nu în acela ce n'ar putea avea nici unul, nu își are aplicațiune de cât atunci când termenii literali ai unui testament pot da loc la două interpretări; acest precept nu are aplicațiune când termenii unui testament, fiind clari și precisi nu e loc la interpretări; el nu autoriză pe judecător să înlăture o clauză testamentară pe motiv că ar fi nulă după conținutul ei literal și sub pretext de interpretare a intențiunii testatorului, să îi substituie o altă clauză care să poată avea efect. Astfel, dacă termenii testamentului sunt: *Unul din frații mei și anume Iancu, fiindcă n'are copii, iar ceilalți doi lordache și Elena, având copii, las moștenitori pe acești doi frați pe fondul moșiei mele în două părți egale, iar venitul moșiei se va împărți între toți trei frații, având și frațele meu Iancu moștenire a treia parte din venit cât va trăi; hotărâsc ca fondul moșiei să nu se înstrăineze, nici a se ipoteca nici de frate-meu lordache, precum nici de sora mea Elena, și se vor bucura numai de venit pe cât vor trăi, iar după încetarea lor din viață, moșia va trece în stăpânirea copiilor lor; și dacă acestor clauze, care conțin învederat două legate în plină proprietate a aceluiași obiect cu obligațiune pentru legatari d'a conserva și transmite, curtea de apel le tăgăduiește caracterul unei substituțiuni prohibite, declarând că conțin un legat de uzufruct în favoarea fraților lordache și Elena, și un legat al nudei proprietăți în profitul copiilor acestora, așa făcând judecătorii fondului își au exercitat dreptul de interpretare acolo unde nu eră loc de interpretare căci oricât de plausibilă ar fi în specie afirmațiunea lor în ceea ce privește presupusa intențiune a testatoarei, această afirmațiune ei nu o puteau face, de oare ce nici termenii actului, nici consecințele juridice ce decurg dintr'insii nu o justifică. (Cas. I 377/Nov. 25/92. B. p. 995).*

**33.** Un act contrariu ordinii publice, fiind lovit de o nulitate absolută, părțile nu-i pot da tăria legală, nici prin ratificare nici prin executare. Or, nulitatea ce rezultă dintr'o substituțiune fideicomisară interesând ordinea legală a succesiunilor, este de ordine publică și nu poate fi acoperită printr'o confirmare fie și făcută conform art. 1190 căci și această confirmare trebuie să se considere ca viciată și prin urmare asemenea ca nulă, întru cât un act lovit de nulitate de la început și considerat de lege ca nul, conform art. 5 nu mai

stă în puterea părților a-l valida, fie prin recunoaștere în orice mod, fie prin executarea lui într'un timp oarecare. (Cas. I, 404/Dec. 30/93. B. p. 728).

**34.** O simplă dispozițiune precativă scrisă în testament, prin care testatorul își manifestă dorința ca averea să treacă la o a treia persoană la moartea legatarului, nu poate constitui o obligațiune juridică, adică o legătură de drept care se constituie pe instituit debitor și pe substituit creditor; ci trebuie ca substituitul să poată avea o acțiune în contra instituitului în caz când acesta ar refuza de a îndeplini dispozițiunile testamentare și dintr'o simplă rugăminte nu putem scoate această acțiune; trebuie dar niste astfel de termeni din cari să se poată deduce cu destulă precizie că în adevăr testatorul a voit să impună voința sa instituitului de a păstra și a remite averea la substituit. De unde rezultă că simplele recomandațiuni, dorințe sau rugăminte nu sunt de ajuns pentru a da naștere unei substituțiuni. Singura obiecțiune ce s'ar putea aduce este că pentru instituit o simplă rugă e de ajuns ca conștiința și onoarea să-i impună a urma astfel după cum îl roagă testatorul, și deci iată substituțiunea. Se răspunde însă că fideicomisele secrete nu se pot împiedica, căci testatorul n'are de cât prin graiu să roage pe instituit ca averea la moartea sa să o treacă unui al treilea și instituitul fiind om de onoare va îndeplini această dorință de și nu e scrisă în testament. (Trib. Putna, Mai 12/93, Dr. 43/93).

**35.** Din art. 803 reese că pentru ca să existe o substituțiune fideicomisară, trebuie ca testamentul să conțină două liberalități, două donații, sau două legate, care succesiv să vină la două persoane; cu alte cuvinte instituitul să fie însărcinat, în mod provizoriu de testator numai cu conservarea averii cât va trăi, iar după moartea lui averea să treacă la persoana aceea pe care testatorul a avut-o în vedere și a voit să o beneficieze. (Cas. I, 173/Mai 12/84, B. p. 408), fără ca instituitul să aibă drept a înstrăina sau testă acea avere unei alte persoane afară de aceea arătată anume de *de cuius* prin testament. (Cas. I, 103, Mart. 13/84, B. p. 242). Astfel, dacă testatorul lasă fondul moșiei la doi din frații săi, iar venitul să-l împartă toți frații, și dispune ca fondul să nu se înstrăineze ca după moartea lor să treacă în stăpânirea copiilor, de aci reese că testatorul a făcut două instituțiuni de erede și că această clauză a testamentului prezintă toate caracterele substituțiunii fideicomisară, oprită de art. 803. (Cas. I, 404/Dec. 20/93. B. p. 564).

**36.** Pentru ca o dispozițiune testamentară să fie considerată ca o dispozițiune fideicomisară se cere să cuprindă: 1) O



îndoită libertate a aceluiaș obiect în folosul a 2 persoane deosebite; 2) O trecere de timp dela o liberalitate la alta; 3) Ordinea succesorală între persoanele instituite așa ca substituitul să mostenească pe instituit și în fine 4) Obligațiunea ca instituitul să păstreze lucrul legat până la moartea sa. Fără aceste elemente nu există substituțiune fideicomisarie. Astfel, dispozițiunea prin care o terță persoană este chemată a primi un legat, în cazul când legatarul din primul rând nu ar mai fi în viață la moartea testatorului, nu constituie o substituție fideicomisarie ci o substituție vulgară permisă de lege. (Trib. Buzău C. Jud. 17/96).

**37.** Asemănând art. 803 din c. civil, una din condițiunile esențiale ale substituțiunii fideicomisarii este existența unei îndoite liberalități făcute unor persoane diferite; prin urmare, substituțiunea nu poate avea loc când nu există de cât o singură persoană instituită de testator. Astfel, nu există substituțiune fideicomisarie, când testatorul, instituind un legatar universal și îndatorându-l ca, cât va trăi să nu înstreineze imobilele succesiunii, pentru ca la moartea sa să le lase pentru opere de binefacere sau de cultură, nu i-a determinat și substituitul chemat a culege bunurile imobiliare ale succesiunii sale. (Cas. I, 113/97 B. p. 317).

**38.** Nu există substituție fideicomisarie când, prin nici una din dispozițiunile unui testament, nu se impune legatarului universal obligațiunea de a conserva averea testată, spre a o remite altei persoane la moartea sa. Astfel, când prin testament un soț lasă pe celălalt soț, legatar universal cu obligațiunea de a achita oarecari legate particulare, arătându-i ce anume avere să înstreineze pentru achitarea acestor legate și când prin acelaș testament își exprimă dorința că ceace se va mai găsi din această avere la moartea sotului său, legatar universal, să revină la rudele sale de sânge (ale testatorului) fără însă a opri pe legatarul său universal de a dispune cum va voi de averea ce se testează, această dorință nu constituie o substituție fideicomisarie și deci testamentul este valabil. (Apel Buc. I, C. Jud. 28/97).

**39.** Ceace caracterizează o substituție fideicomisarie este dispozițiunea, prin care testatorele însărcinează pe o persoană gratificată în primul rând, de a păstra în tot timpul vieții sale bunurile obiectului legatului și în urmă a le restitui, la moartea sa, unei a treia persoană gratificată în al doilea rând. Astfel, când un testator instituie un legatar universal, însărcinându-l să înființeze un azil de infirmi, — persoana incertă — destinând pentru întreținerea acestui azil venitul întreg al ave-

rei prin aceasta n'a făcut o dispozițiune, având caracterul unei substituțiunii fideicomisare, căci, în primul loc, instituitul nu joacă rolul de fiduciar însărcinat a conserva bunurile, cu care este gratificat până la moartea sa, și în urmă a le transmite unei alte persoane, ci are caracterul de legatar universal și în al doilea rând de idei, dacă dispozițiunea testamentară consistă în a se întrebuița de legatarul universal venitul averi succesorală la crearea și întreținerea unui azil de infirmi, prin această nu se afirmă și o transmisiune, adică o nouă instituție de legatar în favoarea aceluși azil și această dispozițiune nu poate fi considerată, de cât ca un legat *sub modo* permis de lege. (Trib. Ilfov I, C. Jud. 4/99).

**40.** Pentru ca o dispoziție testamentară să constituie o substituție prohibită trebuie înainte de toate să conțină două liberalități, care să fie alcătuite în așa chip, încât să apară că intenția testatorului n'a fost de a chema pe ambii gratificați în mod simultaneu sau unul în lipsa altuia, ci unul după altul într'o ordine succesivă și astfel ca al doilea rânduit să culegă legatul prin intermediul celui alt. Când însă ambii legatari sunt instituiți sub o condiție oarecare și numai în cazul când condiția nu s'ar îndeplini în persoana unuia din ei, astfel ca legatul lui să rămână caduc, și când pe de altă parte mostenitorii legitimi sunt chemați direct în virtutea legii în lipsa legatarilor instituiți, în asemenea caz nu este decât o singură liberalitate care, desființându-se prin neîndeplinirea condiției rezolutorii la care e supusă, lasă loc la deferiarea succesiunii prin lege și deci nu e substituție prohibită ci un legat conșcutiv condițional și care este valabil. (Apel Iași I, C. Jud. 38/900).

**41.** Instanțele de fond sunt în drept, în caz când dispozițiile și cauzele unui testament par contradictorii sau când fac îndoială asupra obiectului legat, a stabili presupusa voință a testatorului, combinând și conciliind între dănselle diferitele clauze și dispozițiuni din testament, și hotărârile lor în această privință, fie pentru a stabili că dispozițiunile relative la un legat sunt îndoioase, fie pentru a stabili care este obiectul ce testatorul a înțeles a lega, scapă cenzurei Curței de Casatie. (Cas. I, 101/900, B. p. 280).

**42.** Când printr'o tranzacție părțile litigante au convenit să recunoască de bun și valabil un testament, și în urmă cer anularea tranzacției, nu se poate pune în discuție neîndeplinirea formelor prevăzute de art. 803 și 861 din Codul civil, relative la testamentele, întru cât nu anularea testamentului face obiectul procesului ci anularea tranzacției. (Cas. I, 414/901, B. p. 1446).



**43.** Testamentul fiind un act revocabil, acela, în favoarea căruia este făcut, nu are un drept câștigat, ci numai o speranță cu totul precară, de oarece în fiecare moment testamentul poate să fie revocat. Așa dar validitatea intrinsecă a dispozițiilor testamentare trebuie să fie apreciată după legea în vigoare în momentul morții testatorului și deci și condiția pusă într-o dispoziție testamentară, dacă este sau nu ilicită. (Cas. S. unite 6/902, B. p. 1000).

**44.** Chestiunea de a se ști, dacă condiția ilicită pusă într-o dispoziție testamentară anulează legatul sau trebuie privită ca nescrisă, atârnă de intenția ce testatorul a avut, punând acea condiție și, pentru a stabili acea intenție, instanțele de fond sunt datoare să examineze, prin apropierea diferitelor dispoziții din testament, care a fost cauza ce a determinat pe testator scopul ce a avut și mobilul ce l-a împins să facă legatul conținut în testament. Dacă cauza, scopul ori mobilul a fost nu legatul și condiția sub care el a fost făcut, atunci este învederat că legatul și condiția făcând un singur tot și scopul acestui legat fiind ilicit, urmează că atât legatul cât și condiția trebuie să fie anulate. Dacă din contră ar rezulta, că nu condiția a fost cauza determinantă, ce a impus pe testator să facă acel legat, a declară în asemenea caz că condiția ilicită anulează însuși legatul ar fi să se violeze voința testatorului. (Cas. S. Unite 6/902, B. p. 1000).

**45.** Orice măsură, care ar avea de rezultat împiedicarea circulației bunurilor, atinge principiul fundamental de economie politică, care asigură în organizarea modernă prosperitatea și bogăția societății, și din acest punct de vedere și ordinea publică este pusă în joc. Cum însă nici un text de lege nu reglementează această materie rămâne ca judecătorii să aprecieze, după circumstanțe și după cadrul în care se prezintă o afacere, întru cât limita impusă acestui principiu de liberă circulație, prin o dispozițiune, l'ar stîrbi, astfel încât societatea ar suferi. Așa, chiar din examinarea regulilor, de care s'a condus legiuitorul în asemenea cazuri, rezultă că legiuitorul s'a ferit de măsurile acelea, cari ar stabili o inalienabilitate absolută, iar inalienabilitatea vremelnică o consacră găsind-o utilă. Astfel, condițiunea pusă de testator unui legatar de a nu înstrăina, cât va trăi, imobilul lăsat prin testament, fiind o prohibițiune de inalienabilitate vremelnică, dictată numai în interesul legatarului și neavând de rezultat scoaterea în mod absolut din circulație a imobilului legat nu este contrarie ordinii publice și ca atare este valabilă. (Apel Galați I, C. Jud. 25/903).

**46.** Chestiunea de a se ști, dacă o dis-

poziție testamentară prezintă sau nu caracterul unei substituții oprite de articolul 803 codul civil, este prin natura sa o chestiune de drept, iar nu de fapt. Acest control însă al Curții de casație nu merge până a intra în discuția faptelor, din care judecătorii de fond deduc, în caz de îndoială, care a fost intenția testatorului și nu poate să revizuiască deducțiile lor în această privință, când ele nu sunt formal demintite, nici prin clauzele testamentului, nici prin consecințele juridice și legale, ce decurg din acele clauze. Prin urmare, constatarea intenției testatorului, din cercetarea și interpretarea diferitelor dispoziții din testament, intră în atribuția suverană a instanței de fond. (Cas. I, 534/904, B. p. 1759).

**47.** Legiuitorul prin art. 803 din codul civil, a izbit de nulitate substituțiunile fidei-comisare pentru rațiunea că bunurile ar fi izbite de indisponibilitate și s'ar lovi astfel în principiul circulației bunurilor, care e fundamentul stării economice a societății moderne.

Prin urmare, când printr'o dispoziție dintr'un testament legatarul nu este însărcinat să păstreze vre-o liberalitate și să o remită la moartea sa altei persoane, și este numai însărcinat ca în timpul vieții sale să clădească și să întrețină un azil de alienați, iar după moartea acestui legatar administrarea și direcțiunea acelu azil să treacă la Facultatea de medicină, acest legat nu constituie o substituțiune fidei-comisară, ci un legat cu sarcini, care este perfect valabil. (Cas. I, 17 Nov. 1909, B. p. 1274).

**48.** Dispozițiunea care conține o substituțiune fidei-comisară cuprinde două liberalități cea dintâiu în folosul institutului, care se deschide în momentul morții testatorului, dacă este făcută prin testament și cea de a doua în folosul substituitului, care nu se deschide decât la moartea institutului. (Cas. I, 627 din 19 Sept. 1912, B. p. 1454. Curier Jud. 84/912).

**49.** Un drept nu se poate naște fără ca titularul acelu drept să fie cunoscut, iar titularul unei substituțiuni nu poate fi cunoscut decât la moartea institutului.

În adevăr, dreptul substituitului fiind subordonat existenței lui, în momentul morții institutului, numai la această epocă se poate ști dacă acel drept a luat naștere, până atunci substituitul având numai un drept eventual sau o simplă expectativă, iar nu un drept dobândit.

Prin urmare, un asemenea drept nu poate lua naștere dacă legea în ființă în momentul morții institutului prohibă înființarea unui asemenea drept, fără a se putea zice că s'ar călca prin-



cipiul neretroactivității legilor care nu are în vedere decât drepturi născute înainte de promulgarea legii celei noi. (Cas. I, 672 din 19 Sept. 1912, B. p. 1454. Curier Jud. 84/912).

**50.** Legea nouă care prin art. 803, a dispus că substituțiunile fidei-comisare sunt prohibite, needictând nici o dispozițiune formală cu privire la drepturile dobândite după legea veche, care permitea asemenea substituțiuni, rezultă că atunci când este vorba despre un substituit desemnat de testator, el are din momentul decesului acestuia, un drept eventual asupra bunului stăpânit de instituit, și în lipsa unui text formal, legea nouă nu-i poate răpi acest drept. (Trib. Ilfov III, Dr. 21/909, p. 161).

**51.** Nulitatea de care sunt lovite substituțiunile fidei-comisare prin art. 803 cod. civ., este o nulitate de ordine publică; în consecință acțiunea prin care se tinde la declararea acelei nulități nu se poate prescri. (Trib. Ilfov I, Dr. 15/913, p. 115).

**52.** Chestiunea de a se ști dacă o dispozițiune testamentară prezintă sau nu elementele substituțiunii prohibite de art. 803 c. civ. este prin natura ei o chestiune de drept, iar nu o simplă chestiune de fapt, așa că Curtea de Casație are în atribuția sa de a examina termenii testamentului pentru a recunoaște dacă constituiesc sau nu o substituțiune prohibită, fără însă a intra în discuțiunea faptelor din care instanța de fond deduce intențiunea testatorului, și a revizui deducțiunea ei, când ele nu sunt formal contrazise, fie de clauzele testamentului, fie prin consecințele logice sau legale ce decurg din acele clauze.

Astfel, constatarea faptelor și împrejurărilor din care instanța de fond deduce cum că un testament nu cuprinde elementele unei substituțiunii fidei-comisare, ci o dispozițiune prin care se lasă uzufructul unei persoane iar nuda proprietate altora e o chestiune de apreciere, întru cât aceste constatări nu sunt în contradicție cu termenii testamentului. (Cas. I, 445/912, C. Jud. 50/912).

**53.** Pentru existența substituțiunii fidei-comisare în înțelesul art. 803 c. civ. trebuie neapărat ca dispozițiunea testamentară să cuprindă două persoane diferite cari să succedă una alteia; prin urmare dacă testatorul lasă averea unui tutor ca să o păstreze până împlinește minorul 21 ani, cu obligația ca la majorat să o livreze acestuia, nu se poate susține că testamentul conține un fidei-comis căci din punctul de vedere juridic tutorul și minorul sunt una și aceeași persoană. (Judec. ocol I, Bals-Romanați, 24 din 4 Febr. 913, Curier Jud. 31/913).

**54.** Când se lasă unei persoane uzu-

fructul iar alteia nuda proprietate, această dispozițiune din testament nu constituie un fidei-comis. (Judec. ocol I, Bals-Romanați, 24 din 4 Febr. 913, Curier Jud. 31/913).

**55.** Substituțiile fideicomisare, pe care art. 803 din codul civil le oprește din considerațiuni de ordine publică, consistă într-o îndoită liberalitate a aceluiaș bunuri făcută cu o conservă și remite, și cu sarcina de a conserva și remite. (Apel Iași I, 1915, Dreptul 1915, p. 378).

**56.** În principiu chestiunea de a se ști dacă o dispozițiune testamentară cuprinde un legat condițional sau o substituțiune prohibită de lege, este o chestiune de suverană apreciere a instanțelor de fond, cu rezerva însă ca în exercițiul acestui drept de interpretare, ele să nu denatureze termenii clari cari indică lămurit voința testatorului. (Cas. I, 12 Oct. 1921, Pand. Rom. 1923, I, 21).

**57.** Când printr'un testament se lasă un legat de uzufruct lui Primus, iar în privința nudei proprietăți, se dispune că ea va trece fiilor ce se vor naște dintr'insul sau în caz contrar lui Secundus, nu se poate spune că această nuda proprietate ar rămâne fără titular până la împlinirea condiției și că ar fi în specie o substituțiune fidei-comisare.

În realitate o astfel de dispozițiune constituie un legat condițional al nudei proprietăți având în ce privește pe fiul lui Primus un efect rezolutiv iar în ce privește pe Secundus un efect suspensiv. (Cas. I, 12 Oct. 1921, Pand. Rom. 1923, I, 21).

**58.** Chestiunea de a se ști dacă o dispozițiune testamentară cuprinde o substituțiune fidei-comisară prohibită prin art. 803 c. civ., sau un îndoit legat de uzufruct și de nuda proprietate, este în principiu o chestiune de interpretare a instanței de fond, sub rezerva de a nu denatură sensul unei dispoziții clare, nesuseptibile de înțelesuri deosebite.

Prin urmare, dispozițiunea prin care testatoarea, lasă toată averea soțului său, care nu va fi supărat de nimeni până la sfârșitul vieții sale, iar la încetarea din viață a acestuia, averea va trece în plină stăpânire Casei Școalelor, constituind un fond cu scop filantropic, această dispozițiune testamentară este compatibilă și cu interpretarea dată de Curtea de Apel, în sensul că testatoarea a voit să confere soțului său folosința averii pe timpul vieții sale, iar nuda proprietate să o lase Casei Școalelor, în scop de binefacere, astfel că prin această interpretare, nu s'a denaturat testamentul. (Cas. I 303 din 24 Mart. 1922, Jur. Rom. 16-17/1922).

**59.** Sarcina de a conserva și remite ca element al unei substituțiunii fidei-comisare, nu trebuie să fie impusă for-



mal de către testator, ci este de ajuns ca ea să fie dedusă din ansamblul dispozițiilor actului. (Trib. Vâlcea s. I, 73 din 22 Mart. 1923, Pand. Rom. 1924, II, 177).

**60.** Nulitatea unui testament care cuprinde o substituțiune fidei-comisară fiind de ordine publică poate fi ridicată de orice persoană interesată. (Trib. Vâlcea s. I, 73 din 22 Mart. 1923, Pand. Rom. 1924, II, 177).

**61.** După principiile legislației moderne, chiar instituțiunea de erede poate fi divizată și mentinută în ceeace este conform cu legea. Cu atât mai mult, prin urmare, testamentul care conține diferite liberalități, nu poate fi anulat în întregime de cât pentru vicii de formă sau incapacitate și lipsă sau viciul de consimțământ, iar nu și pentru că unele din dispozițiile sale ar fi nule, cum ar fi cazul când un legat conține o substituțiune fidei-comisară prohibită de lege. (Trib. Vâlcea s. I, 73 din 22 Mart. 1923, Pand. Rom. 1924, II, 177).

**62.** În interpretarea unui testament, sensul dispozițiilor trebuie căutat nu

numai în termenii întrebunțați de testator ci mai ales în intenția lui pe care judecătorii pot s'o deducă din orice fapte și circumstanțe ale cauzei.

Astfel în ipoteza când se pretinde că un testament conține o substituție fidei-comisară și când există îndoială, trebuie admisă interpretarea care exclude ideea de substituțiune. (Trib. Vâlcea s. I, 73 din 22 Mart. 1923, Pand. Rom. 1924, II, 177).

**63.** Când un testament conține, în afară de dispoziția care constituie o substituție fidei-comisară și alte dispozițiuni de legate și întru cât legea nu anulează de cât dispoziția testamentară care constituie substituția fidei-comisorie, iar nu și pe celelalte dispoziții de legate, și care nefiind contrare legii nu trebuiesc anulate (art. 803 c. civ.), testamentul nu poate fi anulat în întregime, ci numai în privința acelei dispoziții. (C. Apel Buc. s. III, 393 din 2 Dec. 1924, Bul. C. Apel 1/925).

**64.** A se vedea: Art. 5. Index „Fidei-comise” și notele respective; art. 805 cu nota 5; art. 1837 cu nota 14.

**Art. 804.** — Este permisă dispozițiunea prin care o a treia persoană ar fi chemată a luă darul, ereditatea sau legatul, în cazul când donatarul, eredele numit, sau legatul nu ar primi sau nu ar putea primi. (Civ. 803, 805, 924, 925, 928; Civ. Fr. 898).

*Text. fr. Art. 898.* — La disposition par laquelle un tiers serait appelé à recueillir le don, l'hérédité ou le legs, dans le cas où le donataire, l'héritier institué ou le légataire, ne le recueillerait pas, ne sera pas regardée comme une substitution, et sera valable.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 299, 318-320;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 3059;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 916, 950;  
DALLOZ, *Rép. Substitutions*, 94 urm.; *Suppl. Substitutions*, 66 urm.;  
DEMOLOMBE, XVIII, 80, 113, 162, 167;  
MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1407 urm., 1428;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 460;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3265, 3266.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 409, 446, 462, 464, 480, 481, 486, 490, 497, 499, 508, 523 n. 3, 534 n. 3, 550, 572, 595 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 131;  
CANTACUZINO MATEI, p. 329, 336, 373;  
NACU, II, p. 237 urm.

#### Jurisprudență.

**1.** Dispozițiunea, prin care un testator dispune că în caz când unul din legatarii săi universali ar încetă din viață, — bine înțeles înaintea testatorului — sau ar refuza să primească succesiu-

nea, toate sarcinile să rămână asupra celui care va supraviețui sau va primi, nu constituie o substituțiune fidei-comisară bilaterală și deci este valabilă, căci prin această dispozițiune testatorul nu a făcut o liberalitate în sensul că legatarul supraviețuitor este grati-

fiat în două ordine de succesiune, pentru că ambii legatari universali sunt instituți direct de autorul testamentului și deveniți proprietari, cu vocațiune pentru totalitatea succesiunii în același moment, epoca morții testatorului. (Trib. Ilfov I, C. Jud. 4/99).

2. Desemnarea cu precizie a eredului sau legatarului este o condițiune esențială pentru validitatea testamentului, căci deși legea nu spune că persoanele incerte nu sunt capabile a primi un legat, totuși legatul fiind o liberalitate, o speță de donație, urmează că un legat nu poate avea ființă, pe câtă vreme beneficiarul nu este indicat cu cer-

titudine. Afară de aceasta, prin instituție ca legatari a unor persoane incerte, s'ar eluda cu ușurință prescripțiile legii relative la dispozițiile prohibitive, precum și acele privitoare la persoanele necapabile de a primi liberalități, ceea ce nu se poate admite. Simpla omisiune însă a numelui nu face ca legatul să fie nul, când e vădit că testatorul a avut intențiunea de a gratifica persoana, pe care a desemnat-o în mod obscur sau echivoc. (Trib. Brăila II, C. Jud. 73/901).

3. A se vedea: art. 803 cu Index și notele respective.

**Art. 805.** — Este permisă asemenea dispozițiunea între vii sau testamentară, prin care uzufructul se dă la o persoană, și proprietatea nudă la alta. (Civ. 517 urm., 803, 804; Civ. Fr. 899).

*Text fr. Art. 899.* — Il en sera de même de la disposition entre-vifs ou testamentaire par laquelle l'usufruit sera donné à l'un, et la nue propriété à l'autre.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 303, 320, 321;  
BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, II, 3166;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, 950, 951;  
DALLOZ, *Rép. Substitutions*, 162 urm.; *Suppl. Substitutions*, 101 urm.;  
DEMOLOMBE, XVIII, 117, 167;  
LAURENT, XIV, 418-420, 422, 447;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 461, 462;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3294.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 519 n. 1, 533, 550, 569, 601 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 131;  
CANTACUZINO MATEI, p. 331, 336;  
COSTIN AL., *Nota sub. Cas. I, 801 bis din 12 Oct. 1921. Pand. Rom. 1923-I-22*;  
NACU, II, p. 237 urm.;  
PURICESCU N., *Notă sub. Trib. Vâlcea s. I, 73 din 22 Mart. 1923. Pand. Rom. 1924-II-177*.

#### Jurisprudență.

1. Când prin testament un testator a lăsat soției sale uzufructul asupra unui imobil pe un timp determinat, la împlinirea acestui termen, acel imobil urmează să intre în plină proprietate și folosință a succesorilor legitimi ai testatorului și, dacă acel imobil a fost vândut, moștenitorii testatorului sunt în drept să reclame valoarea lui. În timpul cât durează acest uzufruct, nuda proprietate aparține moștenitorilor testatorului. (Apel Buc. III, C. Jud. 15/96).

2. Legatul, prin care se lasă unei persoane uzufructul, iar altei persoane nuda proprietate, persoană neexistentă în momentul facerii testamentului, și la caz când această persoană n'ar e-

xistă, la moartea testatorului, nuda proprietate să treacă la altă persoană existentă în momentul facerii testamentului, constituie o dispoziție permisă de lege. (Cas. I, 222/901, B. p. 814).

3. Cheștiunea de a se ști, dacă printr'un testament s'a legat în persoana cuivă numai uzufructul, iar altuia numai nuda proprietate, constituie o cheștiune de interpretare a termenilor și clauzelor testamentului, lăsată la suverana apreciere a instanțelor de fond. (Cas. I, 222/901, B. p. 814).

4. Când testatorul spune în testamentul său că lasă soției sale, cât va trăi veniturile de pe moșiile sale, cu adăugire că „după moartea soției va trece la familie“, testându-se astfel, nu se poate zice că ar fi o substituție fideicomisară, căci, pe lângă că lipsește



sarcina de a conserva și remite, dar nici nu sunt două legate; și numai unul, acel lăsat soției care, fiind de uzufruct, se stinge la moartea ei și averea reîntregită revine familiei.

Chiar dacă s'ar putea susține că în această dispoziție ar fi două legate, unul în favoarea soției și altul în favoarea familiei de sânge, încă nu poate fi vorba de substituțiune fidei-comisară, pentru că nu același bun s'ar fi legat uneia cu sarcina de a-l conserva și remite celeilalte, ci uzufructul în beneficiul primei legatate și nuda proprietate către a doua, cea ce constituie o dispoziție permisă de lege prin art. 805 din codul civil. (Apel Buc. I, Dr. 73/913, p. 611).

5. Dispozițiunea testamentară pe care art. 805 c. civ. o permite, nu prezintă nici unul din caracterele și inconveniente substituțiunii și între aceste două

feluri de dispozițiuni sunt deosebiri însemnate, între cari este și aceea că obiectul liberalității nu este același, căci pe când eredele instituit devine deplin proprietar al lucrului legat la moartea testatorului, legatarul uzufructului primește numai un dezmembrământ al proprietății fără aparența de a deveni proprietar, iar substituitul nu are nici un drept asupra lucrului legat pe cât timp trăește eredele instituit și nici nu poate dobândi vre-un drept dacă nu supraviețuește acestuia. În cazul însă al art. 805 c. civ., legatarul uzufructului dobândește dreptul ce i s'a legat de la deschiderea succesiunii, chiar dacă legatarul nudei proprietăți nu ar mai trăi. (C. Apel Buc. s. IV, 1 Iunie 1911, Curier Jud. 21/912).

6. A se vede: art. 803. Index „Nuda proprietate“, „Uzufruct“ și notele respective.

## CAPITOLUL II.

Despre capacitatea de a dispune sau de a primi prin donațiune între vii sau prin testament.

**Art. 806.** — Minorele mai mic de 16 ani nu poate dispune, nici într'un fel, afară de excepțiunile regulate la capitolul IX<sup>1)</sup> al acestui titlu. (Civ. 807, 936 urm., 1231; Civ. Fr. 903).

*Text. fr. Art. 903.* — Le mineur âgé de moins de seize ans ne pourra aucunement disposer, sauf ce qui est réglé au chapitre IX du présent titre.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 19;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 276, 279;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 635;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 79; ed. 1-a, III, p. 648;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 276 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 378, 400;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 410, 417;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 213 urm., 227 urm., 1045 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 264, 265, 267;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2890 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 27, 29, 53 urm., 80, 81, 117 n. 1, 676, 726; (II, ed. 2-a, p. 866; III, part. II, ed. 2-a, p. 864, 871; IV, part. II, ed. 2-a, p. 457; VII, p. 160; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 77, 78);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 336, 337;  
 NACU, I, p. 324, 639; II, p. 249, 250.

**Art. 807.** — Minorele de 16 ani poate dispune prin testament și numai pentru jumătate din bunurile de cari după lege poate dispune majorele. (Civ. 430, 806, 809, 841, 939; Civ. Fr. 904).

1) Capitolul ce trebuie citat aci e capitolul VII, iar nu IX, după cum este în textul francez.

*Text. fr. Art. 904.* — Le mineur parvenu à l'âge de seize ans ne pourra disposer que par testament, et jusqu'à concurrence seulement de la moitié des biens dont la loi permet au majeur de disposer.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 251, 252;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 283, 284, 287, 291, 293 urm., 296, 297;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 438; ed. 1-a, III, p. 37, 648, 649;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 275 urm. 782 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 93 urm., 186 urm.  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 378, 400, 403;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 423 urm., 426, 432, 435;  
 HUC, VI, 84;  
 LAURENT, XI, 147, 149, 150 urm., 439;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 227 urm., 1045 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 264, 265;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2890 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, III, part. I, ed. 2-a, p. 53 n. 2, 55, 57 urm., 117, 693, 744; (I, ed. 2-a, p. 136; II, ed. 2-a, p. 866; III, part. II, ed. 2-a, p. 864 n. 3; VII, p. 160); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 46, 130;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 84, 336, 337;  
 NACU, I, p. 324, 639; II, p. 250.

#### Jurisprudență.

1. Art. 807 nu suferă nici o modificare, în cazul când minorul de 16 ani este o femeie emancipată prin căsătorie, pentru că nici căsătoria, nici eman-

ciparea prin căsătorie sau afară din ea, nu au nici o influență asupra dispozițiilor de lege relative la capacitatea de atestă. (Apel Galați II, C. Jud. 31/900).

**Art. 808.** — Este capabil de a primi prin donațiune între vii oricine este conceput în momentul donațiunei.

Este capabil de a primi prin testament oricine este conceput la epoca morții testatorului<sup>1</sup>). (Civ. 120, 286 urm., 564, 654, 705 urm., 814, 925, 927; Civ. Fr. 906).

*Text. fr. Art. 906.* — Pour être capable de recevoir entre-vifs il suffit d'être conçu au moment de la donation.

Pour être capable de recevoir par testament, il suffit d'être conçu à l'époque du décès du testateur.

Néanmoins la donation ou le testament n'auront leur effet qu'autant que l'enfant sera né viable.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 23, 70-74;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.* I, 262, 263 urm., 268-271, 274 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 334, 335, 691; ed. 1-a, III, p. 652 urm., 676, 680, 681, 682, 822, 827, 953, 955, 956;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 313 urm., 483 urm., 3465 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 100 urm., 169 urm., 837 urm.;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 580-582, 590, 608-610, 618;  
 LAURENT, XI, 159, 326, 486 urm.;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 347 urm., 760 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 275 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2911.

<sup>1</sup>) Art. francez corespunzător 906, continuă: „Néanmoins la donation ou le testament n'auront leur effet qu'autant que l'enfant sera né viable“.



## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 18, 81-83, 105, 113, 160, 166, 172, 235, 674, 676, 696; (I, ed. 2-a, p. 245; III, part. II, ed. 2-a, p. 72, 864; IV, part. II, ed. 2-a, p. 460, 465, 560, 574, 591, 592, 598 n. 3, 602 n. 1, 604; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 180); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 60, 134, 170; *Observație* sub. Trib. civil Rodez (Aveyron), 18 Nov. 912. Dreptul 57/1913;
- CANTACUZINO MATEI, p. 324, 325, 326, 336;
- NACU, I, p. 120; II, p. 251 urm.

## INDEX ALFABETIC

Acceptare 3.	Legea instrucțiunii publice 1, 3, 4, 6.
Autorizație regală 3.	Legea rurală 13.
Biserică 12.	Ministerul Cultelor 1, 17.
Bolnavi 11.	Morale persoane 1-5, 7, 9, 11, 14, 17.
Comună 17.	Naționalitate 2.
Comunală lege 10, 17.	Natural copil 15.
Concubinaj 16.	Nullitate 9, 13, 16.
Confirmare 14.	Ordin publică 14.
Constituție 19.	Pământuri rurale, a se vedea „Imobile rurale”.
Copil natural 15.	Persoane morale 1-5, 7, 9, 11, 14, 17.
Corporațiuni 9.	Primărie 3, 10.
Donațiuni 3, 13, 14, 15, 19.	Rurale imobile 13, 19.
Drept public 9.	Rurală lege 13.
Elvi săraci 10.	Săraci 8, 12.
Executare 14.	Școale 5, 10.
Femei 1, 8, 19.	Spitale 11, 17.
Fraudă 16.	Stat 3, 5, 6.
Fundațiuni 1, 4, 6, 7, 9, 13.	Străini 2, 14, 19.
Imobile rurale 13, 19.	Studenti 1, 3, 4.
Instrucțiune publică, lege 1, 3, 4, 6.	Testamente 14-19.
Judec 11.	Utilitate publică 1, 3, 7, 11.
Legatar universal 19.	
Legate 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 17.	
Legea comunală 10, 17.	

## Jurisprudență.

1. Din art. 338, 339 urm. leg. instrucțiunii publice, rezultă pe de o parte că particularii pot fundă stipendii în favoarea dezvoltării instrucțiunii și de altă parte că în caz când asemenea fonduri se încredințează guvernului, întrebuințarea lor se va face conform voinței fondatorilor, și în lipsă de dispozițiuni exprese după regulile întocmite pentru stipendiile statului. Și după art. 811 și 817 codul civil, dispozițiunile testamentare pentru binefacere sau ori ce fel de utilitate publică nu numai că nu sunt oprite, dar încă sunt prevăzute și regulate de lege, în ceea ce privește a lor primire în favoarea celor la care ele sunt adresate. Când dar e vorba de o fundațiune în favoarea instrucțiunii publice, și singura autoritate tutelară în această sferă fiind ministerul cultelor, este de sine înțeles că administrarea fondurilor legate pentru învățătura studenților români în tot viitorul, a fost încredințată ministerului cultelor. (Cas. I. 225/Junie 14/80, B. p. 268).

2. Pe lângă persoana fizică sau naturală a omului, a căruia individualitate se impune legii, mai sunt și alte persoane pe care dănsa le privește. Cu toate că sunt lipsite de realitatea fizică, capabile de a avea interese drepturi și obligațiuni; aceste persoane fictive se numesc persoane morale sau persoane civile. Și din simpla observațiune asu-

pra acestor persoane morale, pe cari legea noastră le recunoaște, rezultă că creațiunea lor se bazează pe interesul și utilitatea generală. Orice stat regulat constituit conform regulilor de drept internațional public, de drept și prin el însuși centralizează și rezumă în unitate sa toate interesele generale ale țării. Astfel fiind, numai statul poate da existență și drepturi unei persoane morale; recunoașterea expresă sau tacită a puterii publice îi este indispensabilă formațiunii ei. Și ideea fundamentală a creațiunii unei persoane morale este generală și există în toate țările. Așa fiind în toate țările găsim, ca și la noi, puterea publică confirmând personalitatea civilă la oarecari unități politice, administrative sau religioase, la oarecari instituțiuni științifice sau de bine facere. Aceste persoane morale luându-și existența de la puterea publică a unui stat, rezultă că ele împrumută și naționalitatea legiuitorului de la care își au primit existența; actul de fundațiune ne arată dacă este națională sau străină. Deci numai legea unei țări putând da existență unei persoane morale, rezultă că precum această lege, emanațiune a suveranității, n'are nici o autoritate peste limitele teritoriului asupra căruia își exercită suveranitatea nici persoana fictivă creată de ea nu poate avea existența în țara noastră, de cât în virtutea unei recunoașteri a statului român, rezultând sau din un acord diplomatic sau dintr'un act expres sau tacit al puterii legiuitoare, și numai în urma acestei recunoașteri, persoana morală străină, poate exercita în țara noastră toate acele drepturi ce legea noastră atribuie persoanelor morale române de aceeași natură. Din toate acestea rezultă dar că o persoană morală străină, fie comună sau ori ce altă instituțiune de binefacere, pentru a putea primi un legat de lucruri mobile sau imobile situate în România, trebuie să aibă personificațiunea civilă a statului de care aparține, apoi să fie recunoscută ca atare de statul român, și în fine să aibă autorizațiunea statului de care aparține, apoi să fie recunoscută ca atare de statul român, și în fine să aibă autorizațiunea statului român a primi legatul făcut, căci dispozițiunea art. 811 e generală și cerută de interesul familiilor și



al statului. (Apel Buc. III, 99, Mai 23/91. Dr. 43/91 și Cas. I, 193/Mai 19/80, B. p. 243).

3. Legiuitorul prin art. 811 și 817, recunoaște stabilimentelor de utilitate publică și în general persoanelor morale drepul și capacitatea de a accepta legate și donațiuni, întocmai ca și persoanele fizice și singurile condițiuni necesare, pentru o validă acceptare sunt existența legală a acelor persoane morale și autorizatiunea regală. Or, trimiterea regulată a studenților români în străinătate pentru studiu, în virtutea unei dispozițiuni testamentare, constituie în toată puterea cuvântului un stabiliment, o instituțiune de utilitate publică, de oarece dânsa are de scop învederat instrucțiunea publică interesul general al statului. Pe de altă parte, o asemenea dispozițiune nu numai că arată indirect pe adevăratul legatar, pe ministerul instrucțiunii publice, dar nu se poate considera ca făcută de cât în interesul acestei persoane morale existente „Statul”. Apoi și din art. 338 și 339 din legea instrucțiunii publice, reese că particularii pot fundă stipendii în favorul dezvoltării instrucțiunii, și că în cazul când în o asemenea dispozițiune nu se indică direct Statul, el cată a fi subînțeles, de oarece pe dânsul îl privește și în interesul său direct liberalitatea are loc. (Trib. Ilfov I, 370, Nov. 7/83, Dr. 86/83).

4. În dispozițiunea „restul averei va servi de veci ca din venitul ei să se trimită pentru studiu în străinătate atâția tineri pentru căli va ajunge venitul”, rezultă că defunctul a dispus în favoarea instrucțiunii publice. Or instrucțiunea publică este o instituțiune publică, o persoană morală, constituită și organizată de lege, iar ministerul său fiind autoritatea supremă a instrucțiunii publice și chiar private după cum dispune art. 9 din legea instrucțiunii publice, reprezintă toate drepturile și interesele culturai intelectuale a românilor. De unde rezultă că orice dispozițiuni făcute în favoarea instrucțiunii trebuiesc a fi considerate ca făcute în persoana ministeriului instrucțiunii publice, ceea ce reese în mod neîndoios din combinarea principiilor art. 811 și 817 c. civ. cu art. 338 și urm. legea instrucțiunii publice. Deci dar persoana desemnată de testator ca legatar, fiind determinată atât în fapt oât și în drept, având o vocațiune generală și chiar specială pentru fundațiunile de stipendii studenților în străinătate, legatul nu poate fi declarat de caduc. (Apel Buc. II, 27/Febr. 10/86, Dr. 29/86).

5. Dacă liberalitățile testamentare făcute în favoarea școalelor publice, pot să fie privite ca făcute în favoarea statului, pentru motivul că statul are sar-

cina legală de a creea și întreține școalele publice, același motiv nu există pentru a atribui statului liberalitățile făcute în favoarea școalelor libere. Asemenea liberalități nu au nici o tărie în fata legii, fiind că ele sunt făcute în favoarea unor stabilimente private care nu au nici o personalitate juridică. (Apel Buc. I, 86, Febr. 7/86, Dr. 34/86).

6. Din combinația art. 338 și 339 legea instrucțiunii rezultă că legaturile pentru fundațiuni de burse în folosul instrucțiunii publice, nu pot fi considerate ca lăsate unor persoane incerte și necunoscute. Ori de câte ori e vorba de asemenea dispozițiuni, legatul trebuie considerat ca făcut stabilimentului public, însărcinat cu serviciul la care se raportă fundațiunea. Și după legile noastre cari conferă Statului sarcina instrucțiunii publice (art. 9 legea instrucțiunii), organul legal al învățământului public este Statul reprezentat prin ministerul instrucțiunii publice. (Cas. I, 123/Mart. 9/87, B. p. 217).

7. O dispozițiune făcută pentru creațiunea unui stabiliment de utilitate publică este valabilă întotdeauna când există o persoană morală care poate până la un punct oarecare să fie considerată ca subiectul liberalității din cauza interesului ce poate avea la creațiunea acestui stabiliment și a raporturilor de dependință în care el va rămâne față de dânsa; în dispozițiuni de asemenea natură liberalitatea se atribuie administrațiunii legale însărcinată cu serviciul la care se raportă fundațiunea dorită de defunct. (Trib. Ilfov, II, 64, Mart. 5/89, Dr. 59/89).

8. Dacă legatul făcut generalității săracilor se presupune a fi făcut săracilor comunei domiciliului și ca atare el este adresat primăriei, reprezentantul legal al săracilor, și prin urmare valabil; însă atunci când legatul nu este făcut la toți săracii, și numai la o parte din săracii pe care îi va alege executorul testamentar, *ut singuli*, legatul este nul, căci aceasta constituie o facultatea de elecțiune care nu este admisă în dreptul nostru. (Apel Buc. III, 197, Oct. 18/89, Dr. 75/89).

9. După principiile esențiale ale dreptului public modern, fără o lege expresă nu se poate contesta persoanelor modul întrebuițării vieții lor și dreptul de a se asocia între ele pe baza unor idei și aspirațiuni comune, fără a lovi în libertatea individuală; nici a se contesta cetățenilor întrebuițarea ce fac de bunurile lor, afectându-le la serviciul unei opere sau întreprinderi ce voesc a face fără a lovi în libertatea proprietății. Dreptul public al țării noastre nu numai nu oprește și nici n'a oprit vre-o dată crearea unor asemenea fundațiuni prin voința particulară, dar din contră le-a văzut totdeauna cu fa-



voare. Inșă, după legislațiunea noastră, atât fundațiunile cari consistă în o afecțiune de bunuri pentru un scop perpetuu, cât și corporațiunile, în cari personalitatea civilă consistă în o agregatiune de persoane sau asociațiuni, nu pot exista ca persoane civile capabile de drepturi și obligațiuni de cât numai când autoritatea publică le-a recunoscut legalmente existența, existența de fapt ne putându-le atribui nici o dată personalitatea juridică. Or, după art. 808, principala condițiune ca o persoană să poată primi o donațiune sau legat este să fie concepută în momentul facerii donațiunei sau morții testatorului. Și acest articol fiind general și neexistând nici o rațiune de a distinge, se aplică atât persoanelor fizice cât și celor civile. Această incapacitate a persoanelor civile nu poate fi ridicată nici prin o recunoaștere legală posteroară epocii când gratificatul trebuia a exista pentru a fi capabil să primească, căci ele ca și persoanele fizice numai personalitatea le face apte de a primi o liberalitate. Astfel fiind, este nul legatul lăsat unei instituțiuni care ar urmă să se înființeze, unei persoane morale care n'a avut și n'are nici de fapt o existență, necum o recunoaștere legală, care să o investească cu o personalitate juridică în momentul morții lui *de cuius*. (Trib. Ilfov I, Mai 27/89, Dr. 46/89).

10. O dispozițiune testamentară este valabilă când persoana instituită și care urmează să beneficieze de legat este succetibilă de a fi determinată; așa, în specia unui legat pentru cumpărare de cărți și obiecte de învățătură cari să se dea elevilor din părinți săraci dela școalele din cutare comună, sub controlul moștenitorului și al executorilor testamentari, testatorul prin cuvintele: „*copiii din părinți săraci de la școalele din cutare comună*”, a înțeles să se refere la o specie de săraci, și, prin urmare, determină persoanele pe care îi institue ca legatari; voința sa dar e clar manifestată; acele legate se adresează săracilor în care caz legiuitorul prin art. 811 și 817 autoriză virtual legatari de asemenea natură. Și cum rezultă din art. 11, 13 și 14, precum și din întreaga economie a legei comunale, că primăria între alte obligațiuni are și pe aceea de a îngriji de infirmi, ca atare e în drept ca reprezentantă a acestora, să reclame executarea legatelor care îi privesc pe dânșii. (Cas. I, 56, Febr. 14/90, B. p. 152).

11. Liberalitatea făcută pentru înființarea unui spital este făcută în favoarea unui stabiliment de utilitate publică ce este a se creaa; și mărginindu-se întru aceasta, am tebu să zicem că liberalitatea nu e valabilă. Inșă testatorul arătând prin testament persoana

na morală care are interes la înființarea spitalului, arătând comuna, arătând mai cu seamă și județul a cărui reprezentatiune, consiliul general are a reprezenta, a supraveghia și administra averea lăsată pentru spitalul ce ar fi creat, este invederat că poate fi considerat ca subiect al liberalității, sau comuna, sau cu deosebire însuși județul, ambele având calitatea de persoană morală recunoscută prin legi. Liberalitatea făcută dar pentru înființarea unui spital în județul cutare, cu deosebire pentru folosul bolnavilor din județ, e făcută în folosul județului, este făcută în folosul unei persoane morale existente. (Cas. I, 68/91, Febr. 18/91, B. p. 162).

12. Dispozițiunile tesamentare făcute în favoarea săracilor dintr'o țară sau dintr'un oraș, sau localului unui cult religios, sunt generalmente considerate ca făcute instituțiunei de binefaceri, sau în lipsa lor autorității legalmente însărcinat de lege a se ocupa de interesele săracilor sau ale cultului religios din acea localitate. Astfel legatul făcut pentru binefaceri în România este valabil, căci el se adresează de drept ministerului cultelor însărcinat de lege cu asemenea acte. (Apel Buc. III, Mai 23/91, Dr. 43/91).

13. Principiul din art. 808, fiind general, se aplică atât persoanelor fizice cât și celor civile, de unde rezultă că o persoană civilă, care nu are o existență legală în momentul donațiunei sau al morții testatorului, este incapabilă de a primi darul sau legatul făcut în favoarea sa. Deci e nul legatul lăsat unui institut de educațiune care urmează să se înființeze după moartea testatorului. (Apel Buc. II, 199, Nov. 26/90, Dr. 12/91).

14. Art. 1167 alin. 3 se aplică nu numai la donațiuni ei și la testamente, fiindcă regula cuprinsă în acea dispozițiune nu e nici o rațiune a o aplică numai la donațiuni între vii și nu și la testamente. Astfel erezii și reprezentanții testatorului dacă execută sau confirmă un testament, a cărui nulitate se poate cere pentru viții de formă, prin aceasta nulitățile dispar. Inșă dacă e vorba de viții ale testamentului, cari privesc interesul general sau ordinea publică, executarea sau confirmarea din partea erezilor nu poate avea acest efect; în deosebi dacă e vorba de dispozițiuni testamentare în favoarea unor persoane morale străine, aceste dispozițiuni sunt nule, fie pentru că aceste persoane nu există, fie pentru că n'a urmat autorizațiunea prescrisă de art. 811; acele dispozițiuni nu pot doândi o existență legală fie că s'ar execută expres sau tacit fie că s'ar confirma căci dispozițiunile testamentare în favoarea persoanelor străine, dacă



n'au o existență legală, ele nu o pot dobândi sub nici un fel, nici prin executare nici prin confirmare din partea erexilor, de oare ce ceea ce juridicește nu există, nu poate prin nimic să existe; dacă am admite contrariul s'ar da vieață și existență unor instituțiuni cari nu pot exista sub raportul juridic, ar fi a eluda scopul legiuitorului, violând regulile de ordine publică, căror sub nici un fel nu se poate contraveni. (Cas. I, 309/Oct. 3/92 B. p. 862).

15. În sistemul legislațiunei noastre române, calitatea de copil natural nu constitue o cauză de incapacitate pentru el d'a primii de la tatăl său liberalități prin dispozițiuni între vii sau testamentare, ei este lăsat în aceeași stare de drept comun ca și ori ce alt copil străin. (Cas. I, 191/Mai 26/92, B. p. 475).

16. Concubinajul nu constitue pentru concubin o incapacitate de a primi de la concubina sa o liberalitate prin testament și prin urmare, nu poate fi o cauză de nulitate a testamentului, dar este o puternică prezumpție a manoperilor doloase întrebuintate de concubin, pentru a despoia pe concubina sa de averea ei în profitul lui. (Cas. I, 234/99, B. p. 753).

17. Crearea și întreținerea unui spital este, în virtutea legeri comunale, o datorie a comunei, de unde urmează că o dispoziție testamentară prin care o persoană lasă averea sau o parte din averea sa unei comune, cu sarcina pentru comună să clădească și să întreție

un spital, este un legat făcut în favoarea acelei comune, de oarece printr'insul comuna este ajutată în îndeplinirea unei datorii ce aveă de la lege, și este făcut cu o sarcină, ce legalmente se puteă pune comunei, de oarece intră în virtutea legeri, în atribuțiile sale, îndeplinirea ei. Astfel, un asemenea legat este valabil făcut în favoarea unei persoane existente, comuna, persoană morală existentă, și dar capabilă de a fi instituită legatară. (Cas. I, 396/900, B. p. 1319).

18. După principiul dreptului comun femeile au aceleași drepturi ca și bărbații, de a moșteni prin testament și întrucât nici un articol din legea rurală nu derogă la acest principiu, rezultă că sătencile pot dobândi prin testament imobile rurale. (Cas. I, 259/903, B. p. 705).

19. Donațiunea unui imobil rural, făcută de un soț strein soției sale de origină română, nu mai prezintă nici un interes de a fi discutată din punctul de vedere al aplicării dispozițiunilor art. 7 § V din Constituțiune, dacă donatorul, printr'un testament al său, a instituit legatară universală pe soția sa, care la moartea lui redevenind română, eră capabilă de a dobândi acel imobil în calitate de legatară universală. (Apel Buc. III, Dr. 46/905).

20. A se vedea: Art. 7 cu notele respective; art. 475 cu nota 16; art. 654 cu nota 5; art. 802, Index „Persoane incerte” și notele respective.

**Art. 809.** — Minorele de șase-sprezece ani nu poate prin testament dispune în favoarea tutorelui său.

Minorele, ajuns la majoritate, nu poate dispune nici prin donațiune între vii, nici prin testament, în favoarea fostului său tutore, dacă socotelile definitive ale tutelei n'au fost prealabil date și primite.

Sunt exceptați în amândouă cazurile de mai sus ascendenții minorilor, cari sunt sau au fost tutori ai lor. (Civ. 419, 807, 812, 1900, 1901; Civ. Fr. 907).

*Text. fr. Art. 907.* — Le mineur, quoique parvenu à l'âge de seize ans ne pourra, même par testament, disposer au profit de son tuteur.

Le mineur, devenu majeur, ne pourra disposer, soit par donation entre-vifs, soit par testament, au profit de celui qui aura été son tuteur, si le compte définitif de la tutelle n'a été préalablement rendu et apuré.

Sont exceptés, dans les deux cas ci-dessus, les ascendants des mineurs, qui sont ou qui ont été leurs tuteurs.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 28-30;

BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.* I, 432, 435-439 urm., 441, 443-445, 447, 448 urm.;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 521; ed. 1-a, III, p. 665, 670, 671, 676;



DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 337 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 111 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 27 bis;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 476, 480, 480 bis, 482, 484, 485, 488, 489, 491, 495, 497-499, 725;  
 LAURENT, XI, 330, 331, 334-336, 338, 399;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 523 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 268;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 1976; III, ed. 2-a, No. 2960.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 17, 27, 48 nota, 55, 58 n. 1, 116, 117 urm., 146, 147, 160-162, 163 l. și n. 3; (I, ed. 2-a, p. 137; II, ed. 2-a, p. 502, 503, 568, 740, 782; IV, part. II, ed. 2-a, p. 124 n. 1, 351 n. 3, 352 nota, 411, 465); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 46, 136;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 328, 335, 336, 337;  
 NACU, I, p. 641, 655; II, p. 255, 256.

**Art. 810.** — Doctorii în medicină, sau în chirurgie, oficerii de sănătate și spîterii care au tratat pe o persoană în boala din care moare, nu pot profita de dispozițiunile între vii sau testamentare, ce dînșii au făcut în favoare-le în cursul acestei boale.

Sunt exceptate:

1. Dispozițiunile remuneratorii făcute cu titlul particular; se va ține însă seamă de starea dispunătorului și de serviciile făcute;

2. Dispozițiunile universale, în caz de rudenie pînă la al patrulea grad inclusiv, afară numai dacă mortul va avea erezi în linie dreaptă și dacă acela în profitul cărui s'a făcut dispozițiunea, nu este el chiar erede în linie dreaptă.

Aceleași reguli sunt aplicabile în privința preoților. (Civ. 660 urm., 812, 887 urm., 894, 899; Civ. Fr. 909).

*Text. fr. Art. 909.* — Les docteurs en médecine ou en chirurgie, les officiers de santé et les pharmaciens qui auront traité une personne pendant la maladie dont elle meurt, ne pourront profiter des dispositions entre-vifs ou testamentaires qu'elle aurait faites en leur faveur pendant le cours de cette maladie.

Sont exceptées, 1<sup>o</sup> les dispositions rémunératoires faites à titre particulier, eu égard aux facultés du disposant et aux services rendus;

2<sup>o</sup> Les dispositions universelles, dans le cas de parenté jusqu'au quatrième degré inclusivement, pourvu toutefois que le décédé n'ait pas d'héritiers en ligne directe; à moins que celui au profit de qui la disposition a été faite, ne soit lui-même du nombre de ces héritiers.

Les mêmes règles seront observées à l'égard du ministre du culte.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 31-35;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 474, 480-482, 484, 487 urm., 491-493, 495, 496, 498-502, 504, 506, 507;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 665, 671, 672, 673, 676, 884;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 357 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 115 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 30 bis; 30 bis, XIII; 39 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 789;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 505 urm., 509-511, 516 urm., 519, 524, 525, 528, 529 urm., 531-534, 537, 542, 543, 545, 546, 548;  
 HUC, VI, 100, 101, 103, 104;

LAURENT, XI, 340-345, 347-349, 351-353, 357, 358, 358 bis;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 159 urm., 596 urm., 1353 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 271 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2962 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 17, 27, 48 nota, 55, 58 n. 1, 116, 117 urm., 146, 147, 160-162, 163 t. și n. 3; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 124 n. 1, 351 n. 3, 352 nota, 411, 465); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 136; *Observație* sub. C. Apel Lyon, 22 Dec. 911. Dreptul 19/1913; *Observație* sub. Trib. civil Cahors, 8 Mai 913. Curier Jud. 66/913; *Nota* sub. Trib. Auxerres (Yonne), 9 Dec. 922. Curier Jud. 34/923; *Nota* sub. Trib. Lyon 22 Dec. 1922. Curier Jud. 35/923; *Observație* sub. Cas. I, 103 din 4 Iunie 1919. Tribuna Juridică 42-44/919; *Nota* sub. C. Apel Cernăuți, 26 Dec. 1921. Pand. Rom. 1923-II-124; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 31 Ian. 1923 și Cas. I, 4 Iunie 1919. Pand. Rom. 1923-III-136; *Nota* sub. Trib. Vienne (Isère), 9 April 1921. Jurispr. Gen. 20/1924, No. 1175;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 328, 335, 336, 337;  
 HAMANGIU C., *Observație* sub. Trib. Férigueux (Dordogne) 9 April. 1922. Pand. Rom. 1923-III-137;  
 NACU, II, 257 urm.;  
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Trib. civil Narbonne 20 Oct. 1909. Dreptul 16/1910;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Nota* sub. Trib. Ilfov s. III, 474 din 27 Iunie 921. Pand. Rom. 1922-II-154;  
 STOENESCU D. D., *Observație* sub. C. Apel Gand, 8 Ian. 1912. Pagini Juridice, 100/1912.

### Jurisprudență.

1. Între persoanele ce nu pot primi dispozițiuni între vii sau testamentare prevăzute de art. 810 nu se cuprind și moașele. Și acolo unde legiuitorul n'a prescris o restricțiune, judecătorul nu o poate înființa prin analogie, de oare ce restricțiunile sunt de drept strict și urmează a fi mărginite numai acolo unde legiuitorul a voit a le impune. (Cas. I, 93/Mart. 12/76, B. p. 121).

2. Sunt exceptate dela această prohibițiune legatele lăsate servitorilor și preoților, dacă mai ales s'au făcut mai mult ca răsplătire pentru serviciile făcute. (Apel Buc. I, 113, Mai 24/82, Dr. 70/82).

3. Cel ce servește de redactor și scriitor al actului, poate primi o liberalitate nu e viciu de formă ci cel mult o cauză de captație. (Trib. Tecuci 205 din 28 Oct. 917. Dreptul 24/920).

4. Conform art. 810 c. civ., preoții ca și medicii, chirurgii, etc., care au tratat pe o persoană în boala de care moare, nu pot beneficia de dispozițiunile între vii sau testamentare, ce acea persoană a făcut în favoarea lor, în cursul acestei boale și această prohibițiune constituie o prezumpțiune juris et de jure, contra căreia nici o dovadă contrară nu este primită.

Preotul care n'a făcut decât să împărtașească pe testator, nu intră între acele persoane declarate de lege incapabile, această incapacitate lovind numai pe acei care, printr'un contact mai des și printr'o asistență repetată, au putut influența voința testatorului. (Cas. I, No. 103, 1919; Jurispr. Rom.

1919, p. 724, Curier Jud. 6/919; Judec. ocol II C. Lung. 17 Oct. 923. Dreptul 41/923).

5. Darul remunerator de o valoare prea mare față de serviciile prestate și îngrijirea dată testatorului, face dovadă de un adevărat abuz de influență comis de doctorul cel învoacă. (Trib. Ilfov, s. III, 474 din 27 Iunie 1921. Pand. Rom. 1922, II, 154; C. Apel Buc. s. I, 20 din 31 Ian. 1923. Jur. Gen. 1923, No. 237).

6. Captațiunea ca și sugestiunea în materie testamentară pot fi dovedite nu numai cu martori, dar și cu prezumpțiuni, și mai ales cu prezumpțiune, când se ascunde o fraudă.

În speță, constatându-se o serie de prezumpțiuni precise și concordante, cari toate duc la concluziunea că instituirea apelantului N. D. S. ca executor testamentar și legatar universal ascunde sub o falsă aparență pe adevăratul beneficiar Dr. S., a fost făcută cu eludarea legii, care împiedică pe medicul curant al defunctei ca să profite de dispozițiunile sau liberalitățile făcute în favoarea sa de către dânsa.

Prin urmare, anularea unei liberalități făcute medicului este bazată pe o prezumpțiune legală de captațiune și sugestiune, legea socotind asemenea liberalități ca făcute nu din libera voință a testatorului, ci sub influența abuzivă a medicului asupra bolnavului, prezumpțiune legală în contra căreia nici o dovadă contrarie nu este admisibilă potrivit dispozițiunilor art. 1202 c. civ. (C. A. Buc. I, dec. 20 din 31 Ian. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 236; Pand. Rom. 1923, III, 136).



**Art. 811.** — Dispozițiunile între vii sau prin testament, făcute în favoarea ospiciilor, săracilor dintr'o comună, sau stabilimentelor de utilitate publică, nu pot avea efect decât de sunt autorizate prin ordonanțe domnești în urma avizului Consiliului de Stat<sup>1)</sup>. (Civ. 808, 812, 814, 817, 818; Civ. Fr. 910).

*Text. fr. Art. 910.* — Les dispositions entre-vifs ou par testament, au profit des hospices, des pauvres d'une commune, ou d'établissements d'utilité publique, n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par une ordonnance royale.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 24-26, 41, 72, 297, 466;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 335 urm., 342 urm., 408, 419-421, 423, 425, 426, 602;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 658, 672; II, p. 84, 333, 620, 632; ed. 1-a, III, p. 659, 660, 661, 664, 676, 680, 683, 687;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 324 urm., 412 urm., *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 101 urm., 138 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 38; II, p. 441;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 586, 588-590, 603, 612, 631;  
 LAURENT, XI, 164, 192, 193, 291 bis, 300 urm., 306, 419;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 267;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2936 urm., 2984.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 81, 86 urm., 160, 242, 247, 276, 355; (I, ed. 2-a, p. 266, 269; IV, part. II, ed. 2-a, p. 199); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 134; „*Despre dreptul de fundațiune pioasă*“. Dreptul 80/1912; *Observație* sub. Trib. Braïla s. II, 18 Mai 1901. Curier Jud. 73/1901; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 4 din 11 Ian. 1901. Curier Jud. 84/1901; *Observație* sub. Cas. Turin 21 Dec. 1897. Curier Jud. 2/1902; *Observație* sub. Judec. Ocol. II București, 2475 din 10 Oct. 902. Curier Jud. 49/903;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 54, 327, 381;  
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice* vol. I, „Corporațiunile și așezămintele“ p. 34 urm.; vol. IV „Corporațiunile“ p. 122 urm.; „*Diversae causarum figurae*“, p. 229, 230;  
 DISSESCU G. C., „*Care este condiția juridică a persoanelor morale străine în România*“. Dreptul 3/1902;  
 IONESCU-DOLJ I., „*Afacerea Zappa*“. Curier Jud. 49/903;  
 NAGU, I, p. 120; II, p. 260; „*Supliment de concluziuni în Afacerea Zappa*“. Curier Jud. 13/909;  
 NEGULESCU PAUL, „*Studii de drept administrativ*“. Dreptul 14, 22, 30, 31/903;  
 SPINEANU I. ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 690 din 23 Iunie 1922. Pand. Rom. 1923-I-116;  
 URȘIANU VALERIAN, „*Afacerea Zappa*“. Dreptul 7/1902; 8/1902.

### INDEX ALFABETIC

Acceptare 1.  
 Anulare 1.  
 Autorizație 1-16.  
 Azil 4, 10.  
 Biserici 3, 9, 10.  
 Bolnavi 10.  
 Burse 1.  
 Comună 4, 5, 13.  
 Condiție ilicită 6.  
 Condiție de inalienabilitate 6.  
 Contencios recurs 16.  
 Donațiuni 1, 11, 16.  
 Eforia Spitalelor 6.  
 Imobil 6.  
 Interpretare 4, 9, 11, 12.  
 Instrucțiune publ., lege 1.  
 Legatar universal 10.  
 Legate 1, 2, 4, 5, 9, 13.  
 Legate pioase 7.  
 Legea instrucțiunii publice 1.

Mănăstiri 3.  
 Ministerul Cultelor 7, 9.  
 Morale persoane 4, 5, 6, 8, 14, 15.  
 Nulitate 5, 8.  
 Olimpicele din Atena 15.  
 Ordonanțe legale 1, 3.  
 Orfani 4.  
 Persoane incerte 9.  
 Persoane morale 4, 5, 6, 8, 14, 15.  
 Recurs in contencios 16.  
 Renunțare 1.  
 Saraci 4, 10, 13.  
 Secularizare 3.  
 Societăți comerciale 15.  
 Spitale 6, 16.  
 Stabilimente de utilitate publică 15, 16.  
 Stat 1, 9.  
 Străini 14, 15.  
 Străină țară 5, 10.

Studenti 1.  
 Tară străină 5, 10.  
 Testament 1, 4, 11.  
 Trimetere in posesie 8.

Utilitate publică, stabilimente 15, 16.  
 Uzufruct 1.

### Jurisprudență.

1. Deși art. 338 din legea instrucțiunii publice prescrie că legatele făcute statului pentru a servi drept burse studenților ce se vor trimite în străinătate, trebuiesc acceptate prin mijlocirea unor legi speciale, această dispozițiune este abrogată prin art. 811 c. civ., care dispune că orice instituțiune publică poate accepta legatele făcute în favoarea sa, dacă va fi autorizată printr'un decret regal, dat în urma avizului consiliului de Miniștri. Că art. 811

1) Consiliul de Stat a fost desființat prin legea din 12 Iulie 1866, astfel că astăzi este suficientă autorizarea dată printr'un Decret Regal.

c. civ., abrogă dispozițiunile contrarii din art. 388 leg. instr. publ., aceasta rezultă în mod expres din art. 1912 c. civ., care se exprimă textual că, pe lângă legiuirile Calimach și Caragea, toate celelalte legiuri civile anterioare sunt abrogate în tot ce nu este conform regulilor prescrie în prezentul codice. Iar circumstanța de fapt că legea instrucțiunii publice a fost promulgată a doua zi după promulgarea codului civil, nu ridică acestuia puterea abrogatorie, pe cât timp legiuitorul, printr-o dispozițiune specială, cuprinsă în art. 1913 c. civ., fixând data de 1 Iulie 1865, când are să fie pus în aplicare codicele, nu data promulgării, ci data punerii sale în aplicare trebuie să fie luată ca termen de plecare pentru determinarea nouilor sale principii abrogatorii și a efectelor ce dânsule aveau să exercite asupra legilor anterioare. Și chiar în cazul în care art. 338 leg. instr. publ. ar fi considerat ca o dispozițiune excepțională și specială stipendiilor pentru desvoltarea instrucțiunii publice, lipsa formalității ce dânsa prescrie ar constitui o incapacitate, și incapacitățile fiind de drept strict, ele nu pot fi invocate de cât în cazurile anume prevăzute. Or, în principiu, statul, prin ministerul respectiv, este totdeauna capabil a stă în justiție, și dreptul său de apărare contra ori cărei acțiuni nu este subordonat vre-unui fel de autorizare sau formalitate de îndeplinit. De asemenea statul are vocațiune la ori ce dispozițiune testamentară sau prin acte între vii, ceea ce reese din art. 811 și 817. Astfel, intervențiunea statului în instanța angajată pentru anularea unui testament prin care s'a lăsat și statului un legat nu este decât o măsură conservatorie a dreptului său de legatar, așa în cât, la termenul fixat în testament pentru stingerea uzufructului, statul să poată găsi și intra în posesiunea veniturilor legate, spre îndeplinirea voinței testatorului. Și în principiu, lipsa acceptărei legatelor nu împiedecă pe legatar a face ori ce act de administrațiune și de conservare în tot timpul util pentru acceptare, de oare ce renunțarea nu se presupune, ea trebuie să fie făcută expres. Deci dar, statul intervenind ca să se aperse și să conserve drepturile ce-i dă vocațiunea la legat, iar nu ca să ceară predarea lui, lipsa de acceptare în formele prescrie de lege nu i se poate opune. De unde rezultă că incapacitatea prevăzută de art. 338 legea instr. publ. fiind specială la forma acceptărei legatelor, iar nu la starea în justiție a statului, nu poate avea nici o aplicare în specie. (Apel Buc. II, 27, Febr. 10/86, Dr. 29/86).

2. Autorizarea cerută de art. 811 e relativă la executarea legatului. Și per-

soana indrituită de a cere autorizarea e cu totul indiferentă, fiindcă validitatea liberalității nu atârnă de la aceasta. (Cas. I, 68/Febr. 12/91, B. p. 164).

3. Monastirile și bisericile de mir, chiar în urma legii pentru secularizarea lor, pot să primească liberalități, cu singura condiție ca ele să fie, conform art. 811 c. civ., autorizate prin ordonanțe legale. (Cas. I, 269/94, B. p. 857).

4. Judecătorul fondului, interpretând clauzele și cuprinsul unui testament, prin care testatorul a lăsat ca după moartea sa să se fondeze într-o comună un azil pentru orfani și copii săraci, a putut decide că acest legat nu poate fi considerat ca adresat celui azil, care nu avea atunci o existență, ci comunei respective, care, ca persoană morală, existentă după lege și în drept de a reprezenta asemenea instituțiuni de binefacere, poate într'un mod legal să primească și să execute asemenea legate. (Cas. I, 458/95, B. p. 1314).

5. Legatul făcut unei comune dintr-o țară streină, deci unei persoane juridice neexistente în țara noastră, este nul. Chiar dacă s'ar recunoaste acelei comune o existență legală la noi în țară, zisa comună nu poate primi legatul fără autorizarea guvernului român, și în lipsa unei asemenea autorizațiuni, legatul este caduc. (Apel Buc. III, C. Jud. 25/95).

6. Legatul unui nemiscător lăsat unei persoane morale, care este oprită prin lege să înstrăineze averea sa (cum ar fi eforia spitalelor civile din București) nu este isbit de nulitate, din cauză că conține clauza inalienabilității, căci această condiție este ilicită, numai atunci când scoate din circulație imobilele, pe care legea le declară alienabile. (Cas. I, 53/96, B. p. 171).

7. Legatele pioase, fiind considerate mai mult ca remuneratorii de cât ca o pură liberalitate, sunt valabil instituite, desemnându-se numai titularul oficiului chemat a le aduce la îndeplinire, cum ar fi starețul unei mănăstiri. Dar numai Ministerul Cultelor este în drept de a-l reclamă și primi. (Apel Buc. I, C. Jud. 21/901).

8. O persoană morală nu poate urmări pe un debitor în calitate de legatară, până ce nu a fost autorizată de guvern ca să primească legatul, conform art. 811 și 817 c. civ. O urmărire făcută în lipsa acestei autorizări este nulă, chiar dacă persoana morală a fost trimisă în posesiune de justiție, pe cale grațioasă. (Trib. Ilfov, Not. Dr. 51/902).

9. În regulă generală legatele făcute în favoarea persoanelor incerte, care n'au existență legală în momentul deschiderei succesiunii sunt nule. O derogare însă de la această regulă este



atunci când din dispozițiile testamentului care, deși lasă un legat unei persoane incerte, însă folosește unui interes general, care are reprezentant legal recunoscut în Stat și examinarea înțelesului testamentului și a intenției testatorului este lăsată cu totul la aprecierea Trib. Astfel, legatul făcut în favoarea unei biserici particulare, însă construită cu scopul de a propaga cultul religios printre locuitori, folosind un interes general și care și are reprezentantul său legal, Ministerul Cultelor și instrucțiunii publice, este valabil. (Trib. Roman, C. Jud. 11/905).

**10.** Este admis în doctrină și jurisprudență, și chiar legiuirile noastre vechi considerau ca valabile legaturile făcute în favoarea săracilor, bolnavilor, a copiilor găsiți, pentru înzestrarea fetelor sărace, pentru învățătura copiilor, pentru crearea de aziluri, biserici și în genere de opere pioase. Testatorul poate însărcina pe legatarul său universal de a clădi școli sau biserici chiar în străinătate, rămânând ca în urmă să ceară autorizațiunea de a primi legatul, și dacă o asemenea autorizare n'ar putea fi obținută, din această cauză legatul n'ar fi nul, ci ar profita legatarului său universal. (Apel Buc. III, Dr. 46/905).

**11.** Autorizațiunea cerută de art. 811 codul civil, relativ la dispozițiunile între vii sau prin testament, făcute în favoarea ospiciilor, săracilor, etc., nu este solemnă, ci ea poate să rezulte din orice act al guvernului care să cuprindă implicit autorizațiunea cerută de acest articol.

Astfel, prin aprobarea cu decret regal a statutelor unui instituit în care se cuprinde și averea lăsată institutului, implicit aceasta constituie și aprobarea guvernului spre a primi aceea avere. (Cas. I, 19 Iunie 1907, B. p. 1092).

**12.** Elementele și împrejurările de fapt, pe cari se întemeiază Curtea de fond ca să stabilească confirmarea unui testament, constituind o chestiune cu totul de fapt, scapă controlului Curții de Casațiune.

Prin urmare, omisiunea Curții de a se pronunța asupra probei cu martori invocată de recurentă, spre a înlătura proba rezultând din elementele de fapt cari au făcut convingerea instanței de fond nu este esențială. (Cas. I, 10 Decembrie 1907, B. p. 1877).

**13.** Săracii dintr'o comună fiind reprezentati de primăria respectivă, această autoritate este în drept să culeagă legatul lăsat lor de un testator. Prin urmare, un asemenea legat este valabil și nu poate fi vorba de cadu-

itatea lui. (Cas. I, 10 Decembrie 1907, B. p. 1877).

**14.** Autorizațiunea dată unei persoane morale străine de a stă în judecată înaintea instanțelor române și a reclama un drept patrimonial, nu prejudică întru nimic fondul litigiului, nici nu implică în sine recunoașterea capacității sale legale de a beneficia de un legat, art. 66 alin. III din procedura civilă fiind clar și categoric în această privință; iar după art. 811 codul civil instituțiunea de utilitate publică, care cere autorizarea de a primi un legat, fiind presupusă că există ca persoană morală conform legilor române. (Cas. I, 20 Noembrie 1909, B. p. 1288).

**15.** Dacă în unele cazuri legiuitorul a dat delegațiune guvernului de a putea recunoaște ca existente unele persoane morale străine, cum sunt societățile comerciale constituite în străinătate, în ce privește însă celelalte persoane morale și în special instituțiunile de utilitate publică, cum sunt Olimpicele din Atena, nici o lege nu autoriză pe guvern a le recunoaște existența lor în țară. Autorizarea ce o dă guvernul în baza art. 811 din codul civil nu are de efect decât a completa capacitatea unei instituțiuni de utilitate publică de a primi un legat ea nu poate însă crea persoana morală, nici să recunoască ca existentă în România o persoană morală străină, dacă această calitate nu i-a fost conferită prin o lege. (Cas. I, 20 Noembrie 1909, B. p. 1288).

**16.** Potrivit dispozițiunilor art. 811 cod. civil, Guvernul are facultatea de a autoriză sau nu primirea donațiunilor făcute stabilimentelor de utilitate publică, fără ca acest act al puterii executive să poată fi cenzurat de vre-o instanță judecătorească, de oarece este făcut în exercitarea tutelei administrative ce i s'a acordat prin zisele texte din codul civil.

Prin urmare, autorizațiunea dată de Ministerul de Interne Spitalului „Elisabeta Doamna, Caritatea Gălățeană“, de a primi legatul numai în parte, adică fondul unei farmacii, fără dreptul de concesiune al farmaciei, nu poate fi cenzurată de Curtea de Casațiune și, prin urmare, recursul contra unui asemenea act de autorizațiune are a se respinge ca inadmisibil. (Cas. III, deciziunea No. 317, din 30 Septem. 1919; Jurispr. Rom. 1920, p. 41, Pand. Rom. 1924, III, 84).

**17.** A se vede: art. 802. Index „Persoane incerte“ cu notele respective; art. 808. Index „Persoane morale“ și notele respective; art. 817 cu notele respective.

**Art. 812.** — Dispozițiunile în favoarea unui incapabil sunt nule, fie ele deghizate sub forma unui contract oneros, fie

făcute în numele unor persoane interpuse. Sunt reputeate ca persoane interpuse tatăl și mama, copiii și descendenții și soțul persoanei incapabile. (Civ. 802, 808, 810, 813, 856, 940, 941, 1167, 1191, 1200, 1202; Civ. Fr. 911).

*Text. fr. Art. 911.* — Toute disposition au profit d'un incapable sera nulle, soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées.

Seront réputées personnes interposées, les père et mère, les enfants et descendants, et l'époux de la personne incapable.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 49-55, 276;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 533 urm., 538, 539, 541-544, 548, 551, 553, 554, 556-561, 566-572, 574-576, 586 urm., 594-598, 600, 601 urm., 605-607;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 507;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 347, 349; II, p. 231, 232; ed. 1-a, III, p. 669, 670, 675, 676, 677, 687, 761, 764;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 432 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 153 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 32 bis, V;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 261, 269, 275;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 571, 628, 633, 634 urm., 644, 646, 647, 649, 654-559, 663-666, 668, 669, 679, 691;  
 HUC, VI, 128-131, 133, 136;  
 LAURENT, XI, 293, 392-394, 397, 401, 402 urm., 406, 407 bis, 410 urm., 413 urm., 421, 424, 425, 600;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 674 urm., 775 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 274, 275;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2982 urm.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 92, 124 n. 5, 143, 151 urm., 161, 296, 299, 300, 588, 767, 768, 770 n. 3, 774, 775 n. 1, 780; (I, ed. 2-a, p. 182; IV, part. II, ed. 2-a, p. 529; VII, p. 310, 366 n. 4); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 135, 136, 200 nota 2, 448; *Observație* sub. Cas. I din 18 Iunie 1913. Dreptul 55/1913;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 328, 336, 338, 604;  
 DUMITRESCU A. M., II, 197;  
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Drohoi 105 din 27 Mart. 1923. Jurispr. Gen. 1/924. No. 32;  
 NACU, I, p. 120; II, p. 260, 261, 266, 848, 853;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. III, 474 din 27 Iunie 921. Pand. Rom. 1922-II-154; *Notă* sub. Jud. Ocol. Târg-Cârcinov (Muscel), 231 din 5 Oct. 922. Pand. Rom. 1924-II-207.

### Jurisprudență.

1. În regulă generală, interpunerea de persoane fictive în testament are loc atunci, când se tinde a se favoriza în mod ascuns, fraudând legea, persoane ori instituțiuni, cari n'au existență, sau n'au capacitatea de a accepta direct, fie că s'ar atinge bunele moravuri, fie pentru că s'ar violă vre-o dispoziție prohibitivă a legii. Astfel, atunci când printr'un testament, testatorul pune în sarcina legatarilor universalii de a da anual ajutoare la vre-un spital sau la săracii dintr'un oraș, nu se poate susține că acei legatari universalii sunt persoane fictive interpuse, spre a masca liberalități făcute unor persoane ce nu au personalitate juridică, căci asemenea ajutoare de binefacere, de pie-

tate sunt licite. (Apel Iași, II, C. Jud. 36/97).

2. Donațiunile deghezate sunt nule, numai când sunt făcute unei persoane incapabile; cele însă sub aparența unui contract cu titlu oneros sunt valabile și sunt supuse numai reducțiunei, când rezerva este atinsă. Proba deghezării se poate face prin orice fel de dovadă și dacă defunctul lasă un singur copil, reducțiunea va fi jumătate. (Apel Buc. I, Dr. 45/903).

3. Orice donațiune făcută între soți, fie în mod direct, indirect, deghezată sau prin persoane interpuse este validă, atât timp cât nu există erezi rezervatari și reductibilă la porțiunea disponibilă, ori de câte ori, existând erezi rezervatari, porțiunea aceasta este atinsă printr'o liberalitate excesivă



din partea soțului donator. Prin urmare, acțiunea în anulare sau în reducere a unor asemenea liberalități nu poate fi exercitată de cât de către erzii rezervatari și nici de cum de ceilalți moștenitori, cari nu pot avea nici un drept în asemenea caz, soțul donator fiind liber a dispune oricum va voi de averea sa, când nu se atacă rezerva legală. (Trib. Bacău, C. Jud. 13/905).

4. Legatul făcut în favoarea unui incapabil sau unei persoane incerte este nul. Când însă se pretinde că este interpoziție de persoane, partea interesată trebuie să arate cine este persoana în adevăr gratificată, pentru ca instanța de judecată să poate verifica, dacă acea persoană este sau nu incapabilă de a primi, căci nu orice interpunere de persoane anulează legatul, ci numai când beneficiarul ar fi incapabil. Când el este capabil, interpune-

rea de persoane echivalează cu o sarcină a legatului sau cu aceea de executor testamentar, care sunt permise de lege. (Apel Buc. III, Dr. 46/905).

5. Nulitatea testamentului poate de asemenea fi pronunțată, atunci când se dovedește interpunerea de persoană chiar în afară de limitele art. 812 c. civ., adevăratul beneficiar fiind doctorul isbit de incapacitatea legală de a primi.

Atât captația, sugestia cât și interpunerea pot rezulta din examenul amănunțit al împrejurărilor de fapt lăsate la suverana apreciere a instanței de fond. (Trib. Ilfov s. III, 474 din 27 Iunie 1921. Pand. Rom. 1922, II, 154).

6. A se vedea: art. 802. Index „Persoane interpuse” și notele respective; art. 808 cu notele respective; art. 813. Index „Donații deghizate” și notele respective; art. 940 cu notele respective.

### CAPITOLUL III.

#### Despre donațiunile între vii.

Secțiunea I. — Despre forma și efectele donațiunilor între vii.

**Art. 813.** — Toate donațiunile se fac prin act autentic (Civ. 644, 800 urm., 812, 827, 940, 1167, 1168; Leg. timbr. 21 § 6, 45, 46, 61-h până la v; L. impoz. pe moșteniri, (Mon. of. 91/921), Art. 2, 3; Civ. Fr. 931).

*Text. fr. Art. 931.* — Tous actes portant donation entre-vifs seront passés devant notaires, dans la forme ordinaire des contrats; et il en restera minute, sous peine de nullité.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 276; IV, ed. 5-a, p. 455; VII, p. 77-79 urm., 86, 378, 379;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1089 urm., 1099-1102 urm., 1107, 1108, 1116, 1117, 1134-1139, 1141, 1221 urm., 1224-1226 urm., 1233 urm.;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 485, 488, 493, 500, 554, 574;  
 CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 56, 57 nota 1;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 67, 78; II, p. 71, 126, 202, 263; ed. 1-a, III, p. 620, 752, 754, 758, 761, 762, 766, 768, 770, 826, 925;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1400 urm., 1459 urm., 1733 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 357 urm., 456 urm., 477;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 3 bis, III, IV; 70 bis, II; 71 bis, V; 72 bis, IV; V, 313 bis, I;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 321;  
 DEMOLOMBE, XX, 13, 15 urm., 19, 20 urm., 29, 31, 34, 37 urm., 49, 52 urm., 56, 75, 77, 82 urm., 90, 91, 126, 160;  
 HUC, VI, 183, 184, 189, 190; VIII, 192;  
 LAURENT, XII, 227-230, 232, 236, 270, 271, 333 urm., 339, 342, 344, 352, 375;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 323 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2510, 2525 urm.

#### I. — Donațiuni deghizate.

- AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, p. 176; VII, p. 80, 84, 85;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1235, 1237 urm., 1243, 1244 urm., 1247-1250, 1255 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 3 bis, VI;  
 DEMOLOMBE, XX, 99 urm., 104 urm., 108-110; XXIX, 737 bis;  
 HUC, VI, 191-194;  
 LAURENT, XII, 304, 308, 310, 311 urm., 318, 324, 327 urm.;

II. — *Donațiuni manuale.*1. *Cine poate face și cine poate primi o donațiune manuală.*

AUBRY ET RAU, VII, p. 41;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.* I, 1158;  
 DEMOLOMBE, XX, 200;  
 LAURENT, XII, 238, 300.

2. *Ce se poate dona.*

AUBRY ET RAU, VII, p. 80, 83;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1147, 1173, 1174, 1181, 1182 urm., 1185-1189, 1244 urm.;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 2590;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 3 bis, II și VI;  
 DEMOLOMBE, XX, 57 urm., 68-72;  
 HUC, VI, 186-188, 193;  
 LAURENT, XII, 279, 281-283, 310;  
 POUILLET, *Traité th. et prat. de la propr. litt. et artistique*, 377.

3. *Cum trebuie să fie făcută o donațiune manuală.*

AUBRY ET RAU, VII, p. 81-82;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.* I, 1154-1159, 1161, 1484;  
 DEMOLOMBE, XX, 59, 61, 62, 73, 78;  
 HUC, VI, 186;  
 LAURENT, XII, 277, 284, 290, 297, 300.

4. *Donațiune manuală făcută prin intermediul unei a treia persoane.*

AUBRY ET RAU, VII, p. 82, 83;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1162, 1163, 1165, 1169, 1171, 1172;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 367; XX, 63-66 urm.;  
 HUC, VI, 186;  
 LAURENT, XII, 291, 293, 294, 296.

5. *Proba donațiunilor manuale.*

AUBRY ET RAU, VII, p. 80, 81;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1192, 1193, 1195 urm., 1202, 1203 urm., 1207 urm.  
 1212 urm.;  
 DEMOLOMBE, XX, 79 urm.;  
 HUC, VI, 186;  
 LAURENT, XII, 284-286;

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 12 nota, 14, 66, 70, 71, 84, 91, 105, 165, 166, 168, 169, 204, 214, 227 urm., 228 nota, 232, 240, 241, 242, 248, 250 urm., 261, 264 n. 2, 268, 270, 299, 303, 307; 312, 317, 318, 329, 348, 357 urm., 382, 559, 634 n. 2, 635 nota, 675, 725, 733, 745, 767; (III, part. II, ed. 2-a, p. 490 n. 2, 862, 868; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 60, 98, 99, 107, IX, p. 566); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 105, 150, 201 nota 2, 292 nota 2; *Observație* sub. C. Apel Iași, s. I, 11 Sept. 1901, Curier Jud. 77/1901; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 107 din 25 Sept. 1901. Curier Jud. 3/902; *Observație* sub. Trib. Roman, 377 din 14 Oct. 902. Curier Jud. 72/1902; *Observație* sub. C. Apel Iași s. II, 7 din 22 Ian. 1904. Curier Jud. 22/904; *Observație* sub. Cas. Fr. 6 Febr. 1905. Curier Jud. 33/1906; *Observație* sub. Cas. I, 131 din 26 Martie 1920. Tribuna Juridică, 33-36/1921; *Observație* sub. Trib. Putna s. I, 22 Sept. 1911. Curier Jud. 77/911; *Observație* sub. Cas. Fr., 20 Oct. 920. Pand. Rom. 1924-III-70;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 375, 376, 377 urm.;  
 CERBAN ALEX, *Notă* sub. Trib. Gorj s. I, 58 din 1 Martie 1920. Curier Jud. 55-56/1920;  
 DJUVARA MIRCEA, *Notă* sub. Cas. I, 134 din 25 Martie 1920. Pand. Rom. 1922-I-31;  
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 105 din 27 Mart. 1923. Jurispr. Gen. 1/924 No. 32;  
 ISBĂȘOIU GH., „*Darurile manuale, caracterul juridic și modul lor de probațiune*“. Bul. Trib. Muscel, 8-9/921;  
 MAZLĂM E., „*Darurile manuale*“. Dreptul 28/1904;  
 MEITANI GEORGE, „*Donațiunile manuale*“. Dreptul 84/1902;  
 NACU, II, p. 265;  
 PERIETEANU GR. I., *Notă* sub C. Apel Constanța, 89 din 3 Nov. 1922. Curier Jud. 24/923;  
 PETIT EUGEN, *Notă* sub. Trib. Iași s. I, 31 Mart. 1923. Curier Jud. 25/925;  
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Trib. Vaslui, 12 Sept. 1909. Dreptul 73/1909; *Observație* sub. C. Apel Lyon s. II, 11 Iulie 1909, Dreptul 60/1910;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. III, 474 din 27 Iunie 1921. Pand. Rom.



1922-II-154; *Nota* sub. Cas. I, 102 din 4 Iunie 919. Pand. Rom. 1923-I-158; *Nota* sub. Jud. Ocol. Târg-Cărcinov (Muscel), 231 din 5 Oct. 1922. Pand. Rom. 1924-II-207; SCHINA E. GEORGE, „*Darurile manuale și Legea timbrului*“. Dreptul 8/1903; SESCIORIANU M. G., *Notă* sub. Apel Liège, 11 Iunie 919. Pand. Rom. 1922-III-103; SION FLORIN, „*Darurile manuale*“. Curier Jud. 75/1914.

## INDEX ALFABETIC

Acceptare 1, 12, 18, 23, 27, 33, 46 bis.  
Act autentic 1, 2, 6, 10, 15, 19, 20, 22, 28-33, 41, 44, 45, 46 bis.  
Act de danie 25.  
Act oneros 36.  
Act sub semnătură privată 1, 17, 19, 23, 26, 34, 39, 44.  
Aprecie suverană 31, 46.  
Autentificare, a se vedea „Act autentic“.  
Autentificare la domiciliu 7.  
Capacitate, a se vedea „Incapabil“.  
Cesiune 3.  
Confirmare 22, 24, 41.  
Contract de asigurare 27.  
Contract solemn 1, 10.  
Convenție 14.  
Cotitate disponibilă 46 bis.  
Daruri manuale 2, 5, 8, 9, 11, 23, 26, 32 bis, 42, 45, 49.  
Desființarea donației 32.  
Donație 1-49.  
Donații deghizate 2, 3, 4, 21, 27, 32, 37, 38, 43, 46 bis, 47, 48.  
Donații între soți 35.  
Donații manuale, a se vedea „Daruri manuale“.  
Donații „mortis causa“ 3.  
Donații remuneratorii 35.  
Executare 17, 24, 34, 39, 41.  
Fiică înzestrată 45.  
Fraudă 46 bis.  
Imobile 5.  
Incapabili 3, 4, 46 bis.  
Început de dovadă scrisă 47.  
Inexistență 33, 41, 45.  
Jurământ 1, 22.  
Legalizare 10.

Mandat, a se vedea „Procura“.  
Marturi 47, 49.  
Mobile, obiecte 5, 9, 11.  
Moștenitori 24, 46 bis.  
Nulitate 10, 16, 19, 24, 31, 33.  
Obiecte mobiliare și corporale 5, 9, 11.  
Obligație naturală 13, 17, 45.  
Om siune esențială 25.  
Oneros act 36.  
Partaj de ascendenți 17, 33.  
Parte disponibilă 46 bis.  
Pensie 36.  
Pensie alimentară 27.  
Persoane incapabile 3, 4, 46 bis.  
Posesie 2, 49.  
Posesor 2.  
Prescripție 24.  
Prescripție instantanee 8.  
Procura 16, 18, 19, 20.  
Reducție 37.  
Rentă viageră 34, 39, 40.  
Renunțare la succesiune 23, 44.  
Repetițiune 13, 16, 17.  
Revendicare 13, 16, 25.  
Revocare 14, 27.  
Rezerva 37.  
Sanctiune 12.  
Simulație 2.  
Solemn contract 1, 10.  
Soți 49.  
Stipulație pentru altul 40.  
Sustragere 46.  
Suverană apreciere 31, 46.  
Taxe de înregistrare 23, 34, 39.  
Terțe persoane 46 bis.  
Tradițiune 26, 32 bis.  
Vanzare, a se vedea „Donații deghizate“.

lucrurilor, fiind posesorul protegiat prin însuși faptul posesiunii art. 1909, urmează că ori ce altă donațiune este nulă dacă nu este făcută cu formele cerute de lege. Iar art. 851, 812, 845 și 940 ce se invoacă pentru a se susține că donatorului fiindu-i permis a dispune printr'un act de donațiune poate dispune și printr'un act oneros, nu se ocupă de loc despre forma donațiilor și nici au de scop de a consacra validitatea donațiilor ascunse sub aparența unui contract oneros. Tot ce se poate deduce din ele și în special din art. 812 ar fi numai argumente de inducțiune sau a *contrario* bazate pe tăcerea legii, și care nu se pot admite fără a se călca textele pozitive, art. 800 și mai cu seamă art. 813, care fiind redactat în mod diferit de textul corespunzător francez, art. 931, nu i se poate da interpretarea restrânsă ce i se dă în jurisprudența franceză; textul nostru în adevăr se servește de termenii: „*Toate donațiunile se fac prin act autentic*“, pe când textul francez zice: „*Tous actes portant donation*“, de unde distincțiunea între donațiunile *expresse* și *tacite* ce face jurisprudența franceză. Astfel, pentru a da partea de aplicațiune și acestor texte, trebuie a distinge între ipoteza când donațiunea se combină în mod accesoriu cu un contract oneros și cazul când contractul în aparență oneros nu este în fond de cât o *donațiune*, fiind totul simulat; în primul caz fiind un contract *real* valabil ca contract oneros, și prin urmare dispensat ca atare de ori ce solemnitate, donațiunea participă de libertatea contractelor oneroase și prin urmare se susține; în cazul al doilea, totul fiind simulat și contractul aparent neavând prin urmare nici o existență, nu rămâne de cât o donațiune care ca atare e nulă din lipsa formelor solemnne. Și dacă simulațiunea nu poate să anuleze actul când, prin sine însuși este valabil, din aceasta nu urmează că simulațiunea ar putea să valideze actul când prin sine este nul. Astfel, dacă vânzarea e nulă din lipsa prețului și a consimțământului părților (art. 948, 1394), simulațiunea părților nu poate să o valideze. A se admite contrariul este a încuraja la fraudă și în același timp a suprima donațiunea ca contract solemn, fiind foarte facil părților ca prin o calificare false ce ar da actului să eludeze toate formalitățile cerute de lege pentru existența însuși a donațiilor, și astfel toate precauțiunile luate de lege

## Jurisprudență.

1. Curtea în fața actului de cumpărătoare legalizat de tribunal, care este un act autentic, și în fața unui pretins act de dar sub semnătură privată, este în drept a nu admite jurământul pentru probarea donațiunii, de oare ce donațiunile fiind niște acte solemnne, ele nu pot fi făcute de cât în condițiunile prevăzute de lege spre a putea avea forță probantă, și de oare ce niște atari donațiuni nu se fac de cât prin acte autentice și nu pot produce nici un efect de cât din ziua când au fost acceptate. (Cas. I. 184/Mai 3/78. B. p. 191).

2. Din combinațiunea art. 800, 813, 814, 824 și 1168 rezultă că donațiunea este un contract solemn pentru a cărui existență se cer condițiuni, și lipsind una din aceste condițiuni nu este donațiune. De la această regulă nefiind de cât o singură excepțiune consacrată de art. 1138 și o alta pentru darurile manuale care rezultă din chiar natura

pentru a preveni fraudă să devină inutile. Ne putându-se admite că legiuitorul după ce a prescris niște forme atât de riguroase pentru existența donațiilor, în urmă să le abroge însuși prin un sistem ce totul de favoare. (Apel Iași, II, 87, August 28/80, Dr. 4/80).

3. Deși după art. 813 toate donațiile se fac prin act autentic, totuși din această singură dispozițiune nu rezultă necesarmente că donațiile ce n'ar fi făcute prin act autentic sunt nule. Nici prin dispozițiunile prohibitive ale art. 800, după care nimeni nu va putea dispune de avutul său cu titlu gratuit de cât cu formele prescise de lege pentru donațiuni între vii sau prin testament, nu-și propune legiuitorul principalmente a ordonă că numai după formele ce va indica trebuie să se facă donațiile sau testamentele, ci mai cu seamă că numai prin modul donațiunei între vii, prin care, după art. 801 donatorul dă irevocabil donatarului, sau prin modul testamentului, act, după art. 802 revocabil esențialmente, iar nu prin alt mod cum erau donațiile *mortis causa*, poate cineva să dispună cu titlu gratuit de avutul său. Aceasta reese din art. 886 după care formalitățile la care sunt supuse deobite testamente se vor observă sub pedeapsă de nulitate, căci art. 886 ar fi fost superfluu dacă art. 800 ar fi avut de țintă de a regulă principalmente în termeni prohibitivi, nu modul transmișiunei gratuite, ci formele acestei transmișiuni. Din toate acestea rezultă că formalitatea actului autentic pentru donațiile între vii nu este prescrisă de lege sub pedeapsă de nulitate, nici ordonată în mod prohibitiv. Chiar această formalitate nu este de esență donațiilor între vii, precum rezultă: 1) din art. 751, unde se dispune că raportul între coerezi se face de tot ce au primit prin dar, atât direct cât și indirect, ceea ce învederează că darul indirect nu este nul, ci valabil și numai raportabil, când donatorul n'a dispus altfel; 2) din art. 1138 după care remiterea voluntară a titlului unei creanțe prezumă sau plata sau remiterea datoriei, care remitere poate să fie făcută și cu titlu gratuit, fără ca legea să supună acest din urmă caz la forma unui act autentic; 3) din art. 1642, după care, când se stipulează o rentă viageră în favorul unei a treia persoane ce n'are nici un drept de rentă, ceea ce întrunește însușirile unei liberalități, totuși aceasta nu este supusă formelor stabilite pentru donațiuni; în fine, legiuitorul în două rânduri, la art. 812 și 940 recunoaște implicit că donațiile degghizate sub forma unui contract oneros sunt valabile, de oarece prin aceste articole de lege se declară de nule dis-

pozițiunile cu titlu gratuit făcute în favoarea unui necapabil, fie ele făcute sub zisa formă, de unde rezultă evident că în spiritul legiuitorului niște atari dispozițiuni sub formă de contract oneros nu sunt nule, ci valabile, când sunt făcute în favoarea unei persoane capabile. Deci curtea de apel, când declară nulă și nevalabilă vânzarea pentru motivul că e o donațiune simulată și degghizată, violează și aplică rău citatele articole de lege. (Cas. I, 371/Nov. 28/92, B. p. 982; Cas. I, 330/Oct. 21/80, B. p. 342. *In acest sens*: Cas. I, 60/Febr. 21/83, B. p. 176). Asemenea violează acele articole când anulează cesiunea unor sume de bani, pe motiv că e o donațiune degghizată. (Cas. I, 330, Oct. 21/80, B. p. 342).

4. Legiuitorul cere să se facă donațiuni sub formă solemnă numai atunci când se prezintă sub forma unui contract de donațiune, dar din aceasta nu se poate deduce că legiuitorul a împiedicat pe părți să facă donațiuni degghizate sub forma unor contracte oneroase, și asemenea donațiune de sigur este valabilă dacă s'a făcut în forma regulată pentru contractul sub care ea se ascunde. E incontestabil că codul civil admite donațiile degghizate, și prin urmare donațiuni cărora legiuitorul nu cere forme solenne, căci atunci nu s'ar înțelege la ce le-ar servi atari degghizări. Aceasta reese în mod învederat din art. 751 care dispune că raportul între coerezi se face de tot ce au primit prin dar atât direct cât și indirect, ceea ce însemnează că darul indirect nu e nul, ci valabil și numai raportabil când donatorul n'a dispus altfel; din art. 1138 după care remiterea voluntară a titlului unei creanțe prezumă sau plata sau remiterea datoriei, care remitere poate să fie făcută și cu titlu gratuit fără ca legea să supună acest din urmă caz la formarea unui act autentic; din art. 1642 după care când se stipulează o rentă viageră în folosul unei a treia persoane ce n'are nici un drept de rentă, ceea ce întrunește însușirile unei liberalități, totuși aceasta nu e supusă formelor stabilite pentru donațiuni; din art. 812 care dispune că donațiile făcute unui incapabil sunt nule, fie ele degghizate sub forma unui contract oneros, fie făcute în numele unor persoane interpuse, de unde rezultă prin *a contrario* că ele sunt valabile când sunt făcute în favoarea unor persoane capabile. Deci din aceste articole reese că legiuitorul recunoaște ființa donațiilor degghizate; și dacă prin art. 940 se declară nule donațiile degghizate ce un sot face celuiilalt și prin care el depășește porțiunea ce este permisă de lege să dea celuiilalt sot, din aceasta nu se poate deduce că donațiile degghizate



nu sunt permise: ele sunt permise în favorul capabililor, prohibițiunea raportându-se numai la incapabili. (Apel Buc. I, 879, Mart. 30/81, Dr. 42/81; Trib. Ilfov. I, 750, Nov. 12/80, Dr. 42/81. *In accest sens*: Apel Focșani, II, 74, Mai 27/82, Dr. 59/82).

5. Nu se poate contesta, pentru lipsă de formă, validitatea unei donațiuni de obiecte mobiliare și corporale, efectuată prin tradițiunea acelor obiecte. În adevăr, când art. 759 a supus raportului prezenturile obicinuite, adică darurile care se fac esențialmente fără formă, și în art. 772 a fixat că raportul mobilelor donate în lipsă de act estimativ, adică în lipsă de formă specială a donațiunilor imobiliare (art. 827), se va face după apreciere de expert, a înțeles bine a validă donațiunile manuale lipsite de veri ce forme. (Trib. Ilfov. I, 82, Febr. 18/82, Dr. 53/82).

6. Art. 813 prescrie numai că donațiunile trebuie să fie făcute prin acte autentice, fără însă a se arăta și formalitățile ce trebuiesc îndeplinite la confecționarea acelor acte autentice. De asemenea, întreaga legislațiune civilă, ori de câte ori se ocupă de actele autentice, nu prescrie și modul în care trebuie să se confecționeze, ci definindu-le numai prin art. 1171 într'un mod vag și generic, insistă mai mult prin articolele următoare asupra efectelor și puterii lor probatorie. Astfel fiind întru cât legiuitorul introduce în noua legislațiune actele autentice, fără a se prescrie și modul în care ele trebuie să fie confecționate, întru atât este evident, că acele acte trebuiesc a fi confecționate conform legislațiunii anterioare, care în acest punct nu este abrogată prin nici o lege, și care prin ordonanța domnească cu No. 29 din 5 Martie 1856, § 3 prescrie: „În caz când părțile contractante sau una din ele nu se pot înfățișa la tribunal atunci va merge acasă la ele unul din membrii tribunalului, care, constatând semnătura și liberul consimțământ, va face raportul său, după care tribunalul va întări actul“. Din aceste dispozițiuni rezultând că legiuitorul nu a ordonat alt de cât că semnăturile și liberul consimțământ să fie constatate de un membru al tribunalului, și întru cât legiuitorul nu prescrie că acel membru trebuie să fie delegat de tribunal, întru atât nu se poate susține că actul n'ar fi autentic, când judecătorul care a constat semnătura și liberul consimțământ a fost delegat numai de președintele tribunalului. De asemenea nu se poate susține cu succes că dispozițiunile art. 861 și 862 ar trebui să fie aplicate și la confecționarea actelor de donațiune, de oare ce aceste texte de lege se ocupă special numai de testamentele autentice, pe care legiuitorul, pentru rațiune

de ordine cu totul superioară și specială în sollicitudinea sa le-a înconjurat de garanții cu mult mai minuțioase de cât pe celelalte acte autentice. (Apel Iași, I, 103, Nov. 29/80, Dr. 18/82).

7. De câte ori este vorba de a se da curs unei cereri, președintele tribunalului, către care se adresează, este în drept de a regula acea cerere, pe cât nu este o chestiune unde s'ar cere deliberațiunea complectului tribunalului; prin urmare, președintele este în drept de a delega un membru care să se transporte la domiciliul donatoarei spre a constata declarațiunea voinței sale. (Cas. I, 198/Iun. 12/82, B. p. 681).

8. Din art. 800 și 813 rezultă că legiuitorul nu a permis ca cineva să poată dispune de averea sa cu titlu de donațiune de cât numai prin formele actului autentic. Și nici o dispozițiune a legii nu exceptează donațiunile manuale de la aplicațiunea acelei regule. Și acolo unde legiuitorul nu distinge nu e permis judecătorului să distingă de cât numai în cazurile când aplicațiunea legii, făcută în toată întinderea sa, ar trece peste scopul urmărit de legiuitor. Dacă dar în virtutea acestui principiu oare-cari donațiuni manuale de o minimă importanță, precum prezenturile obicinuite, scapă prin natura lor inofensivă aplicațiunei art. 813 și pot fi privite ca valabile, deși neconstituite prin act autentic, nu poate însă să fie tot așa în privința celorlalte donațiuni manuale prin care donatorul ar dispune de o parte însemnată a averei sale. În adevăr a admite o restricțiune așa de gravă la aplicațiunea literală a art. 813 ar fi a răsturna cu totul economia legii și a nimici înțeleptele prevederi ale legiuitorului care, înconjurând donațiunile cu formele solemne ale actului autentic a voit să previe ruina familiilor rezultând din multe liberalități nechibzuite și smulse într'un moment de slăbiciune, de la generozitatea donatorului. Pe lângă acestea, voința legiuitorului de a proibi donațiunile manuale răsare și mai mult din împrejurarea că, în loc de a reproduce expresiunile din articolul corespunzător francez: „*Tous actes portant donation...*“, expresiuni care prin lipsa lor de precizie lasă o ușă deschisă donațiunilor manuale, a avut grija de a introduce în art. 813 român expresiunile clare și precise: „*Toate donațiunile...*“, cu intențiunea negreșit de a face să înceteze ori ce îndoială asupra nevalidității donațiunilor manuale. În zadar, pentru a se justifica donațiunile manuale, se invoacă prescripțiunea prevăzută de art. 1909 relativă la lucrurile mișcătoare, căci aceea prescripțiune, stabilită în favoarea terților achizitori de bună credință,

nu are nici o aplicațiune în materie de donațiune manuală a cărei validitate este desbătută între chiar părțile contractante sau reprezentanții lor. (Apel Buc. III, 163, Mai 23/82, Dr. 52/82).

9. Pe lângă elementele de fapt cari trebuiesc să concure pentru a constitui o donațiune, legiuitorul a mai prescris și o serie de formalități solemne în interesul ordinii sociale spre a se preveni surprinderile la cari poate fi expus ori cine într'un moment de nematură cugetare. Astfel, art. 813 cere ca toate donațiunile să se facă prin act autentic. Și în fața unui text atât de clar și precis, nimănui nu-i este permis a creea o excepțiune pentru donațiunile mobiliare. Din contra, art. 827, pentru validarea acestor donațiuni, mai prescrie un act estimativ subsemnat de donator și donatar. Și dacă din art. 751, 758 și 1642 ar rezultă că există oare cari liberalități recunoscute ca valabile cu toate că nu sunt făcute prin act autentic, de aci nu rezultă că toate darurile manuale să fie valabile prin simplul fapt al predării lucrului. Speciele prevăzute în acele articole constituiesc niște adevărate excepțiuni cari nu pot fi generalizate. Și în specia darurilor manuale sau a „prezenturilor obicinuite“, după cum se exprimă legea, în caz de contestare judecătorul are să aprecieze având în vedere persoanele, lucrul dăruit și valoarea lui, circumstanțele în care a fost dat și obiceiul în asemenea ocaziuni, pentru a determina dacă actul petrecut între părți constituie o adevărată donațiune sau un simplu act de minimă liberalitate, care n'ar atinge în mod vădit chiar fondul patrimoniului donatorului. (Apel Buc. II, 104, Apr. 6/83, Dr. 51/83).

10. Din art. 800 și 1168 rezultă că legiuitorul consideră donațiunea ca un contract solemn, înscrisul ce o constată servind nu numai *ad probationem*, ca pentru contractele consensuale, ci constituind chiar un element esențial al contractului, o *solemnitate* în lipsa căreia el nu se poate forma. Și din art. 813 rezultă că solemnitatea cerută de lege pentru autentificarea unui act este concursul autorității competente la confecționarea lui și constatarea dispozițiilor ce cuprinde. Față cu aceste texte, nu se poate susține că adevărea semnăturilor din act de către tribunal, fără nici o altă formă, conferă autenticitatea definită de art. 1171. O probă peremptorie a erorii unei asemenea interpretări este art. 1172, care presupune un act făcut de un funcționar competent, fără formele prescrise de lege, și declară un asemenea act neautentic, de unde rezultă că un act poate fi legalizat, dacă acesta este sensul cuvântului *făcut*,

fără să fie autentic; legalizarea prin urmare nu este autenticitatea. Art. 1171 și urm., indică natura cooperării autorității competente la confecționarea actelor autentice. Deci autenticitatea unui act rezultă numai din constatarea făcută de către tribunal despre liberul consimțământ al părților contractante la toate dispozițiunile cuprinse în act. Deci este nul actul de donațiune în care numai semnăturile părților sunt legalizate. (Trib. Iași, II, 44, Febr. 27/82, Dr. 17/83).

11. După principiul stabilit în art. 800 și 813 rezultă că nimeni nu poate dispune de averea sa cu titlu de donațiune de cât numai prin act autentic. Și legea nu distinge între o donațiune și alta, și unde legea nu distinge nici judecătorul nu distinge. A decide că donațiunile manuale sunt permise și că sunt valabile numai prin singurul fapt al tradițiunei lucrului, ar fi a nu se atinge scopul urmărit de legiuitor când a îngrădit donațiunile de formele solemne ale actului autentic, adică a preveni ruina familiilor rezultând din prea multe donațiuni făcute într'un moment de slăbiciune. În adevăr, nu s'ar vedea rațiunea pentru care o donațiune de mobile de mică importanță, pe lângă că trebuie să fie constatată prin act autentic mai trebuie și un act estimativ, conform art. 827, și o donațiune de sute de mii de lei să fie dispensată de această formalitate și valabilă numai prin simplul fapt al tradițiunei. Ceeace învederează și mai mult că în sistemul codului nostru toate donațiunile trebuiesc constatate prin act autentic și că donațiunile manuale nu sunt permise, este și împrejurarea că legiuitorul român a schimbat textul art. 931 din codul francez, care zice: „*Tous actes portant donation*“ și care lasă a se înțelege că sunt permise donațiunile manuale, introducând în art. 813 expresiunea clară și precisă că „*Toate donațiunile se fac prin act autentic*“. În zadar se susține că legiuitorul român prin expresiunea din art. 813 n'a înțeles a prohibi donațiunile manuale admise de întreaga doctrină și jurisprudență franceză din momentul ce recunoaște în art. 751, 758 și 759 existența unor donațiuni dispensate de forma autentică, adică sunt niște excepțiuni care nu pot fi generalizate, și afară de aceasta, ceace dispensează de forma autentică sunt „*prezenturile obicinuite*“, și în caz de contestare între părți, a lăsat judecătorului facultatea ca luând în considerațiune starea persoanelor și valoarea obiectului dăruit, să statueze dacă e sau nu un prezent obișnuit și dacă nu e o adevărată donațiune. (Trib. Ilfov com., 47, Sept. 6/84, Dr. 76/84).

12. Donațiunea și acceptarea ei, desi



se cere a se face prin acte autentice, fiind însă că în cazul contrariu nu există vre-o sancțiune pentru a fi izbite de nulitate aceste liberalități, ele se pot constitui și prin acte ne autentice (argument *a contrario* din art. 813). (Trib. Botoș., Sept. 1/84, Dr. 21/85).

13. Nu se poate combate în mod serios existența în legislațiunea noastră a îndatoririi naturale ce o persoană căsătorită o are față cu copii săi, căci, fără a intra în cercetarea argumentelor istorice sau de teorie doctrinală, destul numai că legiuitorul nostru, după exemplul legiuitorului francez, edictând dispozițiunea cuprinsă în art. 187, prin care interzice copiilor de a putea sili pe părinții lor a-i înzestră sau stabili, a recunoscut într'un mod virtual că asemenea îndatorire există în sarcina părinților, însă pentru cuvântul că ar fi a lipsi respectul față cu dânsii, putându-i târi înaintea judecării și a-i sili să-și desvăluiască starea daraverilor lor, nu a sancționat această obligațiune prin încuviințarea unei acțiuni a copiilor contra părinților lor. Odată admis dar că un act de liberalitate făcut de un părinte către copilul său, în scop de a-l înzestră sau stabili, nu e decât îndeplinirea unei îndatoriri naturale, necesarmente o asemenea îndatorire putând forma cauza unei obligațiuni civile, dânsa e valabilă, chiar dacă nu e cuprinsă într'un act investit cu formele cerute pentru facerea donațiilor, ci numai într'un înscris sub semnătură privată. Deci dacă se dă în acest scop printr'un act sub semnătură privată copiilor săi un imobil, după art. 1092 § 2, obligațiunile naturale ca și obligațiunile civile, putând fi cauza unei plăți, urmează că o plată făcută de bună voie nu mai poate fi supusă repetițiunii, deci acel imobil nu se mai poate revendica. (Apel Buc. III, 129, Iun. 4/86, Dr. 57/86).

14. Deși art. 969 prevede că părțile contractante pot revocă prin consimțământ mutual convențiunile legal făcute între ele, însă această dispozițiune nu își poate avea aplicațiunea sa decât la contractele care devin perfecte în momentul chiar când intervine consimțământul părților. Prin urmare, în cazul unei donațiuni translațiunea proprietății fiind un fapt consumat îndată ce s'au îndeplinit formalitățile cerute de lege pentru perfectarea donațiunii nu mai stă în puterea părților de a face ca această translațiune să nu poată avea loc, și astfel fiind proprietatea imobilului donat rămâne tot asupra donatarului până ce s'ar face o retransmisiune legală fie prin o altă donațiune. (Trib. Ilfov, II, Febr. 16/87, Dr. 31/87).

15. Art. 813 dispunând că toate donațiunile trebuiesc făcute prin act autentic, fără altă mențiune asupra formelor autenticității, rezultă că ele sunt supuse numai la formele obișnuite ale actelor autentice și că astfel fiind nu li se poate aplica în genere dispozițiunile excepționale prevăzute de art. 861 și 862, care sunt relative în mod special numai la testamentele publice, pe care atât legiuitorul nostru cât și cel francez le-a încorporat cu formalități mult mai riguroase. A cere ca autentificarea actelor de donațiuni să contină, sub pedeapsă de nulitate, că actul s'a citit părților și că ele au declarat că este făcut din libera lor voință, ar fi a crea dispozițiuni arbitrare și nulități neprevăzute de lege, cu atât mai mult cu cât în sistemul organizațiunii noastre judecătorești, actul care îl prezintă părțile fiind propria lor operă, iar nu a notarului ca la francezii e evident că formalitatea citirei și declarațiunii părților că actul este făcut din propria lor voință devine aproape inutilă, aceasta rezultând îndeajuns din petițiunea prin care ele depun actul cerând autentificarea lui. Apoi, după art. 1171 două sunt condițiunile pentru autentificarea unui act: 1) îndeplinirea solemnităților cerute de lege, și cari consistă în prezentarea actului destinat a fi autentificat de către însuși părțile în chestiune și în declarațiunile lor relative la acest act, făcute înaintea funcționarului; 2) acel funcționar să fie competent atât ca persoană oficială cât și ca loc de a instrumentă; iar pentru constatarea acestor formalități legea nu impune judecătorului nici o formulă sacramentală, astfel că e suficient ca îndeplinirea lor să rezulte îndubitabil din combinarea circumstanțelor cu expresiunile întrebuințate. (Trib. Ilfov II, Febr. 16/87, Dr. 31/87).

16. Procura dată pentru efectuarea unei donațiuni, fiind un mijloc de manifestare a voinței donatorului, ea, ca și manifestarea acestei voințe, când se face prin act separat trebuie înconjurată de aceleași precauțiuni, pentru a evita surprinderea și a atrage atențiunea donatorului asupra seriozității actului ce e chemat a face. Și numai o procură autentică este de natură a atinge un asemenea scop. Deci procura nefiind autentică, actul de donațiune nu este valid și nu poate servi de temelie la dobândirea proprietății prin mijlocul prescripțiunii decenale. În atare caz acțiunea ce poate da loc un asemenea act neîndeplinit cu formele sale constitutive de existență, nu poate fi decât o acțiune în repetițiune sau revendicare, când actul a fost executat sau unei excepțiuni perpetuă când dânsa nu și-a luat nici o executare. (Apel Buc. I, 149, Dec. 20/86 Dr. 14/87).

17. Dacă faptul de a se da de mamă fiicelor sale nuda proprietate a unor imobile se constată de judecată că nu eră de cât executarea unei obligațiuni naturale care o are părintele de a îngriji de căpătuirea fiicelor sale, asigurându-le soarta când vor ajunge în etatea de a se putea căsători, iar nu un act de împărțeală de ascendenți, acest fapt se poate dovedi și prin un înscris sub semnătură privată. Și pe cât timp din act rezultă că acea obligațiune naturală s'a executat, de oarece nuda proprietate a imobilelor se transmisese fetelor de la epoca redactării lui, ca atare titlul în chestiune e valabil fără a fi trebuință de a fi investit cu formalitățile cerute pentru facerea donațiilor și după art. 1092 c. civ., imobilele cari s'au dat ca plată în executarea obligațiunii naturale nu se mai pot cere înapoi. (Cas. I, 34/Ian. 26/87, B. p. 42).

18. Legiuitorul român, nereproducând dispozițiunea din art. 933 codul Napoleon, care prescrie că mandatul pentru acceptațiunea donațiunii să fie autentic, pare că a voit să înlăture dificultatea născută în legislațiunea ce îi servia de model în privința chestiunii dacă nu trebuie procură autentică și pentru mandatarul donatorului, lăsând ca mandatul, în puterea căruia se face sau se acceptă donațiunea, să fie cărmuit de regulile stabilite la mandat pentru, validitatea căruia nu se cer forme solemne. Iar argumentul că legiuitorul prescriind forma autentică pentru donațiuni, prin aceasta a dispus că voința de a dăru și a acceptă să se manifeste înaintea tribunalului de însăși părțile, nu este destul de puternic spre a creea o nulitate din cauză că mandatarul donatorului nu a avut o procură autentică, de oarece nu există nici un motiv rațional pentru care legiuitorul român, la donațiuni, să se fi depărtat de la principiul că ori cine poate fi reprezentat în justiție de un mandatar cu procură legalizată. Acolo unde legiuitorul a crezut necesar o procură autentică, cum e la ipotecă, a prescrie-o formal. Astfel e valabilă donațiunea făcută prin un procurator cu procură legalizată de comisie. (Apel Buc. II, 70, Apr. 22/87, Dr. 52/87).

19. După art. 813, toate donațiunile trebuie făcute prin act autentic. Și art. 1171, deși definește actul autentic, nu arată însă care sunt formele esențiale ce se cer pentru alcătuirea unui atare act în materie de donațiune. Lipsa unor asemenea dispozițiuni regulamentare nu împiedică însă a se cere, ca un element constitutiv al donațiunii, manifestarea voinței donatorului în formă autentică. Și în caz când donatorul din diferite împrejurări are recurs la oficiul unui mandatar pentru facerea unei donați-

uni, procura trebuie a face parte integrantă cu actul sau instrumentul donațiunii, căci deși ambele acte sunt distincte într'un mod material ambele însă concurg la același scop comun, manifestarea solemnă a voinței donatorului. Inșă o donațiune făcută în baza unei procuri sub-semnătura privată nu se poate considera ca făcând deplină credință despre dispozițiunile și convențiunile ce constată, astfel cum stabilește art. 1173, căci donatorul sau erezi săi n'ar avea decât a nu recunoaște iscălitura aflată în procură pentru a fi nevoie de verificare de scriptură, rezultat ce ar fi cu totul incompatibil cu caracterul și efectele ce legiuitorul a voit a da actului constător al donațiunii. Ar fi a contraveni scopului legiuitorului, dacă s'ar permite a face o donațiune printr'o simplă procură sub semnătură privată, căci, pe lângă pericolele surprinderilor, a violentelor, irevocabilitatea donațiunii ar deveni cu totul ilusorie prin facilitatea tăgăduirii iscăliturii din procură sau a dificultății ce ar avea donatorul a constată veracitatea ei. In vederea unor atari considerațiuni, e imposibil a decide că voința liberă a donatorului e îndestulător manifestată printr'o procură sub semnătură privată. O atare donațiune e nulă, chiar când procura e legalizată de sub-prefect. (Apel Buc. I, 170, Nov. 20/86, Dr. 21/87).

20. Donațiunea este un act solemn; pentru acest motiv legiuitorul, prin art. 813, a prescrie că actul care constată donațiunea să fie făcută în formă autentică; și ne îndeplinirea formelor în actele solemne, atrage după sine nulitatea actului, de oarece în asemenea materie formele sunt cerute de legiuitor ca un element substantial și constitutiv al existenței contractului. Or, între elementele constitutive ale donațiunii, este și manifestarea voinței părților cari participă la act. Și art. 813, statuând că toate donațiunile se fac prin act autentic, a înțeles că toate actele al căror concurs este necesariu pentru a constitui actul de donațiune să fie făcute în formă autentică; de unde rezultă că și voința donatorului trebuie să fie manifestată în formă autentică. Așa fiind, un act de donațiune făcut în virtutea unui mandat sub semnătura privată a donatorului, nu manifestă voința acestuia în formă autentică, de oarece consimțământul său care e condițiunea cea mai esențială pentru validitatea donațiunii, n'a fost primit și constatat de un funcționar public în drept de a instrumenta și de a face asemenea constatări, așa după cum cere art. 1171. Un asemenea act nu face deplină credință despre dispozițiunile și convențiunile ce constată astfel, după



cum prescrie art. 1173, căci donatoarele sau moștenitorii săi, n'ar avea decât să tăgăduiască iscălitura aflată pe procură și în atare caz, fiind nevoie de a se recurge la verificare de scripturi, rezultatul ar fi că soarta donațiunii ar depinde de șansele verificărei de scripturi, ceea ce este incompatibil cu condițiunea proprie a donațiunii care este de a fi actuală, și pe lângă aceasta siguranța irevocabilității donațiunii ar deveni cu totul iluzorie. De altmintelega legea, prin art. 814, cerând o procură autentică pentru o simplă acceptațiune a donațiunii, urmează de aci că asemenea procură autentică se cere și pentru facerea donațiunii. (Cas. I, 295/88, Nov. 25/88, B. p. 938).

21. Din întreaga economie a legii asupra donațiilor rezultă că legiuitorul a văzut cu ochi răi liberalitățile, de oarece pe lângă că le-a declarat reductibile și revocabile în anumite cazuri, apoi a creat o sumă de formalități pentru validitatea lor, sub pedeapsă de anularea donațiunii când ar lipsi. Motivele invocate pentru validarea donațiilor deghizate sunt nefundate. În adevăr, primul argument: tradițiunea, e nefundată de oarece ordonanța franceză din 1831 pe care se fundează nu încuviințează de cât două moduri de a dispune cu titlu gratuit: donațiunea și testamentul și Pothier care a servit de călăuză legiuitorului francez, se exprimă categoric că nu sunt valabile atari donațiuni deghizate sub aparenta unui contract cu titlu oneros. Secundul argument: se poate face indirect cea ce e permis a face direct, pe lângă că nu e scris nicăeri în lege, dar art. 800 se exprimă categoric că „*nimeni nu poate dispune cu titlu gratuit de cât cu formele prescise de lege pentru donațiuni între vii sau prin testament*“. Or, a valida donațiunile deghizate ar fi a putea dispune cu titlu gratuit fără formele cerute de lege pentru donațiune, ceea ce se vede lămurit că e în contradicțiune flagrantă cu voința legiuitorului exprimată în art. 800. Tertiu argument tras din art. 812 este și el nefundat, de oarece legiuitorul anulând donațiunile deghizate făcute unui incapabil, prin a *contrario* nu a pus principiul că ele sunt valabile dacă sunt făcute unui capabil; căci principiile nu se deduc din texte izolate și prin a *contrario*. În fine ar fi absurd a admite că legiuitorul, care a luat atâtea măsuri pentru validitatea donațiilor să permită prin un mijloc pieziș a eluda aceste măsuri, făcându-le sub aparenta unui contract oneros. (Trib. Gorj, Iunie 8/90, Dr. 67/91).

22. Din art. 800 și 813 reese că donațiunea este un contract solemn, adică că pentru existența donațiunii se cere ca ea să fie făcută prin act autentic,

și că fără act autentic nu există donațiune, art. 1168. Prin consecință nu se poate stabili donațiunea prin nici un mijloc de probațiune, dacă nu există act autentic, și prin urmare nici prin jurământ. Chiar legiuitorul prin art. 1168, declară implicit aceasta când zice că donatorul, nu poate repara prin nici un act confirmativ vitiile unei donațiuni. (Trib. Roman, Nov. 4/93, Dr. 79/93).

23. Donațiunile nu sunt supuse la taxa de înregistrare, când nu sunt constatate printr'un act separat, cum sunt darurile manuale, și aceasta chiar când donatarul dă o declarațiune autentică, posterioară donațiunii, prin care recunoaște că a primit darul, declarațiune ce nu poate fi considerată, decât ca un act de descărcare relativ la acel dar manual anterior. (Cas. I, 73/97, B. p. 187).

24. Donatorul nu poate repara prin confirmațiune vitiile donațiunii, nulă în privința formei, ea trebuie făcută cu formele legale. Moștenitorii donatorului însă, după moartea sa, pot confirma, ratifica, sau executa voluntar o asemenea donațiune lipsită de formele legale. Deci, față de moștenitorii donatorului, donațiunea fiind numai anulabilă, iar nu nulă, acțiunea în anulare se prescrie prin 10 ani, iar nu prin 30. Prescripția de 10 ani curge din ziua morții donatorului. (Apel Craiova II, Dr. 43/99).

25. Când posesorul unui imobil se apără în contra unei acțiuni în revendicare, invocând un act de danie, prin care pretinde a dovedi că imobilul revendicat i s'a dăruit de proprietarul aceluși imobil, și instanța de fond nu cercetează dacă acel act conferă sau nu posesorului vre-un drept asupra imobilului revendicat, prin aceasta procedare instanța comite o omisiune, care are un caracter esențial, căci, în caz când ar fi găsit întemeiată pretențiunea posesorului, urma neapărat să respingă acțiunea în revendicare. (Cas. I, 219/901 B. p. 809).

26. Darurile manuale sunt perfecte prin simplul fapt al tradițiunii lucrului dăruit, fără să fie nevoie de redactarea unui act scris. Actul scris, anulabil chiar de ar fi, care s'ar fi întocmit pentru asemenea dar, servește numai ca instrument probator. (Trib. Roman C. Jud. 72/902).

27. După doctrină și jurisprudență și exemplul dat de legiuitor prin art. 1642 C. civil, liberalitățile sub forma unui contract oneros sunt supuse numai condițiilor de fond ale donațiilor între vii, cum capacitatea persoanelor cari dăruiesc și primesc, raportul și reduțiunea; ele nu sunt supuse însă la nici o condiție de formă, la formalitățile solemne prescise de art. 813 și 815 C. civil pentru existența do-

națiunilor, destul să fi fost acceptate, indiferent de orice formă, chiar și tacit. Astfel, constituie o donațiune indirectă sub forma unui contract oneros liberalitatea făcută de părinte fiicei sale, printr'un contract de asigurare și o convențiune încheiată cu mama fetei, prin care, părțile își împart sarcinile părintești privitoare la copii, lăsând mamei paza, întreținerea și educațiunea lor, iar părintele obligându-se a plăti o pensie alimentară, plus o sumă oarecare pentru plata asigurării fetei, recunoscând în același timp că asigurarea pe numele său dintr'o poliță este făcută în favoarea copilei sale și dând fostei sale soții dreptul de a-l putea constrânge judecătorește, pentru exacta îndeplinire a obligațiunilor ce și-a luat, cu care ocaziune mama declară că acceptă darul făcut fiicei sale. O asemenea donațiune, fiind acceptată de mamă, persoană autorizată de lege prin art. 815 c. civil să accepte, este perfectă și nu se mai poate revoca de părinte, oricari ar fi nevoile sale ulterioare. (Apel Iași I, *Dr.* 39/902).

**28.** O renunțare făcută în favoarea unui coerede, care constituie o acceptare a succesiunii, poate fi sau o cesiune, când e făcută cu titlu oneros sau o donațiune, când e gratuită. În ultimul caz, renunțarea în favoarea unui coerede, spre a fi valabilă, trebuie făcută în forma solemnă și lipsa acesteia formalități atrage nulitatea donațiunii pe care o poate invoca orice interesat, chiar și donatorul. (Apel Galați II, *Dr.* 83/903).

**29.** Forma autentică a unui act de donațiune, fiind de esență existenței donațiunii, însăși, când autenticitatea e viciată, nici donațiunea nu există. (Trib. Romanați 2925 din 14 Iunie 1902, *Dr.* 5/909).

**30.** Orice act, care are de efect de a transmite sau retransmite alte persoane un bun oarecare cu titlu gratuit, oricare ar fi denumirea ce s'a dat actului de părți, constituie o donațiune, și prin urmare, ca un asemenea act să-și poată produce efectele sale trebuie să fie investit cu toate formele autenticității cerute de lege pentru existența lui. (C. Apel Buc. s. II, 341 din 6 Nov. 1908, *Dr.* 7/909).

**31.** Instanțele de fond sunt suverane să decidă că, actul făcut de testator este o liberalitate și să pronunțe nulitatea ei, dacă nu este făcută în formele prescrie de art. 813 din codul civil. (Cas. I, 19 Mai 1906, B. p. 861).

**32.** Deși în principiu se poate face în mod valabil o donațiune deghizată sub forma unui contract de vânzare, însă, dacă Tribunalul constată că părțile, printr'o declarație posteroară, au înțeles să desființeze chiar actul de vânzare, iar nu numai actul juridic al

vânzării, și această interpretare a Tribunalului nu a fost atacată cu un motiv de casare, în asemenea împrejurări Tribunalul poate să decidă că donația nu există în mod valabil, dacă nu este făcută în formă autentică. (Cas. I, 20 Dec. 1911, B. p. 1657).

**32 bis.** Intre condițiunile ce se cer pentru validarea darului manual este și aceea că tradiția lucrului dăruit să fie făcută donatarului înaintea morții donatorului.

Prin urmare, nu poate fi dar manual atunci când instanțele de fond constată că tradiția lucrului dăruit nu s'a făcut donatarului de către donator în timpul vieții. (Cas. sec. Unite, 20 Oct. 1911, B. p. 1351).

**33.** Din dispozițiunile art. 795 și 797 din codul civil rezultă că împărțeala făcută de un ascendent, trebuie să fie în formă autentică și acceptată de toți moștenitorii prin însuși actul de împărțeală sau printr'un act autentic posterior, după cum prevede art. 813 și 814 din codul civil pentru donațiunile între vii.

Prin urmare, nu este destul ca în actul de împărțeală să se facă mențiuni de zestrea fetelor măritate, și trebuie neapărat ca donatarele să participe efectiv și să accepte donațiunea, fie în actul de partaj fie prin alt act autentic posterior, altminteri actul de împărțeală este nu numai anulabil, ci nul de drept, adică inexistent. (Cas. I, 28 Febr. 1912 B. p. 259).

**34.** Din termenii generici în care este conceput art. 48 alin. IV din legea timbrului, reese evident intențiunea legiuitorului de a supune la taxe de înregistrare nu numai donațiunile propriu zise făcute în forma preserisă de art. 813 din codul civil, dar și orice alte liberalități în genere, chiar când s'ar înfățișa sub o altă formă.

Prin urmare, când procesul-verbal de contravenție caracterizează și clasifică un act scris prin care se constituie o rentă viageră, ca o liberalitate ce intră în prevederile art. 48 citat, Tribunalul, ca instanță de apel, nu poate să scoată de sub aplicațiunea acestui articol actul în chestiune, decât constatând și motivând anume că el n'ar întruni în realitate caracterul unei adevărate liberalități cari sunt și ele formal prevăzute de art. 48, iar nu numai că actul nu ar fi făcut în forma autentică cerută de art. 813 din codul civil, mai ales când, ca în spetă, acel act servise părților într'un proces de poprire adică își primise executarea cel puțin în parte. (Cas. III, 10 Apr. 1912, B. p. 816).

**35.** Potrivit art. 932 din codul civil, donațiunile făcute unuia din soți prin contractul de căsătorie sunt scutite de îndeplinirea formalităților solemne, prescrie pentru donațiunile obișnuite



de art. 813 și următorii din codul civil, destul numai ca contractul de căsătorie să fie făcut în formele cerute pentru validitatea unui asemenea act. (Cas. I, 8 Iunie 1912, B. p. 1134).

**36.** Pensiunea acordată de o societate soției văduve a unui fost funcționar al societății, are caracterul unei donațiuni remuneratorii pentru că este făcută în scopul de a recompensa soția pentru serviciile aduse de soț societății, așa că ea constituie pentru societate un act cu titlu oneros atât în formă cât și în fond și deci este scutit de formalitățile solemne ale donațiilor. (C. Apel Buc. s. III, 11/912, Curier Jud. 36/912).

**37.** Donațiunile deghizate sub forma unor contracte oneroase sunt valabile, dacă întrunesc condițiunile cerute de lege pentru validitatea unei donațiuni și asemenea donațiuni deghizate sunt supuse la reducțiune, când ating rezerva. (Jud. rur. Suraia (Putna) 24 Febr. 912, Curier Jud. 76/912).

**38.** Din combinația art. 812 cu 940 c. civil, rezultă că legiuitorul reconcaște în mod implicit că donațiile deghizate sub forma unui contract oneros sunt valabile dacă ele sunt făcute în favoarea unei persoane capabile. (Cas. I, 423 din 10 Iunie 913, Bul. p. 1354, Jur. Rom. 30/913, Curier Jud. 53/913; In acelaș sens: C. Apel, Buc. s. II, 184/914, Curier Jud. 1/915; Trib. Gorj, s. I, 58 din 1 Mart. 1919, Curier Jud. 55-56/920; Trib. Iași 31 Mart. 1923, Curier Jud. 25/923, Pand. Rom. 1923, III, 150, Jur. Gen. 1923 No. 677; Trib. Dorohoi 105 din 27 Mart. 1923, Jur. Gen. 1924 No. 32; Cas. I, 1882, Bul. p. 1028; Cas. I, 371 din 23 Nov. 1892, Bul. p. 981; Cas. I, 8 din 14 Ian. 1897, Bul. p. 16; Cas. I, 98 din 28 Febr. 1903, Bul. p. 198; C. Apel Craiova s. II, 27 Nov. 1907, Dreptul 56/908; Cas. I, 17 Sept. 1910, Jurisprudenta 33/910; Trib. Vaslui, 17 Sept. 1909, Dreptul 73/909; Judec. ocol. Brabova-Dolj, 15 Mart. 1923, Pand. Rom. 1923, III, 95).

**39.** Din termenii generali ai art. 48 al. 4 din legea timbrului, rezultă neîndoios că legiuitorul a supus la taxa de înregistrare nu numai donațiunile prevăzute de art. 813 c. civ. și constatate prin acte autentice, dar încă și orice liberalități între vii, independent de forma actului care le constată.

Prin urmare, orice act de donațiune, fie cu titlu oneros, fie cu titlu gratuit, cum este o rentă viageră, nula ca formă ori anulabil, din cauză că n'a fost investit cu forma autentică, trebuie supus la plata taxei de înregistrare dacă actul există, este făcut cu consimțământul părților, semnat de ele și executat, neavând agenții fiseului a se preocupă de cazurile de nulitate de care asemenea acte ar fi susceptibile. (Cas. Secțiuni Unite, decizia

No. 12 din 28 Nov. 1913, Jurispr. Rom. 1914, p. 57).

**40.** Renta pe viață în favoarea unei a treia persoane deși întrunește însușirile unei liberalități, totuși conform art. 1642 al. 2 cod. civil. nu este supusă formelor stabilite pentru donațiune, astfel că atunci când o donațiune făcută printr'o stipulațiune pentru altul este conținută într'un act cu care se află într'un raport de conexitate, act care este valabil încheiat în forma sa proprie, ea însăși este dispensată de forma autentică prevăzută de art. 813 din codul civil. (Apel Iași II, No. 136, 1913; Dreptul 1914, p. 234).

**41.** Donațiunea, care nu este investită cu forma autenticității, așa cum cere art. 813 c. civ., este inexistentă, iar confirmarea sau ratificarea unei asemenea donațiuni nu poate fi dedusă din executarea ei voluntară de către părți, de oarece nu poate fi vorba de confirmarea tacită a unei donațiuni inexistente din cauza neîndeplinirii formelor esențiale pentru validitatea ei. (Cas. I, decizia No. 441, din 6 Oct. 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 583).

**42.** a) Din art. 813 c. civ. și din comparația cu art. 931 c. civil fr. rezultă că nu e necesară forma autentică pentru donațiuni decât atunci când se alcătuiește un act special pentru constatarea unei donațiuni iar nu și când se realizează o îmbogățire gratuită pentru cineva fără de a se face un act scris.

b) Donațiunile indirecte sunt dispensate de întrebuițarea formelor cerute de lege pentru donațiune fiindcă actul juridic care conține liberalitatea are formele lui proprii. (Trib. Ilfov I, No. 157/1914; Curier Jud. 42/915, p. 347).

**43.** Atât doctrina cât și jurisprudența admit în mod unanim validitatea donațiilor deghizate sau ascunse sub forma unui contract cu titlu oneros, deși nu s'a îndeplinit solemnitatea impusă contractului de donațiune. (T. Teleorman I, 9 Dec. 915, Curier Jud. 17/1916; C. Apel Constanța, 89 din 3 Nov. 1922, Curier Jud. 24/923, Pand. Rom. 1923, III, 87).

**44.** Renunțarea la succesiune, făcută cu titlu gratuit de către un erede, în favoarea altui coerede, constituie o ade-vărată donațiune în favoarea acelu coerede și, pentru a fi valabilă, trebuie neapărat să îndeplinească toate condițiunile cerute de art. 813 și 814 c. civ. Astfel: donațiunea urmează să fie acceptată de donatar și acceptarea să fie comunicată donatorului.

Prin urmare, actul de renunțare nu are nici o valoare și este de nul efect, când se constată că acel act, deși făcut în formă autentică, este semnat numai de moștenitorul care renunță, iar acela în favoarea căruia s'a renunțat.

nu dovedește că s'au îndeplinit condițiile acceptării donațiunii, așa cum sunt cerute de art. 814 c. civ. (Cas. I, No. 134, 1920; Jurispr. Rom. 20/1920; p. 298 Dreptul 30/920, Pand. Rom. 1922, I, 31).

**45.** În principiu orice donațiune, fie și sub titlu de dotă constituită fiicei de către părinți nu poate opera transmisiunea dreptului de proprietate decât fiind făcută prin act scris și cu îndeplinirea unor forme solemne prescise de lege.

Faptul că părintele are obligația naturală de a întreține și căpătuși pe toți fiii, nu modifică și nu restrânge întru nimic principiul solemnității actului de dotă.

Acest act nefiind îmbrăcat în forme solemne e nevalabil și neoperant, independent de calitatea și gradul de rudenie al părților. Ca atare el nu transmite proprietatea bunurilor dăruite, cari revin de drept înzestratorului. (Cas. III, 265 din 17 Sept. 1920, Jur. Rom. 16/920, Dreptul 44/920).

**46.** Sustragerea unor efecte în împrejurări echivoce și suspecte, nu poate fi invocată ca titlu pentru a păstra beneficiul unui pretins dar manual.

Instanța de fond are căderea a aprecia validitatea acestor daruri manuale. (Trib. Ilfov s. III, 474 din 27 Iunie 1921, Pand. Rom. 1922, II, 154).

**46 bis.** Când părțile recunosc că contractul oneros intervenit între ele — cum este în specie un act de vânzare — s'a făcut fără a se număra prețul, instanța judecătorească este obligată a cerceta modul și cauzele cari au determinat părțile ca să întocmească acel act și care a fost adevărata convențiune între părți.

Jurisprudența este unanimă a recunoaște că donațiile deghezate sub forma unui act de vânzare sunt valabile, cu condiția ca contractul oneros să fie

făcut între persoane capabile de a contracta, fără a fraudă terțele persoane, fără a ataca partea disponibilă și cu condiția ca donatarul să accepte donațiunea și deci să nu violeze art. 812 și 940 c. civil.

Între un act de vânzare autentic deghezată și o donațiune, nu este nici o deosebire, ca chestiune de formă, fiind autentice, formele sunt aceleași; diferența este deci numai în ceea ce privește redactarea actului; în acest caz nu numai jurisprudența dar și doctrina, recunosc că donațiunile deghezate sub forma unui act de vânzare autentic sunt valabile. (Jud. ocol. Târg-Cârcinoy, 231 din 5 Oct. 1922. Pand. Rom. 1924, II, 207).

**47.** Deși un înscris este necesar pentru a dovedi între părți deghezarea unei donațiuni constatată prin act scris, el poate fi înlocuit cu martori când este un început de dovadă scrisă. (Trib. Iași s. I, 31 Mart. 1923, Jurispr. Gen. 1923 No. 677).

**48.** Donațiunile deghezate sub forma unui act de vânzare sunt valabile dacă îndeplinesc condițiile cerute de lege pentru validitatea unei donațiuni. (Judecătoria ocol II, C-Lung 17 Oct. 1923. Dreptul 41/923).

**49.** Confundându-se posesia lucrurilor între soți și cum intenția dăruitorului nu se poate dovedi cu martori, posesia lucrurilor, mai cu seamă după moartea dăruitorului nu poate se prezume intenția de a dăruși, când posesia a fost comună. (Trib. Dolj s. II, 11317 din 17 Nov. 1924. Justiția (Craiova), 16, 17, 18/924).

**50.** A se vede: art. 691 cu nota 1; art. 695 cu nota 11; art. 751 cu notele 12, 20; art. 801 cu nota 6; art. 814 cu nota 10; art. 1092, Index. „Dota”. „Obligații matrimoniale” și notele respective; art. 1171 cu notele 41, 62.

**Art. 814.** — Donațiunea nu obligă pe donatore și nu va produce nici un efect decât din ziua în care va fi fost acceptată<sup>1)</sup>.

Acceptațiunea poate fi făcută sau în act, sau printr'un act autentic posterior, mai înainte însă de moartea celui ce dăruiește<sup>2)</sup>; în acest din urmă caz, donațiunea n'are efect decât în ziua în care se va fi comunicat donatorului actul de acceptațiune<sup>3)</sup>. (Civ. 691, 795, 801, 827, 1171; Leg. timbr. 21 § 7; Civ. Fr. 932; Civ. Ital. 1057).

1) Art. francez corespunzător 932 continuă: „en termes exprès”.

2) În art. francez corespunzător 932, lipsesc cuvintele: „mai înainte însă de moartea celui ce dăruiește” cari au fost adăugate de legiuitorul român.

3) Partea finală a aliniatului al doilea al art. 814 cod. civil Românesc este luată din Art. 1057 partea<sup>4)</sup> finală cod. civil Italian: „ma in quest'ultimo caso la donazione non ha effetto se non dal giorno in cui è notificato al donante l'atto di accettazione”.



*Text fr. Art. 932.* — La donation entre-vifs n'engagera le donateur, et ne produira aucun effet, que du jour qu'elle aura été acceptée en termes exprès.

L'acceptation pourra être faite du vivant du donateur, par un acte postérieur et authentique, dont il restera minute; mais alors la donation n'aura d'effet à l'égard du donateur, que du jour où l'acte qui constatera cette acceptation lui aura été notifié.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 64, 65, 76-79, 85;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 615, 1101, 1113, 1114, 1117, 1119, 1120, 1122, 1123, 1124, 1225-1229 urm., 1234, 1251-1254;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 468, 476, 485;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 126, 203, 270, 272, 274, 329; ed. 1-a, III, p. 219, 756, 620, 665, 755, 758, 759, 817, 826, 925;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1383 urm., 1433, 1680 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 355 urm., 363 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 70 bis, II; 71 bis, III, V, VII, XI, XII; 78 bis, IX; V, 33 bis, VIII;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 280, 343; II, p. 218;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 701; XX, 20, 82 urm., 91, 92 urm., 106, 119, 121-123, 126, 128 urm., 140 urm., 147 urm., 152, 153, 155, 184;  
 HUC, VI, 117, 184, 189, 190;  
 LAURENT, XI, 377; XII, 220, 224, 227, 237, 238, 266, 267, 269, 313, 314, 353, 384; XV, 571;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 326;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2563 urm.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 12 nota, 14, 66, 70, 71, 84, 91, 105, 165, 166, 168, 169, 204, 214, 227 urm., 228 nota, 232, 240-242, 248, 250 urm., 261, 264 n. 2, 268, 270, 299, 303, 307, 312, 317, 318, 329, 348, 357 urm., 382, 559, 634 n. 2, 635 nota, 675, 725, 733, 745, 767; (III, part. I, ed. 2-a, p. 525 n. 2; III, part. II, ed. 2-a, p. 7, 567 n. 2, 869 t. și n. 2; IV, part. II, ed. 2-a, p. 405, 428, 597 n. 2; V, p. 39, 40 n. 2, 120 urm.; VI, p. 438, 442; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 60, 142 n. 4; IX, p. 566); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 105, 292 nota 2; *Observație* sub. Trib. civil Rodez, (Aveyron), 18 Nov. 1912. Dreptul 57/1913; *Observație* sub. C. Apel Veneția, 8 Mai 912. Curier Jud. 74/912; *Observație* sub. Cas. I, 131 din 26 Martie 1920. Tribuna Juridică 33-36/1921;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 338, 375, 376, 377 urm., 410, 571;  
 CERBAN ALEX., „O chestiune de drept civil“, Dreptul 7/1901;  
 DJUVARA MIRCEA, *Nota*, sub. Cas. I, 134 din 26 Martie 1920. Pand. Rom. 1922-I-31;  
 NACU, II, p. 268 urm.

### INDEX ALFABETIC

Acceptare 1-12.	Legea de organizarea Ministerului de Externe 1.
Act autentic 2-7, 9, 10, 12.	Mandatar 3-7.
Act legalizat 3, 7.	Ministerul de Externe 1.
Adresă oficială 11 12.	Ministerul Sănătății publice 11.
Agent de legăție 1.	Notificare, a se vedea „Comunicare“.
Anulare 3.	Portărei 11, 12.
Autentificare, a se vedea „Act autentic“ și 1.	Prescripție 3.
Comunicare 2, 8-12.	Procura 3-7.
Confirmare 3.	Proprietate 8.
Contracte nesolemne 3.	Renunțare 8, 9.
Contracte solemne 3, 10.	Secretar de legăție 1.
Donație 1-12.	Solemnități 3, 10.
Legalizare 3, 7.	Succesiune 9.
Legăție 1.	

### Jurisprudență.

1. După art. 38 din legea pentru organizarea ministerului de externe din 1873, dreptul de a instrumenta ca notar este dat de lege agentului, iar nu secretarului de legăție. Deci este fără valoare actul de acceptațiunea unei donațiuni autentificat de secretarul agen-

ției diplomatice. (Apel Iași, I, 28, Febr. 15/84. *Dr.* 53/84).

2. Art. 814 cere ca, în caz când acceptațiunea donațiunei s'ar face prin un act autentic posterior, donațiunea n'are efect atât în privința donatorului cât și a donatarului, de oare ce legea noastră nu face nici o distincțiune, de cât din ziua comunicării donatorului a actului de acceptațiune. Astfel fiind, această formalitate este cerută pentru existența chiar a donațiunei, așa că lipsa sa face neexistentă donațiunea. (Trib. Ilfov II, Febr. 16/87, *Dr.* 31/87).

3. În orice contract se disting condițiunile cerute pentru existența lui și cele cerute numai pentru validitatea lui. În caz când una din primele condițiuni lipsesc, nu există de cât o aparență de convențiune, în realitate ea nu există și nu produce nici un efect, neputându-se confirma; iar dacă lipsește una din secundele condițiuni, contrac-

tul există și produce toate efectele sale până ce va fi anulat, și cererea de anulare trebuie făcută în termen de 10 ani, putându-se șterge acest viciu prin confirmări. Iar în privința contractelor solemne este necontestat că formele prescrise de lege sunt cerute pentru existența convenției, astfel că actul care în contractele ne solemne nu servește decât ca probă, devenind în contractele solemne un element așa de esențial în cât dacă nu există act sau dacă actul este nul, contract nu există de loc și nu produce nici un efect. Or, din art. 800 și 813 combinate cu art. 1168 rezultă că donațiunea e un contract solemn, adică un contract pentru existența căruia un act autentic este necesar. Iar art. 814 prevede că donațiunea nu obligă pe donator și nu va produce nici un efect decât din ziua în care va fi fost acceptată. Astfel fiind, acceptațiunea este una din solemnitățile ce legea cere pentru existența donațiunii. Și deși legea noastră nu cere ca acceptațiunea să se facă în termeni expresi însă nu este mai puțin adevărat că tribunalul trebuie să constate în mod autentic că donatarul a acceptat-o. Și în cazul când donatarul nu concură în persoană la instrumentul destinat a constata donațiunea, ci prin un mandatar, procura se leagă esențialmente cu actul de donațiune, așa că deși sunt două acte materialmente distincte dar legalmente sunt indivizibile, formând părțile un singur și același tot care este donațiunea; și art. 813 prevăzând că donațiunile trebuiesc făcute prin act autentic, urmează că toate actele al căror concurs este necesar pentru constituirea și existența contractului de donațiune și consimțământul donatarului să fie făcute și manifestate în formă autentică. Astfel fiind, acceptarea unei donațiuni prin un mandatar cu o procură sub semnătură privată nu manifestă voința donatarului în formă autentică, căci consimțământul său, care este o condițiune esențială pentru existența donațiunii, n'a fost făcut și constatat de un oficer public. Astfel, acceptarea donațiunii făcută prin un mandatar cu o procură legalizată de comisie, nu este o acceptațiune autentică cum cere legea și prin urmare donațiunea nu există și nu poate produce nici un efect. (Trib. Ilfov, II, Febr. 16/87, Dr. 31/87).

4. După codul civil se cere ca donațiunea să fie făcută prin act autentic, adică, că atât oferta cât și acceptațiunea să se declare înaintea autorității competente a instrumentă și a primi asemenea declarațiuni; cu deosebire însă de art. 933 codul Napoleon, la caz când acceptațiunea se face de un procurator, codul nostru civil nu cere ca procura să fie și dânsa autentică. Le-

giuitorul nostru din 1865 față cu legiuirea în vigoare de la acea epocă care nu stabilea forme atât de riguroase pentru facerea unei donațiuni, a găsit cu prisos a mai adăoga și o nouă condițiune de formă în cazul unei donațiuni prin procură și n'a reprodus art. 933 francez, care cere că în asemenea caz chiar procura să aibă caracterul unui act autentic. (Apel Buc. II, Febr. 1/88, Dr. 22/88).

5. Art. 814 cere ca o condițiune esențială pentru existența donațiunii ca acceptarea să fie făcută prin act autentic. Dacă dar legea cere chiar părții să accepteze autentic sub pedeapsă de nulitate, de aci urmează că și mandatul dat pentru acceptare în caz de împiedecare a părții trebuie să fie autentic, de oare ce mandatul nu poate avea mai multe drepturi, de cât mandatele său; și deși legiuitorul nostru n'a reprodus dispozițiile art. 933 și 934 din codul Napoleon, care cereau în privința acceptării donațiunii o procură autentică, nu se poate deduce din această tăcere a legii că se permite că acceptarea să fie făcută și prin procură sub semnătură privată, căci atunci voința donatarului de a accepta donațiunea nu s'ar manifestă prin formă autentică, astfel cum cere legea, iar pe de altă parte scrierea sau subscrierea unei procură private putându-se tăgădui, aceasta ar da loc la verificarea scripturii și astfel soarta și existența a însăși donațiunii, ar atârna de la acea verificare, ceea ce ar fi incompatibil cu caracterul donațiunii, care este de a fi actuală și irevocabilă, iar nu supusă la niște asemenea întâmplări viitoare. A admite că nu se cere procură autentică pentru acceptarea donațiunii, ar fi a se permite, ca o persoană să facă prin mandatarul său ceea ce nu poate face singură, și consecința ar fi că s'ar putea constitui o donație și prin acte neautentice, ceea ce e contrariu art. 813 și 814, care prevăd formal că toate actele necesare pentru constituirea donațiunii, trebuie să fie făcute în formă autentică. (Cas. I, 185/Iunie 25/88, B. p. 591).

6. Art. 814 cere ca acceptațiunea, dacă este făcută printr'un act posterior donațiunii, să fie făcut prin act autentic, și un act autentic nu se poate face prin procurator, dacă nu are acesta o procură autentică, căci alt-fel actul nu ar fi nici el autentic. (Cas. I, 396/Dec. 15/89, B. p. 1041).

7. Art. 814 prevăzând că atunci când acceptarea unei donațiuni se face posterior ofertei, ea trebuie să fie făcută în mod autentic, a înțeles că atât în cazul când donatarul acceptă donațiunea în persoană cât și atunci când acceptă prin procurator e ținut să și exprime voința în mod autentic, pentru



că altfel ar fi să admitem că cineva poate indirect să facă un act pe care direct legea nu-i permite a-l face. Dacă art. 933 francez prevede expres că atunci când acceptarea se face prin procurator, procura trebuie să fie autentică și dacă în codul nostru s'a suprimat acest articol, nu urmează de aci că legiuitorul nostru a voit ca în asemenea caz acceptarea donațiunii să se poată face și prin procură neautentică, căci dacă am admite această consecință numai din cauza tăcerii legii ar trebui să admitem că și oferta de donațiune se poate face prin procură neautentică, căci legea tace și asupra acestui caz, și atunci dacă și oferta și acceptarea donațiunii s'ar putea face prin procuri neautentice, am ajunge la concluziunea că, deși legea prin art. 813 și 814 a ordonat ca donațiunile să se facă în mod autentic, dar tot ea a dat voe părților ca indirect să poată eluda ordinul ei, ceea ce ar fi absurd. Deci este nulă acceptarea făcută de un procurator cu o procură legalizată de comisar. (Apel Craiova, II, 155, Decem. 21/88. *Dr.* 2/90).

8. Simpla renunțare la un drept de proprietate în favoarea altuia nu e suficientă pentru ca persoana în favorul căreia se face renunțarea să dobândească dreptul de proprietate asupra lucrului, ci mai trebuie ca această persoană să consimtă și ea a se îmbrăca cu acel drept. Astfel, simpla ofertă de donațiune, ca să poată deveni un contract perfect, urmează să fie acceptată de donatar și acceptarea să fie comunicată donatorei. (Apel Craiova II, 155, Dec. 21/88, *Dr.* 2/90).

9. Renunțarea la succesiune, făcută cu titlu gratuit de către un erede, în favoarea altui coerede, constituie o adevărată donațiune în favoarea celui coerede și, pentru a fi valabilă, trebuie neapărat să îndeplinească toate condițiunile cerute de art. 813 și 814 c. civ. Astfel: donațiunea urmează să fie acceptată de donatar și acceptarea să fie comunicată donatorului.

Prin urmare, actul de renunțare nu are nici o valoare și este de nul efect când se constată că acel act, deși făcut în formă autentică, este semnat numai de moștenitorul care renunță, iar acela în favoarea căruia s'a renunțat nu dovedește că s'au îndeplinit condițiunile acceptării donațiunii, așa cum sunt cerute de art. 814 c. civ. (Cas. I, No. 134, 1920; *Juris. Rom.* 20/920, *Dreptul* 30/920, *Pand. Rom.* 1922, I, 31).

10. a) Donațiunea fiind un contract solemn, în care formele cerute de lege sunt prescrise pentru însăși existența ei, pentru a fi valabilă trebuie, în cazul când acceptarea donațiunii se face posterior actului de donațiune, ca atât actul de donațiune, actul de accepta-

țiune cât și actul de notificare acceptațiunii să fie făcută în formă autentică.

Pentru actul de donațiune și cel de acceptarea donațiunii, art. 813 și 814 prevăd în mod expres această formă.

Pentru actul de notificarea acceptațiunii, dovada că el trebuie făcut în formă autentică, e că acest act e tot atât de substanțial pentru existența contractului de donațiune ca și celelalte două, pentru că dacă donatorul și-a exprimat prin actul de donațiune voința sa de a dărui, iar donatarul și-a formulat prin actul de acceptațiune voința sa de a primi, numai notificarea acceptațiunii, pe care donatarul trebuie să o facă donatorului, face ca aceste două voințe să se întâlnească și să nască dar contractului de donațiune. Din aceasta rezultă că actul de notificarea acceptațiunii, constatând concursul voinței părților, reciproc cunoscut de ele, e un element al consimțământului care dă naștere contractului, și cum în contractul de donațiune, ca orice contract solemn, toate elementele consimțământului părților trebuie constatate în mod autentic, urmează că și acest act — ca și celelalte două — trebuie făcut în formă autentică pentru ca donațiunea să existe. Și o dovadă în plus despre aceasta e că legea nu zice numai că acceptațiunea să fie cunoscută donatorului, ci spune mai mult, ca să se comunice acestuia actul de acceptațiune, comunicare ce implică forma autentică.

b) Lipsa în această formă, fie a actului de donațiune, a actului de acceptațiune, sau a actului de notificarea acceptațiunii fac inexistent contractul de donațiune, și-l fac inexistent nu numai față de donator, cum prescrie art. 932 din codul civil francez, ci și față de donatar, articolul corespunzător din codul civil român (814) suprimând cuvintele: „à l'égard du donateur“ din codul francez și înlăturând dar marea controversă ce există în acest din urmă cod în această privință. (*Trib. Ilfov s. I.* 850 din 3 Nov. 1922. *Jur. Gen.* 1923, No. 46).

11. Din dispozițiunile art. 813 și 814 c. civil rezultă neîndoios că donațiunea, cum și acceptarea donațiunii, trebuie făcute prin act autentic, iar în cazul când acceptațiunea s'a făcut printr'un act posterior, donațiunea nu are efect de cât în ziua în care se va fi comunicat donatorului actul de acceptațiune și legea nu cere, în ce privește constatarea concursului de voință între donațiune și acceptarea donațiunii, în cazul când ele rezultă din acte autentice deosebite, de cât ca actul să fie comunicat donatorului.

Prin urmare, când se constată că

Ministerul căruia i s'a dat un bun, a acceptat posterior donațiunea printr'un act autentic și apoi printr'un ordin comunicat Medicului Primar al județului de a face cunoscut donatorului că i s'a acceptat donațiunea, ceea ce acesta a făcut comunicând donatorului conținutul ordinului Ministerului printr'o adresă pe care a trimis-o comunei domiciliului acestuia, care i-a predat-o sub luarea unei dovezi semnată propriu de donator, aceasta satisface pe deplin cerințele legii ca acceptațiunea să fi fost comunicată donatorului, de oare ce și donațiunea este un contract solemn, totuși nu trebuie să i se impună forme anumite, de cât acolo unde legea le prevede în mod expres, deci nu e nevoie ca notificarea acceptațiunii posteroare să se facă

prin Corpul Portăreilor. (C. Apel Buc. s. II, 138 din 2 Aprilie 1924, Bul. C. Apel 7/924).

12. Comunicarea oficială din partea unei administrațiuni a Statului, că acceptă o donațiune și răspunsul donatorului că a primit acea comunicațiune, nu poate înlocui formalitățile din art. 814 c. civil prescise de lege „ad solemnitate” și cari constau — în cazul când acceptațiunea se face ulterior — în formarea unui act autentic de acceptațiune, care să fie însuși comunicat prin portărei, donatorului. (Cas. I, 1925, No. 528).

13. A se vedea: art. 199 cu notele 1, 3 Nov. 1924, Jur. Rom. 3/925, Jur. Gen. 2; art. 813 cu nota 33; art. 1171 cu nota 32.

**Art. 815.** — Donațiunile făcute unor minori neemancipați sau unui interzis, se acceptă de tutore sau de părinte.

Minorele emancipat poate acceptă cu azistența curatorului.

Mama, cu toate că tatăl ar fi în viață, și ceilalți ascendenți, cu toate că genitorii ar fi în viață, vor putea asemenea să accepte donațiunea făcută minorei emancipat sau neemancipat și interzisului, deși ei n'ar avea calitatea de tutori. (Civ. 407, 425, 454, 820, 952, 1157, 1166; Civ. Fr. 935; Civ. Ital. 1059).

*Text. fr. Art. 953.* — La donation faite à un mineur non émancipé ou à un interdit, devra être acceptée par son tuteur, conformément à l'article 463, au titre de la *Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation*.

Le mineur émancipé pourra accepter avec l'assistance de son curateur.

Néanmoins les père et mère du mineur émancipé ou non émancipé, ou les autres ascendants, même du vivant des père et mère, quoiqu'ils ne soient ni tuteurs, ni curateurs du mineur, pourront accepter pour lui.

*Text Ital. Art. 1059.* — La donazione fatta ad un minore non emancipato o ad un interdetto sarà accettata dal padre o dal tutore.

La madre, benchè sia ancora in vita il padre, e gli altri ascendenti benchè siano ancora in vita i genitori, possono accettare la donazione fatta al minore e all'interdetto quantunque non ne siano tutori, ma in tali casi è necessaria l'autorizzazione del tribunale civile.

Lo stesso ha luogo quando la donazione sia fatta dal padre o dal tutore, con facoltà in ogni caso al tribunale di nominare per tale accettazione qualunque altra persona.

Le donazioni in favore dei nascituri da una determinata persona vivente possono essere negli stessi modi accettate dal padre, dalla madre, dall'avo o da qualunque altro degli ascendenti.

Il minore emancipato et il maggiore inabilitato può accettare la donazione col consenso del curatore.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 58-60;

BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1293-1304;

BUENOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 636;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 441, 512, 554, 630; ed. 1-a, III, p. 759, 658, 659;

DALLOZ, *Rép. Dipos. entre-vifs*, 1471 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 372 urm.;



DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 74 bis, I și VIII;  
 DEMOLOMBE, XX, 174, 175 bis, 178, 182-187 urm., 193, 194, 197-200;  
 HUC, VI, 195;  
 LAURENT, XII, 246-252;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 328, 329;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2934, 2935.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 232 urm., 239 n. 3, 243, 245, 248, t. și n. 1, 249  
 269, 303, 349, 351-353, 364; (II ed. 2-a, p. 498, 747, 748; IV, part. II, ed. 2-a, p. 183;  
 VIII, part. I, ed. 2-a, p. 77);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 87, 338, 381, 387;  
 NACU, I, p. 621, 622, 671; II, p. 268 urm.;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Observație* sub. C. Apel Aix, 9 Oct. 1920. Pand. Rom. 1924, III, 72.

**Art. 816.** — Surdo-mutul ce nu știe să scrie, nu poate accepta o donațiune decât cu azistarea unui curatore special numit de autoritatea judiciară, după regulile stabilite pentru minori. (Civ. 426, 814 urm., 866; Civ. Fr. 936).

*Text. fr. Art. 936.* — Le sourd-muet qui saura écrire, pourra accepter lui-même ou par un fondé de pouvoir.

Ș'il ne sait pas écrire, l'acceptation doit être faite par un curateur nommé à cet effet, suivant les règles établies au titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 62, 63;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1309, 1310;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 665, 759;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1492 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 380;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 75 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 494;  
 DEMOLOMBE, XX, 163-168;  
 LAURENT, XII, 253, 254;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 330;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2932.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 166, 239 urm., 245, 249, 355; (I, ed. 2-a, p. 71 n. 1, 552; II, ed. 2-a, p. 840 n. 1; III, part. I, ed. 2-a, p. 7 nota; V, p. 43 n. 1; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 88); „*Condiția juridică a surdo-mușilor*“, Dreptul 56/1907;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 381;  
 NACU, II, p. 268 urm.;  
 SION FLORIN, *Nota*, sub. Trib. Iași, 29 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924, II, 222;  
 TĂNĂSESCU G. TEODOR, „*Surdo-mușii față de legea de autentificare*“ Curier Jud. 59/1914, 60/1914

### Jurisprudență.

1. Art. 816 conține o dispozițiune esențială la acceptațiunea unei donațiuni de un surdo-mut, dispozițiune care nu se aplică la celelalte acte făcute de asemenea persoană care este presupusă că are capacitatea legală. (Cas. I, 93/Febr. 22/78, B. p. 85).

2. a) Dispozițiunile art. 816 c. civ., sunt excepționale și nu se aplică de cât la donațiunile surdo-mușilor.

b) Legea autentificărei actelor neprivăzând nici o dispozițiune specială pentru surdo-muși, consimțământul lor

se poate lua prin orice mijloc, fără a fi obligat judecătorul instrumentator a arăta în procesul verbal mijlocul său de convingere, putând chiar consemna pur și simplu că, surdo-mutul i-a declarat, i-a cerut, a auzit, etc. Veracitatea aceloră conținute în atare proces-verbal pot fi completate și cu prezumpții și dovezi trase din elemente din afara actului astfel autentificat.

c) Și procesele-verbale de autentificare a voinței surdo-mușilor fac dovada până la înscrierea în fals. (Trib. Iași 29 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924, II, 222).

**Art. 817.** — Donațiunile făcute persoanelor morale, nu pot fi acceptate decât prin ordonanță domnească, dată în urma avizului consiliului de Stat<sup>1)</sup>. (Civ. 811, 818 urm.; Civ. Fr. 937).

*Text. fr. Art. 937.* — Les donations faites au profit d'hospices, des pauvres d'une commune, ou d'établissements d'utilité publique, seront acceptées par les administrateurs de ces communes ou établissements, après y avoir été dûment autorisés.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 72;  
 BAUDRY ET COLIN. *Don. et testam.*, I, 413;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 672; II, p. 632; ed. 1-a, III, p. 659, 664, 683, 685, 759;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1496 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 381;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 613;  
 HUC, VI, 110;  
 LAURENT, XI, 312;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, 330;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2578, 2936 urm., 2998.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 81, 86 urm., 161, 242, 247, 276, 355; (I, ed. 2-a, p. 266, 269; IV, part. II, ed. 2-a, p. 199); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 66, 71, 134; „*Despre dreptul de fundațiune pioasă*“, *Dreptul* 80/1912; *Observație* sub. Cas. Turin, 21 Dec. 1897. *Curier Jud.* 2/1902;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 54, 327, 381, 382;  
 NACU, I, p. 120, 167; II, 260, 268 urm.;  
 NEGULESCU PAUL, „*Studii de drept administrativ*“, *Dreptul* 14, 22, 30, 31/1903;  
 SPINEANU I. ALEX., *Nota* sub. Cas. I, 690 din 23 Iunie 1922. *Pand. Rom.* 1923-I-116.

### Jurisprudență.

1. O persoană morală străină, spre a putea accepta un legat în România, trebuie, conform art. 817, să aibă autorizațiunea regală dată în urma avizului consiliului de miniștri. (*Trib. Ilfov*, I, Mart. 20/89, *Dr.* 28/89).

2. Fundațiunile cari au caracterul unor stabilimente de utilitate publică sunt supuse controlului Statului, care singur poate veghea ca interesele și existența chiar a fundațiunii să nu fie periclitată, prin acte de dispoziție, făcute după arbitrarul administratorilor și pentru ca scopul acestor așezăminte să fie menținut. Aceste așezăminte au prin urmare caracterul unor persoane incapabile, având în principiu aceeași capacitate ca a persoanelor fizice; iar capacitatea administratorilor lor se mărginește numai la acte de pură administrație, ei neavând dreptul de a înstrăina averea instituției, după cum nu au nici capacitatea de a accepta în numele ei vre-o donație în lipsa autorizației emanată din partea puterii

publice. (C. Apel Buc. s. II, 18 Oct. 1908. *Pand. Rom.* 1923, II, 225).

3. Potrivit dispozițiilor art. 811 cod. civil, Guvernul are facultatea de a autoriza sau nu primirea donațiilor făcute stabilimentelor de utilitate publică, fără ca acest act al puterii executive să poată fi cenzurat de vreo instanță judecătorească, de oarece este făcut în exercitarea tutelei administrative ce i s'a acordat prin zisele texte din codul civil.

Prin urmare, autorizațiunea dată de Ministerul de Interne Spitalului „Eli-sabeta Doamna Caritatea Gălăteană“ de a primi legatul numai în parte, adică fondul unei farmaciei, fără dreptul de succesiune al farmaciei, nu poate fi cenzurată de Curtea de Casațiune și, prin urmare, recursul contra unui asemenea act de autorizațiune are a se respinge ca inadmisibil. (Cas. III, No. 317, 1919; *Jurispr. Rom.* 1920, p. 41, *Pand. Rom.* 1924, III, 84).

4. A se vedea: art. 7, 808 și 811 cu notele respective.

**Art. 818.** — Când se dăruiesc bunuri ce pot fi ipotecate, transcripțiunea actului ce conține donațiunea, și acceptațiunea,

<sup>1)</sup> Consiliul de Stat a fost desființat prin legea din 12 Iulie 1866. E suficient deci, astăzi, autorizarea dată printr'un Decret Regal.



ca și notificățiunea acceptățiunei făcută prin act separat, se va face la tribunalul districtului unde sunt situate bunurile. (Civ. 814, 819, 934, 1228, 1295, 1740, 1750, 1801, 1802, 1803; Pr. civ. 721 urm.; Civ. Fr. 939).

*Text. fr. Art. 939.* — Lorsqu'il y aura donation de biens susceptibles d'hypothèques, la transcription des actes contenant la donation et l'acceptation, ainsi que la notification de l'acceptation, qui aurait eu lieu par acte séparé, devra être faite aux bureaux des hypothèques dans l'arrondissement desquels les biens sont situés.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 383, 384, 387, 388, 392, 396, 397;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1365, 1366, 1367 urm., 1370, 1372, 1374-1376, 1422-1424;  
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 76, 132;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 769, 949, 955; ed. 1-a, III, p. 791, 826, 962, 963;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1539 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 392 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 80 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XX, 103, 254, 259, 286, 301 urm., 304, 338 urm.;  
 HUC, VI, 210, 213;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 339;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2628; III, ed. 2-a, No. 2589 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 91, 254 nota, 318, 328 n. 1, 342 urm., 470, 471, 676, 690, 691, 721, 725, 733, 743; (III, part. II, ed. 2-a, p. 874; V, p. 168 urm., 191 urm., 200 urm., 203; X, p. 735, 746 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 105;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 385;  
 NACU, II, p. 270 urm.; III, p. 764 urm.;  
 PLASTARA GEORGE, „Despre publicitatea actelor juridice“, *Dreptul* 69/907;  
 RĂDULESCU ANDREI, *Publicitatea drepturilor reale imobiliare și registrele de proprietate*;  
 TĂTARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 83.

### Jurisprudență.

1. Dacă un act de donațiune nu este nici autentificat, nici transcris în registrele de transcripțiuni, el nu poate produce nici un efect, de oare ce donațiunea fiind un act solemn numai atunci este valabilă când este făcută cu solemnitățile cerute de lege. Prin urmare tribunalul, neluând în considerație atare acte de donațiune, nu violează art. 818 și 971. (Cas. II, 34/Mart. 29/83, B. p. 390).

2. Dispozițiunile art. 818 și 819 din codul civil trebuiesc înțelese în sensul numai că atâtă timp cât donațiunea nu e transcrisă, bunurile pot fi grevate de ipotecă sau alte drepturi reale în prejudiciul donatarului, iar nu că ori ce creditor chirografar poate ataca donațiunea și urmări bunurile dăruite ca și cum ar fi gagiul creanței sale, de oarece acești creditori, din moment ce n'au stipulat o garanție specială, urmează că ei au înțeles să lase debitorului lor facultatea deplină de a dis-

pune de bunurile sale, cu singura îngrădire, însă, ca să fie de bună credință. (Cas. II, 11 Febr. 1911, B. p. 193).

3. Art. 1801 și 1802 din codul civil, în concordanță cu art. 722 și 723 din vechia procedură civilă, supuneau la transcripțiune în registrul tribunalului unde este așezat imobilul toate actele de înstrăinare a drepturilor reale pentru a putea să fie opuse terților persoane, iar art. 818 din codul civil prevede, ca o aplicațiune a acestui principiu, că actele ce conțin donațiunea unui imobil trebuiesc să fie transcrise la tribunalul unde este așezat imobilul.

Prin urmare, această formalitate trebuie să fie îndeplinită și pentru actele dotale cari cuprindeau un imobil, pentru ca terțiile persoane să poată lua cunoștință că proprietatea acelu imobil a fost strămutată dela înzestrator la înzestrat. (Cas. I, 16 Mai 1911, B. p. 639).

4. A se vedea: art. 819 cu nota 3; art. 1801 și 1802 cu notele respective.

**Art. 819.** — Lipsa transcripțiunei poate să fie invocată de orice persoane au interes la aceasta; se exceptă însă persoa-

nele obligate a stăruii să se facă transcriptiunea, sau reprezentanții lor, asemenea și donatoarele. (Civ. 814, 818, 1228, 1801, 1802; Civ. Fr. 941).

*Text fr. Art. 941.* — Le défaut de transcription pourra être opposé par toutes personnes ayant intérêt, excepté toutefois celles qui sont chargées de faire la transcription, ou leurs ayant-cause, et le donateur.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 388, 390, 391-396;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1402, 1404 urm., 1409, 1410, 1412-1414 urm., 1419 urm., 1426, 1427;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 39, 79, 125, 138, 142, 331, 755;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 949, 968, 970 urm.; ed. 1-a, III, p. 791, 817, 964;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1558 urm., 1575, 1590 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 397 urm., 404 urm., 415 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 82 bis, I, IV;  
 DEMOLOMBE, XX, 294, 298-300 urm., 306 urm., 310-313, 316, 324 urm., 337;  
 HUC, VI, 213-215;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 343 urm.;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2630-2632; III, ed. 2-a, No. 2589 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 357 urm., 690, 721; (III, part. II, ed. 2-a, p. 874; V, p. 168 urm., 191 urm., 200 urm., 203; X, p. 735, 746 n. 2);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 385, 386;  
 NACU, II, p. 271 urm.; III, p. 764 urm.

#### Jurisprudență.

1. Lipsa transcriptiunii nu poate fi invocată de eredele donatorului, de oare ce în această calitate e supus la toate obligațiunile autorului său, și una din obligațiunile donatorului fiind de a desdaună pe donatar de evicțiunea ce i s'ar fi cauzat prin culpa sa, este natural că donatoarele n'ar putea invoca lipsa de transcriptiune în scop de a evinge pe donatar de un imobil pentru care e ținut a-l desdaună imediat; deci nici eredele donatorului nu poate invoca lipsa de transcriptiune. (Apel Iași, I, 183, Nov. 29/80. *Dr.* 18/82; Cas. I, 198/Iun. 12/82, B. p. 682).

2. Succesorul universal al donatorului nu poate avea mai multe drepturi de cât însuși autorul său, și, prin urmare nu poate invoca lipsa de transcriptiune a donațiunii, ceea ce rezultă din art. 819; deci e inutil a se discuta mijloacele invocate de dânsul pentru

a stabili nulitatea transcriptiunii donațiunii. (Apel Buc. I, 262, Dec. 19/85, *Dr.* 30/86).

3. Transcrierea unui act de donațiune în registrul de inscripțiuni al tribunalului care l-a autentificat, registrul în care se transcriau actele de mutațiunea proprietății, pe timpul când la acel tribunal nu există o condică deosebită pentru transcrierea actelor autentice, este valabilă. (Cas. I, 330/96, B. p. 1352).

4. Lipsa de transcriere a donației bunurilor imobiliare poate să fie opusă și de creditorii chirografari ai donatorului, când ei au căpătat vre-un drept asupra imobilului dăruit de debitorul lor, chiar în caz când donația s'a făcut sub titlu de dotă. (Apel Buc. III, C. Jud. 4/98).

5. A se vedea și *nota* No. 2 de sub art. 818 și notele de sub art. 1801 și 1802).

**Art. 820.** — Minorii interziși<sup>1)</sup>, femeile măritate, în lipsă de acceptațiunea sau transcriptiunea donațiunii, nu pot cere obiectele dăruite; au însă, de se cuvine, recurs în contra tutorilor sau bărbaților. (Civ. 390, 415, 454, 815, 1242, 1243, 1285, 1753; Civ. Fr. 942).

1) Din eroare se zice: „minorii interziși“ în loc de: „minorii, interziși“ cum este și în textul francez.



*Text. fr. Art. 942.* — Les mineurs, les interdits, les femmes mariées, ne seront point restitués contre le défaut d'acceptation ou de transcription des donations; sauf leur recours contre leurs tuteurs ou maris, s'il y échet, et sans que la restitution puisse avoir lieu, dans le cas même où lesdits tuteurs et maris se trouveraient insolubles.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 59, 386, 387;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1384, 1390, 1395-1398;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 138;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1508 urm., 1585 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 382 urm., 413 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 83 bis, I, și II;  
 DEMOLOMBE, XX, 207, 210, 211, 213, 217, 278, 279, 283, 284;  
 HUC, VI, 216;  
 LAURENT, XII, 261-263;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 341;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2573.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 91, 233, 240, 247 urm., 349, 350 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 874);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 386, 387;  
 NACU, II, p. 271 urm.

**Art. 821.** — Donațiunea între vii pentru bunurile viitoare este revocabilă. (Civ. 5, 795, 801, 822, 826, 933, 965, 1167 urm.; Civ. Fr. 943).

*Text. fr. Art. 943.* — La donation entre-vifs ne pourra comprendre que les biens présents du donateur; si elle comprend des biens à venir, elle sera nulle à cet égard.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 150, 151, 409;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1436, 1437, 1440-1446, 1448, 1450, 1454;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 15, 639, 777, 778, 786, 787, 791, 810, 816, 821, 824, 925;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1336 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 344 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 85 bis, V;  
 DEMOLOMBE, XX, 380, 381, 388 urm., 395 urm., 397, 397 urm., 399 urm., 404, 405, 412 urm.  
 HUC, VI, 217 urm., 220;  
 LAURENT, XII, 410, 417;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 350;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2599 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 8, 9, 368, 390 urm., 419, 547 n. 2, 635, 645, 678 n. 2, 697 n. 3, 745, 725, 730 urm., 733, 735, 758 n. 1, 781, 782; (III, part. II, ed. 2-a, p. 874); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 496;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 384, 393;  
 NACU, II, p. 275 urm.

## Jurisprudență.

1. O donație în care donatorul, pe lângă alte bunuri prezente ce dăruiește, declară că lasă donatarului și toată

averea mișcătoare, ce va rămâne la moartea sa, nu constituie un pact succesoral oprit de art. 965, ci o donație de bunuri viitoare permisă de art. 821. (Apel Buc. I, Dr. 46/900).

**Art. 822.** — Este nulă orice donațiune făcută cu condițiuni a căror îndeplinire atârnă numai de voința donatorelui. (Civ. 5, 823, 826, 1008, 1010, 1167; Civ. Fr. 944).

*Text. fr. Art. 944.* — Toute donation entre-vifs faite sous des conditions dont l'exécution dépend de la seule volonté du donateur, sera nulle.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 364-367;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1455, 1456 urm., 1459-1464;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 160; ed. 1-a, III, p. 15, 639, 777, 778, 780, 781, 786, 787, 810, 816;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1357 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 346 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 86 bis, I, II, IV;  
 DEMOLOMBE, XX, 418, 422, 426, 538;  
 HUC, VI, 221;  
 LAURENT, XII, 407-412; XV, 560;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 350;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2605 urm. •

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. , ed. 2-a, p. 16, 17, 371 urm., 379, 390, 402, 673, 677, 678, n. 2, 723, 725, 781, 782; (III, part. II, ed. 2-a, p. 875; IV, part. II, ed. 2-a, p. 559 nota, 579 nota; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 104; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. III, 31 din 25 Ian. 1907. Dreptul 28/1907;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 106, 383, 393, 397;  
 NACU, II, p. 275 urm.

### Jurisprudență.

1. Deși nu există nici un text formal de lege, care să declare ilicită clauza de inalienabilitate a bunurilor, este însă admis, pentru considerațiune de ordine economică, de interes social, că, prin dispozițiuni particulare, nu se poate împiedeca libera circulațiune a bunurilor în comerț, prescriindu-se inalienabilitatea lor, și că o asemenea dispozițiune trebuie să se considere ca contrară ordinii publice. Un asemenea principiu însă nu se poate lua în mod cu totul absolut și, prin urmare, ori de câte ori scoaterea din comerț a bunurilor, prin declararea inalienabilității lor, se face, fie în interesul unei instituțiuni a cărei existență și func-

ționare este tocmai un bine social, fie într'un mod vremelnic și în interesul vădit al unei persoane, asemenea dispozițiune nu aduce nici o atingere interesului social, ordinii publice, ci, din contra, ea este o măsură protectoare, care are de scop tocmai a apăra interesele sociale, apărând pe membrii cari compun societatea și cari, fie chiar în parte, conlucrează la buna stare a Statului. Astfel, este valabilă o donațiune, chiar când donatorul a pus în actul de danie clauza că imobilul dăruit nu va putea fi înstrăinat, pe cât timp donatorul va fi în viață, de cât cu consimțământul său. (Apel Iași, I, C. Jud. 67/904).

2. A se vedea și nota No. 1 de sub art. 826.

**Art. 823.** — Este asemenea nulă, dacă s'a făcut sub condițiunea de a se satisface datorii sau sarcine cari nu existau la epoca donațiunii, sau cari nu erau arătate în actul de donațiune. (Civ. 5, 826, 934, 935, 969, 1008, 1229; Civ. Fr. 945).

*Text. fr. Art. 945.* — Elle sera pareillement nulle, si elle a été faite sous la condition d'acquitter d'autres dettes ou charges que celles qui existaient à l'époque de la donation, ou qui seraient exprimées soit dans l'acte de donation, soit dans l'état qui devrait y être annexé.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 367, 368, 403, 406-408;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1352-1354, 1466-1471;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 15, 114, 639, 777, 778, 781, 782, 786, 787, 793, 810, 816, 934;  
 DALLOZ, *Rép. Dispositions entre-vifs*, 1370 urm., 1714 urm.; *Suppl. Dispositions entre-vifs*, 349 urm., 471 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 87 bis, II, III;



DEMOLOMBE, XX, 435, 436, 440 urm., 451, 453 urm., 459, 575;  
 HUC, VI, 222;  
 LAURENT, XII, 399, 404, 434, 435, 437, 439;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 351;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2607 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 17, 173, 314, 336, 379 urm., 673, 677, 781; (III, part. II, ed. 2-a, p. 878; IV, part. II, ed. 2-a, p. 318 n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 104, 198.  
 CANTACUZINO MATEI, p. 383, 393, 397;  
 NACU, II, p. 275 urm.

**Art. 824.** — Când donatoarele și-a rezervat dreptul de a dispune de un obiect cuprins în donațiune, sau de o sumă determinată din bunurile dăruite, dacă moare fără să fi dispus de dânsese, un asemenea obiect sau asemenea sumă rămâne erezilor donatorului. (Civ. 823, 826; Civ. Fr. 946).

*Text. fr. Art. 946.* — En cas que le donateur se soit réservé la liberté de disposer d'un effet compris dans la donation, ou d'une somme fixe sur les biens donnés; si l' meurt sans en avoir disposé, ledit effet ou ladite somme appartiendra aux héritiers du donateur, nonobstant toutes clauses et stipulations à ce contraires.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 367;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.* I, 1475, 1476;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 15, 639, 777, 778, 782, 786, 787, 810, 811, 816;  
 DALLOZ, *Rép. Dispositions entre-vifs*, 1380 urm.; *Suppl. Dispositions entre-vifs*, 354;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 88 bis, I, II;  
 DEMOLOMBE, XX, 470, 475-477;  
 LAURENT, XII, 442, 444;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 352;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2610.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 384, 385 urm., 398 n. 2, 673, 677, 678 n. 2, 781, 782; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 104;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 384, 393, 397;  
 NACU, II, p. 275 urm.

#### Jurisprudență.

1. A se vedea art. 826 cu nota 1.

**Art. 825.** — Donatoarele poate stipulă întoarcerea bunurilor dăruite, atât în cazul când donatariul ar muri înaintea lui, cât și în cazul când donatariul și descendenții săi ar muri înaintea sa.

Aceste stipulațiuni însă nu se pot face, decât în favoarea donatorului. (Civ. 316, 803, 829, 969, 1012; Civ. Fr. 951).

*Text fr. Art. 951.* — Le donateur pourra stipuler le droit de retour des objets donnés, soit pour le cas du prédécès du donataire seul, soit pour le cas du prédécès du donataire et de ses descendants.

Ce droit ne pourra être stipulé qu'au profit du donateur seul.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 369-371;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.* I, 1494, 1495, 1497, 1499-1502;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat.*, ed. 2-a, p. 401;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 905, 938; ed. 1-a, III, p. 340, 421, 425, 717, 784;  
 DALLOZ, *Rép. Dispositions entre-vifs*, 1737 urm.; *Suppl. Dispositions entre-vifs*, 478 urm.;  
 DEMOLOMBE, XX, 498 urm., 501, 502, 509, 510, 512 urm.;  
 HUC, VI, 299;  
 LAURENT, XII, 450 urm., 453, 454, 456, 458, 459;  
 MICHAUX, *Traité pratique de liquidations et partages*, ed. 4-a, 1224 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2615 urm.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 195, 376, 377, 389, 400 urm., 419 n. 1, 424, 553, 678 t. și n. 2, 733, 738 n. 2, 781 nota, 782; (II, ed. 2-a, p. 407; III, part. II, ed. 2-a, p. 317 n. 1, 874, 875, 878; IV, part. II, ed. 2-a, p. 546, 547; V, p. 116, 231 urm.; VI, p. 73; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 549, 672 n. 2; XI, p. 202); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 104, 161;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 388, 390, 391, 393;  
 LĂZĂRESCU ALEX. EM., „Despre pactul succesoral”. *Curierul Judiciar* 2/921; *Regula de drept și Jurisprudența actuală*, p. 9, „Despre pactul succesoral”;  
 MEITANI GEORGE, „Despre efectele reînțoarcerii convenționale asupra imobilelor”. *Dreptul* 21/1904;  
 NACU, I, p. 235; II, p. 280 urm.

**Art. 826.** — Dispozițiunile art. 821, 822, 823, 824 și 825, nu se aplică la donațiunea din Capitolul VIII și IX <sup>1)</sup> dintr'acest titlu. (Civ. 932 urm., 936 urm.; Civ. Fr. 947).

*Text. fr. Art. 947.* — Les quatre articles précédents ne s'appliquent point aux donations dont est mention aux chapitres VIII et IX du présent titre.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 368;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1478;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 296; ed. 1-a, III, p. 15, 32, 786, 810, 811 nota 1, 816;  
 DEMOLOMBE, XX, 479;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 352;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3208.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 278 t. și n. 2, 373, 391, 410, 673, 677, 678, 723, 725, 729, 730, 733, 780 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 104;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 384, 393;  
 CRĂCIUN E., *Notă sub. Cas. II*, 342 din 4 Iulie 1923. *Pand. Rom.* 1924-I-268;  
 NACU, II, p. 275 urm.

## Jurisprudență.

1. Dacă înzestrătorul a prevăzut prin contractul de căsătorie ca să numere suma constituită ca dotă numai când va consimți la cumpărarea unui mobil cu acea sumă, această stipulațiune constituie pentru el o adevărată condițiune potestativă care nu atrage nulitatea, ca la donațiunile ordinare și e permisă în mod special prin art. 822 combinat cu art. 826 pentru donațiunile făcute prin contractul de căsătorie.

O atare condițiune, dacă nu s'a îndeplinit de înzestrător până la moartea sa, nu poate trece la crezii săi fiind cu totul personală și rămâne ca donațiunea să se îndeplinească după moartea înzestrătorului fără a ține seamă de condițiunea potestativă privitoare pe înzestrător, după cum aceasta rezultă din art. 824 combinat cu art. 826, căci prin primul se prevede nulitatea unei donațiuni ordinare făcută sub condițiune potestativă care nu s'a îndeplinit de donator până la moartea sa, iar

1) Capitolele VI și VII trebuiau citate aici, corespunzătoare cu Capitolele VIII și IX din textul francez.



prin secundul articol legiuitorul a făcut excepțiune pentru asemenea donațiuni făcute prin contractul de căsătorie, în sensul de sigur de a rămâne valabile aceste donațiuni, fără a se ține seamă de condițiunea potestativă dacă ea nu s'a executat de donator până la moartea sa. (Apel Iași, II, 147, Oct. 10/83, Dr. 17/84).

2. Conform art. 826 cod. civil, condițiunile potestative sunt licite în convențiunile matrimoniale. Inzestrătorul poate stipulă, de pildă, că va fi liber a relua imobilele constituite dotă, con-

semnând contra-valoarea lor, ca fond dotal, la Casa de Depuneri. Fiind însă o excepție la principiul irevocabilității donațiunilor, această dispoziție este de strictă interpretare; pentru a fi valabil actul de restituire a unuia din imobilele dotale către inzestrător, va trebui să se respecte cu strictetă condițiile actului dotal. Altfel s'ar viola principiul imutabilității dotei, cu sancțiunea nulității absolute, care se poate invoca de orice interesat. (C. Apel Buc. s. I, 124 din 27 Mai 1922, Pand. Rom. 1924, I, 270).

**Art. 827.** — Orice act de donațiune de mobili este valabil numai pentru obiectele trecute într'un act estimativ subsemnat de donatare<sup>1)</sup> și donatar. (Civ. 772, 813, 814 urm., 821, 934, 1167, 1168, 1909; Civ. Fr. 948).

*Text. fr. Art. 948.* — Tout acte de donation d'effets mobiliers ne sera valable que pour les effets dont un état estimatif, signé du donateur, et du donateur, ou de ceux qui acceptent pour lui, aura été annexé à la minute de la donation.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 86-88; VIII, p. 55, 97, 101;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.* I, 1261-1271 urm.;  
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 491, 493;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, §III, p. 137, 550, 756 urm., 781, 783, 817, 826, 925;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1516 urm., 1600 urm., 2391; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 384 urm., 417 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 80 bis, II; 90 bis, II-IV; 276 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XX, 74, 75, 343, 344, 346-351, 353, 354, 358, 360-363 urm.; XXIII, 448;  
 HUC, VI, 225;  
 LAURENT, XII, 373-378, 380-385;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 331 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2556, 3213.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 209 n. 1, 219 urm., 261 n. 3, 303, 676, 692, 719, 720, 725, 733, 734 n. 1; (III, part. I, ed. 2-a, p. 485 nota; III, part. II, ed. 2-a, p. 874; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 312 n. 4, 553); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 105. *Observație* sub. Trib. Ilfov, S. III, 345, din 30 April 904. *Curier Jud.* 68/904; *Observație* sub. Judec. ocol. II Iași, 765 din 29 Mai 1904. *Curier Jud.* 69/904;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 384, 385;  
 NACU, II, p. 274.

**Art. 828.** — Donatorele nu este responsabil de evicțiune către donatar pentru lucrurile dăruite.

Donatorele este responsabil de evicțiune<sup>2)</sup> când el a promis expres garanția.

Este asemenea responsabil când evicțiunea provine din faptul său, când este în chestiune o donațiune care impune sarcini donatarului; într'acest caz însă garanția este obligatorie,

1) Donatore a voit să zică aci legiuitorul, după cum este și în textul francez.  
 2) În privința evicțiunii, a se vedea art. 1337 Cod. Civil.

numai până la suma sarcinilor <sup>1)</sup>. (Civ. 787, 1240, 1337; Civ. Ital. 1077).

*Text. Ital. Art. 1077.* — Il donante non è tenuto a garanzia verso il donatario per l'evizione che questi soffra delle cose donate.

- Questa regola però, oltre il caso espresso nell'art. 1396, cessa,
- 1) Quando il donante abbia espressamente promesso la garanzia;
  - 2) Quando l'evizione dipenda dal dolo o dal fatto personale del donante;
  - 3) Quando trattasi di donazione che imponga oneri al donatario, nel qual caso la garanzia è dovuta soltanto sino a concorrenza dell'importare degli oneri.

#### Doctrină străină.

- ARNTZ, II, 1885 urm., 1887, 2256;  
 AUBRY ET RAU, VII, 705, p. 398 urm., 399 nota 54, 401, 402 text și nota 17; 722 p. 490, 491;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1344 urm., 1346; II, 3522;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 163, 163 bis, I; 243 bis, IV; V, 195 bis, III;  
 DEMOLOMBE, X, 651; XX, 542 urm., 546, 550-552, 555-557; XXI, 697, 698; XXIV, 544;  
 XXVIII 127;  
 DURANTON, XIII, 525, 530, 532; IX, 254;  
 GUILLOUARD, I, 161;  
 HUC, VI, 209;  
 LAURENT, XII, 47, 387 urm., 390, 392-395, 398; XVIII, 91;  
 PANDECTES FR., *Don. et testam.*, 4734 urm., 4739, 4741, 4750, 4751, 4755, 4756, 4763-4765;  
 POTHIER, *Donat.*, VIII, 133, p. 395; 258 p. 298; *Vente* III, 613;  
 RICCI, *Corso di dir. civ.*, IV, 248, p. 569 urm.; 275-286, p. 557 urm. (ed. 1907);  
 THIRY, III, 362, p. 394;  
 TROPLONG, *Don. et testam.*, IV, 2342; *Contr. de mar.*, I, 1246 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 331 urm., 676, 677; (III, part. I, ed. 2-a, p. 542 n. 1; III, part. II, ed. 2-a, p. 873 n. 2; IV, part. II, ed. 2-a, p. 249; VI, p. 315 nota; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 241, 244, 245, 638 n. 2);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 387;  
 NACU, II, p. 282, 283, 615.

#### Jurisprudență.

1. Eredele rezervatar care a primit pur și simplu succesiunea părintelui său nu poate revendica dela un terțiu care a cumpărat un imobil succesoral de la unul din coerezii ce îl deținea ca cumpărător de la tatăl său, de oare ce chiar dacă actul de vânzare al tatălui său, ar conține o donațiune deghi-

zată, el reprezentând de drept persoana tatălui său, nu are dreptul să revendice imobilul de la terțul detentor, precum nu l'ar fi avut nici autorul său, de oare ce și unul și altul, după regula *quem de evictione tenet actio, eundem agentem repelit exceptio*, sunt datori să garanteze pe terțiu care a cumpărat de bună credință. (Apel Buc. I, 67, Mart. 8/84, Dr. 35/84).

Secțiunea II. — *Despre cazurile în cari donațiunile se pot revoca.*

**Art. 829.** — Donațiunea între vii se revoacă, pentru neîndeplinirea condițiilor cu cari s'a făcut, pentru ingratitudine și pentru naștere de copii în urma donațiunei. (Civ. 801, 835, 937, 1020, 1021; L. Timbr. 21 § 1—b; Civ. Fr. 953).

*Text. fr. Art. 953.* — La donation entre-vifs ne pourra être révoquée que pour cause d'inexécution sous lesquelles elle aura été faite, pour cause d'ingratitude, et pour cause de survenance d'enfants.

<sup>1)</sup> După cum am arătat la început, legiuitorul român a avut în vedere la alcătuirea Codului Civil, pe lângă codul Napoleon și proiectul de Cod Civil Italian al Ministrului Pisanelli din 1863. (Codul Civil Italian a fost promulgat mai târziu, în 1866). Astfel acest art. 828 Codul Civil român, este copia art. 1047 din proiectul italian. (Art. 1077 din Cod Civil italian). Tot așa sunt și alte articole, despre care am făcut la locul cuvenit mențiunea necesară.



## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, 169; VII, p. 410-413;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et Testam.*, I, 1545-1555 urm., 1558, 1560-1564, 1566-1575, 1578, 1582;  
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 438 urm., 453 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 988; II, p. 157, 331, 353; ed. 1-a, III, p. 431, 638, 642, 643, 795, 796, 798, 799;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1737 urm., 1788 urm., 1816; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 493 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 96 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XX, 563, 570, 571 urm., 582, 592, 595-597, 600-606, 613;  
 HUC, VI, 736, 738;  
 LAURENT, XII, 487, 496-500, 504-506, 510, 517; XXVII, 318;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 355;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2629.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 173, 278, 336, 417 urm., 429, 676, 707, 712; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 315, 318 n. 3, 320, 394, 441, 444-446, 456; X, p. 114, 478); *Observație* sub. Apel Lyon, 11 Oct. 922. Pand. Rom. 1923, III, 100; *Observație* sub. Trib. civil Guingamp. (Côtes du Nord) 28 Oct. 922. Pand. Rom. 1923, III, 103;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 339;  
 NACU, II, p. 284, 285.

## INDEX ALFABETIC

Aprecieri suverană 5.	Ingratitudine 6.
Arendare 8.	Intreținere (sarcină) 9.
Arendarea moșiilor Statului 8.	Legea p. arendarea moșiilor Statului 8.
Așezământul Nifon 8.	Moșiile Statului 8.
Bisericea Casa 8.	Naștere de copil 4.
Casa Bisericeii 8.	Nifon (Așezământ) 8.
Casa Școalelor 8.	Notificare 4.
Condiții 1, 2, 3, 9.	Obligații, îndeplinirea lor 5, 7, 9, 10.
Condiție ilicită, imorală 1.	Regim dotal 2.
Condiție potestativă 1.	Rentă 4.
Condiție rezolutorie 1.	Rezolutorie condiție 1.
Copil (naștere de) 4.	Revocare 1, 4, 6, 7, 9, 10.
Cumpărare, a se vedea „Vindere-cumpărare”.	Rural imobil 2.
Delict 6.	Sarcine, îndeplinirea lor 5, 7, 9, 10.
Donațiuni 1-10.	Școale, Casa 8.
Donațiuni deghizate 10.	Stat, arendarea moșiilor sale 8.
Donațiuni, mortis causa* 1	Suverană apreciere 5.
Dotă 2.	Testament 3, 7.
Forța majoră 7.	Vindere-cumpărare 2, 9.
Imobil rural 2.	
Îndeplinirea sarcinilor 5, 7, 9, 10.	

## Jurisprudență.

1. Este valabilă donațiunea făcută sub o condițiune rezolutorie, care nu e nici potestativă, nici ilicită, nici imorală. În adevăr, validitatea condițiilor cari ar supune la rezoluțiune o donațiune pentru cazul când dăruitorul ar scăpa din cutare pericol sau maladie alt-fel zis, validitatea donațiilor făcute *propter mortis suspicionem* nu se mai poate contesta. O asemenea donațiune nu se mai poate analiza în donațiune *mortis causa*, donațiune prohibită, de oarece, între altele lipsește caracterul distinctiv al revocabilității. (Trib. Ilfov, I, 89, Febr. 18/82, *Dr.* 53/82).

2. Dacă acela care a dat o avere ca dotă fiicei sale se poate considera că a făcut o liberalitate nu urmează de aici că acea liberalitate este supusă tuturilor regulilor dictate de lege pentru donațiuni căci ea este o donațiune exceptio-

nală făcută în favoarea căsătoriei, și prin urmare supusă regulilor regimului dotal, donațiunea nefiind aici decât numai cauza dreptului asupra averii constituite ca dotă. Astfel fiind, dispozițiunea din contractul dotal de a se cumpăra un imobil rural care să devie dotal cu numerariul constituit dotă, nu este o modalitate de la care ar depinde existența donațiunei, ci e numai o dispozițiune prevăzută de lege printre alte reguli ale regimului dotal, (art. 1247), și care regim încetând prin decesul soției, cade și acea modalitate. (Apel Focș. II, 80, Mai 31/84, *Dr.* 87/84).

3. În principiu, ori cine poate face o liberalitate prin donațiune sau testament, și este liber de a-i pune orice condițiuni va găsi de cuviință. În acest caz soarta liberalității este subordonată îndeplinirii condițiunei sub care a fost făcută. (Trib. Ilfov, I, 608, Dec. 4/89, *Dr.* 82/89).

4. Constituiriunea unei rente de către un bărbat în profitul unei femei, cu care a avut relațiuni de o natură deosebită, este o constituire cu titlu gratuit, ea atare este supusă la toate cauzele de revocare ale donațiilor (art. 829 c. civ.). Între altele, o asemenea rentă este revocabilă, când constituitorul rentei a dobândit un copil legitim posterior donațiunei. Nașterea copilului trebuie însă notificată donatarului, conform art. 838 cod. civil. (Trib. Ilfov I, *Dr.* 6/901).

5. Chestiunea dacă donatarul și-a îndeplinit obligațiunile din actul de donațiune, constituind o chestiune de fapt, scapă de controlul Curții de Casație. (Cas. I, 8 Mart. 1906, B. p. 469).

6. Comiterea delictului nu constituie prin el singur un motiv de revocare a

donatiunii pentru ingratitude, și trebuie ca acest delict să fie judecat destul de grav ca să constituie o ingratitude de natură a revocă o donațiune. (Cas. I, 8 Mart. 1906, B. p. 469).

7. După art. 829, 830 și 930 din codul civil, neîndeplinirea sarcinilor, modalităților sau clauzelor sub care s'a făcut o dispoziție testamentară, atrage revocarea ei în favoarea acelor în drept, fie că ar proveni din faptul sau neglijența legatarului, fie dintr'o imposibilitate relativă sau absolută, fie în fine, dintr'un caz fortuit sau dintr'o forță majoră. (Apel Iași, II, Dr. 29/908, p. 227).

8. Art. 25 din legea dela 19 Aprilie 1909 pentru arendarea moșiilor Statului, Cassei Școalelor, Cassei Bisericeii, județelor, comunelor, așezămintelor de binefacere și cultură națională, prevăzând că legea se va aplica numai întrucât dispozițiile ei nu vor atinge clauzele cuprinse în actele de fundațiune, n'a înțeles ori ce clauză din aceste acte, ci numai pe acelea de care depinde existența chiar a fundațiunii, cu alte cuvinte acel articol prescrie ca legea să nu se aplice numai atunci când ar fi contrară unei clauze care ar fi cauza impulsivă și determinantă a liberalității.

Prin urmare, Curtea de apel interpretă și aplică greșit art. 25 citat, când decide că legea menționată la 19 Aprilie 1909 nu este aplicabilă așezământului de binefacere Nifon Mitropolitul, de oarece ar atinge dispozițiunile actelor de fundațiune ale așezământului și în special art. 10 și 11 din testamentul Mitropolitului Nifon care a dispus ca arendarea moșiilor să se facă numai prin licitație publică cu singura excepțiune ca rudele sale de sânge să

fie preferite dacă vor oferi prețul cel mai mare ieșit la licitație. (Cas. I, decizia No. 285, din 14 Mai 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 411).

9. Convențiunile prin care o parte înstrăinează un fond în schimbul sarcinei dobânditorului de a întretine pe vânzător, convențiune cunoscută în Franța sub numele de „bail à nourriture”, nu pot fi considerate nici ca contracte de vânzare, întrucât prestațiunile în produse sau alimente nu constituiesc un pret, nici ca contracte de rentă pe viață, care e o obligație de a da, pe câtă vreme înstrăinarea unui fond cu obligația dobânditorului de a îngriji pe vânzător constituie o obligație de a face.

Astfel de convențiuni trebuiesc considerate ca contracte nenumite în cari conform art. 1020 c. civ. neîndeplinirea obligației de către una din părți, face să opereze clauza rezolutorie subînțeleasă în orice contract sinalagmatic și deci determină rezilierea contractului. (C. Apel Craiova 193 din 13 Oct. 1922, Pand. Rom. 1923, II, 268; Cas. I, 444 din 4 Mai 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1133, Jur. Rom. 2/924, Curier Jud. 41/1923; Cas. I, 1074 din 31 Oct. 1923, Jur. Rom. 4/924, Jurispr. Gen. 1924 N. 216; Trib. Vâlcea s. I, 275 din 23 Oct. 923, Jur. Gen. 1924, No. 312; Trib. Tecuci 924 din 10 Dec. 923, Jurispr. Gen. 1924 No. 2181).

10. Donațiile deghizate sub forma unui contract de vânzare, sunt revocabile pentru neîndeplinirea de sarcini. (Judec. ocol Brabova-Dolj 38 din 15 Mart. 1923, Pand. Rom. 1923, III, 95).

11. A se vedea: art. 830 cu notele 2-5; art. 832 cu notele 1, 2; art. 930 cu notele respective; art. 937 cu nota 1; art. 1924 cu nota 9.

**Art. 830.** — Când donațiunea este revocată pentru neîndeplinirea condițiunilor, bunurile reintră în mâna donatorului, libere de orice sarcină și ipotecă. (Civ. 769, 829, 832, 929, 952, 1380, 1770; Civ. Fr. 954).

*Text. fr. Art. 954.* — Dans le cas de la révocation pour cause d'inexécution des conditions, les biens rentreront dans les mains du donataire, libres de toutes charges et hypothèques du chef du donataire: et le donateur aura, contre les tiers détenteurs des immeubles donnés, tous les droits qu'il aurait contre le donataire lui-même.

#### Doctrină străină.

- BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1577, 1579, 1581;  
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 547;  
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 436, 438 urm., 478;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 988; ed. 1-a, III, p. 638, 643, 795, 796, 798, 799;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1788 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 493 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 875;  
 DEMOLOMBE, XX, 611;  
 LAURENT, XII, 511;



MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2477;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 356 urm.;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2630 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 173, 319, 419, 420 urm., 468, 469, 663, 664, 676; (III, part. II, ed. 2-a, p. 659, 660, 840 n. 1, 886 nota; IV, part. II, ed. 2-a, p. 315, 318 n. 3, 320, 394, 441, 444-446, 456; X, p. 114, 478, 483);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 339, 340;  
 NACU, II, p. 285, 286.

### Jurisprudență.

1. Maxima de drept, *resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientis*, ca un corolar al principiului de drept că nimeni nu poate transmite la altul mai multe drepturi de cât are, sancționat, prin art. 1802 c. civ., art. 565 pr. civ., și art. 1770 c. civ., pentru transmisiunea și ipotecarea proprietății imobiliare, își are aplicație chiar în cazul când rezoluția s'a urmat din cauza voinței părților, exceptându-se fraudă și conivența. Astfel, deși neîndeplinirea condițiilor unei donațiuni a putut să fie din cauza voinței donatarului, totuși după art. 830 c. civ., în caz de revocațiune pentru neîndeplinirea lor, bunurile reintră în mâna donatorului, libere de orice sarcină sau ipotecă; ast-fel deși rezoluția vânzării pentru neplata prețului este din cauza voinței cumpărătorului, totuși art. 1368 dispune că acțiunea vânzătorului pentru rezoluțiunea vânzării, este reală, adică ea poate fi exercitată în contra unei a treia persoane; în vederea însă, ca să nu fie jicnite drepturile dobândite de acesta, legea prin art. 1369 o face să depindă de o formă de publicațiune. Astfel, după art. 1380 c. civ., pentru cazul când s'a stipulat un pact de rescumpărare, deși rescumpărarea atârnă de pura voință a vânzătorului pentru ca însă rezoluția să aibă efect numai pentru viitor și să nu se resfrângă asupra terților, cari au contractat mai înainte de rezoluțiune, trebuie să existe o dispozițiune a legii, și astfel este dispoziția art. 834 c. civ. (Cas. I, 38, Ian. 31/83, B. p. 65).

2. Neîndeplinirea obligațiunilor impuse unui legatar nu atrage revocațiunea legatului, când se constată imposibilitatea de a fi putut îndeplini acele obligațiuni din cauza datorilor rămase de la defunct. (Apel Buc. I, 192, Oct. 13/93, Dr. 69/93).

3. Acțiunea revocatorie din partea moștenitorilor a dispozițiunilor testamentare nu se admite, decât pentru acele sarcini, a căror îndeplinire trebuie, în intențiunea testatorului, să atragă neapărat revocarea legatului. Acțiunea revocatorie din art. 930 cod. civ., în materie de legat, ca și cea din

art. 830, în materie de donațiuni, ne-fiind decât aplicațiunea principiului din art. 1020 cod. civ., care prevede rezoluțiunea ca subînțeleasă, atunci când una din părți nu și îndeplinește sarcina ce-i este impusă, trebuie ca, acțiunea rezolutorie să aibă loc, să existe o sarcină, adică o obligațiune, a căreia neîndeplinire să implice o culpă din partea legatarului. Această acțiune revocatorie pentru îndeplinirea sarcinilor impuse legatarului nu mai poate aparține moștenitorilor, când legea Casei școalelor a luat aceste sarcini și le-a încredințat acelei Case, în scop de a asigura executarea scrupuloasă a voinței testatorului. (Apel Iași, II, Dr. 12/905).

4. Revocațiunea legatelor pentru neexecuțiune de sarcini este supusă acelorasi reguli ca și revocațiunea donațiilor cu sarcini, potrivit art. 830 și 930 din codul civil; că donațiunile cu sarcini fiind adevărate convențiuni sinalagmatice, presupun sub înțeleasă tacit condițiunea rezolutorie în caz de neexecutare a obligațiunii uneia din părți, și prin urmare și facultatea pentru justiție de a da părții termen de grație pentru executarea obligațiunii sale. (Cas. I, 363 din 27 Apr. 1912, B. p. 657, Curier Jud. 39/912).

5. Prin aplicarea regulei din Art. 1020 c. civ., după care condiția rezolutorie este subînțeleasă în contractele sinalagmatice, când una din părți nu și îndeplinește obligația sa, neexecutarea sarcinilor impuse prin testament atrage revocarea legatului, afară numai dacă instanța de fond găsește că se poate acorda un termen de grație.

Prin urmare, instanța de fond face o justă aplicare a art. 1020 c. civ., când hotărăște revocarea legatelor lăsate unei Primării, cu sarcina între altele, de a se pomeni sufletul testatorului, după ce constată că acea sarcină este esențială pentru facerea legatului, mai ales când testatorul eră preot, și apoi că sarcina nu a fost îndeplinită. (Cas. I, No. 466, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 530).

6. A se vedea: art. 829 cu notele respective; articolul 930 cu notele respective.

**Art. 831.** — Donațiunea între vii se revoacă pentru ingratitude în cazurile următoare:

1. Dacă donatarul a atentat la viața donatorului;
2. Dacă este culpabil în privința-i de delict, cruzimi sau injurii grave;
3. Dacă fără cuvânt îi refuză alimente. (Civ. 187 urm., 280, 314, 832 urm., 930, 931; Civ. Fr. 955).

*Text. fr. Art. 955.* — La donation entre-vifs ne pourra être révoquée pour cause d'ingratitude que dans les cas suivants:

- 1° Si le donataire a attenté à la vie du donateur;
- 2° S'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves;
- 3° S'il lui refuse des aliments.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 414-416, 418;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1584-1586, 1599-1606, 1610-1613;  
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 438 urm., 478;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 988; II, p. 72; ed. 1-a, III, p. 415, 793, 795, 800, 801, 913;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1823 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 504 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 98 bis, III;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 553; IV, p. 192;  
 DEMOLOMBE, XX, 583, 589, 621, 622, 624-626, 631, 632, 639, 647;  
 HUC, VI, 241-243;  
 LAURENT, XIII, 9-11, 15, 16, 18;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2458 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 361, 362;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2586, 2637 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 336, 418 nota, 439 urm., 452, 455, 610; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 441, 445, 447, 449, 450, 452; V, p. 208, 248; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 241, 249); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 172; *Nota sub. Judec. Salcia-Teleorman*, 3 April 1924. *Jur. Gen.* 1924, No. 1556;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 342;  
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 167;  
 LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Regula de drept și jurisprudența actuală*, „Condițiuni asupra succesiunii abintestat”, p. 18 urm.;  
 NACU, I, p. 64; II, p. 285, 288.

#### Jurisprudență.

1. Pentru ca o donațiune să poată fi revocată pentru injurii aduse persoanei dăruitorului, se cere ca aceste injurii să aibă o gravitate însemnată; de unde rezultă că niște simple cuvinte

injurioase adresate dăruitorului, nu poate fi o cauză de revocare a donațiunii. (*Judecătoria rurală Salcia, Teleorman*, 3 Aprilie 1924. *Jur. Gen.* 1924. No. 1556).

2. A se vedea: art. 829 cu notele 5, 6; art. 930 cu nota 4.

**Art. 832.** — Revocarea pentru neîndeplinirea condițiilor și pentru ingratitude, nu se face de drept niciodată. (Civ. 407, 815, 833 urm., 930, 1020, 1021, 1366, 1890; Civ. Fr. 956).

*Text. fr. Art. 956.* — La révocation pour cause d'inexécution des conditions ou pour cause d'ingratitude, n'aura jamais lieu de plein droit.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, p. 169; VII, p. 410-413;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1545-1555 urm., 1558, 1560-1564, 1566-1575, 1578, 1582;  
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 449, 453 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 795, 796, 798, 800, 801;



DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1737 urm., 1788 urm., 1816; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 493 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 96 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XX, 563, 570, 571 urm., 582, 592, 595-597, 600-606, 613;  
 HUC, VI, 736, 738;  
 LAURENT, XII, 487, 496-500, 504-506, 510, 517; XXVII, 318;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2478;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 358 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2647.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 306, 419, 420 urm., 426 urm., 455 urm., 494;  
 (IV, part. II, ed. 2-a, p. 318 n. 3, 320, 441, 445, 450, 451; VI, p. 77 n. 1; X, p. 483);  
*Observație sub. Cas. Fr.*, 5 Iulie 905. Dreptul 17/1907; *Observație sub. C. Apel Lyon.*  
 11 Oct. 922. Pand. Rom., 1923, III, 100;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 342;  
 NACU, II, p. 285.

### Jurisprudență.

1. Donatarul nu se poate liberă de executarea sarcinilor ce și le-a luat prin actul de donație, fără voia donatorului, decât numai oferind, abandonând sau restituind bunurile datorite, întrucât donațiunea fiind un contract, ea constituie legea părților și este nevoie tot de concursul voinței părților pentru a fi revocată. (Trib. Tecuci 7 Iunie 1922. Dreptul 11/923, Pand. Rom. 1923, III, 93).

2. Atunci când donațiunea e cu sarcină, donatarul este obligat la îndepl-

nirea prestațiunii ce-i este impusă, iar în caz de neîndeplinirea sarcinilor la care s'a obligat în folosul donatorului, acesta din urmă și chiar succesorii lui universali au dreptul să ceară rezoluțiunea donațiunii.

Donatarul nu se poate sustrage acestor sarcine chiar dacă ar renunța la beneficiul liberalității din donațiune, fiindcă donațiunile oneroase nu sunt altceva decât niște convențiuni sinlagmatice. (Trib. Iași I, audiența din 31 Martie 1923, Jur. Gen. 1923, No. 678).

3. A se vedea: art. 930 cu nota 4; art. 1021 cu nota 92.

**Art. 833.** — Cererea de revocare pentru ingratitude, trebuie făcută în termen de 1 an din ziua faptului, sau din ziua când donatoarele a cunoscut faptul.

Acțiunea de revocare nu se poate intentă în contra erizilor donatarului, nici de erizii donatorului în contra donatarului, afară numai dacă în acest caz acțiunea s'a intentat de donatore, sau donatoarele a murit în anul în care se putea intentă acțiunea. (Civ. 834, 931, 1881; L. Timbr. 21 § 1—b; Civ. Fr. 957).

*Text. fr. Art. 957.* — La demande en révocation pour cause d'ingratitude devra être formée dans l'année, à compter du jour du délit imputé par le donateur au donataire, ou du jour que le délit aura pu être connu par le donateur.

Cette révocation ne pourra être demandée par le donateur contre les héritiers du donataire, ni par les héritiers du donateur, à moins que, dans ce dernier cas, l'action n'ait été intentée par le donateur, ou qu'il ne soit décédé dans l'année du délit.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 418 urm., 420-423;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1616-1619, 1621, 1623, 1627, 1628, 1630-1632;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 439, 795, 800, 802, 915;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1853 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 513 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 100 bis, IV, V și VIII;  
 DEMOLOMBE, XX, 666, 673, 674, 679, 683 urm., 688, 690 urm., 693, 694;

- HUC, VI, 246, 248;  
 LAURENT, XIII, 24, 27-30, 34, 35;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2462 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 365 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2645, 2647 urm.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 419, 450, 456 urm., 461; (II, ed. 2-a, p. 145; IV part. II, ed. 2-a, p. 394, 451, 452; XI, p. 183, 192, 267);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 342, 505;  
 NACU, II, p. 285, 288.

**Art. 834.** — Revocarea pentru ingratitudine nu poate infirmă nici înstrăinările făcute de donatar, nici ipotecile sau alte sarcini reale cu cari el ar fi putut grevă obiectul dăruit; este neapărat însă ca acestea să se fi făcut înaintea înscripțiunii extractului cererei de revocațiune pe marginea transcripțiunii prescrisă prin art. 818.

În caz de revocațiune, donatarul se condamnă a întoarce valoarea obiectelor înstrăinate, după estimățiunea ce li s'ar face în timpul cererei; se condamnă asemenea a întoarce veniturile din ziua cererei. (Civ. 458, 485 urm., 1770; Civ. Fr. 958).

*Text. fr. Art. 958.* — La révocation pour cause d'ingratitude ne préjudiciera ni aux aliénations faites par le donataire, ni aux hypothèques et autres charges réelles qu'il aura pu imposer sur l'objet de la donation, pourvu que le tout soit antérieur à l'inscription qui aurait été faite de l'extrait de la demande en révocation, en marge de la transcription prescrite par l'article. 939.

Dans le cas de révocation, le donataire sera condamné à restituer la valeur des objets aliénés eu égard au temps de la demande, et les fruits, à compter de cette demande.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 424-426;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.* I, 1637, 1639, 1641, 1642, 1645, 1646;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 976; II, p. 166, 937; ed. 1-a, III, p. 441, 795, 800, 803;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1847 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 512;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, IV, p. 190, 193;  
 DEMOLOMBE, XX, 700, 701, 704, 708, 709;  
 LAURENT, XIII, 41;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 363, 364;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2652 urm.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. ed. 2-a, p. 342, 412, 419, 420, 455, 468, 473 urm., 663, 716; (III, part. II, ed. 2-a, p. 107, 840 n. 1, 886 nota; IV, part. II, ed. 2-a, p. 451, 456; X, p. 586 n. 5);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 342, 516, 570;  
 HOZOC D., *Notă sub. Cas. I*, 47 din 4 Nov. 1909 și *Cas. I*, 411 din 19 Iunie 1915, *Pand. Rom.* 1924, I, 199;  
 NACU, II, p. 285, 288.

### Jurisprudență.

<sup>1</sup>A se vedeă art. 830 cu nota 1.



**Art. 835.** — Donațiunile făcute în favoarea maritagiului, nu sunt revocabile pentru ingrătitudine. (Civ. 280, 936 urm.; Civ. Fr. 959).

*Text. fr. Art. 959.* — Les donations en faveur du mariage ne seront pas révocables pour ingratitude.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 416, 417;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1588, 1589, 1592, 1595;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 48, 795, 800, 803, 804, 832;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1823 urm., 1970; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 504;  
 DEMOLOMBE, XX, 653;  
 HUC, VI, 251;  
 LAURENT, XIII, 20, 21 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 369, 370;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2640, 3149, 3200.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 451 urm., 455, 674 n. 1, 676, 678, 712, 716; (II, ed. 2-a, p. 179; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 183, 249);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 342;  
 NACU, II, p. 285, 289.

#### Jurisprudență.

1. Donațiunile făcute soților în vederea căsătoriei nu sunt supuse la nici o formalitate, de cât la forma actului

în care au fost introduse și nu se anulează pentru ingrătitudine. (Jud. ocol. Târg-Cârcinov (Muscel), 231 din 5 Oct. 1922. Pand. Rom. 1924, II, 207).

**Art. 836.** — Orice donațiuni prin acte între vii făcute de persoane ce n'au copii sau descendenți existenți în timpul facerii lor, oricare ar fi valoarea acestor donațiuni și sub orice titlu s'ar fi făcut, fie chiar donațiunea mutuală sau remuneratorie, fie în fine donațiune în favoarea maritagiului făcută soților de oricare altă persoană, afară de ascendenții lor, sunt revocate de drept, dacă donatoarele, în urma donațiunei, dobândește un copil legitim, un postum<sup>1)</sup>, sau chiar când a legitimat pe un copil natural, prin maritagiul subsequent<sup>2)</sup>. (Civ. 304 urm., 837 urm., 840, 937; Civ. Fr. 960).

*Text. fr. Art. 960.* — Toutes donations entre-vifs faites par personnes qui n'avaient point d'enfants ou de descendants actuellement vivants dans le temps de la donation, de quelque valeur que ces donations puissent être, et à quelque titre qu'elles aient été faites, et encore qu'elles fussent mutuelles ou rémunératoires, même celles qui auraient été faites en faveur du mariage par autres que par les ascendants aux conjoints ou par les conjoints, l'un à l'autre, demeureront révoquées de plein droit par la survenance d'un enfant légitime du donateur, même d'un posthume, ou par la légitimation d'un enfant naturel par mariage subsequent, s'il est né depuis la donation.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 380, 381, 428, 429, 431-436, 438;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1655-1659, 1661, 1667, 1671-1674, 1676, 1679, 1682, 1686;

1) Copil postum, adică copil născut în urma morței tatălui său.

2) Maritaj subsequent, este căsătoria efectuată în urma nașterii copilului. A se vedea și notele dela art. 48 și 304 Cod. Civil. Art. francez corespunzător, 960, adaugă după cuvântul „subsequent”: „s'il est né depuis la donation”.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 331, 350, 988; ed. 1-a, III, p. 795, 804 urm., 820, 831;  
DALLOZ. *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1861 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 520 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 103 bis, II, III;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 898;  
DEMOLOMBE, XX, 589, 729-731, 733, 742, 743, 750, 759, 766, 772;  
HUC, VI, 253, 254;  
LAURENT, XIII, 58 urm., 62, 66, 71, 73, 77, 79;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 371, 378;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2662 urm., 3201.

### Doctrină românească

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 672, IV, part. I, ed. 2-a, p. 317, 318, 375 n. 1, 419, 426, 469, 480, 489 urm., 493 urm., 501, 504, 664, 676, 712, 727, 728, 739, 752 n. 1; (III, part. II, ed. 2-a, p. 589, 650 nota; IV, part. II, ed. 2-a, p. 211, 394 urm., 440; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 183, 184, 242, 488 t. și n. 3; X, p. 101 n. 2); *Observație* sub. C. Apel Paris 4 Iunie 913. Dreptul 70/1913; *Nota* sub. Trib. Gap. (Hautes Alpes), 9 April 922. Curier Jud. 36/923;  
CANTACUZINO MATEI, p. 388, 390;  
NACU, II, p. 294 urm.;  
RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Buc. s. II, 294 din 9 Dec. 1910. Dreptul 17/1911;  
SION FLORIN, *Nota* sub. C. Apel Iași, s. I, 16 din 17 Martie 1920. Pand. Rom. 1922. II, 168.

### Jurisprudență.

1. Această revocațiune lasă să subsiste în profitul donatarului dreptul de a obține o îndemnizațiune, în caz când serviciile pentru cari donațiunea a fost făcută sunt apreciable în bani. (Cas. I, 48/Febr. 5/91, B. p. 134).

2. Semnul distinctiv al oricărei donațiuni este gratuitatea. Astfel, când instanța de fond, interpretând un contract dotal, prin care beneficiarul zestrei, în schimbul acestei dote, se obligă a da constituitorului zestrei o rentă anuală, declară că această obligație constituie o donațiune făcută înainte de căsătorie și deci revocabilă prin naștere ulterioară de copii, când în realitate rezultă că această obligație este cu titlu oneros, luată în schimbul zestrei ce primise, prin această interpretare s'a denaturat firea contractului, și deci hotărîrea este casabilă. (Cas. I, 382/99, B. p. 1209).

3. Renunțarea la revocarea donației pentru nașterea de copil fiind nulă și fără nici un efect, omisiunea judecății, de a se pronunța asupra unui mijloc de apărare, întemeiat pe asemenea renunțare, nu este esențială, și, deci, nu poate atrage casarea unei hotărîri. (Cas. I, 427/901, B. p. 1460).

4. În ce privește fructele, ele nu se pot percepe de donatar decât până în ziua, în care i s'a notificat de donator nașterea copilului și această notificare trebuie să fie formală, ea neputând fi înlocuită nici chiar prin cunoștința

donatarului de faptul nașterii. Fructele însă percepute de donatar, în interval dela nașterea copilului până la notificare, sunt câștigate pentru dânsul. (Trib. Ilfov I, C. Jud. 69/905).

5. Donațiunea făcută de către un soț celuilalt soț, nefiind făcută în favoarea căsătoriei, ci în favoarea soțului donatar, constituie o donațiune obișnuită, care nu poate fi sustrasă prin nimic din sfera de aplicațiune a art. 836 c. civ., și prin urmare are a fi socotită ca revocată în caz de survenire de copii. (C. Apel Buc. I, No. 45/1915; Dreptul 1915, p. 418, Curier Jud. 63/915).

6. Conform art. 836 c. civ., donațiile între vii sunt revocabile pentru supravenire de copii. Existența unui copil adoptiv, în momentul facerii donațiunii, nu poate împiedeca revocarea donației datorită faptului nașterii unui copil legitim, căci expresia că „nău copii sau descendenți“ din art. 836 c. civ., e referitoare la copiii legitimi iar nu la cei adoptivi cari nu intră în familia adoptatorului ci au numai un drept la moștenirea adoptatorului.

Prin urmare, donația făcută de defunct în persoana copilului adoptat de dânsul, nu e reductibilă ci e nulă atât față de copilul adoptat cât și față de copilul legitim, și ca atare nu se poate ține în seamă în specie la esirca din indiviziune. (C. Apel Buc. s. I, 101 din 11 Iulie 1919. Curier Jud. 6-7/920).

7. A se vede: art. 829 cu nota 4; art. 900 cu nota 2.

**Art. 837.** — Revocațiunea se face și când copilul donatarului, sau al donatricei ar fi fost conceput în timpul donațiunii. (Civ. 836; Civ. Fr. 961).



*Text. fr. Art. 961.* — Cette révocation aura lieu, encore que l'enfant du donateur ou de la donatrice fût conçu au temps de la donation.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, I, 1680;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 795, 806;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1895 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 371;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2664.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 480 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 211, 394 urm., 440; X, p. 101 n. 2);  
CANTACUZINO MATEI, p. 389;  
NACU, II, p. 294 urm.

**Art. 838.** — Donațiunea rămâne revocată chiar când donatarul ar fi intrat în posesiunea lucrurilor dăruite și ar fi fost lăsat în posesiunea acelor lucruri după nașterea fiului donatorului; donatarul posesor nu va fi obligat a restitui fructele de orice natură luate de el, decât din ziua în care i se va fi notificat nașterea fiului sau legitimațiunea sa prin căsătorie subsequentă. (Civ. 485 urm., 486, 836; Civ. Fr. 962).

*Text fr. Art. 962.* — La donation demeurera pareillement révoquée, lors même que le donataire serait entré en possession des biens donnés, et qu'il y aurait été laissé par le donateur depuis la suzeraineté de l'enfant; sans néanmoins que le donataire soit tenu de restituer les fruits par lui perçus, de quelque nature qu'ils soient; si ce n'est du jour que la naissance de l'enfant ou sa légitimation par mariage subséquent lui aura été notifiée par exploit ou autre acte en bonne forme; et ce, quand même la demande pour rentrer dans les biens donnés n'aurait été formée que postérieurement à cette notification.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 440;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1698-1700;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 166; ed. 1-a, III, p. 795, 808;  
DEMOLOMBE, XX, 795 urm., 801;  
LAURENT, XIII, 89, 94;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 378;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2672, 2675.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 412, 495 urm., 498 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 211, 394 urm., 440; X, p. 101, n. 2); *Observație sub. Trib. Ilfov s. I, 857 bis din 15 Nov. 900. Curier Jud. 69/1905*;  
CANTACUZINO MATEI, p. 389, 516;  
NACU, II, p. 294 urm.

#### Jurisprudență.

1. Din momentul notificărei cerute de art. 838 cod. civil, donațiunea se consideră ca revocată și dacă donatarul mai percepe fructe dela această dată,

va fi obligat a le restitui. Fructele însă percepute, în intervalul dela nașterea copilului până la notificare, sunt câștigate pentru donatar. (Trib. Ilfov, I. *Dr.* 6/901).

2. A se vedea art. 836 cu nota 4.

**Art. 839.** — Orice clauze sau convențiuni, prin care do-

naturele ar renunță la revocarea donațiunii pentru naștere de fiu este nulă și fără nici un efect. (Civ. 5, 968, 1008; Civ. Fr. 965).

*Text. fr. Art. 965.* — Toute clause ou convention par laquelle le donateur aurait renoncé à la révocation de la donation pour survenance d'enfant, sera regardée comme nulle, et ne pourra produire aucun effet.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 427;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.* I, 1650-1652;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 795, 807;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1914 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 531;  
LAURENT, XIII, 82;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 372 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2659.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 495, 496, 497; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 211, 394 urm., 440; X, p. 101 n. 2);  
CANTACUZINO MATEI, p. 389;  
NACU, II, 295 urm.

**Art. 840.** — Prescripțiunea acțiunii de revocațiune se împlinește după 30 de ani dela nașterea fiului. (Civ. 1863 urm., 1875 urm., 1890 urm., 1894, 1895; Civ. Fr. 966).

*Text. fr. Art. 966.* — Le donataire, ses héritiers ou ayant-cause, ou autres détenteurs des choses données, ne pourront opposer la prescription pour faire valoir la donation révoquée par la survenance d'enfant, qu'après une possession de trente années, qui ne pourront commencer à courir que du jour de la naissance du dernier enfant du donateur, même posthume; et ce, sans préjudice des interruptions, telles que de droit.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 441, 442;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 1702, 1704, 1706-1709 urm.;  
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 300, 404, 407;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 795, 808;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1935 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 110 bis, I urm.;  
DEMOLOMBE, XX, 810, 811 urm., 816 urm.;  
LAURENT, XIII, 79, 97, 98, 100;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 380 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2676;

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 494, 502, 503 urm.; (IV, p. II, ed. 2-a, p. 211, 394 urm., 440; XI, p. 225);  
CANTACUZINO MATEI, p. 389;  
DIMITRESCU BARBU, „*Observațiuni privitoare la o recentă decizie a Curții de Casație*”.  
Dreptul 4/915;  
NACU, II, p. 295 urm.

#### Jurisprudență.

1. Deși donatarul care posedă bunul dăruit în virtutea actului de donație nu poate opune acțiunii în revocarea donațiunii decât prescripția extinctivă

de 30 ani, conform art. 840 cod. civil. atunci când însă donatarul a încetat din viață și bunul dăruit a rămas în succesiunea sa, moștenitorii donatarului încep în persoana lor o nouă posesiune, conform art. 1859 codul civil și



această posesiune este o posesie utilă care duce la prescripție conform art. 1858 c. civil.

Prin urmare, moștenitorii donatarului care au găsit bunul dăruit în succesiunea autorului lor, și l-au stăpânit 10 sau 20 de ani cu bună credință, pot opune reclamantului care exercită ac-

țiunea de revocarea donațiunii, prescripția achizitivă bazată pe justa cauză care rezultă din calitatea de moștenitor, căci în acest caz dispozițiile art. 840 sus arătate, nu sunt aplicabile. (Cas. I, No. 423, 1914; Curier Jud. 1915, p. 40. Dreptul 1914, p. 577, Jur. Rom. 1914, p. 517).

#### CAPITOLUL IV.

#### Despre partea disponibilă a bunurilor și despre reducere.

##### Secțiunea I. — Despre partea disponibilă a bunurilor.

**Art. 841.** — Liberalitățile, fie făcute prin acte între vii, fie făcute prin testament, nu pot trece peste jumătatea bunurilor dispunătorului, dacă la moarte-i lasă un copil legitim; peste o a treia parte, dacă lasă doi copii; peste a patra parte, dacă lasă trei sau mai mulți. (Civ. 306, 315, 677, 770, 798, 842 urm., 847 urm., 939; Civ. Fr. 913).

*Text. fr. Art. 913.* — Les libéralités, soit par actes entre-vifs, soit par testament, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant, s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime; le tiers, s'il laisse deux enfants; le quart, s'il en laisse trois ou un plus grand nombre.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 163, 167, 173;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 684, 705, 722, 723 urm., 727;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 455; ed. 1-a, III, p. 48, 385, 400, 413, 695, 702, 703, 705, 706, 711, 713, 714, 745;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 307 urm., 496 urm., 733 urm.; *Suppl. Dispos. entr-evifs*, 175 urm., 177 urm.;  
 DEMOLOMBE, XIX, 41, 50, 80 urm., 97 urm., 101;  
 HUC, VI, 147;  
 LAURENT, XII, 14, 18, 21, 22;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1791 urm.; *Traité pratiques des testaments*, ed. 2-a, 913 urm., 1048 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 283, 284;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No 3058 urm., 3071.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 60, 375 n. 1, 522, 523, 540, 541 n. 3, 544 n. 1, 562, 573, 593 nota, 606, 617, 633, 636, 638, 643, 650 n. 1, 665, 676, 747, 748, 749, 753 n. 4, 754, 755, 756 n. 1, 759, 762, 764; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 197, 201, 237, 238; VIII, part I, ed. 2-a, p. 33, 241); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 105; 131, 132 182, 202; *Observație* sub. Trib. civil Bruges, 5 Mart. 1901. Curier Jud. 40/1902;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 281, 282;  
 CERBAN ALEX. *Notă* sub. Trib. Gorj. s. I, 58 din 1 Martie 1920. Curier Jud. 55-56/1920;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub. C. Apel Galați s. I, 25 din 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924-II-78;  
 IONAȘCU TRAIAN, *Nota* sub. C. Apel Buc. s. III, 186 din 3 Nov. 1890. Pand. Rom. 1924-II-161

#### Jurisprudență.

1. Legiuitorul român a reprodus dispozițiunile art. 913 și 915 din codul francez, afară de alin. 2 al art. 915, înlocuind prin art. 841 și 843; e dar învederează că nu putem zice că legiuito-

rul nostru ar fi putut fi preocupat de natura legitimei romane precum era organizată în dreptul roman anterior, în codul Calimah § 965 seqq. Așa fiind, ea și în dreptul francez, rezerva e și în dreptul român o porțiune din succesiunea *ab intestat* garantată în fo-

losul unor erezi în contra liberalităților lui *de cuius*. Din aceasta rezultă că cineva spre a avea dreptul la rezervă, trebuie ca el să fie erede. Aceasta rezultă, pe lângă argumentele istorice și origina textelor art. 913 și 915, și din următoarele: 1) toate bunurile ce lasă defunctul formând succesiunea lui, când sunt erezi rezervatari, o parte din această succesiune, determinată prin art. 841 și 843, e nedisponibilă și întru cât defunctul n'a putut dispune asupra acestei părți, ea face parte din succesiunea *ab intestat*; 2) diferitele moduri prin care se dobândește proprietatea sunt determinate prin art. 644 și 645; or, nu sunt între acele moduri de a dobândi și titlul copilului, tatălui sau mamei care reclamă rezerva; este numai calitatea de erezi, conform art. 669 și 670; 3) descendenții și ascendenții au dreptul prin moartea testatorului la posesiunea bunurilor ce constituiesc succesiunea și această posesiune o au numai în calitate de erezi chemați la ereditate deci eredele rezervatar are posesiunea legală a eredității; 4) aceia cărora se cuvine rezerva sunt intitulăți erezi rezervatari, conform art. 844, 889, 891, 893 și 895, și în alte articole se cheamă aceia prin simpla denumire de erezi, conform art. 849. Astfel definită rezerva după codul civil, de aci rezultă dela sine că eredele care renunță nu poate reclama rezerva prin o acțiune, nici nu o poate reține prin mijlocul unei excepții. Deci eredele donatar sau legatar fără clauza art. 846 nu poate reține prin mijlocul unei excepții de cât numai cotitatea disponibilă, căci ori ce erede, fie chiar rezervatar, care renunță la o succesiune, este un străin față cu succesiunea, și un străin fie donatar sau legatar n'are drept de cât la cotitatea disponibilă, de unde concluzia că ori ce erede, fie chiar rezervatar, n'are drept sub titlu de donatar sau legatar de cât la cotitatea disponibilă. (Cas. I, 388, Dec. 18/76, B. p. 501. *In acest sens*: Trib. Ilfov, I, Sept. 20/75, Dr. 69/75).

2. Art. 841 desparte patrimoniul unui părinte de familie în două părți: una disponibilă de care părintele poate să dispună prin donațiuni între vii sau prin testament în favoarea ori-cărei persoane, atât în favoarea unuia din copiii săi sau în favoarea unui străin; și alta indisponibilă de care dânsul nu poate dispune în nici un mod și în profitul nimănu, parte care constituie succesiunea *ab intestat* și pe care copiii o primesc să o împartă între ei conform regulilor statornicite la succesiunile *ab intestat* și în calitatea lor de erezi. Astfel fiind, rezerva stabilită de art. 841 formează o unitate, unitate ereditară care este însăși succesiunea

*ab intestat* mai puțin porțiunea bunurilor disponibile; astfel ea nu se poate transmite de cât cum se transmite succesiunea *ab intestat*; prin urmare copilul renunțând la moștenire n'are nici un drept la rezervă, aceasta în virtutea art. 696 care declară că eredele renunțător este privit că n'a fost nici odată erede. Că rezerva nu mai aparține eredelui renunțător rezultă și din art. 752 care declară că eredele care renunță la succesiune poate popri darul sau a cere legatul ce i s'a făcut în limitele porțiunii disponibile, fără să adauge că el este în drept să rețină și rezerva; acest adevăr reese și din art. 846. Deci copilul care renunță la succesiune nu poate să rețină rezerva nici în calitate de erede căci a renunțat la succesiune, nici în calitate de donatar căci cotitatea indisponibilă fiind chiar succesiunea *ab intestat* părintele nu poate să dispună de ea în favoarea nimănu, adică nici în favoarea unui străin nici în profitul unui copil. Alegațiunea că rezerva este datorită copilului ca copil, iar nu ca erede, dovedă art. 841 care stabilind o parte indisponibilă de bunuri nu vorbește de cât de copii fără a adăoga și expresiunea venind la moștenire, nu este admisibilă de oare ce legiuitorul prin vorba *copii* a înțeles copiii succesibili cari au calitatea de moștenitori, după cum aceasta rezultă din art. 844, 849, 851, 895, de unde se vede că rezerva nu o au decât moștenitorii, nici un articol din cod nedespărțind calitatea de rezervatar de aceea de erede, și de oare ce legiuitorul român n'a admis că proprietatea bunurilor se poate dobândi prin simpla calitate de copil în afară de modurile statornicite prin art. 644; și deși art. 645, declară că proprietatea se poate dobândi și prin lege, însă menționatul articol nu-și poate avea aplicațiune în specie, căci nici un text de lege nu atribuie copilului vre-un drept de proprietate asupra bunurilor care să derive din calitatea abstractă de copil. Dacă legiuitorul român, prin art. 1914, autoriză pe fiica dotată înaintea promulgării legii noi, de voește a veni la ereditatea deschisă în urma promulgării acestei legi, să rapoarte dota ce i s'a dat, prin aceasta nu se poate susține că legiuitorul a înclinat mai mult spre sistemul cumulului căci a sacrificat ideii irevocabilității, idea egalității părților în moștenire, de oare ce nu ideia irevocabilității donațiunii a făcut pe legiuitor să nu oblige pe fiică să raporteze totdeauna dota ei un alt principiu, că n'a vroit să violeze pe acela că o lege nouă nu poate să aibă efect retroactiv, și de oarece nu e de presupus că legiuitorul a avut intențiunea să răstoarne întreaga materie a succesiunii tocmai



printr'un articol ce e așezat într'o dispozițiune transitorie. (Apel Buc. II, Martie 8/76, Dr. 13/76).

3. In legislațiunea noastră se poate cumula calitatea de erede rezervatar cu calitatea de legatar, și acest cumul trebuie a fi presupus în intențiunea testatorului ori de câte ori el lasă un legat eredelui său rezervatar fără mențiunea expresă că acest legat se va compta în rezervă. Prin urmare, eredele rezervatar nu e dator a impută asupra rezervei sale legatul particular ce i s'a făcut, de cât atunci când e constant că astfel a fost intențiunea testatorului, intențiune care trebuie să fie constatată în fapt. (Trib Ilfov, I, 873, Nov. 7/83, Dr. 86/83).

4. Art. 841 desparte patrimoniul unui părinte de familie în două părți: una disponibilă de care părintele poate să dispună prin donațiune între vii sau prin testament în favoarea ori cărei persoane, atât în favoarea unuia din copiii săi sau în favoarea unui străin, și alta indisponibilă, de care dânsul nu poate dispune în nici un mod, parte care constituie succesiunea *ab intestat* și pe care copiii o primesc să o împartă între ei conform regulilor statornicite de lege, în calitatea lor de eredi. Și după principiile stabilite prin texte clare și precise ale codului civil, contrariu regulilor dreptului roman, copiii n'au dreptul la rezervă de cât în calitatea lor de moștenitori. Nici o dispozițiune din cod nu deosebeste calitatea de moștenitor de aceea de rezervatar sau legitimar. Dacă art. 841, stabilind o parte indisponibilă de bunuri nu vorbește de cât de copii, fără a adăuga și expresiunea *venind la moștenire*, apoi de aci nu se poate deduce că rezerva e datorită copilului, ca copil, iar nu ca moștenitor, de oare ce legiuitorul prin vorba *copil* a înțeles copii succesibili, cari au calitatea de moștenitor, după cum aceasta rezultă învederat din art. 844, 849, 851 și 895, de unde se vede că rezervă nu au decât moștenitorii, și de oarece legea n'a admis că proprietatea bunurilor unui defunct se poate dobândi prin simpla calitate abstractă de copil. Apoi, dispozițiunile art. 696 și 697 sunt generale și absolute; după art. 696 eredele care renunță e privit că n'a fost nici odată erede, și art. 697 departe de a acordă o rezervă renunțătorului, el dispune că partea sa profită comoștenitorilor. Iar art. 752 nu derogă la aceste principii, căci el nu zice că eredele care renunță la succesiune va putea reține darul în limitele rezervei și a porțiunei disponibile, și nici n'a înțeles să creeze pentru copilul renunțător o porțiune disponibilă deosebită de ceea ce se poate da unui

străin sau unui copil care primește succesiunea. Or, copiii care primesc moștenirea ascendenților lor au, după art. 847 și 848, dreptul de a cere de la ori ce donatari reducțiunea donațiilor care depășesc porțiunea disponibilă. Dacă donațiunea e făcută unui erede rezervatar urmează a se distinge dacă e făcută cu sau fără dispensă de raport. Numai atunci donatarul, care primește succesiunea, poate cumula cu porțiunea disponibilă partea sa de rezervă, când donațiunea e făcută cu dispensă de raport; în caz contrariu, când adică dispensa de raport nu e expres stipulată de donator, atunci donatarul, care primește moștenirea, e ținut să raporteze darul primit, iar cel ce renunță nu poate să-l rețină de cât ce titlu de donatar și în limitele porțiunei disponibile, potrivit art. 752. În fine nu se poate înlătură aplicațiunea art. 697 susținându-se că eredele rezervatar n'a renunțat pur și simplu la succesiune, ci cu intențiunea numai de a reține darurile primite de la defunct, de oare ce legea nu recunoaște două feluri de renunțări: eredele donatar poate sau primi sau refuză moștenirea; dacă o primește el nu cumulează cu rezerva sa un dar nedispensat de raport; dacă renunță nu poate obține rezerva cu singur titlu de donatar, căci donațiunea nu-i transferă într'un mod irevocabil de cât ceea ce e disponibil. (Apel Buc. III, 186, Nov. 3/90, Dr. 82/90. *In acest sens*: Cas. I, 136, Martie 19/91, B. p. 316).

5. Din momentul ce rezervatarul a optat pentru rezervă, această rezervă trebuie lăsată în plină proprietate, eredele neputând în nici un caz fi silit a primi rezerva în uzufruct, chiar de ar fi mai avantajat. Rațiunea este că aceste venituri pot fi cheltuite pe măsura în care eredele le încasează și la moartea sa eredii săi să nu mai găsească nimic. (Apel Galați, I, Nov. 5/90, Dr. 75/90).

6. Din momentul ce art. 847 reduce ori ce liberalități, fie donațiuni, fie legături când ele covârșesc cotitatea disponibilă recunoscută dispunătorului, în cazurile prevăzute de art. 841 și 843, urmează că eredii prevăzuți în aceste articole trebuie să-și primească partea ce li s'a rezervat, liberă de ori ce asemenea sarcină; de aceea art. 893 obligă pe legatarul universal, când vine în concurs cu eredele rezervatar, de a plăti acele sarcini; și art. 852 nu statuează decât asupra modului cum au să se reguleze raporturile dintre legatarul universal și legatarul particular în caz de reducere a legaturilor, dar n'are nici o înrăurire asupra dreptului de rezervă. Dacă dar înainte instanțelor de fond nu s'a dedus în judecată raporturile dintre legatarul universal și

legatarul particular, ci dreptul de moștenitoare rezervatară a mamei în privire cu legatarul universal, instanța de fond nu violează acest articol recunoscând mamei dreptul la jumătatea averii fiului său. (Cas. I, 462/Nov. 11/91, B. p. 1206).

7. Chestiunea de a se ști, dacă clauza dintr'un testament sau codicil a fost prevăzută cu intenția de a face pe eredele rezervatar să nu-și poată avea rezerva, ce legea îl îndreptățește să aibă, chiar contra voinței testatorului și ar avea de scop să garanteze executarea unei dispoziții ilicite, este o

apreciere de fapt, care scapă de controlul Curții de Casație. (Cas. I, 224/96, B. p. 940).

8. Dreptul unui moștenitor trebuie a se considera față numai cu moștenitorii, ce au un drept necontestat în succesiune, iar nu și față cu acei, cari nu și-au exercitat dreptul de moștenire sau cari au lăsat să li se prescrie acest drept. (Cas. I, 412/905 B. p. 1195).

9. A se vede: art. 341 cu notele 1, 2; art. 684 cu nota 6; art. 939 cu nota 3; art. 940 cu nota 1.

**Art. 842.** — Sunt cuprinși în articolele precedente<sup>1)</sup> sub nume de copii, descendenții de orice grad. (Civ. 664 urm.; Civ. Fr. 914).

*Text. fr. Art 914.* — Sont compris dans l'article précédent, sous le nom d'enfants, les descendants en quelque degré que ce soit; néanmoins ils ne sont comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la succession du disposant.

#### Doctrină străină.

- ARTZ, II, 1772, 1773, 1906, 2340;  
 AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, § 158, p. 254; VI, § 560, p. 138, nota 16, 140; VII, ed. 4-a, § 681, p. 173, 174; § 690, p. 272, 280; § 700, p. 371;  
 BAUDRY ET CHÉNEAUX, *Personnes*, IV, 97;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 704-706, 706 bis, 723 urm., 1500, 1501; II, 4077, 4084, p. 910, 4108, (ed. 3-a);  
 BEUDANT, II, 674, p. 314;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 386, 695, 702, 703, 707, 708, 709;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 43, 45 bis, I, 93 bis, V;  
 DEMOLOMBE, VI, 132 urm.; XIX, 76, 77, 80, 82-84, 90, 91, 93, 97 urm.; XX, 505, 507-509, 511; XXIII, 493, 557, 585, 618, 619;  
 DURANTON, VIII, 280, 298, 301, 388, 488, 489; IX, 834;  
 HUC, I, 447; III, 126; VI 141, 143-145 urm., 487;  
 LAURENT, II, 254 urm.; XII, 15, 17, 18, 21-23, 65, 202, 454, 456, 546; XV, 384, 409;  
 MARCADIÉ, II, 108; III, 529, 536, 539, 691 bis; IV, 343, 346, 359;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*. Ed. 4-a, 1792 urm.; *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 914 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 285 urm.;  
 PANDECTES FR., *Absence*, 410 urm.; *Donations et testaments*, 2254 urm., 2364 urm., 2538, 2547 urm., 3241, 5361, 5362, 5364, 5369, 5373, 12317, 12420, 12432, 12521;  
 PLANIOL, III, ed. 3-a, No. 1720, nota 1, 2620, 3058, 3060, 3061, 3063, 3243;  
 SIREY, *Quotité disponible et réserve*, 72, 73, 81, 85, 115, 237 urm. 666, 6218, 6222.  
 THIRY, I, 485; II, 320, 325, 346, 543, 549;  
 TROPLONG, *Donations et testaments*, II, 557, 782, 784 urm., 1273, 1274; IV, 2555, 2753, 2754.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 113 n. 4, 407, 522, 523, 524 urm., 535 n. 5, 593 nota, 606, 665, 747, 754, 776 n. 1; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 197, 201, 237, 238); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 131, 132;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 281, 282;  
 NACU, I, p. 62; II, p. 316 urm.

#### Jurisprudență.

1. Din combinațiunea art. 841 și 842 rezultă clar că, pentru cuvinte de umanitate și ca să sancționeze întru câtva datoria de alimente la care sunt

ținute rudele în linie directă a-și procura reciproc, legiuitorul limitând cotitatea disponibilă, implicit a regulamentul rezerva ce se cuvine copiilor și descendenților acestora în succesiunea tatălui sau mamei. — Acum, dacă

1) Din eroare se zice „articolele precedente” în loc de „articolul precedent”.



comparăm art. 842 cu corespondentul său din codul francez, art. 914, vedem că legiuitorul român a suprimat cuvintele „*cu toate acestea ei nu sunt numărați decât pentru copilul ce reprezintă în succesiunea dispunătorului*”, din art. 914 francez, ceea ce ar lăsa să se înțeleagă că în legislațiunea română, pentru determinarea cotității disponibile, și prin urmare a rezervei, se are în vedere numărul tuturilor descendenților ce sunt chemați la succesiune, nu al aceleora ce ar fi fost chemați dacă ei supraviețuiesc lui *de cuius*. Însă deși art. 914 c. civ. francez nu e reprodus în întregul lui în art. 842, nu e mai pu-

țin adevărat că ideea rămâne aceeași, de oarece ar fi injust ca prin predecesul unui erede rezerva să se calculeze după numărul descendenților ce supraviețuiesc lui *de cuius*, iar nu după al aceluia ale căror drepturi le reprezintă. Și, conform art. 669, deși descendenții succed moșului sau moasei în porțiuni egale când sunt chemați prin propriul lor drept, cu toate acestea, rezerva fiind o parte din succesiune și supusă la reguli speciale, ori care ar fi numărul descendenților rezervatari, ei nu trebuie să se numere decât pentru copilul din care sunt născuți. (Trib. Gorj. Oct. 24/88, Dr. 75/88).

**Art. 843.** — Liberalitățile prin acte între vii, sau prin testament, nu pot trece peste jumătatea bunurilor dacă, în lipsă de copii, defunctul lasă tată și mamă, sau numai pe unul dintr'înșii. (Civ. 661 urm., 670 urm., 672, 673, 675, 676; Civ. Fr. 915).

*Text. fr. Art. 915.* — Les libéralités, par actes entre-vifs ou par testament, ne pourront excéder la moitié des biens, si, à défaut d'enfant, le défunt laisse un ou plusieurs ascendants dans chacune des lignes paternelle et maternelle; et le trois quarts, s'il ne laisse d'ascendants que dans une ligne.

Les biens ainsi réservés au profit des ascendants, seront par eux recueillis dans l'ordre où la loi les appelle à succéder; ils auront seuls droit à cette réserve, dans tous les cas où un partage en concurrence avec des collatéraux ne leur donnerait pas la quotité des biens à laquelle elle est fixée.

#### Doctrină străină.

- ARNTZ, II, 1770, 1777, 1779;  
 AUBRY ET RAU, VII, § 680, p. 169, 170; § 681, p. 174, nota 6;  
 BAUDRY ET COLIN, I, 742; II, 4035;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 649, 667, 702, 703, 705, 708;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 50 bis, VII, VIII; 273 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XIX, 105, 107, 108, 113, 115, 116; XXIII, 493, 495;  
 DURANTON, VIII, 311, 313;  
 HUC, VI, 149, 475;  
 LAURENT, XII, 3, 25, 26; XV, 344;  
 MARCADÉ, III, 541, 543, 544, 583;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1807; *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1002 urm.; 1049 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 293 urm.;  
 PANDECTES FR., *Donations et testaments*, 2286, 2287, 2308, 2473 urm., 2477 urm., 2480, 12317;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3053, 3063, 3064, 3066, 3067, 3071, 3228;  
 SIREY, *Quotité disponible et réserve*, 102, 106, 120 urm.;  
 THIRY, II, 319, p. 314, 332, 334, 543;  
 TROPLONG, *Donations et testaments*, II, 804, 806, 812, 816; IV, 2555, 2556.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 522, 523, 533 urm., 592 n. 2, 593 nota, 606, 608, 633, 665, 747, 748; (III, part. II., ed. 2-a, p. 150 n. 1; IV, part. II., ed. 2-a, p. 197);  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 105, 131, 132, 132, 202, 496; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 9 Iunie 1920. Dreptul 47/1920;  
 CANTAGUZINO MATEI, p. 282;  
 IONAȘCU R. TRAIAN, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 186 din 3 Nov. 1890. Pand. Rom. 1924-II-161;  
 MEITANI GEORGE (fiu), „*In lipsa părinților sau când trăește unul din ei, frații și surorile au dreptul la o rezervă de un sfert*”. Dreptul 47/1902;

MINEI V., „Partea succesorală a părintelui supraviețuitor în concurs cu colaterali privilegiati și rezerva sa“. Dreptul 23/1914; NACU, I, p. 62; II, p. 316 urm.; RARINCESCU G. M., Nota sub. Cas. I, 177 din 7 Martie 1921. Pand. Rom. 1922-I-223.

### Jurisprudență.

1. Deși după art. 673, fiecare din părinții supraviețuitori n'are dreptul de cât la o pătrime din averea succesorală a copilului său, când vine în concurență cu frații și surorile defunctului, totuși nu este mai puțin adevărat că prin art. 843 legiuitorul a determinat expres rezerva ce caută a se păstră părinților supraviețuitori și a fixat într'un mod invariabil această rezervă la jumătate din averea succesorală, fie că defunctul lasă tată și mamă sau numai pe unul dintr'înșii. În fața dar a unui text pozitiv de lege, atât de clar și precis, nici o distincțiune nu se poate face, pentru a reduce sau a mări rezerva părinților supraviețuitori, între cazul când defunctul testează în favoarea fraților și surorilor sau în favoarea unui străin. În fine, orice contradicțiune ar există între porțiunea ereditară a părinților și rezerva lor, această deosebire făcută în favoarea rezervei se poate explica prin solicitudinea ce legiuitorul a putut avea pentru frații sau pentru surorile defunctului depărtați dela moștenire prin testament, căutând de a le păstră în patrimoniul părintelui supraviețuitor o părticică din averea fratelui sau a surorii ce i-a desmoștenit. Deci, dacă defunctul a lăsat o mamă și mai multe surori, curtea cu drept cuvânt reduce liberalitățile testamentare la jumătatea averii succesorală, fără a viola art. 673 sau a da o interpretare greșită art. 843. (Cas. I, 403/Nov. 25/83, B. p. 1069).

2. Deși art. 673 prevede că tatăl și mama venind la o succesiune în concurență cu frați și surori sau descendenți de ai acestora, au dreptul la jumătate din succesiune, și dacă numai unul din părinții defunctului îi supraviețuiesc, frații și surorile iau trei părți din succesiune, și astfel s'ar părea că rezultă că porțiunea rezervată mamei sau tatălui nu e decât o pătrime, art. 673 însă nu vine în nici o contradicțiune cu art. 843 care interzice liberalitățile prin testament când acestea trec peste jumătate din succesiune, când în lipsă de copii defunctul lasă tată și mamă sau numai unul din ei, căci art. 673 prevede cazul când nu e testament și sunt frați sau surori cari vin în concurență cu descendenții, și art. 843 prevede cazul când e testament. Or, față cu principiul că testatorul prin simpla sa voință poate depărta dela succesiunea sa pe oricare din erezii săi, afară de cei rezervatari, îndată ce există un testament care exclude pe erezii săi colaterali, sau numai

pe unii din ei, sau admite pe toți, acei prevăzuți în testament, dacă nu repudiază legatul nu mai succede prin dreptul lor de colaterali, ci prin voința testatorului, și prin urmare au pierdut prin acest fapt calitatea lor de erezi colaterali și au devenit simpli legatari. Astfel fiind, dacă testatorul a lăsat mamei sale  $\frac{1}{2}$  din succesiune și restul unui frate al său, depărtând de la succesiune pe ceilalți frați, mama este în drept a cere reducerea legatului până la cotitatea disponibilă și a i se atribui jumătate din succesiune. (Apel Focșani I, 115, Nov. 30/82. Dr. 2/83).

3. Art. 673 regulează numai dreptul ce au frații și surorile cari vin în concurență cu tatăl și mama lui *de cuius* când acesta ar muri *intestat*, iar nu și rezerva ce se cuvine tatălui și mamei în caz când *de cuius* a făcut testament, rezervă stabilită de art. 843. Deci frații și surorile nefiind erezi rezervatari, dacă *de cuius* a dispus de averea sa prin testament, ei nu mai au nici un drept și nici nu trebuie considerati la calcularea rezervei. Astfel fiind, dacă testatorul a legat mamei  $\frac{1}{2}$  din succesiune, unui frate restul, înlăturând pe ceilalți frați, mama are dreptul a se reduce legatul și a i se aloca ei  $\frac{1}{2}$  din succesiune. (Trib. Râmnicu-Sărat, 1182, Sept. 9/80, Dr. 20/83).

4. Deși prin art. 843 s'a prevăzut că partea disponibilă este de jumătate din avere, atunci când defunctul lasă tată și mamă, sau numai pe unul dintr'înșii, totuși nu se poate deduce din textul acestui articol că, în caz de supraviețuire a tatălui sau numai a mamei, ar avea, unul sau altul, dreptul de rezervă pentru jumătate din avere, chiar și atunci când donațiunile ar fi făcute fraților sau surorilor defunctului; căci pentru asemenea ipoteză negreșit legiuitorul a înțeles a se referi la dispozițiunea precedentă a art. 673, prin care se regulează în mod special dreptul de succesiune al tatălui și a mamei în concurență cu frații sau surorile defunctului; iar prin articolul 843 a înțeles a regulă dreptul de rezervă al numiților ascendenți numai față de donatori, cari nu au dreptul la succesiune în concurență cu dânsii. Dacă dar e în discuțiune regularea dreptului de succesiune rezervatară a mamei la averea defunctei sale fiice, în concurență cu frații defunctei, urmează să se acorde mamei, după principiul prescrip de art. 673, numai o pătrime din avere ca singur părinte supraviețuitor numite defuncte. (Cas. I, 120/Apr. 6/93, B. p. 306).

5. Intru cât o succesiune a unui



străin se compune exclusiv din imobile situate în România, devoluțiunea acestor bunuri, prin urmare și rezerva și cotitatea disponibilă, se determină după legea română, conform art. 2 din codul civil, care prescrie că imobilele aflătoare în cuprinsul teritoriului României sunt supuse legilor române.

Prin urmare, când curtea de apel a

judecat că o străină supusă turcă are drept la rezervă după legea română, independent dacă după legea sa personală are sau nu acest drept, nu a violat art. 843 din codul civil și nici art. 2 din codul civil. (Cas. I, 4 Mai 1912, B. p. 863).

6. A se vedea: art. 673 cu nota 2; art. 841 cu nota 6.

**Art. 844.** — Dacă dispozițiunea prin acte între vii sau prin testament, constituie un uzufruct sau o rentă viageră, a cărei valoare trece peste cantitatea disponibilă, erezii rezervatari<sup>1)</sup> au facultatea de a executa aceste dispozițiuni sau de a abandona proprietatea cantității disponibile. (Civ. 550 urm., 841 urm., 939, 1639, 1641; Civ. Fr. 917).

*Text. fr. Art. 917.* — Si la disposition par acte entre-vifs ou par testament est d'un usufruit ou d'une rente viagère dont la valeur excède la quotité disponible, les héritiers au profit desquels la loi fait une réserve, auront l'option, ou d'exécuter cette disposition, ou de faire l'abandon de la propriété de la quotité disponible.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, XII, p. 196-201;

BAUDRY ET COLIN, *Don. et testaments*, I, 778, 779, 782, 784, 786, 787, 790, 791, 793-798, 801 urm., 804;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 450; ed. 1-a, III, p. 703, 728, 729;

DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 823 urm., 963 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 196 urm. 247 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 55 bis, II și IV;

DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 39, 634;

DEMOLOMBE, XIX, 442, 443 urm., 454, 461, 462, 466 urm.;

HUC, VI, 152;

LAURENT, XII, 153-155, 157, 355;

MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1844;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 298, 299;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3133 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 573 n. 2, 587, 589, 592 n. 2, 620 urm., 625, 626, 628-630, 759 n. 2, 760 nota; (X. p. 102).

CANTACUZINO MATEI, p. 281, 296;

NACU, II, p. 315, 333.

#### Jurisprudență.

1. După art. 846, legatul făcut unui succesibil peste partea sa, pentru a fi dispensat de raport, dispensa trebuie să rezulte dintr-o dispoziție expresă. Dacă dar testatorul dispune de nuda proprietate a întregii sale averi numai în favoarea instrucțiunii publice și nu lasă mamei sale de cât uzufructul acelei averi fără nici o rezervă sau clauză de preciput, pe lângă că nu a

dispensat-o de raport, dar a exclus-o cu totul de la nuda proprietate, și în consecință testamentul ne dându-i drept de cât la uzufruct, nu poate cumula și rezerva. Deci cererea de a cumula legatul și rezerva, fiind contrarie art. 846, urmează a fi respinsă. (Apel Buc. II, 27, Febr. 10/86, *Dr.* 29/86).

2. Mama defunctului, în calitate de erede rezervatar conform art. 848, poate cere reductibilitatea legatului, dacă va proba în fapt că el depășește cotita-

1) Erezii rezervatari sunt moștenitorii cari au dreptul la partea din averea de care defunctul nu putea dispune în mod liber, cum sunt copiii și părinții săi. Partea din averea de care defunctul poate dispune în mod liber, fiind stăpân a o lăsa oricui va crede de cuviință, se numește *parte sau quotitate disponibilă*, după cum se prevede la art. 841 și 843 de mai sus. *Rezervă* este partea din avere, de care defunctul nu poate dispune în mod liber, dacă are anume moștenitori.

tea disponibilă și prin urmare îi micșorează rezerva. Or, numai faptul că testatorul legând întreaga nudă proprietate a averii sale a privat pe eredele rezervatar de jumătatea averii ce i se cuvine, aceasta nu face o probă imediată că legatul întrece cotitatea disponibilă, de oare ce rezerva e un drept care se determină după valoarea bunurilor considerate ca masă în calculul cotității disponibile, iar nu după natura fie cărui bun luat în parte, art. 849, 851, 852 și 855 se refer numai la valoarea bunurilor și nu țin nici o seamă de natura lor. Iar dispozițiunea art. 844 nu-și poate avea aplicare în specie, de oarece dânsa constituind o facultate în persoana ereditărilor rezervatari, ea nu poate fi invocată și de legatar, mai cu seamă pentru că constituind o excepțiune la dreptul comun care prescrie reducibilitatea dispozițiilor când întrec cotitatea disponibilă, nu poate fi aplicată de cât numai în cazul pentru care a fost creată, și, în fine, pentru că în specie, nu e posibilitate a-și găsi aplicarea, de oarece rezervatarul ne având în patrimoniul său de cât uzufructul și nici o porțiune a nudei proprietăți, nici nu are ce abandona legatarului. (Apel Buc. II, 27, Febr. 10/86, *Dr.* 29/86).

3. Principiul că rezervatarul nu poate, reclamând rezerva sa în plină proprietate, să mai ceară, și excedentul uzufructului ce i se lasă prin testament cu condițiunea implicit adăugată ca el să suferă grevarea rezervei, e exact în sine, dar principiul acesta rezultă, nu din art. 846, care zice că donatarul sau legatarul ce vine la succesiune e supus la raport dacă dispozițiunea nu-l dispensează expres de raport, căci legatarii, care nu sunt în același timp moștenitori *ab intestat*, nu pot pretinde ca moștenitorii să facă raport (art. 763), ci din art. 844, care statuează că rezervatarul are opțiunea de a executa legatul și a suferi grevarea rezervei, sau de a părăsi proprietatea cotității disponibile. Este dar nefundată presupunerea că art. 844 cuprinde o excepțiune care nu se poate întinde de la un caz la altul, că rezervatarul nu are dreptul de opțiune, ci numai dreptul la rezervă, și că rezerva se poate lăsa în uzufruct. În adevăr, rezerva nu se poate lăsa în uzufruct, căci ar fi în contradicțiune atât cu art. 847 care hotărăște că testatorul nu poate dispune de cât de partea sa disponibilă, cât și cu tradițiunea dreptului, după care rezerva trebuie să treacă la moștenitorii liberă de condiții și alte însărcinări (L. 32, 36 § 1, 37 cod. III, 28 și § 972 C. Calimach). Testatorul nu poate impune nici o sarcină rezervei în acest înțeles ca acțiunea în reducere a rezervatarului trebuie să rămâne

neatinsă, dar nimic nu se opune ca testatorul, lăsând rezervatarului mai mult de cât rezerva sa, să adauge condițiunea expresă ca el să suferă grevarea rezervei, în care caz rezervatarul va avea opțiunea, sau să execute legatul și să primească rezerva grevată, sau să ceară rezerva sa negrevată. Și fără vre-o clauză expresă, caracterul esențialmente nedivizibil al unei dispozițiuni, prin care testatorul recompensează pe rezervatar în uzufruct de aceea ce-i ia din proprietate, sau în proprietate de aceea ce-i ia din uzufruct, duce la aceeași soluțiune. Art. 844 n'a făcut decât să sancționeze această consecință logică a dreptului ce rezervatarul ține de la lege combinat cu dreptul nedivizibil ce-i dă testamentul și nu este dar de cât aplicațiunea unui principiu general. În adevăr, rezervatarul care exercită acțiunea în reducere, nu poate să reclame în același timp execuțiunea legatului; căci prima acțiune exclude pe cealaltă, legatul uzufructului întregii averi succesoriale formând împreună cu condițiunea relativă la grevarea rezervei un tot nedivizibil. Deci instanța de fond care statuează că rezervatarul, pe care testatorul l-a recompensat în uzufruct de aceea ce i-a luat din proprietate, nu are dreptul de opțiune, violează și interpretează rău art. 844. (Cas. I, 166/87, Mai 15/87, B. p. 422).

4. Rezervatarul nu poate pretinde în același timp și rezerva și uzufructul cotității disponibile în virtutea testamentului prin care i s'a legat venitul întregii averi succesoriale, căci aceasta este în contradicțiune cu art. 844, care deși nu prevede anume specia, se aplică însă prin analogie. În adevăr, rezervatarul care exercită acțiunea în reducere a liberalităților care exced disponibilul și reclamă rezerva repudiază prin aceasta chiar legatul în uzufruct ce i s'a făcut; el nu poate în același timp să atace testamentul, reclamând rezerva sa în plină proprietate, și să ceară executarea testamentului, reclamând uzufructul ce i-a fost legat. Trebuie să opteze sau pentru rezervă sau pentru executarea testamentului. Dacă a optat pentru rezervă nu are dreptul de a beneficia și de veniturile cotității disponibile în virtutea testamentului. (Apel Galați, I. Nov. 5/90, *Dr.* 75/90).

5. Dacă testatorul dispune de nudă proprietate a întregului său avut, fără a ține seamă de rezerva eredelui rezervatar și nu lasă acestuia decât uzufructul averii sale pe timp cât va trăi, adică îi lasă rezerva în uzufruct, o atare dispozițiune este în contradicțiune cu art. 847, care spune că testatorul nu poate dispune decât de partea disponibilă, rezerva urmând a trece la



moștenitori liberă de orice sarcini sau condițiuni. În așa caz eredele rezervatar are opțiunea între a executa legatul sau a cere rezerva, și nu poate fi înlăturat de a reclama rezerva decât atunci când s'ar dovedi că a primit legatul ce i s'a lăsat prin testament. — Și din faptul că de la moartea lui *de cuius* eredele rezervatar, care avea de drept posesiunea succesiunii, a administrat și încasat veniturile succesiunii, exercitându-și un drept acordat lui prin lege, nu trebuie dedus că el a optat pentru legatul uzufructului lăsat lui prin testament și că ar fi renunțat la rezervă fiind că renunțarea la rezervă este guvernată de principiile cari guvernează ori ce renunțare, ea poate deci să fie expresă sau tacită. Pentru a admite că cutare fapt implică renunțarea nu trebuie uitat că renunțările sunt prin esența lor de strictă interpretățiune, că o renunțare nu se presupune, fiind că nimeni nu e presupus că a abdicat la un drept, ci trebuie deci ca voința de a renunța să rezulte clar din fapt. Dreptul eredelui rezervatar fiind bazat pe lege și pe natură, nu se poate susține că el ar fi renunțat în mod tacit la acțiunea în reducere prin singurul fapt că s'a pus în posesiunea moștenirii fără a face nici o rezervă a drepturilor sale. Mai întâiu legea nu îi pretinde să facă o atare rezervă și apoi faptul că rezervatarul s'a folosit de bunurile moștenirii, asupra cărora avea de drept sesina din momentul decesului, nu îl împiedică de a cere reducțiunea liberalităților excesive. Chiar dacă la început rezervatarul a putut să fie îndus în eroare asupra întinderii legatului său și să fi crezut că uzufructul lăsat lui prin testament, ar echivala cu rezerva, cu toate acestea și în acest caz poate reveni fiind că motivul renunțării sale se găsește viciat prin eroare și prin urmare renunțarea e nulă. (Apel Galați, I, Nov. 5/90, Dr. 75/90).

6. Dacă moștenitorul rezervatar poate, în regulă generală, când i-ar fi atinsă rezerva, să invoace dispozițiunile art. 843 cod civil nu este tot așa în cazul când testatorul ar constitui un uzufruct sau o rentă viageră care ar trece peste cotitatea disponibilă. Într'un asemenea caz, rezervatarul

nu are alt drept decât să uzeze de facultatea ce-i dă art. 844 cod civil, de a executa testamentul sau de a abandona proprietatea cotității disponibile. (C. Apel Buc. s. I, Dr. 73/912, p. 611).

7. Conform art. 843 din codul civil, liberalitățile prin testament nu pot trece peste jumătatea bunurilor, dacă, în lipsă de copii, defunctul lasă tată și mamă, sau numai pe unul dintr'înșii. Atunci, însă, când acele liberalități constituiesc un uzufruct, legiuitorul a regulat printr'o dispoziție specială dreptul rezervatarului în acel caz și anume prin art. 844 din codul civil, unde a prevăzut că față cu un legat de uzufruct a cărui valoare ar trece peste cotitatea disponibilă, eredele rezervatar are facultatea de a executa acel legat, sau a abandona proprietatea cotității disponibile. Acest articol se aplică și în cazul când eredele rezervatar vine la succesiunea nudei proprietăți, în concurență cu frații și surorile defunctului, fără ca rezervatarul să poată obiecta că în acest caz nu are dreptul decât la o a patra parte și, deci, nu ar putea să abandoneze legatarului proprietatea cotității disponibile. Un asemenea mijloc de apărare al rezervatarului este neîntemeiat de oarece conflictul de drepturi regulamentat de art. 844 este între legatarul uzufructuar cu eredele rezervatar, iar nu și cu frații și surorile defunctului cari n'au rezerva și cari, deci, nu pot prin prezența lor să schimbe situația legală prevăzută de acest articol.

Prin urmare, dacă instanța de fond constată că rezervatarul a uzat de facultatea ce-i dă art. 844 și a declarat expres că respectă legatul, cu drept cuvânt decide că rezultatul nu poate fi altul decât respectarea legatului fără nici o reducere și trimiterea legatarului în calitate de uzufructuară în posesia întregii averi legate, după ce va face inventar și va da cauțiune. (Cas. I, 7 Dec. 1912, B. p. 2090).

8. Când legatul lăsat unui terțiu, sau unui moștenitor neregulat este un legat de uzufruct, rezervatarului, potrivit art. 844 c. civ., au alegerea ori a execută legatul ori a abandona legatarului cotitatea disponibilă. (Trib. Iași III, No. 89, 1915; Justiția, 1916, p. 200).

**Art. 845.** — Valoarea bunurilor înstrăinate unui succesibil în linie dreaptă, cu sarcina unei rendite viagere sau cu rezervă de uzufruct, va fi socotită în porțiunea disponibilă și excedentele de este, se va trece în masa succesiunii. Imputațiunea și reportul nu pot fi cerute de succesibilul în linie dreaptă care a consimțit la aceste înstrăinări <sup>1)</sup>. (Civ. 751 urm.; Civ. Fr. 918).

1) Art. francez corespunzător 918, continuă: „*ni, dans aucun cas, par les successibles en ligne collatérale*”.

*Text. fr. Art. 918.* — La valeur en pleine propriété des biens aliénés, soit à charge de rente viagère, soit à fonds perdu, ou avec réserve d'usufruit, à l'un des successibles en ligne directe, sera imputée sur la portion disponible; et l'excédent, s'ils y en a, sera rapporté à la masse. Cette imputation et ce rapport ne pourront être demandés par ceux des autres successibles en ligne directe qui auraient consenti à ces aliénations, ni, dans aucun cas, par les successibles en ligne collatérale.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VI, p. 624; VII, p. 203-208, 210-212;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 818, 819, 822, 823, 827-833, 837-839;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 525;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 718, 719, 720, 762;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 980 urm., 1020, 1254; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 256 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 56 bis, VI, VII și IX;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 113, 141;  
 DEMOLOMBE, XIX, 494, 501, 502, 505, 506, 508, 510, 511, 513, 514, 517, 523, 524, 527, 528, 531, 532;  
 LAURENT, XII, 120, 122, 123, 125-127, 129-131, 133, 136;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 300 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3089.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 290, 300, 584 urm. 588, 589, 590 nota 591, 592 n. 1, 594 urm., 631, 646, 701 n. 1; (III, part. II, ed. 2-a, p. 321; IV, part. II, ed. 2-a, p. 332; V, p. 117); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 179, 202;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 286, 604;  
 NACU, II, p. 337 urm., 851;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. Jud. ocol. Târg-Cârcinov (Muscel), 231 din 5 Oct. 922.  
 Pand. Rom. 1924-II-207;  
 SIPSOM M. C., „*Intinderea prezumpțiunii legale cuprinsă în art. 845 din Codul civil*”. Dreptul 20/912.

### Jurisprudență.

1. Presumpția de dispensă de raport, prevăzută în art. 845 alin. II codul civil, nu se aplică decât actelor cari, conform primului aliniat al acestui articol, sunt considerate, în virtutea unei presumpțiuni legale ca niște liberalități, și aceasta ca un corelativ, și ca o compensație a primei presumpțiuni de care se leagă și a cărei urmare este, întrucât legiuitorul s'a gândit că se poate întâmpla ca actul juridic ori sarcina presupusei liberalități simulate să fie acte realmente oneroase și în acest caz presupusul donator să fie cel puțin în parte despăgubit prin dispensa de raport.

Astfel, donațiunea cu rezervă de uzufruct neintrând în prevederile art. 845 codul civil, presumpțiunea legală de dispensă de raport, cuprinsă în acest articol, nu își poate avea aplicațiunea. (Apel Buc. II, *Dr.* 57/908 p. 465).

2. Presumpțiunea legală stabilită de art. 845 din codul civil, în privința înstrăinărilor făcute de un succesibil în linie directă cu sarcina unei rente viagere care se consideră ca o donațiune cu dispensă de raport în limitele cotității disponibile, se aplică nu numai înstrăinărilor cu titlul oneros, dar și

acelora cu titlu gratuit făcute cu sarcina și condiția de care e vorba. (Cas. I, 184 din 28 Febr. 1912 B. p. 259, Currier Jud. 32/912).

3. Consimțământul comostenitorilor cerut de art. 845 din codul civil nefiind supus vreunei condițiuni particulare de formă, poate fi expres sau tacit, și poate fi dat odată cu donațiunea sau printr'un act posterior. (Cas. I, 184 din 28 Febr. 1912, B. p. 259, Currier Jud. 32/912).

4. Legiuitorul, prin art. 845 cod. civ., a socotit că actele de înstrăinare încheiate între părinte și un mostenitor în linie directă cu rezervă de uzufruct sau rentă viageră, ascund totdeauna o liberalitate și le-a prezumat ca adevărate donațiuni stabilind, totdeauna, ca respect pentru intențiunea părintelui și pentru a împiedica nedreptatea ce s'ar face mostenitorilor prin avantajarea numai a unuia, că asemenea acte sunt dispensate de raport numai până la cotitatea disponibilă.

Când unul de înstrăinare cuprinde, cum e în speță, atât o rezervă de uzufruct stipulată în favoarea vânzătorului, cât și un preț pe care cumpărătorul descendent l-a plătit, atunci soluția trebuie să difere întrucâtva de aceea prevăzută de art. 845 cod. civ., întrucât



prezumția de liberalitate de care legea lovește asemenea acte trebuie aplicată numai pentru partea reprezentată în valoarea imobilului prin rezerva de uzufruct, actul păstrând caracterul de oneros pentru partea reprezentată prin bani. Într'adevăr, actul cuprinzând două convențiuni, una aleatorie și lovită de prezumția de liberalitate prevăzută de art. 845 cod. civ., și alta o adeverată vânzare, textul legii fiind excepțional, prezumția de simulație ce

cuprinde nu poate atinge actul în întregime, ci numai pentru partea reprezentată în valoarea imobilului prin rezerva de uzufruct, pentru cealaltă parte actul păstrează caracterul voit de părți, de act de vânzare. De aceea cererea de expertiză făcută de intimat pentru a stabili care era valoarea imobilelor cuprinse în act în momentul deschiderii succesiunii, e admisibilă. (Trib. Arges, s. II, Jurnalul No. 7598 din 29 Sept. 1922, Jur. Gen. 1924 No. 407).

**Art. 846.** — Cantitatea disponibilă poate fi dată în tot sau în parte, sau prin acte între vii sau prin testament, copiilor sau altor succesibili ai donatorului, fără ca donatarul sau legatarul, ce vine la succesiune, să fie supus la report, dacă în dispozițiune se zice expres, că ceea ce s'a dat este peste partea sa.

Declarațiunea că darul sau legatul este peste partea succesibilului, se poate face sau în actul ce conține dispozițiunea, sau în urmă cu formele dispozițiilor între vii, sau testamentare. (Civ. 751 urm., 813 urm., 841 urm., 847 urm., 858 urm.; Civ. Fr. 919).

*Text. fr. Art. 919.* — La quotité disponible pourra être donnée en tout ou en partie, soit par acte entre-vifs, soit par testament, aux enfants ou autres successibles du donateur, sans être sujette au rapport par le donataire ou le légataire venant à la succession, pourvu que la disposition ait été faite expressément à titre de préciput ou hors part.

La déclaration que le don ou le legs est à titre de préciput ou hors part, pourra être faite, soit par l'acte qui contiendra la disposition, soit postérieurement dans la forme des dispositions entre-vifs ou testamentaires.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 183, 202, 212-215;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 762, 763, 768;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 528, 530, 540;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1025 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 268 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 588;  
 DEMOLOMBE, XIX, 479, 480, 483, 484, 487-489;  
 LAURENT, XII, 108, 109, 112;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 298;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2227 urm., 3057.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 528, 588, 592 n. 1, 600, 601, 665, 683, 758; (III, part. II, ed. 2-a, p. 559, 567 n. 3, 585 n. 1, 608, 614 urm., 631 urm., 635); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 202, 204, 208, 210; „Raportul legatelor”, Drep-tul 34/1912; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 48 din 31 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-II-65;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 272, 275;  
 CERBAN AL., *Nota* sub. Cas. I. 1139 din 27 Dec. 1921. Curier Jud. 14/1922; *Nota* sub. C. Apel Iași s. I, 48 din 31 Mai 1922. Curier Jud. 12/923;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Nota* sub. C. Apel Galați s. I, 25 din 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924-II-78.  
 NACU, I, p. 345.

## Jurisprudență.

1. Când curtea de fond recunoaște dreptul de legatar universal, instituitului, după dispozițiile testamentului, pe care îi interpretă, nu violează întru nimic art. 846 în privința cotității disponibile ce i s'ar cuveni. (Cas. I, 143, Apr. 28/82, B. p. 433).

2. Erezii rezervatari pot să cumuleze rezerva cu legatul dacă judecătorii care interpretă voința testatorului găsește că aceasta a fost intenția testatorului.

Interpretarea cheștiunilor de fapt, de voință și de intențiune a testatorului e lăsată la suverana apreciere a instanțelor de fond și scapă controlului Curții de Casație. (Cas. I, 270 din 22 Apr. 1911, Jurisprudența 19/1911).

3. Din acea că numai donațiunile între vii sunt supuse raportului rezultă că eredele rezervatar când este în a-

celaș timp și legatarul unei porțiuni din succesiune poate reclama pe lângă legatul său și rezerva ce i se cuvine ca erede ab intestat, chiar dacă legatul nu cuprinde o dispensă expresă de raport, o asemenea dispensă fiind virtual cuprinsă în orice liberalitate testamentară. (Cas. I, No. 46, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 178).

4. Art. 846 c. civ., dispune că dispensa de raport a unei donațiuni trebuie să fie în mod expres prevăzută de donator. Deși legiuitorul nu a înțeles să ceară anumiți termeni prin care să se exprime această dispensă, totuși voința donatorului de a scuti de raport trebuie să rezulte în mod sigur și manifest. (C. Apel Iași s. I, 48 din 31 Mai 1922, Curier Jud. 12/923, Pand. Rom. 1924, II, 65).

5. A se vedea: art. 751 Index „Dispensă de raport” și notele respective; art. 844 cu notele respective.

## Secțiunea II. — Despre reducțiunea donațiilor și a legatelor.

Art. 847. — Liberalitățile prin act sau între vii, sau prin testament, când vor trece peste partea disponibilă, vor fi reduse la această parte. (Civ. 651 urm., 841 urm., 848 urm., 849, 939; Civ. Fr. 920).

Text. fr. Art. 920. — Les dispositions soit entre-vifs, soit à cause de mort, qui excéderont la quotité disponible, seront réductibles à cette quotité lors de l'ouverture de la succession.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 184;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et Testam.*, I, 846, 847, 852-854, 856, 1258;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 218, 705;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1162 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 302 urm.;  
 DEMOLOMBE, XIX, 196 urm., 200, 201;  
 HUC, VI, 165;  
 LAURENT, XII, 142, 143, 171, 331;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1795 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 303;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3103.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 63, 278, 507, 530, 534, 602 urm., 611 urm., 616, 633, 634, 666, 685, 760; (III, part. II, ed. 2-a, p. 890; IV, part. II, ed. 2-a, p. 192, 232; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 242); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 133, 202; *Observație sub. C. Apel Iași, s. II, 29 Mai 910. Dreptul 57/910; Nota sub. Trib. Gap (Hautes-Alpes), 9 April 922. Curier Jud. 36/923; Observație sub. C. Apel Craiova, s. I, 112/912. Curier Jud. 67/912; Notă sub. Cas. I, 1429, din 27 Dec. 1922. Pand. Rom. 1923, I, 217;*  
 CANTACUZINO MATEI, p. 283;  
 CERBAN ALEX., *Notă sub. Cas. I, 1429 din 27 Dec. 922. Curier Jud. 15/923;*  
 NACU, II, p. 340;  
 PERIȘTEANU GR. I. (IPER), *Nota sub. C. Apel Constanța, 89 din 3 Nov. 922. Curier Jud. 24/923.*

## INDEX ALFABETIC

Acceptare 10.	Donații 3-6.	Moștenitori, a se vedea	Revendicare 12, 13.
Apel 13.	Donații deghizate 12.	„Successori”.	Rezerva 2, 3, 4, 6, 8-14.
Caragea Cod 3, 5.	Dotă 1, 2, 4, 5, 8.	Neretroactivitate 3.	Succesiune 9, 12, 14.
Contract oneros 4.	Instrăinare, a se vedea	Proprietate 14.	Successori 6, 9, 10, 12, 14.
Coproprietate 14.	„Vânzare”.	Raport 5, 6.	Terț achizitor 12.
Cotitate disponibilă 4, 7.	Legate particulare 11, 14.	Reducțiune 1-14.	Testament 7.
Divizibilitate 10.	Liberalități 3, 4, 6, 7, 8, 13.	Rea credință 12.	Tutor 1.
		Renunțare la succesiune 1, 5, 9.	Vânzare 12.



## Jurisprudență.

1. Un act dotal poate să fie redus chiar dacă cel dotal a renunțat la succesiunea lui *de cujus*, în caz când dota e constituită, nu de către chiar *de cujus* și pe când trăiește, ci de o altă persoană, după moarte-i, cum ar fi un tutor. (Trib. Brăila, Aug. 20/83, Dr. 63/83).

2. Nu se poate sustine că legiuitorul român, suprimând art. 1090 din codul Napoleon, a înțeles să aprobe de reducere donațiunile făcute soților prin contractul de căsătorie, când ele ar ataca rezerva erezelui rezervatari, de oarece dacă n'a tradus acest articol în codul nostru, e că nu avea nevoie să o facă, căci idea consacrată de el e cuprinsă în regulile de drept comun, cari regulează materia liberalităților, în cari intră și donațiunile făcute soților prin contractul de căsătorie. (Apel Buc. II, 80, Apr. 15/85, Dr. 42/85).

3. Sub imperiul legii Caragea, liberalitățile între vii nu erau supuse la acțiunea în reducere; din momentul ce bunurile erau dăruite, beneficiarul nu avea să se teamă că darul putea să fie atins de drepturile erezelui rezervatar; prin urmare, dreptul său este un drept câștigat. Și codul civil, supunând liberalitățile între vii la reducere în profitul erezelui rezervatar, nu poate avea efect retroactiv în privința liberalităților ce au avut loc sub legea Caragea. (Apel Buc. III, 15, Ian. 25/90, Dr. 15/90).

4. Contractul dotal nu este o donațiune, o liberalitate, ci este un contract cu titlu oneros, de oarece el își ia naștere în vederea căsătoriei viitoare și numai în scopul suportării sarcinilor, ce naturalmente decurg din ea. De aci reese că dota nu este reductibilă, când prin constituirea ei constituitorul a depășit cotitatea disponibilă. (Trib. Telemann, C. Jud. 1/96).

5. Donațiunile sub Codul Caragea nu erau reductibile, însă fiica înzestrată sub această lege, și care va voi să vină la succesiunea deschisă după promulgarea noului c. civ. trebuie să sufere raportul deci reducere, afară numai de nu va fi renunțat la succesiune, prin declarație făcută la Grefa Trib. Această regulă se aplică și la altfel de donațiuni, nu numai la zestre. (Trib. Ilfov, II, C. Jud. 20/97).

6. Acțiunea în reducere fiind sancțiunea rezervei legale stabilită de legiuitor prin art. 841 codul civil, poate fi exercitată, fie contra unui donatar străin de succesiune, fie contra unui succesibil donatar care renunță la moștenire, fie contra unui succesibil donatar cu dispensă de raport; nu poate fi exercitată însă contra unui succesibil donatar fără dispensă de raport, care primește moștenirea, acesta fiind ținut

să raporteze liberalitatea ce i s'a făcut pentru a stabili egalitatea ce trebuie să predomină între toți descendenții ce vin la moștenirea ab intestat a aceluiași donator. (C. Apel Buc. s. I. Dreptul 61/1909, p. 483).

7. Legea declară reductibile fără nici o distincție, toate liberalitățile făcute prin acte între vii sau testament, de câte ori acele liberalități întrec partea disponibilă și sub numele de liberalități, se înțeleg toate actele cu titlu gratuit, independent de forma, scopul, natura și cauza acelor donațiuni sau de calitatea persoanei dăruitorului. (C. Apel Iași s. II, 29 Mai 1910, Dreptul 57/1910).

8. Dota fiind între înzestrător și copilul înzestrat un act cu titlu gratuit, o liberalitate, de aici rezultă că ea e supusă acțiunii în reducere din partea moștenitorilor rezervatari, de câte ori rezerva lor este atinsă. (C. Apel Iași, s. II, 29 Mai 1910, Dreptul 57/1910).

9. Numai la succesiuni legiuitorul cere o renunțare expresă, iar nu și la renunțarea rezervei.

Prin urmare, putându-se renunța la acțiunea în reducere în mod tacit, este evident că renunțarea tacită, în acest caz, poate rezulta atât din acte cât și din fapte emantate de la moștenitori, cari fac să se presupună din parte-le voința de a renunța la rezervă.

Pentru a fi în drept a reclama rezerva trebuie neapărat a fi moștenitor, căci rezerva este o porțiune din moștenirea ab intestat. (C. Craiova I, 112/912, Curier Jud. 67/912).

10. Acțiunea în reducere ca orice acțiune ereditară fiind divizibilă, fiecare moștenitor rezervatar nu o poate intenta decât în limita și pentru garanțarea rezervei sale calculată în raport cu numărul tuturor moștenitorilor rezervatari, mai cu seamă când, ca în speță, au acceptat moștenirea. (Cas. I, 21 Iunie 1913, B. p. 1379).

11. Legatele particulare, deși sunt o sarcină a succesiunii, câtă a fi totuși reduse, deoarece, potrivit art. 841 și 847 C. civ., rezerva nu poate fi atinsă prin liberalitățile defunctului. (Trib. Iași III, No. 89, 1915; Justiția, 1916 p. 200).

12. În caz de înstrăinare a imobilului de către achizitor (donatar deghizat), moștenitorul rezervatar are o acțiune în revendicare chiar în contra sub achizitorului (terțului) care se găsește în stăpânirea imobilului, căci este un uzurpator fiindcă donatorul a dispus de un lucru care nu-i aparține conform art. 765 al. 1 și 855 c. civ., iar înstrăinarea s'a făcut posterior deschiderii succesiunii.

Cu atât mai mult este aplicabil principiul de mai sus, cu cât sub achizitorul în specie a fost de rea credință cumpărând „pendente lite”, după ce

prima instanță se pronunțase. (Trib. Gorj s. I, 58 din 1 Mart. 1919; Curier Jud. 55-56/920).

13. Când prin o liberalitate s'a atins rezerva conform art. 841 c. civ., această pretențiune poate fi dedusă și valorificată pe calea unei acțiuni în reducere iar nu în apel cu ocazia unei acțiuni în revendicare. (C. Apel Constanța, 89 din 3 Nov. 1922, Curier Jud. 24/923, Pand. Rom. 1923, III, 87).

14. Legea nearătând modul în care are a fi făcută reducere unuia legat, ea trebuie în mod necesar să se facă în natură, de oarece erezii rezervatari au, în proporția rezervei lor și din momentul deschiderii succesiunii, un drept necontestabil de proprietate asupra tuturor bunurilor succesoriale și nu sunt obligați a preda legatele decât reduce

la limita părții disponibile, afară de derogările înscrise în art. 770 și 815 c. civil.

În consecință în cazul când bunul legat este supus reducerii, rezervatarii și legatarul vor avea un drept de co-proprietate asupra aceluși bun, fie care în proporția părții ce i se cuvine. (C. Apel Galați s. I, 25 din 18 Febr. 1924; Pand. Rom. 1924, II, 72, Bul. C. Apel, 3/924).

15. A se vede: art. 751 cu nota 20; art. 813 cu nota 37; art. 841 cu notele 2, 4; art. 844 cu notele respective; art. 848 cu nota 1; Art. 975 cu Indexul și notele respective; art. 1173 cu nota 59; art. 1175 cu notele 13, 18, 19; art. 1198 cu notele 5, 42, 50, 69 și 72; art. 1279 cu nota 23.

**Art. 848.** — Reducerea liberalităților între vii nu va putea fi cerută decât numai de erezii rezervatari, de erezii acestora, sau de cei cari înfățișează drepturile lor<sup>1)</sup>. (Civ. 713, 763, 781, 841 urm., 974, 975, 1167; L. Timbr. 21 § 1—b; Civ. Fr. 921).

*Text. fr. Art. 921.* — La réduction des dispositions entre-vifs ne pourra être demandée que par ceux au profit desquels la loi fait la réserve, par leurs héritiers ou ayant-cause: les donataires, les légataires, ni les créanciers du défunt, ne pourront demander cette réduction, ni en profiter.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 219, 220, 229, 230;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et Testam.*, I, 859, 860, 861, 864 urm., 871, 874, 875;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 455; ed. 1-a, III, p. 730, 731;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 862 urm., 1175 urm., *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 215 urm., 308 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE IV, 59 bis, V, VI;  
 DEMOLOMBE, XIX, 207, 210, 220, 225 urm., 233, 236, 240 urm., 245;  
 LAURENT, XII, 139, 140, 163, 300, 331;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 304 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3105;

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 365 n. 1, 576, 594, 604, 608 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 133; *Observație* sub. Trib. Iași, s. I, 141 din 15 Mai 904.  
 Curier Jud. 87/1904;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 281, 283;  
 NACU, II, p. 341.

#### Jurisprudență.

1. Copiii, în baza art. 669, moștenesc toate bunurile defunctului și sunt investiți prin art. 847 și 848 cu dreptul de a intenta acțiune în contra oricărui donatar ca să ceară reducerea donațiilor lor care întrece cotitatea disponibilă. (Apel Buc. II, Mart. 8/76, *Dr.* 13/76).

2. Erezii rezervatari, cărora li s'a

făcut de către defunct donațiuni între vii, fără dispensă de raport, nu pot să rețină o parte din averea dăruită, ca achitare a rezervei, ce li se cuvine individual, iar restul acelei averi să-l impute asupra părții disponibile cuvenită donatarilor; nesuccesibili, căci consecințele unei asemenea operațiuni ar fi: 1) Că acei erezii ar rămâne supuși să raporteze numai parte din averea dă-

<sup>1)</sup> Art. francez corespunzător 921, continuă: „les donataires, les légataires, ni les créanciers du défunt, ne pourront demander cette réduction, ni en profiter”.



ruită lor, pe când dânșii sunt obligați să o raporteze toată; 2) Ar fi ca acei erezi să rămână scutiți de a raporta cealaltă parte de avere, fără ca donatorul să-i fi dispensat de raport, și 3) Ar fi să se calculeze rezerva în parte pentru fiecare erede și să fie astfel posibil de a se micșora partea disponibilă a defunctului, prin imputarea excedentului averei dăruită unor rezervatari, peste rezerva lor, asupra acelor părți disponibile ceace este contra legii, care prescrie calcularea rezervei asupra întregii averi successorale, și care acordă defunctului, în interesul public, dreptul de a dispune de o parte din averea sa în favoarea unor persoane nesupuse la raport fie pentru afecțiunea sau recunoștința, ce are către ele, fie ca erezi spre a-i compensa prin surplus de avere peste rezerva lor, pentru defectele naturale ce ar fi având ori pentru a recompensa pe cei buni și a pedepsi pe cei răi, manifestând însă expres asemenea voință în actele de donațiune, prin scutire de raport a erizilor avantați excepțional. (Cas. I, 238/95, B. p. 700).

3. Chestiunea dacă erezii rezervatari, cari au acțiunea în reducțiune, pot exercită o acțiune în simulațiune contra coeredelui lor, nu poate fi propusă pentru prima oară în casațiune. (Cas. I, 74/97, B. p. 190).

4. Numai eredele rezervatar poate cere reducerea liberalităților între vii, când întrec cotitatea disponibilă, și prin erede se înțelege acela care a acceptat succesiunea, iar sumele prove-

nite din această reducere intră direct în patrimoniul eredelui rezervatar, nu în patrimoniul succesiunii; dacă moștenitorul a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, se face separațiune între patrimoniul defunctului și al eredelui; prin urmare, bunurile dintr'un patrimoniu nu se pot confunda cu bunurile din celălalt, iar creditorii succesiunii nu sunt și creditorii successorilor, cum ar fi când succesiunea ar fi primită pur și simplu. Astfel fiind, creditorii personali ai defunctului nu pot urmări și face poprire pe sumele provenite din reducerea liberalităților între vii, sume intrate în patrimoniul eredelui, nu în patrimoniul succesiunii. De asemenea reducerea liberalităților între vii nu poate fi cerută nici odată de creditorii defunctului, căci creditorul nu poate avea mai multe drepturi decât debitorul său, când exercită drepturile lui, și dar cum defunctul donator nu putea cere, în viață fiind, reducerea unei donațiuni, care este irrevocabilă nici creditorii săi nu o pot cere. Acțiunea în reducțiune a unei donațiuni nu aparține decât erizilor rezervatari sau reprezentanților lor.

Creditorii defunctului nu pot exercită această acțiune, nici profita de rezultatul obținut prin exercitarea acestei acțiuni, de către persoanele prevăzute de art. 848 din codul civil. (Trib. Iași I, Dr. 45/904).

5. A se vedea și notele No. 1 și 2 de sub art. 815; No. 6 de sub art. 841 și toate notele de sub art. 844.

**Art. 849.** — Partea disponibilă se calculează cu chipul următor: pe lângă bunurile ce a lăsat donatoarele sau testatoarele în momentul morții sale, se adaugă prin calcul și bunurile de cari a dispus prin donațiuni între vii, după starea lor, din momentul donațiunii și după valoarea ce au avut în momentul morții donatorului. Din această masă de bunuri, scăzându-se datoriile, pe ceea ce va rămâne se calculează partea disponibilă, după numărul și calitatea erizilor. (Civ. 751, 755, 763, 766 urm., 772, 841, 842, 848; Civ. Fr. 922).

*Text. fr. Art. 922.* — La réduction se détermine en formant une masse de tous les biens existants au décès du donateur ou testateur. On y réunit fictivement ceux dont il a été disposé par donations entre-vifs, d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au temps du décès du donateur. On calcule sur tous ces biens, après en avoir déduit les dettes, quelle est, eu égard à la qualité des héritiers qu'il laisse, la quotité dont il a pu disposer.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 185-196, 240 urm.; VI, 617;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 881-884, 886, 887 urm.; 892-900 urm., 903, 905, 908, 909 urm., 912, 913, 916-923;

- COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 550, 716, 717, 718, 720 urm., 738, 936;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1059 urm., 1100, 1106, 1129; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 285 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 52 bis, XI; 60 bis, I; 245 bis;  
DEMOLOMBE, XVI, 290; XIX, 126 urm., 261, 266, 269, 280 urm., 288 urm., 305 urm., 308, 309, 320, 321 urm., 338 urm., 368, 369, 378-381, 396 bis, 307, 399, 401, 408, 409, 411, 415, 416, 418;  
HUC, VI, 167, 169, 171, 172;  
LAURENT, XII, 60, 61, 70-72 urm., 76 urm., 91-93, 96, 101, 102;  
MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*. Ed. 4-a, 1822 urm.; *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1033 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 307 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3084 urm.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 308 n. 2, 541 n. 3, 546 urm., 554, 557-564, 566, 569, 571, 574, 576, 579, 582, 595, 612, 615, 633, 636, 557; (II, ed. 2-a, p. 204; III, part. II, ed. 2-a, p. 209 n. 1, 523, 581 nota, 644, 783 n. 1, 853, 860 t. și n. 5, 890 n. 2; IV, part. II, ed. 2-a, p. 380; VI, p. 809; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 184 n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 133, 166; *Observație* sub. Trib. Romanați, 11 Dec. 907. Curier Jud. 40/908; *Notă* sub. Trib. Abbeville, 9 Dec. 921, Jur. Gen. 925 No. 41;  
CANTACUZINO MATEL, p. 281, 284, 285, 287, 288, 295;  
CONSTANTINESCU JAC. N., *Nota* sub. C. Apel Galați s. I, 25, din 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924, II, 78;  
IONAȘCU R. TRAIAN, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 186 din 3 Nov. 920. Pand. Rom. 924, II, 161;  
NACU, II, p. 315, 329 urm.

## Jurisprudență.

1. Calcularea rezervei se face după numărul erexilor, exceptându-se aceia cari au renunțat la succesiune. (Apel Buc. II, 80, Apr. 15/85, *Dr.* 42/85).
2. Donatarul rezervatar nu este ținut să aducă la masa succesorală de cât fructele bunurilor, care depășesc cotitatea disponibilă, percepute din momentul deschiderii succesiunii și aceasta fără a ține seamă de buna sau reaua credință a donatarului, precum și de modul cum au fost făcute donațiunile, în mod indirect sau deghizat. (Cas. I, 249/96, B. p. 992).
3. Înaintea instanței judecătorești, chemată a recunoaște calitatea de legatară a unei persoane, nu se poate opune cererea, ce ar tinde la formarea masei succesorală, spre a se dovedi că legatul acelei persoane ar fi fără obiect, întrucât o asemenea cerere trebuie să se rezolve cu procedura ei specială, dinaintea instanței chemată a operă partagiul între părți. (Cas. I, 224/98, B. p. 838).
4. Tribunalul se conformează spiritului dispozițiilor art. 849 c. civ. și nu comite exces de putere când, pentru a respinge cererea de reducere a legatului, ia de bază pentru calculul porțiunii disponibile valoarea iar nu suprafața terenului lăsat de defunct. (Cas. I, decizia No. 196, din 31 Martie 1915; Jur. Rom. 1915, p. 340).
5. Evaluarea bunurilor lăsate de defunct în momentul morții sale pentru stabilirea rezervei și a cotității disponibile, urmează să fie făcută după starea și valoarea bunurilor din momentul

morții lui decujus. (Trib. Ilfov s. I, Jurnal 16144 din 25 Oct. 921, Curier Jud. 14/922).

6. Cheltuelile de înmormântare fiind o sarcină a succesiunii, potrivit art. 849 c. civ., ele urmează să se scadă din masa succesorală iar nu din partea disponibilă. (C. Apel Iași s. I, 48 din 31 Mai 1922. Curier Jud. 12/923; Pand. Rom. 1924, II, 65).

7. Deși potrivit art. 849 c. civ., datele succesiunii privesc pe toți moștenitorii nimic însă nu se opune ca testatorul să dispună ca o parte din ele să fie suportate de beneficiarul cotității disponibile.

Prin urmare în speță, susținându-se de recurentă că defunctul a dispus în acest sens, curtea de fond eră datoare a examina din acest punct de vedere clauzele testamentare, și nu putea respinge cererea pe considerațiunea că conf. art. 849 cotitatea disponibilă se calculează numai după scăderea tuturor sarcinilor succesiunii, în cari intră și cheltuelile de înmormântare. (Cas. I, dec. 1232 din 5 Decembrie, 1923. Jur. Gen. 1924, No. 607; Curier Jud. 15/924).

8. Pentru stabilirea rezervei, urmează a se calcula valoarea tuturor bunurilor mobile și imobile lăsate de testator în momentul morții sale, adăugându-se valoarea bunurilor de cari a dispus prin donațiuni între vii și scăzându-se datoriile.

Prin urmare, veniturile bunurilor succesorală, produse posterior morții, cum sunt chiriile, nu intră în calculul părții disponibile. De asemenea procentele cari au început a curge după



moartea testatorului, nu se tree la pasiv, întru cât nu grevau patrimoniul în momentul deschiderii succesiunii. (C. Apel Galați s. I, 25 din 18 Febr.

1924, Bul. C. Apel 3/924, Pand. Rom. 1924, II, 72).

9. A se vedeà: art. 684 cu nota 12; art. 751 cu nota 5; art. 772 cu nota 2.

**Art. 850.** — Intâi se vor reduce dispozițiunile testamentare; când bunuri cuprinse în aceste dispozițiuni nu vor mai fi, atunci nu mai se va face reducțiunea donațiunilor.

Reducțiunea va începe dela cea din urmă donațiune, după săvârșirea aceștia se va trece îndată la cea a doua după dânsa, și așa pe rând până la cea mai veche donațiune. (Civ. 801, 858; Civ. Fr. 923).

*Text. fr. Art. 923.* — Il n'y aura jamais lieu à réduire les donations entre-vifs, qu'après avoir épuisé la valeur de tous les biens compris dans les dispositions testamentaires; et lorsqu'il y aura lieu à cette réduction, elle se fera en commençant par la dernière donation, et ainsi de suite en remontant des dernières aux plus anciennes.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 222-224, 227; VIII, p. 110;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 982, 984, 986-994 urm., 1006 urm., 1011;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 731, 732, 733;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1201 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 315 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 61 bis, II; 276 bis, VIII;  
DEMOLOBE, XIX, 576-578, 582-584 urm., 603; XXIII, 396 urm., 404, 405, 466, 467;  
HUC, VI, 176, 179;  
LAURENT, XII, 184-189, 191;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 311 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3106.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 634 urm., 637, 745, 760; (III, part. II, ed. 2-a, p. 544); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 133;  
CANTACUZINO MATEI, p. 292, 293;  
NACU, II, p. 342.

**Art. 851.** — Când donațiunea între vii supusă la reducțiune s'a făcut la unul din cei cu drept de moștenire, acesta va putea scădea partea cu care ar trebui să se reducă donațiunea, din partea ce i s'ar cuveni ca erede în bunurile nedisponibile, dacă aceste bunuri sunt de aceeași natură cu cele dăruite. (Civ. 741, 752, 765, 770, 846, 850; Civ. Fr. 924).

*Text. fr. Art. 924.* — Si la donation entre-vifs réductible a été faite à l'un des successibles, il pourra retenir, sur les biens donnés la valeur de la portion qui lui appartiendrait, comme héritier, dans les biens non disponibles, s'ils sont de la même nature.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 224;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 928 urm., 931, 933, 1015 urm.;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 735, 736;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1050 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 282 urm. 325 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 62 bis, II;

DEMOLOMBE, XIX, 68, 69, 591, 594 urm., 599, 600, 602;  
 LAURENT, XII, 192, 194 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 316, 317;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3101, 3125.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. 1, ed. 2-a, p. 592 n. 1, 640, 645 urm., 651 n. 2; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 241); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 133; *Observație* sub Tribunalul Covurlui, s. II, 28 Febr. 1902, Curier Jud. 64/1902;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 277, 290, 294;  
 NACU, II, p. 315, 345.

### Jurisprudență.

1. Moștenitorul are dreptul să-și ceară în natură partea ce i se cuvine în rezervă, și donatarul numai atunci poate să păstreze darul supus reducțiunii, când, fiind și el moștenitor, s'ar găsi în succesiune bunuri de aceeaș natură ca acele dăruite, fiindcă, în acest caz, poate să scadă partea, cu care ar trebui să se reducă donațiunea, din partea ce i s'ar cuveni ca erede în bunurile nedisponibile. (Apel Buc. II, Dr. 36/904).

2. Dacă este cunoscut în principiu că reducțiunea donațiilor directe sau deghizate de bunuri mobile sau imobile se operează în natură, totuși potrivit art. 851 codul civil, se face o excepție atunci când donațiunea supusă reducțiunii s'a făcut de un as-

cedent, cu scutire de raport, unui descendent care primește moștenirea donatorului și în patrimoniul acestuia există bunuri de aceeași natură ca cele dăruite. În acest caz, descendentul donatar, în loc de a remite succesiunii donatorului, în natură, porțiunea care întrece cotitatea disponibilă, o reține cu titlu de rezervă, și ia până la concurența acestei porțiuni cu atâta mai puțin din bunurile nedisponibile aflate în moștenire.

Așa dar, donatorul succesibil are dreptul, în cazul prevăzut de art. 851 codul civil, de a reține asupra bunurilor dăruite pe lângă cotitatea disponibilă și partea sa ca rezervatar, păstrând deci în întregime darul până la concurența cotității disponibile cumulată cu rezerva. (Apel Buc. I, Dr. 5/908, p. 35).

**Art. 852.** — Se vor reduce cu analogie atât legatele universale cât și cele particulare fără distincțiune. (Civ. 775, 853 urm., 888, 893 urm., 902, 909; Civ. Fr. 926).

*Text fr. Art. 926.* — Lorsque les dispositions testamentaires excéderont, soit la quotité disponible, soit la portion de cette quotité qui resterait après avoir déduit la valeur des donations entre-vifs, la réduction sera faite au marc le franc, sans aucune distinction entre les legs particuliers.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 221, 222, 506;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et Testam.*, I, 970-974;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 605, 731, 734, 883, 884, 889;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 64 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XIX, 557, 559, 560;  
 LAURENT, XII, 179, 181;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 314;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2768.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 627 n. 2, 634, 639 urm., 766; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 232, 237, 238, 296); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 133;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 292, 293;  
 NACU, II, p. 342.

### Jurisprudență.

1. Principiul pus în art. 852 este general și are aplicațiune în toate cazu-

șile de reducțiune, fie pentru atingerea rezervei, fie pentru plată de datorii; și ceea-ce confirmă mai mult aceasta este că nicăeri legiuitorul nu



vorbește despre modul reducțiunii în caz de deficit. Și nu se poate susține ideea că trebuie făcută deosebire între legatele imobiliare și cele bănești pe motivul că cele dintâi au drept obiect corpuri certe pe când celelalte niște simple creanțe, cari trebuie cerute și plătite pe măsura activului existent, de oarece ambele feluri de legate isvorăsc din același titlu, care este testamentul defunctului, și ambele constituiesc un drept la lucru din momentul deschiderii succesiunii.

Apoi preferința nu rezultă din caracterul imobiliar al legatului, ea trebuie să fie exprimată de testator formal pentru a fi admisă. Astfel fiind, toți legatarii atât imobiliari cât și bănești trebuie să contribuiască la plata deficitului rămas la masa succesiunii în proporțiune cu valoarea legatelor primite de fiecare. (Trib. Ilfov, I, Mart. 24/86, *Dr.* 47/86).

2. A se vedea și *nota* No. 6 de sub art. 841.

**Art. 853.** — Când testatorele va declară ca un legat să fie plătit, preferindu-se celorlalte, acest legat nu va fi supus la reducțiune, decât după ce valoarea celorlalte legate nu va împlini rezerva legală. (Civ. 852, 893, 909; Civ. Fr. 927).

*Text. fr. Art. 927.* — Néanmoins, dans tous les cas où le testateur aura expressément déclaré qu'il entend que tel legs soit acquitté de préférence aux autres, cette préférence aura lieu; et le legs qui en sera l'objet, ne sera réduit qu'autant que la valeur des autres ne remplirait pas la réserve légale.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 222;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et Testam.*, I, 976-978;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 731, 732, 883;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1224 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 323 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 65 bis;  
DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 290;  
DEMOLOMBE, XIX, 562 urm., 565;  
LAURENT, XII, 181;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 314;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3108.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 508, 637, 639 urm., 642; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 232, 237, 238, 296); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 133;  
CANTACUZINO MATEI, p. 293;  
NACU, II, p. 342.

#### Jurisprudență.

1. Nu este indispensabil să se întrebuițeze expresiuni sacramentale într'un testament pentru preferința ce înțelege testatorul a face pentru plata vre-unuia din legatari; dar nu este mai puțin adevărat că voința testatorului trebuie să fie expresă pentru aceasta, ne fiind îndestulătoare o voință tacită sau o probabilitate mai mare sau mai mică și aceasta rezultă clar din art. 853. (Trib. Ilfov, I, Mart. 24/86, *Dr.* 47/86).

2. a) Chestiunea de a se ști dacă o clauză dintr'un legat constituie în intenția testatorului o condițiune dela care să depindă existența legatului sau numai o simplă modalitate a lui, este o chestiune de fapt pe care instanța de fond o interpretă în mod suveran din întregul conținut al testamentului.

Prin urmare, Curtea de apel judecă o chestiune de fapt fără să comită exces de putere sau denaturare atunci când dispoziția testamentară în cuprinderea următoare: „las strănepoatelor mele Virginia, etc., câte 15.000 lei de fiecare la mărițiș“, o interpretă nu ca constituind o condițiune impusă de testator pentru realizarea legatului, ci ca exprimând numai scopul care l-a determinat să facă legatul.

b) Art. 853 c. civ., nemai cerând ca articolul corespondent din codul francez o declarație expresă din partea testatorului pentru ca un legat să fie plătit cu preferință în caz de reducțiune, această preferință poate să rezulte și din voința tacită a testatorului. (Cas. I, decizia No. 499 din 22 Septembrie 1915; *Jurispr. Rom.* 1915, p. 562).

**Art. 854.** — Donatarul va restitui fructele porțiunii ce trece peste partea disponibilă, din momentul morții donatorului<sup>1)</sup>. (Civ. 485 urm., 651, 762, 890, 1907; Pr. civ. 139; Civ. Fr. 928).

*Text. fr. Art. 928.* — Le donataire restituera les fruits de ce qui excédera la portion disponible, à compter du jour du décès du donateur, si la demande en réduction a été faite dans l'année; sinon, du jour de la demande.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU VII, p. 228;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et Testam.* I, 1042, 1043;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 737;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1267 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 330 urm.;  
 DEMOLOMBE, XIX, 611, 613;  
 LAURENT, XII, 209-211;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 318;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3113, 3128.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 570, 603 t. și n. 5, 604 t. și n. 1, 613, 614, t. și n. 2, 632 n. 1, 653 urm., 658, 660, 661 n. 1, 663, 664; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 133;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 295;  
 NACU, II, p. 347, 851;  
 RĂDULESCU SILIU, *Observație sub. Cas. Fr.*, 15 Ian. 1908. Dreptul 63/1909.

#### Jurisprudență.

1. Art. 854 din Codul civil fiind aplicabil și la dotă, femeia în caz de reducere este datoră a restitui fructele porțiunii ce atinge rezerva din momentul morții înzestrătorului, și aceasta chiar pentru timpul, cât bărbatul ei le-a perceput pentru susținerea sarcinilor căsătoriei. (Apel Buc. II, *Dr.* 36/904).

2. Dotă, fiind pentru femeie o donație, odată ce această donație e redusă, donatarul datorește, conform art. 854 codul civ., fructele porțiunii ce excede cotitatea disponibilă, din momentul morții înzestrătorului, și aceasta fără nici o distincție, între cazul în care fructele sunt percepute de donatar sau de altă persoană. (Cas. I, 297, 1905, B. p. 845).

**Art. 855.** — Donatorul<sup>2)</sup> este obligat, dacă a alienat bunurile dăruite, să facă în urmă reportul escedentului peste porțiunea disponibilă, după valoarea lucrurilor din timpul morții disponentului. (Civ. 365, 765, 834, 850, 1890, 1895; Civ. Fr. 930).

*Text. fr. Art. 930.* — L'action en réduction ou revendication pourra être exercée par les héritiers contre les tiers détenteurs des immeubles faisant partie des donations et aliénés par les donataires de la même manière et dans le même ordre que contre les donataires eux-mêmes et discussion préalablement faite de leurs biens. Cette action devra être exercée suivant l'ordre des dates des aliénations, en commençant par la plus récente.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, § 685 quater, p. 231;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et Testam.* I, 1027, 1036, 1044, 1045, 1047, 1048;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 407;

1) Art. francez corespunzător 928, continuă: „si la demande en réduction a été faite dans l'année; si non, du jour de la demande“.

2) Din eroare se zice „donatorul“, în loc de „donatarul“, de oarece reportul nu se poate face decât de donatar la succesiunea defunctului donator.



- COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 703, 735, 737;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 66 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XIX, 235 urm., 370, 632;  
 DURANTON, VIII, 375, 378;  
 LAURENT, XII, 167, 196, 206, 212;  
 LEVASSEUR, *Quotité disponible*, n° 79;  
 MARCADÉ, III, 621;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 319 urm.;  
 PANDECTES FR., *Donations et testaments*, 2809 urm., 3324, 3518;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3115, 3116 urm.;  
 TROPLONG, *Donations et testaments*, II, 970.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 570, 603 t. și n. 5, 604 t. și n. 1, 613, 614 t. și n. 2, 632 n. 1, 653 urm., 658, 660, 661 n. 1, 663, 664; (III, part. II, ed. 2-a, p. 586 nota, 652, 886 nota; IV, part. II, ed. 2-a, p. 533; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 239); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 133, 243; *Observație* sub. Trib. Covurlui s. II, 28 Febr. 1902. Curier Jud. 64/1902;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 295, 570;  
 CERBAN ALEX., *Notă* sub. Trib. Gorj, s. I, 58 din 1 Martie 1920. Curier Jud. 55-56/1920;  
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 68 urm.;  
 MAXIM G. DIMITRIE, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 78 din 12 Martie 1924. Pand. Rom. 1924, II, 68;  
 NACU, II, p. 347, 348;  
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. Fr. 15 Ian. 1908. Dreptul 63/1909;  
 SCRIBAN ȘTEFAN, «O diferență între raport și reducere». Curier Jud. 64/1914;  
 TĂZLĂUANU G. D., «Cum se face raportul la masa succesorală când eredele donatar a înstrăinat sau ipotecat imobilul dăruit». Dreptul 37/1904;  
 VELESCU ALEX., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. III, 965 din 24 Dec. 920. Curier Jud. 23/921.

## Jurisprudență.

1. Din diferența de redacțiune a art. 930 francez și a art. 855 român, rezultă că acțiunea în reducere nu se poate intenta contra tertului detentor al unui imobil succesoral. Căci, deși art. 930 francez acordă moștenitorilor rezervatari acțiunea în reducere sau revendicare tot așa de bine contra celor de al treilea deținători ai unui imobil succesoral, făcând parte din donațiune și înstrăinat de donatar, ea și contra acestuia însuși; art. 855 român din contră nu supune la reducere de cât pe donatar, obligându-l pe el singur, și numai pe el, în cazul când a înstrăinat bunurile dăruite, să facă raportul excedentului peste porțiunea disponibilă, fără a obliga la aceasta și pe cei de al treilea detentori. Teoria contrarie nu se poate susține în fața textului pozitiv al art. 855, de oare ce cu modul acesta în loc de a interpreta legea, ar fi a o modifica și a introduce în text cuvinte pe care legiuitorul, presupus că a știut ce face, nu le-a trecut în lege cu intențiune, și de unde nu se poate deduce altelea de cât că dânsul pentru motive de rațiune economică, a vroit să creeze o regulă de drept deosebită de acea care există în dreptul francez. Că aceasta a fost intențiunea legiuitorului nostru rezultă și din împrejurarea că dânsul nici a reproduș dispozițiunile art. 929 francez, după care imobilele pe cari le-ar revendică erezii rezervatari de la tertii

deținători se declară descărcate de ori ce sarcine sau ipotece înființate de donatar, și nu avea nevoie să le reproducă pentru motivul foarte simplu că nu a acordat moștenitorilor rezervatari acțiunea în reducere sau revendicare și contra celor de al treilea deținători ai imobilelor succesorale. (Apel Buc. I, 67, Mart. 8/84, Dr. 35/84).

2. Acțiunea în revendicare sau în reducere nu poate, după c. civ. român, fi introdusă contra tertului detentor al unui imobil succesoral, dăruit cu violarea rezervei și înstrăinat de donatar înaintea deschiderii moștenirii. Art. 930 din codul francez a fost modificat de legiuitorul nostru prin art. 855 c. civ., pentru rațiuni economice. Această modificare însemnată rezultă, nu numai din textul clar și precis al art. 929 c. francez, care declară descărcate de sarcinile înființate de donatar, imobilele pe care rezervatarii le-ar revendică dela tertii detentori și legiuitorul român nici nu avea nevoie de a reproduce această dispoziție, pentru că n'a acordat moștenitorilor rezervatari acțiunea în reducere sau în revendicare contra tertilor detentori. (Trib. Covurlui II, C. Jud. 64/902).

3. Legiuitorul român inspirat de interesul circulațiunii bunurilor imobiliare, precum și în vederea consolidării creditului în genere, a modificat dispozițiunea corespunzătoare din legea franceză, și în art. 855 cod. civ. român, a admis un sistem opus celui francez, refuzând dreptul moștenitori-

lor rezervatari de a ataca, în proprietatea bunurilor de care s'a dispus prin donațiunea supusă reducțiunei, pe terții achizitori de bună credință și deținători ai imobilelor. Această dispozițiune se aplică, fără a distinge dacă înstrăinarea imobilului s'a făcut înainte sau după moartea donatorului. (Trib. Ilfov III, *Dr.* 38/905).

4. În caz când eredele donatar a înstreinat sau ipotecat bunul donat, înaintea deschiderii succesiunii, reducerea părții care întrece cotitatea disponibilă, ca și raportul, nu se mai poate face în natură, ci donatarul rămâne personal obligat a plăti rezervațiilor în bani valoarea lucrurilor înstrăinate. (Apel Buc. II, *Dr.* 12/907).

5. Textul din art. 855 c. civ., consideră acțiunea în reducțiune ca o acțiune personală, nu reală; ca atare ea nu se poate intentă decât contra donatarilor sau legatarilor și succesorilor lor, iar nu și contra subachizitorilor de bună credință de la acestia, rămânând rezervatarilor dreptul de a cere comostenitorilor plata excedentului peste partea disponibilă, fără a putea revendică imobilul înstrăinat și aflat în mâna subachizitorului. (Trib. Ilfov s. III, 965 din 24 Dec. 1920, *Curier Jud.* 23/921; C. Apel Buc. s. III, 78 din 12 Mart. 1924, *Pand. Rom.* 1924, II, 68, *Bul. C. Apel.* 4/924).

## CAPITOLUL V.

### Despre dispozițiunile testamentare.

#### Secțiunea I. — Regule generale pentru forma testamentelor.

**Art. 856.** — Orice persoană este capabilă de a face testament, dacă nu este poprită de lege<sup>1)</sup>. (Civ. 208, 802, 806 urm., 867 urm., 887 urm., 899, 920; L. Timbr., 45, 46; L. impoz. pe succ. (Mon. of. 91/921), Art. 2; Civ. Fr. 967; Civ. Ital. 762).

*Text. fr. Art. 967.* — Toute personne pourra disposer par testament, soit sous le titre d'institution d'héritier, soit sous le titre de legs, soit sous toute autre dénomination propre à manifester la volonté.

*Text. Ital. Art. 762.* — Possono disporre per testamento tutti coloro che non sono dichiarati incapaci dalla legge.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 97, 463;

BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 1835, 1836, 1839, 1845 bis, 1847, 1875, 1876;

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 842;

DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 2941, 3417 urm., 3678 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 819 urm., 929 urm.;

DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 321;

DEMOLOMBE, XXI, 51; XXII, 128 urm.;

LAURENT, XIII, 480, 481;

MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1103 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 384;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2729.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 5 urm., 135 nota, 146; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 81);

*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 129 urm.; „Câteva considerațiuni generale asupra dreptului de a testă și asupra testamentului în genere“, *Tribuna Juridică* 14-15/1920;

DEGRÉ ALEXANDRU, *Scieri juridice*, vol. I, p. 215 urm., „Dreptul de a testă este un drept natural?“

NACU, II, p. 350.

#### Jurisprudență.

1. Numai cei declarați de lege incapabili nu pot dispune de averea lor, de

unde urmează că un major, mai cu seamă dacă nu este pus sub interdicțiune, poate dispune valabil prin testament, dacă nu se constată că în mo-

1) Art. 856 cod. civil Român este împrumutat din Codul civil Italian.



mentul testării nu se află cu mințile sănătoase. (Cas, I, 394/Nov. 13/72, B. p. 318).

2. Testamentele, ca toate actele eminate de la voința liberă a omului, sunt supuse cauzelor de nulitate trase din viciile consimțământului. În consecință, mai în special faptele de dol sau fraudă care constituiesc captațiunea sau sugestiunea artificioasă sunt, deși codul nu le enunță formal, cauze peremptorii de nulitate. Însă cererea de anulare a unui testament pentru asemenea motive trebuie să repaue pe fapte precise și caracteristice de dol sau fraudă. — Proba acestor fapte incumbă celui ce le alegă. (Trib. Ilfov, I, Ian. 27/81, *Dr.* 33/81).

3. Dispozițiunile testamentare sunt susceptibile de a fi anulate veri de câte ori ele nu sunt expresiunea unei voințe libere și luminate din partea testatorului. Astfel, captațiunea și sugestiunea nu pot atrage nulitatea unui testament decât atunci numai când ele au fost însoțite de manopere frauduloase, care au determinat pe testator de a dispune

în persoana aceluia care le-a întrebuințat. (Apel Buc. I, 189, Nov. 7/83, *Dr.* 11/84; Cas. I, 227/87, Iun. 23/87, B. p. 559). A se vedea și No. 1, 12, 15 și 22-25 de sub art. 802.

4. Cererea de a dovedi cu martori captațiunea, ca să poată fi admisibilă, trebuie înainte de toate a se stabili că cel care a întrebuințat mijloace captoase a beneficiat prin testamentul lui *de cuius*. (Trib. Ilfov, I, 264, Mai 16/92, *Dr.* 59/92).

5. Testamentul făcut sub legea Caragea este valabil, chiar când succesiunea s'a deschis sub imperiul noului Cod civil, dacă a fost făcut cu paza formelor cerute de legea Caragea. (Trib. Brăila C. Jud. 4/97).

6. Ca și în materia convențiunilor, eroarea de drept nu poate atrage anularea unui testament, decât atunci când ea a fost cauza determinantă, adică, când ar fi bine dovedit că testatorul n'ar fi dispus de averea sa, dacă nu se află în cutare eroare de drept. (Apel Buc. III, *Dr.* 42/906).

**Art. 857.** — Două sau mai multe persoane nu pot testă prin același act, una în favoarea celeilalte, sau în favoarea unei a treia persoane. (Civ. 795, 802, 886, 939; Civ. Fr. 968).

*Text. fr. Art. 968.* — Un testament ne pourra être fait dans le même acte par deux ou plusieurs personnes, soit au profit d'un tiers, soit à titre de disposition réciproque et mutuelle.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 100, 101;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 1852 urm., 1855, 1857;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 817, 836, 942;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 2576 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 628 urm.;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 352; II, p. 8;  
DEMOLOMBE, XXI, 14, 17, 18, 20, 476;  
HUC, VI, 267;  
LAURENT, XIII, 144, 146 urm.;  
MICHAX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1660 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 384;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2682, 2683.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 8 urm., 135 nota; (I, ed. 2-a, p. 101, 137 n. 2, 210; III, part. II, ed. 2-a, p. 863, 871; IV, part. I, ed. 2-a, p. 688, 734 t. și n. 2; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 128 n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 136; *Observație* sub. Trib. civil Paris, 12 Iunie 912. *Curier Jud.* 72/913; *Observație* sub. Trib. de Apel din Minas, 10 Iulie 1920. *Pand. Rom.* 1923-III-78;  
CANTACUZINO MATEI, p. 348, 349, 397;  
CONSTANTINESCU JAC. N., *Nota* sub. C. Apel Galați, s. I, 175 din 3 Oct. 923. *Pand. Rom.* 1924-II-151;  
NACU, II, p. 350.

#### Jurisprudență.

1. Deși dispozițiunea prescrisă prin art. 857 combinat cu art. 938 este im-

perativă și de natură a face să se considere negreșit nul un testament prin care soții ar testă unul în favoarea celuilalt, sau în favoarea unei a treia

persoane, dar această dispozițiune este privitoare numai la forma testamentului, și nu se poate aplica de cât la testamentele făcute sub legea nouă. Iar prezumpțiunea: *toți trebuie să cunoască legile* nu-și poate avea locul aci, căci această prezumpțiune nu se poate cere de la cei ce seara și-au făcut un testament în regulă după legea căreia erau încă datori să se supună, și încetează din viață a doua zi, cu 1 oră, spre exemplu, înainte de promulgarea legii noi ce abrogă pe cea veche și prescrie alte forme pentru testamentele. O asemenea prezumpțiune numai atunci s'ar fi putut aplica, când legiuitorul cel nou ar fi pus un termen până la care cel ce testează eră dator să dea testamentului ce făcuse după formele legii vechi forma cerută de legea nouă, ceea ce prin noul codice civil nu s'a făcut. (Cas. I, 123/Apr. 1/88, B. p. 300).

2. Proibițiunea testamentului conjunctiv, prevăzută de art. 857 din codul civil, nu eră prevăzută de Codul Calimach, numai moștenirile și legatele cu nădejde de răsplătire erau prohibite de Codul Calimach. Astfel, după Codul Calimach, eră perfect valabilă dispozițiunea testamentară, prin care doi testatori legau averea lor la una și aceeași persoană cu restricțiunea folosinței acestei averi în favoarea testatorului supraviețuitor. Când două persoane institue, prin unul și acelaș testament — lucru permis sub codul Calimach — pe unul și acelaș legatar, cu restricțiunea folosinței averii testate, în favoarea testatorului supraviețuitor, legatarul vine la succesiunea acestor doi testatori în virtutea testamentului fiecăruia, și nu se poate susține că vine la moștenirea testatorului decedat în virtutea testamentului testatorului decedat mai întâi. (Cas. I, 366/97, B. p. 1175).

3. Sub imperiul legii Caragea, două persoane puteau să dispună valabilmente prin unul și acelaș testament, stabilind dispozițiuni favorabile reciproc sau în favoarea unei terțe persoane. (Apel Buc. I, Dr. 84/98).

4. Dispozițiunea art. 857 din Codul civil, după care două sau mai multe persoane nu pot testa prin acelaș act, una în favoarea celeilalte, sau în favoarea unui al treilea, nu conține decât o condițiune de formă, și nu se rapoartă nici la capacitatea personală a testatorului, nici la validitatea în ea însăși a dispozițiunii conținută în testament, și prin urmare testamentul conjunctiv, făcut sub imperiul unei legiuiri, în care această formă nu eră prohibită, continuă a fi valabil, chiar dacă moartea testatorilor a avut loc sub imperiul actualei legiuiri. Astfel, un asemenea testament, făcut sub legiuirea Caragea, care nu oprea testamentele conjunc-

tive, este valabil, chiar dacă testatorii au încetat din viață sub actualul cod civil. (Cas. I, 259/901, B. p. 948).

5. Dispozițiunile testamentare reciproce, făcute printr'unul și acelaș act, sunt nule și de nul efect. Astfel, dispozițiunea dintr'un contract dotal, prin care soția declară că aduce ca zestre cutare avere soțului ei, „cu dreptul de a ne succeda unul pe altul după moarte”, constitue nu o donațiune de bunuri viitoare, ceea ce este permis soților de a-și face prin contractul lor de căsătorie, ci un adevărat testament reciproc, care nu este permis de lege a se face printr'unul și acelaș act, nici chiar soților în timpul căsătoriei. (Apel Buc. II, Dr. 17/904).

6. Art. 857 prevede sub sancțiunea nulității prescrisă de art. 886 c. civ. că două sau mai multe persoane nu pot testa prin acelaș act, una în favoarea celeilalte sau mândouă ori toate în favoarea unei a treia persoane.

Rațiunea pentru care sus zisele texte de lege au interzis acest fel de testamentele — conjunctive numite în doctrină — a fost de a lăsa întreagă și nștirbită facultatea testatorului de revocarea testamentului, stânjenită în testamentele conjunctive, cum și pentru a curma controversa ce există în dreptul roman, unde asemenea testamentele erau permise, și în dreptul vechiu francez, unde erau îngăduite numai prin excepție, în cazul când unul din testatori își revocă dispoziția sa testamentară, și când nu se putea ști dacă această revocare aduce ca o consecință neapărată și revocarea dispozițiunilor celorlalți cotestatori.

Rezultă dar că este conjunctiv, și prin urmare nul, numai acel testament, fie olograf, fie mistic sau autentic — legea nedistingând — prin care două sau mai multe persoane își contopesc dispozițiunile lor de ultimă voință într'un singur context. — testamentul adică, în care dispozițiunile diferiților testatori se găseseră trecute unele în altele și nu formează decât un singur act juridic, pentru că numai în acest fel de testamentele, aflate în condițiuni de dependență reciprocă, testatorii nu au întreagă și completă, facultatea de revocare, și numai în cazul lor, nu se poate ști dacă revocarea unui testament aduce și revocarea celorlaltele. Când însă testamentele formează obiectul a două sau mai multe acte juridice distincte, întrunind fiecare condițiunile de formă prescrise de lege, aceste testamentele nu sunt conjunctive, pentru că în ele facultatea de revocare a fiecărui testator nu e cu nimic știrbită, și fiecare, din ele poate face obiectul unei revocări speciale, fără vre-o incertitudine pentru existența celorlalți. Așa dar, nu faptul că testamentele



sunt scrise pe aceeași foaie de hârtie și ar fi astfel materialmente unite, și nici împrejurarea că sunt făcute la aceeași dată, în aceeași termeni și de persoane

reciproc testatoare și legatari, fac testamentele conjunctive. (Trib. Ilfov s. I. Jurnal 8181 din 30 Apr. 1923. Jur. Gen. 1923 No. 1123).

**Art. 858.** — Un testament poate fi sau olograf, sau făcut prin act autentic, sau în formă mistică. (Civ. 859; Civ. Fr. 969).

*Text. fr. Art. 969.* — Un testament pourra être olographe, ou fait par acte public ou dans la forme mystique.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, II, 1858 urm.;

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 845;

DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 2486 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 611 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 383;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2678.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 2, 14, 24 urm., 135 nota; (III, part. II, ed. 2-a, p. 863); *Observație* sub. Trib. civil Amiens, 18 Ian. 1913; Curier Jud. 76/913; „*Reforma viitoare a codului civil*”. Tribuna Juridică p. 23-25/1919;

DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 215 urm.; „Dreptul de a testa este un drept natural? Regule speciale pentru forma testamentelor”;

NACU, II, p. 352.

#### Jurisprudență.

1. Proba cu martori este admisibilă pentru a se stabili existența unui testament posterior și sustragerea lui de către persoana care invoacă alt testament anterior, căci acea sustragere ar constitui un delict, și, după art. 1198 al. I, proba testimonială este admisibilă în toate cazurile în cari obligațiunea unei părți rezultă dintr'un delict sau quasi-delict. (Apel Buc. I, 240, Oct. 19/82, *Dr.* 35/82).

2. În drept, nimic nu se opune ca un act să constate în același timp voința de a da mandat în caz de vieteuire și voința de a testa în caz de moarte destul numai ca ambele raporturi să fie legale și eficace, să existe formele cerute pentru constatarea ambelor raporturi și să fie capabil dispunătorul. (Apel Buc. II, 95, Mai 22/87, *Dr.* 64/87).

3. Voința testatorului nu se poate manifesta decât în formele cerute de lege, și dacă s'ar admite interogatoriu pentru a dovedi această voință, s'ar contraveni dispozițiilor art. 858, după care orice dispozițiuni testamentare pentru orice valoare nu se poate face decât prin act scris, fie sub formă olografă, autentică sau mistică. (Cas. I, 48/Febr. 4/87, B. p. 98). A se vedea și No. 13 și 19 de sub art. 802).

4. Legiuitorul arătând anumite forme, sub care se poate manifesta ultima voință, de aci rezultă că dovada intenției testatorului nu poate să rezulte, decât din conținutul testamentului, așa că orice dovadă s'ar invocă, pentru a stabili acea intenție, nu poate să fie admisă. (Cas. I, 294/902, B. p. 916).

5. A se vedea Indexul și notele No. 23 și 36 de sub art. 1 și No. 4, 5 și 25 de sub art. 2.

**Art. 859.** — Testamentul olograf nu este valabil decât când este scris în tot, datat și subsemnat de mâna testatorului<sup>1)</sup>. (Civ. 858, 885, 886, 892, 920, 1171 urm., 1182; Pr. civ. 662 urm.; L. Timbr. 39 § 33; L. aut. act. 17, 31, 33; Civ. Fr. 970).

<sup>1)</sup> *Legea pentru autentificarea actelor* din 1 Sept. 1886, Capitolul IV, cuprinde: *Dispozițiuni interpretative privitoare la forma unor testamente*, art. 33: Dispozițiunile prescise în art. 859 și următoarele din codul civil, în privința formei testamentelor, nu se ating în nimic prin prezenta lege. Pentru curmarea însă a îndoielilor ce s'au ivit în practica judecătorească asupra unora din acele formalități, se dispun pentru viitor cele ce s'au urmează: 1) Delegațiunea pentru a instrumenta la locuința testatorului se poate da prin simplă rezoluțiune a președintelui sau a judecătorului care îi ține locul, pusă pe petițiunea prin care s'a cerut delegațiunea; 2) Judecătorul delegat trebuie să constate în procesul-verbal cazul de boală și să indice cu precizie locuința unde a instrumentat; 3) Formele autentificării se pot îndeplini de un singur judecător, fie la locuința testatorului fie la tribunal; 4) Judecătorul va trebui neapărat să constate identitatea să fie asistat de greșier care va contrasemnă în act; 5) Judecătorul prescise la art. 14 din prezenta lege pentru testatorului, în procesul-verbal de autentificare; 6) Regulele prescise la art. 14 din prezenta lege pentru constatarea identității se vor aplica și la testamente. Toate cele ce preced se vor observa sub pedeapsă de nulitate a procesului-verbal de autentificare.

A se vedea și art. 17 și 31 din legea autentificării actelor din 1 Sept. 1886.

*Text. fr. Art. 970.* — Le testament olographe ne sera point valable, s'il n'est écrit en entier, daté et signé de la main du testateur: il n'est assujéti à aucune autre forme.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 98-100, 102-109, 112-114, 527;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testaments*, II, 1882, 1886, 1887, 1889, 1891 urm., 1898, 1899, 1901-1913 urm., 1916-1921 urm., 1923, 1926, 1928-1938, 1941, 1942, 1944 urm., 1956, 1957, 1959, 1962, 1963, 1965-1975, 1977 urm., 1981, 1982 urm., 1984, 1986, 1987, 1992, 1994, 1995 urm., 1998;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 67, 98; ed. 1-a, III, p. 845, 848 urm.;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 2586 urm., 2603; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 631 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 115 bis, II-IX; 186 bis, VI;  
 DEMOLOMBE, XXI, 61, 62 urm., 64, 75 urm., 78, 81, 83, 87 urm., 98, 102 urm., 103, 110, 112, 113, 115, 116, 119, 120, 122, 124, 125, 128, 129, 131, 132 urm., 141, 141 bis, 142-144, 146 urm., 155, 157-160 urm.;  
 HUC, VI, 269-273, 278, 280-282;  
 LAURENT, XIII, 169, 171-174, 178, 180, 181, 185, 188-191 urm., 197, 199, 207, 208, 210-214, 221-226, 229-232 urm., 245 urm.;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1680 urm.,  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 385 urm.; 780;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2688, 2693-9°.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 32 urm., 64, 65, 67, 71-73, 107 n. 1, 123 n. 3, 135, 208, 403, 432, 437; (III, part. II, ed. 2-a, p. 863; IV, part. I, ed. 2-a, p. 22; VII, p. 172 urm., XI, p. 257); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 140; *Observație* sub. C. Apel Rouen, 17 Ian. 1900. Dreptul, 60/1900; *Observație* sub. Trib. din Paris, 23 Iulie 912. Dreptul 36/1913; *Observație* sub. C. Apel Iași, s. II, 15 Oct. 1905. Dreptul 7/1906; *Observație*, sub. Cas. Fr., 23 Mai 904. Dreptul 64/1907; *Observație* sub. Trib. civil Muret, 21 Mai 1914. Dreptul 44/915; *Adnotație* sub. Trib. civil Baugé, 14 Iunie 1899. Curier Jud. 52/1900; *Observație* sub. C. Apel Ajaccio, Curier Jud. 69/913; *Nota* sub. C. Apel Tg.-Mureș, 1 Febr. 1923. Curier Jud. 34/923; *Notă* sub. C. Apel Galați s. I, 175 din 3 Oct. 923. Curier Jud. 8/924; *Observație* sub. Trib. Gorj, 28 din 8 Febr. 1919. Tribuna Juridică 3-4/1920; *Observație* sub. Cas. I, 1 Ian. 1923. Pand. Rom. 1923-III-53; *Nota* sub. Trib. Vesoul (Haute Saône) 18 Iulie 922. Jurispr. Gen. 15/1923, No. 1125; *Nota* sub. Trib. civil Prades (Pyrénées Orientales), 11 Aug. 1922. Jurispr. Gen. 19/1923 No. 1385; *Nota* sub. C. Apel Berlin, 19 Sept. 1918. Jurispr. Gen. 23/1923, No. 1629; *Nota* sub. Cas. Fr., 16 Ian. 1923. Jurispr. Gen. 12/1924; No. 723; *Nota* sub. Trib. Sancerre (Cher) 19 Aug. 921. Jurispr. Gen. 13/1924 No. 772; *Nota* sub. Trib. Senei, 29 Mart. 1923. Jurispr. Gen. 1925 No. 52;  
 CANTACUZINO MATEL, p. 349 urm.;  
 DANIELOPOL G. DR. CĂPITAN, *Observație* sub. Trib. Civil Rouen, Curier Jud. 74/913;  
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 215 urm.; „Dreptul de a testă este un drept natural“?  
 HAMANGIU C., *Observație* sub. Trib. Brignolles, 10 Dec. 1922. Pand. Rom. 1923-III-53;  
 NACU, II, p. 352 urm.;  
 NICOLEANU G. HYPOLYTE, „Data falsă în testamentele olografe“, Dreptul 25/915, 41/1915;  
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Grenoble, 17 Febr. 1911. Dreptul 43/1911; *Observație* sub. Cas. Fr., 16 Febr. 1909. Dreptul 44/1912;  
 ROSETTI-BĂLANESCU I., *Observație* sub. Apel Nancy, 21 Iunie 1921. Pand. Rom. 1923-III-42; *Observație* sub. Cas. Fr. Req. 21 Iunie 1921. Pand. Rom. 1923, III, 97; *Observație* sub. C. Apel Besançon, 15 Nov. 1921. Pand. Rom. 1923-III-99;  
 SESCOREANU M. G., *Nota* sub. Apel Liège, 7 Ian. 1920. Pand. Rom. 1922-III-133;  
 SION FLORIN, *Nota*, sub. Trib. Iași, 29 Nov. 923. Pand. Rom. 1924-II-222.

### INDEX ALFABETIC

Acceptare 12.  
 Acțiune principală 7.  
 Adăugiri 11.  
 Cale incidentală 7.  
 Caragea Cod 4.  
 Codicil 15.  
 Confirmare 9.  
 Data 1, 5, 6, 8, 12, 13, 14, 15.  
 Executare 9.  
 Foi separate 1.  
 Forma actelor 3.

Forme solemne 14.  
 Incidentală cale 7.  
 Instituțiune de erede 2.  
 Interpretare 8.  
 Legatar universal 12.  
 Locul facerii testamentului 3.  
 Marturi 4.  
 Moștenitori 9.  
 Motivarea deciziei 6.  
 Nulitate 8, 11, 12, 14.

Ratificare 9.  
 Revendicare 10.  
 Scris de testator 9, 10, 11.  
 Semnătura 1, 5, 13.  
 Solemne forme 14.  
 Succesori 9.

Termini sacramentali 2.  
 Titulatura de testament 2.  
 Unitate de context 1.  
 Validitatea testamentului 7.  
 Verificare de scripte 6.

### Jurisprudență.

1. Testamentul olograf e valabil sub simpla condițiune de a fi scris în tot, datat și subsemnat de mâna testatorului;



el nu e supus la nici o altă formă. Prin urmare, testatorul e liber a scrie testamentul lui cum îi convine. Astfel, îl poate scrie pe mai multe foi de hârtie separate, sub singura condițiune ca o legătură oarecare să le constituie într-unul și singur act; unitatea de context odată stabilită, iscălitura și data puse pe cea din urmă foaie se aplică la toate celelalte. Tot astfel este când testatorul a scris testamentul său pe fiecare față a unei coale de hârtie, lăsând verso respectiv în alb. (Trib. Ilfov, I, Ian. 27/81, *Dr.* 33/81).

2. Legea nu cere pentru validitatea testamentului olograf nici termeni sacramentali, nici titlul de testament și nici instituțiunea de erede. (Trib. Ilfov, s. com., Ian. 14/86, *Dr.* 82/86).

3. După art. 859 este suficient pentru validitatea testamentului olograf ca să fie scris în întreg, datat și semnat de mâna testatorului. Și de și nu se indică locul unde s'a făcut, această omisiune nu poate atinge întru nimic validitatea testamentului de oarece legiuitorul nu cere această mențiune și nu e permis a se crea nulități neprevăzute de lege. (Cas. I, 201/Sept. 5/88, B. p. 702).

4. Testamentul sub legiuirea Caragea trebuia să fie făcut în scris iscălit de testator și adevărit cu semnătura a trei martori, cari să fi văzut sau să fi auzit dela testator că este testamentul său. Declarația făcută de martori în testament, că au fost față, se poate considera ca un equivalent al cuvintelor că „au văzut sau au auzit dela testator că testamentul este al său“. (Apel Buc. II, C. Jud. 16/96).

5. În privința testamentului olograf art. 859 din cod. civil nu conține nici o prescripțiune relativă la locul, ce data trebuie să ocupe în testament, așa că nu este esențial ca data unui testament să preceadă, sub pedeapsă de nulitate, semnătura testatorului, destul numai ca între data aceluși act și dispozițiunile lui, să existe o așa legătură, încât totul să nu formeze decât unul și același act. (Cas. I, 224/98, B. p. 837).

6. Este motivată decizia instanței de fond, care constată că a făcut verificarea de scripturi, pe baza actelor de comparație admise la prima instanță și a conținutului testamentului necontestat de părți, deducând din toate acestea convingerea sa, că și data testamentului e scrisă tot de testator. (Cas. I, 96/902, B. p. 334).

7. Validitatea unui testament se poate judeca și pe cale incidentală, ca mijloc de apărare, fără să fie nevoie de o acțiune în nulitate pe cale principală. (Cas. I 388/904 B. p. 1240).

8. Dota fiind un element esențial al testamentului olograf, lipsa ei atrage nulitatea testamentului. Odată greșită sau necompletă, nu este însă tot una

cu lipsa de dată și nu poate avea întotdeauna ca consecință anularea testamentului. Astfel, dacă judecătorii de fond constată că data testamentului este neexactă, nu din cauza voinței testatorului, ci numai din cauza nebagărei sale de seamă, și dacă, pe lângă aceasta se poate îndrepta eroarea și fixa în mod sigur data, cu ajutorul dispozițiilor din testament, sau a altor fapte sau probe, chiar afară din testament, dar cari sunt în strânsă legătură și dau înțelesul dispozițiilor din testament, atunci nu mai este nici un motiv a se anula testamentul. (Cas. I, 421/905, B. p. 1211).

9. O dispozițiune testamentară nefiind decât o donațiune care și produce efectele la moartea testatorului, urmează că ultimul aliniat al art. 1167 codul civil se aplică și la testamente, nu numai la donațiuni.

Prin urmare, testamentul olograf nevalabil pentru lipsa uneia din formele cerute de art. 859 codul civil, în speță, pentru că contextul nu ar fi scris de testator, care numai l-a scris, se poate confirma, ratifica sau execută voluntar de către erezii sau reprezentanții testatorului și o asemenea confirmare, ratificare sau executare conform art. 1167, ultim aliniat, ține loc de renunțare atât în privința vițiurilor de formă, cât și în privința oricărei alte excepțiuni. (Cas. I, 10 Dec. 1907, B. p. 1876).

10. După art. 859 codul civil, testamentul olograf trebuie să fie scris în totul, datat și semnat de testator.

Prin urmare, când instanța de fond constată că testamentul ce i se prezintă este scris de o altă mână decât aceea care a scris, un asemenea testament nu poate valora ca testament olograf și nu poate servi de bază unei acțiuni de revendicare. (Cas. I, 7 Apr. 1909, B. p. 388).

11. Testamentul olograf trebuie în întregime scris de testator. Orice adăugire făcută de o altă persoană cu știința testatorului atrage nulitatea întregului testament. (C. Apel Iași s. I, 144, din 23 Oct. 1899, Dreptul 6/1900).

12. a) Arătarea cu precizieune a datei în care a fost făcut testamentul, constituie o condițiune esențială și absolută de validitatea unui testament olograf, fără de care testamentul este nul, fără ca vre-o altă probă să fie admisibilă pentru stabilirea datei la care a fost confecționat testamentul.

b) Nulitatea unui testament atrage după sine și nulitatea acceptărei făcută de legatarul universal instituit prin testamentul constatat ca nul. (Apel Iași, II, No. 31, 1913; Dreptul 1914 p. 84).

13. Cu toate că legiuitorul prin art. 859 c. civ. când prevede că testamentul olograf nu este valabil decât când este

scris în tot, datat și subsemnat de mâna testatorului, arată și ordinea în ce privește scrierea, datarea și semnarea, totuși această ordine nefiind prevăzută sub pedeapsă de nulitate, și în lege nefiind nici o dispozițiune precisă asupra locului pe care data trebuie să îl ocupe, urmează că pentru validitatea testamentului olograf este suficient ca testamentul să aibă o dată spre a se ști epoca când testatorul și-a exprimat ultima voință, indiferent de locul unde a fost pusă data, fie chiar în urma semnăturii, destul numai ca ea să se raporte la testament și să facă același corp cu dânsul. (Apel Buc. I. No. 40/1915, Dreptul 1915, p. 228).

14. Este nul și de nul efect testamentul olograf căruia îi lipsește data, ziua când a fost confecționat, de oarece dispozițiile art. 859 c. civ. trebuiesc îndeplinite „ad solemnitatem” și altfel nu s'ar putea constata dacă testatorul a fost capabil în momentul testării nici nu s'ar putea stabili care din mai multe testamente făcute de un testator în același an, ar fi valabil. (Trib. Mehedinți s. II, 97 din 5 Mai 1920, Justiția (Craiova) 16/921).

15. a) Pentru ca un testament olograf să fie valid, se cere ca el să fie scris în totul, datat și semnat cu însăși mâna testatorului. Data testamentului este între altele necesară, pentru a se

ști dacă în momentul facerii lui, testatorul avea capacitatea de a testa și în caz de a există mai multe testamente, care din ele este acelu valid.

b) Data testamentului trebuie să cuprindă ziua, luna și anul când el a fost făcut; iar legea nu arată locul unde ea trebuie să fie pusă.

c) Când într'un testament olograf, data anului compusă din patru cifre, în specie 1909, cele dintâi două cifre (1 și 9) sunt tipărite, iar cele din urmă (0 și 9) sunt scrise cu mâna, data este completă și legală, de oarece testatorul completând cifrele tipărite prin cifrele scrise cu mâna, a ratificat pe cele dintâi, însușindu-și cifrele tipărite, așa că testamentul nu poate fi anulat din această cauză.

d) A doua dată ce are testamentul pusă la finele lui, nu este cu adevărat completă, când lipsește din ea luna; însă această lipsă se poate completa cu celelalte două date ale testamentului precum și cu data ce figurează pe plicul în care el este închis, din care se stabilește că testamentul a fost făcut la 1 August 1909 stil vechiu.

e) În caz când testamentul are un adaus, sub forma unui post-scriptum (codicil), data pusă la acest adaus se referă la întregul testament. (C. Apel Galați s. I, 175 din 3 Oct. 923, Curier Jud. 8/924, Pand. Rom. 1924, II, 151).

**Art. 860.** — Testamentul autentic este acela care s'a adevărit de judecătoria competentă<sup>1)</sup>. (Civ. 861—863, 886, 1171; Leg. autent. act. 2, 33; L. Timbr. 20 § 10; Civ. Fr. 971).

*Text fr. Art. 971.* — Le testament par acte public est celui qui est reçu par deux notaires, en présence de deux témoins, ou par un notaire, en présence de quatre témoins.

### Doctrină străină.

- ARNTZ, II, 1994;  
 AUBRY ET RAU, VII, § 670, p. 124, 130-132;  
 BAUDRY Précis, III, ed. 9-a, 1027, p. 668;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2034, 2053, 2064, 2071, 2080, 2083, 2084, 2086, 2088;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 67; ed. 1-a, III, p. 855, 856;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 2785 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 702 urm.;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 378; XXI, 242 bis, 281, 300, 301, 305, 307, 308, 317, 318, 319;  
 DURANTON, IX, 98;  
 HUC, VI, 286, 290, 291, 293, 294;  
 LAURENT, XI, 127; XIII, 312, 321, 325, p. 374; 357, 359, 361, 366, 371, 374;  
 MARCADÉ, IV, 25, 28, 31, 32;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1786 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 388;  
 PANDECTES FR., *Donations et testaments*, 7074, 7085 urm., 7246, 7279, 7303 urm., 7307 urm., 7328 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2698 urm.;  
 SIREY, *Testament*, 344, 783, 847, 930 urm., 946, 948, 950 urm.;  
 THIRY, II, 403;  
 TROPLONG, *Donations et testaments*, III, 1449, 1585, 1590.

<sup>1)</sup> Art. 860, 861 și 862 Cod. Civil. corespund cu art. 971 și 972 din Codul Napoleon, cu diferența că la Francezi aceste formalități se fac de notari în prezența martorilor, în loc să se facă de judecătorii de ocol, sau de tribunale, ca la noi. A se vedea nota 1 de sub textul art. 859 c. civ.



## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 73 urm., 75, 102, 134 n. 1; (VII, p. 130, 133 urm., 136, 154); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 141; *Observație*, sub. Trib. Tecuci, 205 din 28 Oct. 1917, *Dreptul* 24/1920; *Nota* sub. Trib. civil Prades (Pyrenées Orientales), 11 Aug. 1922. *Jurispr. Gen.* 19/923 No. 1385;

CANTACUZINO MATEI, p. 352 urm.;

DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 215 urm., „Dreptul de a testa este un drept natural?”

NACU, II, p. 355 urm.;

TĂTARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 73.

## INDEX ALFABETIC

Abrogare 10.	Legea organ, judecătore-
Adeverire 8, 9.	ști 1.
Advocați, Lege 12.	Marturi 7, 12.
Anulare, a se vedea „Nul-	Mut 3.
itate“.	Neretroactivitate 4.
Apărători 11.	Nestiutor de carte 7, 12.
Aprecieri 10.	Nulitate 1, 3, 4.
Autentic testament 1, 2, 3,	Ordonanța Domnească din
5-12.	1856, 10.
Autentificarea actelor, Le-	Organizare judecătorească,
ge 4, 8, 10, 12.	lege 1.
Boală 6.	Parlamentare desbateri 12.
Carte știutor 7, 12.	Petiție 7.
Consimțământ 3, 6, 8, 9.	Port 5.
Consul 5.	Prezumțiuni 7.
Contrasemnare 1, 2, 7.	Proces-verbal 1, 2, 7, 8.
Deces 6, 9.	Redactare 11, 12.
Desbateri parlamentare 12.	Registru 1.
Domiciliu 4, 6, 7.	Scriitorul actului 7.
Fals 7.	Semnătura 7.
Grefier 1, 2, 4, 7.	Știință de carte 7, 12.
Judecător delegat 4, 6, 7, 8.	Străin vas 5.
Jurnal 1, 2.	Surdo-mut 3.
Identitate 10, 11, 12.	Testament 1-12.
Incheiere, a se vedea „Jur-	Testament autentic 1, 2, 3,
nal” și „Proces-verbal“.	5-12.
Instrucție 7.	Vas străin 5.
Legalizare 1.	Voință liberă 3, 9.
Legea avocaților 12.	Vorbire 3.
Legea aut. act. 4, 8, 10, 12.	

## Jurisprudență.

1. După art. 91 leg. organ. judecăt., orice act al tribunalului ne-contrasemnat de grefier este declarat de nul. Astfel, este izbit de nulitate testamentul autentic, legalizat numai de judecători, fără să fie contrasemnat și de grefier, fie în actul liberat părții, fie în registrul unde este trecut. Și deși jurnalul tribunalului care a ordonat legalizarea testamentului este contrasemnat de grefier, el însă nu poate ține locul și celorlalte formalități ordonate de lege relativ la forma unui testament, pe lângă alte forme, și legalizarea pusă asupra originalului testament și trecerea în registrul de testamente, fără care forme nu se poate considera un testament autentic, conform art. 860. (Apel Buc. III, 85, Febr. 4/82, *Dr.* 29/82).

2. Din momentul ce încheierea originală de autentificare trecută chiar în josul testamentului, este semnată de grefier, neșemnarea de către grefier a încheierii rămasă în tribunal nu poate atrage nulitatea testamentului întrucât autentificarea făcută pe testament este făcută cu paza tutulor dispozițiilor legale. (Cas. I, 383/Dec. 8/93, B. p. 254).

3. Testamentul autentic este nul pen-

tru lipsă de consimțământ când testatorul eră în imposibilitate de a vorbi în momentul autentificării și când se constată că, în urma unor profunde și violente turburări intelectuale, nu putea să exprime prin semne nedubioase afirmațiunea că testamentul este al său și că cele cuprinse în el erau din libera sa voință și mulțumire. (Trib. Buzău, *Dr.* 16/98).

4. Codul civil nu cerea ca judecătorul, delegat să ia declarația testatorului la domiciliu, să fie asistat de grefier, cum se cere prin legea autentificării din 1 Sept. 1887. Prin urmare nu se poate anula un testament din lipsa acestor formalități, care nu erau cerute, când s'a făcut testamentul. (Apei Buc. II, *Dr.* 77/900).

5. Testamentul autenticat de un judecător român, pe bordul unui vas strein ancorat într'un port românesc, e valabil, de și judecătorul a lucrat fără asistența consulului strein respectiv; la facerea unui act de notariat nefiind cerută intervenția consulului. (Apel Galați, II, *Dr.* 83/903).

6. Ceeace face ca un testament să fie autentic e luarea consimțământului testatorului înaintea morții sale și de către un magistrat competent. Deci, în caz de boală, când un judecător se transportă la domiciliu, e destul ca judecătorul delegat să ia consimțământul testatorului, pe când eră încă în viață, iar autentificarea testamentului, fiind o chestiune de redacțiune materială, pe baza raportului judecătorului delegat, poate să fie făcută mai în urmă, chiar după moartea testatorului. (Apel Buc. I, *Dr.* 62/903).

7. Constatarea făcută de judecătorul delegat în procesul-verbal de autentificarea unui testament, că a fost la domiciliul testatorului în cutare zi și însoțit de către grefier, nu poate fi combătută pe cale incidentală cu martori și prezumțiuni. Partea trebuie să se înscrie în fals, să afirme că judecătorul a comis un fals și să facă ca afacerea, suspendată în civil, să fie trimisă la instrucție pentru instruirea falsului. Numai când partea nu știe carte, scriitorul trebuie să contra-semneze actul și să se prezinte înaintea judecătorului, care dă autenticitatea. În caz însă, când partea știe carte și poate să-și

facă actul singură, dacă actul este scris de un terțiu, acesta nu este ținut nici să se prezinte înaintea judecătorului. Nici un text din legea autentificării actelor nu prescrie, sub pedeapsă de nulitate, ca petițiunea, prin care se cere delegațiunea unui judecător, spre a instrumenta la domiciliu, trebuie să fie scrisă de cel care cere autentificarea. Această subscriere se cere, numai atunci când partea se prezintă în persoană înaintea prezidentului tribunalului. (Apel Buc. II, *Dr.* 21/904).

3. Ceeace sub imperiul dispozițiilor codului civil, până la actuala lege a autentificării actelor, dă caracterul autenticității unui testament, eră nu numai constatarea judecătorului delegat a luă consimțământul testatorului, ci și adevărea judecătoriei, adică a complectului tribunalului competente a instrumenta și anbele aceste formalități adică, constatarea judecătorului delegat și procesul-verbal de autentificare făcut în urmă de tribunal pe baza acelei constatări, făceau un tot indivizibil, și formau adevărea judecătoriei prescristă de lege. (Cas. I, 9 Ian. 1906 B. p. 3).

9. Autentificarea unui testament trebuie făcută neapărat în timpul vieții testatorului, de oarece această adevărire, menită a constată consimțământul și voința unei persoane, nu poate fi îndeplinită după ce acea persoană a încetat din viață, ne mai putând fi vorba de constatarea voinței și consimțământului unei persoane care nu mai există. (Cas. I, 9 Ian. 1906, B. p. 3).

10. Formele de îndeplinit pentru autentificarea unui testament anterior legii autentif. actelor din 1886 sunt numai acelea prevăzute de art. 860 și urm. c. civ., în care nu se prevede modul cum are să se stabilească identitatea testatorului, astfel că acest punct eră lăsat la aprecierea judecătorului care autentifică. Dacă art. 13 din legea autentificării din 1886 prescrie anumite mijloace prin care judecătorul trebuie să se asigure de identitatea testatorului, acel articol nu se poate aplica și testamentelor autentificate anterior legii speciale din 1886,

**Art. 861.** — Judecătoria, înainte de a face adevărea, va ceti, din cuvânt în cuvânt, testamentul în auzul și în fața testatorului; când testatorele nu va putea veni înaintea judecătoriei din cauză de boală, atunci cetirea testamentului, după cum s'a zis mai sus, se va face de judecătorul numit de tribunal, spre a se duce la domiciliul testatorului<sup>1)</sup>. (Civ. 87, 860, 862 urm., 886, 1171; Leg. aut. act. 8, 19, 33; Civ. Fr. 972 § 3).

căci un asemenea efect retroactiv nu este prevăzut în mod formal în legea autentificării. Deși ordonanța domnească din 1856 prevede procedura de urmat în privința stabilirii identității testatorului, însă acea ordonanță a fost abrogată prin art. 1912 c. civ. (Cas. I. No. 213, 1916; Jurispr. Rom. 1918, p. 390).

11. Un apărător nu poate redacta un testament care se autentifică de tribunal, stabilind și identitatea testatorului. (Cas. I, 300 din 30 Iunie 1920, Jurispr. Rom. 4/921).

12. Prin art. 18 și 20 L. corpului de avocați s'a adus o modificare art. 13 L. aut. act. în sensul că pentru anumite acte, anume arătate în art. 18 L. avocaților, identitatea părților cari nu știu carte poate fi atestată de un singur martor când acel martor este chiar avocatul care a redactat actul, ne mai fiind necesar un al doilea martor cum cere L. aut. act.

Deși testamentele nu sunt prevăzute printre actele enumerate de art. 18 L. advoc. însă din desbaterile parlamentare care au avut loc cu ocazia votării legii și din nemodificarea art. 20 reese că avocatul redactor al unui act emanând de la un neștiutor de carte, poate singur stabili identitatea părților și aceasta pe prezumpția că un membru al baroului care face un asemenea oficiu, inspiră o garanție îndestulătoare prin natura profesiunii sale.

Explicația că testamentele nu sunt enumerate în art. 18, este că un neștiutor de carte care voește a face un testament sub formă autentică, nu este numai de cât obligat să recurgă la oficiul unui avocat spre a-l redacta, după cum prevede primul proiect al legii avocaților, ci se poate adresa ori cărei alte persoane, care să știe să scrie și să citească. În cazul când recurge la un avocat, atunci conform art. 20, acesta poate servi singur ca martor pentru stabilirea identității. (C. Apel Buc. s. I. 55 din 21 Mart. 1921, Curier Jud. 5/922).

13. A se vedea: art. 861—863, Index și notele respective; art. 1171, Index și notele respective; art. 1188 cu nota 33.

1) A se vedea nota 1 de sub textul art. 859.



*Text. fr. Art. 972.* — Si le testament est reçu par deux notaires, il leur est dicté par le testateur, et il doit être écrit par l'un de ces notaires, tel qu'il est dicté.

S'il n'y a qu'un notaire, il doit également être dicté par le testateur, et écrit par ce notaire.

Dans l'un et l'autre cas, il doit en être donné lecture au testateur, en présence des témoins.

### Doctrină străină.

ARNTZ, II, 1994;  
 AUBRY ET RAU, VII, § 670, p. 124, 130-132;  
 BAUDRY, *Précis*, III, ed. 9-a, 1027, p. 668;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2034, 2053, 2064, 2071, 2080, 2083, 2084, 2086, 2088;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 855, 858;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 234, 888, nota 2;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 378; XXI, 242 bis, 281, 300, 301, 305, 307, 308, 317-319;  
 DURANTON, IX, 98;  
 HUC, VI, 286, 290, 291, 293, 294;  
 LAURENT, XI, 127; XIII, 312, 321, 325, p. 374; 357, 359, 361, 366, 371, 374;  
 MARCADÉ, IV, 25, 28, 31, 32;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 389;  
 PANDECTES FR., *Don. et testam.*, 7074, 7085 urm., 7246, 7279, 7303 urm., 7307 urm., 7328 urm.;  
 PLANIOL, III, 2702, 2704-2706, 2708;  
 SIREY, *Testaments*, 344, 783, 847, 930 urm., 946, 948, 950 urm.;  
 THIRY, II, 403;  
 TROPLONG, *Don. et testam.*, III, 1449, 1585, 1590.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 73 urm., 75, 102, 134 n. 1; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 212, 213; VII, p. 130, 133 urm., 136, 154); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 141, 142; *Observație* sub. Trib. Putna, 8 Dec. 1906. Dreptul 15/1907; *Observație* sub. Trib. Iași, s. I, 409 din 20 Nov. 1900. Curier Jud. 22/1902; *Observație* sub C. Apel Buc. s. I, 147 din 4 Iunie 1903. Curier Jud. 2/904; *Notă* sub. Trib. Evreux (Eure), 11 Dec. 1921. Jurispr. Gen. 25/1924, No. 1471;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 352, 353;  
 NACU, II, p. 355 urm.;  
 SESCOIOREANU M. G., *Notă* sub. Apel Liège, 31 Mart. 1920. Pand. Rom. 1922-III-149;  
 TĂTARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 73, 74.

### INDEX ALFABETIC

Act autentic 2, 25.  
 Avocat 43.  
 Apreciere suverană 49.  
 Autenticare, a se vedea „Legea aut. actelor”.  
 Boală 1, 19, 21, 23, 24, 27-34, 36, 38, 40, 41, 44, 45, 46, 48, 49.  
 Carte, știutor și neștiutor 41.  
 Cerere de delegare 1.  
 Certificat medical 30, 33, 45, 48.  
 Către testamentului 10, 15, 16, 21, 22, 24, 26, 37, 41, 42, 46.  
 Consimțământ 10, 22, 41, 44, 46, 49.  
 Contract dotal 2.  
 Curte de Casație, lege 28.  
 Declarație 41.  
 Delegare dată de Președinte 1-4, 7, 20, 27, 28, 33, 34, 38, 48.  
 Donație 2, 17, 39.  
 Dotal contract 2.  
 Dovada boalei 1, 19, 23, 30, 45, 48.  
 Fals 22, 25.  
 Greșier 5-8, 12, 18, 29, 31, 47, 48.  
 Identitatea testatorului 40, 41, 43, 48.  
 Încheierea tribunal. 9, 13.  
 Inscrisoare în fals 22, 25.  
 Interpretare 49.  
 Judecător de ocol 34.  
 Judecătorii de ocoale 28.  
 Legea avocaților 48.  
 Legea aut. actelor 27, 28, 32-35, 40, 41, 45, 47, 48, 49.  
 Legea Curții de Casație 28.  
 Locul instrumentării 40, 41, 49.  
 Marturi 21, 22.  
 Ora 32.  
 Ordonanța Domnească 43.  
 Petiție de delegare 1.  
 Proba testimonială 21, 22.  
 Proces-verbal 6, 9, 11, 13, 14, 15, 16, 18, 22, 24, 32, 35, 41, 42, 46, 49.  
 Raport 11, 12, 18, 22, 29, 36, 41, 46.  
 Recurs 23, 37, 49.  
 Sacramentali termini 1.  
 14, 15, 19, 26, 37, 42, 48.  
 Scriitorul actului 35.  
 Semnătura judecătorului delegat 36.  
 Solemnitate, a se vedea „Termini sacramentali”.  
 Știință de carte 41.  
 Termini sacramentali 11, 14, 15, 19, 26, 37, 42, 48.  
 Tribunal 2, 3, 9, 13, 20, 29, 36, 44, 46.  
 Verificare de scripte 25.

### Jurisprudență.

1. O persoană bolnavă și în imposibilitate de a se transporta la tribunal poate, chiar printr'un amic, cere dela președinte a se delega un judecător care să vie la domiciliul său a îndeplini formalitățile dictate de lege, ca testamentul să devie autentic, fără ca modul cum are a se face atare cereri de a se delega un membru să fie determinat de legiuitor, cum a făcut prin art. 69 pr. civ., când a fost vorba de o cerere în judecată, de o intentare de proces, care nu este aplicabil în cazul de față. (Cas. I, 38/Ian. 24/74, B. p. 30).

2. De câte ori o persoană voește a formă un act autentic și se găsește în imposibilitate de a se transporta la tribunal actul se instrumentează de către un judecător trimis la domiciliul persoanei, care primește declarațiunea și o raportă tribunalului. Art. 861, care prevede cazul când testatoarele nu se poate duce la tribunal, se aplică și la ori ce alt act autentic, fie o donațiune, fie un act dotal, când donatorul sau

înzestrătorul se găsește în imposibilitate de a merge însuși în persoană la tribunal. A decide contrariu este a împiedeca libera dispozițiune a persoanelor în formarea unor atari acte, de câte ori nu s'ar putea transporta la tribunal spre a fi față la instrumentarea actului. Și președintele tribunalului având administrațiunea, el, în numele tribunalului, este în drept a delega unul din membrii săi de a merge la domiciliul persoanei ce reclamă formarea unui act autentic, spre a-i lua declarațiunea, fără a fi necesitate de autorizațiunea complectului tribunalului pentru a delega un membru, ceea ce ar fi inutil nefiind vorba de o lucrare ce ar necesita o deliberațiune, ci de o simplă luare de declarațiune, care în urmă se supune deliberațiunii tribunalului. (Cas. I, 361/77. Oct. 31/77, B. p. 307).

3. Deși din termenii „ *judecătorul numit de tribunal* ”, cu care s'a servit legiuitorul la redactarea art. 861, s'ar părea că e nevoie de o încheiere din partea tribunalului, pentru a se delega un judecător ca să ia declarațiunile testatorului, totuși însăși asemenea delegație necomportând deliberațiune, ea nu constituie de cât un act de administrațiune internă, care intră în atribuțiunile președintelui, ca unul ce reprezintă tribunalul în lucrări de asemenea natură. — De altmintrelea, prin faptul că tribunalul a dat autenticitatea cerută testamentului în urma raportului depus de judecătorul delegat de către președinte, prin aceasta chiar tribunalul și-a însușit acea delegație a președintelui, ca și când ar fi fost făcută de întregul său complect. Prin urmare, din ambele aceste puncte de vedere, delegarea judecătorului de către președinte nu poate fi isbită de nulitate. (Cas. I, 91/Mart. 9/90. B. p. 261; Cas. I, 123/Mart. 30/87. B. p. 215; Cas. I, 169/Mai. 8/84, B. p. 404; Cas. I, 364/Dec. 13/82. B. p. 1177; Cas. I, 38/78. Ian. 24/78, B. p. 31; Apel Buc. I, 109/Nov. 7/83, Dr. 11/84).

4. Nu se poate tăgădui dreptul președintelui de a se delega pe sine însuși, căci delegațiunea, ca măsură de administrațiune intrând în căderile sale, el poate exercita această jurisdicțiune, nu numai prin delegațiune, ci și în persoană, dacă crede de cuviință, sau dacă ceilalți membri nu pot fi delegați din o cauză oare care. (Apel Iași, II, 106. Mai 7/81, Dr. 80/81).

5. Art. 91 leg. org. judec. prevede că numai actele judecătorești emenate de la o curte sau tribunal trebuie să fie subsemnate de grefier, nu însă și actele grațioase făcute afară din aceste autorități de către un judecător delegat, căci de câte ori legiuitorul a voit ca grefierul să asiste pe judecătorul

delegat, a declarat expres prin lege, și art. 861 c. civ., necerând ca judecătorul să fie asistat de grefier, nu se poate trage din lipsa acestuia nulitatea actului instrumentat de judecător, mai cu seamă când legalizarea făcută de tribunal este contrasemnată de grefier. (Cas. I, 364/Dec. 13/82, B. p. 1177; Apel Focș. I, 92, Ian. 18/85, Dr. 80/85).

6. Pe cât timp art. 861 nu cere ca judecătorul delegat să fie asistat de grefier și procesul-verbal, care constată îndeplinirea formalităților cerute de lege să fie semnate atât de un grefier asistent cât și de testator, apoi lipsa acestor semnături, nu poate atrage nulitatea actului instrumentat de judecător. Argumentul ce se trage din art. 91 leg. org. judec., e nefundat, de oare ce acest text de lege prevede că numai actele judecătorești, emenate de la o curte sau tribunal trebuie să fie subsemnate de grefier, nu însă și actele grațioase, făcute afară din aceste autorități de către un judecător delegat. Acolo unde legiuitorul a voit ca și aceste acte să fie făcute în asistența unui grefier a declarat aceasta expres prin lege. (Apel Buc. I, 189, Nov. 7/83, Dr. 11/84; Apel Craiova, II, 10, Ian. 19/82, Dr. 42/82).

7. De oare ce se recunoaște că asemenea delegațiuni se dau numai de președinte prin simple rezoluțiuni, nu e necesară asistența și subscrierea grefierului. (Cas. I, 169/Mai 8/84, B. p. 404). Imprejurarea că încheierea de delegațiune s'a scris și de alți judecători, însă fără grefier, nu implică în sine ideia că grefierul urmă să asiste și să subsemneze acea încheiere, căci acea încheiere se menține, considerându-se ca regulat făcută numai de președinte. (Cas. I, 364/82, Dec. 13/82, B. p. 1177).

8. O asemenea delegațiune, nefiind un act din acelea cari după art. 91 leg. org. judec., sunt menite a eși din tribunal, ci un act grațios de administrațiune interioară a tribunalului, nu cată a fi contrasemnată de grefier, și prin urmare lipsa semnăturii grefierului nu poate atrage nulitatea ei. (Apel Buc. I, 189, Nov. 7/83, Dr. 11/84; mai ales că aceasta nu face parte din formalitățile intrinsece ale solemnității testamentului. (Apel Craiova, II, 10, Ian. 19/82, Dr. 42/82).

9. Încheierea tribunalului care adevărește procesul-verbal al judecătorului delegat constituie un tot indivizibil, și prin urmare nu se poate cere nulitatea unui testament pentru cuvântul că la finele jurnalului nu s'a constatat că testamentul s'a citit din cuvânt în cuvânt în auzul și prezența testatorului. (Apel Craiova, II, 10, Ian. 19/82, Dr. 42/82).

10. Citirea testamentului poate fi făcută ori cum, destul numai să rezulte



că testatorul a auzit și înțeles ce i s'a citit și că a dat consimțământul său în cunoștință de cauză. (Trib. Brăila, Ian. 13/83, Dr. 29/83).

11. Art. 861 și 862 nu conțin formulă sau expresiuni sacramentale, care sunt înlăturate din legislațiunea noastră, și prin urmare omisiunea unui cuvânt în raportul judecătorului delegat sau în adevărarea testamentului nu atrage nulitatea lui, când voința și scopul legii rezultă din alte expresiuni echipolente sau din combinațiunea totalului enunțărilor cuprinse în act. — Dacă dar judecătorul delegat constată că i s'a citit testamentul din cuvânt în cuvânt în auzul testatorului și el a declarat că este al său, făcut cu libera sa voință, de aci reese că testamentul a fost citit în prezența sa, și astfel omisiunea acestui cuvânt nu poate atrage nulitatea testamentului. (Trib. Brăila, Ian. 13/83, Dr. 29/83).

12. Nici un text de lege nu prevede ca judecătorul delegat să fie asistat de către greșier și ca încheierea care constată această operațiune să fie contrasemnata de acest oficer; din contră, când legiuitorul crede de cuviință ca greșierul să însoțească pe judecătorul delegat o spune formal (art. 209 și 235 pr. civ.); și nulitățile fiind de drept strict, nu pot fi deduse prin analogie. Art. 91 din legea organizării judecătorești, nu prescrie asistența greșierului de cât pentru actele judecătorești emanate dela o curte sau tribunal, nu însă și pentru actele grațioase făcute afară din aceste autorități de către un judecător delegat. (Cas. I, 227/Iun. 23, 87, B. p. 558; Cas. I, 91/Mart. 9/90, B. p. 261; Cas. I, 123/87 Mart. 30/87, B. p. 215; Cas. I, 169/Mai 8/84, B. p. 405).

13. Deși prin art. 861 se prevede că judecătorul să fie delegat de tribunal, însă pe cât timp constatarea făcută de președinte, care s'a transportat la domiciliul testatorului, s'a admis de tribunal și s'a autenticat testamentul, chiar dacă ar există nulitate din împrejurarea că nu există delegațiunea tribunalului, totuși această nulitate s'a acoperit. (Apel Focș. I, 92, Iun. 18/85, Dr. 80/85).

14. Legiuitorul, prin art. 861, spre asigurarea testatorului că testamentul cuprinde exacta reproducțiune a dispozițiilor sale de ultimă voință, prescrie, sub pedeapsă de nulitate ca judecătorul să citească testamentul din cuvânt în cuvânt în auzul testatorului; iar, pentru a nu se substitui testamentului citit în modul sus arătat un altul ce n'ar conține voința testatorului, ordonă, iar sub pedeapsă de nulitate, ca lectura testamentului să se facă în fața testatorului. Judecătorul pentru constatarea îndeplinirii dispozițiilor art. 861, cată a se servi chiar de

expresiunile întrebunțate de lege. Inșă se poate exprima aceleași idei și prin termeni echipolenti, fără a vătămă validitatea testamentului, întrucât legiuitorul nu mai prescrie cuvinte sacramentale a căror înlăturare să atragă nulitatea actelor. Astfel dacă judecătorul constată în procesul său verbal că, transportându-se la domiciliul testatorului, după ce i s'a citit din cuvânt în cuvânt testamentul, conform art. 861, testatorul a declarat că este făcut din propria sa voință nesilit de nimeni, că testamentul este scris și subscris de altă persoană, de oare ce el nu știe carte; deși magistratul nu s'a servit în totul de expresiunile legii, dar din termenii întrebunțati rezultă învederat că lectura s'a făcut în auzul testatorului, căci numai auzind cele ce i s'a citit a putut declara că testamentul este făcut din propria sa voință și nesilit de nimeni; de asemenea citirea s'a operat în fața testatorului, fiindcă judecătorul constată că el i-a declarat că testamentul ce i-a citit, prin urmare acela ce-l vede, este scris și subscris de altă persoană; dacă lectura nu s'ar fi făcut în fața testatorului, ci în altă parte, atunci este evident că el n'ar fi fost în pozițiune a face declarațiunea relativă la scriere și subscriere, pentru că n'ar fi fost posibil a se încredința prin el însuși, că vorbește de chiar testamentul său; apoi cuvintele „conform art. 861” sunt îndestulătoare pentru a exprima tot ceea ce voeste legea. (Apel Buc. II, 118, Mai 25/85, Dr. 55/85).

15. În legislațiunea noastră neexistând cuvinte sacramentale, omisiunea de a se trece într'un act solemn un cuvânt cerut de legiuitor nu poate atrage nulitatea; e destul ca din alți termeni echipolenti să rezulte îndeplinirea formalităților cerute de legiuitor. Dacă dar judecătorul delegat a omis de a trece cuvintele „în auzul și fața” această omisiune nu dă loc la nulitatea testamentului pe cât timp el constată că a găsit pe testator bolnav, și după ce a văzut că este în toate simțirile i-a citit testamentul din cuvânt în cuvânt și testatorul a răspuns, în cât rezultă în mod evident că testamentul s'a citit în auzul și fața testatorului. (Apel Focș. I, 92, Iun. 18/85, Dr. 80/85).

16. Dacă se lămurește în procesul verbal al judecătorului delegat că testatorul i-a înfățișat testamentul, care citindu-l, din cuvânt în cuvânt, în auzul lui, a declarat că este al său, această vorbire ce se face despre îndeplinirea formalității citirii, răspunde cerinței art. 861, care întrebunțează cuvintele *în auzul și în fața testatorului*, ca să exprime că testamentul trebuie să fie citit testatorului (comp. art. 972). (Cas. I, 106/Mart. 12/85, B. p. 182).

17. Donațiunile fiind supuse numai la formele obicinuite ale actelor autentice, în genere nu li se poate aplica dispozițiunile excepționale prevăzute de art. 861 și 862, al căror text vizează în mod special numai testamentele publice, pe cari legiuitorul a voit să le înconjure cu formalități mai riguroase. (Apel Focș. I, 114, Sept. 27/85. *Dr.* 64/86).

18. Nici o dispozițiune a legii nu prescrie ca grefierul să însotească pe judecătorul delegat pentru îndeplinirea formalităților cerute la autentificarea unui testament. Din contra, din economia art. 862, 863 și 867 rezultă că însuși judecătorul va face un raport sau proces-verbal, ceea ce exclude ideea că grefierul ar avea ceva de dresat sau de contrasemnat. În fine, ori de câte ori legiuitorul a voit ca actele să fie dresate sau contrasemnate de grefier, a prescris aceasta într'un mod expres, cum este în cazul art. 236 pr. civ., sau când e vorba de actele cari emană de la completul unei instanțe judecătorești, conform art. 91 leg. org. judec. (Apel Buc. II, 27, Febr. 10/86, *Dr.* 29/86).

19. Legiuitorul nostru ne admitând formulele sacramentale ale dreptului roman, lipsa formelor ce dânsul prescrie pentru dresarea actelor nu atrage de drept nulitatea actului, care nu devine nul de cât numai atunci când neîndeplinirea formelor a fost prescrisă sub pedeapsă de nulitate, sau când aceste forme constituiesc elementul esențial și virtual al existenței actului. Astfel, boala sau imposibilitatea fizică a testatorului de a se prezenta înaintea tribunalului este o circumstanță de fapt pentru care nu s'a prevăzut nici o probă sau formalitate de îndeplinit, așa în cât nici nu se poate pretinde că se calcă vre-o prescripțiune a legii, când se delegă judecătorul fără a se proba boala sau împiedecarea fizică a testatorului de a se prezenta la tribunal. (Apel Buc. II, 27, Febr. 10/86, *Dr.* 29/86).

20. Cuvintele „judecătorul numit de tribunal” din art. 861 nu pot fi interpretate în sensul că numai completul tribunalului este competent a da delegațiune judecătorului. Ele contin mai întâi ideea că nici o altă persoană străină de tribunal nu poate instrumenta de cât numai judecătorul; al doilea, că chiar judecătorul nu poate instrumenta cu dela sine putere, ci în virtutea unei delegațiuni exprese; în fine, al treilea, cuvântul „de tribunal” denotă instanța competentă de unde trebuie să fie delegațiunea judecătorului. Această interpretatiune se fundează și pe valoarea intrinsecă ce are cuvântul „delegațiune”, de oare ce cererea de delegare trebuind a fi adresată președintelui, conform art. 68 pr. civ., dânsul, apreciind motivele invo-

cate, adesea chiar urgența cazului, face un act de administrațiune, dând delegațiune judecătorului, pentru ca acesta, îndeplinind formalitățile solemne cerute de lege, să se poată supune testamentul în deliberațiunea completului tribunalului, care de astă dată are toate elementele pentru a se pronunța dacă se poate sau nu da autenticitate testamentului. În fine, art. 862 enumerând în mod limitativ toate formalitățile ce trebuiesc îndeplinite sub pedeapsă de nulitate a testamentului, nu prevede printre acestea și delegarea judecătorului de către completul tribunalului. (Apel Buc. II, 27, Febr. 10/86, *Dr.* 29/86, B. p. 224).

21. Dacă prin referatul judecătorului delegat pentru autentificarea testamentului se afirmă expres că citirea s'a făcut în fața și auzul testatorului, care a răspuns că acel act este testamentul său, iscălit de el și făcut din libera sa voință, răspuns care implică și constatarea auzirei de către testator a celor citite, mai ales când la curtea de fond nu s'a invocat surditatea completă a testatorului. Astfel fiind și întru cât, conform. art. 1173, constatările făcute prin actele autentice au deplină credință în privirea ori cărei persoane despre dispozițiunile ce ele constată, curtea de fond departe de a violă în specie art. 1173, 1198 și 1203, face din contra o bună aplicațiune a legii când refuză proba testimonială. (Cas. I, 370/Nov. 28/86, B. p. 879).

22. Dacă curtea constată în fapt că prin acte autentice se stabilește: că testamentul a fost citit din cuvânt în cuvânt în fața și auzul testatorului, care a răspuns la întrebarea ce i s'a făcut, că este testamentul său, iscălit de dânsul și făcut din liberul său consimțământ; cu drept cuvânt respinge proba testimonială pe motivul că o asemenea declarațiune nu se poate combate de cât prin înscrierea în fals. (Cas. I, 157/Mai 18/86, B. p. 415).

23. Legea nu cere ca să se justifice necesitatea delegațiunei prin o cercetare prealabilă asupra cazului de boală care ar împiedeca pe o persoană de a se prezenta la tribunal; și nu se poate adăoga la cerințele legiuitorului și a se induce o nulitate care nu e prescrisă formal de lege. (Cas. I, 123/Mart. 30/87, B. p. 215).

24. Motivul de nulitate fundat pe faptul că în procesul-verbal de autentificare judecătorul nu a constatat că a citit testamentul în fața testatorului, nu e fundat, când din procesul-verbal de autentificare rezultă că citirea s'a făcut, nu numai în auzul, dar și în fața testatorului, de oare ce este constatat că testatorului s'a prezentat înaintea judecătorului, a răspuns la întrebarea ce i-a făcut și



a semnat în prezența sa; prin urmare cerința legii este îndeplinită cu suficiență, căci toate aceste împrejurări presupun negreșit că testatorul a fost față, căci altfel nu s'ar fi putut îndeplini. (Trib. Ilfov, II, 64, Mart. 15/89. *Dr.* 59/89).

**25.** Atât testamentul autentic cât și lucrările ce au precedat și urmat facearea lui, sunt niște acte publice, care ca atari, conform principiului stabilit prin art. 1173, fac deplină credință în privința ori cărei persoane despre tot ce se constată prin ele; și această prezumțiune pe care legea o acordă actelor autentice nu poate fi sfărâmată de cât prin inscripțiunea în fals, iar nu pe calea verificării prin comparațiune de scripturi, despre care se vorbește în art. 1178 și pe care legea nu o admite de cât în cazul când e vorba de acte sub semnătură privată. (Cas. I, 90, Martie 6/90, p. 257). Astfel fiind și pe cât timp falsitatea unor acte publice se dovedește după alte reguli de cât acelea a actelor private, judecătorul e în drept să revoace măsura ce o luase și să respingă ca frustatorie și inutilă în cauză cererea ce se făcea de parte de a mai aduce noi probe, atunci când, din împrejurările cauzei și mijloacele produse pentru a dovedi falsul în urma examinării lor, și-a făcut convingerea deplină și întregă de sinceritatea actelor atacate în fals. Procedând în atare mod, se conformează în totul art. 173 pr. civ., care conferă instanțelor de fond o putere discreționară, în virtutea căreia în stadiul procedurii în care se găsește cererea de inscripțiune în fals sunt în drept să o respingă și să hotărască de îndată asupra primirii sau respingerii actului. (Cas. I, 90, Mart. 6/90, B. p. 257).

**26.** Dacă legiuitorul, prin art. 861, prescrie pentru validitatea unui testament autentic, pe lângă alte formalități, și aceea ca testamentul să fie citit din cuvânt în cuvânt, în auzul și în fața testatorului, pe cât timp însă în legislațiunea noastră nu există formule sacramentale, îndeplinirea acestei forme poate rezulta și din equipolenți, destul numai ca din ei să reiasă cu certitudine că voința legiuitorului a fost pe deplin satisfăcută. (Cas. I, 91/90, Mart. 9/90, B. p. 262).

**27.** Art. 33 alin. 1 și 3 din legea pentru autentificarea actelor prevede că delegațiunea pentru a instrumenta la locuința testatorului se poate da prin simpla rezoluțiune a președintelui tribunalului sau a judecătorului ce-i ține locul, pusă pe petiția prin care s'a cerut delegația, și că formele autentificării unui testament, adică autentificarea lui chiar, se pot îndeplini de un singur judecător, fie la locuința testatorului, fie la tribunal. Dacă dar pre-

ședintele tribunalului procede astfel, dânsul nu comite un exces de putere. (Cas. I, 347/91, Sept. 27/91, B. p. 966).

**28.** Art. 5 leg. autent. actelor exceptă, în mod expres, din competența judecătorilor de ocoale autentificarea testamentelor, dând această competență numai tribunalelor de județ; și dacă art. 33 autoriză pe președintele tribunalului sau pe judecătorul ce îi ține locul, ca să delege pe un judecător spre a instrumenta asupra autentificării testamentelor, în caz de boală, la locuința testatorului, această delegațiune însă nu poate fi dată de cât unui judecător al tribunalului, iar nici de cum judecătorului de ocol, căci prin aceasta s'ar eluda în mod indirect voința legii de a conferi numai tribunalelor de județ competența autentificării testamentelor. Puterea dată de art. 33 președintelui de tribunal de a delega pe un judecător să instrumenteze în această privință, este o putere ce nu o poate exercita decât conformându-se dispozițiunilor legii; și astfel fiind, ordonanța ce dânsul dă asupra acestei delegațiuni, constituie un act judecătoresc care, după art. 36 alin. II din legea curței de casațiune, este susceptibil de recurs, când cuprinde un exces de putere sau este făcut fără competență. (Cas. I, 198/Mai 14/91, B. p. 579).

**29.** Un judecător delegat de tribunal, lucrează în numele tribunalului, și prin urmare actele dresate de el trebuie să fie supuse la aceleași forme, pentru a fi valabile, care se cer și pentru actele emanate de la întregul tribunal. Și dacă art. 91 din vechea lege de organizare judecătorească declară de nul ori ce act emanat de la tribunal care nu va fi contrasemnat de grefier, tot ea nul trebuie să considerăm și actul emanat de la un judecător delegat de tribunal ca să lucreze în numele său, când acest act nu a fost contrasemnat de grefier. Și deși jurnalul de autentificarea testamentului a fost contrasemnat de grefier, acest jurnal al tribunalului având de bază raportul judecătorului delegat, și acest raport fiind nul, rezultă că și jurnalul de autentificare este nul, și deci și testamentul. (Trib. Roman. Mai 7/92, *Dr.* 69/92).

**30.** Înainte de legea pentru actele autentice nu se prevedea ca constatarea iscăliturii și a voinței testatorului la domiciliul său de către un judecător de tribunal, să fie motivată de un certificat medical, și prin urmare lipsa unui atare certificat nu poate atrage anularea actului. (Trib. Roman. Mai 7/92, *Dr.* 69/92).

**31.** Înainte de legea autentificării actelor, nici un text de lege nu prevedea ca judecătorul delegat să ia declarațiunea unui testator, conform art. 861 să fie asistat de grefier; din con-

tra, când legiuitorul găsește de cuviință ca grefierul să însoțească pe judecătorul delegat, o spune formal, astfel precum se prescrie prin art. 209 și 235 pr. civ. Afară de aceste cazuri, nulitățile fiind de drept strict, ele nu pot fi create prin analogie. Art. 91 din legea de la 1864 asupra organizării judecătorești nu prevede participarea grefierului de cât pentru actele judecătorești emanate de la complectul unei curți sau tribunal și eșite de la aceste autorități (Cas. I, 304/Oct. 13/93, B. p.)

**32.** Nicăeri legiuitorul, în legea autentificării actelor sau în codul civil la testamente, nu cere ca judecătorul delegat să treacă în procesul-verbal de autentificare și ora când instrumentează; deci nu se poate crea o nulitate acolo unde nu este obligațiune pentru judecător. Obligațiunile sunt anume prevăzute de art. 861 c. civ., iar nulitatea e prevăzută de art. 862. (Trib. Putna, Mai 12/92, *Dr.* 43/93).

**33.** Președintele tribunalului când face delegațiunea judecătorului a instrumenta la domiciliu, nu are nevoie să ceară certificat medical, căci legea autentificării actelor nu prescrie aceasta, și iacă de ce: autentificarea testamentelor este reglementată de codul civil prin art. 861, 862 și 863, și dacă legea autentificării actelor se ocupă de testamente în art. 33, aceasta o face numai a precurmă unele îndoeli ce se iviau în practica judecătorească asupra unor formalități, rămânând în picioare dispozițiunile codului civil relative la forma testamentelor, cari nu se ating întru nimic prin legea autentificării actelor; deci dar nici în codul civil nici în art. 83 din legea autentificării, singurul care se poate aplica testamentelor, nu se cere certificat medical în caz de boală. Pentru a înlocui însă această lipsă de certificat, s'a impus prin art. 33 alin. II leg. act. autent. judecătorului delegat a constată cazul de boală în procesul-verbal. (Trib. Putna, Mai 12/93, *Dr.* 43/93).

**34.** Deși art. 19 din legea autentificării actelor, pune ca principiu general că judecătorul de ocol poate fi delegat să instrumenteze la domiciliu când una din părți care e bolnavă domiciliază afară din orașul de reședință al tribunalului, însă, întru cât privește testamentele, această delegațiune nu i se poate da, de oare ce art. 33 din aceea lege spune categoric că nu se ating întru nimic dispozițiunile art. 859 și urm. c. civ., privitoare la forma testamentelor; și dacă legea autentificărilor se ocupă de testamente, este numai pentru a tranșa unele dificultăți ce se iveau mai înainte în practică, după cum însăși o spune aceasta în principiu în art. 33. Că aceasta a fost intențiunea

legiuitorului rezultă și din desbaterile urmate în Cameră cu ocaziunea votării acestei legi; chiar ministrul de justiție a declarat că dacă legea autentificărilor se ocupă de testamente, aceasta o face numai pentru a curmă unele îndoeli ce existau, iar nici de cum pentru a modifica întru ceva dispozițiunile art. 859 și urm. c. civ. Or, prin art. 861 și urm. nu se dă drept președintelui tribunalului a delega pe judecătorul de ocol, de oare ce în toate aceste articole când este vorba de delegațiune, legiuitorul spune categoric ca să se delege un judecător, iar nu judecătorul de ocol, care la punerea în aplicare a codului civil, nici nu există de cât în orașe, în județ, erau judecătorii de plasă a căror atribuțiune se îndeplineau de sub-prefect. Apoi, legea autentificării actelor, prin art. 5, exceptă în mod expres din competența judecătorului de ocol autentificarea testamentelor, de unde rezultă că legiuitorul a considerat testamentele ca niște acte de mare însemnătate, nevoind să le încredințeze judecătorului de ocol. S'ar trece dar în mod flagrant peste intențiunea legiuitorului când s'ar permite ca indirect judecătorul de ocol să poată face ceea ce art. 5 îi interzice a face direct; căci ce ar mai însemnă art. 5 dacă președintele întotdeauna ar da delegațiuni judecătorului de ocol? Obiecțiunea ce s'ar putea aduce că și la actele translativ de proprietate, ar trebui să se aplice aceeași regulă, căci și pe acestea le exceptează art. 5, cade față cu intențiunea vădită a legiuitorului în art. 33 de a nu atinge în nimic dispozițiunile codului civil relative la forma testamentelor. (Trib. Putna, Sept. 24/92, *Dr.* 9/93).

**35.** Deși art. 16 din legea autentificării actelor prevede că, pentru părțile ce nu știu carte, procesul-verbal de autentificare trebuie să conțină atât declarațiunea părților că nu știu sau nu pot să subscrie, cât și pe acea a scriitorului că el a redactat acel act, după cererea părților, însă art. 18, care prevede care sunt formalitățile a căror neîndeplinire atrag nulitatea actului, nu prevede între aceste formalități și pe aceea ca să se treacă în procesul-verbal de autentificare că scriitorul actului a declarat că el a scris actul după cererea părților. Așa fiind, și întru cât nulitățile sunt de drept strict, cu drept cuvânt nu se admite cererea de a se anula testamentul pe motiv că nu s'a trecut în procesul-verbal de autentificare declarațiunea scriitorului actului că el a scris acel testament după cererea părții. (Cas. I, 342/93, Nov. 9/93; Trib. Putna, Mai 12/93, *Dr.* 43/93).

**36.** Semnătura din raport a judecătorului delegat, pentru a lua consim-



timântul testatorului la domiciliu, ori cât de incompletă ar fi, nu atrage vreo nulitate, când se constată în fapt că un asemenea mod de a subsemna intră în obiceiul aceluia judecător, și ea, astfel făcută, eră recunoscută în lucrările tribunalului. Aceasta mai cu seamă atunci, când complectul tribunalului, cu ocaziunea autentificării testamentului în chestiune, confirmând operațiunea judecătorului delegat, a legalizat, în acelaș timp, și acea semnătură, așa cum ea eră făcută. (Cas. I. 259/95, B. p. 738).

**37.** Legea nu cere cuvinte sacramentale pentru constatarea îndeplinirii unei formalități ce dânsa prevede; este destul pentru validitatea actului, ca îndeplinirea acestei formalități să rezulte din ceilalți termeni întrebuițați într'nsul. Astfel, pentru autentificarea unui testament, formalitatea citirii testamentului de către judecător în fața testatorului poate să rezulte din cuvintele „citindu-i-se” și „ce i s'a citit”, și este casabilă deciziunea, care anulează un testament, pe motiv că din întrebuițarea unor asemenea cuvinte nu rezultă că toate formalitățile autentificării, cum este aceea a citirii testamentului, au fost îndeplinite de judecător, cum cere legea, ci poate de o altă persoană ce ar fi fost față, când, din complexul procesului-verbal încheiat de judecător, rezultă, în mod neîndoios, că atât formalitatea citirii, cât și celelalte formalități, ce au precedat ori au urmat citirii, au fost îndeplinite numai de judecător. (Cas. I. 392/97, B p. 1209).

**38.** Nu e prescris sub pedeapsă de nulitate ca judecătorul delegat să fie numit de Trib. căci delegarea făcută de un singur judecător, printr'o rezoluție pusă pe cererea testatorului, nu atrage nulitatea. (Apel Buc. II, Dr. 77/900).

**39.** Regulele speciale prevăzute de art. 861 și 862 din c. civil pentru testamentele autentice nu se aplică și actelor de donațiune, și pentru autentificarea acestor din urmă acte se aplică, înainte de promulgarea legii de autentificare din 1 Sept. 1886, numai regulele prevăzute de art. 1171 din cod. civ. (Cas. I. 56/901, B p. 177).

**40.** Codul civil nu cerea prin aceste articole sub pedeapsă de nulitate, ca judecătorul delegat să ia consimțământul la domiciliu, să constate și să indice cu precizie în procesul-verbal locul unde instrumentează precum și modul cum s'a convins de identitatea persoanei testatorului, cum cere azi art. 33 din legea autentificării actelor dela 1 Sept. 1886. (Apel Buc. I, Dr. 62, 1903).

**41.** Chiar dacă un testator ar fi știut să scrie și să citească, totuși declarațiunea sa către judecătorul delegat, că

nu știe carte și că a iscălit prin punere de deget, nu poate atrage cătuși de puțin anularea testamentului, de oare ce legea nu obligă pe judecător a face vre-o verificare, ci a lua pur și simplu declarațiunea, astfel cum i se va face de testator, și se poate foarte bine ca el să declare că nu știe carte, pe când în realitate știa. Legea autentificării actelor din 1 Sept. 1886, care cere ca judecătorul, delegat a lua la domiciliu, consimțământul testatorului, să arate cu precizie, în procesul său verbal și în raport, domiciliul testatorului, și să constate identitatea persoanei testatorului, nu poate fi invocată și aplicată testamentelor autentificate înainte de promulgarea ei. Astfel, art. 861 și 862 din codul civil, necerând sub pedeapsă de nulitate nici precizarea domiciliului, nici constatarea identității testatorului, din partea judecătorului delegat, urmează că atunci când acesta, atât în raportul său, cât și în procesul verbal ce a încheiat, deși nu arată strada și numărul casei unde a instrumentat, totuși constată că, acolo unde a instrumentat, a găsit pe testator, că acesta eră bolnav și a declarat că el este testatorul, că în urmă i-a citit testamentul din cuvânt în cuvânt și el i-a declarat că este al său, făcut din libera sa voință, scris și scris de altul fiindcă nu știe carte și a tras cu degetul, aceste constatări sunt suficiente și probează în deajuns, că judecătorul delegat a fost la domiciliul ce-l avea testatorul și că i-a luat consimțământul, întru cât cod. civ., nu-l obligă, sub pedeapsă de nulitate, să arate cu precizie domiciliul, nici modul cum s'a convins de identitatea persoanei testatorului și deci, un asemenea testament nu poate fi declarat nul. (Apel Buc. I, C. Jud. 2/904).

**42.** Nu se poate invoca nulitatea unui testament, pe motiv că procesul-verbal de autentificare nu constată că testamentul s'a citit în auzul testatorului, dacă prin acel proces-verbal se stabilește că testamentul a fost citit în prezența testatorului, care a declarat că este al său. În această privință legea neprescriind vre-o formulă sacramentală, constatarea acestei formalități poate să rezulte și din alte expresiuni echipolente. (Cas. I, 383/905, B. p. 1032).

**43.** Art. 861 cod. civ., aplicabil la autentificarea testamentelor, înainte de punerea în aplicare a legii autentificării actelor, nu prevede modul cum judecătorul trebuie să se convingă despre identitatea testatorului, ci din felul cum este redactat acel articol, reese că acest fapt este lăsat cu totul la aprecierea judecătorului, însărcinat cu instrumentarea la domiciliu, de a se convinge de identitatea celui ce testează,

prin orice mijloace va găsi de cuvîntă. Ordonanța domnească din 1856, care prevede procedura ce trebuie să se urmeze de judecător la autentificarea testamentelor, a fost abrogată odată cu punerea în aplicare a cod. civ. (Trib. Putna I, C. Jud. 5/907).

44. Sub imperiul codului civil, înainte de legea autentificării, pentru validitatea unui testament autentic eră destul ca declarațiunea testatorului să fie luată pe când el se află în viață de un magistrat competent, și în caz de boală, când judecătorul se transportă la domiciliu, să se îndeplinească forma prevăzută de art. 861, cât despre adevărarea testamentului de către completul tribunalului, se putea face și mai în urmă, chiar după moartea testatorului, pe baza raportului judecătorului delegat. (C. Apel Craiova s. II, Dreptul 25/908, p. 197).

45. În caz când testatorul nu poate veni înaintea Tribunalului spre a autentifica testamentul din cauză de boală, art. 861 din codul civil nu prescrie alăturarea unui certificat medical pe lângă petiția prin care se cerea delegațiunea unui judecător, nici nu obligă pe judecătorul delegat să constate boala testatorului, așa cum se dispune prin legea autentificării actelor din 1886. (Cas. I, 20 Oct. 1908, B. p. 1612).

46. Deși prin art. 861 din codul civil se dispune ca judecătorul delegat pentru autentificarea unui testament să fie numit de Tribunal, însă neîndeplinirea unei atari dispozițiuni nu poate atrage nulitatea testamentului, de oarece articolul următor 862 nu prevede sub sancțiunea nulității decât neîndeplinirea formalității cetirii testamentului și a declarațiunii testatorului atât în raportul judecătorului delegat cât și în adevărarea Tribunalului. (Cas. I, 20 Oct. 1908, B. p. 1612).

47. Deși judecătorul delegat a autentifică un testament a instrumentat la domiciliul testatorului, fără asistența grefierului, art. 861 și 862 din codul civil, însă nu cere această formalitate sub pedeapsă de nulitate, după cum se prescrie prin art. 33 din legea autentificării actelor. (Cas. I, 20 Oct. 1908 B. p. 1612).

48. a) După art. 33 al. 5 legea aut. act. regulile privitoare la constatarea identității din art. 13 se aplică și la testamente, deci prin doi martori. Art. 13 e modificat prin art. 20 din legea a-

vocațiilor și deci un avocat poate singur servi pentru identitate.

b) După art. 33 al. 1 din legea aut. act., delegația de a instrumenta un caz de boală se dă prin simpla încheiere a unui judecător, contrar dispozițiilor art. 861 c. civil.

c) Prezidentul se poate delega singur, legea necerând termeni sacramentali chiar pentru autentificarea testamentelor.

d) Nu se cere certificat medical numai decât și numai constatarea cazului de boală.

e) Dispoziția art. 33 § 3 legea aut. act., și ale art. 11 privitoare la contractarea grefierului nu sunt restrictive căci după art. 57 leg. org. jud. și 87 Regul. servic. inter. al Trib., Grefierul poate fi înlocuit prin ajutor, deci și la semnarea unui testament fără a se face mențiune de cauza absentei grefierului. (Trib. Tecuci 205 din 28 Oct. 1917, Dreptul 24/920).

49. Art. 19 și 33 l. aut. act. nu arată ce anume elemente trebuie să cuprindă procesul-verbal încheiat de judecătorul delegat să instrumenteze la domiciliul părții cu privire la domiciliul unde a instrumentat. Astfel că chestiunea de a se ști, dacă din împrejurările arătate în Procesul-verbal poate să rezulte cu certitudine necesară că instrumentarea autentificării a avut loc în adevăr la domiciliul părții al cărei consimțământ a fost luat, este o chestiune de apreciere a instanței de fond, care scapă controlului Curtei de Casație.

Prin urmare, cu drept cuvânt instanța de fond respinge cererea de anulare a testamentului, când constată că procesul-verbal de autentificare arată strada și numărul casei testatorului, din care rezultă neîndoios că autentificarea a avut loc la domiciliul acestuia, chiar dacă nu se arată și orașul de reședință al testatorului, mai ales că nu s'a pretins la instanța de fond inexactitatea celorlalte indicațiuni, și a pus faptul că autentificarea s'a făcut de un judecător dela Trib. Ilfov, implică că acea lucrare s'a făcut în orașul de reședință al acestui tribunal. (Cas. I, 567 din 19 Nov. 1920. Pand. Rom. 1922, III, 89).

50. A se vede: art. 860 notele 4-9; art. 862, Index și notele respective; art. 1171, Index și notele respective.

**Art. 862.** — Îndeplinirea formalității cetirii din articolul precedent, cât și declarațiunea testatorului că testamentul este al său, iscălit de el și făcut din libera sa voință, se va menționa sub pedeapsă de nulitate a testamentului, atât în raportul



ce va face judecătorul, când este numit, cât și în adeverirea tribunalului<sup>1)</sup>. (Civ. 860, 861, 863, 886, 1171; Civ. Fr. 972 § 4).

*Text. fr. Art. 972, § 4. — Il est fait du tout mention expresse.*

### Doctrină străină.

- ARNTZ, II, 1994;  
 AUBRY ET RAU, VII, § 670, p. 124, 130-132;  
 BAUDRY, *Précis*, III, ed. 9-a, 1027, p. 668;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2034, 2053, 2064, 2071, 2080, 2083, 2084, 2086, 2088;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 855, 858;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 234, 888, nota 2;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 378; XXI, 242 bis, 281, 300, 301, 305, 307, 308, 317-319;  
 DURANTON, IX, 98;  
 HUC, VI, 286, 290, 291, 293, 294;  
 LAURENT, XI, 127; XIII, 312, 321, 325, p. 374; 357, 359, 361, 366, 371, 374;  
 MARCADÉ, IV, 25, 28, 31, 32;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 972, 973;  
 PANDECTES FR., *Don. et testam.*, 7074, 7085 urm., 7246, 7279, 7303 urm., 7307 urm., 7328 urm.;  
 PLANIOL, III, 2702, 2704-2706, 2708;  
 SIREY, *Testaments*, 344, 783, 847, 930 urm., 946, 948, 950 urm.;  
 THIRY, II, 403;  
 TROPLONG, *Don. et testam.*, III, 1449, 1585, 1590.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 73 urm., 75, 102, 134 n. 1; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 212, 213); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 141, 142; *Observație* sub. Trib. Putna s. II, 5 Mai 1906, *Dreptul* 22/1907; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 147 din 4 Iunie 903. *Curier Jud.* 2/904; *Nota* sub. C. Apel Constanța, 698 din 7 Mai 923, *Curier Jud.* 40/923;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 352, 353;  
 NACU, II, p. 355 urm.;  
 SESCOREANU M. G., *Observație* sub. Apel Liège, 31 Mart. 1920. *Pand. Rom.* 1922-III-149;  
 VULCAN SCIPU, *Nota* sub. C. Apel Constanța, 698 din 7 Mai 923, *Justiția Dobrogei*, 8/923.

### INDEX ALFABETIC

Acte autentice, a se vedea	Prezumpțiuni 10.
Proces-verbal* și 15.	Proba contrarie 10.
Anulare, a se vedea „Nulitate”.	Proces-verbal de autentificare 1-4, 9, 12, 17-20, 23-25.
Autentificare, lege 19, 22. Boală 19.	Raport 1-4, 6, 13, 17, 19, 22.
Carte, a se vedea „Declarație” și „Știință de carte”.	Recurs 8.
Cetirea testamentului 1, 3, 6, 7, 9, 11, 16, 18, 20, 23, 25.	Rezoluție de autentificare 23.
Chestiune de drept 8.	Sacramentali termini 1-5, 7, 11, 12, 16, 17, 20, 24.
Consimțământ 23, 24.	Semnătura testatorului 1, 6, 7, 9, 11.
Declarație 21.	Solemnitate, a se vedea „Termeni sacramentali”.
Facultate mintală 18.	Știință de carte 21.
Fals 18.	Termeni sacramentali 1-5, 7, 11, 12, 16, 17, 20, 24.
Inscriere în fals 18.	Tribunal 1.
Interpretare 8, 11.	Voința, a se vedea „Libera voință”.
Legea aut. actelor 19, 22.	
Libera voință 1-7, 9-12, 15-18, 20, 23-25.	
Nulitate 1-9, 11, 14, 21, 23, 24, 25.	

### Jurisprudență.

1. Din art. 861 rezultă pozitiv și evident că legiuitorul, la testamentele autentice, a cerut ca *dispozițiunile testamentare să fie citite din cuvânt în cuvânt în fața și auzul testatorului*, fie acestea înaintea tribunalului sau nu-

mai înaintea judelei delegat de tribunal. Și din art. 862 rezultă asemenea că legiuitorul, afară de formalitatea esențială a citirii testamentului din cuvânt în cuvânt în fața și auzul testatorului, mai exige și o altă formalitate prin care dânsul voeste să vadă clar că *testamentul este al testatorului, iscălit de el și făcut din libera sa voință*. Și deși legea cere a se face mențiune, atât în raportul judelei delegat de tribunal cât și în legalizarea tribunalului de îndeplinirea acestor formalități, declarând de anulabil testamentul chiar, dar este evident că legiuitorul n'a voit să facă din acestea, cari, în mare parte, ies cu totul din posibilitatea testatorului de a le îndeplini, niște formalități sacramentale în termeni sau fraze, ci singura precauțiune serioasă a legiuitorului a fost numai de a scuti, pe cât se poate mai mult, pe un testator de sugestiunea și captatiunea celor cari îl înconjur în momentul formării testamentului și a procură testatorului mai multe ocaziuni și mijloace de a se desface de impresiunile străine cari ar fi putut con-

1) A se vedea nota 1 de sub textul art. 859.

curge momentan la alterațiunea dorințelor sale și cari l'ar fi împiedecat de a-și exprima pura și simpla sa voință. Prin urmare, singura exigență a legiuitorului, cu toate formalitățile cerute și cu toate îngrijirile avute, nu este de cât asigurarea din partea tribunalului că testamentul este propriu al unui testator și că el n'a fost smuls cu sila sau prin vre-o înșelătorie. Dacă s'ar admite ideea contrarie, adică că legiuitorul a voit sacramentalism, rezultatul ar fi pe de o parte că legiuitorul a voit să schimbe natura pur civilă a testamentului într'un act de o natură politică cum eră la Romani, și pe de alta să facă dificile și să condamne forma testamentului autentic pe care cu toate acestea este evident că n'a admis-o de cât în scopul ca să procure mai multe ocaziuni oamenilor de a-și putea exprima modul cum voesc să-și reguleze succesiunea încă fiind dânsii în viață. Un sacramentalism riguros cerut de lege numai la testamentul autentic, care prin natura sa este cu mult mai garantat de cât cel mistic, la formarea căruia se pot strecură abilități din partea celor interesați în momentele străngerii și sigilării sale prin substituiri, etc., ar fi și neînțeleș și afară de spiritul general al sistemului legii. Astfel fiind, devine evident că expresiunile din lege „*libera voință*”, care au aparența de sacramentale, au fost, în scopul legiuitorului, numai niște măsuri de siguranță prin care să stabilizească faptele că *testamentul este propriu și că voința testatorului n'a fost silită sau înșelată*, că prin urmare aceste expresiuni „*libera voință*” se pot înlocui prin echivalenți sau echipolenți. Astfel dacă se constată că testatorul a declarat că *testamentul este propriu al său, scris de altul și subscris de dânsul*, rezultă că s'a îndeplinit tot ceea ce cere legea, căci în regulă generală un act nu se poate numi ca *propriu al cui-va* decât numai când cine-va îl face din libera sa voință, cu cugetarea rece și determinată, fără concursul nici unei persoane străine. (Apel Buc. I, Iun. 4/73, Dr. 44/73).

2. Nefiind expresiunile sacramentale admise prin sistemul codului civil, este învederat că expresiile cuprinse în art. 862, relative la declarațiunea ce are a face testatorul și care are a fi menționată în procesul-verbal al judeului delegat sau în adevărirea tribunalului, pot fi înlocuite prin alte expresii, care însă trebuie să indice întocmai ideea acelor expresii, în cât sub pedeapsă de nulitate nu este prescrisă menționarea expresiilor, însăși din art. 862, ci cuprinsul acestor expresii. Dacă dar curtea declară că expresiunile „*testamentul e propriu al său*”, sunt echivalente suficiente, care exprimă în to-

tul ideea expresiunilor „*din libera sa voință*”, nu violează art. 862; căci e învederat că prin expresiile „*testamentul e al meu propriu*” se exprimă că e „*libera mea voință*”, și nu se poate zice că acele expresii nu exclud posibilitatea unei alterări sau influențări a voinței din cauza exercițiului de violență, dol, eroare, etc.; căci dacă voința ar fi fost alterată printr'una din circumstanțele arătate, atunci testamentul nu mai e un rezultat al voinței testatorului și acesta nu mai zice că testamentul e al său propriu. (Cas. I, 181, Iun. 23/75, B. p. 160).

3. Dacă judecătorul care a fost trimis la domiciliul testatorului, prin procesul-verbal ce a încheiat, a trecut că a citit testamentul din cuvânt în cuvânt și auzindu-l testatorul a declarat că este al său, subscris de el și făcut din libera sa voință, deși tribunalul, prin legalizarea pusă asupra testamentului, nu trece textual aceleași vorbe din procesul-verbal, ci se mărginește a zice că testatorul a declarat că testamentul este al său, subscris de el și mărturisit înaintea judecătorului, conform art. 861 și 862, însă termenii din urmă, „*mărturisit înaintea judecătorului conform art. 861 și 862*”, suplinesc chiar vorba „*făcut din libera sa voință*”, trecută în procesul-verbal al judecătorului ce a fost în fața locului, de oare ce tribunalul adaugă în legalizare că acea mărturisire s'a făcut conform citatului articol. (Cas. I, 168/75, Iun. 14/75, B. p. 140).

4. Dacă curtea se reazimă, pentru a stabili libertatea voinței a testatorului pe expresiile cuprinse în testament, aceea este contrariu art. 862. (Cas. I, 181/Iun. 23/75, B. p. 160).

5. Art. 862 pe lângă alte dispozițiuni ce cere să se îndeplinească sub pedeapsă de nulitate de judecătorul care este numit de tribunal ca să ateste sinceritatea testamentului, este și aceea că testamentul este făcut cu libera voință a testatorului. Dacă dar supleantul nu menționează că testamentul confectionat de testator este făcut cu libera sa voință, ci că testamentul conține expresiunea ultimei sale voințe; deși vorbele cu care cată să se serve judecătorul în constatările sale nu sunt sacramentale, judecătorul putând să întrebuințeze termeni echipolenți, însă acești termeni trebuie să fie astfel în cât să aibă aceeași forță ca termenii cu care trebuia să se servească, să exprime același lucru; ori vorba „*liberă*” nu este echipolentă vorbeii „*ultimă*”. Și legiuitorul cu drept cuvânt a vrut ca judecătorul să se încredințeze dacă voința testatorului este liberă, temându-se ca să nu fie rezultatul vre-unei presiuni, încredințare ce nu există în spe-



cie. Astfel fiind, testamentul este nul. (Apel Buc. III, 62, Febr. 19/80, Dr. 10/80).

6. Ar fi contrariu atât logicei juri-dice cât și textului legii (art. 867) dacă s'ar presupune că legiuitorul, prescri-ind în art. 862 că îndeplinirea tuturor formalităților prescrise de lege se va menționa sub pedeapsă de nulitate, atât în raportul ce va face judecătorul, când este numit, cât și în adevărarea tribunalului, servindu-se de această expresiune a înțeles că judecătorii, cari n'au văzut poate în viața lor pe testator, cari n'au auzit declarațiunile sale de ultimă voință, să constate că testamentul s'a citit într'adevăr testatorului și că acesta a declarat că testamentele este al său, iscălit de el și făcut din libera sa voință. După adevăratul înțeles al art. 862, judecătorul numit de tribunal spre a se duce la domiciliu testatorului (art. 861) nu este numai un simplu informator al tribunalului, care l-a delegat, ci are o deplină *jurisdictio mandata*, adică atribuțiunea de a încheia un testament autentic perfect, testament pe care tribunalul este dator să-l legalizeze (art. 867), autenticitatea testamentului fiind independentă de această formalitate. Și din combinațiunea art. 862 cu 867 reese clar și lămurit că se cere să se constate sub pedeapsă de nulitate îndeplinirea tuturor solemnităților prescrise de lege atât în adevărarea judecătorului delegat cât și în adevărarea tribunalului, nu fără nici o deosebire, ci după deosebirea ipotezelor, atât în adevărarea judecătorului când este numit cât și în adevărarea tribunalului când nu s'a rânduit un judecător. (Cas. I, 59/Febr. 14/81, B. p. 91).

7. Ideia cuvintelor sacramentale, neexistând în legislațiunea noastră, omisiunea într'un act solemn a unui cuvânt cerut de lege, nu poate atrage nulitatea actului, dacă din omisiunea acestui cuvânt nu rezultă nici o îndoială asupra voinței părții exprimate într'un mod solemn. Astfel, de vreme ce tribunalul constată că testatorul fiind față înaintea tribunalului, a declarat că testamentul ce i s'a citit din cuvânt în cuvânt este făcut cu libera sa voință și iscălit de dânsul, aceste mențiuni îndeplinesc în tot cerinței art. 862, căci este imposibil ca un om care a auzit toată cuprinderea unui testament să nu știe că acel testament este relativ la averea sa, și deci declarația că acel testament este făcut cu libera sa voință și iscălit de dânsul, arată în mod deplin că acest testament este al său. Deci cuvintele „al său“ omise de tribunal în autentificarea testamentului nu conțin nici o idee care să nu fie deja cuprinsă, în mod expres, în această autentificare, și prin urmare această omisiune nu este de natură a vicia tes-

tamentul. Astfel fiind, dacă instanța de fond anulează acest testament pentru motiv că nu găsește în autentificarea făcută de tribunal un alt cuvânt special să înlocuiască cuvântul „al său“ și să-i serve de equipolent, comite o greșeală de interpretatiune, căci equivalentul unui cuvânt poate rezultă într'un act nu numai dintr'un anume cuvânt pus în locul celui care lipsește, ci din toate celelalte cuvinte luate împreună, adică din întregul lor, precum este în specia de față; prin această greșită interpretatiune, instanța de fond deduce din art. 862 o nulitate care n'are nici un sens juridic și nu poate fi în spiritul legii noastre, ne fiind de nici o nulitate. (Cas. I, 191/Iun. 9/82, B. p. 665, C. Apel Craiova, II, 54 din 24 Mart. 1883, Dreptul 44/83).

8. Chestiunea de a se ști dacă omisiunea cutărui sau cutărui cuvânt din autentificarea unui testament, atrage sau nu nulitatea acestui testament, este o chestiune de interpretatiune a legii și constituie nu o apărare de fapt ci o chestiune de drept, a cărei soluțiune este supusă controlului curtei de casațiune. (Cas. I, 191/82, Iun. 9/82, B. p. 665).

9. Din cuprinderea art. 862 reese că un testament ca să valoare ca testament autentic trebuie neapărat ca îndeplinirea formalității ordonată de art. 861 și declarațiunile testatorului că testamentul este al său, iscălit de el și făcut din libera sa voință, să se menționeze în adevărarea tribunalului ce face în dosul actului. Dacă dar tribunalul nu menționează în procesul-verbal despre declarațiunea testatorului că testamentul este al său, testamentul este nul. Și scrierea proprie a testatorului în josul testamentului prin care își manifestă din nou voința că toată averea sa să se stăpânească de legatar nu poate fi privită ca un echipolent, căci legiuitorul prescrie că declarațiunile testatorului specificate prin art. 862 să se menționeze chiar în adevărarea tribunalului. (Trib. Prahova, I, 198, Sept. 17/84, Dr. 28/82, *In acest sens*: Apel Buc. III, 55, Febr. 18/82).

10. Conform principiilor care regulează materia actelor autentice, un testament autentic face credință despre existența faptelor enunțate de ofițerul public ca îndeplinite de dânsul, sau petrecute în fața sa, în exercițiul funcțiunei sale. Astfel mențiunea dintr'un testament primit de judecător, că testatorul i-a declarat că testamentul e făcut din libera sa voință, nu poate fi combătută prin proba contrarie și mai puțin încă prin presumpțiuni, chiar când acele presumpțiuni ar putea rezultă dintr'un act autentic posterior. (Cas. I, 356/Oct. 22/83, B. p. 958).

11. Deși testamentul autentic este

nul, când judecătorul sau tribunalul care i-a dat autenticitatea nu constată că testamentul s'a citit testatorului, că dânsul a declarat că este al său, iscălit de el și făcut din libera sa voință, însă pentru toate aceste mențiuni ideia legiuitorului n'a fost de a prescrie termeni sacramentali; existența termenilor equipolenți care să manifeste îndeplinirea formalităților prescise sub pedeapsă de nulitate fiind suficientă, judecătorul de fond e dator pentru a declara nul un testament din acest punct de vedere, să arate cuvântul pentru care cutare sau cutare expresiune nu implică lămurit ideia îndeplinirii formalității ce i se pare că lipsește. Și suveranitatea judecătorului fondului în privința aprecierii termenilor întrebunțați, nu implică puterea arbitrară de a declara neîndeplinite cerințele legii prin o simplă afirmațiune că n'ar fi îndeplinite în sensul legii și fără a reproduce termenii acțului cari au de obiect de a constată îndeplinirea acelor formalități. (Cas. I, 356/Oct. 2/83, B. p. 957).

12. În legislațiunea noastră neexistând cuvinte sacramentale, omisiunea de a se trece într'un act solemn un cuvânt cerut de legiuitor, nu poate atrage nulitatea, afară numai dacă din omisiunea aceluia cuvânt nu rezultă în doială asupra voinței părții exprimată în actul solemn. Dacă dar curtea constată că atât din conținutul testamentului cât și din adevărarea tribunalului reese că testatorul a recunoscut că testamentul este al său, cu aceasta n'a violat întru nimic art. 861 și 862. (Cas. I, 239/Iun. 17/83, B. p. 651).

13. Dacă se constată că în procesul-verbal, încheiat de judecătorul delegat, s'a făcut mențiune despre îndeplinirea tuturor formalităților cerute de art. 862, acest proces-verbal încheiat de judecător la localitate, ține loc raportului despre care vorbește art. 862; și dacă unui asemenea act i s'a dat o denumire improprie de către judecător sau de tribunal, aceasta nu schimbă întru nimic adevărata natură a actului. (Cas. I, 169/Mai 8/84, B. p. 405).

14. În virtutea art. 861, 862 și 1171 c. civ., cel ce pretinde a se anulă un act, trebuie, dacă este autentic, să probeze că solemnitățile prescise de dânsel nu au fost îndeplinite de un funcționar public având dreptul a funcționa în locul unde s'a făcut actul; iar dacă este testament, că ori nu s'a făcut de acel funcționar, ori lipsește mențiunea cerută de art. 862 atât din raportul judecătorului cât și din adevărarea tribunalului. (Cas. I, 187/Mai 23/89, B. p. 530).

15. Formalitățile prescise de art. 862 pentru testamentele autentice, și anume mențiunea că testamentul e

făcut din libera voință a testatorului, fiind speciale pentru testamentele, nu se pot generaliza pentru actele între viu. De asemenea nulitatea prevăzută de art. 862 pentru lipsa ori cărei formalități nu se poate întinde la toate actele, nulitățile fiind de drept strict și neputându-se aplica prin analogie. (Apel Craiova, II, 455, Dec. 24/88, Dr. 2/90).

16. Deși e adevărat că legea neprescriind niciăeri formule sau termeni sacramentali, judecătorul nu e silit a întrebunța chiar termenii legii, ci el se poate servi cu expresiuni echipolente; însă din momentul ce art. 862 cere, pe lângă celelalte mențiuni ce într'însul se arată, și mențiunea declarațiunii testatorului că este făcut din libera sa voință, trebuie ca instanța de fond să arate echipolentul din care ar rezultă că testatoarele a făcut judecătorului o asemenea declarațiune; dacă dar curtea de apel se mărginește a stabili că din procesul-verbal reese că testamentul a fost citit testatorului în prezența și auzul său și că dânsul l'a recunoscut ca al său, aceste mențiuni nu pot servi ca echipolent pentru a stabili că el e făcut din libera voință a testatorului; căci din momentul ce legea cere, sub pedeapsă de nulitate, coexistența tuturor acelor formalități și dar constatarea îndeplinirii a fiecăreia dintr'însele, ar fi fără înțeles a se presupune că legiuitorul a admis ca constatarea îndeplinirii unora dintr'însele să poată servi ca echipolent pentru a stabili îndeplinirea și a celorlalte. (Cas. I, 60/Febr. 19/92, B. p. 128).

17. Deși este adevărat că legea neprescriind formule sau termeni sacramentali, judecătorul nu e silit a întrebunța chiar termenii legii, că el se poate servi cu echipolente și că deci mențiunea unei declarațiuni din partea testatorului că dânsul a făcut testamentul nesilit de nimeni echivalează cu mențiunea că a făcut testamentul din libera sa voință; însă din momentul ce e necontestat că judecătorul, în raportul său, nu face mențiunea că testatorul i-a făcut o asemenea declarațiune și că mențiunea că testatoarele a declarat că testamentul e „dictat de dânsul, nesilit de nimeni”, nu există de cât în legalizarea ce tribunalul a dat aceluia testament, e neînțeles a se pretinde că cuvintele „nesilit de nimeni” din legalizarea tribunalului înaintea căruia testatoarele nici nu s'a prezentat, să se ia ca echipolente a unor mențiuni ce trebuiau să existe, sub pedeapsă de nulitate, în raportul chiar al judecătorului. (Cas. I, 59/Febr. 19/92, B. p. 125).

18. Constatarea judecătorului în procesul-verbal de autentificare, că testatorul se bucură în acel moment de întregimea facultăților sale mintale.



că i-a citit testamentul din cuvânt în cuvânt și a declarat că e făcut din liberă sa voință, nu se poate dărâma decât prin înscriere în fals, de oare ce sunt făcute într'un act autentic, de un oficer competent, având obligațiunea a le face, iar nu niște mențiuni facultative. (Trib. Putna, Mai 12/93, *Dr.* 43/93). A se vedea și No. 22 și 23 de sub art. 861.

**19.** Din combinațiunea art. 33 cu art. 19 din legea de autentificări și din toată economia acestei legi rezultă că formele autentificării testamentelor se pot îndeplini și de un singur judecător, fie la tribunal, fie la locuința testatorului, în caz de boală constatată, fără a mai fi trebuință și de un alt proces-verbal sau de vre-un raport făcut la tribunal, după cum prevede art. 862 și 867 din cod. civ. (Cas. I, 458/95, B. p. 1314).

**20.** Mențiunile cerute de acest art. în privința citirii testamentului din cuvânt în cuvânt și în privința declarațiunii testatorului, că testamentul este al său, făcut din liberă sa voință, pot să rezulte din cuprinsul procesului-verbal de autentificare, întru cât legea nu prevede termeni sacramentali. (Apel Buc. III, *Dr.* 31/99).

**21.** Declarațiunea, făcută de testator judecătorului delegat, că nu știe carte spre a semnă, pe când în realitate știe, nu poate atrage anularea testamentului. O asemenea declarație falsă nu implică nici că intenția lui a fost de a refuză să-și dea consimțământul la facerea testamentului, dacă alte fapte sau împrejurări nu vin spre a pune în evidență această intențiune a testatorului. (Apel Buc. I, *Dr.* 62/903).

**22.** Lipsa raportului prevăzut de art. 862 codul civil, care trebuie făcut de judecătorul ce a instrumentat la luarea consimțământului unui testator, în urma legii autentificării din 1886, care prevede că autentificarea să se facă de un singur judecător, nu mai poate cu nimic vicia forma autentificării unui testament. (Apel Buc. III, *Dr.* 43/909, p. 338).

**23.** Deși în rezoluție magistratul care a autentificat un testament a scris că s'a luat consimțământul în loc să se constate liberă voință cum cere art. 862 c. civ., sub pedeapsă de nulitate, însă dacă în procesul-verbal de autentificare este trecut că cele citite în auzul testatorului, acesta a declarat că sunt scrise din liberă sa voință, testamentul e valabil. (Trib. Dorohoi 128 din 2 Iunie 1921. *Curier Jud.* 25/922).

**24.** Art. 862 c. civ., prevede formal că declarațiunea testatorului că testamentul este al său și făcut din liberă sa voință, trebuie să se menționeze în adevărarea tribunalului, sub pedeapsă de nulitatea testamentului.

Dacă legiuitorul a cerut să se facă mențiune despre îndeplinirea acestor formalități în procesul-verbal de autentificare, a fost pentru că a voit să aibă o garanție sigură că cerințele legii vor fi îndeplinite, punând astfel pe judecător în alternativa: sau de a îndeplini realmente aceste formalități sau de a săvârși un fals în acte publice, menționând că ele s'au îndeplinit atunci când nu au fost îndeplinite în realitate.

Dacă nu se face adevărare de judecător prin chiar procesul-verbal de autentificare, că s'au făcut în fața sa de către testator declarațiunile cerute de art. 862 c. civ., testamentul este din aceasta cauză nul, în sensul de inexistență, potrivit art. 886 c. civ., chiar dacă s'ar dovedi prin aceste mijloace că formalitățile au fost îndeplinite în realitate, pentru că constatarea acestei formalități este substanțială și deci lipsa ei atrage nulitatea întregului testament, ea neputând să rezulte decât numai din adevărarea făcută de judecător, iar nu din alte împrejurări, pe cale de deducțiuni ori simple prezumpțiuni sau coniecturi.

Deși este adevărat că legea nu prescrie nicăeri formule sau termeni sacramentali, așa că judecătorul chemat să autentifice un testament nu este ținut a întrebuiți însuși termenii legii, totuși el poate să se servească de orice alte expresiuni sau fraze echivalente ori cuvinte sinonime, însă în așa mod ca ele să nu lase nici o îndoială că toate cerințele legii au fost îndeplinite, că ele să indice tocmai ideea voită de legiuitor.

Prin urmare în specie mențiunea din procesul verbal de autentificare a testamentului despre declarația testatorului că actul este făcut „cu consimțământul său“ nu poate servi de echipolent pentru a constată declarația liberei voințe a testatorului, pentru că acea mențiune nu exprimă exact aceiași idee de liberă voință pe care legiuitorul o cere în mod special pentru testamente. (C. Apel Constanța, 698 din 7 Mai 1923. *Jur. Gen.* 1923, No. 1331. *Curier Jud.* 40/923, *Justiția Dobrogei* 8/923, *Pand. Rom.* 1924, III, 6).

**25.** Testamentul autentic fiind un act solemn, de altfel, ca și ori ce testament, în genere, este nul dacă procesul-verbal de autentificare nu constată că el a fost cetit din cuvânt în cuvânt în auzul și în prezența testatorului și că el a fost făcut din liberă lui voință. (*Judec. Ocol Herța-Dorohoi*, 3 Aprilie 1924, *Jur. Gen.* 1924, No. 1470).

**26.** A se vedea: art. 813 nota 15; art. 860 notele respective; art. 861, Index și notele respective; art. 1171, Index și notele respective.

**Art. 863.** — Testamentul trebuie să fie iscălit de testator; dacă el declară că nu știe, sau că nu poate iscăli, se va face mențiune despre declarațiunea testatorului și cauza ce-l împiedecă de a iscăli, atât în raportul judecătorului numit, cât și în adeverirea tribunalului<sup>1)</sup>. (Civ. 860—862, 886, 1171; L. aut. act. 16, 18, 33; Civ. Fr. 973).

*Text. fr. Art. 973.* — Ce testament doit être signé par le testateur: s'il déclare qu'il ne sait ou ne peut signer, il sera fait dans l'acte mention expresse de sa déclaration, ainsi que de la cause qui l'empêche de signer.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 123, 130-133;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2079, 2081-2084, 2086-2096;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 855, 859;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3006 urm., 3019; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 734 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 116 bis, II; 118 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XXI, 101 urm., 234, 305, 307, 310, 315, 319, 320, 368;  
 HUC, VI, 294;  
 LAURENT, XIII, 358, 360, 364, 371, 373, 374;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1915 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 391;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2706.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 73 urm., 75, 102, 134 n. 1; *Droit ancien et moderne de Roumanie*, p. 141, 142; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 147 din 4 Iunie 1903, *Curier Jud.* 2/904;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 352, 353;  
 NACU, II, p. 355 urm.;  
 SESCOREANU M. G., *Observație* sub. Apel Liège, 31 Martie 1920; *Pand. Rom.* 1922-III-149.

#### Jurisprudență.

1. Imprejurarea că testatoarea a iscălit în testament numele celui cu care trăia în concubinaj, în loc să iscălească numele părintelui său, nu constituie un motiv de nulitate a testamentului, când în fapt se constată că testamentul acela emană de la testatoarea. (Apel Buc. III, 71, Mart. 23/83, *Dr.* 52/83.)

2. Dacă în procesul-verbal, în care s'a încorporat și un postscriptum al judecătorului delegat, se constată că testatorul a declarat că testamentul este scris și scris de o altă persoană de oarece în acest moment se găsește în neputință de a iscăli, fiind bolnav; deci dar s'a înlocuit lipsa iscăliturii testatorului cu mențiunea cerută de art. 863 despre declarațiunea testatorului și cauza ce-l împiedecă de a iscăli. (Cas. I, 106/Mart. 12/85, B. p. 183.)

3. Deși nici prin jurnalul de autentificare nu se arată cauza pentru care

testatorul nu a semnat cu propria sa semnătură, dar aceasta e și de prisos a se mai zice când chiar testatorul declară prin corpul testamentului său că nu știe carte și că a iscălit prin punere de deget și aplicarea sigiliului său. În urma unei asemenea categorice declarațiuni, ori ce altă constatare este de prisos a se mai face. (Cas. I, 129/Apr. 12/85, B. p. 234.)

4. Dacă în legalizarea testamentului nu se constată că testatorul a declarat că a subscris testamentul, această omisiune constituind un motiv de nulitate, testamentul rămâne fără valoare. Iar cuvintele „*carte știe*“, arătate în legalizarea testamentului, nu pot fi luate ca termeni echipolenți din cari să se poată înțelege că testatorul a declarat că „*iscălitura din testament este a sa*“, de oare ce a ști carte nu înseamnă că a iscălit testamentul, când nu se declară că l'a subscris. (Apel Craiova, I, 38, Mart. 6/87, *Dr.* 52/87.)

<sup>1)</sup> *Lege interpretativă a art. 16 și 18 din Legea aut. actelor.* (Mon. of. 89/921 și 97/921). Art. unic. „Constatarea judecătorilor făcută în procesul-verbal de autentificare că un act prezentat de părți cari nu știu carte sau nu pot se semneze, cum că acestea au semnat „prin punere de deget“ este suficientă pentru validitatea actului, întrucât ea presupune implicit neștiința de carte sau împiedecarea legitimă de a semna“.

A se vedea și nota 1 de sub textul art. 859.



5. Nicăieri în textul art. 860—863, relative la forma testamentului autentic, nu se menționează obligațiunea pentru testator de a declara chiar în corpul actului că nu știe semnă, prin urmare de aci nu se poate deduce un motiv de nulitate. O asemenea exigență nici că ar fi de o utilitate pentru tăria actului, de oare ce tot cuprinsul său nu câștigă valoare de cât prin cele ce se afirmă și se declară înaintea judecătorului; înaintea acestuia dar e necesar să declare testatorul de ce nu a semnat actul, și înaintea acestuia prevede și art. 863 că trebuie să se facă declarațiune; prin urmare, testamentul ar fi viciat numai atunci când judecătorul n'ar consenmă nici o declarațiune în raportul său, sau când ar menționă că, după propria sa știință, testatorul n'ar ști să semneze. (Apel Buc. III, 145, Iun. 6/88, Dr. 45/88).

6. Art. 862 c. civ., nu prescrie nici o formă sau termeni sacramentali în cari trebuie să se menționeze de către tribunal îndeplinirea formalităților ce în acest articol se arată. Deci dacă din legalizarea tribunalului se constată că citindu-se testatorei din cuvânt în cuvânt acel testament, el a mărunisit că este testamentul său și că este făcut din libera sa voință, și de aci rezultând în mod neîndoios că actul presintat eră expresiunea voinței

libere a testatorei, mențiunea „*carte știe*” din legalizarea făcută asupra unui testament, în josul căruia figură iscălitura testatorei cu o altă scriere de cât aceea din corpul testamentului, și care după caracterul scrierei în comparațiune cu acela al scrierei din corpul testamentului se prezintă ca fiind scrisă de către testatore, nu se poate explica într'un mod rațional, de cât ea raportându-se la acea iscălitură, și că dar întrebarea ce s'a făcut și care a provocat acest răspuns, precum și acest răspuns nu s'a putut înțelege a se face și a se da de cât pentru a se constată că iscălitura din acel testament este scrisă de testatore, și prin urmare acea mențiune echivalează cu constatarea declarațiunii testatorei că testamentul este iscălit de el. (Cas. I, 11, Ian. 13/88, B. p. 14; Apel Buc. II, 31, Febr. 9/89, Dr. 25/89).

7. Instanța de fond poate să deducă, că un testament, este iscălit prin punere de deget, fiindcă testatorul nu știa carte, de oarece legea nu cere nici o formulă sacramentală, pe care să o prevadă judecătorul, care a autentificat actul, în procesul verbal de autentificare. (Cas. I, 383/905, B. p. 1032).

8. A se vedeă art. 860, 861 862. Index și notele respective; art. 1171. Index și notele respective.

**Art. 864.** — Când testatorele va voi să facă un testament mistic sau secret, trebuie neapărat să-l iscălească, sau că l'a scris el însuși, sau că a pus pe altul a-l scrie.

Hârtia în care s'a scris dispozițiunile testatorei, sau hârtia care servește de plic, de va fi, se va strânge și se va sigilă.

Testatorele va prezentă tribunalului competente testamentul strâns și pecetluit, precum s'a zis, sau îl va strânge și-l va pecetlui înaintea tribunalului.

Testatorele va declară că dispozițiunile din acea hârtie este testamentul său, scris și iscălit de el însuși, sau scris de altul și iscălit de testatore.

Când testatorele din cauză de boală, va fi în neposibilitate fizică de a se prezentă înaintea tribunalului, atunci prezentarea testamentului, pecetluirea lui și declarațiunea sus menționată, se vor face înaintea judecătorului, numit de tribunal pentru acest sfârșit.

Tribunalul, sau judecătorul numit, va face actul de subscripțiune <sup>1)</sup> pe hârtia în care s'a scris testamentul, sau pe hârtia care servește de plic.

1) Textul art. francez corespunzător zice: „*subscription*” pe care legiuitorul nostru l-a tradus „*subscripțiune*” în loc de: „*suscripțiune*”.

Acest act se va subscrie atât de testatore cât și de tribunal sau judecător.

Toată lucrarea de mai sus nu va putea fi întreruptă de nici o altă operațiune; când testatorele din cauză posterioară subsemnării testamentului, va declară că nu poate subsemna subscripțiunea, această declarațiune se va trece în subscripțiune<sup>2)</sup>. (Civ. 858, 865—867, 886, 892; L. Timbr. 39 § 33; Civ. Fr. 976).

*Text. fr. Art. 976.* — Lorsque le testateur voudra faire un testament mystique ou secret, il sera tenu de signer ses dispositions, soit qu'il les ait écrites lui-même, ou qu'il les ait fait écrire par un autre. Serra le papier qui contiendra ses dispositions, ou le papier qui servira d'enveloppe, s'il y en a une, clos et scellé. Le testateur le présentera ainsi clos et scellé, et à six témoins au moins, ou il le fera clore et sceller en leur présence; et il déclarera que le contenu en ce papier est son testament écrit et signé de lui, ou écrit par un autre et signé de lui: le notaire en dressera l'acte de suscription, qui sera écrit sur ce papier, ou sur la feuille qui servira d'enveloppe; cet acte sera signé, tant par le testateur que par le notaire, ensemble par les témoins. Tout ce que dessus sera fait de suite et sans divertir à autres actes; et en cas que le testateur, par un empêchement survenu depuis la signature du testament, ne puisse signer l'acte de suscription, il sera fait mention de la déclaration qu'il en aura faite, sans qu'il soit besoin, en ce cas, d'augmenter le nombre des témoins.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 136-142;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2123-2125, 2128-2130, 2132, 2133, 2139, 2140, 2142, 2144, 2148-2150, 2150 bis, 2151, 2152, 2155, 2157, 2158;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 67; ed. 1-a, III, p. 860 urm., 866;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3238 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 778 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 121 bis, I-III și VI;  
 DEMOLOMBE, XXI, 333-335, 337, 339, 346, 347, 349, 351, 353, 356, 358, 361, 362, 375 urm., 384-388 urm.;  
 LAURENT, XIII, 389, 391-395, 400, 404, 405, 407 urm., 413-417;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2073 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 393 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2714 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 11, 44, 96 urm., 111, 113, 114 n. 6, 115, 437; (VII, p. 136 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 144, 145; *Observație sub C. Apel Buc. s. II*, 343 din 3 Dec. 909. Dreptul 17/1910; *Notă sub. Cas. I*, 95 din 29 Ian. 1924. *Pand. Rom.* 1924-I-241;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 354;  
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scieri juridice*, vol. I, p. 215 urm.: „Dreptul de a testă este un drept natural?”;  
 NACU, II, p. 358 urm.;  
 TĂTARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 74.

#### INDEX ALFABETIC

Act autentic 9.	Fals 10, 14, 20.	Proces-verbal 4.	8, 10, 11, 13, 14, 15, 17, 20.
Act de subscripțiune, a se vedea „Subscripțiune”.	Identitate 15, 21.	Recurs 15.	Testament olograf 2.
Chestie de fapt 15.	Inscriere în fals 10, 14, 20.	Semnătura testatorului 3, 7, 8, 9.	Titulatura de testament 19.
Context, unitate 10, 14.	Marturi 13.	Sigilare 12, 16, 18, 22.	Tribunal 4.
Data 20.	Nulitate 1, 2, 7, 8.	Sigilii 1, 5, 7.	Unitate de context 10, 14.
Executare 9.	Olograf testament 2.	Subscripțiune 1, 3, 4, 6, 7,	Verificare de scripte 9.
	Petițiune 4.		

2) A se vedea nota de sub textul art. 863.



## Jurisprudență.

1. Un testament mistic, ca să poată fi valabil, urmează a fi observate cu stricteță dispozițiunile art. 864, cari sunt o garanție luată de legiuitor în privința unor atari testamente: subscripțiunea să se facă pe plic de judecătorul numit, în fața testatorului, fără ca această lucrare să poată fi întreruptă de nici o altă operațiune. Dacă dar instanța de fond constată în fapt că sigiliurile pe plic au fost puse astfel că s'a putut cu înlesnire a se introduce un alt testament, și că subscripțiunea pe plic nu s'a făcut de judecătorul numit în fața testatorului la domiciliul său, ci în urmă la tribunal, astfel că s'a întrerupt lucrarea, strecurându-se un spațiu de timp în care plicul a existat fără nici o subscripțiune, ceea ce rezultă din procesul verbal făcut de judecător pe o hârtie deosebită, când a fost la domiciliul testatorului; în fața unor atari fapte, instanța de fond a fost în drept a declara nulitatea testamentului mistic fără ca prin aceasta să fi violat art. 864. (Cas. I, 43/Febr. 5/80, B. p. 50).

2. Actul declarat nul ca testament mistic, poate fi valabil ca testament olograf dacă se constată că e scris, scris și datat de testator; căci scopul testatorului a fost a avea un testament. Este adevărat că el a voit pentru a asigura într'un mod mai eficace conservarea și execuțiunea lui, să-l revestească cu formele testamentului mistic, dar el n'a voit de sigur să lase legii chiar regularea succesiunii sale. Când cineva de bună voe supune la oare cari solemnități un act care poate valabil să fie făcut și fără aceste solemnități, neregularitatea lor nu-l împiedecă de a valora dacă de altfel este revestit de formele ce îi sunt proprii. În această privință găsim chiar la noi art. 1172 care consacra această teorie. (Trib. Tutova, Febr. 4/86, Dr. 4/86).

3. Legiuitorul voește ca semnătura testatorului să fie în josul actului de subscripțiune ca o garanție că lucrarea n'a fost întreruptă, că testatorul a asistat la întreaga operațiune și că hârtia care conține dispozițiunile sale de ultimă voință n'a putut fi substituită. Semnătura testatorului deasupra actului de subscripțiune nu e suficientă. (Trib. Tutova, Febr. 4/86, Dr. 41/86).

4. Prin art. 864 nu se cere nici ca testatorul să prezinte testamentul său pe lângă o petițiune și nici ca tribunalul să încheie vre-un proces verbal. Ceea ce se cere este actul de subscripțiune pe plic, care trebuie să constate îndeplinirea tuturor formalităților preținse de lege. (Trib. Tutova, Februarie 4/86, Dr. 41/86).

5. După art. 864 ceea ce se cere pen-

tru un testament mistic este ca hârtia în care s'a scris testamentul sau aceea care servește de plic să fie strânsă și sigilată și nimic mai mult. Legea nu cere ca testatorul să se serve de propriul său sigiliu; ea îl autoriză prin aceasta chiar să se serve de sigiliul ori cărei alte persoane în care ar avea încredere, destul numai ca testamentul să nu poată fi substituit; prin urmare, e suficient ca el să fie închis în așa mod în cât cineva să nu-l poată deschide fără a lăsa urme. Alt-fel cine n'are un sigiliu propriu al său ar fi pus în imposibilitate de a testa în formă mistică. (Trib. Tutova, Febr. 4/86, Dr. 41/86).

6. Principiul conținut în art. 864, ultimul aliniat, nu se aplică de cât numai în privința îndeplinirii formalităților relative la validitatea testamentelor mistice, care încep în momentul prezentării lor dinaintea tribunalului sau a judecătorului delegat; și întru cât legea nu cere continuitate pentru exprimarea voinței testatorului, prin urmare testamentul mistic este valabil ori care ar fi intervalul petrecut din minutul în care a fost scris și acela în care a fost prezentat, destul numai ca lucrarea judecătorească să nu fie întreruptă după prezentarea lui și până când se sfârșește actul de subscripțiune. (Cas. I, 48/87, Febr. 4/87, B. p. 96).

7. Pentru validitatea unui testament mistic, legiuitorul, prin art. 864, cere pe lângă alte formalități, ca testamentul să fie iscălit de persoana care testează și această iscălitură să figureze și în actul de subscripțiune încheiat de tribunal. Lipsa de iscălitură nu poate fi înlocuită prin echipolentul dedus din faptul că persoana care a testat, a pus pe plic 5 peceti cu inițialele sale, de oare ce legiuitorul cere, pentru ca un testament mistic să fie valabil, punerea pecetilor ca o formalitate deosebită și independentă de iscălitura care trebuie să existe pe actul de subscripțiune. Lipsa dar a iscăliturii testatorului pe plicul în care tribunalul făcuse actul de subscripțiune anulează testamentul. (Cas. I, 304/Oct. 28/87, B. p. 785).

8. După art. 864, cel ce voește a testa mistic, poate cu condițiunea ca, pe lângă celelalte formalități cerute de lege, să îndeplinească și pe aceea de a subsemna actul de subscripțiune ce se face de tribunal sau de a se face mențiune de judecător de cauza care a împiedecat pe testator să subscrie. Și această formalitate fiind, după art. 886, prevăzută sub pedeapsă de nulitate, neîndeplinirea ei isbește actul de o nulitate absolută. (Apel Craiova, II, 173, Dec. 19/86, Dr. 78/87).

9. Testamentul mistic nu este în în-

tregul lui un testament autentic. Probă că nu este, e că nu e executoriu, și probă că nu e executoriu e art. 892, care îl asimilează cu testamentul olograf și cere să fie prezentat președintelui tribunalului în ocolul căruia s'a deschis succesiunea pentru a putea fi executat. Afară de aceasta, după art. 1171, actul autentic, e acela ce s'a făcut cu solemnitățile cerute de lege de un funcționar public, care are drept de a funcționa în locul unde actul s'a făcut, și dacă este adevărat că testamentul mistic s'a ia de tribunal, nu e mai puțin adevărat că actul care conține dispozițiunile de ultimă voință rămâne secret și nu se declară tribunalului; ori e constant că numai ce se constată de tribunal ca petrecut înaintea sa este autentic; de unde concluziunea că constatarea judecătorilor despre prezentarea testamentului strâns și peceluit, tribunalului de către testator, despre declarațiunea acestuia că dispozițiunile din act sunt testamentul său, scris și iscălit de el însuși, sau scris de altul și iscălit de el, și despre subsemnarea plicului de către judecător și testator, e o constatare despre niște fapte petrecute înaintea judecătorilor și ca atare este autentică. Subsemnarea însă a chiar testamentului de către testator nu se constată și nici nu se poate constată de judecător, de oarece actul trebuie să rămână secret. Deci nu e nevoie de o înscriere în fals pentru a se constată dacă testatorul a iscălit sau nu testamentul său, cum ar fi nevoie dacă s'ar contestă că testatorul a iscălit actul de subscripțiune, de și judecătorul a constatat că îndeplinită această formalitate. — Și cum în dreptul nostru se cere, prin deosebire de legislațiunea franceză, ca condițiune de validitate a testamentului mistic, de a fi subsemnat de testator (art. 864); urmează de aci că în cazul de a nu se recunoaște iscălitura de cei cărora li se opune un atare testament trebuie probat de cei care se servesc de el că semnătura este a testatorului. Această probă trebuie făcută deși testatorul a declarat înaintea judecătorului care a legalizat testamentul că iscălitura din actul ce a prezentat este a sa, căci a putut face o declarațiune inexactă și declarațiunea lui nu poate echivala cu îndeplinirea acelei formalități cerută sub pedeapsă de nulitate. Singurul mijloc de a o face este verificarea de scripturi. (Trib. Dolj, II, Dec. 11/91, Dr. 60/93).

10. Când judecătorul delegat constată unitatea de context ordonată de art. 864 alin. ultim cod. civ., această constatare nu se poate combate decât prin inscripțiunea în fals. Lipsa de unitate de context, neputând fi trasă din faptul că scrierea actului de sub-

scripțiune a fost făcută de altă persoană, decât judecătorul sau grefierul, întrucât acea persoană a putut scrie actul de subscripțiune, sub dictarea judecătorului și fără vre-o întrerupere. (Trib. Ilfov I, Dr. 40/905).

11. Art. 864 cod. civil, spre deosebire de textul francez, nu cere ca actul de subscripțiune după un testament mistic să fie scris de însuși judecătorul delegat, este destul numai ca judecătorul să-i dea autenticitatea, prin iscălitura actului de subscripțiune, fie el scris de judecător, grefier sau altă persoană. (Trib. Dolj I, Dr. 40/905).

12. Testamentul mistic se poate prezenta de către testator înaintea tribunalului sau judecătorului delegat, sau strâns și sigilat sau se va strânge și sigila înaintea tribunalului sau a judecătorului delegat. (Cas. I, 24 Febr. 1906. B. p. 254).

13. Formalitatea prescrisă de art. 864 codul civil, cu privire la facerea actului de subscripțiune de către Tribunal sau de judecătorul delegat, nu poate fi înțeleasă în sensul că actul de subscripțiune trebuie scris chiar de judecătorul care instrumentează. Scrierea actului poate fi făcută de grefier sau chiar de un scriitor al tribunalului sub dictarea judecătorului care instrumentează, scopul legii fiind atins prin aceasta. Prin urmare, împrejuraerea că actul de subscripțiune a fost scris de altă persoană decât de judecătorul sau grefierul care-l asistă, nu poate atrage nulitatea testamentului. (Cas. I, 31 Mai 1906, B. p. 906).

14. Când judecătorul a constatat în actul de subscripțiune unitatea de context cerută de art. 864 codul civil, instanța de fond nu poate admite proba cu martori spre a se dovedi contra celor constatate de judecător în actul de subscripțiune, decât aducându-se actul fals. (Cas. I, 31 Mai 1906, B. p. 1906).

15. Constatarea identității testatorului prin cunoștința personală a judecătorului care instrumentează și declararea acestei cunoștințe în actul de subscripțiune, este o chestiune de fapt care scapă de sub controlul Curții de Casație, destul numai ca instanțele de fond să constate că stabilirea identității testatorului este făcută în autentificarea actului de subscripțiune. (Cas. I, 31 Mai 1906, B. p. 906).

16. Instanța de fond face o justă aplicațiune a art. 864 din codul civil, când decide că prezentarea de către testator a testamentului său mistic, strâns și sigilat gata, înaintea judecătorului însărcinat a instrumenta la domiciliu, a fost făcută în conformitate cu cerințele legii. (Cas. I, 8 Dec. 1910, B. p. 1714).

17. Formalitatea prescrisă de art. 864



din codul civil, cu privire la facerea actului de subscripțiune de către tribunal sau judecătorul delegat, nu poate fi înțeleasă în sensul că actul de subscripțiune trebuie scris chiar de judecătorul care instrumentează. Scrierea actului poate fi făcută de greșier sau chiar de către oricare alt scriitor al Tribunalului, sub dictarea și controlul Judecătorului care instrumentează și care împreună cu greșierul au subsemnat actul de subscripțiune, scopul legii fiind atins prin aceasta. (C. Apel Buc. s. II, 343 din 3 Dec. 1909, Dreptul 17/910).

18. Dispozițiunea din ultimul alineat al art. 864 c. civil nu poate fi privită ca o derogățiune la primul alineat al aceluiași articol, de oare ce nu este nici o rațiune de a distinge, din punctul de vedere al pecetluirii testamentului, între cazul când testatorul se prezintă înaintea tribunalului și acela în care judecătorul delegat se prezintă la domiciliul testatorului. (C. Apel Buc. s. II, 343 din 3 Dec. 1909, Dreptul 17/910).

19. Prin faptul că cineva întitulează un act „testament“ și îndeplinește formalitățile cerute de art. 864 c. civil pentru valabilitatea testamentelor mistice și deși nu a trecut în acel act că lasă obiectele testate după decesul său, toate aceste împrejurări implică existența legală a testamentului, mai ales că din nici o clauză a testamentului nu rezultă împrejurări de natură a învedera voința testatorului de a dispune de obiectele testate în cursul vieții. (Trib. Dorohoi 128 din 2 Iunie 1921, Curier Jud. 25/922).

20. Actul de subscripțiune al unui testament mistic, face dovadă deplină până la înscriere în fals, atât cu privire la data sa cât și la cele constatate prin propriile simțuri de judecătorii cari au instrumentat. (C. Apel Buc. s. I, 29 din 22 Febr. 1922, Dreptul 22/922).

21. Prezența celor doi martori pentru stabilirea identității, cerută de le-

gea aut. act. nu mai este necesară, când se constată din act că judecătorii cari au instrumentat la încheierea actului de subscripțiune, au cunoscut personal pe testator. (C. Apel Buc. s. I, 29 din 22 Febr. 1922, Dreptul 22/922).

22. Art. 864 c. c., prescriind formele în care se face un testament mistic, prevede două ipoteze: aceia când testatorul se prezintă înaintea Tribunalului, în persoană și aceia când nepunându-se prezentă la Tribunal, se delegează un judecător, care să se transporte la domiciliul lui, spre a-i lua declarația. Textul citat dispune, în prima sa parte că, testamentul se va putea prezenta tribunalului strâns și sigilat gata, sau se va strânge și sigila înaintea Tribunalului, iar al. IV prevăzând ipoteza când testatorul nu se poate prezenta înaintea Tribunalului, prescrie că, formalitatea pecetluirii să se facă înaintea jud. delegat. Dacă la prima cetire a textului pare a reeși că, formalitatea pecetluirii să se facă înaintea jud. delegat, această interpretare nu se poate menține la o analiză mai serioasă. În adevăr: în acest alineat legiuitorul, spre a nu repetă aceleași cuvinte ca mai sus și pentru a fi mai scurt, exprimându-se că: „prezentarea testamentului, pecetluirea lui și declarațiunea sus menționată se va face înaintea judecătorului numit, etc“, a voit a înțelege că, prezentarea testamentului strâns și sigilat, sau strângerea și pecetluirea lui, precum și declarațiunea sus menționată, se vor face înaintea jud. delegat. De altfel în rațiune nimic nu justifică distincțiunea între cazul când testatorul se prezintă înaintea Tribunalului și acela în care judecătorul delegat se prezintă la domiciliul testatorului, posibilitățile de substituție fiind aceleași în ambele ipoteze. (Cas. I, 95 din 29 Ian. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 655, Jur. Rom. 7/924, Pand. Rom. 1924, III, 54).

23. A se vedeă art. 867, nota 2.

**Art. 865.** — Acei care nu știu, sau cari nu pot citi și scrie nu pot face testament în formă mistică. (Civ. 864, 886; Civ. Fr. 978).

*Text. fr. Art. 978.* — Ceux qui ne savent ou ne peuvent lire, ne pourront faire de dispositions dans la forme du testament mystique.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 139;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2163-2166, 2168;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 860, 862, 866;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3221 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 771 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXI, 392, 396, 398;  
 HUC, VI, 302;  
 LAURENT, XIII, 424, 425, 427;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 147 urm., 2064 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 396;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2721.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 110 urm.; (VII, p. 136 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 145; *Nota* sub. Trib. civil, Prades (Pyrénées-Orientales), 11 Aug. 1922. *Jurispr. Gen.* 19/1923, No. 1385;
- CANTACUZINO MATEI, p. 354;
- NACU, II, p. 359 urm.;
- RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Craiova, s. II, 11 Nov. 909. *Dreptul* 70/1910;
- FLORIN SION, *Notă* sub Trib. Iași, 29 Nov. 1923. *Pand. Rom.* 1924-II-222.

## Jurisprudență.

1. Prin cuvintele „cari nu pot citi și scrie” se înțelege și cei cari nu pot și nu sunt în măsură de a verifica prin ei înșiși conținutul unui testament scris de un al treilea, deși ar ști scrie și citi alte caractere. Deci este nul testamentul scris cu litere latine când se dovedește că testatorul nu știa să scrie și să citească de cât litere chirilice. (Trib. Tutova, Febr. 4/86, *Dr.* 41/86).
2. În principiu e de ajuns pentru ca o persoană să poată face un testament mistic, ca dânsa să poată citi și scrie. (Trib. Ilfov, I, 264, Mai 16/94, *Dr.* 59/92).
3. Sub Codul Caragea cei ce nu știau carte puteau face testament, punând pe o altă persoană să le scrie testamentul, însă pentru aceasta trebuia ca testamentul să fie pecetluit cu pecetea testatorului și adevărit de doi martori și de scriitorul actului, martori cari să fi văzut sau să fi auzit de la cel ce a testat că acel testament este al său. Declarațiunea martorilor că au fost față este suficientă. Lipsa pecetei testatorului și înlocuirea ei fie cu o pecetie imprimată de la o altă persoană fie prin tragere de deget de testator, afirmată această tragere de către martorii asistenți, facea ca testamentul să fie valid. (Apel Buc. I, C. Jud. 30/96).
4. Constatarea în fapt de către instanța de fond, cum că un testator, la epoca când a făcut testamentul său, se află în condițiile cerute de art. 865 din codul civil, adică avea vederea destul de bună, pentru a putea face testament

în formă mistică, este o constatare suverană, ce scapă de sub cenzura Curței de Casație. (Cas. I, 424/900. B. p. 1451).

5. Dispozițiunea art. 865 cod. civil, care interzice testamentul mistic celor ce nu știu a scri și citi, se aplică și celor ce nu pot citi caracterele cu cari s'a scris testamentul. Reclamantul este dator să facă dovada acestui fapt. (Trib. Ilfov, I. *Dr.* 20/901).
6. Asemănat art. 6, 7 și 8 de la cap. II, cartea VI, din legiuirea Caragea pentru ale judecăților la titlul „cărților”, diatele neștiutorilor de carte trebuiau să se pecetluiască negreșit cu pecetea lor și să se adevereze cu scriitori și alți doi martori sau de judecători. Astfel testamentul făcut de un supus strein sub imperiul legiurii Caragea, care declară în act că nu știe carte și care nu poartă pecetea sa și nici este semnat de scriitorul actului și nici este făcut după formele cerute de legea țării sale, este nul, chiar dacă este legalizat de consulatul țării sale, legalizare ce nu ține loc de semnătura scriitorului actului, întru cât în legalizare nu se spune cine a scris actul. (Apel Iași I, C. Jud. 2/905).
7. Din cuprinsul art. 865 c. civil, care dispune că acei cari nu știu sau cari nu pot citi și scrie nu pot face testament mistic, rezultă că testamentul mistic va fi nul când cel ce a ales această formă pentru a testă nu știe a citi și scrie. (Apel Craiova II, *Dr.* 70/910, p. 558).

**Art. 866.** — Când testatorele nu poate vorbi, dară știe a scrie, atunci declarațiunea că testamentul este al său o va face în scris în capul actului de subscripțiune înaintea judecătorului numit, sau înaintea tribunalului.

Tribunalul sau judecătorul numit va constată în actul de subscripțiune declarațiunea testatorelui. (Civ. 816, 864, 867, 886; Civ. Fr. 979).

*Text. fr. Art. 979.* — En cas que le testateur ne puisse parler, mais qu'il puisse écrire, il pourra faire un testament mystique, à la charge que le testament sera entièrement, écrit, daté et signé de sa main, qu'il le présentera au notaire et aux témoins, et qu'au haut de l'acte de suscription, il écrira, en leur présence, que le papier qu'il présente est son testament: après quoi le notaire



écrit l'acte de suscription, dans lequel il sera fait mention que le testateur a écrit ces mots en présence du notaire et des témoins; et sera, au surplus, observé tout ce qui est prescrit par l'article 976.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 142, 143;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2159, 2160, 2171-2173, 2173 bis;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 860, 862, 863, 866;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3221 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 771 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 121 bis, VII;  
 DEMOLOMBE, XXI, 400, 401, 408, 409, 411;  
 HUC, VI, 304, 393;  
 LAURENT, XIII, 422, 423, 428, 430, 431;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2067 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 396;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2721.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 113 urm.; (VII, p. 136 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 145; *Nota* sub. Trib. civil Prades (Pyrénées Orientales), 11 Aug. 1922. *Jurispr. Gen.* 19/1923, No. 1385;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 354;  
 NACU, II, p. 359 urm.;  
 ȘION FLORIN, *Nota* sub. Trib. Iași, 29 Nov. 1923. *Pand. Rom.* 1924-II-222;  
 TĂNĂSESCU G. TEODOR, „*Surdo-mușii față de legea de autentificare*”. *Curier Jud.* 60/1914.

**Art. 867.** — În cazurile când se numește un judecător, el va comunica procesul său verbal tribunalului, care va legaliza actul de subscripțiune sau testamentul <sup>1)</sup>. (Civ. 861, 862, 864, 866).

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 97, 105;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 354;  
 NACU, II, p. 359 urm.;  
 PETRESCU, *Testamentele*, p. 622 urm.

### Jurisprudență.

1. Art. 33 din legea autentificării actelor a desființat dispozițiunea din art. 867 c. civ., prin care se pune judecătorului delegat a instrumenta, îndatorirea de a comunica prescriptul său verbal tribunalului ca apoi acesta să pronunțe autentificarea, dându-i putere a îndeplini singur formele autentificării atât la locuința testatorului, cât și la tribunal. (Cas. I, 196/Mai 13/91, B. p. 577).

2. Legiuitorul, în scop de a asigura secretul dispozițiilor testamentare cuprinse într-un testament mistic, prevede prin art. 864 din codul civil îndeplinirea unor formalități speciale pentru acest fel de testamente, formalități cari trebuiesc conținute și constatate sub pedeapsă de nulitate în actul de subscripțiune încheiat de Tribunal sau de judecătorul delegat a instrumenta

la domiciliul testatorului și, deci, nu se poate adăuga la aceste cerințe și a se introduce o nulitate care nu e prescrisă formal de lege, din faptul că actul de subscripțiune nu constată și îndeplinirea celorlalte forme prescrise de legea autentificării actelor, fără însă a cere ca această îndeplinire să fie constatată chiar în actul de subscripție.

Asemenea formalități, cum ar fi starea de boală, locuința unde a instrumentat și identitatea testatorului, cerute de art. 33 din legea autentificării actelor, judecătorul delegat poate să le constate și prin deosebit proces-verbal, iar nu numai prin chiar actul de subscripțiune, unde uneori, din cauza spațiului restrâns al plicului testamentului, ar fi și imposibil să se însereze îndeplinirea acestor formalități.

Prin urmare, instanța de fond violează art. 867 din codul civil și inter-

<sup>1)</sup> Acest articol nu are corespunzător în Codul Civil francez sau Codul Civil italian. A se vedea și nota 1 de sub textul art. 839.

pretă greșit dispozițiunile din legea autentificării actelor, când anulează un testament mistic pe simpla considerațiune că suszisele formalități trebuiau conținute și constatate în actul de subscripțiune, iar nu în procesul-ver-

bal de constatarea celorlalte operațiuni încheiate deosebit de judecător. (Cas. I, 786 din 6 Nov. 1912, B. p. 1870, Jur. Rom. 2/913).

3. A se vedea: art. 861 nota 9; art. 862 nota 6.

Secțiunea II. — *Despre regulile speciale asupra formelor câtorva testamente.*

**Art. 868.** — Testamentele militarilor și ale indivizilor întrebuițați în armată, sunt în orice țară valabile făcute în prezența unui cap de batalion sau de escadron, sau în prezența oricărui alt oficer superior, azistat de doi martori, sau în prezența a doi comisari de rezbel, sau în prezența unui din comisari azistat de doi martori. (Civ. 869 urm., 881, 884, 886; Civ. Fr. 981).

*Text. fr. Art. 981.* — Les testaments des militaires et des individus employés dans les armées pourront, en quelque pays que ce soit, être reçus par un chef de bataillon ou d'escadron, ou par tout autre officier d'un grade supérieur, en présence de deux témoins, ou par deux commissaires des guerres, ou par un de ces commissaires en présence de deux témoins.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2209;  
COLIN ET CAPITANT, ed. I-a, III, p. 864, 865;  
DEMOLOMBE, XXI, 416, 426, 432;  
LAURENT, XIII, 436, 437;  
MARCADÉ, IV, 62;  
MICHAX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 336, 2181 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 399;  
PANDECTES FR., *Don. et testam.*, 7645, 7646, 7662;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2725;  
TROPLONG, *Don. et testam.*, III, 1690 urm., 1696 urm., 1699.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 13, 120, 121 urm., 401 n. 2; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
NACU, II, p. 361, 362.

**Art. 869.** — Sunt asemenea, dacă testatorele este bolnav sau rănit, valabile făcute în prezența capului oficerului de sănătate, azistat de comandantul militar, însărcinat cu poliția ospiciului. (Civ. 868, 870 urm., 881, 884, 886; Civ. Fr. 982).

*Text. fr. Art. 982.* — Il pourront encore, si le testateur est malade ou blessé, être reçus par l'officier de santé en chef, assisté du commandant militaire chargé de la police de l'hospice.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2209;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 864;  
DEMOLOMBE, XXI, 416, 426, 432;  
LAURENT, XIII, 436, 437;  
MARCADÉ, IV, 62;  
MICHAX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 336, 2181 urm.;



- MOURLON, ed. 7-a, II, p. 399;  
 PANDECTES FR., *Donations et testaments*, 7645, 7646, 7662;  
 PLANIOL, III, ed. 3-a, No. 2725;  
 TROPLONG, *Donations et testaments*, III, 1690 urm., 1696 urm., 1699.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 13, 120, 121 urm., 401 n. 2; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
 NACU, II, p. 362.

**Art. 870.** — Dispozițiunile articolelor precedente, nu sunt admisibile decât în privința acelor ce sunt în expedițiune militară, sau în cuartier, sau în garnizoană afară de teritoriul român, sau prizonierii la inimici, fără ca acei ce sunt în cartier, sau în garnizoană în întrul țării să poată profita de această latitudine, de nu se găsesc în o cetate asediată, sau în alte locuri ale căror porți<sup>1)</sup> să fie închise și comunicațiunile întrerupte din cauza rezelului. (Civ. 868 urm., 886; Civ. Fr. 983)

*Text. fr. Art. 983.* — Les dispositions des articles ci-dessus n'auront lieu qu'en faveur de ceux qui seront en expédition militaire, ou en quartier, ou en garnison hors du territoire français, ou prisonniers chez l'ennemi; sans que ceux qui seront en quartier ou en garnison dans l'intérieur puissent en profiter, à moins qu'ils ne se trouvent dans une place assiégée ou dans une citadelle et autres lieux dont les portes soient fermées et les communications interrompues à cause de la guerre.

#### Doctrină străină.

- BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, II, 2212;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 864;  
 DEMOLOMBE, XXI, 420, 421;  
 DURANTON, IX, 152;  
 MICHAUX *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 336, 2181 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 399, 400;  
 PANDECTES FR., *Donations et testaments*, 7651-7653, 7657;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2725;  
 TROPLONG, *Donations et testaments*, III, 1702.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 13, 120, 121 urm., 401 n. 2; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
 NACU, I, p. 362.

**Art. 871.** — Testamentul făcut în forma mai sus arătată este nul după 6 luni dela întoarcerea testatorului într'un loc unde are libertatea de a testa cu formele ordinare. (Civ. 868 urm., 872 urm.; Civ. Fr. 984).

*Text fr. Art. 984.* — Le testament fait dans la forme ci-dessus établie, sera nul six mois après que le testateur sera revenu dans un lieu où il aura la liberté d'employer les formes ordinaires.

1) In textul oficial din eroare se zice: „părți” în loc de „porți” cum este de altfel și in textul francez.

## Doctrină străină.

- ARNTZ, II, 2019;  
 AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a § 30, p. 101; VII, § 672, p. 146;  
 BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, II, 2213;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 864, 865;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 127 bis, IV;  
 DEMOLOMBE, XXI, 423; XXII, 138;  
 MARCADÉ, IV, 64;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2181 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 399, 400;  
 PANDECTES FR., *Donations et testaments*, 7686 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2725;  
 TROPLONG, *Donations et testaments*, III, 1705.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 13, 120, 121 urm., 401 n. 2; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
 NACU, II, p. 362.

**Art. 872.** — Testamentul făcut într'un loc care este scos din comunicațiune din cauza ciumei sau altei boale contagioase, se poate face înaintea unui membru al consiliului municipal, asistat de doi martori. (Civ. 873 urm., 884, 886; Civ. Fr. 985).

*Text. fr. Art. 985.* — Les testaments faits dans un lieu avec lequel toute communication sera interceptée à cause de la peste ou autre maladie contagieuse, pourront être faits devant le juge de paix, ou devant l'un des officiers municipaux de la commune, en présence de deux témoins.

## Doctrină străină.

- BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, II, 2214, 2215;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 864, 865;  
 DEMOLOMBE, XXII, 138;  
 LAURENT, XIII, 443;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2188 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 400;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2725.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 13, 112, 120, 126 urm., 135, 295, 401 n. 2, 439;  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
 FOREANU ALEX., *Notă* sub. Judec. ocol. Cerna-Tulcea, 23 din 9 Iunie 1922. Pand. Rom. 1924, II, 141;  
 IULIU G., *Notă* sub. judec. ocol. Cerna-Tulcea, 23 din 9 Iunie 1922. Pand. Rom. 1924, II, 141;  
 NACU, II, p. 363.

## Jurisprudență.

1. Testamentul făcut în teritoriul ocupat de inamic este asimilat celui făcut în timp de ciură și se bucură de dispozițiile excepționale ale art. 872 c. civ. Dacă lipsească autoritățile indicate de acest articol pentru a primi testa-

mentul, el poate fi făcut valid și în prezența unui locuitor știutor de carte și a doi martori.

În ori ce caz poate fi considerat ca început de dovadă scrisă, care poate fi completată cu martori. (Judec. ocol. Cerna-Tulcea, 23 din 9 Iunie 1922. Pand. Rom. 1924, II, 141).



**Art. 873.** — Testamentele menționate în cele două <sup>1)</sup> articole precedente, sunt nule după trecerea de 6 luni dela deschiderea comunicațiilor cu locul unde se găsește testatorele, sau după 6 luni dela trecerea sa într'un loc unde comunicațiile nu sunt intrerupte. (Civ. 871, 872; Civ. Fr. 987).

*Text. fr. Art. 987.* — Les testaments mentionnés aux deux articles précédents deviendront nuls six mois après que les communications auront été rétablies dans le lieu où le testateur se trouve, ou six mois après qu'il aura passé dans un lieu où elles ne seront point interrompues.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, I, § 30, p. 101;  
 BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, I, 2216;  
 DEMOLOMBE, XXII, 138;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2188 urm.;  
 MOURLON, ed. II, p. 399, 400;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2725;

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 13, 112, 120, 126 urm., 135, 295, 401 n. 2, 439;  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
 NACU, II, p. 363.

**Art. 874.** — Testamentele făcute pe mare în timp de voiagiu sunt valabile.

Pe corăbii și alte bastimente ale țării, când sunt făcute în prezența oficerului comandant al bastimentului, sau în lipsă-i, în prezența celui ce-l înlocuește după ordinea serviciului, însă și unul și altul azistați de oficerul de administrație, sau de oficerul ce îndeplinește funcțiunile acestuia.

Pe bastimentele de comerț, când sunt făcute în prezența scribului bastimentului sau în prezența celui ce-l înlocuește, însă și unul și altul azistați de căpitanul sau de patronul, sau în lipsă-le, de acei ce-i înlocuesc.

În toate cazurile, funcționarii în prezența căror se fac aceste testamente vor fi azistați de câte doi martori. (Civ. 875—884, 886; Civ. Fr. 988).

*Text. fr. Art. 988.* — Les testaments faits sur mer, dans le cours d'un voyage, pourront être reçus, savoir:

A bord des vaisseaux et autres bâtiments du Roi, par l'officier commandant le bâtiment, ou à son défaut, par celui qui le supplée dans l'ordre du service, l'un ou l'autre conjointement avec l'officier d'administration ou avec celui qui en remplit les fonctions;

Et à bord des bâtiments de commerce, par l'écrivain du navire ou celui qui en fait les fonctions, l'un ou l'autre conjointement avec le capitaine, le maître ou le patron, ou, à leur défaut, par ceux qui les remplacent.

1) Aci este o inadvertență a legiuitorului nostru, care ar fi trebuit să zică: „testamentul menționat în articolul precedent este nul“, de oarece unul din art. Codului Civil francez (art. 986) a fost suprimat de legiuitorul român.

Dans tous les cas, ces testaments devront être reçus en présence de deux témoins.

#### Doctrină străină.

ARNTZ, II, 2028;  
 BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, II, 2218;;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 865;  
 DEMOLOMBE, XXI, 452, 457;  
 LAURENT, XIII, 439;  
 MARCADÉ, IV, 68;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2193 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 399, 401;  
 PANDECTES FR., *Donations et testaments*, 7707;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2725.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 121, 135, 295; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 146 n. 2);  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
 NACU, II, p. 364.

**Art. 875.** — Pe bastimentele Statului, testamentul căpitanului, sau acela al oficerului însărcinat cu administrațiunea, pe bastimentele de comerț, testamentul căpitanului, al patronului, sau al scribului, se pot face, în prezența aceluia ce, în ordinea serviciului, vin după dâșii, conformându-se pentru celelalte formalități cu dispozițiunile articolului precedent. (Civ. 874, 876 urm., 886; Civ. Fr. 989).

*Text. fr. Art. 989.* — Sur les bâtiments du Roi, le testament du capitaine ou celui de l'officier d'administration, et, sur les bâtiments de commerce, celui du maître ou patron, ou celui de l'écrivain, pourront être reçus par ceux qui viennent après eux dans l'ordre du service, en se conformant pour le surplus aux dispositions de l'article précédent.

#### Doctrină străină

ARNTZ, II, 2028;  
 BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, II, 2217;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 865;  
 DEMOLOMBE, XXI, 452, 457;  
 LAURENT, XIII, 439;  
 MARCADÉ, IV, 68;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2193 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 401 urm.;  
 PANDECTES FR., *Donations et testaments*, 7707;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2725.

#### Doctrină românească

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 13, 128 urm., 295, 401 n. 2, 439; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
 NACU, II, p. 364.

**Art. 876.** — În toate cazurile testamentele menționate în cele două articole precedente se vor face fiecare în două exemplare originale. (Civ. Fr. 990).



*Text. fr. Art. 990.* — Dans tous les cas, il sera fait un double original des testaments mentionnés aux deux articles précédents.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, II, 2219;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 865;  
DEMOLOMBE, XXI, 437;  
MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2219 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 401 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2725.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 13, 123 urm., 295, 401 n. 2, 439; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
NACU, II, p. 364.

**Art. 877.** — Dacă bastimentul intră într'un port străin, unde se găsește un agent d'ai țării, funcționarii în prezența cărora s'a făcut testamentul sunt datori să depue unul din exemplarele originale, închis și pecetluit în mâinile acestui agent, care-l va trimite Ministerului de Interne, spre a fi înaintat la grefa tribunalului domiciliului testatorului. (Civ. 47, 72, 87, 878 urm.; Civ. Fr. 991).

*Text. fr. Art. 991.* — Si le bâtiment aborde dans un port étranger dans lequel se trouve un consul de France, ceux qui auront reçu le testament seront tenus de déposer l'un des originaux, clos ou racheté, entre les mains de ce consul, qui le fera parvenir au Ministre de la marine; et celui-ci en fera faire le dépôt au greffe de la justice de paix du lieu du domicile du testateur.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, II, 2219;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 805;  
DEMOLOMBE, XXI, 437;  
MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2190 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 401 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2725.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 13, 128 urm., 295, 401 n. 3, 439; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
NACU, II, p. 364.

**Art. 878.** — După întoarcerea bastimentului în țară, fie în portul armamentului, fie în orice alt port, cele două exemplare originale ale testamentului închise și pecetluite sau exemplarul original rămas, dacă după articolul precedent celălalt a fost depus în cursul voiagiului, vor fi date la biroul comandantului de port, care le va trimite fără întârziere Ministerului de Interne, ce va face depozitul conform art. precedent. (Civ. 877, 879; Civ. Fr. 992);

*Text. fr. Art. 992.* — Au retour du bâtiment en France, soit dans le port de l'armement, soit dans un port autre que celui de l'armement, les deux originaux du testament, également clos et cachetés, ou l'original qui resterait si, conformément à l'article précédent, l'autre avait été déposé pendant le cours du voyage, seront remis au bureau du préposé de l'inscription maritime; ce préposé les fera passer sans délai au Ministre de la marine, qui en ordonnera le dépôt, ainsi qu'il est dit au même article.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, II, 2219;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 865;  
DEMOLOMBE, XXI, 437;  
MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2196 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 401 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2725.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 13, 128 urm., 295, 401 n. 2, 439; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
NACU, II, p. 364.

**Art. 879.** — Se va înscrie pe marginea rolului bastimentului numele testatorului, menționându-se despre remiterea originalelor testamentului în mâinile agentului, sau la biuroul comandantului de port. (Civ. 877 urm.; Civ. Fr. 993).

*Text. fr. Art. 993.* — Il sera fait mention sur le rôle du bâtiment, à la marge, du nom du testateur, de la remise qui aura été faite des originaux du testament, soit entre les mains d'un consul, soit au bureau d'un préposé de l'inscription maritime.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, II, 2219;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 865;  
DEMOLOMBE, XXI, 437;  
MICHHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2196 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 401 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 13, 128 urm., 295, 401 n. 2, 439; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
NACU, II, p. 364.

**Art. 880.** — Testamentul nu va fi reputat ca făcut pe mare, deși s'ar fi făcut în cursul voiagiului, dacă în timpul în care s'a fost făcut, bastimentul s'ar fi apropiat de un țărm străin, unde s'ar afla un agent al României. În acest caz testamentul nu este valabil decât dacă s'a făcut după formele prescrise de legea României, sau după acelea întrebuintate în țara unde a fost făcut. (Civ. 2, 858 urm., 885, 886; Civ. Fr. 994).



*Text. fr. Art. 994.* — Le testament ne sera point réputé fait en mer, quoiqu'il l'ait été dans le cours du voyage, si au temps où il a été fait, le navire avait abordé une terre, soit de la domination française, où il y aurait un officier public français; auquel cas, il ne sera valable qu'autant qu'il aura été dressé suivant les formes prescrites en France, ou suivant celles usitées dans les pays où il aura été fait.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, II, 2220;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 865;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3409, nota 1;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 132 bis;  
DEMOLOMBE, XXI, 453;  
LAURENT, XIII, 439;  
MARCADÉ, IV, 72;  
MICHAX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2202;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 401 urm.;  
PANDECTES FR., *Donations et testaments*, 7708 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2725;  
TROPLONG, *Donations et testaments*, III, 1791.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 13, 128 urm., 295, 401 n. 2, 439; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
NACU II, p. 364.

**Art. 881.** — Dispozițiunile de mai sus se aplică și la testamentele pasagerilor, cari nu fac parte din echipagiu. (Civ. 874 urm.; Civ. Fr. 995).

*Text. fr. Ar. 995.* — Les dispositions ci-dessus seront communes aux testaments faits par les simples passagers qui ne feront point partie de l'équipage.

#### Doctrină străină.

ARNTZ, II, 2028;  
BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, II, 2219;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 665, 676;  
MICHAX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2203;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 401 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2725.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 13, 128 urm., 295, 401 n. 3, 439; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
NACU, I, p. 364.

**Art. 882.** — Testamentul făcut pe mare cu formele articolului 874, nu este valabil decât dacă testatorele moare pe mare, sau după 3 luni dela întoarcerea lui pe uscat, într'un loc unde ar fi putut să-l refacă cu formele ordinare. (Civ. 858 urm., 885, 886; Civ. Fr. 996).

*Text. fr. Art. 996.* — Le testament fait sur mer, en la forme prescrite par l'article 988, ne sera valable qu'autant que le testateur mourra en mer, ou

dans les trois mois après qu'il sera descendu à terre, et dans un lieu où il aura pu le refaire dans les formes ordinaires.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, ed. 5-a, § 30, p. 101;  
 BAUDRY ET COLIN, *Donations et testaments*, II, 2221;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 865;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2204;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 401 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a. No. 2725.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 13, 128 urm., 295, 401 n. 3, 439; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
 NACU, II, p. 365.

**Art. 883.** — Testamentul făcut pe mare nu va putea cuprinde nici o dispozițiune în favoarea oficerilor bastimentului, dacă dânșii nu sunt rude cu testatoarele. (Civ. 812, 874 urm., 886; Civ. Fr. 997).

*Text. fr. Art. 997.* — Le testament fait sur mer ne pourra contenir aucune disposition au profit des officiers du vaisseau, s'ils ne sont parents du testateur.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, § 674, p. 148;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 513; II, 2221;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 865;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 135 bis, I, II;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 647; XXI, 464-467, 469, 470;  
 DURANTON, IX, 167;  
 HUC, VI, 105;  
 LAURENT, XI, 420;  
 MARCADÉ, IV, 75, 76;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2205;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 401 urm.;  
 PANDECTES FR., *Donations et testaments*, 1754;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2725;  
 SIREY, *Testaments*, 201, 203, 206, 210;  
 TROPLONG, *Don. et test.*, III, 1726-1728;

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 116, 145 urm., 160, 161; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 116, 145 urm., 160, 161); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 136, 146;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 328, 335, 336, 337, 355;  
 NACU, II, p. 259.

**Art. 884.** — Testamentele cuprinse în articolele precedente ai prezentei secțiunii, vor fi subscribe de testatori și de oficerii publici, în prezența căror s'au făcut.

Dacă testatoarele declară că nu știe sau nu poate subscrie, se face mențiune de declarațiunea sa, și de cauza ce l-a împedat de a subscrie.

În cazurile în care se cere asistența de doi martori, testamentul va fi scris cel puțin de unul dintr'înșii, și se va



face mențiune de cauza ce a împedecat pe celălalt de a subscrie. (Civ. 863, 868 urm., 874, 886; Civ. Fr. 998).

*Text. fr. Art. 998.* — Les testaments compris dans les articles ci-dessus de la présente section, seront signés par les testateurs et par ceux qui les auront reçus.

Si le testateur déclare qu'il ne sait ou ne peut signer, il sera fait mention de sa déclaration, ainsi que de la cause qui l'empêche de signer.

Dans les cas où la présence de deux témoins est requise, le testament sera signé au moins par l'un d'eux, et il sera fait mention de la cause pour laquelle l'autre n'aura pas signé.

#### Doctrină străină.

ARNTZ, II, 2019, 2037, 2038;  
 AUBRY ET RAU, VII, § 672, p. 145, 146;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2223, 2224;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 865;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 127 bis, III, 137;  
 DEMOLOMBE, XXI, 428, 429, 431, 433, 434;  
 DURANTON, IX, 150;  
 LAURENT, XIII, 445-447;  
 MARCADÉ, IV, 78-80;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2207;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 401 urm.;  
 PANDECTES FR., *Donations et testaments*, 7668 urm., 7674, 7676, 7678;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2725.  
 TROPLONG, *Donations et testaments*, III, 1732.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 133 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 355;  
 NACU, II, p. 366.

**Art. 885.** — Românul ce s'ar află în țară străină, va putea face testamentul său, sau în forma olografă, sau în formă autentică, întrebuintată în locul unde se face testamentul. (Civ. 2, 858 urm., 880, 1171; L. p. autentif. actelor. Art. 34; Lege p. reorganizarea Ministerului afacerilor străine; Civ. Fr. 999).

*Text. fr. Art. 999.* — Un Français qui se trouvera en pays étranger, pourra faire ses dispositions testamentaires par acte sous signature privée, ainsi qu'il est prescrit en l'article 970, ou par acte authentique, avec les formes usitées dans le lieu où cet acte sera passé.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 89-91;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2230, 2232, 2233, 2235-2238, 2242, 2243, 2245, 2246, 2248-2250, 2252-2254;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 865;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3408 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 810 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 138, bis, II;  
 DEMOLOMBE, XXI, 474, 475, 477, 483-485;  
 HUC, VI, 307-309;  
 LAURENT, XIII, 421, 149, 157, 158;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2214 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 404;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2726;  
 WEISS, *Tr. élém. de dr. intern. privé*, p. 708, 710;

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 170, 174, 175, 203 urm.; IV, part. II, ed. 2-a, p. 55 nota, 121, 131; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 80 n. 4, 324); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 41, 146; *Observație*, sub. Cas. Fr., 2 Aug. 1898. *Curier Jud.* 84/1900; *Notă* sub. Trib. Paris, 23 Febr. 1923. *Jurispr. Gen.* 23/1923 No. 1628;
- CANTACUZINO MATEI, p. 355;
- IULIU G., *Notă* sub. Judec. ocol. Cerna-Tulcea, 23 din 9 Iunie 1922. *Pand. Rom.* 1924-II-144;
- NACU, II, p. 366;
- RĂDULESCU SILIU, *Observație*, sub. C. Apel Atena, 18 Aug. 1923. *Dreptul* 50/1914.

## Jurisprudență.

1. Dacă testamentul, făcut în țară străină, emană de la un israelit care n'a fost împământenit nu i se poate aplica art. 885 și 886. (Cas. I, 86/Febr. 26/87, B. p. 142).
2. Chestiunea de a se ști, dacă s'au îndeplinit sau nu toate formalitățile cerute de o lege străină, pentru ca un act să capete caracterul autenticității, constituie o chestiune de fapt, lăsată la aprecierea instanțelor de fond și care scapă de controlul Curței de ca-sație, ce e chemată numai a menține

unitatea și a vechiă numai la stricta aplicare a legilor naționale, iar nu și a altor legi străine. Prin urmare, constatarea instanții de fond cum că testamentul unui român naturalizat, este făcut în Transilvania, cu observarea formelor cerute de legea Austro-Ungară, acest testament este valabil în România, întru cât românul aflat în țară streină nu poate face testamentul său, în forma autentică, întrebuintă în locul unde testamentul se face. (Cas. I, 94/905, B. p. 176).

3. A se vedea și *notele* No. 4, 5 și 25 de sub art. 2.

**Art. 886.** — Formalitățile la cari sunt supuse deosebitele testamente prin dispozițiunile prezentei secțiunii și acelea ale secțiunii precedente se vor observa sub pedeapsă de nulitate. (Civ. 862; Civ. Fr. 1001).

*Text. fr. Art. 1001.* — Les formalités auxquelles les divers testaments sont assujettis par les dispositions de la présente section et de la précédente, doivent être observées à peine de nullité.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 95;
- COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 865;
- DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 2487, 2575, 2825; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 611, 750, 805;
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 140 bis, I;
- DEMOLOMBE, XXI, 46, 47;
- MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1658 urm., 2125 urm., 2208, 2540 urm.;
- MOURLON, ed. 7-a, II, p. 399.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 2, 9, 25, 36, 56, 63, 67, 104, 115, 135 urm., 457 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 198); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148; *Nota* sub. Trib. Castel-Sarrasin (Tarn et Garonne) 9 Mart. 1920. *Jurispr. Gen.* 4/1924 No. 242; *Nota*, sub. Trib. Sancerre (Cher) 19 Aug. 921. *Jurispr. Gen.* 13/1924 No. 772;
- Nota* sub. Cas. I, 95 din 29 Ian. 1924. *Pand. Rom.* 1924-I-241;
- CANTACUZINO MATEI, p. 356;
- FOREANU ALEX., *Nota* sub. Judec. ocol. Cerna-Tulcea, 23 din 9 Iunie 1922. *Pand. Rom.* 1924-II-141;
- NACU, II, p. 366;
- VULCAN SCIPIO, *Nota* sub. C. Apel Constanța, 698 din 7 Mai 923. *Justiția Dobrogei* 8/923

## Jurisprudență.

1. Testamentul nefiind făcut în condițiunile cerute de lege, este radicalmente nul și nu poate să producă nici un efect juridic, de oarece formalitățile edictate pentru validitatea testa-

mentelor, fiind de interes general, neobservarea lor nu se poate acoperi nici prin ratificațiune, nici prin prescripțiune. (Cas. I, 34/72, Febr. 1/72, B. p. 27).

2. La testamentele autentice, lipsa formalităților cari atrag nulitatea sunt expres enumerate în art. 862, și forma-



litățile de cari vorbește art. 886 nu sunt relative la testamentele autentice ci la celelalte feluri de testamente, de oare ce legiuitorul, în privința testa-

mentelor autentice, prevăzuse care anume lipsă de formalitate atrage nulitatea. (Cas. I, 38/Ian. 24/78, B. p. 31).

Secțiunea III. — *Despre instituțiunea de moștenitori și despre legaturi în genere.*

**Art. 887.** — Se poate dispune prin testament de toată sau de o fracțiune din starea cuiva, sau de unul sau mai multe obiecte determinate. (Civ. 800, 807, 856, 888 urm., 894 urm., 899 urm.; Civ. Fr. 1002).

*Text. fr. Art. 1002.* — Les dispositions testamentaires sont ou universelles, ou à titre universel, ou à titre particulier.

Chacune de ces dispositions, soit qu'elle ait été faite sous la dénomination d'institution d'héritier, soit qu'elle ait été faite sous la dénomination de legs, produira son effet suivant les règles ci-après établies pour les legs universels, pour les legs à titre universel, et pour les legs particuliers.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 470, 531;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2269, 2273 urm., 2277-2280 urm., 2285, 2286;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 842, 843;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3417 urm., 3678 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 819 urm., 929 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 194 bis, II;  
DEMOLOMBE, XXI, 528, 560; XXII, 327, 331-333, 337;  
LAURENT, XIII, 554, 559;  
MICHAX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1104 urm.; 2379 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 405, 408, urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2729, 2730.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 146, 186 urm.;  
NACU, II, p. 368.

#### Jurisprudență.

1. Judecătorul fondului este suveran în interpretățiunea ce dă unui testament spre a se stabili voința testatorului și a se determina obiectul, întinderea și sarcinile la cari ar fi supus

un legat, fără ca deciziunea sa în această privință să cadă sub controlul curții de casație, dacă prin ea nu se atinge în nimic caracterul sau calificațiunea legală a legatului. (Cas. I, 243/92, Iun. 23/92, B. p. 592).

Secțiunea IV. — *Despre legatul universal.*

**Art. 888.** — Legatul universal este dispozițiunea prin care testatorele lasă după moarte-i, la una sau mai multe persoane universalitatea bunurilor sale. (Civ. 807, 856, 889 urm., 894, 899, 928, 929; Civ. Fr. 1003).

*Text. fr. Art. 1003.* — Le legs universel est la disposition testamentaire par laquelle le testateur donne à une ou plusieurs personnes l'universalité des biens qu'il laissera à son décès.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 464-467;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2288 urm., 2291-2293, 2295-2299, 2303-2306;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 876, 919;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3567 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 884 urm.;

- DEMOLOMBE, XXI, 534, 536, 538, 540, 543;  
 HUC, VI, 320;  
 LAURENT, XIII, 512, 514 urm., 516, 518, 531;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1116 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 405 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2750.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 187, 188 urm., 205 nota, 586; (IV, partea I, ed. 2-a, p. 60 n. 2, 688); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 151; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 29 April. 915; *Dreptul* 48/915; *Observație* sub. Cas. Fr., 27 Iulie 1899. *Curier Jud.* 64/1900; *Nota* sub. Cas. I, 159 din 20 April 1920. *Pand. Rom.* 1923-I-86; *Observație* sub. Trib. Putna s. II, 265 din 11 Dec. 1910. *Curier Jud.* 84/1911; *Nota* sub. Cas. I, 159 din 20 April. 1920. *Pand. Rom.* 1924-I-2;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 357, 358;  
 NACU, II, p. 369.

## INDEX ALFABETIC

Apreciere suverană 6.	Legca Curtii de Casație 5.
Curte de Casație, lege 5.	Nuda proprietate 11.
Dar manual 12.	Persoană incertă 1.
Fondațiune 9.	Posesie, trimetere 15, 16.
Incertă persoană 1.	Proprietate nuda 11.
Intenția testatorului 2, 3, 6, 7, 10.	Recurs 1.
Interpretare 1, 2, 3, 5, 6, 13.	Sacramentali termini 10.
Legat particular 3, 17.	Suverană apreciere 6.
Legat cu titlu universal 12, 13, 17.	Termini sacramentali 10.
Legat universal 1-5, 7-11, 13-17.	Trimetere în posesie 15, 16.
	Violare de lege 5.

## Jurisprudență.

1. Dacă instanța de fond deduce din termenii testamentului, că legatarul universal, nu e în realitate de cât o persoană interpusă, însărcinată să remită toată averea succesorală persoanei incerte la care se referă clauza secretă a testamentului, dar adaugă că termenii testamentului permit și o altă interpretare în sens că legatarul universal instituit prin testament eră însărcinat să lase numai o parte a averii succesurale acelei persoane incerte, și cu toate acestea anulează legatul din cauza incertitudinii persoanei, fără să arate motivele pentru care exclude aplicarea principiului rezultând din art. 888 după care nulitatea legatelor particulare profită legatarului universal cu excluderea moștenitorilor legitimi, dă o hotărâre nemotivată. (Cas. I, 393/86, Dec. 12/86, B. p. 938).

2. Spre a se ști dacă legatul este sau nu universal, trebuie să căutăm care a fost intențiunea sau voința testatorului. În această privință cel dintâi lucru ce trebuie să consultăm sunt termenii întrebunțați de testator, căci este probabil că cuvintele reprezintă ideea sa, afară numai când realitatea lucrului ar fi contrarie cuvintelor exprimate, atunci realitatea predomină cuvintele căci „*non sermonibus res, sed rei sermo subjectus esse debet*”. (Apel Buc. I, 60, Mart. 16/89, Dr. 34/89).

3. Legatul universal este acela prin care dispunem *per universitatem* de

întreaga avere mobilă sau imobilă, corporală sau incorporală, prezentă sau viitoare, cu un cuvânt când legatarul are vocațiune eventuală la întreaga avere a defunctului, *in solidum*. Astfel dacă din termenii întrebunțați de testator rezultă că s'a legat, nu toată averea ci un obiect determinat, *per singulatim*, legatul este particular, chiar dacă obiectul legat ar fi fost în realitate singura avere a testatorului. (Apel Buc. I, 60, Mart. 16/89, Dr. 34/89).

4. Din art. 888 rezultă că legatul universal e acela care are de obiect universalitatea bunurilor ce testatorul va lăsa la moartea sa, și că acest legat se determină nu după întinderea emolumentului efectiv, ci după vocațiunea eventuală la totalitatea patrimoniului. (Apel Buc. III, 197, Oct. 18/88, Dr. 75/89). Astfel fiind, chiar când legatarul n'ar primi nimic din succesiune, totuși el poate fi considerat ca legatar universal când vocațiunea sa i-ar da drept ca, în caz de nulitate sau caducitate a celorlalte legate, această nulitate sau caducitate să-i profite lui. (Trib. Ilfov, I, Mai 27/89, Dr. 46/89; Trib. Buzău, Dec. 19/92, Curier Jud. 38/93).

5. Deși e necontestat, în principiu, că instanțele de fond sunt suverane a interpretă înțelesul unei convențiuni sau al unui act juridic pentru a arăta persoana căreia se cuvine dreptul ce formează obiectul litigiului și a determina întinderea acestui drept, aceasta însă nu este adevărat de cât atunci numai când natura juridică a actului sau a convențiunei nu e în discuțiune, căci într'un asemenea caz interpretarea instanțelor judecătorești n'are de obiect de cât o chestiune cu totul de fapt; dar când legea a arătat elementele după cari se determină natura unui act sau a unei convențiuni și când de la determinarea acestei naturi depinde dreptul persoanei și întinderea acestui drept, interpretarea instanțelor de fond încetează de a fi suverană ori de câte ori natura chiar



a actului sau a convențiunei este dedusă în judecată; căci în acest caz, pentru a se putea statua asupra dreptului ce se reclamă trebuind mai întâi să se examineze dacă actul sau convenția întrunește elementele ce legea cere, pentru ca dânsule să aibă natura ce se pretinde a avea și în această lucrare de apreciațiune putându-se da actului sau convențiunei un efect fără ca să existe elementele de la a căroră existență numai legea a făcut să depindă acel efect, e învederat că o asemenea interpretare putând violă legea, trebuie să cază sub controlul curții de casatie ca ori și ce interpretare dată asupra unei chestiuni de drept. Acest principiu e recunoscut în materie de convențiuni prin art. 37, alin. VI din legea organică a curții de casatie. Și nu există nici un motiv juridic care să autorize a se crede că legiuitorul să fi voit, în materie de legaturi, a derogă la acest principiu recunoscând adică, instanțelor de fond dreptul suveran de interpretare asupra naturii unui legat, căci legea definind diferitele naturi de legaturi și determinând, după natura lor, și efectele ce ele trebuiesc să aibă, e învederat că greșita calificare a unui legat, ca și greșita calificare a unei convențiuni, constituie o violatiune a legii. (Cas. I, 374/Oct. 8/91, B. p. 1063).

6. Ori de câte ori natura unui legat nu este dedusă în judecată și discuțiunea n'are loc de cât asupra obiectului sau întinderii unui legat, judecătorul fondului are o putere suverană de apreciațiune asupra interpretațiunei testamentului și a intențiunei ce testatorul a avut. (Cas. I, 459, Nov. 26/91, B. p. 1247).

7. După definiția dată de art. 888, pentru ca un legat să fie universal, trebuie ca din termenii și cuprinsul testamentului să rezulte pentru legatar vocațiunea eventuală la întreaga avere ce testatorul ar putea lăsa la moartea sa. Circumstanța de fapt că averea menționată în testament eră toată averea testatorului în momentul facerii testamentului, nu poate face ca legatarul să fie universal, căci nu dreptul la întreaga avere ce testatoarele avea în momentul facerii testamentului constituie, pe cel în favoarea căruia s'a făcut un asemenea legat legatar universal, ci dreptul eventual la întreaga avere ce ar lăsa la moartea sa. Afară de aceasta când în testamentul său testatorul nu regulează de cât averea sa prezentă și nu lasă în termeni expresi legatar de cât asupra acestei averi a se deduce că dânsul a voit să-l lase legatar și asupra averii sale viitoare, e a se adăogă de judecător la cuvintele cu cari testatorul și-a

manifestat voința sa, ceea ce nu-i permis. (Cas. I, 374/Oct. 8/91, B. p. 1064).

8. Legatarul universal nu pierde această calitate chiar dacă îndeplinirea sarcinei ce are de executat, va face ca el să nu poată trage nici un folos din legatul ce i-a lăsat, căci legatul universal se caracterizează nu după întinderea emolumentului, ci după vocațiunea ce are legatarul în bunurile moștenirii. (Apel Buc. II, 109, Nov. 26/90, Dr. 12/91)

9. Din art. 888 rezultă că pentru ca o persoană să poată fi privită juridicamente ca legatarul universal se cere ca ea să aibă vocațiune, să fie adică chemată ca, după încetarea din viață a testatorului și ca continuatoare juridică a persoanei acestuia în ceea ce privește patrimoniul, să vază intrând în patrimoniul său întreg patrimoniul persoanei decedate; și pe lângă această intrare a averii testatorului în patrimoniul legatarului, legea ne mai cerând ca condițiune a existenței calității de legatar ca averea legată să și rămână în patrimoniul legatarului, se învederează că profitul pecuniar al acestuia, emolumentul, cu toată importanța lui practică din punctul de vedere al acceptațiunei sau refuzului legatelor, nu a fost privit de lege ca condițiune esențială a validității lor juridice. Prin urmare, în dreptul nostru civil, o persoană, căreia testatorul transmite, ca un continuator al său juridic întreg patrimoniul său, e în toată puterea legală a cuvântului un legatar universal, supus, o dată legatul acceptat, tuturor drepturilor și îndatoririlor inerente acestei calități, abstracțiune făcând de împrejurarea că, în condițiunile în cari e făcut legatul, sarcina ar exclude a priori ori ce idee de emolument. Deci nu violează legea, judecătorul când declară că testatorul a putut valabil institui pe un legatar universal al său, cu sarcina ca întreaga avere legată să o consacre unui instituit. Și pe cât e de exact în drept că ceea ce legea oprește de a se face direct, nu se poate face indirect, pe atât este și adevărat că ceea ce legea permite să se facă se poate îndecceace legea oprește de a se face direct, fie indirect cu condițiunea subînțeleasă ca mijlocul întrebuintat să fie și el permis. Așa fiind, nu se poate declara nul un legat care conține ca sarcină pentru legatar împlinirea unui fapt pe care însuși testatorul l'ar fi putut săvârși în viață fără ca prin aceasta să se aducă o arbitrară atingere libertății de a testa. Prin urmare, dacă netăgăduit fiind că ori ce persoană poate, trăind, să facă a se da viață ființă juridică, unei instituțiuni permisă de lege, să o organizeze și să o înzestreze în condițiuni de asemenea

permise, legea nu se opune ca această facultate, ca acest drept civil, să se transmită prin act de ultimă voință de la o persoană la alta. Deci curtea de apel privind cu drept cuvânt că sarcina impusă legatarului constă în a fondă și înzestră un institut de creștere, educațiune și înzestrare de fete române, nu violează legea validând legatul și din punctul de vedere al caracterului licit al sarcinei. (Cas. I, 74, Mart. 2/92, B. p. 185).

10. Din termenii și spiritul art. 888 rezultă că caracterul esențial și constitutiv al unui legat universal este de a conferi persoanei instituite posibilitatea de a dobândi totalitatea succesiunii; și că instituirea unui legat universal nu este supusă la termeni sacramentali ci este suficient ca testatoarele să fi manifestat în mod clar intențiunea sa de a transmite aceluia pe care-l gratifică universalitatea bunurilor ce ar lăsa la moartea sa. (Apel Buc. I, 203/Oct. 20/93, Dr. 81/93).

11. Legatul nudei proprietăți este un legat universal, când se întinde asupra universalității bunurilor, căci legatarul nudei proprietăți este legatarul uzufructului, care nu grevează de cât temporal proprietatea, cu care se unește la moartea uzufructuarului. (Apel Galați II, Dr. 47/95).

12. Legatarul, căruia testatorul îi lasă întreaga sa avere mobilă, în care intră și bani și efecte, nu poate fi privit decât ca un legatar cu titlu universal și prin urmare proprietar pe toată această avere. E deci fără interes a se discuta valabilitatea unui dar manual, făcut legatarului de testator înainte de moarte, de oarece îi aparține în virtutea calității sale de legatar cu titlu universal asupra întregii averi mobile. (Apel Buc. I, Dr. 18/97).

13. Ceeace caracterizează legatul universal este vocațiunea legatarului la universalitatea bunurilor, cari vor compune patrimoniul testatorului la moartea sa și legea, pentru a recunoaște unui legat caracterul de universal, n'are în vedere ceea ce de fapt legatarul va obține din averea defunctului, ci ceea ce el ar putea obține și consideră legatar ca atare ori de câte ori, în virtutea lui, legatarul ar avea dreptul eventual de a veni la întreaga avere, ce defunctul ar lăsa la moartea sa. De aci rezultă că ceea ce instanțele judecătorești au a examina, pentru a recunoaște caracterul de universal unui legat, este dacă, acela în favoarea cui s'a făcut, va fi chemat a profita de caducitatea sau nulitatea celorlalte dispozițiuni din testament. Din faptul că un testator a fixat, fiecărei din cele 5 rude de acelaș grad chemate la moștenire, a cincea parte din averea, ce ar rămânea după plata

legaturilor particulare, nu se poate deduce că, prin aceasta chiar, aceste legaturi nu pot fi privite decât ca legaturi cu titlu universal, căci, în acest caz, înțelesul, ce trebuie a se da unei asemenea dispoziții, depinde de intenția testatorului rezultând din complexul dispozițiilor din testament și instanțele de fond sunt în drept ca, examinând toate clauzele testamentului, să decidă dacă asemenea legaturi sunt universale sau numai cu titlu universal și interpretarea acestor instanțe este suverană și scapă de cenzura Curței de Casație, dacă nu este contradicție cu nici o dispoziție clară și precisă din testament. (Cas. I, 345, 900, B. p. 1158).

14. Potrivit art. 888 c. civil, legatul este universal, îndată ce legatarul are vocațiunea, chiar eventuală, la universalitatea bunurilor cari compun moștenirea, indiferent dacă executarea sarcinilor și condițiilor impuse legatarului absoarbe totalitatea succesiunii și că testatorul nu a calificat de universal legatul ce-l lasă. (Apel Buc. I, Dr. 15/911, p. 117).

15. Ceeace caracterizează legatul universal este vocațiunea legatarului la universalitatea bunurilor cari compun patrimoniul testatorului la moartea sa.

Astfel, din faptul că testatorul declară în testamentul său că lasă toată averea sa, specificând-o, soției sale, afară de câteva legate particulare, și tot soției îi lasă și restul din sumă destinată pentru legatele particulare, cu un cuvânt tot ce se va găsi în casă la moartea sa, rezultă de aci că voința testatorului a fost de a institui pe soția sa legatară universală și, deci, cu drept cuvânt instanța de fond a trimis pe soție în posesia averei rămasă de la soțul său. (C. Apel Buc. s. I, 114, 1912. Curier Jud. 69/912; In acelaș sens: Cas. I, 159 din 20 Aprilie 1920. Jur. Rom. 3/921. Curier Jud. 22/921, Pand. Rom. 1923, I, 86; Pand. Rom. 1924, I, 1).

16. Nu este necesar ca sezina să fie acordată în termeni sacramentali, ci e suficient ca voința testatorului în această privință să reiasă în mod cert din copriusul testamentului.

Astfel, dacă o persoană instituită executor testamentar, cu sarcină de a plăti legate, din aceasta rezultă clar că testatorul a avut intențiunea de a conferi executorului său testamentar sezina asupra sumei lăsate pentru plata legatelor, așa că dânsul e în drept a cere punerea în posesie asupra acelor sume. (C. Buc. s. I, 114/912. Curier Jud. 69/912).

17. Legatul universal fiind o dispoziție prin care testatorul lasă, după moartea sa, la una sau la mai multe persoane, universalitatea bunurilor sale, conferă legatarului o vocațiune even-



tuală la totalitatea bunurilor testatorului.

Prin urmare, legatul unei sau a două moșii, fie în uzufruct, fie în plină proprietate, ale testatorului, nu constituie un legat universal, nici un legat cu titlu universal, de oare ce legatul cu titlu universal poate avea de obiect o

fracțiune a moștenirii, sau toate imobilele, sau toate mobilele, sau o fracțiune din ele, etc. Un asemenea legat nu poate fi decât un legat singular sau particular. (Apel Iași I, 1915; Dreptul 1915, p. 337).

18. A se vedea: art. 802, nota 9; art. 803, notele 7, 8; art. 894 nota 3.

**Art. 889.** — Când testatoarele are erezi rezervatari <sup>1)</sup>, legatarul universal va cere dela aceștia punerea în posesiune a bunurilor cuprinse în testament. (Civ. 653. 841 urm., 895, 899; Pr. civ. 63; L. Timbr. 19 § 17, 21 § 23, 23 § 1; Civ. Fr. 1004).

*Text. fr. Art. 1004.* — Lorsqu'au décès du testateur il y a des héritiers auxquels une quotité de ses biens est réservée par la loi, ces héritiers sont saisis de plein droit, par sa mort, de tous les biens de la succession; et le légataire universel est tenu de leur demander la délivrance des biens compris dans le testament.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 477-480;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2313, 2314, 2316;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 166, 985; ed. 1-a, III, p. 703, 871, 878, 879;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 146 bis, II; 158 bis, IV;  
 DEMOLOMBE, XXI, 553, 618;  
 HUC, VI, 321, 322;  
 LAURENT, XIV, 8, 44, 48, 57, 59;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2282 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 416 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2754.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 194, 196 urm., 208, 217, 332; (III, part. II, ed. 2-a, p. 61; IV, part. I, ed. 2-a, p. 647, 709); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 217, 495;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 247, 281, 361;  
 NACU, II, p. 315, 370.

#### Jurisprudență.

1. Legatarul universal, deși coproprietar cu erezii rezervatari întru cât privește legatul, partea disponibilă, nu se bucură însă de beneficiul seziinei, prin urmare nu poate exercita contra terților relativ la succesiune, nici o acțiune, fie reală fie personală, până ce mai întâi nu va obține predarea, punerea în posesiune a legatului său de la erezii rezervatari, conform art. 889. El este în drept a cere de la erezii rezervatari, când averea succesorală nu e lichidată, nu o punere materială în posesiunea legatului său, legat ce nu-l au nici ei, ci recunoașterea calității de legatar, ca ast-fel să poată exercita, împreună sau alături cu erezii, drepturile sale testamentare pentru disponibil. (Trib. Tutova, Febr. 4/86, *Dr.* 41/86).

2. Cererea de punere în posesiune făcută de un legatar contra erezilor, este o cerere de predare a legatului. Si predarea nu e numai o simplă tradițiune sau voință de a face tradițiunea lucrului legat, dar implică aprobațiunea legatului, adică renunțarea la dreptul ce putea avea eredele de a cere nulitatea lui. Astfel fiind, e învederat că eredele are dreptul, când legatarul îi cere predarea, să se opună, fie pe motivul că testamentul nu e valabil, fie pe acela că legatul e nul și aceasta fără a face o deosebită acțiune în nulitate, precum este tot învederat că atunci când eredele contestă validitatea testamentului legatarul poate să probeze validitatea lui pe această cale. Aceste principii sunt constante și pentru motivul că de câte ori e supusă o acțiune judecării unui tribunal, acel tribunal trebuie să examineze toate punctele invocate de

1) Erezii rezervatari sunt moștenitorii cari au dreptul la partea din averea de care defunctul nu putea dispune în mod liber, cum sunt copiii și părinții săi.

părți de care depinde soluțiunea procesului, cu excepțiunea acelor puncte pentru care un text de lege special ar obliga pe părți de a le tranșa printr'o acțiune principală și prealabilă. Or, nici un text de lege nu obligă pe erede de a face o acțiune în anularea testamentului când voește să opună nulitatea pe cale incidentală. (Trib. Dolj, II, Dec. 11/91, Dr. 60/93).

3. Atât din cuprinsul art. 841 codul Calimach, cât și din dispozițiunile art. 889, 895 și 899 codul civil, rezultă că legatarul capătă dreptul de proprietate asupra legatului din momentul succesiunii, acest drept însă nu operează prin simplul fapt al deschiderii succesiunii, ci este supus condițiunii că legatarul să ceară legatul, sau dându-se de bună voie de către continuatorul legal al lui *de cujus*, să intre în patrimoniul legatarului. Astfel că acest drept al legatarului nefiind exercitat, nu poate fi opus moștenitorului sau acelora ce-l reprezintă și cari dețin legatul în puterea calității pe baza căreia legea îi chiamă să ia averea defunctului. (Cas. I, 30 Mai 1908, B. p. 848, Revista Judiciară 9/908).

4. Orice legatar universal, cu titlu universal sau cu titlu particular, trebuie să facă o cerere formală de liberare a lucrului legat de la erezii rezervatari când sunt, de la erezii legitimi, când rezervatari nu sunt, sau de la jus-

tiție când și unul și ceilalți lipsesc conform art. 889, 895 și 899 c. civ., scopul legiuitorului fiind ca moștenitorii să fie puși în măsură a se pronunța asupra validității testamentului. (Trib. Romanai, s. I, 139 din 7 Iulie 1919. Curier Jud. 87-88/920).

5. Nici o altă cerere nu poate suplini pe aceea expres prevăzută de lege de a face cerere să i se libereze legatul. (Trib. Romanai s. I, 139 din 7 Iulie 1919. Curier Jud. 87-88/920).

6. Pentru a ști dacă un moștenitor rezervatar se află în stare de indiviziune cu un legatar universal, trebuie să știm dacă în momentul morții lui de cujus a mai rămas ceva din cotitatea disponibilă, ori aceasta a fost absorbită în întregime prin donațiile între vii făcute de decujus în timpul vieții sale. (Trib. Ilfov s. I, Jurnal 16144 din 25 Oct. 921, Curier Jud. 14/922).

7. Pentru ca legatarul universal să poată cere ieșirea din indiviziune asupra bunurilor legate, se cere în prealabil să fie pus în posesia legatului.

Faptul că legatarul deține în calitate de chirieș bunul ce i-a fost legat nu-l dispensează de a cere trimiterea în posesia acelui bun pentru a putea avea exercițiul dreptului său cu privire la el. (Trib. Ilfov s. I, 771 din 24 Oct. 1921. Curier Jud. 21/922).

8. A se vede: art. 891, nota 1.

**Art. 890.** — Legatarul universal are drept a pretinde fructele bunurilor cuprinse în testament, din ziua cererei în judecată, sau din ziua în care eredele a consimțit a-i da legatul. (Civ. 123, 485 urm., 854, 889; Civ. Fr. 1005).

*Text. fr. Art. 1005.* — Néanmoins, dans les mêmes cas, le légataire universel aura la jouissance des biens compris dans le testament, à compter du jour du décès, si la demande en délivrance a été faite dans l'année, depuis cette époque; sinon, cette jouissance ne commencera que du jour de la demande formée en justice, ou du jour que la délivrance aurait été volontairement consentie.

#### Doctrină străină.

- BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2319;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 802, 815; ed. 1-a, III, p. 871, 881, 888;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 35;  
LAURENT, XIV, 74, 75;  
MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2346 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 421;  
PLANIOU, III, ed. 2-a, No. 2763.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 196, 199, 201, 209 urm., 228, 309, 332, 460;  
CANTACUZINO MATEI, p. 364;  
NACU, II, p. 371.



## Jurisprudență.

1. Art. 890, când prevede că legatarul universal are drept a pretinde fructele bunurilor cuprinse în testament, din ziua cererii în judecată, sau din ziua în care eredele a consimțit a-i da legatul, acest articol se referă la cazul când legatarul universal vine în concurență cu erezii rezervatari ai testatorului, iar nu și la cazul când testatorul nu a lăsat asemenea erezi; în adevăr art. 890 vine imediat după art. 889, care arată de la cine legatarul are a cere punerea în posesiune a bunurilor cuprinse în testament, când testatorul are erezi rezervatari, și precede art. 891, care prescrie legatarului, când pe urma testatorului nu au rămas erezi rezervatari să ceară punerea sa în posesie de la justiție. Prin urmare, atunci când testatorul nu a lăsat asemenea erezi, bunurile testate intră din momentul morții testatorului în domeniul legatarului universal, deși punerea sa în posesie de către justiție s'a făcut mai târziu. A se admite contrariul ar fi ca din momentul morții testatorului și până la punerea legatarului universal în posesiunea bunurilor testate, veniturile acelor bunuri să nu aparțină nimănui sau să aparțină moștenitorilor firești dar nerezervatari ai testatorului, ceea ce ar fi a anihila voința testatorului. (Cas. I, 67/Febr. 24/92, B. p. 132).

2. Art. 890 prevede cazul ordinar al unui legatar care cere de la eredele rezervatar predarea legatului său, după cum îl îndatorează art. 889. Și dacă în această ipoteză legatarul nu are drept la fructe de cât din ziua cererii prin judecată sau din ziua când legatul i s'a predat de bună voie, cuvântul este că eredele rezervatar având sezina averii succesoriale, în necunoștință poate de existența legatului său, sau chiar dacă l-a cunoscut, în credință că poate legatarul nu voeste a-l

primi de vreme ce nu-l cere în această credință el a perceput fructele ca ale sale și pentru sine, și dar a-l îndatoră să le restituie după trecere de mai mulți ani ar fi să-l silim a atacă însăși rezerva, de oare ce fructele sunt destinate a se consumă și nici de cum a se strânge. Nu este însă tot astfel când legatarul nudei proprietăți nu cere fructele ca produs, ca accesoriu al legatului său, căci nu are un asemenea drept; legatul fiind de nudă proprietate, el nu ar putea cere fructele lui de cât numai de la încetarea uzufructului; ci când el pretinde aceste fructe ca constituind însuși legatul său care, din legat de nudă proprietate a întregii averi succesoriale, s'a transformat, în virtutea art. 884, în legat de plină proprietate a cotităței disponibile prin acțiunea în reducere exercitată de eredele rezervatar. Toate fructele disponibilului se cuvin legatarului ca compensațiune de aceea ce i s'a luat din nuda proprietate, și dar cu ori ce titlu le-ar fi perceput eredele, fie ca uzufructuar testamentar, fie ca erede rezervatar cu sesină, este dator să le restituie. (Apel Craiova, II, Sept. 21/92, Dr. 67/92).

3. Dispoziția art. 890 c. civ., care prevede că legatarul universal are drept să pretindă fructele bunurilor cuprinse în testament din ziua cererii în judecată, nu se aplică la cazul când legatarul universal al nudei proprietăți și-a văzut legatul său transformat în legat al primei proprietăți asupra cotităței disponibile, în urma acțiunii în reducere făcută de eredele rezervatar. Când instanța de fond constată reaua credință a eredelui rezervatar, care a perceput fructele întregii succesiuni prin aceasta răspunde la mijlocul de apărare invocat de acest erede și bazat pe buna sa credință de a percepe acele fructe, astfel că în acest caz nu este omisiune. (Cas. I, 230/96, B. p. 960).

4. A se vedea: art. 899, nota 13.

**Art. 891.** — Când testatorele nu a lăsat erezii rezervatari <sup>1)</sup>, legatarul universal va cere dela justiție <sup>2)</sup> posesiunea bunurilor cuprinse în testament. (Civ. 653; Pr. civ. 63; L. Timbr. 19 § 17, 21 § 23, 23 § 1; Civ. Fr. 1006).

*Text. fr. Art. 1006.* — Lorsqu'au décès du testateur il n'y aura pas d'héritiers auxquels une quotité de ses biens soit réservée par la loi, le légataire universel sera saisi de plein droit par la mort du testateur, sans être tenu de demander la délivrance.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 443, 446, 496;

BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2321, 2322, 2326, 2331, 2332, 2371, 2476 urm.;

1) Erezii rezervatari sunt moștenitorii cari au dreptul la partea din averea de care defunctul nu putea dispune în mod liber, cum sunt copiii și părinții săi.

2) Codul francez prin art. 1007 nu prevede această cerere făcută prin justiție.

- COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 449, 578, 853, 871, 879, 880;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3612 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 901 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 151 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XXI, 493, 512, 563, 569 urm.;  
 HUC, VI, 328, 329;  
 LAURENT, XIV, 7, 14, 36, 109, 109;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1341, 2270 urm., 2347 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 416 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2754.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 119, 193 urm., 208, 212, 217, 225-238, 332; (III, part. II, ed. 2-a, p. 61; IV, part. I, ed. 2-a, p. 647); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 146, 217, 495;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 247, 361;  
 NACU, II, p. 315, 370.  
 STOENESCU D. DEM., *Nota sub. C. Apel Craiova s. I, 174 din 6 Aug. 924. Pand. Rom.* 925-II-5.

## Jurisprudență.

1. Dacă această formalitate este necesară pentru ca legatarul universal să poată avea exercițiul acțiunilor relative la acele bunuri nu este însă mai puțin adevărat că dacă dânsul n'a cerut punerea în posesiune și n'a fost pus de justiție în posesiunea bunurilor legate, totuși poate să invoace posesiunea de fapt a acelor bunuri pentru ca să opună prescripțiunea într'o acțiune în revendicare ce i s'ar face de vre-un succesor sau de vre-o terție persoană întru cât pentru a prescrie se cere numai o posesiune de fapt, iar nu numai posesiunea căpătată pe calea justiției. (Cas. I. 383/Dec. 3/93, B. p. 342).

2. Deși formalitatea prescrisă de art. 891 din codul civil, că legatarul universal, în lipsă de erezi rezervatari, să ceară de la justiție posesiunea bunurilor cuprinse în testament, este necesară pentru ca dânsul să poată avea exercițiul acțiunilor relative la acele bunuri, totuși el are dreptul, chiar dacă nu a făcut o asemenea cerere și nu a fost pus de justiție în posesiunea ziselor bunuri, ca să opună prescripțiunea într'o acțiune în revendicare, ce i s'ar face de vre-un succesor sau de către o terță persoană. căci, pentru a prescrie, se cere numai posesiunea de fapt, iar nu numai posesiunea căpătată prin justiție. (Cas. I. 415/93, D. p. 1180).

3. Codul Caragea nu obligă pe legatarul universal ca, sub pedeapsă de a nu putea dobândi proprietatea legatului, să ceară de la justiție trimiterea în posesie asupra lucrului legat. De asemenea chiar sub actualul cod civil, care prevede ca legatarul universal să ceară de la justiție, în lipsă de erezi rezervatari, posesiunea averii testatorului, bunurile testate intră în patrimoniul legatarului universal din momentul morții testatorului, deși punerea în posesie de către justiție

s'ar fi făcut mai târziu, iar veniturile bunurilor testate aparțin legatarului, din momentul morții testatorului, independent de cererea de punere în posesie. Așa dar, proprietatea bunurilor legate dobândită de legatarul universal fără trimiterea în posesiune de către justiție este valabilă, și legatarul nu poate pierde prin prescripțiune această proprietate, atât timp cât un altul nu poate invoca prescripțiunea achizitivă, pentru că dreptul de proprietate nu se pierde prin ne-uz. (Trib. Ilfov I, C. Jud. 49/903).

4. Dacă art. 74 din legea timbrului din 1881 dispunea că, pentru moștenitori și legatari, prescripțiunea taxelor de înregistrare nu începea a curge, de cât de la trimiterea în posesiune a tribunalului, această dispozițiune nu și poate găsi aplicarea, de cât în cazurile în cari moștenitorii sau legatarii au trebuință de intervenirea tribunalului, pentru a fi puși în posesia averii successorale, iar în cât privește pe legatarii, cari se pun în posesie de cei în drept, fără intervenirea justiției, prescripțiunea pentru dânsii începe a curge din momentul luării în posesie a legatului. (Cas. III. 74/905, B. p. 1547).

5. Încheierile de trimetere în posesie date conform art. 653 și 891 codul civil, fiind acte de jurisdicțiune grațioasă, pronunțate după simpla cerere a celui ce se pretinde moștenitor legitim sau legatar universal, fără punerea în cauză a unui contrazicător adversar, nu pot fi opozabile acelor cari posedă de fapt bunurile acestorale, căci nu pot fi aceștia constrânși, fără consimțământul lor; să adere la un act unilateral. Astfel că aceștia nu pot fi scoși din posesiunea acestor bunuri, prin simpla executare a unor atari încheieri. (C. Apel Craiova s. I, 174 din 6 Aug. 1924, Pand. Rom. 1925, II. 5).

6. A se vedea: art. 653 cu notele respective; art. 889, notele 4, 5, 7; art. 892, notele 1, 3.



**Art. 892.** — Testamentul olograf sau mistic <sup>1)</sup>, înainte de a fi executat, se va prezenta tribunalului de județ în ocolul cărui s'a deschis succesiunea.

Președintele va constata prin proces-verbal deschiderea testamentului și starea în care l-a găsit, și va ordona depunerea lui la grefa tribunalului. (Civ. 95, 859, 864 urm., Pr. Civ. 63, 662—664; Leg. timbr. 19 § 17; 20 § 11, 21 § 23, 23 § 1; Civ. Fr. 1007).

*Text. fr. Art. 1037.* — Tout testament olographe sera, avant d'être mis à exécution, présenté au président du tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel la succession est ouverte. Ce testament sera ouvert, s'il est cacheté. Le président dressera procès-verbal de la présentation, de l'ouverture et de l'état du testament, dont il ordonnera le dépôt entre les mains du notaire par lui commis.

Si le testament est dans la forme mystique, sa présentation son ouverture, sa description et son dépôt, seront faits de la même manière; mais l'ouverture ne pourra se faire qu'en présence de ceux des notaires et des témoins, signataires de l'acte de suscription, qui se trouveront sur les lieux, ou eux appelés.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 444;  
 BAUDRY ET COLIN. *Don. et testam.*, II, 2335, 2339, 2340, 2341, 2345, 2346;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 851, 852, 853, 862;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 2768 urm., 3347 urm., 3341 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 695 urm., 791, 798, 911 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXI, 501, 503;  
 HUC, VI, 324, 327;  
 LAURENT, XIV, 16, 19, 20;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2143 urm., 2231 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 415;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2694, 2723.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 108 n. 1, 117 urm., 208, 325; (I, ed. 2-a, p. 212);  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 115, 401 nota 1;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 356;  
 NACU, II, p. 372;  
 TĂTARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 76.

#### Jurisprudență.

1. Art. 892 presupune că se cere executarea testamentului de succesorul testamentar de la tribunal; dar când el stăpânește averea fără această punere în posesiune și nimeni nu se opune, nu se poate susține cu succes că lipsa punerii în posesiune de tribunal sfârșimă titlul în baza căruia s'a stăpânit averea, și nici legea nu declară nul testamentul care n'a fost prezentat tribunalului conform art. 892, și se știe că nulitățile sunt de drept strict. (Trib. Putna, Mai 12/93, *Dr.* 43/93).

2. Potrivit art. 892 codul civil, testamentul olograf sau mistic, odată depus în tribunal conform legii, fiind

considerat ca un act aparținând justiției care este chemată a-l executa și a-l ține la dispoziția celor interesați, el nu mai poate fi liberat nici unuia din moștenitori, chiar când ar consimți cu toții la aceasta. (Apel Galați I, *Dr.* 30/909, p. 238).

3. Când printr'un testament se testează jumătate dintr'un imobil cu casă și clădiri, fără a se preciza limitele acelei jumătăți, punerea în posesie a părții căreia i s'a testat pe jumătate din acel imobil, fără a se delimita acea jumătate în procesul verbal al portărelui, este bine făcută, de oare ce testamentul nearătând care este acea jumătate, rezultă că testatoarea a testat numai partea ideală ce avea în

1) În textul francez, lipsesc cuvintele: „sau mistic“.

proprietatea comună, rămânând ea la 27 Iunie 1924. Jurispr. Generală 1924. No. 1792).

4. A se vedea: art. 864, nota 9; art. 891, nota 1.

**Art. 893.** — Legatarul universal care va veni la moștenire, în concurs cu un erede rezervatar, este obligat la datoriile și sarcinile succesiunii personal până în concurența părții sale, și ipotecar pentru tot<sup>1)</sup>. (Civ. 550 urm., 774, 775, 777, 841 urm., 896, 1743; Civ. Fr. 1009).

*Text. fr. Art. 1009.* — Le légataire universel qui sera en concours avec un héritier auquel la loi réserve une quotité des biens, sera tenu des dettes et charges de la succession du testateur, personnellement pour sa part et portion, et hypothécairement pour le tout; et il sera tenu d'acquitter tous les legs, sauf le cas de réduction, ainsi qu'il est expliqué aux articles 926 et 927.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 497, 498;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2327, 2373, 2375, 2381 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 884; ed. 1-a, III, p. 578, 779, 882, 883, 888;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3678 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 929 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 148 bis, III; 125 bis, XIII;  
 DEMOLOMBE, XXI, 570 urm., 574;  
 HUC, VI, 329;  
 LAURENT, XIV, 101 urm., 110, 112;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2525 urm.; *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2287, 2379 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 423 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2765 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 147, 194, 196, 213 urm., 293; (III, part. II, ed. 2-a, p. 693 n. 2, 866; IV, part. I, ed. 2-a, p. 338, 340 n. 3, 689); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 196; „Plata datoriilor de către legatarul universal”; Dreptul, 31/1911;  
 CANTACUZINO MATEL, p. 281, 297, 299, 365;  
 NACU, II, p. 315, 372.

#### Jurisprudență.

1. În virtutea art. 893 rezerva cuvenită eredelui rezervatar trebuie să se ia din legatul universal, iar nu și din legaturile particulare. (Apel Galați I, Nov. 5/90, *Dr.* 75/90).

2. Eredele rezervatar și beneficiar, în concurență cu legatarul universal, e ținut a plăti datoriile succesiunii, până la valoarea bunurilor primite în succesiune. (Apel Buc. I. *Dr.* 32/91).

Secțiunea V. — *Despre legaturile unei fracțiuni de moștenire.*

**Art. 894.** — Acest legat poate avea de obiect o fracțiune a moștenirii, precum jumătate, a treia parte, sau toate imobilele sau toate mobilele, sau o fracțiune din imobile sau mobile.

Orice alt legat este singular. (Civ. 550, 552, 887, 896, 899 urm.; Civ. Fr. 1010).

*Text. fr. Art. 1010.* — Le legs à titre universel est celui par lequel le

<sup>1)</sup> Art. francez corespunzător 1009, continuă: „et il sera tenu d'acquitter tous les legs, sauf le cas de réduction, ainsi qu'il est expliqué aux articles 926 et 927” (adică art. 852 și 853 din Codul Civil român)



testateur lègue une quote-part des biens dont la loi lui permet de disposer, telle qu'une moitié, un tiers, ou tous ses immeubles, ou tout son mobilier, ou une quotité fixe de tout ses immeubles ou de tout son mobilier.

Tout autre legs ne forme, qu'une disposition à titre particulier.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 467, 468;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2392-2394, 2396, 2397, 2399, 2400;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 34;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 114, 884 urm., 890, 919;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3697 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 940 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXI, 533, 579, 584, 586;  
 HUC, VI, 330;  
 LAURENT, XIII, 524, 526;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1134 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 407;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No, 2771 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 187, 191 n. 2, 194, 221 urm., 242 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 138 n. 2, 641 n. 3, 688); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 151; *Observație* sub. C. Apel Iași, s. I, 29 April 1915. Dreptul 48/1915;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 357;  
 CERBAN AL., *Notă* sub. Trib. Ilfov, s. I, 697 din 24 Sept. 1920. Curier. Jud. 20/921;  
 ECONOMU G. E., „*Despre legatul uzufructului tuturor bunurilor testatorului sau al unei fracțiuni*“. Dreptul 13/1903;  
 NACU, II, p. 373.

### Jurisprudență.

1. Legatul unui uzufruct fie chiar și determinată dintr'un imobil, iar nu a unei fracțiuni de moștenire, este un legatar cu titlu particular. (Cas. I, 27 Sept. 1906, B. p. 1369).

2. Legatul universal fiind o dispoziție prin care testatorul lasă, după moartea sa, la una sau la mai multe persoane, universalitatea bunurilor sale, conferă legatarului o vocațiune eventuală la totalitatea bunurilor testatorului.

Prin urmare, legatul unei sau a două moșii, fie în uzufruct, fie în plină proprietate, ale testatorului, nu constituie un legat universal, de oare ce legatul cu titlu universal poate avea de obiect o fracțiune a moștenirii, sau toate imobilele, sau toate mobilele, sau o fracțiune din ele, etc. Un asemenea le-

gat nu poate fi decât un legat singular sau particular. (Apel Iași I, 1915; Dreptul 1915, p. 337).

3. Legatarul unei părți individuală asupra unei universalități de bunuri sau a unei fracțiuni din o universalitate de bunuri, este un legat cu titlu particular fiind că beneficiarul unui asemenea legat, având numai folosința bunurilor legate, prin aceasta nu are vocație la universalitate în plină proprietate a bunurilor testatorului, nici la o cotă parte din această universalitate ca să fie un legatar universal sau cu titlu universal. Si nefiind nici una nici alta conf. art. 888 și 894 c. civ. este un legat cu titlu particular. (Trib. Ilfov s. I, 697 din 24 Sept. 1920. Curier Jud. 20/921; In acelaș sens: Trib. Ilfov s. II, 694 din 15 Oct. 1920. Dreptul 16, 1921).

**Art. 895.** — Legatarul unei fracțiuni de ereditate va cere posesiunea dela erezii rezervatari, în lipsa acestora dela legatarii universali, iar în lipsa și acestora din urmă, dela ceilalți erezii legitimi. (Civ. 653, 659 urm., 841 urm., 888, 890, 899; Pr. civ. 63; L. Timbr. 19 § 17, 21 § 23, 23 § 1; Civ. Fr. 1011).

*Text. fr. Art. 1011.* — Les légataires à titre universel seront tenus de demander la délivrance aux héritiers auxquels une quotité des biens est réservée

par la loi; à leur défaut, aux légataires universels; et à défaut de ceux-ci, aux héritiers appelés dans l'ordre établi au titre des *Successions*.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 483, 484;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2404, 2406-2409, 2424;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 166; ed. 1-a, III, p. 887;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3714 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 945 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 154 bis, I-III;  
 DEMOLOMBE, XXI, 591, 593, 597;  
 HUC, VI, 331;  
 LAURENT, XIV, 50, 52, 53, 66;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2302 urm., 2355 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 420;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2774.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 187, 197, 199, 204, 288, 332; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 709); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 151, 217; *Observație* sub. Judec. ocol Bulești (Argeș). Dreptul, 34/1913;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 247, 281, 361;  
 CERBAN ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 11 din 26 Ian. 1920. Curier Jud. 79-80/1920; *Nota* sub. Cas. I, 594 din 4 Iunie 1923. Curier Jud. 15/924;  
 NACU, II, p. 315, 373;  
 RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil*, vol. I, p. 175 urm., „Câte-va cuvinte asupra art. 895 din Codul civil“;

### Jurisprudență.

1. Din aceea că prin art. 895 se zice că legatarul unei fracțiuni de ereditate, în lipsă de erezi rezervatari sau de legatari universali, va cere posesiunea de la ceilalți erezi legitimi, nu se poate deduce că ar trebui să o ceară și de la acei moștenitori legitimi cari nu au posesiunea succesiunii nici de fapt nici de drept, căci s'ar contraveni regulii stabilită prin art. 653. Or, când e vorba de legatarii universali, nu le pune îndatorirea de a cere posesiunea legatului de cât dela erezii rezervatari, ce au sesina, și în lipsa acestora de la justiție (art. 889 și 891), fără să zică ca ei să o mai ceară și de la alți erezi legitimi, cari chiar poate au fost înlăturați de la succesiune prin testament; deci, rațiunea fiind aceeași, atât pentru acei ai unei fracțiuni și cei singulari, acestora nu li se poate impune a cere posesiunea dela acei erezi legitimi, ce nu o au de drept; în cât reese învederat că legiuitorul român uitând principiul pus în art. 653 (deosebit de acel conținut în art. 724 francez), pe care îl aplică la legatarii universali copiază literalmente art. 895 după art. 1011 francez, așa că cuvintele „în lipsa și acestora din urmă, de la ceilalți erezi legitimi“, sunt superflue, o inadvertență, o contradicere cu principiul stabilit în art. 653; sau dacă trebuie a li se da vre-o intrepredare, prin erezii legitimi din art. 895 nu pot fi înțeleși de cât acei cari deși nu sunt erezi rezervatari, dar au sesina, au po-

sesiunea de drept, cum ar fi bunicul sau bunica, cari ca ascendenți au sesina de drept, după art. 653, dar nu au rezerva. — Deci legatarii particulari, în lipsă de erezi rezervatari sau de legatari universali sau cu titlu universal, îndatorați anume a le trăda legatul, și în lipsă de alți erezi legitimi, cari deși nu au rezerva dar au sesina, voind a da o interpretare logică art. 895, vor trebui a cere posesiunea legatului lor dela justiție. (Trib. Iași III, 265, Nov. 1/90, *Dr.* 78/90).

2. Intru cât predarea legatului a fost voluntar consimțită și executată de către eredele rezervatar nu mai e necesar o cerere în justiție pentru ca legatarul să fie pus în posesiunea legatului. (Trib. Iași II, Nov. 7/92, *Dr.* 82/92).

3. Prin art. 7 § V din Constituție, nericându-se streinilor însuș dreptul la moștenire, este învederat că această calitate, dânsii trebuie să o conserve în principiu, cu toate efectele ce legea civilă recunoaște unui succesor, fără ca să existe în această privință vre-o distincțiune legală între succesiunile deferite prin lege și cele testamentare. Astfel fiind, când instanța de fond contestă unui străin calitatea de succesor cu privire la un imobil rural, sub cuvânt că prin art. 7 din Constituție s'au modificat dispozițiunile Codului civil în această privință, comite un exces de putere și violează menționatul articol din Constituție și art. 895 din Codul civil. (Cas. I, 278/98, B. p. 1038).



4. Legatarul cu titlu universal, deși potrivit art. 644 și 899 c. c. e proprietar al părții legate, de drept, în puterea voinței testatorului, chiar din ziua morții acestuia, cu toate acestea, conform art. 895 c. c., nu are exercițiul acestui drept decât după ce a obținut, pe calea acțiunii în predare de legat, predarea părții legate, posesiunea ei, cum se exprimă articolul în chestiune.

Prin cuvântul posesiune nu trebuie să se înțeleagă însă tradiția materială a lucrului legat, ci recunoașterea legatului de către reprezentanții legali ai testatorului, sau mai bine zis consimțământul acestora de a fi dezinvestiți de moștenirea — partea legată — cu care testatorul îi investise murind, aceasta potrivit distincțiunii ce legiuitorul o face la moștenirile ab intestat între succesorii cu sezină și succesorii fără sezină distincțiune aplicabilă și succesiunilor testamentare, și după care succesorii fără sezină — recte și legatarii în succesiunile testamentare — spre deosebire de cei cu sezină, nu pot cu toate că sunt succesori în persoana cărora transmiterea patrimoniului s'a produs de drept în puterea legii sau a voinței defunctului, să exercite de-a dreptul acțiunile și drepturile acestuia, de cât după un prealabil control al chemării lor la succesiune și o prealabilă recunoaștere a calității lor, control și recunoaștere cari constituiesc posesiunea de care vorbește legea, și care se face de reprezentanții legali ai celui mort.

Acțiunea în predarea legatului, în cazul unui legat cu titlu universal față de erezii rezervatari, legatarului universal sau erezilor universali sau erezii lui legitimi, obligați toți după lege să dea posesiunea legatului, se confundă cu petițiunea de ereditate. Și cum petițiunea de ereditate se poate intentă simultan cu acțiunea în împărțeală, ea nefiind decât o chestiune prealabilă a acesteia, urmează că acțiunea în partaj ce legatarul cu titlu universal o are împotriva erezilor rezervatari ai testatorului, ori față de legatarul legitim al testatorului, pentru alegerea părții legate, se poate exercita concomitent cu acțiunea de

predarea legatului ce numitul o are tot contra acestora, mai ales că între aceste două acțiuni e o foarte strânsă legătură și că împărțeala nu e decât instanța de lichidare a drepturilor părților. (Trib. Ilfov s. I, 1033 din 14 Dec. 1922. Jur. Gen. 1923, No. 57).

5. Conform art. 899 comb. cu art. 895 c. civ., legatarul singular este obligat a cere punerea sa în posesie, în prim loc dela erezii rezervatari, investiți cu sesina, iar dacă există și un legatar universal — care n'a obținut nici dânsul trimiterea în posesie — va trebui pus în cauză și acesta, ca unul ce este ținut la plata legatului particular și poate avea motiv a-l contesta.

Dacă însă legatarul universal a dobândit posesiunea legatului, legatarul singular poate cere predarea legatului direct dela legatarul universal care se găsește investit cu posesiunea de drept și de fapt a succesiunii în ce privește cotitatea disponibilă și este obligat la plata legatului în limitele acestei cotități.

În specie trib. constatând că legatarul universal a dobândit posesiunea legatului și întrunind de altfel și calitatea de moștenitor rezervatar, ca fiu al testatorului, dânsul a recunoscut și predat legatul particular lăsat în uzufruct intimatului, urmează că intimata nu eră ținută a îndreptă acțiunea de față în predarea legatului decât în contra deținătorilor bunurilor legate ce s'ar fi opus la predarea legatului.

Prin urmare, acțiunea de față intentată în contra recurentei, moștenitoare rezervatară care se opunea la predarea legatului, și a deținătorului de fapt, ca hotărîrea să-i fie opozabilă, este regulat intentată, astfel că este neîntemeiat motivul de recurs prin care se pretinde că Tribunalul ar fi violat art. 895 c. civ., admitând acțiunea de față, fără ca în prealabil reclamanta să fi discutat în judecată valabilitatea legatului față de toți erezii rezervatari. (Cas. I, dec. 594 din 4 Iunie 1923. Jur. Gen. 1923 No. 1330, Jur. Rom. 18/923, Curier Jud. 15/924).

6. A se vedea: art. 889, notele 3, 4, 5; art. 899, notele 2, 3.

**Art. 896.** — Legatarul unei fracțiuni din ereditate este obligat la sarcinile și datoriile succesiunii testatorului, personal în proporțiune cu partea sa, și ipotecar pentru tot. (Civ. 550, 552, 774 urm., 852, 893, 897 urm., 1743, 1746; Civ. Fr. 1012).

*Text. fr. Art. 1012.* — Le légataire à titre universel sera tenu, comme le légataire universel, des dettes et charges de la succession du testateur, personnellement pour sa part et portion, et hypothécairement pour le tout.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 501, 502;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2411-2413;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 114, 578, 579, 888, 889;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3735 urm., *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 950 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 155 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XXI, 600;  
 LAURENT, XIV, 91;  
 MICHAUX *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2287, 2379 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2777.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 147, 187, 215, 217, 223, 228 urm., 237, 293; (III, part. II, ed. 2-a, p. 693 n. 2, 866; IV, part. I, ed. 2-a, p. 338, 340 n. 341, 689); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 151, 196; „*Plata datorilor de către legatarul universal*”. Dreptul 31/1911;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 299, 365;  
 NACU, II, p. 374.

**Art. 897.** — Legatarul universal, sau acela al unei fracțiuni a succesiunii, nu se poate pune în posesiunea legatului, fără a se face după cererea lui, un inventar al bunurilor ce compun legatul, de judecătoria în ocolul cărei s'a deschis succesiunea.

Legatarul care va primi a intra în posesiunea bunurilor fără inventar, va fi obligat a plăti toate debitele succesiunii, chiar de ar fi mai mari decât averea lăsată de testator<sup>1)</sup>. (Civ. 888 urm., 894 urm.; Leg. timbr. 18 § 11).

## Doctrină străină.

ARTZ, II, 2062, 2063, 2169;  
 AUBRY ET RAU, VII, § 723, p. 496-499; § 726, p. 531;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2377, 2476 urm., 2481 urm.;  
 BAUDRY ET WAHL, *Succes.*, I, 184;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, III, 24 bis V; 103 bis III; 124 bis II; IV, 152 bis XIII; 162 bis II;  
 DEMOLOMBE, XIV, 521 urm.; XV, 115 urm.; XVII, 38; XXI, 569 urm.; XXII, 327;  
 DURANTON, VI, 462;  
 HUC, V, 208; VI, 328, 329;  
 LAURENT, XIV, 88, 101, 108;  
 MARCADÉ, IV, 135;  
 PLANIOL, III, 2766, 2791;  
 SIREY, *Testaments*, 795;  
 THIRY, II, 437-439;  
 TROPLONG, *Don. et testam.*, III, 1843, 2155.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 147, 179, 183, 196, 213 n. 4, 214 urm., 218 urm., 223, 230, 236, 237, 293, 332, 333; (III, part. II, ed. 2-a, p. 343 n. 2, 688, 689; IV, part. I, ed. 2-a, p. 338, 340 n. 3, 341, 689, 710, 719; VI, p. 805); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 151, 181, 200; *Notă sub. Trib. Lisieux, Calvados*, 6 April 1920. Jur. Gen. 1924, No. 1686;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 229, 236, 300, 366;  
 NACU, II, p. 375.

**Art. 898.** — Legatarul unei fracțiuni de moștenire poate pretinde fructele din ziua cererii în judecată, sau din ziua

<sup>1)</sup> În Codul Civil francez, lipsește textul acestui articol 897, fără a se ști de unde l-a imprumutat legiuitorul român.



în care i s'a oferit de bună voie darea legatului <sup>1)</sup>. (Civ. 895, 896; Civ. Ital. 864).

*Text. Ital. Art. 864.* — Il legatario non può pretendere i frutti ogli interessi, che dal giorno della domanda giudiziale o dal giorno in cui la prestazione del legato fosse stata promessa.

#### Doctrină străină.

PANDECTES FR., *Don. et testam.*, 9066 urm.;  
PLANIOL, III, 2775.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 210, 223, 224, 228, 332; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 151;  
CANTACUZINO MATEI, p. 364;  
NACU, II, p. 374.

#### Jurisprudență.

1. Legatarul, deși devine proprietar al legatului său din ziua deschiderii succesiunii și ar urma, conform dreptului comun, să aibă dreptul la fructele legatului, chiar de la acea dată, prin excepție însă, el are acest drept din ziua cererii în judecată sau din ziua în care i s'a oferit de bună voie legatul. De aci însă nu rezultă că, și atunci când legatarul, fără să fi obținut

legatul de bună voie sau pe cale judecătorească, dar care de fapt a perceput fructele, poate să fie obligat să le restituie unui moștenitor colateral, căci acesta, în această simplă calitate, nu are nici posesia de drept, asupra moștenirii, nici permisia justiției de a intra în posesie, astfel că nu are nici un titlu legal pentru a reclama fructele. (Cas. I, 533/903. B. p. 1460).

2. A se vedea: art. 899, nota 13.

#### Secțiunea VI. — Despre legatele singulare.

**Art. 899.** — Orice legat pur și simplu dă legatarului, din ziua morții testatorului, un drept asupra lucrului legat, drept transmisibil erezilor și reprezentanților săi.

Cu toate acestea, legatarul singular nu va putea intra în posesiunea lucrului legat, nici a pretinde fructele sau interesele, decât din ziua în care a făcut cererea în judecată sau din ziua în care predarea legatului i s'a încuviințat de bunăvoie. (Civ. 485 urm., 522 urm., 544, 890, 900 urm., 903, 926, 1013, 1017; Pr. civ. 139; L. Timbr. 19 § 17, 21 § 23, 23 § 1; Civ. Fr. 1014).

*Text. fr. Art. 1014.* — Tout legs pur et simple donnera au légataire, du jour du décès du testateur, un droit à la chose léguée, droit transmissible à ses héritiers ou ayant-cause.

Néanmoins le légataire particulier ne pourra se mettre en possession de la chose léguée, ni en prétendre les fruits ou intérêts, qu'à compter du jour de sa demande en délivrance, formée suivant l'ordre établi par l'article 1011, ou du jour auquel cette délivrance lui aurait été volontairement consentie.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 473, 477, 478, 480;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2429, 2434-2439, 2442, 2444-2446, 2450;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 802, 815, 966; II, p. 56, 166; ed. 1-a, III, p. 871, 872, 888, 893, 895;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3745 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 956 urm.;

1) Acest articol lipsește în Codul francez; el este reproducerea parțială a art. 890, Cod civ. român și a art. 864 Cod. civil italian.

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 158 bis, IV, V; 159 bis, I;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 35;  
 DEMOLOMBE, XXI, 548, 553, 615, 618-620, 622, 628, 646; XXII, 71;  
 HUC, VI, 337;  
 LAURENT, XIV, 1, 44-48, 59, 62 urm., 74, 83;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2317 urm., 2354 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 411, 412, 413, 414, 421, 422;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2732, 2775, 2785 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 187, 196, 197, 199, 201, 203, 209, 210, 224, 227, 286, 287 urm., 297, 300, 308, 309, 323, 328 urm., 330, 332, 333, 460, 464, 466; (III, part. I, ed. 2-a, p. 413, 420 n. 3, 501, 549; III, part. II, ed. 2-a, p. 567 n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 647; V, p. 206); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 149, 151, 196, 218; *Observație* sub. Trib. Iași s. I, 409 din 20 Nov. 900. Curier Jud. 22/902;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 297, 360, 361, 364;  
 CERBAN ALEX., *Notă* sub. Trib. Romanai s. I, 139 din 7 Iulie 919. Curier Jud. 87-88/1920;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Nota* sub. C. Apel Galați s. I, 25 din 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924-II-78;  
 NACU, II, p. 376;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Nota* sub. Cas. I, 1146 din 16 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924-I-123.

## INDEX ALFABETIC

Acte de administrație 13.	Legatar universal 2, 3, 5, 12, 14.
Acte de conservare 13.	Locație 13.
Acțiune pentru legat 1, 6, 10, 13, 14.	Nuda proprietate 3.
Acțiune reală 1, 10.	Nuitate 3, 5.
Anulare, a se vedea „Nulitate”.	Obligație potestativă 3.
Buna credință 5.	Partaj 1.
Colaterali 3, 6.	Plina proprietate 12.
Conservare, acte 13.	Posezie, trimetere 2, 6, 3, 10, 13.
Curator 2.	Potestativă obligație 3.
Datorii 11.	Predarea legatului 1, 2, 4, 5, 6, 9, 10, 13.
Dobânzi 9.	Prematură 4.
Erede, a se vedea „Successori”.	Proprietate nudă 3.
Exercițiul acțiunilor 10, 13.	Reală acțiune 1.
Fructe 6, 13.	Sechestrul judiciar 5.
Intenție 7.	Successori, a se vedea „Colaterali” și 1, 2, 4, 5, 6, 11, 14.
Interpretare 7.	Testament 5, 7, 10.
Justiție 2.	Tribunal 2.
Legat 1-14.	Trimetere în posesie 2, 6, 8, 10, 13.
Legatar 1, 6, 9, 13.	Uzuafruct 7, 12.
Legatar particular 2-5, 8, 10-13.	
Legatar cu titlu universal 12.	

## Jurisprudență.

1. Acțiunea pentru legat, fiind o acțiune reală, rezultă că acțiunea pentru diviziunea lucrului legat, făcută contra eredelui, conține în sine implicit cererea legatului însuși căci acțiunea de diviziune este singurul mijloc practic pentru obținerea legatului. A pretinde ca legatarul să ceară întâi legatul și pe urmă diviziunea lui, este în adevăr a face dintr'unul singur mai multe procece, și a obliga pe legatar a se judeca întâi în principiu pentru legatul *pro indiviso* și pe urmă în realitate pentru diviziunea lui. (Cas. I, 444/Nov. 12/73. B. p. 214).

2. Nici o dispozițiune a legii nu dă legatarului particular dreptul de a cere de la justiție trimiterea în posesiunea legatului său. Din contra, rezultă din art. 891, 895 și 899 c. civ., că ori ce legatar afară de legatarul universal, este

obligat să ceară de la eredele legitim tradițiunea legatului său. Și nu există nici un motiv serios de a se face o distincțiune în caz când nimeni nu s'ar afla în posesiunea succesiunii în momentul când se ivește pretențiunea legatarului particular și de a se admite că în acel caz legatarul ar fi în drept să ceară punerea în posesiunea dela tribunal. O asemenea distincțiune, care nu este prevăzută de lege nu se poate deduce din imposibilitatea în care ar fi legatarul particular de a obține legatul său. În adevăr, acea pretinsă imposibilitate este departe a există, pe cât timp legatarul particular, ca ori ce persoană interesată, este totdeauna în drept să provoace, în baza art. 721, numirea de către tribunal a unui curator la care se va putea adresa spre a obține tradițiunea legatului său. (Apel Buc. I, Mart. 13/74. Dr. 34/75). *Contra*: A se vedea, No. 1 de sub art. 895.

3. Sarcina impusă legatarului universal de a da colateralilor „dacă va voi” constituie o obligațiune potestativă din partea debitorului, condițiune care este distructivă de ori ce obligațiune: legatarii particulari n'au nici un titlu, nici un drept de a constrânge pe legatarul universal. Inșă nulitatea legatului particular nu atrage nulitatea legatului universal, căci diferitele legate sunt independente unul de altul. (Apel Buc. II, 96, Mai 23/87, Dr. 67/87).

4. Cererea legatarului particular pentru plata legatului poate fi respinsă ca prematură până la tranșarea procesului ce există între succesorii defunctului, relativ la stabilirea drepturilor lor succesoriale, după care să se poată decide care dintr'înșii e dator a plăti acel legat. (Cas. I, 61/Febr. 16/93, B. p. 112).



5. Legatarul particular este în drept să ceară legatul său de la legatarul universal, fără ca acesta să se poată opune, pe cuvânt că moștenitorii de sânge au intentat acțiune pentru anulara testamentului. Numai acești moștenitori se pot opune la liberarea legatului particular, intervenind în proces și cerând ca averea să fie pusă sub un sequestru judiciar. Temerea legatarului universal, că nu i se va ține în seamă legatele ce a plătit, dacă va pierde procesul, nu este întemeiată, căci asemenea plăți urmează să-i fie ținute în seamă, dacă au fost făcute cu bună credință. (Cas. I, 45/96, B. p. 54).

6. Legatarul, deși devine proprietar al legatului său din ziua deschiderii succesiunii și ar urmă, conform dreptului comun, să aibă dreptul la fructele legatului, chiar de la acea dată, prin excepție însă el are acest drept din ziua cererii în judecată sau din ziua, în care i s'a oferit de bună voie legatul. De aci însă nu rezultă, că și atunci când legatarul, fără să fi obținut legatul de bună voie sau pe cale judecătorească, dar care de fapt a perceput fructele, poate să fie obligat să le restituie unui moștenitor colateral, căci acesta, în această simplă calitate, nu are nici posesia de drept asupra moștenirii, nici permisia justiției de a intra în posesie, astfel că nu are nici un titlu legal pentru a reclama fructele. (Cas. I, 533/903, B. p. 1460).

7. Chestiunea de a se ști dacă legatul unei case, cu tot ce se cuprinde într'însa, conține numai mobilele corporale din casă, sau și bani, ori titlurile la purtător ce se vor găsi în ea, este o chestiune de intenție din partea testatorului, care trebuie aflată din dispozițiunile testamentului. Suprimarea art. 530-536 c. c. francez, este făcută de legiuitorul nostru, numai fiindcă a ținut cont de criticile jurisconsultilor francezi. (Trib. Ilfov I, Dr. 40/905).

8. Un legatar particular de nuda proprietate nu are nevoie să ceară trimiteră în posesie, dacă uzufructuarul nu-i contestă dreptul și recunoaște că posedă pentru dânsul. (Trib. Olt, Dr. 29/906).

9. Potrivit dispozițiilor art. 899, din codul civil, legatarul este în drept a pretinde dobânzi din ziua în care i s'a făcut de bună voie predarea legatului în parte. (Cas. I, 12 Dec. 1906, B. p. 1973).

10. Donațiunea testamentară fiind un mod de a dobândi proprietatea, orice legat pur și simplu dă legatarului din ziua morții testatorului un drept de proprietate asupra lucrului legat, independent de orice tradițiune, și deci legatarul are calitatea de a exercita acțiunile reale active și pasive, relative la dreptul său de proprietate; în

ce privește însă posesiunea, legatarul neavând-o de drept și trebuind ca lucrul legat să-i fie predat sau de bună voie sau prin cerere în judecată, urmează că legatarul nu are calitatea de a exercita acțiunile care decurg din dreptul de posesiune al unui lucru, decât după ce a intrat în posesiune.

Prin urmare, legatarul particular al unui imobil are calitatea să se opună la urmărirea îndreptată de un creditor, fără a i se putea opune excepțiunea că nu a fost trimis în posesia legatului. (Cas. II, 107 din 27 Apr. 1912, B. p. 765, Curier Jud. 70/912).

11. Legatarul cu titlu particular primind din momentul morții testatorului proprietatea unui bun determinat sub rezerva de a fi plătite datorile succesiunii din bunurile rămase pe urma acestuia, pe temeiul principiului *nemo liberalis, nisi liberatus*, el are din acel moment un drept personal deosebit, sub rezerva de mai sus.

Și cu toate că creanțele defunctului au să se realizeze asupra acestui bun determinat, totuși întru cât acele creanțe nu au fost constatate față de testator, titlurile ce s'ar obține față de moștenitorul beneficiar cu privire la existența acelor creanțe și rangul lor, nu pot fi opozabile legatarului particular, când are a se urmări asupra bunului legat, căci în acest caz s'ar păgubi un drept al acestuia, de oarece creanța constatată contra succesiunii, ar fi preferată legatului și s'ar execută chiar asupra bunului legat. (Trib. Tutova, Nov. 1913; Dreptul 1914, p. 349).

12. Legatul universal fiind o dispoziție prin care testatorul lasă, după moartea sa, la una sau la mai multe persoane, universalitatea bunurilor sale conferă legatarului o vocațiune *eventuală* la totalitatea bunurilor testatorului.

Prin urmare, legatul unei sau a două moși, fie în uzufruct, fie în plină proprietate, ale testatorului, nu constituie un legat universal, nici un legat cu titlu universal, de oare legatul cu titlu universal poate avea de obiect o fracțiune a moștenirii, sau toate imobilele, sau toate mobilele, sau o fracțiune din ele, etc. Un asemenea legat nu poate fi decât un legat singular sau particular. (Apei Iași I, 1915; Dreptul 1915, p. 337).

13. Dreptul legatarului asupra fructelor legatului nu-i este acordat de cât din momentul când este pus în posesia lui, chiar dacă este un sezinar; căci dacă dreptul de proprietate îl are din momentul morții testatorului, exercițiul acestui drept nu-l are de cât din momentul ce a fost pus în posesie; până atunci el are un drept abstract și contestabil; legatarul poate face acte de conservare însă nu și de administrație.

Prin urmare legatarul nefiind încă trimis în posesia lucrului legat, nu poate să introducă contra terților nici o acțiune cum e în specie de rezilierea unui contract de închiriere relativ la bunurile legate, căci nu are exercițiul dreptului de proprietate. (Trib. Români s. I, 139 din 7 Iulie 1919. Curier Jud. 87-88/920).

14. În principiu deși legea nu pre-

vede dela cine trebuie să ceară posesiunea legatarul particular, el ar putea totuși s'o ceară, în lipsă de moștenitori rezervatari, dela legatarul universal, dacă legatul ar fi pur și simplu. (Trib. Vâlcea s. I, 73 din 22 Mart. 1923. Pand. Rom. 1924, II, 177).

15. A se vede: art. 695, nota 3; art. 775, nota 2; art. 889, notele 3, 4, 5; art. 895, nota 2.

**Art. 900.** — Interesele și fructele lucrului legat devin ale legatarului din momentul morții testatorului, și dacă dânsul n'a făcut cerere înaintea justiției <sup>1)</sup>:

I. Când testatorele a declarat expres în testament că voește a urmă astfel;

II. Când s'a legat drept alimente o rentă viageră sau o pensiuine. (Civ. 899, 1639 urm.; Civ. Fr. 1015).

*Text. fr. Art. 1015.* — Les intérêts ou fruits de la chose léguée courent au profit du légataire, dès le jour du décès, et sans qu'il ait formé sa demande en justice:

<sup>1°</sup> Lorsque le testateur aura expressément déclaré sa volonté, à cet égard, dans le testament;

<sup>2°</sup> Lorsqu'une rente viagère ou une pension aura été léguée à titre d'aliments.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 486, 487;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2453, 2454, 2457, 2459, 2460;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 887, 895;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3840 urm.;  
 DEMOLOMBE, X, 517; XXI, 645 urm.;  
 LAURENT, XIV, 8, 73, 78;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2360 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 421, 422;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2786.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 21 t. și n. 2, 210, 211, 286, 287 urm., 315, 332;  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 151;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 364;  
 NACU, II, p. 377.

#### Jurisprudență.

1. Renta viageră, lăsată de testator cu caracter de rentă alimentară, dă legatarului dreptul la fructe, din ziua morții testatorului. (Apel Buc. III, Dr. 52/95).

2. Rentele viagere cu titlu gratuit, ca și donațiunile între vii, sunt revocabile pentru survenire de copii. (Trib. Ilfov I. C. Jud. 69/905).

**Art. 901.** — Cheltuelile cererii pentru predare sunt în sarcina succesiunii, fără ca cu aceasta să se poată reduce rezerva legală.

În caz când testatorele ar ordona altfel prin testament, se va urmă după voința lui. (Civ. 841 urm., 895; Civ. Fr. 1016).

1) Textul francez zice: „și fără ca dânsul să fi făcut cererea înaintea justiției“.



*Text. fr. Art. 1016.* — Les frais de la demande en délivrance seront à la charge de la succession, sans néanmoins qu'il puisse en résulter de réduction de la réserve légale.

Les droits d'enregistrement seront dus par le légataire.

Le tout, s'il n'en a été autrement ordonné par le testament.

Chaque legs pourra être enregistré séparément, sans que cet enregistrement puisse profiter à aucun autre qu'au légataire ou à ses ayant-cause.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 480;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2462, 2463, 2466-2468;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 879, 893;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3870 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 977;  
 DEMOLOMBE, XXI, 521;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2301;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 415, 416;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2736 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 201, 227, 291, 325, 326 urm., 332; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 151;  
 NACU, II, p. 377.

**Art. 902.** — Erezii testatorului sau orice altă persoană obligată a plăti un legat, sunt personal datori a-l achită, fiecare în proporțiune cu partea ce ia din succesiune.

Sunt datori ipotecari pentru tot, până în concurența valorii imobilelor ce dețin. (Civ. 550, 552, 653, 774 urm., 893, 896 urm., 908, 1060, 1061, 1743 urm., 1746 urm.; Civ. Fr. 1017).

*Text. fr. Art. 1017.* — Les héritiers du testateur, ou autres débiteurs d'un legs, seront personnellement tenus de l'acquitter, chacun au prorata de la part et portion dont ils profiteront dans la succession.

Ils en seront tenus hypothécairement pour le tout, jusqu'à concurrence de la valeur des immeubles de la succession dont ils seront détenteurs.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 493;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2472-2475, 2489-2494, 2496, 2497, 2499, 2500, 2502, 2503, 2504, 2508;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 865, 895; ed. 1-a, III, p. 586, 612, 893, 894;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3860 urm., 3888 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 981 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, 162 bis, III;  
 DEMOLOMBE, XXI, 673, 676;  
 HUC, VI, 343;  
 LAURENT, XIV, 107, 115, 207;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2287 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 413;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2789 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 229, 282, 291, 326, 330, 331 urm., 333 urm., 340, 372, 464 nota; (III, part. II, ed. 2-a, p. 689, 693, n. 2, 721 t. și n. 3, 758; VIII part. I, ed. 2-a, p. 657 n. 1; X, p. 318, 531 n. 1, 553, 567, 571, 647); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 151, 175, 176, 195, 456;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 363, 578;  
 EMMANUEL EUGEN, „Despre diviziunea datoriiilor“, Dreptul, 6/1919.  
 NACU, II, p. 376, 377.

## Jurisprudență.

1. O dispozițiune testamentară este grevată de o sarcină, atunci când testatorul prevede că legatarul să dea sau să facă un lucru pentru un terțiu, și această voință a testatorului reese de ordinar din termenii întrebuințați în testament. — O asemenea sarcină care și ea constituie un legat, este caducă atunci când deși valabilă prin ea însăși, adică făcută în formele cerute de lege și de un testator capabil de a dispune, dar este lipsită de efect din cauza legatarului sau a obiectului le-

gat, și dânsa nefiind decât o sarcină impusă de testator, rezultă atât din natura lucrurilor cât și din voința acestuia că caducitatea ei profită aceluia care are sarcina de a o achita. (Apel Buc. I, 203, Oct. 20/93, Dr. 81/93).

2. Separatiunea de patrimonii asigură legatarilor dreptul de a se îndestulă cu preferință din averea mobilă și imobilă a succesiunii cu efect retroactiv și în privința imobilelor, când inscripțiunea s'a luat în acele șase luni dela deschiderea succesiunii. (Trib. Roman, Dr. 20/904).

**Art. 903.** — Lucrul legat se va predă cu accesoriile necesare în starea în care se găseă la moartea donatoarei. (Civ. 467 urm., 482 urm., 904 urm., 923, 927, 1102; Civ. Fr. 1018).

*Text. fr. Art. 1018.* — La chose léguée sera déliivrée avec les accessoires nécessaires, et dans l'état où elle se trouvera au jour du décès du donateur.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 491, 492;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2543, 2545, 2547, 2548;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 893;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3011 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 989 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXI, 702 urm., 731, 734;  
 HUC, VI, 345;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2335 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 427 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2800, 3380.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 235, 249 urm., 330, 463, 468; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 151;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 46, 364;  
 NACU, II, p. 377.

**Art. 904.** — Când cel ce a dat legat un imobil, a mărit în urmă acest imobil prin alte auzițiuni, aceste auzițiuni, și de ar fi alătura cu imobilele, nu pot fi socotite ca parte a legatului, de nu se face o nouă dispozițiune pentru aceasta.

Infrumusețările și construcțiunile noi, făcute asupra fondului legat, fac parte dintr'însul.

Asemenea face parte din legat adaosul ce testatoarele a făcut unui loc închis întinzând îngrădirile sale. (Civ. 488, 903; Civ. Fr. 1019).

*Text. fr. Art. 1019.* — Lorsque celui qui a légué la propriété d'un immeuble, l'a ensuite augmentée par des acquisitions, ces acquisitions, fussent-elles contiguës, ne seront pas censées, sans une nouvelle disposition, faire partie du legs.

Il en sera autrement des embellissements, ou des constructions nouvelles faites sur le fonds légué, ou d'un enclos dont le testateur aurait augmenté l'enceinte,



## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 491;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2550, 2551, 2554-2557;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 893;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3960 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 994;  
 DEMOLOMBE, XXI, 718, 721, 722;  
 HUC, VI, 345;  
 LAURENT, XIV, 144-146;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2341 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 427 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2800, 3380.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 252-254, 255 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 151;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 364;  
 NACU, II, p. 377.

**Art. 905.** — Dacă înaintea testamentului sau în urmă, lucrul legat a fost ipotecat pentru datoria succesiunii, sau chiar pentru altă datorie, sau supus dreptului de uzufruct, acela ce este dator a da legatul, nu este ținut a liberă lucrul de această sarcină, afară numai dacă testatorele l-a obligat expres la aceasta. (Civ. 551, 720, 775, 876, 923, 1792, 1799; Civ. Fr. 1020).

*Text. fr. Art. 1020.* — Si, avant le testament, ou depuis, la chose léguée a été hypothéquée pour une dette de la succession, ou même pour la dette d'un tiers, ou si elle est grevée d'un usufruit, celui qui doit acquitter le legs n'est point tenu de la dégager, à moins qu'il n'ait été chargé de le faire par une disposition expresse du testateur.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 505;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2560, 2562;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 893;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3978 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 165 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XXI, 659, 728;  
 LAURENT, XIV, 95, 147;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 844 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 427 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2800, 3380.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 253, 261; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 741); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 151;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 364;  
 NACU, II, p. 379.

**Art. 906.** — Când testatorele, știind, a dat legat lucrul altuia, însărcinatul cu acel legat este dator a da sau lucrul în natură sau valoarea lui din epoca morții testatorului<sup>1)</sup>. (Civ. 907, 908, 923; Civ. Fr. 1021; Civ. Ital. 837 § 1).

*Text. fr. Art. 1021.* — Lorsque le testateur aura légué la chose d'autrui, le legs sera nul, soit que le testateur ait connu ou non qu'elle ne lui appartenait pas.

1) Acest articol nu are echivalentul său în Codul Civil Francez. El e luat din dreptul roman.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, § 675, 676; p. 153;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2519, 2520;  
 COLIN ET CAPITANT; ed. 1-a, III, p. 136, 142, 891;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 166 bis I;  
 DEMOLOMBE, XXI, 683, 689;  
 DURANTON, IX, ed. 4-a, 244, 245, p. 253; 251, 252;  
 HUC, VI, 348;  
 LAURENT, XIV, 127, 130;  
 MARCADÉ, IV, 141;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 835 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 430;  
 PANDECTES FR., *Don. et testam.*, 8431, 8448 urm., 8474, 8475;  
 PLANIOL, III, 2806;  
 THIRY, II, 448, 449.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 266 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 19 n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 151, 152, 496;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 364, 365;  
 DUMITRESCU A. M., II, 97;  
 NACU, II, p. 381.

## Jurisprudență.

legat valabil (art. 906). (Apel Buc. III, 50, Mart. 11/91. *Dr.* 26/91).

1. In legislațiunea noastră a. legat lu-  
 crul altuia cu știință, este a face un

**Art. 907.** — Când testatorele, neștiind, a legat un lucru străin, legatul este nul. (Civ. 906; Civ. Fr. 1021).

*Text. fr. Art. 1021.* — Lorsque le testateur aura legué la chose d'autrui, le legs sera nul, soit que le testateur ait connu ou non qu'elle ne lui appartenait pas.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 149, 152-156;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2515, 2518-2522, 2524, 2526-2528 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 136, 142, 891;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3757 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 965 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 166 bis, III, VII și VIII;  
 DEMOLOMBE, XXI, 680, 681 bis, 684 urm., 687, 688, 690, 693-695;  
 LAURENT, XIV, 128-133, 137;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 835 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 430;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2804 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, part. II, ed. 2-a, p. 266 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 864); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 151, 152, 496;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 364;  
 NACU, II, p. 381.

**Art. 908.** — Când legatul dat este un lucru nedeterminat, însărcinatul cu legatul nu este obligat a da un lucru de calitate cea mai bună, nu poate oferi însă nici lucrul cel mai rău. (Civ. 906, 907, 1027, 1103; Civ. Fr. 1022).

*Text. fr. Art. 1022.* — Lorsque le legs sera d'une chose indéterminée, l'héritier ne sera pas obligé de la donner de la meilleure qualité, et il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.



## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 490;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2566, 2567, 2569, 2570;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 890;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3926 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 991;  
 DEMOLOMBE, XXI, 698, 699, 734, 735;  
 LAURENT, XIV, 149, 150;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 431;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2802.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 163, 235, 249, 250, 282 urm., 289, 330, 468; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 151;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 364;  
 NACU, II, p. 378.

**Art. 909.** — Legatarul singular nu este obligat a plăti datoriile succesiunii<sup>1)</sup>. (Civ. 551, 775, 853, 1108 § 3; Civ. Fr. 1024).

*Text. fr. Art. 1024.* — Le légataire à titre particulier ne sera point tenu des dettes de la succession, sauf la réduction du legs ainsi qu'il est dit ci-dessus, et sauf l'action hypothécaire des créanciers.

## Doctrină străină.

BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2573;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 895;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4003 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 996 urm.;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2390 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, 423 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2798.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 215, 220, 242, 263, 286, 293 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 531; III, part. II, ed. 2-a, p. 866, 877; IV, part. I, ed. 2-a, p. 337, 689); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 151, 196;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 364, 366;  
 NACU, II, p. 379.

## Jurisprudență.

1. Legatarilor cărora li se lasă anumite imobile din succesiune, conform art. 909, nu pot fi responsabili de datoriile testatorului. (Apel Iași, I, 172, Dec. 10/83, Dr. 19/84).

2. Dacă, după art. 909 codul civil, legatarul singular nu este obligat la plata datoriilor succesiunii, această dispoziție se referă la cazul când întreaga avere succesorală ajunge pentru plata datoriilor, iar nu și la cazul când în succesiune nu se mai găsește altă avere decât cea legată, caz în care, legatarul deși singular este ținut la plata datoriilor ce grevează succesiunea din care face parte lucrul legat. (Cas. II, 13 Febr. 1906, B. p. 297).

3. Legatarul unei părți individual

determinată dintr'un imobil, iar nu al fracțiunii de moștenire, este un legatar cu titlu particular. (Cas. I, 27 Sept. 1906, B. p. 1369).

4. Din dispozițiunile art. 775 și 909 din codul civil rezultă că, legatarii cu titlu particular nu sunt obligați la plata datoriilor succesiunii; prin urmare, reducerea în patrimoniul succesoral a legatului particular nu poate avea loc decât după ce creditorii au pus în urmărire toată averea de moștenire și că această avere n'a ajuns la acoperirea creanțelor lor. (Cas. I, 27 Sept. 1906, B. p. 1369).

5. Datoriile personale ale lui decujus nu privesc pe legatarul particular, așa că plata unor asemenea datorii nu poate fi pretinsă dela legatarul particular decât în cazul când averea ră-

1) Art. francez corespunzător 1024, continuă: „sauf la réduction du legs ainsi qu'il est dit ci-dessus et sauf l'action hypothécaire des créanciers“.

masă pe urma lui de cuius nu ar ajunge. (Cas. I, 18 Sept. 1907, B. p. 1287).

6. Legatele pot fi urmărite pentru plata datoriilor succesiunii, însă pentru aceasta creditorii trebuie să dovedească că nu se pot îndestula din cealaltă avere rămasă pe urma defunctului, de oarece urmărirea legatelor pentru pla-

ta datoriilor succesiunii este o urmărire subsidiară, care nu se poate exercita decât în cazul când averea de care n'a dispus testatorul este insuficientă pentru acoperirea pasivului succesiunii. (Cas. s. II, 107/912; Curier Jud. 70/912).

7. A se vedea: art. 775 cu notele respective.

#### Secțiunea VII. — *Despre executorii testamentari.*

**Art. 910.** — Testatorele poate numi unul sau mai mulți executori testamentari. (Civ. 911 urm., 913; 916; Civ. Fr. 1025).

*Text. fr. Art. 1025.* — Le testateur pourra nommer un ou plusieurs exécuteurs testamentaires.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 447-449;

BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2586, 2587, 2590-2599;

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 896;

DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3185, 4022 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 998 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 170 bis; 170 bis, II;

DEMOLOMBE, XXII, 8, 10-12 urm.; 19, 21;

HUC, VI, 357;

LAURENT, XIV, 324, 328, 330;

MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1583 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 432;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2831.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, part. II, ed. 2-a, p. 233 urm., 346 urm., 385; (IX, p. 550 n. 2, 622);

*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148, 219;

CANTACUZINO MATEI, p. 367, 368;

NACU, II, p. 381.

**Art. 911.** — El poate să le dea de drept în posesiune, toată sau parte numai din averea sa mobilă, pentru un timp care nu va trece peste un an dela moartea sa. (Civ. 653, 912; Civ. Fr. 1026).

*Text. fr. Art. 1026.* — Il pourra leur donner la saisine du tout, ou seulement d'une partie de son mobilier; mais elle ne pourra durer au-delà de l'an et jour à compter de son décès.

S'il ne leur a pas donnée, ils ne pourront l'exiger.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 453-455;

BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2615-2618, 2620-2624, 2626-2628;

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 449, 513, 906, 901;

DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4057 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 1003 urm.;

DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 875;

DEMOLOMBE, XXII, 171 bis, II-V;

HUC, VI, 358;

LAURENT, XIX, 336-341, 343, 350;

MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1621 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 434;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2817 urm.



## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 198, 227, 359 urm., 375; (III, part. II, ed. 2-a, p. 61; IX, p. 550 n. 2, 622; X, p. 649); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148, 219; CANTACUZINO MATEI, p. 367, 368; NACU, II, 382.

## Jurisprudență.

1. În principiu, numai erezii legitimi ai defunctului au sau pot cere prin justiție averea ce le rămâne, ceea ce rezultă din combinarea art. 653 și 659; și în lipsa lor acest drept îl are și legatarul universal (art. 889, 891 și 895). Iar executorii testamentari, neavând nici calitatea de erede nici aceea de legatari universali, dânsii nu pot fi puși în posesiunea bunurilor succesiunii, de oarece dânsii sunt chemați numai a stăruî pe lângă erezii chiar prezumptivi a execută testamentul. Chiar după art. 911 executorii testamentari nu pot avea posesiunea bunurilor de cât numai când aceasta li s'a lăsat prin testament, și atunci mărginit la bunurile mobile, numai pentru un an de la moartea defunctului, și chiar atunci pot fi înlăturați de erezii de vor fi plătite legatele sau liberându-le sumele pentru achitare. Deucgarea dreptului de punere în posesiune prin justiție al executorilor testamentari în codul francez a fost prevăzută în mod expres prin ultimul alineat al art. 1026 ca să nu mai dea naștere la confuziunea ce crease dreptul consuetudinilor al diferitelor stăte, cea ce la noi nu mai presintă nici o dificultate. Iar faptul eredelui colateral de a fi primit din mâinile executorului testamentar legatului particular ce i s'a lăsat, nu echivalează cu o renunțare la dreptul său de erede ce se găsește în condițiunile legii a cere punerea sa în posesiune. (Apel Buc. I, 178, lun. 17/80, *Dr.* 20/81).

2. Executorii testamentari sunt niște mandatari de o natură particulară, căci după dreptul comun mandatul încetează după moartea mandantului, pe când aci ei încep funcțiunea lor tocmai după moartea testatorului, mandantului. Acești mandatari reprezintă pe defunct deși lucrează în interesul creditorilor și al legatarilor. Executorii testamentari, în drept, n'au sezina averei defunctului de cât dacă el le-a conferit-o pentru parte sau tot din averea mobilă, după gradul de încredere mai mare sau mai mică ce erezii sau legatarii inspirau testatorului, și testatorul nu poate conferi această posesiune mai mult de cât pentru un an, căci dacă legiuitorul n'a voit să încurajeze neglijența și întârzierea executorilor testamentari, cari ar fi avut interes să prelungească această sezina în paguba erezilor și legatarilor, cari n'ar fi putut pune mâna

pe lucrul lor, să-l administreze și să tragă profitul lui așa cum dânsii înțeleg; această prelungire a sezinei ar mai fi fost contrarie interesului public, căci ar fi fost o sorginte de neînțelegeri și conflicte între executorii testamentari și moștenitori, și astfel s'ar fi putut pune obstacol la libera circulațiune a bunurilor. Astfel fiind, nici testatorul, nici judecătorul nu poate proroga termenul sezinei. Deci dar, dacă testatorul însărcinează pe executorii testamentari a face cutare lucrare, în fața principiilor sus expuse, sezina nu se poate prelungi până la îndeplinirea acelei obligațiuni. Tot ce ar putea face executorii testamentari în acest caz este a depune la Casa de depuneri banii necesari pentru executarea acelei dispozițiuni, sau să ceară cautiune de la erezii; în ori ce caz însă prelungirea sezinei este imposibilă. Și executorii testamentari ne mai având sesina, detențiunea bunurilor succesoriale, nu mai pot fi apucați de creditorii succesiunii. (Apel Buc. III, 86, Febr. 13/88, *Dr.* 21/88).

3. Sesina de 1 an și 1 zi ce executorul testamentar are asupra averii mobiliare, nu poate să împiedece în nimic sesina legală a moștenitorilor, cari conservă și proprietatea și posesiunea de drept asupra întregii averi succesoriale; de aci urnează că moștenitorii au în tot timpul ei și independent de existența unei acțiuni, care ar tinde la anularea testamentului, exercițiul ori cărei acțiuni alta de cât aceea care ar atinge administrațiunea ce executorul testamentar are, în această calitate, asupra averii mișcătoare. Așa fiind, erezii pot intentă o acțiune care ar avea de obiect de a se stabili că executorii testamentari datoresc masei succesoriale o sumă de bani, căci deși executor testamentar, dar această împrejurare nu poate să împiedice în nimic pe aceștia de la exercițiul unei asemenea acțiuni, scopul principal al ei fiind de a se stabili existența acestei obligațiuni, iar nu să atingă în ceva drepturile de administrațiune decurgând din calitatea ce are de executor testamentar. (Cas. I, 354/Oct. 19/90. B. p. 1131).

4. În ceea ce privește posesiunea averei legate de testator și a cărei conservatiune și distribuțiune conform vointei lui, executorii testamentari sunt ținuti a priveghia, legea le recunoaște, dacă testatorul o va voi și o va exprima în testament, dreptul de

a posedă numai un an averea mobilă, dând drept, chiar în acest caz, eredităților de a-i scoate din acea posesiune în condițiile prevăzute de art. 912. Îndată ce a trecut termenul de 1 an, ei nu mai pot deține în mod legal posesiunea succesiunii mobiliare. Iar,

în ce privește averea imobiliară, legea nu permite a se da posesiunea ei executorilor testamentari, chiar când testatorul le-a dat mandat de a vinde averea imobiliară. (Trib. Ilfov I, 264, Mai 16/92, Dr. 59/92).

**Art. 912.** — Eredetele poate să-i scoată din posesiune, oferindu-le sume îndestulătoare pentru plata legatelor de lucruri mobile, sau justificând că a plătit aceste legături. (Civ. 911; Civ. Fr. 1027).

*Text. fr. Art. 1027.* — L'héritier pourra faire cesser la saisine, en offrant de remettre aux exécuteurs testamentaires somme suffisante pour le paiement des legs mobiliers, ou en justifiant de ce paiement.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2631, 2632;  
COLIN ET CAPITANT, ed. III, p. 902;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4060 urm.;  
DEMOLOMBE, XXII, 57;  
LAURENT, XIV, 345;  
MICHAX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1630 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 434;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2821.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 359 urm., 367; (IX, p. 550 n. 2, 622); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148;  
CANTACUZINO MATEI, p. 367, 316;  
NACU, II, p. 382.

**Art. 913.** — Acela ce nu se poate obliga nu poate fi nici executor testamentar. (Civ. 914 urm., 950, 1538; Civ. Fr. 1028).

*Text. fr. Art. 1028.* — Celui qui ne peut s'obliger, ne peut pas être exécuteur testamentaire.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 448;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2609;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 710 n. 1; ed. 1-a, III, p. 898;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4035 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 1001;  
DEMOLOMBE, XXII, 31;  
MICHAX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1594;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 433;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2015;

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 355 urm., 385; (IX, p. 570 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148;  
CANTACUZINO MATEI, p. 367, 368;  
NACU, II, p. 381;

**Art. 914.** — Femeea măritată nu poate fi executoare testamentară, decât cu consimțământul bărbatului.



Dacă ea este separată de bunuri, sau prin contractul de maritagi, sau prin sentință judecătorească, va putea deveni executoare testamentară, cu consimțământul bărbatului sau cu autorizațiunea justiției în caz de refuz din parte-i. (Civ. 199, 201, 913, 949, 950, 1265, 1530, 1538; Civ. Fr. 1029).

*Text. fr. Art. 1029.* — La femme mariée ne pourra accepter l'exécution testamentaire qu'avec le consentement de son mari.

Si elle est séparée de biens, soit par contrat de mariage, soit par jugement elle le pourra avec le consentement de son mari, ou, à son refus, autorisée par la justice, conformément à ce qui est prescrit par les articles 217 et 219, au titre du *Mariage*.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 448;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2603, 2604;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 648; ed. 1-a, III, p. 898;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4037 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 174 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XXII, 27;  
 HUC, VI, 360;  
 LAURENT, XIV, 327;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1599 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2815;

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 355 urm., 385; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 66; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 35 n. 5, 527 n. 3; IX, p. 570 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 57, 148;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 367, 368;  
 NACU, II, p. 381.

**Art. 915.** — Minorele nu poate fi executor testamentar, chiar cu autorizațiunea tutorelui sau curatorului său. (Civ. 342, 426 urm., 913, 950, 1538; Civ. Fr. 1030).

*Text. fr. Art. 1030.* — Le mineur ne pourra être exécuteur testamentaire, même avec l'autorisation de son tuteur ou curateur.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2605-2608;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 898;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4044; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 1001;  
 DEMOLOMBE, XXII, 9;  
 LAURENT, XIV, 325;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1595;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 433;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2815;

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 355 urm., 385; (II, ed. 2-a, p. 867; XI, p. 570 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148, 219;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 367, 368;  
 NACU, II, p. 382.

**Art. 916.** — Executorii testamentari vor cere punerea pecetilor, dacă sunt și erezi minori, interziși sau absenți.

Ei vor stăruî a se face inventariul bunurilor succesiunii în prezența eredelui presuntiv, sau în lipsă-i după ce i s'a făcut chemările legiuite.

Ei vor cere vinderea mișcătoarelor în lipsă de sumă îndestulătoare pentru plata legaturilor.

Ei vor îngriji ca testamentele să se execute și în caz de contestațiune asupra execuțiunii, ei pot să intervină ca să susțină validitatea lor.

Ei sunt datori după trecere de un an dela moartea testatorului, a da socoteală despre gestiunea lor. (Civ. 730, 911, 919; Pr. civ. 145, 247 urm., 657, 658, 670 urm., 677 urm.; Civ. Fr. 1031).

*Text. fr. Art. 1031.* — Les exécuteurs testamentaires feront apposer les scellés, s'il y a des héritiers mineurs, interdits ou absents.

Ils feront faire, en présence de l'héritier présomptif ou lui dûment appelé, l'inventaire des biens de la succession.

Ils provoqueront la vente du mobilier, à défaut de deniers suffisants pour acquitter les legs.

Ils veilleront à ce que le testament soit exécuté; et ils pourront, en cas de contestation sur son exécution, intervenir pour en soutenir la validité.

Ils devront, à l'expiration de l'année du décès du testateur, rendre compte de leur gestion.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 450-453, 456-458;  
 BAUDRY ET COLIN, *Dm. et testam.*, II, 2637, 2333, 2340 urm., 4643-2643 urm., 3649-2652, 2654-2661, 2633-2656, 2671, 2673-2676, 2699 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 513, 899, 902, 903;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4068 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 1005;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 176 bis; 176 bis, II, IV, VI, XII, XIII;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 875;  
 DEMOLOMBE, XXII, 61-64, 65, 70, 74, 75, 78, 83, 83, 88, 90 urm., 102, 103, 109, 111, 114, 119;  
 HUC, VI, 358, 361-363;  
 LAURENT, XIV, 344, 353-358, 361, 364, 365 urm., 371, 373-375, 386, 388;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1633 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 435 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2822 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 360, 363, 367 urm., 372 urm., 375 urm., 381 urm.;  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148, 219, 221, 222 nota 2, 223;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 367, 368;  
 NACU, II, p. 383;  
 TĂTARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 69.

#### Jurisprudență.

1. Acțiunea soției defunctului pentru cheltuielile de întreținere, abitațiune și vestmintele de doliu pe un an, este rău îndreptată contra executorilor testamentari, căci ei n'au calitate de a se apăra contra unei asemenea cereri, de oare ce executorii testamentari nu sunt însărcinați de cât de a veghea la executarea testamentului, a interveni în procesele asupra validității testamentului, iar nici de cum de a

plăti datoriile defunctului, ceea ce rezultă din art. 915. Și după pricipiile generale, aceste datorii sunt sarcine ale succesiunii, iar nu ale testamentului: *debita non sunt onus testamentorum*. Creditorii n'au de cât să se adreseze la moștenitori sau la legatari în baza principului *nemo liberalis nisi liberatus*, reducând proportional suma legaturilor. Și această cerere a soției tinde a i se recunoaște o datorie în succesiune, căci cheltuielile de îngropare, de doliu, de întreținere a femeii



văduve, sunt sarcini ale succesiunii, de oare ce ele nasc în același moment când se deschide succesiunea; deci moștenitorii sau legatarii primesc succesiunea cu aceste sarcini. Or, după cum executorii testamentari nu pot urmări pe debitorii succesiunii, tot asemenea nu pot fi urmăriti de către creditorii succesiunii; hotărârea ce ar interveni față cu ei n'ar fi opozabilă moștenitorilor sau legatarilor, căci față cu ei este *res inter alios acta*, când executorii testamentari reprezintă pe defunct, iar nu pe moștenitori sau legatari, și sesina acordată de testator nu le confere de cât detentiunea, iar nu sesina propriu zis, care să îndrituiască pe executori de a intenta sau a se apăra în acțiunile contra succesiunii. (Apel Buc. III, 36, Febr. 18/88, Dr. 21/88).

2. Deși executorii testamentari sunt

niște mandatarii *sui generis*, cu puteri speciale și limitate, însă din dispozițiunile legii rezultă că ei pot stă în judecată ori de câte ori este în discuțiune nulitatea testamentului. (Apel Buc. III, 90, Mai 23/91, Dr. 43/91).

3. Executorul testamentar nu este responsabil de plata legatului unui corp cert sau a unei sume bine determinate, în caz când corpul cert sau suma determinată nu se găsește în succesiunea testatorului. (Apel Buc. I, Dr. 77/98).

4. Executorul testamentar având însărcinarea de a plăti legatele și de a aduce la îndeplinire dispozițiile prevăzute în testament, nu poate fi chemat în judecată pentru plata datoriiilor derivate de pe timpul când testatorul eră încă în viață. (Trib. Vâlcea, 287/912, Curier Jud. 79/912).

**Art. 917.** — Dreptul executorului testamentar nu trece la ererii săi. (Civ. 1552 § 3, 1559; Civ. Fr. 1032).

*Text. fr. Art. 1032.* -- Les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire ne passent point à ses héritiers.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 449, 457;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et. testam.*, II, 2691-2698;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 897, 903;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4126 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 1009 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 177 bis;  
 DEMOLOMBE, XXII, 106, 107, 107-4<sup>o</sup>, 108;  
 HUC, VI, 366;  
 LAURENT, XIV, 381;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1613 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 433;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2814. 2821.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 353, 388 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148, 186, 219; *Observație*, sub. Trib. civil Lille 4 Oct. 912. Curier Jud. 78/913;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 367, 368;  
 NACU, II, p. 382.

**Art. 918.** — Dacă sunt mai mulți executori testamentari cari au primit această sarcină, unul singur va putea lucra în lipsă-le.

Ei vor fi responsabili solidari de a da socoteală de mișcătoarele ce li s'au încredințat, afară numai dacă testatoarele a despărțit funcțiunile lor și dacă fiecare din ei s'a mărginit în ceea ce i s'a încredințat. (Civ. 1039 urm., 1543, 1547; Pr. civ. 145; Civ. Fr. 1033).

*Text. fr. Art. 1033.* — S'il y a plusieurs exécuteurs testamentaires qui aient accepté, un seul pourra agir au défaut des autres; et ils seront solidairement responsables du compte du mobilier qui leur a été confié, à moins que le testateur n'ait divisé leurs fonctions, et que chacun d'eux ne se soit renfermé dans celle qui lui était attribuée.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 458;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2682, 2683, 2685-2688;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 182, 713; ed. 1-a, III, p. 903;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4055, 4102 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 1002;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 178 bis;  
 DEMOLOMBE, XXII, 37-40;  
 HUC, VI, 365;  
 LAURENT, XIV, 379;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1616 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 433, 437, 438;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2831;

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 368 urm., 386, 388; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 367, 368, 530;  
 NACU, II, p. 385, 566.

## Jurisprudență.

1. După art. 918, dacă sunt mai mulți executori testamentari, cari au primit această sarcină, unul singur va putea lucra în lipsă-le, de unde urmează că plata făcută în mâinile unuia din exe-

cutorii testamentari e valabil făcută. (Cas. I, 122/Apr. 1/81, B. p. 297).

2. Executorii testamentari sunt responsabili în mod solidar, de a da socoteala de mișcătoarele ce li s'au încredințat, afară de câteva excepțiuni prevăzute de art. 918 din codul civil. (Cas. I, 51/900, B. p. 126).

**Art. 919.** — Cheltuelile făcute de executorele testamentar pentru punerea pecetilor, pentru inventar, pentru socoteli, și alte cheltueli relative la funcțiunile sale sunt în sarcina succesiunii. (Civ. 916, 1729 § 1; Civ. Fr. 1034).

*Text. fr. Art. 1034.* — Les frais faits par l'exécuteur testamentaire pour l'apposition des scellés, l'inventaire, le compte et les autres frais relatifs à ses fonctions, seront à la charge de la succession.

## Doctrină străină.

BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2669, 2670;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 897;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4029, 4114 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 179 bis;  
 DEMOLOMBE, XXII, 116;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidation et partages*, ed. 2-a, 1650 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 432;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2835.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 352, 368 urm., 380, 381, 384, 388, 397, 412 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 579); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148, 195;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 367, 368;  
 NACU, II, p. 383.

## Jurisprudență.

1. Legatul isbit de o nulitate absolută și de ordine publică, nu se poate confirma nici expres, nici prin trecerea timpului de 10 ani, căci nu se poate derogă prin convențiuni particulare la legile care interesează ordinea publică

(art. 5). Actul nul nu poate produce nici un efect, *quod nullum est nullum producit effectus*. Singurul efect al executării testamentului de către executorul testamentar este numai de a denatură dreptul moștenitorilor, reducându-l la o simplă creanță chirografară contra executorului testamentar, în loc



de a avea averea succesorală în natură. Iar acesta, nefiind de cât un mandatar, urmează a i se aplica regulile de la mandat, cari nu sunt de cât reproducțiunea dreptului comun,

adică nu datorește dobânzi de cât numai de la data intentării acțiunii, când nu se dovedește că el ar fi întrebuințat banii în profitul său. (Apel Buc. III, 197, Oct. 18/89, Dr. 75/89).

Secțiunea VIII. — *Despre revocațiunea testamentelor și despre caducitatea lor.*

**Art. 920.** — Un testament nu poate fi revocat, în tot sau în parte, decât sau prin un act legalizat de tribunalul competent, care act va cuprinde mutarea voinței testatorului, sau prin un testament posterior. (Civ. 802, 858 urm., 868 urm., 886, 892, 921—923; Civ. Fr. 1035).

*Text. fr. Art. 1035.* — Les testaments ne pourront être révoqués, en tout ou en partie, que par un testament postérieur, ou par un acte devant notaires, portant déclaration du changement de volonté.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 510, 511, 513-515, 521;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2713, 2715-2719, 2721 urm., 2724-2728;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 906, 907;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4134 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 182 bis; 184 bis, IV;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 321;  
 DEMOLOMBE, XXII, 141, 143, 155, 158, 160 urm.;  
 HUC, VI, 367, 369, 370;  
 LAURENT, XIV, 182, 186, 188, 190, 197;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2428 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 438 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2839 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 54, 397, 398 urm., 456; (III, part. II, ed. 2-a, p. 863; IV, part. I, ed. 2-a, p. 740); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148; *Observație* sub. C. Apel Veneția, 7 Mart. 1899. Curier Jud. 44/1903; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 87 din 5 Oct. 922. Pand. Rom. 1923-II-257; *Notă* sub. Trib. Arras, Pas de Calais, 11 Febr. 1922. Jur. Gen. 1924 No. 1687; *Notă* sub. Trib. Rennes, 28 Mart. 1921. Jur. Gen. 1925 No. 107;  
 BOSIANU C., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 128 din 2 Iunie 1921, Curier Jud. 25/1922;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 369;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub. C. Apel Galați s. I, 175 din 3 Oct. 1923. Pand. Rom. 1924-II-151;  
 NACU, II, p. 385.

#### INDEX ALFABETIC

Act autentic 16, 18.	Nulitate 2, 3, 12.
Act legalizat 16.	Petiție 1, 5.
Apreciere suverană 14, 19.	Prezumție 11.
Autentificare lege 8.	Retragerea testamentu- lui 4.
Caducitate 17.	Revocare 10.
Declarație 13.	Revocare tacită 4, 14, 17, 18, 19.
Distrugere 4, 5, 8, 11, 18, 19.	Solemne forme 1, 6, 9, 11, 15.
Divorț 17.	Suverană apreciere 14, 19.
Donație nulă 6, 7.	Terț interesat 10.
Forme solemne 1, 6, 9, 11, 15.	Testament autentic 8, 10, 18.
Interpretare, a se vedea „Apreciere suverană”.	Testament nul 2, 3, 12.
Invocarea revocării 10.	Testament olograf 5, 8, 18.
Legalizat act 16.	
Legea aut. actelor 8.	

#### Jurisprudență.

1. Simpla petiție adresată tribunalului nu poate constitui actul legalizat,

prevăzut de art. 920, în puterea căruia numai se face revocarea testamentului. Căci pe cât legiuitorul a înconjurat de toate garantiile facerea testamentelor, pe atât și în privința revocării lor a vroit prin art. 920 a fi îngădite de aceleași garanții și fără care revocarea nu poate să existe. (Cas. I, 360, Dec. 1/76, B. p. 477).

2. Un testament nul din cauză de viciu de formă nu revoacă un testament anterior. Iar art. 922 își are aplicația numai când testamentul posterior e valabil, căci atunci neexecutarea lui nu îi ridică forța lui probantă, iar nu când testamentul posterior este nul, căci un asemenea testament neavând ființă nu poate să probeze nici exis-

tenta unor dispoziții, nici revocarea. (Apel Buc. III, 62, Febr. 19/80, Dr. 10/80).

3. Numai un testament posterior făcut cu toate solemnitățile prescise de lege are puterea de a revocă un testament anterior; căci un testament posterior neformal este a se considera ca neexistent, atât în ceea ce privește noile dispozițiuni ce cuprinde, cât și în ceea ce privește clauza de revocare. Și maxima *utile per inutile non vitiatur* nu se aplică de cât când diferitele clauze ale aceluiași act se pot deosebi logicamente unele de altele; or, clauza revocatorie cuprinsă într'un testament posterior, departe de a fi expresiunea unei voințe independentă de noile dispozițiuni testamentare, nu este, în cele mai multe cazuri de cât o clauză de stil pe care testatorul a inserat-o așa zicând, mecanicește fără să aibă cât de puțin în vedere a separă soarta clauzei de soarta nouilor dispozițiuni testamentare. Art. 920 oferind testatorului alegerea între cele două moduri de revocare prin act legalizat sau prin testament posterior, n'a înțeles că un testament nul ca testament, poate să fie valabil ca act legalizat, ci a înțeles că testatorul e dator să observe formele aceluși din cele două diferite moduri de revocare, pe care îl va alege, căci clauza de revocare fiind adesea o clauză banală, cum s'a arătat mai sus, legiuitorul nu se putea gândi a confundă acele două moduri de revocare, și a da astfel, fără nici o rațiune, o însemnătate superioară unei simple clauze de stil. (Cas. I, 54/Febr. 11/81, B. p. 87).

4. Dacă cazuri de revocațiune tacită, ca chestiuni de voință, pot să existe și altele de cât cele prevăzute prin art. 920 și 923, trebuie ca condițiune indispensabilă, ca această revocațiune să rezulte dintr'un fapt al testatorului relativ la testamentul său și care să afecte direct fie lucrul legat (art. 923), fie cauza finală a legatului, fie existența materială a actului însuși. Astfel, nu se poate vedea o revocațiune în faptul că testatorul și-a retras testamentul din tribunal, de oare ce testatorul nu a desființat testamentul prin rupere sau distrugere, ci l'a refăcut. (Apel Iași, II, 106, Mai 7/81, Dr. 80/81).

5. Când printr'o petițiune dată, scrisă și subscrisă de testator, el declară că a distrus originalul testament și cere tribunalului să-l anuleze și dânsul și să nu libereze la nimeni vre-o copie după registru, testamentul este revocat expres conform literei și spiritului art. 920, prin menționata petițiune a testatorului de oare ce ea constituie un act de ultimă voință a decedatului, dispunând ce vrea să se facă după moarte-i; ea trebuie considerată

ca un adevărat testament olograf, formă prin care un testament anterior, chiar autentic, poate fi revocat. — Și nu e necesar validității revocării unui testament ca actul prin care se face revocarea să conțină noi dispozițiuni, de oare ce și revocațiunea pură și simplă are de consecință o dispozițiune de ultimă voință în favoarea moștenitorilor legitimi. (Apel Buc. II, 80, Apr. 25/86, Dr. 50/86).

6. Clauza de revocare a unui testament, cuprinsă într'un act de donațiune radicalmente nul, se consideră ca neexistent și nu desființează testamentul anterior. Actul de revocațiune trebuie să fie făcut în toate formele prevăzute de lege pentru ca să aibă validitate. (Cas. I, 209/Iun. 16/86, B. p. 507).

7. Deși un act de donațiune nul, conține clauza prin care se revocă un testament anterior, totuși, conform principiilor generale de drept, acea clauză fiind inserată într'un act radicalmente nul și inexistent rămâne și ea nulă și de nul efect ca întregul act din care face parte; apoi aci nu este loc de a se aplică maxima *utile per inutile non vitiatur*, spre a valoră acel act de donațiune cel puțin ca act revocatoriu, căci această maximă se aplică numai atunci când diversele clauze ale aceluiași act nu au o legătură atât de strânsă și de intimă în cât fie care din ele să fie o consecință sau o condițiune a celeilalte pe când în speță revocațiune testamentului aveă de cauză imediată chiar donațiunea, când cu alte cuvinte testatorul declară inutil testamentul pentru ca să-l înlocuiască cu donațiunea. Pe lângă acestea, din art. 920 și 921 rezultă că un testament posterior, nul pentru viciu de formă și care conține o clauză revocatorie, deși ar fi valabil ca act autentic, atrage după sine necesarmente nulitatea însăși a clauzei revocatorie, făcând astfel să reinvieze testamentul autentic. Această soluțiune e justă și conformă cu voința testatorului, căci de câte ori cineva face un nou testament declarând totdeodată în el că revocă dispozițiunile sale anterioare, departe ca aceste două acte ale sale să fie independente unul de altul, din contra se țin strâns legate și se deduce unul din altul, formând astfel parte integrantă din acel testament a cărui soartă neapărat trebuie să urmeze; altmintrelea s'ar denatură cu totul voința testatorului prin aceea că erezii *ab intestat* ar veni să profite de o revocațiune care n'a fost făcută în interesul lor, ci a persoanelor instituite în testamentul posterior. Or există o perfectă identitate de rațiune de a se da același efect clauzei revocatorie conținută într'un act de dispozițiune între



vii, nul pentru viciu de formă ca și în acela de dispozițiuni testamentare afectat de același viciu. (Apel Focs. I, 114, Sept. 27/85, *Dr.* 64/86).

**8.** Principiul că revocațiunea se poate face și prin distrugerea testamentului nu-și are aplicațiunea la testamentele autentice, de oare ce, conform art. 8 din legea pentru autentificarea actelor, actele se fac în dublu exemplar din cari unul îl ia partea și celălalt rămâne în arhiva tribunalului, și prin urmare originalul existând, nu se poate induce revocațiunea din faptul că celălalt exemplar, ridicat de la tribunal de un procurator al defunctului, nu se mai găsește acum. Defunctul, care știe că are un testament care se găsește în originalul deus la tribunal, dacă ar fi voit să-l revocare, avea toată libertatea, dar trebuia să se conformeze legii și să facă aceasta sau prin un act de revocare în formă autentică sau prin alt testament, chiar olograf. (Trib. Ilfov, II, 64, Mart. 15/89, *Dr.* 59/89).

**9.** Conform art. 920, testamentul nu poate fi revocat de cât sau prin un alt testament posterior sau prin un act legalizat de tribunal care să conțină schimbarea voinței testatorului. Prin urmare, revocațiunea e un act solemn; ea nu există dar de cât dacă a fost făcută în formele prescise de lege; scrisul nu servește de probă, el este necesar pentru existența actului. (Trib. Ilfov, II, 64, Mart. 15/89, *Dr.* 59/89).

**10.** Efectul revocațiunii, în ce privește testamentul revocat, este absolut independent de efectul ce poate produce celelalte dispozițiuni ale testamentului care conține clauza revocațiunii, și se poate invoca de toți cei interesați. Deci eredele legitim poate opune faptul revocațiunii beneficiarului din testamentul revocat, fără a fi trebuință de a vorbi în numele persoanei instituite în testamentul revocatoriu. (Apel Buc. I, 26, Ian. 31/90, *Dr.* 19/90; Apel Buc. II, 57, Febr. 25/91, *Dr.* 39/91).

**11.** Nu se poate prezuma revocațiunea testamentului din faptul că neprezentarea originalului ar proba distrugerea testamentului de către testator, de oarece art. 920 arată că un testament autentic nu se poate revoca de cât prin act autentic sau printr'un nou testament. (Apel Buc. II, 57, Febr. 25/91, *Dr.* 39/91).

**12.** Art. 920, prin aceasta chiar că n'a prescrist ca un precedent testament să poată fi revocat de cât sau printr'un nou testament sau printr'un act autentic care să cuprindă mutarea voinței testatorului, și a arătat aceste două moduri de revocațiune ca perfect distincte unul de altul, urmează că atunci când testatorul a revocat precedentul său testament printr'un nou

testament, ca acest testament să fie făcut cu paza formelor ce legea prescrie pentru testament, căci aceste forme fiind cerute pentru existența actului chiar, neîndeplinirea lor face să nu fie testament și dar să nu fie revocațiune prin testament. Afară de aceasta, în caz de revocațiune a unor dispozițiuni testamentare printr'un nou testament, testatorul n'a voit două lucruri distincte și fără nici o legătură între ele, adică de o parte a testă, iar pe de alta a revocă, el n'a voit de cât un singur lucru, a testă, revocațiunea nu e decât consecința testamentului său; și dar a se recunoaște că testatorul n'a voit să testeze pentru că actul ca testament e nul, dar a voit să revocare pentru că actul ca act revocator este valabil, ar fi a se scinda voința sa. Din momentul dar ce actul prin care dânsul își manifestă voința sa e nul, el este presupus că n'a voit nimic, nici a testă, nici a revocă. (Cas. I, 60/Febr. 19/92, B. p. 129).

**13.** Declarațiunea făcută în instanță de un testator, că revocă testamentul anterior și de care instanța a luat act, poate fi considerată ca un mod autentic de revocare și deci intră în previziunile art. 920 cod. civ. (Apel Craiova I, *Dr.* 84/98).

**14.** Revocarea unui testament poate fi și tacită iar constatarea faptelor și împrejurărilor, din cari instanța de fond deduce intențiunea testatorului de a revoca testamentul, fiind o apreciere de fapt, scapă de sub controlul Curței de Casație. (Cas. I, 56/901, B. p. 176).

**15.** Revocarea unui testament nu se poate face decât sau printr'un act legalizat de tribunalul competent, care să cuprindă schimbarea voinței testatorului, sau printr'un testament posterior. (Cas. I, 259/901, B. p. 948).

**16.** Pentru valabilitatea revocării unui testament, legiuitorul a voit să ceară prin cuvintele „act legalizat“ din art. 920 c. civil un act autentic iar numai un simplu act legalizat de oarece din nimic nu rezultă că legiuitorul nostru a voit să abandoneze forma autentică a actului revocator din legislația franceză. (Cas. S. U. 2 din 15 Ian. 1915, *Jurispr. Rom.* 11/915, *Curier Jud.* 28/915).

**17.** În o parte din doctrină și jurisprudență, încetarea unicului motiv care a determinat pe testator la o liberalitate, presupune sau o revocațiune tacită când motivul a încetat a mai exista prin faptul testatorului sau caducitatea legatului când dispariția motivului nu are loc din cauza testatorului.

În privința caducității, argumentarea este greșită, de oarece este greu de analizat intenția testatorului, element

de ordine sufletească atât de intim, și e greu de conceput că dacă testatorul ar fi avut un motiv nu ar fi revocat testamentul său.

Prin faptul că soția a intentat acțiune de divorț soțului care făcuse un testament în favoarea soției sale, nerevocat până la decesul soțului, nu este un motiv de caducitate dacă se constată mai ales că motivul liberalității trecut în testament este pentru dragostea și îngrijirea ce soția a arătat soțului în trecut și mai ales dacă se constată în fapt că după intentarea divorțului, soția a continuat a îngriji de soț până la deces care a avut loc înainte de terminarea divorțului. (Trib. Dorohoi, 128 din 2 Iunie 1921. Curier Jud. 25/922).

18. Dacă distrugerea intenționată a unui testament olograf, poate echivala cu o revocare, distrugerea însă a originalului testamentului autentic aflat la testator, nu are nici o influență asupra soartei dispozițiilor testamentare, de oarece un original rămâne la instanța care a autentificat acel testa-

ment și deci nu poate fi revocat de cât conform art. 920 c. civ., adică prin act autentic sau prin testament posterior. (C. Apel Iași s. I. 5 Oct. 1922. Dreptul 13/923, Pand. Rom. 1923, II, 257).

19. Este adevărat că, dacă un testament a fost distrus prin orice cauză de forță majoră, în timpul vieții testatorului și acesta cunoscând faptul, nu a făcut un alt testament, — aceasta implică din partea lui o revocare tacită a testamentului.

Instanța de fond este în drept ca apreciind împrejurările de fapt să-și formeze convingerea că, nu se poate atribui testatorului, care a cunoscut cauzele de forță majoră, voința de a revoca acel testament, întrucât ele nu au fost de natură să-i formeze convingerea că testamentul său ar fi pierdut. În acest caz, pe temeiul acestor considerațiuni de fapt, instanța de fond este în drept a considera acel testament ca reprezentând ultima voință a testatorului. (Cas. I, 1183 din 28 Nov. 1923. Jur. Gen. 1924, No. 439, Jur. Rom. 5/924).

**Art. 921.** — Testamentul posterior <sup>1)</sup> nu revoacă anume pe cel anterior, nu desființează din acesta, decât numai acele dispozițiuni cari sunt necompatibile sau contrarie cu acelea ale testamentului posterior. (Civ. 802, 920; Civ. Fr. 1036).

*Text. fr. Art. 1036.* — Les testaments postérieurs qui ne révoqueront pas d'une manière expresse les précédents, n'annuleront, dans ceux-ci, que celles des dispositions y contenues qui se trouveront incompatibles avec les nouvelles, ou qui seront contraires.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 517 urm., 519;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2731, 2732 urm., 2740, 2741, 2743;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 908;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4195 urm., 4216-3°, 4228-3°; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 1022 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 183 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XXII, 169 urm., 174-176, 179-181, 184, 190, 197, 203;  
 HUC, VI, 372-375, 377, 378;  
 LAURENT, XIV, 204 urm., 210, 213, 216;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2429 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 438 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2843-1°;  
 TROPLONG, *Donations et testaments*, IV, 2078.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 249, 403, 414-416, 484 n. 2, 485; (III, part. II, ed. 2-a, p. 863; IV, part. I, ed. 2-a, p. 740); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148; *Observație* sub. C. Apel Ajaccio, 15 Iunie 1912; Curier Jud. 69/913;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 369;  
 NACU, II, p. 385.

#### Jurisprudență.

1. A se vedea art. 920 cu notele respective.

1) Aci din greșală de tipar, s'a uitat cuvântul „care“, în textul oficial, cuvânt alăturat în textul art. francez corespunzător.



**Art. 922.** — Revocațiunea făcută prin testamentul posterior, va avea toată validitatea ei, cu toate că acest act a rămas fără efect din cauza necapacității eredelui, sau a legatarului, sau din cauză că aceștia nu au voit a primi ereditatea. (Civ. 808 urm., 910, 920, 924 urm.; Civ. Fr. 1037).

*Text. fr. Art. 1037.* — La révocation faite dans un testament postérieur aura tout son effet, quoique ce nouvel acte reste sans exécution par l'incapacité de l'héritier institué ou du légataire, ou par leur refus de recueillir.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 513, 521;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2747, 2747 bis, 2743-2751;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 844, 906;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4174 urm., *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 1017 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 184 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XXII, 204-206;  
 HUC, VI, 379;  
 LAURENT, XIV, 194-196, 218;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2447 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 438 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2839.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 408 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 863); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 369;  
 NACU, II, p. 385.

#### Jurisprudență.

1. Intr'o acțiune în nulitate a unui testament, acțiune intentată de legatarul beneficiar al unui testament anterior legatarului beneficiar al testamentului, a cărei anulare se cere, nu poate opune reclamantului lipsa sa de calitate, de a intenta o asemenea acțiune, pe motiv că între primul testament, prin care reclamantul este instituit legatar și între testamentul, a cărui anulare se

cere, există un testament intermediar făcut în favoarea unei terții persoane, și prin care se prevede revocarea oricărui testament anterior, întru cât părătul, în acțiunea în nulitate a testamentului, nefigurând în testamentul intermediar, nu poate invoca acest testament, care pentru dânsul este un act străin, *res inter alios acta*. (Apel Buc. II, C. Jud. 60/903).

2. A se vedeă și *notele* No. 2 și 10 de sub art. 920.

**Art. 923.** — Orice înstrăinare a obiectului legatului, făcută cu orice mod sau condițiune<sup>1)</sup>, revoacă legatul pentru tot ce s'a înstrăinat, chiar când înstrăinarea va fi nulă, sau când obiectul legat va fi reintrat în starea testatorului. (Civ. 905, 1371 urm., 1405 urm.; Civ. Fr. 1038).

*Text fr. Art. 1038.* — Toute aliénation, celle même par vente avec faculté de rachat ou par échange, que fera le testateur de tout ou de partie de la chose léguée, emportera la révocation du legs pour tout ce qui a été aliéné, encore que l'aliénation postérieure soit nulle, et que l'objet soit rentré dans la main du testateur.

1) Art. francez corespunzător 1038, în loc de cuvintele: „făcută cu orice mod sau condițiune” din textul art. român 923, are următoarea redacțiune: „Toute aliénation, celle même par vente avec faculté de rachat ou par échange, que fera le testateur de tout ou de partie de la chose léguée, emportera la révocation... etc.”

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 521-527;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2753, 2757, 2758, 2760-2764, 2766, 2767, 2770-2773 urm., 2775 bis, 2776-2779, 2781, 2783, 2786-2792, 2794;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 105;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 966; ed. 1-a, III, p. 909;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4239 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 1041 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 185 bis; 185 bis, I;  
 DEMOGUE I. *Sources des obligations*, I, p. 322;  
 DEMOLOMBE, XXII, 163, 214, 216-223, 225 urm., 230, 232, 234-239, 249, 250, 254;  
 HUC, VI, 380, 381, 383;  
 LAURENT, XIV, 221-223, 225, 226, 228, 231, 237, 243, 244;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2429 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 444;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2843.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 264, 277, 397, 418 urm., 423 nota; (III, part. II, ed. 2-a, p. 863 n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 740, 741); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148; *Observație* sub. Trib. civil din Béziers 9 Mart. 912. Curier Jud. 26/914;  
 CANTACUZINO MATEI p. 370;  
 GHIMPAU D., *Despre revocarea testamentelor prin înstrăinarea obiectului legat*. Curier Jud. 46/910;  
 NACU, II, p. 386;  
 PURICESCU N., *Notă*, sub. Trib. Vâlcea s. I, 73 din 22 Mart. 1923. Pand. Rom. 1021-II-177.

## Jurisprudență.

1. Acest articol se aplică numai când s'a legat un obiect determinat, dar când obiectul legatului este o sumă de plătit din venitul averei, și toată cealaltă avere se găsește în ființă, nu se consideră legatul ca revocat tacit prin faptul că testatorul în viață fiind, a înstrăinat din avere și a făcut datorii. (Cas. I, 244/80, B. p. 288).

2. Caducitatea legatului nu poate atinge validitatea testamentului. (Apel Buc. III, 145, Iun. 6/88, Dr. 45/88).

3. Orice înstrăinare a obiectului legat, chiar dacă ar fi nulă, revoacă legatul, pentru tot ce s'a înstrăinat. O simplă declarație verbală însă de donațiune din partea dispunătorului, adresată unor terții și neacceptată în mod autentic de donatar, nu echivalează cu o înstrăinare și nu poate produce efectele revocatorii ale acesteia, în ce privește legatul. (Cas. I, 255/97, B. p. 847).

4. Atât după doctrină cât și după jurisprudență, donațiunea lucrului dat prin testament nu implică revocarea legatului, atunci când este făcut în persoana legatarului, afară numai dacă lucrul din donațiunea posterioară este sub o condițiune care nu figurează în testament, căci în acest caz, schimbarea de voință este evidentă, iar dacă în fapt se stabilește că condițiunile sau sarcinile impuse donațiunii din nou n'au de cât un caracter secundar, atunci nu se poate susține că este o revocare a legatului. (Apel Iași II, C. Jud. 81/905).

5. Conform art. 923 c. civ., orice înstrăinare a obiectului legat, făcută cu orice mod sau condițiune, revoacă legatul pentru tot ce s'a înstrăinat, chiar când înstrăinarea va fi nulă, sau când obiectul legat va fi reintrat în patrimoniul testatorului. (Cas. I, 6 Febr. 1913, B. p. 275).

6. Din modul de redactare al art. 923 c. civ., și din spiritul lui, rezultă în mod evident că numai legatele singulare sunt revocate prin înstrăinările ulterioare iar nu și cele universale sau cu titlu universal, întru cât acest fel de legate au de obiect o universalitate de bunuri care continuă a persista, independent de modificările ce s'ar aduce bunurilor ce o compun. (Cas. I, decizia No. 190, din 19 Martie 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 275. Curier Jud. 45/914).

7. În materie de revocare a legatelor, se ține seamă de intenția testatorului de a revocă, iar nu de faptul că prin înstrăinare, bunul legat a ieșit din patrimoniul testatorului, căci dacă s'ar ține seamă numai de acest fapt, ar trebui ca în caz când bunul înstrăinat ar fi reintrat în patrimoniul testatorului, legatul să nu fie revocat, ceea ce e inadmisibil, față cu dispozițiile art. 923 c. civ. (Trib. Vâlcea s. I, 73 din 22 Mart. 1923. Pand. Rom. 1924, II, 177).

8. Din faptul că legiuitorul român a suprimat cuvintele „que fera le testateur” din art. 1038 c. civ. francez și a lăsat numai cuvintele „orice înstrăinare”, în art. corespunzător 923, nu se poate deduce că revocarea unui legat ar putea avea loc și în urma unei ex-



proprieri, pentru că revocarea se bazează pe voința testatorului, și nu poate fi vorba de manifestarea acestei voințe într-o expropriere, căci dacă ea

ar fi existat, nu mai erà nevoie de expropriere. (C. Apel Buc. s. IV, 114 din 5 April. 1924, Bul. C. Apel 13/924).  
9. A se vedea: art. 920, nota 4.

**Art. 924.** — Orice dispozițiune testamentară devine caducă, când acela în favoarea cărui a fost făcută a murit înaintea testatorului. (Civ. 120, 654, 925 urm.; Civ. Fr. 1039).

*Text. fr. Art. 1039.* — Toute disposition testamentaire sera caduque, si celui en faveur de qui elle est faite, n'a pas survécu au testateur.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 528, 529, 532;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2885 urm.;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 824, 911;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4316 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 1071 urm.;  
DEMOLOMBE, XXII, 358;  
MICHAX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1188 urm., 2486 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 445, 446;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2847.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 254, 255, 298, 299, 305 urm., 306 nota, 308, 393, 403, 459, 463, 465, 467 n. 3, 473, 489, 543; (III, part. II, ed. 2-a, p. 866, 867; IV, part. I, ed. 2-a, p. 640, 712 n. 4); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148;  
CANTACUZINO MATEI, p. 371 urm.;  
NACU, II, p. 388.

#### Jurisprudență.

1. Legatul lăsat tatălui pentru îngrijirea și creșterea copiilor săi nu devine caduc prin predecesul acestuia de oare ce legatul e făcut personal copiilor săi, numele tatălui nefigurând de cât ca un reprezentant care erà însărcinat cu îngrijirea și creșterea lor. (Trib. Ilfov, I, Mart. 24/86, *Dr.* 47/86).

2. Când un testator dispune prin testamentul său că lasă o parte oare care din averea sa fratelui său N. N. sau fiului acestuia X. termenii „sau fiului său X.“, prin care se institue un legatar eventual, nu aduc nici o incertitudine în voința testatorului și nici nu face ca legatul să devie caduc,

în cazul când primul legatar a încetat din viață înainte de testator, într-un cât în asemenea caz, voința testatorului a fost ca să institue ca legatar în primul rând pe fratele său și în al doilea rând, la caz când fratele său ar înceta din viață înainte sa, pe fiul acestuia, care are vocațiune la legat în virtutea testamentului. (Trib. Buzău, C. Jud. 17/96).

3. Caducitatea unor legatice particulare, neprofitând decât legatarilor uni-versali, iar nu celorlalti legatari particulari, urmează că un legatar particular nu poate cere anularea testamentului pentru acest motiv. (Apel Iași II, C. Jud. 36/97).

**Art. 925.** — Orice dispozițiune testamentară, făcută sub condițiune suspensivă, cade, când eredele sau legatarul a murit înaintea îndeplinirii condițiunei. (Civ. 1004 urm., 1015 urm., 1017; Civ. Fr. 1040).

*Text. fr. Art. 1040.* — Toute disposition testamentaire faite sous une condition dépendante d'un événement incertain, et telle, que dans l'intention du testateur, cette disposition ne doive être exécutée qu'autant que l'événement arrivera ou n'arrivera pas, sera caduque, si l'héritier institué ou le légataire décède avant l'accomplissement de la condition.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 474, 475;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2836 urm., 2838, 2840-2848;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 635;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, p. 163; ed. 1-a, III, p. 872, 893, 911;  
 DEMOLOMBE, XXII, 310, 316, 317, 324;  
 HUC, VI, 387, 388;  
 LAURENT, XIII, 533 urm., 537, 538, 541;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1223 urm., 2486 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 445, 446;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2784, 2847;

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 254, 255, 298, 299, 305 urm., 306 nota, 308, 393, 403, 459, 463, 465, 467 n. 3, 473, 489, 543; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 85, 174; V, p. 44, 51);  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 325, 338, 339, 360, 371 urm., 515  
 NACU, II, p. 388.

## Jurisprudență.

1. Dispozițiunea testamentară prin care testatorul lasă la copiii ce el va boteză câte o sumă de bani care li se va da după ce vor fi terminat studiile, cuprinde două condițiuni: 1) de a fi botezat de testator, și 2) de a termina studiile, ceea ce constituie o condițiune suspensivă, căci depinde de evenimentul terminării studiilor. Neîndeplinirea dar a acestei condițiuni, până la moartea legatarului, face să cadă dispozițiunea. (Cas. I, 244/80, B. p. 288).

2. Din combinația art. 925, 1017 și 1022 rezultă că cheștiunea de a se ști dacă o dispozițiune testamentară este făcută sub condițiuni, sau cu termen, este o cheștiune de drept. (Cas. I, 244, lun. 20/80, B. p. 288).

3. O dispozițiune testamentară atunci se poate considera ca fiind condițională când condițiunea afectează însăși substanța legatului, adică când testatorul subordonează transmisibilitatea legatului la împlinirea unui eveniment viitor. Această voință a testatorului de a suspenda transmiterea proprietății legatului până la împlinirea evenimentului trebuie să fie sau expresă sau să reese într'un mod neîndoios, neechivoc din însăși natura dispozițiunei testamentului. Dacă dar în testament se zice „moșia o las, după încetarea mea din viață, nepoatei mele a i se da la măritis“, de aci nu rezultă de loc că testatorul a înțeles a subordona transmiterea legatului la faptul

că nepoata sa se va mărită, ci a pus aceasta ca un termen de plata legatului, căci deși vorbește de măritișul ei, aceasta este numai pentru a arăta întrebuintarea ce voește el să dea legatului, iar nici de cum pentru a subordona legatul la îndeplinirea acestui fapt. Deci legatul nu e caduc, deși legatara a murit înainte de a se mărită. (Trib. Ilfov, I, Ian. 28/81, Dr. 25/81).

4. Judecătorul fondului cată a aprecia dacă intențiunea testatorului a fost a lăsa un legat depinzând de o condițiune oare care, sau dacă legatul este lăsat după încetarea din viață a testatorului, fixându-se un termen de predare. Astfel, din dispozițiunea testamentară: „Moșia mea o las, după încetarea mea din viață, nepoatei mele, a i se da la măritis, însă pe cât va trăi soția mea va dispune de venitul ei, iar la măritis i se va constitui ca dotă“, reese că intențiunea testatorului a fost a lăsa moșia îndată după încetarea sa din viață în patrimoniul nepoatei sale, rezervând uzufructul soției sale; iar din dorința arătată de el, să i se dea la măritis, nu rezultă că măritișul a fost o condițiune sine qua non a legatului, și că scopul legatului a fost a o constrânge a se căsători. Deci dacă legatara moare înainte de a se mărită, legatul nu devine caduc, legatul a trecut în patrimoniul legatarei din momentul morții uzufructuarei; un astfel de legat este cu termen, iar nu condițional. (Apel Buc. II, 24, Ian. 27/83, Dr. 37/83).

Art. 926. — Dispozițiunea testamentară făcută dela un timp înainte, nu oprește pe eredele numit sau pe legatar de a avea un drept dobândit din momentul morții testatorului. (Civ. 899, 1004, 1017 urm., 1021 urm.; Civ. Fr. 1041).



*Text. fr. Art. 1041.* — La condition qui, dans l'intention du testateur, ne fait que suspendre l'exécution de la disposition, n'empêchera pas l'héritier institué, ou le légataire, d'avoir un droit acquis et transmissible à ses héritiers.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, 873, 911, 912;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4329 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 1075.  
MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2497 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 445, 446;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2847.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 298 urm., 300, 308, 461, 463, 548, 561; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148;  
CANTACUZINO MATEI, p. 371 urm.;  
NACU, II, p. 388.

**Art. 927.** — Legatul va fi caduc, dacă lucrul legat a pierit de tot în viața testatorului. (Civ. 971, 1079, 1083, 1156 urm.; Civ. Fr. 1042).

*Text. fr. Art. 1042.* — Le legs sera caduc, si la chose léguée a totalement péri pendant la vie du testateur.

Il en sera de même, si elle a péri depuis sa mort, sans le fait et la faute de l'héritier, quoique celui-ci ait été mis en retard de la délivrer, lorsqu'elle eût également dû périr entre les mains du légataire.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 530, 531;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2868, 2868 bis, 2869-2871, 2873 urm., 2876-2878;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 9; ed. 1-a, III, p. 911, 913;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4339 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 1076 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 193 bis, II, III;  
DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, V, p. 132, 529;  
DEMOLOMBE, XXII, 340, 341, 346;  
DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;  
LAURENT, XIV, 288, 290;  
MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2486 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 445, 446;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2851.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 254, 255, 298, 299, 305 urm., 306 nota, 308, 393, 403, 427, 465, 466 urm., 467 n. 3, 473, 485, 489, 543; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 74); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148; *Observație sub. Trib. civil Gand.*, 8 Aug 1913. *Curier Jud.* 28/914;  
CANTACUZINO MATEI, p. 371 urm.;  
NACU, II, p. 388;  
PURICESCU N., *Notă*, sub. Trib. Vâlcea s. I, 73 din 22 Martie 1923. *Pand. Rom.* 924-II-177.

#### Jurisprudență.

1. Un legat este caduc — potrivit art. 927 cod. civil — când lucrul legat a pierit de tot sau în parte. Acest text se aplică și când s'a expropriat tot sau o parte din legat; într'un asemenea caz, lucrul este socotit ca pierit numai când fostul proprietar a încetat de a mai avea această calitate, când proprietatea a fost transferată asupra persoanei care

expropriează (C. Apel Buc. s. IV, 114 din 15 Aprilie 1924. *Bul. C. Apel.* 13/924).

2. a) Din analiza art. 50-51 din Decretul-lege No. 3697/918, din caracterul expropriei făcută la 1919, din asemănarea ei cu vânzarea pe măsurate, fiind că nu se măsurase și individualizase terenul de expropriat de cât mai târziu, din lovirea de indisponibilitate a părților pe moșii expropriabile, re-

zultă că statul a devenit deplin proprietar al terenurilor expropriate numai prin consemnarea prețului.

Interpretarea justă a acelor texte, este că numai atunci a trecut proprietatea asupra Statului, iar nu aceea că a trecut chiar de la 15 Decembrie 1918, însă cu sarcini și că prin consemnarea prețului, Statul s'ar liberă numai de sarcini.

Dacă în momentul morții testatorului, nu se făcuse nici consemnarea prețului pentru terenul expropriat, nici alegerea, individualizarea acelui teren, el eră încă în patrimoniul testatorului și ca atare, legatul nu este caduc.

Din art. 2, § al. II, 68 al. II legea agrară din 17 Iulie 1921, reese că Statul nu a devenit în chip real proprietar al terenului expropriat, dela 15 Decembrie 1918, ci numai printr'o ficțiune a legii agrare, cu efect retroactiv, este

„considerat“ ca proprietar de la acea dată și numai în ceea ce privește aplicarea legii agrare.

Nu se poate spune că a încetat, dela 15 Dec. 1918, de a mai fi proprietar, persoana căreia i s'a recunoscut, chiar prin acele texte, pentru tot ce privește aplicarea legii agrare, nu numai dreptul de a primi arenda, ci și dreptul a înstrăina terenul către anumite persoane.

Este inadmisibil să se aplice, în materie testamentară, ficțiunea din art. 2 legea agrară și să se declare, pentru acest motiv, caduc, un legat.

b) Subrogațiunea are loc, ori de câte ori un bun care are o anumită destinație, dată prin vointa unei persoane, este înstrăinat și înlocuit prin altă valoare. (C. Apel Buc. s. IV 114 din 5 Aprilie 1924. Bul. C. Apel 13/924).

**Art. 928.** — Orice dispozițiune testamentară cade, când eredele numit sau legatarul nu va primi-o sau va fi necapabil a o primi. (Civ. 695, 701, 808 urm., 930; Civ. Fr. 1043).

*Text fr. Art. 1043.* — La disposition testamentaire sera caduque, lorsque l'héritier institué ou le légataire la répudiera, ou se trouvera incapable de la recueillir.

#### Doctrină străină.

- BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2855, 2857, 2858, 2863;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 911 urm.;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3552 urm., 4364 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 877 urm., 1078 urm.;  
DEMOLOMBE, XXII, 330, 332;  
MICHAX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2486 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 445, 446;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2848 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 254, 255, 298, 299, 305 urm., 306 nota, 308, 309, 303, 403, 459, 465, 467 n. 3, 473, 489, 492, 543; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 74); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 66, 148;  
CANTACUZINO MATEI, p. 371 urm.;  
NACU, II, p. 388.

#### Jurisprudență.

1. Monastirile, chiar în urma legii de secularizare, pot primi liberalități, cu condițiune ca să fie autorizate con-

form art. 811. (Cas. I, 54/71, B. p. 243).

2. A se vedea și *Indexul* cu toate notele de sub art. 7 și acele de sub art. 808; de asemenea și No. 4 de sub art. 654.

**Art. 929.** — Când din dispozițiunile testamentare va rezultă că cugetul testatorului a fost de a da legatarilor drept la totalitatea obiectului legat, atunci acela din legatari, care vine la legat, ia totalitatea; iar de primesc mai mulți legatari, legatul se împarte între ei, fără a se scădea părțile legatarilor necapabili, sau ale acelor cari n'au primit legatul, sau cari au



murit înaintea testatorului. (Civ. 697, 888, 929, 1057 urm., 1200, 1202; Civ. Fr. 1044, 1045).

*Text fr. Art. 1044.* — Il y aura lieu à accroissement au profit des légataires, dans le cas où le legs sera fait à plusieurs conjointement.

Le legs sera réputé fait conjointement, lorsqu'il le sera par une seule et même disposition, et que le testateur n'aura pas assigné la part de chacun des colégataires dans la chose léguée.

*Text fr. Art. 1045.* — Il sera encore réputé fait conjointement, quand une chose qui n'est pas susceptible d'être divisée sans détérioration, aura été donnée par le même acte à plusieurs personnes, même séparément.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 534-536, 537, 540-542, 545;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2021, 2384, 2907, 2908 urm., 2913-2915, 2918, 2922, 2923;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 908, 916, 918 urm.;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 4375 urm., 4395 urm., 4419 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 1082 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 199 bis, VIII, IX, XII;  
 DEMOLOMBE, XXII, 353, 363-373, 377, 383, 385, 389, 396, 398;  
 HUC, VI, 397;  
 LAURENT, XIV, 302, 312, 316, 318, 319;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2515 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 447 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2860 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 194, 480, 481 urm., 542, 575, 600; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148, *Nota*, sub. Cas. I, 159 din 20 April 1920. Pand. Rom. 1924-I-2; *Nota* sub. Cas. I, 521 din 24 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-I-20;  
 BENISACHE C. REMUS, *Adnotație* sub. C. Apel Buc. S. I, 56 din 21 Febr. 908. Curier Jud. 24/908;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 371 urm.;  
 NACU, II, p. 300;  
 PLASTARA G., „Acrescământul legatelor”. Curier Jud. 14-15/1920.

#### Jurisprudență.

1. Legatarul universal are vocațiune la totalitatea averii rămasă la moartea testatorului, astfel că toate legatele caduce, chiar partea colegatarului său universal, acrese partea colegatarului universal rămas în viață. (Apel Buc. III, 160, Iun. 25/81, *Dr.* 59/81).
2. Dacă unul dintre legatarii universali încetează din viață înaintea morții testatorului, partea sa se cuvine celui alt legatar universal, și prin urmare acesta rămâne în drept asupra totalității legatului, conform art. 929, de oare ce testatorul prevăzuse dreptul și vocațiunea lor la totalitatea averii sale. Astfel fiind, nu poate fi vorba de facere de raport prevăzut de art. 751, 752 și 746, pe cât universalitatea averii este atribuită fiului, în calitatea sa de legatar universal. (Cas. I, 143/82, Apr. 28/82, B. p. 434).
3. Potrivit art. 929 codul civil, moștenitorii testamentari neavând alte drepturi de cât acele conferite lor de

testator, dreptul de creștere sau de sporire între colegatari este fondat pe voința expresă sau tacită a testatorului. Astfel acest drept de creștere există ori de câte ori rezultă din termenii testamentului că testatorul, în cugetul său, preferind pe colegatarii persoanei însărcinată cu plata legatului, a dat fiecărui colegatar vocațiune la totalitatea obiectului legat. Aceste reguli fiind generale, se aplică la toate legatele, fără distincție. (Apel Buc. I, *Dr.* 33/908, p. 262).

4. Legiuitorul român, neurmând, în privința dreptului de creștere, nici prezumpțiile din dreptul roman, nici sistemul codului francez sau regula din art. 120 c. Calimach, a stabilit, prin art. 929 c. civ., că acela din legatari care vine la legat ia totalitatea, când, din dispozițiunile testamentare, va rezulta că cugetul testatorului a fost de a da legatarilor dreptul la totalitatea obiectului legat.

Prin urmare, în legea noastră, soluția chestiunii în această materie tre-

bue căutată în fapt, prin interpreta-rea voinței prezumate a testatorului. (C. Apel Buc. s. I, 119/915. Dreptul 1915, p. 514).

5. Potrivit art. 929 c. civ., acela din-tre legatari care vine la legat ia to-talitatea, când va avea în favoarea sa prezumpția că cugetul testatorului a fost de a-i da lui totalitatea.

Chestiunea de a se ști dacă prin moartea colegatarului înaintea testa-torului, partea acestui colegatar, va trece celui alt cu care a fost instituit, în virtutea dreptului de sporire sau adăogire, ori legatul acelaia devenind caduc, urmează a fi împărțit între co-moștenitori, în virtutea calității lor

de succesori ab intestat, este o chesti-une de interpretare a testamentului. În tot cazul însă pentru ca să existe în favoarea unuia dintre colegatari dreptul de sporire sau mai exact de nereducerea legatului, în sensul cita-tului articol, trebuie ca același lucru să fi făcut obiectul legatului lăsat la mai mulți, așa că fiecare din colegatari să aibă vocațiune pentru tot, adică drep-tul eventual la totalitatea legatului. (Cas. I, 521 din 24 Mai 1922. Jur. Rom. 20-21/922. Pand. Rom. 1923, III, 50; Pand. Rom. 1924, I, 20).

6. A se vedea: art. 803, notele 7, 8; art. 888 cu notele respective.

**Art. 930.** — Aceleași cauze cari după art. 830, și după cele dintâi două dispozițiuni ale art. 831 autoriză cererea de re-vocațiune a donațiunilor între vii, vor fi permise și la cererea revocațiunii dispozițiunilor testamentare. (Civ. 832 urm., 931; Civ. Fr. 1046).

*Text. fr. Art. 1046.* — Les mêmes causes qui, suivant l'article 954 et les deux premières dispositions de l'article 955, autoriseront la demande en révocation de la donation entre-vifs, seront admises pour la demande en révocation des dispositions testamentaires.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 508, 509, 546, 548-551;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2798, 2799, 2802-2808, 2811, 2813-2818, 2822, 2823;  
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 453 urm., 478;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 988; ed. 1-a, III, p. 642, 796, 913 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 201 bis, I, II și V;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 553; II, p. 875; IV, p. 193;  
 DEMOLOMBE, XXII, 264, 267, 267 bis, 268, 277, 284 urm., 294 urm.;  
 HUC, VI, 401, 402;  
 LAURENT, XIV, 246, 250, 252, 259, 267-269, 273 urm.  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2456 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 454;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2853 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 320, 393, 394, 443, 444 urm., 446, 447 urm., 452, 454, 455 urm., 601; (III, part. II, ed. 2-a, p. 865). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148, 172; *Observație* sub. Apel Lyon, 11 Oct. 922. Pand. Rom. 1923-III-100;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 339, 340, 342;  
 NACU, II, p. 40; II, p. 290, 389.

#### Jurisprudență.

1. Neobservarea clauzelor sau condi-țiunilor impuse prin testament poate da naștere la pierderea drepturilor din partea acelaia în favoarea cărui erau stipulate asemenea drepturi condițio-nale; însă pentru a reclama în justi-ție anularea unor atari drepturi, nu este destul a proba neexecutarea con-dițiunilor impuse prin act, dar trebuie

încă a demonstră că pierderea dreptu-lui din asemenea împrejurări, oferă transmisiunea lor în persoana celui ce face reclamațiunea. (Cas. I, 446/71, Nov. 2/71, B. p. 382).

2. Condițiunile din testament de a se înmormânta testatoarea la cutare mo-nastire și de a îngriji de mama sa, ne-fiind din acele anume prevăzute de lege, neîndeplinirea lor de către lega-tar nu este de natură a atrage nulita-



tea testamentului. (Apel Buc. III, 71, Mart. 23/83, Dr. 52/83).

3. Epoca începerii zidirei și a funcționării spitalului e independentă de chestiunea validității dispoziției testamentare în privința unui spital de înființat. (Cas. I, 68/Febr. 13/91, B. p. 163).

4. Cauzele cari, după art. 830 și primele dispozițiuni ale art. 831, autoriză cererea de revocațiune a donațiunilor sunt admise și pentru revocarea dispozițiilor testamentare; aceasta fiind dispozițiunea art. 930, evident este că ori ce legat este revocabil, când este dovedit că legatarul a atentat la viața testatorului. Inșă revocarea legaturilor ca și cea a donațiunilor, nu are loc de plin drept; ea trebuie totdeauna pronunțată de justiție în urma unei cereri pornită pe cale principală de către cei interesați. Așa fiind pe cât timp instanțele judecătorești nu s'au pronunțat asupra revocării legatului pentru nedemnitarea legatarului, aceasta este în drept a cere să beneficieze de bunurile cuprinse în acel legat. (Apel Buc. II, 91, Apr. 3/91, Dr. 35/91).

5. Acțiunea revocatorie nu poate fi intentată de moștenitori, dacă clauza rezolutorie nu există în testament, dacă, deși testatorul a zis că Statul nu va avea niciodată dreptul de a lua administrațiunea unei fundațiuni, însă n'a adăugat că, în caz când Statul ar contraveni la această dispozițiune, averea să se întoarcă la moștenitori. În asemenea caz, fundațiunea fiind o persoană morală, chiar dacă s'ar admite că ea s'a desființat, nu se va deschide succesiunea fondatorului, ci succesiunea acestei persoane morale, ale cărei bunuri, fiind considerate ca bunuri vacante, se cuvin Statului, iar nu moștenitorilor. (Apel Iași I, Dr. 12/905).

6. Succesorii ab intestat au dreptul a se adresa justiției pentru a cere, fie revocarea dispozițiilor testamentare, în caz de neexecutarea condițiilor sub cari au fost făcute, fie executarea acestor condițiuni de către cei însărcinați prin testament cu aducerea lor la îndeplinire.

Prin urmare, rudele de sânge ale testatorului cum și epitropii însărcinați prin testament cu executarea dispozițiilor testamentare, au dreptul a cere anularea actelor contrarii dispozițiilor lui, cum ar fi anularea alegerei unui epitrop, ca făcută în contra dispozițiilor testamentare. (Cas. I, 260 din 13 Iunie 1908. Jurisprudența 20/908).

7. Revocațiunea legatelor pentru neexecuțiune de sarcini este supusă acelorași reguli ca și revocațiunea donațiunilor cu sarcini potrivit art. 830 și 930 din codul civil; că donațiunile

cu sarcini fiind adevărate convențiuni sinalagmatice, presupun subînțeleasă tacit condițiunea rezolutorie în caz de neexecutare a obligațiunei uneia din părți, și prin urmare și facultatea pentru justiție de a da părții termen de grație pentru executarea obligațiunei sale. (Cas. I, 363 din 27 Aprilie 1912, B. p. 657, Curier Jud. 39/912).

8. Din principiul stabilit prin art. 832 și 930 c. civ., că revocarea donațiunilor între vii și a testamentelor pentru cauză de neexecutarea condițiilor, nu are loc nici odată de drept, rezultă că tribunalele care au să judece acțiunea în revocare exercitată de părțile interesate, au un drept de apreciere în privința condițiilor impuse legatarului, unele din aceste condițiuni fiind principale, a căror observare este imperativă, iar altele de o importanță mai mică, a căror omisiune nu poate să atragă neapărat revocarea dispozițiunei. (Cas. I, No. 285, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 411; Dreptul 1914, p. 409).

9. Acțiunea revocatorie este bazată pe art. 930 combinat cu art. 829 și 830 c. din codul civil român, cari nu sunt de cât aplicarea principiilor cuprinse în art. 1020 și 1021 din acelaș cod în ce privește subînțelegerea condițiunei rezolutorii tacite.

Cererea de revocarea unei donațiuni, ca consecință și a unei dispozițiuni testamentare, nu este supusă formalității în întârziere, legea necerând o atare formalitate, art. 1079 din codul civil Român nefiind deci aplicabil într'o astfel de materie.

După dispozițiunile art. 930, combinat cu art. 829 și 830 din c. civ. Român, neîndeplinirea condițiilor, cu alte cuvinte a sarcinilor, modalităților sub cari, s'a făcut o dispoziție testamentară, dă loc la revocarea ei în favoarea celor în drept, indiferent dacă neîndeplinirea acelor condițiuni, sarcini, modalități, provin din faptul sau neglijența legatarului, dintr'o imposibilitate relativă sau absolută, dintr'un caz fortuit sau din cauza de forță majoră, sub condițiunea însă ca testatorul să fi subordonat menținerea legatului acelor sarcini, condițiuni sau modalități; că deci, ca sarcinile, condițiunile, modalitățile să fi fost cauza impulzivă și determinantă a liberalității, ceea ce constituie o chestie de fapt care este lăsată la suverana apreciere a instanțelor de fond, iar acestea apreciind asupra împrejurărilor, pot acorda legatarului, pe baza art. 1021 din codul civil român, un termen spre a execută voința testatorului. (C. Apel Chișinău s. I, 154 din 29 Mai 1923. Curier Jud. 36/924).

10. A se vede: art. 829, nota 3; art. 830, notele 2-5.

**Art. 931.** — Dacă cererea de revocațiune este întemeiată pe o injurie gravă, făcută memoriei testatorului, acțiunea va trebui să fie intentată în curs de un an din ziua delictului. (Civ. 822, 833, 930; Civ. Fr. 1047).

*Text. fr. Art. 1047.* — Si cette demande est fondée sur une injure grave faite à la mémoire du testateur, elle doit être intentée dans l'année, à compter du jour du délit.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VII, p. 547, 550;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 2820, 2821;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 914, 915;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 3531 urm., 4292 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 872 urm., 1000 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 201 bis, III;  
DEMOLOMBE, XXII, 274, 282;  
LAURENT, XIV, 258, 263, 268;  
MICHAX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 2466 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 454;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2854.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. II, ed. 2-a, p. 320, 393, 394, 443, 444 urm., 446, 447 urm., 452, 454, 455 urm., 601; (III, part. II, ed. 2-a, p. 865; IV, part. I, ed. 2-a, p. 450, 715; V, p. 480; XI, d. 183, 287); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148;  
CANTACUZINO MATEI, p. 342;  
NACU, II, p. 290, 389;  
RĂDULESCU SILIU, *Observație sub. C. Apel Besançon*, 6 Iunie 913. Dreptul 71/1913.

#### CAPITOLUL VIII <sup>1)</sup>.

Despre donațiunile făcute soților prin contractul de maritagiū.

**Art. 932.** — Donațiunile făcute soților sau unuia dintr'înșii, prin contractul de maritagiū, nu sunt supuse la nici o formalitate <sup>2)</sup>. (Civ. 800, 813 urm., 826, 835, 933 urm.; L. Timbr. 45, 46; L. impoz. pe succ. (Mon. of. 91/921), Art. 3; Civ. Fr. 1081).

*Text. fr. Art. 1081.* — Toute donation entre-vifs de biens présents, quoique faite par contrat de mariage aux époux, ou à l'un d'eux, sera soumise aux règles générales prescrites pour les donations faites à ce titre.

Elle ne pourra avoir lieu au profit des enfants à naître, si ce n'est dans les cas énoncés au chapitre VI du présent titre.

#### Doctrină străină.

ARNTZ, II, 1806, 1817, 2272;  
AUBRY ET RAU, VII, § 684, p. 185; § 685 quater, p. 229; VIII, § 735, p. 53;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, I, 885; II, 2843, 3876;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 787;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1939 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 539 urm.;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 39;  
DEMOLOMBE, XIX, 226-228, 230, 231, 250, 574; XXIII, 250, 262, 267, 396;  
DURANTON, VIII, 357, 358;  
HUC, VI, 167, p. 216, 455;

<sup>1)</sup> Din greșală acest capitol poartă No. VIII, când ar trebui să poarte No. VI.

<sup>2)</sup> Art. 932 și 933 Cod. civ. deși inspirate din art. 1081, 1082, Codul civil Francez, diferă mult ca fond și redacțiune de text.



- LAURENT, XII, 58, 162-165, 187 urm.; XV, 161, 162, 175, 297;  
 MARCADE, III, 591, 600; IV, 318;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 492, 493;  
 PANDECTES FR., *Donations et testaments*, 2607, 2608, 3316, 3319 urm., 3324, 3325, 11598, 11603, 11627, 11646-11650;  
 PLANIOL, III, 2085, 3132, 3143, 3156;  
 THIRY, II, 520;  
 TROPLONG, *Don. et testam.*, IV, 2342, 2469; *Contr. de mar.*, I, 1246 urm.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 256, 283, 341, 347, 373, n. 2, 385, 391, 410, 547 n. 2, 631 n. 2, 645, 670, 672-674, 676, 678 urm., 681, 687, 690, 697, 699 urm., 714-716, 718, 722, 729, 738, 739, 759 nota, 781, 782; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 446, 447 urm., 452, 454, 455 urm., 601);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 392;  
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 248 urm.: „Despre donațiunile făcute soților prin contractul de căsătorie“;  
 NACU, II, p. 392;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă*, sub. Judec. ocol Târg-Cârcinov, 231 din 5 Oct. 1922. Pand. Rom. 1924-II-207.

## Jurisprudență.

1. Codul civil român, prevede în art. 932 donațiunile de bunuri prezente făcute soților prin contractul de mariaj, în art. 933, donațiunile de bunuri viitoare și în art. 934 donațiunile cumulative, atât de bunuri prezente cât și de bunuri viitoare. (Cas. I, 435/Dec. 18/78, B. p. 407).

2. Legiuitorul, pentru a favoriza căsătoriile, a dorit a înlesni liberalitățile ce se fac soților de bunuri prezente și le-a dispensat în art. 932 de formalitățile la care sunt supuse donațiunile între vii și care sunt prevăzute la art. 814, adică de acceptațiunea solemnă. De altmintealea, donațiunile de bunuri prezente făcute soților se aseamănă întru toate cu donațiunile între vii, prevăzute la cap. 3, tit. 2, careta III,

întru cât nu există vre-o dispozițiune contrarie și expresă în capit. 8 și 9. (Cas. I, 435/Dec. 18/78, B. p. 407).

3. Potrivit art. 932 din codul civil, donațiunile făcute unuia din soți prin contractul de căsătorie sunt scutite de îndeplinirea formalităților solemne, prescise pentru donațiunile obișnuite de art. 813 și următorii din codul civil, destul numai ca contractul de căsătorie să fie făcut în formele cerute pentru validitatea unui asemenea act. (Cas. I, 8 Iunie 1912, B. p. 1133).

4. Donațiunile făcute soților în vederea căsătoriei nu sunt supuse la nici o formalitate, de cât la forma actului în care au fost introduse și nu se anulează pentru ingratitudine. (Jud. ocol Târg-Cârcinov, 231 din 5 Oct. 1922. Pand. Rom. 1924, II, 207).

5. A se vedea: art. 933, nota 1.

**Art. 933.** — Donatoarele poate, în cazul art. precedent, să dea donațiune și bunurile sale viitoare.

Donatoarele în asemenea caz nu mai poate dispune gratuit de bunurile sale.

Când donatoarele supraviețuește soților, sau soțului donatar, donațiunea este revocabilă<sup>1)</sup>. (Civ. 801, 821, 932, 934 urm., 965; Civ. Fr. 1082, 1083).

*Text. fr. Art. 1082.* — Les pères et mères, les autres ascendants, les parents collatéraux des époux, et même les étrangers, pourront, par contrat de mariage, disposer de tout ou partie des biens qu'ils laisseront au jour de leur décès, tant au profit desdits époux, qu'au profit des enfants à naître de leur mariage, dans le cas où le donateur survivrait à l'époux donataire.

Pareille donation, quoique faite au profit seulement, des époux ou de l'un d'eux, sera toujours, dans ledit cas de survie du donateur, présumée faite au profit des enfants et descendants à naître du mariage.

1) A se vedea nota 2 de sub textul art. precedent.

*Text. fr. Art. 1083.* — La donation dans la forme portée au précédent article sera irrévocable, en ce sens seulement que le donateur ne pourra plus disposer, à titre gratuit, des objets compris dans la donation, si ce n'est pour sommes modiques, à titre de récompense ou autrement.

### Doctrină străină.

- ARNTZ, II, 2287, 2289, 2292, 2293, 2297;  
 AUBRY ET RAU, VIII, § 731, p. 20; § 739, p. 60, 63, 72, 73, 75, 76, 78-80, 85, 87, 88, 90; § 470, p. 95;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 3879, 3880, 3882, 3910, 3914, 3918, 3919, 3925, 3941, 3943 urm., 3947, 3951, 3959, 3962, 4020;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 296, 320, 334, 691; ed. 1-a, III, p. 10, 15, 352, 449, 619, 654, 810, 824, 827, 828, 830;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1986, nota 3; 2074, nota 1; *Suppl. Dispos. entre-vifs* 558, 561, 569;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 254 bis, I; 256 bis, II, III; 258 bis I;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 852;  
 DEMOLOMBE, XXIII, 76, 78 bis, 271 urm., 276, 296, 298, 300, 301 urm., 309, 311-316, 318, 322-324, 326, 345, 347, 351, 473;  
 DURANTON, IX, 698, 704, 712-714, 730;  
 HUC, VI, 458;  
 LAURENT, XV, 46, 175, 179-181, 185, 187, 208, 212, 214-216, 220, 221, 223-225, 227-229, 245, 246, 248 urm., 253, 257, 272, 273, 339;  
 MARCADÉ, IV, 278, 293;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 493 urm.;  
 PANDECTES FR. *Donations et testaments*, 11140, 11381, 11655, 11656, 11665 urm., 11669, 11769, 11783, 11784, 11786-11788, 11795, 11796, 11799, 11801, 11805, 11817, 11823, 11831, 11833, 11835, 11838, 11840, 11842, 11843, 11851, 11885, 11886 urm., 11888, 11895, 11912, 11928, 11968, 11976;  
 PLANIOL, III, 3157-3160, 3163, 3188;  
 SIREY, *Donations entre-vifs*, 4629 urm., 4685 urm., 4856, 4858, 4866, 4869, 4959, 4960, 4964, 5017 urm., 5079;  
 THIRY, II, 522, 524, 527, 529, 532, 541, 617;  
 TROPLONG, *Don. et testam.*, IV, 2345, 2349, 2353, 2355, 2358, 2360, 2363, 2376.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 256, 283, 341, 347, 373 n. 2, 385, 391, 410, 547 n. 2, 631, n. 2, 645, 670, 672-674, 676, 678 urm., 681, 687, 696, 697, 699 urm., 714-716, 718, 722, 729, 738, 739, 759 nota, 781, 782; (III, part. II, ed. 2-a, p. 42, 43, 321; IV, part. II, ed. 2-a, p. 446, 447 urm., 452, 454, 455 urm., 601; V, p. 117; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 8 n. 2, 9 nota, 180 nota); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 105, 179; *Notă*, sub Trib. Gap (Hautes Alpes), 9 April 922. *Curier Jud.* 36/923; *Observație* sub Trib. Romanai, 11 Dec. 907. *Curier Jud.* 40/908;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 393;  
 DANIELOPOL G. DR. CĂPITAN, *Observație* sub C. Apel Bourges, 28 Mai 913. *Curier Jud.* 75/913;  
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice* vol. I, p. 248 urm., „Despre donațiunile făcute soților prin contractul de căsătorie“;  
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 51;  
 NACU, II, p. 393.

### Jurisprudență.

1. Donațiunile de bunuri prezente trec imediat în posesiunea și proprietatea soțului donatar, ca toate donațiunile în genere, iar acele de bunuri viitoare, numai la moartea donatorului. Prin urmare, de aceste din urmă donațiuni, adică de bunuri viitoare, cât trăește donatorul, poate dispune cu titlu oneros, precum prevede art. 933, § 2; și § 3 al art. 933 vorbind de revocabilitatea donației când donatoarele supraviețuiește soțului donatar, n'are în vedere de cât donațiunile de

bunuri viitoare. Dacă s'ar aplică alin. 3 de sub art. 933 nu numai la donațiunile de bunuri viitoare, dar și la donațiunile de bunuri prezente, prevăzute la art. 932, cu aceeași rațiune ar trebui să se aplice la donațiunile de bunuri prezente și alin. 2 al art. 933, care permite donatorului să dispună cât trăește cu titlu oneros de donațiunile făcute; ceea ce nu poate fi admisibil nici după principiile de drept, nici după rațiune. Această interpretare de a aplică la art. 932 aliniatele art. 933, ar aduce dezordinea afacerilor pecuniare în căsnicie și ar semăna dezola-



țiunea în familie, fără a vorbi de confuziunea ce ar produce în societate, când soții donatari ar fi transmis și ei sau la copii sau la terții persoane bunurile primite ca donațiune la maritagiul lor, ceea ce n'a vroit și n'a putut vroi legiuitorul. Donațiunile între vii sunt irevocabile, și numai donațiunile între vii de bunuri viitoare, după art. 821, sunt revocabile. Legiuitorul, când a prescries expres în art. 826, că revocabilitatea donațiunilor între vii, prescrie în art. 821, să nu fie aplicabilă și la donațiunile făcute soților, a dorit evident ca alin. 3 de sub art. 933 să nu fie aplicabil de cât la donațiunile de bunuri viitoare făcute soților și prevăzute în art. 933. (Cas. I, 435/Dec. 18/78, B. p. 407).

2. În regulă generală dreptul român dispune, prin art. 821, că donațiunea între vii de bunuri viitoare e revocabilă, în loc de a fi nulă ca în dreptul francez (art. 943 cod. civ. fr.). Iar pentru a facilita căsătoriile, legiuitorul nostru (art. 933) a admis validitatea donațiunii de bunuri viitoare, adică a instituțiunei contractuale făcută prin contractul de căsătorie viitorilor soți, ca și legiuitorul francez, cu oare cari modificățiuni; adică el a voit ca, în loc de a fi revocabilă după placul donatorului, cum se întâmplă și cu donațiunea de bunuri viitoare ordinară, să fie irevocabilă, în acest sens ca donatorul să nu mai poată dispune gratuit de bunurile date; iar în caz de a supraviețui donatorului soților sau soțului donatar (nu și copiilor lor, ca în dreptul francez unde instituțiunea contractuală e presupusă făcută și în favoarea copiilor donatarului), donațiunea să fie revocabilă (nu caducă, ca în legislațiunea franceză). — Or, promisiunea de egalitate e o varie-

tate a instituțiunei contractuale; ea constă în angajamentul luat prin contractul de căsătorie de un părinte către copilul său ce se căsătorește de a nu-l privă de partea sa ereditară în cotitatea disponibilă pentru a o da unuia din frații săi. Diferența între această promisiune și instituțiunea contractuală, este că părintele care a promis egalitatea poate, prin donațiuni sau legaturi, despuiă pe copilul donatar de partea sa în cotitatea disponibilă, dând-o unui străin, pe când instituantul contractual n'ar putea dispune de bunurile date în favoarea nimănu. Deci înzestrătorul, în urma angajamentului luat prin actul dotal ca după moartea sa copii să-și împartă averea sa frățește, nu poate să priveze pe cel în favoarea căruia și-a luat acest angajament de partea sa ereditară testând-o altui erede. (Trib. Dolj II, Nov. 18/92, Dr. 60/93).

3. Deși, după art. 965 c. civ., nu este permis a se face nici o învoire asupra unei succesiuni viitoare, totuși prin art. 933 se derogă dela acest principiu, însă în favoarea căsătoriei, astfel că „instituțiunea contractuală” sau donația de bunuri viitoare, făcută soților prin contractul de căsătorie și în vederea căsătoriei, este permisă. (Cas. I, 407/96, B. p. 1605).

4. Un donatar de bunuri viitoare în favoarea căsătoriei deși poate să înstreineze aceste bunuri cu titlu oneros, însă nu le poate înstrăina cu titlu gratuit și donatarul are drept la moartea donatorului să culegă bunurile ce i-au fost dăruite. Interpretarea contractuală unei asemenea donațiuni se face conform dreptului comun, adică după voința clar manifestată a părților. (Cas. I, 407/96, B. p. 1605).

**Art. 934.** — Prin contractul de maritagi, se poate face cumulativ donațiunea bunurilor prezente și viitoare, sau a unei părți numai dintr'aceste bunuri, cu îndatorire însă de a se anexă actului un stat de datoriile și sarcinele existente, la care este supus donatorele în momentul donațiunei. În acest caz donatarul este liber să se lepede la moartea donatorului de bunurile viitoare și să oprească numai pe cele prezente. (Civ. 821, 826, 827, 835, 836, 933, 935; Civ. Fr. 1084).

*Text. fr. Art. 1084.* — La donation par contrat de mariage pourra être faite cumulativement des biens présents et à venir, en tout ou en partie, a la charge qu'il sera annexé à l'acte un état des dettes et charges du donateur existantes au jour de la donation; auquel cas, il sera libre au donataire, lors du décès du donateur, de s'en tenir aux biens présents, en renonçant au surplus des biens du donateur.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, p. 91-95, 97;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 3950-3955, 3958, 3960-3964, 3967, 396;  
 BÜFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 526;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 114, 824, 832, 833;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 2125 urm., *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 569 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 39; II, p. 757 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXIII, 350, 352, 353, 356, 360, 361 363, 368;  
 HUC, VI, 462;  
 LAURENT, XV, 259, 268-270, 276;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 497 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3191.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 381, 383, n. 2, 672, 673, 702, 712 urm., 722 urm., 738; (III, part. II, ed. 2-a, p. 42, 43, 321; IV, part. II, ed. 2-a, p. 455 urm.);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 394;  
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 248 urm.; „Despre donațiunile făcute soților prin contractul de căsătorie“;  
 NACU, II, p. 278, 279, 394.

**Art. 935.** — Dacă statul de care se face mențiune în articolele precedente <sup>1)</sup>, nu s'a anexat actului ce conține donațiunea bunurilor prezente și viitoare, donatarul nu poate decât, sau a accepta sau a se lepăda de donațiune în întregul ei.

Când acceptă, nu poate cere decât bunurile existente la moartea donatorului, și este supus la toate datoriile și sarcinile succesiunii. (Civ. 818—820, 827, 933, 934; Civ. Fr. 1085).

*Text. fr. Art. 1085.* — Si l'état dont est mention au précédent article n'a point été annexé à l'acte contenant donation de biens présents et à venir le donataire sera obligé d'accepter ou de répudier cette donation pour le tout. En cas d'acceptation, il ne pourra réclamer que les biens qui se trouveront existants au jour du décès du donateur, et il sera soumis au paiement de toutes les dettes et charges de la succession.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, p. 95, 96;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 3966;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 779, 832;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 2180 urm.;  
 HUC, VI, 463;  
 LAURENT, XV, 274;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 497 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3191.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 381, 383 n. 2, 672, 673, 702, 712 urm., 722 urm., 738; (III, part. II, ed. 2-a, p. 42, 43, 321).  
 CANTACUZINO MATEI, p. 394;  
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 248 urm.; „Despre donațiunile făcute soților prin contractul de căsătorie“;  
 NACU, II, p. 394.

<sup>1)</sup> Din eroare se zice aci: „articolele precedente“ în loc de „articolul precedent“, cum de altfel este și în textul francez.



CAPITOLUL IX <sup>1)</sup>.

Despre dispozițiunile dintre soți, făcute sau în contractul de maritagiu, sau în timpul maritagiului.

**Art. 936.** — Soții pot prin contractul de maritagiu să-și facă reciproc, sau numai unul altuia, orice donațiune vor voi. (Civ. 801, 836, 937 urm., 1223 urm.; L. Timbr. 45, 46; L. impoz. pe succesiuni, (Mon. of. 91/1921), Art. 3; Civ. Fr. 1091).

*Text. fr. Art. 1091.* — Les époux pourront, par contrat de mariage, se faire réciproquement, ou l'un des deux à l'autre, telle donation qu'ils jugeront à propos, sous les modifications ci-après exprimées.

## Doctrină străină.

BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 3987, 3988;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 2255 urm., 2319, 2349 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 584 urm., 592 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 502, 509;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3198.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 55, 373 n. 2, 385, 391, 410, 678, 755, 781, 782;  
(I, ed. 2-a, p. 108, 210; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 33, 37, 78);  
CANTACUZINO MATEI, p. 396;  
NACU, II, p. 396.

**Art. 937.** — Orice donațiune făcută între soți, în timpul maritagiului este revocabilă.

Revocarea se poate cere de femeie, fără nici-o autorizațiune.

O asemenea donațiune nu este revocabilă pentru că în urmă s'au născut copii. (Civ. 801, 826, 827, 829, 836, 850, 938; Civ. Fr. 1096).

*Text. fr. Art. 1096.* — Toutes donations faites entre époux pendant le mariage, quoique qualifiées entre-vifs, seront toujours révocables.

La révocation pourra être faite par la femme, sans y être autorisée par le mari ni par justice.

Ces donations ne seront point révoquées par la survenance d'enfants.

## Doctrină străină

AUBRY ET RAU, VIII, p. 101, 105 urm., 108-114, 116;  
BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 4006-4011, 4015-4020, 4022-4024;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 86, 239, 631, 898, 988; II, p. 160, 436; ed. 1-a, III, p. 29, 287, 622, 730, 732, 777, 786, 805, 815, 818, 819, 826, 830;  
DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 2377 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 586, 594 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 276 bis, II, VI, VIII;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 224;  
DEMOLOMBE, XXIII, 445-448, 461, 462, 466, 467, 469-471, 477-480 urm., 485, 486, 646;  
HUC, VI, 471;  
LAURENT, XV, 315, 317, 318, 320, 321, 330-334, 337-340;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 504 urm.;  
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3218 urm.

<sup>1)</sup> Din eroare acest capitol este clasat al IX-lea, când el nu este decât al VII-lea al acestui titlu.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 11, 56, 57, 66, 277, 383, 391, 454, 493, 635, 645, 734 urm., 755, 758 n. 1, 770, 781, 782; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 78 nota, 132 n. 3, 335; XI, p. 191 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 105; *Notă* sub C. Apel Bordeaux, 11 Aug. 1921. *Curier Jud.* 19/1923;  
 BOTEZ CORNELIU, „*Actele juridice între soți*”. *Curier Jud.* 15/1924;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 390, 396, 397, 636, 715;  
 NACU, I, p. 68; II, p. 278, 397.

## Jurisprudență.

1. O donațiune ordinară nu poate fi revocată de cât în cazul în care și conform regulilor prescrise de art. 829 și urm. Când însă e vorba de o donațiune făcută între soți, în timpul căsătoriei, în acest caz asemenea donațiuni fiind eminamente revocabile și revocațiunea fiind un act unilateral, donatorul, în lipsă de o dispozițiune contrarie a legii, are o întreagă libertate de a alege epoca la care dânsul voeste să facă revocarea, fără ca moartea donatarului să-i poată închide dreptul la aceasta. (Cas. I, 299/Iun. 25/91, B. p. 758).

2. Lucrurile, pe cari le-ar avea soția și nu poate dovedi de unde le are, se socotesc ca fiind ale bărbatului, conform prezumpției prevăzută de art. 1695 codul Calimach și efectul acestei prezumpțiuni este de a se considera aceste lucruri ca dăruite de bărbat. Deci urmează a se aplica în privința lor regulile relative la donațiunile dintre soți și după art. 1687 același cod, darurile dintre soți fiind oprite, afară de unele excepțiuni prevăzute în art. 1688-1693, urmează neapărat ca darurile, la cari se referă art. 1695, nu pot fi decât din categoria darurilor oprite; căci darurile, pentru ca să fie permise conform art. 1688 și urm., trebuie să fie anume specificate și arătate ocaziunea cu care au fost făcute, ceea ce nu e cu puțință în ipoteza art. 1695. Donațiunile oprite între soți nu erau radicalmente nule, nici în Dreptul roman nici sub codul Calimach, de oare ce produceau în unele cazuri, efecte. Astfel, în caz de revocare a donațiunilor prohibite, nu se restituie decât lucrurile, pe care donatarul nu le-a înstrăinat și donatorul nu are acțiune în revendicare, contra celor de al treilea deținători, și nici dreptul de a cere de la donatar restituirea valorii lucrurilor, de cât atât cât se află în mâinile sale. Confirmarea unei donațiuni între soți, făcută sub C. Calimach, când soțul donator a încetat din viață sub actualul

cod. civil, nu trebuie făcută după formele prescrise de acest cod, căci, dacă aceste forme s'ar impune când ar fi vorba de revocare, nu se cere și nici nu se poate cere vre-o formă, atunci când confirmarea are loc prin tăcere. (Apel Iași I, C. Jud. 70/901).

3. Soții, prin faptul căsătoriei, contractează obligațiunea de a procura alimente, de a crește și a da o educațiune copiilor, precum și obligațiunea naturală de a-i înzestra și de a le înlesni mijloacele pentru a lor căpătuire; această obligațiune cade în sarcina fiecăreia din părți în proporțiune cu averea sa. Prin urmare, când mama se obligă a dotă din averea sa pe fete, iar creșterea, educațiunea și stabilirea băeților rămâne în sarcina numai a tatălui, nu se poate susține că o asemenea convențiune ar constitui o donațiune făcută de femeie soțului său și, ca atare, revocabilă, căci obligațiunea, ce-și ia femeia de a înzestra pe fete din averea sa, are drept corelativ obligațiunea rămasă bărbatului de a crește, educa și stabili pe băeți, obligațiune care, ca și cea dintâi, cădeă în sarcina ambilor soți, și, prin urmare, pentru parte și asupra femeii. (Cas. I, 489/901, B. p. 1634).

4. Nici un text de lege nu declară donațiunea dintre soți caducă, din cauza predecesului soțului donator. Soțul donator însă poate revoca donațiunea și această revocare trebuie să rezulte în mod neîndoelnic din actul care desființează donațiunea. (Apel Iași I, *Dr.* 23/903).

5. Din termenii generali întrebuințați de legiuitor în art. 937 c. civil, prin care, pentru motive de ordine publică, a dispus ca donațiunile făcute între soți în timpul căsătoriei pot fi revocate, rezultă că această revocabilitate se aplică la orice fel de donațiuni, prin urmare atât donațiunilor manuale, cât și acelor făcute prin acte solemne și ea poate să fie expresă sau tacită, în conformitate cu dreptul comun. (Trib. Ilfov I, *Dr.* 17/911. p. 136).

6. A se vedea: art. 940, notele 1 și 11.

**Art. 938.** — Soții nu pot, în timpul maritagiului, să-și facă, nici prin acte între vii, nici prin testament, vre-o donațiune mutuală și reciprocă printr'unul și același act. (Civ. Fr. 857, 936; Civ. Fr. 1097).



*Text. fr. Art. 1097.* — Les époux ne pourront, pendant le mariage, se faire, ni par acte entre-vifs ni par testament, aucune donation mutuelle et réciproque par un seul et même acte.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 102;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 4028;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 202, 817, 818, 926, 927;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 2436 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 606 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXIII, 450;  
 HUC, VI, 472;  
 LAURENT, XV, 323;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 504 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3215.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 734; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 8, 12 t. și n. 2; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 128 n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 136;  
*Observație*, sub. Trib. civil Paris, 12 Iunie 912. Curier Jud. 72/913;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 348, 397;  
 NACU, II, p. 325 urm., 397.

### Jurisprudență.

1. Pentru a nu se pune obstacol posibilității revocării testamentelor, legiuitorul, prin art. 938, oprește ca soții în timpul căsătoriei să-și facă vre-o donațiune mutuală și reciprocă printr'unul și același act. Inșă din termenii testamentului „*mă mulțumesc pe avere ce mi se lasă prin testament de soțul meu și renunț la ori ce drepturi i s'ar mai cuveni lui din acea avere, cum de asemenea la ori ce drepturi ce mi s'ar mai cuveni mie peste aceea ce mi se dă de soțul meu*“, nu se poate deduce că soția a făcut vre-o donațiune soțului său prin acest act, de oare ce dânsa declară numai că se mulțume-

ște pe legatul lăsat de testator, iar renunțarea la drepturile sale eventuale nu e făcută în favoarea soțului, căci nu renunță la vre-un drept actual ce ar fi în patrimoniul său, ci într'un mod vag la drepturile ce se vor naște după moartea testatorului; deci această renunțare n'ar putea profita decât erezilor soțului și aceasta numai în caz când renunțarea s'ar considera valabilă și cei în drept ar voi să o opună la pretențiunile soției. In asemenea situațiune nu se poate declara testamentul nul, întru cât nu s'a contravenit dispozițiunilor art. 938. (Apel Buc. III, 167, Sept. 16/89, *Dr.* 74/89).

2. A se vedea și *notele* de sub art. 857.

**Art. 939.** — Bărbatul sau femeea care, având copii dintr'alt maritagi, va trece în al doilea sau sub-sevente maritagi, nu va putea dărui soțului din urmă decât o parte egală cu partea legitimă a copilului ce a luat mai puțin, și fără ca, nici într'un caz, donațiunea să treacă peste cuartul bunurilor. (Civ. 763, 841, 847, 940 urm.; Civ. Fr. 1098).

*Text. fr. Art. 1098.* — L'homme ou la femme qui, ayant des enfants d'un autre lit, contractera un second ou subséquent mariage, ne pourra donner à son nouvel époux qu'une part d'enfant légitime le moins prenant, et sans que dans aucun cas, ces donations puissent excéder le quart des biens.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 199, 272-274, 280, 281, 283-287;  
 BAUDRY ET COLIN, II, *Don. et testam.*, II, 4077-4081, 4084, 4085, 4087, 4088, 4091-4093, 4095, 4097-4100, 4102, 4103;

- COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 436; ed. 1-a, III, p. 404, 409, 415, 710, 729, 739, 742, 744 urm., 748, 749, 816;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 867 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 218 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 278 bis, I, V;  
 DEMOLOMBE, XXIII, 462, 556, 558, 564, 566, 572, 574, 575, 579, 580, 583, 591, 601, 602, 605;  
 HUC, VI, 185, 485;  
 LAURENT, XV, 386-388, 392, 396, 400, 402;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1082 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 507 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3235 urm.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 153, 508, 525 n. 3, 624 n. 3, 746, 749 urm., 764 urm.; (II, ed. 2-a, p. 406, 407; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 33; 132 n. 3, 142 n. 4); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 106, 448; *Nota* sub. Trib. Gap (Hautes Alpes, 9 April 922, Curier Jud. 36/923);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 397, 398, 636, 715;  
 CONSTANTINESCU JAC. N. *Notă* sub. C. Apel Galați, s. I, 25 din 18 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924-II-79;  
 MISSIR TEODOR, *Nota* sub. C. Apel Galați, s. I, 25 din 18 Febr. 1924, Pand. Rom. 1924-II-72;  
 NACU, II, p. 325 urm.

## Jurisprudență.

1. Dacă defunctul a legat soției sale din a doua căsătorie partea disponibilă, acea parte urmează a se calcula, conform art. 939, în raport cu numărul total al copiilor din ambele căsătorii; astfel, dacă sunt 6 copii, soției i se cuvine a șaptea parte din succesiune. (Trib. Suceava, Oct. 14/93, *Dr.* 67/93).

2. Cotitatea disponibilă a defunctului și rezerva acordată moștenitorilor de legiuitorul român, fiind privitoare numai la averea ce este a se împărți la moartea sa, fără a se ocupa de capacitatea sau starea civilă a persoanei testatorului, este de statutul real, așa că moștenirea unui strein deschisă în România urmează a fi regulată de legea română. Această lege se aplică cu atât mai mult, cu cât în succesiunea deschisă sunt și imobile, de oarece în privința lor se aplică fără nici o discuțiune legea situației și, întru cât succesiunea trebuie a fi privită ca o universalitate de bunuri, devoluțiunea ei se calculează fără distincțiune, dacă pe lângă imobile mai este și avere mobilă. Dispozițiunile art. 939 din codul civil, privitoare la donațiunea ce un soț poate să facă soției din a doua căsătorie în limita unei părți din avere, sunt aplicabile și la liberalitățile făcute prin testament. (Apel Craiova II, *Dr.* 22/901).

3. Prin art. 841 și 939 c. civ., se instituesc două rezerve hereditare, prima, rezerva ordinară pentru o parte a bunurilor succesiunii care e asigurată

moștenitorilor în linie directă, iar cealaltă, rezervă specială pentru protecția copiilor din prima căsătorie, determinându-se în ambele ipoteze cotitatea disponibilă de care se poate dispune prin acte cu caracter de liberalitate, atât în favoarea terților (rezerva hereditară ordinară) cât și aceea a soțului din a doua căsătorie (rezerva hereditară specială).

Deși art. 939 c. civ., restrânge garanția rezervei hereditare specială numai la donații spre deosebire de art. 841 c. civ., care apără rezerva hereditară ordinară contra ori căror liberalități, deci și contra testamentelor, cu toate acestea pentru rațiuni de analogie ce există între cele două texte de lege, cum între dispoziția expresă a art. 939 c. civ., prin care oprește a se atinge rezerva ereditară specială prin donațiuni și ipoteza în care rezerva ar fi atinsă prin testament, art. 939 c. civ. trebuie interpretat în sensul ca el ca și art. 841 c. civ., își găsește aplicațiunea pentru ori ce fel de liberalități sau avantagii pe cari soțul care are copii din o primă căsătorie le-ar conferi soțului dintr'o căsătorie următoare, astfel că el se referă la toate dispozițiile consimțite în timpul căsătoriei ca donațiuni sau testamente, cum și donațiunile din contractele de căsătorie și chiar liberalitățile făcute prin acte anterioare căsătoriei, în vederea acestei căsătorii. (Trib. Fălciu 16 Mai 1921. Curier Jud. 43/921).

4. A se vedea: art. 940, notele 1 și 11.

**Art. 940.** — Soții nu pot să-și dăruiască indirect mai mult decât s'a arătat mai sus.

Orice donațiune, deghizată sau făcută unei persoane interpușe, este nulă (Civ. 812, 937, 939, 941, 1307, 1309; Civ. Fr. 1099).



*Text. fr. Art. 1099.* — Les époux ne pourront se donner indirectement au-delà de ce qui leur est permis par les dispositions ci-dessus.

Toute donation, ou déguisée, ou faite à personnes interposées, sera nulle.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, p. 104, 273, 276, 282;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 4105, 4106, 4111-4113, 4123-4125;  
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 507;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 231, 436; ed. 1-a, III, p. 29 nota 2, 678, 739, 740, 765 nota 1, 820;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 936 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 232 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, IV, 279 bis, III;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 260;  
 DEMOLOMBE, XXIII, 607, 614, 615;  
 HUC, VI, 486, 587;  
 LAURENT, XV, 404 urm., 408, 414;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1092 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 517;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3216, 3252 urm.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 152 n. 4, 153, 296, 299, 300, 759, 766 urm., 780, 784; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 33, 132 n. 3, 142 n. 4); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 200 nota 2, 448; *Observație* sub. Cas. I, 243 din 18 Iunie 1913. Dreptul 55/913; *Notă* sub. Cas. I, 609/915. Curier Jud. 1/916;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 398, 636;  
 CERBAN AL., *Notă* sub. Trib. Gorj s. II, 8875 din 7 Dec. 923. Curier Jud. 24/924;  
 COMȘA N. D., „*Donațiunile între soți deghizate sub forma unui contract cu titlu oneros*”. Curier Jud. 23/916;  
 DUMITRESCU A. M., II, 150, 178;  
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi 105 din 27 Mart 1923. Jurispr. Gen. 1/1924 No. 32;  
 MINEI V., „*Fundamentul Juridic al nulității donațiilor între soți deghizate sau făcute prin persoane intrepuse*”. Dreptul 29/914;  
 NACU, II, p. 266, 325 urm., 848.

### INDEX ALFABETIC

Cotitate disponibilă 1, 2.	Moștenitori, a se vede
Disponibilă porțiune 1, 2.	„Successori”.
Donațiuni deghizate 1-5, 7-11.	Nulitate 7-11.
Donațiuni indirecte, a se vede „Persoane inter-puse”.	Omisivune esențială 6.
Donațiuni între soți 1, 2, 4-11.	Ordine publică 10, 11.
Fraudă 7, 9, 10, 11.	Persoane interpuse 1, 4, 5, 7-10.
Interpuse persoane 1, 4, 5, 7-10.	Porțiune disponibilă 1, 2.
Invocarea nulității 1, 2, 4-8, 10, 11.	Prezumții 10.
Marturi 10.	Probe 10.
	Reducțiune 1, 2, 8.
	Revocabilitate 1, 7.
	Rezerva 1, 2, 7.
	Successori și succesori rezervatari 1, 2, 4-7, 9, 11.

### Jurisprudență.

1. Deși din primul aliniat al art. 940 rezultă că în cazul când soții își fac în timpul căsătoriei donațiuni indirecte, aceste donațiuni nu sunt nule, ci numai reductibile, dacă întrec porțiunea disponibilă, totuși nu se poate sustine că trebuie a se admite aceeași interpretare și pentru donațiunile deghizate sau făcute prin persoane interpuse, căci din asemenea mod de interpretare ar rezultă că aliniatul ultim al art. 940 este numai o repetițiune neînțeleasă și inutilă a primului aliniat, ceea ce nu se poate crede că a fost în

spiritul legiuitorului. Și nu numai din comparațiunea celor două aliniate ale art. 940 ci și din art. 751 și 1642 comparate cu art. 812, rezultă că legiuitorul a voit a trata în mod favorabil donațiunile indirecte, supunându-le numai la reducțiune, când întrec partea disponibilă, pe când din contra pe cele deghizate sau prin persoane interpuse le oprește prin sancțiunea energetică a nulității, chiar dacă nu întrec partea disponibilă. Deosebirea ce legiuitorul a voit să facă între aceste două specii de donațiuni se justifică prin faptul că existența și condițiunile de constituire a donațiunilor indirecte sunt ușor de a se descoperi și stabili de către părțile interesate, în scop de a-și apăra și obține drepturile lor lovite prin asemenea dispozițiuni gratuite, pe când din contra cu greu se poate proba existența donațiunilor făcute sub forma de acte oneroase sau prin persoane interpuse, și astfel asemenea dispozițiuni se pot sustrage cu ușurință de către autorii lor de la îndeplinirea condițiunilor esențiale cerute de lege, pentru validitatea lor, în interesul ordinii publice, ceea ce de sigur a voit legiuitorul a combate cu

energie. Și chiar dacă nu s'ar putea face în toate cazurile asemenea deosebire între donațiunile indirecte și cele deghizate sau prin persoane interpuse, totuși ea trebuie să se aplice pentru donațiunile ce se fac între soți în timpul căsătoriei, căci prin art. 937 se prescrie, în interesul ordinii publice, condițiunea esențială că ele sunt revocabile, condițiune care ar deveni iluzorie dacă soții ar putea întrebuința impunamente forma donațiunilor deghizate, cel puțin până la concurența porțiunii disponibile, și astfel ar rămâne definitive și executorii donațiunile făcute de un soț în avantajul celuilalt numai prin întrebuințare de către acesta de mijloace captioase în detrimentul drepturilor și aspirațiunilor naturale ale altor persoane. Și dacă legiuitorul a prevăzut în mod special prin art. 939 porțiunea de care poate dispune gratuit un soț în favoarea celuilalt soț din a doua sau subsequenta căsătorie în cazul când au copii din întâia căsătorie, din această dispozițiune nu rezultă că în orice altă ipoteză un soț poate dispune gratuit de toată averea sa în favoarea celuilalt soț, căci aceasta ar însemna că donațiunile dintre soți în timpul căsătoriei să fie văzute cu mai multă bună-voință de cât cele făcute în favoarea copiilor sau a altor persoane, ceea ce de sigur n'a intrat în spiritul legii, și astfel, afară de ipoteza art. 939, trebuie să se aplice pentru donațiunile dintre soți și art. 841 și 843 relative la partea disponibilă a bunurilor. — Nulitatea prevăzută de ultimul alineat al art. 940 nefiind prescrisă de legiuitor numai în avantajul unor persoane anume determinate, este evident că ea se poate invoca de către ori ce persoană interesată și chiar de erezii donatorului. — Iar nulitatea nu se poate pronunța de cât în limitele dreptului părții ce reclamă, adică numai până la concurența unei a patra părți, când mai sunt încă alți 3 erezi în comptul și dispozițiunea cărora rămân celelalte trei părți. (Apel Iași II, 93, Iun. 22/83. *Dr.* 68/83).

**2.** Nulitatea donațiunilor deghizate dintre soți are de obiect numai cazul atingerii cotității disponibile, când soțul donatar are erezi rezervatari. Numai erezii rezervatari, iar nu și cei colaterali, au dreptul de a cere, fie anularea, fie reducțiunea unei donațiuni deghizate. (Trib. Brăila. *Dr.* 53/97).

**3.** Vânzările făcute între soți, afară de cazurile prevăzute la art. 1307, fiind nule, nu pot valoră nici ca donațiuni ascunde sau deghizate, nulitatea rezultând din art. 940 § 2. (Trib. Tutova, C. Jud. 80/901).

**4.** Nulitatea donațiunilor dintre soți deghizate sau prin persoane interpuse,

fiind prevăzută de art. 940 c. civ., în scop de a garantă drepturile erezilor rezervatari, ea nu poate fi invocată de celelalte rude, cari nu sunt rezervatari. (Apel Iași, I, *Dr.* 23/902).

**5.** Art. 940 aliniatul II din codul civil, prescriind că soții nu-și pot dărui mai mult de cât se arată în art. precedent și că orice donație deghizată sau făcută prin persoane interpuse este nulă, n'are alt scop, de cât de a garantă drepturile erezilor rezervatari, astfel că acțiunea în nulitate a unor asemenea donații nu aparține de cât moștenitorilor rezervatari prejudiciați prin asemenea donații indirecte sau deghizate. (Apel Iași I, C. Jud. 40/903).

**6.** Aliniatul al II-lea de sub art. 940, care nu este de cât sancțiunea primelor dispoziții din acest articol are de obiect să garanteze drepturile moștenitorilor rezervatari și ca atare numai aceștia au dreptul să ceară nulitatea unor asemenea donațiuni făcute între soți. Fiind constant că nulitatea donațiilor între soți nu o poate cere de cât moștenitorii rezervatari, este fără interes a se mai discuta validitatea unor asemenea donațiuni și deci instanța de fond, care omite a discuta această validitate, nu comite o omisie esențială. (Cas. I, 458/904, B. p. 1562).

**7.** Nulitatea unei donațiuni deghizate sau făcute unei persoane interpuse se poate invoca nu numai de erezii rezervatari ai donatorului, ci de către toți aceia cari au interes și, prin urmare, și de către erezii nerezervatari, de oarece deghizarea întrebuințată pentru a sustrage o donațiune dintre soți dela principiul revocabilității, constituie prin ea însăși abstracție făcând de orice chestiune de rezervă, o fraudă la lege, care trebuie să atragă pentru toți nulitatea donațiunii deghizate. (Cas. I, 272 din 20 Iunie 1908, B. p. 1085. *Jurisprudența* 20/908).

**8.** Donațiunile între soți deghizate sau făcute prin persoane interpuse, fiind nu numai reductibile, ca cele indirecte dar chiar nule, nulitatea lor se poate cere de orice moștenitor care are interes și deci de moștenitorii colaterali ai soțului donator. (Cas. I, decizia No. 609, din 2 Noembrie 1915; dată după divergență, *Jurispr. Rom.* 38/915, p. 594, *Curier Jud.* 82/915 și 1/916).

**9.** Rățiunea pentru care legiuitorul prin art. 940 al. 2, declară nule donațiunile ce soții își fac în timpul căsătoriei, în mod deghizat sau prin persoane interpuse este ca printr'o sancțiune severă să împiedece facerea unor acte, în care fraudă este în general greu de dovedit, cum și pentru a garantă drepturile succesiorilor donatorilor. (Cas. I, No. 192, 1919; *Jurispr. Rom.* 31-32/919, p. 815).



10. Donațiunile deghizate făcute soției prin intermediul unei persoane interpuse, sunt revocabile, constituind o fraudă la lege.

Anularea lor fiind de ordine publică și având de scop a garanta drepturile succesorilor legali ai donatorului, dovadă că actul atacat conține o donație se poate face prin toate mijloacele de probație prevăzute de lege, deci prin martori și prezumpții, chiar atunci când acțiunea în nulitate se exercită de una din părțile contractante. (Trib. Muscel. Jurnal, 26 Mai 1923. Bul. Trib. Muscel. 12/923, Octombrie).

11. a) O donație între soți deghizată sub forma unui contract cu titlu one-

ros, în specie a unui contract de vânzare, este nulă potrivit art. 940 c. civ.

Acest articol sancționează nu numai dispozițiile cuprinse în art. 939 c. civ., dar și cele cuprinse în art. 937 al 1 c. civil.

b) Caracterul acestei nulități este de ordine publică, ea se poate invoca nu numai de moștenitorii rezervatari, dar și de donatorul în viață, când constituie o fraudă la lege. (Trib. Gorj s. II, 8875 din 7 Dec. 1923, Curier Jud. 24, 1924).

12. A se vedea: art. 812 cu notele respective; art. 813, notele 2, 3 și 4; art. 1307, notele 5, 6.

**Art. 941.** — Sunt reputeate persoane interpuse copiii ce soțul donatar are din alt maritagiu, asemenea sunt reputeate și rudele soțului donatar la a căror ereditate acesta este chemat în momentul donațiunei. (Civ. 812, 940, 968, 1200, 1202; Civ. Fr. 1100).

*Text. fr. Art. 1100.* — Seront réputées faites à personnes interposées, les donations de l'un des époux aux enfants ou à l'un des enfants de l'autre époux issus d'un autre mariage, et celles faites par le donateur aux parents dont l'autre époux sera héritier présomptif au jour de la donation, encore que ce dernier n'ait point survécu à son parent donataire.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 280;  
 BAUDRY ET COLIN, *Don. et testam.*, II, 4116, 4117, 4119-4121;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 738, 739;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 955 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 245 urm.;  
 DEMOGUE I, *Sources des obligations*, I, p. 275;  
 DEMOLOMBE, XXIII, 619;  
 HUC, VI, 487;  
 LAURENT, XV, 409, 411, 412;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1093 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 517 urm.;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 3259.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, part. I, ed. 2-a, p. 51 n. 1, 153, 156 n. 2, 759, 766 urm., 773 urm.;  
 (I, ed. 2-a, p. 182; IV, part. II, ed. 2-a, p. 451; VII, p. 366 n. 4); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 448;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 398, 604;  
 DUMITREȘCU A. M., II, 197;  
 NACU, II, p. 325 urm.

#### Jurisprudență.

1. Deși după art. 941 din codul civil sunt reputeate persoane interpuse copiii ce soțul donatar îi are din altă căsătorie, prezumpțiune juris et de jure, în contra căreia nici o altă dovadă nu este permisă, totuși în acea-

stă excepțiune, nu intră și tatăl natural, față de care copilul nu poate fi socotit ca persoană interpusă pentru că aceasta ar avea de consecință recunoașterea judecătorească a paternității, ceea ce este prohibit de lege. (Cas. I. 224/99. B. p. 838).

## TITLUL III.

## Despre contracte sau convenții.

## CAPITOLUL I.

## Dispozițiuni preliminare.

**Art. 942.** — Contractul este acordul între două sau mai multe persoane spre a constitui, sau a stinge între dânșii un raport juridic. (Civ. 644, 948, 962, 969 urm., 986, 1091, 1169 urm., 1191; C. com. 35 urm.; Civ. Fr. 1101; Civ. Ital. 1098).

*Text. fr. Art. 1101.* — Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose.

*Text. Ital. Art. 1098.* — Il contratto è l'accordo di due o più persone per costituire, regolare o sciogliere fra loro un vincolo giuridico.

## Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 7, 8;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 456;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 65; II, p. 1, 6, 257;  
 DALLOZ, *Rep. Obligations*, 1 urm., 34 urm.; *Suppl. Obligations*, 1 urm., 6 urm.;  
 DEMOGUE, „*De l'évolution de la théorie du Contrat depuis un siècle*“. *Curier Jud.* 28/922;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 520, 521;  
 PLANIOL, II ed. 3-a, No. 156-159, 943 urm.;  
 SALEILLE, *Obligation*, ed. 3-a, p. 3.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 9, 10; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 205 t. și n. 2, 227, 231; IV, part. II, ed. 2-a, p. 410; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 142 n. 4);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 405  
 NACU, II, p. 402 urm.;  
 SCRIBAN ST., „*Voința unilaterală ca izvor de obligații*“. *Curier Jud.* 85/1903.

## Jurisprudență.

1. Atunci când contractarea se face prin corespondență contractul se consideră ca încheiat din momentul acceptațiunei ofertei, și anume din momentul ce se expediază scrisoarea prin care se face cunoscut această acceptațiune, iar nu când această acceptare ajunge în mod efectiv la cunoștința părții ce a făcut oferta. Această interpretare se motivează pe principiile: 1) că contractul formându-se prin concursul voințelor părților contractante, acest concurs de voințe se realizează din momentul chiar ce acceptațiunea ofertei a avut loc; 2) nu numai că nici un text de lege nu cere pentru ca un contract să fie format ca acceptațiunea să fie cunoscută de acela care a făcut oferta, dar din contra toate textele presupun în mod virtual că această condițiune nu este necesară (art. 912, 1532 și 1533). (Trib. Ilfov com., Oct. 5/84, *Dr.* 6/84; Apel Buc. III, Mai 30/84, *Dr.* 60/84).

2. Dacă concursul voinței tuturilor părților contractante este de esența ori căruia contract, nici un text de lege nu prescrie manifestarea simultană și expresă a acestor voințe. Consimțământul voințelor poate fi tacit fără ca prin aceasta să se atingă esența contractului. Dacă dar debitorul dă consimțământul său prin act autentic, și creditorul în urmă manifestă prin acte care nu lasă nici un dubiu asupra voinței sale consimțământul său, astfel actul de împrumutare devine perfect. (Cas. I, 131/Apr. 12/85, B. p. 287).

3. În principiu, obligațiunile numai atunci devin perfecte între părțile contractante, când condițiunile sunt acceptate într'un mod irevocabil. Astfel, dacă cineva scrie creditorului că garantează cutare sumă datorită de debitor, iar creditorul răspunde garantului că datoria nu este cifră arătată și alta ce va rezultă din răfuiala ce va face în urmă, rezultă că între părți nu s'a făcut o convențiune irevocabilă; atunci convențiunea ar fi devenit per-



fectă, când cel ce oferă garanția sa ar fi răspuns creditorului că garantează pentru suma ce are să rezulte din răfuiala ce va urma. (Apel Galați I, 45, Mart. 3/87, Dr. 90/87).

4. Simpla policitatiune sau ofertă devine o convențiune perfectă dacă, mai înainte de a fi retractată în mod expres sau tacit, ea s'a acceptat de partea căreia se adresa. Și din litera și textul legii (art. 942 și urm., art. 953 și urm.), rezultă că policitatiunea spre a fi valabilă, nu e necesitate a fi dată unei persoane determinate, ci e suficient a fi retractată în momentul acceptării. Astfel, deși în momentul subscrierii unei acțiuni nu eră fundată societatea, dacă în urma policitatiunii făcute de subscriitor societatea s'a constituit, rezultă că acea societate a acceptat atât tacit cât și expres prin statul ei policitatiunea făcută, și așa fiind, convențiunea s'a format și fiecare parte are dreptul a cere îndeplinirea obligațiunei. (Trib Ilfov, II, Nov. 13/87 Dr. 3/88).

5. Instanța de fond este suverană să aprecieze care a fost intențiunea părților într'un contract cu clauze obscure și această apreciere a sa, scapă controlului Curței de casație. Astfel, când un tată natural se obligă a plăti personal mumei copilului o sumă de bani, drept despăgubire pentru faptul maternității instanța de fond e suverană să califice această obligație de un act cu titlu oneros. Obligațiunea tatălui natural, luată față de mamă, de a-i da o sumă de bani, pentru a ușura sarcina ei la creșterea și educațiunea copilului născut din relațiunile lor și a repara astfel dauna materială ce i-a cauzat, prin cheltueli impuse ei după nașterea copilului, constituie o adevărată obligațiune civilă, bazată pe dispozițiunile relative la quasi delict, iar nici de cum nu este convertirea într'o obligațiune civilă a unei obligațiuni naturale, care n'ar avea sancțiune legală, decât dacă ar fi fost executată, sau a unei obligațiuni morale, care n'ar avea nici o sancțiune legală. Și chiar dacă mobilul unei asemenea obligațiuni din partea tatălui natural ar fi îndeplinirea unei datorii de conștiință, instanța de fond poate considera ea valabilă o asemenea obligațiune, prin care se face o donațiune în favoarea mamei, știut fiind că dato-

riile morale sau de conștiință pot fi convertite în obligațiuni civile prin donațiuni, dacă, bine înțeles s'au îndeplinit formele cerute de lege pentru donațiuni. (Cas. I, 419/900, B. p. 1442).

6. Regula prescrisă de art. 1008 c. civ. constituie un principiu general, ce trebuie a se aplica fără deosebire la orice contract, fie sinalagmatic, sau unilateral, fie oneros sau gratuit și prin urmare și la donațiuni, căci donațiunea întrunește toate caracterele unui adevărat contract, astfel precum este definit de art. 943 c. c., adică nu poate să ia ființă, decât prin concursul de voință a donatorului și a donatarului. (Cas. II, 56/902, B. p. 214).

7. Instanța de fond este în drept să constate că adevărata cauză a unui contract de împrumut este garantarea pretului construcției unei case, ce avea să fie clădită, așa că dacă acel contract de construcție se anulează pentru neexecutarea lui, ca consecință are să fie anulat și contractul de ipotecă. Această anulare se face și față de terții, cărora li s'a cedat sus zisul act de ipotecă. Când însă contractul de construcție în baza căruia s'a constituit ipoteca cedată, a fost executat în parte și când se susține că, deși casa nu s'a construit spre a se folosi, dar sunt părți executate care reprezintă o valoare, instanța de fond este ținută să se pronunțe asupra eventualității reducerii prețului datorit și dacă ipoteca nu poate să producă efecte în parte, în vederea valorii, ce o are casa nedefinitiv construită. (Cas. II, 270/903, B. p. 898).

8. Atât timp cât se află manifestată numai voința ofertantului nu poate fi vorba de existența unui contract ci numai de o simplă policitatiune, de îndată însă ce oferta a fost acceptată contractul este perfect încheiat în momentul acceptării, afară numai dacă răspunsul care conține acceptarea, modifică sau condiționează propunerea, în care caz răspunsul nu mai valorează ca o acceptatiune ci ca o nouă propunere, astfel că contractul nu se perfectează decât când primul propunător acceptă acest răspuns la propunerea sa. (Trib. Ilfov IV, No. 454, 1914; Dreptul 1915, p. 134).

9. A se vedea: art. 1294, 1295 și 1296 cu notele respective.

**Art. 943.** — Contractul este bilateral sau sinalagmatic când părțile se obligă reciproc una către alta. (Civ. 1020, 1021, 1179, 1294, 1405, 1410; C. com. 35; Civ. Fr. 1102).

*Text. fr. Art 1102.* — Le contrat est *synallagmatique* ou *bilatéral* lorsque les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 468;  
 BAUDRY ET BARDE, *Traité des obligations*, I, 15;  
 CAPITANT, *De la Cause des obligations*, p. 52 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 262;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 59 urm.; *Suppl. Obligations*, 7 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 149 urm.; 889 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 522;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 948 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 10-12; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 14);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 406;  
 NACU, II, p. 407.

## Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 1179 cu notele respective.

**Art. 944.** — Contractul este unilateral când una sau mai multe persoane, se obligă către una sau mai multe persoane, fără ca acestea din urmă să se oblighe. (Civ. 1180, 1181, 1576, 1587; C. com. 38; Civ. Fr. 1103).

*Text. fr. Art. 1103.* — Il est *unilatéral* lorsqu'une ou plusieurs personnes sont obligées envers une ou plusieurs autres, sans que de la part de ces dernières il y ait d'engagement.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 286; IV, ed. 5-a, p. 470;  
 BAUDRY ET BARDE, *Traité des obligations*, I, 14;  
 CAPITANT, *De la Cause des obligations*, p. 52 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 262;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 64; *Suppl. Obligations*, 8 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 68, 142 urm., 890 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 23;  
 LAURENT, XV, 323;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 522;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 948 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 10-12; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 14; IX, p. 638);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 406;  
 NACU, II, p. 407.

## Jurisprudență.

1. Contractele unilaterale se transformă în contracte sinalagmatice ori de câte ori sunt făcute cu îndatoriri sau sub condițiuni de împlinit de către partea în favoarea căreia sunt făcute. (Cas. I, 207/72, Mai 20/72, B. p. 167).

2. Actul de ratificare sau confirmare este un act unilateral nu bilateral căci legea, nu cere pentru validitatea lui concursul a două voințe, ci numai consimțământul aceluia care este în drept a-l face. (Cas. I. 451/99, B. p. 1371).

**Art. 945.** — Contractul oneros<sup>1)</sup>, este acela în care fiecare parte voeste a-și procura un avantajiu. (Civ. 1294, 1405, 1410, 1587; Civ. Fr. 1106).

1) Art. francez corespunzător 1106, zice: „à titre onéreux”.



*Text. fr. Art. 1106.* — Le contrat à titre onéreux est celui qui assujettit chacune des parties à donner ou à faire quelque chose.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 16;  
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 52 urm.;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 262;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 72; *Suppl. Obligations*, 13;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 893 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 523;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 952.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 12, 13; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 3, 557; X, p. 191; XI, p. 413);  
CANTACUZINO MATEI, p. 406;  
NACU, II, p. 409.

#### Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 975, notele 102, 103, și 104; art. 1233 cu notele respective.

**Art. 946.** — Contractul gratuit sau de binefacere este acela în care una din părți voește a procura, fără equivalent, un avantajiu celeilalte. (Civ. 800, 1532, 1560, 1591, 1652; C. com. 442 urm.; Civ. Fr. 1105).

*Text. fr. Art. 1105.* — Le contrat de bienfaisance est celui dans lequel l'une des parties procure à l'autre un avantage purement, gratuit.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 471;  
BAUDRY ET BARDE, *Tr. des oblig.*, I, 16;  
CAPITANT *De la Cause des Obligations*, p. 52 urm.;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 70 urm.; *Suppl. Obligations* 13;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 381 urm., 892 urm.;  
HUC, VII, 7;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 523;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 951 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 12, 13; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 4; IX, p. 639, 669, 699);  
CANTACUZINO MATEI, p. 406;  
NACU, II, p. 409.

#### Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 801, nota 1; art. 975, nota 103; art. 1233, notele 3 și 5.

**Art. 947.** — Contractul cu titlu oneros este comutativ, atunci când obligațiunea unei părți este equivalentul obligațiunei celeilalte.

Contractul este aleatoriu<sup>1)</sup> când equivalentul depinde, pentru una sau toate părțile de un eveniment incert. (Civ. 1294, 1405, 1411, 1412, 1491, 1635, 1636, 1639; Civ. Fr. 1104).

1) In privința contractelor aleatorii, a se vedea art. 1635, Cod. civ.

*Text. fr. Art. 1104.* — Il est *commutatif* lorsque chacune des parties s'engage à donner ou à faire une chose qui est regardée comme l'équivalent de ce qu'on lui donne ou de ce qu'on fait pour elle.

Lorsque l'équivalent consiste dans la chance de gain ou de perte pour chacune des parties, d'après un événement incertain, le contrat est *aléatoire*.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 17 urm.;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 267, 659, 700;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 65 urm.; *Suppl. Obligations*, 12;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 891 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 524, 525;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 954.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 13; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 17, 334, 335; XI, p. 639, 669, 699; X, p. 74, 76, 101; XI, p. 413); *Observație* sub. Cas. I, 8 din 10 Ian. 1911. Dreptul 51/1911;  
CANTACUZINO MATEI, p. 407;  
NACU, II, p. 410.

#### CAPITOLUL II.

Despre condițiunile esențiale pentru validitatea convențiilor.

**Art. 948.** — Condițiunile esențiale pentru validitatea unei convențiuni sunt:

1. Capacitatea de a contracta;
2. Consimțământul valabil al părții ce se obligă;
3. Un obiect determinat;
4. O cauză licită. (Civ. 949 urm., 953 urm., 962 urm., 966 urm.; C. com. 38, 39 urm., 79, 128, 488; Civ. Fr. 1108).

*Text fr. Art. 1108.* — Quatre conditions sont essentielles pour la validité d'une convention:

- Le consentement de la partie qui s'oblige;
- Sa capacité de contracter;
- Un objet certain qui forme la matière de l'engagement;
- Une cause licite dans l'obligation.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 288, 289; IV, ed. 5-a, p. 475, 476;  
BAUDRY ET BARDE, *Tr. des oblig* I, 25-1<sup>o</sup>;  
BUNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 461, 510, 526, 537;  
CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. VII, 14, 23 urm., 159;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 157, 269, 298, 425;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 83 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 11 bis;  
DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 59, 77 urm.; II, p. 149, 218;  
DEMOLOMBE, XXIV, 38;  
Huc, VII, 9;  
LAROMBIÈRE, *Théorie et pratique des obligations*, I, art. 1108, n. 1;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 527 urm.;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 969.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 21-24, 125; (III, part. I, ed. 2-a, p. 58, 59, 69; IV, part. I, ed. 2-a, p. 29, 51 n. 1, 323, 390, 418 n. 1; IV, part. II, ed. 2-a, p. 7; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 67); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 129, 443;



CANTACUZINO MATEI, p. 318 urm.; 407, 408 urm.;

DIMITRESCU GRIGORE, «Cauza obligațiunilor convenționale», Dreptul 25/908;

NACU, II, p. 416;

OTETELESANU ALEX., Notă sub. Cas. I, 1111 din 9 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924-1-245;

SİPSOM M. CONSTANTIN, «Noțiuni generale asupra obligațiunilor convenționale», 58/1907.

## INDEX ALFABETIC

Acceptare 7, 9.	Mărturisire scrisă 2.
Act autentic 3.	Moștenitori, a se vedea
Adjudecare 6, 8.	„Succesiune”.
Aleatoriu contract 1.	Nulitate 3, 4, 6, 8, 9, 12.
Alicație, a se vedea „De-	Obiect 4, 7.
mență”.	Ofertă 1, 4, 7, 9. —
Anulare, a se vedea „Nu-	Partaj 6.
litate”.	Permis de export 12.
Asigurare 1.	Policitație 1, 4, 7, 9.
Capacitate 4, 9.	Preț 4.
Cauză ilicită 12.	Prezumpțiuni 11.
Cauză licită 4.	Promisiune de vânzare
Condițională vânzare 4.	1, 4.
Consimțământ 1, 3, 4, 7, 11.	Recurs 8.
Constituție 4.	Rural imobil 4.
Contract 1, 10.	Secrete convențiuni 2.
Contract aleatoriu 1.	Sinalagmatic contract 4.
Contract sinalagmatic 4.	Smintire de minte 3, 5.
Contract unilateral 2.	Străini 4.
Demență 3, 5.	Succesori 2.
Export, permis 12.	Taxe de timbru și înre-
Holărire 6.	gistrare 10.
Imobil rural 4.	Trafic de influență 12.
Inceput de probă scrisă 11.	Unilateral contract 2.
Inexistență 4.	Vânzare silită 6.
Interzis 5.	Vindere-cumparare 2, 4,
Marturi 11.	11, 12.

## Jurisprudență.

1. Contractul de asigurare, contract aleatoriu, ca ori ce alt contract nu se poate forma de cât cu concursul, consimțământul valabil al părților contractante; unde nu e consimțământ nu este contract, el este de esența contractelor (art. 948). Voința unei părți de a contracta nu e de cât o policitație, nu devine contract perfect de cât atunci când și cealaltă parte a dat adeziunea sa ofertei ce i se făcea de a contracta. Art. 1635, care definește contractele aleatorii, în care intră și contractul de asigurare, nu derogă de la principiul general, ci din contra îl confirmă. (Trib. Ilfov. s. com., Mai 30/90, *Dr.* 58/90).

2. Convențiunile secrete intervenue între părți sunt supuse aceluiași condițiuni de validitate ca și convențiunile publice, căci părțile nu pot face indirect, aceea ce n'ar putea face în mod direct. Recunoașterea însă a unui cumpărător făcută într'un act deosebit, cum că nu este el adevăratul cumpărător, nu este convențiune, ci o declarațiune unilaterală, prin care mărturisește un fapt și deci nu poate fi supusă la aceleași condițiuni de validitate ca și convențiunile. Această mărturisire scrisă a pretinsului cumpărător face probă contra moștenitorilor săi, care s'ar crede proprietari pe imobilul cumpărat și poate fi invocată în contra lor de oricine. (Trib. Covur-lui II, C. Jud. 20/96).

3. Dacă se pretinde că o persoană eră în stare de demență, când a făcut

actul spre a se putea anula acel act pentru lipsă de consimțământ valabil, conform art. 948 codul civil, trebuie a se dovedi în mod peremptoriu, că în momentul facerii actului, adică atunci când tribunalul a luat consimțământul părților, — dacă este vorba de un act autentic, — persoana eră în stare de smintire de minte, în cât n'a putut avea nici o voință, nici discernământ. Proba, că este notoriu cunoscută starea de demență a unei persoane, nu este admisă în legislațiunea noastră, art. 503 codul Napoleon, care prevede aceasta, fiind suprimat la noi. (Apel Buc. II, *Dr.* 35/901).

4. Pentru existența unei vânzări pe lângă obiect și preț, se cere încă, conform art. 948 c. civil, capacitatea părților, consimțământul lor valabil, un obiect determinat și o cauză licită. Astfel, dacă se vinde un imobil rural unui străin, care nu poate dobândi asemenea imobile după art. 7 alin. V din Constituțiune, vânzarea urmează a fi anulată pentru lipsa de capacitate a cumpărătorului. Și cum în contractele sinalagmatice cauza se confundă cu obiectul, vânzarea unui asemenea imobil unui străin, se poate considera nu numai ca nulă, ci ca inexistentă, pentru lipsă de cauză și de obiect și, ca atare, cumpărătorul este în drept a cere restituirea prețului pe care vânzătorul îl deține fără cauză. Contractul, prin care o parte se obligă a transmite proprietatea unui lot de pământ, de îndată, ce i se va plăti integral prețul convenit, iar cealaltă parte se obligă a plăti prețul în rate, la epoci determinate, constituie un contract de vânzare condițional, iar nu o simplă promisiune unilaterală de vânzare. (Trib. Ilfov I, *Dr.* 39/904).

5. Din eliminarea textului codului francez rezultă că, de câte ori se atacă un act făcut de o persoană care în urmă a fost interzisă, reclamantul trebuie să dovedească conform dreptului comun, adică conform art. 948 codul civil, că aceea persoană nu se bucură de uzul rațiunii în momentul facerii acelui act, de oare-ce prezumpția de continuitate a demenței, care și are ființă în codul francez (semel demens, semper talis proesumitur) nu poate în lipsa unui text expres de lege, să existe în codul nostru. (Trib. Iași III, *Dr.* 24/909 p. 189).

6. Cu toate că adjudecarea în materie de eşire din indiviziune nu este o hotărîre ci o operațiune de executare a sentinței de eşire din indiviziune,

totuși atunci când veri un imobil din cele ce compun masa de împărțit trece asupra unei persoane care nu are calitatea de comostenitor, ordonanța poate fi atacată de cel ce se crede lezat, pentru că constituie instrumentul convențiunii de vânzare ce a intervenit între copărtași și cumpărător însă numai pentru motivele de nulitate arătate de art. 948 Cod. civil, iar nu și pentru motivele petru care se poate atacă asemenea convențiune forțată în caz de vânzare silită. (Apel. Buc. IV, Dr. 66/913, p. 523).

7. Art. 948 c. civ. cere, între alte condițiuni esențiale pentru validitatea unei convențiuni, și pe aceea ca obiectul să fie determinat, iar după art. 962 c. civ. obiectul convențiunii este acela la care părțile sau numai una din ele se obligă. De aci rezultă că dacă se oferă spre vânzare o porțiune de teren anume determinată, obligația nu devine perfectă și vânzătorul nu este ținut de obligația sa, decât dacă consimțământul cumpărătorului este dat asupra aceluiaș obiect determinat în întinderea sa.

Prin urmare, Curtea de apel face o justă aplicare a acestor principii de drept, când decide că Ministerul de Interne nu a acceptat oferta proprietarului, de oarece acesta oferise 114 și  $\frac{1}{2}$  hectare, iar Ministerul a acceptat 128 hectare, fără să rezulte de undeva că Ministerul a înțeles să se mulțumească și numai cu cele 114  $\frac{1}{2}$  hectare oferite. (Cas. I, decizia No. 755, din 18 Dec. 1913, dată după divergență. Jurispr. Rom. 1914, p. 120).

8. Prin art. 689 pr. civ., s'a suprimat dreptul de recurs în contra ordonanțelor de adjudecare în materie de vânzări pentru ieșire din indiviziune, pentru că în asemenea caz nu poate fi vorba de o vânzare propriu zisă în care să poată exista opozițiuni la vânzare, și drepturi contrare de apărât din partea debitorului urmărit sau a creditorului, ci este vorba de o vânzare de bunăvoie care însă se face prin mijlocirea justiției și cu formele prevăzute de lege în scopul garantării persoanelor sau instituțiilor pe care legea le-a luat sub ocrotirea sa.

Prin urmare, o asemenea ordonanță de adjudecare fiind o convențiune încheiată între comostenitori și cumpărător prin intermediul justiției nu se poate atacă în anulațiune pe cale de acțiune principală decât pentru aceleși motive pentru care se pot atacă convențiile încheiate direct între particulari bazate pe dispozițiile art. 948 c. civ., sau pe violarea condițiilor speciale și esențiale contractului de vânzare, iar nu și pentru neîndeplinirea sau nerespectarea unor chestiuni de formă, pe care Tribunalul însărcinat

cu vânzarea le tranșează în mod suveran. (Cas. I, decizia No. 259, din 5 Mai 1914. Jurispr. Rom. 1914, p. 371).

9. a) Atât timp cât se află manifestată numai voința ofertantului nu poate fi vorba de existența unui contract ci numai de o simplă policitațiune, de îndată însă ce oferta a fost acceptată contractul este perfect încheiat în momentul acceptării, afară numai dacă răspunsul care conține acceptarea, modifică sau condiționează propunerea, în care caz răspunsul nu mai valorează ca o acceptațiune ci ca o nouă propunere, astfel că contractul nu se perfectează decât când primul propunător acceptă acest răspuns la propunerea sa.

b) Cu toate că potrivit art. 948 c. civ., una din condițiunile pentru validitatea contractului este capacitatea părților contractante, totuși lipsa capacității nu atrage inexistența contractului, și care să poată fi invocată de orice parte interesată, ci numai anularea lui, care nu va putea fi cerută decât de acela în folosul căruia a fost stabilită, întrucât incapacitatea fiind create de legiuitor în dorința de a protege pe persoanele pe care le-a declarat incapabile, incapacitatea nu poate să aibă alt efect decât protecțiunea acelor persoane. (Trib. Ilfov IV, No. 454/914. Dreptul 1915, p. 134).

10. Când se constată că deși părțile nu s'au întâlnit, dar s'a alcătuit un proiect de contract care a fost scris pe timbru legal și semnat de părți, împreună cu cererea de plata taxelor, și că s'a plătit taxa de înregistrare de către creditor, în urma învoeii prevăzută în contract și a scrisorii ce i s'a adresat de către debitor, din aceste împrejurări rezultă că părțile s'au înțeles asupra tuturilor clauzelor contractului și deci există deplin acord de voințe. (Trib. Ilfov I, No. 176/915. Dreptul 1915, p. 356).

11. Deși consimțământul cumpărătoarei nu a fost exprimat în declarațiunea însăși a vânzătoarei, unde semnase numai soțul totuși, din moment ce instanța de fond a primit acea declarație scrisă a vânzătoarei, ca un început de probă scrisă, complectându cu martori și prezumțiuni, a stabilit consimțământul la cumpărarea imobilului în chestiune, soțul figurând numai pentru autorizare.

Prin urmare, instanțele de fond procedând astfel, nu violează dispozițiile art. 948 comb. cu art. 1294 c. civil. (Cas. I, Jurispr. Rom. 1919, p. 861).

12. a) Într-o obligațiune, condițiunea de a face un fapt pe care legea îl oprește, imprimă acelei convențiuni o cauză ilicită, care potrivit art. 948 c. civil atrage nulitatea contractului.



b) Vânzarea unui permis de export nu constituie un fapt ilicit, ca obținut în contra dispozițiilor art. 146 cod. penal, care pedepsește traficul de influență, pentru ca conform art. 948 cod. civil, să atragă anularea acelei vân-

zări. (Trib. Ilfov s. I com., 1066 din 5 Dec. 1924, Dreptul 2/925).

13. A se vedea: art. 448, notele 1 și 2; art. 449 cu notele respective; art. 949-968 cu notele respective; art. 1295 cu notele respective; art. 1296, notele 4-14.

#### Secțiunea I. — Despre capacitatea părților contractante.

**Art. 949.** — Poate contracta verice persoană ce nu este declarată necapabilă de lege. (Civ. 942, 948, 950 urm.; Civ. Fr. 1123).

*Text. fr. Art. 1123.* — Toute personne peut contracter, si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi.

#### Doctrină străină.

BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 632;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 75;

DALLOZ, *Rép. Obligations*, 330 urm.; *Suppl. Obligations*, 107 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 550, 551;

PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 1612; II, ed. 3-a, No. 1078.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 24-27; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 26; IV, part. II, ed. 2-a, p. 7; X, p. 10);

CANTACUZINO MATEI, p. 408;

DUMITRESCU A. M., II, 139 urm.;

NACU, II, p. 417.

#### Jurisprudență.

1. Statul având dreptul de protector numai față de stabilimentele publice cari sunt servicii ale Statului și fac parte din Stat, iar nu și față cu stabilimentele de utilitate publică, cari reprezintă interese particulare, urmează că nici o asimilare nu se poate face între ele, și deci dreptul de control pe care Statul îl exercită asupra stabilimentelor publice, nu se poate întinde și asupra stabilimentelor de utilitate publică. (Trib. Ilfov I, *Dr.* 57/908, p. 471).

2. Codul civil stabilind regula prin

art. 949, că orice persoană poate contracta, dacă nu este declarată de lege incapabilă, face să rezulte cu certitudine că în lipsa unui principiu de drept sau a unui text de lege care să impue necesitatea unei autorizări pentru validitatea actelor de dispozițiune făcute de către administratorii stabilimentelor de utilitate publică, ori ce act de dispozițiune și deci vânzarea contractată de reprezentanții acestor stabilimente este valabilă. (Trib. Ilfov I, *Dr.* 57/908, p. 471).

3. A se vedea: art. 7, art. 11, art. 475, art. 950, art. 1306 și art. 1310 cu notele respective.

**Art. 950.** — Necapabili de a contracta sunt:

1. Minorii. (Civ. 342, 390, 427 urm.; 433, 1157 urm., 1166; Pr. civ. 339);

2. Interzișii. (Civ. 435 urm., 445, 448, 449, 454, 458; Pr. civ. 339).

3. Femeile măritate, în cazurile determinate de lege. (Civ. 197, 199, 1248, 1249 urm., 1265 urm., 1281, 1283 urm., 1287 urm.; Pr. civ. 339; C. com. 10, 12, 16, 352).

4. În genere toți acei căror legea le-a prohibit oarecare contracte. (Civ. 199 urm., 390, 419, 1249, 1265, 1285, 1306—1309, 1498, 1706, 1769; Pr. civ., 339; Civ. Fr. 1124).

*Text. fr. Art. 1124.* — Les incapables de contracter sont:  
 Les mineurs,  
 Les interdits,  
 Les femmes mariées, dans les cas exprimés par la loi.  
 Et généralement tous ceux à qui la loi a interdit certains contrats.

### Doctrină străină.

BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 623, 635, 676;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 618;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 356 urm.; *Suppl. Obligations*, 112 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 395 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, 550, 551, 553;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1083 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 28-32; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 87); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 55;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 68, 408, 709;  
 DUMITRESCU A. M., II, 150;  
 GHELMEGEANU MIHAIL, „*Autorizația maritală*“. *Curier Jud.* 33/924;  
 NACU, II, p. 328, 417.

### Jurisprudență.

1. Argumentațiunea că prin aceea că în enumerațiunea art. 950 care prevede cari sunt persoanele incapabile de a contracta, nefiind cuprinsă și comuna, dânsa are liberul exercitiu al drepturilor sale, o asemenea argumentațiune este neîntemeiată, căci pe lângă aceea că dispozițiunea art. 950 nu e exactă, fiind constant că minorul pe care această dispozițiune îl califică de incapabil, nu e decât incapabil *a fi lezat* prin contractul său iar nu a contracta; apoi această dispozițiune legală nu cuprinde o enumerațiune completă a tuturor persoanelor incapabile de a contracta prin ele înșile, cum, de exemplu persoanele morale ca statul, consiliile județene și comunale, cari nu pot contracta de cât în anume condițiuni și formalități prevăzute prin diferitele lor legi organice. Și nici nu se poate stabili o analogie între situațiunea unui minor care întrebuintează manopere frauduloase pentru a face pe cineva să creadă în majoritatea sa, în care caz acest minor nu mai poate cere nulitatea convențiunei ce a încheiat, cu situațiunea unei persoane morale ca aceea a comunei, căci chiar fiind bine probate asemenea manopere din partea persoanelor fizice ce o reprezintă, natura lucrurilor, echitatea, buna dreptate se opun a declara responsabilă o colectivitate de persoane din cauza diferitelor mijloace întrebuintate de prepuși pentru a face pe cineva să creadă că acea persoană morală se bucură de complectă capacitate de a contracta. (Apel Buc. I, 45, Febr. 22/84, *Dr.* 28/84).

2. Dreptul de a face compromis, fiind

incontestabil, unul din cele mai importante în ordinea civilă, de oare ce prin el părțile înlocuiesc pe judecătorii de drept comun dați de lege prin judecători de echitate aleși de ele, scurtează sau suprimă formalitățile protectrice, renunță la garanția celor 2 jurisdicțiuni și de multe ori chiar la orice recurs în contra sentinței, de aceea legiuitorul a avut precauțiunea de a dispune prin art. 339 pr. civ., că numai acele persoane pot valabil face compromis, cari au libera dispozițiune a drepturilor lor, fiindcă compromisul derivă din dreptul de a înstrăina. Or, capacitatea juridică a comunei se află restrânsă în privinta drepturilor și a obligațiunilor care se referă la patrimoniul ei. Această restricțiune, bazată pe considerațiuni de interes public se găsește înscrisă chiar în legea ei organică; de unde rezultă „că ea nu poate să reguleze prin arbitri judecata contestațiunilor sale, fără o violare flagrantă a art. 330 pr. civ. Și nu se poate deduce din acea că art. 950 c. civ., nementionând printre incapabili și comunele, ele au plenitudinea dreptului lor, și aceasta pe motiv că acel articol trebuie complectat și cu dispozițiunile legii comunale, după care o comună nu poate contracta obligațiuni sau a face înstrăinări de cât în limitele acestei legi și numai cu îndeplinirea formalităților intrinsece și extrinsece cerute de dânsa. Și deși art. 1537 dispune ca facultatea de a transige, cuprinde și pe aceea de a face compromis, totuși rezultatul cert și prevăzut al transacțiunei pune mare distanță între acest act și compromisul al cărui rezultat incert, ca în toate hotărârile, ar putea angaja foarte grav inte-



rese care au trebuință de o protecțiune specială. Apoi art. 1537 nu face de cât să indice printr'o presupusă interpretare a vointei părților, care este întinderea mandatului, independent de condițiunile generale de capacitate cerute de art. 339 pr. civ. Astfel în virtutea acestui principiu legiuitorul prin art. 413 acordă tutorului dreptul de a transige, pe când îi refuză pe acela de a face compromis. (Apel Focșani II, 164, Nov. 15/84, Dr. 10/85).

3. După art. 199 și 950 c. civ., femeia măritată fiind incapabilă, nu poate contracta în timpul căsătoriei fără autorizațiunea soțului sau a justiției, de unde rezultă că orice contractare făcută fără autorizația soțului este și rămâne fără ființă. (Trib. Dolj III, No 53, 1913; Curier Jud. 1915, p. 225).

4. A se vedea: art. 7, art. 197, art. 199, art. 390, art. 401 și art. 1306 până la art. 1310 cu notele respective.

**Art. 951.** — Minorele <sup>1)</sup> nu poate atacă angajamentul său pentru cauză de necapacitate, decât în caz de leziune <sup>2)</sup>. (Civ. 430, 1157 urm., 1163; Civ. Fr. 1125 § 1).

*Text. fr. Art. 1125 § 1.* — Le mineur, l'interdit et la femme mariée ne peuvent attaquer, pour cause d'incapacité, leurs engagements, que dans les cas prévus par la loi.

#### Doctrină străină.

ARNTZ, III, 278;  
 AUBRY ET RAU, IV, § 335, p. 253;  
 BAUDRY, *Précis* II, 1157;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 76, 80, 593, 618, 648, 560; ed. 1-a, III, p. 42;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 270 bis, XI urm.;  
 DEMOLOMBE, VII, 822; XXIX, 88;  
 DURANTON, X, 280 urm.;  
 HUC, VIII, 211;  
 LAURENT, XVI, 24 urm.;  
 MARCADÉ, IV, 888 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 552;  
 PANDECTES FR., *Obligations*, I, 6341 urm.;  
 PLANIOL, II, 1123;  
 THIRY, III, 98, p. 127;  
 TROPLONG, *Vente*, I, 166; *Hypoth.*, II, 488 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 17 urm., 23; (III, part. II, ed. 2-a, p. 835); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 47, 445;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 68, 85, 90, 408.

#### INDEX ALFABETIC

Acțiune în resciziune, a se vedea „Leziune“.	Legea rurală 4.
Adjudecare 9.	Leziune 10.
Anulare, a se vedea „Nulitate“.	Minor 1-10.
Asi-tență 5, 7, 9, 10.	Minor emancipat 7-10.
Cambie 10.	Nulitate 2, 5, 7, 9, 10.
Capacitate 1, 2, 4, 8, 9, 10.	Omologare 9.
Comerț 2.	Pământ rural 4.
Consiliu de familie 9.	Prejudiciu 5.
Curator 7, 9, 10.	Probe 7, 10.
Dovadă 7, 10.	Resciziune, a se vedea „Leziune“.
Folos 2.	Rurală lege 4.
Împrumut 9.	Rural pământ 4.
Incapacitate, a se vedea „Capacitate“.	Societate 2.
Instrăinare 5, 7.	Statut personal 1.
	Tutor 5, 7, 9, 10.
	Vindere-cumpărare 5, 7.

#### Jurisprudență.

1. Acțiunea în resciziune, în caz de leziune, ce se acordă minorilor, pentru actele făcute fără îndeplinirea formelor legale, este de statut personal, fiind o chestiune de capacitate și deci supusă legilor naționale ale minorului, starea persoanelor fiind indivizibilă și urmărindu-le ori unde s'ar afla. (Trib. Ilfov II, C. Jud. 33/94).

2. Contractul de societate pentru a se face acte de comerț, încheiat de un minor, fără îndeplinirea prescrip-

1) Art. francez corespunzător, 1125, spune: „Le mineur, l'interdit et la femme mariée.“

2) Art. francez 1125, în loc de a zice: „de cât în caz de leziune“ ca în textul român, se exprimă astfel: „que dans les cas prévus par la loi“.

țiunilor prevăzute de art. 10 din codul de comerț, este nul pentru lipsa de capacitate, iar nu supus numai resciziunii pentru cauză de leziune. Cu toate acestea, însă, minorul, prin aplicarea art. 1098 și 1164 din c. civ., cată a fi considerat ca obligat în mod valabil în cât privește folosul ce a putut avea dintr'un asemenea act. (Cas. II, 209/95, B. p. 1248).

3. Minorul nu poate exercita acțiunea în resciziune a obligațiunilor contractate prin acte pentru cari legea nu cere o formalitate specială, de cât dovedind leziunea. Această leziune trebuie să-și aibă cauza sa în însăși convențiunea făcută de dânsul, sau cel puțin să fie o consecință neapărată a acestei convențiuni. (Trib. Tecuci, *Dr.* 28/98).

4. Legea rurală din 1864 și cea interpretativă din 1879, necerând și condițiunea ca cel ce cumpără pământ rural să fie major, urmează că o atare condițiune de capacitate rămâne supusă dreptului comun, și prin urmare, numai minorul se poate prevala de incapacitatea lui în caz de leziune. (Cas. I, 20 Ianuarie 1906, B. p. 30. In același sens: Cas. I, 8 Oct. 1907, B. p. 1473).

5. Art. 951 din codul civil, relativ la anularea actului făcut de minor în caz de leziune, se referă la acele acte pentru validitatea cărora legea cere numai asistența tutorului, precum sunt obligațiunile personale luate de minor, iar nu și la înstrăinările de bunuri nemiscătoare supuse la formalități speciale, și a căror neobservare aduce nulitatea actului în afară de orice prejudiciu. (Cas. I, 435 din 22 Mai 1912, B. p. 925, *Curier Jud.* 63/912).

6. Actele făcute de minor în timpul minorității sale, sunt valabile potrivit art. 951 și 952 codul civil, și nu pot fi atacate decât de dânsul și numai în caz de leziune. (Apel Galați I, *Dr.* 32/909, p. 253).

7. Dovedirea leziunii prevăzută în art. 951 și 1157 din codul civil, se referă numai la acele acte pentru care legea cere simpla intervențiune a tutorului sau asistența curatorului, iar în conformitate cu art. 430 sunt acte juridice a căror validitate depinde de observarea unor formalități speciale impuse de lege, cum este vânzarea bunurilor imobiliare, fie chiar ale unui minor emancipat, care nu este ținut să dovedească vreo leziune, întru cât nulitatea decurge din însăși caracterul prohibitiv al actului, și minorul este lezată numai prin faptul pur și simplu că nu s'a bucurat de protecțiunea ce legea a voit să-i asigure. (Jud. oc. Sinaia, *Dr.* 54/910, p. 435).

8. Potrivit dispozițiunilor art. 951 și 1157 din codul civil, minorul, fie emancipat, fie neemancipat nu poate ataca

angajamentele luate de dânsul pentru necapacitate, de cât în caz de leziune. (Judec. oc. II Călărași, *Dr.* 73/912, p. 615).

9. Dispozițiua din art. 429 din codul civil, că minorul emancipat, ca și cel neemancipat, nu se va putea împrumuta fără deliberațiunea consiliului de familie adeverită de Tribunal, este prescrisă de legiuitor din cauza importanței actului și în scop de a garanța mai deplin interesele minorilor; de aci urmează că aceste formalități sunt create chiar pentru validitatea actului și neîndeplinirea lor atrage nulitatea de oarece actul a fost încheiat fără întregirea capacității persoanei, iar sancțiunea acestei nulități rezultă virtual din termenii imperativi și caracterul prohibitiv al textului legii.

Dispozițiunea din art. 951 din codul civil, după care minorul nu poate ataca angajamentul său pentru cauză de necapacitate decât în caz de leziune, nu are în vedere de cât actele minorului emancipat sau neemancipat, privitoare la obligațiunile pentru care legea n'a cerut de cât simpla intervențiune a tutorului sau asistența curatorului și pe care dânsul le-a făcut în lipsa acestora; iar nu și la obligațiunile rezultând din acte juridice, pentru cari legiuitorul le-a supus unor formalități speciale și cari sunt izbite de nulitate numai din cauza neobservării acestor formalități.

Această distincție fundamentală reesă învederat din textul art. 1163 din codul civil, care prevede, pe de o parte, nulitatea pentru lipsa de formă, și pe de alta nulitatea pentru cazul de leziune; de unde consecința logică că art. 951 și 1157 nevorbind decât de leziune și neocupându-se câtuși de puțin de actele a căror importanță cere îngrijirea lor cu anumite formalități, nu înțelege a avea în vedere de cât actele ordinare pentru cari legiuitorul n'a prescris acele forme speciale.

Prin urmare, dacă minora emancipată prin căsătorie ca și minorul neemancipat s'au împrumutat fără îndeplinirea formelor cerute de art. 429 din codul civil, un atare împrumut este nul, chiar dacă le-a folosit, iar ordonanța de adjudecare care se bazează pe un titlu nul urmează a fi casată. (Cas. II, 6 Aprilie 1912, B. p. 692).

10. Obligațiunea impusă minorului prin art. 951 c. c., de a dovedi leziunea atunci când atacă pentru cauză de necapacitate angajamentele sale, se referă numai la convențiunile sau angajamentele în cari minorul se poate obliga singur cu asistența numai a tutorului sau curatorului său iar nu și la contractele pentru încheerea cărora legea îl declară absolut incapabil substituindu-l prin tutorul său și cari sunt



nule. In specie minorul semnase o cambie. (Cas. III, 129 din 30 Mart. 1920. Curier Jud. 44-45/920).

11. A se vedea: art. 403, nota 1; art.

410, nota 1; art. 411 cu notele respective; art. 952, nota 4; art. 1164, nota 8; art. 1157 cu notele respective.

**Art. 952.** — Persoanele capabile de a se obliga nu pot opune minorului, interzisului, femeii măritate, necapacitatea lor. (Civ. 207, 961, 1157 urm., 1163, 1164 urm., 1166, 1167, 1190; Civ. Fr. 1125 § 2).

*Text. fr. Art. 1125. § 2.* — Les personnes capables de s'engager ne peuvent opposer l'incapacité du mineur, de l'interdit ou de la femme mariée, avec qui elles ont contracté.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 251, 252; IV, ed. 5-a, p. 417;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 648, 650, 676;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 76, 80, 593, 618, 648, 560; ed. 1-a, III, p. 42;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 359 urm.; *Suppl. Obligations*, 112 urm.;  
 LAURENT, XVIII, 555;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 552;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 243-2°, 1621.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, I, ed. 2-a, p. 289, 377 n. 1, 787 urm.; V, p. 32-35; (II, ed. 2-a, p. 718, 752, 759, 766, 778, 869 nota; III, part. II, ed. 2-a, p. 231, 835 n. 3; IV, part. I, ed. 2-a, p. 69, 74, 245, 246; VI, p. 447, 677; VII, p. 5, 6, 13 n. 2, 20, 40; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 80, 421; IX, p. 569-571, 644, 674-676; X, p. 11, 12, 124, 203 n. 4, 231); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 55, 57, 176; *Observație* sub. Trib. Bacău 520 din 7 Nov. 911. Dreptul 14/1912;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 68, 403, 211;  
 CORODEANU N., *Notă* sub. C. Apel Constanța 32 din 18 Oct. 919. Pand. Rom. 1922, II, 49;  
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice* vol. I, p. 121 urm.: „Adopțiune, Consimțământul tatălui“; p. 126 urm., „Adopțiunea nevârstaicului“;  
 GORUNEANU I. TULLIUS, *Observație* sub. Trib. Prahova, s. III, 381 din 13 Iulie 1923. Pand. Rom. 1924-III-30; *Nota* sub. Trib. Prahova s. III, 381 din 13 Iulie 1923, Jurispr. Gen. 1/924, No. 45;  
 HOZOC D., *Notă* sub. Trib. Dorohoi 92, din 17 Mai 1921. Pand. Rom. 1923-II-30;  
 NACU, II, p. 417;  
 STRELICESCU ALEXANDRU, *Notă* sub. Trib. Ilfov, S. Not. 70 din 26 Mart. 1924, Pand. Rom. 1924-II-203.

#### INDEX ALFABETIC

Anulare, a se vedea „Nulitate“.	Instrăinare 1.
Autorizație maritală 3.	Interzis 7.
Calitate 6, 7.	Juriconsulți 10.
Capacitate, a se vedea „Incapabil“ și 1, 3, 4, 6.	Leziune 1, 4.
Confirmare 10.	Licitatie 3.
Consiliu de familie 10.	Mănăstiri 1.
Consimțământ 1.	Minori 2, 4, 5, 7.
Contestație 6.	Moștenitori 9.
Cumpărător 3.	Nulitate 1, 2, 5-10.
Delict civil 9.	Partaj 2, 10.
Dol 1.	Persoane morale 1.
Dotă 3.	Rati ficare 10.
Eroare 1.	Resciziune 1.
Evicțiune 3.	Succesori 9.
Femeie măritată 7, 8, 9.	Tranzacție 10.
Fraudă 9.	Tutor 7, 10.
Incapabil, a se vedea „Capacitate“ și 2, 4, 5, 7.	Vindere-cumpărare 1, 3.
	Violență 1.

#### Jurisprudență.

1. Legea consideră pe mănăstiri ca persoane morale incapabile de a contracta și prescrie anume formalități.

de observat în administrarea și alienarea bunurilor mănăstirești; aceste formalități erau prescise pentru a completa capacitatea acestor persoane morale și numai în favoarea lor; astfel numai aceste persoane incapabile pot exercita acțiunile de nulitate sau de rescisiune când cred că consimțământul lor este viciat prin eroare, violență ori dol, sau când cred că au suferit vre-o leziune. (Cas. I, 85/Mai 29/88. B. p. 241).

2. Comoștenitorii majori, fiind legați prin consimțământul ce au dat la partagiul, conform celor prescise de art. 952, nu mai pot ataca împărțeala, ci numai singur minorul în interesul căruia s'a cerut de lege îndeplinirea acelor formalități. (Cas. I, 4/Ian. 5/88. B. p. 7).

3. Cumpărătorul nu poate invoca temerea de evicțiune, bazată pe cumpă-

rarea unui imobil total fără licitațiune publică, căci prin aceasta ar invoca incapacitatea vânzătorului, adică a unei persoane incapabile, ceea ce este interzis de art. 952 c. civ., cu atât mai mult cu cât în cunoștință de cauză n'a îndeplinit formalitatea. (Apel Iași I. C. Jud. 17/99).

4. După dispozițiunile art. 952 din cod. civil, persoanele capabile de a contracta, nu pot opune minorului neapacitatea lui, pe care numai acesta, potrivit art. 951 din cod. civil, o poate invoca în caz de leziune. (Cas. I, 8 Oct. 1907, B. p. 1473).

5. Minoritatea fiind o cauză de nulitate relativă, ea nu poate fi invocată decât de minor, iar nu de majorul cu care minorul a contractat. (Cas. I, 7 Apr. 1910, B. p. 602).

6. Dacă lipsa capacității unei persoane care face ca actul să devie anulabil nu poate fi invocată, potrivit art. 952 c. civ., de cât de însuși incapabilul, lipsa calității și puterii unei persoane de a intenta acțiunea a cărei inadmisibilitate se cere, poate fi invocată de orice persoană interesată, în orice stare a procesului și chiar în contestație. (Trib. Romanați, *Dr.* 64/910, p. 514).

7. Dispozițiunile art. 952 cod. civil, potrivit cărora persoanele capabile de a se obliga nu pot opune minorului, interzisului sau femeii măritate incapacitatea lor, se aplică numai la nulitățile relative, nu și la cele absolute, cari pot fi ridicate de orice parte interesată, astfel că lipsa de putere și calitate a unui tutor legal de a intenta o acțiune în numele copiilor majori, poate fi invocată de orice parte, ea având de efect nulitatea completă a sentinței. (Apel Craiova I, *Dr.* 73/910, p. 584).

8. Autorizarea maritală la facerea unui act juridic de către femeie fiind cerută de lege în interesul femeiei măritate, lipsa unei asemenea autorizațiuni constituie o nulitate relativă, care nu poate fi invocată decât de femeie iar nu și de către partea cu care incapabilul a contractat. (Cas. I, No. 343, 1914; *Jurispr. Rom.* 1914, p. 472).

9. Când femeia contractează, fără autorizarea bărbatului, sancțiunea constă, în acțiunea în anulare, prevăzută de art. 207 c. civ., pe care o are bărbatul, în baza respectului datorit autorității maritale și în interesul conservării patrimoniului familiei, precum și însăși femeia care a contractat și moștenitorii lor.

Pentru admisibilitatea acestei ac-

țiuni nu se cere decât faptul dovezii că convențiunea a fost contractată de soție în timpul căsătoriei, fără autorizarea bărbatului, indiferent dacă cealaltă parte a știut ori nu acest lucru, întru cât cel ce a contractat cu un incapabil nu are să-și impute decât lui, că nu a cercetat la timp condițiunea juridică a femeiei cu care a contractat, afară de cazul când incapabilul întrebuințează manopere frauduloase, sau faptul său constituie un delict civil, care ar fi îndreptățit pe cealaltă parte să creadă că contractează cu o persoană capabilă. (Cas. I, No. 244, 1919; *Jurispr. Rom.* 1920, p. 36).

10. În conformitate cu art. 411 și 747 din codul civil, împărțeala atingătoare de averea minorului, ca să poată avea tăria legală, trebuie să se facă prin judecătoria, în urma unei prețuiri prin experți numiți de Tribunal și după îndeplinirea tuturor formelor legiuite, prevăzute atât de capitolul tutelei (ex: avizul consiliului de familie), cât și la art. 728 și urm. din codul civil, privitoare la împărțirea succesiunii.

Chiar dacă în speță s'ar interpreta actul invocat de părți ca o transacțiune, conform art. 413 acelaș cod, tutorele nu poate precurmă prin transigere pricini atingătoare de interesele minorului, decât numai cu autorizarea consiliului de familie și după avizul a trei juriconsulți desemnați de procurorul tribunalului, aviz aprobat de tribunal, după ce va fi ascultat și concluziile procurorului.

Nulitatea, care rezultă din nerespectarea acestor dispozițiuni legale imperioase, este absolută. Ea nu se poate ratifica ulterior și nici prescrie. Această nulitate poate fi oricând invocată atât de minor (prin tutorele său), cât și de majorul cu care minorul a contractat.

Un act de partaj sau de transacție, făcut fără paza formelor legale, poate fi deci atacat cu succes de majorul, căruia îi poate profita nulitatea prevăzută de lege (la fel ca și minorului) atunci când majorul are interes să invoace această nulitate. (Trib. Prahova III, sent. civ. 381 din 13 Iulie 1923. *Jur. Gen.* 1924, No. 45; *Pand. Rom.* 1924, III, 30).

11. A se vedea: art. 199, notele 1 și 2; art. 207 cu notele respective; art. 390, nota 27; art. 402, notele 1 și 8; art. 411, notele 4 și 7; art. 412, nota 3; art. 747, nota 1; art. 951, notele 4 și 6; art. 1231, notele 14, 15 și 18.

#### Secțiunea II. — Despre consimțământ.

**Art. 953.** — Consimțământul nu este valabil, când este dat prin eroare, smuls prin violență, sau surprins prin dol. (Civ.



162, 790, 954 urm., 956, 961, 993, 1092, 1352 urm., 1712, 1909; Civ. Fr. 1109).

*Text. fr. Art. 1109.* — Il n'y a point de consentement valable si le consentement n'a été donné que par erreur, ou s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, I, p. 363; IV, p. 289-295, 298; IV, ed. 5-a, p. 477-485, 488, 496, 497, 501;  
 BAUDRY ET BARDE, *Tr. des oblig.* I, 27-33, 35-38, 40, 41;  
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 605, 616;  
 CHARDON, *Du dol et de la fraude*, I, 88;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 76, 167;  
 DALLOZ, *Rép.*, Obligations, 45, 88 urm., 102, 174, 2614; *Suppl.*, Obligations, 16 urm., 25, 29, 53, 109;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 16, 16 bis, III, IV, 20 bis, 39;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 45-50, 52-60, 63-71, 87, 100, 101, 103, 113, 125, 129, 150;  
 GUILLOUARD, *Tr. de la vente et de l'échange*, I, 16, 27;  
 HUC, VII, 11 urm., 14, 15, 18, 21, 27, 30;  
 LAROMBIÈRE, *Th. et prat. des oblig.*, I, art. 1101, n° 4, 9-11, 13, 14, 18-21, 23, 24, 27, 30;  
 1108 n° 18, 1110, n° 2, 3, 6, 12, 22, 23, 30; 1124, n° 10;  
 LAURENT, XV, 464, 466-471, 473-477, 479, 481-483, 502-510, 519;  
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, III, 16, 27;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 529;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 969 urm., 1047, 1048;  
 ROUSSEAU, *De la coresp. par lettres-missives et télégr.* 83 urm.;  
 THALLER, *Tr. élém. de dr. comm.*, ed. 2-a, p. 531;  
 TROPLONG, *De la vente*, I, 19;

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, X, p. 45; (III, part. II, ed. 2-a, p. 833, 836, 844; IV, part. I, ed. 2-a, p. 48, 596 n. 3; IV, part. II, ed. 2-a, p. 185; VII, p. 9, 266; IX, p. 568; X, p. 192, 220); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 409, 445; *Observație* sub. Cas. II, 2045 din 26 Sept. 1907. Dreptul 74/1907; *Observație* sub. Trib. Tecuci. 205 din 28 Oct. 917. Dreptul 24/1920; „*Autenticitatea unui act împiedică ea pe partea care a contractat în formă autentică de a atară convenția pentru cauză de eroare?*” Curier Jud. 79/901; *Notă* sub. Trib. civil St. Marcellin (Isère), 11 Ian. 1922. Jurispr. Gen. 19/1923, No. 1384;  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. Judec. ocol Herța-Dorohoi, 217 din 11 Iunie 923. Curier Jud. 2/924; *Notă* sub. C. Apel Chișinău, 6 din 7 Martie, 1923. Pand. Rom. 1923, II, 194;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 64, 65, 66, 412 urm.;  
 DANIELOPOL D. G. DR. CĂPITAN, *Observație* sub. Trib. civil din Valence. Curier Jud. 67/913;  
 FIŢEȘCU N. I., *Notă* sub. Trib. Covurlui s. I, 103, din 1 Mai 1920. Pand. Rom. 1922, II, 85;  
 IONAȘCU R. TRAIAN, *Notă* sub. Cas. I, 164, din 11 Iunie 1879 etc. Pand. Rom. 1922, I, 324;  
 IONESCU M. C., „*Dovada stării de demență*”, *Justiția* (Craiova) 1/925;  
 LĂZĂRESCU EM. ALEX., „*Despre eroarea de drept*”. Curier Jud. 5/1921; *Regula de drept și jurisprudența actuală*, „*Despre Eroarea de drept*”, p. 5;  
 NACU, II, p. 422; „*Manifestarea voinței și actele juridice*”. Curier Jud. 41/1909;  
 PANCU N. NICOLAE, „*Observațiuni asupra aplicării maximei: „Nemo censetur ignorare legem*”. Curier Jud. 14/1914;  
 PETIT EUGEN, „*Codul nostru și eroarea în materie de partaj*”. Curier Jud. 15/913;  
 VASILESCU P., *Notă* sub. Trib. Brăila, s. II, 750 din 29 April 1922. Curier Jud. 1/925;  
 VELESCU ALEX., *Notă* sub. Trib. Ilfov, s. II, 719 din 9 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922, II, 27.

### INDEX ALFABETIC

Alienație 4.	Codicil 10.	Dovadă 2, 3, 7, 8, 9.	Rectificare 1.
Anulare, a se vedea „Nulitate”.	Compturi 1.	Eroare 1, 2, 5, 9.	Recunoaștere de copil 11 bis.)
Apreciere suverană 7.	Concubinaj 6, 7.	Filiațiune 11 bis.	Renunțare 1.
Beție 4.	Consimțământ 1-12.	Inexistență 4.	Simulație 12.
Boală 10.	Copil, recunoaștere 11 bis.	Legitimare 11 bis.	Sugestie 3, 8, 10, 11.
Bună credință 5.	Creață 5.	Marturi 3, 7, 8.	Surprindere 2.
Captație 3, 6, 7, 8, 10, 11.	Dar remunerator 11.	Medic 10, 11.	Suverană apreciere 7.
Cedent 5.	Debitor 2.	Nebunie 11.	Testament 3, 6, 7, 8, 10, 11.
Cesionar 5.	Demență 4.	Neglijență 1.	Testament olograf 10.
Cesiune 5.	Dol 5, 6, 7.	Nulitate 5, 6, 8, 10.	Violență 5.
	Donație remuneratoare 11.	Olograf testament 10.	Voință 4, 8.
		Prezumțiuni 2, 7, 8.	
		Probe 2, 3, 7, 8, 9.	

## Jurisprudență.

1. Compturile încheiate, verificate, aprobate și plătite nu se pot rectifica pentru eroarea ce ar fi comis-o singură partea, căci aceea eroare ar lua denumirea de neglijență, și ori cine e neglijent nu are nimic să impute altuia: *volenti non fit injuria*. Acel care comite erori în detrimentul său personal le plătește fără nici un mijloc de reclamațiune. Așa fiind este inadmisibil în drept ca cineva să se plângă de greșeala sa, de neglijența sa. Cu aceasta nu voim a confundă eroarea care cade asupra substăntei obiectului convențiunii, căci atunci eroarea e un viciu al consimțământului; ci vorbim de eroarea care nu e un viciu al consimțământului, ci efectul unei neglijențe, care e o voință liberă. Dacă dar partea nu a verificat și nu a cerut la timp schimbarea compturilor, prin aceasta a renunțat la dreptul de a le discuta și cercetă. (Apel Buc. III, Mai 30/84, Dr. 60/84).
2. Deși debitorul poate fi admis a probă surprinderea sau ignoranța celor ce a semnat, dar aceasta nu însemnează că este vreo prezumpțiune contra debitorului, ci este o probabilitate contra lui, pe care el trebuie s'o dărâme prin mijloacele ce legea îi pune la dispoziție. (Trib. Ialomita, 1724, Iunie 10/85, Dr. 56/85).
3. Legiitorul neadmitând captatiunea și sugestiunea drept cauze speciale viciind testamentul, trebuie ca să se precizeze cari sunt manoperile frauduloase, și în ce circumstanțe a fost înșelat testatorul ca să facă testamentul. Ne arătându-se dar fapte precise și pertinente în cauză, urmează ca probă testimonială să fie respinsă. (Trib. Ilfov, IV, Iun. 26/90, Dr. 53/90).
4. Orice convențiune presupune acordul voințelor celor ce contractează. Dacă unul din contractanți nu are voință, fie din cauză de nebunie, fie din ori ce altă cauză care-i ridică uzul voinței și rațiunii în momentul contractării, cum ar fi beția, acel acord nu a putut exista și prin urmare convențiunea este inexistentă. (Trib. Dolj, II, Iunie 12/93, Dr. 62/93).
5. Nulitatea unei creanțe pentru cauză de dol din partea cedentului este opozabilă cesionarului chiar când el ar fi de bună credință ca și nulitatea fondată pe violență sau eroare. (Cas. III, 332 din 13 Nov. 1909, Dreptul 18/910).
6. a) Captatiunea, adică afecțiunea simulată în scop de a atrage bună-voința cuiva pentru a obține un beneficiu, nu anulează testamentul decât atunci când este însoțită de manopere frauduloase, de dol, și când numai grație acestor manopere întrebuițate asupra testatorului s'a schimbat voința acestuia.
- b) Cu toate că concubinajul prin sine însuși nu este un motiv de anulare testamentului, totuși el constituie un element important al captatiunii fiindcă în concubinaj voința își pierde toată independența și orice însușări cât de mici prind influență față de concubin. (Apel Buc. I, No. 108, 1914; Dreptul 1914, p. 364).
7. a) Mijloacele ilicite întrebuițate în captatiune pot fi stabilite prin toate mijloacele de probațiune admise de lege, între care și proba testimonială și prezumpțiunile, și aparține judecătorilor fondului de a aprecia valoarea acestor dovezi pentru stabilirea mijloacelor dolosive.
- b) Deși în dreptul modern, în deosebire de vechiul drept, concubinajul nu constituie prin el însuși o cauză de incapacitate de a da sau a primi prin testament, totuși el unit cu alte mijloace dolosive poate și astăzi să fie considerat ca un element al captatiunii și Curtea de apel judecând astfel pentru a decide că voința testatorului a fost fructul unei captatiuni din partea concubinei sale n'a săvârșit nici un exces de putere. (Cas. I, No. 189/915, Dreptul 1915, p. 211).
8. a) Un testament poate fi anulat de câte ori se stabilește în fapt că nu este rezultatul voinței libere a testatorului.
- b) Captatiția sau sugestia sunt uneltiri viclene, fie ale unei persoane, fie ale unei a treia persoane.
- c) Cel ce invoacă captatiția trebuie să dovedească faptele și să arate persoanele ce au întrebuițat-o.
- d) Captatiția poate fi dovedită cu martori și prezumpțiuni. (Trib. Tecuci 205 din 28 Oct. 1917, Dreptul 24, 1920).
9. Pentru a există eroare de drept în privința consimțământului, se cere ca ea să fie plauzibilă, judecătorul având a aprecia dacă partea ce o invoacă și care e datoare s'o probeze a putut sau nu să fie înșelată. (Trib. Tecuci 26 Iulie 1920, Dreptul 15/921).
10. Judecătorii fondului pot anulă un testament olograf și codicilul ce-l completează când toate circumstanțele de fapt dovedesc că testatorul a dispus sub influența captatiției și sugestiei, exercitate de medicul care l'a îngrijit în ultima boală. (Trib. Ilfov s. III, 474 din 27 Iunie 1921, Pand. Rom. 1922, II, 154).
11. Darul remunerator de o valoare prea mare față de serviciile prestate și îngrijirea dată testatorului, face dovadă de un adevărat abuz de influență comis de doctorul ce-l invoacă. (Trib. Ilfov s. III, 474 din 27 Iunie 1921, Pand. Rom. 1922, II, 154).



11 bis. O legitimare nu poate fi atacată de cât prin unul din mijloacele prevăzute de art. 953 c. civil, astfel că nesinceritatea recunoașterii din partea tatălui nu constituie o cauză de anulare pentru vicierea consimțământului său, când a fost făcută cu formele legale. (Trib. Brăila s. II, 750 din 29 Aprilie 1922, Curier Jud. 1/925).

12. Simulația unui act presupune un consimțământ valabil, prin urmare ea exclude cu desăvârșire ipoteza lipsei de

consimțământ a părților. (C. Apel Constanța 89 din 3 Nov. 1922, Curier Jud. 24/923, Pand. Rom. 1923, III, 87).

13. A se vedea: art. 162 cu notele respective; art. 448, notele 1 și 2; art. 449 cu notele respective; art. 802 notele 1, 15, 22, 23, 24, 25 și 26; art. 856, notele 2, 3, 4, 6; art. 948 cu notele respective; art. 966 nota 12; art. 954-961 cu notele respective; art. 1173, Index, „Consimțământ”, „Dol”, „Eroare” și „Violență” cu notele respective.

**Art. 954.** — Eroarea nu produce nulitate decât când cade asupra substanței obiectului convențiunei.

Eroarea nu produce nulitate când cade asupra persoanei cu care s'a contractat, afară numai când considerațiunea persoanei este cauza principală, pentru care s'a făcut convențiunea. (Civ. 162 urm., 801, 961, 992, 1206, 1352, 1560, 1591, 1712, 1900; C. com., 454, 783; Civ. Fr. 1110).

*Text. fr. Art. 1110.* — L'erreur n'est une cause de nullité de la convention que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet.

Elle n'est point une cause de nullité, lorsqu'elle ne tombe que sur la personne avec laquelle on a intention de contracter, à moins que la considération de cette personne ne soit la cause principale de la convention.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 296-298; IV, ed. 5-a, p. 490-496;  
 BAUDRY ET BARDE, *Tr. des oblig.*, I, 54-57, 59, 61-63, 66, 71, 103;  
 BUNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 483, 596;  
 CAPITANT, *De la cause des obligations*, p. 43, 192, 193, 194, 211, 212 urm., 232;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 69, 70; II, p. 279, 280 urm., 482, 727;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 110 urm.; *Suppl. Obligations*, 32 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 16 bis, II, V; 17 bis, I, III; 18;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 361 urm., 582, 587; II, p. 381, 419 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 91, 94, 100-106, 109, 111, 114-119, 121, 127, 128;  
 HUC, VII, 20, 22, 23, 27;  
 LAROMBIÈRE, *Th. et prat. des oblig.* I, art. 1110, n° 3, 4, 7, 11, 13-17, 20;  
 LAURENT, XV, 488, 494-496, 498-500;  
 MARCADÉ, art. 1110, n° 2 și 3;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, 529 urm.;  
 PLANTOL, II, ed. 3-a, No. 969 urm., 1047, 1048, 1053 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 46-57; (III, part. II, ed. 2-a, p. 833, 836, 844; IV, part. II, ed. 2-a, p. 185; IX, p. 568; X, p. 192, 220); *Notă* sub. Trib. Dax (Landes), 11 Ian. 1921. *Jurispr. Gen.* 21/1924, No. 1242;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 24, 64 urm., 412 urm.;  
 CERBAN AL., „*Teoria actelor juridice*”. Dreptul 83/1908; Dreptul 6/1909;  
 IONASCU R. TRAIAN, *Notă* sub. Cas. I, 164 din 11 Iunie 1879 etc. Pand. Rom. 1922-I-324;  
 LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, „Despre eroarea de drept”. Curier Jud. 5/921; *Regula de drept și jurisprudența actuală*. „Despre Eroarea de drept” p. 5;  
 NACU, II, p. 423 urm.;  
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. Fr. 18 Dec. 912. Dreptul 40/1913;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Nota* sub. C. Apel Besançon; 9 Dec. 920. Pand. Rom. 1922-III-66.

#### Jurisprudență.

1. După art. 969 convențiunile legal făcute au putere de lege între părțile contractante; ele nu se pot revoca, și prin urmare clauzele stipulate nu se

pot modifica de cât prin consimțământul mutual. Eroarea ce s'ar pretinde și dovedi de parte că a avut loc la contractare, produce, după art. 954, nu menținerea convențiunei cu modificății sau reduceri arbitrării, ci însăși

nulitatea convențiunii, al cărei anulari, efectul este de a pune pe părți în starea în care erau mai înainte de a contracta. Și nu veri ce fel de eroare poate să producă această nulitate, ci numai când ea cade asupra substanței obiectului convențiunii sau asupra persoanei cu care s'a contractat. Prin urmare ori ce altă specie de eroare nu poate produce nici anulara și nici modificarea convențiunii. (Cas. I, 164/Iun. 11/79, B. p. 484 și Pand. Rom. 922, I, 324).

2. Este o regulă de rațiune că rectificându-se o eroare de calcul această rectificare se operează *ex tunc* și nu numai *ex nunc*. (Cas. I, 282/Sept. 3/80, B. p. 314).

3. Eroarea asupra persoanei nu aduce anulara unei convențiuni, decât numai atunci când considerațiunea persoanei este cauza principală pentru care s'a făcut convențiunea. Așa, dacă testatorul zice în testamentul său că lasă avera fraților săi M. și E., deși legalmente aceștia nu-i erau frați, aceasta nu poate constitui o eroare asupra persoanei legatarilor, de natură a anula testamentul. (Apel Buc. III, Dr. 34/902).

4. Eroarea asupra calității substanțiale a obiectului poate fi o cauză de nulitate a convenției însă cu o condițiune, aceea ca elementul asupra cărui poartă eroarea să se fi avut în vedere de părți în momentul contractării și ca aceea calitate asupra căreia reclamantul pretinde că s'a înșelat să fi format o condițiune esențială a convențiunii părților. (Trib. Iași s. I, 7 Dec. 1909. Dreptul 22/910).

5. Eroarea căzând asupra valorii lucrului confundându-se cu leziunea, nu poate da loc la o acțiune în anulare de contract. (Judec. Zătreni 368/914. Curier Jud. 46/915).

6. Eroarea care poartă asupra motiului juridic nu poate vicia consimțământul de cât atunci când a fost cauza unică și determinantă a obligației. Nu se poate deci considera ca o eroare de drept aceea care poartă asupra adevăratului înțeles al unui text de lege, atunci când părerile sunt împărțite, când există o controversă asupra soluției, de oare ce însăși această contrarietate de opinii face să se nască îndoielă dacă eroarea a fost cauza prin-

cipală a obligației, astfel în cât în acest caz, eroarea nu poate duce la nulitate în virtutea maximei „in dubio nocet error erranti”. (C. Apel Galați s. I, 9 din 19 Febr. 1921. Pand. Rom. 1923, II, 263).

7. Eroarea nu poate duce la stricarea unei convențiuni decât când se rapoartă la substanța lucrului. Prin cuvântul substanță se înțelege substanța prestațiunii la care s'a obligat părțile, iar nu materialitatea lucrului, care a format obiectul direct al convențiunii. Prestațiunea este aceea pe care părțile au determinat-o, de unde rezultă că elementele constitutive ale unei prestațiuni vor fi sau nu privite ca substanțiale, după cum părțile le-au dat sau nu acest caracter. Cu alte cuvinte, caracterul substanțial al obiectului trebuie, pentru ca să corespundă cu o noțiune juridică, să fie apreciat subiectiv, iar nu obiectiv.

Substanța, poate, după împrejurări, să consistă în validitatea juridică a prestațiunii, cu privire la origina lucrului și în acest caz o eroare asupra acestui element poate duce la anulara convențiunii, dacă se stabilește că acest element a fost determinant al voinței părților.

Substanța obiectului însă, nu poate fi nici valoarea comercială a lucrului, căci atunci anulara ar fi o acțiune în resciziune inadmisibilă în legislațiunea noastră când părțile contractante sunt capabile (art. 1165 c. civ.); nu poate fi nici mobilul intern, dar străin contractului, care a îndemnat pe o parte de a contracta, afară numai dacă acest mobil se traduce, sub forma unei condițiuni, într'un element al contractului. (Judec. ocol Herța-Dorohoi, 11 Iunie 1923. Jur. Gen. 1923, No. 1131, Curier Jud. 2/924).

8. Eroarea de drept putând anihila chiar convențiunile legal făcute, poate cu atât mai mult constitui un element de apreciere pentru descoperirea intențiunii părților, atunci când faptul pe care se bazează alegația de renunțare este rezultatul direct al acestei erori. (Trib. Dorohoi, sent. civilă 145 din 8 Mai 1923. Jur. Gen. 1923, No. 1298, Pand. Rom. 1923, II, 244).

9. A se vede: art. 953, notele 1, 9.

**Art. 955.** — Violența în contra celui ce s'a obligat este cauză de nulitate, chiar când este exercitată de altă persoană decât aceea în folosul căreia s'a făcut convențiunea. (Civ. 162, 790, 953, 1900; Civ. Fr. 1111).

*Text. fr. Art. 1111.* — La violence exercée contre celui qui a contracté l'obligation, est une cause de nullité, encore qu'elle ait été exercée par un tiers autre que celui au profit duquel la convention a été faite.



## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 299, 300; IV, ed. 5-a, p. 497-500, 503;  
 BAUDRY ET BARDE, *Tr. des oblig.*, I, 72, 73, 79-85, 94, 95, 97;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat.*, ed. 2-a, p. 605;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 171, 175, 193; *Suppl. Obligations*, 53, 56, 58;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 20, 22 bis, III;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 481 urm., 587; III, p. 192;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 132, 133, 141, 144-149, 157, 158;  
 HUC, VII, 28, 29, 32;  
 LAROMBIÈRE, *Th. et prat. des oblig.*, I, 1111-1113, n° 10, 11; 1114, n° 2, 3, 10, 11, 17;  
 LAURENT, XV, 511, 515-518;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 534;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 969 urm., 1047, 1048, 1075.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 57-68; (III, part. II, ed. 2-a, p. 837; IV, part. I, ed. 2-a, p. 39 t. și n. 2; IV, part. II, ed. 2-a, p. 185; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 63; IX, p. 568);  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. C. Apel Chișinău, 6 din 7 Mart. 1923. *Pand. Rom.* 1923-II-194;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 64 și urm.; 412 urm.;  
 NACU, I, p. 328; II, p. 429.

## Jurisprudență.

1. Deși minora, căreia s'a făcut o donațiune nu a participat cu nimic la violentele întrebuintate de părintele său ca s'o îmbogățească, însă donațiunea nu-i poate profita fiind lipsită de liberul consimțământ al donatorului

cu care trată tatăl minorei ca mandatar al fetei sale. Violentele fiind vițiu principal al consimțământului donatorului. sub acest raport donațiunea e anulabilă, chiar dacă donatara minoră nu a participat la dănsese. (Apel Buc. III, 79, Mart. 28/84, *Dr.* 38/84).

**Art. 956.** — Este violență totdeauna când, spre a face pe o persoană a contracta, îi s'a insuflat temerea raționabilă după dânsa, că va fi expusă persoana sau averea sa unui rău considerabil și prezinte.

Se ține compt în această materie de etate, de sex și de condițiunea persoanelor. (Civ. 957 urm., 959, 1203; Civ. Fr. 1112).

*Text. fr. Art. 1112.* — Il y a violence, lorsqu'elle est de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et qu'elle peut lui inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent.

On a égard, en cette matière, à l'âge, au sexe et à la condition des personnes.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 300, 301; IV, ed. 5-a, p. 497, 500, 501;  
 BAUDRY ET BARDE, *Tr. des oblig.*, I, 75, 96;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat.*, ed. 2-a, p. 606;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 72, 168; II, p. 285;  
 CRÉPON, *Du pourvoi en matière civile*, III, 937, 938;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 22 bis, II;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 481 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 138-143;  
 HUC, VII, 31;  
 LAROMBIÈRE, *Th. et prat. des oblig.*, I, 1112, n° 7;  
 LAURENT, XV, 512;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 534;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 969 urm., 1047, 1048, 1070.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 57-68; (III, part. II, ed. 2-a, p. 837; IV, part. I, ed. 2-a, p. 39 t. și n. 2; IV, part. II, ed. 2-a, p. 185);  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. C. Apel Chișinău, 6 din 7 Martie 1923. Pand. Rom. 1923-II-194;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 64 și urm., 412 urm.;  
 NACU, I, p. 328; II, p. 429.

## Jurisprudență.

1. Amenințarea cu divorțul nu este de natură a insuflă o temere rațională, pentru ca un divorț, chiar dacă este cerut, nu se poate obține de cât în cazurile anume prevăzute de lege, și numai după ce justiția, după ascultarea ambelor părți, găsește că aceste cazuri sunt dovedite. (Apel Galați II, Nov. 25/88, Dr. 81/89).
  2. Potrivit dispozițiilor art. 956 c. civ., consimțământul este smuls prin violență atunci când spre a face pe o persoană să contracteze i se insuflă temerea raționabilă după dânsa, că va fi expusă persoana sau averea sa unui rău considerabil în prezent, ținându-se compt de etate, sex și condițiune. (Trib. Covurului s. II, 6 Febr. 1915. Curier Jud. 51/916).
  3. Violența nu poate constitui un viciu al consimțământului și deci o cauză de reziliere a convențiunei contractată sub imperiul ei de cât atunci când a fost nedreaptă, de natură a vicia consimțământul părții. (Cas. I, 231 din 4 Iunie 1920. Curier Jud. 61-62/920).
  4. Potrivit art. 701 c. civil Rus (948 civ. Rom. 1108 civ. Fr.) pentru ca voința unei persoane să creeze un act juridic, trebuie să fie liberă, adică ea să se fi manifestat în așa mod în cât să nu fi fost obținută sub imperiul unei constrângeri.  
 Prin constrângere se înțelege nu numai violența fizică dar și violența morală.  
 Constrângerea exercitată asupra unui contractant printr'o reclamație injustă adresată Parchetului, urmată de deschiderea unei acțiuni publice și de depunerea părții al cărei consimțământ se caută a se obține, măsuri pe cari Parchetul și Instrucția le-a luat prin necunoașterea suficientă a unor
- legi locale relativ la diferențierea juridică a actelor, în acte de natură civilă și acte cu caracter penal, constituie un act de violență de natură a altera validitatea consimțământului exprimat și a atrage nulitatea actului de vânzare promis și consimțit în timpul cât vânzătorul se găsește sub inculpare și mai înainte ca să fi fost scos de sub urmărire prin o ordonanță definitivă. (C. Apel Chișinău s. I, 64 din 7 Mart. 1923. Pand. Rom. 923, II, 193; Cas. I, 318 din 27 Febr. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1477. Jur. Rom. 12/924).
5. Violența este un viciu de consimțământ care dă loc la anularea contractelor și există ori de câte ori se stabilește că o persoană n'a contractat de bună voe, ci din cauză că i s'a smuls consimțământul în urma unei constrângeri fizice sau morale în folosul căreia a fost contractată obligația, sau de o a treia persoană, în așa fel în cât nu i-a fost cu putință să facă altfel de cât consimțind la încheierea actului ce i se pretindea de persoana care a exercitat violența.  
 Din termenii art. 956 c. civ., rezultă condițiunile pe care trebuie să le întrunească un act de violență, pentru a vicia consimțământul, și anume: ca el să fie de natură a produce impresie asupra unei persoane care este înzestrată cu rațiune, ținându-se în seamă pentru a aprecia gravitatea actului de violență, de vârstă, sexul și condiția persoanei; ca violență să nască temerea unui rău considerabil; ca violența să fie nedreaptă, și, ca ea să fie îndreptată chiar contra persoanei amenințată, sau contra aproapelui său, ori, să-i atingă bunurile ei. (Trib. Dâmbovița s. II, 139 din 13 Mai 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1476, Dreptul 27/924).
  6. A se vedea: art. 802, nota 12; art. 1173, notele 48, 56.

**Art. 957.** — Violența este cauză de nulitate a convențiunei și când s'a exercitat asupra soțului sau a soției, asupra descendenților și ascendenților. (Civ. 1202, 1203; Civ. Fr. 1113).

*Text. fr. Art. 1113.* — La violence est une cause de nullité du contrat, non-seulement lorsqu'elle a été exercée sur la partie contractante, mais encore lorsqu'elle l'a été sur son époux ou sur son épouse, sur ses descendants ou ses ascendants.



## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 300; IV, ed. 5-a, p. 499;  
 BAUDRY ET BARDE, *Tr. des oblig.*, I, 90-93;  
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, p. 607;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 72; II, p. 285;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 168 urm.; *Suppl. Obligations*, 51 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 23 bis, 25 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 481 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 160-162;  
 HUC, VII, 31;  
 LAROMBIÈRE, *Th. et prat. des oblig.*, I, 1111-1113, n° 15, 16; 1114, n° 15;  
 LAURENT, XV, 520;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 535.  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 969 urm., 1047, 1048, 1070.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 57-68; (III, part. II, ed. 2-a, p. 837);  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă sub C. Apel Chișinău*, 6 din 7 Martie 1923. *Pand. Rom*  
 1923-II-194;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 64 urm., 412 urm.;  
 NACU, I, 328; II, p. 431.

**Art. 958.** — Simpla temere reverențiară <sup>1)</sup> fără violență, nu poate anulă convențiunea. (Civ. Fr. 1114).

*Text. fr. Art. 1114.* — La seule crainte révérentielle envers, le père, la mère, ou autre ascendant, sans qu'il y ait eu de violence exercée, ne suffit point pour annuler le contrat.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 301; IV, ed. 5-a, p. 502;  
 BAUDRY ET BARDE, *Tr. des oblig.*, I, 87, 88;  
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 607;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 72, 168; II, p. 285;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 187 urm.; *Suppl. Obligations*, 57;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 481 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 153-156;  
 HUC, VII, 33;  
 LAROMBIÈRE, *Th. et prat. des oblig.*, I, 1111-1114, n° 14;  
 LAURENT, XV, 514;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 535;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 969 urm., 1047, 1048, 1074.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 57-68; (III, part. II, ed. 2-a, p. 883; IV, part. I, ed. 2-a, p. 39 n. 3);  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă sub C. Apel Chișinău*, 6 din 7 Martie 1923. *Pand. Rom*  
 1923-II-194;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 64 urm., 412 urm.;  
 NACU, II, p. 429.

## Jurisprudență.

1. Presiunile morale, nu constituiesc o violență în sensul legii; căci, în ce privește presiunile morale, ele ar constitui o temere reverențiară, care, după art. 958, nu vîntiază consimțimântul. (Apel Galați, II, Nov. 25/88, *Dr.* 81/89).

2. Simpla temere reverențiară, neînsoțită de violență, nu e un motiv de

anularea convențiilor. (Judec. ocól rural Stoiceni-Argeș, 26 Sept. 1913. *Curier Jud.* 9/914).

3. Un contract nu poate fi anulat de cât pentru viciu de consimțimânt. Or, simpla temere reverențioasă, fără violență, nu poate constitui o violare a consimțimântului. (Trib. Gorj s. II, 134 din 5 Mart. 1924, *Curier Jud.* 25/924).

1) Art. francez corespunzător 1114, completează: „envers le père, la mère ou autre ascendant”.

**Art. 959.** — Convențiunea nu poate fi atacată pentru cauza de violență dacă, după încetarea violenței, convențiunea s'a aprobat, expres sau tacit, sau dacă a trecut timpul defipt de lege pentru restituțiune. (Civ. 793, 961, 1167, 1190, 1900; Civ. Fr. 1115).

*Text. fr. Art. 1115.* — Un contrat ne peut plus être attaqué pour cause de violence, si, depuis que la violence a cessé, ce contrat a été approuvé, soit expressément, soit tacitement, soit en laissant passer le temps de la restitution fixé par la loi.

#### Doctrină străină.

BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 605, 649, 657, 704, 708, 740;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 219, 354;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 197;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 481 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 538;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 969 urm., 1047, 1048, 1300.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 86 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 888; IV, part. I, ed. 2-a, p. 40;  
VII, p. 2 nota, 71);  
CANTACUZINO MATEI, p. 64 urm., 412 urm.;  
NACU, I, p. 333.

#### Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 802, nota 12.

**Art. 960.** — Dolul este o cauză de nulitate a convențiunei când mijloacele viclene, întrebuintate de una din părți, sunt astfel, încât este evident că, fără aceste machinațiuni, cealaltă parte n'ar fi contractat.

Dolul nu se presupune. (Civ. 953, 961, 998, 1173 urm., 1190 urm., 1203, 1770, 1803 § 2, 1898; Pr. civ. 291; C. p. 334, 336; C. com. 454, 783; Civ. Fr. 1116).

*Text. fr. Art. 1116.* — Le dol est une cause de nullité de la convention lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles, qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté.

Il ne se présume pas, et doit être prouvé.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 301-304; IV, ed. 5-a, p. 503-509;  
BAUDRY ET BARDE, *Tr. des oblig.*, I, 99-102, 104, 105, 108-112, 114-119;  
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 612, 616, 622;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 70; II, p. 287;  
CRÉPON, *Du pourvoi en matière civile*, III, n° 929 urm.;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 198 urm.; *Suppl. Obligations*, 62 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 26, 26 bis, I; 27, 28;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 226, 483 urm.; III, p. 191;  
DEMOLOMBE, XXIV, 166-170, 172, 174-179, 181-184, 186-188;  
HUC, VII, 34, 36-39;  
LAROMBIÈRE, *Th. et prat. des oblig.*, I, 1116, n° 1, 3-5, 7, 8, 10, 11;  
LAURENT, XV, 522-526, 528-530;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 536 urm.;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 969 urm., 1047, 1048, 1060 urm., 1075.



## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 68-86; (III, part. II, ed. 2-a, p. 230, 266 n. 2, 268 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 40 n. 5, 41 n. 1, 150, 154, 727, 773; VII, p. 659; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 64, 422; XI, p. 355); *Observație* sub. Cas. Fr., 30 April 1906. Dreptul 3/1907; *Observație* sub. Trib. Gren. (Loire), 18 Mai 1920. Pand. Rom. 1922-III-161;
- ALEXANDRESCU TRAIAN, *Nota* sub. C. Apel Chișinău, 6 din 7 Mart. 1923. Pand. Rom. 1923-II-194;
- CANTACUZINO MATEI, p. 64 și urm., 233, 412 urm.;
- CERBAN AL., „*Teoria actelor juridice*”, Dreptul 6/1909;
- NACU, II, p. 432 urm.;
- RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Gand, 3 Dec. 907. Dreptul 55/1909.

## INDEX ALFABETIC

Act privat 15.	Femea măritată 23.
Acte autentice 9, 15.	Interpretare, a se vedea
Anulare, a se vedea „Nulitate”.	„Aprecieri suverană”.
Aprecieri suverană 5, 9, 13.	Manopere 4, 20, 23, 25.
Artificii 4, 20, 23, 25.	Marturi 6, 7, 13, 14, 19.
Buna credință 24.	Minciuni 23.
Cambie 6.	Motivare 1.
Captație 3, 11, 12, 13.	Nebunie 1, 13.
Cesiune 17.	Nulitate 12, 14, 16 bis, 17, 20, 22, 23, 25.
Chestie de fapt 5, 18.	Parte contractantă 3, 21, 25.
Comerț 4, 23.	Polite 6.
Contractantă parte 3, 21, 25.	Probe 9, 10, 11, 16, 24.
Creanță 17.	Răsboi 23.
Daune-interese 2.	Rea credință 4, 24.
Demență 1, 13.	Recurs 1, 18.
Dol incident 2.	Sechestrare 8.
Dol tolerat 2, 4.	Simulație 10.
Dol, a se vedea „Artificii”	Sugestie 12.
„Manopere” și 1-25.	Terță persoană 3, 22, 25.
Donație 3.	Testament 11, 12, 13, 22.
Eroare 4, 17, 23, 25.	Vânzare-cumpărare 16 bis, 23.
Evițiune 16 bis.	Violență 8, 17, 23.

## Jurisprudență.

1. Dacă curtea nu răspunde neapăsător asupra dolului articular ca fiind săvârșit în contra subscriitorului actului, de cât zicând că acesta eră în întregimea minții la data înscrinerii, ca și cum dolul n'ar putea fi întrebuintat de cât în contra persoanelor în demență, și astfel respinge acest mijloc de apărare pentru motive străine de firea pricinii, nu-și motivează asupra acestui punct esențial hotărîrea sa. (Cas. I, 340/Dec. 4/79, B. p. 883).

2. Deși este anevoae a se face deosebire între dolul incident care dă loc la daune-interese, și dolul tolerat, care nu dă loc la nici un fel de acțiune, totuși urmează să se ia în considerație pentru recunoașterea dolului incident: 1) că partea contra căreia se cer daune-interese pentru cauză de dol incident să nu se fi menținut cu ocaziunea contractării numai la niște recomandări banale, la niște alegații mai mult sau mai puțin vagi cari să nu fi trecut peste obiceiurile ordinare ale comerțului sau ale relațiilor omenesti, ci din contra să fi avansat afirmațiuni pozitive cari să denote un caracter excepțional de șiretlic, de natură a blesă pe față buna credință; 2) ca partea care se plânge să nu fi putut cu oare care înlesnire

să verifice ea însăși exactitatea, fie a afirmațiunilor, fie a disimulațiunilor celeilalte părți; 3) ca afirmațiunile sau disimulațiunile părții să se raporte la obiectul chiar al contractului și la elementele sale intrinsece. (Trib. Ilfov com., 174, Mart. 10/83, Dr. 57/84).

3. Dacă este adevărat că captațiunea trebuie să fie exercitată de partea contractantă spre a fi o cauză de nulitate a convențiunei (art. 960), apoi e anulabilă donațiunea când captațiunea donatorului s'a întrebuintat de tatăl donatarului, mandatar legal al copilului său minor, uzufructuar legal și personal interesat la confecționarea actului de donațiune. (Apel Buc. III, 79, Mart. 28/84, Dr. 38/84).

4. Dolul se definește „ori ce artificie cu cari se servă cineva spre a înșelă pe altul”. Voința surprinsă prin dol este viciată și prin urmare convențiunea anulată. Un caracter esențial al dolului este că el trebuie să producă o eroare, care poate să nu fie tocmai asupra substanței obiectului convențiunei și tot să atragă nulitatea ei, căci în cazul acesta eroarea e produsul dolului, iar nu al neglijenței sau al ignoranței părților (art. 960). Din contra eroarea e un viciu al consimțământului, independent de ori ce dol, destul numai să cadă asupra substanței obiectului, consimțământului (art. 954). Aceasta e deosebirea între dol și eroare. Dacă dar caracterul esențial al dolului este de a produce o eroare, de aci urmează că, în cazul când s'ar întrebuintă ori ce artificii, ori ce manopere spre a înșelă pe cineva și acesta ar ști despre ceeace i se întâmplă, atunci nu mai poate fi vorba de dol, pentru că el nu poate pretinde că a fost indus în eroare, fiind că avea cunoștință de dânsul: *scienti ac volenti et intelligenti fraus fieri non potest*. Asemenea nu ori ce artificii cari ar face pe cineva să cadă în eroare se pot considera ca dol. Romanii recunoșteau la vânzare un fel de dol tolerat: *in venditionibus et locationibus licet se invicem circumscribere*; și doctrina recunoaște un fel de dol tolerat, care poate să fie nu numai o indelicatetă, dar chiar o rea credință, mai cu seamă în materie comercială, unde e o luptă

continuă pentru interes. Altfel, ori ce pretext de dol ar fi un pericol pentru libertatea comerțului. (Apel Buc. III, Mai 20/84, Dr. 60/84).

5. Chestiunea existenței dolului este o chestiune eminentă de fapt, pe care legiuitorul a lăsat-o la aprecierea prudentă a judecătorilor fondului, cari singuri au să stabilească, prin cumpănirea împrejurărilor cauzei, dacă există sau nu în o specie dată elementele unei urmări dolosive de natură a influența asupra consimțământului ce se pretinde viciat. (Cas. I, II/Ian. 15/85, B. p. 14).

6. Intru cât debitorul nu invoacă existența unui dol din partea creditorului spre a-l face să subscrie polițele pe o valoare mai mare de cât cea datorită, ci existența propriului său dol de conivență cu creditorul, pentru care ar fi putut să-și procure o probă scrisă, se face o bună aplicațiune a legii când se respinge proba cu martori spre probarea dolului dintre părți. (Cas. I, 87/Mart. 2/85, B. p. 165).

7. Alegațiunea că actul ar fi făcut cu fraudă, trasă din niște acte și din proba testimonială ce se invoacă, nu poate fi admisă când nu se invoacă mijloace prin care să se arate fraudă întrebuintată spre a vicia consimțământul dat la facerea convențiunii, iar nu numai a se alege în mod vag că actul e făcut în fraudă. (Apel Galați I, 126, Oct. 3/88, Dr. 73/89).

8. Art. 960 face a consistă dolul în mijloace viclene, și cere două condițiuni pentru ca el să vizieze consimțământul: 1) întrebuintarea acelor mijloace de una din părți; 2) presiunea asupra celorlalte părți contractante, astfel că ea să nu fi contractat fără acele machinațiuni. — Sequestrațiunea nu este însă un mijloc viclean pentru a ajunge la darea consimțământului de bună voe; ea ar constitui mai mult o violență. (Trib. Dolj II, Iun. 12/93, Dr. 62/93).

9. Judecătorul se poate întemeia pe ori ce fel de fapte spre a declara dolul, și dacă pentru a-și forma convingerea ar înlătura oare care acte, fie și autentice, aceasta nu constituie o violare a unui articol, precum e 1173, pentru că suveranitatea judecătorului de fond în privința constatărei dolului prin acte de oare care natură specială nu e mărginită. (Cas. I, 93/Mart. 3/93, B. p. 232).

10. Simulațiunea, presupunând totdeauna o înțelegere, un concurs de voință între părțile contractante, constituie prin sineși un fapt juridic, a cărui stabilire, în caz de contestațiune între părți este supus regulilor de probațiune prescise de lege în materie de obligațiune. Astfel, cel ce invoacă simulațiunea trebuie să o dove-

dească cu probe legale, în mod prealabil, și neatârnat de dovezile pentru stabilirea dolului ce se pretinde că ar fi provocat simulațiunea. Singurul caz, în care dovada simulațiunii se confundă în dovada dolului care a provocat-o, este cazul când faptele alegate ca constitutive ale dolului sunt de așa natură, în cât ele au avut un rezultat necesar de a pune pe victima dolului în imposibilitate de a-și procura o dovadă scrisă a simulațiunii. (Apel Iași I, C. Jud. 21/94).

11. Pentru a se anula un testament, pe motiv de captațiune, nu este suficient numai a se menționa cuvântul de captațiune, ci din contra trebuie a se articula fapte pozitive, din care să rezulte dovada manoperilor frauduloase, ce ar fi întrebuintat legatarul pentru a determina pe testator să facă testamentul, mai cu seamă când faptul că legatara a trăit timp îndelungat cu testatorul, explică posibilitatea unei afecțiuni sincere din partea testatorului pentru persoana cu care a trăit și care l'a îngrijit cea mai mare parte din viața sa și care afecțiune să-l fi determinat de a testă în favoarea acelei persoane. (Trib. Ilfov II, C. Jud. 17/97).

12. Sugestiunea și captațiunea, nefiind menționate de lege, nu constituie, prin ele însăși o cauză de anulare a dispozițiilor cu titlu gratuit, dar sunt cauze de anulare, când vor fi urmate de uneltiri viclene sau alte mijloace din domeniul dolului și al fraudei, cari mijloace au de efect să împiedece ca voința dispunătorului să fie expresiunea ideilor și a sentimentelor sale. Astfel, este nul un testament, când se va constata că testatorul a fost împiedecat de a se manifesta în libertate și că testamentul său nu este expresiunea ideilor și a sentimentelor sale, ci produsul dolului și al fraudei. (Trib. Ilfov III, C. Jud. 12/97; Cas. I, 224/98, B. p. 837).

13. Instanța judecătorească este în drept a refuza proba testimonială, cu care se cere a se dovedi slăbiciunea de minte a unui testator și captațiunea, când cel ce propune această probă nu a articulat fapte sau acte din care să rezulte, fie slăbiciunea de minte a testatorului, fie mijloacele dolosive ce au servit la captațiune, întru cât instanța n'a fost pusă în pozițiunea de a vedea, dacă depunerea de martori eră concludentă în cauză. (Cas. I, 336/98, B. p. 1175).

14. Cel care invoacă nulitatea unui contract pentru cauză de dol este primit să dovedească cu martori manoperile, prin mijlocul cărora consimțământul său la încheierea contractului a fost surprins, sub condițiune însă ca faptele invocate să fi avut de



rezultat a-i surprinde consimțământul și să-l fi pus în imposibilitate de a cere o probă scrisă, pentru ca proba testimonială să fie admisibilă. (Cas. I, 287/901, B. p. 985).

**15.** Art. 960 codul civil, care declară că dolul este o cauză de nulitate a convențiilor, nefăcând nici o distincțiune în ce privește forma sub care consimțământul s'a manifestat, așa că, fie că e vorba de un act autentic, fie că e vorba de un act sub semnătură privată, manoperile violente pot avea de rezultat și într'un caz și într'altul, vicierea consimțământului, urmează că dolul se poate invoca cu succes, chiar și în contra actelor autentice. (Apel Buc. III, Dr. 61, 1908, p. 501).

**16.** Partea care cade victimă a unei tirilor amăgitoare, exercitate asupra persoanei sale, neavând posibilitatea a-și procura o probă scrisă, poate dovedi dolul prin orice mijloc de probațiune. (Apel Buc. III, Dr. 61/908, p. 501).

**16 bis.** Tăcerea vânzătorului care a cunoscut existența evicțiunii și fără a o face cunoscut cumpărătorului a inserat în contractul de vânzare o clauză generală de negaranție, constituie un dol negativ de natură a anulă clauza de negaranție. (Trib. Ilfov s. III, 741 din 12 Dec. 1909, Dreptul 18, 1910).

**17.** Nulitatea unei creanțe pentru cauză de dol din partea cedentului este opozabilă cesionarului, chiar când el ar fi de bună credință, ca și nulitatea fondată pe violență sau eroare. (Cas. I, 13 Nov. 1909, B. p. 1409).

**18.** Aprecierea faptelor și împrejurărilor din cari instanța de fond își face convingerea dacă consimțământul părții la facerea actului a fost sau nu smuls prin dol, este o chestie de fapt ce nu poate fi supusă controlului Curții de Casație. (Cas. I, 169 din 7 Mart. 1911, Jurisprudența 13/911).

**19.** Instanța de fond este în drept să respingă proba cu martori pentru a se dovedi că niște acte au fost obținute prin dol, atunci când partea nu prezintă faptele cari ar conduce la stabilirea dolului. (Cas. I, 132 din 21 Februarie 1911, Jurispr. 13/911).

**20.** Dolul nu este o cauză de nulitate a convențiilor de cât atunci, când este evident că partea înșelată nu ar fi contractat fără faptele amăgitoare, mijloacele violente și manoperile întrebunțate de cealaltă parte. (Judec. ocol Stoiceni-Argeș, 26 Sept. 1913, Curier Jud. 9/914).

**21.** Pentru ca dolul să fie un viciu de consimțământ, trebuie să fie opera uneia din părți. (Judec. ocol Stoiceni-Argeș, 26 Sept. 1913, Curier Jud. 9/914).

**22.** Dacă într'o convențiune, unde consimțământul este rezultatul voinței

părților, dolul unei a treia persoane nu poate avea de efect anularea convențiunii, în materie de testament însă, care este opera unei singure voințe, dolul unei alte persoane decât beneficiarul, săvârșit în folosul acestuia, anulează întregul testament, pentru cuvântul că, în primul caz, cel ce tratează cu o altă persoană, poate dobândi dela aceasta toate informațiunile relative la manoperile dolosive întrebunțate, pe când în cazul al doilea, voința testatorului este la discreția celui ce întrebunțează dolul, de oarece nu are în fața sa o altă parte a cărei voință urmează a se acorda cu a sa. (Cas. I, No. 189/915, Dreptul 1915, p. 291).

**23.** Conform art. 960 c. civ., dolul e o cauză de nulitate a convențiilor, când mijloacele violente întrebunțate de una din părți sunt de așa natură că fără aceste machinațiuni cealaltă parte nu ar fi contractat. Dolul deci trebuie să consiste în manopere violente adică în fapte pozitive amăgitoare exercitate asupra unei persoane și cari împiedecând limpezimea raționalului și a dreptei judecăți o induc în eroare, determinând-o de a contracta.

Cu alte cuvinte artificiile și manoperile întrebunțate să aibă o gravitate apreciabilă, să prezinte caracterul unei adevărate violențe morale, care nu putea fi nici precizată, nici împiedecată. O simplă minciună, o simplă alegațiune mincinoasă sau o violenție nu ar fi suficiente.

În specie afirmarea apelantului că soțul intimitei ar fi murit în război, nu poate constitui o manoperă dolozivă, care să dea loc la nulitatea vânzării fondului comercial făcută de intimată. (C. Apel Buc. s. I, 23 din 29 Mai 1920, Curier Jud. 2/921; Pand. Rom. 1922, III, 23).

**24.** Conform art. 960 și 970 c. civ., în toate convențiunile buna credință este presupusă, reaua credință — fraudă — urmând a fi dovedită. (Trib. Ilfov s. I, 805 bis din 22 Oct. 1920, Curier Jud. 9/921).

**25.** Dolul civil consistă din orice înșelăciune sau manoperă frauduloasă, întrebunțată în încheerea unui act juridic, pentru a înșelă, deci pentru a induce în eroare o persoană, în scopul de a-i surprinde consimțământul, nu constituie decât un viciu de consimțământ și dă loc la acțiune în anularea contractului. Condițiunile cerute pentru ca dolul să aducă anularea actului sunt: ca dolul să fie urzit de una din părțile contractante, fie că ea a întrebunțat manoperile personale, fie că a participat la un dol urzit de o terță persoană; manoperile să conște în artificii sau violenții, întrebunțate

anume, în vederea înșelăciunii, astfel ca ele să fie cauza determinantă a contractului adică, de așa natură în cât fără ele victima dolului să nu fi contractat. Dolul aducând deci anularea contractului oricâte ori autorul său a reușit să inducă victima în eroare, și să o determine să contracteze, urmează că atunci când eroarea nu a provenit din cauza unor manopere apte de

a conduce la acest rezultat, ea nu va mai fi suficientă pentru a aduce anularea contractului. (Trib. Dâmbovița s. II Sent. civ. No. 139 din 13 Mai 1924. Dreptul 27/924).

26. A se vedea art. 801, nota 2; 802, notele 1, 12, 15, 22, 23, 24; 856, notele 2, 3, 4; 953, notele 3, 5, 6, 7, 8, 10; 1173, Index „Dol“ și notele respective; 1198, nota 77.

**Art. 961.** — Convențiunea făcută prin eroare, violență sau dol, nu este nulă de drept, ci dă loc numai acțiunii de nulitate<sup>1)</sup>. (Civ. 959, 1157 urm., 1167, 1190, 1900; Civ. Fr. 1117).

*Text. fr. Art. 1117.* — La convention contractée par erreur, violence ou dol, n'est point nulle de plein droit, elle donne seulement lieu, à une action en nullité ou en rescision, dans les cas et de la manière expliqués à la section VII du chapitre V du présent titre.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 252; IV, ed. 5-a, p. 418;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 648, 667;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 76; II, p. 279;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 226 urm.; *Suppl. Obligations*, 69;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 491, 586 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 538;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 332.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 22 n. 2, 87 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 836; IV, part. I, ed. 2-a, p. 697; IV, part. II, ed. 2-a, p. 587; VII, p. 659; XI, p. 57); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 443; *Observație sub. Cas. III, 332 din 13 Nov. 1909. Curier Jud. 31/910*;  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă sub. C. Apel Chișinău, 6 din 7 Mart. 1923. Pand. Rom. 1923-II-194*;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 68, 412 urm.;  
 NACU, I, p. 333.

#### Jurisprudență.

1. Art. 961 codul civil, punând pe aceeași linie cele trei vicii (eroarea, violența, dolul), cari fac ca consimțământul să nu fie valabil, și nefăcând nici o diferență între dol și celelalte vicii, urmează că efectul e același între părți: nulitatea actului și același efect câtă să fie și față de terții.

Prin urmare, după cum eroarea și violența fac ca actul să fie nul față de cei cărora li s'a transmis creanță isbită de aceste vicii, tot astfel și când e vorba de dol, trebuie admisă aceeași soluție, cu toată buna credință a terților. (Apel Buc. III, *Dr. 61/908*, p. 501).

#### Secțiunea III. — Despre obiectul convențiilor.

**Art. 962.** — Obiectul convențiilor este acela la care părțile sau numai una din părți se obligă. (Civ. 948, 963 urm., 1492; Civ. Fr. 1126).

*Text. fr. Art. 1126.* — Tout contrat a pour objet une chose qu'une partie s'oblige à donner, ou qu'une partie s'oblige à faire ou à ne pas faire.

<sup>1)</sup> Art. francez corespunzător 1117, continuă: „ou en rescision, dans les cas et de la manière expliqués à la section VII du chapitre V du présent titre“.



## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 314, 315; IV, ed. 5-a, p. 534;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 244, 245;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, p. 511, 514;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 292;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 405 urm., 471, 482 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 44;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 526, 534, 540 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 299, 316-320;  
 HUC, VII, 67;  
 LAROMBIÈRE, *Obligations*, I, art. 1128, n. 4 și 5;  
 LAURENT, XVI, 75;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 553;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 997 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 108-127; (X, p. 741);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 416;  
 NACU, II, p. 435.

## Jurisprudență.

1. Art. 948 c. civ., cere, între alte condițiuni esențiale pentru validitatea unei convențiuni și pe aceia ca obiectul să fie determinat; iar după art. 962 c. civil obiectul convențiunii este acela la care părțile sau numai una din ele se obligă. De aci rezultă că dacă se oferă spre vânzare o porțiune de teren anume determinată, obligația nu devine perfectă și vânzătorul nu este ținut de obligația sa, decât dacă consimțământul cumpărătorului este dat asupra aceluiași obiect determinat în întinderea sa.

Prin urmare, Curtea de Apel face o justă aplicare a acestor principii de drept, când decide că Ministerul de Interne nu a acceptat oferta proprietarului, de oarece acesta oferise 114 și  $\frac{1}{2}$  hectare, iar Ministerul a acceptat 128 hectare, fără să rezulte de undeva că Ministerul a înțeles să se mulțumească și numai cu cele 114 $\frac{1}{2}$  hectare oferite. (Cas. I, 18 Dec. 1913, B. p. 3285).

2. După dreptul comun în materie de convențiuni, la care legea specială a învoelilor agricole nu a adus nici o derogare formală, obiectul convențiunii fiind acela la care părțile sau numai una din ele se obligă, de aci rezultă că, dacă se oferă spre vânzare o porțiune anume determinată de teren, obligația nu devine perfectă și vânzătorul nu este ținut de obligația sa decât dacă consimțământul cumpărătorului este dat asupra aceluiași obiect determinat în întinderea sa.

Prin urmare, dacă cumpărătorul a cerut o întindere mai mare sau mai mică decât cea oferită, în acest caz nu se poate zice că consimțământul părților coincide asupra aceluiași obiect și că deci convențiunea ar fi încheiată în mod definitiv ci este o contra-ofertă care trebuie să fie primită de vânzător. (Cas. I, No. 755, 1914; Jurisprudența Rom. 1914, p. 120; Dreptul 1914, p. 315).

**Art. 963.** — Numai lucrurile ce sunt în comerț pot fi obiectul unui contract. (Civ. 476, 478, 965, 1156, 1310, 1492, 1844; Civ. Fr. 1128).

*Text. fr. Art. 1128.* — Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet des conventions.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 315-317, 319; IV, ed. 5-a, p. 535-539, 543, 544;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 248-252, 254-258, 289-292;  
 BÉDARRIDE, *Des Sociétés commerciales*, I, 25;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, p. 514, 515;  
 CAPITANT *De la cause des obligations*, p. 222;  
 CHARDON, *Du dol et de la fraude*, III, 465;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 294;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 465 urm., 574; *Suppl. Obligations*, 139 urm.;

anume, în vederea înșelăciunii, astfel ca ele să fie cauza determinantă a contractului adică, de așa natură în cât fără ele victima dolului să nu fi contractat. Dolul aducând deci anularea contractului oridecâte ori autorul său a reușit să inducă victima în eroare, și să o determine să contracteze, urmează că atunci când eroarea nu a provenit din cauza unor manopere apte de

a conduce la acest rezultat, ea nu va mai fi suficientă pentru a aduce anularea contractului. (Trib. Dâmbovița s. II Sent. civ. No. 139 din 13 Mai 1924. Dreptul 27/924).

26. A se vedea art. 801, nota 2; 802, notele 1, 12, 15, 22, 23, 24; 856, notele 2, 3, 4; 953, notele 3, 5, 6, 7, 8, 10; 1173, Index „Dol” și notele respective; 1198, nota 77.

**Art. 961.** — Convențiunea făcută prin eroare, violență sau dol, nu este nulă de drept, ci dă loc numai acțiunii de nulitate<sup>1)</sup>. (Civ. 959, 1157 urm., 1167, 1190, 1900; Civ. Fr. 1117).

*Text. fr. Art. 1117.* — La convention contractée par erreur, violence ou dol, n'est point nulle de plein droit, elle donne seulement lieu, à une action en nullité ou en rescision, dans les cas et de la manière expliqués à la section VII du chapitre V du présent titre.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 252; IV, ed. 5-a, p. 418;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 648, 667;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 76; II, p. 279;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 226 urm.; *Suppl. Obligations*, 69;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 491, 586 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 538;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 332.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 22 n. 2, 87 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 836; IV, part. I, ed. 2-a, p. 697; IV, part. II, ed. 2-a, p. 587; VII, p. 659; XI, p. 57); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 443; *Observație* sub. Cas. III, 332 din 13 Nov. 1909. *Curier Jud.* 31/910;  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. C. Apel Chișinău, 6 din 7 Mart. 1923. *Pand. Rom.* 1923-II-194;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 68, 412 urm.;  
 NACU, I, p. 333.

#### Jurisprudență.

1. Art. 961 codul civil, punând pe aceeași linie cele trei vicii (eroarea, violența, dolul), cari fac ca consimțământul să nu fie valabil, și nefăcând nici o diferență între dol și celelalte vicii, urmează că efectul e același între părți: nulitatea actului și același efect câtă să fie și față de terții.

Prin urmare, după cum eroarea și violența fac ca actul să fie nul față de cei cărora li s'a transmis creanță isbită de aceste vicii, tot astfel și când e vorba de dol, trebuie admisă aceeași soluție, cu toată buna credință a terților. (Apel Buc. III, *Dr.* 61/908, p. 501).

#### Secțiunea III. — Despre obiectul convențiunilor.

**Art. 962.** — Obiectul convențiunilor este acela la care părțile sau numai una din părți se obligă. (Civ. 948, 963 urm., 1492; Civ. Fr. 1126).

*Text. fr. Art. 1126.* — Tout contrat a pour objet une chose qu'une partie s'oblige à donner, ou qu'une partie s'oblige à faire ou à ne pas faire.

1) Art. francez corespunzător 1117, continuă: „ou en rescision, dans les cas et de la manière expliqués à la section VII du chapitre V du présent titre”.



## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 314, 315; IV, ed. 5-a, p. 534;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 244, 245;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, p. 511, 514;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 292;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 405 urm., 471, 482 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 44;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 526, 534, 540 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 299, 316-320;  
 HUC, VII, 67;  
 LAROMBIÈRE, *Obligations*, I, art. 1128, n. 4 și 5;  
 LAURENT, XVI, 75;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 553;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 997 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 108-127; (X, p. 741);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 416;  
 NACU, II, p. 435.

## Jurisprudență.

1. Art. 948 c. civ., cere, între alte condițiuni esențiale pentru validitatea unei convențiuni, și pe aceea ca obiectul să fie determinat; iar după art. 962 c. civil obiectul convențiunii este acela la care părțile sau numai una din ele se obligă. De aci rezultă că dacă se oferă spre vânzare o porțiune de teren anume determinată, obligația nu devine perfectă și vânzătorul nu este ținut de obligația sa, decât dacă consimțământul cumpărătorului este dat asupra aceluiași obiect determinat în întinderea sa.

Prin urmare, Curtea de Apel face o justă aplicare a acestor principii de drept, când decide că Ministerul de Interne nu a acceptat oferta proprietarului, de oarece acesta oferise 114 și  $\frac{1}{2}$  hectare, iar Ministerul a acceptat 128 hectare, fără să rezulte de undeva că Ministerul a înțeles să se mulțumească și numai cu cele 114 $\frac{1}{2}$  hectare oferite. (Cas. I, 18 Dec. 1913, B. p. 3285).

2. După dreptul comun în materie de convențiuni, la care legea specială a învoelilor agricole nu a adus nici o derogare formală, obiectul convențiunii fiind acela la care părțile sau numai una din ele se obligă, de aci rezultă că, dacă se oferă spre vânzare o porțiune anume determinată de teren, obligația nu devine perfectă și vânzătorul nu este ținut de obligația sa decât dacă consimțământul cumpărătorului este dat asupra aceluiași obiect determinat în întinderea sa.

Prin urmare, dacă cumpărătorul a cerut o întindere mai mare sau mai mică decât cea oferită, în acest caz nu se poate zice că consimțământul părților coincide asupra aceluiași obiect și că deci convențiunea ar fi încheiată în mod definitiv ci este o contra-ofertă care trebuie să fie primită de vânzător. (Cas. I, No. 755, 1914; Jurisprudența Rom. 1914, p. 120; Dreptul 1914, p. 315).

**Art. 963.** — Numai lucrurile ce sunt în comerț pot fi obiectul unui contract. (Civ. 476, 478, 965, 1156, 1310, 1492, 1844; Civ. Fr. 1128).

*Text. fr. Art. 1128.* — Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet des conventions.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 315-317, 319; IV, ed. 5-a, p. 535-539, 543, 544;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 248-252, 254-258, 289-292;  
 BÉDARRIDE, *Des Sociétés commerciales*, I, 25;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, p. 514, 515;  
 CAPITANT *De la cause des obligations*, p. 222;  
 CHARDON, *Du dol et de la fraude*, III, 465;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 294;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 465 urm., 574; *Suppl. Obligations*, 139 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 42, 42 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 526 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 330-332, 336-338, 341, 342;  
 HUC, VII, 67, 70;  
 LAROMBIÈRE, *Obligations*, I, art. 1128, n. 5 urm., 18, 19; 1133, n. 21;  
 LAURENT, XVI, 79, 80, 82, 96, 127, 130, 131;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 861 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 555 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 997 urm., 1010;  
 PONT, *Sociétés civiles et commerciales*, I, 46.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 108-127; (III, part. II, ed. 2-a, p. 780; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 179, 182 n. 7; IX, p. 644; X, p. 193, 194, 241, 555); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 443;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 416;  
 NACU, II, p. 436.

## Jurisprudență.

1. Nu toate drepturile succesoriale sunt în comerț și deci drepturile de familie deși transmisibile ele însă ne putând fi nici cedate, nici vândute nu pot face prin urmare nici obiectul unei tranzacțiuni. Astfel, dreptul de a fi ctitor sau epitrop într'un așezământ public, în baza testamentului fondatorului aceluși așezământ și a rudeniei cu acel fondator, fiind în drept de familie, nu poate fi valabil cedat sau vândut. (Cas. I, 359/98, B. p. 1258).

2. Dâmbovița fiind unul din râurile declarate prin lege navigabile, face parte din domeniul public al Statului și ca atare, bunurile domeniului public fiind scoase din comerț, nu pot face obiectul unui contract, fiind inalienabile și imprescriptibile.

Prin urmare, curtea de apel violează aceste principii de drept înscrise for-

mal în art. 476, 963, 1310 și 1844 din codul civil când califică de servitute învoierea acordată unei persoane de a lua din râul Dâmbovița apa necesară pentru moara sa și dă acelei învoiri efectul unei servituți. (Cas. secțiuni unite 2 din 26 Ianuarie 1912, B. p. 187, Curier Jud. 18/912; 45/912).

3. Potrivit art. 963 c. civ., numai lucrurile ce sunt în comerț putând face obiectul unui contract, urmează că odoarele bisericesti cum și toate obiectele sacre cari au servit unei biserici fiind bunuri sfinte și obștești, nu pot face obiectul tranzacțiunilor comerciale, iar convențiunea prin care s'ar dispune vinderea unor asemenea obiecte are a fi anulată potrivit art. 966 c. civil. ca fondată pe o clauză ilicită. (Apel Buc. III, No. 177, 1914; Drep-tul 1914, p. 634, Curier Jud. 78/915).

4. A se vedea: Art. 966, nota 13; art. 1310 cu notele respective.

**Art. 964.** — Obligațiunea trebuie să aibă de obiect un lucru determinat, cel puțin în specia sa.

Cantitatea obiectului, poate fi necertă, de este posibilă determinarea sa. (Civ. 908, 948, 1103, 1311; Civ. Fr. 1129).

*Text. fr. Art. 1129.* — Il faut que l'obligation ait pour objet une chose au moins déterminée quant à son espèce.

La quotité de la chose peut être incertaine, pourvu qu'elle puisse être déterminée.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 315; IV, ed. 5-a, p. 535;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 293;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 62 urm.; *Suppl. Obligations*, 138;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 43 bis, I-III;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 526, 540 urm., 755 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 313-315;  
 HUC, VII, 74;  
 LAROMBIÈRE, *Obligations*, I, art. 1129, n. 4;  
 LAURENT, XVI, 77, 78;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 997 urm.



## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 108-127; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 329; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 172, 185 n. 2; X, p. 193, 194, 555);  
CANTACUZINO MATEI, p. 416;  
NACU, II, p. 436.

**Art. 965.** — Lucrurile viitoare pot fi obiectul obligațiunei.  
Nu se poate face renunțare la o succesiune ce nu este deschisă, nici se pot face învoiri asupra unei astfel de succesiuni, chiar de s'ar da consimțământul aceluia, a cărui succesiune este în chestiune. (Civ. 5, 702, 1226, 1310; Civ. Fr. 1130).

*Text. fr. Art. 1130.* — Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation.

O ne peut cependant renoncer à une succession non ouverte, ni faire aucune stipulation sur une pareille succession, même avec le consentement de celui de la succession duquel il s'agit.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 271, 317-319; IV, ed. 5-a, 448, 540-544;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 261, 263-265, 273-275, 277-280;  
BUPNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 513, 525, 648, 652;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 292, 295, 296, 297, 438; ed. 1-a, III, p. 13, 426, 822;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 408 urm., 467, 468, 545, 621; *Suppl. Obligations*, 127 urm.;  
DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 40 urm., 526, 564, 571 urm., 754 urm.;  
DEMOLOMBE, II, 130, 131; XIII, 482; XXIV, 324, 325, 329;  
HUC, VII, 72;  
LAROMBIÈRE, I, art. 1130, n. 7, 8, 13, 19, 23, 32, și 33;  
LAURENT, XVI, 83-86, 95, 106, 497;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 554;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 997 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 269, 271; (III, part. II, ed. 2-a, p. 88, 224, 274 n. 1, 314 urm., 425 n. 5; IV, part. I, ed. 2-a, p. 20, 394, 597 t. și n. 4, 603, 678, 686, 697, 702, 705, 760; IV, part. II, ed. 2-a, p. 144, 183, 395; VI, p. 786; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 29, 31 n. 1; X, p. 193, 194); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 178; *Observație sub Trib. regional Superior Colmar*, 22 Nov. 1898. *Curier Jud.* 62/900; „*Despre renunțare la o moștenire viitoare*”. *Curier Jud.* 27/912; *Observație sub. Cas. I*, 103 din 4 Iunie 919. *Tribuna Juridică*, 42-44/919; *Notă sub. C. Apel Cernăuți*, 26 Dec. 1921. *Pand. Rom.* 1923-II-124; *Notă sub. C. Apel Rouen*, 19 Mai 1922. *Jurispr. Gen.* 17/1923 No. 1243; *Notă sub. Trib. civil Chartres (Eure et Loire)*, 9 Dec. 1922. *Jurispr. Gen.* 17/1923 No. 1244;  
CANTACUZINO MATEI, p. 232, 277, 416, 635, 714;  
DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 116 urm. „Modificarea prin contractul de adopțiune a efectelor adopțiunei“;  
DUMITRESCU A. M., II, 76;  
LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Regula de drept și jurisprudența actuală*, „Despre Pactul succesoral“, p. 12 urm.;  
NACU, I, p. 109, II, p. 436.

## Jurisprudență.

1. Declarațiunea dată de eredele instituit în josul testamentului în timpul vieții testatorului, că recunoaște testamentul, nu este valabilă, ca fiind un act asupra unei succesiuni viitoare și deci eredele poate cere nulitatea testamentului dacă are interes. (Apel Buc. I, 243, Noembrie 26/85, *Dr.* 14/86).

2. Potrivit dispozițiilor art. 965 din codul civil, nu se pot face învoiri asupra unei succesiuni ce nu este deschisă, chiar de s'ar da consimțământul aceluia a cărui succesiune este în chestiune. (Cas. I, 3 Martie 1906. B. p. 454).

3. Orice creanțe, fie pure și simple, fie condiționale, cu termen, și chiar eventuale, pot în principiu, face obiec-

tul unei cesiuni, chiar și acele viitoare, dacă au ființă în germene, cu toate că ele nu există încă în forma lor definitivă. (Apel Iași II, 1914; Dreptul 1915, p. 189).

4. Motivul pentru care legiuitorul prohibă pactele succesoriale este mai cu seamă imoralitatea ce vede în specula asupra morții unei persoane, mai ales când pactul are de obiect succesiunea unei terțe persoane; că atunci când e vorba de succesiunea chiar a uneia din părți, rămâne de cercetat când ea nu se obligă la nimic dacă pactul are vreo influență asupra facultății lui de a dispune cu deplină libertate, — chestiuni de fapt care scapă controlului Inaltei Curți. (Cas. I, decizia No. 103 din Iunie 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 724, Curier Jud. 6/919).

5. Finea de neprimire trasă din concursul fraudulos al moștenitorului prin participarea la actul fraudulos care atinge rezerva, nu poate fi admisibil, de oare ce conform art. 965 c. civ. nimeni nu poate renunța la o succesiune nedeschisă încă și nici nu poate face vreo stipulație asupra unei astfel de

succesiuni chiar cu consimțământul lui de cujus, căci ar însemna să se declare valabile pactele succesoriale în contra dispozițiilor art. 702, 965 și 1226 c. c. (Trib. Gorj s. I 58 din 1 Mart. 1919, Curier Jud. 55-56/920).

6. Dacă potrivit art. 965 al. 2 c. civ. sunt interzise pactele asupra succesiunilor viitoare, adică stipulațiunile având de obiect succesiunea unei persoane încă în viață, de aci nu urmează să fie nul și actul prin care unul din frați recunoaște că un imobil dobândit prin donațiune dela defuncta lor mamă, este averea tatălui lor care se află încă în viață, de oarece în acest caz nu se face un pact asupra unei succesiuni viitoare a tatălui și nu se vinde nici un drept asupra succesiunii sale, ci se pactizează asupra succesiunii mamei decedate, cu consecința numai, că la decesul tatălui, imobilul dobândit prin donațiune să fie raportat masei succesoriale paterne. (C. Apel Iași s. II, Jurnal 1090 din 17 Iunie 1924. Dreptul 30/924, Pand. Rom. 1925, III, 8).

7. A se vedea: art. 702 cu notele respective; art. 821. nota 1.

#### Secțiunea IV. — Despre cauza convențiilor.

**Art. 966.** — Obligațiunea fără cauză sau fondată pe o cauză falsă, sau nelicită, nu poate avea nici un efect. (Civ. 5, 948, 968, 969, 993, 1008, 1092, 1492, 1653, 1746, 1776; C. com. 270; Civ. Fr. 1131).

*Text. fr. Art. 1131.* — L'obligation sans cause, ou sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 322-324; IV, ed. 5-a, p. 548, 549, 556, 557;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 303, 305-308, 316, 319;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 533, 535, 537, 546, 591, 800;  
 CAPITANT, *Dela cause des Obligations*, p. VII, X, 14, 16, 23, 24, 43, 87, 159, 221 urm., 347 urm., 401, 402, 426, 443 urm., 465 urm., 471 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 76; II, p. 298; ed. 1-a, III, p. 631, 632;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 82, 139, 199, 498 urm.; *Suppl. Obligations*, 146 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 47, 47 bis, I, II; 49 bis, III, V;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 526, 536 urm., 782 urm., 799 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 357, 358, 369, 370, 372, 381, 382;  
 HUC, VII, 80;  
 LAROMBIÈRE, I, art. 1131, n. 5; 1132, n. 8;  
 LAURENT, XVI, 112, 113, 120-122, 157, 159-161, 169;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 559;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1026 urm.; III, ed. 2-a, No. 3034;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 297, 452 nota 1, 464 nota.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 130 urm., 388 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 88, 224, 274, n. 1, 314 urm., 425 n. 5; IV, part. I, ed. 2-a, p. 92, 306, 323, 379; IV, part. II, ed. 2-a, p. 587; VI, p. 39, 83 n. 1, 85 n. 1, 671; VII, p. 266; IX, p. 673; X, p. 122; XI, p. 257);  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 343, 344, 409, 427, 443, 446; *Observație*



sub. Trib. civil Bruges (Belgia), 17 Febr. 1903. Dreptul 5/1904; *Observație* sub. Judecătoria ocol V București, 4 Sept. 1912. Dreptul 60/1912; *Observație* sub. C. Apel Iași S. II, 13 Oct. 1904. Dreptul 9/1906; *Observație* sub. Trib. Federal Elvețian, 28 Sept. 1908. Dreptul 75/1908; *Observație* sub. C. Apel Iași S. I, 28 Nov. 1899. Curier Jud. 12/1900; *Observație* sub. Cas. Fr., 1 Febr. 1899. Curier Jud. 44/1900; *Observație* sub. Trib. Civil Nivelles (Belgia), 11 Febr. 1902. Curier Jud. 69/1902; *Observație* sub. C. Apel Buc. S. II, 44 din 27 Febr. 1901. Curier Jud. 13/1903; *Observație* sub. Judec. ocol III, Iași 6 Sept. 903. Curier Jud. 60/903; *Observație* sub. Judec. ocol Tg.-Jiu, 86 din 5 Febr. 1904. Curier Jud. 35/904; *Observație* sub. Trib. Ilfov S. I, 857 bis din 15 Nov. 1900. Curier Jud. 69/905; *Observație* sub. Judec. ocol rural Surăia (Putna), 42 din 27 Febr. 910; *Notă* sub. Trib. Gorj, S. I, 19 Mai 1915. Curier Jud. 46/915; *Nota* sub. Trib. civil Dijon, 11 Febr. 914. Curier Jud. 58/1915; *Observație* sub. C. Apel Alexandria (Egipt) 24 Febr. 1921. Pand. Rom. 1923-III-79; *Observație* sub. Cas. Fr. 20 Oct. 920. Pand. Rom. 1924-III-70; *Observație* sub. Trib. Lons-Le-Saulnier (Jura), 9 Oct. 922. Pand. Rom. 1924-III-79; *Notă* sub. Trib. Fontainebleau (Seine et Marne), 9 Oct. 1921. Jurispr. Gen. 21/1924. No. 1180; *Notă* sub. Judec. ocol Calafat, 25 Sept. 1924. Jurispr. Gen. 1925 No. 121; *Notă* sub. Trib. Remiremont, Vosges, 24 Ian. 922. Jurispr. Gen. 1925 No. 199;

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Observație* sub. Cas. Fr. civ., 25 Ian. 1921. Pand. Rom. 1923-III-96; CANTACUZINO MATEI, p. 318 urm.; 416, 521;

CODREANU S. I. (ISCOD), *Observație* sub. Cas. Belg. 16 Mart. 1905. Curier Jud. 57/908;

DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 275 urm., „Un act nul și neexistent poate el să producă vreun efect“; vol. I, p. 458 urm., „Vânzarea de lucruri străine“; vol. I, p. 466 urm., „Adnotațiune“;

IONAȘCU TRAIAN, *L'évolution de la notion de cause dans les conventions à titre onéreux; Notă* sub. Cas. I, 497 din 7 Dec. 1905, Cas. I, 3 din 10 Ian. 1897 și Cas. I, 248 din 18 Iunie 1897. Pand. Rom. 1922-I-201; *Notă* sub. Cas. I, 186 din 29 April 1904, etc. Pand. Rom. 1922-I-324; *Notă* sub. Trib. Ilfov S. II com., 6 Nov. 1922. Pand. Rom. 1923-II-167; *Notă* sub. C. Apel Buc., S. I, 174 din 27 Iunie 923. Pand. Rom. 1923-II-229;

LAZARESCU EM. ALEXANDRU, *Regula de drept și jurisprudența actuală*, „Despre eroarea de drept“, p. 5;

NACU, I, p. 109; II, p. 438 urm.; „Noțiunea cauzei actelor juridice“, Curier Jud. 7/909;

PERIETEANU GR. I. (IPER), *Notă* sub. Cas. I, 898 din 2 Nov. 921. Curier Jud. 19/1922; *Notă* sub. C. Apel Buc. S. I, 1894 din 3 Iulie 1920. Pand. Rom. 1922-II-262;

RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Chambéry, 17 Mart. 1909. Dreptul 53/1910; *Observație* sub. C. Apel Lyon 15 Oct. 913. Dreptul 80/1914;

SESCIOREANU M. G., *Notă* sub. Trib. Bruges, 16 Nov. 1920. Pand. Rom. 1922-III-72; *Notă* sub. C. Apel Bruxelles, 13 Ian. 1922. Pand. Rom. 1923-III-74;

SIPSON M. CONSTANTIN, „Noțiuni generale asupra cauzei obligațiunilor convenționale“, Dreptul 58/1907;

STOENESCU D. DEM., *Notă* sub. Cas. I, 561 din 19 Nov. 1920. Pand. Rom. 1922-I-236;

VRĂBIESCU GEORGE, *Notă* sub. Trib. Ilfov S. II com., 6 Nov. 1923. Pand. Rom. 1923-II-176;

VRĂBIESCU NICOLAE, *Notă* sub. Trib. Ilfov S. II com., 6 Nov. 1922. Pand. Rom. 1923-II-175.

## INDEX ALFABETIC

Advocat 4.  
Amenințări 12.  
Anulare, a se vedea „Nulitate“.  
Aprecieri suverană 7, 8.  
Autentificare 13.  
Băuturi spirtoase 19 ter.  
Bilet la ordin 1.  
Bisericești obiecte 16.  
Brevet de licență 19 ter.  
Cambie 1, 19 bis.  
Căsătorie 1, 9, 17.  
Cauză fals indicată 10, 19 bis.  
Cauză ilicită 4, 7, 11, 15, 16, 19, 19 ter, 20, 21.  
Cauză licită 1, 2, 6, 9, 17, 18.  
Cesiune 19 ter.  
Comerț 13.  
Concubinaj 15.  
Confirmare 12.  
Consimțământ 12.  
Constituire 2.  
Dol 12, 17.  
Donație, a se vedea „Liberalitate“.  
Executare 12.  
Faliment 6.  
Grefier 20.

Haham 2.  
Indivizibilitate 21.  
Industrie 18.  
Interpretare, a se vedea „Aprecieri suverană“.  
Legat, a se vedea „Testament“.  
Legea de organizare judecătorească 20.  
Legea rurală 13.  
Liberalitate 1, 14, 15.  
Locație 1, 9, 19 ter.  
Manoperă 12, 17.  
Mărturisire 1.  
Monopol 2, 18.  
Mozaic 2.  
Nulitate 4, 5, 14, 15, 16, 19, 19 bis, 20, 21, 22.  
Obiecte bisericesti 16.  
Ordine publică 2, 10, 13, 19.  
Organizare judecătorească, lege 20.  
Pact quota litis 4, 8.  
Pământ rural 13.  
Peștorie 9, 17.  
Prostituție 19.  
Quota-litis 4, 8.  
Recuficare 12.  
Recurs 7, 8, 11, 12.  
Rurală lege 13.

Rural pământ 13.  
Servicii 3.  
Servitor 3.  
Tăierea vitelor 2.  
Testament, a se vedea „Liberalitate“ și 7, 14, 15.

Vânzare-cumpărare 13,  
19 ter, 20.  
Vânzarea lucrului altuia  
5, 22.

## Jurisprudență

1. In fața biletului la ordin prin care subscriitorul declară că datorește portoarei suma de, valoare primită în bonuri, și în fața mărturisirii portoarei prin care a declarat că adevărata cauză este o liberalitate făcută în favorul de subscriitor cu ocaziunea căsătoriei, mărturisire care, după art. 1206, este indivizibilă, instanța de fond și-a putut formă convicțiunea că adevărata cauză a obligațiunii a fost serioasă și licită, și prin urmare valabilă acea obligațiune deși cuprinde o altă cauză. (Cas. I, 237/Mai 27/78, B. p. 227).

2. Dreptul de a tăia vite, după religia mozaică, aparținând hahamului, și acest drept trecând prin ereditate la



fiii acestuia cari au cunoștințele necesarii, dânsii pot conveni prin convențiune făcută legal în regularea executării acestui drept, fără ca printr'aceasta să poată fi considerat de un monopol prevăzut de art. 12 din Const. Convențiunea urmată între dânsii fiind recunoscută de părți, după art. 969, are putere de lege, prin urmare nu poate intra sub previziunile art. 966 și nici că este bazată pe o cauză nelicită, de oare-ce nu este proibită de lege sau contrarie bunelor moravuri și ordinii publice. (Cas. I, 37/Ian. 24/78, B. p. 27).

3. Datoria de a recunoaște și remunera serviciile făcute, când aceste servicii sunt din acelea care se plătesc în bani, precum sunt mai ales îngrijirile îndelungate date de un servitor stăpânului său, este o datorie naturală, și simpla dorință a stăpânului de a satisface din sentiment de echitate, de conștiință, de delicateteț sau de onoare constituie, într'un asemenea caz o cauză suficientă de angajament, intrând ca fond și ca formă în clasa actelor cu titlu oneros. (Trib. Ilfov, com. 26, Apr. 27/84, Dr. 48/84).

4. Convențiunea intervenită între un avocat și clientul său, prin care se stipulează ca drept plata ostenelilor depuse de avocat, acesta să primească o parte din dreptul dedus în judecată (pactul *quota litis*), este nulă ca fiind bazată pe o cauză ilicită, contrarie ordinii publice; această nulitate e prevăzută de art. 966 și 968. (Apel Craiova, II, Oct. 7/92, Dr. 66/92).

5. După art. 966 c. civ., obligațiunile fără cauză sau fondate pe o cauză falsă ori ilicită nu produc nici un efect. Astfel fiind, când e vorba de vânzarea unui lucru strein obligațiunea e fără cauză, de oarece în contractele de vânzare cauza obligațiunii cumpărătorului este dobândirea lucrului vândut *hic et nunc* și proprietatea neputându-se dobândi imediat, când vânzătorul nu este proprietar al lucrului vândut, cumpărătorul poate cere anularea obligațiunii sale. (Trib. Dolj I, Dr. 68/94).

6. Nu se poate considera ca ilicită clauza prin care creditorul, căruia se părăsește întregul activ, se obligă a plăti și o sumă oare care falitului însuș, căci calculul creditorului de a se obligă a da falitului o sumă oare care nu poate și nu trebuie să fie considerată ca o distrugere a unei părți din activul falimentului, pentru și în folosul falitului. Pe lângă aceasta, nu se violează legea părților conținută în concordat, prin acordarea către falit a acestei sume, când nu reese din termenii concordatului o renunțare expresă a falitului la această sumă. (Cas. II, 151/96, B. p. 1049).

7. Este ilicită și valabilă obligațiunea

impusă de un testator, ca legatară să-și constituie ca zestre imobilul lăsat ei de testator sub această condițiune. Dacă însă această clauză nu este de cât un accesoriu și o consecință a unei prohibițiuni absolute de inalienabilitate fără nici o limită sau restricțiune, ea formează o dispozițiune în întregul ei ilicită și neobligatorie pentru legatară. Instanța de fond judecă în mod suveran, când constată existența unei asemenea clauze ilicite, întemeindu-se pe întregul context al testamentului supus judecății sale. (Cas. I, 409/97, B. p. 1314).

8. Pactul *quota litis*, nefiind oprit de o anume lege în toate cazurile și necondiționat, el e nul și fără țârie numai într'u cât e întemeiat pe o cauză ilicită. Chestiunea, de există sau nu o asemenea cauză, este o apreciere de fapt a instanței de fond care scapă de cenzura Curței de Casațiune. (Cas. I, 220/97, B. p. 704).

9. Nu este exact că o profesiune ca să poată fi exercitată trebuie să fie prevăzută de lege (*petitoria*). Astfel profesiunea de a înlesni căsătoriile, deși nu este prevăzută de lege, însă fiind intrată în moravuri, nu este profesiune ilicită și ca atare cel ce o exercită are drept la o plată pentru serviciile ce face afară numai când ar fi stipulat ca să dea gratuit serviciile sale. (Cas. I, 3 din 10 Ian. 1897, Pand. Rom. 1922, I, 205).

10. O obligațiune nu este nulă când cauza ei a fost fals indicată în scris, căci legea nu lovește de nulitate falsă indicațiune, numai lipsa complectă de cauză atrage nulitatea obligațiunilor. Prin urmare, dacă, în locul cauzei indicate în act, convențiunea are o altă cauză reală, acea convențiune rămâne valabilă, cu condițiune însă că cauza adevărată să nu fie contrarie ordinii publice și bunelor moravuri. (Apel Buc. II, Dr. 29/901).

11. Lipsa de cauză sau o cauză ilicită a unei obligații, când sunt invocate, constituiesc mijloace de apărare, asupra cărora instanța de fond este datoare să se pronunțe căci altfel decizia sa este casabilă. (Cas. II, 186/904, B. p. 718).

12. În contractele sinalagmatice, cauza obligațiunii fiecărei părți fiind obligațiunea luată de cealaltă parte, una din ele nu-și poate anula obligațiunea pentru cauză ilicită, de cât dovedind că obligațiunea luată de cealaltă parte, este în adevăr ilicită.

Manoperile și amenințările întrebunțate de o parte spre a smulge de la cealaltă parte obligațiunea sa, nu constituiesc decât un viciu al consimțământului, viciu care dispare prin confirmarea dedusă din executarea voluntară a contractului, astfel că omisiunea instanței de fond de a se pronunța



-asupra probei testimoniale propusă spre a se dovedi acele manopere și amenințări, nu este o omisiune esențială care să atragă casarea deciziei. (Cas. I, 497 din 7 Dec. 1905, Pand. Rom. 1922, I, 200).

**13.** Funcționarul însărcinat de legiuitor cu autentificarea actelor fiind un judecător care are și misiunea și datoria de a respecta și aplica legile, este evident că rolul său nu poate fi mărginit la acela de simplu birou de înregistrare, care n'ar avea altceva de făcut decât să ia act de declarația părților, să constate consimțământul lor, după care să autentifice actele. Judecătorul care n'ar refuza autentificarea actelor prin care s'ar înfrânge învederat legile generale relative la materia care face obiectul contractului, mai cu seamă când dispoziția de lege înfrântă este de ordine publică, ar abdică dela principala sa misiune și ar uita cu desăvârșire îndatoririle sale de a respecta și aplica legile.

Prin urmare, judecătorul este în drept să respingă cererea de autentificare a actului de vânzare-cumpărare a unui pământ rural, când din certificatul prezentat pe lângă cererea de autentificare rezultă că cumpărătorul domiciliază în oraș și deci nu întrunește condiția cerută de legea rurală de a fi locuitor sătean. (Cas. I, decizia No. 85, din 10 Februarie 1914; dată după divergență. Jurispr. Rom. 1914, p. 178).

**14.** Dispozițiunile art. 966 c. civ., care anulează obligațiunile fără cauză sau întemeiate pe o cauză ilicită, deși se ocupă numai de obligațiuni, se aplică totuși și la actele de liberalitate și testamentare întrucât nu există nici o rațiune de a decide altfel. (C. Apel Buc. s. I, 108/914. Dreptul 1914, p. 364).

**15.** Concubinajul cu toate că în principiu nu poate fi o piedică de a primi cu titlu gratuit și nu isbește prin urmare de nulitate liberalitatea totuși atunci când menținerea concubinajului a fost prețul liberalității sau a testamentului, la mijloc fiind în acest caz un târg cu o *turpis causa*, liberalitatea este isbită de nulitate. (Apel Buc. I, No. 108, 1914; Dreptul 1914, p. 364).

**16.** Potrivit art. 963 c. civ. numai lucrurile ce sunt în comerț putând face obiectul unui contract, urmează că odoarele bisericesti cum și toate obiectele sacre care au servit unei biserici fiind bunuri sfinte și obștești, nu pot face obiectul tranzacțiilor comerciale, iar convențiunea prin care s'ar dispune vinderea unor asemenea obiecte are a fi anulată potrivit art. 966 c. civil. ca fondată pe o clauză ilicită. (Apel Buc. III, No. 177, 1914; Dreptul 1914, p. 634. Curier Jud. 78/915).

**17.** Este licită și, ca atare, validă, obligația pe care și-o ia cineva de a plăti o sumă de bani unei anumite persoane, în scopul de a înlesni o căsătorie și a stăruii pentru contractarea ei, sub condiția ca acest din urmă să nu fi întrebuințat dol sau manopere frauduloase. (Trib. Gorj I, 19 Mai 1915, Curier Jud. 46/915, p. 378).

**18.** Convențiunea prin care o persoană se obligă să nu mai exercite un anume comerț sau industrie într-o localitate determinată, stipulând sau promițând și în numele unui al treilea, este licită și, prin urmare valabilă.

Intr'adevăr, o asemenea obligațiune restrânsă la o localitate determinată, chiar perpetuă de ar fi nu constituie o interdicțiune generală și absolută la libertatea ce are orice persoană de a face un comerț, sau a exercita o industrie oarecare.

Obiectul unei asemenea convențiuni nu putea fi nici creierea unui monopol, întrucât interdicțiunea eră limitată la câteva persoane, așa că concurența nu eră imposibilă.

Prin urmare, instanța de fond declarând licită convențiunea falsă de care inculpatul s'a servit în justiție, spre a-și sustine o acțiune civilă în contra reclamantului, și condamnând pe inculpat pe temeiul art. 127 c. pen., n'a comis nici un exces de putere și n'a violat art. 966 și 968 c. civ. (Cas. II, decizia penală No. 2538, din 20 Oct. 1915; Jurispr. Rom. 8/916, p. 124).

**19.** Un contract de locație, încheiat de ambele părți, cu scopul exprimat de a pune lucrul închiriat în serviciul întreprinderii locatarului, care ține o casă pentru femei desfrânate, cece dă ajutor prostituției, este în contradicție cu bunele moravuri și deci dela început ilicit și nul.

Prin urmare, actuala proprietară a casei supusă unui asemenea contract, nu poate fi silită să suporte o stare de fapt care contrazice dreptul ei de proprietate, neavând locatarul în contractul de locație un titlu valabil pentru deținerea imobilului. (Cas. I, Compl. Ardel. 561 din 19 Nov. 1921. Pand. Rom. 1922, I, 235).

**19 bis.** Conform art. 966 c. civ., obligațiunea fără cauză sau bazată pe o cauză falsă nu poate avea nici un efect.

Ca atare e nulă o cambie, în care se declară valoarea primită în numerar, când beneficiarul recunoaște a fi contravaloarea chiriei unui pretins obiect la contractul de locațiune, dovedit în fapt inexact. (Trib. Ilfov s. I, com. 225 din 29 Mart. 1923. Jur. Gen. No. 2096).

**19 ter.** Brevetul de licență pentru vânzarea de băuturi, spirtoase este personal, adică nimeni nu-l poate uti-



liză în afară de persoana, pe al cărui nume s'a obținut și în consecință nu se poate cedă, închiria sau vinde. (Art. 1 din Legea privitoare la taxa de brevet și decaltru).

După art. 996 c. civil, obligațiile fără cauză sau fondate pe o cauză falsă sau nelicită, nu pot avea nici un efect între părțile contractante; iar cauza este nelicită, când este prohibită de lege, contrară bunelor moravuri sau ordinii publice.

Prin urmare convenția de arendă a unui brevet de licență are o cauză ilicită, obligațiunile ce decurg din ea n-au nici un efect față de lege și deci nu sunt susceptibile de a fi sancționate printr'o hotărîre judecătorească. (Judec. ocol. Urban Botoșani, 25 din 5 Febr. 1923, Botoșanii Juridic 3/924).

20. Potrivit art. 966 și 968 c. civ., obligațiunea fără cauză sau bazată pe o cauză falsă sau ilicită nu poate avea nici un efect, iar o cauză este ilicită atunci când este prohibită de lege, când e contrară bunelor moravuri sau ordinii publice.

Prin urmare, în speță, fiind vorba de o convențiune fondată pe o cauză formal prohibită de o lege cu caracter de ordine publică, cum este art. 118 din legea de organizare judecătorească, care interzice auxiliariilor justiției, deci și ajutorilor de grefieri, de a da consultațiuni, sfaturi sau a presta servicii în litigiile urmate înaintea instanțelor judecătorești, obligațiunea

luată de intimat prin scris de a face toate diligentele pentru ca apelantul să devie proprietarul bunurilor scoase în vânzare, iar în schimb să primească o treime din prețul realizat din vânzare, este nulă și fără efect. (C. Apel Craiova s. I, 62 din 19 Mart. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1081).

21. Când o convențiune contine mai multe clauze din cari unele ar fi ilicite, iar altele nu ar avea un asemenea caracter, când în intențiunea părților a fost ca toate stipulațiunile să fie intim legate între ele, că unele sunt cauza determinantă a celeilalte, nulitatea clauzelor ilicite atinge și pe cele licite, așa că convențiunea trebuie să fie declarată în întregime nulă. (C. Apel Craiova s. I, 62 din 19 Mart. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1081).

22. Vânzarea lucrului altuia este nulă în sens de inexistentă, pentru lipsă de cauză, cu toată controversa ce există asupra acestui punct. (Judec. ocol. Calafat 25 Sept. 1924, Justiția (Craiova) 12/924, Jur. Gen. 1925, No. 121).

23. A se vedea: art. 5 cu notele respective; art. 486, nota 6; art. 966 cu notele respective; art. 1008 cu notele respective; art. 1092 cu notele respective; art. 1108 cu notele 10, 12; art. 1190, nota 17; art. 1294, notele 10, 11, 13; art. 1309 cu notele respective; art. 1310, Index „Vânzarea lucrului altuia“ și notele respective; art. 1492 cu notele respective.

**Art. 967.** — Convențiunea este valabilă, cu toate că cauza nu este expresă.

Cauza este presuptă până la dovadă contrarie<sup>1)</sup>. (Civ. 1132, 1169 urm.; C. com. 270; Civ. Fr. 1132; Civ. Ital. 1120, 1121<sup>2)</sup>).

*Text. fr. Art. 1132.* — La convention n'est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée.

*Text. Ital. Art. 1120.* — Il contratto e valido, quantunque nonne sia espressa la causa<sup>4</sup>.

*Text. Ital. Art. 1121.* — La causa si presume sino a che non si prova il contrario.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 324; IV, ed. 5-a, p. 558;

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 319;

BONNIER, *Tr. des preuves*, 557;

BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 548, 553, 559;

CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. VII, 23, 62, 133, 356 urm.;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 305 urm., 441; ed. 1-a, III, p. 763;

DALLOZ, *Rép. Obligations*, 498 urm., 518 urm.; *Suppl. Obligations*, 150 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 48 bis;

DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 271; II, p. 526, 540 urm., 782 urm.;

1) Aliniatul al 2-a, lipsește în textul art. francez corespunzător 1132.

2) Art. 967 își are echivalentul său în art. 1132 Codul civil francez și în art. 1120 și 1121 Codul civil italian.



DEMOLOMBE, XXIV, 364-369;  
 HUC, VII, 86;  
 LAROMBIÈRE I, art. 1132, n. 4;  
 LAURENT, XVI, 166-168;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 560 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1042.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 153-155; (VII, p. 111, 538);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 417, 418;  
 IONAȘCU TRAIAN, *L'évolution de la notion de cause dans les conventions à titre onéreux*;  
 Notă sub. Cas. I, 497 din 7 Dec. 1905, Cas. I, 3 din 10 Ian. 1897 și Cas. I, 248 din  
 18 Iunie 1897. Pand. Rom. 1922-1-201; Notă sub. C. Apel Buc. S. I, 171 din 27 Iunie  
 1923. Pand. Rom. 1924-1-229;  
 NACU, II, p. 438 urm.

## Jurisprudență.

1. Dacă este adevărat că art. 967 de-  
 clară o convențiune valabilă, cu toate  
 că cauza nu este expresă, aceasta însă  
 nu este adevărat decât atunci când este  
 vorba de o obligațiune unilaterală, dar  
 nu când este vorba de un contract si-  
 nalagmatic, precum este o vânzare, în  
 care cauza obligațiunii uneia din  
 părți este obiectul obligațiunii celeil-  
 alte; în acest cas. actul trebuie să con-  
 țină cauza; și dar cade în sarcina  
 celui ce se prevalează de dânsul a do-  
 vedi existența cauzei când o asemenea  
 mențiune nu ar fi cuprinsă în act,  
 căci cel ce cere în virtutea unui con-  
 tract, trebuie să dovedească existența  
 tuturor condițiilor, fără de care el  
 nu poate exista ca atare, când actul  
 ce constată convențiunea nu le cu-  
 prinde. (Cas. I, 327/Oct. 23/81, B. p. 759).

2. Cauza într'o cambie există inde-  
 pendent de faptul menționărei sale în  
 corpul inserisului, fiind prezumată  
 până la proba contrarie, conform prin-  
 cipiilor de drept comun, stabilite prin  
 art. 967 alin. ultim din codul civil.  
 (Jud. oc. Huși, Dr. 60/909, p. 479; C. A-  
 pel Buc. s. IV 49 din 14 Sept. 1921,  
 Dreptul 7/922).

3. Faptul că într'un contract nu se  
 arată cauza obligațiunii, nu face să  
 rezulte că acea obligație e lipsită de  
 cauză, de oarece cauza ei există în vir-  
 tutea prezumpției legale stabilite de  
 art. 967 c. civil, atât timp cât nu se face  
 dovada contrarie și anume sau că obli-  
 gația este lipsită de cauză sau că ea  
 este întemeiată pe o cauză falsă sau  
 nelicită. (Trib. Ilfov s. I, com., 1066 din  
 5 Dec. 1924, Dreptul 2/925).

**Art. 968.** — Cauza este nelicită când este prohibită de legi,  
 când este contrarie bunelor moravuri și ordinii publice. (Civ.  
 5, 620, 728, 839, 948, 966, 1008, 1010, 1223—1226, 1492, 1838;  
 C. com. 70, 128, 488, 619; Civ. Fr. 1133).

*Text. fr. Art. 1133.* — La cause est illicite, quand elle est prohibée par  
 la loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 10, 11, 319-323, 550; IV, ed. 5-a, p. 13, 14, 544-548, 550-556;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 297-302, 310-312, 316;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, p. 526, 528-531;  
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. VII, X, 23, 24, 159, 221 urm., 347 urm., 401,  
 443 urm., 465 urm., 471 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 298; ed. 1-a, III, p. 632;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 50, 254, 269, 362, 550 urm., 5123; *Suppl. Obligations*, 6, 154,  
 157 urm., 179, 189, 594;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 46, 46 bis, I, II: 49 bis, II: 174 bis, IX;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 526, 541 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 334, 335, 335 ter, 345, 346, 350, 352-355, 375, 377-380;  
 HUC, VII, 72, 75;  
 LAROMBIÈRE, I, p. 345; art. 1131, n. 1, 2, 12, 15, 19; 1133, n. 7, 11, 12, 21; 1235, n. 11;

LAURENT, XVI, 107-110, 115-119, 125, 128, 129, 131, 140-142, 145-148, 150-154; XXIV, 60;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 559;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1027

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 130 urm.; (I, ed. 2-a, p. 230; IV, part. I, ed. 2-a, p. 92, 323, 379; IV, part. II, ed. 2-a, p. 587; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 13); *Observație* sub. Cas. Fr., 20 Oct. 1920. Pand. Rom. 1924-III-70; *Observație* sub. Trib. Lons-Le Saulnier (Jura), 9 Oct. 1922. Pand. Rom. 1924-III-79; *Observație* sub. Justiția de Pace din Pont-A-Mousson (Meurthe), 2 Aug. 1922. Pand. Rom. 1924-III-80; *Notă* sub. Justiția de Pace din Saint-Symphorien de Lay (Loire), 27 Mai 1919. Jurispr. Gen. 25/1923 No. 1748;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 318 urm., 416;  
 IONAȘCU TRAIAN, *L'évolution, de la notion de cause dans les conventions à titre onéreux*; *Notă* sub. Cas. I, 497 din 7 Dec. 1905, Cas. I, 3 din 10 Ian. 1897 și Cas. I, 248 din 18 Iunie 1897. Pand. Rom. 1922-I-201; *Notă* sub. C. Apel Buc. S. I, 171 din 27 Iunie 1923. Pand. Rom. 1924-I-229;  
 NACU, II, p. 438;  
 PERIȘTEANU GR. I. (IPER), *Notă* sub. Cas. I. 898 din 2 Nov. 1921. Curier Jud. 19/1922;  
 SESCOBESCU G., *Notă* sub. C. Apel Bruxelles, 13 Ian. 1922. Pand. Rom. 1923-III-74.

## Jurisprudență.

1. Chestiunea de a se ști dacă o obligațiune este fundată pe o cauză ilicită, fiind o chestiune de apreciere de fapt lăsată suveranității judecătorilor fondului, dânsa scapă controlului casăției. (Cas. I. 38/Ian. 29/80, B. p. 44).

2. O convențiune, licită în sine, nu devine ilicită prin aceea că, în execuțiunea ei, o parte a întrebuintat o faptă imorală spre a ajunge la îndeplinirea obligațiunii sale. (Cas. II, 193/90. Febr. 2/90, B. p. 12).

3. După art. 966 și 968 din codul civil, obligația întemeiată pe o cauză ilicită, nu poate produce nici un efect, iar cauza este ilicită când este proibită de lege, sau contrară ordinii publice ori bunelor moravuri. (Trib. Vaslui, Dr. 52/909, p. 414).

4. Concubinajul, cu toate că în principiu nu poate fi o piedică de a primi cu titlu gratuit și nu isbește prin urmare de nulitate liberalitatea, totuși atunci când menținerea concubinajului a fost prețul liberalității sau a testamentului, la mijloc fiind în acest caz un târg cu o *turpis causa*, liberalitatea este isbită de nulitate. (Apel Buc. I, No. 108, 1914; Dreptul 1914, p. 364).

5. Este licită și, ca atare, validă, obligația pe care și-o ia cineva de a plăti o sumă de bani unei anumite persoane, în scopul de a înlesni o căsătorie și a stăruii pentru contractarea ei, sub condiția ca acest din urmă să nu fi întrebuintat dol sau manopere frauduloase. (Trib. Gorj s. I, 19 Mai 1915, Curier Jud. 46/915, p. 378).

6. Convențiunea prin care o persoană se obligă să nu mai exercite un anume comerț sau industrie, într-o localitate determinată, stipulând sau promițând și în numele unui al treilea, este licită și, prin urmare validă.

Intr'adevăr o asemenea obligațiune restrânsă la o localitate determinată, chiar perpetuă de ar fi, nu constituie o interdicțiune generală și absolută la libertatea ce are orice persoană de a face comerț, sau a exercita o industrie oarecare.

Obiectul unei asemenea convențiuni nu putea fi nici creierea unui monopol, întrucât interdicțiunea era limitată la câteva persoane, așa că concurența nu era imposibilă.

Prin urmare, instanța de fond declarând licită convențiunea falsă de care inculpatul s'a servit în justiție, spre a-și susține o acțiune civilă în contra reclamantului, și condamnând pe inculpat pe temeiul art. 127 c. pen., n'a comis nici un exces de putere și n'a violat art. 966 și 968 c. civ. (Cas. II, No. 2538, 1915; Jurispr. Rom. 8/916, p. 124).

7. După dispozițiile art. 968 c. civil, cauza se consideră ca ilicită numai atunci când este prohibită de lege, contrarie bunelor moravuri sau ordinii publice, atunci când convenția violează un interes general. (Trib. Covurlui s. II, 6 Febr. 1915. Curier Jud. 51/916).

8. a) Intr'o obligațiune, condițiunea de a face un fapt pe care legea îl oprește, imprimă acelei convențiuni o cauză ilicită care potrivit art. 948 c. civil, atrage nulitatea contractului.

b) Vânzarea unui permis de export nu constituie un fapt ilicit, ca obținut în contra dispozițiilor art. 146 c. pen. care pedepsește traficul de influență, pentru ca conform art. 948 c. civil să atragă anularea acestei vânzări. (Trib. Ilfov s. I com. 1060 din 5 Dec. 1924. Dreptul 2/925).

9. A se vedea: art. 5 cu notele respective; art. 966 cu notele respective; art. 1008 cu notele respective.



## CAPITOLUL III.

## Despre efectul convențiilor.

Secțiunea I. *Dispozițiuni generale.*

**Art. 969.** — Convențiile legal făcute au putere de lege între părțile contractante.

Ele se pot revoca prin consimțământul mutual sau din cauze autorizate de lege. (Civ. 970, 973, 1020, 1021, 1078, 1175, 1176 urm., 1182, 1201, 1523 § 5, 1556; C. com. 36 urm., 42, 108; Civ. Fr. 1134).

*Text. fr. Art. 1134.* — Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Elles ne peuvent être révoquées, que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 325, 326; IV, ed. 5-a, p. 560-563, 573;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 331-334, 336, 338;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 744, 746, 748;  
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 199, 329;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 52, 60, 62, 937; II, p. 3, 25, 121, 251, 257, 309, 311, 331  
 350 nota 1, 706;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 651 urm., 848 urm.; *Suppl. Obligations*, 193 urm., 275 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 50, 79 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 526; V, p. 527;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 171; XXIV, 387-389;  
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;  
 HUC, VII, 88;  
 LAROMBIÈRE, I, art. 1134, n. 1;  
 LAURENT, XVI, 178-180, 185, 501;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 564 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1165 urm.;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 445 nota 2.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 156-161; (III, part. II, ed. 2-a, p. 691; IV, part. I, ed. 2-a, p. 231,  
 376, 381, 598; IV, part. II, ed. 2-a, p. 186; VI, p. 484, 494, 548, 681, 695, 700, 733,  
 818; VII, p. 115 n. 2; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 180; IX, p. 180, 656, 690 n. 1; X,  
 p. 97, 345; XI, p. 391); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 196; *Observație* sub.  
 C. Apel. Craiova S. I, 28 Sept. 1922. Pand. Rom. 1923-III-88; *Nota* sub. Cas. Fr.  
 7 Mart. 1920. Jurispr. Gen. 15/1924 No. 838;  
 ANTIM ST., *Notă* sub. Cas. III, 2078 din 12 Nov. 1924, Pand. Rom. 1925-I-25;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 458, 459;  
 DECUSARA C. E., *Notă* sub. Trib. Teleorman S. I, 149 din 26 Iunie 1919. Curier Jud.  
 29-30/1919;  
 DEMETRESCU A. MIHAIL, „*Grevele față de codul civil*“. Dreptul 79/1910;  
 LAZARESCU EM. ALEXANDRU, *Regula de drept și jurisprudența actuală* „*Rebus sic stan-*  
*tibus*“, p. 24 urm.;  
 NACU, II, p. 443, 444;  
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. Fr., 28 Iunie 1909. Dreptul 75/1915;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. C. Apel Buc. S. IV, 24 din 1 Febr. 1923. Pand. Rom.  
 1924-II-9;  
 VELESCU ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-II-115;  
 VOGEL I. D., *Nota* sub. C. Apel Buc. S. IV, 399/923. Jurispr. Gen. 10/1924 No. 589.

## INDEX ALFABETIC

Amanet 22.	Lire italiene 25.
Apreciere suverană 2, 15, 20.	Locație 11, 24.
Arbitraj 9.	Moșiile statului, arendarea lor 8.
Arendarea moșiilor Statului 8.	Moștenitor 18.
Arvună 17.	Ordine publică 10 ter, 14, 24.
Asigurare 1, 9.	Perceptori fiscali 13, 14.
Bilanț 5.	Plata 25.
Caragea cod 7.	Plata nedebitului 3.
Cek 22.	Recurs 2, 12, 13, 15, 20, 21.
Contract 1.	Remiză 13, 14.
Daune 22.	Revendicare 23.
Degradări 24.	Revizuire de socoteli 3, 4.
Dobânzi 7.	Reziliere 1, 17, 24.
Dotă 10 bis.	Riscuri valutare 22.
Evicțiune 18.	Societate 5.
Expertiză 8.	Socoteli 3, 4.
Exploatare de moșie 5.	Stat, arendarea moșiilor 8.
Forță majoră 10.	Stipulație pentru altul 9 bis, 10 bis, 10 ter, 19.
Gaj 22.	Străini 16.
Garanție 18.	Succesiune 23.
Hotărnicie 7.	Urmărire silită 6.
Intenția părților 19.	Vânzare-cumpărare 7, 10 bis, 17, 18, 25.
Întrepretare 2, 9, 12, 15, 16, 19, 20, 21.	

## Jurisprudență.

1. Un contract sinalagmatic nu se poate rezilia de cât prin concursul voinței ambelor părți. Dacă dar asiguratul prin condițiunile poliței de asigurare eră obligat a răspunde societăței primele la termenele stipulate și dânsul contravine acestei stipulațiuni, nu se poate considera ca scăpat de obligațiune și contractul desființat prin faptul său de neplata primelor, dacă societatea nu consimte la desființarea contractului a cărui executar e în drept a o cere. (Cas. I, 227/Sept. 3/79, B. p. 644).

2. Mijlocul tras din violarea art. 969, nu poate atrage casarea unei deciziuni, când acea deciziune, judecând faptul, interpretă o convențiune și constată în aprecierea sa suverană că acea convenție n'a fost violată prin faptul părței căreia se impută acea violare și că nu e răspunzătoare de consecințele neexecutării convențiunei isvorând din cauze independente de voința ei. (Cas. I, 162/Mai, 14/82, B. p. 551).

3. În legislațiunea noastră, ne aflându-se nici un text de lege ca art. 541 pr. civ. fran., prin care să se prohibe acțiunea în revizuire de socoteli, adică în revenirea din nou asupra socotelilor deja încheiate, nu se poate conchide de aci că revizuire de socoteli e permisă să se facă. E destul, spre a înlătură o asemenea acțiune, să ne servim de principiile generale ale dreptului. Or asupra convențiunilor încheiate între părți, cum ar fi compturile verificate, aprobate și plătite, nu se mai poate reveni de către una din ele, căci ar fi a se violă ceea ce constituie legea părților. De aci rezultă că și la noi acțiunea în revizuire de socoteli nu există. Din contra acțiunea în rectificarea de socoteli, adică acțiunea prin care se cere, nu a se atinge socotelile, ci a se

îndreptă erorile materiale de cifre, a se îndeplini omisiunile de cifre care nu au fost discutate și trecute în compturi, această acțiune, deși nu este recunoscută prin nici un text de lege, e admisibilă în drept și la noi, ca consecință a aplicațiunei *condicțiunei indebiti*. (Apel Buc. III, Mai 30/84, Dr. 60/84).

4. Compturile încheiate și lichidate de părți, fac ca ori și ce convențiune, lege între părțile ce le-au încheiat, și prin urmare nici una din ele nu mai poate reveni asupra lor, de cât numai când încheierea lor ar fi fost provocată prin dol. Dacă o acțiune în revizuire de atari compturi ar fi permisă, ar avea de efect a arunca nesiguranța, neîncrederea și chiar spaima în transacțiuni, procesele nu ar mai fi luat finit, și justiția s'ar transformă într'un adevărat instrument de tortură morală. Aceste considerațiuni au făcut pe legiuitorul francez, a prohibi în mod expres, prin art. 541 pr. civ., asemenea acțiune în revizuire sau redresare de compturi. Dacă în legislațiunea franceză a fost nevoie de un asemenea text prohibitiv, este pentru că mai înainte eră permisă o asemenea acțiune, considerațiune care nu se poate invocă în legislațiunea noastră din cauza lipsei unui text ca art. 541 pr. civ. francez. (Trib. Ilfov, com. 174, Mart. 10/83, Dr. 57/84).

5. Bilanțul format cu ocaziunea lichidării unei asociațiuni pentru exploatarea unei moșii, formează un titlu pentru cel în favoarea căruia coasociatul s'a recunoscut dator cu o sumă oarecare; acest titlu îi permite de a respinge ori ce cereri ale adversarului său, bazate pe contractul primitiv și pe care acest bilanț a avut de obiect a le stinge. Deci debitorul nu mai poate pretinde de la tovarășul său aducerea actelor și registrelor constatatoare de sumele prevăzute în bilanț. (Trib. Ialomița, 1734, Iun. 10/85, Dr. 56/85).

6. O dată ce creditorul, în baza unei convențiuni, a urmărit și vândut averea debitorului său spre a se îndestulă, efectele convențiunei s'au terminat și se naște un nou drept creditorului rezultând din lege. (Cas. I, 381/Nov. 17/87, B. p. 361).

7. Stipulațiunea dintr'un contract de vânzare, de a se considera vândut și prisosul de stânjeni de moșie, de se va găsi un prisos prin hotărnicia ce va face cumpărătorul, nu constituie o datorie cu termen pentru acest cumpărător, ci o datorie condițională, căci nu se știe de va fi sau nu un prisos și, prin urmare, în asemenea caz, nefiind aplicabil art. 6 din cod. Caragea, dobânzile nu se pot cere decât de la lichidarea datoriei ce va fi rezultat, prin



descoperirea că există un prisos. (Cas. I, 102/99, B. p. 265).

**8.** Asemănat art. 59 din condițiile generale pentru arendarea moșiilor Statului, constatarea și estimăția îmbunătățirilor făcute pe moșie, de către arendașul care ar fi despăgubit cu jumătate din valoarea lor, se fac de experți arbitri, desemnați câte unul de fiecare parte și, în caz de neînțelegere între experți, președintele Curței de apel va numi un al treilea expert. Astfel, este casabilă hotărârea când judecata a ordonat de la sine o expertiză, alta decât aceea prevăzută de sus menționatul text de lege, întru cât convențiile legal făcute au putere de lege între părțile contractante. (Cas. I, 132/99, B. p. 302).

**9.** Convențiile dintre părți au putere de lege și ele trebuiesc să fie aplicate întocmai și ad literam, când sunt clare și precise și nu dă loc la interpretare. Astfel, când în contractul intervenit între o societate de asigurare și asigurați se prevede că, în caz de litigiu, supra-arbitrul să fie numit de președintele tribunalului, acest supra-arbitru nu poate fi numit decât de președintele tribunalului, iar nici de cum de judecătorul ce-i ține locul. (Cas. I, 244/900, B. p. 802).

**9 bis.** Contractul de asigurare asupra vieții, prin care se stipulează că, în schimbul unor premii anuale, să se plătească la moartea stipulantului o sumă determinată unei persoane special desemnată, nu este decât aplicațiunea frecventă a regulilor ce guvernează stipulațiunea pentru altul, principiu admis și de legiuitorul nostru, cu toate că n'a reprodus art. 1121 din codicele civil francez. (Trib. Covurlui I, Dr. 4/904).

**10.** Deși în principiu convențiile între părți au putere de lege, însă, ori de câte ori se stabilește că, din forță majoră, o condiție nu se poate îndeplini, o asemenea stipulație, chiar expresă în condițiile contractului, nu poate fi luată în considerare. (Cas. II, 82/902, B. p. 257).

**10 bis.** Este valabilă stipulația făcută de vânzător, într'un act de vânzare ca, din prețul imobilului, cumpărătorul să plătească soției vânzătorului dota sa, atunci când ea s'ar găsi în situația juridică a-și primi dota. (Cas. I, 457/903 B. p. 1313).

**10 ter.** Legiuitorul român, nederogând în materie de stipulație pentru altul la principiile generale de drept, fie că o convenție ar conține o stipulație pentru altul fie că nu, ea este perfect valabilă, dacă nu contravie ordinii publice și bunelor moravuri. (Cas. I, 408/903 B. p. 1222).

**11.** Conform art. 1411 și 1414 din co-

dul civil, contractul de închiriere este perfect valabil de îndată ce părțile s'au înțeles asupra lucrului, timpului și prețului închirierii.

Prin urmare, violează sus citatele texte de lege, cum și art. 969 din codul civil, instanța de fond care consideră inexistent un contract de închiriere rezultat în mod învederat dintr'un schimb de scrisori intervenit între părți cu privire la imobilul închiriat, a prețului anual al duratei contractului. (Cas. I, 28 Febr. 1907, B. p. 234).

**12.** Dacă interpretarea convențiilor intervenite între părți aparține judecătorilor faptului, ei însă nu pot, sub pretext de interpretare, să denatureze înțelesul și cuprinsul acestor convențiuni, când clauzele sunt clare și precise, fără ca deciziunile lor să cadă sub cenzura Curții de casație;

Astfel când, din cauza clarității clauzelor din un act, el nu este susceptibil de mai multe înțelesuri și deci nu poate da loc la interpretări, instanța de fond interpretând acel act, îl denaturează, și, în acest caz, deciziunea sa cade sub cenzura Curții de Casație. (Cas. II, 18 Iunie 1907, B. p. 1160).

**13.** Comite un exces de putere și violează art. 969 din codul civil, Curtea de fond, care respinge apelul Statului fără să cerceteze dacă din actele prezentate există convenția pretinsă de Stat de a nu da perceptorului fiscal remiză pentru zecimile de percepere, și fără să discute pentru ce anume o asemenea convenție nu ar fi legală. (Cas. III, I Oct. 1907, B. p. 1563).

**14.** Din momentul ce instanța de fond constată în fapt că un perceptor a avut cunoștință de ordinul circular al Ministerului de Finanțe adresat Administratorilor financiari, prin care se specifică că nu se mai acordă remize perceptorilor la zecimile de percepere, și că acel perceptor a primit numirea sa în funcțiune în asemenea condițiuni fără nici o rezervă, de aci rezultă că dânsul a acceptat măsura luată de Minister, și deci el și-a dat consimțământul la stabilirea unei convențiuni tacite formată între toți perceptorii și Ministerul de Finanțe, în sensul de a nu li se mai plăți remize dela zecimi, și această convențiune este valabilă conform art. 969 cod. civil, întru cât nu este contrarie ordinii publice și bunelor moravuri, și este permisă și de legea specială de constatare și percepere a contribuțiilor. (Cas. III, 24 Noembrie 1908, B. p. 1998).

**15.** Conform art. 969 din codul civil, convențiunile legal făcute au putere de lege între părțile contractante; iar art. 34, alin. VI, din legea Curții de Casație, dă drept Curții a se ocupa de o pretinsă rea interpretare a unei convențiuni, numai în caz când interpre-



tarea dată prin hotărârea atacată ar schimba însăși natura convențiunii.

Prin urmare, Curtea de Casație e obligată să ție ca suveran constatate și apreciate faptele în materialitatea lor, atunci când instanța de fond prin aprecierea faptelor și a clauzelor, precum și a concluziunilor trase din aceea apreciere, n'a schimbat natura convențiunii. (Cas. I, 230 din 27 Mai 1909, B. p. 581, Curier Jud. 74/909).

**16.** Părțile contractante, de naționalitate streină, sunt suverane în a edicta legea ce le convine, în ce privește executarea contractelor, precum și rezilierea lor, întru cât, conform art. 969 codul civil, convențiunile legal făcute au putere de lege între părțile contractante. Iar atunci când părțile n'au specificat legiuirea la care vor să se refere, instanța de judecată trebuie să caute în faptele și împrejurările cauzei, care a fost intenția comună a părților contractante și să aplice legea pe care aceștia au ales-o în mod tacit. (Trib. Ilfov III, Dr. 74/909, p. 591).

**17.** Odată ce un contract de vânzare de produse a fost regulat încheiat între părți, el nu mai poate fi în urmă reziliat prin voință unilaterală a uneia din părțile contractante și punerea la dispoziția cumpărătorului în termen de 24 ore de la încasare a arvunei primite, nu are deci nici un efect asupra contractului încheiat. (Cas. III, 83 din 5 Mart. 1914, Jur. Rom. 18/914).

**18.** Când se susține de către un achizitor cu titlu particular al unui imobil dela adevărații proprietari ai acelu imobil, că lui nu i se poate opune obligațiunea de garanție a acestora, întru cât acea obligațiune este personală autorilor săi, instanța de fond are să se pronunțe asupra acestei chestiuni, care ar fi putut schimba soluțiunea procesului.

Când, dar, acea instanță motivează că îndatoririle vânzătorului rezultând din art. 1337 c. civ., de a garanță cumpărătorului posesiunea pașnică și utilă trec, în aceeași măsură, asupra moștenitorilor cu titlu universal când succed în mod pur și simplu, pe motiv că ei sunt supuși la aceleași obligațiuni ca și autorii lor și pot fi chemați în garanție ori de câte ori turburarea vine din partea unui al treilea și pot fi respinși, prin execuțiunea de garanție, când vor fi înșiși autorii turburării, fără însă ca instanța de fond să discute chestiunea ridicată de achizitorul cu titlu particular, a făcut o omisiune esențială care atrage după sine casarea deciziunii sale. (Cas. II, No. 7, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 159).

**19.** Codul nostru civil neconținând nici o dispozițiune restrictivă în ceea ce privește stipulațiunea pentru altul, urmează să se aplice în această materie

principiile generale de drept, stabilindu-se din analiza intențiunei părților existența valabilă precum și efectele juridice ale unei atari convențiuni. (Apel Iași II, No. 136, 1913; Dreptul 1914, p. 234).

**20.** Conform art. 969 c. civ., contractele legal făcute au putere de lege între părțile contractante și trebuiesc executate cu bună credință când sunt clar redactate și clauzele nu dau loc la nici o îndoială, ambiguitate sau obscuritate. Este adevărat că judecătorii fondului sunt suverani în interpretarea vointei părților, când nici o clauză nu poate fi criticată de Curtea supremă, însă cu o singură restricțiune, ca judecătorii fondului să nu înlăture voința părților sub pretext de interpretare și să substituie voința lor proprie vointei părților, când nici o clauză din contract nu-i autoriză să reurgă la interpretare. În această privință, Curtea regulatorie este nu numai în drept, dar datoare să cenzureze hotărârea, de oarece art. 969 c. civ. asimilând contractul cu însăși legea, Curtea de Casație prin menirea ei este chemată să asigure puterea și respectul convențiunii (Cas. Iași II, No. 5, 1918; Petre Popescu, Jur. Cas. 1917-1918, No. 5).

**21.** Instanțele de fond nu pot sub cuvânt de interpretare, să modifice sau să înlocuiască stipulațiuni în care voința părților contractante e clar exprimată și nu dă loc la nici o îndoială. (Cas. Iași s. II, decizia civilă No. 5 din 28 Februarie 1918; Jurispr. Rom. 3/919, p. 498).

**22.** Potrivit art. 969 și urm. c. civ., convențiunile legal făcute au putere de lege între părțile contractante și aceste convențiuni trebuiesc executate cu bună credință. Clauzele dintr'un contract se interpretează unele prin altele, astfel ca fiecare din ele să aibă un înțeles.

În speță, apelantul convenind ca în ziua de 28 Febr. 1922 intimată să-i verse la Creditul Italian din Milano suma de 100.000 de lire italiene, depunând în gaj un cek în valoare de 500.000 lei emis asupra Băncii intimată, în care scop Banca intimată l'a debitat cu suma de 523.600 lei, reprezentând contra valoarea celor 100.000 lire italiene după cursul zilei plus dobânda și comisionul, cu rezerva că nu înțelege să suporte riscurile rezultând din diferența de curs, din însăși clauzele convențiunei încheiate, indiferent dacă constituie o vânzare de lire sau un ordin de plată, rezultând că banca intimată nu și-a luat asupra sa riscurile valutare, ele cad în sarcina apelantului. Prin urmare, Banca intimată nu poate fi în culpă executând ordinul de plată al apelantului și ca atare nu poate fi o-



bligată la daune. (C. A. București I, dec. com. 13 din 22 Febr. 1922, Jur. Gen. 1923, No. 249).

23. În cazul revendicării unei succesiuni de la persoane străine, nu e nevoie ca toți moștenitorii să-și dovedească calitatea, atunci când calitatea unora din ei este contestată, ci este suficient ca numai unul singur să-și dovedească calitatea în care reclamă pentru a avea vocațiune la întreaga succesiune contra persoanelor străine.

Iar sarcina probei că mai sunt și alți moștenitori, cari n-au reclamat, incumbă acelor persoane străine de succesiune cari dețin averea. (Trib. Vâlcea s. I, 73 din 22 Mart. 1923. Pand. Rom. 1924, III, 177).

24. Conform art. 969 c. civ., convențiunile legal făcute, au putere de lege între părțile contractante, căci au în această privință libertatea de a reglementa raporturile dintre ele așa cum interesele lor li-ar dicta, cu singura restricțiune, de a nu aduce atingere ordinii publice sau bunelor moravuri.

În specie prin contractul de încheiere dintre părți, ele declarând că re-

nunță la dreptul de a cere rezilierea lui pe timpul duratei lui, deci implicit a prelungirii lui legale, iar această clauză neatingând nici ordinea publică, nici bunele moravuri, ea trebuie a-și produce efectele legale și ca atare proprietarul nu poate cere rezilierea pentru degradările ce s'au adus de chirias la imobile. (Cas. I, 1156 din 24 Iunie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1922, Jur. Gen. 1924, No. 2047).

25. Când din scrisorile urmate între părți, rezultă că cumpărătorii unor mărfuri, s-au obligat să facă plata ei în lire italiene, vânzătorul are dreptul a pretinde obligația acestora la plata sumei în acea monedă, această convențiune fiind potrivit art. 969 c. civ., legea părților. (C. Apel Constanța, 27 din 30 Iunie 1924, Bul. C. Apel 16/924).

26. A se vedea: art. 5, Index și notele respective; art. 97, nota 4; art. 954, nota 1; art. 973, notele 8, 21; art. 977, Index, „Impreviziune“ și notele 34, 38; art. 987 notele respective; art. 1021, nota 103; art. 1201 cu notele respective; art. 1295, nota 61.

**Art. 970.** — Convențiunile trebuiesc executate cu bună credință.

Ele obligă nu numai la ceea ce este expres într'însele, dar la toate urmările, ce equitatea, obiceiul sau legea dă obligațiunei, după natura sa. (Civ. 969, 977 urm., 1082, 1893, 1899; Civ. Fr. 1134 § 3, 1135).

*Text. fr. Art. 1134 § 3.* — Elles doivent être exécutées de bonne foi.

*Text. fr. Art. 1135.* — Les conventions obligent non-seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, 326; IV, ed. 5-a, p. 563;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 343;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, p. 745;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 52, 60, 62, 937; II, p. 309;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 685 urm.; *Suppl. Obligations*, 196;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 50;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 215; IV, p. 341;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 393;  
 HUC, VII, 90;  
 LAROMBIÈRE I, art. 1134, n° 5;  
 LAURENT, XVI, 181;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 564;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1165 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 156-161; (XI, p. 415 n. 1); *Observație* sub. Apel Jena 20 Oct. 920.  
 Pand. Rom. 1922-III-167;  
 ALEXANDRESCO TRAIAN, „*Natura dreptului de retenție*“. Curier Jud. 3/921;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 458, 459;  
 DUMITRESCU D., „*Rezumat de concluzii*“, Sentința 2/925, 3/925;

- LAZARESCU EM. ALEXANDRU, *Regula de drept și jurisprudența actuală*, „Rebus sic stantibus” p. 24 urm.;  
 NACU, II, p. 474;  
 PERIȚEANU GR. I. (IPER), *Nota sub. C. Apel Buc. S. I, V, 249 din 12 Sept. 924. Curier Jud. 33/924*;  
 VELESCU ALEX., *Notă sub. Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-I-115*.

### Jurisprudență.

1. Contractele de asociațiuni formate în țară străină, se regulează după legea acelei țări conform principiului: „*locus regit actum*”. (Apel. Buc. III, *Dr. 59/83*).
2. Contractele, dacă părțile nu stipulează anume după care lege trebuie să se rezolve diferendele ce s'ar ivi între dănsese, urmează să se execute conform legilor și jurisprudenței țării unde s'au încheiat. (Cas. II, 20/92, B. p. 84).
3. În contractele sinalagmatice, în care cauza obligațiunii fiecărei părți este obligațiunea celeilalte părți contractante, nici una din părți nu poate cere executarea strictă a contractului, decât dacă și dânsa execută obligațiunile ce decurg din acelaș contract. Această cu atât mai mult, cu cât este cunoscut principiul că orice convențiune trebuie executată cu bună credință. (Cas. I, 15 Iunie 1907, B. p. 1080).
4. Cu toate că contractul este lege între părți și instanțele Judecătorești nu pot îndulci rigoarea clauzelor rezolutorii exprese, totuși Judecătorii au căderea și datoria să verifice dacă neexecutarea a avut loc în înțelesul prevăzut și stipulat mai dinainte de părți, de oarece știut este că, potrivit art. 970 din codul civil, convențiunile trebuie executate cu bună credință. (Apel Galați I, *Dr. 37/913*, p. 290).
5. Deși prin art. 970 și 980 cod. civil. se prevede că se poate admite obiceiul și uzul, pentru interpretarea unei convențiuni, când acel uz este constant, de aci însă nu rezultă că uzurile pot fi admise și în comerț, de oarece criteriul care distinge uzurile comerciale cu caracter legislativ, neadmise în legislația noastră comercială, de uzurile cu caracter interpretativ, la care se poate recurge pentru interpretarea unei convențiuni, conform regulii puse în codul civil, este că, de câte ori este

vorba de un uz care cuprinde o regulă de drept, este vorba de un uz legislativ admis în alte părți dar neadmis la noi, iar decât ori este vorba de interpretarea unei convențiuni, atunci se pot aplica uzurile, însă numai ca mijloc de interpretare a acelor convenții. (Cas. III, No. 490, 1913; Dreptul 1914, p. 89).

6. Ruperea contractului de locațiune de servicii cu durată nedeterminată fără motive legitime și fără un prealabil concediu în timpul oportun pentru găsirea unui nou serviciu, dă drept părții, față de care contractul s'a rupt brusc, a cere daune în virtutea art. 970 c. civil.

În favoarea părerei de a se da concediu util, este și art. 15 din legea servitorilor.

Faptul că plata salariului se face lunar, nu însemnează că contractul de locațiune de serviciu este pe termen de o lună.

Timpul când trebuie dat concediu, variază după natura serviciilor angajate și este lăsat la aprecierea suverană a instanțelor de fond. (Apel Craiova I, No. 4, 1919; Trib. Jurid. 1919, p. 34).

7. „Echitatea”, bine și în mod firesc înțeleasă, este un pretios subsidiu în interpretarea legilor; ea este izvorul și rațiunea de a fi a legii pozitive, de la care aceasta se inspiră și pe care caută continuu să o consfințească; ea nu poate înspăimânta pe un împriecinat de bună credință.

Nu se poate concepe un leginitor, care să urmărească a se consacra închității; ci din cotnră în materia ce se discută privitoare la executarea convențiilor și interpretarea lor, autorii codului civil consacră formal un atare principiu prin art. 970 c. civil. (Trib. Prahova s. II, 139 din 1921. Alexandru Găntoiu, *Lucrări judecătorești*, No. 4, 1925, p. 1 urm.).

8. A se vedea: art. 977 notele 34, 38.

**Art. 971.** — În contractele ce au de obiect translațiunea proprietății, sau unui alt drept real, proprietatea sau dreptul se transmite prin efectul consimțământului părților, și lucrul rămâne în rizico-pericolul dobânditorului, chiar când nu i s'a făcut tradițiunea lucrului. (Civ. 644, 1018, 1022, 1074, 1081, 1156, 1295, 1299, 1300; Pr. civ. 567; Civ. Fr. 1138; Civ. Ital. 1125).



*Text. fr. Art. 1138.* — L'obligation de livrer la chose est parfaite par le seul consentement des parties contractantes.

Elle rend le créancier propriétaire et met la chose à ses risques dès l'instant où elle a dû être livrée, encore que la tradition n'en ait point été faite, à moins que le débiteur ne soit en demeure de la livrer; auquel cas la chose reste aux risques de ce dernier.

*Text. Ital. Art. 1125.* — Nei contratti che hanno per oggetto la trasmissione della proprietà o di altro diritto, la proprietà o il diritto si trasmette e si acquista per effetto del consenso legittimamente manifestato, e la cosa rimane a rischio e pericolo dell'acquirente, quantunque non ne sia seguita la tradizione.

### Doctrină străină.

- BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 419-425;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 7, 39, 43, 59, 63, 83, 89, 122, 213, 321, 364, 380, 512, 513;  
 CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 100, 276, 279 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 935 urm., 939, 940, 948, 959, 1010; II, p. 1, 6, 14, 15, 17, 158, 168, 175, 339 urm., 422, 456, 552, 758, 821; ed. 1-a, III, p. 768;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 687 urm.; *Suppl. Obligations*, 201 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 58 bis, III, IV;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 215, 223;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 421 urm., 424;  
 HUC, VII, 105 urm.;  
 LAURENT, XVI, 206 urm., 208;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 569 urm., 580 urm.;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2590 urm., 2595, 2596, 2607, 2615, 1170 urm.; II, ed. 3-a, No. 1343 urm., 1531;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 81, 200, 213.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 166-168, 185 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 7; VI, part. I, ed. 2-a, p. 15, 205, 216, 328, 329; VI, p. 79, 237 n. 1, 452, 488; IX, p. 481, 671; X, p. 734 t. și n. 2, 449); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 149; „O chestiune importantă asupra strămutării proprietății“. Dreptul 6/1911; Notă sub. Trib. Angers, 30 Oct. 1920. Jur. Gen. 1924 No. 1695;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 385, 459, 460, 461, 462, 463, 632;  
 CRISTODORESCU C. ȘI ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere* p. 121;  
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 192 urm.: „Succesiunile singulare“; vol. I, p. 292 urm.: „Teoria riscurilor la contracte“;  
 DUMITRESCU A. M., II, 2, 17, 25, 28, 253;  
 NACU, II, p. 608;  
 TONEANU N. C., „Pactul de rezerva proprietății“. Curier Jud. 1/911, 8/911;

### Jurisprudență.

1. Dacă vânzătorul prin contract și-a rezervat lui proprietatea obiectelor vândute până la integrala plată a prețului, iar până atunci cumpărătorul va avea numai uzul acelor mobile posedându-le cu titlu precariu, legea ne opunându-se, vânzătorul este în tot dreptul de a stipulă expres, că proprietatea mobilelor să fie transmisă numai când cumpărătorul își va îndeplini obligațiunea plătind întregul preț; adică ca vânzarea cu alte cuvinte să fie suspendată până în momentul plății ultimei sume datorite din preț mobilelor. Acest act constituie un act de vânzare supus unei condițiuni suspensive: aceea a plății ultimei rate din preț. În asemenea caz, obiectul pier

pe comptul proprietarului, conform principiului: *res perit domino*. Și nu se poate zice că se violează dispozițiunile art. 971, 1074 și 1156 c. civ., fiind că aceste dispozițiuni își păstrează nețagăduit deplina lor aplicațiune în ipotezele speciale ce aceste texte de lege prevăd anume, iar nu și în cazul de față când cumpărătorul n'a dobândit nici proprietatea obiectului vândut nici calitatea de creditor asupra lui, calitate ce nu putea lua naștere, în specie, de cât în momentul îndeplinirii condițiunei suspensive. (Cas. I, 209/88, Sept. 7/88, Bul. p. 716).

2. Legea, după ce a admis principiul că proprietatea se strămută de drept prin simplul efect al consimțământului, fără ca să fie necesitate de tradițiune sau de punere în posesiune (art. 971 și



1295), s'a ocupat de chestiunea riscurilor pe timpul cât proprietarul nu e pus în posesiunea lucrului asupra cărui a câștigat dreptul de proprietate. Legea a pus riscurile în sarcina proprietarului (*res perit domino*), și aceasta rezultă din art. 971, care e mai lămurit de cât articolul corespunzător din codul francez (1138), fiind că cuvântul *créancier* din legea franceză este înlocuit în legea română cu cuvântul *dobânditor*; nu doară că prin aceasta legiuitorul nostru a voit să facă vre o inovațiune, de oare ce creditorul unui corp cert e proprietarul acelui corp, căci temeiul creanței sale e tocmai dreptul de proprietate. Prin urmare, când zice legea că lucrul rămâne în risico-pericolul dobânditorului sau al creditorului (art. 971, 1074) e tot una ca și cum ar zice că lucrul rămâne în rizico-pericolul proprietarului care încă nu e pus în posesiunea acelui lucru. Astfel, când cineva vinde niște mobile dar își rezervă dreptul de proprietate asupra lor până la plata întregului preț de către cumpărător, pierderea acelor lucruri prin incendiu privește pe vânzător care în momentul sinistrului eră proprietarul lor. (Apel Iași I, Ian. 4/88, *Dr.* 13/88).

3. Prin art. 971 se regulează riscurile în privința vânzărilor făcute conform art. 1295, care sunt perfecte din momentul acordului părților asupra lucrului și prețului, punând principiul că proprietatea sau dreptul se transferă prin efectul consimțământului fără a fi nevoie de tradițiune. Contractul însă de vânzare prin care se stipulează că cumpărătorul nu va căpăta proprietatea obiectului vândut de cât când va plăti ultima rată a prețului, nefiind făcut conform art. 1295, adică perfect în momentul confecționării lui, rămâne de la acea dată și până la cea din urmă rată ca un act creator numai de obligațiuni, și prin urmare dacă lucrul pierе în acest interval, nu se mai poate subsuma soluțiunea riscului sub art. 971, ci sub art. 1074, care ca generic cuprinde ori ce obligațiune de a da. Ca atare, fiind vânzătorul debitor și cumpărătorul creditor, lucrul pierind prin forță majoră (incendiu) și fără vina debitorului, pierе pe seama creditorului (cumpărătorul), și în consecință conform art. 1074 și 1156 vânzătorul s'a liberat prin cazul de forță majoră și cumpărătorul ținut a plăti restul prețului. Sustinerea că această vânzare ar fi sub condițiune suspensivă nu poate avea loc, căci condițiunea, conform art. 1004, e un eveniment viitor și necert, pe când în specie prin contract se fixează plata în rate și la termene, cari pot fi scurte numai de cumpărător, ca fiind în ușurarea obligațiunei sale. Astfel fiind, întru câtă vreme e un ter-

men înlăuntrul căruia în rate se face plata, nu mai poate fi admisibilă susținerea că acest act ar fi sub condițiune suspensivă și nici ca consecință să poate fi admisibilă aplicațiunea art. 1018. (Trib. Iași, I, 5, Ian. 10/87, *Dr.* 76/88).

4. Când condiția rezolutorie dintr-o vânzare nu se poate îndeplini din cauza pierderii totale a lucrului, vânzarea trebuie considerată pură și simplă, iar pierderea trecută în sarcina cumpărătorului conform art. 971 și 1074 al. 2 c. civil. (Judec. ocol II Caracal, 930 din 7 Aug. 1907. Pagini Juridice 13/907).

5. Deși art. 971 și 1295 din codul civil fac în adevăr răspunzător pe cumpărător de riscurile lucrului cumpărat din momentul vânzării și independent de orice tradițiune, însă această răspundere presupune o vânzare care a existat, iar nu și atunci când vânzarea a fost reziliată din cauză că vânzătorul nu și-a executat obligațiunea predării. (Cas. I, 13 Apr. 1912, B. p. 616).

6. Vânzarea este perfectă între părți și proprietatea este de drept strămutată la cumpărător, în privința vânzătorului, îndată ce părțile s'au învoit asupra lucrului și asupra prețului, independent de redactarea actului, adică a instrumentului ce servă ca probă a contractului de vânzare, care fiind un contract consensual nu este supus nici unei forme solemne cerută pentru existența sa.

Prin urmare, dacă cumpărătorul a chemat în judecată pe vânzător spre a se constată judecătorește vânzarea pentru care acesta din urmă a semnat o chitanță de primirea prețului, prin această cumpărătorul, care se servă în justiție de chitanța semnată de vânzător, și-a manifestat în deajuns consimțământul său la acea vânzare, care fiind perfectă între părți, ele trebuiau să achite încă de la formarea chitanței, care ținea loc de act de vânzare, taxele de timbru și înregistrare cvenite fiscului, precum cere art. 86 din legea timbrului, iar dacă acea chitanță nu a fost scrisă încă din momentul formării ei pe hârtie timbrată de 10 lei coala, conform art. 23, alin. V din legea timbrului și nu s'a plătit tot atunci nici taxa de înregistrare, conform art. 47, alin. II din aceeaș lege, contravențiunea la legea timbrului există din acel moment și nu poate fi anulată prin împrejurarea că părțile împăcându-se în urmă în procesul dintre ele, au făcut actul cu taxele cerute de lege. În împrejurările mai sus arătate, Tribunalul nu poate anula contravențiunea pe motiv că chitanța nu a fost semnată de ambele părți, adică și de cumpărător. (Cas. III, 12 Sept. 1912, B. p. 1578).

7. Vânzarea, după disp. art. 1295 și



971 c. civ., e un contract consensual și e perfect prin simplul consimțământ al părților contractante, adică îndată ce ele s'au învoit asupra obiectului și prețului, indiferent dacă obiectul s'a trădat ori dacă prețul s'a numărat. Așa fiind, cumpărătorul nu poate invoca — atunci când actul de vânzare fiind scris pe timbru insuficient, a provocat o condamnare la plata taxelor și amendei — că acel act nu conține decât o policitațiune, care e o simplă promisiune din partea vânzătorului, ceea ce nu poate fi în cazul când e constatată că s'a convenit asupra prețului și obiectului s'a acceptat vânzarea și s'a numărat și primit parte din preț. (Cas. III, decizia No. 91, din 11 Martie 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 271).

8. Legea timbrului izbind de taxe de înregistrare vânzările imobiliare a cuprins în categoria acestor acte chiar și pe acele pentru cari părțile n'au încheiat un act scris și care există din moment ce părțile s'au învoit asupra lucrului și asupra prețului, independent de redactarea actului, adică a instrumentului ce servă ca probă a contrac-

tului de vânzare; părțile trebuind să plătească taxa de înregistrare încă de la formarea convențiunii, potrivit art. 51 din legea timbrului. (Cas. III, No. 80, 1915; Curier Jud. 1915, p. 284).

9. Intru cât prin exproprierea în totul sau în parte a bunului cumpărat, nu se aduce nici o atingere însuși titlului de proprietate, care rămâne tot atât de valid ca și în trecut, ci se îngrădește numai exercitiul dreptului cumpărătorului, prin faptul că în loc să poată dispune de bunul său așa cum înțelege i se impune vânzarea lui forțată în schimbul unui preț determinat, exproprierea nu poate constitui o evicțiune care să atragă răspunderea autorului, ea fiind un risc isvorit din aplicarea unei legi, risc pe care potrivit art. 971 c. civ., îl suportă proprietarul din momentul exproprierei al lucrului expropriat, afară de cazul când părțile prin convențiunea lor ar fi pus riscul în sarcina vânzătorului. (Trib. Notariat Ilfov, 258 din 3 Nov. 1924. Curier Jud. 6/925).

10. A se vedea: art. 1074 nota 4; art. 1295 cu notele respective.

**Art. 972.** — Dacă lucrul, ce cineva s'a obligat succesiv a da la două persoane, este mobil, persoana pusă în posesiune este preferită și rămâne proprietar, chiar când titlul său este cu dată posterioară, numai posesiunea să fie de bună credință. (Civ. 472 urm., 1316 urm., 1391, 1393, 1898, 1900; Civ. Fr. 1141).

*Text. fr. Art. 1141.* — Si la chose qu'on s'est obligé de donner ou de livrer à deux personnes successivement, est purement mobilière, celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée et en demeure propriétaire, encore que son titre soit postérieur en date, pourvu toutefois que la possession soit de bonne foi.

#### Doctrină străină.

BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 39, 59, 60, 346, 362;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 912, 914, 941 urm., 960; II, p. 216;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 695 urm.; *Suppl. Obligations* 203 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 578, 579;  
PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2598.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 172-176; (I, ed. 2-a, p. 133 n. 4; III, part. II, ed. 2-a, p. 746 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 261, 265, 341; VII, p. 187; X, p. 250, 452, 453; XI, p. 344, 375);  
CANTACUZINO MATEI, p. 121, 122, 385, 461, 641;  
DUMITRESCU A. M., II, 17, 22, 334;  
NACU, II, p. 608, 880;  
PLĂSTARA G., „*Asupra transfertului proprietății mobiliare*“. Dreptul 38/1907

#### Jurisprudență.

1. Cel ce s'a obligat succesiv a da la două persoane un lucru mobil, transferă proprietatea lui acelei persoane, care este pusă în posesiune, chiar dacă titlul său este posterior, numai posesiu-

nea să fie de bună credință. (Apel Craiova I. Dr. 80/900).

2. Deși printre dispozițiunile codului civil care reglementează materia locațiunii, nu există vre-un text referitor la cazul când un proprietar își arendează moșia la două persoane, prin

două contracte succesive, totuși din alte texte de lege se pot deduce normele care să indice soluțiunea ce urmează a se da într'o asemenea ipoteză.

Astfel, din art. 1441 c. civ. și 516 pr. civ. rezultă, că atât proprietarul unui imobil, închiriat ori arendat cu contract anterior transmiterii lui, cât și un locatar posterior, fără a distinge dacă locatarul anterior a fost ori nu pus în folosința imobilului, trebuie să respecte exercitiul drepturilor locata-

rului anterior, pentru tot timpul cât contractul le este opozabil.

Simpla posesiune a moșiei arendate nu poate atribui arendașului posterior dreptul de a fi menținut în folosința moșiei, căci eficacitatea posesiunii nu se poate invoca când sunt în discuțiune drepturi incorporale ca acelea rezultând din contractele de arendare. (Cas. II, decizia civilă No. 126, din 2 Iunie 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 486).

Secțiunea II. — Despre efectul convențiilor în privința persoanelor a treia.

**Art. 973.** — Convențiile n'au efect decât între părțile contractante<sup>1)</sup>. (Civ. 969, 974 urm., 1047, 1049, 1056, 1141, 1142, 1175, 1201, 1558, 1680; Pr. civ. 104; C. com. 99, 853; Civ. Fr. 1165).

*Text. fr. Art. 1165.* — Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes; elles ne nuisent point au tiers, et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1121.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 14; IV, ed. 5-a, p. 17;  
 BALLEYDIER L. ET CAPITANT H., „Asigurarea asupra vieții în profitul unui al treilea și jurisprudența“. Dreptul 74, 78, 80, 84/1905; Dreptul 10/1906, 21/1906, 35/1906, 37/1906;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2348;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 576, 584, 748, 750, 752;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 345, 391, 935, 1011; II, p. 211, 214, 309, 317, 318, 329, 441, 673; ed. 1-a, III, p. 563;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 877 urm.; *Suppl. Obligations*, 287 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 39, 221, 222, 245 urm., 261; IV, p. 289; V, p. 561;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 599;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1181 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 194-196; (VII, p. 157, 163, 164, 174, 180, 181, 580; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 55); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 433; *Observație sub. Cas. Fr.* 20 Febr. 1900. *Curier Jud.* 48/1900;  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă sub. Cas. I*, 985 din 15 Oct. 1923. *Pand. Rom.* 1925-1-16;  
 BOSSIE ȘT. C., *Nota sub. Trib. Bacău*, 61 din 31 Mai 911. *Curier Jud.* 64/913;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 463 urm.;  
 DEGREA AL. (Alexander), *Notă sub. Cas. I*, 142 din 29 Mart. 1900. *Dreptul* 44/1900;  
 DUMITRESCU A. M., I, 1014;  
 GEORGEAN N., *Notă sub. Cas. I*, 148, din 31 Mart. 1920, *Pand. Rom.* 1923, I, 233;  
 NACU, II, p. 445 urm.; „Despre efectul convențiilor în privința persoanelor a treia“. *Curier Jud.* 43/902;  
 NICOLAESCU I. DEM., „*Res inter alios acta... în materie de partaj*“. *Curier Jud.* 20/1903;  
 PĂRVULESCU M. NIC., „*Res inter alios acta*“, *Curier Jud.* 13/1903;  
 STOENESCU D. DEM., *Nota sub. Cas. I*, 1026, din 2 Dec. 921. *Pand. Rom.* 1924, I, 257.

#### INDEX ALFABETIC

Arendare, a se vedea „Locațiune“.  
 Autentificare 14.  
 Autoritate de lucru judecat 6, 7, 15, 16, 17, 18 bis.  
 Cesiune 3.  
 Contestatie 21.  
 Convenție 12, 13, 14.  
 Donație 8, 20.  
 Donație deghizată 20.

Drepturi succesoriale 3, 9.  
 Efect retroactiv 6, 18 bis, 22.  
 Executare 14, 16, 18, 21.  
 Executorii titluri 2.  
 Hotărâre 6, 7, 9, 12, 14, 17, 18 bis, 21.  
 Hotărnicia islazurilor, Regulament 11.  
 Imprumut 5.

Inchiriere, a se vedea „Locațiune“.  
 Indiviziune 17.  
 Instrăinare, a se vedea „Vânzare-cumpărare“.  
 Interes 3, 8.  
 Intervenție 15.  
 Invoeli agricole 11.  
 Islazuri 11.  
 Legea autentificării actelor 14.  
 Legea Invoeli agricole 11.

Locațiune 2, 4, 10, 14, 21.  
 Lucru judecat 6, 7, 15, 16, 17, 18 bis.  
 Mandat 17, 18.  
 Ministerul de Interne 11.  
 Moștenitori 3.  
 Nulitate 3.  
 Posesiune 2, 10, 14, 19, 21.  
 Prejudiciu 16.  
 Prepus 1.  
 Privelegiu 14.  
 Proprietate 13, 19.

<sup>1)</sup> Art. francez corespunzător 1165, continuă: „elles ne nuisent point au tiers, et elle ne lui profitent que dans le cas prévu par l'art. 1121“.



Regulamentul hotărâniciei islazurilor 11.	Terțe persoane 2-5, 7, 8, 12, 13, 14, 16, 13 bis, 19, 21, 22.
Reprezentanți 3, 6, 12, 17.	Titluri executorii 2.
Retroactiv efect 6, 13 bis, 22.	Transcriere 4.
Rezoluțiune 22.	Urmărire silită, a se vedea „Executare“.
Stipulație pentru altul 3.	Uzfruct 20.
Succesorale drepturi 3, 9.	Vânzare-cumpărare 1, 6, 9, 11, 13, 14, 15, 13 bis, 19, 20, 22.
Succesori 3.	
Succesori particulari 6, 7, 9, 11, 13, 15, 13 bis, 22.	

## Jurisprudență.

- Proprietarul este obligat prin angajamentele luate de omul autorului său înaintea transmisiunii proprietății. (Cas. I, 59/79, Febr. 28/79, B. p. 104).
- Titlurile executorii nu se pot opune de cât părților ce au figurat în judecată sau când au luat parte la confecționarea actului ce se execută. Astfel contractul de arendare investit cu formulă executorie, intervenit între proprietar și arendaș, nu poate fi executat contra unei terțe persoane ce se află în posesiunea imobilului, care n'a luat parte la confecționarea contractului ce se execută contra sa, deposedându-l. (Trib. Ilfov, not. Iun. 30/85, *Dr.* 64/85).
- Numai părțile contractante sau reprezentanții lor sunt în drept să invoce nulitatea actului de cesiune pe motiv de lipsă de formă, iar nici de cum cei cari în calitate de terții nu au nici un interes întru aceasta, cum ar fi cu erezii unei succesiuni, drepturile lor succesoriale ne putând fi întru nimic atinse prin aceea că unul din coerezi a cedat dreptul său unui al treilea. (Cas. I, 141/Apr. 10/90, B. p. 429).
- Contractul de închiriere pe un termen mai lung de trei ani, pentru a fi opozabil terților persoane, trebuie să fie transcris. (Cas. I, 2 Mai 1906, B. p. 827).
- Potrivit art. 973 din codul civil, convențiunile nu au efect decât între părțile contractante. Astfel, clauza dintr'un contract de împrumut, constituie o obligațiune personală a debitorului față de creditor și, ca atare, nu poate fi opusă unui terțiu. (Cas. I, 89 din 1 Febr. 1912, B. p. 198, *Curier Jud.* 30/912).
- Cumpărătorul unui imobil dobândind un drept real de proprietate și fiind un succesor cu titlu particular, nu mai poate fi reprezentat de autorul său în procesul pendent asupra aceluși imobil la data vânzării și prin urmare hotărârea dată față de el în urma transmiterii dreptului real nu-i poate fi opusă după cum nici nu poate profita cumpărătorului al cărui drept de proprietate este independent de faptele posteroare vânzării din partea fostului proprietar. Efectul retroactiv al hotărârilor judecătorești până la data introducerii

acțiunii se produce numai între părțile litigante și succesorii lor universali, nu însă și față cu succesorii cu titlu particular cari au dobândit un drept real anterior. (C. Apel Buc. s. I, 245 din 23 Sept. 1909, *Dreptul* 16/910. În acelaș sens: Trib. Tecuci, 19 Oct. 1910. *Dreptul* 76/910; Cas. II, 8/912, *Curier Jud.* 25/912 și 33/912; Cas. I, 599 din 28 Oct. 1915, *Curier Jud.* 3/916 și *Jurispr. Rom.* 40/915; *Judec. Arcești-Romanaj* 101/915, *Curier Jud.* 78/915; Cas. I, 904 din 2 Nov. 1921, *Dreptul* 5/922, *Jur. Rom.* 8/922; Cas. I, 1026 din 2 Dec. 1921, *Curier Jud.* 4/922; Trib. Dorohoi, 12 Iunie 1923, *Jur. Gen.* 1923, No. 1130).

7. Hotărârea definitivă obținută de un terțiu contra vânzătorului, nu poate să fie opusă cumpărătorului cu autoritate de lucru judecat, atât în cazul când titlul cumpărătorului e anterior acțiunii îndreptată în contra vânzătorului cât și în cazul când acel titlu e posterior introducerii acțiunii însă anterior pronunțării hotărârei. (Cas. I, 211 din 16 Mart. 1911, *Jurisprudența* 17/911; În acelaș sens: Cas. II, 75 din 19 Mart. 1914, *Curier Jud.* 45/914).

8. Art. 973 c. civil dispune că convențiunea nu are efect de cât între părțile contractante și nu poate nici să păgubească nici să profite celor de al treilea, de unde rezultă că o convențiune este, pentru cei ce nu au luat parte la ea „res inter alios acta“ afară de cazul prevăzut de art. 1121 c. civil fr. care prevede că stipulația pentru altul este valabilă când ea este sub condițiunea unei stipulații ce se face pentru sine însăși sau a unei donațiuni făcută altuia, putând a se stipula în acelaș timp pentru sine și pentru altul și fiind de ajuns să arate un interes personal pentru stipulant fie chiar și moral. (Trib. Bacău 61 din 31 Mai 1911, *Curier Jud.* 64/913).

9. Cumpărătorul unor drepturi succesoriale nu poate invoca neregularitatea comunicării unei hotărâri definitive, obținută pe un terțiu față de autorul său, anterior transmiterii acelor drepturi succesoriale. (Cas. II, 69/912, *Curier Jud.* 44/912).

10. Deși printre dispozițiunile codului civil care reglementează materia locațiunii, nu există vre un text referitor la cazul când un proprietar își arendează moșia la două persoane, prin două contracte succesive, totus din alte texte de lege se pot deduce normele care să indice soluțiunea ce urmează a se da într'o asemenea ipoteză.

Astfel, din art. 1441 c. civ., și 516 pr. civ., rezultă că atât proprietarul unui imobil, închiriat ori arendat cu contract anterior transmiterii lui, cât și un locatar posterior, fără a distinge dacă locatarul anterior a fost ori nu



pus în folosința imobilului, trebuie să respecte exercitiul drepturilor locatarului anterior, pentru tot timpul cât contractul le este opozabil.

Simpla posesiune a moșiei arendate nu poate atribui arendașului posterior dreptul de a fi menținut în folosința moșiei, căci eficacitatea posesiunii nu se poate invoca când sunt în discuțiune drepturi încorporale ca acelea rezultând din contractele de arendare. (Cas. II, No. 126, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 486).

**11.** Atât din dispozițiunile cuprinse în capitolul II, secția I, relative la înființarea islazurilor comunale din legea pentru învoielile agricole din 23 Decembrie 1907, cât și din scopul urmărit de legiuitor, rezultă că comunele dau numai un aviz asupra ofertelor de islaz făcute de proprietari și că numai Ministerul de Interne, care garantează plata terenurilor cumpărate, este în drept să accepte în mod definitiv și să aprobe, pentru comune, cumpărarea de islazuri oferite în conformitate cu legea.

Prin urmare, un contract de vânzare-cumpărare a unui islaz devine perfect și obligatoriu din moment ce Ministerul de Interne a aprobat acea ofertă și a comunicat acest lucru proprietarului moșiei, înainte ca el să fi vândut moșia.

Astfel fiind, devine neconcludent motivul întemeiat pe faptul că consiliul comunal n'ar fi acceptat și prețul de vânzare al islazului și fără interes motivul bazat pe denaturarea clauzelor actului de vânzare intervenit între fostul și actualul proprietar al moșiei, de oarece, independent de cele stipulate în acel act, actualul proprietar cumpărând moșia cu bună știință despre oferta făcută de autorul său și acceptarea ei de către Minister, contractul de vânzarea islazului care eră perfect înainte de vânzarea moșiei, îi este opozabil actualului proprietar.

De asemenea, nu poate fi vorba de violarea art. 1 din regulamentul hotărâniciei islazurilor comunale, de oare ce contractul de vânzare a islazului a devenit perfect prin aprobarea ofertei de către Minister, independent de efectuarea hotărâniciei islazului. (Cas. I, No. 509, 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 26).

**12.** Prin terții se înțelege orice persoană care n'a luat parte sau n'a fost reprezentată, după principiile de drept, la formarea unei convențiuni sau darea unei hotărâri judecătorești. (Trib. Botoșani, 1915; „Dreptul” 1915, p. 491).

**13.** Deși în materie de contracte art. 973 c. civ. prevede că convențiunile n'au efect decât între părțile contractante, în materie de proprietate însă, actele de transmisiune au un efect absolut,

*erga omnes*. În adevăr, din moment ce dreptul de proprietate există în persoana celui care l'a transmis, el trece la dobânditor cu caracterul lui absolut care e propriu drepturilor reale.

Prin urmare, instanța de fond comite exces de putere și nesocotește principiul de mai sus când înlătură actele de proprietate invocate de una din părți, ca nefiind opozabile celeilalte părți, pentru că nu a participat la formarea lor. (Cas. I, No. 297, 1916; Jurispr. Rom. 10-11/1919, p. 587).

**14.** Convențiunile ca și hotărârile judecătorești nu au efect de cât între părțile contractante și prin ele nu se poate aduce nici o atingere drepturilor terților, față de cari ele rămân „res inter alios acta” și ca atare nu pot constitui titluri cari să li se poată opune sau să se execute contra lor. Prin urmare, în specie, actul de vânzare-cumpărare cu privilegiu intervenit între intimată și apelantă drept acestuia ca cumpărător în virtutea art. 20 L. aut. act. să ceară executarea lui și să obțină punerea în posesie asupra imobilului față de intimată, însă din moment ce a găsit în imobil și pe intimat, care nu a luat parte la actul ce se execută și deține o parte din imobilul vândut ca chiriaș, nu-i poate fi opozabil acest act de vindere-cumpărare, nici nu poate constitui un titlu în contra lui cu privire la evacuarea sa. Mai mult încă, intimatul nu poate fi obligat să-și dovedească nici titlul pe care își sprijină posesiunea și nici validitatea lui, ci are dreptul să se opună pur și simplu la expulzarea din imobilul vândut, pe temeiul că apelantul nu a obținut în contra sa, pe cale principală, o hotărâre judecătorească care să-i confere acest drept. (C. Apel Buc. s. IV, 186 din 2 Sept. 1920. Curier Jud. 15/921).

**15.** Succesorii cu titlu particular în virtutea unei vânzări, donațiuni etc., reprezintă pe autorii lor cu privire la lucrurile pe cari le-au dobândit și au dreptul de a interveni ori când în cursul unei instanțe pentru apărarea intereselor lor și să ceară să fie chiar substituți autorilor lor pentru continuarea litigiului a cărui soluțiune numai astfel poate avea autoritatea lucrului judecat față de dânsa. (Cas. I, 206 din 24 Mai 1920. Dreptul 16/921; Trib. Dorohoi, Jurnal 9859 din 1 Dec. 1921, Curier Jud. 25/922; Cas. I. 985 din 15 Oct. 1923. Jur. Rom. 2/924, Pand. Rom. 1925-I-16; Trib. Dorohoi, 115 din 17 Aprilie 1923, Curier Jud. 22/924).

**16.** Dacă este adevărat că lucrul judecat între părți, nu poate nici să vătămă, nici să folosească terților, este însă tot atât de elementar că pentru a împiedeca executarea unei sentințe



definitive; cel de al treilea este dator să dovedească nu numai faptul că nu a luat parte la judecarea ei dar încă ea prin executarea de care se plânge i se vatămă vre-un drept. Simpla sa alegație că i se vatămă acest drept nu este suficientă, ci el trebuie să facă dovada prejudiciului ce-l suferă. (Cas. II, 31 din 2 Mart. 1921. Jur. Rom. 10/921, Pand. Rom. 1922, III, 47, Pand. Rom. 1922, I, 155).

**17.** Hotărârile judecătorești neavând de cât un efect relativ, nu pot fi opozabile de cât persoanelor între cari au intervenit. Astfel fiind și cum între coproprietarii ce se află în indiviziune, nu există un mandat legal de a se reprezentă unii pe alții și nici măcar un mandat imperfect, ori o reprezentare restrânsă, rezultă că o hotărâre obținută numai în contra unuia din ei nu produce efect față de ceilalți. (Cas. II, 305 din 27 Dec. 1921. Jur. Rom. 9-10/922, Pand. Rom. 1923, I, 171).

**18.** Hotărârea pronunțată contra unui mandatar nu poate fi opozabilă aceluia personal și executată contra lui, întru cât nu a figurat în instanță în calitate și de parte. (Cas. II, 305 din 27 Dec. 1924, Jur. Rom. 9-10/922, Pand. Rom. 1923, I, 171).

**18 bis. a)** În principiu hotărârile judecătorești sunt declarative de drepturi și ca atare efectul lor are a se aplică retroactiv, de la data intentării acțiunii. Această regulă însă nu se aplică, de cât numai părților în litigiu sau succesurilor lor universali, iar nu și atunci când situația juridică a părților s'a schimbat față cu obiectul litigiului.

b) Prin vânzarea unui imobil, terțul achizitor dobândește un drept real de proprietate asupra lui și ca atare acțiunea care pune în discuție chestia proprietății acestui imobil, pentru a avea efect, nu se poate exercita contra fostului proprietar, deși a fost îndreptată contra lui, de oarece el devine un simplu tert față de obiectul litigiului, ci în contra noului proprietar, care trebuie introdus personal în cauză, căci altfel el nefiind de cât un succesor cu titlu particular al vânzătorului, și având un drept real, numai poate fi reprezentat de acesta în justiție. (Cas. I, 1026 din 2 Dec. 1921. Pand. Rom. 1924, I, 257).

**19.** Un act de vânzare-cumpărare al unui imobil nu este opozabil terțiului care-l deține și care invoacă asupra lui un drept de proprietate sau posesiune, întru cât neparticipând la facerea actului, față de dânsul actul este „res inter alios acta”, și cumpărătorul are deschisă calea acțiunii principale spre a-și valorifica drepturile rezultând din contractul de cumpărare, așa că el nu poate opune actul său de cumpărare

în contra terțiului deținător al imobilului și să-l deposedeze în baza lui. (Cas. II dec. civilă 587-923. Pand. Rom. 1924, III, 34, Dreptul 10/924).

**20.** În fapt: S'a cerut anularea vânzării unui imobil pe motiv că, ar constitui o donațiune cu rezervă de uzufruct, deghizată sub forma unui contract cu titlu oneros și contrar înțelegerii dintre părți, cumpărătorul nu a respectat folosința vânzătorului, căci a vândut unui tertiu imobilul respectiv. În cursul instanței reclamantului, vânzătorul care cere anularea actului, a vândut bunul în litigiu, altuia; noul cumpărător nu a intervenit însă în litigiu. Părătul a ridicat excepțiunea că, reclamantul vânzând imobilul nu mai are calitatea de a stă în proces, întru cât, odată cu vânzarea, dânsul a transmis, asupra noului cumpărător, toate drepturile ce le avea asupra bunului în discuțiune. Admitere.

În drept: Scopul acțiunii în anulare intentată de vânzătorul reclamant, fiind acela ca el să fie repus în posesiunea și folosința bunurilor ce au făcut obiectul donațiunii cu sarcini, urmează că, din moment ce dânsul a înstrăinat acel bun, nu mai are interesul, nici calitatea să susțină această acțiune în scopul exercițiului dreptului său de uzufruct, căci aceasta, împreună cu nuda proprietate a trecut, prin noua vânzare, în patrimoniul altei persoane, care constată instanța de fond, nu a intervenit în proces. (Cas. I, dec. 204 din 12 Februarie, 1924; Jur. Gen. 1924, No. 808).

**21.** Este de principiu că o hotărâre judecătorească nu poate fi opozabilă de cât acelor părți cari au luat parte în procesul în care ea a fost pronunțată.

Oridecâteori, însă, o hotărâre de evacuare este pusă în executare, terța persoană care s'ar găsi lezată prin această executare, are dreptul să se opună pe cale de contestațiune, la executarea conform art. 399 și urm. Pr. civ. fiind datoare însă, să dovedească titlul în baza căruia pretinde că deține imobilul, iar nu numai să invoace simplul fapt al posesiunii, căci atunci hotărârile judecătorești definitive ar deveni iluzorii și nu ar mai putea fi executate niciodată, dacă în intervalul executării un al treilea ar apărea ca posesor de fapt al imobilului fără a-și dovedi temeinicia titlului în baza căruia posedă.

Prin urmare, Curtea de Apel decizând că recurenta trebuie să dovedească pe calea contestațiunii la executarea deciziunii de evacuat, însăși validitatea și opozabilitatea titlului de chirieș invocată, ceea ce nu a putut face, iar nu numai să pretindă că hotărârea de evacuare nu-i este opozabilă, fiind „res inter alios acta” și să invoace deține-



rea de fapt a imobilului, prin aceasta nu a violat principiul înscris în art. 1201, 969 și 973 c. civil și nici a comis exces de putere. (Cas. II, 477 din 10 Nov. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 214).

**22.** Cumpărătorul fiind un succesor cu titlu particular al vânzătorului în ce privește lucrul vândut, orice convențiune prin care vânzătorul a micșorat sau modificat dreptul său asupra lucrului, înainte de efectuarea vânzării, îi este opozabilă.

Prin urmare, o acțiune în rezoluțiune, care s'ar întemeia pe neexecuțiunea obligațiilor personale ale cumpărătorului și care ar desființa cu efect retroactiv actul, s'ar resfrânge și asu-

pra terților subachizitori, potrivit regulii de drept „resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientis“.

Totuși dacă prin efectul rezilierii proprietatea se reîntoarce vânzătorului, ea și când acesta n'ar fi pierdut-o niciodată, e neîndoios că el nu poate acționa contra subachizitorului, de cât după obținerea rezoluțiunii. (C. Apel Constanța, 502 din 6 Oct. 1924, Justitia Dobrogei 9-10/924).

**23.** A se vede: art. 207, nota 4; art. 729 notele 33, 34; art. 969, notele 10 bis, 10 ter. 19; art. 987 cu notele respective; art. 1201 cu notele respective; art. 1295 cu nota 21.

**Art. 974.** — Creditorii pot exercită toate drepturile și acțiunile debitorului lor, afară de acelea care îi sunt exclusiv personale. (Civ. 558, 562, 571, 573, 609, 769, 781, 785, 833, 848, 975, 1175, 1176, 1182, 1253, 1257, 1692, 1718, 1719, 1730, 1825, 1843; C. com. 712, 722; Civ. Fr. 1166).

*Text. fr. Art. 1166.* — Néanmoins les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 118-123; IV, ed. 5-a, p. 195-204;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 591, 628-635, 638, 640, 642, 643;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, 436, 765;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 109, 170, 337, 649, 903; II, p. 43 urm., 60, 63, 85, 144, 436, 498, 506, 511, 539, 540, 576, 792, 818; ed. 1-a, III, p. 175, 321, 440, 471, 472, 520, 521, 534, 570;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 888 urm.; *Suppl. Obligations*, 292 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 81 bis, III-VI, VIII; 85 bis, II;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 501; III, p. 86, 87, 164, 263; IV, p. 54, 210, 212, 218, 219, 220; V, p. 438;  
 DEMOLOMBE, XXV, 94, 99-104 urm., 107, 109, 116-118, 120;  
 GLASSON, II, p. 262;  
 GUILLOUARD, I, p. 523, 524;  
 HUC, VII, 186, 188, 202;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1166 n. 1, 21, 30, 32, 33;  
 LAURENT, XVI, 387, 389, 382-397, 400-402 urm., 406;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 263 urm., 431 urm., 1446 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 599, 600, 607;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 436; II, ed. 3-a, No. 93, 282, 287-292.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 196-217, 249, 265 n. 2, 374, 479; (I, ed. 2-a, p. 499, 637, 642, 719, 747, 793, 796 n. 4; II, ed. 2-a, p. 59, 215, 227, 282 n. 4, 286, 791; III, part. I, ed. 2-a, p. 218, 592; III, part. II, ed. 2-a, p. 79, 100, 162, 206, 307, 342, 387, 458, 482-484, 495 n. 3, 541, 580 n. 1, 583, 610, 660, 764, 765 urm., 766 n. 1, 779, 781, 807, 849, 897; IV, part. I, ed. 2-a, p. 163, 173, 231, 348, 365 n. 2, 381, 431, 603, 610, 624, 737, 771; IV, part. II, ed. 2-a, p. 186, 202, 374; VI, p. 122 nota, 581; VII, p. 83, 165, 185, 312 n. 3, 334 nota; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 398, 422, 462, 466, 485 n. 2, 551, 558, 679; IX, p. 73 n. 1, 74, 507, 526, 528, 598, 599, 609 n. 6, X, p. 65, 153, 333, 338, 354, 651 n. 3, 740, 762, 764; XI, p. 73, 234, 361, 364); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 105, 181, 222 nota 2; „Creditorii unei văduve sărace pot ei să exercite dreptul ce acostă văduva are în acerea bărbatului său conf. art. 684 c. civ.“. Curier Jud. 33/904; *Notă* sub. Trib. Chateauroux (Indre), 9 Febr. 922. Curier Jud. 32/923; *Notă* sub. Trib. Chinon (Indre et Loire), 18 Ian. 920. Curier Jud. 1/924; *Observație* sub. Trib. civil Niort



- (Deux Sèvres), 19 Sept. 1922. Pand. Rom. 1924, III, 127; *Nota* sub. Trib. Clermont, 9 Mai 1921. Jur. Gen. 1924, No. 2285;
- ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. Cas. I, 985 din 15 Oct. 1923. Pand. Rom. 1925-I-10;
- BOSSIE ST. C., *Notă* sub. Trib. Bicău, 61 din 31 Mai 1911. Curier Jud. 64/913;
- CANTACUZINO MATEI, p. 135, 192, 194, 261, 273, 284, 343, 449 urm., 505, 523, 643, 649, 653, 666, 735;
- DEGRÉ AL., *Scrieri juridice*, vol. I. p. 202 urm.: „Impărțeală, Creditor ipotecar“.
- DUMITRESCU A. M., II, 466 urm., 724, 833, 834; III, p. 372;
- GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. II, 25 din 24 Mart. 1921. Pand. Rom. 1924, I, 22; *Notă* sub. Trib. Drohoi, 286 din 18 Oct. 1920. Jurispr. Gen. 21/1923, No. 1488;
- HAMANGIU C., *Notă* sub. C. Apel Iși, s. I, 74 din 8 Oct. 1920. Pand. Rom. 1922, II, 117;
- HOZOC D., *Notă* sub. Trib. Drohoi, 145, din 8 Mai 1923. Pand. Rom. 1923, II, 244; *Notă* sub. Cas. I, 47 din 4 Nov. 1909 și Cas. I, 411 din 19 Iunie 1915. Pand. Rom. 1924, I, 199;
- LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Despre ideea de subrogațiune*, p. 60 urm.;
- NACU, II, 451 urm.;
- PLASTARA GEORGE „Acțiunea oblică“. Dreptul 84/1908; Dreptul 2/1909;
- TEODORESCU IULIAN, *Adnotație* sub. Trib. Argeș, 23 Dec. 903. Curier Jud. 18/904.

## INDEX ALFABETIC

Abus de încredere 19.	Lucru judecat 7.
Acceptarea succesiunii 8.	Marturi 13.
Act confirmativ 7.	Ministerul Public 16.
Acțiune în nulitate 16.	Neglijență 1, 7, 26.
Acțiune pauliană 2, 6, 7,	Notificare 15.
11, 16, 26.	Novatie 15.
Apel 24.	Nulitate, a se vedea „Ac-
Arendare, a se vedea „Lo-	țiune în nulitate“.
cațiune“.	Partaj 8, 13, 19, 23.
Aut-ritate de lucru jude-	Parte indiviză 13.
cat 7.	Pauliană acțiune, a se ve-
Cesiuie 13.	deă „Acțiune pauliană“.
Cesiuie de rang ipotecar 4.	Personal drept, a se vedea
Chectueli 19.	„Drept personal“.
Comandament 21.	Pată (delegație de) 15.
Comoștenitori 17, 23.	Poprire 22, 24, 27.
Confirmare 7.	Prezumpțiuni 13.
Contra-inscris 13.	Probe 7, 13.
Credința exigibilă 26.	Procuror, a se vedea „Mi-
Credit agricol 10.	nisterul Public“.
Creditori 13, 27.	Recurs 1.
Creditor chirografar 4, 6,	Refuz 7, 26.
29.	Salar 27.
Crime 10.	Sechestrul judiciar 17.
Custode 27.	Separatie de patrimoniu
Debitor 13, 27.	20.
Delegație de plată 15.	Simulație 7, 13.
Delicta 1).	Siat 9, 11.
Diligenta 1.	Sublocație 15.
Despăgubiri 10, 15.	Succesiune 9, 29.
Drept personal 3, 7, 23, 26.	Succesori imobil 29.
Garanție 7.	Succesori, a se vedea „Co-
Hotărâri 6, 12, 16, 20.	moștenitori.
Imobil succesoral 29.	Taxe de înregistrare 9.
Indiviziune 13.	Terțe persoane 4, 23, 25.
Interes 25.	Tranzacție 12.
Intervenție 1, 5, 19, 20, 23.	Urmărire silită 13.
Ipotecă 4.	Vânzare cu pact de ră-
Legatar particular 9.	cumpărare 21.
Legatar universal 9.	Vânzare între soți 14.
Locatar 2, 11.	Vânzare-cumpărare 29.
Locație 2, 13, 15.	Venituri 17.

## Jurisprudență.

1. Dacă în virtutea art. 974 creditorul poate exercita drepturile și acțiunile debitorului și prin consecință el poate și să recurgă în casajie, el nu poate fi admis a exercita drepturile și acțiunile debitorului de cât numai dacă însuși debitorul neglige sau refuză de a le exercita; dacă dar debitorul urmărit n'a neglijat de a exercita dreptul de a face recurs în casajie creditorul nu are calitate de a interveni în instanța deschisă prin însăși diligența debitorului. (Cas. II, 81/Apr. 1974, B. p. 146).

2. Dreptul locatarului către locator, nefiind de cât un drept personal, dânsul nu poate exercita de cât drepturile unui creditor personal, de a exercita toate drepturile și acțiunile debitorului și dreptul de a ataca actele violente făcute de debitor în prejudiciul său. (Cas. I, 71/Febr. 13/78. B. p. 59).

3. Facultatea ce s'a acordat creditorilor de a exercita, în numele debitorului lor, acțiunile și drepturile care comport acestui de pe urmă (art. 974) este un drept al lor propriu, pe care îi pot exercita fără concursul acestuia și fără autorizarea justiției, căci art. 974 nu este de cât un corolar al art. 1718, care conferă creditorilor un drept propriu și personal de amanet asupra tuturor bunurilor debitorilor lor. (Cas. I, 418/Dec. 13/80, B. p. 401).

4. Creditorul chirografar nu e în drept a contesta cedarea rangului din partea debitorului său fiind că n'ar îndeplini condițiile cerute, căci cedarea e valabilă chiar dacă nu s'a făcut mențiune în actul de ipotecă precum și pe marginea condiceii de ipotecă, întru cât formele pentru constituirea ipotecii sau a căderii rangului nu sunt cerute de cât în folosul celor de al treilea, creditorul acesta însă nu este un al treilea și ceea ce e valabil și obligatoriu pentru debitorul lui trebuie să fie valabil și pentru el. (Cas. I, 288/Oct. 8/82, B. p. 946).

5. Creditorul reclamantului nu poate interveni în calitate de creditor în procesul intentat de reclamant, de oare ce art. 974 îi refuză un astfel de drept. În adevăr, din termenii art. 974 rezultă că creditorii nu au dreptul de a exercita drepturile debitorului lor de cât numai atunci când acesta nu le exercită sau refuză de a le exercita; aceasta rezultă din scopul chiar al acțiunii ce o dă creditorilor; și ceea ce confirmă până la evidentă interpretarea art. 974 în acest sens, sunt art. 558, 769, 785 și 1261 în cari se prevede formal dreptul de intervențiune al creditorilor. Or, principiul ce rezultă din art.



974 este general și au trebuit dispozițiuni de lege formale pentru a se derogă acestui principiu. Deci creditorul reclamantului cerând să intervină în procesul intentat de acesta, probează că instanța este deja angajată, că debitorul său exercită acțiunea sa și, prin urmare, nu mai are calitatea de a exercita acțiunea ce deține în virtutea art. 974, nici printr-o acțiune directă, nici prin intervențiune. (Trib. Braïla, Sept. 12/83, *Dr.* 75/83).

**6.** Creditorii chirografari fiind, în genere reprezentăți în actele debitorului lor, hotărârile dobândite în contra acestuia sunt opozabile contra creditorilor săi, și aceștia nu le pot reformă de cât pe calea pe care debitorul lor le-ar fi putut, afară însă de cazul când acei creditori pretind că hotărârea ce li se opune este dată în înțelegere frauduloasă cu partea adversă spre vătămarea lor. (Cas. I, 40/Febr. 7/83, B. p. 145).

**7.** Un act este simulat când constată obligațiuni cari în realitate nici o dată n'au existat, așa în cât, în caz de contestațiune, acțiunea ce s'ar deschide ar avea de obiect a se declara că acel act nu există, că obligațiunea ce constată nu poate produce nici un efect, neavând cauză, probându-se că adevărata cauză ce a dat naștere actului este simulațiunea, iar nu obligațiunea ce constată. Principalul interesat a intentă această acțiune este cel obligat ca parte contractantă, și legiuitorul prin art. 1175 i-a și prescriș proba ce are să facă. Numai în lipsă-i, în caz de neglijență sau refuz din parte-i, creditorii săi o pot intentă, conform art. 974, exercitând drepturile lui, prin urmare în numele debitorului, iar nu al lor personal, și numai cât timp ea se găsește în patrimoniul debitorului, de oare ce exercitiul drepturilor și acțiunilor debitorului s'a acordat creditorilor ca să se răspundă în mod expres principiului stabilit de art. 1719, adică că bunurile unui debitor servesc spre asigurarea comună a creditorilor săi. Spre a pune mai în evidență că acțiunea în simulațiune este personală debitorului și că creditorii nu o pot exercită de cât în numele lui, n'avem decât să presupunem că terțiul pârât ar exhibă un nou act confirmativ sau în fine că ar chemă în garanție pe cel de la care deține actul și acesta l-ar recunoaște: creditorii nu ar mai puteă sustine pur și simplu simulațiunea actului, ci ar avea să se plângă atunci de prejudiciul ce li se cauzează prin convența frauduloasă a debitorului lor cu pârâtul și ca consecință au de intentat o altă acțiune, acțiunea pauliană, care le este proprie și personală, după art. 975, derivând din acțiunea juridică născută între dânsii și terțiul

pârât care prin faptul său fraudulos le-a cauzat prejudiciu. Acțiunea în simulațiune fiind dar personală debitorului, creditorii intentând-o în numele lui, sunt supuși la toate excepțiunile care ar fi opozabile și debitorului lor. Deci dacă debitorul a intentat deja această acțiune și i s'a respins în mod definitiv, autoritatea lucrului judecat rezultând din acea hotărâre se poate opune creditorilor săi. (Apel Buc. II, 91, Mai 12/86, *Dr.* 63/86).

**8.** Creditorii sunt în drept, conform art. 699 și 974, a exercită toate acțiunile debitorului lor, afară de cele personale, și prin urmare a primi și succesiunea pentru el și a procedea la partagi, căci facultatea de a acceptă sau renunța la o succesiune nu este personală celui în favoarea cărui ea este deschisă, ci face parte din patrimoniul său, supus îndatoririlor prevăzute prin art. 1718. (Apel Galați I, 144, Nov. 19/86, *Dr.* 77/87).

**9.** Statul este dator a restitui taxele de matulațiune plătite de legatarul universal pentru porțiunea din avere pentru care a plătit taxa și legatarul particular cui se conferea aceea avere. Legatarul universal este în drept a face o asemenea cerere în virtutea art. 974. (Cas. I, 360/Nov. 27/89, B. p. 938).

**10.** După art. 974 creditorul poate să exercite toate drepturile și acțiunile debitorului său rezultând chiar dintr-o crimă sau delict asupra bunurilor acestuia, afară numai de acele care ating persoana sa. Așa creditul agricol e în drept să se constituie parte civilă în numele debitorilor săi, față de cari inculpatul a abuzat de încrederea ce dânsii i-o acordase. (Cas. II, 163, Mart. 16/90, B. p. 370).

**11.** Arendașii bălților de pescărie ale statului n'au dreptul să ceară ca statul să fie obligat a-i subrogă în drepturile sale, de a acționa pe vechii arendași pentru curățirea potmolului lăsat în timpul contractului lor în acele bălți, nici să fie obligat însuși statul la această curățire. (Cas. I, 236/Mai 29, 91, B. p. 626).

**12.** Din art. 974 reese că, pentru ca creditorii să poată exercită drepturile și acțiunile debitorilor lor, trebuie neapărat ca acele drepturi și acțiuni să existe să nu fie stinse nici prin transacțiune, nici prin hotărâre judecătorească rămasă definitivă, și nici prin veri ce alt mijloc de stingere a drepturilor și obligațiunilor. (Cas. I, 133, Apr. 20/92, B. p. 336).

**13.** Dacă un debitor voește să atace în simulație actul de ceziune al unui contract de locațiune făcut de creditorul său unui al treilea, nu poate invoca proba testimonială nici prezumpțiunile, probe pe care nu are decât prin excepțiune creditorul, debitorile tre-



bue să recurgă la regula comună, să dovedească simulațiunea cu un contra înscris. (Trib. Covuruii II, C. Jud. 2/96).

**14.** Vânzarea unui imobil făcută între soti în condițiile art. 1307 c. civ., nu se poate anula de creditori prin acțiunea din art. 974, ci numai prin acțiunea pauliană. (Trib. Covuruii I, Dr. 74/96).

**15.** Sublocația unui imobil și notificarea făcută proprietarului nu face să se stabilească un raport juridic între proprietar și sublocatar, dacă proprietarul nu a consimțit la contractul de sublocație. Aceasta cu atât mai mult că legiuitorul nostru nu a reproduș art. 1753 codul civil francez după care sublocatarul este ținut către proprietar, până la concurența pretului sublocației. În caz de daune rezultând din neexecutarea contractului principal de locație, proprietarul este în drept să se investească cu drepturile locatarului și să execute în contra sublocatarului acțiunea indirectă din art. 974 c. civ., ceea ce-l va obliga să sufere concursul celorlalți creditori ai locatarului. În materie de sublocație nu se aplică principiile de la stingerea obligațiilor, ale novatăiei și delegației. (Trib. Bacău, Dr. 81/96).

**16.** Facultatea ce legea acordă creditorilor, de a exercita toate drepturile și acțiunile debitorului și chiar de a ataca în numele lor personal actele viclene făcute de debitor în prejudiciul lor, este mărginită numai în ceea ce privește convențiunile dintre părți sau diferitele acte private petrecute între particulari, nu și în ceea ce privește actele judecătorești și în special hotărârile. Hotărârile, odată subscrise și pronunțate în public, nu pot fi reformate, revizuite sau casate, decât în cazurile și modurile prescrise de lege și după cererea părților care au figurat în proces și în anumite cazuri și după cererea Ministerului Public. Astfel, un creditor, nu poate ataca, pe cale principală, în nulitate o hotărâre judecătorească pronunțată în contra debitorului său, când mai cu seamă dânsul, creditorul, a fost destul de diligent și a intervenit la timp în acțiunea făcută contra debitorului său și a luptat alături de el uzând, de toate mijloacele ce legea îi pune la dispoziție. (Trib. Ilfov I, C. Jud. 2/97).

**17.** Între comoștenitori, sequestrul judiciar se poate cere, în ceea ce privește dreptul de folosință ce au fiecare în raport cu partea lor, de câte ori acești comoștenitori ar găsi că este spre conservarea drepturilor lor asupra veniturilor. În ce privește însă sequestrul asupra imobilelor, chestiunea nu se poate naște între comoștenitori, de oarece, prin faptul că ei se

recunosc comoștenitori, nu poate fi vorba de proprietatea litigioasă prevăzută de art. 1632 cd. civil. Posibilitatea unui litigiu, fiind deci numai în privința folosinței asupra veniturilor, aceasta poate face obiectul unei cereri de sequestru judiciar între moștenitori. Acțiunile de felul acesta sunt inerente moștenitorilor, ele au de obiect dreptul de administrațiune și liberul exercițiu al lor, astfel încât ele nu pot fi exercitate de creditori. Creditorul nu poate cere sequestrul nici în baza art. 974 c. civ., căci acest articol îndreptățește pe creditor a exercita drepturile și acțiunile ce debitorii au în raport cu terțiile persoane, iar nu drepturile ce au debitorii asupra lor însă. (Apel Craiova I, Dr. 42/900).

**18.** Prin art. 494 al. 2 pr. civ. nu se ridică creditorului dreptul ca, chiar în cazul când cătimea părții indivize a debitorului său ar fi neîndoelnic stabilită și lămurită, să poată cere în prealabil împărțea, în scop de a se individualiza acea parte din imobilele cvenite debitorului său, pentru a o pune în vânzare, de oarece nici o dispoziție de lege nu-i ridică acest drept, ci din contră este formal recunoscut prin art. 974 c. civ. (Cas. I, 166/903, B. p. 361).

**19.** Când creditorul unuia din com-părțitori intervine în instanța de împărțea, pentru ca operațiunile parti-giului să nu se facă cu vătămarea drepturilor sale, o asemenea intervențiune o face cu speșele sale. (Cas. I, 7 Iunie 1906, B. p. 1088).

**20.** Apelul făcut de către un creditor al soțului în contra sentinței prin care se admite cererea de separațiunea pa-trimoniilor intentată de soție, nu are a fi considerată ca o cerere de intervențiune în sensul art. 247 și urm. din pr. civilă, ci ca exercițiu unui drept, pe care legea i-l acordă în baza art. 974 din codul civil. (Cas. I, 23 Martie 1907, B. p. 423).

**21.** Creditorul unei persoane care vânduse un imobil cu pact de rescumpărare poate exercita pactul de rescumpărare, conform art. 974 cod. civil, contra subachizitorilor imobilului, însă nu poate deodată urmări vânzarea silită a aceluși imobil înainte de a fi exercitat acțiunea de rescumpărare, acest drept de rescumpărare nu se poate însă exercita în urma comandamentului, pentru că exercițiul dreptului de rescumpărare trebuie să fi fost îndeplinit înaintea făcerii comandamentului, în condițiile și cu efectele admise de codul civil, pentru ca în urmă să se poată urmări executarea silită. (Cas. II, 20 Oct. 1908, B. p. 1690).

**22.** Poprirea având un caracter mixt, adică fiind atât o procedură de urmărire silită cât și un act de conservare,



urmează că vor putea fi poprite nu numai sumele datorite și deținute pentru debitorul urmărit în momentul înființării poprirei, ci și acelea ce se vor datori sau deține în viitor, în virtutea unei cauze juridice anterioare. (Apel Buc. II, Dr. 6/908 p. 43).

**23.** Potrivit art. 974 codul civil, creditorii sunt autorizați a exercita toate drepturile ce are debitorul lor contra terților persoane și care se rezolvă în acte de interes pecuniar cu excepția acelor drepturi care implică obligațiuni sau aprecieri morale din partea celui care le exercită, precum și a drepturilor care privesc exercitiul personal al libertății individuale și care constau în dreptul debitorului de a îngriji averea sa cum înțelege mai bine și de a face convențiunile ce crede că trebuie să săvârșească. (C. Apel Buc. s. II, Dreptul 6/908, p. 43).

**24.** Dreptul creditorilor de a poprii în numele debitorului lor și în contra debitorului acestuia sumele de bani datorite acestui din urmă de o a patra persoană, nu constituie o imixtiune în administrația averii debitorului urmărit, de oare ce printr-o poprire făcută în numele debitorului, nu se atinge cu nimic mai mult ca prin exercitiul unei acțiuni ce-i aparține, drepturile acestuia în averea sa. (Apel Buc. II, Dr. 6/908, p. 43).

**25.** Potrivit art. 974 codul civil, creditorii pot exercita toate drepturile și acțiunile debitorului lor, și aceste drepturi le pot exercita nu numai contra terțiului imediat, ci și împotriva terților succesiunei. (Trib. Covurlui s. V, Dr. 59/908 p. 488).

**26.** După art. 974 c. civil, creditorii pot, în numele și în locul debitorilor lor, să exercite toate drepturile și acțiunile lor, afară de acele care sunt exclusiv personale, cu condiție ca creditorii să aibă un interes serios și legitim, creanța lor să fie exigibilă, debitorii să refuze sau să neglijeze de a le exercita ei însăși aceste drepturi și ca debitorii să fie puși în cauză.

Prin urmare, din momentul ce par-

tea lucrează în numele său personal și reclamă un drept propriu al său, o asemenea acțiune nu este oblică ci o acțiune directă și personală. (Trib. Bacău 61 din 31 Mai 1911. Curier Jud. 64/913).

**27.** Între custodele numit și debitor nu se naște nici un raport juridic direct din faptul conservării lucrului și dacă custodele are preferință pentru salariu, aceasta nu e rezultatul raportului juridic ce ar fi având cu debitorul, ci a legăturii juridice ce s'a stabilit între dânsul și creditorul urmărit care i-a cerut numirea și căruia i-a prestat serviciile sale; numai această legătură îl constituie creditor al creditorului urmărit și-l îndreptățește a veni cu dânsul în concurs la distribuirea prețului și a-și primi salariul cu preferință.

Prin urmare, neexistând raport juridic între conservator și debitor, nici poprire nu se poate înființa în mâinile acestuia. (Cas. II, 18 Martie 1911, B. p. 408).

**28.** Creditorii unui comostenitor putând potrivit art. 974 cod. civil, să provoace împărțea averii indivize care aparține și debitorului lor, urmează a fortiori că ei pot interveni într-o instanță deja începută veghiind ca interesele debitorului să fie cât mai bine apărate, neexistând nici un motiv ca acest drept prevăzut de art. 785 cod. civil să le fie luat. (Apel Buc. IV, Dr. 66/913, p. 523).

**29.** Cumpărătorul unui bun determinat din succesiune de la unul dintre comostenitori înainte de efectuarea împărței, are dreptul în virtutea art. 974 c. civ., să provoace în această calitate împărțea pentru a ști dacă partea cumpărată cade sau nu în lotul autorului său, de oare ce până la efectuarea împărței, el joacă rolul unui simplu creditor chirografar. (Trib. Drohoi 286 din 18 Oct. 920. Jur. Gen. 1923, No. 1488).

**30.** A se vedea: art. 785 cu notele respective; art. 975 cu notele respective.

**Art. 975.** — Ei pot asemenea, în numele lor personal, să atace actele viclene, făcute de debitor în prejudiciul drepturilor lor. (Civ. 562, 699, 769, 785, 974, 976, 1175, 1176 urm., 1182, 1203, 1261, 1264, 1843; Pr. civ. 516, 633; C. com. 21, 720, 722; Civ. Fr. 1167 § 1).

*Text. fr. Art. 1167.* — Ils peuvent aussi, en leur nom personnel, attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 117, 130-138, 140-146; IV, ed. 5-a, p. 194, 216-228, 230-242;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 622, 628, 647, 650, 653-657 urm., 660-663, 667, 672, 673



- urm., 676, 679, 683, 685-689, 691, 694, 695, 697, 707, 709, 711, 715, 719-721, 724-728, 732, 733, 733 5<sup>o</sup>-6<sup>o</sup>, 740;
- BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 436;
- COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 23, 107, 109, 238, 903, 956, 962; II, p. 43, 49 urm., 63, 144, 313, 364; ed. 1-a, III, p. 175, 471, 472, 520, 522, 934;
- DALLOZ, *Rép. Obligations*, 954 urm.; *Suppl. Obligations*, 15, 329 urm., 360, 376;
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 82 bis, III-V, VII-IX, XII-XV, XVII-XIX;
- DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 546; III, p. 365.
- DEMOLOMBE, XXV, 96, 97, 146 bis, 150, 151, 157, 164-166, 169 urm., 178-184, 188, 192 urm., 196, 197, 199, 200, 203, 204, 207 urm., 214, 217, 218, 224 urm., 228, 231, 232, 234-236, 238, 241-243, 245-247, 249-261, 263-268; XXX, 179;
- GARSONNET, I, 6329;
- HUC, V, 435; VII, 186, 217-224, 227, 229, 231, 232;
- LAROMBIÈRE, II, art. 1167, n. 5, 6, 10, 14, 16, 17, 19, 20, 22, 26 urm., 29, 30 urm., 35, 40, 41-46, 50, 54, 59, 62, 63; 1166 n. 34;
- LAURENT, X, 539; XVI, 300, 435, 437, 439, 441, 443 urm., 446-449, 453, 457-464, 467 urm., 470, 472, 473, 480, 481, 485-490, 494, 497-499; XIX, 603;
- MARCADÉ art. 1167;
- MOURLON, ed. 7-a, II, p. 599 urm.
- PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 296 urm., 312, 313, 322, 325;
- PONT, *Priv. et hyp.*, I, 18.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 13, 196, 205, 213 n. 2, 217 urm., 250, 235 n. 2; (II, ed. 2-a, p. 152, 283 nota, 444, 533, 834 n. 4; III, part. I, ed. 2-a, p. 323, 571, 592, 795; III, part. II, ed. 2-a, p. 100, 272, 273, 304, 305, 375 n. 3, 405, 415 n. 1, 660, 726, 746, 761, 770, 776, 777, 873 t. și n. 3, 877; IV, part. I, ed. 2-a, p. 71, 232, 309, 337 t. și n. 2, 432, 503, 609, 701 n. 1, 737 n. 2, 744, 771; IV, part. II, ed. 2-a, p. 186, 202, 374; VI, p. 122, nota, 581; VII, p. 63 n. 1, 82, 186; 334 nota, 416; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 13, 134, 135, 178, 254 urm., 287, 403, 465, 467, 478, 491, 493; IX, p. 53, 529 n. 1; X, p. 239, 333, 513; XI, p. 73, 234, 361, 364); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 176, 180, 242, 365, 449; *Observație sub. Cas. Fr.*, 30 Mai 1906. *Dreptul* 38/1907; *Observație sub. C. Apel Buc. s. II*, 14 din 31 Ian. 901. *Curier Jud.* 76/1902; „*Concluzii*”. *Curier Jud.* 63/903; *Observație sub. C. Apel Iași*, s. I, 19 Mai 1919. *Tribuna Juridică* 32-33 1919; *Observație sub. Trib. Toulouse*, 24 April 1922. *Pand. Rom.* 1923, III, 115; *Observație sub. Trib. civil Castres (Tarn)*, 14 Aug. 1922. *Pand. Rom.* 1923, III, 116; *Notă sub. C. Montpellier*, 26 Nov. 1923. *Jur. Gen.* 1924, No. 1796; *Observație sub. Trib. Civil Nantua (Ain)*, 9 Ian. 1923. *Pand. Rom.* 1924, III, 123; *Observație sub. C. Apel Amiens*, 9 Aug. 1922. *Pand. Rom.* 924-III-126; *Observație sub. Trib. civ. Epernay (Marne)*, 23 Febr. 1923. *Pand. Rom.* 1924-III-127; *Observație sub. Trib. civil Niort (Deux-Sèvres)*, 19 Sept. 1922. *Pand. Rom.* 1924-III-127; *Notă sub. Trib. Roanne (Loire)*, 11 Sept. 1920. *Jur. Gen.* 1924, No. 2251; *Notă sub. Decizia fr. Jur. Gen.* 1924 No. 2252; *Observație sub. Trib. Dijon*, 14 Oct. 1922. *Pand. Rom.* 1924-III-152; *Observație sub. Trib. Laon*, 14 Nov. 1922. *Pand. Rom.* 1924-III-152;
- ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă sub. Cas. I*, 985 din 15 Oct. 923. *Pand. Rom.* 925-I-16;
- CANTACUZINO MATEI, p. 135, 142, 168, 453 urm.; 506, 566;
- CERBAN AL., *Notă sub. Trib. Ilfov*, s. I, 805 bis, 22 Oct. 920. *Curier Jud.* 9/921;
- CON-TANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 13;
- DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 319 urm. „*Simulațiunea și fraudă*“;
- DUMITRESCU A. M., II, 174, 175;
- EMANUEL EUGEN, *Observație sub. Cas. Fr.*, 13 Nov. 1917. *Dreptul* 37/920;
- GEORGEAN N., *Notă sub. Cas. I*, 148 din 31 Mart. 1920. *Pand. Rom.* 1923-I-233; *Notă sub. Cas. II*, 25 din 24 Mart. 1920. *Pand. Rom.* 1924-I-22;
- HAMANGIU C., *Observație sub. Apel Paris*, 5 Mai 1921. *Pand. Rom.* 1924-III-123; *Observație sub. Trib. civil Corbeil (Seine-et-Oise)*, 9 Febr., 1923. *Pand. Rom.* 924-III-126; *Observație sub. C. Bordeaux*, 4 Aug. 1922. *Pand. Rom.* 1924-III-152;
- IONESCU-DOLJ I., *Adnotație sub. Judec. ocol. Voinesti*, Febr. 1906. *Curier Jud.* 39/1906;
- LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Despre ideea de subrogațiune*, p. 60 urm.;
- NACU, II, p. 460 urm.;
- PERIȘEANU GR. I., (IPER) *Notă sub. C. Apel București*, s. II, 98/914. *Curier Jud.* 30/915;
- POLICHRON DEM., *Notă sub. Cas. II*, 302, din 15 Iunie 1923. *Pand. Rom.* 1924-I-8;
- RĂDULESCU SILIU, *Observație sub. Cas. Fr.*, 17 Mart. 1900. *Dreptul* 63/909;
- ROSETTI-BALĂNESCU I., *Observație sub. Cas. Req.*, 27 April 1917. *Pand. Rom.* 1923-III-123;
- VELESCU AL., „*Natura juridică a dotei din punctul de vedere al acțiunii pauliane*”. *Curier Jud.* 9/922.



## INDEX ALFABETIC

- Act autentic 22, 42, 43, 63, 65, 70, 71, 93.  
 Act public 2, 23.  
 Act scris 30, 32, 34, 40.  
 Acțiune în anulare, a se vedea „Nulitate”.  
 Acțiune oblică 3.  
 Acțiune reconvențională 44.  
 Adjudecare 5, 36, 46, 61.  
 Alimente 105.  
 Amanet 108.  
 Apel 66.  
 Apreciere suverană 50.  
 Autoritate de lucru judecat 12, 46, 56.  
 Beneficiu de discuit, 54, 82.  
 Creanță 11, 31, 36.  
 Creditori anteriori 12, 19, 20, 25, 26, 37, 40, 50, 51, 76, 106, 110.  
 Creditori chirografari 31, 64.  
 Creditori condiționali 107.  
 Creditori posteriori 19, 20, 28, 37, 76, 110.  
 Condiții 12, 50, 51, 52, 74, 83, 94.  
 Consimțământ 30, 40.  
 Contestatie 14, 16, 29, 41, 46, 68, 69, 95, 98.  
 Contra-inscris 22, 42, 48, 63, 65.  
 Cumpărător, a se vedea „Vânzare”.  
 Dată certă 19; 40.  
 Deconfitură 39, 50, 85.  
 Donație 60, 95.  
 Dută 9, 75, 102, 103, 104, 105.  
 Efectul acțiunii pauliene 44, 59, 64, 72, 86, 87.  
 Facultate 73.  
 Faliment 50, 102, 104.  
 Falit 102, 104.  
 Fals 23, 43, 63.  
 Fraudă 15, 18, 19, 24, 25, 29, 30, 33, 38, 40, 43, 49, 50, 51, 52, 53, 55, 56, 57, 58, 65, 68, 77, 78, 80, 82, 83, 84, 88, 91, 92, 93, 96, 97, 98, 99, 101, 102, 106, 108, 109, 110.  
 Hotărîre 13, 36, 46, 56.  
 Inceput de dovadă scrisă 71.  
 Încetare de plăți 85.  
 Inscrisiere în fals 23, 43, 63.  
 Inscrisiune ipotecară 26, 79.  
 Insolabilitate 18, 20, 26, 52, 53, 77, 84, 89, 90, 91, 92, 111.  
 Instrănare, a se vedea „Vânzare”.  
 Interes 64, 74, 100.  
 Interogator 6.  
 Intervenție 100.  
 Ipotecă 9, 26, 27, 31, 35, 36, 38, 79.  
 Legea timbrului 98.  
 Lucru judecat 12, 46, 56.  
 Marturi 1, 6, 7, 17, 22, 30, 32, 34, 42, 43, 47, 48, 53, 60, 62, 63, 65, 70, 71, 76, 81, 93, 97.  
 Moștenitori 58, 62, 65, 66, 67, 81.  
 Notariat (secție) 14.  
 Nulitate 11, 36, 46, 56, 57, 58, 59, 62, 64, 66, 72, 73, 77, 78, 95, 98, 99, 100, 102, 104.  
 Opoziție 100.  
 Ordine publică 43.  
 Partaj 100, 108 bis.  
 Posesiune 10.  
 Prejudiciu 18, 19, 27, 33, 37, 38, 39, 50, 51, 52, 53, 72, 77, 78, 80, 82, 83, 88, 89, 91, 92, 93, 96, 97, 98, 99, 101, 109, 111.  
 Prescripție 13, 55.  
 Preț vii 57.  
 Prezumptiuni 1, 6, 20, 22, 30, 32, 34, 42, 43, 47, 48, 53, 60, 65, 70, 71, 76, 81, 101.  
 Privilegiul Statului 27.  
 Probe 23, 30, 53, 57, 67, 71, 77, 90, 93, 99.  
 Radierea ipotecei 31.  
 Reconvențională acțiune 44.  
 Reducțiune 67.  
 Renunțare 80.  
 Rezoluto jure dantis... 11, 13, 24, 35, 49, 55.  
 Retroactivitate 13.  
 Revendicare 61.  
 Sechestru asigurător 16, 68.  
 Secție de notariat 14.  
 Separatie de patrimoniu 9, 56, 77.  
 Servitute 79.  
 Simulație 2, 4, 5, 6, 8, 13, 16, 17, 20, 21, 22, 23, 24, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 35, 36, 37, 41, 42, 43, 45, 47, 48, 55, 58, 60, 61, 62, 63, 65, 66, 67, 68, 70, 71, 76, 81, 93, 95.  
 Societate 111, 112.  
 Sotie 105.  
 Stat 27.  
 Subachizitori 24, 49, 55, 77, 112.  
 Succesiune 43, 108 bis.  
 Succesori, a se vedea „Moștenitori”.  
 Taxe de timbru (lege) 98.  
 Terțachizitor 33, 64, 92, 106.  
 Terțe persoane 22, 42, 46, 47, 55, 62, 63, 65, 70, 93, 101.  
 Transcriere 80.  
 Urmărire 10, 11, 21, 29, 41, 50.  
 Uzuct legal 80.  
 Vânzare 7, 8, 13, 22, 34, 35, 43, 55, 57, 61; 64, 66, 67, 108 bis, 112.

## Jurisprudență.

1. Pe cât timp propunerea de fraudă nu se raportă la substanța chiar a actului, adică la dispozițiunile ce conțin și la formele ce constată a se fi îndeplinit de către tribunal, ci la sinceritatea declarațiunilor părților contractante, proba contra actului public se poate face prin martori și chiar prin prezumptiuni. (Cas. I, 369/68, Nov. 22/68, B. p. 378).

2. Din combinarea art. 1173 cu art. 1198 rezultă că și contra actelor publice se poate face probă prin martori spre a constată simulațiunea, de oare

ce proba unei asemenea simulațiuni n'ar avea de obiect faptele atestate de autoritate, ci cele simplu declarate și de părți și consemnate în act. (Cas. I, 90/Mart. 2/70, B. p. 82).

3. Pe cât creditorul poate exercita drepturile debitorului său după art. 974, pe atât creditorul poate, conform art. 975, în numele său propriu, de a treia persoană, să atace actele viclene făcute de debitor în prejudiciul drepturilor sale, iar nu prin intervenția unei acțiuni oblice. (Cas. I, 333/Oct. 13/75, B. p. 265).

4. În virtutea art. 1718 și 1719 întreaga avere a unui debitor este gajul creditorilor săi, și prin urmare tot ce în realitate n'a eșit din patrimoniul debitorului a rămas gajul creditorului său. Astfel fiind, creditorii unei persoane sunt în drept a ataca veri ce act făcut de debitor în prejudiciul lor ca făcut cu simulațiune, și a proba căcutare lucrul al debitorului n'a încetat a face parte din patrimoniul său și a rămas prin urmare gajul lor ca și mai înainte. (Apel Buc. II, Dec. 1/74, Dr. 7/75).

5. Simulațiunea poate să existe în veri ce natură de act, de oare ce nici o garanție legală nu poate opri pe părți de a simula un act, de a face numai aparentele unui act, fără ca acel act să se perpetreze în realitate, căci sinceritatea intențiunei, elementu ce totul abstract, nu poate cădea sub constatarea oficerului public, care nu poate constata cu mai multă sau mai puțină forță probantă de cât numai faptele materiale ce cad sub simțurile sale, precum: declarațiunea părților, numărările de bani, etc., fără însă a putea constata și dacă acele declarațiuni sunt sincere, dacă au de scop a crea un act serios, sau numai un act aparent, o simplă formă fără substanță; fără a putea constata dacă acea numărare de bani ce se face înaintea sa este sinceră, serioasă, sau din contră se face cu banii chiar ai persoanei care'i primește, sau cu banii ce au a se restitui pe sub mână, puțin mai în urmă, acelaia ce ia înnumărat în prezența unui ofițer sau unei autorități publice. — Ast-fel fiind, nimic nu oprește ca cumpărătorul de la licitațiune publică asupra unei execuțiuni silite, să fi cumpărat imobilul cu intențiunea de a-l lăsa tot în patrimoniul fostului proprietar, și să-l fi lăsat în realitate în patrimoniul acestuia, de oare ce în momentul perpetării actului acesta eră chestiune de intențiune care atunci nu se putea constata de autoritatea înaintea căreia se urmărește vânzarea, și care n'avea a se traduce în fapt de cât mai în urmă; iar facultatea pentru toți creditorii de a supralicita nu poate împiedeca într'un mod absolut



pe cumpărător de a simula cumpărarea, de oare ce acei creditori pot să nu fie în pozițiune de a oferi prețul ce cumpărătorul, în înțelegere cu debitorul și cu alți creditori, ar simula că oferă. (Apel Buc. II, Dr. 7/75).

6. De câte ori este imposibilă creditorului procurarea unei dovezi scrise, se poate admite, după art. 1198, proba prin martori. Astfel fiind, pentru a stabili simulațiunea unui act, curtea de fond nu violează întru nimic art. 1203, bazându-se pe prezumpțiunea trasă din interogatorul făcut părții, de oare ce și interogatorul părții este unul din modurile de probare prevăzute de art. 159, pr. civ. (Cas. I, 199 Mai 12/78, B. p. 205).

7. De câte ori este vorba de judecarea unei acțiuni pauliane în care creditorul nu și-a putut procura un act ca să dovedească convența între debitorul său cu cumpărătorul, proba testimonială este permisă de legiuitor spre constatarea convenței urmată între vânzător și cumpărător la formarea actului în prejudiciul creditorului. (Cas. I, 54/Febr. 13/80, B. p. 71).

8. Dacă terțiul achizitor, n'a figurat în procesul pentru anularea vânzării imobilului, aceasta nu-l poate scuti de efectele sentinței care pronunță anularea când se constată că el a cunoscut simulațiunea cumpărătorii autorului său, și că astfel n'a fost cumpărător de bună credință. Din momentul dar ce terțiul achizitor a primit a deveni proprietar al imobilului în condițiunile expuse, el n'a putut să câștige alt titlu de cât tot acela de proprietar aparinte ce-l avea și autorul său, de oare ce în urma sentinței care anulează actul de vânzare ca simulat, primul proprietar este considerat că n'a încetat a fi adevăratul proprietar al aceluia imobil, și ca atare obligat a suferi efectele zisei sentințe. (Cas. I, 415 Dec. 10/80, B. p. 397).

9. Prin existența ipotecei ce un creditor pretinde că are asupra unui imobil al bărbatului, creanța dotală a soției, exigibilă pe temeiul unei hotărâri de separațiune de patrimoniu, e amenințată la lichidarea ei; și cum ori ce creditor, chiar chirografar, este în drept, și are interes a face să dispară de asupra averii debitorului său cauzele de preferință ce i s'ar putea opune soția are interes de a cere anularea ipotecei constituită în favorul unui creditor de către debitorul lor comun, soțul său. (Cas. I, 118/Mart. 30/81, B. p. 239).

10. Deși în principiu sequestrul urmăritor, prevăzut la art. 411 pr. civ., nu poate avea loc de cât numai în cazul când obiectul urmărit se află în posesiunea debitorului, nu este însă mai puțin adevărat că pentru a putea in-

voca cu succes dispozițiunile art. 455 și urm. pr. civ., se cere condițiunea esențială ca obiectul în litigiu să se găsească de fapt în posesiunea persoanei de al treilea. Și faptul posesiunii, pentru a nu da loc la coluziune din partea unuia din creditori cu debitorul său, și pentru a înlătura ori ce bănuială de fraudă față cu ceilalți creditori, trebuie să însusească caracterul neprihănirii și al publicității, astfel în cât persoanele de al treilea interesate să fie de mai înainte puse în pozițiune de a cunoaște cu înlesnire schimbarea ce s'a operat în averea debitorului lor comun. (Apel Focșani I, Iun. 5/80, Dr. 43/81).

11. Actul de creanță în virtutea căruia s'a făcut urmărirea fiind declarat nul, prin urmare și toate actele de urmărire, adjudecarea, ordonanța și punerea în posesiune au devenit nule și ca neexistente, repunându-se averea debitorului în starea în care se află mai înainte. (Cas. I, 311/Oct. 10/81, B. p. 733).

12. Art. 975 se mărginește a pune numai principiul fără a intra în vreo desvoltare asupra naturii și efectelor acțiunii pauliane; prin urmare, pentru ori ce detalii trebuie a recurge la sorgintea și tradițiunea romană, unde acțiunea își are origina sa. Or, după dreptul roman e necontestat că acțiunea pauliană e o acțiune în nulitate al cărei scop este resciziunea sau anularea actului fraudulos petrecut între debitor și cel de al treilea detentor, și că aceasta rezultă din chiar natura acțiunii intentată de creditori cari se plâng că debitorul a dispus fraudulos de un bun care eră gagiul lor și cer ca bunul esit în mod fraudulos să reintre în patrimoniul debitorului pentru a se putea acoperi de creanțele lor. Codul nostru nu numai că nu inovează nimic în această privință, dar textul chiar al art. 975 zice că creditorii pot ataca actele făcute de debitor în fraudă drepturilor lor, și când se atacă un act pentru fraudă se cere naturalmente anularea actului; în acest sens apoi sunt concepute toate articolele care aplică principiile art. 975 (art. 562-699-785) unde legiuitorul de asemenea se serveste de expresiunea *creditorii pot ataca*, și sensul nu este îndoelnic în art. 882, se atacă învederat un partagiul pentru a obține anularea; tot acesta este scopul creditorilor cari voesc a accepta succesiunea debitorului lor, și pentru a putea accepta succesiunea trebuie mai întâi să obțină anularea renunțării. În fața acestor texte și a tradițiunii nu se poate susține că acțiunea pauliană este o *acțiune personală* în daune-interese, bazată pe prejudiciul cauzat creditorului care o intentă și că astfel ceea ce re-



clamă el nu este anularea actului ci numai ca actul să nu-i fie opozabil, pentru ca el să poate obține plata ca și când actul n'ar fi existând, căci acțiunea pauliană este o acțiune în resciziune sau nulitate. Dacă în adevăr creditorul intentă acțiunea bazată pe prejudiciul ce i s'a cauzat, prejudiciul constă în diminuarea frauduloasă a patrimoniului, și naturalmente când acțiunea reușește, repararea constă în revocarea actului fraudulos și restabilirea prin urmare a lucrurilor în starea în care ar fi fost dacă actul nu se făcă. Nu se poate apoi nici chiar înțelege cum creditorii să conchidă la repararea unui prejudiciu care ar fi o adevărată acțiune în daune-interese, sau mai bine zis, în plată, de oare ce dăușii n'au nici un drept a cere de la acci de al treilea plata creanței ce li se datorește. Dreptul lor se mărginește numai asupra lucrului ce a fost susstras patrimoniului debitorului, și gajul prin urmare ce ei aveau asupra patrimoniului de unde urmează că nu pot cere de cât restituțiunea acestui lucru, și pentru aceasta trebuie să obțină mai înainte anularea contractului fraudulos. Rezultă dar din toate acestea că acțiunea are de scop și efect de a face ca lucrul înstrăinat fraudulos să reintre fictivamente în patrimoniul debitorului, și astfel revocațiunea actului profită și creditorilor cari n'au fost parte în instanță și ale căror creanțe poartă o dată anterioară actului fraudulos, de oare ce lucrul reintră pentru a deveni gajul creditorilor, se găsește astfel că n'a încetat de a exista, și nu este vre un motiv și nici un text nu ne autoriză a limita efectul acțiunii numai la acei cari au fost parte în instanță, și a susține astfel că bunul a reintrat relativ numai pentru cutare creditor. Principiile asupra lucrului judecat (art. 1201) n'au nici o aplicațiune în acțiunea pauliană, pentru simplul cuvânt că creditorii care o intentă nu cere nimic în numele lor personal, acțiunea nefiind o acțiune în daune-interese ci o acțiune care tinde la anularea actului și intrarea în patrimoniul debitorului a bunului eșit în mod fraudulos, astfel că bunul intrat considerându-se că nici a încetat de a fi gajul creditorilor, toți creditorii profită necesarmente de revocațiunea actului (art. 1718, 1719). Acest rezultat nu este neconciliabil cu principiul lucrului judecat, căci dacă creditorii, cari n'au fost parte în judecată, profită de hotărâre, aceasta este numai în mod indirect; în adevăr ei nu invoacă lucrul judecat, ci urmăresc un bun care formează gajul comun al creditorilor și care, prin efectul revocațiunii actului a reintrat în patrimoniul debitorului.

(Apel Iași, II, 187, Sept. 29/81, Dr. 2/81).

13. Dacă transmisiunea proprietății unui imobil s'a făcut în cursul procesului în simulațiunea unui act de vânzare, și anume în timpul când cauza se află în apel, în acest caz, instanța fiind deja angajată, părțile, prin efectul retroactivității deciziunilor judecătorești și a compromisului judiciar, sunt legate a respecta și se execută deciziunile judecătorești, astfel că drepturile proprietarului asupra imobilului micșorându-se, imobilul se grevează de servitutea litigiului, și în virtutea principiului *nemo in alium plus juris inferre potest quam ipse habet*, vânzătorul nu poate transmite cumpărătorului proprietatea liberă de această sarcină. Deci hotărârea prin care se declară simulată adjudicațiunea asupra cumpărătorului imobilului este opozabilă, ca și cum el ar fi fost pus în cauză, celui care a cumpărat la licitațiune publică acel imobil urmărit de creditorii primului adjudecatar, care grovase acel imobil de sarcini și a cărui cumpărătoare s'a declarat simulată. Și consecința este că anulându-se titlul primului cumpărător, *eo ipso* se ating drepturile concedate de dânsul, conform maximei *resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis* (art. 1803 și 1770). Ideia unui mandat este inadmisibil, pe cât timp nu există nici un text de lege din care să se poată deduce că proprietarul aparent reprezintă pe adevăratul proprietar, căci art. 1157 se ocupă cu totul de o altă materie. Iar buna credință a celor de al treilea nu poate să aibă alte efecte de cât acelea ce legea însăși îi acordă, și legea tocmai a prevăzut că cine-va poate de bună credință să cumpere un imobil de la altul de cât adevăratul proprietar, și în așa cas îi acordă un îndoit avantaj: 1) de a câștiga fructele (art. 485) și 2) de a câștiga proprietatea prin o prescripțiune mult mai scurtă de cât prescripțiunea ordinară (art. 1890 și 1895). Astfel fiind, nu se poate atribui imediat proprietatea achizitorului de bună credință consimțită de către un *non domino* fără a se viola art. 485 și 1895, care nu-i o acordă de cât după 10 sau 20 ani de posesiune. Aceasta fiind situațiunea celor de al treilea față cu proprietarul care revendică lucrul său, ea nu se schimbă când se află față cu creditorii proprietarului debitor, căci fie că acțiunea creditorilor este mixtă, fie ea personală, dăușii odată actul anulat, lucrează în numele debitorului lor, și prin urmare, în un caz și în altul, ei pot revendica lucrul în mâna celor de al treilea. A admite că creditorii când sunt față cu cei de al treilea achizitori cari n'au figurat la actul fraudulos trebuie a dovedi



reava credință a acestora, este a face în cele mai multe cazuri iluzorie acțiunea ce legea le acordă pentru a face să reîntre în patrimoniul debitorului bunurile eșite într'un mod fraudulos, de oarece acela care a cumpărat imobilul în frauda creditorilor se va grăbi a-l revinde, și acești cei de al treilea cumpărători în regulă sunt de bună credință. Nu este dar alt mijloc pentru a atinge scopul acțiunii decât a aplică art. 1770 și a anulă astfel toate actele de dispozițiune făcute de acela căruia proprietatea a fost revocată, fără a distinge dacă cei de al treilea sunt de bună sau rea credință. Deci când e vorba de drepturi concedate în virtutea unui act simulat, cu mai mult cuvânt trebuie să se aplice principiul înscris în art. 1770, de oarece actul simulat nu dă nici un drept celui în profitul căruia este subscris, și neavând acesta nici un drept, nici poate transmite celor de al treilea drepturi pe cari el însuși nu le are. (Apel Iași, II, 86, Sept. 20/80, Dr. 16/81).

14. Conform legii de înființarea și organizarea secției de notariat la Trib. Ilfov, competența secției de notariat, în materie de execuțiuni silite, este mărginită numai în a vedea dacă titlurile, fie sentințe, fie acte autentice, sunt sau nu investite cu caracterele cerute de lege spre a fi executorii. Astfel fiind, în caz când între părți se ivesc contestațiuni care tind a anihila sau a micșora valoarea intrinsecă a actelor ce se execută, fie pentru că ar fi simulate sau făcute cu fraudă, niște asemenea contestațiuni nu pot face de cât obiectul unor acțiuni principale înaintea instanțelor de fond. (Trib. Ilfov, s. not., Febr. 15/82, Dr. 26/82).

15. Pentru a obține nulitatea unui act prin acțiunea revocatorie nu este suficient ca un creditor să probeze că titlul său este anterior celui atacat, dar trebuie să stabilească că plata făcută nu este serioasă, ci numai în scopul de a sustrage averea debitorului comun în detrimentul său. (Trib. Ilfov I, 35, Febr. 5/82, Dr. 27/82).

16. Tribunalul, cu ocaziunea unei contestațiuni la un sequestru asigurator, fiind chemat a se pronunța contradictoriu asupra dreptului de proprietate invocat de contestator, este afară de ori ce dubiu că, în conformitate cu art. 401 pr. civ., va menține urmărirea sau sequestrul asigurator în caz când, din probele aduse de creditorul urmăritor, ar rezulta evident că actul de care se prevalează contestatorul este simulat, merit a distrage de sub urmărire o avere proprie a debitorului în frauda drepturilor sale. Deci tribunalul trebuie să judece și spre acest sfârșit, este obligat a ascultă pe

ambele părți, a cumpăni probele, în fine a căuță și sancționa adevărul. Deci teoria de a nu discută actul ce contestatorul ar înfățișa și a nu permite a se face dovada contrarie în cazurile în cari nici o dispozițiune legală nu se opune ar fi a încuraja fraudă și a condamna mai dinainte pe creditorul venit a fi judecat, ceea ce este contrariu principiilor fundamentale de drept. De s'ar admite sistemul contrariu, consecințele ar fi tot atât de puțin juridice și în caz de suspendarea urmării sau sequestrului asigurator, căci dacă contestatorul probează că se urmărește averea sa pentru o datorie străină (a debitorului condamnat) și tribunalul suspendă urmărirea, prin aceasta el a câștigat cauza rămânându-i averea liberă de cea urmărire. După această hotărâre, a pretinde că legea îl obligă a face o nouă acțiune creditorului urmăritor, spre a percurge alte două instanțe, ca să ajungă la rezultatul deja obținut ar fi a cere înmulțirea proceselor în contra voinței manifeste a legiuitorului. Cu toate acestea o nouă intentare de acțiune după suspendarea urmării este necesară numai în cazul când obiectul litigiului, recunoscut prin sentință că aparține celui îndreptățit printr'insa s'ar pretinde de contestator, în cursul executării hotărârii, că este proprietatea sa, căci deși tribunalul prin suspendarea urmării, a apreciat favorabil importanța probelor prezentate de contestator, totuși acesta câtă să deschidă un proces în regulă pe calea procedurii ordinare spre a dărîmă prezumpțiunea *res judicata pro veritate habetur*, de care se bucură sentința ce se aduce la îndeplinire. (Apel Buc. I, Ian. 9/82, Dr. 52/82).

17. Proba testimonială e admisibilă spre a dovedi simulațiunea unui act intervenit între debitor și un tertiu, de oare ce nu a stat în puterea creditorului, care atacă actul ca prejudiciabil intereselor sale să împiedice pe părți de a nu dresa un act contra verității. (Apel Buc. I, Ian. 9/82, Dr. 52/82).

18. Creditorii, pentru a putea stabili acțiunea lor intentată, conform art. 975, în numele lor personal, trebuie să dovedească că actul le-a adus prejudiciu de fapt și că a fost făcut cu intențiune frauduloasă între debitorul lor și tertiu spre a le aduce pagubă. Și pentru ca un act făcut de debitor să poată aduce prejudiciu creditorilor lui, trebuie ca acel act să fi micșorat în așa mod patrimoniul debitorului, în cât averea rămasă să nu mai ajungă pentru îndestularea creditorilor, adică că actul dăunător să fie produs direct sau să fi mărit măcar insolvabilitatea debitorului. Și deși pentru a se stabili insolvabilitatea debitorului, cea mai



sigură probă se face prin discuțiunea bunurilor acestuia, totuși atunci când insolabilitatea lui e vădită și manifestă, sau când poate fi dovedită prin acte scrise și fapte notorii, ar fi de prisos a se mai administra prin discuțiunea bunurilor o probă ce se poate stabili pe deplin și fără acest mijloc. (Trib. Iași II, 27, Febr. 9/83, *Dr.* 30/83).

**19.** Pentru ca actul prejudiciabil să poată fi revocat, trebuie încă să se stabilească că creditorii reclamânți sunt aceia ce au fost atinși în drepturile lor prin actul ce tind a revoca. În această privință, creditorii n'au îndatorire să justifice cu dată certă că creanțele lor sunt anterioare actului prejudiciabil, întru cât celelalte elemente ale acțiunii revocatorii sunt stabilite. În adevăr, art. 1182, care prevede condițiile sub care înscrisurile private căpătă dată certă, are de scop de a protege pe cei de al treilea contra fraudei antidatării, dar el nu mai poate fi invocat atunci când fraudă se stabilește că este din partea debitorului și a terțiului, de oare ce tocmai lipsa de dată certă a creditorilor a făcut cu puțință și a fost un element al concertului fraudulos între debitor și terțiu. Și în cazul cel mai avantajos pentru terțiu, el ar avea numai dreptul să facă el proba că creanțele creditorilor sunt antidatate. Apoi, chiar în opiniunea contrarie, creditorii tot sunt scutiți de a exhiba dată certă, din momentul în care se dovedește că fraudă intervenită între debitor și terțiu a fost de așa natură în cât actul fraudulos să prejudicieze chiar și pe creditorii posteriori lui. Astfel, soluțiunea acestei chestiuni depinde de stabilirea elementelor de fraudă ce s'a concertat la formarea actului. (Trib. Iași II, 27, Febr. 9/83, *Dr.* 30/83).

**20.** Trebuie a se distinge actele reale și serioase ce debitorul face în fraudă creditorilor, de actele simulate și fictive, ce asemenea au de scop de a înșela pe creditorii și de a-i prejudicia; căci pe când, pentru primele, creditorii cari le atacă sunt datori să dovedească că prin ele debitorul a devenit insolubil sau și-a mărit insolabilitatea și să dovedească încă că creanța lor este anterioară actului ce atacă; pentru secundele, adică cele simulate sau fictive, n'au de dovedit de cât simulațiunea, fără altă condițiune, de oare ce actul aparent fiind fictiv, nu are o existență reală și ori ce creditor trebuie să aibă dreptul de a respinge neantul. Rațiunea impune chiar această deosebire: când actul ce se atacă este serios, avem în joc interesul terției persoane pe care o lipsim de beneficiul contractului său, și de aceea se cere ca să se dovedească că printr'insul debitorul a devenit insolubil sau

și-a mărit insolabilitatea, căci numai astfel fraudă e posibilă și numai atunci anularea actului devine legitimă. Asemenea, pentru acțiunea pauliană se cere ca actul ce se atacă să fie posterior creanței ce se pretinde, căci numai pe bunurile atunci existente în patrimoniul debitorului a comptat creditorul, iar nu și pe cele eșite deja din patrimoniul său la nașterea creanței. Toate aceste considerațiuni nu se pot vedea când actul nu este real, și, prin urmare, nu putem cere creditorului într'o acțiune în simulațiune de cât să o dovedească, de oare ce ori ce creditor, anterior sau posterior actului ce se atacă, trebuie să aibă dreptul de a-l respinge când el n'are existență adevărată. Cât pentru dovadă este incontestabil că se poate face prin ori ce probe, chiar și prin prezumțiuni, căci a decide alt fel ar fi a lua ori ce posibilitate creditorului de a proba simulațiunea. (Trib. Brăila, 66, Mart. 2/83, *Dr.* 53/83).

**21.** Tribunalul având a se pronunța cui aparțin imobilele urmărite ce fac obiectul contestatiunii, este dator să discute actul ce se prezintă. A nega tribunalului acest drept și a obliga pe partea ce atacă actul ca simulat ca să vie pe calea ordinară de a-l discuta, pe când nici un text de lege nu cere aceasta, este a forța pe tribunal, să pronunțe în general hotărâri în necunoștință de cauză și a face să se înmulțească procesele în contra voinței manifeste a legiuitorului. (Trib. Brăila, 66, Mart. 2/83, *Dr.* 53/83).

**22.** Pentru a se cere nulitatea unui act autentic de vânzare făcut cu toate solemnitățile ce legea exige, de către una din părțile contractante pentru cauză de simulațiune, trebuie ca simulațiunea să fie probată printr'un contra înscris emanat de la însuși cumpărătorul, iar nu prin martori și prezumțiuni, probe ce sunt admisibile în drept numai în cât privește pe tertile persoane cărora le-a fost imposibil a-și procura o contra-probă scrisă. (Cas. I, 295/Oct. 26/87, B. p. 763; Cas. I, 326/Oct. 3/83, B. p. 917).

**23.** Dacă cele ce constată un funcționar public, când instrumentează un act public, trebuie, după art. 1173, să fie crezute până la înscripție în fals, de aci nu rezultă că atât părțile cât și cei de al treilea interesați nu pot proba că alta este în realitate natura faptului juridic declarat înaintea aceluia funcționar. Aceasta pentru părți rezultă din art. 1175, iar cei de al treilea interesați, ca unii ce n'au putut să-și procure o probă scrisă, ei pot proba prin ori ce mod de probațiune realitatea faptului juridic, căruia prin simulațiune i s'a dat în aparență un ca:



racter ce nu avea. (Cas. I, 144/Apr. 6/83, B. p. 437).

24. Din art. 975 rezultă că acțiunea prevăzută de el nu se poate intenta de cât contra persoanelor de rea credință, adică contra acelor cari în înțelegere cu debitorul au făcut acte vătămătoare creditorilor, sustrăgând de la îndestularea lor averea datornicului. Și este indiferent din punctul de vedere al relei credințe că dacă cererea pentru sfărâmarea actului viclean dăunător creditorilor se face prin acțiune pauliană sau prin acțiune în simulațiune, căci și în acțiunea în simulațiune ca și în cea pauliană trebuie ca terțiul contra căruia se îndreptează acțiunea să fi fost complice la fraudă comisă de debitor. — Iar dacă sunt și sub-achizitori, chiar în cazul când s'ar probă reaua credință a primului achizitor, totuși reclamantul nu se poate prevală de acest motiv spre a cere desființarea tuturor drepturilor concese de acel achizitor la alte persoane, de oarece responsabilitatea celor ce au dobândit un drept real asupra obiectului înstrăinat, fiind personală iar nu reală, astfel că, în așa caz, anularea actelor constatatoare de transmiterea proprietății nu se poate face de cât în caz când s'ar probă că și sub-achizitorii au fost de rea credință și au cooperat la fraudă, căci, ori cât de generală ar fi maxima: *resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientis*, nu poate avea aplicațiune în această materie, al cărei fundament este numai reaua credință atât a debitorului cât și a celor ce dețin imobilul cu titlu oneros, astfel că ea trebuie să fie dovedită și în privința acestor din urmă, fie dânsii sub-achizitori chiar. (Trib. Brăila Oct. 22/82, Dr. 14/83).

25. Pentru isbutirea în acțiunea pauliană trebuie să se probeze că creditorul eră creditorul debitorului înaintea confecționării actului de înstrăinare ce se atacă, că debitorul a efectuat înstrăinarea pentru a fraudă pe creditor și că cumpărătorul a fost complice al acestei fraude. (Apel Buc. I, 69, Mart. 13/84, Dr. 62/84).

26. Ori ce creditor e în drept a cere desființarea actelor petrecute în fraudă drepturilor sale, dovedind că creanța sa există în acel moment, că terțiul avea cunoștință de insolvabilitatea în care se află debitorul, și că prin acest fapt debitorul își mărea insolvabilitatea sau devenea insolvabil. Astfel se poate anula actul de ipotecă când terțiul avea cunoștință că debitorul prin actul ce făcea devenea insolvabil, cunoștință ce rezultă din împrejurarea că terțiul eră în de aproape relațiuni de amiciție cu debitorul, știă că și avea întreaga avere ipotecată, că i se urmărea de către un

creditor, că în timp de 10 ani se mulțumise cu o creanță chirografară contra debitorului, fără a lua nici o măsură conservatorie atunci când el își înstrăinează averea, și că prin luarea inscripțiunii ipotecare, chiar în contra incunoștințării făcute de debitorul urmărilor, nu făcea un act de conservarea creanței sale, ci ajută pe debitor spre ași mări insolvabilitatea. (Apel Buc. I, 10 Febr. 14/84, Dr. 33/84).

27. Una din condițiunile esențiale la care este subordonat exercițiul acțiunii pauliane, este ca actul a cărui revocațiune se cere, să fi cauzat un prejudiciu creditorului. Deci statul ca creditor privilegiat nu poate cere anularea actului de ipotecă constituit de debitorul său asupra imobilului cel urmărește statul, de oare ce ori care ar fi fost intențiunea părților când au format acel act de ipotecă actul acesta nu poate prejudicia pe stat, căci creanța statului fiind privilegiată, ea va avea prioritate în ordinea deschisă la distribuțiunea prețului, primând ipoteca atacată care a luat naștere în urma creanței statului. (Jud. ocol. Măcin, Iul. 4/84, Dr. 65/84).

28. Creditorii posteriori actului a cărui simulațiune se cere a se declara pot invoca nulitatea sa, destul numai să probeze prejudiciul ce li s'ar aduce dacă s'ar considera actul atacat ca un act care și-a avut ființa sa reală. Și pe lângă stabilirea calității lor cu dreptul de a ataca actul ce pretinde că e simulat, se cere din partea lor dovedirea unor împrejurări de fapt de natură a inspira o completă convingere despre nesinceritatea actului a cărui nulitate se invoacă, căci echitatea, principiile generale de drept reclamă ca un act să fie considerat de bun și valabil și de natură a produce efectele sale legale până la proba contrarie. (Apel Buc. I, 57, Mart. 1/84, Dr. 71/84).

29. Nu se poate pretinde că invalidarea unor acte ce se produc pe cale de urmărire ca simulate sau făcute în fraudă creditorilor nu se poate face pe cale incidentală, de contestațiune ci trebuiesc atacate pe cale principală, căci judecătorul, în regulă generală, e ținut a judecă toate incidentele și excepțiunile ce se ridică de părți cu ocaziunea unei contestațiuni, și numai în cazul când legea aduce derogatiune acestui principiu, judecătorul e obligat a-și declina competența sa. Prin nici un text de lege, nu se statuează că opozițiunile sau cererile incidentale ce se fac în contra unei urmăriri mobiliare trebuiesc a avea de efect a suspenda această urmărire până ce, pe cale principală, părțile se vor judeca asupra validității actelor produse în cursul urmăririi. Dacă legiuitorul a



consacrat un asemenea principiu în cazul unei urmăriri imobiliare, nu e rațional nici juridic a întinde aplicațiunea acestui principiu și la urmărirea imobiliară, căci această dispozițiune fiind o excepțiune regulei că judecătorul acțiunii este și acela al excepțiunii, dânsa trebuie conținută în limitele prescise de lege: *exceptiones strictissimae sunt interpretationis*. (Apel Buc. I, 9, Ian. 11/84, Dr. 13/84).

**30.** În principiu, părțile contractante nu pot dovedi simulațiunea unui act prin martori. (Buc. III, 199, Oct. 22/90, Dr. 17/90), și prezumțiunii, de oare ce părțile puteau lesne să-și procure o probă literală a acestei simulațiuni la confecționarea actelor. Acest principiu nu suferă excepțiune de cât numai când consimțământul uneia din părți a fost smuls prin violență sau dol, sau când simulațiunea concertată între părți a avut de scop a acoperi vre o fraudă în contra legii, în care caz simulațiunea se poate stabili prin martori și prezumțiuni. (Trib. Tutova, Mai 12/88, Dr. 41/88). A admite din partea părților contractante proba testimonială în materie de simulațiune, chiar când ea e degajată de ori ce caracter de dol și fraudă, ar fi a violă în mod vederat art. 1191, care declară formal că dovada cu martori nu se poate administra nici odată în contra sau peste conținutul unui act. (Apel Buc. I, 69, Mart. 12/84, Dr. 62/84).

**31.** Ori ce creditor are interes de a cere anularea creanțelor fictive ce i se pot opune, fără a fi obligat să adaste facerea tabloului de ordine. Ast-fel, creditorii chirografari au interes de a cere radierea ipotecei constituită de debitorul lor, de oare ce desființând ipoteca, au avantajul să ia o quotă parte mai mare asupra creanțelor lor. (Cas. I, 373/Dec. 3/85, B. p. 881).

**32.** Probele ce se pot administra pentru stabilirea simulațiunii sunt înscrisurile, martorii precum și prezumțiunile rezultând din împrejurările cauzei. Judecata pentru a se putea întemeia pe această probă indirectă, aceia a prezumțiunilor de fapt sau ale omului, așa numite prin opozițiune a prezumțiunilor stabilite de lege, trebuie ca să aibă o greutate și o putere de natură a face probabile, de numai certe, faptele ce voeste a se dovedi. (Ap. Buc. II, 96, Mai 8/85, Dr. 47/85).

**33.** În ceea ce privește pe terțiul achizitor cu titlu oneros, nu e suficientă dovada pagubei creditorului, ci mai trebuie a se proba și reaua credință a terțiului, adică cunoștința din parte-i a actului viclean ce debitorul a săvârșit în paguba creditorului său. (Apel Buc. II, Mai 5/85, Dr. 47/85).

**34.** Contra actelor scrise proba prin martori sau prin prezumțiuni nu e

permisă de lege. Dacă dar, pentru a declara fără efect, ca fiind făcut prin simulațiune, actul de vânzare a unei cauze făcută între părți cu toate formele cerute de lege, curtea în deciziunea sa, se fundează pe simple prezumțiuni, astfel procedând violează art. 1191 și 1203. (Cas. I, 111/Apr. 1/86, B. p. 282).

**35.** Pe cât timp prin acțiunea în simulațiune s'a constatat că acela care a cumpărat nu e proprietar al lucrului, ipoteca conferită de cumpărător n'are nici o valoare, fiind indiferentă buna sau reaua credință a creditorului ipotecar, și în atare caz se aplică principiu prevăzut de art. 770. (Cas. I, 352/Nov. 18/86, B. p. 868).

**36.** Dacă acțiunea în simulațiune a ipotecei a fost introdusă după ce adjudecațiunea imobilului ipotecat avusese loc; în această stare de procedură pentru ca averea vândută să poată fi privită ca reintrată în patrimoniul debitorului trebuia să se ceară anularea ca simulată atât a creanței recunoscută prin o sentință judecătorească și a ipotecei ce s'a concedat în urmă pentru asigurarea acelei creanțe, dar chiar a vânzării făcută prin licitațiune publică. Astfel fiind, cererea în nulitate a ipotecei nu putea fi întemeiată de cât dacă se cerea și dovedea că această ipotecă avea drept scop, nu asigurarea unei creanțe în contra unui debitor, fie încărcat de datorii, dar tinea numai a asigura pe acest debitor contra urmărilor celorlalți creditori ai săi, și nu se putea cere în acest caz de cât ca creditorul ipotecar să restituiască suma ce i s'a ținut în seamă din creanța sa ipotecară în pretul cumpărătorii. (Cas. I, 121/Apr. 25/86, B. p. 287).

**37.** Creditorii anteriori actului fraudulos, singuri (esceptându-se cazul de simulațiune) sunt în drept a'l ataca cu acțiunea revocatorie, căci numai lor actul poate să le aducă o vătămare, iar nu și creanțelor ce nu existau încă în momentul confecționării actului. (Cas. I, 182, Mai 27/87, B. p. 445).

**38.** Nu se poate nega, în principiu, o ipotecă constituită de un debitor insolubil (care, cu toată insolabilitatea sa rămâne capabil de a se obliga) în folosul unei persoane cu care el contractează o nouă datorie și care îi înaintează fonduri, aceea ce contribuie a'i mări patrimoniul, nu se poate ataca ca făcută în fraudă creditorilor; dar nu este mai puțin adevărat că actul de care e vorba trebuie, din contră, să fie considerat ca fraudulos, dacă terțiul, care a numărat banii în execuțiunea acelu act, știa că debitorul avea de scop a-i ascunde în prejudiciul creditorilor săi. (Cas. I, 182/Mai 27/87, B. p. 448).



39. Creditorii ca să întemeeze acțiunea lor, trebuie să dovedească că bunurile debitorului nu ajung pentru plata datoriilor sale, dar ei nu sunt datori să discute pentru acest sfârșit mai întâi bunurile acestuia de cât numai dacă deconfitura sa (faptul că pasivul întrece activul) nu ar fi rezultat din însăși circumstanțele cauzei. (Cas. I, 182/Mai 27/87, B. p. 446).

40. Creanța creditorilor reclamantî trebuie să fie anterioară actului atacat, și nu este necesar, atunci când creanța rezultă dintr'un înscris sub semnătură privată, ca înscrisul să fi dobândit dată certă prin unul din mijloacele indicate în art. 1182 anterior actului atacat. În adevăr, art. 1182 care tinde a ocroti pe cei de al treilea în contra pericolului antidatelor, are în vedere interesele vrednice de ocrotire a celor de al treilea, a căror acte nu sunt defăimate ca frauduloase, căci dacă se dovedește din contră, că însăși cei de al treilea au participat la fraudă anterioritatea titlurilor creditorilor reclamantî rezultă din însuși faptul că tertii e complice fraudei. Dacă dar un creditor a cooperat la fraudă, dânsul nu poate să obiecteze creditorilor reclamantî lipsa de titluri având dată certă. (Cps. I, 182/87 - Mai 27/87, B. p. 445).

41. În materie de contestațiune la urmărire, procedura este sumară și cu termene scurte, de unde rezultă că pe această cale nu se pot rezolvă de cât chestiunile cari comportă o asemenea procedură, cum sunt chestiunile de forme și termene, iar cât privește drepturile părților, fie de proprietate, ori de creanță, tribunalul nu cunoaște chestiunea de cât întru cât interesează continuarea sau încetarea urmăririi, fără a rezolvă definitiv fondul, care aparține căilor ordinare. Astfel, simulațiunea unor acte nu se poate judecă de cât pe calea și cu procedura ordinară. (Apel Craiova II, 108, Sept. 11/86, Dr. 35/87).

42. Actul autentic, după art. 1173, face plină credință *erga omnes* despre tot ce conține; și nu este permis a-l contesta nici printr'o simplă denegațiune, nici a probă simulațiunea prin mijloace ordinare. Actul autentic probează nu numai *quod conventum est*, dar și *quod actum est*. Și între părțile contractante, simulațiunea nu se poate dovedi prin prezumptiuni sau martori, și aceasta pentru că, în momentul confecționării actului, ele aveau posibilitatea de a formulă un contra-înscris care să probeze în contra conținutului actului. Legea acordă numai celor de al treilea facultatea de a se servi cu prezumptiuni și martori. Astfel fiind, între părți simulațiunea nu poate să reiasă de cât dintr'un contra-înscris, afară numai dacă nu se alegă că

consimțământul a fost smuls prin violență sau surprins prin dol. (Apel Buc. I, 286, Nov. 20/82, Dr. 69/83; Trib. Tutova, Nov. 13/87, Dr. 84/87).

43. După art. 1173, actul autentic face probă până la înscrierea în fals numai despre existența materială a faptelor constatate de tribunal ca îndeplinite de dânsul sau petrecute înaintea sa cu ocaziunea autentificării actului, iar nu și în ori ce privește realitatea și sinceritatea faptelor juridice constatate de dânsul. Și, în adevăr, tribunalul autentificând o convențiune simulată, nu autentifică însăși simulațiunea, fapt străin celor ce el a constatat, și părțile cerând să dovedească simulațiunea actului autentic nu contestă însăși autenticitatea declarațiunilor lor înaintea tribunalului ci pretind să stabilească neseriozitatea acelor declarațiuni. Prin urmare, actul autentic nefăcând credință de cât numai până la proba contrarie, în ce privește realitatea și sinceritatea faptelor petrecute între părți înainte de a-și fi făcut declarațiunile la tribunal, părțile interesate au dreptul de a ataca pe cale ordinară ca simulate convențiunile, dispozițiunile sau declarațiunile ce actul autentic conține. — Astfel fiind, dacă printr'un act de vânzare simulat între tată și fiu s'a concertat a se acoperi o fraudă la dispozițiunea de ordine publică a codului civil care prescrie vocațiunea tuturor copiilor la succesiunea părinților lor, vânzându-se toată averea în detrimentul altui copil al vânzătorului, fiind vorba de o fraudă la lege, simulațiunea actului autentic de vânzare în chestiune se poate dovedi prin martori și prezumptiuni de către vânzător, de oare ce: 1) art. 1203 statuând că dolul și fraudă se pot probă prin simple prezumptiuni, dispune în mod absolut și se aplică prin urmare fraudei la lege, ca și fraudei în contra persoanelor; 2) tatăl când a concertat cu fiul său simulațiunea actului de vânzare, se găseă în imposibilitate morală de a cere un contra-înscris, căci prin aceasta ar fi manifestat din parte-i intențiunea de a se sustrage de la consecințele actului simulat și de a-l ataca ca acoperind o fraudă la lege; prin urmare, este cazul de a se aplică dispozițiunile primului aliniat al art. 1198. (Apel Buc. III, 236, Nov. 20/86, Dr. 36/87).

44. Efectul admiterei acțiunei pauliane este revocarea actului atacat în măsura intereselor creditorilor reclamantî; și de câte ori se dovedesc că tertii fraudatar a făcut prestațiuni, cari au servit la plata creditorilor anteriori, consecința trebuie să fie că dânsul făcând cerere reconvențională și cerând să se tie seamă de



acele prestațiuni până în concurența folosului care a rezultat de aci pentru creditorii anteriori, dânsul trebuie să fie primit să participe la pretul lucrului ce e ținut să restituie, cu suma care a numărat-o și de care au profitat creditorii înșelați. (Cas. I, 182, Mai 27/87, B. p. 450).

45. În virtutea art. 1718 și 1719 averea debitorilor prezinte și viitoare, servă ca gagiun al creditorilor. Conform acestui principiu, creditorii sunt în drept de a face toate actele de natură a menține întregul patrimoniu al debitorilor lor precum și de a exercită ori ce acțiune care ar tinde la acest scop. Or, scopul acțiunii în simulațiune tinde tocmai la aceasta de a menține în patrimoniul debitorului un bun care n'a eșit decât în mod aparent. Astfel fiind, creditorii sunt în drept să atace toate actele frauduloase cari au avut de rezultat să le sustragă valorile ce formează gagiun lor, chiar de ar fi făcute de persoane interpușe. (Cas. I, 90/Apr. 4/88, B. p. 323).

46. Deși în principiu, procedura civilă pentru terțiele persoane nu recunoaște altă cale de reformarea sentințelor rămase definitive de cât contestațiunea, totuși dacă sentința prin care debitorul, în dauna celorlalți creditori, s'a lăsat a fi condamnat către creditorul cu care a fost de convență, nu se execută, și deci nevătămând pe creditorii ei nu pot uză de calea directă a contestațiunii, ci numai de acțiunea principală în anulare, și dacă li se opune ca având autoritatea lucrului judecat, ei pot invoca excepțiunea rezultând din art. 1201, *res inter alios judicata aliis nocere neque prodesse potest*, de oare ce debitorul lor nu i-a putut reprezenta, din contra s'a lăsat a fi condamnat în fraudă drepturilor lor. — De asemenea o ordonanță de adjudecare nu are caracterul unei sentințe judecătorești, de oare ce judecătorii nu o dau în virtutea puterii lor deliberative ca jurisdicțiune contencioasă, ci în virtutea puterii de a ordonanță actele judiciare ca jurisdicțiune grațioasă, și prin urmare, poate fi anulată de creditorii fraudăți pe cale de acțiune principală. (Apel Buc. I, 108, Iun. 15/88, Dr. 56/88).

47. În virtutea principiului consacrat de articolul 1198, ori de câte ori creditorul a fost în imposibilitate de a-și procura probe scrise, se admite dovada cu martori și prezumpțiuni; când e vorba, nu de partea care a participat la contract, ci de o terție persoană căreia nu-i eră cu putință să-și procure o dovadă în scris, conform acestui principiu, e în drept să invoace dovada cu martori și prezumpțiuni pentru a stabili simulațiunea. (Cas. I, 90/Apr. 4/88, B. p. 325).

48. Una din părțile contractante nu poate fi admisă a stabili prin martori sau prezumpțiuni, simulațiunea unui act care nu vatămă de cât un interes privat, cum ar fi un act de donațiune, căci partea contractantă și-ar fi putut procura, prin mijlocul unui contra-inseris, sau act secret, o dovadă despre această simulațiune. Pe lângă aceea, a permite unei părți contractante a dovedi prin martori și prezumpțiuni simulațiunea unui act ce nu se susține a fi fructul unui dol sau fraudă, ar fi a contraveni art. 1191 al. II, care oprește dovada prin martori peste ceea ce eprinde un act, nici despre ceea ce s'ar pretinde că s'ar fi zis înainte, la timp sau în urma confecționării actului. (Apel Buc. II, 11, Febr. 7/88, Dr. 22/88).

49. Acțiunea revocatorie, prevăzută de art. 975, nedecurgând din principiile contractuale ale dreptului civil, ci din principiile de echitate, pentru ca nimeni să nu se înavuțească pe nedrept în paguba altuia, sau că cel ce cauzează altuia, prin faptul său, un prejudiciu trebuie să-l desdauneze, rezultă că această acțiune nu poate atinge de cât personal numai pe aceia cari s'ar face responsabili de un asemenea fapt, și în consecință maxima de drept *resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientis* sau *nemo plus jure transfere potest quam ipse habet* nu e aplicabilă în specie. Deci sub-achizitorii cu titlu oneros nu sunt țiinuți a răspunde acțiunii revocatorii de cât numai în cazul când s'ar constată că și dânsii sunt de rea credință. (Apel Buc. I, 108, Iun. 15/88, Dr. 56/88).

50. Acțiunea pauliană, aparținând exclusiv creditorilor, deși e o acțiune principală independentă de ori care alta, cu toate acestea ea este o acțiune subsidiară, în acest înțeles că vine după ce s'a discutat în prealabil averea debitorului. Și mai înainte de a constată existența celorlalte elemente: a) să fie creditor anterior actului fraudulos; b) să existe fraudă din partea debitorului și c) să fie sau nu complice terțiul la fraudă debitorului, după cum actul e cu titlu oneros sau gratuit, trebuie să examinăm dacă există baza acțiunii pauliane: prejudiciu pentru creditor din actul a cărui nulitate o cere și din actuala sa insolvabilitate. Și deși doctrina franceză, întemeindu-se pe art. 1167 c. Napoleon, care prevede numai fraudă, iar nu și prejudiciul cere pentru dovedirea prejudiciului constatarea numai a fraudei din partea debitorului, cu toate acestea art. 975 român cerând expres și existența prejudiciului, nu se poate deduce implicit din stabilirea fraudei debitorului, ci trebuie constatat independent de fraudă. — Și deși aprecierea prejudi-



ciului e o simplă chestiune de fapt lăsată la suverana apreciere a judecătorului faptului, cu toate acestea existența sa trebuind să se constate judecătorește, singurul mijloc, dacă debitorul nu e căzut în deconfitură sau faliment, este urmărirea și vânzarea mai întâi a averii debitorului și în urmă, stabilindu-se cu modul despăgubi creditorul, să se admită a exercită acțiunea pauliană. (Trib. Gorj, Febr. 20/89, *Dr.* 35/89).

**51.** Pentru exercitarea acțiunii pauliane creditorul trebuie să dovedească: că e creditor, că creanța sa e anterioară actului atacat ca fraudulos, că acest act i-a cauzat un prejudiciu, că e făcut în fraudă drepturilor sale, că terțiul contra căruia e dirijată acțiunea pauliană a știut că acest act care-l facea cu debitorul va fi prejudiciabil creditorilor acestuia. (Apel Craiova, I, 141, Oct. 19/90, *Dr.* 73/90).

**52.** Pentru ca acțiunea pauliană să fie fundată, reclamantul cată să dovedească că înstrăinarea atacată l'a prejudiciat, adică a provocat insolvabilitatea debitorului vânzător; că actul e făcut în fraudă drepturilor sale, adică cu scopul vădit de a frustra pe reclamant de patrimoniul din care singur ar fi putut realiza drepturile lui; în fine, fiind vorba de o înstrăinare oneroasă, coluziunea frauduloasă între debitorul-vânzător și terțiul cumpărător, adică buna lui știință despre toate aceste împrejurări în momentul cumpărării. (Trib. Suceava, Oct. 18/90, *Dr.* 69/90).

**53.** Prejudiciu este de câte ori actul de care se plânge creditorul a făcut să nască sau să mărească insolvabilitatea debitorului; și proba insolvabilității debitorului; deși se face sesizând și discutând bunurile lui, însă când debitorul nu mai are nici o avere, acest lucru este imposibil și în acest caz de lipsă de bunuri aparente, terțiul, care cere discuțiunea, trebuie să indice bunurile cari urmează a se discuta; dacă creditorul nu mai găsește nici o avere a debitorului și terțiul pretinde că mai are, natural că el trebuie să i-o arate și să dovedească că există, căci altfel ar fi să cerem imposibilul din partea creditorului, adică a face o probă negativă, cum că debitorul nu mai are nici o avere în toată țara și chiar în străinătate. — Fraudă este de câte ori debitorul a știut că făcând actul cauzează prejudiciu creditorului, pe care-l pune în imposibilitate de a-și realiza creanța. Participarea la fraudă din partea terțiului este știința că actul pe care-l face va cauza prejudiciu creditorilor debitorului. — Proba fraudei se face prin toate modurile de probațiune pre-

văzute de lege, prin martori și chiar prin prezumpțiuni. (Apel Craiova, I, 141, Oct. 19/90, *Dr.* 73/90).

**54.** Debitorul care alege în contra acțiunii pauliane beneficiul de discuțiune, are sarcina de a dovedi existența altei averi disponibilă, lichidă și suficientă a despăgubi pe creditorul fraudat. Aprecierii acestor împrejurări intră prin natura lucrurilor ca parte integrantă în chiar examenul prejudiciului alegeat din partea creditorului, astfel în cât nu e nevoie de urmăriri prealabile formale și zadarnice, nefiind nici un motiv pentru ce să se trateze mai rău creditorul de cât debitorul, mai ales un debitor bănuț de rea credință. (Trib. Suceava, Oct. 18/90, *Dr.* 69/90).

**55.** Cel ce se obligă este ținut a îndeplini datoriile sale cu toate bunurile, bunuri ce servesc la asigurarea comună a creditorilor săi. Înstrăinarea frauduloasă a bunurilor este o culpă din parte-i ce dă drept creditorilor prejudiciați a o ataca. Această acțiune personală, fiind derivată din îndatorirea ce debitorul are a plăti creanțele sale cu toate bunurile lui, nu se poate îndrepta de cât în contra celor ce cu știință au contribuit la frustrarea creditorilor, luând lucruri din avutul debitorului ce erau gajul lor, căci numai acestora incumbă redresarea faptelor violente ce au comis; iar toți achizitorii de bună credință, cărora o asemenea imputare nu li se poate face, sunt în drept a respinge atare acțiune. Dacă buna credință îngreădește pe cumpărătorul primitiv, tratând cu debitorul viclean, apoi nu este rațiune ca un subachizitor de bună credință să fie mai puțin ocrotit, care cu drept cuvânt este mai depărtat și mai străin de prima înstrăinare, prin urmare în afară de ori ce culpă și care în asemenea caz luptă legitimamente pentru a nu pierde averea și este și în posesiunea lucrului, deși față cu creditorii chirografari, tot cu interes ca el, dar cari n'au posesiunea, și cari, în definitiv, n'au cerut de la debitorul lor alte asigurări de cât acele ce confiența lor nemărginită le-a acordat. Și art. 1770 nu poate răpi subachizitorului de bună credință dreptul câștigat din vânzare, căci dispozițiunea acestui articol nu se aplică la actele ce depind de buna sau reaua credință, ceea ce se face învederat prin art. 1895, unde cel ce cumpără cu just titlu și de bună credință prescrie prin 10 ani, când autorul său ce ar fi fost de bună credință nu putea prescrie de cât conform art. 1890, dar apoi însuși textul art. 975 nu acordă revocarea actului făcut de cât în contra celor de rea credință, de unde urmează că față cu cei de bună credință actul este valid.



Dacă la instanțele de fond s'ar ataca actele ca simulate, fie simplă simulațiune, fie frauduloasă, încă soluțiunea este aceeași. Căci în prima ipoteză creditorii chirografari atacând pe subachizitorii de bună credință, ei nu ar putea face acțiunea de cât conform art. 974 și acțiunea le-ar fi respinsă conform art. 1175; luând acțiunea în simulațiune frauduloasă în numele lor personal, atunci aceasta ne fiind prevăzută de cât tot de art. 975, efectele nu pot fi de cât tot acele trase din acest articol, iar executând-o în numele debitorului contra terților persoane de bună credință, aceștia cu drept cuvânt le-ar respinge-o fiind-că nu este permis cuiva a-și creea drepturi în contra celor de bună credință pe baza fraudei ce însuși a comis. (Cas. I, 338/Oct. 9/90, B. p. 1106).

56. Conform art. 975, toate actele viclene pot fi atacate de creditorii prejudiciați; și cuvântul *acte* cuprinde atât actele făcute între părți, precum și acele făcute de ele înaintea justiției, fie pe cale grațioasă, fie pe cale contencioasă, căci chiar hotărârile intervenite în urma înțelegerii frauduloase de mai înainte a părților, nu sunt de cât consumațiunea completă a fraudei și căror chiar legea în atare caz nu le permite menținerea, după cum însăși ea, făcând aplicațiunea principiului din art. 975, anulează hotărîrea pronunțată și chiar executată asupra separațiunii patrimoniilor cu fraudă în contra creditorilor (art. 1264). Anularea actelor de asemenea natură se poate face pe cale principală, fie prin acțiune, fie prin cale de apărare, precum și conform art. 399 pr. civ. (Cas. I, 338/Oct. 9/90, B. p. 1104).

57. Art. 975 dând dreptul a ataca în nulitate actele viclene, implicit impune celui ce le atacă sub această categorie și datoriă să probeze că ele sunt viclene, că sunt adică rezultatul unui concert fraudulos în scop de a-l prejudicia. Și fraudă fiind foarte anevoie de dovedit, este permis judecătorului faptului să o deducă chiar și din fapte cari o pot învedera. Numai vilitatea pretului nu e suficientă pentru a face pe judecător a pronunța nulitatea, dacă dintr'alte fapte ale celor ce au participat la facerea contractului nu reese în mod evident și concertul fraudulos, elementul indispensabil într'această materie. (Cas. I, 62/91, Febr. 11/91, B. p. 150).

58. O convențiune nu se poate ataca pe motiv de simulațiune de o persoană care a participat la dânsa decât numai pentru motivul de fraudă la lege când vatămă un interes public. Și precum partea contractantă nu poate cere nulitatea convențiunii, de asemenea și eredele său legitim, reprezentând per-

soana defunctului nu poate nici el exercita un asemenea drept. (Apel Buc. III, 199, Oct. 22/90, Dr. 17/91).

59. Pe când rezultatul acțiunii în nulitate este anularea pur și simplu a contractului incriminat, *erga omnes* repunerea lucrurilor în stare *quo ante*, efectul acțiunii pauliane este rezoluțiunea vânzării numai până la concurența drepturilor lăsate prin concertul fraudulos între cumpărător și vânzător. (Trib. Suceava, Oct. 18/90, Dr. 69/90).

60. Simulațiunea unui act de donațiune fiind rezultatul voinței ambelor părți contractante, nu poate fi probată între părți prin prezumpțiuni sau martori când valoarea actului trece peste 150 lei, căci astfel am ajunge indirect să probăm cu martori și prezumpțiuni contra tuturor convențiilor, ori cari ar fi valoarea lor, ceea ce legea nu admite. (Apel Craiova II, 155, Dec. 21/88, Dr. 2/90).

61. Deținătorii imobilului cumpărat de la licitațiune publică, au dreptul să invoace toate mijloacele de apărare cele de la lege în combaterea acțiunii în revendicare intentată în contră-le, între cari este și acela al simulațiunii actului cu care cel ce revendică se servă, fără ca prin aceasta să se violeze în ceva prescripțiunile art. 975. (Cas. I, 82/Febr. 19/91, B. p. 186).

62. Erezii reprezintă persoana defunctului în toate drepturile și obligațiunile lui, nu pot avea mai multe drepturi de cât acesta. Inșă, dreptul de a ataca actele făcute de *de cuius* în fraudă drepturilor lor deținându-le de la lege, iar nu dela *de cuius*, când e vorba de anularea unor asemenea acte, ei nu-l mai reprezintă, ci sunt terții. Deci în acțiunea pentru anularea unui act ca simulat, moștenitorii ne luând parte la confecționarea actului, ne putându-și procura o probă scrisă de la acei care-i fraudase prin facerea acelu act se găsesc în cazurile prevăzute de art. 1198, care e enumerativ, iar nu limitativ, și prin urmare față cu actul simulat, fiind terții, pot dovedi cu martori simulațiunea. (Trib. Gorj, Iunie 8/90, Dr. 67/91).

63. Din combinațiunea art. 1173 cu 1174 rezultă că cu ocaziunea autentificării unui act, două serii de acte bine distincte unele de altele au loc: pe de o parte declarațiunile părților, consemnate în actul supus autentificării, iar pe de alta, constatarea judecătorului că s'au făcut aceste declarațiuni în prezența sa. Judecătorul neputând cunoaște sinceritatea acestor declarațiuni, neștiind care este realitatea, ceea ce se spune de părți înaintea sa, sau cu totul alt-ceva, pentru încrederea ce trebuie să se pună în constatăriile judecătorului, legiuitorul a dispus, prin art. 1173, că numai aceste constatări



se cred până la înserirea în fals, sinceritatea declarațiilor părților putându-se dovedi după dreptul comun, prin contra-înscris când a fost posibilitate între părți ca să-l aibă prin martori de către cel de al treilea. (Trib. Gorj, Iunic 8/90, *Dr.* 67/91).

**64.** Acțiunea pauliană în contra unui act de înstrăinare, nu este o acțiune în nulitate, care admisă, să poată avea de efect de a face să reintre în patrimoniul debitorului bunul înstrăinat. Prin admiterea acțiunii pauliane se înlătură numai obstacolul care se opune ca bunul înstrăinat să poate fi urmărit și vândut asupra tertului achizitor, defendor în acțiunea de revocațiune, de către creditorii chirografari ai debitorului care l-a înstrăinat. Acesta fiind efectul acțiunii pauliane admise, este evident că nu se poate tăgădui creditorilor tertului achizitor, defendor în acțiunea în revocațiune, dreptul de a urmări bunul înstrăinat, asupra debitorului lor; căci actul revocat, în interesul numai al creditorilor, continuă a-și produce toate efectele între părți, așa că restul pretului rezultat din vânzarea bunului înstrăinat, după achitarea creanțelor creditorilor reclamânți în acțiunea pauliană, aparținând tertului achizitor, pot creditorii acestuia să-și exercite, asupra acestui rest din pret, dreptul lor de gagiu stabilit de art. 1718. Această posibilitate pentru creditorii tertului achizitor, justifică și dreptul și interesul ce au de a urmări bunul înstrăinat, și dovedeste lipsa de interes a creditorilor reclamânți în acțiunea revocatorie de a se opune la o asemenea urmărire. (Apel Buc. I, 109, Iun. 21/91, *Dr.* 51/91).

**65.** Când e vorba de un act autentic ce are tot efectul între părți despre drepturile și obligațiunile ce constată, ele nu pot fi primite să dovedească simulațiunea unui atare act prin martori sau prezumptiuni (art. 1191). Această regulă suferă excepțiune numai când ar exista un act secret care modifică actul public (art. 1175 și 1197), sau când actul este atacat că s'a făcut prin fraudă, dol sau violență (art. 1203). Aceste reguli atât de riguroase când e vorba de părți, nu se aplică și în cazul când actul se atacă de un tertiu, și cuvântul este că lui nu i-a fost cu putință a-și procura o dovadă scrisă (art. 1198). — Astfel fiind, eredele uneia din părți, nu poate cere anularea actului ca simulat când nu produce un contra-înscris, întru cât el reprezintă pe una din părți cu aceleași drepturi și obligațiuni. (Apel Galați, I, Nov. 24/92, *Dr.* 83/92).

**66.** Reclamantul, care la prima instanță a cerut anularea unui act de vânzare ca simulat, prevalându-se de

calitatea de moștenitor pur și simplu, nu poate înaintea instanței de apel să-și schimbe această acțiune și să se prezinte sub calitatea de er. de rezervatar. (Cas. I, 315/Oct. 22/93, *Dr.* 75/93, B. p. 145).

**67.** Pentru ca eredele să poată pretinde că a intentat acțiunea, nu ca erede pur și simplu, ci ca erede rezervatar, și că dar avea în această calitate de erede rezervatar, dreptul de a dovedi simulațiunea prin ori ce probă, nu putea cere ca imobilul vândut să intre în patrimoniul defunctului și să se împartă între el și celălalt erede cumpărător, ceea ce presupune că a intentat acțiunea ca erede pur și simplu al defunctului, ci trebuie să ceară reducerea vânzării, ca simulată, în limitele cotației disponibile și dar să dovedească că n'a avut partea legitimă ce i se cuvenea în această avere. (Cas. I, 315/93, Oct. 22/93, *Dr.* 73/93, B. p. 145).

**68.** Judecătorul acțiunii, este și judecător al excepțiunii. Judecătorul, în regulă generală, e ținut a judeca toate incidentele și excepțiunile ce se ridică de părți cu ocaziunea unei contestațiuni, și numai în cazul când legea aduce derogatiune la acest principiu, judecătorul e obligat a-și declina competența. Astfel, tribunalul, cu ocaziunea contestațiunii la un sequestru asigurător, fiind chemat a se pronunța contradictoriu asupra dreptului de proprietate invocat de contestator, este ținut, conform art. 401 pr. civ., să mențină sequestrul asigurător sau urmărirea în caz când, din probele aduse de creditorul urmăritor, ar rezultă că actul de care se prevalează contestatorul este simulat, menit a distragă de sub urmărire o avere a debitorului în fraudă creditorilor urmăritori. Deci dar, tribunalul trebuie să judece și spre acest sfârșit, să asculte pe ambele părți, să cumpănească probele, în fine să caute și să sancționeze adevărul. Și nu e nevoie ca prin o acțiune separată să se dărâme actul pe care se bazează contestatorul, de oare ce dacă am trimite pe creditor pe cale principală să atace actul, atunci am suprima cu totul contradictoriul din contestațiunile la urmărire și la sequestrul asigurător, căci mai în toate cazurile tertile contestațiuni se bazează pe acte. Teoria de a nu discuta actul ce contestatorul ar înfățișat și a nu permite a se face dovada contrarie în cazurile în cari nici o dispozițiune legală nu se opune, ar fi a încuraja fraudă și a condamna mai dinainte pe creditorul venit a fi judecat, ceea ce e contrariu principiilor fundamentale de drept. Astfel fiind, pe cale de contestațiune la urmărire sau la sequestru asigurător se poate cerceta simulațiunea unui act invocat de contestator. (Trib. Ilfov s. com., Oct. 6/93, *Dr.* 71/93).



**69.** Pe cale de contestațiune la executare se poate discuta validitatea actelor prezentate de către contestator și nu e nevoie ca prin o acțiune separată să se dărâme actul pe care se bazează contestatorul, de oare ce dacă am trimite pe creditor pe calea principală să atace actul atunci am suprima cu totul contradictoriul din contestațiunile la urmărire, căci mai în toate cazurile terțiile contestațiuni se bazează pe acte, și ca tribunalul să se poată pronunța în deplină cunoștință de cauză asupra contestațiunii, trebuie să discute aceste acte pe cale incidentală. (T. Putna, Ian. 9/93, Dr. 15/93).

**70.** Simulațiunea poate să existe în veri ce natură de act, deci și în actele autentice, de oare ce nici o garanție legală nu poate opri pe părți de a simula un act, de a face numai aparențele unui act, fără ca acel act să se perpetueze în realitate, căci sinceritatea intențiunii, element cu totul abstract, nu poate cădea sub constatarea oficerului public, care nu poate constata cu mai multă sau mai puțină forță probantă de cât numai faptele materiale ce cad sub simțurile sale, precum declarațiunile părților, fără însă a constata și dacă acele declarațiuni sunt sincere, dacă au de scop de a crea un act serios, sau numai un act aparent, o simplă formă fără substanță. Și deși după art. 1173 actul autentic face deplină credință *erga omnes* despre dispozițiunile ce constată, însă această credință o face numai despre existența materială a faptelor constatate de tribunal ca îndeplinite de dânsul sau petrecute înaintea sa cu ocaziunea autentificării actului, iar nu și în ce privește realitatea și sinceritatea faptelor juridice constatate de dânsul. Deci părțile interesate pot proba că alta este în realitate natura faptului juridic declarat înaintea tribunalului; părțile cerând să dovedească simulațiunea actului autentic nu contestă însăși autenticitatea declarațiunilor înaintea tribunalului, ci pretind să stabilească neseriozitatea acelor declarațiuni; prin urmare actul autentic nefăcând credință de cât până la proba contrarie în ceea ce privește realitatea și sinceritatea faptelor petrecute între părți înainte de a-și fi făcut declarațiunile la tribunal cei interesați le pot ataca ca simulate. Și din combinarea art. 1198 și 1203, rezultă că de câte ori este imposibil cuiva procurarea unei doveză înscrise, se poate admite proba cu martori și prezumpțiuni. Deci faptul simulațiunii se poate proba de terțiile persoane prin prezumpțiuni, de oare ce le eră imposibil de a-și procura o dovadă scrisă despre asemenea fapt petrecut între alte persoane. (Trib. Ilfov s. com., Oct. 6/93, Dr. 71/93).

**71.** Proba simulațiunii, creditorii o pot face prin martori sau simple prezumpțiuni, fără nici un început de probă scrisă; căci ei fiind în imposibilitate de a-și procura o probă literală, pot invoca cu succes art. 1198 și prin urmare și art. 1203. Acest mod de probațiune este admisibil chiar și în contra actelor autentice, căci art. 1191, care exclude proba testimonială în contra sau peste conținutul unor asemenea acte nu este aplicabil actelor atacate pentru cauză de simulațiune, ca unele ce sunt lipsite de cauză. (Apel Buc. I, Sept. 22/93, Dr. 64/93).

**72.** Deși prin acțiunea pauliană creditorii urmăresc anularea actelor viclene ale debitorilor și readucerea averei înstrăinată prin atari acte în patrimoniul debitorilor lor, totuși acțiunea pauliană este curat personală, având de obiect numai nulitatea actului viclean, iar nici de cum o acțiune reală sau în revendicare, de oare ce creditorul nu este nici proprietarul lucrului înstrăinat, nici nu se poate considera că exercită un drept real al debitorului, pentru motivul că actul de înstrăinare între debitor și tertiu fiind pe deplin valabil, lucrul este cu desăvârșire eșit din patrimoniul debitorului. Dacă creditorii pot să atace actele viclene făcute de debitorii lor, motivul juridic este violarea convențiunii tacite intervenite între creditor și debitor în momentul nașterii obligațiunii, în virtutea căreia debitorul se angaja de a fi de bună credință și de a nu lucra în vătămarea drepturilor creditorilor săi. Astfel fiind, acțiunea pauliană este fundată pe principiul că ori cine cauzează o pagubă altuia cu rea credință trebuie să o repare; de unde consecința că prejudiciul trebuie reparat, nu numai de către debitor, ci de toți aceia cari prin faptul debitorului s'au înavuțit cu titlu gratuit în prejudiciul creditorilor, sau cari deși au dobândit de la debitor cu titlu oneros, știau bine că contractantul lor lucră să vatăme pe creditorii lui, și i-au dat concursul lor, pentru atingerea acestui scop. Așa dar, acțiunea pauliană fiind personală, iar nu reală, se poate exercita fie pe cale principală, fie pe cale de excepțiune. (Trib. Gorj, 89, Febr. 19/93, Dr. 29/93).

**73.** Dreptul creditorului fraudat, de a cere nulitatea actelor viclene ale debitorului său și readucerea averei înstrăinată în patrimoniul debitorului, este o facultate, iar nu o obligațiune. Negreșit atunci când posibilă este readucerea lucrului înstrăinat în patrimoniul debitorului, creditorul este silit să alerge la această cale; dar când o atare acțiune s'ar isbi de dificultăți obtine satisfacțiunea sa prin alte mijloace legale, fiind indiferent în drept



dacă despăgubirea se obține prin vânzarea lucrului înstrăinat sau prin vânzarea altei averi, destul este ca responsabilitatea tertului să fie probată. (Trib. Gorj, 89, Febr. 19/93. *Dr.* 29/93).

**74.** Acțiunea pauliană nu se poate acorda tuturor acelor cari ar avea un interes în cauză, ci numai creditorilor, căci această acțiune este o excepțiune. În principiu, ori ce debitor fiind stăpân pe averea sa, el o poate înstrăina ori-cui și numai în mod excepțional legiuitorul a restrâns acest drept în favoarea creditorilor în anumite împrejurări. (Trib. Covurlui II, C. Jud. 2/96).

**75.** Dota constituită de tată în favoarea fiicei sale nu poate fi atacată prin acțiune pauliană de fiul donatar al mamei, când acesta a consimțit la înzestrarea făcută, de oarece donatarul, în această calitate, nu poate avea mai multe drepturi decât donatorul său. (Cas. I, 105/97. B. p. 303).

**76.** Actele oneroase făcute în fraudă creditorilor se pot anula pe motivul că sunt simulate. Toți creditorii, atât anteriori cât și posteriori, pot cere anularea unor asemenea acte și, în acest caz, pentru dovedirea simulațiunii, toate mijloacele de probațiune sunt permise, deci și dovada cu martori, precum și prezumțiuni. (Apel Buc. I, *Dr.* 78/98).

**77.** În acțiunea rescizorie sau pauliană, deși subaquizitorul imobilului n'ar fi chemat în instanță pentru ca hotărîrea să poată produce efect și contra lui, din aceasta nu se poate anula acțiunea, fiindcă reclamantul este stăpân să-și administreze acțiunea astfel cum înțelege, fără ca tribunalul să-l poată obliga a lucra într'un sens sau într'altul. Pentru dovedirea prejudiciului, reclamantul trebuie să probeze că debitorul său nu mai are nici o avere, pe care să o poată urmări și că, prin înstrăinările făcute, a devenit completamente insolubil. Este dovedită insolvabilitatea debitorului și prin urmare existența prejudiciului, când, de exemplu, soția debitorului a obținut separațiunea patrimoniilor, când, după ce creditorul urmărise averea mobilă, debitorul vinde soției sale toată acea avere, când el își vinde imediat și averea imobilă, când însuș soția recunoaște, cu altă ocaziune, înaintea tribunalului că sotul său este insolubil. Pentru dovedirea fraudei, este destul ca creditorul să stabilească că debitorul său, în cunoștință cu vânzările făcute îl puneau în neputință de a-și plăti datorile, le face cu toate acestea, de oarece fraudă nu rezultă numai din fapte și circumstanțe prețise și determinate sau din manopere frauduloase, ci din tot ce în genere constituie un prejudiciu cauzat credi-

torilor, cu intențiune de a le cauza a-cel prejudiciu. Așa, dacă debitorul, prin diferite vânzări, își înstrăinează întreg patrimoniul său, știa că creditorul n'are din ce să se mai despăgubească, și prin urmare din această singură împrejurare reese fraudă. În ce privește complicitatea la fraudă a tertului aqisitor, deși art. 975 codul civil nu o cere expres, doctrina și jurisprudența sunt unanime a recunoaște, că la actele cu titlu oneros trebuie dovedit că tertul, care a contractat cu debitorul, eră de rea credință. Reaua sa credință poate să rezulte din împrejurarea, că vânzarea este între soți, că soția primea a i se vinde chiar și rochiile, palton etc., și că atunci, când a cerut separațiunea patrimoniilor, știa că sotul este dator. (Trib. Romanati, *Dr.* 9/901).

**78.** Creditorul este în drept să discute validitatea actelor, ce i se opune de ori ce persoană, ce voește a-și stabili vre-un drept asupra averei debitorului său. Numai în cazul prevăzut de art. 975 codul civil creditorul este ținut să facă acțiune pe cale principală în anularea actelor viclene făcute de debitor în prejudiciul drepturilor sale. (Trib. Prahova II, C. Jud. 70/903).

**79.** În principiu, existența unei ipoteeci nu împiedică pe proprietarul imobilului împotecat de a constitui asupra acelu imobil o servitute, însă această constituire de servitute nu poate vătămă drepturile creditorilor ipotecari anteriori constituirei ei, cari pot cere ca imobilul să fie vândut liber de servituțile stabilite în urma inscripțiunii ipotecelor lor, adică pot cere anularea servituților constituite în fraudă lor. (Trib. Ilfov III, C. Jud. 64/904).

**80.** Folosința legală nefiind un drept constituit prin vre-un act, ci un beneficiu al legii acordat părintilor și renunțarea la un asemenea drept de folosință nefiind prevăzută de art. 722 pr. civ., printre actele cari trebuiesc să fie transcrise, creditorii părintilor nu se pot prevală de lipsa de transcripțiune a renunțării la folosința legală, spre a sustine că nu le este opozabilă. Ei pot însă să atace prin acțiune pauliană renunțarea făcută de debitorul lor la folosința legală, dovedind că ea le-a cauzat un prejudiciu, și că a fost făcută în fraudă drepturilor lor. (Apel Buc. *Dr.* 36/905).

**81.** Pentru a fi loc la exercițiul acțiunii pauliane trebuie, conform art. 975 c. c., ca actul ce se atacă ca fraudulos, să emane de la debitorul aceluia ce exercită acțiunea. În principiu, moștenitorii părților contractate nu pot să dovedească prin martori sau prezumțiuni simulațiunea unui act emanat de la autorul lor. Această regulă se



aplică de asemenea și creditorilor moștenitorilor, întru cât ei, reprezentând pe debitorul lor, nu pot avea drepturi mai întinse ca dânsul. (Apel Galați II, C. Jud. 86/905).

**82.** Potrivit dispozițiilor art. 975 codul civil, creditorul are o acțiune personală spre a ataca actele viclene făcute de debitor în prejudiciul drepturilor sale. Pentru a putea exercita însă această acțiune, creditorul este dator a discuta în prealabil avera debitorului său, spre a dovedi că actul încriminat i-a produs un prejudiciu și că este făptuit de însuși debitorul său, în complicitate cu un terțiu. (Cas. I, 19 Sept. 1908, B. p. 1385).

**83.** După art. 975 din codul civil, pentru a triumfa în acțiunea pauliană, nu este suficient ca actul făcut de debitor să păgubească pe creditorii săi, ci mai trebuie dovedit că debitorul a avut intențiunea anume de a cauza acest prejudiciu creditorilor. În această intențiune a debitorului are a se distinge actele frauduloase de acele numai păgubitoare; iar complicitatea terțiului în actele cu titlu oneros, consistă tocmai în cunoștința ce o are el în momentul contractării despre intențiunea debitorului de a fraudă pe creditorii săi, și cu toată această știință și cunoștință, el totuși contractează. (C. Apel Galați s. II, Dreptul 5/910, p. 37).

**84.** Nu este suficient ca terțul care contractează cu debitorul să fi știut că acesta are datorii, căci faptul că debitorul are datorii, nu-l desbracă de dreptul de administrațiune a patrimoniului său.

Starea de insolvabilitate a debitorului trebuie apreciată în momentul în care s'a încheiat actul pretins fraudulos, căci de rezultatul imediat ce acel act a produs în acel moment se pot plânge creditorii, iar nu de starea în care patrimoniul a ajuns ulterior, prin circumstanțe ulterioare. (C. Apel Galați s. II, Dreptul 5/910, p. 37).

**85.** În drept, trebuie a se distinge deconfitura de încetarea de plăți. Deconfitura cere două condițiuni: a) ca pasivul să covârșească activul și b) ca debitorul să fie în încetare de plăți din această cauză, căci încetarea de plăți poate să existe și atunci când activul excede cu mult pasivul. (C. Apel Galați s. II, Dreptul 5/910, p. 37).

**86.** Deși efectul acțiunii pauliane este revocarea actului fraudulos, el nu face însă ca bunurile înstrăinate de debitor să reintre în patrimoniul lui sau să fie desființate *erga omnes*, față de chiar debitorul și de acei creditori cari nu au figurat în procesul de revocare a înstrăinării sau a sarcinei constituite. (C. Apel Galați s. II, Dreptul 5/910, p. 37).

**87.** Numai acei creditori cari au câștigat în acțiunea pauliană pot exercita dreptul lor legal de gaj asupra bunului înstrăinat sau pot urmări bunul grevat de sarcina constituită de debitor, ca și cum această sarcină sau înstrăinarea n'ar fi existat niciodată față de ei. (C. Apel Galați s. II, Dreptul 5/910, p. 37).

**88.** Pentru ca un creditor să poată intenta acțiunea pauliană, se cere întrunirea a trei condițiuni: 1) prejudiciul sau paguba creditorului; 2) fraudă de debitorului; 3) conivența terțiului achizitor la fraudă de debitorului, când actul care se atacă este fraudulos. (C. Apel Buc. s. I, 42 din 17 Febr. 1910, Dreptul 28/910).

**89.** Actul făcut de debitor nu se consideră ca prejudiciabil creditorului, de cât atunci când el face să nască sau cel puțin mărește insolvabilitatea anterioară a debitorului, și această insolvabilitate trebuie să existe în momentul în care se intență acțiunea pauliană și să provină din actul pe care creditorul îl atacă ca fiind făcut în fraudă de drepturilor sale. (C. Apel Buc. s. I, 42 din 17 Febr. 1910, Dreptul 28, 1910).

**90.** Creditorului care exercită acțiunea pauliană îi incumbă sarcina să dovedească insolvabilitatea debitorului, iar nu terțul, defendor la acțiune, să justifice solvabilitatea cel puțin relativă a acestuia. (C. Apel Buc. s. I, 42 din 17 Febr. 1910, Dreptul 28/910).

**91.** Frauda debitorului, din punct de vedere al art. 975 din codul civil, consistă în cunoștința ce are că actul ce săvârșește îl face insolvabil sau îi mărește insolvabilitatea și aduce o pagubă creditorilor săi. (C. Apel Buc. s. I, 42 din 17 Febr. 1910, Dreptul 28/910).

**92.** Terțul achizitor cu titlu oneros este complice la fraudă de debitorului când cunoaște insolvabilitatea acestuia și știe prin urmare că actul la care participă cauzează un prejudiciu creditorilor. (C. Apel Buc. s. I, 42 din 17 Febr. 1910, Dreptul 28/910).

**93.** Din combinația art. 975 și 1191 din codul civil, rezultă că cei de al treilea interesați pot să dovedească prin ori ce mod de probațiune, și deci și prin martori, simulațiunea unui act autentic făcut în fraudă de drepturilor lor. (Cas. I, 26 Febr. 1910, B. p. 218).

**94.** Pentru a exercita acțiunea prevăzută de art. 975 din codul civil, creditorul e dator a dovedi că actul fraudulos este făptuit de însuși debitorul său în complicitate cu un terțiu.

Prin urmare, din momentul ce se constată că actele pretinse frauduloase nu emană de la debitorul recurentului, ci fuseseră făcute de alte persoane, faptul că instanța de fond a omis a se pronunța asupra acestui mijloc, nu



constitue o omisiune esențială de natură a atrage casarea hotărârii. (Cas. II, 15 Nov. 1910, B. p. 1602).

**95.** Acțiunea în simulațiune introdusă de un creditor contra înstrăinării consimțite de debitorul său nu poate fi confundată cu acțiunea pauliană, de oare ce această din urmă acțiune presupune o adevărată înstrăinare, care a avut de urmare desbrăcarea debitorului de un drept și care înstrăinare ar fi valabilă dacă debitorul n'ar fi insolvabil; pe când acțiunea în simulațiune este îndreptată contra unei înstrăinări numai aparente, care n'are alt scop decât să sustragă averea dela urmărirea creditorilor. Atunci când înstrăinarea este serioasă, creditorii cer revocarea ei în profitul lor, spre deosebire de cazul când creditorii cer numai să se constate că averea n'a fost realmente înstrăinată și că aparține încă debitorului lor.

Prin urmare, dacă creditorul urmăritor invoacă, pe cale incidentală, simulațiunea unui act de donație, opus de debitor pe cale de contestație la urmărire, Tribunalul nu poate respinge contestațiunea, argumentând că creditorul urmăritor a dovedit nulitatea actului de donațiune în sensul art. 975 din codul civil, găsind că sunt întrunite elementele acțiunii pauliane prevăzute de acest articol, căci, prin această procedură Tribunalul substituie acțiunii în simulațiune, exercitată de creditor, acțiunea pauliană, invocând din oficiu alte cauze de nulitate a actului decât acele invocate de creditorul urmăritor. (Cas. II, 15 din 18 Ianuarie 1912, B. p. 97, Curier Jud. 56, 1912).

**96** În acțiunea pauliană, fraudă e cunoscută debitorului că prin actul ce face păgubește pe creditor și îl pune în imposibilitate să-și realizeze creanța.

În acțiunea pauliană, complicitatea tertului nu este cerută de nici un text de lege, totuși doctrina și jurisprudența dintr'un sentiment de echitate cere în contractele cu titlu oneros, ca tertul care a contractat cu debitorul, să fie de rea credință. (Jud. rur. Răchitelele (Argeș), 41/912, Curier Jud. 78/912).

**97.** Din textul art. 975 c. civ., rezultă în mod neîndoios că un creditor nu poate ataca actele debitorilor făcute cu viclenie decât dacă ele îl prejudiciază. Întrucât instanța de fond constată că această dovadă n'a fost făcută în prealabil, cu drept cuvânt a respins ca inutilă proba cu martori cerută de creditor pentru a dovedi concertul fraudulos între debitor și contestator. (Cas. II, 29 Mai 1913, B. p. 1202).

**98.** Conform art. 975 din codul civil, creditorii pot să atace toate actele vi-

clene făcute de debitor, în prejudiciul drepturilor lor; dacă anularea unor asemenea acte se poate judeca pe cale principală, de aci nu urmează că nu se poate judeca și pe cale de excepțiune, ca mijloc de apărare, întru cât legea nu prescrie că asemenea chestiune să se judece neapărat într'o instanță separată.

Prin urmare, Tribunalul eră în drept să judece, pe cale de contestațiune, cererea creditorului urmăritor de a se anulă actul făcut de debitor în fraudă și paguba sa, fiindcă dela validitatea sau nevaliditatea celui act depindea admisibilitatea contestațiunii.

Nici textele de lege din procedura civilă și nici vre-o dispozițiune din legea timbrului nu fac obstacol la judecarea cererii de anulare a unui act de vânzare, pe cale de excepțiune, ca mijloc de apărare. (Cas. II, 28 Oct. 1913, B. p. 1859).

**99.** Potrivit art. 975 c. civ., creditorii pot ataca actele viclene făcute de debitor în prejudiciul drepturilor lor. Existența prejudiciului cauzat creditorilor fiind o chestiune de fapt, instanțele de fond sunt în drept să-și formeze convingerea prin toate mijloacele legale de probațiune, fiind că din nimic nu rezultă că, pentru exercițiul acțiunii în revocațiune, prejudiciul trebuie să fie constatat printr'o urmărire infructuoasă, destul că judecătorul să arate din ce elemente și-a format convicțiunea că prejudiciul este consumat.

Prin urmare, instanța de fond anulând actele făcute de debitor în urma constatării ce a făcut că debitorul în scop de a prejudicia pe creditor și-a vândut toată averea și că din împrejurările cauzei și actele atacate cu viclenie rezultă complicitatea cumpărătorilor la fraudă, a făcut o bună aplicațiune a principiilor de drept în această materie. (Cas. II, decizia civilă No. 23, din 4 Februarie 1915, „Jurispr. Rom.“ 1915, p. 348, Curier Jud. 34/915).

**100.** În caz când creditorii au făcut opoziție ori intervenție la partaj, iar coîmpărțitorii n'au ținut seamă de ele, creditorii, pentru a anula împărțeala, va fi de ajuns să dovedească interesul legitim ce au de a cere anularea căci fraudă rezultă din însuși faptul că ei făcând intervenția și trebuind să fie chemați, n'au fost. În aceasta se deosebește acțiunea de anulare prevăzută de art. 785 de acțiunea revocatorie prevăzută de art. 975 c. civ. (Trib. R.-Sărat, 1915; „Dreptul“ 1915, p. 583).

**101.** Creditorii având un drept de gaj asupra întregului patrimoniu al debitorului lor, sunt prin aceasta reprezentati de acesta în toate actele sale. Când însă debitorul lucrează cu



rea credință pentru a fraudă pe creditorii săi, aceștia nu mai sunt reprezentați de debitor, ei devin terții și în această calitate pot dovedi prin toate mijloacele de probațiune, deci și prin simple prezumpțiuni, conivența debitorului lor cu alte persoane în scopul de a-i prejudicia. (Cas. II, 11/916, Curier Jud. 35/916).

**102.** Constituirea de dotă făcută de falit în această epocă, fiind un act cu titlu oneros față de soțul ce beneficiază de această dotă, nu cade în prevederile art. 724 C. Com., de oarece în momentul constituirei dotei, nu eră rudă cu constituitorul dotei el devenind afin cu constituitorul numai din momentul celebrării căsătoriei.

Un atare contract matrimonial se va anula numai potrivit art. 975 c. civ., stabilind concertul fraudulos al soțului. (Apel Iași I, No. 1, 1919; Justiția 1919, No. 7).

**103.** Din punctul de vedere al exercitiului acțiunii pauliane, contractul dotal are caracterul unui dublu contract: unul expres care intervine între constituitorul dotei și femeea înzestrată, iar altul tacit care intervine între femeie și viitorul ei soț. Cel dintâi este cu titlu gratuit iar cel de al doilea e cu titlu oneros, întru cât soțul primește dota spre a susține sarcinile căsătoriei. (ad sustinenda onera matrimonii). (C. Apel Iași s. II, 14 Mart. 1919. Justiția (Iași) 6-7/920).

**104.** Principiile de la acțiunea pauliană nu se aplică acțiunii de nulitate din art. 724 § 1 cod. com. Textul din codul comercial având un caracter obiectiv, sfera acțiunii sale cuprinde deci și pe subachizitorii de bună credință cu titlu oneros căci dacă ar fi altfel, exercitiul acțiunii în nulitate prevăzute de art. 724 § 1 c. com., ar fi paralizat și scopul legii nu ar putea fi atins.

Prin urmare constituirea de dotă făcută de un falit urmează a fi anulată. (C. Apel Iași s. II, 14 Mart. 1919. Justiția (Iași), 6-7/920).

**105.** Soția nu are calitatea de a ataca actele făcute de soțul său de cât în cazul când este creditoare pentru restituirea zestreii sau pentru alimente. (Trib. Ilfov s. I, 805 bis din 22 Oct. 920, Curier Jud. 9/921).

**106.** Pe lângă condițiunile cerute de art. 975 c. civ., pentru ca creditorul să aibă exercitiul acțiunii pauliane, atunci când actul de înstrăinare făcut de debitorul său este cu titlu oneros, trebuie ca terțul achizitor să fi fost și el de rea credință, complice la fraudă, adică ca să fi știut că debitorul face actul în scop de a se sustrage de la urmărirea creditorului său și ca creanța sa să fie anterioară actului, a cărui anulare se cere. (C. Apel Buc. s. III, 215 din 10 Oct. 1921. Dreptul 36/921).

**107.** Cu toate că un drept se refuză creditorilor condiționali, exercitiul acțiunii revocatorii, aceasta însă e numai atunci când e vorba de acei creditori a căror condițiune nu s'a împlinit încă, pentru că, pendente condițiune, ei nu au de cât o speranță, fără a avea vre-un drept de cât acela de a-și exercita actele de conservarea dreptului lor, iar nu și când e vorba de creditorii a căror condițiune s'a împlinit și care pe baza efectului retroactiv al condițiunii sunt în drept să atace actele frauduloase petrecute în timpul condițiunii. (C. Apel Buc. s. III, 215 din 10 Oct. 1921, Dreptul 36/921).

**108.** Anularea unui contract cu titlu oneros pe calea acțiunii pauliene, nu s'ar putea obține de cât dovedindu-se concertul fraudulos dintre părțile contractante, altfel contractul de gaj este perfect valabil. (Trib. com. Ilfov s. I, 491 din 9 Iulie 1923, Curier Jud. 15/924, Pand. Rom. 1924, III, 67).

**108 bis.** Față cu redacțiunea precisă a art. 785 c. civil. li este interzis cumpărătorilor de bunuri succesorale distincte, de a uză de acțiunea pauliană. (Judec. ocol rural Calafat, 552 din 15 Dec. 1923, Justiția (Craiova), 15/924).

**109.** Cel ce invoacă acțiunea pauliană, trebuie să dovedească paguba încercată prin confecționarea actului atacat, fraudă debitorului și complicitatea terțiului ce a contractat cu debitorul. (C. Apel Galați s. II, 5 din 29 Ian. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 555).

**110.** Deși în principiu acțiunea pauliană aparține numai creditorilor a căror creanță este născută anterior confecționării actului incriminat, căci creditorii cu creanță posterioară nu au putut comptă pe un gaj eșit din patrimoniul debitorului, totuși în mod excepțional se dă și în mâna acestora din urmă exercitiul acțiunii revocatorii dacă se dovedește că fraudă a fost special îndreptată în contra lor prin concertări cari să conducă la sustragerea gajului. (C. Apel Galați s. II, 5 din 29 Ian. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 555).

**111.** Prin exercitiul acțiunii pauliene se poate ataca ori ce act juridic prin care se provoacă sau se mărește insolvabilitatea debitorului, deci și un contract de Societate în nume colectiv, în sensul că se urmărește readucerea în mod fictiv în patrimoniul debitorului, a aportului social a acestuia până la concurența prejudiciului încercat de creditor. (C. Apel Galați s. II, 5 din 29 Ian. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 555).

**112.** Chiar dacă obiectul înstrăinat nu ar mai fi în mâna terțiului — cum ar fi în ipoteza când complicele a înstrăinat lucrul primit dela debitor, unui achizitor de bună credință ce se găsește la adăpost de exercitiul acțiunii



nei pauliene, sau în ipoteza când bunul alienat nu s'ar mai putea găsi în natură, în posesiunea tertului — și încă creditorul se va putea folosi de dispozițiunile art. 975 cod. civil, cu singura deosebire că de această dată, el ne mai urmărind un corp cert, se găsește redus, la rolul unui creditor a unei sume de bani, care să reprezinte sau prețul primit de achizitor dela sub achizitor, sau valoarea reală a lucrului când aceasta este superioară prețului de negociere, obligat bineînțeles a suporta concursul celorlalți creditori personali ai tertului achizitor.

Că prin urmare — în speță — chiar dacă miza socială vărsată de debitor nu s'ar mai găsi în natură în mâna societății contestatoare prin efectul negocierii mărfurilor din magazin — și încă apelanta creditoare poate ur-

mări valoarea reală a mărfurilor deduse ca aport social de debitorul urmărit în societate, neputându-i-se aduce obiecțiunea că un creditor personal al unui asociat nu poate urmări averea indiviză a asociațiunii până în momentul lichidării și partajării, de oarece de data aceasta, creditoarea nu mai apare cu calitatea de „creditoarea personală” a debitorului ci cu calitatea de „creditoarea asociațiunii însăși”, care față de dânsa este terță achizitoare a averii debitorului. (C. A. Galați s. II, dec. civ. No. 5 din 29 Ian. 1924. Jur. Gen. 1924, No. 555).

113. A se vedea: art. 747, nota 1; art. 785, Index „Acțiune pauliană” și notele respective; art. 974, Index „Acțiune pauliană” și notele respective; art. 1175 cu notele respective; art. 1233, notele 2, 3, 4, 5; art. 1900 notele 4, 11 și 12.

**Art. 976.** — Cu toate acestea sunt datori, pentru drepturile enunțiate la titlu succesiunii, acela al contractelor de maritaj și drepturilor respective ale soților, să se conforme cu regulile cuprinse într'însele. (Civ. 173, 699, 785, 1253 § 3, 1257 urm., 1264, 1843; Civ. Fr. 1167 § 2).

*Text. fr. Art. 1167. § 2.* — Il doivent néanmoins, quand à leurs droits énoncés au titre des Successions et au titre du Contrat de mariage et des Droits respectifs des époux, se conformer aux règles qui y sont prescrites.

#### Doctrină străină.

BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 436;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 28, 107, 109, 238, 903, 956, 962; II, p. 43, 49 urm., 63, 144, 313, 364; ed. 1-a, III, p. 522;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 954 urm.; *Suppl. Obligations*, 329 urm.  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 608;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 296 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 13, 196, 205, 213 n. 2, 217 urm., 250, 265 n. 2; (III, part. II, ed. 2-a, p. 100, 272, 273, 304, 305, 375 n. 3, 405, 415 n. 1, 660, 726, 746, 761, 770, 776, 777, 873 t, și n. 3, 877);  
CANTACUZINO MATEI, p. 263, 457;  
GEORGEAN N., *Notă sub. Cas. II*, 25 din 24 Martie 1920. Pand. Rom. 1924-I-22;  
NACU, II, p. 451 urm.;  
VELESCU AL., „*Natura juridică a dotei din punctul de vedere al acțiunii pauliane*”. Curier Jud. 9/922;

#### Secțiunea III. — Despre interpretarea convențiilor.

**Art. 977.** — Interpretarea contractelor se face după intențiunea comună a părților contractanți, iară nu după sensul literal al termenilor.<sup>1)</sup> (Civ. 953, 969, 970, 1011; Civ. Fr. 1156).

1) La acest articol s'au făcut trimeterile la doctrina și jurisprudența privitoare la „Teoria impreviziunii”.

*Text. fr. Art. 1156.* — On doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes.

### Doctrină străină.

- BUXNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 746;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 174, 310, 423; ed. 1-a, III, p. 840;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 848 urm.; *Suppl. Obligations*, 275 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXV, 8 urm.;  
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;  
 HUG, VII, 175;  
 LAURENT, XVI, 503, 504;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 596 urm.;  
 PANDECTES FR., *Obligations*, II, 8106 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3 a, No. 1181 urm.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 283-289; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 407 n. 2; IV, part. II, ed. 2-a, p. 164 urm., 168, 171, 173, 177, 531 n. 2; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 52); „*Teoria impreviziunii în viitorul Cod civil al României întregite*”. Dreptul 25/1923; *Observație* sub. Trib. Suceava, 208 din 17 Mai 1902. Curier Jud. 62/1902; *Nota* sub. Trib. civil Saint-Gaudens (Haute-Garonne) 11 April. 1921. Curier Jud. 33/923; *Nota* sub. Cas. III, 84 din 31 Ian. 1923. Curier Jud. 14/1924; *Nota* sub. Cas. Fr., 11 Oct. 919. Curier Jud. 14/1924; *Observație* sub. Apel Iena, 20 Oct. 1920 Pand. Rom. 1922-III-167; *Observație* sub. Cas. III, 18 Febr. 1921. Tribuna Juridică 20-21/922; *Observație* sub. Cas. Germană, 3 Iulie 1920. Pand. Rom. 1923-III-75; *Observație* sub. Cas. Germană, 28 Sept. 1922. Pand. Rom. 1923-III-88; *Observație* sub. Apel Craiova s. I, 28 Sept. 1919. Curier Jud. 84-911; *Observație* sub. Trib. Putna s. II, 265 din 11 Dec. 1919. Curier Jud. 84-911; *Observație*, sub. Cas. III, 5 Dec. 1919 Pand. Rom. 1924-III-84; *Nota* sub. C. Paris 4 Febr. 923, Jurispr. Gen. 1925 N. 523;  
 ALEXANDRESCO TRAIAN, *Nota* sub. Cas. Fr. Req. 4 Iulie 1921. Jurispr. Gen. 8/1923 No. 641;  
 ANTIM ST., *Nota* sub. Cas. III, 278, din 12 Nov. 1924. Pand. Rom. 1925-I-25;  
 ARION C. C., *Nota* sub. Cas. I, 6-9 din 29 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922-I-1;  
 AZNAVORIAN HURMUZ, „*Executarea contractelor de vânzare încheiate înainte de război*”. Curier Jud. 33-34/1920; *Nota* sub. Cas. III, 95 din 13 Febr. 1921. Pand. Rom. 1922-I-250; *Nota* sub. Trib. Ilfov s. I com., 23 Iunie 1921 și C. Apel Bie. s. I, 25 Iunie 1921. Pand. Rom. 1922-II-51; *Nota* sub. Trib. Ilfov s. I com., 8 Oct. 1921. Pand. Rom. 1922-II-152; *Observație* sub. C. Apel Milano, 17 Dec. 1919 și 21 Sept. 1921. Pand. Rom. 1922-II-147; *Nota* sub. Trib. Constanța s. II, 14 din 12 Mai 1923. Justiția Dobrogei 6/924;  
 BARASCH I. MARCO, *Observație* sub. Cas. Germană, 27 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924-III-48; *Observație* sub. Cas. Germană, 25 Ian. 923. Pand. Rom. 1924-III-160;  
 BAYER SIMON, „*Teoria impreviziunii*”. Curier Jud. 34/922;  
 BENDERLI D. G., *Nota* sub. Trib. Constanța s. II, 14 din 22 Mai 1923. Justiția Dobrogei 6/1924;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 418, 459, 639;  
 COHEN IOSEF, „*Executarea hotărârilor în monedă străină*”. Curier Jud. 10/1922;  
 CONSTANTINESCU M. D., „*Se pot sau nu interpreta dispozițiile unui testament?*”. Pagini Juridice, 25/1918;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Nota* sub. C. Apel Galați s. II, 160 din 6 Nov. 1921. Pand. Rom. 1922-II-257;  
 COSTIN AL., *Nota* sub. Cas. Germană, 21 Sept. 1920. Pand. Rom. 1922-III-135; *Nota* sub. Cas. I, 801 bis din 12 Oct. 1921. Pand. Rom. 1923-I-22; *Observație* sub. Cas. Germană, 20 Nov. 1921. Pand. Rom. 1923-III-10; *Observație* sub. Cas. Viena, 21 Febr. 1921. Pand. Rom. 1923-III-110; *Observație* sub. Reichsgericht, 6 Ian. 923 și 13 Oct. 923. Pand. Rom. 1923-III-160;  
 DIMITRESCU D., „*Rezumat de Concluzii*”, Sentința 2.925, 3/925;  
 FIȘTEȘCU N. I., *Nota* sub. Cas. Torino, 8 April. 1921. Pand. Rom. 1922-III-53; *Observație* sub. Trib. Livorno, 10 Dec. 1921. Pand. Rom. 1922-III-117; *Observație* sub. Cas. Germană, Senat civil II. Pand. Rom. 1923-III-31;  
 FRIEDMANN HUGO, *Observație* sub. C. Apel Bie. s. II, 33 din 25 Iunie 1921. Pand. Rom. 1924-II-116;  
 HAMANGIU C., *Nota* sub. Cas. III, 404 din 17 Nov. 1920. Pand. Rom. 1922-I-3;  
 IULIU G., *Observație* sub. Apel Liège, 3 Mai 1922. Pand. Rom. 1923-III-177;  
 LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Nota* sub. Trib. Ilfov s. I, com. 253 din 11 Mai 1921. Curier Jud. 53-50/1921; *Reș. da de drept și jurisprudența actuală*, „*Robus sic stantibus*”, p. 24 urm.;  
 MATEESCU I., „*Pula datoriilor comerciale în monedă străină*”. Curier Jud. 40, 41/921; *Nota* sub. Trib. Ilfov s. II com., 22 Nov. 921. Pand. Rom. 1922-II-120;



- MIHĂESCU I. N., „Teoria previziunii“. Justiția Olteniei, 3/925, 4/925; „Teoria previziunii“, Dreptul 11/924;  
 NACU, II, p. 474;  
 PLASARA GEORGE, „Este rășbiul caz de forță majoră“. Curier Jud. 48-49/1920;  
 PETIT EUGEN, *Nota* sub. C. i. civ., Fr. 23 Ian. 1924. Jurispr. Gen. 17/1924 No 974;  
 PURICESCU N., *Nota* sub. Trib. Valcea s. I, 73 din 22 Mart. 1923. Pand. Rom. 1924-II-177;  
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Paris. Dreptul 45/1913;  
 ROSEFFI-BĂLĂNESCU I., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. IV, 24 din 1 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-II-123;  
 ȘERBESCU SEBASTIAN, „Rolul Curții de Casație în interpretarea convențiilor“. Dreptul 67, 68, 70, 71, 72/1914;  
 SESCIORIANU M. G., *Nota* sub. Trib. com. Gand, 31 Ian. 1920. Pand. Rom. 1922-II-40;  
*Nota* sub. Trib. com. Mons, 18 Iulie 1921. Pand. Rom. 1922-III-88; *Nota* sub. C. Apel Gand, 13 Iulie 921. Pand. Rom. 1922-III-119; *Nota* sub. Trib. civ. Bruxelles, 22 Iuni 921. Pand. Rom. 1922-III-134; *Nota* sub. Apel Liège, 19 Nov. 1921. Pand. Rom. 1923-III-73; *Observație* sub. Cas. Fr. civ. 3 D.c. 1923. Pand. Rom. 1924-III-10;  
 SINGER S., *Observație* sub. Cas. Ital. 29 Mart. 1924. Pand. Rom. 1924-III-153;  
 STOENESCU DEM., *Observație* sub. C. Apel Craiova s. I, 23 din 28 Sept. 1922. Pand. Rom. 1923-II-230;  
 TONEANU N. C., *Observație* sub. C. Apel Buc., s. II, 33 din 25 Iunie 1921. Pand. Rom. 1924-II-113.

## INDEX ALFABETIC

- |   |  |
|---|--|
| Act autentic 3.   | 21, 26, 29-33, 35, 36, 37, 39, 43, 41.                           |
| Act de creanță 17.  | Interpretare, a se vedea „Apreciere suverană“.                   |
| Acte private 3.   | Interruperea prescripției 29.                                    |
| Apreciere suverană 1, 2, 4, 5, 6, 14, 15, 16, 17, 19-25 bis, 31, 41 bis, 43.    | Ipotecă 17, 31, 32, 41.  |
| Asigurare 33.   | Lire italiene 42.  |
| Caragea Cod 27, 23.   | Locație 31 bis.  |
| Cauțiune 29.  | Marturi 36.  |
| Cesiuie 14.   | Monedă străină 43.   |
| Chestie de fapt, a se vedea „Apreciere suverană“.                               | Novățione 41.  |
| Comision 23.  | Obligație 29.  |
| Compt curent 41.  | Obligație condițională 29.                                       |
| Condițională obligație 29.  | Pact comisor 21.   |
| Condițiune testamentară 5.  | Plata 42, 43.  |
| Constație 29.   | Prescripție 29.  |
| Controlul Casației 1-6, 13, 15, 15, 19, 20, 23, 25, 26, 31 bis, 32, 41 bis, 43. | Recurs, a se vedea „Apreciere suverană“ și „Controlul Casației“. |
| Creanță 17.   | Societate 25.  |
| Credit deschis 41.  | Solidaritate 29.   |
| Denaturare 1, 2, 5, 6, 13, 16, 19, 20, 22, 23, 24, 26 bis, 39 bis, 32, 41 bis.  | Subrogație 22.   |
| Denumirea contractului 7, 8, 11, 17, 30 bis, 35, 41.                            | Suverană apreciere, a se vedea „Apreciere suverană“.             |
| Dobânzi 29.   | Taxe 13.   |
| Data 9, 31, 32.   | Testament 5, 27, 28, 40.   |
| Eroare de fapt 3, 6.  | Titularitate, a se vedea „Denumirea Contractului“.               |
| Franci aur 39.  | Urmare 29.   |
| Franci francezi 39.   | Uzulfuct 28.   |
| Hotărâre 41 bis.  | Vindere-cumpărare 23, 31, 32, 37, 42.                            |
| Impreviziune 31, 33, 42.  | Violare de lege 3.   |
| Intenție 2, 4, 5, 6, 9-12, 14.  |  |

## Jurisprudență.

1. Osebit de cazul când prin o hotărâre judecătorească, s'ar decide că o convențiune legalmente formată între părți nu este obligatorie pentru ele, curtea de casație atunci mai poate, în baza art. 37 alin. 6 din legea curții de casație cerceta o cerere în casație, fundată pe violarea legii părților, când prin interpretarea ce s'ar da convențiunii de judecătoriai fondului, s'ar schimba însăși natura acelei convențiuni; căci după cum se deduce din același articol, interpretatiunea care n'ar avea de rezultat denaturarea contractului, este lăsată în domeniul ab-

solut al judecătorilor fondului, și ori cât de rea s'ar pretinde că este aceea interpretatiune, ea nu poate fi supusă controlului curții de casație. (Cas. I, 36/Febr. 1/69, B. p. 56).

2. Judecătoriai fondul sunt singurii competenți a interpreta clauzele unui contract, a aprecia intențiunea comună a părților contractante și a determina adevăratul sens și efectele unei toemeli. Deciziunile judecătorilor de fond, atunci numai cad sub controlul și cenșura casației când, determinând caracterul unui contract în raport cu legea, dau o greșită calificare actelor, schimbând natura toemelei și le așează într-o altă clasă de contracte de cât aceea în care le clasează legea, și astfel le sustrage de la regulile speciale la cari sunt ele supuse. (Cas. II, 42/Martie 14/72, B. p. 103).

3. Eroarea evidentă de fapt comisă de instanțele de fond poate fi un motiv de casare a hotărârilor, când faptele sunt constatate în acte autentice sau și private recunoscute, produse înaintea acelor instanțe, căci în asemenea caz eroarea de fapt echivalează cu eroarea de drept, de oarece se violează legea (art. 1173, 1174, 1176, nedându-se crezământ despre dispozițiunile și convențiunile ce prin acele acte se constată. (Cas. I, 105/Mart. 17/81. B. p. 214).

4. Dacă curtea de casație are dreptul a verifica calificarea legală dată faptelor sau raportul lor cu legea, acest drept nu'l mai are când e vorba de constatarea de fapte, de circumstanțe, de intenție, de voință, căci această constatare făcută de instanțele de fond, nu poate fi supusă cenșurii curții de casație. (Cas. I, 336/Nov. 24/82, B. p. 1062).

5. Afară de cazul când o dispozițiune clară și nesuscetibilă de nici o interpretare aflată într'un contract sau act se violează sau se nesocotește



de judecătorul fondului pe cale de pre-tinsă interpretare a termenelor literali sau a intenției presumate, judecătorul fondului e suveran apreciator în materie de interpretare de contracte sau acte și de intențiuina prezumată a părților. Acest drept suveran de apreciere și interpretare își are aplica-tiune, între altele, și în cazul în care este vorba d'a se ști dacă cutare sau cutare clauză din un testament con-stitue sau nu o condițiuina a unui legat sau e numai o modalitate a lega-tului, când fără a se denatura efectele atributive de lege condițiuinei în ma-terie de legat, judecătorul fondului, in-terpretând termenii și intențiuina pre-sumată a testatorului, declară că acei termeni nu constituiesc, în ideia testa-torelui, o condițiuine ce el ar fi voit să pună în efectuarea legatului și fără împlinirea căreia legatul ar urma să devie caduc. (Cas. I, 418/83, Dec. 5/83, B. p. 1174).

6. După art. 37 leg. curții de casatie, de câte ori, fiind constante în fapt ele-mentele juridice ale unui contract oare-care, prin eroare se va califica alt-fel contractul de cum ar fi trebuit, hotă-rirea e casabilă; când însă spre a cunoaște ce fel de contract au voit să încheie părțile, instanța de fond anali-zează faptele și împrejurările, inter-pretează dispozițiile din însuși actul spre a cunoaște care a putut fi inten-ția părților, în acest caz sentința sau decizia instanței de fond nu poate fi supusă casarei, fiind că a cercetă și a stabili care a putut fi intenția părților este o chestiune cu totul de fapt, iar nu de drept, (Cas. I, 109/Mart. 26/83, B. p. 316).

7. Spre a caracteriza un contract a cărui natură se discută de părți, jude-cătorul trebuie să aibă în vedere între-gul conținut al convențiunii și diferi-tele sale clause, iar nu denumirea ce a plăcut părților a da acelei convențiuni, când acea denumire nu corespunde cu natura convențiunii. (Cas. I, 357/Oct. 22/83, B. p. 960).

8. Justiția nu e obligată de a se con-duce în judecătore în face după califi-cările și interpretările greșite ce se dau actelor eshitate de părți, ci trebuie să admită acele interpretări și calificări ce sunt prevăzute de lege și de adevă-ratul sens al actelor. (Apel Iași, II, 147, Oct. 10/83 Dr. 17/84).

9. Convențiunile trebuie să se execute după intențiuina comună a părților și cu bună credință, conform art. 970 și 977. Prin urmare când într'un act total se prevede că banii constituiți dotă să nu se libereze de constituent până ce nu se cumpără un imobil care să devie total, soțul nu poate cere acei bani dacă nu satisface condițiuina pre-

văzută, și aceasta fie că durează încă căsătoria fie că soția a murit și a lăsat un copil minor sub tutela tatălui. (Apel Iași, II, 147, Oct. 10/82, Dr. 17/84).

10. Când e vorba de interpretarea u-nui contract, cată să ne atașăm în prima linie la litera lui și să vedem dacă obiectul e clar desemnat; și nu-mai când contractul ar fi îndoelnic, atunci vine rolul judecătorului ca să i deă interpretarea ce el comportă, după intențiuina ce au putut avea părțile contractante. (Trib. Tutovă, Aug. 20/85, Dr. 67/85).

11. Instanțele judecătorești nu sunt ținute de a califica diferitele contracte așa după cum sustin părțile între cari au intervenit; misiunea lor este de a vedea clauzele ce ele conțin, de a le combina între dănsese și a da adevă-rata calificare legală care rezultă din intenția părților și faptele petrecute. (Cas. I, 109/86, Mart. 81/86, B. p. 200).

12. A se luă dintr'o clauză a contrac-tului o frază trunchiată și numai după termenii săi literali să se deducă o obligațiuine convențională și specială, este a se violă nu numai principiile de drept în materie de interpretare, dar și principiile esențiale ale validi-tății convențiunilor, cari cer că, pen-tru a se naște o obligațiuine, trebuie să existe consimțământul celui ce se obligă și un obiect determinat care să formeze materia obligațiuinei. Deci dar pentru a determină acordul consimți-mântului părților, precum și obiectul ce au avut în vedere când au contrac-tat, trebuie a se avea în vedere însăși convențiunea în momentul contractă-rei, natura ei și toate clauzele ce cu-prinde, pentru ca din explicarea și combinarea lor unele prin altele să se afle înțelesul ce rezultă din fiecare și din actul întreg. (Apel Buc. III, 179, Oct. 8/88, Dr. 78/88).

13. După art. 37 alin. 6 din legea curței de casatie, denaturarea unei convențiuni nu constitue un mijloc de casare de cât în cazul când i se schimbă natura ei juridică; dacă s'a denaturat numai clauza unei convenții, în asemenea caz fiind vorba de o in-terpretare sau aplicarea rea a clauzei din contract judecata de fond e suve-rană, și prin urmare decizia se sus-trage controlului curții de casatie. (Cas. I, 209/Sept. 7/88, B. p. 711).

14. Chestiunea de a se ști dacă prin actul de ceziune, cedantului îi eră rid-icat dreptul d'a se putea despăgubi de prețul cesiunei din altă avere de cât aceea ce eră ipotecată, nu schimbă, după cum i s'ar recunoaște sau nu un asemenea drept, natura chiar a toc-melei, ci nu este altceva de cât inter-pretarea intențiuinei părților contrac-tante, interpretare lăsată la suverană



apreciere a instanțelor de fond. (Cas. II, 107/Sept. 11/90, B. p. 1038).

**15.** Deși e necontestat, în principiu, că instanțele de fond sunt suverane a interpreta înțelesul unei convențiuni sau al unui act juridic pentru a arăta persoana căreia se cuvine dreptul ce formează obiectul litigiului și a determina întinderea acestui drept a-aceasta însă nu este adevărat de cât atunci numai când natura juridică a actului sau a convențiunii nu e în discuțiune, căci într'un asemenea caz interpretarea instanțelor judecătorești n'are de obiect de cât o chestiune cu totul de fapt; dar când legea a arătat elementele după cari se determină natura unui act sau a unei convențiuni și când de la determinarea acestei naturi depinde dreptul persoanei și întinderea acestui drept, interpretarea instanțelor de fond încetează de a fi suverană ori de câte ori natura chiar a actului sau a convențiunii este dedusă în judecată; căci în acest caz, pentru a se putea statua asupra dreptului ce se reclamă, trebuind mai întâi să se examineze dacă actul sau convenția întrunesc elementele ce legea cere, pentru ca dănsese să aibă natura ce se pretinde a avea, și în această lucrare de apreciațiune putându-se da actului sau convențiunii un efect fără ca să existe elementele de la a căroră existență numai legea a făcut să depindă acel efect, e învederat că o asemenea interpretare putând viola legea, trebuie să cază sub controlul curții de casatie ca ori și ce interpretare dată asupra unei chestiuni de drept. Acest principiu e recunoscut în materie de convențiuni prin art. 37, alin. VI din legea organică a curții de casatie. (Cas. I, 374/Oct. 9/91, B. p. 1063).

**16.** După art. 37 alin. 6 leg. curții de casatie, ori de câte ori e vorba de interpretare de acte, instanțele de fond sunt suverane apreciatoare, și aprecierile lor cad sub controlul curții de casatie numai când se constată că prin interpretarea dată s'a schimbat însăși natura contractului. (Cas. I, 122, Mart. 12/91, B. p. 299; Cas. I, 25, Ian. 23/91, B. p. 34; Cas. I, 1/Ian. 10/92, B. p. 3).

**17.** Dacă tribunalul stabilește în fapt, că un act, de și este intitulat „act de ipotecă”, însă în realitate este numai un act de creanță pur și simplu urmând astfel, nu numai nu excede căderei ce i e acordată de lege în aprecierile sale dar face o bună aplicațiune a regulii de drept, că natura actelor nu poate fi schimbată prin denotațiunea ce li se dă de părți. (Cas. I, 334/92, Oct. 23/92, B. p. 889).

**18.** În materie de taxe, ca și în orice altă materie, atunci când înțelesul legal al unui cuvânt e pus în discuțiune și când de la acest înțeles depinde re-

cunoașterea unui drept, instanțele judecătorești sunt, în principiu singurile competente a deslega contestațiunea. (Cas. I, 87/Mart. 7/94, B. p....).

**19.** Dacă în principiu instanțele de fond sunt în drept de a interpreta în mod suveran convențiunile părților, totuși acest drept este subordonat condițiunii, ca interpretarea să nu fie abuzivă, căci orice drept încetează, atunci când abuzul dreptului începe. De aci reese regula, că interpretarea convențiunilor de către instanțele de fond este suverană, pe cât timp magistrații nu denaturează clauzele clare și precise ale convențiunilor, căci într'altfel, schimbând clauzele contractului, ei violează legea părților și, substituind voința lor, voinței părților, comite un exces de putere. (Cas. I, 446/95, B. p. 1287).

**20.** Judecătorul fondului este suveran să interprete clauzele coprinse într'o convențiune sau contract, destul numai să nu-l denatureze. Astfel, deciziunea sa, cum că convențiunea conține o obligațiune pură și simplă, iar nu condițională, nu poate fi supusă cenzurei Curții de casatie, a-aceasta constituind o modalitate a convențiunii, care are a fi constatată de fapt, afară numai dacă această constatare ar fi făcută contra coprinsului clar și neîndoios al contractului. (Cas. I, 329/95, B. p. 904).

**21.** Determinarea caracterului pactului comisoriu și dacă efectele lui sunt ale unei condiții rezolutorii exprese sau tacite este o chestiune de interpretare a intențiunii părților contractante și dar, ca atare, lăsată la o suverană apreciere a instanțelor de fond. (Cas. I, 164/900, B. p. 598).

**22.** Chestiunea de a se ști dacă, printr'un act de subrogație intervenit între două părți, s'au exclus sau nu garanția unui fidejuser, este o chestiune de interpretare a convențiunii dintre părți, de atributul suveran al judecătorului fondului și care scapă cenzurei Curții de casatie, dacă prin interpretare nu s'a schimbat însăși natura convențiunii. (Cas. I, 312/900, B. p. 1017).

**23.** Pentru ca să existe denaturare de contract trebuie ca din faptele constatate de judecătorii fondului, să rezulte, în raport cu legea, un contract de o natură deosebită de acela, pe care l'a determinat instanța de fond. În ce privește constatarea faptelor, instanța de fond este suverană și numai calificarea lor, în raport cu legea, cade sub controlul Curții de Casatie. Prin urmare, dacă, din faptele constatate în mod suveran de instanța de fond, rezultă că convenția intervenită între două părți întrunește condițiunile unui contract de comision, iar nu de vânzare, interpretarea instanței de fond



este suverană și nu poate fi cenzurată de Curtea de Casație (Cas. III, 2/905, B. p. 1114).

**24.** Interpretarea clauzelor unui contract intervenit între părți, atât timp cât nu se denaturează însăși natura tocmeli, este lăsată la suveranitatea instanțelor de fond. (Cas. I, 10 Apr. 1907, B. p. 655; In acelaș sens: Cas. III, 20/912 Curier Jud. 9/912; Cas. III, 311 din 11 Iunie 1912, Curier Jud. 64/912; Cas. I 265 din 5 Nov. 1919, Jur. Rom., 1-2/920; Cas. II, 195 din 23 Sept. 1921, Jur. Rom. 20-21/921, Pand. Rom. 1922, III, 77; Cas. III, 95 din 18 Febr. 1921, Pand. Rom. 1922, I, 249; Pand. Rom. 1922, III, 7; Tribuna Jur. 20-21/922; Cas. II, 322 din 26 Iunie 1923 Jur. Gen. 1923 No. 1219; Pand. Rom. 1924, I, 66, Dreptul 31/923; Cas. III, 84 din 31 Ian. 1923, Curier Jud. 14/924).

**25.** Aprecierea cauzelor care au determinat retragerea unui membru din consiliul de administrație al unei societăți, fiind o chestiune de fapt, scapă de sub controlul Curții de Casație. (Cas. I, 10 Apr. 1907, B. p. 655).

**26.** Potrivit dispozițiilor art. 977 din codul civil, judecătorii având dreptul de a interpreta contractele după intențunea comună a părților, iar nu după sensul literar al termenilor cuprinși în ele, urmează că nu se poate cașă o hotărîre pe motiv de exces de putere sau denaturare de acte, când judecătorii fondului, suverani apreciatori ai constatării faptelor și a interpretării convențiilor, găsesc că intențunea părților la încheierea unei convențiuni a fost cu totul alta decât aceea ce ar părea că rezultă din sensul literar al termenilor din contract. (Cas. III, 10 Dec. 1907, B. p. 1966).

**26 bis.** Dacă interpretarea convențiilor intervenite între părți aparține judecătorilor faptului, ei însă nu pot, sub pretext de interpretare, să denatureze înțelesul și cuprinsul acestor convențiuni, când clauzele sunt clare și precise, fără ca deciziunile lor să cadă sub cenzura curții de casație.

Astfel când, din cauza clarității clauzelor din un act, el nu este susceptibil de mai multe înțelesuri și deci nu poate da loc la interpretări, instanța de fond, interpretând acel act, îl denaturează, și, în acest caz, deciziunea sa cade sub cenzura curții de casație. (Cas. II, 18 Iunie 1907, B. p. 1160).

**27.** Pentru interpretarea unui testament trebuie a se căuta — pe cât mai mult posibil — a se afla voința testatorului. Pentru aceasta trebuie în primul rând a da toată atenția textului testamentului, nefiind îngăduit a schimba, fără un motiv puternic, sensul cuvintelor. Spre a ști acest sens, trebuie a ține seama de starea de cultură a testatorului de cultura gene-

rală și mai ales de ideile juridice ale timpului în care s'a făcut testamentul. Aceasta se impune mai ales când testamentul se interpretează sub imperiul altor legi de cât aceea sub care a fost făcut. Afară de acestea dispozițiile testamentului nu trebuiesc interpretate izolat ci în legătură unele cu altele și în așa fel în cât să i se dea mai curând un sens valabil de cât unul care i-ar atrage desființarea. Asă fiind pentru interpretarea unui testament făcut sub legea Caragea, nu trebuie să aplicăm toată finețea culturai juridice de astăzi. (Trib. Ilfov s. I 447 din 25 Iunie 1912, Curier Jud. 39/913).

**28.** Când într'un testament făcut sub legea Caragea se spune că soția testatorului rămâne stăpână desăvârșită la hrisis a tuturor moșilor prevăzute mai sus și că are să le stăpânească până la sfârșitul vieții, aceste dispoziții nu pot fi interpretate de cât în sensul că soția este uzufructuară a acestor moșii. (Trib. Ilfov s. I. 447 din 25 Iunie 1912, Curier Jur. 39/913).

**29.** Cauțiunea neavând nici un interes în privința obligațiunei pe care o garantează, ba expunându-se chiar a plăți, fără a avea vreun recurs util în contra debitorului principal, urmează că cauțiunamentul este de strictă interpretare. Această interpretare restrictivă a obligațiunii contractată de cauțiune, în cecece concerne întinderea ei, nu leagă pe judecător de termenii contractului, căci el are dreptul și datoria, conform regulei generale de interpretare a convențiilor, prevăzută de art. 977 cod. civ., de a căuta intențunea comună a părților atunci când termenii convențiunei par a nu fi adevărata expresie a intenției părților contractante.

Când, dar, Curtea de apel găsește că contractul intervenit între fidejutori și creditor în unele dispozițiuni ale sale arată că dânșii se obligă solidar, iar în altele cum că ei renunță numai la drepturile acordate lor de art. 1662 c. civ., adică la beneficiul discuțiunei, așa că contractul nu este clar și precis, cu drept cuvânt Curtea a căutat comuna intenție a părților, în diferitele acte, fapte și circumstanțe ale cauzei cu ajutorul cărora a determinat sensul termenilor actului, și anume cum că cofidejursorii nu s'au obligat solidar față de creditor și s'a conformat regulei de interpretare consacrată de art. 977 și 1656 c. civ. și bine n'a aplicat nici dispozițiunile art. 42 c. com.

Prin urmare, din moment ce între cofidejutor și creditor nu există solidaritate, urmează că orice intrerupere de prescripție făcută de creditor față de unul din ceilalți cofidejursori, nu intrerupe prescripțiunea și față de cofidejursorul față de care creditorul nu



a făcut nici o urmărire, precum nu făcuse nici contra debitorilor principali, în decursul primilor cinci ani, așa că pentru acest timp dobânzile s'au prescris și Curtea de apel cu drept cuvânt a considerat, asupra contestației cofidejursorului la urmărirea exercitată de creditor, ca prescrise dobânzile nereclamate și neplătite în decursul primilor cinci ani dela data actului pus în executare. (Cas. II, decizia civilă No. 243, din 26 Noembrie 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 99).

**30.** Potrivit principiului stabilit în art. 977 c. civ., judecătorii având dreptul de a interpreta contractele după intențiunea comună a părților, iar nu după sensul literar al termenilor cuprinși în ele, această intențiune trebuie constatată și interpretată în sensul ca din voința reciprocă a părților, așa cum a fost manifestată, să se tragă adevăratul înțeles al actului. (Trib. Tecuci No. 298, 1914; Dreptul 1915, p. 211).

**30 bis.** Dacă instanțele de fond sunt suverane de a interpreta clauzele unui contract spre a afla care a fost intențiunea părților, acest drept însă nu-l au decât în caz când clauzele ar fi obscure și îndoelnice, iar nu și atunci când clauzele sunt clare și categorice și nu mai lasă nici o îndoială asupra intențiunii părților; că, spre a recurge la interpretare, nu este destul ca instanța de fond să afirme că pentru dânsa clauza din contract ar fi lipsită de claritate, trebuie ca în adevăr acea clauză să fie astfel redactată încât să dea loc la mai multe înțelesuri și, în această privință, judecata ei cade sub controlul și cenzura casațiunii, când partea s'ar plânge de denaturarea contractului.

Prin urmare, clauza pusă într'un contract de închiriere în cuprinderea următoare: „în caz când societatea Furnica va voi să se mute după expirarea contractului, prezidenta societății d-na Elena Cornescu se obligă să anunte pe proprietar cu cel puțin șase luni mai înainte de expirarea contractului printr'o scrisoare comercială recomandată”, o asemenea clauză nu este destul de clară și categorică și nu este susceptibilă de mai multe înțelesuri căci prin ea se stipulează fără nici o îndoială obligațiunea pentru chiriașă ca, în cazul numai când nu ar mai voi să locuiască imobilul după expirarea contractului, să anunte pe proprietar cu șase luni mai înainte de termenul expirării.

Astfel Curtea de apel dă o interpretare cu desăvârșire excesivă denaturând intențiunea părților contractante manifestată expres când decide că prin clauza reprodușă mai sus, proprietarul a inserat o clauză expresă și neîndoielnică, exclusiv în favoarea sa.

de a fi anunțat într'un termen mai lung ca cel obișnuit, în caz când chirișa ar voi să se mute iar nu că ar conferi chirișei facultatea de a prelungi contractul, cum pretindea dânsa. (Cas. I, decizia No. 498, din 29 Oct. 1914, Jur. Rom., 1915, p. 3).

**30 ter.** Judecătorul pentru a caracteriză un contract a cărui natură se discută de părți, trebuie să aibă în vedere întregul conținut al convențiunii și diferitele sale clauze, iar nu denumirea pe care părțile i-au dat-o, când acea denumire nu corespunde cu natura și elementele convențiunii; tot astfel, termenii improprii juridici, pe care părțile îi utilizează la redactarea actelor, n'au importanță, căci ceace duce la stabilirea raporturilor juridice dintre părți, nu sunt termenii actului, ci conținutul lui întreg. (Trib. Tecuci No. 298, 1914; „Dreptul” 1915, p. 211).

**31.** Rezervarea dreptului de a înstreina imobilele dotale cu mențiunea „cum interesele vor fi” face să se deducă pe cale de interpretare că părțile contractante au înțeles să și rezerve atât dreptul de înstrăinare direct ca vânzarea, schimbul etc. cât și dreptul de înstrăinare indirectă: ipoteca, deoarece expresiunea „cum interesele vor fi” nu se referă la necesitatea de a înstreina, în care caz părțile s'ar fi servit de cuvântul „când”, ci la însăși modul de înstreinare, fie că e vorba de o înstreinare direct ca vânzarea, schimbul etc., fie că e vorba de o înstreinare indirectă cum este ipoteca. (C. Apel Galați II. No. 24/1915, Curier Jud. 1915 p. 685).

**32.** Clauza de înstrăinare cuprinsă într'un act dotal, cu mențiunea „cum interesele vor fi” nu poate face să se deducă în fapt că soții au înțeles să și rezerve atât dreptul de înstrăinare directă cât și cel de înstrăinare indirectă, cum este ipoteca, și instanța de fond care, interpretând actul, atribue părților contractante o asemenea intenție, denaturează termenii clari și preciși ai actului și comite un exces de putere. (Cas. I, No. 539, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 610; „Curier Jud. 1915, p. 683).

**33 a)** Chestiunea de a se ști dacă asiguratul a depus sau nu diligentele necesare pentru salvarea obiectului incendiat e o chestiune de fapt.

b) Potrivit art. 977 c. civ., interpretarea contractelor se face după intențiunea comună a părților, intențiune pe care instanțele de fond sunt în drept să o deducă nu numai din sensul literal al termenilor ci și din diverse împrejurări exterioare, de natură să explice și să arate rațiunea și utilitatea, pentru care s'a inserat anume clauze în contract.

Astfel, când într'un contract de asi-



gurare se prevede clauza că, asiguratul să înștiințeze pe asigurător de sarcinile care se constituiesc asupra lucrului asigurat, instanța de fond, ținând seama de scopul și rațiunea unei asemenea clauze, își poate face convingerea că părțile, în intențiunea lor comună s'au referit numai la acele sarcini care cu adevărat micșorează interesul asiguratului pentru paza și conservarea lucrului, iar nu la orice sume cu totul neînsemnate care n'ar avea vre-o înrăurire și n'ar aduce un prejudiciu apreciabil societății de asigurare. (Cas. III, decizia No. 146 din 19 Mai 1919; „Jurispr. Rom.” 1919, p. 683).

**34.** Convențiunile trebuiesc executate cu bună credință. Convențiunea nu-și întinde forța obligatorie de cât în măsura în care părțile contractate au putut să o prevadă și întrucât sunt capabile să o suporte.

Judecătorul are căderea să examineze echilibrul causal al unui contract, fiind suveran în aprecierea sa. Maxima „rebus sic stantibus” admisibilă în dreptul nostru este ca și teoria dotei mobiliare o construcție a jurisprudenței. (Trib. Ilfov s. I, com. 253 din 11 Mai 1920, Curier Jud. 59—60/1920 Dreptul 33/920; A se vedea pentru admisibilitatea teoriei impreviziunii; Trib. Ilfov, s. I com. 528 din 8 Oct. 921; Pand Rom. 1922, II, 151; Trib. Constanța s. II, 14 din 22 Mai 1923. Justiția Dobrogei 6/924).

**35.** Natura unei convențiuni nu poate fi determinată de nomenclatura arbitrară adoptată de părți, ci de elementele obiective ale împrejurărilor de fapt, unite cu intenția subiectivă contractuală. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 920, Curier Jud. 1/921).

**36.** Instanța de fond este în drept a stabili intenția părților prin interpretarea clauzelor obscure ale unei convenții. Odată această intențiune determinată este inadmisibilă proba cu martori cerută pentru a stabili contrariul ei. (Cas. I, 617 din 6 Dec. 920, Curier Jud. 26/921).

**37.** Interpretarea clauzelor privitoare la garanția sarcinilor, în materia vânzării, nu este susceptibilă de o soluțiune a priori, ci trebuie considerată după circumstanțe, cu atât mai mult, cu cât am putea lesne să ne înșelăm asupra adevăratei intențiuni a părților, dacă ne-am atașat în mod servil la textul formulelor, cari de cele mai multe ori nu sunt decât de stil. (Trib. Prahova s. I, Jurnal 2521/920. Al. Găntoiu, Lucrări judecătorești 1922 pg. 50).

**38.** Codul civil român în art. 969 pune un principiu de drept cu totul contrar regulei „rebus sic stantibus” că convențiunile legal făcute au putere de lege între părțile contractante și

numai în anumite cazuri ele nu se pot executa deci rezilia.

Argumentul invocat că legiuitorul român a admis teoria impreviziunii în art. 1256 c. civ. care admite că administrația averii dotale se poate lua din mâinile bărbatului, când, condițiile prevăzute de părți s'au schimbat sau art. 1457 și 1458 c. civ. cari permit reducerea prețului arendei în caz de pierderea recoltei, aceste excepțiuni tocmai întăresc și mai mult regula generală că teoria impreviziunii este străină de spiritul codului nostru.

Faptul că țări ca Franța, Belgia etc., în cari există codul Napoleonian, din care ne-am inspirat și noi, au simțit nevoia de a legifera și introduce în lege această teorie, e o probă mai mult că ea nu eră prevăzută de Codul Napoleonian.

Ceva mai mult guvernul Român nu a admis teoria impreviziunii de cât pentru executarea contractelor de furnituri încheiate de Stat cu particulari, iar nu și contractelor dintre particulari.

Dar chiar admitând că principiul teoriei impreviziunii este prevăzut de art. 977 c. civ. că interpretarea convențiunilor se face după intenția părților, în fapt încă nu se poate aplica această teorie, de oarece cere ca condițiile esențiale, pe deoparte ca evenimentele ulterioare să nu fi putut fi prevăzute de părți, nici evitate prin clauza de apărare; or războiul din 1916 putea fi prevăzut când dela 1914 Europa era în război și România eră amenințată de împrejurări la orice pas a intră în conflagrația mondială; în al doilea rând se cere ca executarea convenției să fie ruinătoare pentru partea obligată iar nu să sufere numai o simplă pierdere, cum este în specie. (C. Apel Buc. s. II, 33 din 25 Iunie 1921 Curier Jud. 31/921 Pand. Rom. 1924, II, 113. „Dreptul” 32/921; Trib. Ilfov s. I, com. 28 Iunie 1921. Pand. Rom. 1922, II, 54; A se vedea contra teoriei impreviziunii: Trib. Ilfov s. I, com. 404 din 10 Sept. 921, Curier Jud. 37/921; Trib. Ilfov s. II, com. 551 din 8 Iunie 1921, Dreptul 28/921; C. Apel Craiova 23 din 28 Sept. 1922, Pand. Rom. 1923, II, 259; Cas. III, 896 din 26 Sept. 1923, Pand. Rom. 1924, III, 3; Cas. I, (complex Ardelean) 1231 din 19 Nov. 1923, Dreptul 4/924).

**39.** Simpla expresiune întrebuințată de părți într'un contract anterior datei de 16 Aug. 1916, că plata se va face în „franci aur”, fără identificarea lor că sunt franci francezi, nu este de natură a face să se decidă că intenția părților a fost să stipuleze ca plata chiriei să se facă în „franci francezi” întrucât la noi în țară înainte de război, când nu eră aproape nici o dife-



rență de curs între franc și leu, se întrebuință cuvântul „franc” în loc de „leu”, înțelegându-se prin franc, moneda noastră națională.

În specie cu atât mai mult urmează a se admite această interpretare, căci contractul a fost încheiat în țară, plata se făcea în țară, iar plățile anterioare au fost făcute în lei.

Potrivit art. 8 din legea din 23 Dec. 1916 în toate obligațiile, de orice fel contractate, anterioare datei de 15 Aug. 1916, în cari s'a stipulat plata în aur efectiv, debitorul se poate liberă valabil prin achitarea în bilete ale Băncii Naționale sau alte monezi române pe cursul lor legal, a sumei ce o datorește. (C. Apel Galați 160 din 26 Nov. 1921; Pand. Rom. 1922, II, 257).

40. Deși legea nu prevede nici o normă în privința interpretării testamentelor, această însă nu însemnează că judecătorul este liber să interpreteze voința testatorului după bunul său plac, ci trebuie să se conducă după regulile edictate prin art. 977 și urm. c. civ. pentru interpretarea convențiilor. Ori de câte ori voința testatorului nu a fost exprimată în mod clar și precis, judecătorul va putea să recurgă la aceste reguli prevăzute în materia convențiilor, căutând prin toate mijloacele să se descopere adevărata intenție a testatorului, când termenii întrebuințați în testament sunt de natură a da loc la discuțiuni și diferite interpretări. (Trib. Dorohoi, sent. 189 din 1 Sept. 1921 Jur. Gen. 1923, No. 1009).

41. Natura unui contract se determină nu după denumirea ce i-au dat-o părțile ci după clauzele ce el cuprinde și cari arată intenția comună a părților contractante.

Astfel când instanța de fond, examinând un contract intitulat de părți: Contract de cont-curent și interpretând clauzele contractului, prin care se arată că orice sume debitate prin acest cont, își păstrează până la definitivă lor achitare garanția ipotecară, părțile convenind că inserierea lor în cont să nu producă novatiune și determinând astfel că intenția lor a fost de a crea un

contract de credit deschis iar nu un contract de cont curent, prin această instanța de fond uzează de dreptul său de interpretare a contractelor întrucât nu nesocotește nici una din clauzele clare și nesuscetibile de interpretare ale convenției. (Cas. I, 1210 din 3 Dec. 1923, Jur. Rom. 5/1924).

41 bis. Convențiunea este legea părților. Nesocotirea ei pune instanțele de fond sub cenzura Inaltei Curți de Casație. Nu se poate vorbi de denaturarea unei convenții, decât atunci când textul ei e clar. Pentru clauzele confuze, dreptul de apreciere și interpretare al instanțelor de fond este suveran.

În ce privește executarea unei convenții instanțele de fond nu pot sprijini hotărârile lor pe fapte și argumente invocate din oficiu și nediscutate de părți, căci violează dreptul de apărare și hotărârea este casabilă. (Cas. II, 342 din 4 Iulie 1923, Pand. Rom. 1924, I, 268).

42. Când din scrisorile urmate între părți, rezultă că cumpărătorii unor mărfuri s'au obligat să facă plata ei în lire italiene, vânzătorul are dreptul a pretinde obligația acestora la plata sumei în acea monedă, această convențiune fiind legea părților. (C. Apel Constanța, 27 din 30 Iunie 1924, Bul. C. Apel, 16/924).

43. Când un contract prevede plata într-o monedă străină, instanța de fond obligând pe debitor să plătească în acea monedă, nu face decât să interpreteze intențiunea pe care au avut-o părțile la facerea contractului. Această interpretare fiind o chestiune de fapt, scapă controlului Casației. (Cas. III, 2078 din 12 Nov. 1924, Pand. Rom. 1925, I, 25).

44. A se vedea: art. 802, Index „Interpretare” și notele respective; art. 803, Index „Interpretare” și notele respective; art. 864, nota 19; art. 888, Index „Interpretare” și notele respective; art. 969, Index „Interpretare” și notele respective; art. 979, nota 1; art. 1430, notele 2, 3; art. 1578, notele 2, 3; art. 1579 nota 2.

**Art. 978.** — Când o clauză este primitoare de două înțelesuri, ea se interpretează în sensul ce poate avea un efect, iar nu în acela ce n'ar putea produce nici unul. (Civ. Fr. 1157).

*Text. fr. Art. 1157.* — Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun.

#### Doctrină străină.

BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 564, 746;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 310;

DALLOZ, *Rép. Obligations*, 860 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXV, 12;  
 DAFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 596 urm.;  
 PANDECTES FR., *Obligations*, II, 8135;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1181 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 289, 290; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 164 urm., 168, 171, 173, 177, 278, 324, 325, 496, 531 n. 2, 566 nota, 600; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 52);

CANTACUZINO MATEI, p. 418, 459;

NACU, II, p. 474;

RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Besançon, 31 Mart. 1909. Dreptul 32/1911.

### Jurisprudență.

1. Clauza dintr'un contract, ce ar fi primitoare de două înțelesuri, trebuie să se interprete în sensul ce poate avea efect, iar termenii dintr'un contract, susceptibili de două înțelesuri, se interprete în înțelesul ce se potrivește mai mult cu natura contractului. (Cas. I, 368/901, B. p. 1300).

2. Din termenii unui testament în care se prevede că la moartea testatoarei averea sa mobilă și moșia să treacă în stăpânirea soțului, aceasta profitând de dânsa cât va fi în viață, iar după moartea lui toată această avere să se împartă în două părți egale între două nepoate ale testatoarei, apare clar că, prin această dispoziție testa-

toarea a voit să înțeleagă că lasă, din momentul deschiderii succesiunii, nuda proprietate a averii nepoatelor sale, cu condițiunea însă ca averea să nu se împartă decât la moartea soțului uzufructuar.

Această interpretare, conformă cu regula stabilită de art. 978 c. civ., se impune în speță cu atât mai mult cu cât testatoarea punând nepoatelor sale o sarcină imediată, plata unei pensii alimentare, trebuie să le fi fost dat și un drept imediat și actual, care nu poate fi decât nuda proprietate. (Trib. Ilfov III, *Dr.* 4/911, p. 30).

3. A se vedea și *notele* No. 6 și 7 de sub art. 802; No. 4, 20, 21 și 32 de sub art. 803 și nota 27 sub art. 977.

**Art. 979.** — Termenii susceptibili de două înțelesuri, se interprete în înțelesul ce se potrivește mai mult cu natura contractului. (Civ. Fr. 1158).

*Text. fr. Art. 1158.* — Les termes susceptibles de deux sens doivent être pris dans le sens qui convient le plus à la matière du contrat.

### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 310;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations* 863; *Suppl. Obligations* 282;  
 DEMOLOMBE, XXV, 14;  
 LAURENT, XVI, 507;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 596 urm.;  
 PANDECTES FR., *Obligations*, II, 8145, 8148;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1181 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 290, 291; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 164 urm., 168, 171, 173, 177, 531 n. 2; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 52).

CANTACUZINO MATEI, p. 418, 459;

NACU, II, p. 474.

### Jurisprudență.

1. In cazul când un contract cuprinde dispozițiuni contradictorii, principiile generale de drept reclamă a se interprete în sensul ce se potrivește

mai mult cu natura contractului și a se face aplicațiunea cu preferință a acelor dispozițiuni cari sunt probabile că părțile contractante le au avut mai ales în vedere. (Apel Buc. I, 52, Febr. 26/90, *Dr.* 37/90).



**Art. 980.** — Dispozițiunile îndoioase se interpretă după obiceiul locului unde s'a încheiat contractul. (Civ. 607, 983, 1451; Civ. Fr. 1159).

*Text. fr. Art. 1159.* — Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 571;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 562, 563;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 310;  
 DALLOZ *Rép. Obligations*, 114, 864 urm.; *Suppl. Obligations*, 283 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 235, 858, 859, 870;  
 DEMOLOMBE, XXV, 17-19;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1159, n. 2;  
 LAURENT, XVI, 508;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 596 urm.;  
 PANDECTES FRANÇAISES, *Obligations*, II, 8161;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1181 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 291-293; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 251; VI, p. 410 nota; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 52; XI, p. 415 n. 1);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 418, 459;  
 NACU, II, p. 474.

#### Jurisprudență.

1. Deși prin art. 970 și 980 cod. civil, se prevede că se poate admite obiceiul și uzul, pentru interpretarea unei convențiuni, când acel uz este constant, de aci însă nu rezultă că uzurile pot fi admise și în comerț, de oarece criteriul care distinge uzurile comerciale cu caracter legislativ, neadmise în legislația noastră comercială, de uzurile cu caracter interpretativ, la care se

poate recurge pentru interpretarea unei convențiuni, conform regulii puse în codul civil, este că, de câte ori este vorba de un uz care cuprinde o regulă de drept, este vorba de un uz legislativ admis în alte părți dar neadmis la noi, iar de câte ori este vorba de interpretarea unei convențiuni, atunci se pot aplica uzurile, însă numai ca mijloc de interpretare a acelor convențiuni. (Cas. III, No. 490, 1913; Dreptul 1914, p. 89).

**Art. 981.** — Clauzele obicinuite într'un contract se subînțeleg, de și nu sunt exprese într'însul. (Civ. 970; Civ. Fr. 1160).

*Text. fr. Art. 1160.* — On doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont d'usage, quoiqu'elles n'y soient pas exprimées.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 27; II, p. 310, 423;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 866; *Suppl. Obligations*, 284;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 235;  
 DEMOLOMBE, XXV, 20;  
 LAURENT, XVI, 509;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 596 urm.;  
 PANDECTES FR., *Obligations*, II, 8168;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1181 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 294; *Observație* sub. Apel Iena, 20 Oct. 920. Pand. Rom. 1922-III-167;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 418, 459;  
 NACU, II, p. 474.

**Art. 982.** — Toate clauzele convențiilor se interpretă unele prin altele, dându-se fiecărei înțelesul ce rezultă din actul întreg. (Civ. Fr. 1161).

*Text. fr. Art. 1161.* — Toutes les clauses des conventions s'interprètent les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 310;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 871 urm.; *Suppl. Obligations*, 286;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 235;  
DEMOLOMBE, XXV, 22;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 596 urm.;  
PANDECTES FR., *Obligations*, II, 8173;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1181 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 294, 295; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 174; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 53);  
CANTACUZINO MATEI, p. 418, 459;  
NACU, II, p. 474.

#### Jurisprudență.

1. Interpretarea clauzelor unui act și a termenului în care obligația din el cată a fi executată, constituie o chestiune cu totul de fapt, care, fiind lăsată la aprecierea instanțelor de fond, nu cade sub cenzura curții de casație. (Cas. I, 40/91, Febr. 1/91, B. p. 123).

2. Judecarea unui act se face interpretând toate dispozițiunile lui unele

prin altele și dându-se înțelesul ce rezultă din actul întreg, iar nu din parte din dispozițiunile lui. (Apel Craiova, II, 37, Martie 22/92, *Dr.* 35/92).

3. Un contract constituie un tot indivizibil în sensul că toate clauzele convențiilor se interpretă unele prin altele, dându-se fiecăreia înțelesul ce rezultă din întregul act. (Trib. Teacu 298/914, *Dreptul* 1915, p. 211).

4. A se vedea: art. 802, nota 6; art. 977 notele 12, 27.

**Art. 983.** — Când este îndoială, convențiunea se interpretă în favoarea celui ce se obligă. (Civ. 980, 1312; Civ. Fr. 1162).

*Text. fr. Art. 1162.* — Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé, et en faveur de celui qui a contracté l'obligation.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 572;  
BENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 746;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 128, 175, 310;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 871 urm.; *Suppl. Obligations*, 286;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 235;  
DEMOLOMBE, XXI, 742;  
LAURENT, XIV, 163;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 596 urm.;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1181 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 295-300; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 173, 240, 241, 284; VI, p. 268; VII, p. 204; IX, p. 57, 700 n. 1); *Observație* sub. Cas. III, 5 Dec. 1919. *Pand. Rom.* 1924-III-84;  
CANTACUZINO MATEI, p. 418, 459;  
NACU, II, p. 474;  
VELESCU ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. *Pand. Rom.* 1924-I-115.



## Jurisprudență.

1. Preceptul juridic că tocmelele cele îndoioase se interpretă în favoarea debitorului nu poate constitui un mijloc de casare când judecătorul nu găsește că tocmeala ce a avut să judece ar fi fost îndoioasă. (Cas. I, 91/Mart. 14/86, B. p. 188).

2. Convențiunile se interpretă, în caz de îndoială, în favoarea celui ce se obligă; însă această regulă de echitate nu poate autoriza pe instanțele judecătorești a înlătură clauzele formal stipulate de părți, pentru a le înlocui cu alte clauze din contracte străine părților. (Cas. I, 309/97, B. p. 1057).

3. Potrivit art. 983 codul civil, dispozițiunile îndoelnice dintr'un testament trebuiesc tălmăcite în favoarea moștenitorului. (Apel Iași I, Dr. 60, 1909, p. 477).

4. Când o clauză stipulată într'o convențiune dă loc la discuțiune, ea urmează să fie interpretată în favoarea celui ce se obligă conform art. 983 din codul civil. (C. Apel Buc. s. IV, 162/911, Curier Jud. 30/912).

5. Potrivit art. 983 cod. civil, atunci

când este îndoială, convențiunea se interpretă în favoarea celui ce se obligă.

Acest text, însă, nu are un caracter imperativ; dispozițiunea lui, ca și acelea din articolele conținute în aceeași secțiune, constituiesc mai mult un sfat dat judecătorilor pentru interpretarea convențiunilor, iar nu regulile absolute, a căror neobservare să dea loc la casare. Așa fiind, ei pot fără a viola legea să curme îndoiala în favoarea creditorului, atunci când au avut mijloace legale suficiente ca să descopere intențiunea părților.

Prin urmare, în speță, Curtea de apel, interpretând convențiunea după intențiunea comună a părților și după natura contractului și găsind că clauza rezolutorie din contract a fost edictată în favoarea creditoarei-vanzătoare, n'a violat art. 983 cod. civil. (Cas. II, dec. civ. No. 322 din 26 Iunie 1923, Pand. Rom. 1924, I, 65; C. Apel Buc. s. IV 26 din 30 Ian. 1924; Pand. Rom. 1924, III, 37).

6. A se vede: art. 802, notele 16, 17; art. 1021, notele 112, 117; art. 1115, nota 12; art. 1312, nota 2; art. 1460, nota 2.

**Art. 984.** — Convențiunea nu cuprinde decât lucrurile, asupra cărora se pare că părțile și-au propus a contracta, ori cât de generali ar fi termenii cu cari s'a încheiat. (Civ. 1709, 1710; Civ. Fr. 1163).

*Text. fr. Art. 1163.* — Quelque généraux que soient les termes dans lesquels une convention est conçue, elle ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 571;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 310;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 873 urm.;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 235;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 596 urm.;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1181 urm.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 300, 301;  
CANTACUZINO MATEI, p. 418, 459;  
NACU, II, p. 474;  
VELESCU ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-I-115.

**Art. 985.** — Când într'un contract, s'a pus anume un caz pentru a se explica obligațiunea, nu se poate susține că printr'aceasta s'a restrâns întinderea ce angajamentul ar avea de drept în cazurile neexprese. (Civ. Fr. 1164).

*Text. fr. Art. 1164.* — Lorsque, dans un contrat on a exprimé un cas pour l'explication de l'obligation, on n'est pas censé avoir voulu par là restreindre l'étendue que l'engagement reçoit de droit aux cas non exprimés.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 328; IV, ed. 5-a, p. 568, 569;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 555-557, 573;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 746;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 310;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 73, 74, 79, 79 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 235;  
 DEMOLOMBE, XXV, 4, 5, 37;  
 HUC, VII, 175;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1156, n. 4;  
 LAURENT, XVI, 500, 501;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 596 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1181 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 301-304;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 418, 459;  
 NACU, II, p. 474.

## CAPITOLUL IV.

## Despre quasi-contracte.

**Art. 986.** — Quasi-contractul este un fapt licit și voluntar, din care se naște o obligațiune către o altă persoană sau obligațiuni reciproce între părți. (Civ. 987 urm., 992, 1198; Civ. Fr. 1371; Civ. Ital. 1140).

*Text. fr. Art. 1371.* — Les quasi-contrats sont les faits purement volontaires de l'homme, dont il résulte un engagement quelconque envers un tiers, et quelquefois un engagement réciproque des deux parties.

*Text. Ital. Art. 1140.* — Il quasi-contratto è un fatto volontario e lecito, dal quale risulta un'obbligazione verso un terzo o un'obbligazione reciproca tra le parti.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 721;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2788 urm.;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 779;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 254;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5382 urm.; *Suppl. Obligations*, 2244 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 2 urm.;  
 DEMOLOMBE, IV, 70;  
 HUC, VIII, 375;  
 LAURENT, XX, 308 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 856;  
 PANDECTES, FR., *Gestion d'affaires* 157;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 812.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 307-310;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 418, 419;  
 NACU, II, p. 478 urm.

**Art. 987.** — Acela care, cu voință, gere <sup>1)</sup> interesele altuia, fără cunoștința proprietarului, se obligă tacit a continua gestiunea ce a început și a o săvârși, până ce proprietarul va putea îngriji el însuși. (Civ. 988 urm., 1191, 1532, 1539—1544, 1556, 1557; Civ. Fr. 1372).

1) „Gere” adică: administrează, conduce.



*Text. fr. Art. 1372.* — Lorsque volontairement on gère l'affaire d'autrui, soit que le propriétaire connaisse la gestion, soit qu'il l'ignore, celui qui gère contracte l'engagement tacite de continuer la gestion qu'il a commencée, et de l'achever jusqu'à ce que le propriétaire soit en état d'y pourvoir lui-même; il doit se charger également de toutes les dépendances de cette même affaire.

Il se soumet à toutes les obligations qui résulteraient d'un mandat exprès que lui aurait donné le propriétaire.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 722, 723;  
 BALLEYDIER L. ET CAPITANT H., „Asigurarea asupra vieții în profitul unui al treilea și jurisprudența”. Dreptul 74, 78, 80, 84/1905; Dreptul, 10/1906, 21/906, 35/1906, 37/1906;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2790 urm., 2811;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 328, 718 urm., 722;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5386 urm., 5414, 5415; *Suppl. Obligations*, 2246 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 347 bis, II; 349 bis, VI; 934 bis, II;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 10 urm.; „De la gestion d'affaires d'intérêt privé par un fonctionnaire”. Curier Jud. 24/921;  
 DEMOLOMBE, XXXI, 92 urm., 104;  
 HUC, VIII, 379, 381;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1372, 1373, n. 3, 7, 30; 1374, n. 9;  
 LAURENT, XX, 312, 323, 324;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 857, 858, 859 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2272, 2276.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 312-324; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 228 nota, 269; XI, p. 97 n. 2); „Dificultățile la cari gestiunea de afaceri, a dat loc în dreptul internațional privat”. Curier Jud. 41/1900; *Observație* sub. Cas. I, 21 Dec. 1920. Tribuna juridică 11-12/1921; *Observație* sub. Trib. Montbéliard (Doubs), 14 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-III-79; *Notă* sub. Trib. Saint-Omer, Pas-de-Calais, 17 Febr. 1920. Jur. Gen. 1925 No. 636;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 419;  
 CHRISTOFORIANU E. ȘI PARASCHIVESCU C., „Un caz de stipulație pentru altul. Contractul de transport”. Dreptul 36, 37/1923;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 36;  
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 263 urm. „Contracte în folosul și în sarcina unui al treilea”;  
 HAMANGIU C., *Observație*, sub. Trib. civil Rodez (Aveyron), 9 Mai 1922. Pand. Rom. 1923-III-155;  
 NACU, II, p. 482 urm.;  
 SCHINA C. N., „De la gestion d'affaires d'intérêt privé par un fonctionnaire”. Curier Jud. 27/921;  
 SCRIBAN ROMULUS TRAIAN, „Promisiuni și stipulațiuni pentru alții”. Dreptul 45/1915;  
 SIPSOM M. CONST., „Despre stipulațiile ce pot fi conținute în polițele de asigurare”. Curier Jud. 15/1900;  
 VOGEL I. D., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. IV, 374/1923. Jurispr. Gen. 14/1924, No. 814;

### Jurisprudență.

1. În legislațiunea noastră, potrivit art. 987 din codul civil, cu deosebire de textul respectiv din codul francez, ca să existe gestiunea de afaceri trebuie neapărat ca gestiunea să fie făcută fără cunoștința proprietarului. (Cas. I, 10 Ianuarie 1911, B. p. 5).

2. Aplicarea principiilor prevăzute în art. 986 și urm. cod. civil, privitoare la gestiunea de afaceri nu se mărginește numai la cazul când girarea afacerii altuia se referă la un bun care se află în patrimoniul său, ci se aplică prin analogie și la cazul când se încheie un contract pentru altul fără ca cel ce l-a încheiat să fi avut mandat, astfel că încheierea unui act juridic,

fără mandat, constituie o gestiune de afaceri în care beneficiarul stipulațiunii are acțiune contra promițătorului pentru executarea ofertei. (Apel Iași II, No. 136, 1913; Dreptul 1914, p. 234).

3. Din dispozițiile art. 446 și 448 c. com. rezultă că numai atunci când se declară formal că asigurarea se face pentru altul, ea se socotește făcută pentru altul; când nu se face însă asemenea declarație, asigurarea profită celui care o face și care are interes pentru aceasta.

Astfel din arătarea făcută în polița de asigurare că asigurătorul în calitate de creditor asigură în contra incendiului anume cantitate de pae. proprietatea debitorului său, rezultă învedere că asigurarea s'a făcut în pro-

fitul creditorului care are un interes legitim la aceasta, iar mențiunea că lucrurile asigurate sunt proprietatea debitorului său, nu schimbă întru nimic calitatea de creditor în care asigura-tul lucră în propriul său interes, în aceea de „negotiorum gestor”. (Cas. II, 77 din 21 Mart. 1914. Curier Jud. 44, 1914).

4. Gestiunea de afaceri e faptul ace-luia care cu voință gerează interesele altuia fără mandat expres sau tacit din partea proprietarului și din care fapt nase anume obligații pentru ambele părți, în caz de indiviziune însă nu se pot aplica principiul gestiunei de afaceri. (Trib. Romanai s. I, 113 din 16 Dec. 1918. Curier Jud. 2-3/920).

5. Quasi-contractul de gestiune de afaceri când are întrunite toate ele-mentele afară de acel al intenției ges-torului de a obliga pe stăpân către sine, prin această lipsă nu se operează quasi-contractul, gestorul lucrează pentru a face o liberațiune stăpânului „animo donandi”, iar acțiunea gestoru-lui către proprietar nu mai e „negotio-rum gestor”, ci acțiunea „de in rem verso” și pe bază de reciprocitate ace-iași acțiune o are și stăpânul. (Trib. Tecuci 257 din 5 Dec. 1922. Drept. 3, 1923).

6. Quasi contractul gestiunei de a-faceri creând o obligație, care în per-soana gestorului derivă dintr'un fapt voluntar, se cere în consecință ca ges-torul să fie o persoană capabilă, așa că femeea măritată nu poate fără au-torizația soțului său să se oblige pe această cale.

Pentru ca să existe o gestiune de a-faceri în sensul art. 987 c. civ., se cere în mod expres ca gestorul să aibă in-tenția de a administra afacerile altuia. (C. Apel Buc. s. IV, 374/923, Jur. Gen. 1924, No. 814).

7. În principiu există gestiune de a-faceri ori de câte ori o persoană înde-plinește un act juridic în interesul al-tuia, fără a fi însărcinat de acesta.

Deși caracteristica acestui quasi-con-tract fiind intenția de a geră, nu pro-pria afacere a gerantului, ci pe aceea a unei alte persoane absente în inte-resul ei și pentru a-i evita o pagubă, ori de câte ori această condiție lipse-ște, nu poate fi vorba de o gestiune de afaceri. (C. Apel Constanța, 435 din 26 Mart. 1923. Justiția Dobrogei 8/923).

8. După codul nostru civil, care ur-mând părerea lui Marcadé, a modifi-cat art. 1372 din codul Francez, pentru ca să existe gestiunea de afaceri, tre-bue să fi avut loc fără cunoștința pro-prietarului.

În consecință, quasi-contractul ges-tiunei de afaceri nu există acolo unde e o convențiune, un consimțământ al proprietarului, al celeilalte părți, căci dacă proprietarul cunoaște gestiunea, există mandat tacit. (C. Apel Constanța 576 din 16 Oct. 1924, Justiția Do-brogei 9—10/924).

9. A se vedea: art. 969 cu notele 9 bis, 10 bis, 10 ter, 19; art. 973, nota 8; art. 1191, nota 86; art. 1532, nota 9; art. 1642, notele 1, 2, 3.

**Art. 988.** — Gerantele este obligat, cu toate că stăpânul a murit înaintea săvârșirii afacerii, a continua gestiunea până ce eredele va putea lua direcțiunea afacerii. (Civ. 987, 989, 1539, 1559; Civ. Fr. 1373).

*Text. fr. Art. 1373.* — Il est obligé de continuer sa gestion, encore que le maître vienne à mourir avant que l'affaire soit consommée, jusqu'à ce que l'héritier ait pu en prendre la direction.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2804;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 722;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5425;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 63 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 858;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, 2276.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 324-331; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 228 nota, 269); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 222 nota 2;  
CANTACUZINO MATEI, p. 419;  
NACU, II, p. 485.



**Art. 989.** — Gerantele este obligat a da gestiunei îngrijirea unui bun proprietar. (Civ. 990, 998, 1084, 1540; Civ. Fr. 1374).

*Text. fr. Art. 1374.* — Il est tenu d'apporter à la gestion de l'affaire tous les soins d'un bon père de famille.

Néanmoins les circonstances qui l'ont conduit à se charger de l'affaire, peuvent autoriser le juge à modérer les dommages et intérêts qui résulteraient des fautes ou de la négligence du gérant.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2806;  
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 789;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 8, 722;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5427 urm.; *Suppl. Obligations*, 2270 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 6 urm.; 79, 80, V, p. 529;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 858;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2276.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 324-331; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 228 nota, 269; VI, p. 325);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 419, 441;  
 NACU, II, p. 485, 621.

**Art. 990.** — Gerantele nu răspunde de cât numai de dol, dacă, fără intervențiunea lui, afacerea s'ar fi putut compromite <sup>1)</sup>. (Civ. 989, 1540).

#### Doctrină străină.

BAUDRY, *Précis*, II, 1339;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2806;  
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 789;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5427 urm.; *Suppl. Obligations*, 2270 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 6 urm., 79, 80, V, p. 529;  
 DEMOLOMBE, XXXI, 144, 146, 154-156;  
 LAURENT, XX, 315;  
 MARCADÉ, V, art. 1372, No. 1;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 858;  
 PANDECTES FR., *Gestion d'affaires*, 51, 242;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2276;  
 TROPLONG, *Mandat*, 93, 409.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 324-331; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 228 nota, 269; VI, p. 324, 325);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 419, 441;  
 NACU, II, p. 485, 621.

**Art. 991.** — Stăpânul ale cărui afaceri au fost bine administrate, este dator a îndeplini obligațiunile contractate în numele său de gerante, a-l indemniza de toate acele ce el a contractat personalmente, și a-i plăti toate cheltuelile utile și necesare ce a făcut. (Civ. 766 urm., 987, 993, 1088, 1532, 1533, 1545, 1546 urm., 1550; C. com. 109; Civ. Fr. 1375).

*Text. fr. Art. 1375.* — Le maître dont l'affaire a été bien administrée doit remplir les engagements que le gérant a contractés en son nom, l'indem-

1) Art. 990 Cod. Civ. Român, nu are corespunzătorul său în Codul Napoleon.

niser de tous les engagements personnels qu'il a pris, et lui rembourser toutes les dépenses utiles ou nécessaires qu'il a faites.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 723-727;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2813 urm.;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 586, 749;  
 CAPITANT, *De la cause des obligations*, p. 51, 52 nota 3;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 90, 631, 773, 864; II, p. 328, 718 urm., 722; ed. 1-a, III, p. 244, 589;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5451 urm., 5463; *Suppl. Obligations*, 2279 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 175 bis, XI; 349 bis, IV; 354 bis, I, II, IV și V;  
 DEMOGUE I, *Sources des Obligations*, III, p. 35 urm., 82;  
 DEMOLOMBE, XXXI, 81, 89, 100 bis, 187 urm.;  
 HUC, VIII, 376;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1372, 1373, n. 8; 1375, n. 7, 16, 22-25;  
 LAURENT, XX, 323, 324, 329, 335, 336 urm., 339;  
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Traité de droit commercial*, VI, 1071 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a II, p. 858;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2279 urm.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 335, 344; (III, part. I, ed. 2-a, p. 64; IV, part. II, ed. 2-a, p. 604; VI, p. 437). *Observație* sub. Trib. Vlaşca, 424 din 22 Nov. 1902. *Curier Jud.* 4/1903;  
*Notă* sub. Trib. Lons-le-Saulnier, Jura, 9 Aug. 1921. *Jur. Gen.* 1924, No. 2145; *Notă* sub. Trib. Saint-Omer, Pas-de-Calais, 17 Febr. 1920, *Jur. Gen.* 1920 No. 636;  
 CAŢACUZINO MATEI, p. 420;  
 HAMANGIU C., *Observație* sub. Justiția de Pace din Alban (Tarn), 11 Ian. 1923. *Pand. Rom.* 1924-III-75;  
 NACU, II, p. 485;  
 STOICESCU C., *Notă* sub. Trib. Teleorman s. I, 13 Nov. 920. *Curier Jud.* 17/921.

### INDEX ALFABETIC

Afacere proprie 4.	Imbogățire pe nedrept 5, 68
Arendare 5.	Instituțiune 4.
Asigurare 5.	Locație 5, 10.
Asistență fluvială 9.	Mănăstire 2.
Comercială afacere 7.	Mandat 7, 8.
Datorie 1.	Plată 1, 3.
Despăgubiri 2, 3, 5.	Răsboi 10.
Drept Roman 6.	Reparații 2.
Evacuare 10.	Restituire 3, 4.
Funcționar 4.	Revocare 8.
Furt 3.	Reziliere 5.
Gestiune de afaceri 1-10.	Roman drept 6.
Gratuitate 7.	Stareț 2.

### Jurisprudență.

1. In general nu ar putea fi vorba de gerarea unei afaceri în mod util, când se plătește o datorie, a cărei existență nu este constatată. (Cas. I, 122/Mart. 7/73, B. p. 49).
2. Staritul făcând reparațiile ce erau absolut necesarii la mănăstire și prin aceasta evitând prejudiciul rezultând din căderea bisericii în ruină, rezultă că a gerat afacerea într'un mod util și că statul a tras foloase din această reparație, și prin urmare trebuie a despăgubi pe stăpânul banilor de suma ce s'a cheltuit, de oare ce nimeni nu se poate imbogăți în paguba altuia. (Cas. I, 76/Febr. 14/78, B. p. 71).
3. Cel ce restituie proprietarului efectele furate de un altul, știind bine că nu plătește o datorie a sa, ci a altuia, nu poate repeta plata făcută în asemenea condițiuni. In atare caz intrăm în ipoteza quasi-contractului ges-

tiunei de afaceri; cel ce a făcut acea plată nu poate pretinde despăgubiri de cât de la acela pentru care a plătit. (Trib. Ilfov I, Mai 6/87, *Dr.* 49/87).

4. Girează o afacere a sa proprie, iar nu a altuia funcționarul care plătește de bună voe o pagubă suferită de instituțiunea unde funcționează și provenită în parte din neglijența sa, de oare ce prin aceasta recunoaște într'un mod implicit partea sa de responsabilitate; deci executând într'un mod voluntar obligațiunea ce avea de a garantă instituțiunea în contra consecințelor vătămătoare ale acelei greșeli nu este primit a cere restituirea unui asemenea plăți. (Apel Buc. I, 157, Oct. 20/88, *Dr.* 72/88).

5. Acela care, în urma rezilierii contractului, prin care îi eră arendată o moșie, a fost dat afară din moșie, are acțiunea de „in rem verso” contra proprietarului, pentru cheltuelile făcute de dânsul în asigurarea exploatării și muncii moșiei, de care a profitat proprietarul prin strângerea recoltelor anuale, o asemenea acțiune fiind acordată totdeauna aceluia care a procurat o gestiune utilă proprietarului. Se poate acorda aceluia care a procurat o gestiune utilă proprietarului, o răsplată pentru munca sa intelectuală și materială, fără ca aceasta să constituie o violare a principiului acțiunei de in rem verso. (Cas. I, 342/94, B. p. 1039).

6. Legiuitorul român, neprevăzând



în lege cazul, când cineva se amestecă în afacerile altuia și le gereză în folosul său și chiar contra voinței proprietarului, pentru a acorda proprietarului o acțiune contra gerantului, urmează să avem recurs la dreptul roman și la însuș principiul care aservit și servă de bază oricărei legislațiuni: la echitate, și, în această ordine de idei, trebuie să ne referim la maxima juridică care reprezintă echitatea prin excelență: „că nimănu-i e permis să se îmbogățească în paguba altuia“ și în virtutea căreia se dă reclaman-tului chiar și o acțiune, și anume: *actio de im rem verso*. Astfel, când se constată în fapt că un terțiu a făcut acte de gestiune, amestecându-se fără știrea proprietarului, în administrațiunea unui imobil, plătind impozitele și cheltuielile de reparațiune ale aceluși imobil, și încasând în profitul său veniturile imobilului, proprietarul se poate adresa la justiție și să ceară să i se lase imobilul în stăpânirea și administrația sa, și să i se plătească de către acel gerant sumele ce a încasat din venitul imobilului; însă, tot în virtutea maximei că nimănu-i este permis a se îmbogăți în paguba altuia, gerantul nu este ținut a restitui din veniturile imobilului percepute peste ceea ce s'a îmbogățit. (Trib. Vlașca. Curier Jud. 4/903).

7. Deși după dispozițiunile codului civil, mandatul și gestiunea de afaceri sunt gratuite, însă când este vorba de o afacere comercială, conform art. 374, alin. II din codul comercial, spre deosebire de art. 991 din codul civil, man-

datul este salariat. (Cas. III, 27 Oct. 1909, B. p. 1199).

8. Mandatarul care a continuat gestiunea sa după revocarea mandatului are acțiune „de in rem verso“ în contra mandatului pentru cheltuielile făcute în urma revocării mandatului, cheltuieli cari au folosit fostului mandant. (Cas. I, 316 din 31 Mai 1910. Jurisprudența 24/910).

9. În conformitate cu principiile generale în materie de libertate a convențiunilor, un contract verbal de asistență fluvială față mai ales de dispozițiunile art. 683, 685 și 687 c. com., este perfect admisibil în sistemul legislațiunei noastre și valid între părți, el nederogând întru nimic dela legile care interesează ordinea publică și bunele moravuri, iar instanța de fond constatându-i existența și executarea lui, poate, apreciind faptele și împrejurările, să acorde o primă de asistență și despăgubiri în afară de cheltuielile utile, fără a viola art. 991 c. civ., care nu poate fi aplicabil în speță nefiind vorba de un quasi contract de gestiune de afaceri. (Cas. III, decizia No. 223, din 16 Iunie 1914; Jurispr. Rom. 1914 p. 453).

10. Proprietarul poate cere evacuarea imobilului închiriat în timpul ocupației de o persoană neautorizată, chiar dacă actul acestuia poate fi calificat gestiune de afaceri. (Trib. Ilfov s. II, 9254 bis din 25 Mai 1920. Curier Jud. 65-66/920).

11. A se vedea: art. 1166, nota 3.

**Art. 992.** — Cel ce, din eroare sau cu știință, primește aceea ce nu-i este debit, este obligat a-l restitui aceluia dela care l-a primit. (Civ. 993—997, 1092, 1588; Civ. Fr. 1376).

*Text. fr. Art. 1376.* — Celui qui reçoit par erreur ou sciemment ce qui ne lui est pas dû, s'oblige à le restituer à celui de qui il l'a indûment reçu.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 730-733;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2833, 2837 urm.;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 654;  
 CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 236, 239;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 169, 254, 409, 410, 463;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5482 urm.; *Suppl. Obligations*, 2306 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 800; III, p. 122, 139 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXV, 358;  
 HUC, VIII, 390;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1181, n. 5; V, art. 1376, n. 11;  
 LAURENT, XVII, 91;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 862 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 835 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 363-374;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 420, 437;  
 NACU, II, p. 491 urm.; „Inavuțirea fără cauză“. Curier Jud. 84/909;  
 TONEANU N. C., „Imbogățirea fără cauză“. Dreptul 5/905, 14/905, 16/905.



## Jurisprudență.

1. Statul are o acțiune în restituire pentru ceea ce proprietarul unei moșii a primit mai mult ca obligațiuni de cât i se cuvenează după legea rurală. (Cas. I, 372/Dec. 11/87, B. p. 979).

2. În caz când este vorba de o plată făcută sub o condițiune sub-înțeleasă între părți, nu este trebuință a se stabili că plata a fost făcută prin eroare din partea părții care reclamă, căci numai în cazul când obiectul acțiunii ar fi fost plata unei sume nedatorite trebuie stabilită eroarea. (Cas. II, 132/98, B. p. 778).

3. Găsirea titlului original la debitor dovedește că i s'a remis voluntar de creditor, dacă nu se dovedește contrariul și remiterea voluntară a unui asemenea titlu probează liberațiunea. Creditorul, care primește plata, este dator să restituie ceea ce a primit fără a i se datora, fie că a primit plata din eroare sau cu știință, aceasta în baza principiului că nimeni nu se poate îmbogăți în paguba averii altuia. Dar, cel ce a făcut plata, ca să poată repeta, trebuie să dovedească că a plătit din eroare, fie crezându-se debitor, fie că acela cui a plătit nu era creditor, condițiunea eroarei, la „condictio in debiti”, fiind cerută formal de art. 993 cod. civil, de Dreptul roman și de Dreptul vechiu francez, rezultând încă și din lucrările pregătitoare asupra art. 1376 și 1377 Codul Napoleon, după cari s'au copiat art. 992 și 993 și care, în lipsă de alte tradițiuni, trebuiesc înțelese în acelaș mod ca în legislațiunea franceză. (Apel Buc. II, Dr. 35/901).

4. Pentru a fi loc la acțiunea în repetițiune prevăzută de art. 992 și următori din codul civil, trebuiesc să fie îndeplinite două condițiuni: 1) să se fi plătit aceia ce nu era datorit, și 2) ca plata să fie făcută din eroare.

Astfel, când se constată că una din aceste două condițiuni lipsește, acțiunea în repetițiune nu poate fi admisă. (Cas. I, 29 Oct. 1910, B. p. 1375).

5. După art. 992 din codul civil, cel ce a plătit aceea ce nu era dator, are acțiune în restituire, fie că a făcut plata din eroare, fie cu știință, iar după art. 993, cel ce a plătit o datorie ce nu era a sa, are acțiunea în restituire numai în caz de eroare.

De aci rezultă că legea distinge cazul când există o obligațiune de plată, dar cel ce plătește nu e adevăratul debitor, de cazul când fără să existe vreo datorie, se face o plată, fie din eroare, fie cu știință.

Astfel, când datoria nu există, cererea de restituire se regulează după art. 992, iar nu după art. 993 din codul civil. (Cas. I, 571 din 23 Sept. 1911, B. p. 1051, Curier Jud. 3/912).

6. Cel ce plătește fără să existe o datorie are acțiune în repetițiune, indiferent dacă a făcut plata din eroare sau cu știință, în conformitate cu art. 992 din coul civil.

Prin urmare, fiind constatată că o sumă oarecare ce soțul cere dela soție este deținută de aceasta fără cauză, cel ce o cere nu poate fi ținut să facă dovada nici unei erori. (Cas. I, 11 Oct. 1911, B. p. 1197).

7. Executarea unei obligațiuni întemeiată pe o cauză ilicită sau contrară bunelor moravuri nu dă loc la acțiunea în repetițiune d'n partea celui care a cunoscut, atunci când a executat obligația, că clauza este ilicită, de oare ce nimeni nu-și poate întemeia un drept pe propria sa turpitudine.

Prin urmare, cu drept cuvând Tribunalul respinge acțiunea în restituțiune dacă constată că Ministerul Instr. publice a cunoscut că obligația sa, de a plăti cuiva o sumă de bani pentru insistențele puse pe lângă o anume persoană spre a o determina să dăruiască Ministerului averea sa pentru înființarea unei instituțiuni culturale, este bazată pe o cauză ilicită, atunci când a plătit suma pe care o repetă. (Cas. I, decizia No. 79, din 4 Febr. 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 226).

8. Casierul comunal, ca prepus al primăriei, are un mandat limitat, acela de a face plățile pe baza ordonanțelor emise de primar în conformitate cu legea.

Când dar casierul face plata fără o asemenea ordonanță, plata nu poate fi considerată ca făcută de Primărie, ci ea privește pe casier personal pentru simplul motiv că el a depășit limitele mandantului ce avea și prin urmare în această privință nu a putut lucra ca prepus al Primăriei.

Plata fiind, prin urmare, făcută nu de Primărie, ci de recurent personal, care în această calitate nu dotoră nimic primitivului, este învederat că dânsul are acțiunea în repetițiune derivând din quasi-contractul plății unei sume nedatorate.

Astfel fiind, când instanța de fond refuză plătitorului această acțiune pe motiv că el personal nu are nici o calitate în proces, violează art. 992 și 993 din c. civ. (Cas. Iasi I, No. 13, 1918; Petre Popescu. Jur. Cas. 1917—1918, No. 4; Jur. Rom. 1919, p. 471).

9. Prin art. 992 codul civil, se prevede că în contra celui care a primit o plată ce nu i se datorește, nu este deschisă decât acțiunea în repetițiune — fapta aceasta nefiind calificată delict de legiuitor. Principiul acesta are aplicațiune numai când debitorul din eroare și de bună voie crezându-se dator achită datoria. Când însă creditorul cere plata ce nu i se datorează



știind bine că nu mai este creditor și întrebuințează și manopere pentru a induce în eroare pe o persoană spre a o face să creadă că datorește suma cerută, în acest caz cel care cere plata, făcând să treacă drept adevărate fapte mincinoase, în vedere de a împărtași folos, comite delictul de înșelăciune

prevăzut și pedepsit de art. 332 c. pen. (Cas. II, 372 din 19 Mart. 1920. Curier Jud. 28-29/920).

10. A se vedea: art. 993 cu notele respective; art. 998, Index „Îmbogățire fără cauză” și notele respective; art. 1092 cu notele respective.

**Art. 993.** — Acela care, din eroare, crezându-se debitor, a plătit o datorie, are drept de repetițiune<sup>1)</sup> în contra creditorului.

Acest drept încetează când creditorele, cu bună credință, a desființat titlul său de creanță; dar atunci cel ce a plătit are recurs în contra adevăratului debitor. (Civ. 992, 994 urm., 1092 urm., 1588, 1638; Civ. Fr. 1377).

*Text. fr. Art. 1377.* — Lorsqu'une personne qui, par erreur, se croyait débitrice, a acquitté une dette, elle a le droit de répétition contre le créancier.

Néanmoins ce droit cesse dans le cas où le créancier a supprimé son titre par suite du paiement, sauf le recours de celui qui a payé contre le véritable débiteur.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 212, 728-731, 733-735;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2833 urm.;  
CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 386;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 72, 169, 197, 414, 440, 463; ed. 1-a, III, p. 227;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5482 urm.; *Suppl. Obligations*, 783, 2306 urm., 2326;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 357 bis, VI, VII.; 358 bis, I;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 122, 123, 139 urm., 234 urm.;  
DEMOLOMBE, XXXI, 276, 280, 286, 323;  
HUC, VIII, 388, 389, 394, 396;  
LAROMBIÈRE, V, art. 1376, n. 2, 26, 28, 30-32; 1377, n. 8, 10;  
LAURENT, XX, 352-354, 363, 368;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 862 urm.;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 838, 861.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 363-374; (III, part. II, ed. 2-a, p. 320, 415 n. 1; VI, p. 54, 63, 789);  
*Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 343; *Notă sub. Trib. Lons-le-Saulnier*,  
Jura, 9 Aug. 1921. Jur. Gen. 1924. No. 2145;  
CANTAGUZINO MATEI, p. 421, 437;  
NACU, II, p. 428, 491 urm.; „*Inavuțirea fără cauză*”. Curier Jud. 84/906;  
TONEANU N. C., „*Îmbogățirea fără cauză*”. Dreptul 5/1905; 14/1905, 16/1905; *Observație*  
sub. C. Apel Neapoli, 13 Iunie 1910. Pand. Rom. 1924-III-43.

#### Jurisprudență.

1. Această dispozițiune, care este o sancțiune a principiului că nimeni nu se poate îmbogăți în paguba altuia, își are aplicație și în cazul când în urma unei vânzări silite adjudecatarul evins prin o acțiune în revendicare a imobilului adjudecat voeste a repeti prețul adjudecațiunii în contra creditorilor urmăritului debitor cari au primit a-  
cel preț, căci adjudecatarul când de-

pune prețul adjudecațiunii spre a se plăti creditorului, urmăritului, se crede debitor al acestuia și prin urmare și al creditorilor săi, și dacă în urmă este evins, acea plată care nu mai are cauză pentru dânsul, este făcută din eroare. Iar creditorii nu pot pretinde că au primit ceea ce li se datoră, căci dacă o obligațiune poate, după art. 1093, să fie achitată chiar de o persoană neinteresată, trebuie însă ca achitarea să fie făcută nu din eroare, ci cu intenție de

1) *Drept de repetițiune*, adică dreptul de a lua îndărăt, de a i se restitui.

a achită pe debitor; pe când un adjudecatar depune prețul spre achitarea creditorilor urmăritului numai pentru că se crede debitor al celui preț, astfel că în caz de evicțiune, depunerea prețului din parte-i, și prin urmare achitarea creditorilor urmăritului, a fost făcută din eroare, iar nu cu intenție de a achita obligațiile debitorului urmărit. (Cas. I, 63/Febr. 23/83, B. p. 186).

După art. 993 partea poate să exercite acțiunea în repetițiune pentru ori ce plată făcută pe nedrept. (Cas. I, 229/89, Iun. 16/89, B. p. 619).

3. După art. 992 și 993, acțiunea în restituțiune nu se poate intenta cu succes de cât dacă două condițiuni concură: 1) ca suma plătită să nu fi fost datorită, 2) ca acea sumă să fi fost plătită din eroare. Dacă dar prima condițiune lipsește, chiar dacă eroarea ar fi bine probată, acțiunea în restituțiune este inadmisibilă. (Apel Buc. III, 182, Oct. 1/90. Dr. 74/90).

4. Acțiunea în repetițiune nu poate fi primită, decât dacă cel ce a făcut plata unei sume, ce pretinde că nu datoră, dovedește că a plătit-o din eroare; când însă a fost făcută în cunoștință de cauză că nu este datorită, aceasta nu dă dreptul la acțiunea în repetițiune. Astfel, jurământul nu este admisibil, ca nefiind concludent în cauză, când este propus a se dovedi numai că suma plătită nu a fost datorită, nu și că a fost plătită din eroare. (Cas. I, 277/901, B. p. 971).

5. Acțiunea în repetițiune prevăzută de art. 993 c. civ., repauzând pe principiul că nimeni nu se poate îmbogăți în paguba altuia, urmează că plata silită făcută de o a treia persoană, din cauza sechestrării averei sale, pentru adevăratul debitor, știind bine că nu plătește o datorie a sa, ci a debitorului adevărat, dă drept celui ce a plătit

să cheme în judecată pe adevăratul debitor, spre a fi obligat să-i restituie suma plătită pentru dânsul. (Cas. I, 351/903, B. p. 1054).

6. Executarea unei obligațiuni întemeiată pe o cauză ilicită sau contrară bunelor moravuri nu poate da loc la o acțiune în repetițiune din partea celui care a cunoscut, atunci când a executat obligațiunea, că cauza este ilicită, deoarece nimeni nu-și poate întemeia un drept pe propria sa turpitudine. (Cas. I, No. 79/915, Jurispr. Rom. 1915, p. 226, Dreptul 1915, p. 179).

7. Casierul comunal, ca prepus al primăriei, are un mandat limitat, acela de a face plățile pe baza ordonanțelor emise de primar în conformitate cu legea.

Când dar casierul face plata fără o asemenea ordonanță, plata nu poate fi considerată ca făcută de Primărie, ci ea privește pe casier personal pentru simplul motiv că el a depășit limitele mandatului ce avea și prin urmare în această privință nu a putut lucra ca prepus al primăriei.

Plata fiind prin urmare, făcută nu de primărie, ci de recurent personal, care în această calitate nu datoră nimic primitorului, este învederat că dânsul are acțiunea în repetițiune derivând din quasi-contractul plății unei sume nedatorate.

Astfel fiind, când instanța de fond refuză plătitorului această acțiune pe motiv că el personal nu are nici o calitate în proces; violează art. 992 și 993 din c. civ. (Cas. Iași s. I, decizia No. 13 din 8 Mai 1918; Jurispr. Rom. 1919, p. 471, Petre Popescu, Jurispr. Casafiei 1917—1918, No. 4).

8. A se vedea: art. 991, notele 3, 4; art. 992, cu notele respective; art. 998, Index „Imbogățire fără cauză” și notele respective; art. 1092 cu notele respective.

**Art. 994.** — Când cel ce a primit plata a fost de rea credință, este dator a restitui atât capitalul, cât și interesele sau fructele din ziua plății. (Civ. 485 urm., 522 urm., 995 urm., 1088, 1589, 1890; Civ. Fr. 1378).

*Text. fr. Art. 1378.* — S'il y a eu mauvaise foi de la part de celui qui a reçu, il est tenu de restituer, tant le capital que les intérêts ou les fruits, du jour du paiement.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 735, 737;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2842 urm.;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 699;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 934; II, p. 413;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5578 urm.; *Suppl. Obligations*, 2351 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 359 bis, II;



DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 232; III, p. 122, 128, 139 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXXI, 339;  
 HUC, VIII, 399;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1378, 1379, n. 8;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 868;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 851.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 261, 302, n. 1, 374-379; (III, part. II, ed. 2-a, p. 104; XI, p. 330 nota);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 422, 444, 447;  
 NACU, II, p. 497 urm.

## Jurisprudență.

1. Art. 994 nu se aplică de cât în cazul când cel ce a primit o plată a fost de rea credință. (Cas. I, 34/Febr. 5/86, B. p. 92).

2. Nu se violează principiul că cel ce

a primit cu bună credință o plată nu poate fi condamnat a plăti dobânda de cât din ziua chemării în judecată, când instanța de fond îl condamnă a restitui sumele ce a primit în condițiunile în cari ele i s'au dat, adică cu dobânzile lor. (Cas. I, 323/Oct. 16/92, B. p. 875).

**Art. 995.** — Când lucrul plătit nedebit erà un imobil sau un mobil corporal, cel care l-a primit cu rea credință, este obligat a-l restitui în natură dacă există, sau valoarea lucrului dacă a pierit sau s'a deteriorat <sup>1)</sup> chiar din cazuri fortuite, afară numai de va proba, că la aceste cazuri ar fi fost expus lucrul fiind și în posesiunea proprietarului.

Cel care a primit lucrul, cu bună credință, este obligat a-l restitui, dacă există, dar este liberat prin pierderea lui, și nu răspunde de deteriorări <sup>2)</sup>. (Civ. 996 urm., 1083, 1155, 1156, 1898; Civ. Fr. 1379).

*Text. fr. Art. 1379.* — Si la chose indument reçue est un immeuble ou un meuble corporel, celui qui l'a reçue s'oblige à la restituer en nature, si elle existe, ou sa valeur, si elle est périe ou détériorée par sa faute; il est même garant de sa perte par cas fortuit, s'il l'a reçue de mauvaise foi.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 104, 244, 736;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2844, 2845;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 12, 16, 413;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5561 urm., 5582 urm.; *Suppl. Obligations*, 2355 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 360 bis, I, II;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 122, 139 urm.; IV, p. 193;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1378, 1379, n° 3;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 868;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 849, 852.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 261, 302 n. 1, 374-379; (III, part. II, ed. 2-a, p. 911);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 422;  
 NACU, II, p. 497 urm.

1) În art. francez corespunzător 1379, după cuvântul acesta „deteriorat”, urmează: „par sa faute; și est même garant de sa perte par cas fortuit, s'il l'a reçue de mauvaise foi”.

2) Aliniatul al 2-lea din art. 995 lipsește în art. francez corespunzător 1379.

**Art. 996.** — Când cel ce a primit lucrul cu rea credință, l-a înstrăinat, este dator a întoarce valoarea lucrului din ziua cererii în restituțiune<sup>1)</sup>.

Când cel care l-a primit erà de bună credință, nu este obligat a restitui decât numai prețul cu care a vândut lucrul. (Civ. 485, 971, 997, 1096, 1097, 1341 urm., 1607, 1898, 1909; Civ. Fr. 1380).

*Text. fr. Art. 1380.* — Si celui qui a reçu de bonne foi, a vendu la chose, il ne doit restituer que le prix de la vente.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 736, 737;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2846;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 54, 699;  
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 83 nota 4;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 9, 413;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5567 urm.; *Suppl. Obligations*, 2332 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 122 urm., 139 urm.;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1378, 1379, n. 3;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 869, 870;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 853.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 261, 302 n. 1, 374-379; (III, part. II, ed. 2-a, p. 910, 912);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 422, 423;  
 DEGREA AL. (Alexander), *Adnotațiune sub. Cas. I, 142 din 29 Mart. 1900. Dreptul 44/1900*;  
 NACU, II, p. 497 urm.

**Art. 997.** — Acela cărui se face restituțiunea, trebuie să despăgubească pe posesorul chiar de rea credință de toate cheltuelile făcute pentru conservatiunea lucrului, sau care au crescut prețul lui. (Civ. 994, 1569, 1574, 1730, 1737; Civ. Fr. 1381).

*Text. fr. Art 1381.* — Celui auquel la chose est restituée, doit tenir compte, même au possesseur de mauvaise foi, de toutes les dépenses nécessaires et utiles qui ont été faites pour la conservation de la chose.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, III, p. 116; IV, p. 737;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2846 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 413, 416, 419;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5584 urm.; *Suppl. Obligations*, 2358 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 122 urm., 139 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXXI, 381 urm., 388, 389;  
 HUC, VIII, 401;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1381, n. 5;  
 LAURENT, XX, 382, 383;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 870;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 850.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 379-381; (III, part. I, ed. 2-a, p. 277; IV, part. II, ed. 2-a, p. 457-604); *Notă sub. Trib. Lons-le-Saulnier, Jura, 9 Aug. 1921. Jur. Gen. 1924. No. 2145*;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 423;  
 NACU, II, p. 497 urm.

<sup>1)</sup> In textul art. francez 1380 lipsește acest întâi aliniat.



## CAPITOLUL V.

## Despre delicte și quasi-delicte.

**Art. 998.** — Orice faptă a omului, care cauzează altui prejudiciu, obligă pe acela din a cărui greșală s'a ocazionat, a-l repara<sup>1)</sup>. (Civ. 999 urm., 1075, 1081, 1084, 1162, 1198; Pr. civ. 145, 315, 405; C. p. 1; C. com. 18, 37, 63, 67, 85, 152, 381, 506, 515, 522, 638, 673—676; Pr. pen. 1, 3, 4 § 2, 8, 48, 593 urm.; Constit. 99, 107; Legea p. organ. meseriilor, 135, 140 urm.; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), 3; Legea asupra drepturilor proprietarilor (Mon. of. 324/903), Art. 19; L. pol. rur. 103; Civ. Fr. 1382).

*Text. fr. Art. 1382.* — Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 22, 23, 92, 94, 745-750, 754; IV, ed. 5-a, p. 149, 745;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 473; IV, 2850 urm., 2869 urm., 2932;  
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 123, 365, 452, 455, 479, 596, 604, 610, 783, 802, 814;  
 CHAUVEAU ET HÉLIE, *Théorie du Code pénal*, I, p. 281; II, p. 353 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 102, 129, 300, 360, 367, 374, 388, 725, 764, 969, 974, 985;  
 II, p. 23, 98, 242, 256, 272, 360 urm., 366, 370, 389, 390, 392, 398, 401, 403, 404, 417,  
 537, 545, 571, 586, 657, 672, 830, 979, 1000, 1024, ed. 1-a, III, p. 314;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 364 bis, II, III;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 94 urm.; 101, 402, 416, 449 urm., 515, 522, 586,  
 587, 591; II, p. 57, 204; III, p. 38, 360 urm.; IV, p. I, urm., 64 urm., 121, 160 urm.,  
 281 urm., 316 urm., 354 urm., 406 urm. 510 urm.; V, p. 3 urm., 48 urm., 87, 92,  
 113, 199, 204, 359, 384, 424 urm., 531, 536, 546, 553, 555 urm., 559, 573 urm.; „De la  
 responsabilité que l'on peut encourir pour une autorisation donnée à un incapable”.  
 Curier Jud. 6/1921, „Principes de la responsabilité civile”. Curier Jud. 27/922;  
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 545; XXVI, 280 bis, urm.; XXXI, 479, 485 urm., 497, 669, 675 urm.;  
 HUC, VIII, 404, 405, 407;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1146, n. 3; 1202, n. 22; V, art. 1382, n. 6, 7; 1383, n. 10, 20, 21, 23,  
 31, 36;  
 LAURENT, XX, 410, 525;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 871;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 814 urm., 823 urm., 863 urm.;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 165, 166, 176, 177, 355, 360, 361, 375, 378, 417 nota,  
 431 urm., 443 nota 2;

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 141, 221, 261, 394 urm.; (I, ed. 2-a, p. 115 n. 2, 555, 629, 673, 752  
 n. 5, 755; III, part. I, ed. 2-a, p. 337, 506, 581 n. 2, 565 n. 3, 703, 753; III, part. II,  
 ed. 2-a, p. 17, 193, 496, 497, 593 n. 3, 673, 674, 676, 910, 913; IV, part. I, ed. 2-a,  
 p. 247 n. 4, 248 n. 1, 353, 662; IV, part. II, ed. 2-a, p. 28, 31; VI, p. 70, 818; VII,  
 p. 623 n. 3, 634 n. 2, 651 n. 1, 656; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 66, 148, 207 n. 3, 333;  
 IX, p. 108 nota, 273, 274, 289, 291, 309, 662; X, p. 179, 358; XI, p. 217 n. 1, 371, 372,  
 380, 428 n. 1, 430, 455 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 355; *Ob-*  
*servație* sub. C. Apel Venezia 11 Mai 1912. Dreptul 26/1913; *Observație* sub. Trib.  
 Ilfov s. IV, 17 Ian. 1906. Dreptul 4/1907; *Observație* sub. Casația din Roma 27 Sept.  
 1904. Dreptul 14/1907; *Observație* sub. Trib. Vaslui din 25 April 1909. Dreptul 52/1909;  
 „Teoria abuzului de drept în noul cod al României-Mari”. Dreptul 25/920. „Despre  
 responsabilitatea civilă și penală a medicilor, chirurgilor etc.”. Curier Jud. 7/1900;  
*Observație* sub. Cas. II, 139 din 23 Mai 1901. Curier Jud. 20/1902; *Observație* sub.  
 Trib. Ilfov s. I, 59 din 22 Ian. 901. Curier Jud. 65/902; *Observație* sub. C. Apel Lyon  
 15 Iunie 1901. Curier Jud. 2/1903; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. III, 187 din 23

<sup>1)</sup> La acest articol precum și la art. 480 și 1000 C. civil, s'au făcut trimiterile la doctrina și jurisprudența privitoare la actele administrative de autoritate.



- Sept. 903. Curier Jud. 68/903; *Observație* sub. Trib. Federal Elvețian 20 Iunie 902. Curier Jud. 48/904; *Observație* sub. Trib. corecțional din Paris 20 Iulie 912. Curier Jud. 65/913; *Notă* sub. Trib. civil Vendome (Loire et Cher) 11 Mai 920. Curier Jud. 41/923; *Observație* sub. Trib. civil Paris 12 Ian. 905. Curier Jud. 40/1906; *Notă* sub. Cas. I, 544 din 15 Iunie 1921. Pand. Rom. 1922-I-113; *Observație* sub. Trib. civ. Tarbes 12 Ian. 1921. Pand. Rom. 1922-III-115; *Observație* sub. Trib. Saint-Sever 9 Iunie 1920. Pand. Rom. 1922-III-146; *Observație* sub. Judec. Ocol. Zătreni-Vâlcea, 664 din 11 Iulie 1919. Tribuna Juridică 37-38/1919; *Observație* sub. Judec. Ocol. rural Paris (Cetatea-Albă) 6 Oct. 1919. Tribuna Juridică 14-15/1920; *Observație* sub. Trib. civil Muret 18 Ian. 1916. Tribuna Juridică 1-2/1921; *Observație* sub. C. Apel Rio de Janiero (Brazilia) 4 Oct. 1917. Trib. Juridică 8-9/1921; *Observație* sub. Trib. Civil din Remirmont 7 Feb. 1921. Tribuna Juridică 24-27/1922; *Observație* sub. Trib. de apel din Darmstadt 10 April 1920. Pand. Rom. 1923-III-47; *Notă* sub. C. Apel Iași s. I, 31 din 6 April 1922. Pand. Rom. 1923-II-419; *Notă* sub. Trib. Beauvais (Oise) 9 Mai 1919. Pand. Rom. 1923-II-120; *Observație* sub. Cas. Germană 1 Iulie 1920. Pand. Rom. 1923-III-108; *Observație* sub. Trib. civil Amsterdam 10 Mai 1918. Pand. Rom. 1923-III-112; *Observație* sub. Camera Lorzilor 28 Iulie 921. Pand. Rom. 1923-III-141; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. IV, 106 din 24 Iunie 1914. Curier Jud. 72/1914; *Observație* sub. Trib. Dolj s. I, 666 din 9 Dec. 1908. Pagini Juridice 42/909; *Notă* sub. C. Apel Paris 9 Mai 1923. Jurispr. Gen. 25/923, No. 1741; *Notă* sub. C. Apel Rennes 9 Ian. 1922. Jurispr. Gen. 26/1923, No. 1791; *Notă* sub. Trib. com. Fécamp (Seine Inférieure) 9 Mart. 1920. Jurispr. Gen. 16/924, No. 915; *Notă* sub. Trib. Nice 10 Nov. 1922. Jurispr. Gen. 18/1924, No. 1052; *Notă* sub. Trib. Bordeaux 12 Dec. 1922. Jurispr. Gen. 1924, No. 1904; *Notă* sub. Trib. Avignon 20 Oct. 1920. Jurispr. Gen. 1924, No. 1905; *Notă* sub. Trib. Paris 12 Iulie 1923. Jurispr. Gen. 1924, No. 1970; *Notă* sub. Trib. Le Havre 14 Ian. 1920. Jur. Gen. 1924, No. 1971; *Notă* sub. Trib. Senei (Paris) 1 Mai 1892. Jurispr. Gen. 1924, No. 1979; *Notă* sub. Cas. Fr. 27 Feb. 922. Jur. Gen. 1924, No. 2078; *Notă* sub. Trib. Lons-le-Saulnier, Jura, 9 Aug. 1921. Jur. Gen. 1924, No. 2145; *Notă* sub. Trib. civil Perpignan, Jur. Gen. 1925, No. 467;
- ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. Cas. Fr. Req. 22 Ian. 918. Pand. Rom. 1924-III-8; *Notă* sub. Cas. Fr. civ. 6 Ian. 1914. Jurispr. Gen. 6/923, No. 415;
- BARASCH I. MARCO, *Notă* sub. Trib. Senei 29 Oct. 1921. Pand. Rom. 1923-III-7; *Notă* sub. C. Apel Paris 5 Iunie 1923. Jurispr. Gen. 3/1924, No. 175; *Notă* sub. Judec. Ocol. II Buc. 22 Nov. 1922. Pand. Rom. 1924-II-190;
- BRĂESCU ION, *Notă* sub. C. Apel Paris 28 Iunie 1923. Pand. Rom. 1925-III-13;
- CANTACUZINO MATEI, p. 58, 65, 151, 152, 183, 348, 386, 424, 425 urm.;
- CERBAN ALEX., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. IV, 874 din 5 Nov. 920. Curier Jud. 81-82/920; *Notă* sub. Cas. I, 791 din 10 Oct. 921. Curier Jud. 37/922; *Notă* sub. C. Apel Iași s. I, 31 din 6 April 922. Curier Jud. 14/923; *Notă* sub. Cas. I, 468 din 20 Oct. 920. Pand. Rom. 922-I-18;
- CONSTANTINESCU M. D., *Observație* sub. C. Apel Craiova s. I, 4 din 1 Feb. 1919. Tribuna Juridică 5/1919;
- COSTIN AL., *Notă* sub. Cas. I, 468 din 20 Oct. 1920. Pand. Rom. 1922-I-22;
- CRISTESCU C. G., *Observație* sub. Trib. Argeș, 595 din 15 Iunie 906. Dreptul 68/1906;
- CRISTODORESCU C. ȘI ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 121;
- DANIELOPOL G. DR. CĂPITAN, *Observație* sub. Trib. Ilfov s. I, Curier Jud. 53/913;
- DEGRÉ ALEXANDRU, *Notă* sub. Cas. I, 54 din 4 Febr. 1900. Dreptul 21/900; *Scrieri juridice* vol. I, p. 146 urm., „Teoria mărginirii proprietății imobiliare în interesul vecinului”; vol. I, p. 281 urm. „Adnotație”; vol. I, p. 497 urm. „Teoria Culpei”;
- DIOPENIDE E., *Observație* sub. Trib. Dolj s. I, 239 din 25 April 1908. Pagini Juridice 34/1908;
- DONGOROZ VINTILĂ, *Notă* sub. Cas. pen. Ital. I, 21 Nov. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 2080;
- DUMITRESCU A. M., II, 83, 89;
- ERBICEANU VESPAȘIAN, „Altruismul ca principiu obligator în dreptul pozitiv”. Curierul Jud. 70/903, 71/903, 72/903, 73/903, 74/903, 75/903;
- FILITI D. IOAN, *Observație* sub. Trib. Ilfov s. I, 605 din 2 Oct. 1912. Dreptul 69/912;
- GASTER MAX, „Prejudiciu moral și material”. Revista Judiciară 31/1908;
- GHELMEGEANU M., *Observație* sub. Trib. Com. Sena. Pand. Rom. 1924-III-104;
- GUSTI AN., „Responsabilitatea civilă a patronului în caz de accident”. Dreptul 29/909;
- HAMANGIU C., *Nota* sub. Trib. St. Quentin 20 Dec. 1921. Pand. Rom. 1923-III-41; *Observație* sub. Trib. Nevers (Nivre) 9 Mart. 921. Pand. Rom. 1924-III-79;
- IOANȚESCU R. D., „Abuzul dreptului de proprietate”. Curier Jud. 27/1908;
- IONESCU-DOLJ, „Raportul între patron și lucrător”. Curier Jud. 64/1900;
- LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Nota* sub. Trib. Prahova s. I, 294 din 29 Iunie 920. Curier Jud. 63-64/1920; *Despre ideea de subrogațiune*, p. 55 urm., *Regula de drept și jurisprudența actuală*, „O tendință în materie de daune” p. 46 urm.;
- MĂLINESCU C. CONSTANTIN, *Notă* sub. Cas. I, 1016 din 29 Nov. 1921. Pand. Rom. 1924-I-184;
- MEITANI G., *Adnotațiune* sub. Cas. I, 270 din 10 Nov. 919. Dreptul 16/1920;



- NACU, II, p. 502 urm.; „Despre delictе și quasi delictе“. Dreptul 49/1902; „Faptele ilicite“. Curier Jud. 47, 48, 49/909; „Inavuțirea fără cauză“. Curier Jud. 84/909;
- NICOLAU D. AL., *Notă* sub. Cas. II, 1603 din 20 Iunie 1922. Pand. Rom. 1924-I-158;
- NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub. Cas. I, 158 din 20 April 1920. Pand. Rom. 1922-I-98;
- PĂRVULESCU M. NIC., *Adnotare* sub. Trib. Prahova s. II, 75 din 20 Nov. 1907. Convorbiri Juridice 2/1908;
- PERIȚEANU GR. I., „Coexistența a două culpe în materie de delictе și quasi delictе și teoria compensării răspunderilor“. Curier Jud. 41/915;
- PETIT EUGEN, „Art. 998 și accidentele în industrie“. Curier Jud. 77/912; *Notă* sub. C. Apel Iași s. I, 156 din 7 Dec. 1923. Pand. Rom. 1924-II-107;
- PHEREKYDE M. GR., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. IV, 3562 din 24 Nov. 1921. Pand. Rom. 1923-II-122;
- PLASTARA G., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. I, 45 din 2 Oct. 918. Curier Jud. 36-37/1920;
- POLICHRON DEM., „Considerațiuni generale asupra delictelor și quasi delictelor ca surse de obligațiuni în codul civil german și Român“. Curier Jud. 76/915, 78/915 și 80/915;
- POPESCU A. C., „Daune morale“. Dreptul 30/1905;
- RĂDULESCU IOAN, *Notă* sub. Cas. crim. Fr. 15 Dec. 1923. Jur. Gen. 1924, No. 2081;
- RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Nancy, 4 Iunie 1910. Dreptul 63/1911; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I din 18 Sept. 1913. Dreptul 75/1913; *Observație* sub. Trib. civil Gand 11 Iulie 1907. Dreptul 37/909. *Observație* sub. Trib. civil Gand 1 și 8 Iulie 1907. Dreptul 52/909; *Observație* sub. C. Apel Craiova 16 Feb. 1910. Dreptul 22/1910; *Observație* sub. Trib. Paris 28 Mai 1909. Dreptul 41/1910;
- RAPPAPORT M., „Clauza de interzicere a sublocației“. Curier Jud. 36/924;
- ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. C. Apel Iași s. II, 160 din 4 Iunie 1921. Pand. Rom. 1923-III-5; *Notă* sub. Cas. I. 68 din 7 Feb. 1921. Pand. Rom. 1923-I-51; *Notă* sub. Cas. I, 544 din 15 Iunie 1921. Pand. Rom. 1923-I-228; *Notă* sub. Trib. Ilfov s. III, 433 din 22 Mai 1923. Pand. Rom. 1923-II-283; *Observație* sub. Cass. Req. 10 April 1922 și Civ. 13 Feb. 1923. Pand. Rom. 1923-III-153; *Observație* sub. C. Apel Poitiers 29 Ian. 923. Pand. Rom. 1924-III-78; *Observație* sub. Req. Fr. 7 Mai 1924. Pand. Rom. 1924-III-101;
- SAVA V. AUREL, *Notă* sub. Judec. Ciocina-Ialomita 130 din 18 Sept. 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1793;
- SCRIBAN ȘTEFAN, *Notă* sub. Trib. Dorohoi 90 din 15 Ian. 921. Curier Jud. 22/921;
- SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub. Judec. Herța-Dorohoi 291 din 14 Mai 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1524; *Notă* sub. Judec. ocol. Herța-Dorohoi 535/924. Jur. Gen. 1925, No. 153;
- SESCIOREANU G., *Notă* sub. C. Apel Bruxelles 13 Ian. 1922. Pand. Rom. 1923-III-74;
- SIEFERT E., *Notă* sub. C. Apel Hamburg 1 Iunie 1922. Jurispr. Gen. 3/1923, No. 250;
- ȘTĂNESCU P. IOAN, *Notă* sub. Cas. II, 3066 din 1 Dec. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 282;
- ȘTEFĂNESCU-PRIBOI C. D., „L'idée de faute et la responsabilité des choses inanimées“.
- ȘTOICESCU C., *Notă* sub. Trib. Teleorman s. I, 13 Nov. 920. Curier Jud. 17/1921;
- TONEANU N. C., „Imbogățirea fără cauză“. Dreptul 5/1905, 14/1905, 16/1905;
- VASILESCU P., „Critica daunelor morale în dreptul civil“. Dreptul 63/1915; „Asupra daunelor morale“, Curier Jud. 14/921;
- VASILIU-BARNOSCH D., „Despre abuzul de drept“. Curier Jud. 82/1906;
- VERMEULEN H. JEAN, *Notă* sub. C. Apel Bruxelles 9 Nov. 1923. Jur. Gen. 1924, No. 2139; *Observație* sub. Trib. Liège 11 Iulie 923, Pand. Rom. 1924-III-144;
- VRĂBIESCU G. NIC., „Lărgirea domeniului cauzelor din cari decurg răspunderile“. Curier Jud. 45/922;
- XENI C., *Notă* sub. C. Apel Buc. 28 Mart. 1924. Pand. Rom. 1925-II-1;
- ZAHARIA JACQUES, *Notă* sub. Judec. Ocol. I Galați, 232 din 9 Iulie 1923. Dreptul 34/924.

## INDEX ALFABETIC

Abus de drept, a se vedea „Abus de folosință“.

„Intentarea unei acțiuni“ și 81, 121, 178, 192.

Abus de folosință, a se vedea „Abus de drept“ și 80, 156, 181.

Accident 83, 104, 109, 126, 128-132, 136, 139, 140, 144, 149, 150, 151, 158, 164, 185.

Achitare 158, 161, 163.

Act administrativ de autoritate 13, 14, 17, 27, 31, 97, 98, 106, 118, 125.

Act comercial, a se vedea „Comercial act“.

Act de gestiune și de administrație 108.

Act de guvernământ 74.

Acțiune în justiție, a se vedea „Intentare“.

Acțiune posesorie 80, 186.

Acțiune privată 6, 7, 44, 148, 162.

Acțiune publică 3, 7, 44, 139, 148.

Acțiune recursorie civilă 37.

Adjudecatar 63.

Agenții de vapoare 39.

Alimente a se vedea „Pensiune de întreținere“.

Aliniere, a se vedea „Stradă“.

Apărare legitimă 5.

Aprecieri suverană 9, 22, 32, 66, 72, 120, 123.

Arhitect 81.

Armata, înaintare 118.

Armata rusă 183.

Asigurare 53.

Automobil 149.

Autoritate de lucru judecat 158.

Avarii 127.

Beție 149.

Boală venerică 124.

Căi ferate 20, 42, 51, 102, 104, 131, 144, 158, 185.

Cambii 99.

Canalizare 27, 174.

Casa de depuneri 94.

Casare, a se vedea „Recurs“.

Căsătorie 115, 133, 134, 173.

Cauză ilicită 82.

Cinematograf 125.

Codelicvenți 77.

Comercial act 167, 172, 172 bis, 187.

Comerțiant, a se vedea „Stăpâni“.

Comitenți, a se vedea „Stăpâni“.

Comitet permanent 15.

Concesiune 34, 38.

Concurență nelegală 78, 172 bis.

Condiții 56, 66, 103, 105, 116, 143, 146, 154, 165.

Confiscare 10.

Consiliul comunal 17.

Contencios, a se vedea „Act administrativ de autoritate“.

Contract 51, 86, 112.

Controlul Casației, a se vedea „Recurs“.

Copil 68, 91, 133, 141, 143, 146, 173, 176, 177.

Copil natural 82.

Coproprietari 49.

Creanță 12, 111.

Crimă, a se vedea „Fapt penal“.

Cuantum, a se vedea „Proba daunei“.

Culpă comună 57, 71, 88, 141, 149, 150, 191.



- Culpă contractuală 86.  
 Curtea cu jurați 163.  
 Daune, a se vedea „Daune morale” și 1-192.  
 Daune morale 8, 24, 33, 48, 50, 68, 76, 85, 90, 92, 111, 115, 122, 123, 145, 147, 166, 190.  
 Delapidare 77.  
 Delict, a se vedea „Fapt penal”.  
 Denunțare 69, 70, 135, 165.  
 Depozit 94.  
 Despăgubiri, a se vedea „Daune”.  
 Direcția C. F. R., a se vedea „Căi ferate”.  
 Dobânzi 110, 171, 172, 180, 188.  
 Dol 190.  
 Drept maritim 127.  
 Drept natural 1.  
 Drept public 16.  
 Drept real 2.  
 Educația rea 153.  
 Executare, a se vedea „Urmărire”.  
 Exercițarea unui drept 5, 11, 18, 40, 55, 105, 112, 178.  
 Expropriere 12, 41.  
 Fapt penal 5, 6, 8, 77, 148, 151, 158, 161, 162, 191.  
 Femei mărită 30, 75.  
 Femei văduvă 100.  
 Firmă 172 bis.  
 Forță majoră 21, 25, 35, 47, 62, 67, 86, 151.  
 Frânar 185.  
 Fructe 110.  
 Funcționar public 160, 181.  
 Hotărâre, 32, 37, 120, 148.  
 Iaz comun 184.  
 Imprimeria Statului 159.  
 Imprudența victimei, a se vedea „Culpa comună” și 88.  
 Încălzire fără cauză 168, 169, 170, 183.  
 Incapabil 45.  
 Întârziere 170, 171, 183.  
 Intentarea unei acțiuni 4, 18, 24, 52, 76.  
 Interpretare, a se vedea „Aprecieri suverană”.  
 Intreținere, a se vedea „Pensiune de întreținere”.  
 Ipotecă 75.  
 Irespabil 155.  
 Judecători 87.  
 Jurați 163.  
 Legea meseriilor, a se vedea „Accidente”, „Lucrători”, „Minori”, „Pensie”, „Stăpâni”.  
 Legea poziției ofițerilor 98.  
 Legitimă apărare 5.  
 Liberare de bani 15.  
 Literară materie 78.  
 Locație 26, 29, 137.  
 Logodnă 190.  
 Lucrători 83, 95, 128, 129, 132.  
 Lucru judecat 158.  
 Manopere viclene 190.  
 Mărci de fabrică 107.  
 Maritim drept 127.  
 Meseriilor lege, a se vedea „Accidente”, „Lucrători”, „Minori”, „Pensie”, „Stăpâni”.  
 Militari 96.  
 Ministerul de Externe 93.  
 Ministerul de Interne 34, 159.  
 Ministerul de Război 97, 98, 118.  
 Minorii 83, 100, 109, 153, 161.  
 Moară 184.  
 Monopolul tutunurilor 10.  
 Motivare 32, 120, 148.  
 Naștere de copil, a se vedea „Copil”.  
 Nulitate 112.  
 Ofițer 98, 106, 118.  
 Opoziție 117.  
 Ordonanță de vânzare 117.  
 Pădure (tăierea ei) 49.  
 Pământ rural 89.  
 Părinți 50, 153, 161, 182.  
 Parchet 135.  
 Partaj 84.  
 Parte civilă 139.  
 Patroni, a se vedea „Stăpâni”.  
 Pedepse disciplinare 95.  
 Penal fapt, a se vedea „Fapt penal”.  
 Pensie 100, 126, 130, 136, 144, 164, 185.  
 Pensie de întreținere 82, 141, 173, 177.  
 Perceptor 44, 77.  
 Persoane morale 173.  
 Plată 12.  
 Posesiune 110.  
 Posesorie acțiune 80, 186.  
 Procuratura de județ 142.  
 Prejudiciu, a se vedea „Daune”, „Daune morale”.  
 Prepus 79, 81, 83, 102, 113, 152, 157, 181.  
 Prescripție 3, 8, 162, 167.  
 Primărie 14, 17, 31, 34, 64, 125, 174, 175.  
 Proba daunei 73, 86, 110, 179, 180, 189.  
 Procuror, a se vedea „Parchet”.  
 Promisiuni de căsătorie, a se vedea „Căsătorie”, „Seduțiune”.  
 Proprietar 81, 121.  
 Publicații 46.  
 Quasi-delict 10, 20, 22, 38, 39, 43, 51, 53-56, 66, 69, 70, 73, 79, 83, 95, 102, 104, 105, 109, 124, 128, 142, 152, 153, 154, 161, 167, 170, 171, 172, 174, 187, 189.  
 Radieră 172 bis.  
 Război 16, 21, 36, 62, 183.  
 Recurs 9, 12, 22, 32, 72, 120, 144, 148, 162, 191.  
 Reformarea din armată 97, 106.  
 Regia monopolurilor Statului 10.  
 Relații ilicite, a se vedea „Copil”, „Seduțiune”.  
 Religioase chestiuni 19.  
 Rentă, a se vedea „Pensie”.  
 Reparația în natură a daunei 175.  
 Revizuire 159.  
 Rural pământ 89.  
 Rusă armată 183.  
 Scrisori confidentiale 73.  
 Sechestru, a se vedea „Urmărire silită”.  
 Seduțiune 23, 57, 58, 59, 61, 71, 85, 91, 92, 122, 133, 138, 143, 146, 173, 176, 177.  
 Servitori 79, 152.  
 Servituți 13.  
 Simulație 37, 114, 137.  
 Societate 99.  
 Solidaritate 15, 77, 79, 159.  
 Sosele 142.  
 Soț 50, 68, 75, 182.  
 Stat 28, 62, 64, 67, 74, 77, 164, 181, 183.  
 Stăpâni, 79, 83, 95, 109, 128, 139, 157.  
 Strade 14, 27, 101.  
 Străini 89.  
 Sublocație 29.  
 Tramvae 88.  
 Transmiterea unei boale 124.  
 Transport 86.  
 Tulburare în posesie 26, 186.  
 Tutun, a se vedea „Monopolul”.  
 Urmărire silită 28, 52, 60, 63, 65, 110, 111, 178.  
 Văduvă 100.  
 Vânzare-cumpărare 30, 37, 84, 89.  
 Vânzare, Ordonanță 117.  
 Vapoare, Agenții 39.  
 Vas 127.  
 Zid comun 156.

## Jurisprudență.

1. Art. 998 și 999 nu fac alt de cât să consacre un principiu evident de drept natural, că ori cine cauzează pagubă altuia, să o repare, fără nici o distincțiune de mijloacele prin care i'ar fi cauzat-o; și prin urmare, acela ce cheamă în ajutorul său administrația, garantează a răspunde pentru prejudiciul ce s'ar constată judecătorește că i'ar fi cauzat pe nedrept. (Cas. I, 233/69, lunie 16/69, B. p. 272).

2. Dreptul real este obligatoriu pentru o persoană numai întru cât se află posedând fondul, căci îndată ce acel fond se transferă la altă persoană, fondul de mai înainte proprietar rămâne liberat de ori ce obligațiune, pe temeiul principiului constant în drept, că dreptul real urmărește fondul, iar nu persoana. (Cas. I, 355/Sept. 92/69, B. p. 427).

3. Orice fapt al omului, care cauzează altuia prejudiciu, obligă pe acela, din a căruia greșeală s'a cauzat, al repara; prin urmare, un asemenea fapt dă naștere la o acțiune în despăgubire și dacă faptul, care a cauzat prejudiciu, este din acelea pe care legea penală le pedepsește, atunci acțiunea în despăgubire poate să fie intentată de o dată cu acțiunea publică și înaintea aceluiași judecători, sau și în deosebi înaintea judecătorilor civili, dară ea se prescrie întru același timp, în care se prescrie acțiunea publică, fie dusă înaintea instanțelor civile sau represive deosebindu-se în această privință de acțiunea în despăgubire, fundată pe fapte care nu sunt prevăzute și pedepsite de legea penală și care nu poate fi adusă decât înaintea instanțelor civile și se prescrie după dreptul comun, în termen de 30 ani. Și de oare ce rezultă din art. 36 c. pen. și art. 159 și 389 pr. pen. că partea leșată poate cere înaintea instanțelor respective nu numai reparațiunea daunelor cauzate inclusiv de faptul pedepsit de legea penală, ci încă și restituțiune de lucruri luate, este evident că prin acțiunea privată, care se prescrie în același timp cu acțiunea publică, nu se poate înțelege de cât acțiunea propriu zis privată, adică numai aceea care este fundată inclusiv pe o infracțiune penală, iar nici de cum și acțiunile în restituțiune, în repetițiune sau chiar în despăgubire, derivând din un drept preexistent infracțiunii și independent de reparațiunea la care a putut da naș-



tere infracțiunea, de și niste asemenea acțiuni pot fi aduse înaintea instanțelor respective cu ocaziunea exercitării acțiunii publice. Prin urmare, niste asemenea acțiuni în restituțiune sau reparatiune se prescriu după dreptul comun. (Cas. II, 147/Mart. 17/70, B. p. 86).

4. Curtea care constată în fapt că pârâtul a suferit daune din faptul reclamantului rezultând asemenea daune din o acțiune ce i-a intentat la o autoritate, alta decât cea competență de a judeca cererea, și garantarea de a se vinde averea părții adverse pe răs-punderea și cautiunea ce a dat, nu violează art. 998 și 999 când condamnă la daune-interese pe cel care a pricinuit prejudiciul intimatului. (Cas. I, 211/Iun. 23/70, B. p. 208).

5. Spre a putea fi cineva condamnat la despăgubire pentru un fapt al său, ce a putut să producă altuia un prejudiciu, trebuie ca acel fapt să fie lui imputabil ca o greșeală (art. 998). De unde rezultă că dacă cineva uzează de un drept recunoscut lui de lege, nu e responsabil de rezultatele prejudiciabile altora, când el nu depășește în uzul său peste marginile arătate lui de lege. De vreme dar ce apărarea este recunoscută de lege, când ea este circumscrisă în marginile prescise de lege, astfel că fapta săvârșită din cauză de legitimă apărare, nu este pedepsită de legea penală (art. 58 c. pen.). este evident că dacă cineva în caz de legitimă apărare nu poate fi responsabil nu numai în fața legii penale, dar nici în fața legii civile, căci fapta sa săvârșită din cauză de legitimă apărare, nu i poate fi imputabilă nici chiar ca greșeală, de oarece uzează de un drept acordat lui de lege; afară numai când s'ar dovedi că a excedat marginile unei legitime apărări, căci în asemenea caz excesul i se poate imputa ca o greșeală și prin urmare el poate fi civilmente responsabil pentru prejudiciul rezultat din acest exces. (Cas. II, 664/Nov. 24/73, B. p. 259).

6. Partea vătămată, chiar prin o faptă care poate cădea sub previziunile legii penale, nu este obligată a adresa cererea la instanțele represive, și are facultatea de a intenta acțiune în despăgubire la instanțele civile competente, mai cu seamă când este vorba de responsabilitatea civilă pentru prejudiciul altuia. (Cas. I, 445/Dec. 18/74, B. p. 323).

7. După principiul general cuprins în art. 998 c. civ., orice faptă a omului care cauzează altuia prejudiciu, obligă pe acela din a cărui greșeală s'a ocazionat a-l repara, și din art. 8 pr. pen. rezultă că acțiunea privată se poate intenta înaintea judecătorilor civili, și chiar mai înainte de a se fi început o acțiune publică înaintea instanțelor re-

presive și că acești judecători sunt competenți a constata și a judeca orice fapt sub raportul consecințelor civile ce decurg dintrinsul. (Cas. I, 5/Ian. 11/74, B. p. 3).

8. Art. 998, nu face altceva de cât stabilește principiul general, că oricine prin faptul său a cauzat altuia un prejudiciu, este dator a-l repara. De aci nu rezultă nici cum că de câte ori este vorba de o cerere pentru repararea unor daune provenite dintr'o crimă sau delict care prevede anume termenul prescripțiunii se poate urmări în termen de 30 ani, prevăzut de dreptul comun. (Cas. II, 377/Iul. 17/74, B. p. 24).

9. Instanțele de fond, în fixarea cantității despăgubirilor, mai cu seamă când e vorba de pagube cauzate printr'un fapt ce se poate imputa cui-va ca o greșeală, au o putere discreționară, și astfel aprecierea lor scapă de sub controlul curții de casație. (Cas. I, 158/Apr. 20/77, B. p. 158; Cas. I, 124/Apr. 16/76, B. p. 155).

10. Dacă prin art. 129 din regulament se dispune că în caz de anulare a procesului-verbal de constatarea unei contravențiuni la legea monopolului tutunului, proprietarul tutunurilor și obiectelor confiscate n'are dreptul a cere vre-o despăgubire pentru privațiunea tutunului și obiectelor confiscate; din aceste dispozițiuni nu se poate deduce că acest proprietar nu poate cere, pe baza art. 998 și urm. c. civ., despăgubiri pentru prejudiciul cauzat lui prin alte fapte imputabile ca greșeală Regiei monopolului tutunului sau agenților ei, căci dacă legiuitorul, prin art. 129 din regulament, a presumat că confiscarea care s'a desființat din pricină că procesul-verbal de constatarea contravențiunii conține viciu de formă, nu este rezultatul unei greșeli imputabile agenților Regiei, nu a făcut tot asemenea și pentru celelalte fapte ale lor, care ar cauză prejudiciu și dar pentru celelalte cazuri, dreptul comun are să fie aplicat. (Cas. I, 202/77 Mai 25/77, B. p. 194).

11. Art. 998 face responsabil pe om pentru prejudiciul ce a cauzat prin faptul său numai atunci când acest fapt i se poate imputa ca o greșeală. Prin urmare, când cineva face un fapt, exercită un drept sau îndeplinește o obligațiune, nu poate fi responsabil pentru prejudiciul ce ar cauză altora, dacă nu i se poate imputa că ar fi comis vre-o greșeală în comiterea faptului, în exercitarea dreptului său, în îndeplinirea obligațiunii, căci greșeala atrage responsabilitatea celui ce a comis-o chiar când exercită un drept dacă prin aceasta s'a cauzat un prejudiciu, fiind că legea, nici prin art. 998, nici prin vre-o altă dispozițiune, nu scuteste de responsabilitate pe cel ce ar



comite vre-o greșeală în exercitarea vre-unui drept și o asemenea scutire nu poate rezulta nici din împrejurarea că cel ce a suferit prejudiciul, ar fi putut să-l înlăture prin deosebite mijloace, dacă nu era îndatorat la aceea de lege, și această împrejurare poate fi numai luată în seamă și apreciată de judecători în fixarea quantumului despăgubirii. (Cas. I, 202/Mai 25/77, B. p. 194).

12. Aplicațiunea specială a principiului pus în art. 998 și prevăzută în art. 577 și 581 pr. civ. în respectul întârzierii plătei creanței, ocazionată prin contestațiuni, urmează a se întinde după legea noastră și asupra debitorului expropriat, de oarece recursul său în casațiune este suspensiv de executare, spre deosebire de cele legiuite în procedura Genevei la art. 620, așa în cât încetarea cursului dobânzilor prin faptul depunerii pretului are loc în cazurile normale când nu însuși debitorul care a depus pretul vine pe de altă parte să împiedice și el însuși plata creanței. (Cas. I, 387/Nov. 20/78, B. p. 370).

13. De câteori prin luarea unei dispozițiuni a consiliului comunal se vătămă vre-un drept al unei părți, acea parte poate recurge la instanțele judiciare, care urmează a se pronunță asupra dreptului reclamat. Astfel tribunalul este în drept a judecă dreptul de servitute vătămat prin permisiunea de clădire dată vecinului. (Cas. I, 279/Oct. 23/79, B. p. 708).

14. Dacă Primăria, în interesul general al orașului, este în drept d'a înălța strada, nu este mai puțin adevarat că și cel ce suferă prejudiciu la proprietatea sa din faptul înălțării stradei, este asemenea în drept a cere daunele cauzate dela Primărie, de oare ce nimeni nu poate fi vătămat în proprietatea sa fără vre-o desdaunare, ceace s'a prevăzut și chiar prin legea de expropriere când este pentru utilitatea publică. (Cas. I, 51/79, Febr. 16/79, B. p. 102).

15. Membrii comitetului permanent, prin faptul d'a încuviința libertatea unor bani în primirea presidentului acelu comitet, comit un quasi-delict, și în atare cas sunt răspunzători solidar conform art. 1003, deoarece banii districtului, atât după legea consiliilor județene cât și a comptabilității generale a statului, urmează a se încasa de către casierul județului care face și plățile după mandatele ordonate de comitet, iar nu de către membrii comitetului. (Cas. I, 184, Mai 14/80, B. p. 234).

16. Principiile că cel ce a cauzat o daună e dator să o repare și că nimeni nu se poate înavuți pe nedrept în dauna altuia, nu sunt deloc aplicabile

când e vorba de fapte petrecute în timp de războiu de un stat beligerant pe teritoriul statului inamic și numai pentru trebuințele războiului. — Astfel prejudiciile cauzate particularilor de armata română pe teritoriul unei națiuni inamice în timp de războiu, nu pot intra decât în domeniul dreptului public extern, și ca atare pot face cel mult obiectul unei corespondente diplomatice, iar nici cum obiectul unei acțiuni civile în daune-interese intentată înaintea tribunalelor române, care nu au de loc misiunea de a redresă neregularitățile comise de statul român în timp de război asupra națiunii inamice. Apoi după principiile dreptului gintilor și uzurile războiului, capul unei armate de invaziune, substituindu-se timporar suveranității locale, poate impune națiunii inamice, în proporțiune cu resursele ei și cu trebuințele trupelor sale, furniturile necesare pentru alimentarea armatei ce o comandă. Și chiar dacă acele luări ar fi fost excesive, totuși redresarea acestor peceperi injuste și desdaunarea lor nu se poate cere la tribunalele civile prin probă testimonială conform principiilor dreptului civil, de oarece aceste fapte prin natura lor și în vederea situațiunii anormale sub care s'au petrecut nu pot fi decât de domeniul dreptului public extern care regulează relațiunile între state, atât în timp de războiu cât și în timp de pace. (Trib. Ilfov, I, 651, Nov. 24/80, Dr. 5/80).

17. Nici o lege nu prohibă dreptul instanțelor judecătorești de a judecă și a statua asupra difererendelor ce s'ar uaste între consiliile comunale cu particularii în prvința daunelor cauzate celor din urmă prin faptul Primăriilor, și aceasta conform principiului consacrat prin art. 14 din constituțiune. (Cas. I, 369/81, Nov. 1881, B. p. 836).

18. Dacă în principiu cel ce intențează un proces nu face decât să uzere de dreptul său, nu este tot astfel când acțiunea este formată fără bază plausibilă și din pur spirit de șicană cu țintă de a aduce prin străgăniri, pe defendor la un sacrificiu bănesc. În acest din urmă caz, o acțiune judiciară, mai ales când e înconjurată de publicațiuni, epistole și alte acte de natură a aduce defendorului un prejudiciu fie moral, fie material, angajează responsabilitatea autorului ei. Atunci, pe lângă art. 140 pr. civ. care condamnă pe partea care cade în pretențiunile ei la spese de instanță, este loc și la aplicațiunea principiului din art. 998 c. civ. (Trib. Ilfov, I, Ian. 27/81, Dr. 33/81).

19. Faptul de a face, prin cărți de excomunicațiune dela rabini, pe evrei de a nu accepta carnea tăiată de hahamii aduși din străinătate de antreprenor, nu este un fapt ilicit, fiind



vorba de lupte religioase, și evreii fiind liberi a accepta carnea tăiată de către acei hahami. (Apel Iași, II, 175, Oct. 22/79, *Dr.* 49/81).

**20.** Societățile de căi ferate, cari, printr'un act de concesiune sunt subrogate în dreptul statului, sunt în principiu responsabile de daunele cauzate prin lucrările lor. Și în lipsa unor dispozițiuni excepționale ale legii, acea responsabilitate este supusă dreptului comun, și prin urmare regulată după principiul general stabilit de legiuitor în materie de quasi-delict. (Apel Buc. II, Febr. 27/81, *Dr.* 46/81).

**21.** Faptele de războiu, în virtutea principiului că nimeni nu este ținut să răspundă de cazurile de forță majoră, după natura lor, nu pot da naștere la nici o despăgubire. Astfel statul român nu e dator daune pentru faptele săvârșite de armata română în timp de războiu în țară străină în prejudiciul particularilor. (Apel Buc. III, 255, Oct. 24/81, *Dr.* 83/81).

**22.** Tot ce se atinge de constatarea unui quasi-delict și de determinarea quantumului prejudiciului de care se face răspunzătoare persoana care l'a săvârșit, nu constituie decât niște chestiuni de fapt cari sunt lăsate cu totul la apreciațiunea suverană a instanțelor de fond și, ca atari, scapă de controlul curtei de casațiune. (Cas. I, 149, Apr. 28/92, B. p. 355; Cas. I, 186, Iun. 7/82, B. p. 657; Cas. I, 199/Iun. 7/93, B. p. 550).

**23.** Dacă se intență acțiune în daune-interese pentru faptul seducțiunii, este a se cerceta dacă a fost în adevăr seducțiune imputabilă defendeurului ori și o greșeală a reclamantei, căci în acest din urmă caz acțiunea fiind fondată pe propria-i greșeală nu poate fi primită în justiție, căci reclamanta sie-și are a-și imputa gravitatea consecințelor provenite din acea greșeală. Astfel fiind, nu pot constitui nici seducțiune, nici manopere frauduloase, faptele cari nu presintă acel caracter de continuitate și asiduitate din partea seducătorului căruia fata să nu fi putut rezista, când mai ales cu un grad ordinar de moralitate și cu foarte puțină experiență putea aprecia ce importantă trebuie să dea propunerilor ce i se face, și astfel acceptându-le nu se poate considera decât că a consimțit voluntar la aceste consecințe de cari prin urmare seducătorul nu poate fi responsabil. (Trib. Brăila, Dec. 21/84, *Dr.* 11/82).

**24.** Deși dreptul de a chema în judecată e un drept sacru, totuși acest drept trebuie să aibă o limită, aceea a bunei credințe, căci altfel constituie un adevărat abus, o greșeală care cauzează prejudiciu și care prin urmare obligă la reparațiuni civile. Astfel, faptul de a

face și continua un proces vexator constituie un delict civil prevăzut de art. 998, și pentru existența delictului civil nu e necesitate să fie o daună materială, ci e suficient un prejudiciu moral ca să oblige pe autorul delictului la despăgubire, aceasta rezultă neîndoiș din cuvintele „*Orice faptă a omului...*” din art. 998, care se rapoartă de sigur la daune morale; spiritul legii nu lasă nici o îndoiță în această privință, ea voește să ocrotească toate drepturile omului și toate lucrurile sale, căci liniștea personală și siguranța de avere a noastră sunt cele mai prețioase bunuri, ele constituie esența ființei noastre. Și nu se poate susține că e lucru judecat faptul că cel ce a intențat acțiunile temerării a fost condamnat la daune, de oarece daunele și cheltuielile acordate de instanțele judecătorești cu ocaziunea judecării acțiunilor temerării au fost admise numai în cauzele judecate în vederea daunelor suferite prin plată de advocați, transportul, etc., conform, art. 146 al. IV pr. civ.; justiția atunci nu a avut să se preocupe de voința temerară a celui ce intență acele acțiuni de a vexa pe intimat prin seriile de procese ce i le intență, delictul civil nu era încă consumat, intențiunea răutăcioasă a reclamantului în acele procese nu era cunoscută încă, prin urmare acțiunea ce i se intență în daune are un alt obiect, căci se cere daune-interese cauzate prin vexațiunea reclamantului într'un mod intențional străgânindu-l continuu prin judecăți, fapt asupra căruia nici o instanță nu s'a pronunțat încă. (Trib. Brăila, 175, Mai 24/82, *Dr.* 53/82).

**25.** Greșeală nu există acolo unde forța lucrurilor îndrituiesc pe proprietar de a putea lua măsuri pentru apărarea proprietății sale. (Cas. I, 13/Ian. 16/82, B. p. 25; A se vedea și No. 1 de sub art. 578).

**26.** Când se cere despăgubire de arendaș, întemeiată pe o turburare de fapt aceea de a nu fi lăsat a-și face arăturile de toamnă, pentru a fi cineva răspunzător de daunele cauzate printr'un asemenea fapt, nu se poate cere ca condițiune participarea sa la contractul de arenduire; răspunderea sa de daunele cauzate și își ia naștere din principiul general pus de art. 998 principiu care art. 1426 îl consacără. (Cas. I, 321/Sept. 28/83, B. p. 830).

**27.** Dacă prin canalizarea unui râu se declasează o stradă, se desființează un pod, și face ca un stabiliment să se depărteze astfel de centrul comercial, aceste fapte, ori cât de prejudiciabile ar fi pentru proprietarul stabilimentului, nu pot da drept la o despăgubire, de oarece prejudiciul rezultând din depărtarea centrului comercial și



al mijloacelor de comunicațiune este numai indirect. (Apel Buc. I, 30, Febr. 14/83, Dr. 30/83; A se vedea și No. 1—3 de sub art. 476).

**28.** Dacă produsele urmărite și vândute de stat, ca averea arendașului său pentru neplată de arendă, în momentul urmăririi nu mai erau în patrimoniul acestuia, pentru că trecuse în proprietatea altuia prin vânzare publică, care avusese loc cu mult mai înainte, după cererea altor creditori, în fața acestora curtea cu drept cuvânt și fără a violă art. 998, îndatorează pe stat a plăti expropriatului daune-interese, rezultând din vânzarea produselor. (Cas. I, 3, Ian. 19/84, B. p. 7; A se vedea și No. 1 de sub art. 390).

**29.** Chiar admitând că sub-locatarul ar fi dator a plăti proprietarului câștiul de arendă, totuși el nu poate de la sine, fără a avea o sentință judecătorească, să impiedice pe sub-locatar în scoaterea și baterea stupilor la timp, acest fapt constituind un amestec nerat în administrația averii sub-locatarului, pentru care e responsabil de daune. (Cas. I, 317/Oct. 8/84, B. p. 767).

**30.** Justiția nu poate considera pe o femeie măritată care a cumpărat fără autorizațiunea soțului, ca obligată către vânzător în virtutea unui quasi-delict ce ar rezulta din culpa și reaua credință a femeii care a dat vânzătorului fel de fel de promisiuni, spunându-i că în curând va fi divorțată și în urmă va ratifica vânzarea, de oarece o persoană e responsabilă dintr'un quasi-delict numai când prin faptul, neglijența sau imprudența sa a cauzat prejudiciu; or, promisiunea că va fi divorțată în curând nu poate constitui un quasi-delict, de oarece pronunțarea divorțului nu depinde de părți. (Apel Iași, II, 36 Mart. 20/82, Dr. 39/84).

**31.** Dacă Primăria a luat niște dispozițiuni privitoare la siguranța publică în scop de a nu se inunda orașul din cauza noilor lucrări făcute de cineva la moara sa, primarul ordonând distrugerea lăptoacelor făcute și curățirea gârlei, lucrează în limitele competenței sale, ce i se dă anume prin legea comunală, (art. 89 lit. b) și nu poate fi declarat răspunzător decât dacă judecătorii fondului ar constata în fapt că primarul nu s'a mărginit a distruge, în interesul salubrității și siguranței publice, niște lucrări noi, și abuzând de puterea sa, ar fi atins niște drepturi anteriormente, ori cât de prejudiciabile ar fi fost ele pentru public. (Cas. I, 61/Febr. 21/84, B. p. 126).

**32.** Deși instanța de fond în materie de daune-interese, prin chiar natura lucrurilor are o mare latitudine pentru aprecierea quantumului acelor daune, apreciere care scapă controlului curții de casație, însă dreptul de apreciere nu

scutește pe instanța de fond a îndeplini cerințele esențiale oricărei hotărâri judecătorești, aceia de a arăta motivele pe cari își întemeiază aprecierea quantumului acelor daune. Or, lipsa de motivare atrage nulitatea unei hotărâri, pentru că motivarea este una din condițiunile esențiale a unei hotărâri și cerută imperios de art. 123 pr. civ. Este dar nemotivată deciziunea care nu zice decât că cifra daunelor-interese, acordată de tribunal, fiind mare, curtea după aprecierile făcute, o reduce. (Cas. I, 134/Apr. 15/85, B. p. 247).

**33.** Persoana care prin faptul său a cauzat altuia un prejudiciu este obligată a repara atât dauna materială cât și dauna morală ce a rezultat din faptul său. Astfel cel ce smângălește portretele ctitorilor din o biserică e responsabil de daune atât pentru restabilirea acelor portrete cât și pentru dauna morală suferită de ctitorul al cărui portret a fost smângălit. (Apel Buc. III, 43 Febr. 26/85, Dr. 44/85).

**34.** Dacă concesionarul a fost împiedicat de a percepe taxele la cari avea drept după contractul încheiat cu primăria, prin faptul ministerului de interne, și din această cauză i s'a pierdut o pagubă, în atare caz, ministerul de interne s'a făcut responsabil către concesionar și, conform, art. 998, dator de al despăgubi. (Cas. I, 308/85, Sept. 28/85, B. p. 672).

**35.** Partea vătămată nu are nici o acțiune în daune-interese, când dauna rezultă din o forță majoră; or crima comisă de un funcționar subalteru ca să amăgească pe funcționarii superiori este fără îndoială o forță majoră, care face să înceteze orice răspundere a acestor de pe urmă, dacă nu se dovedeste că o culpă a premers cazului fortuit. (Cas. I, 141/Apr. 20/85, B. p. 262).

**36.** Statul nu poate fi constrâns pe cale de judecată a despăgubi pe cei ce au suferit daune din cauza războiului. Chestiunea unor asemenea despăgubiri, dacă nu se rezolvă prin tractatul de pace, se rezolvă mai în urmă prin legi de Corpurile legiuitoare. (Apel Iași, II, Dec. 4/84, Dr. 22/85).

**37.** Dacă prin sentința rămasă definitivă și nerevocabilă s'a declarat că actul de cumpărătoare al mobilierului unei persoane eră un act de cumpărătoare simulat, cumpărătorul nu putea fără a fi răspunzător de daune-interese către creditorul vânzătorului să înstrăineze unei terțe persoane o avere care nu îi aparține într'un mod legitim și care eră gajul creditorului ca avere a debitorului său. Imprejurarea că sentința care declară simulată cumpărătorearea ar fi posteroară vânzării cumpărătorului către terția persoană, nu suprimă responsabilitatea primului cumpărător căci, deși mai târziu sa



declarat dânsul cumpărător simulat, efectul acestei declarațiuni se sue la intentarea procesului în simulațiune, astfel că în temeiul principiului retroactivității sentințelor judecătorești până la momentul intentării acțiunii, primul cumpărător e legalmente privit ca cumpărător simulat încă din momentul când fără drept, a transmis și unui tertiu de bună credință averea pe care nu o cumpărase decât într'un mod simulat. (Cas. I, 362, Nov. 24/86, B. p. 877).

**38.** Dacă compania concesionară a așezat conductele de apă aproape de tavanul unei hrube care s'a dărâmat, fără a lua toate precauțiunile ce impunea regulile științei și i se poate imputa o gravă neglijență sau cel puțin o imprudentă, în atare cas, conform principiului pus în art. 998 și 999, compania e ținută să răspundă de daunele ce s'au cauzat prin ruperea conductelor și revărsarea apei. (Cas. I, 32, Ian. 31/86 B. p. 35).

**39.** Art. 594 și 595 c. com. se referă numai la faptele căpitanilor de bastimente, iar nici cum la agenții vapoarelor. Prin urmare curtea de fond, constatând în fapt că agenții de vapoare au cauzat prin fapta lor daune reclamantului, prin reaua îngrijire a mărfii primite de ei, și întrucât în specie nu e loc de aplicatiunea art. 594 și 595 citate, cu drept cuvânt acea instanță, făcând aplicatiunea art. 998 și 999 c. civ., condamnă pe defendori la daune-interese. (Cas. II, 125, Nov. 9/87, B. p. 924).

**40.** După principiul stabilit prin art. 998 și urm., pentru ca acțiunea în daune-interese să fie admisibilă se cere ca faptul de care cine-va se plânge să fie ilicit, imputabil autorului său și să fi cauzat o pagubă. De unde urmează că ori de câte ori o persoană, contra căreia se exercită o acțiune în daune-interese, a uzat de un drept ce îi aparține, nu i se poate imputa nici o culpă, și prin urmare nu poate fi ținut de despăgubiri. (Cas. I, 363/Dec. 7/87, B. p. 968).

**41.** Numai în caz când există un decret de utilitate publică și administrația întârzie activarea lucrărilor, proprietarul, al cărui imobil e supus exproprierei, are drept de a reclama daune-interese pentru deprecierea imobilului, iar nici cum când decretul e numai în stare de proiect. (Cas. I, 101, Apr. 11/88, B. p. 337).

**42.** Neobservarea din partea unei persoane a unei prohibițiuni legale nu poate servi nici odată ca cauză generatrice a unei cereri de daune-interese din parte-i. Astfel, cel ce, contra dispozițiunilor art. 9 din legea asupra poliției și exploatărei căilor ferate române, din 14 Martie 1870, construiesc

niste pătule învelite cu trestie la o distanță mai mică de 27 metri de la înprejmurile liniei ferate, nu poate pretinde daune de la direcția căilor ferate, pentru incendierea acelor pătule de la schinteile locomobilei. (Apel Buc. III, 220, Nov. 4/88, Dr. 72/88).

**43.** Dacă instanța de fond constată în fapt că partea a comis un quasi-delict de oarece și a însușit o avere străină și că prin faptul său a produs intimatului o pagubă, în atare caz, după art. 998, partea vătămată e în drept a exercita o acțiune directă contra celui din a cărui culpă s'a cauzat prejudiciu. (Cas. I, 226/Sept. 20/88, B. p. 735).

**44.** Dacă prin hotărîrea dată în penal se recunoaște existența materială a faptului, că lipsea din casa primăriei, la esirea din serviciu a inculpatului, care fusese perceptor comunal, suma de și instanța corecțională nu-l achită de pedeapsă decât pe motiv că nu-i poate fi imputabil acel fapt pe cale penală partea vătămată e în drept de a urmări pe fostul perceptor pe cale civilă și de a cere despăgubire de prejudiciu ce i s'a cauzat. (Cas. I, 37/Febr. 1/89, B. p. 120).

**45.** Nimeni nu e presupus că nu cunoaște condițiunea și capacitatea celui cu care contractează. Deci cel care a tratat cu un necapabil nu e în drept a formula contra lui o cerere în daune-interese, când mai ales nu dovedesc că acela a întrebuițat vre-o manoperă pentru a-și ascunde necapacitatea sa. (Apel Buc. I, 186, Oct. 2/89, Dr. 65/89).

**46.** Nu răspunde de daune-interese cel ce prin o scrisoare către un comerciant și prin o deosebită publicațiune adresată publicului îndeamnă a se accorda credit unui comerciant, când prin aceasta dânsul nu îndeamnă pe acel comerciant și pe ceilalți în genere a avea încredere în cel recomandat decât la începutul operațiunilor acestuia, când cel ce'l recomanda știă că posedă și capital și capacitate suficientă pentru a reuși în comerțul său, iar nu în infinit și a'l lua sub garanție pentru tot viitorul lui comercial. (Apel Buc. III, 4, Ian. 26/89, Dr. 13/89).

**47.** Precum în obligațiunile convenționale forța majoră și cazul fortuit apără pe debitor de orice daune-interese pentru ne-îndeplinirea obligațiunilor sale (art. 1083), tot asemenea și în obligațiunile cari nasc din delict sau quasi-delict forța majoră sau cazul fortuit apără de orice responsabilitate, căci existența acestora implică o greșeală sau neglijență, ori forța majoră exclude orice idee de gresală sau neglijență. (Trib. Ilfov, I, 601, Dec. 2/88 Dr. 1/90).

**48.** Legiuitorul voidnd să apere toate drepturile și bunurile unei persoane, a



prevăzut în art. 998 și 999, în termeni generali și cari nu fac nici o distincție, că ori ce daună trebuie a fi reparată, prin urmare atât cea materială cât și cea morală. Și de și de multe ori este aproape imposibil de a repara și a evalua în bani un prejudiciu moral, însă nu e mai puțin adevărat că orice condamnățiune, fie chiar pecuniară, implică o reparațiune morală a faptului prejudiciabil; și apoi, din faptul că nu se poate evalua în bani o pagubă morală și prin urmare a se acordă o reparațiune exactă, nu se poate deduce că nu se poate acorda nici una, ci din contra judecătorii sunt suverani apreciatori, proporționând-o cu gravitatea prejudiciului moral. (Trib. Ilfov I, 661, Dec. 2/89, Dr. 1/90).

**49.** O acțiune în despăgubiri pentru tăierea unei păduri pe nedrept, nu se poate respinge pe motiv că intimatul a susținut că este coproprietar în devălmășie cu reclamantul, și că, în acest caz, ar trebui să se exercite numai cu ocaziunea unei acțiuni de împărțeală între codevălmași. — Instanța judecătorească sesizată pe această cale, este ținută să examineze care e partea reclamantului în acele proprietăți și să acorde despăgubiri în proporție cu acea parte. (Cas. I, 271/Iun. 22/90, B. p. 820).

**50.** Termenii art. 998 și 999 fiind generali, rezultă că toți acei cari sunt lezați prin un fapt prejudiciabil pot exercita acțiunea în daune-interese. — Astfel, tatăl și soțul atinși, nu numai prin pierderea materială a unei fiice și a soției, dar și de prejudiciul moral sub raportul afecțiunii, sunt în drept a exercita această acțiune. (Trib. Ilfov, I, 601, Dec. 2/89, Dr. 1/90).

**51.** O omisiune nu poate constitui un quasi-delict de cât numai atunci când cel ce n'a făcut actul eră obligat de lege a'l face. Așa fiind, dacă cererea de daune-interese contra direcțiunii căilor ferate, e făcută de reclamant pe motiv că dânsa nu i'a pus la dispozițiune vagoane pentru căratul unei cantități de pietris, ce numitul contractase cu altul a'i predă, daunele-interese sunt întemeiate nu pe o acțiune a direcțiunii căilor ferate care i'a adus o pagubă, dar pe o omisiune. Și din momentul ce nepunerea la dispoziția lui de către direcțiune a vagoanelor de transportat pietrișul nu poate constitui pentru acestea un quasi-delict, urmează neapărat ca judecata, pentru a se pronunța asupra cererii de despăgubire, să examineze dacă a mijlocit un contract între părți prin care direcțiunea căilor ferate săși fi luat o asemenea obligație, căci numai prin neexecutarea acestei obligații de către zisa direcțiune poate lua naștere dreptul reclamantului la despăgubire. (Cas. II, 120, Sept. 24/90, B. p. 1076).

**52.** În principiu, averea debitorului fiind gajul comun al creditorilor săi, orice creditor e în drept a lua toate măsurile ce va crede de cuviință, uzând iar nu abuzând bine înțeles de dreptul său, ca debitorul să-si execute obligațiunea sa de a'i plăti sumele ce'i datorează, mai cu seamă când debitorul nu face nici o opunere la plată. În baza acestui drept, consacrat de vechea maximă *nemo damnum facit qui suo jure utitur*, ori cine poate nu numai urmări în justiție executarea unei obligațiuni luată de un altul către sine, dar și a'l chema în judecată, într-un caz nu o face aceasta cu intențiunea de a-l păgubi, sau fără a avea intențiune, din imprudență ori neglijență. Astfel cel care sequestrează pe nedrept o avere străină nu se face responsabil de daune-interese către proprietarul ei dacă se constată că a lucrat de bună credință, socotind lucrurile sechestrate ca dreptă avere a debitorului său. (Trib. Gorj, Martie 12/90, Dr. 34/90).

**53.** Nu poate există quasi-delict din partea agentului unei societăți de asigurare, și prin urmare societatea nu poate fi răspunzătoare, când agentul n'a transmis oferta de asigurare, dacă în fapt se constată că cel care voeste să se asigure avea mijloace de a activă trimiterea ofertei. (Apel Buc. II, Inl. 14/90, Dr. 58/90).

**54.** Din totalitatea principiilor puse de legiuitorul nostru în materie civilă, și în special din art. 998, reese că pentru a fi loc la aplicațiunea art. 998 și pentru a se putea sustine că o faptă a omului constituie un quasi-delict, legiuitorul a cerut 3 elemente esențiale, constitutive ale quasi-delictului, și anume: 1) ca faptul care cauzează un prejudiciu altuia să fie un fapt ilicit, cu alte cuvinte ca dânsul să nu consistă în exercițiul unui drept; 2) ca acel fapt să fie imputabil autorului și să lezeze un drept al altuia, și 3) ca acel căruia i se impută faptul dăunător să fie în culpă, să i se poată impută dacă nu intențiune rea, dar cel puțin o greșală, o imprudență sau o neglijență. (Apel Buc. II, 164, Oct. 8/90, Dr. 77/90).

**55.** Din economia legii și în special din art. 998, reese că pentru a fi loc la o acțiune nu e suficient ca cineva să fi suferit o daună, ci e indispensabil ca dauna suferită să fie consecința directă și imediată a unui fapt imputabil autorului și a unei greșeli, astfel că atunci când o faptă a omului consistând în exercitarea unui drept, nu lezează direct și imediat dreptul altuia, ci face numai ca acest drept în mod indirect să fie privat de oarecare avantajii, în asemenea caz nu poate fi vorba de quasi-delict nici de aplicațiunea art. 998. (Apel Buc. II, 164, Oct. 8/90, Dr. 77/90).



56. Din combinațiunea art. 998 și 999 rezultă că pentru ca să existe un delict sau quasi-delict civil, se cere: a) un fapt prejudiciabil, b) un fapt ilicit, adică un fapt care să nu se constituie din partea delinquentului îndeplinirea unei obligațiuni legale sau exercitiul unui drept, c) ca acest fapt să fie imputabil autorului său și d) să fie săvârșit faptul acesta, care cauzează altuia prejudiciu, cu intențiune de a păgubi, ceea ce constituie delictul, sau din greșeală ori imprudentă, ceea ce constituie quasi-delictul. (Trib. Gorj, Mart. 12/90 Dr. 34/90).

57. Seducțiunea oricât de prejudiciabilă a putut fi pentru femeie, nu poate prin ea însăși da naștere la o acțiune în despăgubire în favoarea sa, căci o asemenea seducțiune a putut fi rezultatul unei greșeli comune și dar femeia nuși poate fonda pe propria sa greșeală baza unei asemenea cereri; dar când seducătorul pentru a ajunge la scopul său, a întrebuintat mijloace în ele însuși ilicite, când această seducțiune a fost rezultatul unor manopere dolosive întrebuintate de dânsul, e învederat că un asemenea cas intră în previsionsile art. 998. (Cas. I, 392/91, Oct. 21/91, B. p. 1093).

58. Pentru ca cineva să poată face o cerere legitimă de daune, izvorite din faptul seducțiunii, trebuie să stabilească: 1) că asupra sa s'a exercitat o serie de manopere falacioase menite a-i sugera o încredere ne țărnuiră în îndeplinirea unor acte favorabile situațiunii sale viitoare, și 2) că mintea și judecata sa nu au fost în stare să discerne, nici consecințele derivante din seducțiune, și nici să întrevadă ce ar fi de chimeric în mijloacele întrebuintate pentru a o face să consimtă la a ei cădere. Prin urmare, în fapte de asemenea natură, trebuie ținută în seamă starea intelectuală și morală, atât a seducătorului cât și a părții seduse, pentru a putea decide în ce parte este victima, și unde este vinovatul ce a făcut-o. Și pentru a fi cineva victimă în faptul seducțiunii, trebuie să dovedească că mijloacele întrebuintate pentru a-i prepara căderea au fost de așa natură în cât i'au surprins voința, și că motivele de care s'a uzat pentru a-i smulge consimțământul ei la actele ce au constituit seducțiunea, au fost așa de puternice, și de natură atât de sugestivă, în cât judecata sa încă neformată, n'a fost în stare să aprecieze consecințele ulterioare ale seducțiunii. Or, în sistemul legiuirii noastre în genere, ori ce persoană care a atins vârsta majorității, devine capabilă a dispune de persoana și averea sa, astfel după cum ea ar crede mai util intereselor sale, și aceasta pentru motivul că la acest termen s'a crezut că

mintea și reflecțiunea deși n'au ajuns la apogeul complectei lor eflorescente, totuși sunt destul de dezvoltate pentru a-și forma juste aprecieri asupra naturii și importanței actelor vieții civile precum și asupra consecințelor din ele decurgând. Prin urmare, în baza acestui principiu, femeia sedusă, care eră majoră, nu poate susține că mintea sa eră încă fragedă și că seducătorul, prin promisiunea că o va lua de soție, a abuzat de ne-experiența sa, sugerându-i o încredere nemărginită în îndeplinirea acestei promisiuni și că el nu ar mai putea reveni asupra ei, neavând nici un mijloc legal să-l constrângă ca să și-o execute. Și deși în morală oricine e ținut ca să îndeplinească făgăduiala sa liber exprimată și spontan eu consimțită, și deși seducătorul a făcut o atare promisiune pe care și-a manifestat-o și în mod public prin declarațiunea făcută la oficiul stărei civile, totuși din aceste fapte nu se poate deduce că el a abuzat de nepriceperea fetei, smulgându-i prin un fel de violență morală, consimțământul ei, căci conștiința liberului său arbitru, și cu dânsa, sănătoasă apreciere a mobilelor determinate, nu i lipseau la vârsta sa; ce e mai mult chiar ea se află în culpă, sau cel puțin e căzută în greșeală de a fi înfrânt legea morală a conservării propriei sale castități, atunci când dezvoltarea normală a facultăților sale reflective, erau în măsură de a o face să distingă și să întrevadă toate consecințele faptului la care liber, consimțea, precum și a lui imoralitate față cu cuviințele mezului social în care trăia. Prin urmare, deși relațiuni intime au avut loc între seducător și sedusă și deși din aceste raporturi devenite publice au decurs consecințele păgubitoare viitorului sedusei intru cât însă ele derivă din propria sa greșeală, e ținută să le îndure consecințele în toată a lor întindere și dureroasă gravitate. (Apel Craiova, I, Sept. 20/91, Dr. 75/91).

59. E răspunzător de daune cel ce într'un mod asiduu și continuu întrebuintând diferite manopere și promisiuni de căsătorie, seduce o fată, făcând-o a-și pierde onoarea și a conviețui cu el un timp îndelungat, manopere cărora fata n'a putut rezista, avându-se în vedere nivelul ordinar de moralitate și puțină experiență ce a putut avea dânsa și gradul său de cultură, așa că ea n'a putut aprecia importanța propunerilor ce i se făceau, și acceptându-le, nu se poate considera că a consimțit voluntar la aceste consecințe, și de care prin urmare numai seducătorul este responsabil. (Apel Buc. III, 126. Iun. 24/91, Dr. 57/91).

60. Necerându-se de art. 505 pr. civ., indicarea întinderei imobilului urmă-



rit, creditorul nu are nevoie să facă o asemenea arătare în afipte și publicațiuni dacă nu posedă date suficiente, iar făcând-o de la sine, își ia sarcina de a descrie starea lucrurilor cât se poate mai aproape de adevăr, căci după afipte și publicațiuni se orientează în genere publicul și amatorii la vânzările silite de bunuri. Dacă dar creditorul urmăritor arată ca întindere a moșiei ce urmărește un număr de pogoane mult mai mic de cum eră în realitate, întindere ce el o cunoștea, această arătare greșită e de natură a leza interesele debitorului a cărui avere se vinde, de oarece amatorii ce s'au prezentat au putut să creadă că așa e realitatea și prin urmare să-și fixeze oferta numai pe o întindere redusă, cari de sigur ar fi trecut cu oferta peste suma oferită dacă li se spunea că moșia e cu mult mai mare. Deci modul alcătuirii afiptelor care au fost de natură a descuraja concurența și a face să rămână moșia asupra creditorului urmăritor pe un pret scăzut, nu se explică de cât, dacă nu ca o manoperă pentru a împiedica concurența și a-și adjudeca imobilul pe suma ce-i convenea, dar cel puțin ca o vădită neglijență care-i constituie în culpă, fiindcă după principiul general din art. 998, ori cine face un fapt pe care nu are dreptul să-l facă, comite un quasi-delict și cade sub răspundere civilă. Acea răspundere constă în a desdauna pe expropriat de paguba ce a suferit. Inșă creditorul, deși în culpă, nu poate răspunde de orice valoare a imobilului, și numai de valoarea relativă, de aceea care s'a fixat prin concurență în ziua licitării în raport cu întinderea arătată în publicațiuni. Această răspundere nu se poate pune asupra agentului judecătoresc care a mers la fața locului ca să închee proces-verbal de situație, căci portărelul, deși impus de lege, este inșă pe de altă parte un mandator al creditorului în materia urmăririi, el nu instrumentează de cât după cererea, după actele și datele acestuia. Prin urmare toată lucrarea se face sub impulsunea și supravegherea urmăritorului; dacă dar agentul comite chiar de la sine vre-o eroare în descrierile ce face, creditorului îi incumbă în primul rând sarcina de a căuta să o releveze și rectifica la timp. Vina nu se poate arunca nici asupra debitorului, zicându-se că el, primind un exemplar după publicațiuni, conform art. 599 pr. civ., trebue să ceară inșuși îndreptarea afiptelor în termenul art. 525 și 529 pr. civ., și că nefăcând aceasta în timp util, nu mai poate cere daune: căci legea nu obligă pe debitor să dea vre-o informațiune creditorului; legea nu poate cere urmăritului să înlesnească căile urmă-

ritorului, de aceea art. 505 pr. civ. zice că agentul pentru aflarea vecinătăților să meargă la fața locului, nu să se adreseze debitorului. (Apel Buc. I, 163, Oct. 7/92, Dr. 21/93; Trib. Ilfov, III, 309, Oct. 12/91, Dr. 74/91).

61. Intre faptele prejudiciabile intră și seducțiunea unei fete prin promisiune de căsătorie nerealizată, când seducțiunea a avut consecințe păgubitoare. Și pentru ca seducțiunea să dea loc la acțiunea în despăgubire nu se cere ca seducătorul să fi făcut uz de manopere frauduloase, ca la excocherie, și este suficient ca promisiunea de căsătorie să fi fost cauza determinantă a raporturilor intime cari să fi avut pentru fata sedusă efecte prejudiciabile prin pierderea considerațiunei ce avea în societate. Dacă instanta de fond constată că femeea eră majoră la epoca când pretinde că a fost sedusă, și conchide că ea a fost în culpă, sau cel puțin în eroare, când a cedat insistențelor bărbatului, fără a stabili dacă această eroare nu a rezultat din faptul, adică din promisiunea la căsătorie nerealizată, judecând astfel, curtea de fond violează art. 998, (Cas. I, 405/Dec. 14/92, B. p. 1091).

62. Dacă statul, adică autoritatea căreia sunt încreditate puterile publice nu poate fi declarat, ca putere legislativă și ca putere judecătorească, răspunzător de pagubele ce aduce prin greselile sale particularilor; ca putere executivă inșă, guvernul propriu zis, este responsabil, în principiu, de pagubele ce ocazionatează prin violarea dreptului altuia, și aceasta nu numai în cazul când întreprinde inșuși vre-un serviciu public sau exploatează vre-o ramură de industrie în interesul general, dar chiar atunci când, investit cu puterea suverană, comandă oare cari măsuri în numele ordinii sociale, a siguranței publice sau a conservării ori prosperității statului. Această responsabilitate înecetează numai în cazul de forță majoră. — Pagubele cauzate particularilor în timp de răzbel se grupează în două categorii distincte: unele care se găseesc cuprinse sub denumirea generică de fapte de răzbel, sunt considerate ca niște evenimente de forță majoră și nu dau loc la despăgubiri în folosul acelor cari au fost victime lor; altele cari s'au produs în oare cari circumstanțe speciale, dau drept la o indemnitate. — Fapte de războiu se consideră acele măsuri de apărare luate de autoritatea militară când ele s'au impus ca o necesitate a luptei contra inamicului. Astfel, nici o răspundere nu'i incumbă statului, nici o despăgubire nu se datorește acelor cari au suferit pagube dacă, pe de o parte, lupta în contra inamicului eră începută când faptele



păgubitoare au fost săvârșite, și dacă, pe de altă parte, aceste fapte erau din cauza acestei lupte necesare și urgente. Din contra, măsurile ordonate de autoritatea militară într'un mod preventiv, măsurile de prevedere și de siguranță luate înainte de începerea ostilităților și neavând nici o legătură directă cu acțiunea însăși, nu constituiesc fapte de răzbel, și consecințele lor păgubitoare, pentru particulari angajează responsabilitatea statului. Din cele ce preced rezultă că același fapt poate fi considerat ca fapt de războiu sau nu după timp, după circumstanțele în care a fost săvârșit. Principiul acesta se aplică în totul și în caz de revoluțiuni. Astfel fiind, vărsarea bănturilor unui cârciumar de către forța armată, într'o comună unde n'a fost răzcoală, nu constituie un fapt de răzbel, ci o simplă măsură preventivă luată de autoritatea militară în scop de a împiedica izbucnirea unei revolte, și deci statul nu poate invoca cu succes forța majoră, căci nu este forță majoră când autoritatea militară ia măsuri de apărare contra unui pericol viitor care poate să nu se realizeze nici odată; forță majoră nu există de cât atunci când distrugerea se impune ca o necesitate a luptei. Deci statul e responsabil pentru daunele cauzate prin acea vărsare a bănturilor. (Trib. Ilfov, I, 280, Apr. 15/92, Dr. 58/92).

**63.** Condamnarea adjudecatarului care n'a depus prețul la plata diferenței rezultă din revinderea pe computul său, fiind o aplicațiune a principiului de drept înseris în art. 998, ea are loc atât în profitul masei creditorilor înserisi cât și al debitorului urmărit, de oarece și unii și ceilalți au putut să fie prejudiciați prin ne depunerea prețului. Cum însă creditorii cât numai dacă au fost prejudiciați nu pot exercita această acțiune de și până la concurența datoriei rămasă ne achitată, este învederat că și în acest caz ei nu fac decât reprezintă drepturile debitorului lor, căruia în definitiv profită plata diferenței, așa încât acesta este adevăratul creditor al diferenței datorite de fostul adjudecatar. (Apel Craiova, I, Iun. 1/92, Dr. 59/92).

**64.** Statul, Primăria și alte persoane morale care sunt obligate a face lucrări de utilitate publică nu sunt răspunzătoare de daunele interese ocazionate, în urma lucrărilor publice, decât dacă paguba a rezultat direct și imediat din acele lucrări, iar nu și dacă prejudiciul ce suferă proprietățile particularilor în urma acestor lucrări, sunt niște consecințe indirecte și depărtate a lucrărilor efectuate, cum ar fi când apele nu se mai pot scurge la stradă din cauza nive-

lărei stradei. (Apel Buc. I, 188, Oct. 31/92 Curier Jud. 30/92).

**65.** Dacă afiptele și publicațiunile relative la vânzarea silită a unei moșii cuprind indicarea greșită că moșia are o întindere cu mult mai mică decât în realitate și dacă acea indicațiune greșită n'a putut să fie făcută de către portărel decât după informațiunile și străduințele creditorului, căci numai el avea interes de a putea rămâne adjudecatar cu prețul cel mai mic posibil, după cum a rămas, și numai dânsul putea să aibă știință despre întinderea moșiei, fiind că avea la dispozițiune planul și hotărnicia aceluia imobil, pe când portărel n'avea acea știință și nici interesul de a insera în afipte și publicațiuni o indicațiune pentru care legea nu-l obligă de a căuta informațiuni spre a o putea face pe baza art. 998, acel creditor e responsabil de prejudiciul cauzat debitorului expropriat. (Cas. I, 82/Febr. 26/93, B. p. 134).

**66.** Art. 998 din Codul civil nu distinge între delict civil și quasi-delict, ci stabilește regula generală, că orice fapt ilicit, care a cauzat cuiva prejudiciu, poate provoca o responsabilitate civilă pecuniară. Un fapt nelicit se califică delict, dacă s'a săvârșit cu intenție de a cauza prejudiciu; iar dacă este fără intenție, atunci constituie un quasi-delict. În fine art. 998 se aplică în ambele cazuri, fie vorba de consecințele greșelii cele mai slabe, fie vorba de consecințele imprudenței sau neglijenței. Și judecătorii fondului sunt suverani a aprecia și constată dacă este greșeală, imprudentă sau neglijență. (Cas. I, 78/95 B. p. 138).

**67.** Statul, ca putere executivă, este răspunzător în principiu de pagubele ce ocazionează prin violarea dreptului altora, atunci când, investit cu putere suverană, comandă oarecare măsuri, în numele ordinii, siguranței publice sau a conservării ori prosperității sale, și această responsabilitate nu încețază, decât numai în caz de forță majoră, precum sunt faptele de războiu. Astfel, Statul este obligat să despăgubească pe proprietarul unui magazin de bănturi spirtoase, ale cărui bănturi i-au fost vărsate din ordinul puterii armate, ca o simplă măsură preventivă, în scop de a împiedeca izbucnirea unei revolte și aceste daune câtă să se plătească de ministerul de Interne, iar nu de acela al Războiului. (Cas. I, 233/95, B. p. 694).

**68.** Conflictetele, ce se nasc din neexecutarea unei hotăriri, care ordonă unui soț a încredința copilul ieșit din căsătorie celuilalt soț, nu se poate rezolvi, pentru simplul fapt al neexecutării, în sensul art. 1075, prin condamnarea la daune-interese spre repara-



rea unui prejudiciu apreciabil în bani, conform art. 1048 C. civ. Totuși sancțiunea dreptului de putere părintească și a executării consistă, pentru soțul, căruia justiția i-a încredințat copilul, în dreptul de a putea recurge la puterea publică, dacă copilul este ascuns de celălalt soț și hotărârea nu se poate executa din cauza acestui fapt, iar prejudiciul moral, ce suferă soțul, ale cărui drepturi sunt violate, are a fi reparat prin o condamnare pecuniară a soțului recalitrant, conform principiului din art. 998 Cod. civ. (Cas. II, 199/96 B. p. 1264).

**69.** Responsabilitatea prescrisă de art. 998 și 999 din codul civil, nu are în vedere numai reaua credință din partea aceluia care a săvârșit un fapt dăunător, dir contra este suficient stabilirea culpei celei mai ușoare, a neglijenței sau imprudentei, pe care partea care o săvârșește putea să o înlăture, pentru a face pe această parte răspunzătoare de daunele cauzate. Astfel, când directorul unei societăți, sau un alt particular, denunță că o persoană ar fi comis fapte ce ar putea atrage pedeapsă corecțională, și acea persoană a fost achitată de instanțele judecătorești, pentru că nu i s'ar fi putut stabili culpabilitatea, denunțatorul este răspunzător de daunele cauzate acelei persoane prin denunțarea sa și nu se poate apăra, pe motiv că procurorul a susținut acuizarea, că judecătorul de instrucție ar fi dat mandat de depunere contra acelei persoane și că Trib. ar fi confirmat acel mandat. (Apel Galați II, C. Jud. 2/96).

**70.** Denunțarea nedreaptă făcută cu ușurință, cu neațetare în persoana cui-va, fără ca autorul ei să-și dea osteneala să fie bine informat, întrunește elementele cerute de art. 998 și 999 C. civ. ca să facă răspunzător pe denunțatorul de prejudiciul cauzat denunțatului, fără a se putea pretinde, ca condiție a dreptului la despăgubiri și reaua credință a aceluia care a făcut-o. (Cas. I, 165/96 B. p. 679).

**71.** Pentru ca o faptă a omului să dea loc la daune-interese nu e suficient ca acea faptă să fi adus altuia prejudiciu, dar trebuie ca autorului, căruia i se atribuie această faptă, să i se poată imputa cel puțin o greșală. De aci reiese că reducățiunea nu poate da loc prin ea însăși, la o acțiune în despăgubire, când asemenea faptă e imputată unei greșeli comune nu de o mai puțină gravitate pentru partea prejudiciată, căci atunci dânsa nu-și poate întemeia pe propria sa greșală sau vină o asemenea acțiune. (Cas. I, 108/97 B. p. 309).

**72.** Daunele interese cuprind nu numai pierderea suferită ci și beneficiul de care a fost lipsit cel ce a suferit paguba, și deși cuantumul despăgubirii

intră în aprecierea suverană a instanței de fond de a-l fixa după fapte și împrejurări, însă este casabilă hotărârea, care nesocotește cele două elemente specificate mai sus ale daunelor interese. (Cas. I, 373/97 B. p. 1185).

**73.** Scrisorile confidentiale comunicate unui destinatar de un tertiu, asupra căruia ele conțin aprecieri defavorabile, nu pot fi produse de acesta în justiție, în sprijinul unei acțiuni în daune, de oarece o scrisoare nu intră în mâinile destinatarului, de cât cu caracterul ce autorul său a voit să-i dea, așa în cât destinatarul nu este proprietar, decât al unei scrisori confidentiale, nesusceptibilă de a fi dată publicității și nici de a fi produsă în justiție. Tertiu, care se servă în justiție de o asemenea scrisoare remisă lui de destinatar, pentru a avea un drept la daune și intru cât s'ar putea stabili în acest mod un quasi-delict, trebuie să dovedească că paguba, ce pretinde că a încercat, provine din cauza acelei scrisori, precum și cuantumul ei. (Apel Buc. I, Dr. 14/97).

**74.** Măsurile luate de guvern în interesul siguranței publice fiind fapte de ordin politic, nu pot da ocaziune la acțiuni în despăgubire civilă. Deci, ordinul dat de guvern, pentru oprirea debarcării pasagerilor suspecti dintr'un vas, poate provoca o responsabilitate politică, dar nu se poate rezolva prin despăgubiri materiale. (Trib. Covurlui, Dr. 59/98).

**75.** Din principiu, exact în drept, că manoperile frauduloase întrebunțate de femeie pentru obținerea unui contract de împrumut cu ipotecă, ce legea cere să fie făcut cu autorizația soțului, nu pot fi opuse acestuia, când dânsul n'a dat aceea autorizație și n'a participat la fraudă comisă de femeie, nu se poate deduce altceva, decât că acest contract nu valorează ca un împrumut cu ipotecă și dar că femeia nu poate fi obligată ca debitoare ipotecară la restituirea sumei cu care s'a împrumutat. Atunci când însă faptele comise de femeie, pentru a obține suma cu care s'a împrumutat, intră în prevederile art. 998 din Codul civil, obligațiunea femeii de a repara prejudiciul cauzat decurge din lege, și prin urmare, o asemenea obligațiune există pentru dânsa, independent de orice autorizație a soțului. (Cas. I, 3/98 B. p. 7).

**76.** Deși faptul de a introduce o acțiune în justiție nu este decât exercitiul unui drept legitim, totuș recursul la instanțele judecătorești poate să constituie o culpă și să dea loc la daune, de câte ori exercitiul acțiunii constituie un act de răutate și de rea credință, sau, cel puțin, un act de o eroare grosieră, care echivalează cu dolul. În asemenea caz dauna poate fi nu numai



materială, dar și morală și se apreciază în mod suveran de judecătoria fondului, după gravitatea prejudiciului moral, suferit de cei chemați în judecată printr-o acțiune temerară și vexatorie și după pozițiunea socială a celor vexați. (Trib. Bacău, *Dr.* 50/99).

**77.** Partea lezată printr'un delict sau quasi-delict poate forma separat acțiunea sa de despăgubire contra autorului faptului prejudiciabil și o poate face direct contra lui, chiar când ar avea o acțiune contra mai multor delinvenți și aceasta independent de modul cum ar putea fi calificat faptul în penal, destul că faptul în sine să fi cauzat un prejudiciu părții vătămate. Astfel, deși prin legi speciale s'au făcut responsabili civilmente către Stat casierii și controlorii, pentru delapidările săvârșite de percepitori, acesta însă nu împiedică pe Stat ca, în baza art. 998 și urm. Cod. civ., pentru prejudiciul ce a suferit, să urmărească pe toți acei cari au conlucrat și înlesnit acele delapidări. (Cas. I, 379/99 B. p. 1203).

**78.** Concurența ilegală în materie, literară ca și aiurea, constituie un delict sau un quasi-delict putând da naștere unei acțiuni în daune. În acest caz, autorul reclamant trebuie să dovedească contrafacerea operei sale, altminteri nu există concurență ilegală și prin urmare nu poate fi vorba de daune. (Trib. Ilfov II, *Dr.* 22/99).

**79.** Legiuitorul, spre a asigura mai bine pe pacient pentru repararea prejudiciului cauzat prin faptul servitorilor și al prepușilor, a făcut răspunzător civilmente, pe lângă autorul material al faptului, și pe stăpân sau comitent, astfel că legea îi consideră pe amândoi și pe autor și pe stăpân sau comitent, coobligați la repararea prejudiciului. De aci rezultă, că reclamantul are dreptul să cheme în judecată sau pe amândoi sau numai pe unul, după cum interesul său îl povătuiește și când instanța judecătorească scoate pe unul din proces, violează principiile de drept și legea, și hotărârea sa este casabilă. Pentru a se putea susține că un fapt al omului constituie un quasi-delict, trebuie ca faptul, care cauzează un prejudiciu altuia, să fie un fapt ilicit, adică să nu consistă în exercițiul unui drept, să fie imputabil autorului, să vătămă un drept al altuia, și că acel căruia i se impută faptul dăunător să fie în culpă, adică să i se poată imputa, dacă nu intențiunea rea, cel puțin o greșeală, o imprudență sau o neglijență. (Cas. I, 154/99 B. p. 475).

**80.** Pentru a se putea da naștere la o acțiune posesorie, trebuie să existe în cauză un conflict asupra posesiei, conflict implicând pretenții rivale asupra lucrului stăpânit. Astfel, faptul

săpării unui șanț de scurgerea apelor pe propriul său loc și care cauzează prejudiciu imobilului vecinului, nu poate da loc la acțiune posesorie, când nici posesiunea, nici proprietatea locului pe care s'a săpat șanțul, nu sunt contestate de vre-una din părți, dar aceasta constituind cel mult un abuz de folosință, se rezolvă dacă vătămă pe altul, prin daune interese, și competența se regulează în acest caz, după cuantumul sumei cerută ca despăgubiri. (Cas. I, 54/900, B. p. 133).

**81.** Când se constată că arhitectul, care a făcut planul unei case, nu a fost însărcinat cu conducerea și supravegherea lucrărilor și că maestrul de zidărie a lucrat sub ordinea proprietarului, în acest caz nici arhitectul, nici maestrul de zidărie, care în aceste condiții nu este decât un prepus al proprietarului, nu sunt răspunzători de daunele cauzate imobilelor vecine, ci numai proprietarul. Dacă, în principiu, față cu regulile generale de drept, este permis oricui să uzeze de proprietatea sa, și de drepturile inerente ei, nu-i este însă ertat, față cu aceleași reguli, să depășească dreptul său și să atingă pe al altuia. Așa, ori de câte ori se poate constata că cineva, prin abuz, a trecut peste marginele dreptului său și a atins dreptul altuia, cauzându-i pagubă, trebuie să fie legalmente obligat a repara prejudiciul cauzat. (Cas. I, 55/900 B. p. 135).

**82.** Obligațiunea, ce un tată natural ia către mama copilului său, de a-i servi pe fiecare an o sumă de bani, ca să o ajute la întreținerea copilului, nu este o obligație, a cărei cauză să fie recunoașterea copilului, ceea ce nu este admis, ci o obligație a cărei cauză este un quasi-delict săvârșit de dânsul, în prejudiciul moral și material al mamei și care dă loc la reparații civile. Asemenea nu poate să aibă o cauză ilicită sau contrară bunelor moravuri, ci din contră repară un rău cel, puțin din punctul de vedere pecuniar și reparația unei daune este un fapt moral. (Trib. Iași II, 189/99 C. Jud. 12/900).

**83.** Patronul este dator să ia toate măsurile de siguranță pentru lucrătorii săi, mai cu seamă când întrebuințează copii, cari nu au experiența necesară și prudentă ce se cere la o lucrare ce nu este scutită de pericol. Faptul în sine, de a pune copii să lucreze la mașini și aparate, a căror întrebuințare poate da naștere, — dacă nu se iau toate precauțiunile necesare, — la accidente, constituie o imprudență din partea patronului, independent de măsurile de siguranță ce va fi luat și recomandațiile ce va fi făcut acelor copii, întru cât, din cauza vârstei lor, copiii nu-și pot da seama în deajuns de pericolele ce-i amenință, dacă nu se tin de



acele recomandatii. Așadar, imprudenta patronului de a întrebuița copii la mașini și aparate, al căror uz nu e scutit de pericol, face pe patron răspunzător de orice accident s'ar întâmpla acelor copii. (Cas. S. Unite 6/900 B. p. 623).

**84.** Erededele care cumpără, după face-rea partagiului, de la comostenitorul său partea de moștenire căzută în lotul acestuia, este un achizitor cu titlu particular și în această calitate, nu are acțiunile în daune pe care le-ar fi avut de cujus în contra terților, cu care a contractat de cujus asupra acestei părți din moștenire. Și nici nu poate pretinde că o atare acțiune o poate intenta în calitate de moștenitor, pentru că, prin efectul partagiului, partea aceasta de moștenire căzând în lotul altui moștenitor, erede cumpărător e considerat că nu a avut nici odată acțiunile lui de cujus asupra acestei părți. (Apel Craiova II, C. Jud. 70/901).

† **85.** Este indiferent dacă prejudiciul cauzat e moral sau material; deosebire este numai că acel moral e mare, aproape ireparabil și echivalent în bani foarte greu de stabilit, însă aceasta nu e un motiv, ca el să nu dea loc la despăgubiri. Astfel, faptul pentru o femeie nemăritată de a întreține relațiuni cu un bărbat, având de consecință nimicirea cinstei sale, bărbatul e ținut a repara prejudiciul, dacă e cauzat de dânsul, când se constată, adică, că bărbatul a înșelat pe femeie prin manopere frauduloase. (Trib. Ilfov I, C. Jud. 65/902).

**86.** În materie de transport (cărăușie), culpa poate fi contractuală sau extracontractuală ori aquiliană, și o atare deosebire a culpelor are rațiune de a fi, în această privință, din cauza sarcinei probei, căci culpa contractuală, fiind presupusă, debitorul trebuie să dovedească că a fost împiedicat de a-și exercita obligația, printr'un caz fortuit sau de forță majoră; pe când culpa comisă de o persoană nelegată prin o obligație (culpa extracontractuală sau aquiliană) trebuie dovedită de acel care o invoacă. Astfel, în privința transportului de lucruri, mărfuri sau animale, cărăușul, fiind debitorul unui corp cert și determinat, nu poate invoca liberațiunea sa, decât stabilind cazul fortuit sau de forță majoră, pe când, în privința transportului de persoane, art. 1475 c. civ., ne mai fiind aplicabil, de oarece cărăușul nu poate fi considerat ca depozitarul persoanelor, ce este chemat a transporta dintr'un loc într'altul, culpa sa trebuie să se dovedească de acel care o invoacă. (Apel Buc. III, C. Jud. 68/903).

**87.** Judecătorii, pentru toate faptele săvârșite în atribuțiile funcțiilor lor,

fie de natură contencioasă fie grațioasă, nu sunt răspunzători către partea ce se pretinde prejudiciată și nu pot fi urmăriți, decât prin acțiunea recursorie civilă în condițiile art. 305 Pr. civ. (Cas. I, 319/903, B. p. 832).

**88.** Neglijența imputabilă conductorului face responsabilă pe direcția tramvaiului de faptele prepusului său și imprudenta victimei nu poate scuti de orice răspundere pe direcțiune, când culpa acesteia a fost anterioară și cauza determinantă a culpei victimei; imprudenta victimei poate fi luată în considerație numai pentru fixarea daunelor provenite, făcând pe pacient să suferă el însuși o parte a acelor daune. (Apel Buc. III, Dr. 68/903).

**89.** Vânzătorului nu-i incumbă datoria, de a se interesa dacă cel ce cumpără are sau nu capacitatea de a contracta, și dacă el n'a uzat de nici un mijloc dolosiv, spre a face pe cumpărător să creadă că pământul parcelat ce cumpără ar fi pământ urban, faptul cumpărătorului de a voi să cumpere, când știa sau trebuia să știe că este incapabil de a cumpără ca străin, împiedicând astfel pe proprietar de a putea vinde la altul, i-a produs vânzătorului un prejudiciu, pe care cumpărătorul trebuie să-l repareze conform art. 998 codul civil. (Trib. Ilfov I, Dr. 39/904).

**90.** Art. 998 nu face nici o deosebire între prejudiciul material și cel moral. Este logic și drept ca victima unui delict sau quasi-delict să dobândească deplina îndemnizare a întregului prejudiciu suferit, întru cât nu se poate admite, ca principiu și regulă absolută de drept, că în nici un caz suferințele morale provenite din culpa altuia nu pot da loc la daune civile, ca unele ce nu se pot aprecia în bani. Prin urmare, suferința morală poate deveni cauza unui prejudiciu material și rămâne în sarcina instanțelor judecătorești de a constata, pentru fiecare caz special, dacă dânsa a produs un asemenea efect și în ce măsură a fost produs. (Cas. I, 508/904, B. p. 1618).

† **91.** Când o femeie reclamă reparațiunea prejudiciului, ce i-a cauzat un bărbat prin faptul că a ademenit-o, prin promisiuni de a o lua în căsătorie, ca să plece de la părinți și, după ce a trăit cu dânsul mai mult timp și a avut și un copil din această conviețuire, a părăsit-o căsătorindu-se cu o altă femeie, această reclamațiune nu poate fi admisă, când se constată că nu promisiunea de căsătorie a făcut-o să plece de la părinți și să trăiască cu acel bărbat, ci voința sa și când cauza părăsirii a fost purtările rele, ce dânsa a avut în tot timpul cât a conviețuit cu acel bărbat. (Trib. Prahova II, C. Jud. 17/905).



**92.** Bărbatul care, prin întrebuințare de diferite manopere și promisiuni, determină pe o fată de a avea împreună relațiuni sexuale, în urma promisiunilor formale că o va lua în căsătorie, angajament de care însă dânsul nu s'a ținut, prin acest fapt cauzează fetei o daună morală, pe care, în temeiul sus arătatului text de lege, bărbatul e dator a o repara. (Trib. Botoșani, C. Jud. 82/905).

**93.** Când Ministerul de Externe a obținut predarea unui tablou de la un guvern străin și a remis acest tablou altei persoane decât proprietarului său el a făcut un fapt de pură administrație, care poate fi analizat de instanțele judecătorești. În acest caz, Ministrul, odată în posesiunea tabloului, devine depozitar al lui și este în culpă, când îl remite la altul de cât proprietarului, ceea ce-l expune la daune. (Trib. Ilfov I, Dr. 4/906).

**94.** Când instanțe de fond, spre a face pe Casa de Depuneri responsabilă de daune, își bazează hotărîrea pe neglijența Casei, care nu s'a conformat pentru restituirea unui depozit dispozițiile art. 10 și 21 din regulamentul Casei de Depuneri, nu mai poate fi vorba de violarea art. 998 și 999 codul civil. (Cas. I, 25 Sept. 1906, B. p. 1357).

**95.** În legislația română lipsind o dispoziție similară celeia din legea franceză dela 9 Aprilie 1898, prin care se creiază în sarcina patronului un rizic profesional, trebuie a se analiza elementele de culpă imputabile patronului. Astfel, când se constată că patronul nu a luat toate măsurile necesare, pentru a garanta pe lucrător contra propriei și naturalei sale neglijențe, este în culpă. (Trib. Ilfov II, Dr. 10/907).

**96.** Aplicarea pedepselor disciplinare cât și aprecierea dacă asemenea pedepse sunt bine meritate și legal aplicate, sunt date prin legi și regulamente speciale în atribuțiunea puterii armate, așa că, exercițiul lor neputând fi controlat de instanțele ordinare, aceste instanțe nu au căderea de a judeca, dacă un superior mai putea pedepsi cu închisoare disciplinară pe un inferior, pentru un fapt, de care acesta fusese achitat de consiliul de război. De aci rezultă că este neadmisibilă o acțiune în daune întemeiată pe un fapt, pe care justiția civilă nu-l poate cenzura. (Apel Galați II, C. Jud. 13/907).

**97.** Faptul unui militar, de a nu uză de dreptul de recurs în contra procesului verbal al comisiunii medicale de reformă nu poate să-i ridice dreptul de a cere daunele ce a suferit prin violarea unor anumite texte de lege de către Minist. de Război, care a ținut să le respecte. (Apel Buc. I, C. Jud. 17/907).

**98.** Conform art. 1 din legea poziției ofițerilor din 16 Mai 1906, gradul este proprietatea ofițerului și nu se poate lua de cât în cazul prevăzute de lege, iar pe de altă parte, pentru ca poziția de activitate a unui ofițer să înceteze, trebuie neapărat ca una din condițiunile art. 7 din sus zisa lege să fie îndeplinită. Din acestea rezultă că, atunci când, în contra dispozițiilor clare și categorice ale acestor texte de lege, Ministerul de Război ridică unui militar dreptul de proprietate al gradului său în activitate, îi vatamă un drept dobândit și o asemenea vătămare dă dreptul celui vătămat a întenta acțiune conform art. 998 C. civ. (Apel Buc. I, C. Jud. 17/907).

**99.** O persoană semnând personal niște cambii pentru o societate anonimă, cu modalitatea de plată anume stabilită, are un interes legitim ca această convențiune să fie respectată și, în caz când, prin nerespectarea ei, i s'ar cauză daune este în drept a le reclama, cu toate că obligațiunea sa este cu termen și supusă condițiunei neachitărei din partea acestei societăți; că interesul reclamantului în asemenea acțiune fiind vădit, el poate întenta acțiune în daune în numele său personal. (Trib. com. Ilf., C. Jud. 14/907).

**100.** Dreptul la pensie acordat văduvei și moștenitorilor minori ai unui funcționar mort în timpul și din cauza serviciului, este un drept distinct de dreptul ce are orice parte lezată de a pretinde daune dela proprietarul lucrului care i-a cauzat prejudiciu. (Cas. I, 5 Iunie 1907, B. p. 1049).

**101.** Ori de câte ori se decretează deschiderea unei strade, sau oricari alte lucrări de utilitate publică, prin aceasta chiar legea nu impune primăriei sau administrațiunii publice ce are a face lucrarea ca să execute acele lucrări într'un timp determinat, de unde rezultă că, dacă executarea lucrărilor întârzie, oricare ar fi obstacolul din care ar proveni, această întârziere nu poate da naștere unei acțiuni în daune din partea particularilor cari ar urmă să fie avantați prin efectuarea acelor lucrări, afară, bine înțeles, dacă nu intervin și alte împrejurări de fapt cari să facă ca autoritatea să fie în culpă. (Cas. I, 12 Iunie 1907, B. p. 1065).

**102.** Direcțiunea Căilor Ferate este ținută, conform principiului din art. 998, 999 și 1000 codul civil, să repare prejudiciul cauzat prin neglijența prepușilor săi. (Cas. II, 12 Iunie, 1907, B. p. 1135).

**103.** Conform art. 998 și 999 din codul civil, acțiunea în daune este admisibilă numai dacă paguba suferită este consecința directă și imediată a unui fapt imputabil autorului. (Cas. I, 12 Sept. 1907, B. p. 1289).

**104.** Art. 998 din codul civil prevăzând un principiu general, el se aplică ori de câte ori faptul cuiva cauzează altuia un prejudiciu.

Prin urmare, dacă Administrația Căilor Ferate a crezut necesar să nu ia măsuri de siguranță în locurile unde calea ferată traversează drumul public „pe motiv că legile sale organice“ nu o obligă să ia asemenea măsuri, aceasta nu poate să o scutească de răspundere în caz de accident provenit din lipsa unor asemenea măsuri. (Cas. I, 9 Oct. 1907, B. p. 1477).

**105.** Din combinațiunea art. 998 și 999 din codul civil rezultă că, pentru ca cineva să fie răspunzător de un delict sau quasi-delict civil și obligat, prin faptul său, la daune-interese, se cere: 1) ca acel fapt să fie licit, adică ca partea căreia i se impută să nu fi avut dreptul de a-l face; 2) ca acest fapt să fie imputat autorului său; 3) ca faptul acesta, care a cauzat prejudiciul, să fie săvârșit cu intențiune de a păgubi sau chiar numai din imprudență sau neglijență. De aci rezultă și este stabilit în principiu că cel care cauzează altuia o pagubă, exercitându-și un drept al său, nu este obligat a o repara. (Cas. III, 17 Oct. 1907, B. p. 1617).

**106.** Punerea unui ofițer în poziție de reformă, în urma unei deciziuni definitive a Consiliului de reformă, dată în baza legii și executată printr'un decret regal, nu poate constitui din partea Ministerului de Război un fapt ilicit, care, potrivit art. 998 din codul civil, să facă temeiul unei acțiuni în daune-interese.

Astfel, hotărîrea instanței de fond, care ar admite o asemenea acțiune, este lipsită de orice bază legală și ca atare casabilă. (Cas. I, 25 Febr. 1908, B. p. 259).

**107.** Proprietatea unei mărci de fabrică aparține, chiar în lipsă de orice depozit, aceluia care a creat-o, care cel dintâi, a întrebuintat-o; prin urmare, în lipsă de depozit, dacă această proprietate este lipsită de protecția eficace ce-i acordă legea specială a mărcilor de fabrică, nu este însă mai puțin adevărat că ea este garantată de dreptul comun, de dispozițiile legii prevăzute în art. 998 și următorii din codul civil, care definește faptele prejudiciabile și reglementează reparațiunea lor.

În adevăr, art. 4 și 6 din legea mărcilor de fabrică prevede că marca adoptată de un comerciant nu se poate întrebuinta de altul, iar art. 7 prevede că comercianții cari doresc a revendica proprietatea exclusivă a unei mărci, trebuie a o înscrie la Tribunal. (Cas. III, 6 Iunie 1908, B. p. 1238).

**108.** Faptul unui Minister, de a arenda un local dintr'o clădire ce-i apar-

ține, unui particular, nu constituie un act al puterii publice, ci un act de administrațiune al patrimoniului statului, chiar și când este vorba de o elădire care este întrebuintată pentru un scop de utilitate publică. În asemenea condițiuni, nu poate un concesionar să acționeze ministerul, printr'o acțiune în daune, de cât numai dacă acele daune ar fi isvorât din nerespectarea contractului de către însăș acel minister sau din art. 998 codul civil. (Trib. Ilfov s. III, Dreptul 60/1908 p. 492).

**109.** Faptul întrebuintării de către un patron în atelierile sale a unor mașini a căror construcțiune defectoasă poate periclita viața lucrătorilor, precum și întrebuintarea în servicii care reclamă o atențiune și o perspicacitate mai matură a unor copii cari nu pot să și dea bine seama de pericolul lucrării lor, constituie din partea patronului în caz de accident de muncă, o evidentă culpă, și potrivit dispozițiilor art. 998 codul civil, urmează a fi condamnat la daune. (Trib. Brăila s. I, Dreptul 65/908, p. 534).

**110.** Posesorul de rea credință este dator să restituie, pe lângă fructele percepute, și interesele acestei datorii, nu numai de la chemarea în judecată, ci și anterior acestei cereri, și anume de la data perceperei fructelor de restituit, cu diferența numai că interesele anterioare chemării în judecată, nu pot fi pretinse de cât cu titlu de daune-interese, în virtutea art. 998 codul civil, adică ca compensație a prejudiciului suferit de reclamant și sub condiția de a justifica acest prejudiciu, pe când interesele posterioare intentării acțiunii sunt datorite de plin drept prin singurul efect al chemării în judecată, în virtutea art. 1088 și 1090 codul civil. (C. Apel Buc. s. II, Drept. 73/908, p. 599).

**111.** Aplicarea unui sequestru, în baza unei creanțe dejă plătită, constituie un fapt nedrept și îndrituște pe cel prejudiciat prin acest sequestru să ceară în virtutea art. 998 cod. civ., despăgubiri pentru daunele atât morale cât și materiale suferite. (Trib. Brăila s. I, Dreptul 73/908, p. 604).

**112.** Când un contract este considerat ca anulabil, iar nu ca inexistent, tot ce s'a făcut pe baza lui, cât timp eră în picioare și nu se ceruse anularea lui, este rezultatul unui drept, iar nici de cum o faptă care să dea naștere la daune, potrivit art. 998 și urm. cod. civil. (Trib. Ilfov s. com. Dreptul 10, 1909, p. 77).

**113.** După art. 998, 999 și 1000 din codul civil, omul răspunde de prejudiciul cauzat altuia nu numai prin faptul său, dar și prin acel al prepușilor săi, în însășcările ce le sunt încredințate. (C. Apel Iași s. I, Dreptul 17/909, p. 132).



**114.** Creditorul care susține că înstrăinarea consimțită de debitorul său, precum și înstrăinările subsecvente sunt simulate și făcute în scopul de a sustrage lucrul urmăririi creditorilor, nu poate uză de cât de acțiunea în simulațiune care se întemeiază pe art. 1718 codul civil, după care toate bunurile debitorului răspund pentru datoriile sale, pentru a se constată că bunul nu a fost în realitate înstrăinat și că aparține debitorului, iar nu și acțiunea întemeiată pe art. 998 codul civil, care stabilește numai responsabilitatea ce rezultă dintr'un fapt ilicit și dăunător, comis cu intențiune și care din punct de vedere juridic constituie un delict civil.

Astfel, din moment ce un creditor își poate realiza creanța sa, dovedind simulațiunea, exercitarea acțiunii în simulațiune este posibilă și exclude intențiunea unei acțiuni în daune întemeiată pe art. 998 codul civil. (Trib. Vaslui, Dreptul 36/909, p. 285).

**115.** După art. 998 și 999 din codul civil, orice faptă a omului care cauzează altuia prejudiciu, obligând pe acela care a produs acest prejudiciu a-l repara, de aici rezultă că ruperea unei promisiuni de căsătorie, fără nici un motiv legitim, poate da loc la despăgubiri în favoarea persoanei care a fost victima acestui prejudiciu și prejudiciul poate fi, în asemenea caz, nu numai material, dar și moral. (Trib. Vaslui, Dreptul 52/1909, p. 415).

**116.** După art. 998 din codul civil, pentru ca un fapt al omului să dea loc la daune interese, nu e suficient ca acel fapt să fi adus altuia prejudiciu, dar trebuie ca acelaia căruia i se atribuie dauna să i se poată imputa cel puțin o greșeală. (C. Apel Craiova s. I, 16 Febr. 1910, Dreptul 22/910).

**117.** Dacă partea n'a făcut opozițiune la ordonanța de scoatere în vânzare a mărfurilor, conform art. 388 din codul comercial, prin aceasta dânsa nu pierde dreptul rezultând din dispozițiunile art. 998 codul civil, de a intenta acțiune principală pentru daune, întru cât calea opozițiunii prescrisă de art. 388 codul comercial, departe de a crea o decădere pentru partea care n'a uzat de ea, este o înlesnire mai mult pentru parte spre a evita vânzarea mărfurilor sale. (Cas. I, 5 Febr. 1910, B. p. 289).

**118.** Potrivit dispozițiunilor relative la înaintarea în armată, vechimea singură nu conferă pe deplin nici gradul, nici dreptul la înaintare, ci mai trebuie ca șefi ierarhici să găsească pe ofițer apt pentru înaintare și să-l propună spre a fi trecut pe tabloul de înaintare.

Prin urmare, Ministerul de Război nu comite nici o abatere dela lege când nu înaintează pe un ofițer care are ve-

chimea cerută de lege, dar care nu a fost propus de către superiorii săi erarhici. (Cas. I, 24 Mai 1910, B. p. 747).

**119.** Sechestrantul răspunde de daune, conform art. 998 și 999 din codul civil, pentru prejudiciul cauzat prin înființarea unui sechestrul nedrept, sau asupra unei averi apărută de orice urmărire prin art. 407 din procedura civilă, ca: vite, sămânță și unelte agricole. (Cas. I, 27 Sept. 1910, B. p. 1172).

**120.** Constatările de fapt pe cari instanța de fond se bazează pentru a stabili care este prejudiciul suferit într'o acțiune fondată pe principiul înscris în art. 998 din codul civil, este o chestiune de apreciere, lăsată la facultația instanței de fond, a cărei hotărâre nu poate fi supusă controlului Curții de Casațiune, dacă acea hotărâre este motivată. (Cas. I, 476 din 27 Sept. 1910, B. p. 1172, Jurisprudenta 34/910).

**121.** Conform art. 998 c. civil proprietarul este răspunzător către vecinul său de prejudiciul cauzat proprietății acestuia prin exercitarea abuzivă a dreptului de proprietate. (Cas. I, 440 din 15 Sept. 1910, Jurisprudenta 28/910).

**122.** Faptul că prin ademeniri mincinoase un bărbat abuzează de in experiența unei fete provocând-o să-și uite de datoriile sale și să-și piardă cinstea, constituie o culpă din partea bărbatului care cauzează astfel în sensul art. 998 c. civil un prejudiciu atât moral cât și material pe care este dator a-l repara. (C. Apel Buc. s. I, 173 din 13 Sept. 1910, Dreptul 59/910; In acelaș sens: Trib. Ilfov s. I, 605 din 2 Oct. 1912, Curier Jud. 53/913).

**123.** În sistemul codului actual fiecare obligat dintr'un contract răspunde întotdeauna de dol sau de culpă, făcându-se răspunzător în acest caz atât de daune materiale cât și de daune morale al căror quantum este lăsat la aprecierea judecății. (Judec. ocol. II Buc. 3143/911, Curier Jud. 9/912).

**124.** Faptul de a transmite unei alte persoane o boală venerică de care cineva este atins, poate servi de baza unei acțiuni în daune, chiar atunci când contagiunea nu ar fi intenționată, ci datorită unei simple imprudențe sau neglijențe a agentului contaminat. (Judec. ocol IV Buc. 1116/912, Curier Jud. 59/912).

**125.** Când se constată că Primăria acordând cuiva autorizarea de a instala un cinematograf într'o grădină, acesta a făcut toate lucrările necesare pentru amenajarea grădinei în acest scop, iar peste 20 de zile Primăria revine asupra autorizațiunii date și o refuză, instanța de fond poate aprecia că aceste împrejurări au cauzat părții un prejudiciu numai din vina Primăriei, care dar trebuie să-l repare. In

adevăr, dacă existau considerațiuni pentru refuzarea autorizațiunei, Primăria trebuia să le aibă în vedere și să refuze autorizarea de la început, iar nu să o acorde și după ce partea a făcut cheltueli, să vadă că autorizarea trebuia refuzată și să o revoace, zădărniciind prin aceasta toate cheltueile făcute și aducând un prejudiciu însemnat părții. (Cas. III, 426 din 19 Oct. 1912, B. p. 1824, Curier Jud. 82/912).

**126.** Pentru accidentele de muncă sau cu ocazia muncii suferite de acei întrebunțați în întreprinderile și exploatarile enumerate de art. 140 din legea meseriilor, victima sau urmașii săi nu au drept decât la rentele sau pensiile ce se plătesc de asociația patronală în limitele și către persoanele prevăzute prin acea lege, iar nu dreptul de a cere daune pe baza art. 998 și urm. din codul civil.

Prin urmare, instanța de fond aplică greșit acest text de lege și violează art. 140 și urm. din legea meseriilor, când obligă pe o societate industrială să plătească conform art. 998 codul civil o sumă de bani ca despăgubire către reclamant pentru prejudiciul încercat prin moartea fratelui său, moarte provenită dintr'un accident de muncă în fabrica acelei societăți. (Cas. I, 9 Oct. 1913, B. p. 1742).

**127.** Art. 676 cod. com. prevede în mod categoric că atunci când un vas a lovit, nu din culpa sa, ci din culpa unui al treilea, un alt vas, răspunderea pentru avarii va cădea în sarcina celui de al treilea. De altfel același principiu al răspunderii este stabilit și prin art. 998 c. civil, care nu distinge dacă faptul provocator de prejudiciu a fost direct îndreptat sau indirect. Odată ce legea constituie un drept, pentru cel prejudiciat în contra celui ce a făcut prejudiciul, trebuie neapărat să aibă și acțiune pentru realizarea aceluia drept.

Prin urmare, tribunalul face o justă aplicare a articolelor citate, când constată că un vas, din culpa sa, a lovit un alt vas și acesta, la rândul său, a lovit pe un al treilea, cauzându-i avarii, și în consecință condamnă la daune pe cel dintâi vas față de cel de al treilea. (Cas. III, 7 Oct. 1913, B. p. 1886).

**128.** Patronul nu poate fi răspunzător către lucrătorul său pentru accidentul ce acesta a suferit în exercițiul serviciului, de cât numai dacă potrivit art. 998 cod. civil, se stabilește că accidentul cauzat se datorește culpei patronului care poate fi atât în comittendo cât și în omittendo, simplul fapt al existenței contractului de muncă nedând drept la o acțiune în daune. (Trib. Roman, Dreptul 72/913, p. 574).

**129.** Pretențiile ce pot isvori din faptele calificate juridicește accidente de muncă" și prevăzute de legea pentru organizarea meseriilor, creditului și asigurării muncitorești, nu mai pot face obiectul unor acțiuni civile intentate înaintea Tribunalului ordinar pe baza art. 998 și urm. cod. civil, legiuitorul interzicând prin legea meseriilor, lucrătorilor chemați a beneficia de această lege dreptul de a se mai prevala și de dispozițiunile art. 998 și urm. cod. civil. (Trib. Tecuci, Dreptul 73, 1913, p. 582; Trib. Buzău s. I, 115 din 11 Mai 1922, Curier Jud. 9/925).

**130.** Potrivit prevederilor legii meseriilor, în cazurile de accidente de muncă prevăzute de această lege, lucrătorii sau succesorii lor n'au dreptul de cât la o rentă, pe care trebuie să o solicite de la casa centrală a meseriilor, creditului și asigurărilor muncitorești. (Trib. Tecuci, Dreptul 73/913, p. 582).

**131.** Accidentele de muncă provenite dintr'un număr anumit de industrii și exploatari recunoscute ca mai periculoase, între care și accidentele de muncă rezultate din întreprinderile „de căi ferate de tot felul“ sunt supuse prevederilor și jurisdicției legii pentru organizarea meseriilor, creditului și asigurării muncitorești. (Trib. Tecuci, Dreptul 73/913, p. 582).

**132.** Pentru o cât mai grabnică lichidare a drepturilor lucrătorilor isvrite din accidente de muncă, legiuitorul prin art. 222-227 din legea pentru organizarea meseriilor, a instituit o procedură, simplă, specială, expeditivă și instanțe proprii pentru judecătă care sunt: Casa centrală a meseriilor precum și o comisiune de apel compusă din trei consilieri ai Inaltei Curți de Casație și Justiție. (Trib. Tecuci, Dreptul 73/913, p. 582).

**133.** Dacă promisiunile de căsătorie pot servi de bază unei acțiuni în daune pe temeiul art. 998 cod. civil, din partea femeii seduse, aceasta are loc numai atunci când ele au fost cauza directă și determinantă a seducțiunei; când însă aceste promisiuni au avut loc mai în urmă, după începerea raporturilor intime, chiar dacă aceste raporturi au fost urmate de nașterea unui copil, acțiunea în daune nu poate fi primită, fiindcă nu există manopere frauduloase și prin urmare seducere din partea bărbatului. (C. Apel Buc. I, Dreptul 75/913, p. 597).

**134.** Nu se pot acorda daune viitorului soț care nu ar avea vre-o culpă, din neîndeplinirea căsătoriei. (Judec. ocol Lespezi, 180 din 28 Mai 1913, Curier Jud. 65/913).

**135.** Faptul unei persoane de a da explicații Procurorului asupra unor imputări ce se aduc unei persoane sau



de a răspunde cu bună credință la chestiunile cari sunt puse în această privință de către funcționarul care face anchetă un atare fapt nu poate constitui o deformare și nu poate da loc la o acțiune în daune, de oarece în asemenea împrejurare, pretinsul defaimator nu a făcut decât să se supună unei obligații legale. (Trib. Bacău 92 din 27 Febr. 1913, Curier Jud. 51/913).

**136.** Pentru accidentele de muncă sau cu ocazia muncii suferite de acei întreprinși în întreprinderile și exploatarea enumerate de art. 140 din legea meseriilor, victima sau urmașii săi nu au drept decât la rețele sau pensiile ce se plătesc de asociația patronală în limitele și către persoanele prevăzute prin acea lege, iar nu dreptul de a cere daune pe baza art. 998 și urm. din codul civil.

Prin urmare, instanța de fond aplică greșit acest text de lege și violează art. 140 și urm. din legea meseriilor, când obligă pe o societate industrială să plătească conform art. 998 codul civil o sumă de bani ca despăgubire către reclamant pentru prejudiciul încercat prin moartea fratelui său, moarte provenită dintr'un accident de muncă în fabrica acelei societăți. (Cas. I, No. 557, 1913; Curier Jud. 1914, p. 614. În același sens: Cas. Buc. s. II, 84 din 26 Iunie 1918, Petre Popescu, Jurispr. Cas. 1917-1918, No. 78; Cas. II, 1879, din 11 Nov. 1921, Jur. Rom. 5-6/922; Pand. Rom. 1922, III, 122; Trib. Bacău s. II, 286 din 22 Nov. 1922, Jur. Gen. 1923, No. 1333, Dreptul 9/924; Trib. Buzău s. I, 115 din 11 Mai 1922, Curier Jud. 9/925).

**137.** Actul fraudulos sau simulat, constituie un delict civil care dă loc la responsabilitatea prevăzută de art. 998 c. civ.

Prin urmare, Trib. face o justă aplicare a acestui articol, când condamnă la daune, constatând că contractul de închiriere dintre vânzătorul reclamant și un terțiu este simulat și că prin acest fapt al lor au prejudiciat pe reclamant prin aceea că l-au privat, timp de 5 ani, de venitul imobilului ce a cumpărat. (Cas. I, No. 81, 1914; „Jurispr. Rom.” 1914, p. 196).

**138.** Când din faptele astfel cum sunt constatate de instanța de fond rezultă că o femeie a suferit un prejudiciu din raporturile intime ce a avut cu un bărbat, de oarece a rămas cu un copil și i s'a îngreuiat condițiile traiului, din însăși aceste constatări de fapt reșind atât culpa bărbatului cât și prejudiciul suferit de femeie, elementele esențiale ale quasidelictului prevăzut de art. 998 c. civ., sunt îndeplinite. Astfel că instanța de fond comite exces de putere prin aceea că a calificat greșit în raport cu legea fap-

tul ce ea a constatat și a refuzat să facă aplicarea art. 998 c. civ., care se impunează față de acele constatări. (Cas. I, decizia No. 350, din 13 Iunie 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 434, Curier Jud. 1/915).

**139.** Numai atunci când faptul pe temeiul căruia se exercită o acțiune în daune, ar constitui o infracțiune, la legea penală săvârșită cu intențiune, legea pentru organizarea meseriilor, creditului și asigurărilor muncitorești n'a adus nici o derogățiune la regulile de responsabilitate prevăzute de dreptul comun: când însă este vorba de un fapt culpos, dar neintenționat, acțiunea civilă are a fi regulată după formele speciale ale legii muncitorești, fie că s'ar privi faptul ca o infracțiune la legea penală, fie numai din punctul de vedere al dreptului civil, ca un delict civil, ori quasi-delict.

Prin urmare, reprezentanții victimei unui accident de muncă nu au dreptul să se poarte părți civile în procesul corecțional intentat prepușilor patronului și să-și valorifice pe această cale conform dreptului comun, despăgubirile pretinse dela patron. (Cas. II, decizia penală No. 1787, din 18 Iunie 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 446, Dreptul 1914, p. 420).

**140.** Din principiul că dreptul la daune se naște odată cu faptul ce le-a cauzat, rezultă că pentru un accident de muncă petrecut înainte de 1 Aprilie 1912, nu se poate cere daune conform legii pentru organizarea meseriilor care a fost pusă în aplicare la acea dată. (Cas. I, No. 434, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 584).

**141.** Cu toate că faptul nașterii unui copil din relațiuni sexuale nelegitime constituie o culpă comună a cărei responsabilitate se divide între părți, totuși într'un asemenea caz bărbatul nu poate fi exonerat de orice răspundere și femeia poate în virtutea principiului înscris în art. 998 cod. civil, să intenteze acțiune în daune contra bărbatului pentru ca acesta să fie obligat a suporta în parte cheltuielile necesare pentru întreținerea și educarea copilului. (Cas. I, No. 132, 1914; Dreptul 1914, p. 204, Curier Jud. 31/914).

**142.** Pentru a fi loc la aplicarea art. 998 și 999 c. civ., și pentru a se putea susține că o faptă a omului constituie un quasi-delict, trebuie ca acel fapt să fie al autorului și ca acel căruia i se impută faptul dăunător să fie în culpă sau să i se poată imputa cel puțin o greșeală.

Astfel, prefectura unui județ este responsabilă de paguba cauzată unui proprietar prin secarea eleșteului de pe moșia sa, când acest fapt dăunător a fost cauzat de lucrările unei șosele executate în mod primitiv și defec-

tuos. (Apel Buc. I, No. 100, 1914; Dreptul 1914, p. 357).

143. a) Pentru ca o faptă a omului care cauzează altuia un prejudiciu, să oblige pe cel care l-a ocazionat să-l repare, trebuie ca acea faptă să constituie un act injust, săvârșit fără drept și în contra legii și care să fie în același timp imputabil autorului.

b) Imprejurarea că între un bărbat și o femeie a existat raporturi sexuale urmate chiar și de nașterea unui copil, nu poate da loc la o acțiune în daune întemeiată pe art. 998 c. civ., de cât numai dacă acest fapt a avut loc prin seducțiune sau violențe exercitate de bărbat, adică dacă se stabilește că unirea sexuală nu este voluntară ci rezultatul unui dol, a unor manopere frauduloase sau a unei violențe și în acest caz faptul din care isvorăște acțiunea în daune nu este concubinajul, ci dolul sau violența exercitată de bărbat în scop de a determina pe femeie la concubinaj. (Apel Galați II, No. 99, 1914; Dreptul 1914, p. 523).

144. a) Din economia dispozițiilor cuprinse în statutele Casei de credit și ajutor a căilor ferate rezultă că ajutorul lunar ce se dă văduvei și minorilor funcționarului decedat, are loc nu numai pentru infirmități și incapacități produse din accident ci și pentru incapacități produse în timpul și cu ocaziunea serviciului din orice cauză și că drepturile membrului înscris se acordă la orice vârstă și dintr'un fond alimentat în prim loc din reținerile asupra salariului său, de unde rezultă că acest ajutor constituie un drept de pensie analog cu acela prevăzut în legea generală de pensii, deci un drept distinct de dreptul ce are orice parte prejudiciată de a cere daune conform dreptului comun.

Prin urmare, Curtea de apel nu violează statutele Casei de credit și ajutor a Căilor Ferate când decide că dreptul la pensie nu ridică dreptul la daune după dreptul comun, când accidentul este imputabil unei culpe a prepușilor Direcțiunii Căilor Ferate.

b) Instrucțiunile de serviciu și ordinele date de Direcția Căilor Ferate subalternilor săi neavând caracterul unor legi obligatorii nu pot fi atacate în Casațiune pe motiv de violare sau rea interpretare. (Cas. I. No. 519, 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 10).

145. Infirmitățile fizice produc și adevărate leziuni de ordine morală, care pentru a fi de un caracter mai puțin material, nu sunt mai puțin reale.

Principiul fundamental al justiției este de a repara orice leziune fiindcă numai astfel se poate ajunge la acel echilibru de interese, care este condiția primară a unei vieți sociale principiu

formulat de lege în art. 998 și urm. c. civ. (Trib. Putna I, No. 1017/914; Curier Jud. 4/915, p. 33).

146. Din dispozițiunile art. 998 c. civ., rezultă că nu orice faptă a omului, care cauzează altuia prejudiciu, obligă pe acela care a săvârșit-o la repararea prejudiciului, ci, pentru ca despăgubirea să fie datorită, se cere ca faptul săvârșit să fie licit, adică o abatere dela principiul fundamental care ne oprește să prejudiciem pe un altul și să se constate că făptuitorul prin greșeala sa a pricinuit prejudiciul a cărei reparare se cere.

Prin urmare, instanța de fond nu violează art. 998 c. civ., ci face o justă aplicare a principiilor de drept când respinge acțiunea prin care o femeie cere despăgubiri dela un bărbat cu care a trăit și care a părăsit-o lăsându-l cu un copil, născut din acea conviețuire, constatând că în speță nu poate fi vorba de seducere, de vreme ce nu rezultă din nimic că bărbatul ar fi întrebuințat manopere frauduloase ca să determine pe femeie a conviețui cu dânsul, ci din contra instanța de fond constată că femeia cu voință liberă și reflectată s'a abandonat dorințelor bărbatului și că deci și-a dat bine seamă de actul ce făcea și de consecințele lui firești. (Cas. secțiuni unite, decizia No. 3, din 15 Ianuarie 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 146, Curier Jud. 30/915; In acelaș sens: Judec. ocol C. Lung, 16 Iulie 1921, Dreptul 27/921).

147. Art. 998 c. civ., vorbind de prejudiciul cauzat, nu a putut înțelege numai paguba materială directă ce ar suferi cineva, ci și prejudiciul moral care poate fi concretizat într'o valoare materială, iar aprecierea daunelor, atât materiale cât și morale, intră în atributul suveran al instanței de fond. (Cas. I, decizia No. 122, din 20 Febr. 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 280, Curier Jud. 42/915).

148. Constatarea culpei unui inculpat poate da loc la o acțiune civilă din partea reclamantului înaintea instanțelor civile, potrivit art. 998 și 1000 c. civ., dar nici într'un caz nu poate să atragă, pe cale penală, condamnarea la daune, ca consecință directă a unei infracțiuni penale, fără constatarea în prealabil a unei asemenea infracțiuni.

Prin urmare, instanța de fond constatând numai culpa inculpatului pronunță o hotărâre nemotivată care nu poate justifica condamnarea la daune, când nu răspunde la mijlocul de apărare propus, că faptul inculpatului nu constituie o contravențiune. (Cas. II, decizia penală No. 1427, din 20 Mai 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 473).

149. Pentru ca acela care a suferit un prejudiciu în urma unui accident de automobil să n'aibă drept la daune, nu



este suficient să se constate că el se află în stare de ebrietate în momentul accidentului, ci trebuie să se stabilească că accidentul n'a putut fi înlăturat, deși conducătorul automobilului a făcut tot ce i-a stat în putință spre a-l evita. În adevăr, numai lipsa cu desăvârșire a oricărei culpe din partea agentului îl poate exonera de daune și o asemenea culpă nu dispăre cu totul numai prin faptul că victima era beat sau se află într'unul din acele cazuri că nu-și putea da seama de pericol, cum ar fi cazul unui copil, al unui nebun, etc.

Prin urmare, Curtea de apel comite exces de putere când, pentru a apăra de daune, nu constată că șoferul a căutat să împiedice accidentul, ci numai că nu există culpă din partea lui prin aceea că victima era beat. (Cas. I, decizia No. 534, din 5 Octombrie 1915; Jurispr. Rom. 35/915, p. 546, Curier Jud. 76/915).

150. a) Cu toate că potrivit dispozițiilor art. 998 c. civ., orice faptă a omului care cauzează altuia un prejudiciu, obligă pe acela din a cărui greșeală s'a ocazionat a-l repara, totuși dacă prejudiciul cauzat este rezultatul unei culpe comise chiar de persoana care l-a suferit, aceasta nu mai are dreptul la daune pentru repararea prejudiciului.

b) Persoana care suferă un prejudiciu cauzat atât din imprudența sa, cât și din culpa altei persoane, nu poate să reclame nici o despăgubire, când greșeala comisă de ea este mult mai gravă decât cea comisă de cealaltă persoană, căci în acest caz ambele greșeli se compensează, nemai fiind loc de a se acorda daune și aceasta chiar în cazul când persoana care a comis greșeala mai ușoară ar fi autorul primitiv al faptului prejudiciabil. (Trib. Ilfov com. II, No. 226/915. Dreptul 1915, p. 158. Curier Jud. 41/915).

151. Pentru ca responsabilitatea penală, prevăzută de art. 248 c. pen., să poată avea loc, trebuie ca culpa agentului să aibă un caracter de oare care gravitate; cu alte cuvinte, ca lipsa de prevedere, care, în materie de culpă, este fundamentul responsabilității penale, să fie așa de mare încât să se confunde cu nevoia de a prevedea urmările faptului său, ceea ce echivalează cu dolul. Prin urmare, când accidentul, care a produs rănirea, de parte de a fi urmarea obișnuită, a faptului agentului, nu a fost decât în mod extraordinar urmarea acestui fapt, imposibilitatea de a prevedea, care constituie cazul fortuit în acest caz, culpa sa nu intră în prevederile menționatei articol din codul penal și nu poate da loc decât la o acțiune în daune, conform art. 998 c. civ. (Trib. Roman 1915 Dreptul 1915, p. 484).

152. Pe baza principiului din art. 998 și urm. c. civil rezultă că orice faptă a omului care a cauzat altuia prejudiciu, obligă pe acela din a cărui greșeală s'a cauzat a-l repara; că omul este responsabil nu numai de prejudiciul ce a cauzat prin fapta sa dar și de acela ce a cauzat prin neglijența sa, a servitorilor sau propușilor săi și este ținut a răspunde de despăgubiri când delictul sau quasi-delictul le este imputabil. (Trib. Dolj, III, No. 33, 1915, Curier Jud. 52/915 p. 429).

153. În principiu, tatăl nu este răspunzător de prejudiciul cauzat de copilul său minor, atunci când copilul nu locuiește cu dânsul; prin excepție însă, când faptul vătămător al copilului a fost precedat de o culpă a tatălui, fără de care acel fapt nu ar fi avut loc, cum ar fi atunci când tatăl a dat o educațiune rea, în asemenea caz prejudiciul este imputabil tatălui, deși în momentul comiterii faptului, copilul nu se află sub supravegherea lui; în asemenea circumstanțe, tatăl răspunde ca autor al unei quasi-delict, prin aplicarea art. 998 și 999 c. civil. (Cas. II, decizia penală No. 2638, din 28 Octombrie 1915; Jurispr. Rom. 9/916, Curier Jud. 7/916).

154. Pentru a se putea sustine că faptul cuiva constituie un quasi-delict pentru a fi aplicabil art. 998 cod. civil, pentru acordarea de daune interese, se cer trei condițiuni:

a) Ca faptul să fie ilicit sau, cu alte cuvinte, să nu constituie în exercitiul unui drept, ci, din contră, să constituie o culpă, o greșeală pentru cel care l-a comis.

b) Ca faptul să fie imputabil autorului.

c) Și ca acel fapt să fi cauzat un prejudiciu material sau moral.

Că, dacă una din aceste trei condițiuni lipsește, ca, în speță, cererea de daune trebuie respinsă. (C. Ap. Buc. I, 27/915, Curier Jud. 5/1916).

155. Fundamentul juridic al reparațiunii se găsește în faptul ilicit, producător de daune, răspunzând patrimoniului de orice leziune adusă altuia, indiferent de gradul de răspundere al agentului, urmând numai a aprecia după circumstanțe, quantumul daunelor ce se pot acorda.

Prin urmare, chiar un iresponsabil poate fi condamnat la reparațiunea daunelor cauzate din fapta sa. (T. Ilfov II, 52/916, Curier Jud. 17/1916).

156. Orice zid care servește de despărțire între proprietățile a două persoane deosebite, este presupus comun până la dovada contrarie, când el se află pe locul ambilor vecini sau cel puțin pe marginea imediată a hotarului unuia din ei. Comunitatea conferind fiecărui coproprietar dreptul de a

întrebuința acel lucru la destinația sa firească, fără însă a cauza vr'o pagubă celorlalți copărtași și a-i împiedică de a-l întrebuința și ei, aceștia au dreptul la daune, conf. art. 998 c. civ., atunci când vecinul uzând de dreptul său de proprietate asupra grinzilor băgate în zid, a vătămat prin scoaterea lor proprietatea vecinului, și aceasta indiferent de cine eră proprietar asupra acelui zid, căci zidul comun n'are de scop numai împrejmuirea și despărțirea fondurilor ci și sprijinirea lucrărilor vecinilor. (J. Ivesti, 48/916, Curier Jud. 51/1916).

**157.** Patronul răspunde de prejudiciul adus de prepusul său, nu numai în timpul, dar și cu ocaziunea serviciului, cu singura condițiune ca între serviciul și faptul comis de prepus, să fie un raport direct de cauzabilitate.

Prin urmare, instanța de fond nu violează art. 1000 c. civ., când exonează pe patron de răspundere, pe motiv că între serviciul cu care însărcinase pe prepusul său și bătaia de pe stradă dintre acesta și victimă, nu există nici o relațiune directă.

Răspunderea pentru fapta prepusului prevăzută de art. 1000 c. civ., are un temei juridic deosebit de răspunderea prevăzută de art. 998 c. civ., pentru fapta sau greșeala proprie, așa că daunele pratinse pentru faptul că patronul a provocat direct pe prepusul său la bătaie, nu se puteau cere pentru prima oară în apel, fără a se schimba cauza acțiunii dela prima instanță, care eră cererea de daune pentru faptul prepusului, (Cas. II, decizia penală No. 130, din 14 Ianuarie 1916; Jur. Rom. 1916, p. 220).

**158.** Faptele pe care le-a avut în vedere instanța penală, care a achitat pe un inculpat de delictul ce i se impută, nu pot servi de bază unei condamnări la despăgubiri pe cale civilă, căci s'ar violă principiul autorității lucrului judecat în penal, a căruia aplicațiune o face art. 11 pr. pen., însă instanța civilă se poate întemeia pe alte fapte noi, spre a stabili culpa celui achitat de cale penală.

Prin urmare, dacă într'un accident de cale ferată, cantonierul a fost achitat de instanța penală de faptele prevăzute de art. 248 și 249 c. pen., ce i se puneau în sarcină, pe motiv că s'a constatat că el a închis bariera liniei ferate și că ea a fost deschisă de victima accidentului, instanța civilă pentru stabilirea culpei și răspunderea Direcției C. F. R., se poate întemeia pe alte fapte, cum sunt acelea că bariera n'a fost păzită de cantonier, spre a nu fi deschisă, că lipseă lampa dinaintea barierei, că mecanicul n'a dat semnalul de atenție și că mașina n'avea luminile reglementare. (Cas. I, decizia

No. 139, din 29 Februarie 1916, dată după divergență. Jur. Rom. 1916, p. 248).

**159.** Dacă în acțiunea de daune îndreptată în contra Ministerului de Interne și a Imprimeriei Statului, se prezintă numai Imprimeria și primește judecata, Ministerul de Interne care a lipsit la acea judecată, este în drept să atace cu revizuire hotărîrea pronunțată în lipsa sa, iar instanța de fond, cu drept cuvânt procedează din nou la judecata în fond a acțiunii în daune, de data asta contradictor cu Ministerul, pentru ca astfel să pronunțe o hotărîre valabilă, care să poată fi opusă Ministerului. Dacă prin decizia dată asupra cererii de revizuire, instanța de fond condamnă pe Ministerul de Interne, Direcția Monit. Oficial să plătească reclamanțului o sumă de bani cu titlu de daune, această decizie este singura care poate fi executată în contra Ministerului, iar nu și cea anterioară dată în lipsa Ministerului, prin care Ministerul și Imprimeria Statului erau condamnați solidar la plata aceleiași sume de bani, astfel că nu se poate pretinde că Imprimeria a fost condamnată de două ori la plata aceleiași sume. (Cas. I, decizia No. 179, din 18 Martie 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 274).

**160.** Regula stabilită de art. 998 c. civ., este generală, prin urmare funcționarii publici sunt și ei răspunzători de pagubele ce aduc prin greșeala lor, în îndeplinirea funcțiilor cu care sunt învestiți, afară bine înțeles de excepțiunile cari sunt prevăzute a nume de lege. (Cas. I, deciziunea No. 29 din 20 Februarie 1919; Jurispr. Rom. 13-14/919, p. 631, Curier Jud. 2/919).

**161.** Achitarea unui inculpat minor pentru lipsă de discernământ, pe temeiul art. 62 c. p., are de efect de a lua faptului imputat caracterul său penal, dar aceasta nu poate fi o piedică ca acelaș fapt să poată constitui după împejurare un delict civil sau quasi delict în sensul art. 998 și 999 cod. civ., de oarece în domeniul dreptului civil nu există ca în penal limită de vârstă legală și e destul ca judecătorii să constate că minorul a lucrat știind și înțelegând ceea ce face pentru ca să existe acțiune în responsabilitate în contra sa.

În tot cazul chiar dacă justiția decide că autorul faptului dăunător nu este responsabil, victima are o acțiune în responsabilitate în contra părinților minorului în condițiile art. 1000 c. civil.

Prin urmare, Curtea de fond aplicând în acest sens principiile și textele de lege citate și obligând la despăgubiri pe părintele minorului ce locuia la el și fusese achitat pentru lipsă de



discernământ nu violează dispozițiunile art. 62 cod. penal. (Cas. II, decizia No. 159 din 30 Ianuarie 1919; Jurispr. Rom. 13-14/919, p. 645).

**162.** Cu drept cuvânt instanța de fond admite prescripțiunea acțiunii în daune, isvorite dintr'un delict, căci este constant în drept că acțiunea civilă ce decurge dintr'o infrațiune penală se prescrie prin acelaș termen ca și acțiunea publică, neputându-se admite a se stabili o daună dintr'un delict ce nu s'ar mai putea dovedi pe cale penală.

Mijlocul de apărare propus pentru prima dată înaintea Curței de Casație, cum că acțiunea în daune s'ar întemeia pe art. 998 c. civ. și 105 din Reg. Portăreilor, adică pe o cauză distinctă de aceia pe care s'a bazat acțiunea înaintea instanțelor de fond, este neîntemeiat, întrucât nu se poate deduce în judecata acestei Curți noi cereri, ori noi mijloace de apărare, cari nu-s de ordine publică și n'au făcut obiectul debaterilor la instanța de fond.

În speță, dar, bine au judecat instanțele de fond când au respins acțiunea, constatând că au trecut cinci ani dela săvârșirea delictului. (Cas. I, deciziunea civilă No. 274, din 12 Noembrie 1919; Jurispr. Rom. 1920, p. 71).

**163.** Din cuprinsul art. 381 și 389 pr. penală, rezultă că Curtea cu Juri poate, chiar în caz de achitare, să ia în cercetare cererea părții vătămate; aceasta întrucât verdictul negativ al juraților nu implică și faptul că acuzatul nu este autorul material al crimei.

În asemenea cazuri, cele două deciziuni se pot concilia, întrucât nu reiese de nicăeri că faptul acuzatului, dezbrăcat de elementele crimei, nu a cauzat nici un prejudiciu familiei victimei, prejudiciu care trebuie reparat. (Cas. II, deciziunea penală No. 23, din 21 Ianuarie 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 78).

**164.** Deși Statul ca patron nu face parte din asociația patronală, creiată prin legea pentru organizarea meseriilor, pentru constituirea unui fond comun de despăgubiri pentru muncitori, în caz de invaliditate, etc., totuși și lucrătorii din întreprinderile Statului urmează a-și urmări drepturile lor la rentă, în aceste cazuri, după procedură fixată de legea meseriilor, iar nu după dreptul comun. (Cas. I, deciziunea No. 150, din 31 Martie 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 197, Dreptul 31, 1920; C. Apel Iași s. I, 95 din 22 Sept. 1921. Pand. Rom. 1922, II, 240; Trib. Iași s. I, 13 Mai 1922, Pand. Rom. 1923, II, 281, Pand. Rom. 1923, III, 39).

**165.** Condițiunea esențială care dă loc la reparația daunelor comise este fără îndoială ilicitatea aceluia fapt.

Pentru ca daunele să fie reparate se cere un raport strâns de la cauză la efect și trebuie să fi fost făcute în violația unui drept stabilit de legea pozitivă. Denunțarea unei contravenții, chiar sub regimul ocupației germane, nu este interzisă de legea pozitivă ci este din potrivă văzută de legiuitor cu ochi favorabili, dând în unele cazuri loc la recompense. Or, legea de rechiziții germană obligând pe particulari să declare obiectele de armă, acela care din potrivă le ascunde — cum este cazul în specia de față — se găsește în culpă și prin urmare decăzut din dreptul de a îndrepta o acțiune în dauna în potriiva denunțatorului. (Tribunalul Prahova s. I, 294 din 29 Iunie 1920, Curier Jud. 63-64/1920, Al. Gântoiu, Lucrări judecătorești, 1922 pg. 53).

**166.** Art. 998 c. civ. român ca și cel corespunzător din codul francez, nu face nici o distincție între daunele materiale și cele morale, încât orice prejudiciu, fie el material sau moral trebuie reparat. Daunele acordate în acest caz nu sunt echivalent al onoarei ultragiante ci o reparațiune a prejudiciului moral suferit. (Trib. Ilfov s. IV, 874 din 5 Nov. 1920, Curier Jud. 81-82/1920).

**167.** Prescripțiunea comercială de zece ani prevăzută de art. 947 c. civ. nu poate fi aplicabilă decât creanțelor ce isvorăsc dintr'un act comercial, fie prin natura lui intrinsecă a operației juridice, fie prin calitatea subiectivă a contractanților iar nu și creanțelor ce derivă dintr'un delict sau quasi-delict în legătură cu o operație comercială, de oarece nici un text și nici un principiu de drept nu face din asemenea fapte, obiectul unui act de comerț, iar din punctul de vedere subiectiv nu se poate concepe nici un raport de causalitate între noțiunea de comercialitate și delictul sau quasi-delictul săvârșit de o persoană. (Trib. Teleorman s. I, 18 Nov. 1920, Dreptul 48/920, Curier Jud. 17/921).

**168.** Deși teoria îmbogățirii fără cauză nu a primit nici o formulă sistematică și unitară din partea legiuitorului civil, ea domină însă toate legile scrise, constituind o regulă superioară de morală socială și fiindcă în acelaș timp un corolar direct și o sancțiune a dreptului de proprietate. (Trib. Teleorman s. I, 18 Nov. 1920, Dreptul 48/920, Curier Jud. 17/921).

**169.** Condițiunile cerute pentru exercițiul acțiunii „de in rem verso”, sunt: 1) o îmbogățire realizată de acel în contra căruia e îndreptată acțiunea; 2) această îmbogățire să fie consecința directă a unui prejudiciu suferit de reclamant; 3) îmbogățirea să fie realizată fără justa cauză. (Trib. Teleor-

man s. I, 18 Nov. 1920, Dreptul 48/920, Curier Jud. 17/921).

**170.** Deși acțiunea „de in rem verso” este substituirea unei acțiuni personale în restituire în locul acțiunii reale în revendicare, devenită imposibilă prin pierderea obiectului și cu toate că obiectul acestei acțiuni este o sumă de bani, totuși regulile prevăzute prin art. 1079, 1081 și 1088 c. civ., în sensul că daunele interese nu sunt datorite decât dacă debitorul este pus în întârziere printr’o somație în obligațiile de a da și de a face și prin intentarea unei acțiuni în obligațiile ce au de obiect o sumă de bani, nu-i sunt aplicabile, de oarece aplicațiunea lor trebuie mărginită numai daunelor-interese ce derivă din convențiuni, fără a putea fi extinsă și la cele ce rezultă din delicta sau quasi-delicta. (Trib. Teleorman s. I, 18 Nov. 1920, Dreptul 48/920, Curier Jud. 17/921).

**171.** În materie de daune delictuale și quasi-delictuale, punerea în întârziere se operează de drept astfel încât daunele interese moratorii, reprezentate prin dobânzi, curg nu din ziua cererii în judecată, ci din momentul săvârșirii faptului ilicit, deoarece raporturile vieții sociale fiind caracterizate, în prim loc, fiind obligația negativă de a nu cauză altuia un prejudiciu, în călcarea acestei obligații, în abținendo, creează prin ea însăși un drept pentru cel păgubit de a obține o desdaunare încă din momentul săvârșirii faptului potrivit principiilor puse în art. 1987 c. civ., în sensul că dacă obligația consistă în a nu face, debitorul care a călcat-o e dator de despăgubiri pentru simplul fapt al contravențiunii (Trib. Teleorman S. I, 18 Nov. 1920, Dreptul 48/920, Curier Jud. 17/921).

**172.** Dobânzile ce urmează a fi alocate părții prejudiciate printr’un delict sau quasi-delict sunt numai cele civile de 5% prevăzute de art. 1589 c. civ., deoarece delictul sau quasi-delictul nu poate înfățișa, nici subiectiv, nici obiectiv, caracterul unui fapt de comerț, chiar dacă ar fi fost săvârșit în legătură cu operațiunile ocazionale de raporturile juridice intervenite între părți, în temeiul unui contract comercial. (Trib. Teleorman s. I, 18 Nov. 1920, Dreptul 48/920, Curier Judiciar, 17/921).

**172 bis.** Constitue un delict comercial de natură de a da loc la daune, concurența neloială constatând în întrebuințarea ca firmă a numelui unei societăți străine având o reputație stabilă în exercițiul unui comerț similar. Faptul că această firmă a fost radiată și comerțul a încetat, nu ridică dreptul a cere daune pentru trecut, echivalente prejudiciului cauzat în a-

cel timp. (Trib. Com. Ilfov s. II, 343 din 28 Aprilie 1920, Curier Jud. 32/1924).

**173.** Faptul de a avea relații intime cu o femeie din cari să rezulte nașterea unui copil, poate determina o responsabilitate care să fie o cauză suficientă a unui raport juridic civilmente obligator și independent de promisiunea de căsătorie sau de orice manopere viclene etc., iar art. 307 c. civ. care oprește căutarea paternității, interzicând numai stabilirea unui statut civil copilului născut în asemenea împrejurări, nu oprește însă și nașterea unei obligații naturale de întreținere, care printr’o executare voluntară sau prin recunoașterea celui în cauză să transforme într’o obligație civilmente obligatorie. (Trib. Dolj s. I, 416 din 21 Oct. 1921, Justiția (Craiova) 8/1922; Jud. ocol Ciocina-Ialomita, 130 din 18 Sept. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1793; Jud. ocol Herta-Dorohoi 535/924, Jur. Gen. 1925 No. 153, Pand. Rom. 1925, III, 25).

**174.** Răspunderea de daune prevăzută de art. 998 c. civ., incumbă atât particularilor cât și persoanelor morale, cari făcând acte de gestiune a patrimoniului lor, cauzează altora un prejudiciu; iar competența de a statua asupra acelor daune, revine instanțelor de drept comun.

Prin urmare dacă Primăria construiește pe domeniul său un canal colector de ape pe lângă proprietatea unui particular, prin aceasta Primăria este obligată de a veghea la întreținerea lui în stare de a nu prejudicia proprietatea vecinilor, sub sancțiunea de despăgubiri pentru daune; astfel că dacă instanța de fond constată existența elementelor cerute de art. 998 c. civ., cu drept cuvânt obligă pe Primărie la repararea daunelor cauzate, fără să fie vorba de violarea acestui text de lege sau de incompetența instanțelor judecătorești de a statua asupra unei asemenea afaceri. (Cas. I, 68 din 7 Febr. 1921, Jur. Rom. 18/921, Curier Jud. 6/922, Pand. Rom. 1922, III, 43; Pand. Rom. 1923, I, 51).

**175.** Dacă repararea daunelor cauzate se realizează în mod obișnuit prin plata unei sume de bani, legea nu oprește însă orice alt mod de reparare, de natură a da satisfacție părții vătămate. Executarea directă a unei obligațiuni, este o regulă pentru toate speciile de obligațiuni și nu suferă excepțiune decât atunci când o imposibilitate de fapt ori de drept privind liberarea delictului s’ar opune la acest lucru.

Prin urmare pe aceste motive și pe baza art. 1076 c. civ., aplicabil și în această materie, instanța de fond poate să oblige pe Primăria unei comune să facă lucrările necesare spre a evita particularului orice prejudiciu. (Cas.



I. 68 din 7 Febr. 1921, Jur. Rom. 18/921, Curier Jud. 6/922, Pand. Rom. 1922, III, 43, Pand. Rom. 1923, I, 51).

176. Potrivit art. 998 c. civ. orice faptă a omului care cauzează altuia un prejudiciu, obligă la repararea aceluși prejudiciu, seducțiunea fiind un fapt ilicit este supusă în totul acestor principii și această acțiune în daune pentru seducțiune nu implică nici de cum o cercetare a paternității, ce este formal interzisă de art. 307 c. civ. care diferă cu totul de acțiunea de daune și prin persoanele ce o poartă și prin obiectul ei, știut fiindcă inacțiunea de cercetarea paternității luptă copilul și anume pentru constituirea unei anumite stări civile. (C. Apel Iași s. II, 30 Mai, 2 și 4 Iunie 1921, Justiția (Iași), 1/921, Pand. Rom. 1922, I, 166).

177. În caz de seducțiune și nașterea unui copil, daunele interese se pot acorda și sub forma unei pensii lunare. (C. Apel Iași s. II, 30 Mai, 2 și 4 Iunie 1921, Justiția (Iași) 1/921, Pand. Rom. 1922, I, 166).

178. Deși în principiu o urmărire mobilă constituie neapărat exercițiul unui drept legitim, totuși ea poate da loc la daune în favoarea celui contra căruia se îndreptează, de câte ori ea fiind doloasă, frustătoare, exagerată, vexatorie, aduce o pagubă debitorului fie directă, fie indirectă. (Trib. Dorohoi 23 din 14 Febr. 1921, Dreptul 20/922; Cas. I. 1016 din 29 Nov. 1921, Pand. Rom. 1924, I, 184).

179. Regulele prevăzute de art. 1085 și 1986 c. civ. relative la evaluarea daunelor interese, rezultând din neexecutarea obligațiilor convenționale, nu sunt aplicabile și pentru daunele cauzate printr'un delict sau quasi-delict, căci art. 998 c. civ., nu pune nici o limită reparațiilor datorite în acest caz. De aici urmează, că în această materie, despăgubirea pentru prejudiciul cauzat trebuie să fie integrală, deci fără a se ține seamă de daunele directe și indirecte, fiind suficient stabilirea raportului dela cauză la efect între faptul dăunător pretins și prejudiciul încercat. (Cas. I. 791 din 10 Oct. 1921, Curier Jud. 37/922, Jur. Rom. 22/922).

180. Potrivit art. 1088 c. civ., dobânda legală nu este decât daunele interese convenite pentru neexecutarea unei obligațiuni al cărei obiect constă într'o sumă oarecare.

Astfel fiind, ea nu poate fi cerută decât în cazul de neexecutare a unei obligațiuni al cărei obiect este o sumă oarecare, iar nu și când se cere o sumă oarecare drept daune pentru prejudiciul cauzat prin faptul cuivă, în cazul acesta suma ce se acordă de judecată fiind singură echivalentul daunei cauzate.

Prin urmare cererea reclamantului

de a i se acordă procente legale la suma pretinsă ca daune-interese urmează să fie respinsă ca inadmisibilă. (Trib. Ilfov, s. III, 615 din 9 Sept. 1922, Jur. Gen. 1924 No. 696).

181. Responsabilitatea statului pentru faptele prepușilor săi funcționari în diverse funcțiuni, nu exclude responsabilitatea acestora față de persoanele lezate, pentru daunele cauzate cu ocazia exercițiului funcțiunii lor, când aceste daune sunt rezultatul unei culpe personale a funcționarului. (Cas. I, 153 din 20 Febr. 1922, Jur. Rom. 9—10/922, Pand. Rom. 1922, III, 157).

182. În virtutea puterii maritale și a puterii părintești, bărbatul poate să se plângă justiției pentru leziunile cauzate soției și copiilor săi, el fiind cel mai direct interesat în cauză în ce privește prejudiciul adus soției și copiilor săi, de oarece acest prejudiciu în mod indirect se resfrânge și asupra lui ca șef al familiei și nu se poate susține că el nu ar avea drept să ceară justiției repararea lui pe motiv că el personal nu a fost lezat. Aceasta este conformă și cu art. 4 al. 2 pr. pen. după care acțiunea pentru repararea de daune cauzate prin vre-o infracțiune de lege penală, se poate urmări de cei ce au suferit acele daune sau de reprezentanții lor. (Cas. II, 908 din 24 April 1922, Jur. Rom. 15/922, Pand. Rom. 1923, I, 169).

183. Statul român nu poate fi făcut răspunzător de pagubele cauzate de armatele ruse, particularilor, căci deși eră un comandament unic, însă cele două armate își păstrau individualitatea lor proprie, din punctul de vedere juridic.

Totuși fiindcă materialul lemnos extras din pădurea particularului a fost întrebuințat de armatele ruse pentru întăriri și apărarea țării și apoi transmis armatelor române, iar statul s'a îmbogățit fără cauză în detrimentul reclamantei, el este răspunzător potrivit art. 998 c. civ., de oarece răspunderea din îmbogățirea fără cauză în detrimentul altuia, nu este decât tot o răspundere dintr'un fapt ilicit. (C. Apel Iași s. I, 31 din 6 Apr. 1922, Curier Jud. 14/923, Pand. Rom. 1923, II, 119; Cas. I, 1344 din 12 Dec. 1922, Jur. Rom. 78/1923; Cas. I, 144 din 17 Febr. 1922, Pand. Rom. 1923, I, 160).

184. În cazul când iazul care servește la 2 mori este o proprietate comună a proprietarilor morilor, reparațiunile de cari una din mori ar avea nevoie, chiar necesare dacă sunt, nu se pot face decât cu respectarea dreptului de folosință a celui alt coproprietar. Nerespectarea acestui drept de folosință comună, dă drept coproprietarului nedreptățit la o acțiune în re-

integrare și daune. (Cas. I, Dec. 57 din 31 Ian. 1923, Jur. Gen. 1923 No. 137).

**185.** Prin art. 30 legea din 23 Aprilie 1914, făcându-se clasificarea personalului întrebuintat în exploatarea C. F. R., se împart serviciile acestei întreprinderi în două tabere: A și B, — prin acelaș text de lege se arată în mod expres că, persoanele cuprinse în tabela A și enumerate la categoriile 1—35 inclusiv, afară de anumite excepții, fac parte și sunt asigurați la Casa generală de pensii a statului, iar personalul cuprins în această tabelă dela No. 36—43, între cari la No. 40 sunt înscrși și frânarii, sunt asigurați la Casa de ajutor a C. F. R., care funcționează pe baza legii meseriilor și deci în caz de accidente primesc ajutoare conform acestei legi.

Prin urmare, în speță, Curtea de fond stabilind că, pentru accidentul suferit de recurent, ca frânar în serviciul C. F. R., dânsul urmează a-și stabili drepturile după procedura specială prevăzută de legea meseriilor și nu poate pretinde daune conf. art. 998 și urm. c. civ., a făcut o justă aplicare a principiilor legii referitoare la materie. (Cas. I, Dec. 782 din 6 Iulie, 1923, Jur. Rom. 1/1924).

**186.** Este constant că, pentru ca o acțiune posesorie să poată avea locul, trebuie să existe o tulburare în fapt și în drept ori cel puțin o tulburare în drept făcută cu „animus possidendi”, în nici un caz nu este locul a se intenta o acțiune posesorie când tulburarea este comisă fără intențiunea de a tăgădui dreptul de posesiune, — în acest caz nerămânând reclamantului decât dreptul la o acțiune în daune conf. art. 998 și urm. c. civ.

În cazul de față fiind constant că, reclamanta, fără a ține seamă de obiecțiunile pârâtului, că înțelege să stea în imobil numai cu titlu precar și că nu are pretențiunea de a-l stăpâni cu intenția de a-l poseda, sau a contesta posesiunea reclamantei, nu a voit a-și modifica acțiunea în sensul de a cere pârâtului dovada calității ce o are în imobil, ci s'a mărginit a-și susține acțiunea sa ca acțiune posesorie. Bine jud. de ocol i-a respins acțiunea. (Cas. I, dec. 812 din 10 Iulie, 1923, Jur. Gen. 1923, No. 1344).

**187.** Delictetele și quasi-delictetele prevăzute de art. 998 și urm. c. civ., fiind fapte de sine stătătoare, cari derivă din violarea unui principiu de echitate și nu a unor obligații contractuale, au existență proprie; născute în afară de orice raport contractual, nu pot fi socotite ca accesorii ale unui act de comerț, chiar dacă au fost comise cu ocazia împlinirii lui, căci simpla legătură materială nu ajunge ca să impune primei faptului dăunător caracterul co-

mercial, când legătura de drept lipsește. Natura comercială a delictului sau quasi-delictului este prezumată, potrivit art. 4 c. com. numai când faptul ce derivă din culpa extra-contractuală ar fi săvârșit de un comerciant. (C. Apel Iași s. II, 177 din 26 Nov. 1923, Jur. Gen. 1924 No. 1103).

**188.** Dispozițiile art. 1088 c. civ. potrivit cărora daunele-interese moratorii nu sunt datorite decât din ziua cererii în judecată, nu se aplică decât la obligațiile convenționale cari au de obiect plata unei sume de bani iar nu și la procentele sumelor de bani ce se acordă ca despăgubiri pentru repararea unui fapt dăunător.

În acest caz însă judecata poate determina indemnitatea datorită nu numai prin mijlocul unei sume fixe ci și prin mijlocul unei sume principale la care să se acorde procentele și cari au atunci un caracter compensator și fac parte integrantă din daunele interese necesare pentru repararea prejudiciului cauzat. (C. Apel Iași, s. I, 79 din 4 Iunie 1923, Dreptul 39/923).

**189.** Pentru a se evalua în bani despăgubirea cuvenită cui-va dintr'un delict sau quasi-delict, trebuie a se avea în vedere momentul când faptul, ilicit a avut loc și nu acel al cererii sau al pronunțării hotărârii.

Aceasta rezultă mai ales din corelația strânsă dintre noțiunea de culpă și ideea de obligație. Căci după cum când e vorba de daunele cauzate prin neexecutarea unui contract, de exemplu din neprevăderea la timp a mărfii, paguba ce trebuie reparată este necontestat aceea din momentul când trebuie să se facă predarea, tot astfel în materia de răspundere delictuală dauna este bine delinită și are o dată determinată, aceea din momentul producerii ei. (C. Apel Iași s. I, 156 din 7 Dec. 1923, Pand. Rom. 1924, II, 107).

**190.** Logodna nu constituie o convențiune prin urmare desfacerea ei nu poate da loc la daune contractuale; însă când se constată în fapt că s'a întrebuintat manopere violente ca să ducă la desfacerea logodnei sau ea s'a produs în așa condițiuni că elementul de culpă este evident în sarcina persoanei care a decis ruptura logodnei, această persoană poate fi obligată, în virtutea art. 998 c. civ., ca să repare daunele morale sau materiale ce le-a pricinuit prin vina sa. (Jud. oc. Băra-Roman, cartea jud. civ. 93 din 15 Martie 1924, Jur. Gen. 1924 No. 1570).

**191.** Atunci când se constată culpa comună a delinquentului și victimei, adică atunci când este constatată că însăși victima este responsabilă, în parte, de prejudiciul ce i s'a acuzat prin delict, responsabilitatea civilă a delinquentului, este micșorată și el poate



să nu fie condamnat a plăti ca daune, decât valoarea corespunzătoare pagubei ce culpa lui a cauzat în realitate.

Prin urmare, în specie tribunalul eră dator să examineze mijlocul de apărare întemeiat de inculpat pe culpa comună a victimei. Neprocedând astfel și nearătând faptele și împrejurările din cari și-a format convingerea că nu a existat culpa comună între delinquent și victimă și mărginindu-se să declare că victimei nu i se poate impută nici o culpă, tribunalul a pronunțat o sentință casabilă asupra acestui punct și dată cu violarea dreptului de apărare. (Cas. II, 3066 din 1 Dec. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 282).

192. Constitue un uzagiū abuziv de drept numai atunci, când partea a executat dreptul său legitim din pură răutate sau cu rea credință, sau chiar din cauza unei erori grosiere.

Prin urmare, când se constată că din două capete de cerere ale acțiunii, unul a fost admis după chiar propria recunoaștere a intimatului, iar celalt după echitate, de aci rezultă pentru Curte că acțiunea este făcută în condițiuni de temeinică și bună credință și deci nu este locul a se acordă daune intimatului. (C. Apel Buc. s. I, 152 din 10 Dec. 1924, Bul. C. Apel 6/1925).

193. A se vedeă: art. 307, notele 2, 5; art. 390, nota 11; art. 415 nota 1; art. 480 cu notele respective; art. 494 Index, „Imbogățire pe nedrept” și notele respective și nota 6; art. 578, nota 1; art. 610 cu notele 1, 3, 4, 5; art. 729, nota 26; art. 999 cu notele respective; art. 1000 cu notele respective; art. 1162 cu notele respective; art. 1248, nota 48; art. 1412 nota 1; art. 1430 nota 15; art. 1470 notele 6, 7; art. 1471; notele 3, 5.

**Art. 999.** — Omul este responsabil nu numai de prejudiciul ce a cauzat prin fapta sa, dar și de acela ce a cauzat prin neglijența sau prin imprudența sa. (Civ. 998, 1000 urm., 1162, 1483, 1902; Pr. civ. 145; C. pen. 1, 248, 249, 393 § 3; Pr. pen. 1, 3, 4, 8, 593—595; C. com. 506; L. p. organ. meseriilor, 135, 140 urm.; Constit. 99, 107; Civ. Fr. 1383).

*Text. fr. Art. 1383.* — Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 754, 755;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2853, 2868, 2932;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 610, 783, 802;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 631, 764, 974, 985; II, p. 98, 256, 272, 361 urm., 366, 379, 389, 390, 392, 398, 401, 404, 406, 537, 545, 571, 657, 672;  
 DALLOZ, *Rép. Responsabilité*, 1 urm.; *Suppl. Responsabilité*, 1 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 552; III, p. 360 urm.; IV, p. 54, 121; V, p. 59, 113, 313, 319, 424 urm., 528, 553; „*De la responsabilité que l'on peut encourir pour une autorisation, donnée à un incapable*“. Curier Jud. 6/921; „*Principes de la responsabilité civile*“. Curier Jud. 27/922;  
 DEMOLOMBE XXXI, 499, 503;  
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1382, 1383 n° 29 urm.;  
 LAURENT, XX, 546 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 871, 872;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 814 urm., 823 urm., 863 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 141, 221, 261, 394 urm.; (I, ed. 2-a, p. 115 n. 2, 555, 629, 673, 752 n. 5, 755; III, part. I, ed. 2-a, p. 337, 506, 561 n. 2, 565 n. 3, 703, 753; III, part. II, ed. 2-a, p. 17, 193, 496, 497, 539 n. 3, 673, 674, 776, 910, 913; IV, part. I, ed. 2-a, p. 247 n. 4, 248 n. 1, 353, 662; IV, part. II, ed. 2-a, p. 28, 31; VI, p. 70, 818, VII, p. 623 n. 3, 634 n. 2, 651 n. 1, 656; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 66, 148, 207 n. 3, 333; IX, p. 108 nota, 273, 274, 289, 291, 309, 662; X, p. 179, 358; XI, p. 217 n. 1, 371, 372, 380, 428 n. 1, 430, 455 n. 1); *Observație* sub. Casația din Roma, 27 Sept. 1904. Dreptul 14/1907; *Observație* sub. Trib. civil Gand, 17 Iulie 1906. Dreptul 29/909; „*Despre responsabilitatea civilă și penală a medicilor, chirurgilor etc.*“, Curier Jud. 7/1900; *Observație* sub. C. Apel Buc. S. III, 187 din 23 Sept. 903. Curier Jud. 68/903;

- Observație* sub. Trib. federal Elvețian, 20 Iunie 902. Curier Jud. 48/904; *Observație* sub. Trib. corecțional Paris, 20 Iulie 912. Curier Jud. 65/913; *Nota* sub. Trib. civil Vendome Loir et Cher), 11 Mai 1920. C. Jud. 41/923; *Observație* sub. Judec. ocol. VI București 1116/1912. Curier Jud. 59/912; *Observație* sub. Trib. civil Tarbes, 12 Ian. 1921. Pand. Rom. 1922-III-115; *Observație* sub. C. Apel Rio de Janeiro (Brazilia), 4 Oct. 1917. Tribuna Juridică 8-9/1921; *Observație* sub. Tribunalul de apel din Darmstadt, 10 April 1920. Pand. Rom. 1923-III-47; *Observație* sub. Cas. Germană, 1 Iulie 920. Pand. Rom. 1923-III-108; *Observație* sub. Trib. civil Amsterdam, 10 Mai 1918. Pand. Rom. 1923-III-112; *Observație* sub. Camera Lorzilor, 28 Iulie 1921. Pand. Rom. 1923-III-144; *Observație* sub. C. Apel Buc. S. IV, 106 din 24 Iunie 1914. Curier Jud. 72/1914; *Notă* sub. C. Apel Paris, 9 Mai 1923. Jurispr. Gen. 25/923 No. 1711; *Notă* sub. C. Apel Rennes, 9 Ian. 1922. Jurispr. Gen. 26/1923 No. 1791; *Notă* sub. Cas. Fr., 27 Febr. 922. Jurispr. Gen. 1924. No. 2078; *Notă* sub. Trib. civil Perpignan, Jur. Gen. 1925 No. 467; *Notă* sub. Apel, Paris, 28 Iunie 1923, Pand. Rom. 1925-III-13;
- BRĂESCU ION, *Nota* sub. Apel, Paris, 28 Iunie 1923, Pand. Rom. 1925-III-13;
- CANTACUZINO MATEI, p. 426 urm.;
- CERBAN ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 468 din 20 Oct. 920. Pand. Rom. 1922-I-18;
- COSTIN ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 468 din 20 Oct. 920. Pand. Rom. 1922-I-22;
- DEGRÉ ALEXANDRU, *Scieri Juridice*, vol. I, p. 497 urm., „Teoria Culpei“;
- ERBICEANU VESPASIAN, „Altruismul ca principiu obligator în dreptul pozitiv“. Curier Jud. 70/1903, 71/903, 72/903, 73/903, 74/903, 75/903;
- GUSTI AN., „Responsabilitatea civilă a patronului în caz de accident“. Dreptul 29/1909.
- HAMANGIU C., *Observație* sub. Trib. St. Quentin, 20 Dec. 1921. Pand. Rom. 1923-III-41; *Observație* sub. Trib. Nevers (Nivre), 9 Mart. 1921. Pand. Rom. 1924-III-79;
- IONESCU-DOLJ I., „Raportul între patron și lucrător“. Curier Jud. 64/1900;
- LĂZĂRESCU EM. ALEX., „Despre ideea de subrogațiune p. 55 urm.; Regula de drept și jurisprudența actuală, „O tendință în materie de daune“ p. 46 urm.;
- NACU, II, p. 503 urm.; „Despre delictе și quasi-delictе“. Dreptul 49/1902; „Faptele ilicite“. Curier Jud. 47, 48, 49/909;
- NĂVĂRLIE I. C., *Notă* sub. Trib. Mehedintzi, S. I, 5 Iunie 1920. Pand. Rom. 1924-III-90;
- NICOLAU D. AL., *Notă* sub. Cas. II, 1603 din 20 Iunie 1922. Pand. Rom. 1922-I-158;
- PERIȚEANU GR. I., „Coexistența a două culpe în materie de delictе și quasi-delictе și teoria compensării răspunderilor“. Curier Jud. 41/915;
- PETIT EUGEN, *Notă* sub. C. Apel Iași S. I, 156 din 7 Dec. 1923. Pand. Rom. 1924-II-107;
- POLICHRON DEM., „Condițiuni generale asupra delictelor și quasi-delictelor ca surse de Obligațiuni în codul civil german și român“. Curier Jud. 76/915, 78/915 și 80/915;
- RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Trib. Senei, 29 Oct. 1912. Dreptul 27/1913;
- ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. Cas. I, 544 din 15 Iunie 1921. Pand. Rom. 1923-I-228; *Notă* sub. Trib. Ilfov, S. III, 433 din 22 Mai 1923. Pand. Rom. 1923-II-283;
- STĂNESCU P. ION, *Notă* sub. Cas. II, 3066 din 1 Dec. 1924. Jurispr. Gen. 1925, No. 282;
- ȘTEFĂNESCU-PRIBOI C. D., „L'idée de faute et la responsabilité des choses inanimées“;
- STOICESCU C., *Notă* sub. Trib. Teleorman S. I, 13 Nov. 920. Curier Jud. 17/921;
- VASILESCU P., „Asupra daunelor morale“. Curier Jud. 14/1922;
- VERMEULEN H. JEAN, *Notă* sub. C. Apel Bruxelles, 9 Nov. 1923. Jurispr. Gen. 1924 No. 2139;
- VRĂBIESCU G. NIC., „Lărgirea domeniului cauzelor din cari decurg răspunderile“. Curier Jud. 45/922;
- XENI C., *Notă* sub. C. Apel Buc., 28 Mart. 1924. Pand. Rom. 1925-II-1;
- ZAHARIA JACQUES, *Notă* sub. Judec. ocol. I Galați, 232 din 9 Iulie 1923. Dreptul 34/924;

## INDEX ALFABETIC

Accident 7, 9.  
 Achitare 11, 14.  
 Act de comerț 17.  
 Antreprenori 15.  
 Barieră 4.  
 Bancă 20.  
 Cale ferată 4.  
 Canalizare 15.  
 Comercial act 17.  
 Concubinaj 8.  
 Condiții 10, 12.  
 Copil 8.  
 Culpă comună 19.  
 Culpă contractuală 7.  
 17.  
 Depozit 20.  
 Direcția C. F. R. 4.  
 Educație rea 13.  
 Fals 20.  
 Fapt penal 11, 14.  
 Fortă majoră 16, 18.  
 Imprudență 3, 9, 16.  
 Imprudența victimei 19.  
 Judecătorii de ocoale.  
 Lege 5.  
 Județ, Prefectura 5, 10.

Legea judecătorilor de  
 ocoale 5.  
 Legea meseriilor 9.  
 Locuința 5.  
 Lucrători 7, 9.  
 Magistrați 5.  
 Medici 6.  
 Meseriilor lege 9.  
 Minorii 11, 13, 14.  
 Naștere de copil 8.  
 Negligență 1, 2, 3, 6, 12,  
 15 bis, 16, 20.  
 Omor prin imprudență 9.  
 Părinți 11, 13, 14.  
 Patroni 7, 9.  
 Penal fapt 11, 14.  
 Portărel 1.  
 Prefectura județului 5, 10.  
 Prepuși 12.  
 Primărie 15.  
 Recipisă 1.  
 Sechestru asigurator 17.  
 Seducțiune 8.  
 Servitori 12.  
 Solidaritate 15.  
 Șosele 10.

## Jurisprudență.

1. Dacă de pe masa portărelului-comptabil se sustrage din neglijența sa de către un impiegat al corpului de portărei recipisa casei de depuneri trimisă corpului de portărei, portărelului-comptabil devine direct și personal răspunzător de suma cuprinsă în aceea recipisă, conform principului cuprins în art. 999. (Apel Buc. I, 124, Mai 30/79, Dr. 35/79).

„Nu există o neglijență în înțelesul art. 999 care, să atragă obligațiunea unei persoane căreia i se impută neglijență când ea nu cră ținută să facă lucrarea care se pretinde că a neîngrijit-o. (Cas. II, 3/Ian. 18/82, B. p. 81).

3. După principiu general prevăzut de art. 998 orice faptă a omului, care cauzează altuia prejudiciu, obligă pe a-



cela de a-l repara; și prin art. 999 legiuitorului statuează că omul e răspunsabil nu numai de prejudiciul ce a cauzat prin culpa sa, dar și de acela cauzat prin neglijența sau imprudența sa. (Cas. I, 219/Lun. 17/87, B. p. 547).

4. Lipsa unei bariere la punctul unde se încrucișează calea ferată cu drumul public, atrage responsabilitatea Direcției C. F. pentru accidentul ce s'ar întâmpla cu ocazia trecerii unui tren prin acel punct. (Cas. I, 3 din 10 Ian. 1911, Jurisprudența 6/911).

5. În conformitate cu art. 999 c. civil cineva este responsabil nu numai de prejudiciul civil cauzat prin fapta sa dar și de acel cauzat din neglijență sau imprudență, putând rezulta acest prejudiciu dintr'un fapt pozitiv sau dintr'un fapt negativ.

Prin urmare, întrucât un județ nu s'a conformat art. 9 din l. jud. ocoale de a construi sau de a închiria locuințe pentru magistrați stagiați prin neîndeplinirea acestei obligații devine răspunzător de daune față de magistrații stagiați.

Prevederea în buget a unei sume ca indemnizație de locuință pentru judecătorii și magistrații stagiați, nu constituie din partea județelor o executare a obligației ce le impune legea jud. de ocoale, întrucât această lege obligă pe județe nu la prevederea în buget a indemnizațiilor de locuință, ci la construirea sau închirierea de localuri pentru locuința judecătorilor și a magistraților stagiați. (Judec. Fălțiceni 193/1911, Curier Jud. 22/1912).

6. Medicii pot fi chemați la răspundere pe cale civilă, de câte ori faptul imputat s'a întâmplat din cauza unei neglijențe culpabile, a unei greșeli grave ce ei ar fi comis în tratamentul lor, greșeală ce ar denota uitarea datoriei lor profesionale și a regulilor celor mai elementare de bun simț și prudență. Aceasta pe temeiul art. 998 și 999 din codul nostru civil, care prevede regula generală că orice persoană, oricare ar fi situația sau profesiunea sa, e supusă responsabilității care rezultă din culpa sau neglijența sa, afară de excepțiile stabilite de lege. (Jud. Oc. Buc. IV, Dreptul 57/913, p. 454).

7. Teoria responsabilității contractuale nu poate avea nici un fundament juridic, întrucât se întemeiază numai pe clauza tacită din contractul de locațiune de serviciu în virtutea căreia patronul garantează integritatea vieții lucrătorului, clauză a cărei presupunere este cu totul arbitrară și neîntemeiată din punct de vedere juridic. (Apel Iași II, 1913; Dreptul 1914, p. 133).

8. Bărbatul, care părăsește pe o femeie cu care a trăit și cu care are un

copil, trebuie să fie obligat, în virtutea art. 998 c. civ., a suportă, în parte, cheltuielile necesare pentru întreținerea și educațiunea copilului. Aceasta chiar și atunci când se constată că femeia nu a fost sedusă prin mijlocul promisiunilor de căsătorie. (Cas. I, decizia No. 132, din 26 Febr. 1914, „Jurispr. Rom.” 1914, p. 194).

9. În urma dispozițiilor legii pentru organizarea meseriilor, care a introdus principiul nouă în ce privește acțiunile în responsabilitate pentru accidente de muncă, victima sau reprezentanții săi nu pot exercita o acțiune civilă în daune, în caz când accidentul este datorit culpei patronului sau prepușilor săi, iar nu unui terțiu, decât așa cum legea specială prevede și reglementează asemenea acțiuni, iar nu după regulile dreptului comun. Și aceste dispozițiuni au a fi observate chiar dacă se probează că culpa patronului sau prepușilor săi ar constitui un delict de omor prin imprudență. (Cas. II, No. 1787, 1914; Jurisprudența 1914, p. 446; Dreptul 1914, p. 420).

10. Pentru a fi loc la aplicarea art. 998 și 999 c. civ., și pentru a se putea susține că o faptă a omului constituie un quasi-delict, trebuie ca acel fapt să fie al autorului și ca acel căruia i se impută faptul dăunător să fie în culpă sau să i se poată imputa cel puțin o greșeală.

Astfel, prefectura unui județ este responsabilă de paguba cauzată unui proprietar prin secarea elesteului de pe moșia sa, când acest fapt, dăunător a fost cauzat de lucrările unei șosele executate în mod primitiv și defectuos. (Apel Buc. I, No. 100, 1914; „Dreptul” 1914, p. 357).

11. Când se recunoaște că minorul a lucrat fără pricepere și este achitat de crima sau delictul ce a comis, acțiunea civilă nu mai naște dintr'o infracțiune la legea penală și, prin urmare, persoanele ținute de lege să răspundă civilmente pentru prejudiciul cauzat de copiii lui minori, nu pot fi condamnate pe cale penală, chiar dacă, cu toată achitarea pronunțată, subsistă un quasi-delict, putând da loc la daune pe cale civilă.

Prin urmare, tribunalul a făcut o bună aplicațiune a acestor principii, când a apărut pe tatăl minorului achitat, de daunele la care fusese condamnat de prima instanță. (Cas. II, decizia No. 527, 1915; „Jurisprudența Rom.” 1915, p. 266).

12. Pe baza principiului din art. 998 și urm. c. civ. rezultă că orice faptă a omului care a cauzat altuia prejudiciu, obligă pe acela din a cărui greșeală s'a cauzat a-l repara; că omul este responsabil nu numai de prejudiciul ce a cauzat prin fapta sa, dar și

de acela ce a cauzat prin neglijența sa, a servitorilor sau a prepușilor săi și este ținut a răspunde de despăgubiri când delictul sau quasi-delictul le este imputabil. (Trib. Dolj III, No. 33, 1915; „Curier Jud.” 52/1915, p. 429).

**13.** În principiu, tatăl nu este răspunzător de prejudiciul cauzat de copilul său minor, atunci când copilul nu locuiește cu dânsul; prin excepție însă, când faptul vătămător al copilului a fost precedat de o culpă a tatălui, fără de care acel fapt nu ar fi avut loc, cum ar fi atunci când tatăl a dat o educație rea, în asemenea caz prejudiciul este imputabil tatălui, deși în momentul comiterii faptului, copilul nu se află sub supravegherea lui; în asemenea circumstanțe; tatăl răspunde ca autor al unui quasi-delict, prin aplicarea art. 998 și 999 c. civ. (Cas. II, No. 2638, 1915; Jurispr. Rom. 9/916, p. 141).

**14.** Achitarea unui inculpat minor pentru lipsă de discernământ, pe temeiul art. 62 c. p., are de efect de a lua faptului imputat caracterul său penal, dar aceasta nu poate fi o piedică ca acelaș fapt să poată constitui după împrejurări, un delict civil sau quasi-delict în sensul art. 998 și 999 cod. civ., deoarece în domeniul dreptului civil nu există ca în penală limită de vârstă legală și e destul ca judecătorii să constate că minorul a lucrat știind și înțelegând ceea ce face pentru ca să existe acțiune în responsabilitate în contra sa.

În tot cazul, chiar dacă justiția decide că autorul faptului dăunător nu este responsabil, victima are o acțiune în responsabilitate în contra părinților minorului în condițiile art. 1000 c. civ.

Prin urmare, Curtea de fond aplicând în acest sens principiile și textele de lege citate și obligând la despăgubiri pe părintele minorului ce locuiește la el și fusese achitat pentru lipsă de discernământ nu violează dispozițiunile art. 62 cod penal. (Cas. II, No. 159, 1919; „Jurispr. Rom.” 13—14/919, p. 644).

**15.** Când instanța de fond constată în fapt că atât antreprenorii cari au lucrat la canalizarea unui oraș, cât și Primăria aceluia oraș, sunt în culpă pentru stricăciunile cauzate unor imobile din cauza infiltrațiunii apelor ce s'au strâns în tranșeele lăsate deschise, în acest caz culpa fiind constatată pentru fiecare din părți, instanța de fond nu mai este ținută să examineze, cum pretinde recurentul, raportul juridic ce a existat între antreprenori și Primărie și să decidă dacă una din părți e ținută la răspundere pentru cealaltă în virtutea acestor raporturi. În acest caz fiind constatată că quasi-delictul este imputabil amândorora, cu drept

cuvânt Curtea de Apel le obligă la despăgubire în mod solidar, conform art. 1003 c. civ. (Cas. I, No. 30, 1920; „Jurispr. Rom.” 1920, p. 237).

**15 bis.** În cazul când cel condamnat la despăgubiri pentru prejudiciul cauzat printr'un fapt ilicit, nu s'a executat, dăunatul este în drept a face ulterior o nouă acțiune pentru a cere noi daune, întemeiate pe faptul că din nerepararea la timp a primelor daune, prejudiciul s'a mărit. (Trib. Mehedintși s. I, 5 Iunie 1920, Pand. Rom. 1924, III, 90).

**16. a)** Autorul unui quasi-delict răspunde nu numai atunci când există din partea sa o culpă sau o intenție rea, dar chiar când e vorba de o simplă neglijență sau imprudență, ori de greșală a acestuia.

Astfel simpla abstențiune (culpa in omittendo) în luarea unei măsuri care ar fi fost necesară pentru înlăturarea unui pericol, atrage responsabilitatea aceluia care ar fi putut lua acea măsură.

**b)** Cazul fortuit sau de forță majoră nu atrage exonerarea de responsabilitate a autorului decât atunci când evenimentul provine numai dela natură, fără să fi fost precedat, însoțit sau urmat de vre-o culpă care să fie imputabilă autorului. (C. Apel Buc. s. I, 20 din 11 Febr. 1920, Dreptul 4/921, Pand. Rom. 1922, III, 18).

**17.** Pretențiunile rezultând dintr'un quasi-delict exclud ideia unei legături contractuale, chiar dacă între părți ar exista și o legătură comercială, întru cât se poate foarte bine că între aceleași părți să se nască și raporturi de drept, care să nu aibă la bază o asemenea legătură, iar în aceste cazuri acțiunea nu este comercială, ci civilă, întrucât este cu totul independentă de contractul comercial existent între părți.

În speță este vorba de o acțiune care are de obiect plata unor daune isvorâte din faptul că recurentul a aplicat, fără să aibă dreptul, un sechestrul asigurător pe averea intimatului, cu care avea și raporturi comerciale cu privire la acea marfă. Curtea de fond socotind greșit că afacerea este de natură comercială, a respins ca tardiv apelul recurentului de oarece n'a fost introdus în termenul de 30 zile, fixat de art. 904 c. com. (Cas. III, dec. 1096 din 17 Oct. 1923, Jurispr. Gen. 1923 No. 1870).

**18.** În virtutea dispozițiilor art. 998 și urm. c. c. omul este răspunzător nu numai de prejudiciul ce a cauzat prin fapta sa, dar și de acela ce a cauzat prin neglijența sau prin imprudența sa.

Pentru ca forța majoră sau cazul fortuit să scutească de orice răspun-



dere pe autorul faptului dăunător, se cere ca evenimentele care constituiesc cazul fortuit sau forța majoră să nu fi fost precedate de nici o culpă din partea lui, care să fi provocat asemenea împrejurări, căci el va fi responsabil de câte ori culpa a precedat și provocat cazul fortuit și culpa casum processit.

În fapt rezultă cu suficientă culpa în omitendo din partea pârâtului, care precede cazul fortuit sau forța majoră alecate de aceasta și deci el este responsabil de incendiul ce a avut loc și prin urmare obligat la repararea prejudiciului cauzat. (Trib. Prahova s. I, sent. civilă 635 din 26 Oct. 1923, Jur. Gen. 1924 No. 104).

19. Dacă, spre deosebire de cazul când faptul păgubitor dă naștere la o responsabilitate penală și când făptuitorul n'ar putea opune, ca scuză a acțiunii sale, în scop de a micșora sau înlătura responsabilitatea sa penală, înlesnirile pe care o greșeală din partea victimei i le-ar fi procurat, spre a comite infracțiunea, — în ipoteza însă în care faptul pricinuitor de pagubă constituie un quasi-delict, reciprocita-

tea greșelilor victimei și făptuitorului, poate compensa paguba materială, pecuniară sau morală, rezultată din acțiunea ilegală, fie că responsabilitatea civilă se întâlnește cu cea penală, fie că ea formează obiectul unei acțiuni civile deosebite. (Trib. Dâmbovița S. II. 1196 din 13 Iunie 1923 Jur. Gen. 1924. No. 134).

20. Faptul unei bănci de a achita o sumă dată în depozit, fără a fi uzat de toate precauțiunile necesare și a verifica în fapt dacă persoana, ce se prezintă la plată cu o scrisoare din partea deponentului, este în adevăr autorizată de acesta să primească banii, constituie o lipsă de diligență care atrage responsabilitatea sa și deci obligațiunea de a plăti a doua oară, în caz când scrisoarea deponentului ar fi fost falsificată de un terțiu. (C. Apel Buc. s. III. 34 din 28 Mart. 1924, Pand. Rom. 1925, II, 1).

21. A se vedea art. 998 cu notele respective; art. 1000 cu notele respective; art. 1162 cu notele respective; art. 1284, nota 48; art. 1878, nota 1; art. 1890, nota 19.

**Art. 1000.** — Suntem asemenea responsabili de prejudiciul cauzat prin fapta persoanelor pentru cari suntem obligați a răspunde sau de lucrurile ce sunt sub paza noastră.

Tatăl, și mama după moartea bărbatului, sunt responsabili de prejudiciul cauzat de copiii lor minori ce locuiesc cu dânsii.

Stăpânii și comitenții, de prejudiciul cauzat de servitorii și prepușii lor în funcțiunile ce li s'au încredințat.

Institutorii și artizanii, de prejudiciul cauzat de elevii și ucenicii lor, în tot timpul ce se găsesc sub a lor priveghere.

Tatăl și mama, institutorii și artizanii sunt apărați de responsabilitatea arătată mai sus, dacă probează că n'au putut împiedica faptul prejudiciabil.) (Civ. 326, 998, 999, 1001 urm., 1434, 1487, 1624 urm.; C. com. 393, 423, 501; L. p. organ. meseriilor 135, 140 urm.; Constit. 99, 107; Decret-lege 3795/918 privitor la declarațiunile pentru evaluarea pagubelor suferite în urma războiului, (Mon. of. 221/918), Art. 1, 2; Decret-lege 1656/919 privitor la instituirea comisiunilor pentru Constatarea și evaluarea pagubelor de război, (Mon. of. 11/919), Art. 14, 17; Legea pentru Curtea de Casație și de Justiție, Art. 5 § III litera f.; L. pol. rur. 105; Civ. Fr. 1384).

*Text. fr. Art. 1384.* — On est responsable non-seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

1) La acest articol precum și la art. 480 și 993 cod. civil, s'au făcut trimeterile la doctrina și jurisprudența privitoare la actele administrative de autoritate (contenciosul administrativ). Tot aci s-au făcut și trimeterile privitoare la actele de gestiune și actele de guvernământ.

Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leur enfants mineurs habitant avec eux;

Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés;

Les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 756-762, 766-768 ;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2895, 2896, 2898 urm., 2911 urm., 2938, 2940, 2968 urm.;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 817, 818;  
 CHAUVEAU ET HÉLIE, I, p. 587, 590; II, p. 293, 294 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 369, 371, 376, 387 urm., 392, 397, 401, 402, 403 nota 1, 716;  
 DALLOZ, *Rép. Responsabilité*, 492 urm.; *Suppl. Responsabilité*, 205, 677 urm., 719, 735, 749, 762, 795.  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 365 bis, II, IV-VII;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 191, 229 urm., 449; II, p. 165, 166 urm., 460; III, p. 360 urm., 530 urm.; V, p. 1 urm., 36 urm., 73 urm., 161 urm., 171 urm., 196 urm., 252, 317, 320, 334, 335, 358 urm., 424 urm., 542, 553, 559, 573 urm.; „*Responsabilité du fait des choses et acte autonome de la chose*“, *Curier Jud.* 15/922.  
 DEMOLOMBE, XXXI, 564, 570, 575, 577, 578, 582, 587 urm., 592, 594, 598, 604 urm., 607, 609, 611, 612, 614 urm., 617, 624;  
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;  
 DURANTON, XIII, 722, 723;  
 HUC, VIII, 439-441, 445, 449;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1384, n. 2-4, 6-10, 16, 17, 19-21, 24, 25, 30, 33, 34, 41;  
 LAURENT, XX, 554, 556, 558, 559, 562, 566, 585, 586, 588, 589, 607 urm., 611, 621, 639;  
 MARCADÉ, art. 1384;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 872 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 915 urm.;  
 SALELLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 356 urm., 415 nota 2, 439, 444;  
 SAVATIER RENÉ, „*La responsabilité du gardien d'une chose inanimée en droit français*“, *Curier Jud.* 39/924.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 516 urm., 540 urm., 551, 552; (III, part. I, ed. 2-a, p. 64; III, part. II, ed. 2-a, p. 592, 664; IX, p. 163, 606; X, p. 47; XI, p. 290 n. 1, 511); *Observație* sub. 482 din 26 Nov. 1912. Dreptul 8/1913; *Observație* sub. C. Apel Buc. S. III, 47 din 13 Febr. 1907. Dreptul 21/1907; *Observație* sub. Trib. Iași, s. II din 1 Dec. 1907. Dreptul 34/1908; *Observație* sub. Trib. Constanța 17 Iunie 1908. Dreptul 40/909; *Observație* sub. Cas. I, 108 din 26 Febr. 1910. Dreptul 27/1910; *Observație* sub. Cas. II, 104 din 16 Ian. 910. Dreptul 40/1910; *Adnotație* sub. Curtea de justiție civilă din Geneva 22 Oct. 1899. *Curier Jud.* 26/1900; *Notă* sub. C. Apel Constanța, 698 din 7 Mai 923. *Curier Jud.* 40/923; *Notă* sub. Cas. I, 31 Mart. 1922. *Pand. Rom.* 1923, I, 88; *Notă* sub. Trib. Fécamp, (Seine-Inférieure), 14 Ian. 1920. *Jurispr. Gen.* 21/1923 No. 1496; *Notă* sub. Trib. civil Rouen, 14 Nov. 1920. *Jurispr. Gen.* 21/1923 No. 1497; *Notă* sub. Trib. Ploermel (Morbihan), 9 Oct. 1920. *Jurispr. Gen.* 24/923 No. 1693; *Notă* sub. Cas. Fr., 17 Iulie 922. *Jurispr. Gen.* 1/923 No. 33; *Notă* sub. Cas. II, 249 din 10 Febr. 1922. *Pand. Rom.* 1924, I, 191; *Notă* sub. Just. Pace din Saint-Amand de Boixe-Charente, 15 Nov. 1922. *Curier Jud.* 34/924; *Observație* sub. Trib. Bourg, 18 Mart. 1924. *Pand. Rom.* 1924-III-140; *Notă* sub. Cas. Fr., 7 Nov. 1921, *Jur. Gen.* 1925 No. 716; *Notă* sub. Trib. Charolles, 6 Aug. 1921, *Jur. Gen.* 1925 No. 717;  
 ANTONIU LASCAR ȘI BOTEZ DEMOSTENE, „*Rezumat de concluzii*“ sub. Trib. Chișinău S. I, 17 Sept. 921. *Pand. Rom.* 1922, II, 246;  
 BALS M., *Notă* sub. Cas. II, 1032 din 15 Iunie 1921. *Pand. Rom.* 1923, I, 27;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 434, 435, 436: „*Rezumat de concluzii*“ sub. Cas. III, 1291 din 28 Nov. 1921. *Pand. Rom.* 1922, I, 151;  
 CĂPITĂNEANU R. N., „*Rezumat de concluzii*“ sub. Cas. III, 458 din 10 Dec. 1920. *Pand. Rom.* 1922, I, 76;  
 CERBAN ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 468 din 20 Oct. 1920. *Pand. Rom.* 1922-I-18; *Notă* sub. Cas. I, 272 din 9 Mart. 1923. *Curier Jud.* 29/924;  
 COMȘA N. D., *Observație* sub. Trib. Ilfov S. II, 287/912. *Curier Jud.* 38/912;  
 COSTIN AL., *Notă* sub. Cas. I, 468 din 20 Oct. 1920. *Pand. Rom.* 1922-I-22;



- DECUSARĂ C. E., *Notă* sub. Trib. Putna S. I, 93 din 20 April 1921. Curier Jud. 2/922;
- DEGREA AL. (Alexander), „*Principiul responsabilității comitenților pentru daunele cauzate de prepușii lor în funcțiunile ce li s'au încredințat*, (art. 1000 C. Civ.) se aplică et și Statului? Dreptul 25/1900 și *Scrieri Juridice* vol. I, p. 286 urm.;
- DOBRIȘTEANU D. ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 635 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922-I-14; *Notă* sub. Cas. III, 76 din 1 Mart. 1920. Pand. Rom. 1922-I-88;
- DOCAN P. GEORGE, *Minoritatea*, p. 56;
- ELEFTERIU GEORGE, *Notă* sub. Cas. I, 270 din 10 Nov. 1919. Pand. Rom. 1922-I-170;
- GEROTA C., *Notă* sub. Cas. III, 325 din 1 Oct. 1919. Pand. Rom. 1922-I-34;
- GUSTI AN., „*Responsabilitatea civilă a patronului în caz de accident*“. Dreptul 29/1909;
- HOZOC DIMITRIE, *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 1716 din 27 Dec. 1920. Curier Jud. 39/921;
- IONESCU-DOLJ I., *Adnotație* sub. Trib. com. Ilfov, 2 April 1905. Curier Jud. 48/908;
- IORGULESCU MIHAIL, *Notă* sub. Cas. III, 1080 din 19 Iunie 1922. Pand. Rom. 1923-I-215; „*Rezumat de concluzii*“ și *Notă* sub. C. Apel Buc. S. II, 140 din 2 April 1924. Pand. Rom. 1924-II-239;
- IULIU G., *Notă* sub. Cas. III, 1232 din 13 Sept. 1922. Pand. Rom. 1923-III-21; *Observație* sub. Cas. III, 1573 din 10 Nov. 1922. Pand. Rom. 1923-III-85; *Observație* sub. Trib. Vâlcea S. II, 157 din 15 Aug. 1922. Pand. Rom. 1923-III-93; *Notă* sub. C. Apel Buc. S. II, 21 din 14 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924-II-93;
- IONESCU CONSTANT, *Notă* sub. Cas. III, 1135 din 4 Iunie 1924. Pand. Rom. 1924-I-276;
- KARAKAȘ I. AL., „*Concluziuni*“. Curier Jud. 20/916;
- LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Despre ideea de subrogațiune*, p. 55 urm.;
- MANDREA N., „*Răspunderea pentru prejudiciul cauzat prin lucruri*“. Dreptul 49/1909;
- MAZILU P. D., „*Rezumat de Concluzii*“ sub. Cas. III, 458 din 10 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922-I-77;
- MICESCU ISTRATI, *Notă* sub. Cas. III, 1404 din 18 Oct. 1922. Pand. Rom. 1923-I-20;
- MICESCU N. ISTRATE, și ANTONIADE M., „*Rezumat de concluzii*“ sub. Cas. III, 323 din 27 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924-I-109;
- NACU, II, p. 506 urm., „*Despre delict și quasi-delict*“. Dreptul 49/1902; „*Faptele ilicite*“. Curier Jud. 47, 48, 49/1909;
- NEGULESCU DEMETRU, „*Capacitatea delictuală a persoanelor morale și în special responsabilitatea Statului*“. Dreptul 29, 33/1903;
- NEGULESCU PAUL, *Adnotație* sub. Trib. Ilfov S. III, 30 Sept. 1910. Dreptul 68/1910;
- NICOLAU D. AL., *Notă* sub. Cas. II, 1603 din 20 Iunie 1922. Pand. Rom. 1924-I-158;
- OTTULESCU EMIL, URLĂȚIANU GR. și STRAVOLCA C. „*Rezumat de concluzii*“ sub. Cas. III, 323 din 27 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924-I-112;
- PERIETEANU GR. I. (PERI), *Notă* sub. Trib. Ilfov S. I, 15055 din 7 Oct. 1921. Curier Jud. 14/922; *Notă* sub. Cas. I, 411 din 12 Mart. 1924. Curier Jud. 20/924;
- PETIT EUGEN, „*Art. 998 și accidentele în industrie*“. Curier Jud. 77/912; *Notă* sub. C. Apel Iași S. I, 95 din 22 Sept. 1922. Pand. Rom. 1922-II-240; *Notă* sub. Trib. Senei, 2 Dec. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 666;
- POLICHRON DEM., *Notă* sub. Cas. I, 381 din 30 Mart. 1923. Pand. Rom. 1924-I-164;
- POPESCU PETRE, *Notă* sub. Cas. III, 325 din 1 Oct. 1919. Pand. Rom. 1922-I-36; *Notă* sub. Cas. III, 258 din 31 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922-I-239;
- RACOVICEANU GR., *Notă* sub. Trib. Ilfov S. I, 736 din 6 Oct. 1922. Pand. Rom. 1923-II-286;
- RADU IORGU, *Notă* sub. Cas. III, 503 din 22 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922-I-298;
- RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Iași S. I, 24 Nov. 1908. Dreptul 17/1909; *Observație* sub. Trib. comercial Gand, 8 Ian. 1910. Dreptul 27/1910; *Observație* sub. C. Apel Turin, 9 Mart. 1909. Dreptul 28/1910; *Observație* sub. Cas. Fr., 30 Iulie 1909. Dreptul 40/910; *Adnotație* sub. Cas. Belg., 13 April. 1899. Curier Jud. 1/1900;
- ROSENTAL S., *Notă* sub. Cas. III, 509 din 27 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922-I-50; *Notă* sub. Cas. III, 330 din 11 Oct. 1920. Pand. Rom. 1922-I-275; *Notă* sub. Cas. III, 1404 din 18 Oct. 1922. Pand. Rom. 1923-I-18;
- ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. Cas. I, 68 din 7 Febr. 1921. Pand. Rom. 1923-I-51;
- SCHINA C. N., *Notă* sub. Cas. III, 1211 din 11 Nov. 1921. Curier Jud. 5/922;
- ȘION FLORIN, *Notă* sub. Trib. Iași S. I, 13 Mai 1922. Pand. Rom. 1923-II-281;
- STAMBULESCU N. ION, *Notă* sub. Cas. III, 1485 din 17 Sept. 1924. Pand. Rom. 1924-I-225;
- STĂTESCU ST., „*Despre accidentele uvrierilor și responsabilitatea patronilor*“. Curier Jud. 40/1909;
- STEFĂNESCU-PRIBOI C. D., *L'idée de faute et la responsabilité des choses inanimées*;
- STELIAN TOMA, „*Rezumat de concluzii*“ sub. Cas. III, 323 din 27 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924-I-108;
- TAZLĂUANU G. DIM., *Notă* sub. Cas. III, 1291 din 28 Nov. 1921. Pand. Rom. 1922-I-151; *Notă* sub. Cas. III, 17 Nov. 1920. Pand. Rom. 1923-I-4;
- TEODORESCU ANIBAL, *Observație* sub. Cas. I, 778 din 5 Nov. 1912. Curier Jud. 6/913; *Notă* sub. Cas. III, 5 April 1922. Pand. Rom. 1923-I-101;
- TIGOIANU MIHAIL, „*In chestiunea accidentelor muncii*“. Curier Jud. 42/912;
- VELESCU AL., *Notă* sub. Trib. com. Marseille, 16 Nov. 1923. Jurispr. Gen. 4/1924 No. 205;

- VERICEANU C. GRIGORE, „Câte-va cuvinte asupra art. 195 și 100 din Codul Civil“. Curier Jud. 21/909;
- VERMEULEN H. J., Notă sub. Cas. Belg. S. I, 11 Mai 1923. Jurispr. Gen. 26/1923 No. 1814; Notă sub. C. Apel Bruxelles, 9 Nov. 1923 Jurispr. Gen. 1924 No. 2139;
- VRĂBESCU G. NIC., „Lărgirea domeniului cauzelor din cari decurg răspunderile“. Curier Jud. 45/922;
- ZAHARIA JACQUES, Notă sub. Judec. Ocol. I, Galați, 232 din 9 Iulie 1923. Dreptul 34/924.

## INDEX ALFABETIC

- Absență 122.
- Academia agricolă din Cluj (Regulamentul său) 154.
- Accident 12, 21, 36, 38, 40, 42, 45, 59, 73, 75, 76, 89, 97 bis, 103, 118, 123 bis, 139.
- Achiesare, a se vedea „Renunțare“.
- Achitare 93, 105, 120.
- Act administrativ de autoritate 50, 58, 62-65, 67, 68, 72, 78, 81, 82, 83, 100, 101, 102, 104 bis, 107, 108, 112, 114, 116, 119, 124, 126, 128, 130, 132, 134-138, 140, 142-147, 149, 150, 151, 154-163, 165, 166, 169-193.
- Act de alianță 108.
- Act de gestiune 80, 114, 126.
- Act de guvernământ 57, 61, 91, 99, 108, 111, 129.
- Acțiune civilă 92, 139.
- Acțiune directă contra comitenților 4.
- Acțiune disciplinară 145.
- Acțiune publică 92, 139.
- Acțiune recursorie civilă 77.
- Advocat 138.
- Agent administrativ 127.
- Aliniere 62, 64, 177.
- Antreprenor 11, 97.
- Apărare legitimă 86.
- Apel 98.
- Apreciere suverană 28, 40, 90, 150.
- Armată, înaintare 83, 102, 112.
- Automobil 45, 59, 76, 123 bis.
- Autorizație de construcție 159.
- Balcoane 177.
- Bancă 29, 90.
- Băuturi spirtoase (brevet) 100.
- Brevet de invenție 81.
- Brevet de băuturi spirtoase 100.
- Căi ferate 21, 33, 49, 118, 133, 139, 146.
- Calomnie 94.
- Camera de comerț 100.
- Cărăuș 118.
- Casa de depuneri și semnificație 10, 44, 164.
- Casa centrală de împrietărire 180.
- Casa Școalelor 178.
- Casieri 35, 37, 44, 48.
- Cek 90.
- Certificat 166.
- Chestie de drept 41.
- Chestie de fapt, a se vedea „Apreciere suverană“.
- Chimiști 176.
- Chioșc 130, 133.
- Chirie (indemnitate) 126.
- Clerul mirean, Lege 147.
- Colectorul loteriei 51.
- Comerț 87.
- Comitenți 4, 7, 12, 24, 30, 33, 34, 39, 40, 41, 43, 46, 56, 59, 60, 70, 71, 73, 76, 79, 87, 90, 94, 95, 96, 97 bis, 98, 115, 139.
- Comitete școlare 178.
- Competență 107, 109, 119, 124, 127, 128, 132, 152, 185, 191.
- Comune 26, 72, 130.
- Comune rurale, Lege 173.
- Comune urbane, Lege 160, 181.
- Congediu 180, 189.
- Consiliu de Stat 57.
- Constituție 63, 64.
- Construcții fără autorizație 159, 160, 181.
- Construcții, refuz de autorizație 50, 62, 63, 64, 159, 177, 181.
- Contencios, a se vedea „Act administrativ de autoritate“.
- Contrabande 129.
- Convenție 182.
- Corp didactic 186.
- Corp tehnic 145.
- Quantumul daunelor 37, 47, 150.
- Culpa comună 42.
- Culpa victimei 12, 17, 29, 42, 54, 73, 123.
- Curtea cu jurați 86, 120.
- Curtea de apel 102, 107, 119, 132.
- Curtea de Casație, lege, a se vedea „Act administrativ de autoritate“.
- Curtea de compturi 37.
- Dărâmarea imobilelor 72, 151, 181.
- Daune, a se vedea „Quantumul daunelor“.
- Daune cominatorii 68, 155, 188.
- Daune morale 119, 123, 142, 143, 150.
- Declarațiile prepusului ca martur 71.
- Decrete-legi pentru pagube de război 131, 152.
- Decret Regal 190.
- Delapidare a se vedea „Sustragere“.
- Delict silvic 30.
- Depozit 5, 90, 164.
- Depozit de chereștea 161.
- Descalificarea unui funcționar 117, 119.
- Destituire 78, 190.
- Didactic corp 186.
- Direcția generală a C. F. R., a se vedea „Căi ferate“.
- Direcția generală a Poștelor 1, 36, 69, 142.
- Directori de școale urbane 179.
- Diplome 166.
- Disciplinara acțiune 145.
- Divorț 122.
- Dobânzi 130.
- Educație 53, 121.
- Eforia spitalelor 58, 149.
- Epitropia Așezămintelor Hrâncovenști 149.
- Evacuarea unui chioșc 130, 133.
- Examen 143.
- Exercițiul unui drept 112, 133.
- Explozibile 49.
- Export (prohibire) 99.
- Expropriere 50, 62, 64, 65.
- Fapt penal 85, 86, 92, 93, 105, 120, 127.
- Farmaciiști 78, 168.
- Femeie măritată 153.
- Forță majoră 12, 42, 73, 94, 122, 123, 131, 141, 152.
- Funcționari 8, 13, 15, 117, 119, 142, 145, 148, 150, 176, 180, 182, 187, 192.
- Funcționari poștali, 1, 36, 69.
- Furt 66.
- Garanție 24, 187.
- Gaz aerian 26.
- Građație 186.
- Grefier 5, 10, 13, 15, 19, 32, 169.
- Hotărâre 72.
- Identitate 164.
- Improprietărire (Cas Centrală) 180.
- Înaintare în armată 83, 102, 112.
- Inamică ocupație 14, 16.
- Indemnitate de chirie 126.
- Inginer 104 bis, 145.
- Înlocuire în funcție 101, 104, 124, 142, 148, 150, 173, 174, 179, 180, 182.
- Inspectori agricoli 101.
- Institutori 163, 170, 171, 184.
- Interdicție 122.
- Interes 193.
- Intern la Spitale 58.
- Interpretare, a se vedea „Apreciere suverană“.
- Invalizi și orfani de război, 153.
- Învățământ particular 163.
- Învățământ primar, Lege 143, 170, 171, 172, 184.
- Învățământ secundar și superior, Lege 134, 140, 156, 174, 175.
- Învățător 170.
- Judecători 9, 53, 77, 104, 190.
- Judecător de instrucție 18.
- Județ 37.
- Jurați 86, 120.
- Lege autorizând luarea de măsuri în vederea stării de război 122.
- Legea clerului mirean 147.
- Legea corpului tehnic 145.
- Legea învățământului primar, a se vedea „Învățământ primar“, „Regulamentul legii învățământului primar“.
- Legea învățământului secundar 134, 140, 156, 174, 175.
- Legea învățământului superior 134, 140, 156, 174, 175.
- Legea I. O. V. 153.
- Legea meseriilor 75, 97 bis, 103.
- Legea organizării comunelor rurale, a se vedea „Comune rurale“.
- Legea organizării comunelor urbane, a se vedea „Comune urbane“.
- Legea organizării judecătorești 169.
- Legea poziției ofițerilor, a se vedea „Ofițeri“ și 67.
- Legea sanitară a se vedea „Sanitară lege“.
- Legea taxei pe decaltru 100.
- Legitimă apărare 86.
- Loterie 51.
- Lovire 98.
- Lucruri, răspundere 56, 73, 110, 115, 123, 167.
- Magazin 87.
- Magistrați, a se vedea „Judecători“.
- Marturi 33, 71.
- Mașini 56.
- Măsuri în vederea stării de război, Lege 122.
- Medici 149, 189.
- Meseriilor lege 75, 97 bis, 103.
- Militari 88, 96, 186.
- Militari ruși 106.
- Ministerul Agriculturii 155, 183.
- Ministerul Comunicațiilor 145.
- Ministerul Cultelor 147.
- Ministerul de Domenii 101, 154.
- Ministerul de Finanțe 35, 43, 80, 100, 114, 135, 137, 155.
- Ministerul de Justiție 9, 10, 15, 18, 55, 77, 104.
- Ministerul de Industrie și Comerț 81.
- Ministerul de Instrucție 140, 143, 156, 166, 170, 171, 174, 178, 179, 186.
- Ministerul de Interne 52, 61, 78.
- Ministerul de Război 48, 83, 88, 96, 102, 126.
- Ministerul lucrărilor publice 104 bis.
- Ministerul Sănătății publice 176.
- Miniștri 117.
- Minori 28, 40, 49, 53, 66, 74, 74 bis, 84, 85, 86, 93, 105, 113, 120, 121, 122, 125.
- Mitropolie 136.
- Mobilizare, a se vedea „Război“ și 122, 186.
- Neresponsabilitate 39.
- Numire în funcțiune 144, 156, 175.
- Ocupație inamică 14, 16.
- Ofițer 67, 83, 102, 112.
- Omor prin imprudență 75, 123.
- Ordine publică 182.
- Ordonanțe prezidențiale 116.
- Organizarea comunelor urbane 160.
- Organizarea judecătorească 169.
- Părinți 28, 49, 53, 66, 74, 74 bis, 84, 86, 93, 105, 113, 120, 121, 122, 125, 166.
- Parte civilă 75.
- Patron, a se vedea „Comitenți“.
- Păzitor 45, 115.
- Penal fapt, a se vedea „Fapt penal“.
- Pensie 33, 75, 80, 82, 97 bis, 114, 137, 170.
- Perceptori 20, 23.



Persoane juridice 2, 3, 7, 8.  
 Poprire 48.  
 Portărei 19.  
 Posesor 123 bis.  
 Poște, Direcția generală  
 1, 36, 69, 142,  
 Preot 136, 147.  
 Prepuși 4, 7, 12, 21, 24, 30,  
 31, 33, 34, 39, 41, 46, 56,  
 59, 60, 70, 71, 76, 79,  
 87-91, 95, 96, 98, 115, 123  
 bis, 139, 141.  
 Prescripție 94, 139, 184.  
 Prezumție de culpă 27,  
 29, 35, 54, 55, 56, 59, 70,  
 76, 79, 110, 121.  
 Primar 26, 72, 173.  
 Primărie 50, 62, 63, 64, 177,  
 181.  
 Probe 27, 33, 45, 54, 121,  
 148.  
 Profesor 154, 163, 165, 174,  
 175.  
 Profesor de religie 175.  
 Profesori particulari 163.  
 Profesori secundari 134,  
 140, 174, 175.  
 Profesori universitari 183,  
 193.  
 Promisiune de căsătorie  
 113.  
 Proprietari 45, 97, 110, 115,  
 123, 123 bis.  
 Punere în disponibilitate,  
 a se vedea „Inlocuire”.  
 Punere în retragere 67, 102,  
 137.  
 Putere părintească 122.  
 Quasi-delict 118, 150.  
 Război, a se vedea „Mo-  
 bilizare” și 14, 16, 109,  
 122, 131, 141, 152, 186.  
 Război, Legea I. O. V. 158.  
 Răspundere pentru lucruri,  
 a se vedea „Lucruri”.  
 Recurs 38, 41, 43, 97 bis,  
 191.  
 Recurs în contencios, a se  
 vedea „Act administrativ  
 de autoritate”, „Act de  
 gestiune”, „Act de gu-  
 vernământ”.  
 Refuzul autorizației de con-  
 strucție 50, 62, 63, 64, 177.  
 Regia Monopolurilor Sta-  
 tului 6.  
 Regim silvic 162.  
 Regiment 48.  
 Regulamentul Academiei  
 Agricole din Cluj 154.

Regulament de Construcție  
 și aliniere, a se vedea  
 „Aliniere”, „Construcție”.  
 Regulamentul legii Invă-  
 țământului primar 171,  
 184.  
 Religie profesor 175.  
 Renta a se vedea „Pen-  
 siune”.  
 Renunțare 50, 189.  
 Retragerea autorizației de  
 construcție 159.  
 Retroactivitate 103.  
 Revocare, a se vedea „In-  
 locuire”.  
 Rus militar 106.  
 Salarii 176.  
 Sanitară lege 163, 176.  
 Școli (Casa) 178.  
 Școlare, Comitetul, a se ve-  
 dea „Comitetul școlar”.  
 Școli urbane 179.  
 Senat Universitar 144, 154,  
 156.  
 Sergenți de oraș 52.  
 Servitori, a se vedea „Pre-  
 puși”.  
 Silvic, a se vedea „Delict  
 silvic”, „Regim silvic”.  
 Șofer 76.  
 Soldat rus 106.  
 Soț 153.  
 Spitale (Eforie) 53, 149.  
 Spitale (Interni) 53.  
 Stăpâni, a se vedea „Co-  
 mitenții”.  
 Stat 2, 3, 5, 8, 13-16, 19, 31,  
 32, 37, 106, 117, 127, 128,  
 141.  
 Stat străin 91.  
 Statutul funcționarilor pu-  
 blici 176, 187, 192.  
 Strade 50, 62, 133, 181.  
 Supleant 8.  
 Suplinșitor 174.  
 Suspendare 136.  
 Sustragere 1, 43, 20, 23, 35,  
 37, 69, 90.  
 Taxe pe decaltri 100.  
 Technic corp 145.  
 Tramvay 61, 89.  
 Transferare 134, 135, 144,  
 169, 171, 172, 175, 189.  
 Transport 118.  
 Tutele 8.  
 Ucenici 22.  
 Universitar Senat 144, 154,  
 156.

comiterii faptului pe acel care îl în-  
 sârcinase cu un lucru sau cu un ser-  
 viciu și se găsea față cu acesta într-un  
 raport de dependență, și, deci, în spe-  
 cie, administrațiunea poștelor, ca ori-  
 care stăpân, are obligațiunea de a răs-  
 punde pentru daunele cauzate de func-  
 ționar în exercițiul funcțiunii sale.  
 Prin aceasta nu se violează nici art.  
 16 și 39 ai convențiunii poștale, prin  
 care se declară, că în caz de pierderea  
 unei scrisori recomandată, administra-  
 tiunea poștală plătește 30 franci, căci  
 cuvântul pierdere, însemnează un caz  
 fortuit, sustracțiunea însă a bonurilor  
 este un fapt licit imputabil cuiva și  
 fiind săvârșit în condițiunile art. 1000  
 alin. 3 are de efect responsabilitatea ad-  
 ministrațiunii poștale pentru tot pre-  
 judiciul cauzat. (Cas. I, 400/72, Nov.  
 17/72, B. p. 325).

2. Regula generală este, după art.  
 998, că fie cine răspunde de faptele  
 sale. Art. 1000, care supune la răspun-  
 dere pentru faptele altora, înființează  
 o excepțiune de la această regulă com-  
 ună. Acest articol arată anume cine  
 sunt acei ce răspund și pentru alți.  
 În excepțiunile arătate în el nu este numit  
 și statul. Și dacă între unele dintre  
 persoanele arătate în art. 1000, și  
 anume stăpâni și comitenții, și între  
 stat este oare care asemănare, de aci  
 nu urmează ca acel articol să se în-  
 tindă și la stat prin analogie, excep-  
 ționile neputându-se întinde decât la  
 cazuri identice, și această identitate  
 lipsește în specie cu atât mai mult cu  
 cât art. 998 care înființează dreptul com-  
 un, neținând de cât la persoanele  
 fizice, excepțiunile din art. 1000 neapă-  
 rat nu pot ținti atât la persoane fizice  
 cât și la persoane juridice. Că neapă-  
 rat este astfel, urmează și din  
 aceea că temeiul răspunderii este pre-  
 sumțiunea de greșeală sau de neîn-  
 grijire a persoanei supusă la răspun-  
 dere, iar greșeala sau neingrijirea nu  
 poate fi de cât la persoanele cărora li  
 se presupune libertate în determinarea  
 voinței condițiunei ce nu întâlnim la  
 persoanele juridice; deci statul fiind  
 socotit între persoanele juridice nu  
 poate fi răspunzător pentru faptele  
 altora. Afară de aceasta, persoanele ju-  
 ridice în drept sunt asemănate cu mi-  
 norii, iar minorii cât timp lucrează  
 fără pricepere nu răspund nici pentru  
 faptele lor, cu atât mai puțin pentru  
 ale altora; prin urmare, de persoanele  
 juridice neputându-se zice nici o dată  
 că lucrează cu pricepere, nu pot nici  
 o dată fi supuse la răspundere mai ales  
 pentru faptele altora. (Apel Iași, II,  
 Dr. 20/75).

3. Din art. 998, 999, 1000, 1001 și 1002,  
 rezultă că statul, ca fiind juridică, nu  
 poate fi exclus de la obligațiunea pre-  
 văzută prin ele spre a răspunde ca ori

## Jurisprudență.

1. Dacă un funcționar poștal sus-  
 trage dintr-un pachet poștal trimis  
 din străinătate bonuri rurale cu cu-  
 poane, avem aci 1) un fapt ilicit, 2) să-  
 vârșit de o persoană care se consideră  
 ca funcționar a reprezintă administra-  
 tiunea poștelor ce l-a numit în func-  
 ționea ce îndeplinea cu ocaziunea sus-  
 tragerii și care persoană se află față  
 cu administrațiunea într-un raport de  
 dependență, și 3) prin care s'a cauzat  
 prejudiciu unui al treilea. Astfel există  
 condițiunile sub care, după alin. 3 al  
 art. 1000 un stăpân răspunde de pre-  
 judiciul cauzat de servitorii și prepușii  
 săi, căci prin art. 1000 al. 3 se stabi-  
 lește o regulă generală care are a se  
 aplică prin analogie la toate cazurile  
 în cari este vorba de un prejudiciu  
 cauzat prin faptul ilicit al unei per-  
 soane care reprezintă în momentul

care individ de prejudiciul cauzat altuia prin prepușii săi în funcțiunea ce li s'a încredințat. Deci judecătorul care asimilează pe stat în acțiunile sale cu minorii ce lucrează fără pricepere, face o greșită interpretare și violare a citatelor articole, de oare ce legiuitorul nu a făcut vre-o asemenea distincțiune între persoanele fizice și persoanele juridice în materie de quasi-delicte. (Cas. I, 17/Ian. 21/76, B. p. 20).

4. Comitenții răspund de prejudiciul cauzat de prepușii lor în funcțiunile ce li s'au încredințat. Motivul acestei responsabilități fiind o greșeală ce legea prezumă că e o proprie a comitenților, ei pot fi acționați direct prin o acțiune principală de către cei mari au suferit paguba prin faptul prepușilor lor și fără ca să cheme în judecată și pe aceștia. (Cas. I, 158/Apr. 20/77, B. p. 158).

5. Odată depozitul regulat făcut la autoritatea competentă, tot ce se poate petrece în urmă rămâne străin părților, de oare ce nu lor incumbă sarcina de responsabilitate cum se face alegerea și numirea personalului acelei autorități, precum nici a modului de procedură cum trebuie să urmeze în asemenea caz. Când dar curtea condamnă pe stat la răspundere față cu deponentul pentru sustragerea comisă de greșierul tribunalului, nu numai nu violează art. 1000, din contră face o justă aplicațiune a principiilor cuprinse în el. (Cas. I, 104/Mart. 13/84, B. p. 244; Cas. I, 5/Ian. 11/84, B. p. 11; Cas. I, 414/Dec. 2/77, B. p. 344).

6. Dacă agenții regiei monopolului tutunurilor, când proced la constatarea unei preținse contravențiuni și la încheierea procesului-verbal, lucrează cu rea intențiune și rea voință, regia cată a răspunde de pagubele cauzate prin faptul agenților săi, în exercițiul funcțiunii ce li se încredințase de regie. (Cas. I, 158/Apr. 20/77, B. p. 158).

7. Atât persoanele fizice cât și cele morale, când sunt obligate de lege a răspunde pentru pagubele pricinuite prin faptele altuia (art. 1000), ele răspund pentru o greșeală ce legea prezumă că este a lor proprie, și astfel în cazul responsabilității stăpânilor și comitenților pentru paguba cauzată de servitorii și prepușii lor în funcțiunile ce li s'au încredințat, greșeala prezumată de lege este că stăpânii și comitenții au făcut o rea alegere în persoana servitorilor și prepușilor, și prin urmare responsabilitatea lor este directă și principală, și tocmai de aceea legea dispune că ei răspund de prejudiciul cauzat. (Cas. I, 158/77, Apr. 20/77, B. p. 157).

8. Persoanele juridice se deosebesc de celelalte persoane, între altele, prin aceea că și viața lor internă, adică vo-

ința lor și limitele acestei voințe, este regulată prin anume legi, astfel că chestiunea de a se ști, dacă ideile de comitent și de prepuș se aplică sau nu raporturilor dintre stat și funcționarii săi, este a se aprecia după constituțiunea și legile care regulează voința persoanelor juridice. Or, acțiunea centralizatoare a statului este esențialmente limitată, mai cu seamă în privința distribuiri justiției și a învățământului public, care nu sunt resortul statului de cât într-o măsură foarte redusă. Deci magistrații și profesorii nu sunt a se considera ca prepușii statului în sensul art. 1000, căci odată numiți își exercită o misiune socială independentă, ca organe a suveranității naționale. Regula art. 1000 se aplică statului numai când organizează o administrațiune publică într'un interes de monopol sau de speculațiune industrială și când fundează stabilimente de servicii publice, cari sunt exclusiv de resortul său. — Deosebit de aceasta, chiar presupunând că statul este a se considera ca comitent în raportul care ne preocupă, art. 1000 mai cere însă ca el să fie responsabil, ca presupusul să fi comis prejudiciul în funcțiunile atribuite lui de lege. Or, nici o lege nu conferă supleanților tribunalului atribuțiunea de a se amesteca în gestiunea unei tutele; de unde rezultă că supleantul executând ordinul tribunalului de a cumpăra alte efecte cu cele eșite la sorti, ordin dat cu exces de putere, n'a lucrat în exercițiul funcțiunii ce-i atribue legea; deci statul nu trebuie să răspundă pentru prejudiciul cauzat de supleantul care a deturnat acele bunuri. (Cas. I, 73/Febr. 26/80, B. p. 80).

9. În virtutea principiului de separațiune al puterilor unui stat, justiția care e una din acele puteri și exercită într'un mod independent porțiunea de suveranitate ce i se cuvine, și astfel judecătorul care distribuie această justiție nu poate fi considerat ca un prepus al Ministerului de justiție, de oare ce el nu lucrează decât în numele și ca organ al acelei suveranități. Și art. 1000 nu se poate aplica statului de cât numai în ceea ce privește organizațiunea unui stabiliment de servicii publice care sunt exclusiv și imediat de resortul său, iar nu pentru faptele comise de justiție asupra căreia nu are de cât un drept de control în ceea ce privește administrațiunea internă și îndeplinirea datoriilor din partea membrilor ce o compun. (Trib. Ilfov I, 262, Mart. 5/80, Dr. 15/80).

10. Prin legea înființării casei de depuneri și consemnațiuni din 1864, art. 2, prevăzându-se că orice sume de bani, fie în efecte sau în monedă sunătoare trebuie să fie depuse la această casă, rezultă că atât greșierul cât și



orice alt depozitar public numai au drept a primi în numele statului în depozitul lor veri o sumă de bani. Față cu acest text de lege, grefierul ne mai putându-se privi ca prepus al guvernului, nu se poate atribui veri o responsabilitate Ministerului, conform art. 1000 c. civ., pentru sustragerea unei atari sume. (Cas. I, 368/Dec. 15/82, B. p. 1183).

11. Deși legiuitorul, prin art. 1000, face pe stăpâni și comitenți responsabili de prejudiciul cauzat prin faptele prepușilor lor, această responsabilitate însă încetează când stăpânul sau comitentul încredințează unui antreprenor sau lucrător, de o profesiune recunoscută și determinată, o lucrare străină propriei sale condițiuni și, prin urmare, bazându-se pe acest lucrător sau antreprenor pentru toate grijile acestei lucrări. (Trib. Ilfov, com., Oct. 20/83, Dr. 83/83).

12. Art. 1000 face responsabili pe comitenți de prejudiciul cauzat de prepușii lor în funcțiunile ce li s'au încredințat. Și termenii în cari e conceput art. 1000 ne face să vedem că el prescrie o responsabilitate absolută, cu rezerva însă a aprecierii faptelor ce o motivează. Iar prezumpțiunea de culpă ce-i servește de bază nu poate cădea de cât numai când s'ar dovedi existența unui caz fortuit sau a unei culpe imputabile chiar aceluia care a suferit prejudiciul. Și după dispozițiunile acestui articol, reclamantul n'are să dovedească de cât două lucruri: că a încercat un prejudiciu și că acest prejudiciu i-a fost cauzat pe când prepusul îl întrebuință în serviciul cu care dânsul eră însărcinat de comitent. El satisface dar legea probând existența faptului și greșeala chiar cea mai ușoară din partea prepusului. Rămâne apoi comitentului, pentru a scăpa de răspundere, să probeze că nu e nici o greșeală din partea omului său. Rațiunea acestei responsabilități e lesne de înțeles: comitenții răspund de dauna cauzată de prepușii lor în funcțiunea ce li s'au încredințat, pentru că se presupune că au făcut o rea alegere în persoana prepusului, care prin neabilitatea, imprudenta sau neglijența sa a dat loc accidentului sau pentru că a omis de a exercita privigherea ce incumbă fiecărui părinte de familie. (Trib. Brăila, Mai 15/84, Dr. 49/84).

13. Art. 1000 fiind generic, statul nu poate fi apărat de răspundere pentru prejudiciile cauzate de funcționarii săi neexistând vre-un articol de lege în favoarea statului ca o excepțiune la regula generală. Deci statul este responsabil de sustragerea unor efecte străine făcută de grefierul tribunalului. (Apel Buc. III, 110/Mai 9/84, Dr. 70/84).

14. Când o țară este ocupată de o armată inamică, comandantii acesteia exercită autoritatea supremă, și de aceea actele pe care le-au ordonat dânsii chiar săvârșite de autoritățile locale, nu angajează responsabilitatea statului aflat sub ocupațiune străină. (Apel Iași, II, Dec. 4/84, Dr. 22/85).

15. Art. 1000, alin. 1 și 3, stabilește un principiu general, responsabilitatea stăpânilor, a comitenților, de prejudiciul cauzat de servitorii și prepușii în funcțiunile ce li s'au încredințat. Acea responsabilitate există, ori care ar fi natura faptului prin care s'a cauzat prejudiciul, fie neglijență, imprudentă sau delict, numai că fapta sa să fi fost săvârșită în exercițiul funcțiunei. Responsabilitatea se aplică la toți deopotrivă, fie simplu particular, fie stat, județ sau comună. În cât privește pe stat, el trebuie să răspundă de acei funcționari cari sunt aleși, numiți și cari pot fi înlocuiți de puterea executivă, întru cât e numai vorba de fapte săvârșite în exercițiul funcțiunei, condiții cari trebuie a fi constante pentru a declara pe stat răspunzător. Or, grefierii au îndatorirea, după art. 90 și 91 ai legii de organizare judecătorească, a păstră acte, și de aceea ei au a da cauțiune; astfel grefierul poate fi depozitar de valori, fie anume în cazurile prevăzute, de exemplu, prin art. 448 și 542 seq. pr. civ., fie în toate cazurile în cari tribunalul ordonă depunerea de valori la greafă; dacă grefierul, în general, are a depune sau a vărsa valorile la casa de depuneri, însă înainte de a face depunerea, dacă și le însușește, nu se poate zice că grefierul n'a săvârșit faptul în exercițiul funcțiunei și că statul sau ministerul de justiție n'ar trebui să răspundă, fiindcă grefierul are dreptul și îndatorirea, după lege, a conserva acte și valori. (Cas. I, 46/Febr. 9/85, B. p. 83).

16. Statul Român nu este responsabil de daunele izvorâte dintr'un sequestru ordonat de generalul unei armate de ocupațiune, dacă se constată în fapt că funcționarii cari au procedat la această măsură erau sub ordonatele generalului străin și în tezaurul statului n'a intrat nici o sumă din acel sequestru. (Cas. I, 142/Mai 6/86, B. p. 389).

17. Dacă este adevărat că art. 1000 declară responsabili pe comitenți, de prejudiciul ce cauzează prepușii lor, în exercițiul funcțiunei ce li s'au încredințat, acest principiu nu poate fi invocat de către cei ce se cred prejudiciați, decât în cazul când ei au fost de bună credință. Dacă dar cel prejudiciat a fost de o imprudentă și o neglijență atât de mare în cât îl făcea să cază în o culpa lata, în atare caz comitentul nu mai poate fi respon-

sabil față cu dânsul. (Cas. I, 23/Ian. 24/86, B. p. 27).

**18.** Dacă dintr'un dulap din cabinetul judecătorului de instrucție s'a sustras un ceasornic, cum judecătorul de instrucție e prepus al statului și în virtutea legii (art. 86 pr. pen.) are însărcinarea de a păstra corpurile de delict, ministerul de justiție e răspunzător de faptul prepusului său. (Cas. I, 213/Iun. 17/86, B. p. 513).

**19.** În principiu, statul, ca ori-care alt comitent, este responsabil de daunele cauzate de funcționarii, agenții și servitorii săi cu ocaziunea exercițiului funcțiunii sau serviciului lor. Această responsabilitate e bazată pe faptul că statul a ales pe acești prepuși și că sub controlul și privigherea sa își îndeplinesc însărcinările lor. — Or și portăreii, conform art. 87 și 90 din legea de organizare judecătorească se numesc prin decret regal și sunt supuși ca și grefierii la depunerea unei garanții și la prestarea jurământului; din acest punct de vedere nu există nici o deosebire între portăreii și grefierii, iar împrejurarea că nu sunt retribuiți de stat și că percep taxe legale pentru actele ministeriului lor, nu schimbă întru nimic calitatea lor de prepuși ai statului. Prin urmare statul este responsabil de sustragerile comise prin neglijența unui portărel în exercițiul funcțiunii sale, mai ales dacă statul a consimțit la micșorarea garanției ce sunt datorii a da portăreii; și cei prejudiciați sunt în drept a se despăgubi de la stat pentru tot ce nu se ajunge spre despăgubirea lor din garanția portărelului. (Apel Buc. III, 82, Mart. 20/86, Dr. 49/86).

**20.** Rezultă din termenii art. 60 leg. percep. contrib., că perceptorii sunt considerați ca comitenți, iar ajutoarele ca prepuși lor. Și art. 1000 al. 3 o. civ., stabilește un principiu general: responsabilitatea comitenților de prejudiciul cauzat de către prepușii lor, în exercițiul funcțiilor lor ce li s'au încredințat. Astfel, perceptorul răspunde către stat de prejudiciul suferit prin faptul delapidării comis de agenții numiți de dânsul în serviciul percepției. (Cas. I, 277/Oct. 6/87, B. p. 744).

**21.** Dacă cauza accidentului care a pricinuit moartea unei persoane se datorează neglijenței și imprudenței oamenilor din serviciul căei ferate, cari călcașeră regulamentul administrației și nu observaseră regulile dictate de prudentă, o atare neglijență și imprudență a oamenilor de serviciu, atrăgând răspunderea companiei de exploatare, în virtutea principiului că oricine e răspunzător atât de greșelile sale, cât și de greșelile prepușilor săi cu drept cuvânt instanța de fond con-

damnă pe companie la despăgubiri. (Cas. I, 342/Nov. 23/87, B. p. 893).

**22.** Tribunalul constatând că persoanele care aruncau murdărie în grădina reclamantului erau calfe ale păritului și că locuiau în aceeași casă cu dânsul, a stabilit în deajuns responsabilitatea stăpânului, ca pentru niște persoane ce erau în serviciul său, conform art. 1000. (Cas. 260/Nov. 1/88, B. p. 893).

**23.** După legea de percepție, singurile persoane îndrituite de a percepe contribuțiunile și celelalte taxe sau venituri ale statului sunt casierii și perceptorii cari sunt obligați de a-și depune garanție din care statul să se poată despăgubi în caz de sfeterisire a vre-unei sume în timpul gestiunii lor. Perceptorii după aceeași lege își pot numi ajutoare ale lor pe oricine vor voi, însă pe a lor răspundere și retribuiți de dânsii; probă pentru aceasta este că aceste ajutoare nu depun nici un fel de cauciune către stat ca perceptorii; perceptorii prin urmare trebuiesc a fi urmăriți spre a plăti deficiențele sau sustragerile ce s'ar constată că s'au urmat la vre-o casă a statului. (Cas. I, 59/88, Mart. 9/88, B. p. 198).

**24.** După art. 1000, stăpânii și comitenții sunt responsabili de prejudiciile cauzate de servitorii și prepușii lor. Dacă dar persoanele făptuitoare erau servitori, și dânsii lucrase după ordinele stăpânului, el este responsabil de daunele ce s'au cauzat prin faptul acestor prepuși. Așa fiind, acțiunea urmează a fi intentată în contra stăpânului, cu dreptul pentru dânsul, de va voi, să cheme în garanție pe făptuitorii. (Cas. I, 114/Mart. 20/90, B. p. 302).

**25.** Este un caz de responsabilitate prevăzut de art. 1000, faptul că moartea unei persoane s'a cauzat prin intoxicarea cu gaz aeriform, provenit din ruptura unui tub de gaz așezat în apropiere de casa defunctului și din care cauză s'a infiltrat gazul prin pământ până în camera lui. (Trib. Ilfov. I, 601/Dec. 2/89, Dr. 1/90).

**26.** Art. 1000 declarând pe comitenți răspunzători de prejudiciul cauzat de prepușii lor în funcțiunile ce li s'au încredințat, stabilesc o regulă generală, că există responsabilitate ori de câte ori este un comitent și un prepus și că daunele să fi fost cauzate de acest din urmă în funcțiunea ce i s'a încredințat. Această regulă, ca ori-care alta, se aplică în toate cazurile, fără să mai fie trebuință de repetarea ei pentru fiecare caz în parte. De la această regulă nu se poate face nici o excepție decât numai dacă legea ar derogă dela dreptul comun în favoarea comunei, ceea ce nici o lege nu face această excepție. Ceea ce caracterisă pe comitent și pe prepus este serviciul



ce cel din urmă face în numele și pe socoteala comitentului. Acest raport există între comună și primarul ei, ori de câteori acest din urmă se găsește lucrând în cercul atribuțiilor sale. Deci comuna e răspunzătoare de actele ilegale ale primarului său, săvârșite în exercitiul funcțiunii sale. (Apel Galați, I. Apr. 3/90, *Dr.* 45/90).

**27.** Legiuitorul, după ce a stabilit principiul general că oricine este responsabil de greșelile sale personale, și că numai acestea îi sunt imputabile (art. 998 și 999), apoi prin art. 1000 prevede că mai suntem asemenea responsabili și de prejudiciul cauzat prin fapta persoanelor pentru cari suntem obligați a răspunde, sau de lucrurile ce sunt sub paza noastră. Și deși s'ar părea că prin art. 1000 legiuitorul ar derogă dela principiul general, însă aceasta nu e decât în aparență, căci aceste persoane fiind ținute de a dirige și supraveghea acțiunile acelora de cari sunt ținute a răspunde, sau a ține lucrurile ce posedă în așa stare în cât să nu vatăme pe nimeni, ori ce prejudiciu provenit, fie din cauza persoanelor arătate, fie din cauza lucrurilor, legiuitorul presupune că acest prejudiciu este provenit din lipsa de îngrijire, prin urmare din greșeală; astfel, responsabilitatea pentru faptele altuia sau a lucrurilor aflate sub paza noastră este rezultatul unei greșeli sau neglijențe, întocmai ca și delictetele sau quasi-delictetele, cu singura deosebire că această responsabilitate este fundată pe o presumpțiune de greșeală; cum că aceasta este teoria legală a acestei responsabilități ne-o arată chiar art. 1000, căci în ultimul său alineat se prevede că această responsabilitate încetează când se va proba că nu s'a putut împiedica faptul prejudiciabil, cu alte cuvinte până la proba contrarie există presumpțiunea că l'a putut împiedica. Astfel fiind, art. 1000 stabilește o presumpțiune de greșeală contra persoanei care are sub a sa pază persoanele sau lucrurile, și dispensează pe cel vătămat de orice probă de cât numai aceea a prejudiciului, rămânând ca defendorul să stabilească că nu i se poate imputa vre-o greșeală sau neglijență. (Trib. Ilfov I, 601/Dec. 2/89, *Dr.* 1/90).

**28.** Părintii, în timpul minorității copiilor lor, având obligațiunea de a și-i forma, fiind însărcinați de a veghea pururea asupra lor în tot timpul când sunt incapabili de a-și conduce propriile lor acțiuni, urmează necesarmente de a-i face răspunzători de daunele ce aceștia cauzează, bine înțeles însă sunt numai când daunele provin din culpa lor, rezultatul unei neglijențe, adică când prin îngrijirea lor ar fi putut-o preveni; când însă se dovede

ște că faptul dăunător n'a putut fi împiedicat de părinți, atunci dânsii sunt apărați de orice răspundere, principiul stabilit de altfel prin dispozițiunile clare și categorice alt art. 1000 alin. II.—Examinarea scuzelor invocate de părinte, spre a fi apărat de daune, este lăsată la aprecierea judecătorului fondului și între altele este fără îndoiială și absența involuntară și neprevăzută a părintelui în momentul perpetrării faptului, scuză destul de îndestulătoare pentru a-l pune la adăpost de orice răspundere, pe cât timp nu se poate imputa părintelui vre-o greșeală, neglijență sau neprevădere din parte-i ce ar fi precedat acțiunea copilului. (Trib. Teleorman, Ian. 18/90, *Dr.* 14/90).

**29.** Această responsabilitate, bazată pe o presumpțiune legală de culpă, consistând în reaua alegere făcută de stăpân sau de comitent în persoana servitorului sau a prepusului, încetează când se stabilește că partea lezată a suferit prejudiciu prin greșeala sa. — Astfel, cea mai elementară măsură de precauțiune cere ca o Bancă, atât în interesul ei cât și pentru ocrotirea intereselor clienților săi, să verifice semnaturile puse pe chitante contra cărora ea liberează sumele cuprinse în ele; singura garanție ce poate avea un client al unei Bănci că ea nu va dispune liberări de bani în numele lui, decât numai atunci când el, persoană interesată, va voi și va cere, rezidă în semnătura sa; și o instituțiune de credit care, fără a se asigura în prealabil că iscălitura pusă pe chitanța ce i se prezintă spre plată este proprie a clientului său, este în culpă față cu acest din urmă când dispune o ridicare de bani ce se dovedește mai târziu că a fost făcută pe nedrept. (Trib. Ilfov, s. com., Nov. 13/92, *Dr.* 78/92).

**30.** În materie de delict silvic pentru introducere de vite în pădurile supuse regimului silvic, când tribunalul constată că vitele cuiva au fost introduse de un servitor al său, proprietarul trebuie să fie condamnat la despăgubiri civile pe baza art. 1000 al. III e. civ., și aceasta chiar dacă în momentul judecării procesului nu mai avea în serviciu pe acel servitor de oarece obligația își luase naștere în momentul comiterii delictului. (Cas. II, 383/94, B. p. 784).

**31.** Statul ca comitent este răspunzător față de cei de al treilea de pagubele cauzate acestora prin greșeala prepușilor săi, săvârșită cu ocazia executării lucrărilor ce le-a încredințat, fie că lucrările au fost concesdate în urma unei înțelegeri private, fie date prin licitație publică. (Cas. I, 356/94, B. p. 1053).

**32.** Statul este responsabil de sustrac-

țiunile comise de grefierii tribunalelor a titlurilor și valorilor ce li se încredințează ca depozitarii publici, priviți ca atare prin lege, cum e recipisele cassei de depuneri pentru sumele depuse ca preț al vânzărilor publice, ce se efectuează prin tribunal. (Cas. I, 322/95, B. p. 896).

**33.** După art. 1000 din Codul civil, patronul fiind răspunzător de consecințele materiale ale delictului comis de prepușii săi, instanța de apel este în drept a constata asemenea prejudiciu, întemeindu-se pentru aceasta pe procesul verbal de constatare și depozitii de martori. (Cas. II, 22/98, B. p. 104).

**34.** Stăpânul este răspunzător de prejudiciul ce au cauzat servitorii săi în funcțiunile ce le-a încredințat și această răspundere se întemeiază pe o prezumțiune legală de culpă din partea stăpânului în alegerea greșită ce a făcut cu persoana prepușilor și servitorilor săi. (Cas. I, 405/98, B. p. 1307).

**35.** Statul, reprezentat prin diferitele ministere și ramuri de administrațiune publică, este ca orice comitent, răspunzător pe cale civilă de daunele aduse altoră prin prepușii săi. Astfel, Ministerul de Finanțe, fiind singurul care alege și numește în funcțiune pe casierii de județ, el urmează să fie răspunzător de delapidările comise de prepușii săi, adică de fapta casierului de județ comisă în exercițiul însărcinărilor sale și prin urmare este răspunzător și către județe de gestiunea casierului, în privința fondurilor județelor administrate tot de casierii Statului. (Cas. I, 200/98, B. p. 727).

**36.** Direcțiunea generală a telegrafelor și poștelor este responsabilă civilmente de prejudiciul cauzat de agenții săi în exercițiul funcțiunei lor. Deci, când Curtea de apel constată în fapt că un factor poștal însărcinat de șeful unei sucursale de a aduce în grabă o recipisă la un minister și dânsul, cu îndeplinirea acestui act administrativ, a călcat pe cineva cu bicicleta, cauzându-i prejudiciu, cu drept cuvânt direcțiunea poștelor a fost declarată responsabilă de daunele cauzate prin faptul săvârșit din imprudența agentului său. (Cas. II, 258/99 B. p. 430).

**37.** Acțiunea de daune interese rezultând din art. 1000 din codul civil, fiind de competența instanțelor judecătorești, urmează ca și cuantumul acestor daune să se fixeze de aceleași instanțe, după regulile dreptului comun în această materie. Astfel, când Statul este chemat în judecată de către un județ, pentru delapidările comise de un casier din fondurile județului, cuantumul daunelor-interese cuvenite

județului se fixează de instanțele judecătorești, iar nu de Curtea de compturi, care nu are altă jurisdicțiune, de cât cercetarea, judecarea și hotărîrea compturilor mânuitorilor de bani publici. (Cas. I, 330/900, B. p. 1123).

**38.** Partea, care înaintea instanței de fond a propus o soluțiune a litigiului și instanța a admis această soluțiune, nu mai poate invoca ca motiv în cașatie faptul că judecata în fond a admis acea soluție. Astfel, dacă direcțiunea căilor ferate, chemată în judecată în daune pentru un prejudiciu cauzat printr'un accident, propune înaintea judecăței ca, în loc de o sumă fixă, să se dea victimei sau succesorilor săi o pensie viageră lunară, și judecata admite această propunere, direcțiunea nu poate face din aceasta un motiv de cașare. (Cas. I, 145/901, B. p. 452).

**39.** Stăpânul nu este responsabil civilmente pentru prejudiciul cauzat unui terțiu de către servitorul său, când acesta din urmă excede limitele însărcinării ce i s'a dat. (Curtea cu Jurați Ilfov, *Dr.* 24/902).

**40.** Nu poate fi vorba de greșită interpretare a art. 999, combinat cu art. 1000 aliniatul 3, din codul civil, când instanța de fond stabilește în fapt, și prin urmare în mod suveran, că accidentul întâmplat unui minor, deși cu ocazia unui serviciu care nu i-a fost încredințat, s'a întâmplat din cauza neglijenței prepușilor în supravegherea celui minor, și în consecință face responsabil pe comitent de prejudiciul ocazionat minorului. (Cas. I, 302/905, B. p. 852).

**41.** Interpretarea art. 1000 al. III c. civil și determinarea condițiunilor cerute de acest articol, pentru ca comitentul să fie declarat responsabil de prejudiciul adus unei a treia persoană de către prepusul său, constituie o chestiune de drept, a cărei soluțiune cade sub controlul Curței de cașatiune. Art. 1000 al. III, codul civil nu zice că comitenții nu sunt responsabili decât de prejudiciul cauzat de prepuși în exercițiul funcțiunei lor. Tot ce cere acest articol, pentru a face pe comitent responsabil, este ca prejudiciul să fie cauzat de prepusul său în funcțiune, fie că acest prejudiciu a fost cauzat de modul cum acest prepus a îndeplinit funcțiunea sa, fie că prejudiciul a fost cauzat de prepus prin greșeală sau delict din partea sa, destul ca funcțiunea sa să-i fi servit ca mijloc pentru a le comite prin înlesnirile ce i-a procurat și pe care nu le-ar fi avut, dacă nu se găseă în acea funcțiune. (Cas. I, 397/905 B. p. 1175).

**42.** Responsabilitatea comitenților bazată pe dispozițiunile art. 1000 c. civ., încetează, atunci când se dovedește în fapt că prejudiciul cauzat de prepușii



lor a provenit dintr'un caz de forță majoră sau din însăși cauza victimei; în caz însă când se invoacă culpa victimei se cere din partea acesteia așa numita *culpa lata* adică o imprudență sau neglijență așa de mare și de așa natură, în cât ea singură să fi făcut accidental inevitabil. Existența unei culpe comune minorează responsabilitatea agentului, care s'a făcut pasibil de daune prin faptul accidentalului. (Apel Iași II, C. Jud. 1/906).

**43.** Dacă Ministerul de finanțe a fost condamnat ca comitent, în baza art. 1000 c. civ., din faptul că în decizie s'a trecut din eroare art. 999, aceasta nu poate atrage casarea deciziei. (Cas. I. 17 Mart. 1906. Bul. p. 497).

**44.** După art 1000 codul civil, comitentii nu răspund de actele prepușilor decât în caz când aceștia le comit în exercițiul funcțiilor ce li s'au încredințat.

Prin urmare, când instanța de fond constată, în fapt, că nu s'a dovedit că casierul unui cerc care a ridicat depozitul, avea atribuțiunea de a ridica dela Casa de Depuneri depozitele prin simple adrese semnate de președintele cercului și fără procură autentică, cu drept cuvânt instanța de fond n'a făcut responsabil pe președintele acestui cerc pentru faptul săvârșit de casier, și deci nu poate susține că s'au violat dispozițiunile art. 1000 codul civil. (Cas. I, 25 Sept. 1906, B. p. 1357).

**45.** Proprietarul sau păzitorul unui lucru (în speța un automobil), care calcă sau rănește pe un trecător, este responsabil de dauna cauzată și această responsabilitate nu-și are de temeul culpa aquiliană sau delictuală, prevăzută de art. 998 și 999 c. civil, așa precum se hotără până acum, ci principiul înscris în art. 1000 § 1, după care omul este responsabil de lucrurile ce sunt sub paza sa. Din acest principiu nou în jurisprudență rezultă că în caz de accident cauzat printr'un lucru, în speța un automobil, persoana dăunată nu are nevoie, ca în cazul art. 998 și 999 c. civ., să stabilească culpa adversarului său, care în speța este presupusă, și numai că dauna, de care el se plânge, i-a fost cauzată de lucrul care se găsește sub paza acestui adversar, fiindcă responsabilitatea acestuia din urmă își are temeiul său în pericolul creat prin introducerea în societate a unor mașini sau industrii periculoase, de care el trebuie să răspundă independent de orice culpă. (Apel Buc. III, Dr. 21/907).

**46.** Conform art. 1000 codul civil, stăpânii sunt responsabili civilmente de prejudiciul cauzat de servitorii și prepușii lor în funcțiunile ce li s'au încredințat. (Cas. II, 16 Mai 1907, B. p. 921).

**47.** Instanța de apel nu violează dispozițiunile art. 1000 și 1086 din cod.

civil, ci uzează de un drept suveran al său atunci când, apreciind dauna suferită de cine-vă, fixează cuantumul despăgubirilor la o sumă fixă, în loc de dare lunară, cum acordase prima instanță. (Cas. I, 16 Mai 1908, B. p. 825).

**48.** Dacă casierul unui regiment în mâinile căruia s'a poprit o sumă în mod regulat, a plătit suma poprită, pentru consecințele acestui fapt abuziv și dăunător săvârșit de funcționarul numit de el are să răspundă Ministerului de Război conform art. 1000 cod. civil. (Cas. II, 14 Octombrie 1908, B. p. 1665).

**49.** Faptul de a călători pe căile ferate, luând cu sine în vagonul de persoane mărfuri explozibile, constituie o contravenție la prescripțiile regulamentului de transport pe căile ferate, care prevede o amendă de 15 lei de fiecare kilogram.

Nu poate fi apărât de o asemenea răspundere un călător sub cuvânt că e minor, căci este vorba de un delict civil, iar nu de un contract.

În asemenea caz, Direcția C. F. R., e în drept a pune în cauză pe tatăl contravenientului, care răspunde conform art. 1000 din codul civil, de prejudiciul cauzat de fiul său minor prin delictul său.

Nu se poate deduce că Direcția C. F. R., a renunțat la încasarea amendei, din faptul că șeful de tren a permis contravenientului să călătorească până la stația de destinație, pentru că acest fapt este săvârșit de prepușii Direcției C. F. R., în afară de atribuțiunile lor, cari nu erau de a acoperi abuzurile și de a renunța la amenda convenită Direcției. (Cas. III, 17 Oct. 1908, B. p. 1758).

**50.** Când este vorba de deschiderea unei străzi noi, sau de prelungirea unei străzi vechi, pe terenul cuiva, decretul prin care se prevede o asemenea lucrare nu poate fi executat decât prin exproprierea în regulă a terenului necesar și după o dreaptă și prealabilă despăgubire. Până atunci proprietarul aceluia teren este în drept să construiască și să întărească clădirile vechi ce ar avea pe acel teren.

Prin urmare, când Primăria refuză autorizațiunea cerută de un proprietar de a clădi pe terenul său, pe motiv că pe acel teren este proiectată deschiderea unei străzi noi, prin aceasta îi cauzează un prejudiciu pe care este dator să-l repare. (Cas. I, 16 Ian. 1909, B. p. 15).

**51.** a) În caz când colectorul liberează din eroare jucătorului un alt loz decât acela pe care îl jucase la o clasă precedentă, el este dator să vestească pe jucător despre această eroare, căci în caz contrar el urmează a suferi consecințele acestui fapt.

b) Luarea unui loz prin surprinderea și inducerea în eroare a jucătorului constituie un fapt ilicit. (Cas. I, 9 Oct. 1909, B. p. 1072).

**52.** După art. 1000 din codul civil, comitentul răspunde de prejudiciul cauzat de inferiorii lor în funcțiunile ce li s'a încredințat.

Astfel, sergenții de oraș fiind numiți de Ministerul de Interne, de care depind, și sub a cărui autoritate directă sunt puși sub legea de organizare a poliției generale a Statului, ei sunt inferiori Ministerului de Interne, în sensul art. 1000 din codul civil, așa că Ministerul trebuie să răspundă civilmente de prejudiciul cauzat de dânsii. (Cas. I, 4 Dec. 1909, B. p. 1464).

**53.** După art. 1000 din codul civil, părinții sunt răspunzători civilmente de prejudiciile cauzate de copiii lor minori ce locuiesc cu dânsii. Atunci însă când copiii nu locuiesc cu părinții și nu sunt sub supravegherea directă și imediată a lor, părinții nu pot fi făcuți respunzători pentru delictele ce se comit în prejudiciul chiar al persoanelor sub a căror supraveghere se găsește, mai ales când nu se dovedește că delictul comis de minor ar fi rezultatul unei educațiuni rele ce părinții ar fi dat copilului. (Cas. II, 104 din 15 Ianuarie 1910, B. p. 62, Jurispr. 8/910, Dreptul 40/910).

**54.** Presumpțiunea de culpă, pe care se întemeiază răspunderea din art. 1000 din codul civil, nu ridică proprietarului lucrului, care a cauzat prejudiciul, dreptul de a proba că nu a putut să împiedice faptul prejudiciabil, sau că el se datorează imprudenței sau neglijenței reclamantului, și că, prin urmare, nu poate fi obligat la nici o despăgubire. (Cas. I, 108 din 26 Febr. 1910, B. p. 220, Dreptul 27/910).

**55.** Responsabilitatea comitentului prevăzută de art. 1000, alin. III din codul civil, este fondată pe presumpțiunea formată de culpa din partea sa de a fi ales, dirijat sau supravegheat rău pe prepusul său, cu ocazia faptului care a cauzat prejudiciu, și această dispozițiune de lege fiind o excepțiune la principiul personalității culpei din art. 998 din codul civil, nu poate să fie aplicată decât atunci când între persoana răspunzătoare și acela care a cauzat prejudiciul există un raport juridic dela comitent la prepus.

Prin urmare, un asemenea raport nu există între Ministerul justiției și un judecător sindic, de oarece, acesta nu lucrează după ordinul, direcțiunea sau supravegherea Ministerului de justiție și, deci, nu poate fi considerat ca prepus al Ministerului de justiție. (Cas. I, 16 Mart. 1910, B. p. 368).

**56.** Cu toate că din dispozițiunile art. 998 și 999 cod. civ., rezultă că, pentru

a putea fi cineva obligat să repare prejudiciul cauzat prin fapta sa, trebuie mai întâi dovedită culpa celui ce a cauzat fapta prejudicială, totuși atunci însă când e vorba de responsabilitatea patronului pentru faptul cauzat de lucrurile puse sub paza sa, sau de oamenii cari lucrează sub ordinul și în serviciul său, culpa este presupusă de lege și ca atare nu mai trebuie dovedită, patronul fiind direct responsabil de fapta prepușilor săi sau cauzată de lucrurile și mașinile puse sub paza sa, întru cât art. 1000 și 1001, în deosebire de textele de lege cuprinse în art. 998 și 999, nu cere ca condiție a reparării prejudiciului dovedirea culpei și din partea patronului. (Trib. Ilfov IV, Dr. 72/910, p. 578).

**57.** Prin acte de guvernământ se înțelege o categorie de acte de autoritate cari prin natura lor sunt sustrase ori cărui control judecătoresc. Tribunalele nu pot să le judece legalitatea și prin urmare nu pot acorda daune particularului vătămat printr'un asemenea act.

Deși legea din 25 Mart. 1910 nu vorbește de asemenea acte, ele sunt recunoscute prin art. 4 din legea din 1866 pentru împărțirea atribuțiunilor Consiliului de Stat. (Trib. Ilfov s. III, 30 Sept. 1910, Dreptul 68/910; In acelaș sens: Cas. I, 778 din 5 Nov. 1912, Curier Jud. 6/913).

**58.** Dacă Eforia Spitalelor civile a numit intern la un spital pe un străin, înainte de a fi numit pe toți candidații români reușiți la examens și dacă pentru acel loc erau reușiți doi români cu medii egale iar ea nu a tras la sorti pentru numire conform regulamentului, prin aceasta Eforia a vătămat dreptul românilor reușiți, drept care se socotește născut în baza art. 1014 și 1015 cod. civil și ca atare ea este datorare să repare acest prejudiciu plătiind daune. (Trib. Ilfov s. I, 674/911, Curier Jud. 28/912).

**59.** Responsabilitatea stăpânului pentru faptul servitorului, este întemeiată pe o presumpțiune legală de culpă: reaua alegere făcută de stăpân în persoana servitorului, și această presumpțiune nu încetează decât atunci când prejudiciul provine din caz fortuit, ori din culpa victimei însăși.

Prin urmare, Tribunalul face o bună aplicațiune a principiului înscris în art. 1000, alin. III din codul civil, când condamnă la daune pe stăpânul unui automobil, care a călcat pe un copil, cauzându-i incapacitate permanentă de lucru. (Cas. II, 25 Febr. 1911, B. p. 217).

**60.** Din momentul ce se constată că cel care, prin fapta sa a cauzat unei persoane un prejudiciu, a lucrat în numele și din ordinul stăpânului sau comitentului său, aceștia urmează ca, po-



trivit art. 1000 cod. civil, să fie condamnați la plata daunelor cauzate prin fapta prepusului lor. (Trib. Ilfov III, Dr. 10/911, p. 76).

**61.** Prin „act de guvernământ“ se înțelege măsurile luate în caz de epidemie, de răscoare, inundățiuni și alte asemenea, iar nu oprirea lucrărilor ce se fac de Societatea tramvaiului pe stradele Capitalei în baza unor contracte și cu autorizațiunea Primăriei.

Prin urmare, actul Ministerului de Interne de a opri lucrările societății, lovind în drepturile Societății rezultând din lege și din contractul intervenit între acționari și Primărie, este un act ilegal, care face pe Minister responsabil de daune, conform art. 998 codul civil. (Trib. Ilfov s. II, 287/912, Curier Jud. 38/912).

**62.** Când un decret, deși intitulat de aliniere, prevede în realitate deschiderea unei străzi noi, nici regulile alinierii nici consecințele ei nu pot fi invocate contra proprietarului pe terenul căruia urmează a se face lucrarea proiectată, executarea unui asemenea decret neputându-se face decât printr'o expropriere în regulă a terenului necesar și după o dreaptă și prealabilă despăgubire, potrivit art. 19 din Constituție, iar până atunci proprietarul e în drept să se folosească cum înțelege de terenul său și în special e în drept să clădească din nou și să întărească clădirile vechi ce ar avea, fără a se îngrijii de restricțiunile art. 97 și 98 din legea comunală. Primăria, dar, nu poate refuza unui proprietar alinierea și autorizația de a clădi și de a face reparațiuni la imobilul său, pe motiv că parte din terenul proprietății sale este supus unei eventuale exproprieri, prin crearea unei străzi, proiectată a se face printr'un decret regal, întrucât exproprierea nu e hotărâtă definitiv, printr'o hotărâre judecătorească. (Cas. s. III, dec. No. 326 din 20 Iunie 1912, Curier Jud. 56/1912; In acelaș sens: Cas. III, 385 din 2 Oct. 1912, Curier Jud. 73/912; Cas. III, 386 din 24 Iunie 916, Jur. Gen. 1923 No. 345; Cas. III, 83 din 31 Ian. 923, Pand. Rom. 1923, III, 146, Jur. Gen. 1923 No. 333; Cas. III, 1239 din 2 Nov. 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1709; Cas. III, 1325 din 14 Nov. 1923, Pand. Rom. 1924, III, 5, Pand. Rom. 1924, III, 26; Cas. III, 1324 din 14 Nov. 1923, Pand. Rom. 1924, III, 26; Cas. III, 611 din 24 Mart. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1120).

**63.** Potrivit art. 19 din constituție și 480 din c. civil, care garantează dreptul de proprietate, Primăria nu poate refuza autorizarea cerută de cineva pentru a-și împrejmui un loc al său vi-ran care este bine determinat și individualizat în deajuns. (Cas. s. III, de-

cizia No. 312 din 11 Iunie 1912, Curier Jud. 57/912).

**64.** Dacă un imobil a fost supus le-giuitei retrageri, când s'a făcut clădi-rea pe linia de aliniere stabilită de primărie, conform autorizațiunei dată pentru a clădi, primăria nu poate im-pune proprietarului o nouă retragere conform unui nou plan de aliniere, decât numai expropriindu-l conform cu legea și acordându-i o justă și prealabilă despăgubire, neputând să-i re-fuze autorizația de a face un nou etaj și alte reparațiuni la imobilul existent, căci altfel calcă dispozițiunile art. 480 c. civ., și art. 19 din Constituție, care garantează dreptul de proprietate. (Cas. III, decizia No. 408 din 9 Oct. 1912, Curier Jud. 76/1912).

**65.** Este neadmisibil recursul în-dreptat direct la secția a treia a Curții de casație, ca contencios administrativ, în contra unei decizii prin care consiliul comunal declară că este de u-tilitate publică exproprierea unui imo-bil pentru că această cale nu este des-chisă decât contra actelor administra-tive de autoritate care prin ele însuși vatămă un drept al unui particular și pentru a cărui restabilire dânsul nu are alt mijloc deschis spre a recurge la pu-terea judecătorească. În adevăr, legea de expropriere dă dreptul fiecărei părți interesate a se plânge la tribu-nalele de județ în contra cererilor de expropriate, cerând înlăturarea ordo-nanțelor sau decretelor declaratoare de utilitate publică, când ele sunt date cu călcarea formelor ocrotitoare sau când ele depășesc cazurile de utilitate publică, limitativ specificate de Consti-tuție prin art. 19, iar în contra sentin-ței tribunalului partea poate uză even-tual de dreptul de recurs în casație. (Cas. s. III, 443/912, Curier Jud. 80/912).

**66.** Când instanța de fond constată în fapt că un minor nu mai locuia cu tatăl său când a comis un furt, cu drept cuvânt apără pe tatăl său de plata des-păgubirilor civile. (Cas. s. II, 2142/912, Curier Jud. 77/912).

**67.** După art. 27 din noua lege a po-ziției ofițerilor pusă în aplicare la 13 Martie 1912, dacă ofițerul pus în capul unui serviciu sau al unei unități se constată nedestoinic de a-și conduce serviciul său, de a-și instrui, admini-stră și conduce unitatea sa, va fi trecu-t în retragere din oficiu, prin decret regal, pe baza rapoartelor speciale fă-cute de șefii săi ierarhici, mai ales în urma inspecțiunilor sau în urma con-centrărilor sau manevrelor de instruc-ție, luându-se prealabil și avizul comi-țetului prescris de art. 63 din legea a-supra înaintărilor în armată și al art. 68 din regulamentul acelei legi, precum și al comitetului inspectorilor generali.

Dacă se constată că toate aceste

forme prescrise de lege erau îndeplinite la momentul punerii în retragere a ofițerului, dânsul nu se poate plânga că a fost lipsit de garanțiile create de lege; și deși unele formalități cerute de legea nouă au fost îndeplinite sub legea veche, întru cât însă punerea în retragere s'a efectuat sub legea cea nouă și cu toate formele cerute de această lege nu s'a adus nici o vătămare ofițerului, de oare ce aprecierea instanțelor militare care au cerut punerea sa la retragere ar fi fost aceeași, neputându-se schimba în câteva zile în caz când formele s'ar fi refăcut.

Ofițerul pus la retragere ca nedestoinic nu se poate plânga la Curtea de casație, contra aprecierii autorităților militare, cari și-au dat avizul cerut de lege, întru cât aceea apreciere se sprijină pe rapoartele șefilor ierarhici, singuri în drept a aprecia destoinicia ofițerului.

Prin șefi ierarhici trebuie a se înțelege toți aceia sub care a servit ofițerul și cari au avut ocaziunea a-i cunoaște destoinicia, iar nu numai pe acela sub comanda căruia a fost în momentul retragerii și care n'a avut timpul necesar a-l cunoaște. (Cas. s. III, 404/912, Curier Jud. 75/912; In acelaș sens: Cas. III, 422/912, Curier Jud. 79, 1912).

**68.** În virtutea principiului separațiunii puterilor, instanțele judecătorești chemate a se pronunță asupra plângerii particularilor în contra actelor puterei administrative care-i vatămă, nu au în principiu dreptul să anuleze actul, nici să constrângă la anulare prin mijlocul daunelor cominatorii, chiar dacă ar găsi că actul este ilegal sau abuziv, ci puterea lor se mărginește numai la dreptul de a condamna la daune-interese, iar această limitare a puterii judecătorești presupune că actul ilegal sau abuziv este făcut de autoritatea administrativă în limitele competenței, iar nu și în cazul când acel act abuziv nu intră în competența agentului sau autorității care îl comite, caz în care nici principiul separațiunii puterilor, nici dispozițiile art. 74 din legea din 1910 a Curței de Casație, și nici explicațiunile date în Parlament cu ocazia votării acestei legi, nu se opun ca justiția să facă să înceteze un act comis în disprețul legii și fără nici o competență. (Cas. I, 549, 1912. Bul. p. 1191, Curier Jud. 65/912).

**69.** Se face o justă aplicare a art. 1000 cod. civil de către instanța de fond, când condamnă pe Direcția poștelor la suma sustrasă dintr'o scrisoare, când se constată că sustragerea scrisoarei de valoare s'a făcut de către funcționarii poștei în timpul de la predarea ei până la oficiul de destinație. (Cas. I, 12 Mai 1913, B. p. 1091).

**70.** Conform art. 1000 al. 3 c. civ., comitentii răspund de prejudiciul cauzat de prepușii lor în funcțiunile ce li s'au încredințat, responsabilitate care se bazează pe o prezumpțiune legală de culpă, fie ca acea culpă ar consista numai în o greșită alegere din partea comitentului, „culpa în eligendo“, fie că în afară de o greșită alegere ar mai consista o atare culpă și în lipsa de direcțiune și supraveghere asupra prepusului, „culpa în vigilando“. (Trib. Bacău, 92 din 27 Febr. 1913, Curier Jud. 51/913).

**71.** Pentru existența responsabilității comitentului se cere ca alegerea prepusului de către comitent, să fi fost liberă și voluntară și ca comitentul să aibă dreptul și posibilitatea de a supraveghea, de a da instrucțiuni și chiar ordine în ceea ce privește modul în care prepusul urmează a-și îndeplini atribuțiunile ce i s'au încredințat; din momentul ce una din aceste condițiuni lipsește, nu mai poate fi vorba de responsabilitatea comitentului.

Astfel dacă un prepus a fost chemat ca martor și a făcut sub prestare de jurământ oare care declarații, acele declarații nu pot angaja responsabilitatea comitentului, (o societate) căci în acel moment, prepusul nu mai eră în exercițiul sau cu ocazia exercițiului său de prepus căci chiar dacă prin declarațiunile făcute ar fi cauzat cuiva vre-un prejudiciu, un atare prejudiciu a fost cauzat în afară de funcțiunile ce i se încredințaseră, așa că neexistând prezumpțiunea de culpă asupra comitentului, responsabilitatea prevăzută de art. 1000 al. 3 c. civ., nu are rațiune de a fi. (Trib. Bacău, 92, din 27 Febr. 1913. Curier Jud. 51/913).

**72.** Din dispozițiile art. 99 și 100 din Legea pentru organizarea comunelor urbane cari prevăd măsurile de poliție comunală în ce privește salubritatea și soliditatea sau siguranța clădirilor, rezultă că dărâmarea imobilelor nu este lăsată la liberul arbitru al Primarului, ci trebuie pronunțată de justiție, garanție care se găsește exprimată și în art. 385 al. 9 cod. penal.

Prin urmare este ilegal actul prin care Primăria unei comune urbane dispune dărâmarea unui imobil, fără ca starea de ruină a imobilului să fie constatată printr'o hotărâre de instanța judecătorească competentă. (Cas. III, 473/913. Curier Jud. 4/915).

**73.** Pentru a există responsabilitate din partea patronului din cauza lucrului pus sub paza sa, este suficient a se stabili raportul de cauzalitate dintre accident și lucru.

Acel ce are paza lucrului ne putându-se descărca de responsabilitatea decât dovedind cazul de forță majoră sau



culpa victimei. (Apel Iași II, Noem. 1913; Dreptul 1914, p. 133).

**74.** Deși tatăl minorului ar fi putut fi exonerat de răspundere, în cazul când ar fi dovedit că se găsește în imposibilitate de a împiedeca faptul săvârșit de minor, însă, când se constată că el nu a pretins și nici n'a dovedit la instanța de fond că se găsește în cazul de a i se scuză lipsa lui de supraveghere, acea instanță n'a violat dispozițiunile art. 1000 c. civil, când a ținut răspunzător civilmente pe tatăl minorului de faptul prejudiciabil săvârșit de minor. (Cas. II, decizia penală No. 2912, din 9 Dec. 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 72).

**74 bis.** Părintele inculpatului nu poate fi apărât de răspunderea arătată în art. 1000 c. civil, decât dacă probează că n'a putut împiedeca faptul prejudiciabil săvârșit de copilul său minor. (Cas. II, decizia penală No. 532, din 24 Februarie 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 202).

**75.** Legea pentru organizarea meseriilor prin art. 140 stabilește principii noi în acțiunile în responsabilitate pentru accidente de muncă, bazate pe ideea riscului profesional și a unui quantum determinat de despăgubire, și prevede anume că art. 998, 999, 1000, 1001, 1002 și 1003 din c. civ., nu sunt aplicabile cazurilor de accidente prevăzute în legea meseriilor.

Prin urmare, victima sau reprezentanții săi nu pot exercita o acțiune civilă în daune, în caz când accidentul este datorit culpei patronului sau prepușilor săi, iar nu unui terțiu, decât așa cum legea specială prevede și reglementează asemenea acțiuni, iar nu după regulile dreptului comun. Aceleași principii se aplică chiar dacă se probează că culpa patronului sau a prepușilor săi ar constitui un delict de omor prin imprudență.

Prin urmare, interpretează greșit art. 140 și urm. din legea meseriilor instanța de fond, când decide că patronul poate fi condamnat pe cale penală, conform dreptului comun ca civilmente răspunzător, pentru faptul prejudiciabil comis de prepușii săi, care constituia un delict de omor prin imprudență, găsind că reprezentanții victimelor accidentului aveau dreptul să se poarte părți civile în procesul corecțional intentat prepușilor patronului și să-și valorifice pe această cale conform dreptului comun, despăgubirile pretinse de la patron. (Cas. II, No. 1787, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 446; Curier Jud. 1914, p. 616).

**76.** Ceeace determină responsabilitatea patronului din art. 1000 c. civ., este prezumpțiunea legală de culpă, consistând în faptul patronului de a fi făcut o alegere rea în persoana prepusului

său, sau de a nu-l fi supravegheat îndestul.

Patronul are astfel să răspundă de prejudiciul cauzat de șoferul său, pentru lipsa calităților necesare ca acesta să-și îndeplinească bine funcțiunea sa, calități, cari, în afară de libretul liberat de autoritatea administrativă pentru conducerea unei mașini, precum sunt acelea ale experienței, tactului, etc., trebuie să le însușească un bun conductor de automobil și care cad în sarcina patronului a le cerceta și priveghia.

Existând dar, sub acest punct de vedere, raport de la comitent la prepus, comitentul este ținut la răspunderea din articolul 1000 cod. civ., și nu se poate susține că un șofer nu poate fi considerat ca prepus al patronului său, când el posedă un carnet în regulă liberat de autoritatea în drept, în urma unui examen depus, așa că tribunalul condamnând pe patron la daunele cauzate de prepusul său, a făcut o justă aplicațiune a art. 1000 c. civ. (Cas. II, decizia penală No. 2067, din 12 Sept. 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 524).

**77. a)** În sistemul legislațiunii noastre, după cum rezultă din dispozițiunile art. 305 pr. civ., judecătorii fiind supuși la o răspundere cu totul specială și neputând fi urmăriți de către partea pretinsă vătămată pentru faptele săvârșite în atribuțiunile funcțiunii lor decât numai prin acțiune recursorie civilă și numai pentru cazurile limitativ specificate prin acest text de lege, urmează că ei sunt scoși de sub răspunderea generală prevăzută de art. 1000 al. 3 c. civ., care se aplică celorlalte persoane și celorlalți funcționari publici chiar în caz de neglijență.

b) Ministerul justiției, care reprezintă pe Stat ca putere executivă, nu poate fi considerat ca comitent față de judecătorii și deei răspunzător pentru actele acestora făcute în timpul funcțiunii lor, dispozițiunile art. 1000 al. 3 c. civ., nefiindu-i aplicabile. (Apel Buc. IV, No. 106, 1914; Dreptul 1914, p. 426).

**78.** Pedeapsa destituției farmaciștilor de orice grad cari depind de Direcția generală a Serviciului Sanitar, nu se poate aplica de Ministerul de Interne de cât pe baza hotărîrii unui consiliu de disciplină instituit în conformitate cu art. 11 al. 2 și 4 din legea sanitară. (Cas. III, 324/914. Curier Jud. 13/915).

**79.** După art. 1000 al. 3 din codul civil, comitentii sunt responsabili de prejudiciul pricinuit de prepușii lor în funcțiunile ce li sunt încredințate sau cu ocazia acelor funcții, iar această responsabilitate este întemeiată pe o

prezumție legală de culpă și de neglijență personală din partea comitenților în alegerea persoanelor de cari ei se servesc. (C. Apel Galați s. I, 30/914, Curier Jud. 3/915).

**80.** Faptul Ministerului de Finanțe de a suspenda cu începere de la o dată oarecare plata unei pensii, nu constituie un act administrativ de autoritate justițiabil de Curtea de Casație conf. art. 5 § III litera f. din legea sa organică, ci un act de gestiune administrativă care ca atare rămâne de competență instanțelor ordinare de a-l judeca conform dreptului comun. (Cas. III, 418 din 26 Iunie 1915, Jur. Rom. 35/915; *Contra*: Cas. III 401 din 17 Nov. 1920. Dreptul 3/921. Pand. Rom. 1923, I, 4).

**81.** Din cuprinsul art. 9 alin. d și art. 15 lit. b al. ultim din legea brevetelor de invențiune, rezultă că brevetul de invențiune, deși acordat, își pierde totuși validitatea lui, putându-se anula de Ministerul Industriei și Comerțului, când se constată că descripțiunea făcută aparatelor prin cererea de brevetare și care a servit de bază acordării brevetului, pe lângă alte condițiuni nu cuprinde la finele ei în mod clar revendicațiunile inventatorului, adică aceea ce el consideră ca nou în obiectul descris și pentru care reclamă dreptul de proprietar. În această privință legea nefăcând nici o distincțiune între brevetele de invențiune și cele de perfecționare, urmează că dispozițiunea de mai sus să se aplice ambelor feluri de brevete.

Procedează deci în mod legal Ministerul când, pentru a anula un brevet de invențiune pe care-l acordase, constată că descripțiunea aparatului nu cuprinde la fine expunerea revendicărilor a ceea ce inventatorul reclamă ca nou în invențiunea sa. (Cas. III, 482, 1915, Curier Jud. 79/915).

**82.** Art. 101 din regulamentul de aplicatiune al legii pensiilor, precizând ce se înțelege prin interesul serviciului și arătând cauzele care pot justifica punerea la retragere a funcționarului din oficiu la vârsta de 52 ani (incapacitate notorie, scădere intelectuală, etc.), nu prevede însă nici o formalitate pentru constatarea acestor cauze, ci prescrie numai că acea dintre cauzele ce se invoacă va trebui arătată în deciziunea de punere în retragere, deciziune care se comunică confidențial comisiunii pentru regularea drepturilor la pensie.

De aci rezultă că aprecierea cauzei invocate de administrațiune în scopul și condițiunile mai sus arătate, este o chestiune de fapt lăsată cu totul la chibzuința acestei administrațiuni și deci nu poate forma obiectul unui recurs la Curtea de Casație ca conten-

cios administrativ. (Cas. III, 181/915, Curier Jud. 47/915).

**83.** Acțiunea unui ofițer demisionat, prin care pretinde daune, sub cuvânt că a fost sărit trei ani dearândul dela înaintare de către autoritatea militară, și, conform art. 59 din legea asupra înaintărilor în armată, închizându-i-se cariera, a fost forțat să demisioneze, este rău îndreptată înaintea tribunalului.

O asemenea acțiune izvorând dintr'un fapt comis de către Ministerul de război în exercitarea prerogativelor sale asupra reclamantului în calitate de militar, acel fapt constituie un act administrativ de autoritate, care, potrivit art. 5 litera f din legea Curții de casație, urmează să fie mai întâi examinat de către acea Curte s. III. (contenciosul administrativ), dacă este sau nu ilegal, — tribunalele ordinare, conform art. 35 din aceeaș lege, neputându-se pronunța asupra ilegalității unui asemenea act decât pe cale de excepție, — pentru a se putea apoi reclamantul adresa Curții de apel respective, pe baza art. 33 alin. 6 din zisa lege, spre a-i fixa cuantumul daunelor; altfel, a examina în fond acțiunea, înseamnă a examina în prealabil actul din care decurge și aceasta este contrar sus menționatelor taxe de lege. (Trib. Ilfov s. III, 529/915, Curier Jud. 73/915).

**84.** Izgonirea minorului din casa tatălui său, nu face să înceteze răspunderea civilă a acestuia din urmă pentru prejudiciul cauzat de copil, din momentul ce tatăl n'a luat măsurile ce legea îi pune la dispoziție prin art. 328 și următorii din codul civil. (Cas. II, 2984/915, Curier Jud. 25/916, Jur. Rom. 1916. p. 141).

**85.** Victima unui delict poate cere o condamnatiune la despăgubiri civile în contra autorului delictului chiar dacă e minor, dacă instanța de fond a constatat că a lucrat cu pricepere, după cum aceasta rezultă din dispozițiunile art. 1161 c. civil. (Cas. II, No. 1899, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 586).

**86.** Când prin verdictul juraților nu s'a declarat acuzatul în stare de legitimă apărare, nu se poate zice că condamnatiunea la daune-interese ar fi fost în fapt imposibilă. De altfel condamnarea părintelui la despăgubiri este justificată, întru cât se constată că acuzatul minor locuia cu părintele său și că acesta n'a probat că n'a putut împiedica faptul prejudiciabil. (Cas. II, deciziunea penală No. 1039, din 20 Aprilie 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 362).

**87.** Prin prepus în sensul art. 1000 c. civ., se înțelege orice persoană care lucrează sub ordinele și ascultarea unui comitent, fără a se distinge dacă lu-



crează cu plată sau fără plată, cu termen sau fără termen.

Prin urmare, Tribunalul violează art. 1000 c. civ., când respinge acțiunea de daune intentată în contra patronului unui magazin de către o vânzătoare din acel magazin, pe motiv că aceasta nu a dovedit calitatea de prepus a aceluia care i-a cauzat daunele deși Tribunalul constată că acela care a cauzat daunele avea, fie și temporar, un serviciu de supraveghere în magazin în numele patronului, căci prin aceasta implicit constată că acea persoană era prepusul patronului în sensul articolului citat, sau că în tot cazul era tolerat de el a stă în magazin, el singur fiind în drept a-l îndepărta și a pune capăt relexor tratamente pe care le suferă vânzătoarea dela prepus. (Cas. I, decizia No. 336, din 19 Mai 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 418).

**88.** În principiu, militarii sub arme și în timpul serviciului nu pot fi considerați ca prepuși ai Ministerului de Război, pentruca acesta să fie răspunzător de faptele lor, ca comitent, în baza art. 1000 c. civ., însă acest principiu încetează de a avea aplicațiune de câte ori se va constată că între Minister și militar au intervenit fapte noi care stabilesc un raport juridic dela comitent la prepus, cum ar fi atunci când militarii au fost însărcinați de Minister cu o gestiune particulară sau cu un act care nu derivă direct și imediat din obligația de instrucție militară sau de apărare a țării.

Prin urmare, Curtea de apel face o justă aplicare a art. 1000 c. c., când constată că paza penitenciarului, — cu care a fost însărcinat soldatul care a împușcat pe sublocotenentul ce făcea rondul sentinelor, — constituie un act de gestiune particulară din care rezultă un raport dela comitent la prepus și când obligă pe Ministerul de Război, ca comitent, să plătească daunele cauzate de acel soldat. (Cas. I, decizia No. 422, din 23 Iunie 1915, „Jurispr. Rom.” 1915, p. 450).

**89.** Faptul unui conductor de tramvai care mergând cu viteză mare, a refuzat să oprească la timp vagonul ce conducea din care cauză a isbit și răsturnat un camion ucigând cu rea voință și un cal, întrunește toate elementele delictului de distrugere și constituie în același timp și o contravențiune la art. 389, al. 4 codul penal.

Prin urmare, instanța de fond făcând față de acel conductor care era prepusul Societății comunale a tramvaelor, aplicațiunea art. 352 și 389 c. pen., era în drept, conform art. 1000 c. civ., să condamne pe societate la despăgubiri civile. (Cas. II, decizia penală No. 1449, din 22 Mai 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 472).

**90.** Chestiunea de a se ști dacă un prepus pentru care comitentul său este răspunzător, potrivit art. 1000 codul civil, a fost sau nu în exercițiul atribuțiunilor sale când a săvârșit faptul dăunător în detrimentul altuia e o chestiune de fapt pe care instanța de fond o rezolvă îndestulător examinând natura atribuțiunilor prepusului și raportul între aceste atribuțiuni și faptul comis.

Este valabilă liberarea unei sume de bani de către banca depozitară când i se prezintă cecul și scrisoarea de aviz regulate în formă, cu semnătura deponentului, deși beneficiarul, sau persoana care se prezintă, nu ar avea mandat special pentru încasare, de oarece cecul e plătit în puterea legii ca și polița sau alte efecte comerciale.

Cu drept cuvânt dar, instanța de fond întemeindu-se pe asemenea principii a putut conchide, că responsabilitatea pentru o sumă sustrasă de către prepusul deponentului prin prezentarea la banca depozitară a unui cec cu semnătură falsă, cade asupra comitentului care de altfel se constatare că avea o încredere desăvârșită în prepusul său, iar nu asupra băncii care a liberat suma. (Cas. III, decizia No. 377, din 9 Iunie 1915; „Jurispr. Rom.” 1915, p. 488).

**91.** Un stat străin este responsabil, pe temeiul art. 1000 c. civ., pentru faptele agenților săi, când aceste fapte nu intră în categoria actelor de guvernământ. (Cas. s. unite No. 11, 1915; „Jurispr. Rom.”, 1915, p. 578; Dreptul 1915, p. 577).

**92.** Acțiunea civilă la care o infracțiune poate da naștere pe lângă acțiunea publică, se poate urmări, potrivit art. 8 pr. pen., deodată cu cea publică și înaintea instanțelor represive, cu condițiune însă ca daunele pretinse să fie rezultatul și consecința directă a infracțiunii la legea penală.

Prin urmare, pentru a acordă daune, instanța represivă trebuie să constate în prealabil existența infracțiunii, fără care nu poate, cu privire la acțiunea publică, să acorde daunele pretinse prin comiterea infracțiunii. (Cas. II, No. 1427, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 473; Dreptul 1915, p. 409).

**93.** Când se recunoaște că minorul a lucrat fără pricepere și este achitat de crima sau delictul ce a comis, acțiunea civilă nu mai naște dintr'o infracțiune la legea penală și, prin urmare, persoanele ținute de lege să răspundă civilmente pentru prejudiciul cauzat de copiii lui minori, nu pot fi condamnate pe cale penală, chiar dacă, cu toată achitarea pronunțată, subsistă un quasi-delict, putând da loc la daune pe cale civilă.

Prin urmare, tribunalul a făcut o

bună aplicațiune a acestor principii, când a apărut pe tatăl minorului achitat, de daunele la care fusese condamnat de prima instanță. (Cas. II, No. 527, 1915, Jurispr. Rom. 1915, p. 266).

**94.** Fie că persoana calomniată ar fi intentat acțiunea ei civilă în daune, contra autorului direct al pagubelor ce i s'au cauzat printr'un fapt de presă, fie că ar fi intentat-o contra unei persoane civilmente responsabilă, de faptul altuia, în ambele cazuri o asemenea acțiune se prescrie, potrivit art. 593, al. III și 594, al. II pr. pen., ca și acțiunea publică, prin patru luni socotite din ziua faptului publicației.

Chiar dacă s'ar admite suspendarea prescripției în această materie, împrejurarea că persoana calomniată se află în străinătate la data publicației nu poate să oprească cursul prescripției, nefiind un caz de forță majoră. (Cas. II, decizia penală No. 2138, din 21 Sept. 1915, Jurispr. Rom. 1915, p. 621).

**95.** Pe baza principiului din art. 998 și urm. c. civil rezultă că orice faptă a omului care a cauzat altuia prejudiciu, obligă pe acela din a cărui greșeală s'au cauzat, a-l repara; că omul este responsabil nu numai de prejudiciul ce a cauzat, prin fapta sa dar și de acela ce a cauzat prin neglijența sa, a servitorilor sau prepușilor săi și este ținut a răspunde de despăgubiri când delictul sau quasi-delictul le este imputabil. (Trib. Dolj III, No. 33, 1915; Curier Jud. 52/915, p. 429).

**96.** Militarii sub arme și în timpul serviciului, în principiu, nu pot fi considerați ca prepuși ai Ministerului de Războiu; când însă acești militari sunt însărcinați de autoritatea superioară cu o gestiune particulară sau cu o însărcinare care nu are de scop direct și indirect interese de ordine sau instrucție militară sau apărare militară a țării, cum ar fi pompierii pentru stingerea incendiilor, gărzile la penitenciare, conducerea de vehicule cu animale înhamate sau nu, etc., sunt considerați ca prepuși ai Ministerului de Războiu, care ca comitent urmează a dezdăună pe cei lezați, căci lui a aparținut alegerea cui să încredințeze asemenea servicii sau însărcinări. (Apel Buc. III, No. 61, 1915; Curier Jud. 1915, p. 492).

**97.** Proprietarul unei construcții, nu poate răspunde de faptele antreprenorului, decât dacă între dânsul și antreprenor ar exista raportul de subordinațiune dela comitent la prepușul său.

Prin urmare, Tribunalul comite omisiune esențială când fără a se pronunța asupra apărării proprietarului, prin care susține că nu dânsul, ci antreprenorul, este răspunzător de daune, condamnă totuși pe proprietar la dau-

nele cauzate prin faptul antreprenorului, fără să stabilească în fapt că proprietarul și-a rezervat dreptul de a dirige și supraveghea lucrările cu care însărcinase pe antreprenor. (Cas. I, No. 626, 1915; Jurispr. Rom. 8/916, p. 117).

**97 bis.** Chestiunea dacă acțiunea în responsabilitate, intentată în contra patronului, pentru accident de muncă, pe temeiul art. 1000 codul civil, este de competența Tribunalului ordinar, sau dacă accidentalul de muncă nu dă dreptul victimei decât la rentele și pensiunile ce se plătesc de asociația patronală, în limitele prevăzute de legea pentru organizarea meseriilor, asemenea chestiune de competență se confundă cu mijloacele de fond, de care este indivizibilă și, în asemenea caz, nu se poate face recurs în contra încheierii Tribunalului, prin care se respinge incidentul de incompetență, înainte ca Tribunalul să se fi pronunțat definitiv asupra afacerii. (Cas. II, decizia penală No. 2590 bis, din 23 Oct. 1915; Jurispr. Rom. 1916, p. 126).

**98.** Patronul răspunde de prejudiciul adus de prepusul său, nu numai în timpul, dar și cu ocaziunea serviciului, cu singura condițiune ca între serviciul și faptul comis de prepus să fie un raport direct de cauzabilitate.

Prin urmare, instanța de fond nu violează art. 1000 c. civ., când exonerază pe patron de răspundere, pe motiv, că între serviciul cu care însărcinase pe prepusul său și bătaia de pe stradă dintre acesta și victima, nu există nici o relațiune directă.

Răspunderea pentru fapta prepusului prevăzută de art. 1000 c. civ., are un temei juridic deosebit de răspunderea prevăzută de art. 998 c. civ., pentru fapta sau greșeala proprie, așa că daunele pretinse pentru faptul că patronul a provocat direct pe prepusul său la bătaie, nu se puteau cere pentru prima oară în apel, fără a se schimba cauza acțiunii dela prima instanță, care eră cererea de daune pentru faptul prepusului. (Cas. II, No. 130, 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 220).

**99.** Prohibirea exportului unor mărfuri, ca și ridicarea acestei prohibițiuni, fiind acte de guvernământ, a căror necesitate și oportunitate se apreciază în mod suveran și exclusiv de guvern, urmează că guvernul poate permite exportarea unei cantități limitate de un anumit fel de cereale, chiar în timpul când eră prohibit exportul ca măsură generală, și aceasta ori de câte ori interesul Statului ar cere-o, cum ar fi atunci când s'ar acordă ca o compensațiune în schimbul altor mărfuri importate din străinătate, ori în alte cazuri lăsate cu totul la chibzuința și înțelepciunea guvernului și



nesupuse controlului justiției. (Cas. III. 65/916, Curier Jud. 23/916).

**100.** După art. 4 din legea taxei pe decaltru din 1913, brevetul este personal celui a cui s'a eliberat de Minister, fiind dat intuitu personae și în urma avizului dat de Camera de Comerț respectivă asupra moralității persoanei și a însușirilor ei spre a face acest comerț.

Intru cât dar se constată că titularul unui asemenea brevet s'a abătut de la prescripțiunile formale ale legii, cesionând altora brevetul său așa că de fapt dânsul nu mai exercită comerțul de băuturi spirtoase, ci alții, servindu-se de brevetul său, urmează că Ministerul de Finanțe retrăgând acel brevet nu a violat prin aceasta nici un drept al părții nici a călcat vre-o dispoziție a legii. (Cas. III, 205/916, Curier Jud. 38/916).

**101.** Dispozițiunile art. 54 din legea de organizarea Ministerului de Domenii privesc numai pe funcționarii din acel Minister, iar nu și pe inspectorii agricoli, cari au o organizație aparte creată prin legea specială a învoielilor agricole și cu garanții speciale de stabilitate prevăzute prin art. 70 din această din urmă lege, întrucât ei lucrează sub controlul și supravegherea directă a Consiliului superior al agriculturii, după a cărui propunere sunt numiți și cu al cărui aviz conform pot fi revocați.

Când dar se constată că înlocuirea unui inspector agricol s'a făcut cu avizul conform al Consiliului superior al agriculturii, dânsul nu se poate plânge în contra acestui act administrativ, de oarece înlocuirea lui s'a făcut cu paza formelor prescise de legea specială a învoielilor agricole. (Cas. III. 253/916, Curier Jud. 47/916).

**102.** Ofițerii ce pretind a fi trecuți în mod ilegal în rezervă din oficiu pentru limita de vârstă, din cauză că nu au fost înaintați la timp, nu se pot adresa cu acțiune în daune contra Ministerului de război, direct la Curtea de apel, potrivit art. 33 din legea de organizare a Inaltei Curți de casatie, deoarece discuțiunea unei asemenea acțiuni se bazează pe pretinsa ilegalitate a decretului de trecere la rezervă, iar acest fapt (al decretării trecerei la rezervă) constituind un act administrativ de autoritate, urmează, potrivit art. 5 § III lit. f și g din sus zisa lege, să fie mai întâi examinat de către acea Inaltă Curte s. III (contenciosul administrativ) dacă este sau nu ilegal, militarii, conform acestui din urmă text, neputându-se plânge la Inalta Curte decât numai în privința unor asemenea decrete și numai pentru cuantumul pensiunii și, rămânând ca numai în urma constatării

ilegalității actului să poată cere și daune conform menționatului art. 33. (C. Ap. Buc. IV, 29/916, Curier Jud. 20/916).

**103.** Legea meseriilor nu se poate aplica cu efect retroactiv, nefiind o lege cu caracter procedural, ci o lege de fond, care creiază drepturi noi pentru cel dăunat printr'un accident de muncă, drepturi ce diferă principal de cele acordate de codul civil.

Prin urmare, dacă accidentul ce dă naștere la despăgubiri s'a întâmplat înainte de punerea în aplicare a legii meseriilor, reclamantul este în drept să intenteze acțiune conform legii în ființă în momentul accidentului, adică conform dreptului comun, iar nu după dispozițiile legii speciale a meseriilor, deși acțiunea a fost introdusă în urma punerii în aplicare a acestei legii. (Cas. I, 83/916, Curier Jud. 46/916).

**104.** Judecătorii, fie atunci când fac acte de jurisdicție contencioasă, fie că îndeplinesc acte de natură grațioasă, nu pot fi considerați în nici un caz ca prepuși ai Statului, adică ai Ministerului de Justiție, de oarece puterea judecătorească constituind o putere separată a Statului, ea își exercită misiunea ei specială independent de puterea executivă, și judecătorii, odată numiți, nu lucrează după ordinul și sub ascultarea Ministerului de justiție, ci în conformitate cu legele țării.

Prin urmare, cu drept cuvânt instanța de fond respinge cererea unui împricinat de a fi ținut responsabil ca comitent Ministerul de justiție pentru faptul unui judecător care ar fi liberat din eroare o sumă de bani. (Cas. I, decizia No. 239 din 27 Aprilie 1916; Jurispr. Rom. 27/918, p. 418).

**104 bis.** Potrivit art. 28 și 32 din legea de organizare a corpului tehnic al Ministerului Lucrărilor Publice, pedesele: punerea în disponibilitate și destituirea unui inginer făcând parte din personalul tehnic atașat pe lângă Primărie și Ministere, se hotărăsc de Ministerul Lucrărilor Publice prin Decret Regal, în urma unui raport motivat și a avizului unei comisii compusă din cinci ingineri inspectori generali cari vor ascultă și apărarea funcționarului învinuit.

Prin urmare este ilegală punerea în disponibilitate a unui inginer șef al căilor de comunicații de către Primar (în specie Primarul Capitalei) iar nu de ministru cu paza formalităților mai sus arătate. (Cas. III, Buc. 1 din 5 Oct. 1917. Petre Popescu, Jurispr. Curții de Casație, 1917-1918, No. 6).

**105.** Achitarea unui inculpat minor pentru lipsă de discernământ, pe temeiul art. 62 c. p., are de efect de a lua faptului imputat caracterul său penal, dar aceasta nu poate fi o piedică, că același fapt să poată constitui după im-

prejurare un delict civil sau quasi-delict în sensul art. 998 și 999 cod. civ., de oarece în domeniul dreptului civil nu există ca în penal limită de vârstă legală și e destul ca judecătorii să constate că minorul a lucrat știind și înțelegând ceea ce face pentru ca să existe acțiune în responsabilitate în contra sa.

În tot cazul chiar dacă justiția decide că autorul faptului dăunător nu este responsabil, victima are o acțiune în responsabilitate în contra părinților minorului în condițiile art. 1000 c. civ.

Prin urmare, Curtea de fond aplicând în acest sens principiile și textele de lege citate și obligând la despăgubiri pe părintele minorului ce locuiea la el și fusese achitat pentru lipsă de discernământ nu violează dispozițiunile art. 62 cod. penal. (Cas. II, decizia No. 159 din 30 Ianuarie 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 644).

**106.** Potrivit art. 1000, al. III, c. civil, pentru ca stăpânii și comitenții să fie răspunzători de prejudiciul cauzat de servitorii și prepușii lor în funcțiunile ce le-au încredințat, este necesar să existe un raport de dependență dela comitent la prepus.

Un asemenea raport nu există între statul român și un soldat rus, care a luptat pe frontul român și se află în serviciul armatei ruse, — astfel că Statul român nu datorește daune pentru prejudiciul cauzat de acești soldați cu ocaziunea infrațiunilor comise de dânsii. (Cas. II, No. 1010, 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 768, Curier Jud. 5/919).

**107.** Persoanele cari s'ar pretinde vătămate în drepturile lor printr'un act administrativ de autoritate, făcut cu călcarea legii, pot conform art. 5 § III litera f și 33 din legea Curții de Casație, să se adreseze deadreptul Curții de Casație, care dacă găsește recursul întemeiat, nu anulează actul ci arată numai că e ilegal față de recurent, care în acest caz are dreptul să se adreseze direct Curții de Apel cu cerere de despăgubire pentru daunele ce i s'au cauzat prin actul ilegal.

Această dispoziție a legii Curții de Casație, nu ridică instanțelor ordinare competența de a statua asupra acțiunilor de despăgubire când părțile lezate printr'un act al agenților puterii executive, recurg la această cale, art. 5 mai sus menționat nefăcând altceva, pe lângă acțiunea de drept comun, să pună la dispoziția celor vătămați încă un mijloc de pretențiune mai eficace în contra actelor ilegale ale administrației. (Cas. I, 29 din 20 Febr. 919. Curier Jud. 2/919, Jur. Rom. 13-14/919; Cas. I, 648 din 13 Iunie 1923, Jur. Gen. 1923, No. 1141).

**108.** În principiu actele puterii executive sunt sau acte de administrație

sau acte de guvernământ. Ceea ce deosebete pe cele dintâi de cele din urmă e caracterul politic pe care îl poartă actul de guvernământ și pentru care statul nu e ținut să răspundă înaintea jurisdicțiilor ordinare; pe cât timp actele de administrație trebuiesc întocmite conform legilor și în limitele lor, putând supune pe Stat la răspundere pentru faptele funcționarilor cari s'au abătut sau nu s'au conformat legilor, în săvârșirea acelor fapte.

Deci actul de alianță al Statului român încheiat cu un alt stat străin și în vederea unui război, nu poate fi privit ca un act de administrație ci el poartă caracterul tip al actului de guvernământ, întru cât printr'însul se urmărește interesul superior și permanent al țării și isvorăște direct din politica ei externă. (Cas. II, 1010 din 6 Iunie 1919. Curier Jud. 5/919. În acelaș sens: Cas. III, 1 Oct. 1919. Pand. Rom. 1922, I, 34. A se vedea pentru definiție și exemplu: Trib. Chișinău s. I, 348 din 17 Sept. 1921. Pand. Rom. 1922, II, 246).

**109.** Din termenii întrebunțați de legiuitor nu rezultă că acesta ar fi recunoscut prin Decretul-lege 1191 din 17 Mai 1918, daunele de orice natură suferite în timpul războiului întrucât suszitul decret se ocupă numai de stricăciunile și daunele referitoare la proprietățile private pentru cari prescrie anume modul în care au a fi constatate. (Cas. II, 1010 din 6 Iunie 919, Curier Jud. 5/919).

**110.** Ideea de responsabilitate a proprietarului de paguba pricinuită de lucrurile sale neînsufletețe, rezultă din termenii art. 1000 și 1002 c. civ., și este întemeiată pe o prezumpție de greșeală și de neglijență personală din partea proprietarului lucrului. (Trib. Brăila s. II, 1 Nov. 1919. Dreptul 19/920).

**111.** Prin acte de guvernământ se înțelege pe lângă măsurile luate pentru ocrotirea unui interes general privitor la ordinea și siguranța publică și orice alte măsuri luate spre garantarea intereselor generale ale statului. (Cas. III, 431 din 10 Dec. 1919 Dreptul 19/920; Trib. Putna s. I, 93 din 20 Aprilie 1921, Curier Jud. 2/922, Pand. Rom. 1922, III, 92; Cas. III, 1211 din 11 Nov. 1921, Curier Jud. 5/922, Dreptul 6/922; Cas. III, 1921, din 28 Nov. 1921. Pand. Rom. 1922, I, 151, Pand. Rom. 1922, III, 108).

**112.** Potrivit art. 998 și 1000 c. civ., acela care cauzează altuia un prejudiciu prin culpa sa este obligat să-l desdăuneze, însă aceste dispoziții ca să fie aplicabile trebuie ca fapta generatrice a prejudiciului să fie rezultatul unei culpe, iar nu să constituie exercițiul unui drept.

În specie reclamantul colonel nefiind avansat, nu poate fi vorba de cât de exercițiul unui drept pe care îl au or-



ganele militare, care scapă de sub controlul justiției și deci acțiunea urmează a fi respinsă ca neîntemeiată. (Trib. Ilfov s. I, 168 din 6 Mart. 1920. Curier Jud. 51-52/920).

**113.** Faptul unui minor de a lua o fată cu promisiunea să se căsătorească cu ea și dacă o ține aproape un an în casa părinților săi în care timp întreține relații intime cu ea, după care apoi o izgonește, căsătorindu-se legitim cu o alta, obligă pe tatăl acestui minor, de a repara prejudiciul cauzat prin faptul minorului său copil, conform principiilor trase din art. 998 și 999 c. civ., că faptul omului care cauzează un prejudiciu cuiva obligă pe acela care l-au cauzat a-l repara și că omul răspunde de prejudiciul cauzat prin neglijența sau imprudența sa, iar conform art. 1000 c. civil că părintele este responsabil de faptul minorului său copil care locuiește cu el. (Judec. ocol Segarcea-Dolj, 219 din 27 Aprilie 1920. Justiția (Craiova), 11/921).

**114.** Act administrativ de autoritate e acela pe care administrația îl face în calitatea sa de autoritate publică și nu este consecința unui raport de drept privat între dânsa și particularul lezată, că rezultă din aplicarea unei legi generale de interes public. Actul de gestiune e acela pe care administrația îl face ca persoană juridică care are dreptul de a dispune sau administră patrimoniul său. Refuzul Ministerului de Finanțe de a plăti o pensiuine invocând o lege care ar suspenda dreptul în sine, e un act administrativ de autoritate, care nu e consecința vre-unui raport de drept privat între administrație și particular, ci rezultă din aplicarea unei legi de ordin public. (Cas. III, 400 din 17 Nov. 1920. Curier Jud. 2/921).

**115.** Stăpânii sunt obligați a răspunde de faptul servitorilor iar proprietarul și păzitorul unui lucru sunt răspunzători de dauna cauzată de un lucru al cărui proprietar este sau sub paza căruia a fost. (Trib. Dorohoi, 1716 din 27 Dec. 1920. Curier Jud. 39/921).

**116.** Chestiunea ilegalității actului administrativ nu poate fi apreciată și judecată de judecătorul referului, întru cât ea nu poate fi judecată nici de tribunalele ordinare — când se cere a se statuă asupra vreunei măsuri care să anihileze însuși actul, sau mai bine să se ordone și desființarea actului administrativ: — motivul este că competența prezidentului e limitată de competența instanței din care face parte.

Fiind vorba de o reintegrare în situația anterioară intervenirii unui act de autoritate adică de îndepărtarea unui act administrativ de autoritate, atât instanțele ordinare cât și impli-

cit prezidentul tribunalului pe calea referului sunt incompetente de a statua. (Trib. Dorohoi, 259 din 2 Oct. 920. Jur. Gen. 1923, No. 1315).

**117.** Dispozițiile art. 998 c. civ., se aplică și Statului pentru prejudiciul cauzat particularilor de Miniștrii reprezentanții săi direcți sau de funcționarii prepuși în diferitele servicii publice afară de actele de autoritate și putere pe cari Statul le îndeplinește în virtutea suveranității sale și pentru cari scapă de răspundere.

Dacă un funcționar a fost păgubit prin descalificare pe nedrept făcută de superiorii săi erarhici, aceasta atrage responsabilitatea statului în baza art. 998 c. civ. (Cas. I, 20 Oct. 1920, Pand. Rom. 1922, I, 18; In acelaș sens pentru partea I: Cas. I, 390 din 9 Mai 1921. Pand. Rom. 1922, III, 61; Cas. I, 356 din 31 Mart. 1922, Jur. Rom. 11/922 și Pand. Rom. 1923, III, 2. Pand. Rom. 1923, I, 88. Pand. Rom. 1923, III, 17; Cas. I, 46 din 25 Ian. 1922, Jur. Rom. 7/922 și Pand. Rom. 1922, III, 141).

**118.** Când se constată de instanța de fond că o persoană călătorind cu trenul a suferit din cauza tamponării trenului prin neglijența prepușilor Direcției C. F., atât daunele pretinse de acea persoană cât și responsabilitatea Direcției derivă din neîndeplinirea obligației cărașului de a transporta pe călător în bună stare, obligație presupusă în ori care contract de transport iar nu dintr'un quasi delict străin de orice raport contractual. (Cas. III, 214 din 28 Martie 1921, Jur. Rom. 8—9/921, Pand. Rom. 1922, III, 58).

**119.** Instanța competentă să judece o cerere de daune care tinde la repararea prejudiciului moral cauzat prin termenii în care este redactat un act administrativ de autoritate care ar constitui o insultă la adresa cuiva, fără să se susțină ilegalitatea actului administrativ de autoritate, se judecă de instanțele de drept comun iar nu de Curțile de apel, cari judecă numai cererile de daune îsvorâte din ilegalitatea actului administrativ de autoritate, ilegalitatea care a fost declarată în prealabil de către Curtea de Casatie. (Trib. Ilfov, s. I, Jurnal 15055 din 7 Oct. 921, Curier Jud. 14/1922).

**120.** Răspunderea părinților, care se bazează pe o culpă personală provenind din lipsa unei supravegheri mai de aproape a copiilor, subsistă până la majoritatea civilă a acestora.

Așa fiind când în urma unui verdict negativ al juriului, relativ la chestiunea culpabilității, unor infractori minori, aceștia au fost condamnați solidară cu părinții lor la despăgubiri civile, instanța de fond nu a săvârșit nici un exces de putere. (Cas. II, 1032 din 15 Iun. 1921, Pand. Rom. 1923, I, 27).

**121.** Potrivit art. 1000 al. 2 c. civ., tatăl și, după moartea sa, mama, sunt răspunzători de prejudiciul cauzat de către copiii lor minori ce locuiesc cu dănsii.

Prin urmare pentru ca tatăl sau mama să fie declarați responsabili civil pentru faptul comis de copiii lor, se cer două condițiuni și anume: 1) copiii trebuie să fie minori, 2) copiii trebuie să locuiască împreună cu părinții, pentru că numai astfel li se poate imputa acestora o lipsă de supraveghere.

Răspunderea prevăzută de art. 1000 al. 2 c. civ., articol aplicabil, în lipsă de text contrar și la despăgubirile rezultate din infracțiuni penale, se bazează pe prezumpția legală de culpă din partea părintelui, reclamantul în cererea sa de despăgubiri urmând să probeze numai că a suferit o pagubă dela minori fără să fie obligat să stabilească culpa părintelui minorilor, această culpă fiind presupusă. Această prezumpție legală de culpă însă fiind numai „*juris tantum*”, nu ridică părintelui minorilor dreptul de a dovedi că a fost în imposibilitate de a împiedica faptul prejudiciabil, de oarece răspunderea părintelui prevăzută de art. 1000 al. 2 c. c., este bazată pe lipsa de supraveghere a părintelui minorilor cari au cauzat paguba, iar nu pe lipsa de educație.

Un argument și o dovadă că aceasta a fost intenția legiuitorului, este că art. 1000 al. 3 și 4 c. civ., apără de responsabilitate civilă pe părinte când copiii minori sunt dați la stăpân sau sunt plasați într'un institut sau într'un atelier, în care caz responsabilitatea civilă pentru faptele copiilor minori cade asupra stăpânilor sau institutorilor cari aveau supravegherea, iar nu asupra părinților chiar în cazul când nu le-ar fi dat educația cuvenită. (Trib. Dorohoi 12 Dec. 1921—Jur. Gen. 1924 No. 51).

**122.** Responsabilitatea tatălui pentru lipsa de supraveghere a copiilor săi minori cu excluderea mamei, rezidă în special în dreptul ce el are de a exercita singur puterea părintească în timpul căsătoriei.

Prin urmare responsabilitatea tatălui fiind într-o cât-va o consecință a puterii părintești, oridecâteori acea putere nu se va putea exercita de către tată dintr'o împrejurare oarecare legală și mai cu seamă independentă de voința sa, urmează că și responsabilitatea sa pentru faptele minorilor săi fii să înceteze și să treacă asupra mamei, de câte ori ea are autoritatea părintească asupra copiilor săi minori; așa ea va răspunde: 1) în caz de dispariție a tatălui, chiar înainte ca absența să fie declarată, căci atunci mama, potrivit art. 124 c. c., are su-

pravegherea copiilor săi minori și ea exercită față de ei drepturile tatălui: 2) în caz de interdicție a tatălui, fie pentru o condamnare penală, fie pentru demență; 3) când pronunțându-se divorțul, copilul, minor este dat în grijirea mamei, cu toate că în acest caz tatăl nu-și pierde puterea părintească; 4) când tatăl fiind mobilizat, pleacă la război, de oarece în acest caz ele este pus în imposibilitate de a putea supraveghea pe copiii săi minori și nici nu se poate sustrage acestei obligații legale și care urmează a fi considerată pentru el ca un caz de forță majoră, de oarece între cazurile de forță majoră, în drept, a fost considerat totdeauna și războiul mai ales că chiar „*Legea autorizând luarea de măsuri în vederea stării de război cu privire la familia și averea celor mobilizați*” (Monitorul Oficial, No. 221 din 23 Decembrie 1916) în art. 4 prevede că în caz când tatăl pleacă la război, exercitiul puterii părintești, cu toate atribuțiile ei, va trece dela tată asupra mamei. (Trib. Dorohoi, sentința din 12 Decembrie 1921. Jur. Gen. 1924, No. 51).

**123.** Elementele delictului de omor prin imprudență sunt: a) un fapt material de omor; b) o greșeală a autorului acestui fapt; c) o relație dela cauză la efect între greșeala comisă și omorul produs.

Imprudența victimei nu apără de pedeapsă pe autorul delictului de omor prin imprudență, de oarece această împrejurare nu face să dispară greșala sa, ci poate cel mult să aibă o influență asupra stabilirii răspunderii civile a inculpatului.

Baza responsabilității civile ce rezultă din comiterea unui fapt penal este cuprinsă în dispozițiunile art. 998 și 999 codul civil.

În afară de aceasta, responsabilitatea civilă a cuiva pentru omorul cauzat de un lucru ce este proprietatea sa sau este pus sub paza sa, rezultă și din dispoz. art. 1000 al. 1 c. civil care trebuie înțeleasă în sensul că proprietarul unui lucru este răspunzător „*ob rem*”, în calitatea sa de proprietar, independent de orice culpă dovedită sau presupusă, el răspunzând chiar și de daunele provenite din cazul fortuit, — responsabilitatea sa în acest caz își are izvorul nu în greșala comisă, ci în pericolul constant creat prin introducerea unor lucruri în mijlocul semenilor săi.

Când instanțele judecătorești recunosc dreptul cuiva la o despăgubire prin încercarea unui prejudiciu, acea despăgubire trebuie să fie apreciată și calculată în raport cu paguba suferită, care poate fi atât de ordin material cât și de ordin moral. (Trib. Dorohoi sen-



794 din 1 Mai 1922. Jud. Gen. 1923 N. 1117;

**123 bis.** a) Este responsabil civilmente în urma accidentului de automobil, proprietarul sau posesorul care are folosința actuală a vehiculului condus de un prepus.

b) Proprietarul răspunde de fapta (greșeala) prepusului său, fie că acest prepus se găsește în serviciul său în mod permanent și salariat, fie că dânsul i-a fost numai pus la dispoziție pentru a conduce vehiculul, dar lucrând sub ordinele și direcțiunea proprietarului ca și cum acesta ar fi propriul său patron. (Cas. II, 1603 din 20 Iunie 1922, Pandecte Române 1924, I, 158).

**124.** Dacă printr'un act sau fapt definitiv consumat al autorității publice și pe care ea nu ar mai putea să-l mai desființeze sau să-l modifice, pentru a restabili pe particularul lezată în drepturile sale, dânsa a cauzat dauna acestuia, valorificarea și recunoașterea dreptului la daune nu poate forma obiectul unui recurs direct, conform art. 5 § III litera f din L. Curții de Casație, acest articol de lege neacordând calea recursului, extraordinar pentru recunoașterea dreptului la daune ce ar rezulta din actele administrative de autoritate, făcute cu călcarea legii, ei pentru desființarea sau modificarea acestor acte ca fiind ilegale.

Prin urmare când particularul pus în imposibilitate, de a cere desființarea actului de autoritate, care e iremediabil, consumat, e nevoit să ceară daune, invocând ilegalitatea aceluia act, acțiunea sa e de competența instanțelor ordinare, cari conform art. 35 al. ultim din Legea Curții de Casație, pot pe cale de excepțiune, să constate ilegalitatea actelor administrative de autoritate și să acorde daune, conform principiului general al responsabilității și al culpei. (Cas. III, 325 din 3 Martie 1922, Jur. Rom. 5—6/922, Pan. Rom. 1922, III, 159).

**125.** Potrivit art. 1000 al. II, c. civ., tatăl sau mama — după moartea bărbatului — sunt responsabili de prejudiciul cauzat de copiii lor minori ce locuiesc cu dânsii. Ultimul aliniat al citatului articol — după care tatăl și mama sunt apărați de responsabilitatea arătată mai sus, dacă probează că nu au putut împiedica faptul prejudiciabil — nu-și poate avea aplicațiunea decât în cazul când copilul s'ar afla departe de căminul părintesc: într-o școală, atelier, magazin etc. așa în cât ne mai fiind supraveghere părintească, cu drept cuvânt părintele, nu a putut împiedica faptul prejudiciabil și prin urmare, nici nu poate fi obligat să repare dauna cauzată de copilul său. (Cas. II, 249 din 10 Febr. 1922, Jur. Rom.

5—6/922, Pand. Rom. 1922, III, 155; Pand. Rom. 1924, I, 191).

**126.** Prin act administrativ de autoritate de competența secției III, a Inaltei Curții de Casație conform art. 5 § 3 litera f din legea sa organică se înțelege actul făcut de administrație ca autoritate publică; iar prin act de gestiune, care nu poate fi supus recursului direct ei jurisdicției de drept comun sau controlului erarhic, se înțelege actul pe care administrația îl face ca persoană juridică, ca administrare a patrimoniului ei, sau acel act pe care un funcționar de gestiune: impiegt, șef de birou, contabil, casier etc. îl face în conformitate cu regulamentele de administrație interioară sau pe baza ordinelor date de capii administrației cari ei însuși dețin autoritatea — „imperium” — sau dreptul de comandă.

Prin urmare refuzul Ministerului de Război de a recunoaște dreptul de indemnitate de chirie, cota de 90% și graduația, e act administrativ de autoritate. (Cas. III, 647 din 29 Mart. 1922, Jur. Rom. 12/922, Pand. Rom. 1923, III, 2).

**127.** Când faptul unui agent administrativ în exercitiul funcțiunii sale, nu este numai o încălcare a legilor și regulamentelor administrative și constituie în acelaș timp și o infracțiune de drept comun, acțiunea în daune îndreptată contra Statului și care naște din acest fapt, este de competența instanțelor ordinare. (Trib. Brăila, 23 Oct. 1922, Dreptul 4/923).

**128.** Ori de câte ori pentru a se statua asupra admisibilității sau inadmisibilității acțiunii în daune contra Statului este neapărata nevoie ca instanța de fond să examineze în prealabil legalitatea sau ilegalitatea actului administrativ din care rezultă dauna, instanța competentă este numai Curtea de Casație s. III, (Trib. Brăila, 23 Oct. 922, Dreptul 4/923; Judec. ocol Ocnele-Mari (Vâlcea), 10 Iulie 1922, Dreptul 42/1922).

**129.** Art. 5 § III litera f No. 1 din Legea Curții de Casație, definește actele de guvernământ, arătând că ele sunt măsurile luate pentru ocrotirea unui interes general, privitor la ordinea publică, la siguranța Statului internă sau externă sau alte cerințe de ordin superior.

Printre aceste cerințe de ordin superior, arătate de lege în mod enumerativ iar nu limitativ, este și necesitatea de a se preveni cotrabandele dela frontieră și deci, măsurile luate în scopul de a se preveni aceste cotrabande, cum în specie este oprirea proprietărilor sau beneficiarilor de terenuri dela frontarii de a-și pășuna vitele pe aceste terenuri pe întindere de 1 km. de la hotar, constituiesc acte de guvernământ.

mânt, cari nu angajează responsabilitatea statului. (Cas. I, 1333 din 12 Dec. 1922, Jur. Rom. 6/923, Curier Jud. 13/1923).

**130.** Ordonanța prin care autoritatea administrativă comunală, dispune evacuarea de către concesionar a unui chioșc de ziare constituite un act administrativ de autoritate. Contra acestui act, particularul nu se poate plânge la instanțele de drept comun și cere acestora suspendarea actului pe calea art. 66 bis pr. civ. ci are dreptul de a se adresa cu recurs direct la Secția III a Curții de Casație, conform art. 5 § III litera f, Legea sa organică. (Cas. I, 1412 din 26 Dec. 1922, Jur. Rom. 6/923, Pand. Rom. 1923, III, 93; Cas. I, 132 din 13 Febr. 1923, Jur. Gen. 1923 No. 201).

**131.** Este un principiu necontestat în dreptul public că faptele de război nu pot da loc la nici un recurs contencios contra autorității publice: Stat, județ sau comună.

Prin fapte de război se înțeleg numai acele evenimente ocazionate de război, cari se impun ca o necesitate imediată a luptei, fiind cazuri de forță majoră de cari nimeni nu poate fi făcut răspunzător.

Însă din spirit de echitate și justiție, Statele moderne și-au luat obligația de a despăgubi pe dăunații de război în limita puterilor tezaurului lor.

O atare lege a făcut și Statul Român care prin Decretele legi 3795/918 și 1656/919 și în special art. 14 din ultimul Decret-lege, definește paguba de război și arată în ce limite este acordată despăgubirea particularilor dăunați. (C. Apel Iași s. I, 31 din 6 Apr. 1922, Curier Jud. 14/923, Pand. Rom. 1923, II, 119; Cas. I, 1344 din 12 Dec. 1922, Jur. Rom. 7—8/923).

**132.** După art. 5 § III al legii Curții de Casație numai contenciosul administrativ poate constata legalitatea sau ilegalitatea unui act administrativ de autoritate care ar leza interesele unui particular, iar daunele ce decurg din ilegalitatea actelor administrative de autoritate se acordă numai de curțile de apel ca instanțe speciale prevăzute de art. 33 al. 6 al legii Curții de Casație, putând instanțele de drept comun să acorde daune numai când partea vătămată s'ar găsi în imposibilitate de a cere desființarea actului administrativ de autoritate, care ar fi iremediabil consumat, mai putând instanțele de drept comun ca să primească discuția pe cale de excepțiune a unui act administrativ de autoritate conform art. 35 din L. Curții de Casație. (Trib. Vâlcea s. II, 157, din 15 Aug. 1922. Pand. Rom. 1923, III, 93).

**133.** În principiu și după regulile

dreptului administrativ, unica sursă a domeniialității publice este afectarea bunurilor folosinței sau uzagiului direct al publicului, și apoi, principiu iarăși nediscutat în doctrină, este admis că domeniul public se împarte între Stat, județ și comună, formând pentru fiecare un domeniu aparte.

În speță este constatat că terenul în discuție și care aparține C. F. R. face parte din domeniul public al Statului, întru cât intrarea gării de Nord eu strada și trotuarul respectiv sunt afectate uzagiului direct al publicului.

De asemenea după regulile dreptului administrativ pasagiile sunt proprietate privată, însă în nici un caz nu ar aparține domeniului public comunal.

Din dispozițiunile art. 43, 85 și 96 din legea de organizare a comunelor urbane, cum și art. 9, 10, 14 și 43 din regulamentul de construcții și alinieri al com. București, se constată că ele nu rezolvă chestiunea de principiu, ci determină în ce cazuri și condițiuni se pot deschide strade, pasagii, etc. și modul cum va urma să se facă folosința sau întrebuințarea bunurilor cari aparțin locuitorilor comunei sau sunt de un uzagiu public.

Conform principiilor de drept, nu există culpă decât atunci când fapta comisă de cineva constituie un act ilicit, adică contrariu regulei de drept, și ca consecință este admis că dacă cineva are dreptul să facă un act anume determinat, nu există culpă din partea acestuia dacă îndeplinește acest act licit. Deci, în speță, fapta direcțiunei C. F. R. de a fi demontat parte din chioșcul ce cădea pe terenul său fiind un fapt ilicit, adică în apărarea proprietății sale, nu constituie culpă și nu este prin urmare loc la daune. (C. A. Buc. II, Dec. civ., 114 din 21 Martie 1923, Jur. Gen. 1923 No. 202).

**134.** Sub raportul drepturilor acordate profesorilor secundari, în ce privește rangul, apunamentele și stabilitatea în funcțiune, școalele normale sunt asimilate, de legea lor organică și aceea a învățământului secundar și superior, școalelor secundare în genere, astfel că transferarea unui profesor secundar la o asemenea școală, nu constituie o retrogradare, sau o micșorare a garanțiilor de stabilitate.

Este adevărat că „aspiranților” la catedrele de pedagogie dela școalele normale li se cere, prin lege, un examen deosebit și un stagiul de practică, condițiuni pe care recurenta, transferată la o asemenea catedră, nu le întrunește, — însă dispozițiunile acestea sunt aplicabile numai noilor licențiați, cari aspiră a fi trecuți prin concurs — pe tabela de capacitate a unor ase-



menea catedre, iar nu și profesorilor titulari de pedagogie, transferați din oficiu la alte școli secundare și care au trecut probele de capacitate pentru această specialitate, în condițiuni pe care Ministerul, care îi transferă le găsește multumitoare pentru a ocupa o atare catedră la o școală normală. Prin urmare și din acest ultim punct de vedere transferarea recurentei este cu paza fromelor legale. (Cas. III, dec. 532 din 7 Mai 1923, Jur. Gen. 1923, No. 1069).

**135.** Potrivit art. 73 din legea de organizare a Ministerului de finanțe se poate aplica de către Ministru transferarea, ca pedeapsă disciplinară, funcționarilor cu salariu de 240 lei lunar, sau mai mare, însă numai în temeiul unui aviz conform al comisiunii de disciplină prevăzută de art. 76 din lege.

Recurentul, șef de secție cl. II la administrația financiară de Dolj, cu salariu de bază de 850 lei lunar, fiind transferat de ad-ția financiară Teleorman, fără avizul comisiunii prevăzută de art. 76, iar ordinul prin care i se comunică transferarea prevăzând că „dacă nu vă veți îndreptă în viitor, veți fi destituit”, această transferare are caracterul unei pedepse, iar nu făcută în interesul serviciului și prin urmare este ilegală, cât timp este făcută numai de Ministru. (Cas. III, dec. 24 din 3 Ian. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 304).

**136.** Ordinul prin care Sf. Mitropolie suspendă pe un preot — cu oprirea lefii — dela serviciul celor preoțești pentru că este acuzat de un delict grav, este bazat pe dispozițiuni legale, de oarece din întreaga economie a legii și regulamentul clerului mirean și în special art. 250 din regulament, rezultă că „persoana bisericească, acuzată de comiterea unui delict grav”, va fi trimisă imediat în judecata Consistoriului, suspendându-se din serviciu de către Chiriarhul respectiv, până la pronunțarea sentinței de către Consistoriu, iar art. 234 din același regulament prevede că odată cu această suspendare se suspendă de către Ministerul cultelor plata lefii vinovatului chiar atunci când oprirea s'ar face pe cale disciplinară. (Cas. III, dec. 362 din 16 Mart. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 312).

**137.** Potrivit art. 75 din legea organizării finanțelor statului, funcționarii acestei administrațiuni sunt puși de drept și obligatoriu în retragere din oficiu, când împlinesc vârsta de 60 ani, având dreptul la pensie din acea zi, dacă îndeplinesc condițiunile prevăzute de legea generală de pensii.

Din această dispozițiune specială a legii rezultă că pentru funcționarii din Ad-ția finanțelor Statului, cari au împlinit vârsta de 60 ani, este fără

interes dacă data punerii lor la retragere precede data actului prin care se ia această dispozițiune, sau dacă ea depășește vreuna din cele două epoci—1 Aprilie și 1 Octombrie—prescrise de legea generală a pensiunilor, deoarece în toate cazurile drepturile la pensie au a se reguță și recunoaște potrivit art. 73 sus citat, din chiar ziua punerii la retragere prin împlinirea vârstei.

Prin urmare în speță, recurentul, fost funcționar în Ad-ția finanțelor Statului, fiind pus la retragere pe ziua de 1 Octombrie, 1922, pentru limita de vârstă și dreptul său la pensie curgând din această zi, nu are a suferi nici un prejudiciu din faptul că decretul-regal de punere la retragere i s'a comunicat la 25 Noembrie, 1922, deci după data de 1 Octombrie, fixată de legea generală a pensiunilor și din această cauză nu și-a putut depune actele la Comisie la 1 Octombrie. (Cas. III, dec. 190 din 19 Febr. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 525).

**138.** Funcțiunea de avocat al liniei ferate Ploesti-Văleni, nu este creațiunea vreunei legi, ci figurează numai în bugetul acestei linii, care face parte din bugetul jud. Prahova. — ca atare ea poate fi desființată tot prin buget, după cum crede Consiliul județean respectiv că dictează interesele județului, — acest drept al Consiliilor fiind formal prevăzută prin art. 51 din legea lor organică.

Legea pentru construirea și exploatarea C. F. din inițiativă privată, prin art. 10 obligă administrația acestor C. F. — în speță jud. Prahova — numai a se supune regulamentului de exploatare și siguranță publică, cu privire la exploatarea liniei; în ce privește administrațiunea însă, județul este liber să ia măsurile pe cari le va crede în interesul său. (Cas. III, dec. 142 din 20 Febr. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 526).

**139.** Legiitorul român prin art. 593—595 pr. pen., — contrar altor legislații, a admis sistemul concomitenței prescripțiunii acțiunii private cu cea publică, fără nici o distincțiune între cazul când ele sunt introduse împreună înaintea tribunalului represiv, sau separat înaintea jurisdicțiunilor civile.

Acest principiu se aplică, nu numai când acțiunea privată este îndreptată contra autorului delictului, dar chiar atunci când este intentată contra acelor cari sunt răspunzători de fapta prepușilor lor, conform art. 1000 c. civ., — nefiind nici o rațiune ca autorii infracțiunii să fie mai bine tratați decât acei cari răspund numai bănește pentru ei.

Prin urmare în speță intimații exercitând în contra recurentei o acțiune

în daune conform art. 998 și 1000 c. civ., rezultând din delictul de omor prin imprudență săvârșit de un impiegat al recurentei, iar nu o acțiune în daune ce ar decurge dintr'un contract, prin care recurenta Direcțiune a C. F. R. s'ar fi obligat la reparațiuni bănești pentru eventualele accidente întâmplate cu ocaziunea serviciului, — această acțiune în daune, deși intentată direct la instanțele civile, este însă prescrisă, întrucât accidentul a avut loc în 1905, iar ea a fost introdusă în 1913, deci peste termenul prevăzut de art. 593 și 594 pr. pen. (Cas. I, dec. 381 din 30 Martie 1923, Pand. Rom. 1924, III, 51. Pand. Rom. 1924, I, 164).

**140.** Din combinația art. 33, 35, 37 și 44 din legea învățământului secundar și superior rezultă că, atunci când un loc de profesor, adică un grup de ore destinat predării unei specialități la un liceu, devine vacant, el se publică și profesorul care e numit în acel loc și pentru orele publicate, fie prin transferare, fie prin confirmare ca definitiv, este inamovibil, în sensul că grupul de ore, adică catedra ce i s'a atribuit anume, constituie un drept pentru el, care nu-i poate fi ridicat sau modificat decât în cazurile și cu formele prevăzute de lege.

Dacă este adevărat că Ministerul poate face repartituni de ore și da profesorilor ore de curs și la alte licee, sau școli secundare din aceiași localitate, — acest drept de repartitie legea i-l acordă în ce privește orele vacante și nu-l poate exercita față de profesorii definitivi decât: sau pentru completarea grupului de ore obligatoriu — dacă profesorul nu are catedră — sau cu titlu de ore suplimentare, cari se remunerează aparte.

Ministrul însă nu poate după aprecierea sa și invocând interesele învățământului, să fragmenteze sau să dispună prin repartitie de orele cari compun în mod obligatoriu, după normele de mai sus, catedra unui profesor definitiv și să-i dea în schimb ore de curs la alt liceu din localitate. (Cas. III, dec. 418 din 28 Martie, 1923, Jur. Gen. 1923 No. 622).

**141.** Neresponsabilitatea Statului pentru daunele cauzate particularilor prin fapte de război, presupune că aceste fapte sunt consecința unor împrejurări, care exclud prin ele înșile orice ideie de culpă și deci de responsabilitate.

Măsurile de preparațiune și precauțiune, luate cu ocaziunea războiului, cum sunt aprovizionarea și cantonamentul trupelor, sau cum este în speță, instalarea lagărelor internaților civili inamici, în afară de zona de luptă, deci nedictate de necesități imediate ale luptei, având caracterul unor acte liber

voite, sunt de natură a atrage responsabilitatea Statului față de cei ale căror drepturi au fost lezate.

În virtutea acestei reguli, Statul are a răspunde conform normelor de drept civil, de prejudiciul cauzat particularelor în timp de război, afară din zona de luptă, prin neglijența prepușilor săi, iar litigiile relative la asemenea prejudicii au a fi soluționate de instanțele de drept comun, spre deosebire de pagubele de război, cauzate în zona de luptă, cari fiind consecința unor cazuri de forță majoră, nu pot fi soluționate de către instanțele de drept comun, ci numai evaluate de comisiunile instituite în acest scop. (Cas. I, 272 din 9 Mart. 1923, Curier Jud. 29/924).

**142.** În principiu, după art. 998 și 999 c. civil sunt apărate toate bunurile și drepturile persoanelor, fără nici o deosebire, așa că orice daună trebuie reparată și deci și cea morală.

Este locul a se acordă daune morale atunci când, printr'un fapt abuziv, un funcționar public este îndepărtat din serviciu în mod ilegal și mai ales când, ca în speță, se aduce o gravă atingere situației funcționarului, care, îmbătrânit în serviciul Statului și aproape de sfârșitul carierei, în loc de a avea satisfacțiunea datoriei împlinite, este veștejit tocmai în acest patrimoniu pentru care s'a jertfit o viață întreagă, ducând adeseaori lipsă și privațiuni, atât el cât și familia sa. O punere ca a sa la retragere din funcțiunea de inspector regional la Direcțiunea generală a poștelor și telegrafelor, cu calificativul de „incapacitate notorie”, în două rânduri, prin Decrete Regale, declarate ilegale prin deciziunile în contencios ale Inaltei Curți, nu este fără înrăurire în viața de toate zilele. — o asemenea punere la retragere, pornită dela autoritatea superioară a Statului, a apăsât, desigur, moralmente asupra pozițiunii fostului funcționar. În tot intervalul cât a stat în ființă împotriva sa măsura vexatorie, luată de administrație fără îndeplinirea formelor legale, reclamantul a putut pierde ocaziunile ce i s'ar fi oferit de a ocupa un alt serviciu, știut fiind că și instituțiunile private urmăresc funcționari destoinici, iar nu dintre aceia eliminați cu asemenea calificative din serviciul public.

Dacă este adevărat că dauna morală cu greu poate fi apreciată în bani, de aci nu rezultă că justiția trebuie să refuze a o determina în sensul cerut de partea lezată. (C. A. București, III, dec. civ. 206 din 2 Iulie 1923, Curier Jud. 20/924).

**143.** Examenul respectiv fiind ținut cu paza tuturor formelor și cerințelor prevăzute de legea învățământului primar (art. 52, 53 și 140 din regul. legii)



și regulamentul special al școlii primare de orbi de pe lângă „Vatra Luminosă”, fără a se viola vreun text de lege, sau a se călca vre-o formalitate, — evident că, atunci când Ministerul de resort casează un asemenea examen, pe baza căruia recurentul a-vea un drept câștigat și fără ca acest drept de anulare să fie consecința vreunui text de lege, sau vitiu de formă, comite un exces de putere, cel lezat fiind în drept a se plânge contenciosului administrativ, pentru ca Ministerul să desființeze măsura luată în mod ilegal. (Cas. III, dec. 887 din 24 Sept. 1923, Jurispr. Gen. 1923 No. 1376).

**144.** Senatele universitare fiind corpurile consultative și de specialitate, iar nu organe de putere executivă, urmează că încheierile, rapoartele și în general orice concluziuni ar formulă ele asupra însărcinărilor ce li se dau potrivit legii, nu sunt acte de autoritate, atributive sau modificatoare de drepturi, căci actele emanele dela dănsese nu produc prin ele vreun efect juridic, ci sunt menite să prepare — cu titlul de izvoare consultative neobligatorii — actele de autoritate privitoare la numirile și transferările de funcționari.

Numai aceste din urmă acte — numirile și transferările, producând efecte juridice de natură a modifica drepturi garantate de lege, pot fi atacate cu recurs pe calea excepțională prevăzută de art. 5 paragraful III lit. f legea organică a Inaltei Curți, iar nu și încheierile, sau actele senatelor universitare. (Cas. III, dec. 786 din 27 Iulie, 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1378).

**145.** Contrarietatea de constatări, dintre cercetarea disciplinară și cea a instanțelor judecătorești de natură a crea recurentului o situație morală inacceptabilă impune soluționarea chestiunii de a se ști dacă autoritatea administrativă eră în drept să procedeze astfel, adică să-și întemeieze acțiunea sa disciplinară pe aceleași fapte penale, pentru care deferise pe recurent organelor judecătorești ordinare, fără a aștepta rezultatul cercetărilor și judecării acestora.

Dacă este necontestat că, acțiunea disciplinară pentru abateri dela datorie, începută contra unui funcționar public poate continua și lua sfârșit independent de soarta unei eventuale acțiuni publice, care ar avea de obiect fapte penale deosebite, nu este însă mai puțin adevărat că, atunci când abaterile cari constituiesc în mod hotărâtor, cum este în speță, obiectul acțiunii disciplinare, îmbracă exact caracterul faptelor penale din acțiunea publică, obligațiunea autorității disciplinare, dictată de interesul de ordine publică de a nu se ajunge la constatări

și decizii contradictorii în aceeași cauză, este: sau să suspende cursul acțiunii publice, sau să rețină în sarcina funcționarului învinuit — dacă este cazul — fapte și imputațiuni cu caracter pur disciplinar, desbrăcate de orice penalitate, pe temeiul cărora numai, să se întemeieze în deciziunea sa.

Această soluțiune se impune cu atât mai mult în speță, cu cât legea de organizare a Corpului tehnic (art. 31) din care recurentul ca inginer face parte, nu autoriză administrația publică, în cazul când se pornește acțiune publică contra unui inginer-funcționar, să aplice suspendarea din funcțiune pentru faptele imputate, decât ca măsură preventivă și cu totul provizorie, neputând-o permanentiza pe temeiul acelor fapte, decât în cazul când urmărirea s'a terminat prin condamnatiune.

Prin urmare numai cu călcarea a acestor principii și dispozițiuni de lege și cu vădit exces de putere, Ministerul Comunicațiunilor a putut purcede în speță pentru aceleași fapte la o dublă acțiune contra recurentului și prin precipitarea cursului acțiunii disciplinare a ajuns să constate în sarcina lui fapte penale, de cari organele judecătorești competente l'au declarat nevinovat. (Cas. III, Dec. 976 din 5 Oct. 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1439).

**146.** Formalitatea raportului motivat, impusă prin art. 11 al. 2 legea de exploatare a C. F. R., și art. 95 din regulamentul, este substanțială, întrucât ea are de scop a face să se aplice în deplină cunoștință de cauză și în modul prescriis de lege, pedepsele disciplinare funcționarilor acestei administrațiuni, în vederea garanțării stabilității lor.

Ca atare recursul în contencios bazat pe lipsa acestei formalități este fondat. (Cas. III, dec. 1694 din 26 Dec. 1923, Jur. Rom. 5/1924).

**147.** Potrivit art. 13 din legea clerului mirean, comb. cu art. 27 din regulamentul ei de aplicațiune, numirea unui candidat ca preot, prin hirotonisire, se face de Chiriarhul (Episcopul) respectiv în înțelegere cu Ministerul de culte.

În speță, în conformitate cu aceste dispozițiuni, Episcopia de Argeș, sesizată fiind de cererea Ministerului de culte de a pune la pensie din oficiu pe preotul B., a consimțit la aceasta, recunoscând pe recurent spre hirotonisire și numire în locul celui dintâi, ceea ce Ministerul a aprobat, iar hirotonisirea a urmat.

Prin urmare odată ce hirotonisirea și numirea s'a făcut cu respectarea dispozițiunilor citate mai sus, ea era dobândită în mod legal de recurent și nu putea fi ridicată decât printr'o decizie consistorială, iar nu cum s'a proce-

dat de ministere, care pentru considerații de umanitate față de preotul B., care n'ar fi avut drept la pensie a revenit asupra numirii recurrentului ca paroh, lăsându-l tot pe preotul B. (Cas. III, dec. 1649 din 18 Dec. 1923, Jur. Rom. 5/924).

**148.** În conformitate cu principiul consfințit de art. 1082 c. civ., după care debitorul este osândit, de se cuvine, la daune-interese, aceste daune fie materiale, fie morale, trebuie dovedite în fața justiției, pentru a fi obținute.

Când însă se constată că funcționarul a fost reîntegrat în funcțiune și a primit retribuțiunea ce i se cuvenea pe toată durata suspendării sale, deși nu a prestat nici un serviciu în acel timp, cererea de daune nu este justificată.

În ce privește daunele morale ce ar fi decurs pentru că din împrejurarea că în decr. de înlocuire s'a arătat că motivul acelei măsuri a fost că devenise impropriu serviciului din cauza bătrânețelor, incapacității notorie de lucru, bătrânețe precoce și scădere intelectuală, etc. și că față de aceste aprecieri a fost pus în imposibilitate de a găsi o funcțiune particulară, cu nimic n-a făcut reclamantul dovada că, dorind și solicitând un atare serviciu, a fost refuzat pe motive trase din faptul că a fost îndepărtat din serviciul public pentru incapacitate. (C. A. București s. II, dec. civilă No. 47 din 15 Februarie 1924, Curier Jud. 20/924, Bul. C. Apel 5-6/924).

**149.** Epitropia Așezămintelor Brâncovenesti constituind o personalitate juridică particulară, actele ei — deci și îndepărtarea unei persoane din postul de medic șef al unei divizii chirurgicale. — prin desființare, pentru motive de economie, a acestei divizii — nu pot fi supuse, conf. art. 5 paragraful III litera f legea organică a Inaltei Curți, cenzurii acestei instanțe, pe calea recursului în contencios. (Cas. III, 323 din 27 Febr. 1924, Jur. Rom. 8/924, Pand. Rom. 1924, I, 108).

**150.** În materie de daune materiale ca și în acele morale, rezultând dintr'un quasi-delict, chestiunea întinderii lor și a quantumului despăgubirilor datorite, aparține exclusiv instanțelor de fond, cari pot deduce existența lor din diferite fapte și împrejurări privite ca constante. Astfel instanța de fond pornind dela faptul constant că unui funcționar i s'a reținut, printr'un act administrativ de autoritate, pe timp de un an salariul său, este autorizată să deducă de aci că dânsul, lipsit fiind de acest mijloc de existență, întrucât dovada că ar dispune de avere personală nu se făcuse, a încercat un prejudiciu material, că din punctul de ve-

dere al despăgubirilor datorite pentru acest prejudiciu, fiind vorba de daune rezultând dintr'un quasi-delict, interesele sumei neplătite la termen nu pot fi fixate cu titlu de daune materiale și după aprecierea instanței de fond, la o sumă superioară intereselor moratorii fixate de lege la datorile de bani pentru obligațiile convenționale.

În ce privește daunele morale, atunci când descalificarea unui funcționar, nu poate fi privită nici ca legală, nici ca exactă în fapt, din cauza desființării actului administrativ ce o constată, instanța de fond este autorizată, să deducă existența unui prejudiciu moral și să fixeze după aprecierea sa suverană despăgubirile corespunzătoare. (Cas. I, 411 din 12 Mart. 1924, Curier Jud. 20/924).

**151.** Comisiunile numite conform art. 101—103 din regulamentul de construcțiuni pot a-și da avizul lor pentru dărâmare clădirii, sau pentru mentinerea ei. Numai în acest din urmă caz ele sunt ținute să avizeze și asupra modalităților de consolidare, iar nu și în cazul când ele opinează la dărâmare, caz în care modalitatea de consolidare nu și-ar mai avea nici o rațiune.

Prin urmare în speța comisiunile de anchetă au fost în spiritul citatelor texte dela data când constatând că, numai fiind posibilă o consolidare, au conchis la dărâmare și nu au mai făcut nici o mențiune în ce privește consolidarea.

Este indiferent dacă părțile imobilului poartă la stradă numere deosebite. El trebuie dărâmat în întregime, dacă avizul comisiunii conchide la aceasta, pe temeiul constatării sale că, întreg corpul de clădiri este în strânsă legătură, așa în cât prăbușirea unei părți ar atrage și prăbușirea celorlalte. (Cas. III, Dec. 800 din 15 Apr. 1924, Jur. Rom. 11/924).

**152.** Potrivit art. 17 din decretul-lege 1656 din 1919, relativ la constatarea pagubelor de război, constatarea acestor pagube pe căile ordinare ale justiției nu este cu totul interzisă. Această cale însă este acordată numai dacă există o cauză de forță majoră bine constatată, care să fi pus în imposibilitate pe cel dăunat de a-și exercita drepturile în termen de 2 ani dela data decretului lege 1656, în modul și condițiunile prevăzute în această lege.

Prin urmare întrucât în speță nu se susține de către recurent că, înaintea instanțelor de fond, dânsul ar fi făcut, sau ar fi cerut să facă dovada cazului de forță majoră, de a cărui existență depindea dreptul de a se adresa instanțelor de drept comun, rezultă că, respingerea acțiunii sale s'a făcut cu o justă aplicare a legii. (Cas.



I. 515, din 28 Mart. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1353).

**153.** Soțul nu este civilmente responsabil de paguba cauzată prin delictele sau quasi-delictele săvârșite de femeia lui, întru cât art. 1000 cod. civil nu enumeră pe soț între persoanele răspunzătoare de faptul altuia și întru cât femeia nu se găsește în acelaș raport de dependență de bărbatul ei ca copiii minori față de tatăl sau lucrătorii față de patron, afară de cazul când dânsa ar fi fost prepusa soțului ei sau când acestuia i s'ar putea imputa o culpă personală, neglijență ori imprudență, după regulile de drept comun. (Cas. II, 1474, din 28 Mai 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1399).

**154.** După art. 18 din regulamentul Academiei Agricole din Cluj, profesorii din învățământul agricol superior se bucurau de aceleași drepturi ca și profesorii universitari, însă această disp. nu poate avea alt înțeles de cât acela că profesorii din învățământul agricol superior urmează să beneficieze de acelaș tratament și de aceleași drepturi de stabilitate în funcțiune ca și profesorii universitari.

În alți termeni, autoritatea superioară de care depind, adică Ministerul Domeniilor, nu le poate modifica, pe cale disciplinară, pozițiunea lor în învățământ de cât după aceleași principii sau norme directive, pe cari legea învățământului secundar și superior le-a creiat pentru profesorii universitari; prin urmare atunci când este vorba de a se lua contra profesorului măsuri disciplinare mai grave pe care legea învățământului secundar și superior le subordonează avizului sau deciziei Comisiunii de disciplină, Ministerul Domeniilor este ținut să procedă la alcătuirea acestei Comisiuni disciplinare, nu însă prin aplicarea literară a textului leg. învățământ. superior recurgând la senatele universitare din București și Iași, ceea ce nu ar avea nici un sens, ci prin aplicarea normelor prescise de această lege, adică desemnând membrii Comisiunii după listele de profesori titulari comunicate de școlile superioare respective, cari sunt sub autoritatea sa.

Prin urmare, întru cât în speță, Ministerul Domeniilor a procedat astfel, el s'a conformat art. 18 din regulamentul sus citat și a făcut o justă aplicațiune a normelor și principiilor prevăzute de art. 49 din legea învățământului secundar și superior.

Obiecțiunea recurentului că Comisia ar fi fost ilegal constituită, prin aceea că în compunerea ei au intrat și profesorii cu titlu provizoriu, nu se întemeiază pe nici o dispoziție de lege, singura condiție pe care legea o cere în această privință fiind aceea, ca

profesorii din comisia disciplinară să fie titulari iar nu suplinitori, cerință care în speță a fost satisfăcută. (Cas. III, dec. 1135 din 4 Iunie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1466).

**155.** Când o Societate cere Tribunalului și Curții, în apel, ca Ministerele de Finanțe și Agricultură să fie obligate la daune cominatorii, până îi va acorda avantajile legii din 30 Iulie 1921, pentru încurajarea cultivei pământului cu mijloace mecanice, o asemenea acțiune este rău îndreptată la instanțele ordinare, de oarece Curtea, ca și Tribunalul, n'ar putea condamna pe numitele ministere la daune cominatorii, fără a le obliga direct sau indirect să acorde Societății reclamante avantajile cerute prin acțiune, și cum refuzul Statului de a acorda avantajile recunoscute printr'o lege este evident un act de autoritate, numai Curtea de Casație, Secția III, ar putea să oblige pe Stat să înceteze refuzul său. (C. Apel Buc. s. II, decizia comercială No. 21, din 14 Febr. 1924, Bul. C. Apel 2/924, Pand. Rom. 1924, II, 93).

**156.** Recomandarea unei persoane de către organele universitare, de a fi numită ca profesor, pe baza meritelor, conform art. 81 din Legea învățământului superior, nu este obligatorie pentru Ministru, el poate refuza numirea, motivând deciziunea sa, după cum expres se spune în citatul articol.

De sigur că motivarea respingerii făcută de ministru, intră în cadrul cercetării și examinării Curții de Casație, care poate controla legalitatea refuzului și decide dacă ministrul și-a motivat decizia sa pe considerente serioase și temeinice sau dacă în refuzul său nu este de cât manifestarea unui act arbitrar, ceea ce echivalează cu o nemotivare. (Cas. III, 92 din 25 Ian. 1924, Jur. Rom. 7/924).

**157.** În materie de contencios administrativ, recursul se poate face ori-când. Acesta e principiul pus de art. 39 din Legea Curții de Casație, iar cazurile în cari se deroagă dela el, prevăzându-se anumite termene, sunt limitativ arătate de lege. (Cas. III, 397 din 5 Martie 1924, Jur. Rom. 7/924, Pand. Rom. 1924, III, 54).

**158.** a) Este admisibil recursul direct făcut de un particular, contra unui act al administrației publice, când particularul pretinde că prin acel act i s'a violat un drept, pe care îl deține direct de la lege, iar nu în virtutea vre-unui contract și când pentru satisfacerea aceluși drept, el nu are nici o altă cale de atac în justiție.

b) Dacă prin art. 50 din Legea I. O. V., se acordă invalizilor de război — sub rezerva îndeplinirii unor anumite condițiuni — preferințe în obținerea concesiunilor unor anumite întreprin-

deri publice, prin aceasta legiuitorului nu a înțeles să se dea atare concesiuni pe prețuri lăstate la facultatea beneficiarilor, ci la oferte egale, administrațiile publice să acorde concesiunile invalizilor de război. (Cas. III, 546, din 19 Mart. 1924. Jur. Rom. 9-10/924).

**159.** Nu se poate concepe și de altfel din nici un text de lege sau regulament nu rezultă, că în materie de autorizații pentru construcții, pentru înființări de depozite comerciale sau deschideri de stabilimente industriale, etc., autoritatea comunală sau sanitară, ar putea da autorizații provizorii, cu facultatea de a le retrage ori când. Asemenea autorizații, odată acordate în mod legal, nu se pot retrage de cât în cazurile determinate de legi și regulamente, când beneficiarii lor ar nesocoti prescripțiunile a căror neobservare atrage după sine sancțiunea retragerii autorizației. (Cas. I, 703 din 1 April. 1924. Jur. Rom. 11/924).

**160.** Construcțiile făcute de un particular fără autorizația Primăriei, dă dreptul acesteia de a dispune dărâmarea lor, fără intervenția justiției, după cum în mod formal și categoric prevede art. 100 al. ultim din legea organizării comunelor urbane. (Cas. III, 704 bis din 1 Aprilie 1924. Jur. Rom. 11/1924).

**161.** Așezarea materialului dintr'un depozit de cherestea fără respectarea distanțelor reglementare față de vecini, constituie o contravenție la regulamentele comunale, cari determină aceste distanțe. Atari contravenții sunt de competența exclusivă a instanțelor judecătorești de a le reprimă și autoritatea comunală și polițienească, nu au altă cădere de cât să constate aceste contravenții și să le defere justiției, care odată cu sancțiunea penală poate să ordone și desființarea sau restabilirea lucrărilor în conformitate cu regulamentele. (Cas. III, 704 bis din 1 Aprilie 1924. Jur. Rom. 11/924).

**162.** Pădurile particulare — ca și ale statului — cari sunt supuse regimului silvic, nu pot fi exploatate de cât în baza unui amenajament sau regulament aprobat de Ministerul Domeniilor. Acest regulament este obligator atât pentru proprietar cât și pentru exploatare, cari ulterior ar obține concesiunea tăerii pădurilor. Pentru a fi valabil, regulamentul urmează a fi întocmit și aprobat după o procedură anume indicată în art. 4 cod. silvic și odată decretat, el rămâne definitiv și nu se mai poate modifica în urmă de cât după aceleași reguli de procedură și cu aceleași forme în cari a fost făcut.

Prin urmare, anularea de către Ministerul Domeniilor a unui atare regulament fără respectarea dispozițiilor

arătate mai sus este ilegală. (Cas. III, 389, din 4 Mart. 1924. Jur. Rom. 11/924. Pand. Rom. 1924, III, 86).

**163.** Profesorii sau institutorii autorizați să funcționeze ca atare în învățământul particular, nu se bucură — în privința stabilității lor — de garanțiile prevăzute de lege de învățământ primar sau secundar, de oarece aceste legi regulează numai poziția profesorilor și învățătorilor din învățământul public al Statului și nici o dispoziție nu asimilează în privința garanțiilor de stabilitate pe profesorii particulari cu cei din învățământul public oficial al Statului. (Cas. III, 819 din 16 Aprilie 1924. Jur. Rom. 11/924. Jur. Gen. 1924, No. 1962).

**164.** Libretul Casei de Depuneri este un titlu esențialmente nominativ și funcționarul care eliberează banii depuși este obligat, chiar prin art. 41 din Regulament să se încredințeze mai întâi de identitatea persoanei, care cere eliberarea. Nerespectarea acestei obligații atrage răspunderea Casei de depuneri. (Cas. I, 867 din 20 Mai 1924. Curier Jud. 30/924. Jur. Rom. 15/924).

**165.** Dispozițiunile legale sau regulamentare cari opresc autoritatea școlară superioară să facă numiri de personal didactic în cursul anului, nu îndreptățesc această autoritate să refuze executarea imediată a deciziei, prin care e invitată a face o numire pe care legalmente trebuia s'o facă mai înainte.

Dispozițiunile prohibitive nu au alt scop de cât să înlăture abuzurile cu numiri și transferări intempestive, cari ar aduce prejudicii învățământului. De aceea aceste dispozițiuni nu și pot avea aplicațiune atunci când o numire este cerută a se face în puterea legii și pe temeiul unei decizii judecătorești a cărei executare trebuie făcută imediat. (Cas. III, 1390 din 1 Iulie 1924. Jur. Rom. 14/924).

**166.** Nu constituie pentru Ministerul Instrucțiunii, un motiv just, legal și îndestulător, de a anula certificatul de absolvire a unei clase de liceu, numai pe simpla împrejurare că direcțiunea liceului a admis ca elevul să dea examen de două clase în aceeași sesiune. Această abatere de la regulament, dacă există, este imputabilă numai direcțiunii școlare; ea nu poate prejudicia pe absolvent, din moment ce se constată că certificatul obținut de el arată că rezultatul examenului a fost satisfăcător și că certificatul nu a fost obținut de absolvent prin mijloace dolosive și că de la liberarea certificatului până la luarea măsurii anulării a trecut un timp îndelungat, în care absolventul a urmat cursuri universitare, așa în cât această anulare pentru vicii neimputabile elevului, ar avea pentru el conse-



cințe dăunătoare și ireparabile. (Cas. III, 1339 din 25 Iunie 1924, Jur. Rom. 15/924).

**167.** Pentru lucrurile neînsuflețite nu există principiul general de culpă prezumată. În caz de pagube cauzate printr'un lucru neînsuflețit, instanțele judecătorești au chemarea de a stabili culpa, sau pe temeiul unei culpe prezumate în conformitate cu art. 998 și 999 c. civ., combinate cu art. 1203 acelaș cod (prezumpția judiciară) sau pe temeiul unei culpe direct dovedită, în conformitate cu art. 998 și 999 c. civ., după împrejurări. (Trib. Prahova s. I, 256 din 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1819).

**168.** Art. 65 legea sanitară dă Direcției generale a serviciului sanitar dreptul de a dispune închiderea farmaciilor ai căror proprietari ar contraveni dispozițiilor legii, iar în contra deciziunilor Direcției generale sanitare, contravenienții au drept de apela la tribunal, în termenul și cu formele prescrise de citatul text de lege.

Prin urmare, întru cât legea orându-este în această materie, căi speciale de atac în justiție contra deciziunilor Direcției generale a serviciului sanitar și accentuează chiar că, odată aceste căi epuizate, contravenienții nu mai au dreptul să formuleze nici un fel de plângere, nici pe cale administrativă, nici pe cale judecătorească, urmează că recursul direct în contencios în contra unei astfel de măsuri este inadmisibil, un asemenea recurs neputându-se primi de cât contra actelor de autoritate nesusceptibile de nici o cale de atac în justiție. (Cas. III, 710, din 2 Aprilie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1942).

**169.** Art. 187 din legea de organizare judecătorească prevede că grefierii și ajutoarii de grefieri dela tribunalele de județe nu pot fi destituiți de cât în urma unui raport motivat al Procurorului general, sau al unui inspector judecătoreșc.

În ce privește însă transferarea acestor funcționari dela un tribunal din țară la alt tribunal, legea nu prevede o atare garanție.

Prin urmare, în specie recurentul, grefier la un cabinet de instrucție, chiar asimilat fiind cu ajutorul de grefier de la Tribunal, a putut fi transferat prin simplă decizie ministerială, fără îndeplinirea formalităților sus arătate. (Cas. III, 1300 din 23 Iunie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1943).

**170.** Potrivit art. 59 al. 3 din Legea învățământului primar, după treizeci ani de serviciu, Ministerul poate scoate din oficiu la pensie pe un membru al Corpului didactic primar, având pentru aceasta avizul conform al consiliului permanent. Consiliul permanent se va pronunța luând în considerare hotărâ-

rea motivată a consiliului inspectorilor primari, precum și statul personal cu notele de inspecție al învățătorului sau institutorului. (Cas. III, 946 din 14 Mai 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1998).

**171.** Faptul Ministerului de instrucțiune publică, de a refuza transferarea unui institutor într'un post vacant și a numi în acel post un candidat care obținuse prin examen de înaintare dreptul de a fi numit institutor, contravine dispozițiilor art. 142 și 143 din regulamentul de aplicațiune al legii învățământului primar și normal primar.

În adevăr, aceste toate prevăd că posturile vacante vor trebui să fie ocupate, cu preferință, de către institutorii titulari din alte localități, cari ar fi făcut în termen cereri de transferare și numai după ce în urma satisfacerii acestor cereri sau în lipsa lor, ar rămâne încă posturi vacante, ele vor fi completate cu numiri de noi titulari. (Cas. III, 1096, din 28 Mai 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1999).

**172.** În conformitate cu dispozițiile art. 68 și 70 din legea asupra învățământului primar, un membru al corpului didactic nu poate fi transferat în altă localitate de cât după ce va fi judecat de o comisiune, înaintea căreia va trebui să fie chemat spre a-și face apărarea sa. Dacă transferarea s'a făcut fără respectarea acestor formalități și prin simplu ordin care arată că transferarea se face în interesul învățământului, fără însă ca măcar să se arate că, recurentul ar fi căzut în vreuna din vinele arătate la art. 60 și urm. din lege, recursul în contencios urmează a fi admis.

Prin altă localitate nu se poate înțelege numai de cât o altă comună, ci este suficient ca școala să fie chiar și în alt cătun din aceeași comună, căci altfel legea ar fi întrebuintat comună în loc de localitate. (Cas. III, 1074, din 27 Mai 1924, Jur. Gen. 1924, No. 2000).

**173.** Înalta Curte constatând că, revocarea recurentului din funcțiunea de ajutor de percepător al comunei Craiova, s'a făcut fără îndeplinirea formalităților prescrise de art. 69 din legea comunelor rurale, adică fără să se fi făcut de primar o cercetare specială în privința recurentului, recursul său în contencios urmează a fi admis.

În ce privește anchetele și cercetările făcute în privința altor funcționari, nu pot fi considerate ca îndeplinind condițiunile din art. 69 față de recurent, întrucât ele nu pot satisface aceste cerințe ale legii decât numai față de funcționarii vizati prin acele anchete. (Cas. III, 926 din 12 Mai 1924, Jur. Gen. 1924, No. 2021).

**174.** Art. 49-53 din legea învățământului secundar și superior, prevăd formalități cari trebuiesc îndeplinite în

caz de îndepărtare din învățământ a profesorilor și maștrilor secundari definitivii sau provizorii, fără însă a se referi la suplinitori.

De aici reese că, atunci când este vorba de îndepărtarea din funcțiune a acestora, celor suplinitori, nu este nevoie să se mai îndeplinească formalitățile prevăzute de citatele texte de lege, ci este suficient ordinul Ministerului respectiv. (Cas. III, 936 din 13 Mai 1924, Jur. Gen. 1924 No. 2024).

**175.** Art. 37 modificat din legea învățământului secundar și superior, prevede că, profesorii de religie au catedra formată de 10 ore și li se mai poate da încă până la 5 ore suplimentare, fie de curs, fie de educație religioasă și morală, iar art. 37 litera A modificat din aceeași lege, spune că, ori ce reducere făcută din orele unei catedre existente, spre a se înlesni crearea unei catedre noi sunt interzise, sub sancțiunea nulității numirii sau transferării. De aci urmează că, la o catedră de religie numărul ireductibil de ore, este cel de 10 ore, iar numirea sau transferarea într-o catedră creată prin reducerea numărului de 10 ore, este nulă. (Cas. III, 935 din 13 Mai 1924, Jur. Gen. 1924, No. 2025).

**176.** Legea după care urmează a se regula salariul chimiştilor funcționari la Ministerul Sănătății publice, este însăși legea sanitară, de oare ce în privința acestor chimişti, legea de unificare a salariilor acestor categorii de funcționari, a fost abrogată prin legea de la 16 Iunie 1925. Cât privește legea statutului funcționarilor publici, promulgată ulterior, ea nu a putut schimba situația creată prin legea de la 16 Iunie 1923, din moment ce prin art. 33 prevede expres că salariile funcționarilor se vor regula potrivit legii lor organice, iar legea organică, în specie, nu este alta, de cât legea sanitară, care este aplicabilă chimiştilor din Ministerul Sănătății Publice, după abrogarea legii unificării salariilor cu privire specială la acești funcționari. (Cas. III, 1849 din 22 Oct. 1924, Jur. Rom. 19/24).

**177.** Art. 55 din Regulamentul de construcții și alinieri, publicat în Monitorul Oficial No. 71 din 29 Iunie 1890, nu lasă la facultatea Primăriei de a da sau refuză autorizația de a înființa balcoane, ci prevede că balcoanele se pot înființa cu condițiunea arătată în acest text și anume să fie fier, zidărie sau piatră la caturile superioare, socotindu-se de la rez de chaussée în sus cu o ieșire din fața clădirii maximum un metru. Atunci când regulamentul a vrut să lase la facultatea Primăriei de a permite sau refuză o anumită construcție, a spus-o expres cum a făcut prin art. 54, când

a dat dreptul să admită sau să refuze în parte ieșiturile prevăzute în art. 47 și 49. Primăria încă înaintea Curții nu susține că planul prezentat de recurenți ar călca vre-o condițiune impusă de regulament; Regulamentul nu face nici o diferență între balcoane închise și deschise. Primăria neputând să refuze după cum susține, pur și simplu autorizația cerută de recurenți, pentru motivul că dacă autorizația este lăsată la facultatea ei, ci datoare fiind să-și sprijine refuzul pe anumite cauze ce trebuiau arătate pentru a pune Curtea în măsură de a putea aprecia dacă refuzul său este sau nu justificat, refuzul Primăriei, prin urmare, este ilegal. (Cas. III, 1628 din 29 Sept. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 2197).

**178.** Legea comitetelor școlare nu acordă dreptul pentru Minist. Instruc. de a disolva comitetele școlare, dar prin art. 129 din Regulamentul ei, se prevede că membrii cari se vor arăta nepăsători față de comitet, lipsind în mod neobișnuit și nemotivat de la ședințe, pot fi îndepărtați de Casa Școlilor, după propunerea comitetului, pe temeiul arătatilor organelor școlare de control și ale acelu comitet, putând fi destituiți în aceleași condițiuni numai pentru abateri sau nereguli grave, de unde urmează că măsura Ministerului de a dizolva însuși comitetul, care e o emanație a Adunării Generale, e ilegală. Faptul că Ministerul a revenit asupra dizolvării nu poate avea nici o influență, odată ce se constată că Comitetul nu a fost reintegrat și de fapt în atribuțiunile sale. (Cas. III, 1631 din 29 Sept. 1924, Jur. Rom. 1/925).

**179.** Stabilitatea directorilor de școale urbane nu este înscrisă și regulamentul de legea organică respectivă și aceeași lege nu autorizează puterea executivă să prevadă în regulamentul ei de aplicațiune o atare stabilitate, astfel că dacă regulamentul a prevăzut-o, a modificat legea, adăogându-i dispoziții de principii, pe cari numai legiuitorul putea să le ia, dacă crede că este necesar. Procedând astfel, puterea executivă, a depășit atribuțiunile sale, cari constau numai în a lămuri și desvolta principiile legii și de aceea regulamentul este neaplicabil în ce privește dispozițiile cari garantează situația directorilor de școli urbane și deci ei sunt revocabili după voința Ministerului Instrucțiunei, fără îndeplinirea formalităților prescise de regulament. (Cas. III, 1629 bis din 29 Sept. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 2211).

**180.** Potrivit legii pentru înființarea Casei centrale de împroprietărire, aceeași instituție deși funcționează sub controlul Ministerului de Agricultură, este însă un organism quasi-autonom, iar consiliul său de administrație con-



stitue un organ administrativ de autoritate, căruia în materie de concediu și retrageri de funcțiuni, dependente de această Casă, legea îi acordă aceleași drepturi și prerogative, pe cari le are Ministerul în privința celorlalte servicii din Minister.

Prin urmare, organul de conducere al Casei de împroprietărire, este în drept a refuza concediul unui funcționar al acestei instituții și a-l considera demisionat pentru neprezentare la post. (Cas. III, 1689 din 7 Oct. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 277).

**181.** Potrivit art. 96 din legea organizării comunelor urbane, nimeni nu poate deschide strade, pasaje sau înfundături, fără autorizația Primăriei, care va trebui să fie dată după îndeplinirea unor certe condițiuni stabilite prin regulament, iar construcțiunile făcute pe asemenea strade, fără autorizație, vor fi dărămate.

Intru cât, în specie, recurentul a cerut a i se acorda autorizație de construcție pe o asemenea stradă nereglementară, Primăria a fost în drept a-i respinge cererea, pe motivul tras din textul de lege menționat și din situația de fapt constatată mai sus. (Cas. III, 1845, din 22 Oct. 1924. Jurisprudența Rom. 20/924).

**182.** O funcțiune publică exercitată în baza unui act de numire al autorității, potrivit legilor de organizare, nu poate fi retrasă de cât în cazul și cu formalitățile prevăzute de lege.

O atare funcțiune nu poate fi modificată, în ce privește durata ei, prin încheierea unui contract între autoritate și funcționar, de oarece legea în virtutea căreia este dată și se guvernează, fiind o lege de organizare administrativă, este ca atare de ordine publică și la asemenea legi nu se poate derogă prin dispozițiuni sau convențiuni particulare. (Cas. III, 2355 din 3 Dec. 1924, Jur. Rom. 1/925).

**183.** a) Când este vorba de luat măsuri disciplinare contra unui profesor universitar, care depinde de Ministerul Domeniilor și Agriculturii, acest Minister este ținut să procedă la alcătuirea Comisiei de disciplină, însă nu prin aplicarea literală a textului învățământului secundar și superior, recurgând la Senatele universitare din București și Iași, ceea ce nu ar avea nici un sens, ci prin aplicarea normelor prescise de această lege, adică desemnând membrii comisiei după listele de profesori titulari comunicate de școalele superioare respective cari sunt sub autoritatea sa.

b) Când legea prevede că Comisia de disciplină va fi compusă din profesori titulari, este fără interes, din moment ce această prescripție a ei a fost satisfăcută, să se examineze dacă a-

cești profesori sunt cu titlu definitiv sau provizoriu, această distincție neîntemeindu-se pe nici o dispoziție legală. (Cas. III, 1135 din 4 Iunie 1924. Pand. Rom. 1924, I, 276).

**184.** Din moment ce pedeapsa transferării unui institutor a fost executată, institutorul nu se mai poate prevala de dispoziția art. 70 bis din legea învățământului primar și cere readucerea sa la postul de unde a fost transferat, sub cuvânt că în interval de 5 ani nu s'ar mai fi făcut pasibil de nici o vină, de oarece aplicațiunea zisului text presupune că pedeapsa pronunțată nu a fost executată.

De asemenea institutorul aflat în condițiunile de mai sus nu se poate prevala nici de dispozițiile art. 193 din regulamentul legii, de oare ce acest articol se referă la prescripțiunea pedepselor neexecutate, prevăzând diferite termene de prescripțiune pentru cazul când autoritatea școlară, din o cauză sau alta, ar lăsa neexecutată o pedeapsă, or din moment ce pedeapsa a fost executată, nu poate fi vorba de nici o prescripție. (Cas. III, 2532 din 22 Dec. 1924, Jur. Rom. 3/925).

**185.** Instanța de fond are dreptul de a cerceta și examina toate actele propuse de părțile litigante în cauză și de a vedea dacă asemenea acte îndeplinesc condițiunile legale și dacă pot duce la deslegarea pricinei într'un sens sau altul.

Dacă potrivit art. 5 paragraful 3 litera f., din legea organică a Curții de Casație, această Înaltă Curte secția III, este singură competentă să pronunțe anularea actelor administrative ilegale, această dispoziție însă, în conformitate cu citatul articol 5 și art. 32 No. 7 din aceeași lege, nu-și are aplicațiunea de cât atunci când o asemenea cerere se introduce de către partea vătămată în contra unui act administrativ de autoritate făcut cu călcarea legii și care ar violă un drept al ei, sau contra refuzului autorității administrative de a rezolvă o cerere relativă la un asemenea drept, ceea ce nu este cazul în specie.

Ori de câte ori însă, chestiunea ilegalității unui act administrativ de autoritate, se ridică în mod incidental pe cale de excepțiune, într'un proces care nu are drept obiect direct o cerere de anulare lui, instanțele ordinare sunt în drept să examineze legalitatea actului și să nu țină seamă de el înlăturându-l dacă îl găsesse ilegal. (Cas. II, 2190, din 29 Sept. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 125).

**186.** Un membru al corpului didactic poate cere și obține prin recurs în contencios ca Ministerul Instrucțiunii să fie obligat a-i acorda gradatiunea de merit prevăzută de decretul lege No.

4115/919, ratificat prin legea de la 27 Martie 1924, gradatie pe care Ministerul i-o refuză pe motiv că nu ar fi fost mobilizat la o formație ce a depins de armata de operații. (Cas. III, 1629, din 29 Sept. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 157).

**187.** Potrivit art. 13 din Statutul funcționarilor publici și art. 28 din Regulamentul legii, singură răspunzătoare de faptul unui funcționar public, care depășește mandatul sau sfera atribuțiilor sale, lezând pe un particular, este autoritatea de care depinde, ea putând chema în garanție și pe funcționar ca să răspundă bănește, fiindcă numai ea poate aprecia dacă actul săvârșit de funcționar este abuziv sau nu.

Prin urmare o acțiune în daune intentată de cel lezat contra funcționarului direct, fără a se adresa direct autorității de care depinde, este rău îndreptată, deși tribunalul e competent de a judeca o atare acțiune. (Trib. Mercurea-Ciucului, 514 din 19 Mai 1924, Curier Jud. 7/925).

**188.** Conform art. 63 din Legea Curții de Casație, dacă în interval de 30 zile de la comunicare, nu se dă nici o urmare deciziei de admiterea recursului în contencios, dată după cererea recurentului, va cită părțile în camera de consiliu și va condamna administrațiunea să plătească recurentului daune cel puțin 200 lei de fiecare zi de întârziere, cu începere de la expirarea celor 30 zile arătate mai sus. (Cas. III, 1803 din 17 Oct. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 371).

**189.** Recurentul fiind permutat din postul de medic al corpului P. T. T., din București la Iași, a atacat cu recurs în contencios, această transferare, invocând violarea art. 18 din Legea sanitară, combinat cu art. 5 și 6 Legea de la 27 Octombrie 1922 și art. 7 din Statutul funcționarilor publici.

Recursul a fost respins în urma dovezii făcute de Minister, că recurentul posterior primirii adresei de permutare, a cerut un concediu de 30 zile pentru boală, declarând că, după împlinirea acestei date, se va prezenta la Iași în noul post.

Această declarație a recurentului, zice Inalta Curte, constituie o achiesare din partea sa la măsura de permutare și recurentul nemai putând reveni asupra ei, nu are dreptul a se plânga cu recurs în contencios. (Cas. III, 1906 din 27 Oct. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 421).

**190.** Potrivit art. 5 par. III litera f, din Legea Curții de Casație, recursul în contencios se face în potriiva unui act administrativ de autoritate, făcut cu călcarea legii.

În specie, actul administrativ de au-

toritate care ar fi putut vătămă pe recurent, nu este de cât Decretul Regal de destituire iar nu decizia Consiliului superior al Magistraturei, care când pronunță o pedeapsă, această pedeapsă să aplică prin Decret Regal, în urma raportului motivat al Ministerului de Justiție, astfel că recurentul trebuie să atace în contencios Decretul-Regal de destituire, iar nu decizia Consiliului superior al Magistraturei. (Cas. III, 1912 din 20 Oct. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 435).

**191.** Scopul principal urmărit de legiuitor prin înființarea contenciosului administrativ, a fost de a da posibilitatea particularului să obțină cât mai grabnic încetarea actului abuziv, care de cele mai multe ori îi va fi mult mai profitabilă de cât daunele reparatorii; însă prin organizarea acestui contencios nu s'a desființat dreptul de a obține pe calea dreptului comun despăgubiri pentru simple daune suferite prin actul de autoritate abuziv, drept care a existat în toate timpurile și care nu poate fi subordonat unei constatări prealabile a ilegalității actului de către Curtea de Casație, atât timp cât particularul nu cere revenirea administrațiunei asupra actului ilegal, în care caz numai trebuie să intervină autoritatea Inaltei Curți.

Prin urmare în specie, odată ce actul de autoritate a fost definitiv consumat și nici nu se mai poate reveni asupra lui, pentru valorificarea și recunoașterea daunelor materiale suferite, nu este nevoie de o proclamație prealabilă de către Curtea de Casație a ilegalității actului, care conform art. 35 din aceeași lege poate fi examinat și de instanțele obicinuite, când e vorba de simple daune, chestiunea ilegalității actului urmând a fi controlată printr'un recurs contra sentinței instanței de fond. (Cas. I, 1705 din 14 Oct. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 610).

**192.** Nu e suficient ca funcționarul public, găsit în funcțiune la punerea în aplicare a legii Statutului funcționarilor, să fi servit, în orice epocă, unei ani consecutivi, pentru a fi considerat de drept, stabil și definitiv, conform acelei legi, ci potrivit art. 64, se cere ca vechimea de serviciu de 5 ani consecutivă să fie împlinită la punerea în aplicare a legii menționate. Prin urmare, stagiul de 5 ani consecutivi trebuie să preceadă nemijlocit data de 1 Ianuarie 1924, când legea Statutului funcționarilor publici a intrat în vigoare. (Cas. III, 163 din 21 Ian. 1925, Jur. Rom. 5/925, Pand. Săpt. 1/1925).

**193.** Potrivit art. 32 al. 7 din Legea Curții de Casație, cererile de recurs în cazurile enumerate de art. 5 § III litera f., nu vor fi primite de cât numai



dacă prin actele administrative arătate în acel articol s'ar violă un drept al recurentului.

Prin urmare, când recurentul susține numai că, prin actul atacat s'ar fi violat dispozițiile legii relative la numirile profesorilor universitari, fără însă a arăta și dovedi, că prin această pretinsă călcarea a legii i s'ar fi atins vre-un drept, fie chiar și eventual asupra catedrei la care ar fi fost numit

un alt profesor contra legii. Simplele interese negarantate de lege ori cât de serioase ar fi, nu pot servi de bază unui recurs în contencios și un atare recurs urmează a se respinge ca inadmisibil. (Cas. III, 160 din 21 Ian. 1925, Jur. Rom. 5/925).

194. A se vedeă: art. 328, nota 2; art. 480 cu notele respective; art. 998 cu notele respective; art. 999 cu notele respective; art. 1201, nota 364.

**Art. 1001.** — Proprietarul unui animal, sau acela care se servește cu dânsul, în cursul serviciului, este responsabil de prejudiciul cauzat de animal, sau că animalul se află sub paza sa, sau că a scăpat. (Civ. 999; C. pen. 385 § 12 și 13, 389 § 3, 4 și 8, 393 § 2; L. pol. rur. 30 urm., 103; Civ. Fr. 1385).

*Text. fr. Art. 1385.* — Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 769-772;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2941 urm.;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a p. 818, 819;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 369, 396, urm., 401;  
 DALLOZ, *Rép. Responsabilité* 713 urm.; *Suppl. Responsabilité*, 907 urm., 930;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 366 bis, II;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 357 urm.; V, p. 4, 197 urm., 284 urm., 335, 368, 404, 424 urm., 542, 553, 590;  
 DEMOLOMBE, XXXI, 648, 649, 652, 654, 655;  
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;  
 HUC, VIII, 450, 451;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1385, n. 5-7, 9, 13, 14;  
 LAURENT, XX, 628, 629;  
 MOURLON, ed. 7-a II, p. 875 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 918;  
 SALEILLES, *Obligations*, ed. 3-a, p. 418 nota 1, 439, 444.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 548, 560 urm.; (VII, p. 313 n. 1); *Observație* sub. Cas. Fr., 5 Febr. 1906 și Cas. Belg., 16 Oct. 1906. Dreptul 30/1907; *Observație* sub. Trib. com. Saint Etienne, 23 Aug. 1900. Curier Jud. 35/1902; *Notă* sub. Trib. Versailles, 11 Aug. 1920. Jurispr. Gen. 1924 No. 1615;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 436;  
 LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Despre ideea de subrogațiune*, p. 55 urm.;  
 MANDREA N., „Răspunderea pentru prejudiciul cauzat prin lucruri“. Dreptul 49/1909;  
 NACU, II, p. 510; „Despre delictе și quasi-delictе“. Dreptul 49/1902; „Faptele ilicite“. Curier Jud. 47, 48, 49/1909;  
 NICOLAU D. AL., *Notă* sub. Cas. II, 1603 din 20 Iunie 1922. Pand. Rom. 1924-I-158;  
 ȘTEFĂNESCU-PRIBOI C. D., *L'idée de faute et la responsabilité des choses inanimées*;  
 VRĂBIESCU G. NIC., „Lărgirea domeniului cauzelor din cari decurg răspunderile“. Curier Jud. 45/922.

**Art. 1002.** — Proprietarul unui edificiu este responsabil de prejudiciul cauzat prin ruina edificiului, când ruina este urmarea lipsei de întreținere, sau a unui vițiu de construcțiune. (Civ. 1435, 1483; C. P. 385 § 5, 393; Civ. Fr. 1386).

*Text. fr. Art. 1386.* — Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 772, 773;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2956 urm., 2967, 2968;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 819;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 369, 371, 399 urm., 401;  
 DALLOZ, *Rép. Responsabilité*, 749 urm.; *Suppl. Responsabilité*, 948 urm., 961;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 367 bis, I;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 357 urm.; V, p. 4, 199, 312 urm., 341 urm., 358 urm., 424 urm., 542, 553, 590;  
 DEMOLOMBE, XXXI, 660, 661, 664;  
 HUC, VIII, 454, 456-458;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1386, n. 2, 4, 7, 8, 10;  
 LAURENT, XX, 642, 643, 645, 646;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 875;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 924;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 418 nota 1.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, V, p. 548, 557, 573 urm.; *Observație* sub. Trib. civil Brescia, 4 Oct. 1913.  
 Pand. Rom. 1923-III-72; *Notă* sub. Trib. civil Bagnères-de-Bigorre, 14 Mai 1922.  
 Curier Jud. 12/925;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 436;  
 LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Despre ideea de subrogațiune*, p. 55 urm.;  
 MANDREA N., „Răspunderea pentru prejudiciul cauzat prin lucruri”. Dreptul 49/1909;  
 NACU, II, p. 510, 511, „Despre delictе și quasi-delictе”. Dreptul 49/1902; „Faptele ilicite”.  
 Curier Jud. 47, 48, 49/1909;  
 ȘTEFĂNESCU-PRIBOI C. D., *L'idée de faute et la responsabilité des choses inanimées*;  
 VRĂBIESCU G. NIC., „Lărgirea domeniului cauzelor din cari decurg răspunderile”. Curier  
 Jud. 45/922.

### Jurisprudență.

1. Cumpărătorul unui imobil, ca dobânditor de proprietate cu titlu particular, nu poate să fie responsabil de faptele personale ale fostului proprietar. Prin urmare, un asemenea cumpărător nu poate fi obligat la daune cauzate unui proprietar vecin, prin ridicarea nivelului terenului de către fostul proprietar. (Cas. I, 108/905, B. p. 273).
2. Potrivit art. 1002 din codul civil, proprietarul unui imobil este responsabil de stricăciunile aduse de imobilul său unui imobil vecin, dacă acea stricăciune provine din viciu de construcțiune sau rea întreținere. (Cas. I, 379 din 13 Nov. 1907, B. p. 1691 și Revista Judiciară 28/908).
3. Cuvântul *ruină* cuprins în art. 1002 înseamnă nu numai ruina totală, ci orice degradațiune vătămătoare imobilului vecin. (Cas. I, 379 din 13 Nov. 1907, B. p. 1691 și Revista Judic. 28/908).
4. În baza art. 1002 din codul civil, proprietarul este ținut de răspundere, fără ca proprietarul imobilului deteriorat să fie nevoit a dovedi că a comis vre-o culpă, ci numai că el e

proprietar și că stricăciunile provin din viciu de construcție sau rea întreținerea imobilului său. (Cas. I, 379 din 13 Nov. 1907, B. p. 1691 și Rev. Jud. 28/908).

5. Din conținutul art. 1002 din codul civil rezultă că proprietarul unui edificiu nu poate să fie obligat la daune, de cât numai atunci când ele sunt consecința ruinei edificiului provenită dintr'un viciu de construcțiune sau din o neglijență de întreținere care să-i fie imputabilă. (Trib. Ilfov, III, Dr. 42/910, p. 338).

6. Ideea de responsabilitate a proprietarului de paguba pricinuită de lucrurile sale neînsufletește rezultă din termenii art. 1000 și 1002 c. civ. și este întemeiată pe o prezumțiune de greșeală și de neglijență personală din partea proprietarului lucrului. (Trib. Brăila s. II, 1 Nov. 1919. Dreptul 19/920).

7. Neîntentarea acțiunei „damni infecti” de către cel eventual dăunat, nu constituie o decădere pentru acesta, că odată dauna pricinuită, să nu-și mai poată valorifica dreptul în justiție pe calea unei acțiuni în daune, de oare ce acțiunea „damni infecti”, creează numai un drept, o garanție asigurătoare, fără să impue nici o obligație sau vreo



decădere în caz de omisiune pentru cel eventual amenințat de a suferi un prejudiciu. (C. Apel Buc. s. I, 20 din 11 Febr. 1920. Dreptul 4/921. Pand. Rom. 1922, III, 18).

8. a) Deși art. 1002 c. civil, este relativ la responsabilitatea proprietarului unui edificiu la daunele cauzate cuiva prin ruina edificiiului său, cu condiție ca dauna produsă să fie consecința unei lipse de întreținere sau a unui viciu de construcție, totuși de aci nu rezultă că vecinul interesat nu are dreptul ca prin o acțiune directă și personală să ceară instanțelor judecătorești dărâmarea imobilului proprietarului vecin, din cauza pericolului actual și viitor, făcând să înceteze cu un mo-

ment mai de vreme, acest pericol iminent și care îi aduce o turburare în folosința sa și o stânjenire în dreptul de proprietate.

b) Acest drept de acțiune îl are pe baza principiilor generale care cărmuiesc materia acțiunilor, deși atât codul civil Român cât și cel francez pe care legiuitorul român l-a imitat, tac în această privință. Știut fiind că judecătorul în toate pricinile ce se prezintă, nu are dreptul să respingă o acțiune pe motivul că nu are text precis de lege, ci în asemenea cazuri trebuie să recurgă la principiile generale de drept și să dea soluția conform acestor principii. (Judec. Ocol Târgoviște 17 Dec. 1924, Curier Jud. 8/925).

**Art. 1003.** — Când delictul sau quasi-delictul este imputabil mai multor persoane, aceste persoane sunt ținute solidar pentru despăgubire <sup>1)</sup>. (Civ. 1039 urm., 1041; Pr. civ. 142; Civ. Ital. 1156).

*Text. ital. Art. 1156.* — Se il delitto o quasi delitto è imputabile a più persone, queste sono tenute in solido al risarcimento del danno cagionato.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 445, p. 749; § 447, p. 759;  
BAUDRY, *Précis*, II, 989, 1350;  
DALLOZ, *Suppl.*, Responsabilité 590;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 135 bis, III;  
DEMOLOMBE, XXVI, 279 urm.; XXXI, 156, 661, 692, 693;  
LAURENT, XVII, 318 urm.; XX, 541, 557, 561, 619;  
MARCADÉ, IV, p. 488, No. 604; V, art. 1382, 1383, No. 4, p. 277;  
PANDECTES FR., *Responsabilité*, 306 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 329, 349, 481 n. 2, 489 urm., 522 n. 2, 566, 578; (III, part. II, ed. 2-a, p. 328, 334; IV, part. I, ed. 2-a, p. 93; VI, p. 202; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 367 n. 2; IX, p. 164, 594, 658; XI, p. 428 n. 1);  
CANTACUZINO MATEI, p. 434, 530;  
HOZOC DIMITRIE, *Notă* sub Trib. Dorohoi 1716 din 27 Dec. 920. Curier Jud. 39/921;  
LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Despre ideea de subrogațiune*, p. 55 urm.;  
NACU, II, p. 503 urm.; „*Despre delictे și quasi-delictे*”. Dreptul 49/1902; „*Faptele ilicite*”. C. Jud. 47, 48, 49/1909.

#### INDEX ALFABETIC

Antreprenor 11  
Canalizare 11.  
Cooperatori 9, 10.  
Delictे conexe 14.  
Distrușterea semănaturilor 12.  
Executare 16.  
Fapt penal 1, 2, 3, 7.  
Furt 3, 6.  
Interes privat 16.  
Minor 8.  
Obște 12.  
Ordine publică 16.  
Pădurile Statului 5.  
Parte civilă 16.

Pășunarea vitelor 5.  
Penal fapt 1, 2, 3, 7.  
Posesie, tulburare 4.  
Primărie 11.  
Pronunțare din oficiu 1.  
Recurs 7, 16.  
Responsabilitate neegală 13.  
Tănuitori 1, 2, 3, 6, 7.  
Tulburare de posesie 4.  
Tutor 8.  
Urmărirea unora dintre debitori 15.  
Vânzare 8.

#### Jurisprudență.

1. Art. 1003 nu face nici o distincțiune în privința diferitelor grade de culpabilitate a mai multor persoane conlucrătoare la paguba rezultând din delict. Și doctrina prevede că în materie de delictे și crime solidaritatea este de drept asupra tuturor indivizilor, deci și asupra tănuitorilor. Iar judecătorii cată să o pronunțe chiar din oficiu fără chiar a fi propusă de partea civilă. (Cas. II, 353/Iun. 25/73, B. p. 142).

<sup>1)</sup> Art. 1003 Cod. Civil lipsește în codul francez; el este imprumutat de legiuitorul român din proiectul Codului Italian, art. 1156.

2. Din art. 1003 rezultă un principiu general aplicabil și în materie penală după care toate persoanele cari au cooperat la comiterea unui fapt penal într'un mod direct sau indirect, ca provocator, ca autor sau ca complice, răspund într'un mod solidar de prejudiciul cauzat prin săvârșirea aceluiași fapt penal. Așa fiind, este a se ști dacă prin tănuirea, în diferitele cazuri ale art. 53 c. pen. inculpatul se poate considera că a cooperat direct sau indirect la comiterea unui fapt penal, pentru ca să poată fi declarat răspunzător în mod solidar pentru tot prejudiciul cauzat. În această privință tănuirea în diferitele cazuri specificată de art. 53 c. pen., constituie un fapt penal independent, un delict *sui generis*, pentru care și codul penal, prin art. 54 și 55, stabilește o pedeapsă anume. De aci rezultă că tănuitorii, în cazul art. 53 c. p., nu se consideră a fi cooperat la săvârșirea faptului penal, nici direct nici indirect, că ei nu sunt co-autori nici complici, ceea ce se probează mai mult chiar și prin art. 52. Astfel fiind, tănuitorul nu poate fi declarat răspunzător solidar pentru tot prejudiciul cauzat printr'un fapt penal săvârșit de alții, ci el răspunde numai pentru prejudiciul ce s'a cauzat prin propriul fapt al său de tănuire. (Cas. II, 91/Febr. 9/74, B. p. 70).

3. Deși art. 53 c. pen., consideră pe cel ce cu bună știință va fi ascuns, cumpărat, etc., lucruri sau bani proveniți din furt sau oricare altă crimă ori delict, de tănuitor, iar nu complice, și art. 54 îl pedepsește nu ca complice ci ca autor al unui delict special prevăzut, și dacă s'ar putea zice că nefiind copărtași al unuia și aceluiași fapt, solidaritatea în privința despăgubirii civile nu se poate pronunța între fur și tănuitor. Totuși ei pot fi condamnați solidar la cheltuielile ce partea civilă a fost silită să facă pentru a putea reîntra în posesia obiectelor ce i-au fost furate și ascunse. Căci atât faptul că obiectele i-au fost furate, cât și acela că i-au fost ascunse și amândouă împreună i-au ocazionat această cheltuielă. Or, în virtutea art. 1003 c. civ., când faptul este imputabil mai multor persoane, aceste persoane sunt ținute solidar pentru despăgubire, iar art. 142 pr. civ., dă dreptul judecătorului între altele a pronunța solidaritatea în privința cheltuielilor de judecată când părțile sunt condamnate pentru cauză de fraudă, și faptul de a fură și ascunde obiecte de furat e un fapt fraudulos. (Cas. II, 213/Mai 5/81, B. p. 423).

4. După art. 1003, în caz de delict sau quasi-delict, pentru ca mai multe persoane să poată fi ținute solidar pentru despăgubire, se cere ca aceeași culpă să le fie imputabilă. Inșă, nu

identitatea naturei faptului sau a greșelii, ci comunitatea sau indivizibilitatea obiectului e cauza eficientă a obligațiunei accesorie a solidarității. Deci, când o călcare de pământ se face de mai multe persoane, nu se poate pronunța o condamnățiune solidară contra lor pentru venitul pământului călcat de cât numai când pământul s'a posedat într'un mod colectiv de toate acele persoane. (Apel Buc. III, 86, Februarie, 18/85, Dr. 33/85).

5. Ca element constitutiv al obligațiunei solidară pentru despăgubirile ce nasc din delict sau quasi-delict, se cere existența unei înțelegeri comune între delinquenți. Dacă dar nu se constată că între delinquenți a existat o înțelegere ca să introducă vitele lor în pădurea statului, cu drept cuvânt tribunalul îi obligă în parte la reparațiunile civile, în raport cu numărul de vite ce fiecare a introdus spre pășunare în acea pădure. (Cas. II, 294/Iun. 11/90, B. p. 842).

6. Persoanele cari, prin faptul ilegal ce săvârșesc împreună, cauzează civa prejudicii, sunt responsabile de a plăti solidar păgubașului despăgubirile cuvenite (art. 1003). Astfel, dacă de la fur, tănuitorul a cumpărat obiectele furate cu bună știință că sunt de furat, paguba suferită de păgubaș pentru valoarea acelor lucruri și alte daune cauzate până la judecarea procesului provin din faptele combinate a ambilor inculpați, și prin urmare, judecata face o bună aplicațiune a art. 1003, condamându-i solidar la plata despăgubirilor către păgubaș. (Cas. II, 338/Iun. 28/93, B. p. 664).

7. Tănuitorul declarat responsabil solidar pentru reparațiunile civile, împreună cu cei cari au comis delictul, din care au provenit lucrurile tănuite, nu este în drept să formuleze un motiv de casare în privința solidarității. Acest drept îl pot avea numai făptuitorii delictului. (Cas. II, 73/96, B. p. 127).

8. Minorul răspunde solidar de daune cauzate de delictul civil comis de tutorul său împreună cu un major, conf. art. 1003 codul civil. Faptul de a vinde același lucru la două diferite persoane este un delict civil, un fapt ilicit, imputabil greșelii sau neglijenței vânzătorului și care vatamă drepturile altuia. (Apel Buc. III, Dr. 66/904).

9. Cel ce cooperează la comiterea unui fapt ilicit urmează, conform art. 1003 din codul civil, să fie declarat responsabil solidar cu autorul de consecințele quasi delictului comis. (Cas. I, 9 Oct. 1909, B. p. 1072).

10. În virtutea art. 1003 c. civil, când delictul sau quasi-delictul este imputabil mai multor persoane, aceste persoane sunt ținute solidar pentru despăgubire.



Prin urmare, este aplicabilă solidaritatea prevăzută de acel articol, când Curtea constată că amândoi inculpații au cooperat la quasi-deliectul săvârșit, constând într'unul și același fapt. (Cas. II, 31 Mai 1913, B. p. 1224).

11. Când instanța de fond constată în fapt că atât antreprenorii cari au lucrat la canalizarea unui oraș, cât și Primăria acelui oraș, sunt în culpă pentru stricăciunile cauzate unor imobile din cauza infiltrațiunii apelor ce s'au strâns în tranșeele lăsate deschise, în acest caz culpa fiind constatată pentru fiecare din părți, instanța de fond nu mai este ținută să examineze, cum pretinde recurentul, raportul juridic ce a existat între antreprenori și Primărie și să decidă dacă una din părți e ținută la răspundere pentru cealaltă în virtutea acestor raporturi. În acest caz, fiind constatată că quasi-deliect este imputabil amândorora, cu drept cuvânt Curtea de Apel le obligă la desdăunare în mod solidar, conform art. 1003 c. civ. (Cas. I, No. 30, 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 237).

12. Obștea poate fi declarată responsabilă conf. art. 1003 c. civ., când se constată că stricăciunile cauzate de membrii săi au fost făcute de locuitorii cari erau membrii în obște, constituită de agronomul regional conform legii.

Prin urmare, în specie, constatându-se că locuitorii au devastat semănăturile apelantului reclamant și acești locuitori sunt membrii în obștea „Fotin Enescu” obștea poate fi condamnată la daune-interese față de păgubiți. (C. Apel Buc. s. II, 127 din 25 Mai 1920. Curier Jud. 10/921, Pand. Rom. 1922, III, 23).

13. Responsabilitatea între codeliquenți fiind principal inegală, indemnitatea fie căruia este proporțională cu gravitatea culpei. (Trib. Dorohoi, 1716 din 27 Dec. 1920. Curier Jud. 39, 1921).

14. Art. 1003 cod. civ., stabilește răspunderea solidară când deliectul este imputabil mai multor persoane; ceea ce justifică această solidaritate legală, este ideia unei culpe comune tuturor persoanelor cari au săvârșit deliectul

în care nu se poate determina partea de răspundere individuală, așa că fiecare trebuie ținut răspunzător de întreg prejudiciul cauzat prin deliect.

Tot în mod solidar trebuie să răspundă și cei ce săvârșesc deliecte diferite, cari primesc calificări penale deosebite, dar sunt conexe, de oare ce și în acest caz prejudiciul este rezultatul acțiunii mai multora, și nu se poate determina în mod exact quantumul daunei ce a cauzat fiecare prin deliectul său. (Cas. II, dec. pen. 163 din 30 Ian. 1923, Jur. Rom. 13-14/923).

15. Conf. art. 1003 c. c., atunci când quasi-deliectul e imputabil mai multor persoane, aceștia sunt ținute solidar pentru despăgubire, adică, cu alte cuvinte, obligațiunea de desdăunare izvorită dintr'un quasi-deliect comis de mai mulți inși, este o obligațiune solidară.

În acest caz urmărirea ce o face creditorul numai contra a o parte din debitori va fi legală și admiterea ei posibilă în drept, căci conform art. 1042 c. c., debitorii unei obligațiuni solidară, singuri urmăriți de creditor, nu-i vor putea opune beneficiul diviziunii. (Judec. Băra-Roman, 36 din 13 Mart. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1199).

16. Solidaritatea fiind creată în interesul părții civile, pentru a-i da acesteia o mai mare garanție în ceea ce privește plata despăgubirilor acordate, putând a le executa, fie în contra tuturor, fie numai contra celui debitor care este mai solvabil, precum și în interesul fiecărui coinculpat, făcând ca fiecare să suporte în mod egal repararea prejudiciului cauzat, prin aceea că se va putea întoarce cu acțiune în contra celorlalți coinculpați, atunci când unul singur ar fi plătit daunele integral, urmează că este edictată numai pentru apărarea unor interese private cari nu ating întru nimic ordinea publică, astfel că nu poate fi invocată pentru prima oară la Curtea de Casație. (Cas. II, 1129/924, Jur. Gen. 1924, No. 1801).

17. A se vedea art. 998, Index „Solidaritate” și notele respective.

## CAPITOLUL VI.

### Despre deosebitelile speciilor de obligațiuni.

#### Secțiunea I. — Despre obligațiunile condiționale.

##### § 1. Despre condițiune în genere și despre deosebitelile sale speciilor.

**Art. 1004.** — Obligațiunea este condițională, când perfecțiunea ei depinde de un eveniment viitor și necert. (Civil 925 urm., 1017, 1019; Pr. civ. 589; Civ. Fr. 1168).

*Text. fr. Art. 1168* — L'obligation est conditionnelle l'orsqu'on la fait dépendre d'un événement futur et incertain, soit en la suspendant jusqu'à ce que l'événement arrive, soit en la résiliant, selon que l'événement arrivera ou n'arrivera pas.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 61; IV, ed. 5-a, p. 95, 96;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 777;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 84; II, p. 157;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1048 urm., 1099 urm.; *Suppl. Obligations*, 380 urm., 414 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 89, 89 bis;  
 DEMOLOMBE, XXV, 283, 285;  
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1168, n° 8; 1169, 1171, n° 2;  
 LAURENT, XVII, 33, 34, 67;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 608 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 374 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 22, 24; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 173, 418 n. 1, 550 nota; IV, part. II, ed. 2-a, p. 307; V, p. 298);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 105, 515;  
 NACU, II, p. 524.  
 PETIT EUGEN, *Notă sub. C. Apel Iași s. II*, 5 Mai 1921. *Pand. Rom.* 1922-II-104.

#### Jurisprudență.

1. Cu toate că obligațiile condiționale au acelaș caracter comun ca și obligațiile cu termen și anume evenimentul ales de părți este întotdeauna un eveniment viitor, în obligațiile cu termen însă, acest eveniment este absolut sigur că se va întâmpla spre de-

osebire de obligațiile condiționale în cari evenimentul viitor de care depinde perfectibilitatea convenției, nu este sigur și el poate să se întâmple sau nu independent de voința părților. (C. Apel Galați S. I, 4 din 8 Mart. 1921, *Dreptul* 20/921, *Pand. Rom.* 1922, III, 31).

**Art. 1005.** — Condițiunea cauzală este aceea ce depinde de azard și care nu este nici în puterea creditorului, nici într'aceea a debitorului. (Civ. Fr. 1169; Civ. Ital. 1159).

*Text. fr. Art. 1169.* — La condition casuelle est celle qui dépend du hasard, et qui n'est nullement au pouvoir du créancier ni du débiteur.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 85; II, p. 159;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1145 urm.;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1193 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 608 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 374 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 24 urm., 30 urm., 40 urm., 430, 435 n. 2, 437, 439; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 16, 371, 375; IV, part. II, ed. 2-a, p. 313 n. 3);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 106, 518;  
 NACU, II, p. 526.

**Art. 1006.** — Condițiunea potestativă este aceea care face să depindă perfectarea convențiunei de un eveniment, pe care și una și alta din părțile contractante poate să-l facă a se întâmpla, sau poate să-l împedice. (Civ. 822, 1010; Civ. Fr. 1170; Civ. Ital. 1159).



*Text. fr. Art. 1170.* — La condition *potestative* est celle qui fait dépendre l'exécution de la convention, d'un événement qu'il est au pouvoir de l'une ou de l'autre des parties contractantes de faire arriver ou d'empêcher.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 96;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 785;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 85; II, p. 159;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1147 urm.; *Suppl. Obligations*, 430 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 90 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XXV, 289;  
 HUC, VII, 245;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1169-1171;  
 LAURENT, XVII, 53;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1194;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 608 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 374 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 24 urm., 30 urm., 40 urm., 430, 435 n. 2, 437, 439; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 371-373; IV, part. II, ed. 2-a, p. 551); *Notă* sub. Trib. Angoulême (Charente) 4 Mai 1921. *Jurispr. Gen.* 16/1923 No. 1202;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 106, 383, 518;  
 CRĂCIUN EUGEN, *Notă* sub. Cas. II, 342 din 4 Iulie 923. *Pand. Rom.* 1924-I-268;  
 NACU, II, p. 526;  
 PERIETEANU GR. I. (IPER), *Notă* sub. C. Apel Buc. s. I, V, 249 din 12 Sept. 1924. *Curier Jud.* 33/924.

#### Jurisprudență.

1. Este casabilă hotărârea care, interpretând clauzele unui contract sinalagmatic și cu titlu oneros, îl transformă într-o liberalitate condițională a uneia din părți, căci prin această interpretare a schimbat însăși natura actului. (Cas. I, 408/906, B. p. 1609).

2. Doctrina și jurisprudența admit două feluri de condițiuni potestative: una simplă potestativă; arătată în art. 1006 Cod. civil, aceea a cărei perfectibilitate depinde de un eveniment, pe care și una și alta din părțile contractante poate a-l face sau împiedica

de a se face; și alta pur potestativă, cuprinsă în art. 1010 Cod. civ. care depinde de voința debitorului și care atrage nulitatea contractului. Astfel, când un uzufructuar, arendând bunul asupra căruia are uzufructul său, pune în contractul de arendare o condițiune, prin care mai prelungeste acest contract, dacă arendașul nu va reuși a cumpăra acel imobil de la nudul proprietar, această condițiune este simplu potestativă, căci nu depinde numai de voința arendașului, ci și de a nudului proprietar și, deci, nu poate atrage nulitatea contractului. (Trib. Tecuci C. Jud. 63/903).

**Art. 1007.** Condițiunea mixtă este aceea care depinde totdeodată de voința uneia din părțile contractante și de aceea a unei alte persoane. (Civ. Fr. 1171; Civ. Ital. 1159).

*Text. fr. Art. 1171.* — La condition *mixte* est celle qui dépend tout à la fois de la volonté d'une des parties contractantes, et de la volonté d'un tiers.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 96;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 786;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 85; II, p. 159;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1163; *Suppl. Obligations*, 430 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXV, 290;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1195;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 608 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 374 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 24 urm., 30 urm., 40 urm., 430, 435 n. 2, 437, 439; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 371, 375 nota, 378; IV, part. II, ed. 2-a, p. 313 n. 3; V, p. 367 n. 1);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 383, 518;  
 NACU, II, p. 526;  
 PERIȚEANU GR. I. (IPER), *Notă* sub. C. Apel Buc. s. I, V, 249 din 12 Sept. 1924. *Curier Jud.* 33/924.

**Art. 1008.** — Condițiunea imposibilă sau contrarie bunelor moravuri, sau proihibită de lege, este nulă, și desființează convențiunea ce depinde de dânsa. (Civ. 5, 966, 968, 1009 urm., 1223, 1492; Civ. Fr. 1172).

*Text. fr. Art. 1172.* — Toute condition d'une chose impossible, ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle, et rend nulle la convention qui en dépend.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 63-66; IV, ed. 5-a, p. 99-101, 103;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 753-755, 757, 758, 761;  
 CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 441 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 7-a, I, p. 63, 84, 86; II, p. 161, 162; ed. 1-a, III, p. 633, 638;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1121 urm.; *Suppl. Obligations*, 419 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 92;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 596, 597;  
 DEMOLOMBE, XVIII, 223, 316; XXV, 300, 303, 304;  
 GLASSON, II, p. 261;  
 HUC, VII, 247;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1172, 1173, n° 3, 17, 18;  
 LAURENT, XVII, 39-42, 44-48, 50;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 608 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 374 urm.; III, ed. 2-a, No. 3033.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 34, 35 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 16, 173 urm., 377, 409, 685; IV, part. II, ed. 2-a, p. 306, 315, 547, 553; V, p. 367 n. 1; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 33, 34, 526 t. și n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 138; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 22 Nov. 1906. Dreptul 5/1907; *Observație* sub. Trib. Neamț din 21 Nov. 1906. Dreptul 8/1907; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. III, 31 din 25 Ian. 1907. Dreptul 28/1907; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 19 Nov. 907. Dreptul 11/1908; *Observație* sub. C. Apel Iași s. II, 82 din 23 Iunie 1908. Dreptul 68/1908; *Observație* sub. Trib. civil Audenarde (Belgia), 27 Nov. 1908. Dreptul 31/1909; *Observație* sub. Trib. civil Louviers 16 Iunie 99; *Curier Jud.* 25/1900; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 28 April 1881; *Curier Jud.* 14/1901; „Clauza de inalienabilitate cuprinsă într-o donație sau testament“. *Curier Jud.* 72/1901; *Observație* sub. Trib. Brăila s. II, 18 Mai 1901. *Curier Jud.* 73/1901; *Observație* sub. Judec. ocol. II Iași, 4115 din 27 Nov. 1901. *Curier Jud.* 17/902; *Observație* sub. Cas. II, 56 din 8 Febr. 902; *Curier Jud.* 18/902; *Observație* sub. C. Apel Galați s. I, 65 din 7 Mai 1902. *Curier Jud.* 25/923; *Observație* sub. Trib. Dorohoi, 355 din 22 Sept. 1903. *Curier Jud.* 1/1904; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 87 din 28 Mai 904. *Curier Jud.* 67/904. *Observație* sub. Trib. Amiens 7 Dec. 1923. *Pand. Rom.* 1924-III-140; *Notă* sub. Trib. Bayonne, Basses-Pyrénées, 18 April 1921. *Jur. Gen.* 1925 No. 198;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 318 și urm.; 520, 521;  
 CRĂCIUN EUGEN, *Notă* sub. Cas. I, 342 din 4 Iulie 923. *Pand. Rom.* 1924-III-65;  
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 229 urm.: „Testamentele făcute sub o condiție peste puțină sau neiertată“;  
 EMMANUEL EUG., *Nota* sub. Trib. Ilfov. s. notariat 292 din 5 Nov. 920. *Curier Jud.* 31/921;  
 GEORGEAN N., *Observație* sub. Trib. Dorohoi, 394 din 28 Nov. 1922. *Pand. Rom.* 1924-III-65;  
 GHELMEGEANU M., *Observație* sub. Cas. Req. 16 Ian. 1923. *Pand. Rom.* 1923-III-153;  
 MEITANI GEORGE (fiu), „Despre condiția ilicită, imposibilă sau contra bunelor moravuri, înscrisă într-o donație sau într'un testament“. *Dreptul* 82/1901, 11/1902;  
 NACU, II, p. 234 urm., 530, 531;



- PĂRVULESCU G., „Condițiunile imposibile și ilicite puse într'un testament și o donație”. Dreptul 20/1903;  
 POPOVICI AT. N. NICOLAE, „Condițiunile ilicite, imposibile sau contrare bunelor moravuri anulează testamentul”. Revista Critică No. 5/912;  
 RĂDULESCU SILIU, Observație sub. Trib. Ilfov s. III, 173 din 24 Febr. 1909. Dreptul 36/1913;  
 STĂTESCU ST., „Concluziuni” Curier Jud. 18/902.

## INDEX ALFABETIC

A acțiune (interzicere) 1, 5, 16.	Credit funciar urban 4.
Advocat-revizor 4.	Donațiune 8.
Antreprenor 5.	Dotă 17.
Anulare, a se vedea „Nulitate”.	Funcționar public 4.
Apreciere suverană 15.	Illicită clauză 19.
Arendare 1.	Illicită condiție 11, 12, 13, 19.
Calimach Cod 13.	Intenția testatorului 6, 10, 15.
Clauză ilicită 19.	Interpretare 15.
Clauză penală 3.	Invocare 8.
Condiție de a nu se căsători 7, 9.	Nulitate 2, 3, 5, 6, 7, 8, 12, 13, 14, 19.
Condiție contra bunelor moravuri 7, 14, 18.	Ordine publică 2, 7, 9, 11, 16, 17.
Condiție de neînstrăinare 7, 8, 9, 12, 14, 17.	Rezerva 2.
Condiție ilicită 11, 12, 13, 19.	Stat 1.
Condiție imposibilă 6, 14, 18.	Successiune 2.
Condiție prohibită de lege 14.	Testament 3, 6, 7, 9-15, 18.
	Uzufruct 8.

## Jurisprudență.

1. Clauza prevăzută prin art. 96 din contractul de arendare intervine între stat și arendaș, după care arendașul nu poate urmări judecata cu statul în daune de cât după ce în prealabil va achita sumele care statul constată că i-a rămas dator, nefiind de cât aplicațiunea principiului general după care într'un contract sinalagmatic nici una din părți nu poate cere executarea contractului până ce preabil nu va fi executat obligația sa, cu drept cuvânt nu se consideră ca o condiție ilicită și contrarie bunelor moravuri. (Cas. I, 187. Iun. 3/86, B. p. 479).

2. Rezerva cu toate că consistă în un drept pecuniar care în general este de interes privat lăsat de legiuitor la libera convențiune a părților interesate, cu toate acestea în vederea datorilor ce părinții au de îndeplinit către acei cărora le a dat viață și în interesul familiei, legiuitorul a stabilit rezerva și nu le-a permis de a dispune de toate bunurile lor când lasă descendenți, de unde rezultă că ea este de ordine publică și prin urmare orice clauză care ar tinde la înlăturarea sau reducerea ei este contrarie legii și ea atare nulă. (Apel Buc. I, Apr. 13/94, Dr. 40/94).

3. Deși în principiu condițiunea de a nu ataca un testament, nu este prin sine însăși imorală sau contrarie legii, pentru că tinde a menține voința testatorului, voință care face lege, dar dacă voința acestuia este nelegitimă nu o poate face a se menține adăogându-i o clauză penală, și în asemenea

caz dispozițiunea principală fiind nulă și clauza penală este asemenea nulă. (Apel Buc. I, Apr. 13/94, Dr. 40/94).

4. Dacă în principiu libertatea convențiilor își are sancțiunea prin mijloace legale de execuțiune puse la îndemâna contractanților, legiuitorul într'un înalt interes de ordine socială a tărmurit această libertate, neacordând nici o eficacitate convențiilor care au o cauză proibită de legi sau când acele cauze sunt contrarii ordinii și bunelor moravuri. Pe de altă parte, din toată economia legislațiunii noastre rezultă un principiu constant de care au fost călăuziți legiuitorii noștri, prohibițiunea pe cât este posibil a funcționarilor publici sau celor însărcinați cu atribuțiuni speciale în instituțiunile de credit cu ocupațiuni private, care le-ar da ocaziunea de a se găsi într'un moment dat în apărarea a două interese contrarii, adică a misiunii ce o exercită ca funcționar sau impieगत al serviciului de care depinde și al serviciului privat pe care-l mai poate lua în această calitate. Dacă această incompatibilitate a fost decretată în scop ca nu cumva acel ce s'a îmbrăcat cu însărcinări ce reprezintă servicii în interese contrarii să nu sacrifice vre-unul din ele, este în primul loc necesar, în interesul ordinii publice, să nu se facă speculațiuni în instituțiunile de credit care au nevoie de cea mai bună credință și corectitudine. Deci dar, un avocat-revizor al creditului funciar urban nu se poate valabil învoi cu solicitatorii de împrumuturi de a-i plăti o sumă oare care pentru stăruința ce ar pune în realizarea împrumuturilor. (Trib. Iași, II, Oct. 5/93, Curier Jud. 10/94).

5. Clauza prin care antreprenorul este oprit de a recurge la instanțele judecătorești în caz când ar fi împiedecat de a se folosi de drepturile concepute lui prin contract, este o clauză ilicită, pentru că conține dispozițiuni contrarii ordinii publice, neputând fi nimeni judecător în propria sa cauză. (Trib. Prahova II, Nov. 22/93, Dr. 38/94).

6. Condiția imposibilă dintr'un testament anulează întregul testament, când din împrejurările de fapt rezultă că acea condiție a fost cauza determinantă a dispoziției principale. (Apel Iași I, Dr. 69/90; In acelaș sens; C. Apel Iași s. I, 144 din 23 Oct. 1899. Dreptul 6/1900).

7. Condițiile puse legatarului de că-

tre testator, de a nu înstrăina bunul legat și de a nu se căsători, căci contrariu va pierde legatul pentru todeauna, fiind contrarii ordinii publice și bunelor moravuri, sunt ilicite și asemenea condiții anulează liberalitatea, legatul. Această teorie admisă ca doctrină juridică, e cu totul conformă principiilor generale de interpretare și se explică ușor în rațiune. Codul francez art. 900 nu anulează liberalitatea ci consideră condițiile ca nescrise. (Trib. Brăila II, C. Jud. 73/901).

8. Donațiunea fiind, în esența sa, o simplă convenție, chiar în ipoteza când s'ar admite că în specie ar constitui în sine un uzufruct în favoarea donatorului, totuși, conform principiului general din art. 1008 c. c., clauza inalienabilității anulează întreaga convenție și o asemenea nulitate se poate invoca atât de donatar cât și de donatoare. (Apel Buc. I, C. Jud. 18/902).

9. Condițiunea impusă legatarii, de a nu se mărită, sub pedeapsă de a pierde legatul, nu este contrarie ordinii publice, dacă ea a fost dictată dintr'un sentiment binevoitor al testatorului, care făcând o liberalitate poate, în același timp, să ia măsuri, spre a pune pe legatară la adăpost de consecințele incapacității sale, și de a o împiedeca să devie obiectul lăcomiei oamenilor ce se însoară de speculă. Proibițiunea vremelnică făcută în interesul chiar al legatarului, de a nu înstrăina imobilul legat, neavând de rezultat scoaterea în mod absolut din circulațiune a imobilului, nu este contrarie ordinii publice și, ca atare, este valabilă. (Apel Galați I, Dr. 69/902).

10. Dispoziția art. 1008, fiind privitoare la nulități, nu se poate întinde pe cale de interpretare, așa că nu se poate aplica decât la contracte, iar nu și la testamente. Judecătorul, având o latitudine ce-i permite să respecte prohibițiile legii și în același timp și intenția probabilă a testatorului, poate să declare ca nescrise dispozițiile ilicite și să mențină legatul ca pur și simplu, când din natura și termenii dispoziției ar rezulta că cauza determinantă a fost liberalitatea iar nu condiția și din contră poate să anuleze totul, când ar fi convins că ceea ce a predominat în intenția testatorului a fost îndeplinirea condiției. (Cas. I, 127/904, B. p. 362).

11. Nici un text de lege nu prevede nulitatea unei dispozițiuni testamentare, de care se leagă o condiție ilicită și contrarie ordinii publice. O asemenea clauză trebuie considerată ca nescrisă. (Trib. Neamț, C. Jud. 8/907).

12. Condiția ilicită cuprinsă într'un testament, precum este clauza de neînstrăinare perpetuă a averii legate, are de efect anularea întregului testament, în baza art. 5 cod. civ., cât și a

eliminării art. 900 din codul francez care, admitând soluția contrarie, constituie o derogare de la dreptul comun, derogare neadmisă de legiuitorul nostru. (Apel Iași I, Dr. 5/907).

13. Clauza ilicită cuprinsă într'un testament, nu se consideră numai ca nescrisă, după cum pe nedrept s'a decis în cele mai multe cazuri de către Jurisprudența noastră, ci anulează întregul testament, după cum anulează și convenția prin aplicarea art. 1008 c. civil. Această soluție, care se impune în legislația noastră, rezultă atât din art. 5 codul civil, care modifică art. 6 corespunzător din codul francez, cât și din eliminarea constientă a art. 900 din codul francez, pe care doctrina franceză îl critică cu drept cuvânt. Dispozițiile contrare ale codului Calimach, care admitea soluția consacrată de art. 900 cod. fr., au fost abrogate prin art. 1912 din codul civil. (Apel Iași II, Dr. 68/908, p. 557).

14. Dispoziția art. 1008 din codul civil, care prevede că condiția imposibilă, contrarie bunelor moravuri sau prohibită de lege, este nulă și desființează convenția care depinde de dânsa, fiind privitoare la nulități, nu se poate întinde pe cale de interpretare și nu se poate aplica decât la convenții, operă a părților contractante, iar nu și la testament, operă numai a testatorului.

Prin urmare, instanța de fond aplică greșit art. 1008 din codul civil, când judecă în drept că condiția ilicită dintr'un testament (cum este aceea a neînstrăinării perpetue a averii testată) atrage prin ea însăși nulitatea testamentului. (Cas. I, 199 din 12 Mai 1908, B. p. 818. Revista Judiciară 4/908).

15. Chestiunea de a se ști dacă un testament este supus vreunei condițiuni care afectează existența celui testament și a legatelor, e o chestiune de apreciere a intenției testatorului pe care instanța de fond o deduce din întregul context al testamentului, fără ca hotărîrea sa în această privință să poată fi supusă cenzurii Curții de casție. (Cas. s. I, 189/912. Curier Jud. 27/1912).

16. Când printr'o clauză din contract s'a stipulat că uneia din părți i se interzice dreptul de a se judeca cu cealaltă parte într'un proces derivând din neexecutarea contractului încheiat, între ele, această clauză e contrară ordinii publice și judecătorul care ar respectă o astfel de clauză comite o denegare de dreptate în sensul art. 3 codul civil.

Prin urmare în specie, finele de neprimire rădicat de intimată ca apelantul nu poate să se judece cu dânsa pentru neplata arendeii moșiei, de oarece, s'a interzis acest drept prin contractul de arendă, dacă nu dovedește că s'au a-



chitat toate câștiurile exigibile urmează a se respinge. (C. Apel Buc. s. IV, 108 din 1 Iunie 1920, Curier Jud. 1/921, Pand. Rom. 1922, III, 23).

17. Clauzele dintr'un act dotal prin cari se interzice înstrăinarea imobilelor dotale chiar în cazurile prevăzute de lege și chiar cu autorizarea justiției, aceea prin care se interzice soților dreptul de a înstrăina și utiliza veniturile dotale, aceea prin care se continuă regimul dotal și după desfacerea căsătoriei prin moartea unuia din soți, aceea prin care se schimbă ordinea succesiunilor între soți și descendenții lor întru cât toate aceste clauze cari sunt contrare ordinii publice nu pot fi privite ca niște condițiuni, de oarece ele nu constituie niște evenimente viitoare și nesigure de la cari să depindă, fie nașterea, fie stingerea obligației și nici ca constituind cauza convențiunei, în care caz nulitatea lor ar atrage inexistența contractului căci ar lipsi unul din elementele esențiale pentru validitatea lui, ei ca niște simple modalități cari separabile fiind de restul contractului pot să dispară dintr'însul, clauzele de mai sus vor fi

considerate ca nescrise, neavând nici o influență asupra contractului care va rămâne valabil pentru rest. (Trib. Ilfov s. Not. 292 din 5 Nov. 1920, Curier Jud. 31/921).

18. Condițiunea imposibilă sau contrară bunelor moravuri sau prohibită de lege înserată într'un testament, anulează liberalitatea ce depinde de dânsa în virtutea art. 5 și 1008 c. civ. (Trib. Dorohoi, 394 din 28 Nov. 1922, Jur. Gen. 1923, No. 1261).

19. Spre deosebire de condițiune — eveniment viitor și nesigur, de care depinde nașterea sau stingerea unei obligațiuni — și care, ilicită anulează întreaga convenție (art. 1008 c. civil), clauza ilicită se consideră nescrisă, convențiunea păstrându-și validitatea în restul cuprinsului ei. (Cas. II, 342 din 4 Iulie 1923, Pand. Rom. 1924, I, 268).

20. A se vedea: art. 5, Index „Condiția ilicită, imorală, imposibilă“, „Donațiuni“, „Testamente“ și notele respective; art. 244, notele 1, 24, 25, 27; art. 695, notele 1, 5; art. 803, Index „Condiție ilicită, imposibilă“ și notele respective; art. 966, nota 7.

**Art. 1009.** — Condițiunea de a nu face un lucru imposibil nu face ca obligațiunea contractată sub această condițiune, să fie nulă. (Civ. 1008; Civ. Fr. 1173).

*Text. fr. Art. 1173.* — La condition de ne pas faire une chose impossible ne rend pas nulle l'obligation contractée sous cette condition.

#### Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 161;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1121 urm.; *Suppl. Obligations*, 419 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 608 urm.;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 374 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 34, 35 urm.; „Efectele subrogațiunei în caz de plata parțială“.  
Dreptul 18/1900;  
CANTACUZINO MATEI, p. 520, 521;  
NACU, II, p. 530, 531.

**Art. 1010.** — Obligațiunea este nulă când s'a contractat sub o condițiune potestativă, din partea celui ce se obligă. (Civ. 822, 1006, 1007, 1014, 1372; Civ. Fr. 1174).

*Text. fr. Art. 1174.* — Toute obligation est nulle lorsqu'elle a été contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 60, 66, 67; IV, ed. 5-a, p. 103-106;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 781, 782;

**Art. 1014.** — Condițiunea este reputată ca îndeplinită, când debitorul obligat, sub această condițiune, a împedecat îndeplinirea ei. (Civ. 1010, 1200, 1202; Civ. Fr. 1178).

*Text. fr. Art. 1178.* — La condition est réputée accomplie lorsque c'est le débiteur, obligé sous cette condition, qui en a empêché l'accomplissement.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 70; IV, ed. 5-a, p. 109;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 807;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 163, 165;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1241 urm.; *Suppl. Obligations*, 490 urm.;  
 DEMOGUE I, *Sources des obligations*, I, p. 486, 488;  
 DEMOLOMBE, XXV, 350 urm.;  
 DUFOURMANTELLE ROGER, *La force majeure*;  
 HUC, VII, 253;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1178, n° 2 și 10;  
 LAURENT, XVII, 76;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 608 urm.;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 313-315; II, ed. 3-a, No. 388.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 42-48; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 314; IX, p. 300);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 520;  
 NACU, II, p. 533;  
 VELESCU ALEX., *Notă sub. Cas. I*; 207 din 21 Mai 1920. *Pand. Rom.* 1924-I-115;

#### Jurisprudență.

1. O condițiune rezolutorie mixtă conține ceva aleatoriu, fiindcă depinde de voința unui terțiu, dar depinde și de voința părții contractante și dacă partea împiedică prin fapta sa îndeplinirea condițiunii, în atare caz, condițiunea se consideră ca îndeplinită în baza art. 1014 Codul civil. (Apel Buc. III, *Dr.* 64/907).

2. Dacă s'a convenit ca o plată să se facă după luarea inscripțiunii ipotecare, aceasta fiind o condițiune, conform art. 1014 c. civ., se socotește îndeplinită, când nu s'a putut ajunge la luarea inscripțiunii din culpa părții care trebuia să facă plata, și ca atare este datoare să plătească suma convenită. (Trib. Ilfov I, No. 176/1915, *Dreptul* 1915 p. 356).

**Art. 1015.** — Condițiunea îndeplinită are efect din ziua în care angajamentul s'a contractat. Dacă creditorul a murit înaintea îndeplinirii condițiunii, drepturile sale trec erelor săi. (Civ. Fr. 1179).

*Text. fr. Art. 1179.* — La condition accomplie a un effet rétroactif au jour auquel l'engagement a été contracté. Si le créancier est mort avant l'accomplissement de la condition, ses droits passent à son héritier.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 73, 75-78; IV, 113-117, 119;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 823-825, 837, 838, 847, 848;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 319;  
 CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 55;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 87; II, p. 163, 164; ed. 1-a, III, p. 872;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1185 urm.; *Suppl. Obligations*, 445;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 98, 98 bis, II; 101 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XXV, 360, 363-365, 378, 386, 387, 390-395, 401;  
 HUC, VII, 254-256, 258, 260;



LAROMBIÈRE, II, art. 1179, n<sup>o</sup> 10; 1181, n<sup>o</sup> 4, 13;  
 LAURENT, XVII, 78, 79, 84, 86, 87, 101, 102;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 608 urm;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 313-315; II, ed. 3-a, No. 381.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 49 urm., 51, 55 urm., 73 nota, 95, 109, 672; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 173, 376, 411, 412, 703, 742; IV, part. II, ed. 2-a, p. 308, 330, 473, 544, 546; IX, p. 295 n. 3; X, p. 576, 666);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 106, 515;  
 NACU, II, p. 536 urm.

**Art. 1016.** — Creditorul poate, înaintea îndeplinirii condițiunii, să exercite toate actele conservatoare dreptului său. (Civ. 356, 731 urm., 1178, 1778, 1885; Civ. Fr. 1180).

*Text. fr. Art. 1180.* — Le créancier peut, avant que la condition soit accomplie, exercer tous les actes conservatoires de son droit.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 74, 75, 117; IV, ed. 5-a, p. 114, 115, 194;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 840, 843, 844;  
 CARRÉ ET CHAUVEAU, Q., 1926;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 87, 900; II, p. 58, 164;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1169 urm.; *Suppl. Obligations*, 32, 35, 445;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 99 bis; I, II; 100 bis, III;  
 DEMOLOMBE, XXV, 52, 362, 367, 369-371;  
 GARSONNET, IV, 1386, p. 332;  
 HUC, VII, 259;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1180, n<sup>o</sup> 2-4; 1181, n<sup>o</sup> 8, 18;  
 LAURENT, XVII, 80, 89, 90;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 608 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 380.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 109, 122; (III, part. II, ed. 2-a, p. 412 n. 3, 718, 767, 768, 813 nota; IV, part. I, ed. 2-a, p. 411, 472; IV, part. II, ed. 2-a, p. 202; V, p. 273; X, p. 660; XI, p. 201); *Observație* sub. Trib. civil Nantua (Ain), 9 Ian. 1923. *Pand. Rom.* 1924-III-123;  
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă*, sub. Cas. I, 985 din 15 Oct. 923. *Pand. Rom.* 1925-I-16;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 515;  
 CERBAN ALEX., *Nota* sub. Trib. Prahova S. I, 598 din 15 Nov. 922. *Curier Jud.* 33/923;  
 NACU, II, p. 535.

## Jurisprudență.

1. Dispozițiunea testamentară prin care se lasă unei fete o sumă oare care spre a i se da când se va mărită, este un legat sub condițiune suspensivă. Astfel, legatară nu are dreptul de a cere legatul decât atunci când condițiunea se va îndeplini. Și deși, după art. 1016, un creditor sub condițiune suspensivă, și prin urmare și un legatar, poate, înaintea îndeplinirii condițiunii, să exercite toate actele conservatoare dreptului său, aceasta însă nu implică dreptul de a face acte cari, având de obiect conservațiunea sau siguranța creanței sale, ar constitui

în același timp acte de urmărire. Astfel, a se obliga erezii a depune legatul la casa de depuneri înaintea îndeplinirii condițiunii, ar fi mai mult decât un act conservator, ar fi o urmărire și încă o privațiune la o dobândă mai mare de cât aceea la care ar putea pretinde dacă banii ar fi rămas în mâinile lor. (Apel Buc. III, Febr. 14/76, *Dr.* 11/76).

2. Din art. 455 pr. civ., combinat cu art. 1016 c. civ., rezultă evident și prin *a fortiori* că creditorii cu termen pot să-și exercite înaintea termenului actele de conservațiune pentru menținerea lor. Astfel, soția, în virtutea unei hotărâri prin care i se acordă o pen-

siune alimentară, poate popri în mâna debitorului soțului său o sumă oarecare spre a se consemna la casa de depuneri din care să se libereze soției lunar pensiunea alimentară. (Trib. Ilfov, not., 229, Oct. 21/82, Dr. 6/82).

3. Ori ce creditor, fără excepțiune, deci și soția, poate, în virtutea de titluri executorii, să urmărească și să poprească pentru sumele cuprinse în titlul său sumele datorite debitorului său de către un al treilea când ele sunt lichide și exigibile. Această măsură nu violează întru nimic art. 1242, care dă numai bărbatului administrarea averii dotale în timpul căsătoriei, de oare ce el, plătind la termen, va fi liber de a dispune de restul venitului său zestral. Astfel fiind, poprirea pentru suma exigibilă din pensiunea alimentară se poate menține, anulându-se poprirea numai pentru viitor, fiindcă sumele ce se vor datoră în viitor nu sunt nici lichide nici exigibile, conform legii, sequestrul astfel putând dura un timp îndelungat, neștiindu-se cât va dura divorțul între soți, și dreptul bărbatului asupra administrării averii dotale ar deveni iluzoriu. (Apel Buc. I, 76, Apr. 7/83, Dr. 40/83).

4. Rezultatul acțiunii de poprire, când se constată datoria sumei poprite din partea celui de al treilea, este de a se condamna acest din urmă irevocabil la plata, către creditorul următor, a sumei datorite, și hotărârile judecătorești neputând pronunța condamnățiunii eventuale, urmează de aci că nu se pot popri în mod valabil sumele ce depind de o eventualitate de a deveni sau nu exigibile. Astfel, cum contractul de arendă este un contract sinalagmatic în care condițiunea rezolutorie e subînțeleasă, și cum arendașul numai atunci e obligat de a-și îndeplini obligațiunile sale, urmează că plata căștiurilor fiind supusă unei eventualități, nu face obiectul unei poprii care trebuie să fie certă, iar nu eventuală. Și cum căștiurile sunt fructele civile sau veniturile imobilului arendat, creditorul, după art. 477 pr. ci-

vilă, voind să urmărească veniturile moșiei, va trebui să se conforme art. 477 și urm. pr. civ., aceste articole fiind imperative, iar nu să facă poprire. (Apel Iași, II, 10, Febr. 6/84, Dr. 33/84).

5. Creanța dotală a femeii contra soțului fiind condițională, femeia poate, conform art. 1016, să exercite toate acțiunile conservatorii dreptului său până când se va îndeplini condițiunea. Va putea dar cere înființarea sequestrului asigurător asupra averii mobile a soțului său de odată cu intentarea acțiunii în separațiune de patrimoniu. (Trib. Ilfov, notar., 449, Mart. 16/85, Dr. 32/85).

6. Ori ce creditor poate să poprească pentru sumele cuprinse în titlul său sumele sau efectele datorite debitorului său de către un al treilea, cu deosebire numai că cei cu titluri private sau cu titluri autentice neexecutorii sunt ținuți a da cautiune pentru daune-interese, după împrejurări (art. 455 pr. civ.). Prin urmare, prin cuvântul „sume datorite de un al treilea” nu trebuie înțeles numai decât „datorite actualmente”, adică în momentul poprirei, ci plecând dela principiul pus în art. 1718 c. civ., care prevede că ori ce avere a debitorului, prezente și viitoare, este gagiul comun al creditorilor săi, se admite că se pot popri în mâinile terțului, nu numai sumele datorite debitorului în momentul poprirei, ci și acelea ce i-ar datori în viitor. Astfel se poate popri în mâinile terțului sumele datorite de acesta debitorului sub o condițiune oarecare. Astfel, deși în momentul când s'a făcut poprirea, Creditul funciar nu datoră nimic celui ce voia a contracta un împrumut, nu e mai puțin adevărat însă că putea să-i datorească mai târziu dacă îi acordă împrumutul ce voia să contracteze; din momentul dar al realizării împrumutului Creditul e dator să rețină din împrumut suma poprită până ce justiția va decide cui trebuie să se dea. (Apel Galați, I, Mai 12/89, Dr. 48/89).

7. A se vedea și notele No. 7 și 8 de sub art. 250.

## § 2. Despre condițiunea suspensivă.

Art. 1017. — Obligațiunea, sub condițiune suspensivă, este aceea care depinde de un eveniment viitor și necert <sup>1)</sup>. Obligațiunea condițională nu se perfectă decât după îndeplinirea evenimentului. (Civ. 1004; 1012 urm., 1018, 1022 urm., 1295, 1302, 1770, 1885; Pr. civ. 591; C. com. 63; Civ. Fr. 1181).

1) Art. francez corespunzător 1181, continuă: „ou d'un événement actuellement arrivé, mais encore inconnu des parties. Dans le premier cas, l'obligation ne peut être exécutée qu'après l'événement. Dans le second cas, l'obligation a son effet du jour où elle a été contractée”.



*Text. fr. Art. 1181.* — L'obligation contractée sous une condition suspensive est celle qui dépend ou d'un événement futur et incertain, ou d'un événement actuellement arrivé, mais encore inconnu des parties.

Dans le premier cas, l'obligation ne peut être exécutée qu'après l'événement.

Dans le second cas, l'obligation a son effet du jour où elle a été contractée.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 70-73, 75; IV, ed. 5-a, p. 110-113, 116;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 832, 835, 849;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 157;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1164 urm.; *Suppl. Obligations*, 440 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 98 bis, I; 100 bis, II, III;  
 DEMOLOMBE, XXV, 356-358, 376, 380 urm., 399, 410;  
 HUC, VII, 244, 256, 257, 259;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1181, n. 2, 3, 5-8, 10, 16, 20;  
 LAURENT, XVII, 80, 82, 87, 88, 91-95, 100, 107;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1197;  
 MOULRON, ed. 7-a, II, p. 608 urm.;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 309, II, ed. 3-a, No. 374 urm., 1350.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 61 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 671, 711, 727; IV, part. II, ed. 2-a, p. 299, 307, 312, 330, 461);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 105, 515;  
 NACU, II, p. 538.

### Jurisprudență.

1. Până la sosirea evenimentului căruia îi este subordonată nașterea unei obligațiuni, e puțin rațional a admite ca constant încă de mai înainte neîndeplinirea lui, pentru a o lua de bază întru condamnarea persoanei ce este chemată pe viitor le executarea unei asemenea îndatoriri. (Apel. Buc. III, 299, Dec. 16/92, Dr. 4/93).

2. Chestiunea, dacă prelungirea unui contract s'a făcut sub o condițiune suspensivă sau că a dat naștere la două obligațiuni corelative, fiind o chestiune de fapt și de interpretare de convenție, intră în atributul suveran al instanțelor de fond și hotărîrea lor în această privință scapă censurei Curței de Casație, afară numai dacă prin interpretare s'a schimbat însăș natura tocmelei. (Cas. I, 181/900, B. p. 625).

3. Până când ordonanța de adjudecare rămâne definitivă, adjudecatorul nu poate fi considerat ca proprietar, astfel că orice convenții ar fi intervenit între el și arendașul imobilului vândut, în timpul acesta, nu pot fi rezolvate conform legii proprietarilor, ci urmează a se adresa instanțelor ordinare. (Trib. Bacău C. Jud. 6/906).

4. Obligațiunea sub condițiune suspensivă nu devine perfectă decât după îndeplinirea evenimentului ce părțile au în vedere; că atunci când în contract nu se prevede timpul în care evenimentul se va îndeplini, condițiunea nu poate fi considerată ca căzută decât când este sigur că evenimentul nu se va mai întâmpla. Astfel, convențiunea intervenită între un funcționar și Primărie, ca Primăria să-i dea funcțiunea ce solicită, iar dânsul să verse în fondul pensiunilor 10% din apunamente spre a-i servi pensiuine în virtutea unei legi viitoare, constituie o obligațiune sub condițiune suspensivă, și faptul funcționarilor de a cere restituirea reținerilor nu putea lua naștere decât din momentul ce legea la care părțile se referea nu se votă sau promulgă, iar nu și atunci când legea votându-se, funcționarul nu se găsea în nici unul din cazurile prevăzute de lege pentru a obține pensiuine, caz în care el nu are dreptul a cere restituirea reținerilor, întru cât ele nu sunt făcute fără cauză. (Cas. III, 31 Ian. 1907, B. p. 185).

5. A se vedea și nota No. 2 de sub art. 925.

**Art. 1018.** — Când obligațiunea este contractată sub o condițiune suspensivă, obiectul convențiunei rămâne în rizico-pericolul debitorului, care s'a obligat a-l da, în caz de îndeplinire a condițiunei.

Dacă obiectul a perit, în întregul său, fără greșeala debitorului, obligațiunea este stinsă.

Dacă obiectul s'a deteriorat, fără greșeala debitorului, creditorul este obligat a-l lua în starea în care se găsește, fără scădere în preț.

Dacă obiectul s'a deteriorat, prin greșeala debitorului, creditorul are dreptul sau să ceară desființarea obligațiunei, sau să ia lucrul în starea în care se găsește, cu daune-interese. (Civ. 1015, 1020, 1021, 1081, 1156 urm., 1355 urm.; Civ. Fr. 1182; Civ. Ital. 1163).

*Text. fr. Art. 1182.* — Lorsque l'obligation a été contractée sous une condition suspensive, la chose qui fait la matière de la convention demeure aux risques du débiteur qui ne s'est obligé de la livrer que dans le cas de l'événement de la condition.

Si la chose est entièrement périe sans la faute du débiteur, l'obligation est éteinte.

Si la chose s'est détériorée sans la faute du débiteur, le créancier a le choix ou de résoudre l'obligation, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, sans diminution du prix.

Si la chose s'est détériorée par la faute du débiteur, le créancier a le droit ou de résoudre l'obligation, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, avec des dommages et intérêts.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 71; IV, ed. 5-a, p. 111, 118;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 855;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 539;  
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 294 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 158, 165, 166, 168, 342, 343, 431;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1177 urm.; *Suppl. Obligations*, 449 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 101, 101 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XXV, 425, 427, 438, 439, 439 bis;  
 HUC, VII, 261;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1182, n. 1, 2, 11;  
 LAURENT, XVII, 96, 99;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 617, 618;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 374 urm., 1350.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 64 urm., 69 urm., 78 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 473);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 463, 517, 632;  
 DUMITRESCU A. M., II, 255;  
 NACU, II, p. 613 urm., 617.

#### § 3. Despre condițiunea rezolutorie.

**Art. 1019.** — Condițiunea rezolutorie este aceea care supune desființarea obligațiunei la un eveniment viitor și necert.

Ea nu suspendă execuțiunea obligațiunei, ci numai obligă pe creditor a restitui aceea ce a primit, în caz de îndeplinirea evenimentului prevăzut prin condițiune. (Civ. 1012 urm., 1015, 1081, 1091, 1372, 1770; Pr. civ. 590; Civ. Fr. 1183).



*Text. fr. Art. 1183.* — La condition résolutoire est celle qui, lorsqu'elle s'accomplit, opère la révocation de l'obligation, et qui remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé.

Elle ne suspend point l'exécution de l'obligation; elle oblige purement le créancier à restituer ce qu'il a reçu, dans le cas où l'événement prévu par la condition arrive.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 78-82; IV, ed. 5-a, p. 120-123, 125;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 823, 824, 865, 867 urm., 873-875, 877, 880, 882, 883 urm., 888, 892, 893, 898;  
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 439, 461 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 87; II, p. 163, 164, 165; ed. 1-a, III, p. 638;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1191 urm.; *Suppl. Obligations*, 456 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 102, 102 bis, II, III, IV; 104 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XXV, 446-450, 455-461, 472-474, 537-541;  
 HUC, VII, 264, 265;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1168 n. 29; 1183, n° 1-4, 7, 15, 36, 37, 45, 60, 63;  
 LAURENT, XVII, 83, 85, 103-111, 113-119; 153, 154, 212;  
 MICHAUX, *Traité pratique des testaments*, ed. 2-a, 1198;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 619;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1304-1306.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 71 urm., 94, 95, 744; III, part. II, ed. 2-a, p. 490 n. 1, 789, 813 nota, 838; IV, part. I, ed. 2-a, p. 401, 402, 411-413, 419, 422, 425, 495, 497, 742, IV; part. II, ed. 2-a, p. 299, 307 n. 1, 422, 461, 545, 546, 507 nota; V, p. 12, 158 n. 1, X, p. 110; XI, p. 187 n. 4;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 105, 106, 341, 515, 521;  
 DUMITRESCU, A. M., II, 715;  
 HOZOC D., *Pactul comisoriu expres*, p. 5 urm.;  
 NACU, II, p. 539, 540.

### Jurisprudență.

1. Drepturile reale constituite de un proprietar în virtutea unui titlu condițional, resolubil sau supus rescisiunii, urmează aceeași condițiune ca și dreptul proprietarului constituant. Legiuitorul nu face nici o distincțiune în favoarea terțiului care dobândește aceste drepturi chiar de bună credință. Prin urmare, anulându-se, titlul de proprietate al constituentului, trebuie să se anuleze și drepturile reale constituite în virtutea aceluși titlu, conform principiului *resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis*. (Trib. Ilfov I, Sept. 24/83, Dr. 75/83).

2. Clauza penală are de obiect de a asigura executarea unei obligațiuni, și creditorul poate cere îndeplinirea ei, oricâteori nu preferă executarea obligațiunii principale, așa cum partea în culpă se angajase prin contract ca să o îndeplinească.

Prin urmare, dacă una din părțile contractante a cerut rezilierea contractului, pe motiv că cealaltă parte nu și-a îndeplinit obligațiunile sale, prin aceasta a renunțat ipso facto și la clauza penală stipulată în contract, și la executarea obligațiunii principale, deoarece cererea de reziliere a unui con-

tract, are de obiect desființarea lui și de efect de a pune pe părți în situațiunea în care ele se găseau înainte de formarea contractului. (Cas. III, 6 Oct. 1906, B. p. 1664).

3. Primirea unei plăți parțiale din chirie este o executare a contractului și o renunțare din partea proprietarului la dreptul de a considera ca reziliat de drept contractul de oarece singur îl execută.

Din momentul ce proprietarul singur consideră contractul ca continuând deși chiria n'a fost integral plătită, el nu mai este în drept de a declara contractul neexistent după placul său, ci numai poate obține rezilierea decât dela justiție și prin aplicarea regulilor condițiunei rezolutorie tacite cuprinsă în orice contract pentru neexecutarea obligațiunilor. (Cas. I, 24 Oct. 1907, B. p. 1494).

4. Rezoluțiunea vânzării pentru neplata prețului repune lucrurile în starea în care se găseau mai înainte, de unde ca consecință cumpărătorul pe lângă daunele la care poate fi obligat trebuie să restituie lucrul vândut și fructele percepute, iar vânzătorul acunțurilor primite din preț, cu procentele lor din ziua plății. (Apel

Constanța, Sept. 1914: Dreptul 1914, p. 490).

5. Condiția rezolutoria expresă sau tacită, lucrând retroactiv până în momentul facerii convenținui, aduce revocarea acestei convenții cât și a tutu-

ror convențiilor ulterioare încheiate pe baza acesteia. (C. Apel Iași s. I, 19 Iunie 1920, *Justiția* (Iași) 1—2/920).

6. A se vedea: art. 1020 și 1021 cu notele respective.

**Art. 1020.** — Condițiunea rezolutorie este subînțeleasă totdeauna, în contractele sinalagmatice, în caz când una din părți nu îndeplinește angajamentul său. (Civ. 832, 943, 1021, 1079, 1081 urm., 1101, 1320, 1322, 1365—1370, 1430; Pr. civ. 126; C. Com. 63, 64, 67; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), 14; L. agrară, 130; Legea specială autorizând luarea de măsuri excepționale (Mon. of. 217/914), Art. 3—6; Lege privitoare la regimul excepțional al raporturilor dintre proprietari și chiriași din 27 Mart. 1924, Art. 15; Civ. Fr. 1184, § 1).

*Text. fr. Art. 1184 § 1.* — La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une deux parties ne satisfera point à son engagement.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 82, 83, 286, 287; IV, ed. 5-a, p. 125, 127, 470;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 905, 914, 962;  
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 458, 599, 604, 748;  
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 137, 291 urm., 321 urm., 440, 453 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 826, 988; II, p. 262, 300, 302, 331, 342, 344 urm., 353, 443, 489, 536, 553, 675, 703, 725, 810, 813, 820, 821; ed. 1-a, III, p. 795, 796, 799;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations* 1196, urm., *Suppl. Obligations* 459 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 15, 66, 69, 86, 516, 538, 890;  
 DEMOLOMBE, XXV, 492-494, 497;  
 HUC, VII, 266, 267;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1184, n. 3, 6;  
 LAURENT, XVII, 123-125;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 620 urm.;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2301; II, ed. 3-a, No. 1307 urm.; „*Locațiune*, etc.“. Dreptul 59/905;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 176, 197, 199, 200, 204 urm., 239, 247, 350, 351, 353 nota 2.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 82 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 490 n. 1, 789, 813 nota, 838; IV, part. I, ed. 2-a, p. 402, 418 nota, 419, 421, 427, 429, 434, 437, 495; IV, part. II, ed. 2-a, p. 299, 307 n. 1, 319, 422, 444, 445, 461, 545, 546, 597 nota; V, p. 12, 158 n. 1; IX, p. 79, 84, 85, 87, 103, 137, 139, 147, 156-158, 197 t. și n. 2, 262, 523, 525 t. și n. 6, 669 t. și n. 2, 677, 679; X, p. 111, 114, 190, 450, 463, 478 t. și n. 1, 488; XI, p. 187 n. 4); *Observație* sub. C. Apel Iași S. II, 13 Oct. 1904. Dreptul 9/1906; *Observație* sub. Trib. Neamț, 18 Mai 1907. Dreptul 52/1907; *Notă* sub. Judec. Turtucaia 399/915. Curier Jud. 41/916; *Observație* sub. C. Apel Lyon, 11 Oct. 922. Pand. Rom. 1923-III-100; *Observație* sub. Cas. I, 174 din 24 Febr. 1922. Pand. Rom. 1923-I-221; *Observație* sub. Cas. I, 565 din 19 Nov. 1920. Pand. Rom. 1924-I-143;  
 ALEXANDRESCU PAUL, *Notă* sub. Trib. Prahova S. III, 29 April 1920. Pand. Rom. 1922-ALTĂRESCU M., „*Art. 45 din legea chiriilor din 1924*“, Botoșanii Juridic 2/924;  
 BAZILESCU N. ARISTIDE, *Notă* sub. Cas. I, 84 din 3 Febr. 1922. Pand. Rom. 1923-I-49;  
 BOSSIE ST. C., „*Vânzarea lucrului altuia*“, Curier Jud. 36/911;  
 CANTACUZINO MATEI, pg. 341, 521, 522, 523;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 113 urm.;  
 COSTIN AL., *Notă* sub. Cas. III, 378 din 14 Mart. 1922. Pand. Rom. 1924-I-264;  
 DEGRÉ AL., (Alexander). *Adnotațiune* sub. Cas. I, 153 din 24 April 1900. Dreptul 46/1900; *Scrieri juridice* vol. I, pg. 458 urm., „*Vânzare de lucruri străine*“;  
 DIOGENIDE E., *Observație* sub. Trib. Dolj S. III, 44 din 15 Mai 1909. Pagini Juridice 49/1909;  
 DUMITRESCU GRIGORE, „*Observațiuni asupra pactului comisor expres*“, Dreptul 65, 66/1907;  
 DUMITRESCU A. M., II, 100, 683, 684 urm.



- FÎNTEȘCU N. I., *Observație* sub. Cas. Roma S. U., 6 April 1922. Pand. Rom. 1923-III-103;  
 FRIEDMANN HUGO, *Notă* sub. Cas. I, 1181 din 27 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924-I-125;  
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 366 din 9 Nov. 1922. Jurispr. Gen. 25/1924,  
 No. 1461; *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 211 din 18 April 1924. Jurispr. Gen. 1924 No. 1577;  
 HAMANGIU C., *Notă* sub. Cas. II, 12 Mart. 1923. Pand. Rom. 1923-III-85;  
 HOZOC-DIM., *Pactul comisoriu expres* p. 4 urm.; „*Renunțarea la beneficiul pactului co-*  
*misor expres*“. Curier Jud. 9/924.  
 IONESCU-DOLJ I., *Adnotație* sub. Trib. Tecuci, 23 Nov. 1900. Curier Jud. 1/1901;  
 NACU, II, p. 541 urm.;  
 POLICHRON DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova, 193 din 13 Oct. 1922. Pand. Rom.  
 1923-II-268;  
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Trib. Neamț, 3 Iunie 908. Dreptul 20/1909;  
 RORLICH B., „*Rezoluțiunea și rezilierea în contractele sinalagmatiche*“. Botoșanii Juri-  
 dic 1/1924;  
 ROSENAL S. și MOLDOVEANU D., *Rezumat de Concluzii* sub. C. Apel Buc. S. II, 234 din  
 7 Oct. 1921. Pand. Rom. 1923-II-35;  
 SCRIBAN ȘTEFAN, *Notă* sub. Judec. Ocol. Botoșeni-Romanați, 171 din 17 Nov. 1909 și  
 Judec. Ocol. rural Albeni-Gorj, 20 din 1 Febr. 910. Curier Jud. 19/1910;  
 SCRIBAN R. TRAIAN, „*Condiția rezolutorie*“. Curier Jud. 12/915;  
 TAȘCĂ G., BAZILESCU A. și SPEER S., *Rezumat de Concluzii* sub. C. Apel Buc. S. II, 234  
 din 7 Oct. 1921. Pand. Rom. 1923-II-37;  
 VELESCU ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-I-115;  
 WEISENGRUEN NICOLAE, „*Oferta reală și pactul comisor*“. Curier Jud. 32/923.

## INDEX ALFABETIC

Acțiune 12.	Loterie 6.
Antrepriză 3.	Marturi 4.
Arendare, a se vedea „Lo-	Non ad impleti contractus
cație“.	6, 11.
Caracterizarea unei acți-	Omissioni esențială 4.
uni 12.	Ordine publică 14, 15.
Condiție 5.	Pact comisor expres 10.
Condiție rezolutorie 1-14.	Plată 3, 8.
Contract sinalagmatic 1, 4,	Procente 8.
5, 7, 11, 12.	Punere în întârziere 1, 12.
Culpă 9, 10.	Recurs 4, 14.
Daune 3, 10.	Redevență 5.
Donație cu sarcină de in-	Rentă viageră 14.
treținere 14.	Renunțare 15.
Excepție „non ad impleti	Revendicare 12.
contractus“ 6, 11.	Reziliere 7.
Forța majoră 10.	Rezoluțiune, a se vedea
Imprumut 8.	„Condiție rezolutorie“.
Instrăinare cu sarcina de	Sinalagmatic contract, a
intreținere 14.	se vedea „Contract si-
Întârziere, a se vedea „Pu-	nalagmatic“.
neri în întârziere“.	Somație 1, 12.
Intreținere 14.	Vânzare-cumpărare 2, 12.
Ipotecă 8.	Vânzare cu sarcina de
Locație 1.	intreținere 14.

## Jurisprudență.

1. Condițiunea rezolutorie e subînțeleasă în orice contract sinalagmatic, conform art. 1020, de natura cărora este și contractul de locațiune, conform art. 1411 combinat cu art. 943. Și prin chemarea în judecată a arendașului dânsul e pus în întârziere. (Cas. I, 267, Oct. 2/70, B. p. 284).

2. Condițiunea rezolutorie are a fi admisă ca valabilă, într'un act de vânzare, nu numai fiind că părțile expres au stipulat-o ci fiind că asemenea condiție se și sub-înțelege, conform art. 1020. (Cas. I, 109, Mart. 26/83, B. p. 317).

3. Cu drept cuvânt se suspendă plățile unui antreprenor când se constată că el nu-și îndeplinise obligațiunile sale. (Cas. I, 40, Febr. 17/88, B. p. 115).

4. Condițiunea rezolutorie fiind subînțeleasă în orice contract sinalagmatic, neexecutarea contractului de către

una din părți, autoriză pe cealaltă să ceară a fi descărcată de îndatoririle luate de dânsa prin același contract.

Prin urmare când instanța de fond omite a se pronunța asupra probei cu martori prin care se tinde a se dovedi că cealaltă parte și-a călcat obligațiunile luate prin contract, omisiunea este esențială fiindcă proba invocată este de natură a schimba soluția litigiului și ca atare atrage casarea deciziunii. (Cas. I, 497 din 7 Dec. 1905, Pand. Rom. 1922, I, 200).

5. Când într'un contract sinalagmatic părțile stipulează ca o anume redevență să se plătească la o dată necertă, condiția rezolutorie subînțeleasă de care vorbește art. 1020 codul civil, nu își poate produce efectul, iar executarea contractului va trebui, conform art. 1022 și urm. codul civil, să fie suspendată până la îndeplinirea evenimentului de care depinde acel termen. (Trib. Ilfov IV, Dr. 53/908, p. 438).

6. Direcția loteriei este în drept să nu achite biletul câștigător, când cumpărătorul nu a achitat prețul înainte de tragerea loteriei. (Cas. III, 341 din 30 Sept. 1909, Jurisprudența 33/909).

7. Dacă contractele sinalagmatiche nu pot fi reziliate numai de una din părți, ci trebuie și consimțământul celeilalte, ele însă se pot rezilia pentru neîndeplinirea obligațiunei uneia din părți, potrivit art. 1020 din codul civil. (Apel Galați I, Dr. 47/910, p. 374).

8. Acțiunea în daune este totuși nefondată când imobilul ipotecat s'a scos în vânzare din cauza neplății procentelor stabilite la termene anumite, chiar când nu este expres stipulată exigibilitatea creanței pentru neplata procentelor, aceasta pentru că în contractul de împrumut plata procen-

telor stipulate este de esență contractului, atunci când părțile au înțeles să prevadă îndatorirea de plată a procentelor la anumite termene, căci neexecutarea plății procentelor atrage facultatea desființării contractului, ca o consecință logică a aplicațiunii principiului general din art. 1020 codul civil. (Apel, Buc. III, Dr. 10/913 p. 77).

9. Clauza rezolutorie fiind consecința și sancțiunea neîndeplinirii unei obligații, ea nu-și produce efectele de cât atunci când este dovedită culpa părții, față de care se invoacă această clauză, adică să se stabilească în prealabil neîndeplinirea obligației acelei părți. (Cas. I, 537/1915, Curier Jud. 78/1915).

10. Rezoluțiunea unui contract fie în virtutea pactului comisor expres, fie în virtutea condiției prevăzută de art. 1020 c. civ., implică necesarmente, exceptând cazurile fortuite și cele de forță majoră, o culpă adică un fapt imputabil părții care nu și-a executat obligația căci această rezoluțiune ca și daunele-interese ce rezultă dintr-însa este o sancțiune prevăzută de părți sau lege a neîndeplinirii unei obligații contractuale. (Cas. II, 125 din 9 Mai 1916, Curier Jud. 10/921).

11. Caracterul sinalagmatic al unui contract produce ca efect în raporturile dintre părțile contractante, că o parte nu poate cere ca cealaltă parte să-și îndeplinească obligația contractată față de ea, de cât dacă și această parte și-a îndeplinit pe a sa, iar ca consecință partea pârâtă poate opune acțiunii părții reclamante excepția „non ad impleti contractus” sau să se prevaleze de condițiunea rezolutorie tacită a contractului pe care reclamantul își întemeiază acțiunea. (Trib. Brăila s. II, 3 Dec. 1919, Dreptul 11/920).

12. Caracterizarea juridică și în raport cu legea a unei acțiuni, aparține în ultim resort justiției, iar nu părților, adeseori străine de formulele juridice și cărora nu li se poate impune decât precizarea faptelor, dovezilor și pretențiilor lor, care apoi urmează a fi soluționate, în raport cu legea, de către instanțele judecătorești.

Prin urmare, denumirea improprie întrebuintată de recurent că revendică proprietatea imobilului vândut, și în ipoteza unei vânzări perfecte, din cauza neîndeplinirii obligațiunii de plată prețului, nu eră de natură a face ca Tribunalul să privească acțiunea ca o cerere de revendicare propriu zisă și să oblige pe reclamant a face un nou proces, sub o formulă juridică mai exactă, aceea a unei cereri formale de rezoluțiune a vânzării:

Pentru exercițiul acțiunii în rezoluțiune, pe temeiul art. 1020 c. civ., cererea introductivă de instanță este sufi-

cientă pentru a pune în întârziere partea care nu și-a îndeplinit obligația, fără a fi nevoie pentru aceasta ca cererea să fie precedată de o somațiune. (Cas. I, deciziune civilă No. 63, din 24 Febr., 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 139, Pand. Rom. 1924, III, 82).

13. Legiuitorul consacrand printr-un text de lege condiția rezolutorie tacită în contractele sinalagmatische, pentru cazul când una din părți nu își îndeplinește angajamentul său, urmează că dreptul de rezoluțiune subsistă chiar și atunci când părțile nu au făcut nici o mențiune despre el și atunci când înțeleg a-l elimina din sancțiunile cari asigură îndeplinirea angajamentelor lor este nevoie de o clauză care în mod neîndoios să arate aceasta, simpla tăcere nefiind suficientă. (C. Apel Iași s. II, 67 din 21 Iunie 1921, Dreptul 25/1922).

14. Convențiunea prin care o parte instrăinează un fond în schimbul sarcinei dobânditorului de a întreține pe cel care l'a instrăinat, nefiind prevăzută de codul nostru civil, intră în cadrul contractelor nenumite. Deși acest contract prin felul lui aleator și cu titlu oneros se apropie de renta viageră propriu zisă, nu poate fi însă considerat ca atare, acest din urmă contract dând naștere unei obligațiuni de a da în mod periodic, fie o sumă de bani, fie o cantitate determinată de lucruri, fungibile cu posibilitate a fi cedate, pe când instrăinarea cu condițiunea întreținerii, creiază o obligațiune de a face esențialmente personală, care nu poate fi cedată.

Ca atare dispozițiunile relative la renta viageră, derogatorii dela principiul general din dreptul comun, speciale acestei materii și potrivit cărora rezilierea contractului nu se va putea cere în caz de neplata renditei, nu se pot întinde și asupra contractului de instrăinare în schimbul întreținerii, guvernate de principiile generale ale dreptului comun și care deci poate fi reziliat dacă se constată neîndeplinirea obligațiunilor luate de dobânditorul unui bun, pe temeiul lui.

Tribunalul stabilind în fapt, din probele administrate, și anume recunoașterea cumpărătorului și depunerile martorilor, că numitul dobânditor al imobilului s'a obligat în schimb și ca echivalent, să procure intimetei cele necesare întreținerii ei, cu drept cuvânt a hotărât că convențiunea lor nu este o constituire de rentă viageră.

Imprejurarea că tribunalul privește acea convențiune ca o vânzare, ceea ce este eronat în drept, din moment ce instrăinarea bunului nu s'a făcut pe un preț în bani, cum legea cere în materie de vânzare. — această caracterizare eronată n'are înrâurire în cauză.



putând fi rectificată și suplinită prin caracterizarea juridică exactă în Casație, care să sprijine soluția legală a instanței de fond, și după cum s'a arătat, convențiunea în litigiu, constituie un contract nenumit permis de lege în virtutea principiului libertății convențiilor, cari nu ating în nimic ordinea publică, și care este deci susceptibil de rezoluțiune pe temeiul dispozițiilor generale din art. 1019 și 1020 c. civ. (Cas. I, dec. 1074 din 31 Oct. 1923. Jur. Gen. 1924 N. 216, Jur. Rom. 4/924; C. Apel Craiova, 193 din 13 Oct. 1922. Pand. Rom. 1923 II, 268; Cas. I. 444 din 4 Mai 1923. Jur. Rom. 2/924, Courier Jud. 41/923; Trib. Vâlcea s. I, 275 din 23 Oct. 1923. Jur. Gen. 1924 No. 312).

15. Dispozițiile art. 1020 și 1021 c.

civil fiind de interes privat, potrivit principiului libertății convențiilor consacrat prin art. 969 cod civil, părțile pot renunța la această favoare stabilită în interesul lor și care nu interesează nici ordinea publică și nici morala socială. (Trib. Tecuci 413 din 4 Dec. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 684).

16. A se vedea art. 786, nota 7; art. 930 nota 9; art. 1019 nota 3; art. 1021 cu notele respective; art. 1022, notele 4, 5, 6; art. 1079 cu notele respective; art. 1083 nota 4; art. 1092 nota 1; art. 1294 notele 10, 11, 13; art. 1310, Index „Vânzarea lucrului altuia” și notele respective; art. 1337 nota 2; art. 1365, 1366, 1367 cu notele respective; art. 1420 nota 20; art. 1429, 1430, 1439 cu notele respective.

**Art. 1021.** — Intr'acest caz, contractul nu este desființat de drept. Partea în privința căreia angajamentul nu s'a executat, are alegerea sau să silească pe cealaltă a executa convențiunea, când este posibil, sau să-i ceară desființarea, cu daune-interese. Desființarea trebuie să se ceară înaintea justiției, care, după circumstanțe, poate acorda un termen părții acționate. (Civ. 832, 943, 1020, 1079, 1081 urm., 1101, 1320, 1322, 1365—1370, 1430, 1439; Pr. Civ. 126 urm., 381; C. com. 44, 63, 67; L. Timbr. 21 § 1-b; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), 14; Legea agrară, 130; Lege privitoare la regimul excepțional al raporturilor dintre proprietari și chiriași din 27 Martie 1924, Art. 15; Civ. Fr. 1184 § 2).

*Text. fr. Art. 1184 § 2.* — Dans ce cas, le contrat n'est point résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté, a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts.

La résolution doit être demandée en justice, et il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 83-86; IV, ed. 5-a, p. 126-133;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 912, 913, 917, 918, 921, 926, 927, 935, 940, 954, 956-960;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 458, 599, 604, 748;  
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations* p. 137, 291 urm., 321 urm., 440, 453 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 262, 300, 302, 331, 342, 344 urm., 353, 443, 489, 536, 553, 675, 703, 725, 810, 813, 820, 821; ed. I-a, III, p. 795, 796, 799;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations* 1196 urm.; *Suppl. Obligations* 459 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 104 bis, I, II; 105 bis, I-III;  
 DEMOGUE I, *Sources des obligations*, II, p. 15, 66, 69, 86, 516, 538, 890;  
 DEMOLOMBE, XXV, 469, 498-500, 509 urm., 515-518, 523, 529-532, 548-554, 556, 558;  
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*.  
 HUC, VII, 269-271, 278, 281;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1184, no. 44, 46, 49, 53, 55-57, 72, 96;  
 LAURENT, XVII, 121, 126, 127, 129, 134, 135, 139, 144-147, 155, 157-168;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 620 urm.;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, 2301; II, ed. 3-a, no. 1307 urm.; „*Locatiune*”. Dreptul 59/905.  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 176, 197, 199, 200, 204 urm., 239, 247, 346, 350, 351, 353 nota 2.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 70, 86 urm., 97, 108, 502 nota; (IV, part. I; ed. 2-a, p. 402, 418 nota 419, 421, 427, 429, 434, 437, 495; IV, part. II, ed. 2-a, p. 299, 307 n. 1, 319, 422, 444, 445, 461, 545, 546, 597 nota; V, p. 12, 158 n. 1; IX, p. 79, 84, 85, 87, 103, 137, 139, 147, 156-158, 197 t. și n. 2, 262, 523, 525, t. și n. 6, 669 t. și n. 2, 677, 679; X, p. 111, 114, 190, 450, 463, 478 t. și n. 1, 488; XI, p. 187 n. 4); *Observație* sub. Cas. Fr., 5 Iulie 905. Dreptul 17/1907; *Observație*, sub. Trib. Neamț, 18 Mai 1907. Dreptul 52/1907; *Observație* sub. Judec. ocol. II Iași, 22 April. 1903. Curier Jud. 56/903; *Observație* sub. Justiția de pace Toulouse. Curier Jud. 1/919; *Observație* sub. Cas. I, 190 din 27 April. 909. Curier Jud. 47/909; *Observație* sub. C. Apel Lyon, 11 Oct. 922. Pand. Rom. 1923-III-100; *Observație* sub. Cas. I, 174 din 24 Febr. 1922. Pand. Rom. 1923-I-221; *Observație* sub. Cas. I, 565 din 19 Nov. 1920. Pand. Rom. 1924-I-143; *Observație* sub. Cas. I, 141 din 30 Iunie 1919. Trib. Jur. 34-36/920; *Observație* sub. Trib. Civil Guingamp, 28 Oct. 1922. Pand. Rom. 1923-III-103; *Notă* sub. Judec. Ocol. Calafat, 25 Sept. 1924. Jur. Gen. 1925 No. 121;
- ALEXANDRESCU PAUL, *Notă* sub. Trib. Prahova s. III, 29 April. 1920. Pand. Rom. 1922-II-44;
- ALTĂRESCU M., „Art. 15 din legea chiriiilor din 1924“. Botoșanii Juridic 2/924;
- BAZILESCU N. ARISTIDE, *Notă* sub. Cas. I, 84 din 3 Febr. 1922. Pand. Rom. 1923-I-49;
- BENTOIU AURELIAN și RADOVICI I., *Concluziuni* sub. C. Apel. Constanța, 502 din 6 Oct. 1924. Justiția Dobrogei 9-10/924;
- BOSSIE ST. C., „Vânzarea lucrului altuia“. Curier Jud. 36/1911;
- CANTACUZINO MATEI, p. 341, 513, 523;
- CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 32, 33, 113 urm. *Notă* sub. C. Apel Galați s. I, 216 din 6 Mart. 1920. Pand. Rom. 1924-II-105;
- COSTIN AL., *Notă* sub. Cas. III, 378 din 14 Mart. 1922. Pand. Rom. 1924-I-264;
- DANIELOPOL G. DR. CĂPIȚAN, *Notă* sub. Trib. Civil Périgueux. Curier Jud. 76/915;
- DEGREA AL. (Alexander) *Adnotațiune* sub. Cas. I, 153 din 24 April. 1900. Dreptul 46/1900;
- DIOGHENIDE E., *Observație* sub. Trib. Dolj s. I, Pagini Juridice 9/1907; *Observație* sub. Trib. Dolj s. III, 44 din 15 Mart. 1909. Pag. Jur. 49/909;
- DUMITRESCU GRIGORE, „*Observațiuni asupra pactului comisor expres*“. Dreptul 65, 66/1907;
- DUMITRESCU A. M., II, 100, 348, 350 urm., 683, 684 urm.;
- FÎNȚESCU N. I., *Observație* sub. Cas. Roma S. U., 6 April. 1922. Pand. Rom. 1923-III-103;
- FRIEDMANN HUGO, *Notă* sub. Cas. I, 1181 din 27 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924-I-125;
- GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 366 din 9 Nov. 1922, Jurispr. Gen. 25/1924 No. 1461; *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 211 din 18 April. 1924. Jur. Gen. 1924 No. 1577;
- GEORGESCU C., *Notă* sub. Cas. I, 84 din 3 Febr. 1922. Curier Jud. 40/922;
- HAMANGIU C., *Observație* sub. Cas. II, 12 Mart. 1923. Pand. Rom. 1923-III-85;
- HOZOC D., *Pactul comisoriu expres*, p. 4 urm.; „*Renunțarea la beneficiul pactului comisoriu expres*“. Curier Jud. 9/924;
- MEITANI GEORGE, „*Despre vânzarea lucrului altuia*“. Dreptul 10/1903;
- NACU, II, p. 541 urm.;
- RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Trib. Neamț, 3 Iunie 908. Dreptul 20/1909;
- RAPAPORT M., *Notă* sub. Cas. I, 1181 din 27 Nov. 1923. Curier Jud. 11/924;
- RORLICH B., „*Rezoluțiunea și rezilierea în contractele sinalagmatice*“, Botoșanii Jur. 1/1924;
- ROSENAL S. și MOLDOVANU N., *Rezumat de Concluziuni* sub. C. Apel Buc. s. II, 234 din 7 Oct. 1921. Pand. Rom. 1923-II-35;
- SCRIBAN TRAIAN, *Notă* sub. Judec. Ocol Herța-Dorohoi, 41 din 26 Ian. 1925. Jur. Gen. 1925 No. 399;
- STOEVANOVICI A. CONST., *Notă* sub. Cas. II, 322 din 26 Iunie 1923. Pand. Rom. 1924-I-75;
- TAȘCĂ G., BAZILESCU A. și SPEER S., *Rezumat de Concluziuni* sub. C. Apel Buc. s. II, 234 din 7 Oct. 1921. Pand. Rom. 1923-II-37;
- WEISENGRUEN NICOLAE, „*Oferta reală și pactul comisor*“. Curier Jud. 32/923;
- WEISS P. LEON, *Notă* sub. Judec. Ocol rural Tulcea, 285 din 23 Dec. 1922. Justiția Dobrogei 3/923;
- VELESCU ALEX. *Notă* sub. Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-I-115.

## INDEX ALFABETIC

Acțiune 1, 11, 21, 23, 24, 36 bis, 37, 60, 83, 84, 86, 92, 93, 95, 98, 100, 104, 105, 118, 121.

Anchetă în futurum 104.

Apreciere suverană 28, 32, 39, 47, 57, 59, 60, 68, 88, 96, 126, 130.

Arendare, a se vedea „Locație“.

Asigurare 10.

Autentic contract 123.

Casare, a se vedea „Recurs“ și 18, 66, 67.

Cesonar 95.

Cesiune 95.

Cherabilitate 83, 100, 101, 108, 110, 118, 131, 136, 138.

Chestie de fapt, a se vedea „Apreciere suverană“.

Chirie, a se vedea „Neplata chiriei“, „Prețului locației nelichid“.

Clauză penală 2.

Comerciale afaceri 50, 59.

Comuna 34, 40.

Concordat 33.

Condiție pur potestativă 14, 15, 17, 23, 33-38, 42-103, 119.

Condiție rezolutorie sub-înțeleasă 1, 12, 14, 17, 22, 28, 29, 31, 33, 34, 35, 36, bis, 33, 41, 42, 43, 45, 47, 50, 52, 54, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 66, 67, 68, 71, 79, 80, 84, 103, 105, 116, 119, 127, 130, 133, 134.

Consemnare 80, 85, 89, 97, 101, 132, 138.

Contract autentic 123.

Contract de navlu 59.

Contract nou 117.

Contracte sinalagmatice 7, 14, 15, 17, 23, 33-38, 42-52, 57, 58, 60, 71, 105, 127.

Contracte unilaterale 30.

Convenție de nereziere 103, 119.

Credit rural 58.

Creditor, a se vedea „Pact în favoarea creditorului“.

Culpă 12, 17, 47, 48, 53, 55, 59, 70, 74, 75, 78, 80, 82, 83, 85, 89, 93, 97, 99, 101, 106, 108, 111 bis, 113, 115, 117, 126.

Dări fiscale 106, 114, 115, 125, 129.



- Daune-interese, a se vedea „Despăgubiri”.
- Deces 123.
- Degrădări 59, 104.
- Despăgubiri 8, 12, 13, 14, 50, 57, 61, 94, 103, 127.
- Destinație (schimbare) 122
- Divizibilitate, a se vedea „Obligație”.
- Dobânzi 45.
- Dol 6, 82.
- Domiciliu 108, 136.
- Donație 92.
- Dreptul la executarea contractului 41, 43, 62, 63.
- Echitate 91.
- Evacuare 102, 104, 123.
- Exceptionale măsuri, lege 65, 99.
- Executarea contractului, a se vedea „Dreptul la executare”.
- Executare în cursul procesului 22, 29, 31, 38, 42, 45, 66, 67, 79, 84, 118, 127, 138.
- Executorie formulă 94, 102, 123.
- Facultate 68, 136, 139.
- Faliment 33.
- Formulă executorie 94, 102, 123.
- Forță majoră 81 bis.
- Garanție 55, 95.
- Grație, a se vedea „Termen de grație”.
- Hotărâre 19, 20, 138.
- Impozite, a se vedea „Dări fiscale”.
- Imprumut 30.
- Inceput de dovadă scrisă 26.
- Indivizibilitate, a se vedea „Obligație”.
- Indoială 112, 117.
- Instrăinarea bunurilor Statului, lege 9.
- Întârziere, a se vedea „Notificare”, „Punere în întârziere”.
- Intenție 82, 83, 135.
- Interogator 80, 120.
- Interpretare, a se vedea „Aprecieri suverană”.
- Ipotecă 9, 30, 45.
- Judecătoria, depunerea recipsei 132, 133, 136, 138, 139.
- Legea de la 26 Iulie 1921, 89, 107, 136.
- Lege de prelungirea contractelor de închiriere 131, 132, 136, 137, 138, 139.
- Legea de urmărire 115, 125, 129.
- Legea măsurilor excepționale 65, 99.
- Legea pentru instrăinarea bunurilor Statului 9.
- Legea proprietarilor 47.
- Locație, a se vedea „Neplata chiriei”, „Prețul locației nelichid”, „Relocație”, „Sublocație” și 23, 28, 34, 37, 40, 41, 49, 53, 55, 58-64, 69, 72, 80, 84-89, 95-101, 103, 104, 107, 108, 111, 112, 113, 114, 115, 117, 119, 122, 123, 124, 125, 129, 131, 132, 133, 136, 137, 138.
- Locul plății, a se vedea „Cherabilitate”, „Portabilitate” și 10, 56, 79, 101, 118, 131, 136, 138.
- Mandat 121.
- Marturi 23, 26, 35, 82.
- Mărturisire 80, 120.
- Măsuri excepționale, Lege 65, 99.
- Moștenitori 66, 67, 108, 128.
- Neplata chiriei 23, 47, 55, 58, 79, 96, 104, 107, 108, 113, 119, 126, 131, 132, 136.
- Neplata prețului 67, 128.
- Notificare 77, 81, 85, 88, 95, 97, 106, 108, 111.
- Obligație divizibilă 12.
- Obligație indivizibilă 12.
- Ofertă reală 10, 23, 56, 80, 82, 85, 87, 89, 107, 127, 132.
- Omissioni esențială 3, 35.
- Ordine publică 104.
- Ordonanță de evacuare 104.
- Pact comisoriu de gradul I, a se vedea „Condiție rezolutorie” și 1, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 15, 16, 49, 71, 127, 130, 133, 134.
- Pact comisoriu de gradul II, 4, 16, 71, 98, 121, 134, 135.
- Pact comisoriu de gradul III, 8, 11, 16, 21, 23-27, 30, 39, 40, 46, 48, 53, 55, 56, 58, 64, 65, 69-74, 76, 77, 78, 80, 81, 82, 85, 87, 88, 90-97, 99, 100, 102, 104, 106-110, 111 bis-117, 120, 123, 125, 126, 128, 129, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139.
- Pact comisoriu legal, a se vedea „Pact comisor de gradul III”.
- Pact în favoarea creditorului 30, 74, 76, 85, 88.
- Partaj 6.
- Plata, a se vedea „Cherabilitate”, „Portabilitate”, „Locul plății”, „Neplata chiriei”, „Neplata prețului”, „Ofertă reală”, „Refuz” și 10, 56, 83, 84, 87, 128, 131, 132, 133.
- Poprire 115, 129.
- Portabilitate 85, 87, 89, 101, 108, 136, 138, 139.
- Prelungirea contractelor de închiriere, a se vedea „Lege de prelungire”, „Prestații succesive”.
- Preț 94, 128.
- Prețul locației, a se vedea „Neplata de chirie”.
- Prețul locației nelichid 78, 97, 99, 106, 113, 114.
- Prezumțiuni 26.
- Primar 40.
- Proprietar 95, 136, 137.
- Proprietar nou 101, 111.
- Proprietarilor lege 47.
- Punere în întârziere 1, 4, 5, 14, 47, 56, 58, 60, 61, 83, 84, 86, 90, 98, 105, 121.
- Refuzul primirii chiriei 137.
- Schimbarea destinației 122.
- Sinalagmatic, a se vedea „Contract”.
- Somație, a se vedea „Notificare”.
- Stângerea obligației 75.
- Sublocație 64, 86, 109, 133.
- Succesori, a se vedea „Moștenitori”.
- Suverană apreciere a se vedea „Aprecieri suverană”.
- Tacită relocație 72.
- Termen 13, 81 bis.
- Termen de grație, a se vedea „Executarea în cursul procesului” și 2, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 36 bis, 42, 45, 47, 49, 60, 68, 75, 130, 133, 134.
- Termen extinctiv 75, 81 bis.
- Testament 54, 128.
- Tranzacție 6.
- Tulburare 53.
- Urmărire, lege 115, 125, 129.
- Vânzare-cumpărare 9, 30, 36 bis, 38, 50, 52, 56, 57, 66, 67, 94, 98, 101, 111, 116, 121, 127, 128.
- Vas 59.
- Violență 6.

## Jurisprudență.

1. Simpla cauză rezolutorie formal expresă în contract, fără a se stipula că contractul va fi reziliat de drept în caz de neexecutare, este inutilă, căci nu poate avea alt efect decât clauza subînțeleasă în puterea legii; și deci și în acest caz trebuie punere în întârziere și cerere de reziliere prin judecată. (Cas. I, 245/Sept. 9/70, B. p. 252).

2. Judecata, dacă nu încuviințează desființarea contractului cerut de partea față cu care s'a îndeplinit angajamentul, nu are altă facultate decât a acorda un termen părții acționate, conform art. 1020, combinat cu art. 1021, fără nici o considerațiune de clauzele penale ce părțile ar stipula una în favoarea alteia. (Cas. I, 247/Iun. 5/73, B. p. 114).

3. Face omisiune esențială și violează art. 1020 și 1021 curtea care, chemată a se pronunța asupra cererei unei părți că s'a violat contractul de cealaltă, omite a se pronunța asupra mijlocului de apărare invocat de pârît și consistând a zice, că reclamantul și-a violat mai întâi obligațiunea sa. (Cas. I, 171/74, Mai 14/74, B. p. 126).

4. Când părțile au admis că contractul se va desființa de drept, adică când au stipulat condițiunea rezolutorie expresă pentru cazul când una din părți nu va executa angajamentul său într-un termen determinat, în asemenea caz rezoluțiunea contractului se operă de drept, fără a mai fi trebuință de intervențiunea justiției. Această doctrină este consacrată de însuși legiuitorul nostru prin art. 1367, de unde rezultă că nu este necesar în caz când părțile au stipulat rezoluțiunea expresă ca această rezoluțiune să se pronunțe de justiție. Inșă dacă un asemenea pact comisoriu derogă la art. 1021 și exclude intervențiunea justiției, dansul nu derogă și la art. 1079; în asemenea caz când s'a stipulat de părți că contractul se va rezilia de drept prin simpla expirare a termenului, fără însă a se prevedea nefacerea somațiunei prealabile, este necesar ca partea care voește a beneficia de o asemenea clauză în contra celeilalte care nu-și execută obligațiunea, să o pună în întârziere printr'o somațiune, după regulile ordinare prescise de art. 1079. Inșă legiuitorul nostru a făcut aplicațiunea acestei teorii prin art. 1367, care nu este decât o aplicațiune demonstrativă a acestui principiu. (Cas. I, 299 Oct. 1/75, B. p. 238).

5. Neexecutarea unei obligațiuni nu dă loc la desființarea de drept a con-

vențiunei dintre părți, ci trebuie ca partea ce nu și-a executat obligațiunea să fie pusă sau în întârziere, sau să se afle într'unul din cazurile prevăzute de art. 1079, ca fiind de natură a face să fie considerată ca de drept pusă în întârziere. (Cas. II, 158, Dec. 14/82, B. p. 1218).

6. Nu se poate susține în nici un caz că un act de tranzacțiune supus unei condițiuni rezolutorii, fie sub înțeleasă și anume stipulat de părți, să imprumute caracterul definitiv al unui act de partagiu, astfel încât un asemenea act să nu fie rescindabil, în conformitate cu art. 790, decât pentru cauza de violență sau dol. Legiuitorul, în adevăr, prin art. 790 și 791 stabilește principiul că atât împărțeala cât și actul care ține locul, precum și tranzacțiunile făcute asupra dificultăților reale sunt definitive și nu se pot desființa decât pentru violență sau dol. Nu este însă mai puțin adevărat că prin împărțeala legiuitorul a înțeles un act definitiv și de natură a și produce imediat efectele sale, iar nici cum supus unei condițiuni rezolutorie; de unde dar urmează că atât actul care ține loc de partagiu cât și tranzacțiunile asupra dificultăților reale trebuiesc neapărat să însușească caracterul definitiv al partagiului, pentru a putea fi asimilat cu un act de împărțeală. Când însă asemenea acte sunt supuse unor condițiuni rezolutorii anume stipulate de părți, ele nu pot intra în categoria actelor prevăzute în ultimul alineat de sub art. 791. Teoria contrarie are drept rezultat violarea voinței și intențiunei manifeste a părților contractante. Deci actul de tranzațiune intervenit între doui erezi care are de obiect vinderea drepturilor succesoriale ale unuia în schimbul unei sume de bani și a achitărei creditorilor vânzătorului, neconstituind un act de partagiu sau un act care să țină loc de act de partagiu, ci un act de învoială, este susceptibil de reziliere pentru neîndeplinirea obligațiilor ce și-au luat părțile contractante, conform art. 1020 și 1021. (Apel Focș. I, 71, Mai 14/82, Dr. 25/83).

7. Art. 1020 și 1021 declară că condițiunea rezolutorie e subînțeleasă totdeauna în contractele sinalagmatiche, și în cazul neîndeplinirii din partea uneia din părți a angajamentului său, numai atunci se poate pronunța desființarea întregii convențiuni, când aceasta s'a cerut înaintea justiției și numai din partea aceluia în privința căruia angajamentul nu s'a executat. (Apel Buc. I, 15, Febr. 22/84, Dr. 28/84).

8. Condițiunea rezolutorie de care se vorbește în art. 1019 este aceea care supune desființarea obligațiunei la un eveniment viitor și necert; și dacă în

acest caz nu poate fi vorba de daune-interese, este că partea n'are a și impută nici o culpă. Condițiunea rezolutorie în caz de neexecuțiune de una din părți a obligațiilor ce i impunea contractul, prevăzută în art. 1020 și 1021, având loc prin faptul părții atât în virtutea art. 1021, cât și a art. 1073, ea este datoare a desdauna pe cealaltă parte. Stipulațiunea între părți că rezilierea, în caz de neexecutare, să se opere de drept fără judecată sau somațiune, nu poate dispensa pe partea ce n'a executat obligațiunea sa d'a desdauna pe cealaltă parte, din momentul ce prin faptul său nu s'a executat; ea nu are alt efect, conform art. 1079, de cât a pune pe debitor de drept în întârziere. (Cas. I, 387/Dec. 13/85, B. p. 905).

9. Art. 26 al legii pentru înstrăinarea bunurilor statului din 1868, hotărăște că nerespectarea condițiilor vânzării de către cumpărător, atrage revendicarea bunului pe comptul său, aceea ce înseamnă că regula art. 1020 d. civil, se aplică și în materie de vânzare domeniială; și nu se poate deduce contrariul din prescripțiunea că fiscul are o ipotecă până la achitarea definitivă a sumei datorite (art. 26 cit. al. VII), împrejurarea că vânzătorul și-a stipulat o ipotecă pentru asigurarea prețului vânzării neexcluzând dreptul vânzătorului de a cere desființarea vânzării pentru neplata prețului. (Cas. I, 139/Apr. 19/85, B. p. 258; Cas. I, 100/Apr. 11/88, B. p. 336).

10. Dacă prin polița de asigurare, care formează contractul dintre părți, nu s'a adus nici o derogare la dreptul comun în ce privește dispozițiunile art. 1104 ultimul alineat, art. 1079 primul alineat și art. 1020 prin urmare, în lipsă de stipulațiune contrarie plata primelor trebuie cerută de societatea de asigurare la domiciliul asiguratului și, în caz de refuz din partea acestuia, să reclame prin judecată rezilierea contractului de asigurare sau executarea lui. Deci, dacă prin sentință judecătorească nu s'a desființat asigurarea, plata primelor, prin oferte reale, efectuată de asigurat după sinistrul întâmplat este valabilă și asiguratul e în drept a cere indemnizare pentru pagubele încercate din cauza sinistrului. (Apel Buc. III, 231, Oct. 24/87, Dr. 82/87).

11. Condițiunea rezolutorie expresă sau pactul comisoriu are diverse efecte, după forma sub care se prezintă. Astfel, el poate să fie pur și simplu, când se stipulează ca contractul să fie reziliat dacă una din părți nu își va îndeplini obligațiunea sa; poate însă să se stipuleze că în acest caz contractul să fie de drept reziliat fără somațiune și fără judecată. În primul



caz, efectul pactului comisoriu nu diferă de acela al condițiunei rezolutorie tacite, adică contractul, ca să fie reziliat, trebuie ca partea ce și-a îndeplinit obligațiunea sa să se adreseze la justiție, care singură pronunță sau nu rezilierea. Sub a doua formă însă prezentat, pactul comisoriu are de efect că îndată ce termenul a venit, rezoluțiunea contractului se operă deplin drept fără să mai fie nevoie nici de somațiune, nici de judecată; căci, în drept, convențiunea este legea părților, când nu conține nimic contra bunelor moravuri și ordinii publice. (Trib. Ilfov, not., Sept. 15/87, Dr. 66/87).

12. În caz de neexecutare a unei obligațiuni pentru ca daune-interese să fie datorite, nu este destul simpla dovadă a neexecutării obligațiunei, ci trebuie încă ca aceea inexecutare să poată fi imputată celui de la care daune-interese se cere, adică ca dânsul să fie în culpă; și cum după art. 1020, condițiunea rezolutorie este subînțeleasă în contractele sinalagmatice, în caz când una din părți nu îndeplinește angajamentul său partea care a stipulat, de exemplu în schimbul obligațiunei ce își luase de a depune mașina, suma de 200 lei, e în drept când această sumă nu s'a depus, a nu execută acea convențiune și prin urmare nu poate fi în culpă pentru că n'a executat-o. Faptul că parte din adversarii săi au depus partea aferentă lor în obligațiunea ce își luase nu poate avea alt rezultat, obligațiunea lor fiind pentru o sumă de bani și dar divizibilă, de cât că în caz când primul ar fi executat obligațiunea sa, lor nu li s'ar fi putut cere daune-interese pentru neexecutarea obligațiunei precum nu li s'ar fi putut cere plata integrală a sumei de 200 lei, dar această plată parțială făcută de dânsii nu e de natură a întemeia cererea lor de daune-interese, căci nu lipsa culpei la cel ce cere daune-interese pentru neexecutarea unei obligațiuni îndreptățește o asemenea cerere, ci existența culpei la cel de la care se cere daune-interese, trebuiește stabilită. Prin această plată parțială partea nu poate fi constituită în culpă, căci obligațiunea ce luase d'a depune mașina la o altă persoană, fiind indivizibilă, după art. 1057, prin obiectul ei dânsa eră în imposibilitate d'a execută pentru parte și prin urmare nu poate fi răspunzătoare pentru că n'a făcut ceace nu putea face, și pe de altă parte în virtutea unei plăți parțiale neputându-i-se cere executarea integrală a acestei obligațiuni, căci el n'o luase de cât în vederea unei sume anume determinate și care dar trebuia de asemenea integral plătită, neexecutarea obligațiunei nici din această privire nu îl

poate constitui în culpă. (Cas. I. 17, Ian. 22/88, B. p. 24).

13. Deși prin primul contract s'a stipulat un termen și s'a obligat intimatul ca să termine lucrarea ce se îndatorase a o face înăuntrul aceluși termen, iar în caz contrariu să fie în drept recurentul de a o continua în regie în comptul intimatului, dar acel termen expirând părțile au încheiat o nouă convențiune și prin care nu s'a fixat un termen pentru terminarea lucrărilor. În atare caz recurentul nu mai e în drept de a uza de clauza din primul contract care îi da dreptul de a expulza singur pe intimat din lucrare, ci trebuie să se adreseze la justiție; nefăcând aceasta și expulzând pe intimat din propria sa voință, cu drept cuvânt tribunalul consideră pe recurent ca fiind în culpă și, prin urmare, îl condamnă la daune-interese către intimat. (Cas. I, 345 Nov. 19/89, B. p. 912).

14. În contractele sinalagmatice neîndeplinirea obligațiunei din o parte face să se îndeplinească condițiunea rezolutorie, care este totdeauna subînțeleasă în atari contracte, dând drept celeilalte părți a cere în justiție rezilierea contractului cu daune-interese (art. 1019, 1020, 1021). În atare caz daunele interese sunt debite fără a fi necesitate de punere în întârziere, fiind vorba de neexecutarea unui contract. (Trib. Neamtu, 49/Mart. 2/89, Dr. 28/89).

15. Dacă cu ocaziunea judecării unui litigiu privitor la un contract sinalagmatic instanța de fond constată că desființarea sau crearea unor raporturi juridice decurgând din acest contract erau subordonate unei condițiuni rezolutorie, este în drept, autorizată de art. 1021, înainte de a da definitivă sa hotărâre asupra litigiului ce îi eră deferit, să acorde un termen părții intimat pentru executarea uneia din obligațiunile sale contractuale. În adevăr, art. 126 pr. civ., al cărui principiu se află înscris în art. 1101 c. civ., referindu-se la o ipoteză diferită de aceea ce eră supusă judecării (cum de exemplu când cineva e condamnat la plata unei sume care făcuse obiectul reclamațiunei, sau la desființarea unui imobil oarecare și, în vederea unor împrejurări de fapte favorabile celui condamnat, i se încuviințează un termen de grație), eră rațional să dispună că încuviințarea de termen să se facă prin contestațiunea care rezolva litigiul chiar, căci ea formează o consecință virtuală a executării hotărârei, iar nu a vre-uneia din obligațiunile părților litigante. Dacă legiuitorul (art. 126 pr. civ.), pentru a face să se evite proceduri costisitoare părților, a oprit să se poarte posterior rezolvării contestațiunei sau litigiului a se acordă cereri de termen atingătoare hotărâri-

lor, prin aceasta nu a înțeles a abroga dispozițiunea permisivă din art. 1021 c. civ., care fiind o excepțiune la regula stabilită de art. 969 c. civ., a substituit în definitiv voinței părților puterea suverană de apreciere a judecătorilor cu privire la îndeplinirea obligațiilor lor contractuale. Deci judecata, înainte de a se pronunța într'un mod definitiv asupra unei cereri privitoare la desființarea unui contract sinalagmatic, poate acorda termen uneia din părți pentru îndeplinirea obligațiilor sale, rămânând ca în urmă după expirarea termenului să pronunțe definitivă sa hotărâre. (Apel Buc. I, 94, Mart. 26/90, Dr. 31/90).

16. Din art. 1021 rezultă că neexecutarea sau violarea condițiilor unui contract nu desființează deplin drept acel contract; el continuă de a exista și prin urmare a-și produce efectele sale chiar în acest caz, până atunci până când partea o cere și justiția o admite. Chiar atunci partea în contra căreia se face cererea poate, în tot timpul instanței, întrucât contractul continuă de a exista, înlătura rezoluțiunea, cerând un termen spre a-și executa obligațiunea. Dar, pentru ca instanța judecătorească să poată pronunța rezoluțiunea, se cere neapărat ca violarea să existe în momentul când ea este chemată a se pronunța. Numai atunci soluțiunea ar fi diferită când părțile ar da clauzei rezolutorie din contractul lor o întindere mai mare decât aceea ce legiuitorul a subînțeles în orice contract sinalagmatic, adică dacă ar fi prevăzut rezilierea „de drept”, clauză cunoscută în practică sub numele de „pact comisoriu”; dar și în acest caz, spre a evita necesitatea unei puneri în întârziere printr'o somațiune, totuși trebuie stipulat expres că rezoluțiunea va avea loc „de drept” și „fără somațiune”; și dacă părțile ar înțelege ca să nu recurgă de fel la justiție, atunci trebuie încă să mai adauge și „fără judecată”. (Apel Galați, II, Mai 28/90, Dr. 44/90).

17. Când termenii în cari a fost redactat instrumentul probatoriu al așezământului părților cu privire la punctul litigios sunt susceptibili de două înțelesuri, aceasta formează o împrejurare care poate servi de scuză părții contractante ce a întârziat cu execuțiunea obligațiunei sale contractuale. În o atare ocurență, condițiunea rezolutorie, ce e totdeauna subînțeleasă în contractele sinalagmatice nu poate avea de efect a determina fatalmente desființarea unui contract, ci, suspendând rezolvarea definitivă a litigiului, a autorisă pe judecători a acorda un termen părții acționate. (Apel Buc. I, 339, Febr. 8/90, Dr. 30/90).

18. Când însă încheierea preparatorie

prin care s'a acordat acel termen s'a casat, instanța de judecată este devestită de dreptul de a mai pronunța hotărârea sa definitivă asupra cauzei, căci orice hotărâre intervenită în executarea unei încheieri sau hotărâri preparatorie casată nu ar putea produce nici un efect între părțile interesate, deoarece ar avea de bază un act judecătoresc desbrăcat de orice putere legală. (Apel Buc. I, 94, Mart. 26/90, Dr. 31/90).

19. Din art. 126 pr. civ. rezultă că judecătorul, când ar crede că e caz de a se acorda părții un termen pentru executarea obligațiunei sale, să judece fondul și să nu acorde termen decât pentru executarea hotărârei sale. Această dispozițiune își are rațiunea atât în considerațiunea că legea a voit ca termenul să nu fie acordat de judecător decât în deplină și întreagă cunoștință a contestațiunei dintre părți, cunoștință ce nu poate să aibă decât fiind obligat a judeca mai întâiu aceea contestațiune, cât și în motivul de a evita o străgănire deșartă pentru părți, aceea adică ca una să adaste rezolvarea cererei ce a făcut și alta să fie îndatorată a executa o obligațiune, fără a se ști care va fi pentru dânsule rezultatul executării sau neexecutării acelei obligațiuni în termenul acordat. Astfel fiind când judecătorul acordă termen rezervându-și în urmă judecarea fondului, acordă un termen în afară de condițiunile sub cari se putea acorda și dar violează art. 126 pr. civ. (Cas. I, 103, Mart. 16/90, B. p. 279).

20. Deci este admisibil recursul contra unei încheieri care acordând un termen de grație, suspendă cercetarea fondului procesului până după împlinirea termenului acordat de oarece judecata în atari împrejurări urma să dea o deciziune asupra procesului în fond, care fiind definitivă, contra ei se putea face recurs. În adevăr, dreptul de a ataca o hotărâre părțile îl au de la lege, iar nu dela judecător, și precum judecătorul nu poate face ca o parte să aibă dreptul de a ataca o hotărâre când legea, nu i-a recunoscut un asemenea drept, nici a' l ridică când legea i l'a dat, tot pentru același cuvânt judecătorul nu poate ca o hotărâre ce trebuia, fiind dată starea în care procesul se afla înaintea sa, să fie după lege o hotărâre definitivă asupra fondului, s'o considere ca o hotărâre de natură a suspenda judecata fondului și a ține astfel, contra legii, dreptul ce partea ar fi avut încă de atunci a ataca o asemenea hotărâre în suspensiune până la pronunțarea ulterioară a hotărârei sale. (Cas. I, 103, Mart. 16/90, B. p. 279).

21. Condițiunea rezolutorie expresă



nu are loc decât pentru violarea unor anumite clauze din contract, însă, și în acest caz, când există contestație în privința violării contractului, părțile sunt în drept de a se adresa la justiție, pentru ca aceasta să verifice și să se pronunțe dacă în adevăr s'au violat vre-una din clausele contractului și dacă contractul putea fi de drept reziliat în virtutea clauzei rezolutorie expres stipulată. (Cas. I, 254/Iunie 12/90, B. p. 796).

**22.** Din momentul ce inexecuțiunea condițiilor unui contract nu desființează de drept acel contract și el continuă de a exista, urmează că din punctul de vedere al acțiunii în rezoluție, condiția rezolutorie nu poate fi considerată ca împlinită când partea contractului se cere rezoluțiunea avea în momentul cererii executată obligațiunea sa. (Cas. I, 424/Nov. 5/91, B. p. 1202).

**23.** În orice contract bilateral de sine se subînțelege dreptul fie-cărei părți de a cere desființarea lui când cealaltă nu își îndeplinește obligațiunile luate. Când însă acest lucru părțile și-au luat sarcina să-l prevadă în mod expres printr'o clauză clară și precisă, stipulând că rezilierea va lua ființă de drept, fără nici o cerere în judecată, somațiune sau orice altă punere în întârziere și prin singura ajungere a termenului, atunci de sigur nici judecătorul nu mai găsește în puterea sa dreptul de a mai acorda termen de grație pentru executarea obligațiunii debitorului nenorocit, și nici partea ce nu a îndeplinit condițiunile la cântărea supusă nu mai poate, fără voia celeilalte, să facă să reinvieze un contract deja desființat în puterea convențiunii părților. Dacă partea ce tinde la reziliere se adresează justiției să o pronunțe, aceasta o face pentru că în sistemul legiului noastre nimeni nu își poate face dreptate singur, și numai justiției aparține să se pronunțe prin hotărârile sale dacă condițiunile din cari decurge realizarea s'au îndeplinit sau nu. Astfel fiind, contractul de arendare, în care s'au stipulat atari condițiuni, este de drept reziliat prin neplata câștiului la termenul stipulat, și arendașul nu poate fi primit a dovedi cu martori că s'a presintat la termen cu câștiul la proprietar, care a tergiversat și a căutat să nu primească câștiul, căci acest lucru nu dispensa pe arendaș de a înfrânge, reaua voință a proprietarului, somându-l în mod legal să-și primească plata, făcându-i oferte reale la domiciliul său și în caz de refuz să consemneze suma datorită pe numele și în compul creditorului său. (Apel Craiova, II, Febr. 5/93, *Dr.* 24/93).

**24.** Convențiunea legal făcută constitue o lege pentru părți (art. 969);

și dar rezilierea contractului de arendare pentru neplată la termen trebuie recunoscută de tribunal, ori cât de riguroasă ar fi ea, dacă părțile au stipulat-o deplin drept și fără somațiune; într'un atare caz, tribunalul nu mai poate acorda vreun termen de grație pentru executarea obligațiunii. Recursul la justiție din partea locatarului se explică prin voința proprietarului de a se constata de tribunal aceeași reziliere spre a nu se expune la daune. Oferta de plată făcută după expirarea termenului nu împiedică rezilierea, fiind tardivă. (Trib. Dolj, II, Dec. 10/93 *Dr.* 35/93).

**25.** Din art. 1020 și 1021 rezultă că numai în caz când părțile nu stipulează expres rezilierea de drept a contractelor ce încheie, pentru cauza neîndeplinirii vreunei obligațiuni ce cuprinde, pronunțarea acelei rezilieri trebuie a se cere de la justiție, iar atunci când ele prevăd categoric asemenea desființare de drept a contractelor, urmează că nu este necesară intervenirea justiției, ci este suficientă singura manifestatiune a voinței de reziliere din partea părții în a cărei favoare nu s'a executat contractul de către cealaltă parte. (Cas. I, 68, Februarie 22/93, B. p. 120).

**26.** Deși este exact în drept că clauza rezolutorie a expirării termenului convențiunii stipulată în mod expres are de efect rezilierea convențiunii, fără să mai fie nevoie de nici o manifestatiune din partea părții a voinței sale de a uza de dreptul stipulat în favoarea sa însă nimic nu se opune ca părțile, fie înaintea expirării aceluși termen, fie după expirarea lui, să convină la prelungirea acestui termen. Și această modificare adusă la prima convențiune se poate dovedi prin probele de drept comun și dar conform art. 1197, combinat cu art. 1203, prin martori și prezumpțiuni ori de câte ori există un început de dovadă scrisă. (Cas. I, 63/Febr. 22/94, B. p. 241).

**27.** Condițiile și efectele clauzei rezolutorii expresă se determină după regulile stabilite asupra condițiilor și efectelor clauzelor rezolutorii în general, după cari nici chemarea în justiție, nici somațiune nu sunt cerute pentru rezolvirea contractului. (Cas. I, 137/95, B. p. 286).

**28.** Judecătorul fondului este suveran în aprecierea clauzelor coprinse într'un contract. Astfel, în materie de locațiune, și anume când, prin contractul de arendare a unei moși, proprietarul a declarat că își rezervă o sumă oarecare de pogoane pentru a le împăduri, instanța de fond pronunță o hotărâre suverană, când decide că aceea declarațiune a proprietarului nu eră trecută în contract sub forma unei

condițiuni, „sine qua non” a contractului, și că, prin urmare, dănsul a putut arenda alțiua pogoanele rezervate, în loc să le împăduiească, fără ca aceasta să poată autoriza pe arendaș de a cere rezilierea contractului întru cât, de altminterlea, toate obligațiunile principale impuse de lege proprietarului, au fost îndeplinite de acesta. (Cas. I, 89/95, B. p. 159).

**29.** Partea, în privința căreia contractul s'a violat, având alegerea a cere rezoluțiunea sau executarea acelu contract, urmează de aci că neexecutarea unui contract, ca și violarea condițiunilor ce dănsul cuprinde nu desființează deplin drept acel contract, ei continuă a exista și dar, a-și produce efectele sale. Rezoluțiunea nu poate să aibă loc decât când partea o cere și justiția admite cererea sa, iar partea cealaltă poate în tot timpul insantei să înlătore rezoluțiunea contractului executând obligația contractată. (Cas. I, 73/98, B. p. 214).

**30.** Când, într'un act de împrumut cu ipotecă, părțile stipulează că, în caz când debitorul nu va executa obligațiunile luate, contractul va fi rezolvat de drept prin expirarea termenului și fără punere în întârziere, acesta e un pact comisoriu, care operează numai în favoarea creditorului și prin urmare el poate cere ori rezoluțiunea contractului ori executarea lui, debitorul nu poate pretinde că contractul i-a rezervat o condiție rezolutorie potestativă. Pactul comisoriu se poate stipula și în contractele unilaterale. Dacă termenul este stipulat în interesul ambelor părți, debitorul nu poate restitui capitalul înainte de termen, fără consimțământul creditorului său. (Apel Buc. III, Dr. 57/99).

**31.** Când într'un contract de vânzare nu se cuprinde condițiunea rezolutorie expresă pentru nedepunerea pretului, și când instanța judecătorească constată în fapt că ambele părți n'au observat în mod strict contractul și sunt în culpă, judecata este în drept să considere ca bună și valabilă plata pretului, făcută chiar în cursul procesului de rezilierea vânzării. (Cas. I, 25/99, B. p. 437).

**32.** Interpretarea faptelor din care se deduce voința părților contractante de a renunța, — în urma neîndeplinirii condițiunei, — la clauza rezolutorie, chiar când s'ar admite că condițiunea a fost stipulată ca o clauză rezolutorie expresă, este de atributul suveran al instanțelor de fond. (Cas. I, 164/900, B. p. 598).

**33.** Concordatul fiind un contract sinalagmatic și în aceste contracte condiția rezolutorie fiind totdeauna subînțeleasă, în caz când una din părți nu își îndeplinește angajamentul său

desigur că partea cealaltă are drept să-i ceară desființarea. Creditorul însă, a cărei creanță nu este verificată și admisă la masa falimentului, fiindcă a fost contestată și judecarea contestației e încă pendinte înaintea instanțelor judecătorești, nu poate cere anularea concordatului omologat de tribunal, concordat la care el nu a luat și nu putea lua parte. (Trib. Suceava C. Jud. 68/901).

**34.** Prin faptul că comisia interimară a aprobat rezultatul licitației de arendare unei moșii, s'a stabilit între acea comisie și persoana care a concurat la licitație o convenție care creiază drepturi și datorii între ambele părți, chiar dacă nu s'a încheiat între ele un act scris, care să constate acest acord de voințe, și deci fiecare din părți este în drept să ceară în baza art. 1020 și 1021 sau executarea contractului sau desființarea lui cu daune interese. (Cas. I, 526/904, B. p. 1744).

**35.** Condițiunea rezolutorie fiind subînțeleasă în orice contract sinalagmatic, neexecutarea contractului de către una din părți, autoriză pe cealaltă să ceară a fi descărcată de îndatoririle luate de dânsa prin acelaș contract. Prin urmare, când instanța de fond omite a se pronunța asupra probei cu martori, prin care se tinde a se dovedi că cealaltă parte și-a călcat obligațiunile luate prin contract, omisiunea este esențială, fiindcă proba invocată este de natură a schimba soluțiunea litigiului, și ca atare atrage casarea deciziunii. (Cas. I, 497/905, B. p. 1620).

**36.** Dispoz. art. 1021 relative la desființarea contractelor se aplică la toate convențiile sinalagmatice, fie că sunt investite cu un pact comisoriu ori nu. (Apel Buc. III, C. Jud. 30/905).

**36 bis.** Dacă în contractul de vânzare intervenit între părți nu s'a stipulat pactul comisoriu, în asemenea caz neplata pretului nu desființează de plin drept contractul de vânzare. Rezilierea trebuie să se ceară înaintea justiției, care are a se pronunța dacă este sau nu admisibilă, putând da cumpărătorului, după împrejurări un termen pentru plata pretului. (Cas. I, 12 Martie 1908, B. p. 435).

**37.** Contractul de locațiune nu poate fi considerat ca reziliat de plin drept din cauză că lucrul închiriat s'a făcut netrebnic spre obișnuita lui întrebuințare, ci trebuie ca chiriasul, care are alegerea între a silii pe proprietar a executa convenția sau a cere desființarea, să facă cererea înaintea justiției pentru rezilierea contractului. (Cas. I, 12 Nov. 1908, B. p. 1862).

**38.** După dispozițiile art. 1020 și 1021 codul civil, condițiunea rezolutorie este subînțeleasă întotdeauna în contrac-



tele sinalagmatice, în cazul când una din părți nu își îndeplinește angajamentul și, în acest caz, contractul nu este desființat de drept, ci partea are alegerea sau să silească pe cealaltă să execute convențiunea când este posibil, sau să ceară desființarea cu daune înaintea justiției, care, după circumstanțe, poate să acorde un termen părții acționate.

Că, de aci rezultă că, în caz de neplată, vânzătorul are drept să ceară rezilierea și rezilierea nu există decât dacă a fost definitiv pronunțată de justiție, așa că în tot intervalul până la pronunțarea hotărârii definitive, cumpărătorul are dreptul să facă plata, fiind în termen atât timp cât contractul n'a fost reziliat. (Cas. III, 15 Mai 1909, B. p. 673).

**39.** Partea contractantă, în favoarea căreia este stipulată o condiție rezolutorie expresă, poate să renunțe în mod tacit sau expres la beneficiul acelei clauze; iar instanța de fond este suverană să aprecieze din cari fapte rezultă renunțarea părții la beneficiul condiției rezolutorii, fără ca decizia sa în această privință să fie supusă controlului Curții de Casație (Cas. I, 9 Dec. 1909, B. p. 1453).

**40.** Dacă un contract de arendare poate fi făcut numai de primar pentru un bun al comunei, el poate să renunțe în mod valabil la stipulațiunile prevăzute într'însul, cum ar fi pactul comisoriu expres, prevăzut în favoarea Primăriei. (Cas. I, 9 Dec. 109, B. p. 1453).

**41.** În virtutea contractului de locațiune și a art. 1420 codul civil, locatorul fiind dator a trăda locatarului lucrul arendat sau închiriat a'l menține în stare de a putea servi la întrebuițarea pentru care a fost arendat sau închiriat și a face ca locatarul să se poată folosi neîmpiedecat în tot timpul locațiunii, de aci rezultă că arendașul are dreptul a cere ca locatarul să fie obligat a-l lăsa în deplină folosință imobilul arendat, și că numai în caz de imposibilitate de a i se trăda imobilul, arendașul are a face acțiune în daune, ceea ce rezultă din dispozițiunile art. 1021 codul civil.

Prin urmare, instanțele de fond fac o justă aplicațiune a principiilor ce reies din sus citatele articole, când admit în principiu o acțiune prin care se cere de locatar, în baza contractului, să fie obligat locatarul să-i lase în stăpânire și folosință imobilul arendat. (Cas. I, 12 Ianuarie 1910, B. p. 7).

**42.** În lipsă de pact comisoriu expres, neîndeplinirea obligațiunilor uneia din părți nu atrage deplin drept rezoluziunea contractului, care nu poate fi desființată numai în baza condițiunii rezolutorie tacite subînțeleasă, conform art. 1020 din codul civil, în toate con-

tractele sinalagmatice, ci numai prin hotărâre judecătorească definitivă, justiția având chiar dreptul de a acordă un termen părții acționate, înainte de a declară contractul desființat.

Prin urmare, până în momentul în care hotărârea care declară contractul desființat a rămas definitivă, partea acționată are dreptul să execute obligațiunea sa și să împiedice astfel desființarea contractului. (Cas. I, 400 din 25 Iunie 1910, B. p. 965, Jurisprudența 29/910; Dreptul 65/1910).

**43.** După dispozițiunile art. 1021 din codul civil, partea în privința căreia angajamentul nu s'a executat are alegerea, sau să silească pe cealaltă a execută convențiunea, când este posibil, sau să-i ceară desființarea cu daune; iar imposibilitatea de a execută o obligațiune la care se referă acest articol este aceea care derivă dintr'un fapt cu totul străin aceluia care se obligă, iar nu când ea este creațiunea sa, opera propriilor sale fapte. (Cas. I, 705 din 17 Dec. 1910, B. p. 1720, Jurisprudența 5/1911).

**44.** După art. 1021 c. civil atunci când una din părți nu-și execută obligația sa, în contractele sinalagmatice, cealaltă parte are drept să ceară, sau rezilierea contractului cu daune sau executarea lui.

Prin urmare față cu acest drept de opțiune între reziliere și executare ce legea acordă formal părții, nu se poate susține că partea n'ar avea de cât drept la daune nu și la reziliere. (Cas. I, 739 din 9 Nov. 1911. Curier Jud. 1/912).

**45.** Intr'o ipotecă neplata procentelor la termen nu poate să considere termenul pierdut pentru debitor și capitalul să devie exigibil urmărindu-se imobilul ipotecat numai pentru neplata procentelor, când un pact comisoriu expres în această privință nu există între părți.

Astfel, față cu dispozițiunile art. 1021 din codul civil, rezoluțiunea contractului nu poate să se opere deplin drept, ci numai dacă partea cere și justiția admite asemenea cerere, cu dreptul pentru partea, în contra căreia se face cererea, ca în timpul instanței să înălțare rezoluțiunea, executându-și obligațiunea și cu facultatea pentru justiție de a acordă termen pentru cea executare. (Cas. I, 744 din 23 Oct. 1912, B. p. 1663, Jurisprudența Rom. 1/913; Curier Jud. 15/913).

**46.** Pactul comisoriu expres pentru a-și produce efectele sale juridice imediat și neîmpiedecat, trebuie ca îndeplinirea obligațiilor convenției să se desăvârșească potrivit exigențelor riguroase ale actului, adică să nu se întemeieze între părți prin îngăduință, modalități străine celor scrise și sanc-

tionate. (Trib. Fălciu, 2 Oct. 1912, Curier Jud. 8/913).

47. Atunci când părțile nu au prevăzut clauza comisorială în contract, judecătorii au facultatea de a acordă părții un termen pentru executarea obligației deși a fost pus în întârziere de creditor.

Prin urmare, când tribunalul într-o acțiune intentată pe baza legii proprietarilor pentru evacuarea imobilului, din cauza neplății chiriei, judecă că intimatul nu e în culpă, deși a depus chiria în cursul instanței de apel, a uzat de un drept suveran de apreciere. (Cas. I, 278 din 2 Aprilie 1913. Jur. Rom. 19/913).

48. Clauza rezolutorie expresă nu își produce efectul decât atunci când este dovedit că partea față de care se invoacă se găsește în culpă prin neîndeplinirea în prealabil a obligațiunii de care este ținută. (Apel Buc. I, No. 224, 1913; Dreptul 1914, p. 166).

49. Curtea poate făcând uz de facultatea acordată de art. 1021 c. civ., să acorde chiriașului un termen de evacuare, când proprietarul nu a făcut diligentele necesare pentru a se rezolvă cât mai grabnic cererea sa, lăsând să treacă epoca obișnuită de închiriere a imobilelor. (Apel Craiova I, 1913. Dreptul 1915, p. 125).

50. Într'un contract de vânzare, în caz de neexecutarea obligațiunii uneia din părți, partea care și-a executat obligațiunea este datoare a cere mai întâi rezilierea contractului și în urmă să ceară daune, numai atunci când ar fi vorba de neexecutarea totală a contractului de vânzare-cumpărare, iar nu și atunci când e vorba numai de neexecutarea parțială a aceluși contract, în care caz partea în drept are alegerea, potrivit art. 1021 cod. civil, care e aplicabil și în materie comercială, de a cere sau executarea contractului pentru partea de obligațiune rămasă neexecută și să-și formuleze în același timp și cererea de daune, sau să renunțe la cererea de executare parțială a contractului și să ceară rezilierea lui în total. (Apel Buc. II, No. 4, 1914; Dreptul 1914, p. 231).

51. a) Proprietarul poate renunța la dreptul de a cere rezilierea contractului pentru orice călcare din partea chiriașilor a obligațiilor prevăzute în contract, atât în mod expres cât și în mod tacit, dacă renunțarea rezultă din fapte așa de concludente ca să nu fie cu putință nici o incertitudine asupra voinței de a renunța, să nu aibă nimic de echivoc și să nu se poată interpreta decât în sensul unei renunțări.

b) Pentru ca instanțele judecătorești să poată rezilia un contract pentru neîndeplinirea de obligațiuni, trebuie ca

acea călcare de obligațiune să fie esențială și de așa importanță încât partea nu ar fi contractat fără îndeplinirea ei, iar prejudiciul cauzat să fie însemnat și ireparabil. (Apel Buc. I, No. 184, 1914; Dreptul 1914, p. 596).

52. a) Vânzătorul care și-a îndeplinit sau e gata să-și îndeplinească obligațiunile sale și să predea cumpărătorului lucrul vândut, are facultatea chiar în lipsa unei condițiuni stipulate expres în contract, sau să constrângă pe cumpărător să execute contractul, sau să ceară desființarea lui, în caz când cumpărătorul nu și-a îndeplinit obligațiunea principală de a plăti prețul integral și dobânzile datorite.

b) Într'un contract sinalagmatic, partea care nu și-a îndeplinit sau nu e gata să-și îndeplinească obligațiunea sa, nu poate cere rezoluțiunea contractului. (Apel Constanța, Sept. 1914. Dreptul 1914, p. 490).

53. Dacă proprietarul nu își îndeplinește obligația de a garanta pe chiriaș de folosința lucrului închiriat, făcând să dispară turburarea acelei folosințe, chiriașul este în drept să refuze plata chiriei până la încetarea turburării, în care caz el nefiind în culpă pactul comisor nu poate să opereze contra sa. (Cas. I, 537/915, Curier Jud. 78/915. Dreptul 1915 p. 585).

54. Clauza prin care testatorul ar interzice moștenitorilor de sânge de a cere desființarea legatului pentru neîndeplinire de sarcini, nu poate produce nici un efect, căci dreptul ce are moștenitorul, conform art. 1021 c. civ. dela convențiunii aplicabil și la testamentele, de a cere sau executarea sarcinilor, sau revocarea legatului, nu poate fi ridicat prin clauzele testamentului. (Cas. decizia No. 466, din 7 Sept. 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 530).

55. Pactul comisor expres pentru neplata chiriei, inserat într'un contract de locație, nu poate să opereze în contra chiriașului, când se constată că proprietarul este în culpă că nu a garantat pe chiriaș de folosința lucrului închiriat. (Cas. I, 557/915. Curier Jud. 2/916).

56. Potrivit principiilor de drept, clauza prevăzută într'un act, că vânzarea va fi reziliată de plin drept și fără punere în întârziere, în caz de neexecutare a obligației, nu poate produce prin ea însăși efectul său complet, decât dacă părțile au convenit, în același timp, că prețul va fi plătit la domiciliul vânzătorului, căci în caz contrar, vânzătorul, ca să poată profita de clauza comisorială, care să opereze rezilierea vânzării de plin drept, la expirarea termenului, e ținut să justifice că s'a prezentat în persoană sau prin mandatar la domiciliul cumpărătorului spre a-i cere plata și că i-a



fost refuzată, dovadă pe care nu o va putea face decât adresându-se cumpărătorului somațiunea de care este dispensat prin convențiune.

Prin urmare, creditorul nejustificând cu nimic că și-a manifestat intenția de a cere plata debitorului la domiciliul său și că acesta a refuzat, oferta reală, făcută după scadență de debitor creditorului, urmează a se valida, pactul comisoriu din actul de vânzare nema putând să-și producă efectele sale. (Trib. Gorj I, 354/915. Curier Jud. 22, 1916).

**57.** După art. 1020 c. civ., condițiunea rezolutorie este subînțeleasă în toateauna în contractele sinalagmatice, în caz când una din părți nu-și îndeplinește obligațiunea sa, iar cererea vânzătorului — într'un contract de vindere-cumpărare de mărfuri, care e un contract sinalagmatic — de a revinde, în comptul cumpărătorului neurmător obligațiunii sale, mărfurile vândute, implică prin ea însăși cererea de a se rezilia contractul din culpa cumpărătorului.

Așa fiind, cu drept cuvânt instanța de fond declară reziliat un contract de vindere-cumpărare de mărfuri la cererea vânzătorului de a revinde comptul cumpărătorului marfa pentru a cărei predare nu s'a dat în termenul stipulat acreditivul convenit de părți, și acordă daune părții care nu e în culpă daune pe care instanța, din moment ce-și motivează hotărîrea sa în această privință, e în drept să le aprecieze în mod suveran. (Cas. III, deciziunea No. 262. din 28 Aprilie 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 369).

**58.** Dacă într'un contract de arendare părțile au prevăzut pactul comisoriu numai pentru neplata câștiurilor la termen, iar nu și pentru neplata ratelor la termen, către Creditorul rural, părțile se găsesc în acest din urmă punct, sub imperiul condițiunii rezolutorii ce art. 1020 c. civ. subînțelege tacit în orice contract sinalagmatic și prin urmare neîndeplinirea acestei obligațiuni a arendașului de a plăti rata la Credit nu îndrituiește pe proprietar de a cere rezilierea, decât după o prealabilă punere în întârziere.

Prin urmare, Curtea de apel constatănd că la cea dintâi punere în întârziere ce s'a făcut arendașului, prin somația de a evacua imobilul, arendașul a consemnat rata către Credit, cu drept cuvânt și printr'o justă aplicare a art. 1020 și urm. c. civ., a respins cererea de evacuare. (Cas. I, decizia No. 567, din 16 Octombrie 1915. Jur. Rom. 1916, p. 100).

**59.** Din combinația art. 1429 și 1430 cu art. 1020 și 1021 din codul civil, aplicabile și în materie comercială, rezultă că, în caz când locatarul nu-și îndepli-

nește obligațiunea de a îngriji ca un bun proprietar de lucrul închiriat, locatarul are facultatea de a cere sau rezilierea contractului cu daune sau executarea obligațiunii, iar această dublă acțiune este evident că locatorul o are în chiar cursul executării contractului, iar nu la expirarea lui, nema putându-se atunci concepe o cerere de reziliere sau de executare de obligațiuni contractuale.

Prin urmare, cererea proprietarului unui vas închiriat, făcută în chiar cursul executării contractului de navlu de a se constată culpa chiriașului pentru deteriorarea vasului și deci pentru neîndeplinirea obligațiunii de a conserva lucrul închiriat, nu constituie o cerere prematură, ci exercitiul unui drept născut și actual în baza suscitatorilor texte de lege.

Aprecierea împrejurărilor din care instanța de fond își face convingerea că reparațiunile cerute reclamă urgența și trebuesc făcute în cursul contractului, e o chestiune de fapt. (Cas. I, No. 281, 1916, Jurispr. Rom. 1916, p. 377).

**60.** Când interpretarea dată de instanțele de fond clauzei contractuale, este făcută cu paza tuturor regulilor admise de lege în această materie și nu denaturează voința părților, scapă controlului Curței de Casație.

Condițiunea rezolutorie tacită subînțeleasă totdeauna în contractele sinalagmatice, când o parte nu-și îndeplinește angajamentul, operează conform art. 1079 al. I cod. civil, prin punerea debitorului în întârziere, odată cu chemarea sa în judecată.

Prin urmare, bine instanța de fond a judecat și declarat reziliat contractul de locațiune dintre părți, când chiriașul nu și-a îndeplinit obligația luată asupra-și de a face reparațiile necesare imobilului, cu toată punerea sa în întârziere, prin chemarea în judecată și acordarea unui termen de grație.

Instanța de fond desființând contractul pe considerațiunea de mai sus, a făcut o bună aplicațiune a textelor citate, întrucât chiriașul întrebuițând imobilul fără a face acele reparațiuni, însemnează că l-a întrebuițat altfel de cum se obligase. (Cas. I, decizia civilă No. 265 din 5 Nov. 1919; Jurispr. Rom. 1-2/920, p. 3).

**61.** Când se cere rezilierea unui contract de arendare pentru neîndeplinirea obligațiunilor impuse de lege, proprietarul nu este dator să pună mai întâi în întârziere pe arendaș, pentru simplul motiv că art. 1020 și 1021 c. civ. care prevăd condițiunea rezolutorie subînțeleasă în contractele sinalagmatice nu cer această condițiune.

Singurul articol care prescrie că debitorul trebuie pus în întârziere este art. 1081 c. civil care tratează despre

daune interese ce nu sunt datorite decât sub această condițiune. (Cas. I, No. 1, 1919; Jurispr. Rom. 13-14/919, p. 632. Curier Jud. 2/919).

**62.** După art. 1420 din codul civil, prima obligațiune a locatorului este de a predă locatarului lucrul închiriat; iar conform art. 1021 c. civ., în caz de neexecutare, partea în privința căreia obligațiunea nu s'a executat, are alegerea sau să ceară desființarea contractului cu daune-interese, sau să silească pe cealaltă parte să execute convenția, când este posibil.

Prin urmare, locatorul care s'a obligat a trădă lucrul, poate să fie constrâns la aceasta prin forța publică și o asemenea executare este posibilă, întrucât predarea lucrului închiriat se poate face fără intervenția debitorului și fără concursul activ al voinței sale. (Cas. I, No. 6, 1919; Jurispr. Rom. 4-5, 1919, p. 515).

**63.** Rău instanța de fond hotărăște că partea poate să ceară, pe cale principală, executarea unui contract de locațiune, deși această executare nu mai eră posibilă și admite, pe acest motiv, evacuarea terenului închiriat de către un terțiu, interpretând greșit art. 1021 c. civ. (Cas. I, No. 163, 1919; Jurispr. Rom. 33-34/919, p. 826).

**64.** Obiecțiunea recurentului formulată în sensul că pactul comisoriu prevăzut în contractul principal de locațiune nu-i este opozabil întrucât n'a cunoscut și acceptat acest contract, nu este întemeiată, de oarece sublocatarul a intrat în toate drepturile și obligațiunile locatarului principal față cu proprietarul.

Prin urmare, instanțele de fond nu comit exces de putere sau violare de lege, când aplică clauza rezolutorie stipulată în contractul de locațiune, sublocațiunii recurentului. (Cas. I, No. 210, 1919; Jurispr. Rom. 1920, p. 18).

**65.** Prin art. 37 al legii măsurilor excepționale legiuitorul nu a înțeles să acorde favoarea prelungirii de drept a contractelor decât chiriașilor care își vor îndeplini exact obligațiunile luate prin contractul de închiriere.

Astfel când într'un contract s'a stipulat pactul comisoriu al rezilierii de prim drept în caz de neplata chiriei la termenul convenit, acest pact comisoriu continuă să-și producă efectul, și dacă chiriașul nu se ține de condițiunea de a plăti la termen, contractul se reziliază de plin drept chiar sub regimul legii măsurilor excepționale. (Cas. I, decizia No. 343 din 10 Iunie 1916; „Jurispr. Rom.” 1919, p. 592).

**66.** Efectele casării totale fiind de a se anula în întregime hotărîrea casată, instanța de trimitere este investită cu aceleași drepturi de cercetare și jude-

care a pricinei, pe cari le aveă instanța a cărei hotărîre a fost casată.

Prin urmare, la instanța de trimitere, moștenitorii cumpărătorului pot cere respingerea acțiunii în reziliere, pentru motivul că nu au depus în termen util prețul integral al vânzării, căci prin aceasta ei nu fac decât să invoace un mijloc nou de apărare. (Cas. I, decizia No. 56, din 20 Februarie 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 220).

**67. a)** Deși în principiu, este exact că recursul folosește numai aceluia care uzează de el, totuși aceasta nu înseamnă că un recurent poate pretinde, prin admiterea recursului, să i se recunoască mai multe drepturi decât le are în realitate.

Prin urmare, vânzătorul care a obținut rezilierea parțială a vânzării, pentru neplata prețului, numai în urma erori juridice, care a fost îndreptată prin casare, în urma cererii sale, nu se poate plînge că Curtea de trimitere i-a respins acțiunea în întregime, în urma constatării că acțiunea este indivizibilă și că prețul a fost depus în întregime. În adevăr, în urma admiterii recursului vânzătorului, el a câștigat numai puțința de a obține rezilierea în întregime, sau i se respinge acțiunea în întregime.

b) Atât la instanța a cărei decizie a fost casată, cât și la instanța de trimitere, moștenitorii cumpărătorului n'au avut decât o singură pretenție, aceea de a se respectă vânzarea, astfel că dacă au depus prețul integral la Curtea de trimitere, care a respins acțiunea de reziliere în întregime, prin aceasta nu se poate spune că ei au făcut o cerere nouă la instanța de trimitere, unde cereau moșia pro toto, cerere pe care n'au făcut-o la instanța a cărei decizie a fost casată, și unde ceruse moșia numai pro parte. (Cas. I, No. 56, 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 220).

**68.** Dreptul conform justiției prin partea finală a art. 1021 c. civ., ca în cazul unei cereri de reziliere a unui contract, bazată pe efectul condiției rezolutorii tacite din art. 1020 c. civ., se poate acordă termen părții acționate pentru a-și putea astfel îndeplini obligațiile contractuale, constituie o simplă facultate pentru instanța de fond iar nu o obligație de care partea care nu a executat contractul s'ar putea prevală. (Cas. I, 574 din 23 Nov. 1920, Jur. Rom. 19/921; Judec. ocol Brabova-Dolj, 38 din 15 Mart. 1923. Pand. Rom. 1923, III, 95).

**69.** Faptul unui proprietar de a nu fi dat urmare pactului comisor prevăzut în contract și de a continua să primească chiria și peste termenul exigității ratelor, poate fi interpretat în sensul că în intenția proprietarului clauza rezolutorie a avut numai un



caracter cominatoriu și că dânsul a înțeles să renunțe la rigoarea dreptului său.

Prin urmare, instanța de fond eră datoare să examineze mijlocul de apărare dedus de recurent din renunțarea proprietarului la pactul comisor căci dacă ar fi constatat o astfel de renunțare, tribunalul nu s'ar mai fi putut crede legat de acea clauză rezolutorie, în acest caz având facultatea conform art. 1020 c. c., de a menține contractul cu toată întârzierea în plata chiriei și soluția procesului putea fi diferită de aceea care s'a dat. (Cas. I, 99 din 10 Mart. 1920, Jur. Rom. 13/920, Curier Jud. 71-72/920, Dreptul 43/920. Pand. Rom. 1922, III, 48).

**70.** Pactul comisor stipulat într'un contract având caracterul unei penalități pentru partea care nu-și îndeplinește obligația sa, spre a putea opera rezilierea contractului, nu e suficient să se facă numai dovada că partea împotriva căreia se invoacă, nu și-a îndeplinit obligația exact la termenul stipulat în contract, ci mai trebuie dovedit că această întârziere în îndeplinirea obligației se datorește relei credințe, neglijenței sau neputinței părții de a-și îndeplini obligația luată. (Trib. Ilfov s. II, 701 din 21 Oct. 1920, Dreptul 40/920; Cas. I, 1181 din 27 Nov. 1923, Jur. Rom. 2/924, Pand. Rom. 1924, I, 125, Curier Jud. 11/924).

**71.** Potrivit art. 1020 și 1021 c. civ., clauza rezolutorie în contractele sinagmatice este operantă în rezilierea convențiilor cu trei variante după cum e presupusă sau expres prevăzută; astfel: a) clauza prezumată are de efect a nu pronunța îndată rezoluția, ci lasă la facultatea judecătorului a acorda și termen de executare; b) când se prevede rezilierea la un termen dat pentru ca ea să se pronunțe se cere o prealabilă somație; c) când în pactul comisor se arată că rezilierea va avea loc fără somație sau altă punere în întârziere, atunci ea are loc de drept, fără vreo altă formalitate. (Trib. Tecuci, 89 din 22 Iulie 1920, Dreptul 41/920).

**72.** Pactul comisor expres prevăzut într'un contract de locație, operând deplin drept rezilierea contractului prin neexecutarea la termen a obligației, urmează că dacă proprietarul îngăduiește pe chiriasul său a continua să rămăie în imobil, prin aceasta părțile în mod tacit au convenit ca vechiul contract să înceteze și un nou contract de închiriere să înceapă cu totul diferit de cel vechi, întrucât părțile tăcând asupra pactului comisor expres, raporturile între ele urmează a fi regulate după dispozițiile codului civil în materie de locație. (C. Apel Buc. s. IV, 92 din 15 Mai 1920, Dreptul 2/921, Pand. Rom. 1922, III, 22).

**73.** Simpla îngăduință a proprietarului de a i se plăti câștutul de chirie și după termenul stipulat în contract, nu poate fi considerat în general ca o renunțare la pactul comisoriu expres de cât numai pentru acel termen. (C. Apel Buc. s. IV, 215 din 3 Nov. 1920, Curier Jud. 44/921).

**74.** Pactul comisor expres prevăzut într'o convențiune, este o clauză numai în favoarea părții care și-a îndeplinit obligația; el nu poate fi înțeles ca o stipulație bilaterală și nu poate fi invocat decât numai din partea care și-a executat sau se oferă a-și executa obligația iar nu și de partea care este în culpă. (Trib. Prahova s. III, 29 Apr. 1920, Pand. Rom. 1922, II, 44).

**75.** Într'un contract care prin natura lui implică prestațiuni succesive, termenul extinctiv stipulat de părți, ca mod de stingere a obligațiilor, operează prin simpla împlinire a lui, independent de orice idee de culpă a uneia din părți în executarea obligației sale. Obligația odată stinsă prin împlinirea termenului, nu se mai pot produce efecte, decât printr'un nou acord de voință a părților care creează o nouă obligație și prin urmare judecătorul nu se poate substitui părților prelungind, prin acordarea unui termen de grație o obligație care a fost stinsă în acest mod. (Cas. I, 13 din 24 Ian. 1921, Jur. Rom. 16-17/921, Curier Jud. 25/922, Pand. Rom. 1922, III, 41; In acelaș sens: C. Apel Iași s. I, Justiția (Iași), 9-10, 1920; Trib. Ilfov s. II, 416 din 24 Mai 1922, Dreptul 22/922; C. Apel Iași s. I, 19 din 8 Aprilie 1922, Dreptul 17/923; C. Apel Buc. s. III, 123 din 16 Mai 1923, Jur. Gen. 1923, No. 829; Trib. Ilfov s. I com. 592 din 20 Oct. 1923, Dreptul 38, 1923).

**76.** Pactul comisor înscris într'un contract de închiriere, nu poate opera de cât după cerere și în folosul proprietarului care l-a stipulat ca o sancțiune pentru neîndeplinirea obligațiilor luate de chirias.

De acest pact chiriasul care nu și-a îndeplinit obligațiile contractuale nu se poate prevală, căci dacă s'ar admite aceasta, contractul s'ar putea ori când rezilia prin simpla sa manifestare de voință. (Cas. I, 212 din 15 Mart. 1921, Curier Jud. 27/921).

**77.** Este netăgăduit în drept ceea ce privește chiriile viitoare, pactul comisor stipulat într'un contract, conservă puterea operantă atunci când chiriasul a fost deșteptat printr'o notificare sau alt act echivalent. (C. Apel Buc. s. I, 10 din 20 Ian. 1921 Curier Jud. 29/921).

**78.** La baza ori cărei rezilieri, chiar când în convenția părților este prevăzută clauza pactului comisor expres, trebuie să existe o culpă, astfel că

pactul comisor nu-și produce efectul decât dacă este dovedit că partea față de care se invoacă, se găsește în culpă prin neîndeplinirea în prealabil a obligației de care este ținută.

Prin urmare faptul nedepunerii unei chirii la termenul stipulat în contract, pe motivul că la acea dată quantumul ei nu eră lămurit fiind litigiu între părți cu privire la fixarea quantumului chiriei, nu poate să producă efectele pactului comisor. (C. Apel Buc. s. I, 4 Aprilie 1921, Dreptul 6/922).

**79.** În cazul când convențiunea părților nu fixează locul unde plata trebuie făcută, ea urmează a fi cerută de creditor la domiciliul debitorului.

Când, pe lângă aceasta în convențiune nu este stipulat nici pact comisor expres pentru neachitare la termen, debitorul poate face plata chiar în instanța de judecată și ca atare dovada făcută de creditor că s'a prezentat la domiciliul debitorului să o ceară și a fost refuzat nu poate atrage rezilierea convenției. (C. Apel Galați s. I, 8 din 17 Febr. 1921, Pand. Rom. 1922, II, 139; Judec. ocol II Ploești, 581 din 14 Dec. 1922, Jur. Gen. 1923, No. 372).

**80.** Rezoluția unui contract pe temeiul pactului comisor expres stipulat de părți, sau în virtutea condiției rezolutorie tacite, implică neapărat o culpă, adică un fapt imputabil, părții care nu și-a executat obligația. Pentru a dovedi că nu este în culpă de a nu-și fi îndeplinit obligația și a înlătură consecințele neplății datoriei la termen, în cazul când creditorul refuză a primi plata sumei ce i se oferă, legiuitorul a dat putință debitorului ca pe calea ofertei reale prevăzută de art. 1114 c. civ., făcută în termen, prin mijlocirea unui agent judecătoresc să constate refuzul creditorului și deci culpa acestuia în rezilierea pactului comisor.

Însă această procedură formală nu mai are rațiune de a fi îndeplinită atunci când creditorul recunoaște la interogator că înainte de termen sau la ziua termenului i s'a prezentat debitorul pentru plată, însă el a refuzat s'o primească, ceea ce a făcut pe debitor s'o consenmeze în aceiași zi la dispoziția sa.

Prin urmare, cu drept cuvânt tribunalul respinge acțiunea de reziliere, constatând că pactul comisor din contract nu a putut opera, debitorul nefiind în culpă. (Cas. I, 494 din 6 Iunie 1921, Jur. Rom. 13-14/922).

**81.** Când într'un contract de arendare s'a înserat pactul comisoriu expres, că neplata arendeii la timp atrage după sine rezilierea deplin drept a contractului, dacă proprietara în favoarea căreia s'a stipulat condițiunea rezolutorie expresă a renunțat în mod expres sau tacit la beneficiul acestei clauze,

nu mai poate cere evacuarea arendașului din imobilul arendaș.

În speță, simpla îngăduință a proprietarei de a i se plăti căștiurile de arenda și după termenele stipulate în contract, nu poate fi considerată ca o renunțare pentru totdeauna la clauza rezolutorie expresă din contract ci numai pentru termenele respective pentru care a primit arenda, deoarece ceea ce a determinat pe intimată să fie mai puțin severă cu arendașul a fost situațiunea precară a acestuia și dificultățile cu care plătea căștiurile. Ceva mai mult, intimata, pentru ca pactul comisoriu expres să poată opera, și-a manifestat voința de a i se plăti căștiurile la termenele și locul determinate în contract, prin două acte extrajudiciare (notificări), anterioare termenului de plată, punându-l astfel în întârziere pe arendaș. Intimata în favoarea căreia este prevăzut pactul comisoriu expres, poate deci să socotească contractul reziliat din cauza neexecuțării din partea arendașului a obligațiunei de a plăti căștiul la 1 Iulie 1922, iar justiția n'are decât să constate, după cererea proprietarei, rezilierea deja operată. (Trib. Roman, sent. civ. 368 din 23 Oct. 1922, Jur. Gen. 1923, No. 899).

**81 bis.** Atunci când părțile nu au prevăzut un termen fix pentru executarea obligațiilor lor contractuale, adică atunci când termenul nu constituie în intenția lor un element esențial al contractului, cauzele de forță majoră, cari împiedică temporar executarea, au un efect dilatoriu, iar nu rezolutoriu asupra contractului, ori de câte ori după încetarea cauzelor interpretative, executarea mai departe a contractului este posibilă. (Cas. III, 378 din 14 Mart. 1922, Pand. Rom. 1924, I, 264).

**82.** Deși împlinirea condițiunii rezolutorii exprese dintr'un contract, atrage după sine quasi-automatic desființarea convențiunii, iar judecătorul nu are decât să o constate, totuși nu se poate admite că este exclusă orice cercetare asupra conduitei părților, cum și a intențiunii comune ce acele părți au avut-o la încheierea convențiunii referitor la modul de împlinire a acelei condițiuni.

Din acest punct de vedere, referindu-ne la dispozițiunile codului civil, găsim că dolul și culpa este ținută în seamă la îndeplinirea condițiunilor de art. 1014, iar art. 1011 pune ca principiu că împlinirea condițiunii trebuie să se facă astfel cum au înțeles părțile să fie făcută; art. 970 prevede că convențiunile trebuiesc executate cu bună credință, și art. 977, ocupându-se de interpretarea convențiunilor, arată că interpretarea se face după intenția co-



mună a părților contractante, iar nu după sensul literal al termenilor.

Obiecțiunea intimitei că efectele pactului comisoriu nu pot fi înlăturate decât dacă s'ar fi făcut la timp o ofertă reală, după formele prescise de lege, este neîntemeiată, de oarece oferta reală este indispensabilă numai în cazul în care un debitor susține că s'a liberat de obligațiunea sa la epoca prevăzută în contract. Oferta reală nu este însă necesară și ea nici nu se poate face în termenul contractului, atunci când este împiedicată prin manopere dolosive din partea creditorului.

În speță debitorul, prin proba cu martori, nu voește a dovedi liberarea sa, ci cată să explice că el a fost gata să se libereze în termen, însă creditorul a reușit prin zisele manopere să-l facă să creadă că și o plată posterioară va fi socotită ca bine făcută. (Trib. Ilfov s. not., jurnal 8519 din 18 Dec., 1922. Jur. Gen. 1923, No. 1371).

**83.** Când chiria este cherabilă, punerea în întârziere este necesară din partea creditorului spre a se putea arăta ulterior culpa debitorului în neexecutarea obligațiunii și aceasta în legătură cu o eventuală cerere în rezoluțiune a contractului. Mergerea la domiciliul debitorului înlocuște această punere în întârziere.

Punerea în întârziere poate rezultă și din alte împrejurări și în special din o acțiune intentată înaintea justiției, care poartă în sine caracterul celei mai urgente măsuri luate pentru a deștepta atențiunea debitorului; prin comunicarea acțiunii la chiar domiciliul debitorului se îndepărtează obiecțiunea că prin acest mod de punere în întârziere s'ar contrazice legea părților contractante în ce privește obligațiunea mergerei în ce privește obligațiunea mergerei creditorului la domiciliul debitorului.

Punerea în întârziere fiind făcută, chiriașul trebuie să dovedească executarea obligațiunii sale, ce poate rezultă nu numai din faptul plății, ci și din alte împrejurări de natură a arăta imposibilitatea executării prin culpa locatarului. În special, chiriașul deșteptat prin acțiune, trebuie să depună chiria la dispoziția locatarului în tot timpul procesului, sau să notifice acestuia voința sa de a-și îndeplini angajamentul contractual în modul prevăzut de convențiune, adică la domiciliu.

Prima instanță, respingând acțiunea numai pe considerațiunea că chiria este cherabilă, fără a discuta și caracterul acțiunii în justiție în ce privește efectul legal al unei puneri în întârziere și fără a se preocupa de îndatoririle impuse celui deșteptat în executare, cu privire la aprecierea culpei

pe care se bazează rezilierea unei convențiuni, a comis o violare de lege și un exces de putere. (Trib. Dorohoi, jurnal No. 9327 din 28 Oct. 1922, Jur. Gen. 1923 No. 1742).

**84.** Potrivit dispozițiilor art. 1021 c. civ. faptul neachitării chiriei la termenul stipulat în contract, fără însă să fie sancționat prin pactul comisor expres nu pune pe chiriaș în situațiune de a fi considerat în întârziere ci aceasta are loc numai în urma unei cereri formale din partea proprietarului.

Chiar în urma unei cereri din partea proprietarului, dacă în contract nu este stipulat pactul comisor expres, rezilierea lui trebuie cerută înaintea instanțelor de judecată și în tot timpul judecării cererei de reziliere și până la pronunțarea unei hotărâri definitive și irevocabile de către instanțele de fond, chiriașul este în drept să-și execute obligația prin plata pretului locației după formele cerute de lege. (Trib. Dorohoi, 366 din 9 Nov. 1922. Jur. Gen. 1924, No. 1461; Cas. I, 174 din 24 Febr. 1922. Jur. Rom. 9-10/1922, Pand. Rom. 1922, III, 158; Pand. Rom. 1923, I, 221; Cas. III, 929 din 31 Mai 1922 Jur. Rom. 13-14/1922. Dreptul 25/1922, Curier Jud. 31/1922; C. Apel Constanta, 18 din 1 Ian. 1924. Justiția Dobrogei, 6/1924; C. Apel Constanta, 329 din 2 Iunie 1924, Justiția Dobrogei, 7-8/1924).

**85.** Atunci când instanța de fond constată în fapt că contractul de închiriere prevede în favoarea proprietarului pentru neplata la termen și la domiciliul său a chiriei datorite, un pact comisor expres, a cărui punere în lucrare este condiționată de manifestarea voinței proprietarului de a se prevala de el, pentru a evita consecințele acestui pact comisor, chiriașul e dator ca la termenile stipulate și în ori ce caz, înainte de primirea vre-unei somațiuni din partea proprietarului, să se prezinte la domiciliul acestuia, spre a-i plăti chiria și în caz de refuz din partea proprietarului, să procedeze la facerea ofertei reale conformându-se în această privință dispozițiilor art. 1114 și urm. c. civ., combinate cu art. 604 și urm. pr. civ. Numai prin facerea unei asemenea oferte, debitorul este privit de lege că nu se găsește în întârziere cu plata și deci nu e în culpă și astfel este apărut de sancțiunile convenționale și legale pentru neîndeplinirea unei obligații la timp.

Astfel fiind bine instanța de fond a decis că locatarul nu a justificat conform legii, îndeplinirea obligației sale de plată a chiriei, atunci când față de stipulațiile contractului mai sus arătate, nu a procedat la facerea ofertei reale, conform citatelor dispoziții de lege ci s'a mulțumit ca după expirarea

termenului de plată să consemneze suma și să notifice aceasta proprietarului. (Cas. I, 84 din 3 Febr. 1922, Jur. Rom. 11/922, Pand. Rom. 1923, I, 49).

**86.** În principiu cererea de rezoluțiune a unui contract pentru neîndeplinirea unei obligații contractuale nu este condiționată de lege de necesitatea unei puneri în întârziere.

Prin urmare Curtea de apel nu violează art. 1020 și 1021 c. civ., când admite rezilierea, pentru călcarea clauzei care prohibeă subînchirierea, fără ca chiriașul să fi fost pus în prealabil în întârziere, ci numai pe baza acțiunii, care constituie prin ea însăși cea mai energică punere în întârziere. (Cas. I, 417 din 1 Mai 1922, Jur. Rom. 18/922).

**87.** Când locatarul nu face cu nimic dovada că s'a prezentat la proprietar în termenul stipulat în convenție spre a-i face plata chiriei și nici nu justifică aceasta printr'o ofertă reală, făcută tot în termenul fixat pentru plata datoriei, conform legii se aplică sancțiunea pactului comisor convențional, reziliindu-se contractul. (Cas. I, 84 din 3 Febr. 1922, Curier Jud. 40/922).

**88.** Partea în favoarea căreia este stipulat pactul comisor expres, are incontestabil dreptul de a renunța la această favoare, chiar fără consimțământul părții adverse și această renunțare poate fi făcută fie în mod temporar, fie în mod definitiv pentru toată durata contractului. Ceea ce trebuie examinat în ipoteza unei renunțări la pactul comisor, este dacă se poate atribui renunțătorului intenția de a nu mai beneficia de acest pact, pentru toată durata contractului sau dacă trebuie limitată renunțarea numai la acele abateri, pentru cari nu s'a recurs de renunțător la exercițiul acestei clauze, chestiunea de apreciere care scapă controlului Curții de Casație.

În ipoteza unei renunțări temporare, singura restricțiune care se poate pune exercițiului pactului comisor este ca acel care are drept a-l exercita, să încunoștiințeze pe cealaltă parte despre intenția de a reclama pe viitor o executare scrupuloasă a contractului, pentru ca astfel aceasta să nu poată comptă pe viitor pe vreo toleranță și să nu fie surprinsă în buna sa credință.

În special, în materie de închirieri, cu plăți în rate periodice și în mod anticipativ, trebuie ca asemenea încunoștiințări să fie făcute anterior datei exigibilității unei rate, pentru ca pactul comisor repus în funcțiune, să poată opera și în privința acestor rate. Încunoștiințarea după data exigibilității unei rate, cum este în specie, are de efect să facă ca pactul comisor, la care se renunțase, să nu poată reopera de cât numai în ce privește ratele pe viitor, iar nu și pentru chiriile exigibile,

în timpul cât părțile se găseau sub regimul renunțării la acea clauză. (Cas. I, 1023 din 13 Oct. 1922, Jur. Rom. 3/923, Curier Jud. 10/923; Cas. I, 539 din 25 Mai 1923, Jur. Rom. 19/923; Pand. Rom. 1924, III, 52).

**89.** Prin legea de la 26 Iulie 1921 s'a urmărit simplificarea formalităților de plata chiriei, acordându-se chiriașului facultatea de a se liberă prin plata direct proprietarului sau prin consemnarea chiriei și înainte de termen, chiar când chiria ar fi urmat să se plătească conform contractului, la domiciliul proprietarului, înlăturându-se prin aceasta formalitățile multiple ale ofertei reale, prevăzute în dreptul comun, pentru cazul când debitorul voește a se liberă de datorie.

Legea arătând procedura de urmat de către chiriașul, care voește a fi liberat de plată, nu se ocupă și de efectele pe cari neîndeplinirea obligației de plată le poate avea asupra contractului și nu prevede contra chiriașului vre-o sancțiune pentru cazul când nu ar fi efectuat plata conform acestei legi, de unde urmează că consecințele neefectuării plății rămân a se aprecia după convenția părților sau în lipsă, după normele prevăzute de dreptul comun în această materie.

Prin urmare și în urma acestei legi neplata chiriei la termen nu atrage rezilierea contractului de închiriere decât atunci când se constată că neplata este imputabilă chiriașului. (Cas. I, 1023 din 13 Oct. 1922, Jur. Rom. 3/923, Curier Jud. 10/923; Cas. I, 1406 din 25 Dec. 1922, Jur. Rom. 7-8/923).

**90.** Faptul că părțile cari au stipulat în convenția lor pactul comisor expres, au prevăzut că rezilierea nu se poate cere de cât de una din părți pentru neîndeplinirea obligației celeilalte, nu atrage ca consecință necesitatea unei somații prealabile rezilierii, de oarece pactul comisor operează rezilierea tot de drept și fără somație sau judecată, dar numai după voința unei părți. (C. Apel Buc. s. IV, 4 din 3 Ian. 1922, Dreptul 10/923; Pand. Rom. 1924, I, 73; C. Apel Craiova s. I, 73 din 28 Aprilie 1923, Dreptul 24/923).

**91.** Pactul comisor fiind prevăzut în convențiile dintre părți tocmai în scop de a nu se lăsa câmp liber considerațiilor de echitate, instanțele judecătorești nu au căderea să modifice această voință a părților sub motiv de echitate. (C. Apel Buc. s. IV, 4 din 3 Ian. 1922, Dreptul 10/923; Pand. Rom. 1924, I, 73).

**92.** Când s'a stipulat în act condițiunea rezolutorie expresă, pentru neexecutarea obligațiilor impuse donatarului, rezilierea are loc ipso jure, fără somație sau cerere în judecată, iar părțile nu se vor adresa justiției, de cât



pentru ca ea să constate dacă condițiile din cari decurge rezilierea sunt sau nu îndeplinite. (Trib. Tecuci, 7 Iunie 1922. Dreptul 11/923. Pand. Rom. 1923, III, 93).

**93.** Când părțile au prevăzut prin contractul intervenit între ele pactul comisor expres, în cazul călcării vreuneia din clauzele contractuale, el operează în mod mecanic, aducând de drept rezilierea contractului, pe care instanța judecătorească nu face de cât să o constate, fără a mai avea dreptul să examineze dacă la baza culpei uneia din părți s'ar afla sau nu rea credință sau neputință de a-și ține angajamentele contractuale. (C. Apel Buc. s. II, 79 din 29 Mart. 1922. Dreptul 12/923).

**94.** Stipulându-se într'un act de vânzare pactul comisor expres pentru plata restului de preț și în urmă acordându-se noi termene de plată, înseamnă că vânzătorul a renunțat la pactul comisor prevăzut în act, care nu-și mai poate produce efectele, în sensul că actul nu mai poate fi investit cu formula executorie și executat, urmând ca pentru neîndeplinirea obligației ce rezultă din contract, partea față de care nu s'a îndeplinit obligația, să ceară în baza art. 1020 și 1021 c. civ., prin acțiune separată ca să fie silită cealaltă parte a-și executa obligația sau desființarea obligației cu daune-interese. (Trib. Constanța s. I, 246 din 5 Oct. 1922. Justiția Dobrogei 1/923).

**95.** Când proprietarul unui imobil, pe care l-a dat cu chirie, în urma facerii contractului de locațiune, cesionează chiriile imobilului unei terțe persoane și notifică această cesiune chiriașului, acțiunea sa prin care cere plata chiriei și rezilierea contractului, prin operarea de plin drept a pactului comisoriu expres, pentru neplata la termen, înainte ca cesiunea să fi luat sfârșit e și inadmisibilă și fără interes deoarece cesionând creanța în schimbul unei sume de bani, proprietarul a fost plătit prin anticipație și fiind deci achitat, el nu mai poate cere azi chiria și nici nu se poate prevală de neplata la termen a ei, ne mai fiind creditorul chiriașului, acesta neavând nici o obligație de plată față de proprietar, cesionarea chiriei echivalând cu o executare a contractului din partea proprietarului.

Deasemenea intervenția tertului cesionar, prin care cere și el plata chiriei și rezilierea contractului pentru neplata la termen pe baza pactului comisoriu din contractul cedentului, deși admisibilă în principiu, de oarece intervenientul poate figura în instanța de reziliere, pentru plata chiriei, urmează a fi totuși respinsă pentru primul capăt de cerere, dovădindu-se în fapt că chiria a fost achitată, și în

ceea ce privește al doilea capăt de cerere, și anume rezilierea contractului, ea inadmisibilă, cesionarul neputându-se prevală de clauzele din contractul de locațiune al cedentului, lui necezdându-i-se decât suma care reprezintă chiria.

Cesionarul devenind astfel creditorul chiriașului pentru suma ce acesta o are de plătit ca chirie, în caz de neplată are la îndemână, nu acțiunea în reziliere, ci acțiunea de a-și urmări creanța sa în orice avere a chiriașului, prin mijloacele pe care legea le pune la îndemâna creditorului pentru asigurarea creanței sale, ca sechestrul, poprire, etc.

Aceasta rezultă și din art. 1397 c. civ., care spune că cedentul nu răspunde de solvabilitatea debitorului, decât când o declară expres, și actul de cesiune, în speță, nu spune anume că cedentul garantează pe cesionar, și-i acordă dreptul de a uză de pactul comisoriu, care e un mijloc excepțional de a asigura executarea unei obligațiuni. (Jud. oc. II urb. Buc. 450 bis, 923. Jur. Gen. 1923 No. 580).

**96.** Din faptul proprietarului de a nu fi cerut rezilierea contractului pentru neplata chiriei, sancționată prin pact comisoriu expres, îndată ce câștiurile au devenit exigibile, instanțele de fond pot, în virtutea dreptului de apreciere, să decidă că, proprietarul a renunțat la beneficiul pactului comisoriu pentru acele câștiuri, și ca atare rezilierea de drept pentru neplata pe trecut nu mai poate avea loc. (Cas. I, dec. 452 din 7 Mai 1923. Jur. Gen. 1923, No. 697).

**97.** Deși contractul de închiriere dintre părțile litigante cuprinde un pact comisoriu expres de reziliere în caz de neplată la termen a chiriei, însă pentru ca el să-și producă efectele, trebuie să existe o culpă din partea locatarului.

În speță, locatarul, necunoscând care eră 'quantumul chiriei imobilului la 23 Aprilie 1916, a făcut proprietarului o notificare, cerându-i să i-o precizeze, la care acesta n'a răspuns. Față cu tăcerea proprietarului, intimatul locatar găsindu-se în situațiunea de a ignora chiria la acea dată, bine a depus în termen chiria dela 1919 mărită cu 300 la sută, astfel că el nu este în culpă, și prin consecință pactul comisoriu din contract n'a putut operă rezilierea. (C. Apel Buc. s. III, 93 din 17 Aprilie 1923. Jur. Gen. 1923, No. 812; C. Apel Buc. s. IV, 339 din 29 Oct. 1923. Jur. Gen. 1923, No. 1656).

**98.** Când părțile într'un contract de locațiune au stipulat rezilierea de plin drept în caz de neplata chiriei la termen, prin urmare când au prevăzut un pact comisoriu de gradul II, de-

bitorul se poate valabil liberă chiar după expirarea termenului de plată dar numai până la primirea unei somațiuni sau a unei chemări în judecată.

După o asemenea punere în întârziere, debitorul nu se mai poate liberă, creditorul optând pentru reziliere și contractul de locațiune urmând a se constata desfăcut prin însăși voința părților.

Această interpretare reese din dispozițiile art. 1367 c. civ., care, deși pus la titlul despre vânzare, majoritatea doctrinei a admis că se aplică tuturor contractelor, deci și celor de locațiune; ori articolul 1367 c. civ., vizează numai ipoteza când părțile au stipulat pactul comisoriu de gradul al doilea. (Jud. oc. II urban București, Cartea jud. civ. 606 din 3 Iulie 1923, Jur. Gen. 1923 No. 846).

**99.** Necontestat că pentru obligațiunile impuse prin contract sub sancțiunea pactului comisoriu expres debitorul nu poate împiedea funcțiunea lui sub motivul lipsei de culpă.

Însă această rigoare a pactului comisoriu expres dictează limitarea efectelor lui numai la obligațiunile luate prin contract și sub sancțiunea lui.

Sporul acordat de legile excepționale de prelungirea contractelor de închiriere reprezentând chiria legalmente datorită, s'ar putea admite întinderea aplicării pactului comisoriu expres și la sporul de chirie acordat, însă numai în cazul când acest spor e cert și lichid.

**102.** În cazul când părțile au stipulat de lege nu este cert și lichid, când există, prin urmare, o legitimă și justificată nedumerire din partea chiriașului, atunci aplicarea pactului comisoriu expres nu mai e posibilă, căci ar fi să i se atribue o rigoare mai mare de cât au înteles-o părțile contractante. (C. Apel Buc. s. I, 59 din 5 Mart. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 1189).

**100.** Neplata chiriei la termenul stipulat prin contract sub sancțiunea pactului comisoriu expres atrage de drept rezilierea contractului, iar acțiunea în reziliere pentru neplata chiriei, echivalează cu punerea în întârziere a chiriașului de a plăti chiria, chiar dacă ea a fost stipulată cherabilă.

Prin urmare în speță, fiind constant că, chiria trebuie plătită trimestrial, cu o lună înainte, sub sancțiunea pactului comisoriu expres, dar fără arătarea locului plății, Tribunalul constatând că, recurentul nu a plătit-o în termen și nici după intentarea acțiunii, ci abia după închiderea desbaterilor în apel, cu drept cuvânt a admis rezilierea deși chiria era cherabilă. (Cas. I, dec. 537 din 25 Mai, 1923, Jur. Rom. 18/923).

**101.** Clauza prin care chiriașul a consimțit față de fostul proprietar, ca chiria să se transforme din cherabilă în

portabilă, este perfect obligatorie pentru dânsul și față de noul proprietar, de oarece acesta fiind succesor cu titlu particular al celui dintâi, s'a substituit în toate drepturile lui derivând din contract, astfel că îi profită și clauza de portabilitate.

Imprejurarea că proprietarul, ținând seamă de obligațiunea impusă prin art. 1 al. VII legea din 1922 a considerat ca valabilă achitarea chiriei semestrului Aprilie 1922, făcută de chiriaș în termenul prevăzut de acest text de lege, nu poate constitui pentru dânsul — proprietarul — nici o decădere din dreptul de a invoca pentru celelalte termene operarea pactului comisoriu inserat în contract, întru cât pentru aceste termene legea neindicând nici o dispoziție deosebită, clauzele contractuale cu privire la locul plății și neîndeplinirea acestei obligațiuni își reiau puterea, și tribunalul constatând că chiria pe semestrul Octombrie 1922 s'a consemnat mult mai târziu de data de 23 Septembrie 1922, a fost în drept a respinge apărarea chiriașului bazată pe decăderea proprietarului.

Din împrejurarea că, însuși chiriașul a achitat rata de Aprilie 1922, la domiciliul proprietarului, tribunalul a fost autorizat a deduce că dânsul cunoștea domiciliul proprietarului, și deci a fost în drept a stabili culpa sa pentru neplata ratei de Sept. 1922. (Cas. I, dec. 849 din 17 Septembrie 1923, Jur. Rom. 19/1923).

**102.** În cazul când părțile au stipulat că convențiunea încheiată între ele, va fi reziliată de plin drept, fără somațiune și chemare în judecată, dacă una din ele nu-și va executa obligațiunile, rezilierea se operă prin forța însăși a convențiunii, în virtutea voinței ce părțile au manifestat contractând, și fără să fie nevoie a recurge la justiție pentru a pronunța rezilierea.

Rezilierea unei convențiuni în baza căreia o parte deține un imobil, atrage virtual după sine obligațiunea pentru acesta de a-l evacua și dreptul pentru proprietar de a o expulza dacă nu părăsește imobilul de bună voie.

În speță, clauza rezolutorie din contractul intervenit între părțile litigante fiind astfel formulată: „nerespectarea oricărei din clauzele contractului de către intimat atrage în favoarea recurentului, de plin drept și fără nici un fel de notificare, somațiune sau chemare în judecată rezilierea convențiunii, iar recurentul o va investi cu formula executorie și va executa orice pretențiuni bănești“, prin faptul că Curtea de Apel găsește că pentru constatarea operării pactului comisoriu, recurentul trebuia să se adreseze justiției pe cale de acțiune publică, a violat principiile care guvernează condiți-



nea rezolutorie expresă și a pronunțat o decizie casabilă. (Cas. II, dec. civ. 442 din 12 Oct. 1923, Jur. Rom. 2/924).

**103.** Dacă un contract de arendă nu prevede expres rezilierea lui de drept ca sancțiune a neîndeplinirii de către arendaș a obligațiilor sale, această reziliere nu se poate cere decât pe temeiul condițiunii rezolutorii tacite, prevăzută de art. 1020 și 1021 c. civ., iar în acest caz contractul nu este desființat de drept, partea care și-a îndeplinit obligațiile sale putând cere fie executarea, fie desființarea lui cu daune. Prin urmare, legea a lăsat la latitudinea părților contractante, ambele aceste căi și ca atare ele sunt libere a conveni, în cazul neîndeplinirii obligațiilor ce reciproc și-au luat, să nu se poată cere desființarea contractului, ci numai executarea lui, desființarea neputând avea loc decât de comun acord.

O clauză prin care părțile s'ar înțelege ca rezilierea convențiunii lor să nu poată avea loc decât prin acordul lor comun nu implică nici o condiție pur potestativă de natură a atrage nulitatea contractului, întru cât încheierea sau perfectarea lui nu se găsește subordonată unei asemenea condițiuni, ci numai consecințele neîndeplinirii obligațiilor luate printr'un contract valabil încheiat, se găsesc reglementate de părți și aceasta iarăși într'un mod autorizat de lege, părțile renunțând numai la posibilitatea rezoluțiunii prin justiție, ceace privește simple interese private, dar rezervându-și reciproc dreptul de a putea urmări executarea directă a obligațiilor respective, așa că nu se poate sustine că aceste obligațiuni ar fi lipsite de sancțiune și deci de orice efect civil; prin urmare o asemenea condițiune, potrivit art. 969 c. c., având putere de lege între părțile contractante, instanța de fond trebuie să-i recunoască efectele legale. (Cas. I, dec. 1077 din 31 Octombrie 1923, Jur. Rom. 2, 1924, Dreptul 40/1923).

**104.** Chiar când părțile au convenit printr'un pact comisoriu expres înscris în contractul de închiriere, ca rezilierea contractului să aibă loc deplin drept fără acțiune în justiție și fără somație, în caz de degradațiuni aduse de chiriaș imobilului, proprietarul tot trebuie să se adreseze justiției, de oarece e de ordine publică că nimeni nu-și poate face dreptate singur, iar contra regulilor care interesează ordinea publică nu se poate derogă prin convențiuni particulare.

În caz când pactul comisoriu expres e privitor la neplata chiriei, evacuarea chiriașului implicit rezilierea se poate obține printr'o simplă ordonanță dată pe cale grațioasă fără citarea părților, de oarece în acest caz îndeplinirea

condiției rezolutorii e evidentă pentru judecător. Nu se poate însă spune acelaș lucru în cazul când pactul comisoriu expres se referă la degradațiuni sau lipsă de reparațiuni, în care caz asemenea fapte putând fi contestate în existența sau exigibilitatea lor de către chiriaș, e nevoie de o acțiune în justiție în formele și cu termenele prevăzute de lege, pentru a se putea constata, discuta și hotărî în contradictoriu cu părțile dacă condițiunile din care decurge rezilierea s-au îndeplinit sau nu.

Prin urmare nu se poate ordona evacuarea unui chiriaș printr'o simplă încheiere dată în Camera de consiliu pe baza pactului comisoriu expres din contract și a unei anchete în futurum constatând unele degradări, chiar dacă această anchetă s'a făcut cu citarea părților în termen legal, ceea ce în speță nu s'a făcut; ci trebuie neapărat a se intenta o acțiune pe calea contencioasă a justiției. (Judec. Ghergani-Dâmbovița, 197 din 11 Dec. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 92).

**105.** În contractele sinalagmatice, partea în privința căreia angajamentul nu s'a executat, poate fără nici o întârziere, să ceară rezoluția și daune, potrivit art. 1021 c. civ., cererea în judecată constituind prin ea însăși cea mai energică și categorică punere în întârziere. (C. Apel Constanța, 131 din 19 Febr. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 140).

**106.** Pactul comisoriu expres prevăzut în contract pentru cazul când una din părți n'ar executa obligațiile stipulate, numai atunci poate atrage rezoluțiunea contractului, când neîndeplinirea acelor obligațiuni s'ar datorii culpei părții în contra căreia se invocă rezoluțiunea.

Prin urmare în speță, odată ce instanța de fond constată că, nici în urma somațiunii făcută de chiriaș, proprietarul nu a răspuns ce sume dătoreșc dânsii ca dări către fisc, în proporție cu chiria lor și că însuși proprietarul nu cunoaște cuantumul lor, cu drept cuvânt a respins acțiunea intentată de proprietar pe operarea pactului comisoriu pentru neplata acestor dări. (Cas. I, dec 1039 din 24 Octombrie 1923, Jur. Rom. 5/924).

**107.** Pe baza legii dela 26 Iulie 1921, chiriașul nu este dispensat de a plăti, sau consemna chiria la epocile prevăzute în contract și nici nu se înlătură efectele convențiunii părților în caz de neplată.

Prin urmare Tribunalul constatând în speță că, recurentul chiriaș nu a depus chiria decât în urma intentării acțiunii de față și după termenul prevăzut în contract sub sancțiunea expresă de reziliere în caz de neplată, devine inutil a examina dacă chiria trebuie

consemnată cu respectarea formalităților ofertei reale prevăzute de dreptul comun, or după acelea ale legii din 26 Iulie, 1921, întrucât pactul comisoriu a operat. (Cas. I, dec. 1124 din 12 Nov. 1923. Jur. Gen. 1924, No. 334).

**108.** Fiind necontestat că domiciliul prevăzut în convenția părților, a fost schimbat de moștenitorii proprietarului și această schimbare de domiciliu n'a fost notificată debitorilor, plata, în acest caz, conform principiilor de drept, devine cherabilă din portabilă, iar debitorii ne putând să cunoască noul domiciliu al proprietarilor decât prin notificare, nu pot fi considerați în culpă din faptul că n'au plătit la acest nou domiciliu, la termen, câștiul de arendă pretins, deci nici pactul comisoriu înserat în contract nu-și poate produce efectul.

Imprejurarea că, în fapt, arendașii cunoșteau și acest domiciliu al proprietarilor, unde s'au prezentat fără a găsi pe nimeni pentru a face plata, nu schimbă soluția procesului, de oarece pactul comisoriu nu operează dacă creditorul, dintr'o faptă imputabilă lui,— în speță, lipsa notificării obligatorii, conform convenției, a pus pe debitor în neputință de a se executa la termen. (C. A. București II, dec. civ. 388 din 12 Dec. 1923, Bul. C. Apel 1/924).

**109.** Clauza înserată într'un contract de locațiune prin care se interzice subînchirierea sub sancțiunea clauzei rezolutorii exprese nu poate opera când partea în favoarea căreia a fost stipulată a renunțat la ea, fie expres, fie tacit. Părțile sunt libere a stipulă că consimțământul proprietarului la subînchiriere nu este valabil decât dacă e dat sub formă scrisă, ca atare faptul că proprietarul nu și-a dat în scris consimțământul nu constituie o renunțare la clauza de prohibire a subînchirierii și la sancțiunea rezolvirii de plin drept. (Curtea de Apel Buc. s. IV, 399, 1923. Jur. Gen. 1924, No. 589).

**110.** Dacă datoria este cherabilă, clauza rezilierii de drept a contractului, în caz de neplata la termen, nu operează de cât din momentul când creditorul s'a prezentat la domiciliul debitorului și a cerut plata fără s'o capete. (Trib. Iași s. I, 113 din 15 Mai 1923, Curier Jud. 27/923; C. Apel Constanta, 1563 din 5 Nov. 1923. Justiția Dobrogei, 10/923).

**111.** Locatarul unui imobil neavând să se preocupe de mutațiile operate asupra proprietății lucrului închiriat, atâta vreme cât nu-i sunt aduse la cunoștință, el e obligat să plătească chiria la termen pe numele celui cu care a contractat și neîndeplinirea acestei obligații, atrage după ea sancțiunea pactului comisor, expres, sancțiune care poate fi invocată de noul achizi-

tor al imobilului, fără a i se putea opune lipsa de notificare și dobândirea imobilului. (Trib. Ilfov s. I, 883 din 15 Oct. 1923. Curier Jud. 9/924).

**111 bis.** Pactul comisor expres operează numai atunci când culpa este de partea celui obligat și împotriva căruia este edictată sancțiunea convențională, nu însă și în cazurile când este în culpă partea în favoarea căreia e stipulat pactul. (Trib. Botoșani 323 din 28 Iulie 1923. Botoșanii Juridic 2/924).

**112.** În fapt: Prin clauza înserată în contract se prevede, că „în caz de neplata chiriei la termenul indicat contractul rămâne reziliat, proprietarul poate închiria casa, iar chiriașul rămâne răspunzător de daune”.

În drept: Prin arătata clauză nu se prevede în mod expres rezilierea contractului de drept, fără somațiune sau chemare în judecată.

Deși această formulă de pact comisoriu expres nu este sacramentală, totuși nu e mai puțin adevărată că rezilierea de drept, fără somațiune sau judecată, trebuie prevăzută în mod clar și neîndoelnic, pentru a nu expune pe debitor, în speță pe chiriaș, la nici o surprindere.

Din termenii „proprietarul poate închiria casa, iar chiriașul rămâne răspunzător de daune” nu rezultă cu suficientă ideia că proprietarul este dispensat de punerea în întârziere, și, în orice caz, este o îndoială, care trebuie interpretată împotriva creditorului, adică a proprietarului, conf. art. 983 c. civ. (C. A. București IV, dec. civ. No. 26 din 30 Ian. 1924, Bul. C. Apel, 4/924).

**113.** Desființarea unui contract în afară de voința părților contractante, nu poate interveni decât ca urmare a culpei uneia din părți în neexecutarea obligațiilor sale și această idee de culpă, evident în acceptiunea sa cea mai largă, subsistă și în cazul înserării în contract a pactului comisoriu expres, a cărui operare automată se referă numai la efectul său rezolutoriu de plin drept, fără a fi necesară admiterea rezoluțiunii contractului de justiție, nu însă și la excluderea condiției necesare ca debitorul chiriaș să fie în culpă.

În specie, instanța de fond constatănd că voința intimatului de a plăti sporul cuvenit proprietarului recurent este evident prin consemnarea acestui spor în suma pretinsă și că neachitarea sporului la termen se datorește caracterului său litigios, în aceste condițiuni, instanța de fond a fost autorizată a conchide că intimatul nu poate fi considerat în culpă, creanța nefiind certă și lichidă, și prin urmare, că pactul comisoriu n'a putut opera rezoluțiunea. (Cas. I, dec. 180 din 8 Febr. 1924, Jur. Rom. 8/924; C. Apel



Constanța, 161 din 13 Febr. 1924, Justiția Dobrogei, 5/924).

114. Instanța de fond constată că arătatele taxe comunale deși sunt puse prin contract în sarcina chiriașului și neachitarea lor la termen atrage conform dispozițiilor exprese din contract rezilierea de drept a locațiunii, în contract însă nu se arată care este valoarea lor, care poate varia din an în an și nici când și unde au a fi plătite.

De aci rezultă că, fiind vorba de sume a căror exigibilitate nu corespunde cu termenele fixate în contract pentru plata chiriei și cari în acelaș timp nu sunt lichide decât la epoci posterioare, nu se poate face nici o culpă chiriașului că nu le-a achitat la termenul pretins de proprietar, întrucât în asemenea împrejurări delegația de plată ce i-a fost dată prin contract, nu putea fi executată decât în condițiunile determinate de natura plăților ce trebuiau făcute, ceea ce-l exonerează pe chiriaș de orice culpă, față cu situațiunea de fapt constatată de instanța de fond. (Cas. I, dec. 283 din 22 Febr. 1924, Jur. Gen. 1924 No. 903).

115. După dispozițiunile art. 4 din legea de urmărire, arendașii și chiriașii sunt obligați să poprească din prețul chiriei, impozitele ce datorează proprietatea și să le plătească la termenele fixate prin lege, cari vor fi urmăriți ca și contribuabili.

Această măsură de executare, dacă este adevărat că nu are caracterul unei popriri în sensul procedurii civile, lovește însă de indisponibilitate oricare i-ar fi natura, suma datorită ca impozite, și aceasta reese din dispozițiile finale ale menționatului text, prin care se fac responsabili chiriașii pentru nereținerea sumelor datorite de contribuabili, — dispoziții inserate nu fără rațiune în lege.

În principiu, la baza oricărei rezilieri de contract, trebuie să existe o culpă imputabilă celui ce este dator să execute o obligațiune.

Poprirea, în virtutea legii, validându-se de drept, prin efectul ei se și operează subrogațiunea de creditor față de chiriaș, care prin consecință, devine debitor al fiscoi.

Astfel că în speță fiind stabilit în fapt că chiriașul a avut poprită de către fisc în mâinele sale, întreaga chirie datorită, prin această poprire el nemi-a putând plăti, nu mai este în culpă și rezilierea contractului nu mai poate avea loc. (C. A. București s. I, dec. civilă No. 21 din 13 Febr. 1924, Jur. Gen. 1924 No. 941).

116. Împrejurarea că, părțile, prin convenția lor, au stipulat cu privire la îndeplinirea unora din obligațiunile ce reciproc și-au luat clauza rezolutorie expresă, nu le ridică dreptul de a cere rezoluțiunea convențiunii pe temeiul condițiunii rezolutorii tacite, prevăzută de art. 1020 și 1021 cod. civ., pentru neîndeplinirea obligațiilor nesancționate printr'un pact comisoriu expres, afară de cazul când s'ar fi reținut la acest mod de rezoluțiune.

Prin urmare, în speță, Curtea de fond comite o omisiune esențială și nemotivare, atunci când pe considerațiunea că, convenția părților nu cuprinde pact comisoriu în această privință, nu discută motivarea recurenței că vânzarea trebuie reziliată pe baza art. 1020 și 1021 pentru neachitarea la termen a dobânzilor prețului vânzării.

Într'adevăr, dreptul acordat prin art. 1365 cod. civ. vânzătorului de a cere rezilierea vânzării în caz când nu s'a plătit prețul ei, dânsul îl are și atunci când nu i s'a plătit dobânda prețului, care este o parte din preț și garantată de lege la fel, astfel că dacă Curtea de fond cercetă cererea recurenței de a se rezilia contractul, din acest motiv, pe baza condițiunii din art. 1020 și 1021 cod. civ., soluțiunea procesului putea fi alta. (Cas. I, dec. 584 din 8 Aprilie, 1924, Dreptul 25/924, Pand. Rom. 1924-III, 113).

117. În principiu pactul comisoriu fiind o sancțiune convențională ce se stipulează în potriiva contractului căzut în culpă, trebuie să fie exprimat în termeni clari nesusceptibili de interpretare, iar îndoiala trebuie interpretată în favoarea celui ce se obligă, deci în sensul că pactul comisoriu nu există.

În speță, deși prin art. 10 al primului contract din 1915 se stipulează un pact comisoriu de gradul al III-lea în caz de neplata chiriei la termen, totuși contractul fiind reziliat benevol, părțile n'au mai reprodus în noul contract din 23 Aprilie 1917 acel pact comisoriu, ci au zis: „condițiunile de închiriere le specifică contractul cel vechiu și pe care de comun acord l'am reziliat”.

Aceste cuvinte se pot referi și la pactul comisoriu precum susțin proprietarii, dar ele se pot referi tot atât de bine numai la condițiunile vechiului contract, de pildă de a păstra imobilul în bună stare (art. 4), de a nu subînchiria sau schimba destinațiunea (art. 5), încăperea unde să se spele rufe (art. 6) etc., după cum susține chiriașul, și aceasta cu mai mult succes, căci pactul comisoriu nu este propriu zis o condițiune a contractului ci este o sancțiune expresă, necesară numai atunci când părțile nu se mulțumesc numai cu condițiunea rezolutorie tacită prevăzută de art. 1019 c. c.

În aceste împrejurări nu se poate aplica sancțiunea pactului comisoriu, întru cât îndoiala dacă el există sau

nu, trebuie interpretată în favoarea chirieșului. (C. A. Buc. 924, Jur. Gen. 1924 No. 1076).

**118.** Dacă în contractul dintre părți nu este prevăzut locul plății chiriei, este evident că chiria este cherabilă și deci potrivit art. 1104 c. c., ea trebuie cerută la domiciliul chiriașului, de către creditor.

Prin urmare odată ce în speță proprietarul nu a făcut aceasta, iar simpla punere în întârziere rezultând din intentarea acțiunii sale, nu poate avea de efect schimbarea locului de plată a chiriei, urmează că, depunerea ei în cursul instanței a putut în mod valabil să libereze pe intimat de această obligațiune și să justifice astfel respingerea acțiunii în reziliere bazată pe plata chiriei la termen. (Cas. I. dec. 383 din 5 Martie, 1924, Jur. Gen. 1924 No. 1315).

**119.** Clauza prin care, într'un contract de arendare, părțile stipulează că „nici una din părți nu avem dreptul, sub nici un cuvânt, a rezilia contractul decât prin bună învoială de ambele părți”, este valabilă și are putere de lege între părțile contractane, deoarece printr'insa ele n'au făcut decât să renunțe, dela facerea actului, la rezilierea contractului în caz de culpă, ceace este permis de art. 1020 și 1021 cod. civil, relativ la condiția rezolutorie tacită, după care partea poate să ceară executarea contractului, iar nu numai decât desființarea lui. O asemenea convenție nu poate fi socotită nici ca lipsită de cauză, sau ca cuprinzând o condiție pur potestativă.

Prin urmare, față cu o asemenea clauză, este neadmisibilă cererea de rezilierea contractului, făcută pe motiv că arendașul n'a plătit arenda unei părți din moșie și pentru că a cauzat daune, printr'o rea exploatare. (C. Apel Buc. s. IV, decizia civilă No. 20, din 25 Ianuarie 1924, Bul. C. Apel 2/924).

**120.** Pactul comisor expres nu poate operă, dacă creditorul a recunoscut la interogator că „debitorul s'a prezentat la dânsul acasă în termen, spre a face plata care i-a fost refuzată”. (C. Apel Buc. s. IV, 26 din 30 Ian. 1924, Bul. C. Apel 4/924).

**121.** Dacă într'un contract de vindere-cumpărare se stipulează că plata pretului se va face în trei rate plătitibile la epoci fixate: una din rate trebuind să se plătească unei anumite persoane, iar celelalte două vânzătorului, stipulându-se pentru executarea obligației la timp pactul comisor de al doilea grad, adică rezilierea de plin drept în caz de neplata ratelor la termen, și dacă mandatarul delegat cu încasarea primei rate a primit plata după epoca fixată, această împrejurare nu poate constitui o decădere pen-

tru vânzător din beneficiul pactului comisor, considerându-se ca renunțare din partea sa la acest beneficiu, dacă nu se dovedește că faptul mandatarului a fost determinat de un ordin primit din partea mandatarului-vânzător.

În acest caz, dacă vânzătorul acționează pe cumpărător pentru rezoluția vânzării, cumpărătorul nu mai poate să-și execute obligația în cursul instanței de oarece pactul comisor a operat din momentul introducerii acțiunii în justiție, care constituie cea mai energică punere în întârziere. (Trib. Dorohoi, Sentința 211 din 18 Apr. 1924, Jur. Gen. 1924 No. 1577).

**122.** Partea în favoarea căreia s'a stipulat pactul comisor expres, pentru una din abaterile dela clauzele contractuale, are dreptul de a renunța la acest beneficiu, chiar fără consimțământul părții adverse și această renunțare poate avea loc, fie în mod expres, fie tacit, rezultând din împrejurări de fapt, cari o fac necontestabilă.

În specie fiind constant că proprietarul a intentat acțiunea în reziliere după doi ani dela schimbarea de destinație pe care o invoacă, deși locuind în același imobil a cunoscut călearea contractului de către chiriaș chiar din acel moment, că pe lângă aceasta, după ce schimbarea de destinație a avut loc și a cunoscut-o dânsul-proprietarul-a primit chiria semestrului următor, deci a primit executarea contractului în noile condițiuni, fără a face vre-o obiecțiune, urmează că prin tăcerea aceasta a achiesat asupra unei destinațiuni dată bunului închiriat și ca atare nu se mai poate prevala de un drept la care a renunțat benevol. (Cas. I. Compl. chirii. 1077 din 13 Iunie 1924, Jur. Gen. 30/1924, No. 1707).

**123.** Pentru a putea procedă la evacuarea chiriașului pe motiv că nu și-a îndeplinit obligația ce și-a luat-o printr'un contract autentic sub sancțiunea pactului comisor expres, de a face anumite reparații la imobilul închiriat, urmează în prealabil să se adreseze justiției pentru a constată că dreptul său de a reintra în folosința imobilului evacuând pe chiriași s'a născut prin operarea de plin drept a pactului comisor expres și numai în urmă poți procedă la executare, neputând în atare caz cere investirea actului cu formulă executorie și în baza acestui titlu evacuarea chiriașului. (Trib. Notariat Ilfov 157 din 27 Iunie 1924, Curier Jud. 33/1924).

**124.** Când prin același act părțile au înțeles să încheie două operațiuni juridice distincte și anume: arendarea moșiei și vânzarea spre tăiere a pădurei depe acea moșie și dacă în urmă se cere numai rezilierea contractului de arendare, împrejurarea că tribuna-



lul admitând cererea, declară reziliat contractul autentificat la No..., care eră comun ambelor contracte, întrucât erau constatate prin acelaș act. aceasta singură împrejurare nu e suficientă pentru a se decide că s'a cerut și s'a admis de tribunal rezilierea ambelor contracte. (C. Apel Buc. s. IV 224 din 11 Iulie 1924, Bul. C. Apel 11/924).

**125.** Potrivit art. 5 din Legea de urmărire, fiscal are dreptul a urmări pe chiriaș pentru sumele datorite de proprietari cu titlu de impozit sau cu alt caracter, obligându-l pe acesta a reține din chirie și plătiind direct dările proprietarului său.

În specie constatat fiind că chiriașului recurent i s'a poprit, pe temeiul unei somații a percepției respective, o sumă ce întrecea rata de chirie datorită, ea reprezentând dările datorite de proprietar către Stat, chiriașul a fost autorizat a reține din chirie suma corespunzătoare acelor dări, iar întârzierea plății nu ar putea justifica aplicarea pactului comisoriu, aplicabil numai pentru sumele certe și lichide cari reprezentau chiria propriu zisă, plătibilă la epoci determinate, nu și pentru acele dări al căror quantum deseori este discutabil și a căror epocă de plată nu corespunde cu termenile obicinuite pentru plata chiriei.

Prin urmare instanța de fond decizând că contractul este desființat prin faptul că chiriașul, de și i se făcuse somație de fisc pentru plata dărilor către Stat ale proprietarului, cari întreceau în valoare rata de chirie, nu a plătit în termeni această rată, a comis exces de putere și violare de lege. (Cas. I. 1202 din 27 Iunie 1924, Jur. Rom. 15/924).

**126.** Clauza rezolutorie expresă pentru neplata arendei stipulată într'un contract de arendare, nu operează de cât atunci când debitorul — arendașul — este în culpă.

În specie, Curtea de apel stabilind că intimatul și-a îndeplinit obligația de plata arendei și că nu i se poate imputa întârzierea primirii ei de către proprietar, a putut să declare că pactul comisor din contract nu a operat și că proprietarul nu eră în drept a considera că reziliat contractul și a cere învestirea lui cu formula executorie și evacuarea arendașului. (Cas. II, 119 din 1924, Jur. Gen. 1924 No. 2075, Jur. Gen. 1924, No. 2132).

**127.** Potrivit art. 1020 și 1021 codul civil, în contractele sinalagmatice ce nu cuprind clauza rezolutorie expresă, neîndeplinirea obligației luată de către una din părți nu desființează de drept contractul, desființarea având loc numai în urma pronunțării ei de către justiție prin o definitivă hotărâre.

Până la această pronunțare, fiind

contractul încă existent, nimic nu se opune ca partea să împiedice rezoluția lui prin executare, făcând oferta reală pentru aceasta.

Prin urmare, dacă este vorba de un contract de vindere-cumpărare de imobil, fără clauza rezolutorie expresă, și făcându-se oferta pentru prețul datorit mai înainte de a se fi pronunțat o hotărâre definitivă, rezultă că instanța de apel nu mai putea să rezilieze contractul pentru motivul neexecutării obligației din partea cumpărătorului, căci dacă prejudiciul produs prin întârzierea executării provenită din culpa părții și pe care o invoacă Curtea de fond, poate justifica un drept la daune, ea nu poate însă să justifice rezoluția lui, după cum de asemenea o atare rezoluție nu poate fi justificată nici prin prejudiciul rezultat de pe urma schimbării între timp a valorii monedei în care părțile au convenit să se facă plata prețului vânzării.

În consecință, prin rezilierea contractului în asemenea condițiuni, instanța de fond a violat în adevăr textele de legi mai sus menționate. (Cas. I, 1171 din 20 Oct. 1924, Jur. Rom. 1/925).

**128.** Din cauza încetării din viață a vânzătorului și a lipsei formalităților de punere în posesie a moștenitorilor testamentari, plata restului din prețul vânzării nu se mai poate efectua la dată fixată în contract și astfel clauza rezolutorie înscrisă în contract nu a luat naștere și nu poate fi invocată în contra debitorului. (C. Apel Buc. s. II, 463 din 26 Nov. 1924, Bul. C. Apel 3/925).

**129.** Neîndeplinirea obligațiilor din partea debitorului nu poate conduce la reziliere, când acesta a fost pus în imposibilitate a se executa printr'un fapt imputabil creditorului sau când debitorul uzând de un drept al său nu ar putea fi juridicește constrâns la executarea obligațiilor sale.

În specie prin poprirea efectuată anterior exigibilității câștigurilor în mâinile chiriașului, acesta a fost pus în situațiune a nu se mai executa față de proprietar în condițiunile convenite astfel că proprietarul nu mai poate invoca în folosul său clauzele contractuale favoritoare la rezoluțiunea pentru neplata sumelor datorite.

Prin poprire raportul juridic dintre părți s'a schimbat, debitorul proprietarului devenind debitorul fiscalului și obligat ca atare la plată nu potrivit clauzelor contractuale ci conform dispozițiunilor legii de urmărire, care singură guvernează raportul juridic între aceștia din urmă și prin urmare dacă chiriașul a achitat chiria prin plata impozitelor posterior termenului prevăzut în contract, ca în specie, pactul comisor nu poate operă contra sa. (Cas.

II, 350 din 4 Iulie 1924, Curier Jud. 13/1925).

**130.** În baza art. 1020 și 1021 cod. civil, judecătorul fondului apreciază suveran în caz de neîndeplinirea parțială a unei obligațiuni contractuale, dacă este cazul la rezilierea contractului, la acordarea unui termen sau la respingerea cererii de rezoluțiune. (Trib. Dolj. S. I, 804 din 19 Dec. 1924, Justiția Olteniei 2/925).

**131.** Dispoziția rezolutorie legală din art. 15 al legii chiriilor din 1924, operează și în cazul chiriei cherabile, fără a mai fi nevoie proprietarul a dovedi că s'a prezentat la chirias spre a-i cere chiria și că acesta a refuzat plata ei. (Trib. Dolj. S. I, 804 din 19 Dec. 1924, Justiția Olteniei 2/925; Trib. Botoșani 10 Oct. 1924, Botoșanii juridic 2/924; Pand. Rom. 1925, III, 8; Trib. Ilfov s. III, 8 Oct. 1924, Pand. Rom. 1925, III, 8; Cas. I, 1946 din 10 Nov. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 204; Cas. I, 2127 din 28 Nov. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 505; Cas. I, 2281 din 12 Dec. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 506).

**132.** Potrivit art. 15 din legea chiriilor din 1924 prin consemnarea chiriei la Administrația Financiară și depunerea recipisei la altă judecătorie de cât aceea a Ocolului căruia aparține imobilul închiriat, chiriasul nu este liberat și deci contractul de închiriere urmează a fi reziliat pentru neplata de chirie. (Trib. Dolj s. I, 804 din 19 Dec. 1924; Justiția Olteniei 2/925).

**133.** Dacă nerespectarea clauzei prohibitive de subarendare nu este prevăzută în contract cu sancțiunea unui pact comisoriu expres, în acest caz judecătorii pot, conform art. 1021 codul civil, să dea părții un termen pentru a repune lucrurile în starea prevăzută în contract. Prin urmare, dacă ambele părți declară că înțeleg să desființeze contractul de subarendare, judecătorii luând act de această declarație, urmează să constate că părțile contractante s'au pus în regulă cu respectarea contractului principal, prin aceea că au desființat de comun acord actul ce contravenea clauzei prohibitive de subarendare. (C. Apel Galați s. I, 137 din 26 Iunie 1924, Bul. C. Apel 4/925).

**134.** Pactul comisoriu poate avea efecte diferite după voința părților, adică după termenii în care este conceput.

Astfel, dacă părțile nu au făcut decât să reproducă condiția rezolutorie tacită din art. 1020 c. civ., rezoluția urmează a fi cerută în justiție, care poate acorda părâtului termen de grație.

Din potrivă, când pactul comisor prevede că contractul va fi reziliat de plin drept, dacă una din părți nu va satisface angajamentele sale, el operează de plin drept rezoluțiunea, dar numai în urma unei manifestări de voință din

partea creditorului care poate opta și pentru executarea contractului. Când însă părțile stipulează că rezoluția va opera de plin drept fără punere în întârziere sau judecată, pactul se confundă cu condiția rezolutorie expresă și rezoluția se produce instantaneu, în mod mecanic, fără nici o manifestare de voință. (C. Apel Constanța, 502 din 6 Oct. 1924, Justiția Dobrogei 9-10/924).

**135.** Părțile nu sunt ținute să se servească de termenii sacramentali pentru a decide că au înțeles să deroge la dispozițiunile art. 1020 codul civil, totul depinzând de intenția lor, în orice formă ar putea fi ea exprimată.

Astfel se recunoaște în doctrină că în anumite împrejurări, clauza poate fi interpretată ca implicând rezoluțiunea de plin drept a contractului, chiar dacă cuvântul „rezoluțiune” nu este articulat în mod expres. (C. Apel Constanța 502 din 6 Oct. 1924, Justiția Dobrogei 9-10/1924).

**136.** Când în contractul încheiat între părți, nu este indicat locul unde trebuie să se facă plata, urmează a se aplica regula generală prevăzută de codul civil, și prin urmare este vorba de o chirie cherabilă. După lege, chiriasul poate achita chiria, fie conform condițiunilor din contract, fie vărsându-o în termen la Casa de depuneri depunând recipisa la judecătoria de ocol și înștiințând pe proprietar. Neplata chiriei este sancționată cu desființarea de plin drept, fără somație sau judecată a contractului de închiriere în favoarea proprietarului.

Legiuitorul nu a avut în vedere de a schimba, pentru contractele prelungite în mod uniform, modalitatea plății chiriei, ci numai de a acorda o facultate chiriasului de a-și îndeplini obligația sa, fie în modul cu este stipulat în contract, fie consemnând suma; prin urmare și în această fază a contractului, modalitatea plății chiriei — cu facultatea acordată de lege chiriasului — rămâne aceeași, adică se va plăti la domiciliul creditorului sau al debitorului după stipulațiunile din contract. Prin această dispozițiune, nu s'a putut stipula ca, pentru contractele prelungite, chiria, indiferent de stipulațiunile contractului, să fie portabilă și nici nu era posibil aceasta, pentru că atunci nu ar fi fost o dispoziție de favoare pentru chirias așa cum legea a înțeles să o creeze; de altfel aceasta rezultă din faptul că admitând contrariul, s'ar ajunge la o imposibilitate de aplicațiune a acestui text; în adevăr, portabilitatea chiriei implică cere indicarea locului plății, or această lege nu o face și nefăcându-o chiriasul nu are putința a ști unde urmează să facă plata.

Prin urmare, rămâne stabilit că și



față cu actuala lege a chiriiilor, în contractele prelungite, modalitatea și locul plății chiriei rămân aceleași și deci efectele neplății variază după condițiunile contractului și modul cum ele au fost îndeplinite de părți. (C. Apel Iași s. II, 31 Oct. 1924, Pand. Rom. 1925, III, 8; Trib. Iași s. II, 562 din 27 Nov. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 331; Trib. Prahova s. III, 459 bis, 30 Sept. 1924, Sentința 3/1925)

**137.** Refuzul proprietarului de a primi chiria oferită în termen de către chiriaș — chiar dacă ar fi dovedit — nu poate împiedeca operarea pactului comisoriu legal prevăzut de art. 15 din noua lege a chiriiilor, de oarece acest text de lege arată calea de urmat pentru ca chiriașul să poată fi pus la adăpostul pactului comisoriu astfel că numai plata efectivă a chiriei făcută în condițiunile art. 15 din legea chiriiilor operează pactul comisoriu de a-și produce efectul. (C. Apel Iași s. II, 197 din 1 și 9 Dec. 1924 Dreptul 9/925; Contra: Trib. Iași s. II, 562 din 27 Nov. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 331).

**138.** a) Când sub imperiul legii chiriiilor din 1923 în contractul de închiriere, nu există pactul comisoriu, urmează a se aplica art. 1020 și 1021 c. civil neexistând o asemenea dispoziție nici în legea din 1923, astfel că dacă chiriașul depune chiria până în momentul pronunțării hotărârii, nu operează rezilierea.

b) În fața textului categoric al art. 15 noua lege a chiriiilor din 1924, dacă chiriașul depune chiria la Administrația financiară, iar recipisa la altă judecătorie decât cea a situațiunii imobilului închiriat, operează pactul comisoriu legal — ultimul aliniat al citatului articol, — considerându-se de drept des-

ființat contractul de închiriere și indiferent dacă chiria era cherabilă sau portabilă, de oarece art. 15 indică clar modul cum chiriașul se liberează de plata chiriei și în fața unui text special și clar, nu se poate decide altfel. (C. Apel Craiova s. II, 30 din 26 Ian. 1925, Justiția Olteniei 3/925).

**139.** În conformitate cu dispozițiile art. 15 din legea chiriiilor, locatarul are două modalități de eliberare, fie achitând chiria direct proprietarului, fie consemnând-o la Administrația financiară, depuind recipisa la judecătorie și înștiințând proprietarul prin o scrisoare recomandată.

Portabilitatea plății nu e desființată dar e facultativă pentru chiriaș. Locatarul în ziua termenului de plată, se poate duce la proprietar pentru a achita rata, ori să aștepte ca acesta să vie la domiciliul său, dar dacă aceste fapte nu se produc, trebuie neapărat, sub sancțiunea rezilierii să consemneze suma la epoca plăților urmând procedura fixată de lege. (Judec. Ocol Herta-Dorohoi, 41 din 26 Ian. 1925, Jur. Gen. 1925 No. 399).

**140.** A se vedea: art. 494 nota 4; art. 534 nota 4; art. 930 nota 9; art. 966 nota 5; art. 983 nota 5; art. 1020 cu notele respective; art. 1022 notele 4, 5, 6; art. 1079 cu notele respective; art. 1083 nota 4; art. 1092 nota 1; art. 1101, 1104, 1114 cu notele respective; art. 1173, nota 60; art. 1924, notele 10, 11, 13; art. 1310, Index. „Vânzarea lucrului altuia” și notele respective; art. 1320 nota 4; art. 1337 nota 2; art. 1365, 1366, 1367 cu notele respective; art. 1370 nota 2; art. 1375 nota 1; art. 1418 nota 20; art. 1420, nota 20; art. 1429, 1430 cu notele respective; art. 1437 nota 13; art. 1439 cu notele respective.

#### Secțiunea II. — Despre obligațiunea cu termen.

**Art. 1022.** — Termenul se deosebește de condițiune, pentru că el nu suspendă angajamentul, ci numai amână execuțiunea. (Civ. 1017, 1025, 1101, 1146, 1575, 1885; Pr. civ. 391; Civ. Fr. 1185).

*Text. fr. Art. 1185.* — Le terme diffère de la condition en ce qu'il ne suspend point l'engagement, dont il retarde seulement l'exécution.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 86-88; IV, ed. 5-a, p. 133-136;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 968-970, 986;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 48;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 168;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 258 urm.; *Suppl. Obligations*, 500 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 94 bis, II; 95 bis, II; 97 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XXV, 319, 568-571, 574-577, 608, 610;  
 HUC, VII, 282, 283;  
 LAROMBIÈRE, III, 1174, 1185 n° 3; 1186, n° 1, 2, 5;

LAURENT, XVII, 59, 171-176, 178, 183;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 625;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 351 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 49, 108 urm., 672; (VI, part. I, ed. 2-a, p. 377, 457; IV, part. II, ed. 2-a, p. 299, 308, 463, 561; IX, p. 681);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 105, 513;  
 COSTIN AL., *Notă* sub. Cas. III, 378 din 14 Mart. 922. Pand. Rom. 1924-1-264;  
 DUMITRESCU A. M., II, 26;  
 NACU, II, p. 547, 548.

### Jurisprudență.

1. Prelungirea unui termen nu are alt efect de cât amânarea la un alt termen a executării obligației primitive, vrea să zică obligația astfel precum avusese a se îndeplini la termenul stipulat are a se execută întocmai și după acordarea termenului de prelungire. Astfel dar, prelungirea unui termen în sine privit, nu e un fapt din care s'ar putea deduce o modificare întru ceva a obiectului obligației primitive. Prin prelungirea unui termen nu se modifică nici obligația în privința clauzei penale stipulată de părți, care clauză penală are a fi plătită dacă obligația luată de partea respectivă nu se execută nici în urma prelungirii termenului, căci, precum înainte, asemenea și după acordarea prelungirii de termen, clauza penală îndeplinește aceeași funcție d'a fi, precum declară art. 1069, o compensare a daunelor-interese ce creditorul suferă din neexecutarea obligației principale; de aceea clauza penală poate numai a fi împuținată de judecători în proporție cu executarea obligației principale, după cum prescrie art. 1070. (Cas. I, 308/Sept. 12/78, B. p. 285).

2. După art. 1022 termenul nu suspendă angajamentul, ci numai amână execuțiunea în vreme ce obligațiunea sub condițiune suspensivă depinde de un eveniment viitor, și o atare obligațiune, după art. 1017, nu este perfectă decât după îndeplinirea evenimentului. (Cas. I, 244/Iun. 20/80, B. p. 288).

3. În principiu, prelungirea termenului unei obligațiuni, nu produce novațiunea contractului primitiv. (Cas. I, 40/Febr. 17/88, B. p. 114).

4. Într'un contract, care prin natura lui implică prestațiuni succesive, termenul extinctiv stipulat de părți, ca mod de stângere a obligațiunilor, operează prin simpla îndeplinire a lui, independent de orice idee de culpă a uneia din părți în executarea obligației sale.

Obligația, odată stânsă prin împlinirea termenului, nu se mai pot produce efecte, decât printr'un nou acord de voință a părților, care creează o nouă obligație și prin urmare judecătorul nu se poate substitui părților, prelungind, prin acordarea unui termen de grație, o obligație care a fost stânsă în acest mod. (Cas. I, 13 din 24 Ianuarie 1921, Jur. Rom. 16-17/921, Curier Jud. 25/922, Pand. Rom. 1922, III, 41; C. Apel Iași s. I, Justiția (Iași) 9-10/920; Trib. Ilfov s. II, 416 din 24 Mai 1922, Dreptul 22/922; C. Apel Iași s. I, 19 din 8 April 1922, Dreptul 17/923; C. Apel Buc. s. III, 123 din 16 Mai 1923, Jur. Gen. 1923 No. 829; Trib. Ilfov s. I, Com. 592 din 20 Oct. 1923, Dreptul 38/1923).

5. Atunci când părțile n'au prevăzut un termen fix pentru executarea obligațiunilor lor contractuale, adică atunci când termenul nu constituie în intenția lor un element esențial al contractului, cauzele de forță majoră, cari împiedecă temporar executarea, au un efect dilatoriu, iar nu rezolutoriu asupra contractului, oridecâteori după încetarea cauzelor întreruptive, executarea mai departe a contractului este posibilă. (Cas. III, 378 din 14 Mart. 1922, Pand. Rom. 1924, I, 264).

6. Când instanța de fond constată, din interpretarea unui contract de exploatare de pădure, că părțile au voit să facă din termenul exploatărei stipulat în contract, un element esențial al existenței contractului, iar nu o condițiune suspensivă a executării obligațiilor, concluzia juridică la care duce această constatare, este aceea că expirarea termenului astfel conceput, are de efect stângerea oricărei obligații reciproce sau rezoluțiunea în întregime a contractului, urmând să se vizioneze numai chestiunea daunelor sau a restituirei sumelor deținute fără cauză, dacă asemenea pretențiuni s'ar ridică. (Cas. III, 1992 din 3 Nov. 1924, Jur. Rom. 2/925, Dreptul 10/1925).

7. A se vedea: art. 1020 nota 5;

**Art. 1023.** — Aceea ce se datorește cu termen, nu se poate cere înaintea termenului, dar ceea ce se plătește înainte, nu se



mai poate repeti<sup>1)</sup>. (Civ. 975, 976, 1016, 1092, 1178, 1581, 1616; Pr. civ. 593; C. com. 316; Civ. Fr. 1186).

*Text. fr. Art. 1186.* — Ce qui n'est dû qu'à terme, ne peut être exigé avant l'échéance du terme; mais ce qui a été payé d'avance, ne peut être répété.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 88, 90, 91; IV, ed. 5-a, p. 135, 136, 143, 144;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 988-990, 993, 998, 1004;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 168;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1273 urm.; *Suppl. Obligations*, 510 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 108 bis, I, II; 109, 109 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 143 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXV, 612, 616-618, 640-642;  
 GARSONNET, IV, 1389, p. 336 urm.;  
 HUC, VII, 283-285, 287;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1183, n° 17, 32; 1186, n° 19 urm., 24, 34, 35;  
 LAURENT, XVII, 185-191;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, 625;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 353 urm.

### Doctrină românească

ALEXANDRESCO, VI, p. 108 urm., 748; (X, p. 745);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 514;  
 NACU, II, p. 549.

### Jurisprudență.

1. Art. 1023 dispune numai că aceea ce se datorește cu termen nu se poate cere înaintea termenului, aceea ce nu exclude facultatea ce o are creditorul cu termen de a face acte conservatorii a dreptului său. Deci dacă legatarul n'a cerut imediat plata legatului ci a oferit expres de a întârzia execuția condamnățiunii ce se va pronunța până la scadența termenului (liquidarea datoriilor testatorului), judecata recunoscând existența și validitatea legatului, cu rezerva expresă că legatarul nu poate lua legatul înainte de liquidarea datoriilor testatorului, departe de a violă art. 1023, din contră se conformă cu dispozițiunea lui. (Cas. I, 267/Sept. 21/82, B. p. 882).

2. Termenul de plata unor servicii se împlineste, în lipsă de o stipulațiune expresă, la îndeplinirea acelor servicii pentru care se oferise plata. (Cas. I. 398/Dec. 20/89, B. p. 1045).

3. Deși instanțele de fond sunt în drept a interpreta diferitele convențiuni dintre părți și a decide asupra lor, însă acest drept suveran nu se poate întinde până într'atâta în cât să denatureze însăși convențiunea. Astfel, când într'un contract de împrumut cu ipotecă, intervenit înre părți, nu se prevede că neplata procentelor la termenul stipulat atrage exigibilitatea între-

gului capital datorit, și, dar, această creanță nefiind încă certă și lichidă prin neplata procentelor, nu se poate proceda la vânzarea imobilului ipotecat, iar dacă tribunalul a procedat la vânzare, prin aceasta a denaturat convențiunea părților, săvârșind un exces de putere și, deci, ordonanța de adjudecare este casabilă. (Cas. II, 383/901. B. p. 1692).

4. Poprirea nu se poate face decât în virtute de tiluri autentice executorii sau chiar și private neexecutorii, în orice caz însă, creanța, în virtutea căreia se efectuează poprirea în mâna celui de al treilea, trebuie să fie ajunsă la scadență, adică exigibilă. Astfel, când obiectul unei obligațiuni este o prestație periodică și succesivă a unei sume de bani plătită pe fiecare lună, — cum ar fi o pensie alimentară, — și ca atare exigibilă numai după trecerea acestei perioade de timp în viitor, poprirea nu se poate face decât pentru ratele scăzute și exigibile, nu și pentru ratele viitoare. (Apel Craiova II, C. Jud. 66/904).

5. Conform art. 1023 din codul civil, ceea ce se plătește înainte de termen nu se mai poate repeti, iar acțiunea în repetițiune prevăzută de art. 1092 din codul civil, nu se poate exercita decât de debitorul care a plătit, iar nici de cum de creditor. (Cas. I, 19 Ianuarie 1910, B. p. 19).

1) „A repeti”, adică a cere înapoi.

**Art. 1024.** — Termenul este presupus totdeauna, că s'a stipulat în favoarea debitorului, dacă nu rezultă din stipulațiune, sau din circumstanțe, că este primit și în favorul creditorului. (Civ. 1115, 1616; C. com. 316; Civ. Fr. 1187).

*Text. fr. Art. 1187.* — Le terme est toujours présumé stipulé en faveur du débiteur, à moins qu'il ne résulte de la stipulation ou des circonstances, qu'il a été aussi convenu en faveur du créancier.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 90; IV, ed. 5-a, 142, 143;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 975, 977, 980, 981;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 168;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1266 urm.; *Suppl. Obligations*, 506 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 110 bis;  
 DEMOLOMBE, XXV, 621-629;  
 HUC, VII, 286;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1186, n° 30; 1187, n° 1-3, 5-7;  
 LAURENT, XVII, 180-182;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 624;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 350, 360, 361.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 118 urm., 436 n. 1, 472, 795; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 295; V, p. 298);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 513;  
 NACU, II, p. 551, 552.

#### Jurisprudență.

1. Această dispoziție este creată în favoarea creditorului și numai dânsul poate să beneficieze de dânsa, iar nu și adjudecatarul unui imobil. (Cas. I. 1082/903, B. p. 94).

2. În contractul de rentă, cu toate că creditorul și-a interzis dreptul de a cere restituirea capitalului, debitorul, în lipsă de stipulațiune expresă, conservă facultatea de a se liberă oricând de obligațiunea rentei, restituind capitalul, de oarece ca și în contractul de împrumut fără dobândă termenul este presupus ca stipulat în favoarea debitorului, conform regulii stabilite în

art. 1024 cod. civil. (Cas. I. 6 Nov. 1913, B. p. 1962).

3. Obligația cu termen suspensiv își are ființa de îndată, termenul întârziind numai executarea; iar conform art. 1024 c. civ., termenul este presupus totdeauna că s'a stipulat în favoarea debitorului, dacă nu rezultă din stipulațiuni sau din circumstanțe că este primit și în favoarea creditorului. căruia îi incumbă în toate cazurile datoria a dărâma prezumția stabilită de menționatul text, căci îndoiala s'ar interpretă în contra sa. (Trib. Tecuci, 107 din 3 Mai 1923, Dreptul 3/924).

4. A se vedea: art. 1115 nota 12.

**Art. 1025.** — Debitorul nu mai poate reclama beneficiul termenului, când este căzut în deconfitură <sup>1)</sup>, sau când, cu fapta sa, a micșorat siguranțele, ce prin contract dedese creditorului său. (Civ. 1081, 1101, 1323, 1661, 1673, 1730, 1746, 1790, 1800 § 3, 1807; Pr. Civ. 128, 382; C. com. 714 urm.; Civ. Fr. 1188).

*Text. fr. Art. 1188.* — Le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme lorsqu'il a fait faillite, ou lorsque par son fait il a diminué les sûretés qu'il avait données par le contrat à son créancier.

<sup>1)</sup> Deconfitura este insolvabilitatea unui necomerciant, adică aceea ce este falimentul pentru un comerciant.



## Doctrină străină.

A LAUZET, *Commentaire du Code de Commerce*, IV, 1676;  
 AUBRY ET RAU, IV, p. 88-90; IV, ed. 5-a, p. 136-142;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1011-1013, 1015, 1019, 1025, 1029, 1031, 1032 urm.;  
 1039, 1040;  
 BÉDARRIDE, *Des faillites*, 1083;  
 BOISTEL, *Cours de dr. comm.*, n° 934;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 816; II, p. 58, 169, 170, 172, 493, 809; ed. 1-a, III, p. 343;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1283 urm., 1306, 1348; *Suppl.*, *Obligations*, 515 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 111 bis, I, II; 112 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 69;  
 DEMOLOMBE, XXV, 664, 667, 670, 672-678, 687-694 urm., 699, 703, 705-707;  
 HUC, VII, 287-289;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1188, n° 3, 5, 8 urm., 18, 20, 22, 26;  
 LAURENT, XVII, 195, 199, 201-204, 209, 210, 213, 214;  
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Traité de droit commercial*, II, 581; VII, 187; VIII, 1038, 1070;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 626 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 362 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 123 urm., 512, 749, 751; (III, part. I, ed. 2-a, p. 500; V, p. 241;  
 VIII, part. I, ed. 2-a, 571; IX, p. 677, 679; X, p. 576, 660, 661, 664, 673); *Observație*  
 sub. Trib. civil Nantua (Ain), 9 Ian. 1923. Pand. Rom. 1924-III-123;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 514, 587.  
 DUMITRESCU A. M., II, 343;  
 NACU, II, p. 549 urm.;  
 STĂNESCU N., *Notă*, sub. C. Apel, Craiova s. II, 205 din 12 Nov. 915. Curier Jud. 3/919.

## Jurisprudență.

1. Conform art. 616 din procedura civilă, combinat cu art. 1025 din codul civil, se poate încuviința sechestrarea în mod asigurător a averii mișcătoare în mâinile debitorului, chiar dacă creanța nu este ajunsă la termen, când datornicul a micșorat prin fapta sa asigurările ce dedese, sau când este pericol ca datornicul să-și risipească averea sa. (Cas. II, 21 Oct. 1908, B. p. 1693).

2. În cazul stipulării unei plăți în rate, simplul fapt al protestării unei cambii nu este suficient pentru a se pierde beneficiul termenului, ci pentru aceasta trebuie a se dovedi că debitorul se găsește în situația prevăzută de art. 1025 din codul civil. (Cas. III, 9 Mai 1912, B. p. 1071).

3. Nu poate fi vorba de insolvabilitate notorie în sensul art. 1025 c. civ., și art. 382 al. d pr. civ., din simplul fapt al neplății la termen a ratelor u-

nei datorii contractate printr'un singur act de creanță și către un mic creditor și care creanță se găsește garantată cu privilejii vânzătorului prevăzut de art. 1737 al. 1 c. civ. (C. Apel Craiova s. II, 205 din 12 Nov. 1915. Curier Jud. 3/919).

4. Creditorul care afirmă insolvabilitatea debitorului și cere decăderea sa din beneficiul termenului prevăzut în contract, îi incumbă sarcina facerii dovezii, pe baza principiului din art. 1169 c. civil, că cel ce face o propunere în justiție, trebuie să o dovedească, iar nu debitorului să facă dovada solvabilității sale. (C. Apel Craiova, s. II, 205 din 2 Nov. 1915. Curier Jud. 3/919).

5. Se poate declara un comerciant în stare de deconfitură (nu faliment) și să fie decăzut din beneficiul termenului. (C. Apel Buc. s. III, 1 din 1 Febr. 1919. Curier Jud. 6-7/920).

6. A se vedea: art. 975 notele 39, 50, 85).

## Secțiunea III. — Despre obligațiunile alternative.

**Art. 1026.** — Debitorul unei obligațiuni alternative, este liberat prin predarea unui din două lucruri, ce erau cuprinse în obligațiune. (Civ. 1027 urm.; Civ. Fr. 1189).

*Text. fr. Art. 1189.* — Le débiteur d'une obligation alternative est libéré par la délivrance de l'une des deux choses qui étaient comprises dans l'obligation.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 300, p. 46;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1042 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 174, 175;  
 DALLOZ, *Suppl.*, *Obligations*, 532;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 115, 115 bis, I, IV, VI;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 582;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 6 urm., 9-13, 15, 19, 20 urm., 23, 92;  
 DURANTON, XI, 150, 151;  
 HUC, VII, 291, 292;  
 LAURENT, XVII, 216-219, 221-223, 225, 241;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 628;  
 PANDECTES FR., *Obligations*, I, 1367, 1503, 1507-1512 urm., 1515, 1517, 1522, 1582;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 708;  
 THIRY, III, 15.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 137 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 332 nota; IV, part. II, ed. 2-a, p. 240, 271, 286, 325, 444).  
 CANTACUZINO MATEI, p. 524, 525;  
 NACU, II, 552.

## Jurisprudență.

1. Obligațiunea de a da cutare sumă cu rezerva facultății de a cumpăra cu acești bani o moșie, care va înlocui obiectul obligațiunii, se înfățișează ca o obligațiune facultativă, care poartă asupra unui singur obiect, care este suma de bani, căci celălalt obiect, adică moșia, e cuprins nu în obligațiune, ci numai în facultate *solutionis*, datornicul având numai facultatea iar nu îndatorirea de a-l plăti. (Cas. I, 262/Aug. 21/84, B. p. 636).

2. Dacă debitorul unei obligațiuni alternative (de a predă un lucru în natură sau valoarea lui) nu-și îndeplinește prima obligațiune nici în urma somațiilor ce i se fac de creditor, acesta este în drept să-l urmărească la plata acelei valori. (Cas. I, 332/92, Oct. 21/92, B. p. 884).

3. În obligațiunile alternative, executarea unei obligațiuni stinge pe cealaltă. Astfel, dacă printr-o hotărîre judecătorească rămasă definitivă, cineva e condamnat la reparațiunea unui zid sau la plata unei sume de bani, echivalentul acelei reparațiuni făcute de adversarul său, nu i se poate cere a face și reparația și suma de bani, și nici nu se poate executa pentru suma

de bani, dacă adversarul său n'a efectuat acele reparații. În asemenea caz, dacă cel condamnat face contestație, când este executat la plata sumei de bani și judecata îi respinge contestația, fără a cercetă dacă partea cealaltă a făcut ea lucrarea, pentru care eră îndreptățită a primi suma de bani, prin această procedare schimbă și denaturează dispozitivul sentinței pusă în executare și, dar, violează autoritatea lucrului judecat. (Cas. I, 29/901 B. p. 50).

4. Dacă o parte este obligată către alta în mod alternativ de a-i restitui sau anume obiecte sau valoarea lor, alegerea de a se achită într'un mod sau altul aparține debitorului. (Cas. I, 53/903, B. p. 150).

5. Când o persoană a fost condamnată la executarea unei obligațiuni alternative, acea persoană eră liberată, conform art. 1026 și 1027 din codul civil, din momentul ce a pus la dispozițiunea creditorului obiectul pretins și instanța de fond nu putea să considere că debitorul nu și-a îndeplinit obligația, decât numai dacă ar constată că în momentul executării obligațiuni din partea debitorului obiectul nu ar fi fost în bună stare. (Cas. II, 29 Apr. 1908, B. p. 718).

**Art. 1027.** — Alegerea o are debitorul, dacă nu s'a acordat, expres creditorului. (Civ. 983, 1026, 1312; Civ. Fr. 1190).

*Text. fr. Art. 1190.* — Le choix appartient au débiteur, s'il n'a pas été expressément accordé au créancier.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 44, 46; IV, ed. 5-a, p. 69-71, 73;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1058 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 175; ed. 1-a, III, p. 573;



DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 117 bis; 118 bis, I, II; 124 bis, I-IV;  
 DEMOGUE I, *Sources des Obligations*, I, p. 674;  
 DEMOLOMBE XXVI, 14, 31, 38, 39, 41-44 urm., 48, 49, 51-62;  
 HUC, VII, 291;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1190, n° 2, 3, 5-8; 1191 n° 4, 7-12; 1196, n° 3;  
 LAURENT, XVII, 220, 227, 232, 234, 235, 237-239, 242-244;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 628, 629;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 709.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 142 urm., 259 n. 1, 315 nota; (III, part. II, ed. 2-a, p. 825, 842, 845, 846 t. și n. 5, 847; IV, part. II, ed. 2-a, p. 240, 271, 286, 325, 444; V, p. 298);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 524, 525.  
 DUMITRESCU A. M., II, 337;  
 NACU, II, p. 553.

## Jurisprudență.

1. După dispozițiunile art. 1027 c. civ. în obligațiunile alternative, alegerea o are debitorul, dacă nu s'a acordat expres creditorului.

Prin urmare dacă cineva s'a obligat

să restituie un lucru sau valoarea lui, creditorul pentru a putea cere valoarea lucrului, trebuie să dovedească că a cerut restituirea lucrului și că i-a fost refuzată. (Cas. III, 406/1911, Curier Jud. 20/1912).

2. A se vedea art. 1026 nota 5.

**Art. 1028.** — Debitorul se poate liberă predând sau pe unul sau pe altul din lucrurile promise; nu poate însă săli pe creditor a primii parte dintr'unul și parte dintr'altul. (Civ. 1027, 1060, 1061 § 3, 1100, 1101, 1314 urm.; Civ. Fr. 1191).

*Text. fr. Art. 1191.* — Le débiteur peut se libérer en délivrant l'une des deux choses promises; mais il ne peut pas forcer le créancier à recevoir une partie de l'une et une partie de l'autre.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 44; IV, ed. 5-a, p. 70, 79;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1069 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 174;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 118 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 42 urm., 65, 66;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1191 n° 2;  
 LAURENT, XVII, 236;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 709.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 142 urm., 259 n. 1, 315 nota; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 182);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 524, 525;  
 NACU, II, p. 553.

**Art. 1029.** — Obligațiunea este simplă, deși contractată cu mod alternativ, dacă unul din două lucruri promise, nu poate fi obiectul obligațiunei. (Civ. 963; Civ. Fr. 1192).

*Text. fr. Art. 1192.* — L'obligation est pure et simple, quoique contractée d'une manière alternative, si l'une des deux choses promises ne pouvait être le sujet de l'obligation.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 72;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1046;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 119 bis;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 11;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 629;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 709.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 137 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 332 nota; IV, part. II, ed. 2-a, p. 286);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 524, 525;  
 NACU, II, p. 555.

**Art. 1030.** — Obligațiunea alternativă devine simplă, dacă unul din lucrurile promise pierе, sau nu mai poate fi predat din orice altă cauză, și chiar când aceasta s'a întâmplat din greșala debitorului. Prețul acestui lucru nu poate fi oferit în locu-i.

Dacă amândouă lucrurile au pierit, însă unul dintrînsele prin greșala debitorului, el va plăti prețul celui care a pierit în urmă. (Civ. 1029, 1155 urm., 1311; Civ. Fr. 1193).

*Text. fr. Art. 1193.* — L'obligation alternative devient pure et simple, si l'une des choses promises périt et ne peut plus être livrée, même par la faute du débiteur. Le prix de cette chose ne peut pas être offert à sa place.

Si toutes deux sont péries, et que le débiteur soit en faute à l'égard de l'une d'elles, il doit payer le prix de celle qui a péri la dernière.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 46; IV, ed. 5-a, p. 73, 75;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1085 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 175;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 92;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1193, 1194, n° 20;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 630, 631;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 710, 712.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 149 urm., 816; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 286; VII, part. I, ed. 2-a, p. 183 nota);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 524, 525;  
 NACU, II, p. 615.

#### Jurisprudență.

1. Când o instanță de judecată condamnă pe un debitor să restituie creditorului său lucrurile ce-i datorește sau valoarea lor, este datoare, în caz de refuz din partea creditorului de a primi acele lucruri, să cerceteze, cu ocazia contestației la executarea valorii acelor obiecte, dacă creditorul trebuia sau nu să primească lucrurile în sta-

rea în care i le predă debitorul. Prin urmare, când ea refuză proba testimonială pentru dovedirea acestui fapt, pe motiv că această probă nu s'ar putea face pe cale de contestație, violează art. 1030 cod. civ. după care obligația alternativă devine simplă, dacă obiectul nu poate fi predat din greșala debitorului. (Cas. I, 397/904, B. p. 1258).

**Art. 1031.** — Când, în cazul prevăzut de articolele precedente <sup>1)</sup>, alegerea este, prin convențiune, lăsată creditorului și

1) Din eroare se zice aci: „articolele precedente“ în loc de „articolul precedent“.



numai unul din lucruri a pierit; dacă lucrul a pierit prin <sup>1)</sup> greșala debitorului, creditorul va luă pe cel rămas; dacă a pierit prin greșala debitorului, creditorul poate cere sau lucrul rămas, sau prețul aceluia ce a rămas <sup>2)</sup>; dacă amândouă lucrurile au pierit prin greșala debitorului, creditorul, după alegerea sa, poate să ceară prețul unui din ele; dacă însă numai unul din ele a pierit prin greșala debitorului, creditorul nu poate cere decât prețul acestui lucru. (Civ. 1030, 1156; Civ. Fr. 1194).

*Text. fr. Art. 1194.* — Lorsque, dans les cas prévus par l'article précédent, le choix avait été déféré par la convention au créancier;

Ou l'une des choses seulement est périée; et alors si c'est sans la faute du débiteur, le créancier doit avoir celle qui reste; si le débiteur est en faute, le créancier peut demander la chose qui reste, ou le prix de celle qui est périée;

Ou les deux choses sont périées; et alors, si le débiteur est en faute a l'égard des deux, ou même à l'égard de l'une d'elles seulement, le créancier peut demander le prix de l'une ou de l'autre à son choix.

#### Doctrină străină

ARNTZ, III, 114;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1094, 1095;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 175;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 120 bis; 121 bis I  
 DEMOLOMBE, XXVI, 74, 81, 82, 86, 88, 96-98;  
 DURANTON, XI, 148;  
 HUC, VII, 293;  
 LAURENT, XVII, 248-250;  
 MARCADÉ, IV, 583, 586;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 631, 632;  
 PANDECTES FR., *Obligations*, I, 1567, 1570, 1577, 1579, 1585, 1586;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 710, 712;  
 THIRY, III, 16.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 149 urm., 816; (XI, p. 575 nota);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 524, 525;  
 NACU, II, p. 615.

**Art. 1032.** — Dacă amândouă lucrurile au pierit, fără greșala debitorului <sup>3)</sup>, obligațiunea este stinsă. (Civ. 971, 1079, 1156; Civ. Fr. 1195).

*Text. fr. Art. 1195.* — Si les deux choses sont périées sans la faute du débiteur, et avant qu'il soit en demeure, l'obligation est éteinte, conformément à l'article 1302.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 46; IV, ed. 5-a, p. 73;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1082 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 175;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 115 bis, I, II; 120 bis;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1196 n<sup>o</sup> 3;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 710, 712.

1) In loc de „prin”, ar trebui zis „fără”, ca în textul francez.

2) Din eroare se zice aci: „rămas”, în loc de „pierit”, cum este de altfel și în textul francez.

3) In art. francez corespunzător 1195, după aceste cuvinte, urmează imediat: „et avant qu'il soit en demeure, l'obligation est éteinte, conformément à l'art. 1302” (1156, cod. civil român).

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 149 urm., 816;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 524, 525;  
 NACU, II, p. 616.

**Art. 1033.** — Aceleași principii se aplică, când obligațiunea alternativă cuprinde mai mult de două lucruri. (Civ. Fr. 1196).

*Text. fr. Art. 1196.* — Les mêmes principes s'appliquent au cas où il y a plus de deux choses comprises dans l'obligation alternative.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 45; IV, ed. 5-a, p. 71-73;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1042;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 174;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1313 urm.; *Suppl. Obligations*, 532 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 115 bis, II, III;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 30-32;  
 HUC, VII, 294;  
 LAURENT, XVII, 226;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 632 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 137 urm., 816;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 524, 525;  
 NACU, II, p. 616.

## Secțiunea IV. — Despre obligațiunile solidare.

## § 1. Despre solidaritatea între creditori.

**Art. 1034.** — Obligațiunea este solidară între mai mulți creditori, când titlul creanței dă anume drept fiecărui din ei a cere plata în tot a creanței, și când plata făcută unui din creditori liberă pe debitori <sup>1)</sup>. (Civ. 1035 urm., 1064, 1065; Civ. Fr. 1197).

*Text. fr. Art. 1197.* — L'obligation est solidaire entre plusieurs créanciers lorsque le titre donne expressément à chacun d'eux le droit de demander le paiement du total de la créance, et que le paiement fait à l'un d'eux libère le débiteur, encore que le bénéfice de l'obligation soit partageable et divisible entre les divers créanciers.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 15-18; IV, ed. 5-a, p. 19, 20, 22, 24;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1120 urm., 1125 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 178, 179;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1335 urm., 1365 urm.; *Suppl. Obligations*, 546 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 128 bis, II; 130 bis, IV;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 280;  
 HUC, VII, 300, 305, 307;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1197, n° 14, 20; 1198, n° 8; 1199, n° 4;  
 LAURENT, XVII, 259-261, 272;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 636 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 725-731.

<sup>1)</sup> Art. francez corespunzător 1197, continuă: „encore que le bénéfice de l'obligation soit partageable et divisible entre divers créanciers”.



## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 161 urm.;  
CANTACUZINO MATEI, p. 529;  
NACU, II, p. 557.

## Jurisprudență.

1. Tutorul, în această calitate, nu poate să reclame mai mult de cât partea ce se cuvine minorilor de sub tu-

tela sa, nu însă întreaga creanță, în care au drept și succesorii majori, cari nu au cedat drepturile lor minorilor. (Cas. I, 43/Febr. 9/85, B. p. 81).

**Art. 1035.** — Poate debitorul plăti la oricare din creditorii solidari, pe cât timp nu s'a făcut împotriva-i cerere în judecată din partea unui din creditorii.

Cu toate acestea remisiunea <sup>1)</sup> făcută de unul din creditorii solidari, nu liberă pe debitor decât pentru partea acelui creditor. (Civ. 1064, 1140 urm., 1215, 1216, 1218; Civ. Fr. 1198).

*Text. fr. Art. 1198.* — Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des créanciers solidaires, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux.

Néanmoins la remise qui n'est faite que par l'un des créanciers solidaires ne libère le débiteur que pour la part de ce créancier.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 17, 21; IV, ed. 5-a, p. 22, 23;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1137 urm., 1152, 1164;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 179;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1374 urm.; *Suppl. Obligations*, 549 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 130 bis, III; 328 bis, XXVII;  
DEMOLOMBE, XXVI, 160-163, 166, 176, 178-186, 189-191;  
HUC, VII, 303, 306;  
LAROMBIÈRE, III, art. 1198, n° 3-6, 11, 13-15;  
LAURENT, XVII, 259, 265, 269, 271;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 725-731.  
SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 114, 123 nota 1.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 161 n. 3, 163 urm., 189 n. 1, 248, 690, 711; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 551);  
CANTACUZINO MATEI, p. 529;  
NACU, II, p. 559 urm.

**Art. 1036.** — Actul care întrerupe prescripțiunea în privința unui din creditorii solidari, profită la toți creditorii. (Civ. 1045, 1863 urm., 1872, 1876; Civ. Fr. 1199).

*Text. fr. Art. 1199.* — Tout acte qui interrompt la prescription à l'égard de l'un des créanciers solidaires, profite aux autres créanciers.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 16-18, 21; IV, ed. 5-a, p. 21-23;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1147 urm.;  
COLIN ET CAPITANT ed. 2-a, II, p. 179;

1) „Remisiunea” unei datorii are loc atunci când un creditor descarcă pe debitorul său de obligațiunea ce avea. A se vedea și art. 1138 și urm. Cod. Civ. cu privire la „remiterea datoriei”.

DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1382 urm.; *Suppl. Obligations*, 554;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 130 bis, III; 131 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 169-175, 187;  
 HUC, VII, 304, 307;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1198, n° 9, 14, 15; 1199, n° 2, 3;  
 LAURENT, XVII, 262-264, 269;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 637;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 725-731.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 161 n. 3, 163 urm., 189 n. 1, 248, 690, 711; (XI, p. 170, 215);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 529;  
 NACU, II, p. 558.

**Art. 1037.** — Creditorul solidar, care a primit toată datoria, este ținut a împărți cu ceilalți co-creditori, afară numai de va probă că obligațiunea este contractată numai în interesul său <sup>1)</sup>. (Civ. 1034 urm.).

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 298 bis, p. 16;  
 BAUDRY, *Précis*, II, 965;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 128 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 145-149, 178;  
 HUC, VII, 298;  
 LAURENT, XVII, 272;  
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Dr. comm.*, VII, 593;  
 MOURLON, II, ed. 7-a, p. 637;  
 PANDECTES FR., *Obligations*, I, 163 urm., 165, 166, 196;  
 THIRY, III, 20, 21.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 161 n. 3, 163 urm., 189 n. 1, 248, 690, 711; (XI, p. 170, 215);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 529;  
 NACU, II, p. 562.

**Art. 1038.** — Creditorul solidar reprezintă pe ceilalți co-creditori, în toate actele care pot avea de efect conservarea obligațiunei <sup>2)</sup>. (Civ. 1036, 1056).

#### Doctrină străină.

ARNTZ, III, 119, 417;  
 AUBRY ET RAU, IV, § 278, p. 17; § 298 bis, p. 16; VIII, § 769, p. 380;  
 BONNIER, *Des preuves*, 887;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 328 bis XXVII;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 167, 168, 174, 175, 191;  
 HUC, VII, 306;  
 LAURENT, XVII, 263;  
 MARCADÉ, IV, 597-599; V, art. 1365, No. II, p. 237;  
 MOURLON, II, ed. 7-a, p. 637;  
 PANDECTES FR., *Obligations*, I, 185, 191, 205;  
 THIRY, III, 21, 171.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 161 n. 3, 163 urm., 189 n. 1, 248, 690, 711; (VII, p. 311, 314, 315, 417 n. 2, 574; X, p. 215; XI, p. 178, 215); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 311 nota 2, 433;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 529;  
 NACU, II, p. 557.

1) Cuprinsul art. 1037 nu există în codul civil francez. El este o inovație a legiuitorului nostru.  
 2) Cuprinsul art. 1038, nu există în codul civil francez. El este o inovație a legiuitorului nostru.



§ 2. *Despre obligațiunea solidară între debitori.*

**Art. 1039.** — Obligațiunea este solidară din partea debitorilor, când toți s'au obligat la acelaș lucru, astfel că fiecare poate fi constrâns pentru totalitate, și că plata făcută de unul din debitori liberă și pe ceilalți către creditor. (Civ. 1036, 1039, 1056, 1059, 1061 urm., 1136, 1137, 1140, 1141, 1155, 1215, 1872; Pr. civ. 142; C. com. 42, 106, 114, 118, 127, 194, 203, 277, 301, 339, 389, 393, 398, 674; Civ. Fr. 1200).

*Text. fr. Art. 1200.* — Il y a solidarité de la part des débiteurs, lorsqu'ils sont obligés à une même chose, de manière que chacun puisse être contraint pour la totalité, et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 25; IV, ed. 5-a, p. 37, 39, 40;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1170, 1203;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 741;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1386 urm.; *Suppl. Obligations*, 555;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 134 bis, II; 142 bis, I, II;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 206, 376, 380, 392-394;  
 HUC, VII, 322, 324-326;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1200, n° 5, 6, 8; 1208, n° 2;  
 LAURENT, XVII, 277, 279, 299, 326, 329, 330, 340, 341;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 638, 639;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 741 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 174 urm., 187 n. 2; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 196;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 529;  
 NACU, II, p. 563.

## Jurisprudență.

1. Cu drept cuvânt tribunalul condamnă pe debitori numai personal la plată dacă reclamantul n'a cerut condamnarea lor solidar. (Cas. I, 313/Oct. 1/85, B. p. 710).

2. Din faptul că creditorul unei obligațiuni solidară, care a chemat în instanță pe ambii debitori, poate să re-

nunțe în instanță la unul dintr'înșii și să continue procesul în contra celui-lalt pentru totalitatea creanței, nu rezultă și renunțarea la solidaritate din partea creditorului, de oarece renunțările la drepturi nu se presupun, ci trebuie să rezulte dintr'o declarațiune formală. (Cas. I, 153 din 2 Martie 1911, B. p. 286, Jurisprudența 17/911).

**Art. 1040.** — Debitorii solidari se pot obligă sub diferite modalități, adică: unii pur, alții sub o condițiune și alții cu termen. (Civ. 1004, 1022; Civ. Fr. 1201).

*Text. fr. Art. 1201.* — L'obligation peut être solidaire quoique l'un des débiteurs soit obligé différemment de l'autre au paiement de la même chose; par exemple, si l'un n'est obligé que conditionnellement, tandis que l'engagement de l'autre est pur et simple, ou si l'un a pris un terme qui n'est point accordé à l'autre.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 37;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1117;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 741;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1365 urm., 1387;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 134 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 213, 214;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 638;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 742.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 174 urm., 187 n. 2;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 530;  
 NACU, II, p. 563.

**Art. 1041.** — Obligațiunea solidară nu se presupune, trebuie să fie stipulată expres; această regulă nu încetează decât numai când obligațiunea solidară are loc de drept, în virtutea legii. (Civ. 918, 998 urm., 1003, 1039, 1053, 1065, 1510, 1520, 1543, 1551, 1571; C. com. 42, 106, 277, 301, 339, 389, 393, 398, 674; Civ. Fr. 1202).

*Text. fr. Art. 1202.* — La solidarité ne se présume point; il faut qu'elle soit expressément stipulée.

Cette règle ne cesse que dans le cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 19-22; IV, ed. 5-a, p. 25-36;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1172 urm., 1180 urm.  
 CHAUVEAU ET CARRÉ, I, *Quest.* 553;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 181, 183, 713; ed. 1-a, III, p. 110;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1352 urm., 1465 urm.; *Suppl. Obligations*, 243 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 135 bis, I-III;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 293, 301; IV, p. 447, 472 urm., 489;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 135-139, 219-227, 229-234, 247, 248, 251, 266, 269-271, 285-296;  
 GARSONNET, III, ed. 2-a, 1108;  
 HUC, VII, 309-311, 313 urm., 330, 331;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1197, n° 18, 19; 1202, n° 1-5, 11, 20, 22-24;  
 LAURENT, XVII, 255, 256, 276, 280-284, 287, 292, 313-317, 320 urm.;  
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, III, ed. 2-a, n° 38; IV, 267;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 639;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 736;  
 SOURDAT, *Tr. de la responsabilité*, I, 143, 473 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 700; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 386 n. 4; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 225); *Observație* sub. Cas. Fr., 4 Aug. 1899. *Curier Jud.* 76/1900; *Notă* sub. *Jur. Gen.* 1924, No. 1800;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 530;  
 NACU, II, p. 564 urm.;  
 PLASTARA G., *Notă* sub. *Trib. Ilfov* s. II, Sept. 1919. *Curier Jud.* 10-11/1920.

### Jurisprudență.

1. Solidaritatea trebuie să fie stipulată în mod expres, conform art. 1041. Ea poate fi declarată sau prin expresia proprie „solidar“, sau prin ori ce alte expresii cari după uz au același sens. Astfel, solidaritatea e destul de expresă prin cuvintele „unul pentru altul și toți pentru unul“. (Cas. I, 308, Sept. 12/78, B. p. 286).

2. În materie comercială, când societățile de asigurare garantează în comun marfa fără să facă vre-o distincțiune de partea fie-căreia, există solidaritate. (Cas. II, 21/Febr. 27/85, B. p. 156).

3. Deși după art. 1041 solidaritatea nu se presupune, totuși casierii și controlorii fiind considerați în ochii legii ca niște adevărați chezași ai gestiunii perceptorilor, ei sunt ținuți *in solidum*



fiecare pentru întregul deficit lăsat de aceștia, conform art. 1666 c. civ. Dacă după art. 1667, ei pot a se folosi de beneficiul diviziunii creanței, aceasta nu constituie pentru dânsii de cât o facultate care trebuie invocată și discutată înaintea instanțelor de fond, singure competente de a constată condițiunile de fapt, sub care beneficiu această diviziune poate fi admisă. (Cas. II, 126, Dec. 16/88, B. p. 1082).

4. Dacă pentru aplicarea dispozițiilor din codul civil se întreabă și se discută de sunt, în afară de cazurile indicate în mod expres prin diferitele dispoziții ale codului civil, alte cazuri de solidaritate legală, în cât privește aplicarea dispozițiilor legilor fiscale, n'avem a ne conduce de criteriile stabilite de codul civil în privința gradului de responsabilitate și n'avem a introduce în aceste legi discuția ce se urmează pentru aplicarea dispozițiilor codului civil în privința existenței sau neexistenței solidarității legale, dacă nu e expres declarată; căci, când e vorba de aplicarea legilor fiscale, și când prin acestea, precum prin art. 65 leg. percep. contribuț. se declară că casierii și controlorii răspund pentru sumele delapidate sau sustrase de percepatori, legiuitorul a venit a stabili în interesul tezaurului public și a încasării sumelor lui datorite, spre a asigura încasarea sumelor datorite și cari ar fi fost sustrase sau delapidate, că sunt mai mulți debitori direcți către tezaurul public cari în deosebi integral au a plăti, astfel că obligația de a plăti a unuia sau a altuia încetează

numai dacă tezaurul a fost plătit sau pe cât a fost plătit. Acest mod de aplicare a legilor fiscale este singurul care corespunde naturii legilor fiscale și care rezultă din combinarea dispozițiilor legilor fiscale. A împărți obligația plății sumei delapidate de un percepator, este a nu-și da seama de natura legilor fiscale cari cer stăfacerea tezaurului public în mod integral fără a ține seamă de distingerile și criteriile dispozițiilor codului civil în privința solidarității legale. (Cas. II, 38, Apr. 17/90, B. p. 526).

5. Solidaritatea trebuind a fi declarată și admisă numai în cazurile de stipulațiune expresă și de drept, în virtutea legeri, iar art. 64 din legea de constatarea și perceperea contribuțiilor directe din 1882, prevăzând expres că controlorii și casierii generali sunt răspunzători cu averea lor pentru orice sustragere sau delapidări comise de percepatori, din asemenea dispozițiune rezultă clar că legiuitorul a voit să-și asigure atât din partea casierului general cât și a controlorilor, plata întregă sau solidară a sumelor sustrase sau delapidate de percepator, constituindu-i astfel fidejutori pentru gestiunea acestora. Astfel, este casabilă deciziunea Curței de compturi când divizează în părți egale între casieri și controlori, suma delapidată de un percepator. (Cas. II, 323/98, B. p. 1455).

6. La un contract de sub locație nu e solidaritate între locatarul principal și sublocatar pentru plata chiriei. (Trib. Ilfov s. II, Sept. 1919, Curier Jud. 10-11/920).

**Art. 1042.** — Creditorul unei obligațiuni solidarare, se poate adresă la acela care va voi dintre debitori, fără ca debitorul să poată opune beneficiul de diviziune <sup>1)</sup>. (Civ. 1049, 1065, 1666, 1667; Civ. Fr. 1203).

*Text. fr. Art. 1203.* — Le créancier d'une obligation contractée solidairement peut s'adresser à celui des débiteurs qu'il veut choisir, sans que celui-ci puisse lui opposer le bénéfice de division.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 27, 28, 35; IV, ed. 5-a, p. 43, 56, 57;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1203 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 184;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 136 bis, II, III;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 280;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 316, 318, 319, 594-600;  
 HUC, VII, 316, 335;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1203, n° 4; 1204, n° 4; 1208, n° 4;  
 LAURENT, XVII, 297, 298, 327, 342, 343;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 639 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 746-748.

<sup>1)</sup> *Beneficiul de diviziune* este facultatea ce o are un creditor de a-și împărți cererea sa, încât fiecare din cei obligați să poată plăti numai partea ce datorește fiecare personal.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 178 urm.; (V, p. 491);  
 NACU, II, p. 567.

## Jurisprudență.

1. După art. 1042 creditorul este în tot dreptul să-și retragă acțiunea în privința debitorului principal și să-și caute drepturile numai în contra garantului solidar. (Cas. I, Febr. 235/91, B. p. 155).

2. Creditorul unei obligațiuni solidare este îndrituit să urmărească realizarea creanței sale dela oricare dintre debitori fără să i se poată opune beneficiul de discuțiune. (Apel Buc. I, No. 20, 1915; Dreptul 1915, p. 301).

3. A se vedea: art. 1039, nota 2.

**Art. 1043.** — Acțiunea intentată contra unui din debitori, nu poprește pe creditor de a exercită asemenea acțiune și în contra celorlalți debitori. (Civ. 1035, 1039; Civ. Fr. 1204).

*Text. fr. Art. 1204.* — Les poursuites faites contre l'un des débiteurs n'empêchent pas le créancier d'en exercer de pareilles contre les autres.

## Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1210 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 185;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1397 urm.; *Suppl. Obligations*, 562 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 639 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 747.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 178 urm.; (V, p. 491);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 531;  
 NACU, II, p. 567.

**Art. 1044.** — Dacă lucrul debit a pierit din culpa unui sau mai multor debitori solidari, ceilalți debitori nu rămân liberați de obligațiunea de a plăti prețul lucrului, dar nu sunt răspunzători pentru daune.

Debitorii care au întârziat de a plăti, sunt în culpă <sup>1)</sup>.

Creditorul nu poate cere daune decât numai în contra debitorilor în culpă. (Civ. 1079, 1081 urm., 1156; Civ. Fr. 1205).

*Text. fr. Art. 1205.* — Si la chose due a péri par la faute ou pendant la demeure de l'un ou de plusieurs des débiteurs solidaires, les autres codébiteurs ne sont point déchargés de l'obligation de payer le prix de la chose; mais ceux-ci ne sont point tenus des dommages et intérêts.

Le créancier peut seulement répéter les dommages et intérêts tant contre les débiteurs par la faute desquels la chose a péri, que contre ceux qui étaient en demeure.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 29; IV, ed. 5-a, p. 46;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1213, 1224 urm.;

<sup>1)</sup> In art. francez corespunzător 1205, lipsește acest al 2-lea alineat, iar alineatul al 3-lea este mai complet redactat, adăugând că creditorul poate cere daune și de la debitorii cari ar fi în întârziere, idee cuprinsă de altfel în alineatul al 2-lea din textul român. A se compara art. 1044 Cod. civ. român cu art. 1205 Cod. civ. francez.



COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 187;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1411 urm.; *Suppl. Obligations*, 564;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 139 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 345-348;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1205, n° 5;  
 LAURENT, XVII, 312;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 639 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 756, 757, 803.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 178 urm.; (V, p. 491);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 531;  
 NACU, II, p. 577 urm., 597.

**Art. 1045.** — Acțiunea intentată în contra unui din debitori întrerupe prescripțiunea în contra tuturilor debitorilor. (Civ. 1036 urm., 1872; Civ. Fr. 1206).

*Text. fr. Art. 1206.* — Les poursuites faites contre l'un des débiteurs solidaires interrompent la prescription à l'égard de tous.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 28-30; IV, ed. 5-a, p. 44, 45, 47;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1213 urm.;  
 CHAUVEAU ET CARRÉ, *Quest.* 645;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 187, 188;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1403 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 140;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, IV, p. 489;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 356, 357, 362-365;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1208, n° 6;  
 LAURENT, XVII, 305, 307, 308;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 639 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 756;  
 TROPLONG, *De la prescription*, II, 630.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 178 urm.; (V, p. 491; XI, p. 166 urm.);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 531;  
 NACU, II, p. 568.

#### Jurisprudență.

1. După art. 1045 din codul civil, acțiunea sau urmărirea îndreptată în contra unuia dintre debitorii solidari întrerupe prescripția, iar după art. 4 din regulamentul taxelor militare, părinții

celor supuși la aceste taxe sunt solidar responsabili cu aceștia la plata taxei, de unde urmează că somația regulată făcută fiului pentru plata taxei întrerupe prescripția și față de tată. (Cas. III, 27 Nov. 1912, B. p. 2039).

**Art. 1046.** — Cererea de dobândă făcută în contra unui din debitorii solidari, face a curge dobânda în contra tuturilor debitorilor. (Civ. 1040, 1045, 1079, 1088 urm.; Civ. Fr. 1207).

*Text. fr. Art. 1207.* — La demande d'intérêts formée contre l'un des débiteurs solidaires fait courir les intérêts à l'égard de tous.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 48;  
 BAUDRY ET BARDE *Obligations*, II, 1227 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 187, 188;

DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1409 urm.; *Suppl. Obligations*, 564;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 141 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 352-354;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1207, n° 4;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 639 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 759.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 179, 403, 405; (V, p. 491);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 531;  
 NACU, II, p. 569, 570.

**Art. 1047.** — Codebitorul solidar, în contra cărui creditorul a intentat acțiune, poate opune toate excepțiunile cari îi sunt personale, precum și acelea care sunt comune tuturilor debitorilor.

Debitorul acționat nu poate opune acele excepțiuni, cari sunt curat personale ale vreunui din ceilalți codebitori. (Civ. 953, 966 urm., 1052, 1065, 1091, 1125, 1137, 1140 urm., 1148, 1155, 1215, 1216, 1218, 1653, 1681; C. com. 349; Civ. Fr. 1208).

*Text. fr. Art. 1208.* — Le codébiteur solidaire poursuivi par le créancier peut opposer toutes les exceptions qui résultent de l'obligation, et toutes celles qui lui sont personnelles, ainsi que celles qui sont communes à tous les codébiteurs.

Il ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles à quelques-uns des autres codébiteurs.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 38, 48;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1237 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 185, 189, 738;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1414 urm.; *Suppl. Obligations*, 565 urm.;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1208, n° 7;  
 LAURENT, XVII, 300;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 644 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 763.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 194 urm.; (VII, p. 574);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 530, 532, 535;  
 NACU, II, p. 570 urm.

**Art. 1048.** — Când unul din debitori devine erede unic al creditorului, sau când creditorul devine erede unic al unui din debitori, confuziunea nu stinge creanța decât pentru partea debitorului sau a creditorului. (Civ. 1148, 1154, 1155, 1680; Civ. Fr. 1209).

*Text. fr. Art. 1209.* — Lorsque l'un des débiteurs devient héritier unique du créancier, ou lorsque le créancier devient l'unique héritier de l'un des débiteurs, la confusion n'éteint la créance solidaire que pour la part et portion du débiteur ou du créancier.



## Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1241;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 186;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1395, 2787; *Suppl. Obligations*, 558, 1221 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 647 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 766;  
 SALELLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 126 nota 3.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 194 urm.;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 532, 533;  
 NACU, II, p. 577.

**Art. 1049.** — Creditorul care consimte a se împărți datoria în privința unuia din codebitori, conservă acțiunea solidară în contra celorlalți debitori, dar cu scăzământul părții debitorului, pe care l-a liberat de solidaritate. (Civ. 1047, 1050, 1064, 1141, 1521, 1666 urm.; Civ. Fr. 1210).

*Text. fr. Art. 1210.* — Le créancier qui consent à la division de la dette à l'égard de l'un des codébiteurs, conserve son action solidaire contre les autres, mais sous la déduction de la part du débiteur qu'il a déchargé de la solidarité.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 33, 34; IV, ed. 5-a, p. 51, 52, 54;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1279 urm.;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1445 urm.; *Suppl. Obligations*, 582;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 144 bis, II-IV;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 454-456, 458-466, 492, 493;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1210, n° 1-3, 7, 8;  
 LAURENT, XVII, 344, 346, 347, 352, 353;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 649, 650;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 774.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 196 n. 3, 209 urm.;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 532;  
 NACU, II, p. 573.

**Art. 1050.** — Creditorul care primește separat partea unui din debitori, fără ca în chitanță să-și rezerve solidaritatea sau drepturile sale în genere, nu renunță la solidaritate decât în privința acestui debitor.

Nu se înțelege că creditorul a renunțat la solidaritate în favoarea unui debitor, când primește dela el o sumă egală cu partea ce e dator, dacă chitanța nu zice că acea sumă este primită pentru partea debitorului.

Asemenea din simpla cerere în judecată formată în contra unui din debitori pentru partea sa, dacă acesta n'a aderat la cerere, sau, dacă nu s'a dat o sentință de condamnățiune, nu se presună renunțatiunea la solidaritate în favoarea acelui debitor. (Civ. 1049, 1200, 1202, 1203; Civ. Fr. 1211).

*Text. fr. Art. 1211.* — Le créancier qui reçoit divisément la part de l'un des débiteurs, sans réserver dans la quittance la solidarité ou ses droits en général, ne renonce à la solidarité qu'à l'égard de ce débiteur.

Le créancier n'est pas censé remettre la solidarité au débiteur lorsqu'il reçoit de lui une somme égale à la portion dont il est tenu, si la quittance ne porte pas que c'est pour sa part.

Il en est de même de la simple demande formée contre l'un des codébiteurs pour sa part, si celui-ci n'a pas acquiescé à la demande, ou s'il n'est pas intervenu un jugement de condamnation.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 34; IV, ed. 5-a, p. 55;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1283, 1284;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations* 1445 urm.; *Suppl. Obligations*, 582 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 468, 473, 474;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1211, n° 4, 11;  
 LAURENT, XVII, 348;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 650, 651;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 776.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 196 n. 3, 209 urm.;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 532;  
 NACU, II, p. 573.

**Art. 1051.** — Creditorul, care primește separat și fără rezerva solidarității porțiunea unui din codebitori din venitul renditei sau în dobânzile unei datorii solidare, nu pierde solidaritatea decât pentru venitul și dobânda trecută, iar nu și pentru cele viitoare, nici pentru capital, afară dacă plata separată nu s'a urmat în curs de 10 ani consecutivi. (Civ. 1050, 1200, 1202, 1203; Civ. Fr. 1212).

*Text. fr. Art. 1212.* — Le créancier qui reçoit divisément et sans réserve la portion de l'un des codébiteurs dans les arrérages ou intérêts de la dette, ne perd la solidarité que pour les arrérages ou intérêts échus, et non pour ceux à échoir, ni pour le capital, à moins que le paiement divisé n'ait été continué pendant dix ans consécutifs.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 34; IV, ed. 5-a, p. 55;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1285 urm.;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1454 urm.; *Suppl. Obligations* 585;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 146 bis;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 480-482;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1212, No. 1-3;  
 LAURENT, XVII, 350;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 649, 650, 651;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 776.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 196 n. 3, 209 urm.; (XI, p. 286);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 532;  
 NACU, II, p. 573.



**Art. 1052.** — Obligațiunea solidară, în privința creditorului, se împarte de drept între debitori; fiecare din ei nu este dator unul către altul decât numai partea sa. (Civ. 778, 779, 1060 urm., 1108 § 3, 1871, 1872; C. com. 801 urm.; Civ. Fr. 1213).

*Text. fr. Art. 1213.* — L'obligation contractée solidairement envers le créancier se divise de plein droit entre les débiteurs, qui n'en sont tenus entre eux que chacun pour sa part et portion.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 31, 32; IV, ed. 5-a, p. 49-51;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1256, 1257;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 147, 147 bis, I-IV;  
DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, IV, p. 495;  
DEMOLOMBE, XXVI, 419, 421-424, 427, 428, 431, 442, 443;  
HUC, VII, 332, 333;  
LAROMBIÈRE, III, art. 1213, n° 1-3; 1214, n° 7; 1216, n° 3;  
LAURENT, XVII, 354-357, 361, 365;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 651 urm.;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 767.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 201 urm., 638, 641, 650; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 225 n. 1);  
ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. Cas. I, 985 din 15 Oct. 923. Pand. Rom. 1925-I-16;  
CANTACUZINO MATEI, p. 533;  
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 141;  
NACU, II, p. 580.

**Art. 1053.** — Codebitorul solidar care a plătit debitul în totalitate, nu poate repeti dela ceilalți decât numai dela fiecare partea sa.

Dacă unul dintre codebitori este nesolvabil, atunci pierderea cauzată de nesolvabilitatea acestuia, se împarte cu analogie, între ceilalți codebitori solvabili, și între acela care a făcut plata. (Civ. 778, 779, 1052, 1054 urm., 1667; C. com. 802 urm.; Civ. Fr. 1214).

*Text. fr. Art. 1214.* — Le codébiteur d'une dette solidaire, qui l'a payée en entier, ne peut répéter contre les autres que les part et portion de chacun d'eux.

Si l'un d'eux se trouve insolvable, la perte qu'occasionne son insolvabilité, se répartit par contribution entre tous les autres codébiteurs solvables et celui qui a fait le paiement.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 32; IV, ed. 5-a, p. 50;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1258 urm., 1266 urm.;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 96, 100, 192, 743;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1432 urm.; *Suppl. Obligations*, 573 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 148 bis II;  
DEMOLOMBE, XXVI, 433;  
HUC, VII, 333.  
LAROMBIÈRE, III, art. 1214, n° 1;  
LAURENT, XVII, 359, 360;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 770, 771;  
SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 128.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 201 urm., 638, 641, 650; (III, part. II, ed. 2-a, p. 695, 696; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 225 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 196;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 533;  
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 141;  
 NACU, II, p. 580 urm.

**Art. 1054.** — Când creditorul a renunțat la solidaritate, în favoarea unui sau mai mulți din debitori, dacă unul sau mai mulți din ceilalți codebitori devin nesolvabili, partea acestora se va împărți cu analogie între toți ceilalți codebitori, cuprinzându-se și acei cari au fost descărcați de solidaritate. (Civ. 1049, 1053, 1668; C. com. 802 urm.; Civ. Fr. 1215).

*Text fr. Art. 1215.* — Dans le cas où le créancier a renoncé à l'action solidaire envers l'un des débiteurs, si l'un ou plusieurs des autres codébiteurs deviennent insolvable, la portion des insolvable sera contributoirement répartie entre tous les débiteurs, même entre ceux précédemment déchargés de la solidarité par le créancier.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 4-a, p. 33; IV, ed. 5-a, p. 52;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1261 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 741, 749;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1446 urm.; *Suppl. Obligations*, 583;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 150 bis; I-IV;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 437-440;  
 HUC, VII, 334;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1215 n° 2;  
 LAURENT, XVII, 363;  
 MARCADÉ, art. 1215;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 775.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 201 urm., 638, 641, 650;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 533;  
 NACU, II, p. 582;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Observație*, sub. Cas. civ., 6 Ian. 1919. Pand. Rom. 1924-III-74.

**Art. 1055.** — Dacă datoria solidară eră făcută numai în interesul unui din debitorii solidari, acesta în față cu ceilalți codebitori răspunde pentru toată datoria, căci în raport cu el, ei nu sunt priviți decât ca fidejutori <sup>1)</sup>. (Civ. 1669 urm., 1674; Civ. Fr. 1216).

*Text fr. Art. 1216.* — Si l'affaire pour laquelle la dette a été contractée solidairement ne concernait que l'un des coobligés solidaires, celui-ci serait tenu de toute la dette vis-à-vis des autres codébiteurs, qui ne seraient considérés par rapport à lui que comme ses cautions.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 13 urm., 32; IV, ed. 5-a, p. 16 urm.;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1272 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 192;

1) Adică: garanți, chezași.



DALLOZ, *Rép. Obligations* 1442; *Suppl. Obligations*, 575;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 151 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 100, 105-114, 447-451, 545;  
 HUC, VII, 295, 334;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1197, n° 1, 6-8, 10, 11; 1216, n° 1, 2;  
 LAURENT, XVII, 251, 252, 273, 274, 364;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 651 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 768.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 201 urm., 638, 641, 650;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 533;  
 NACU, II, p. 580, 581.

**Art. 1056.** — Codebitorul <sup>1)</sup> solidar reprezintă pe ceilalți codebitori în toate actele, cari pot avea de efect stingerea sau împuținarea obligațiunei. (Civ. 1038, 1039, 1137, 1140, 1155, 1218).

### Doctrină străină.

ARNTZ, III, 127, 416;  
 AUBRY ET RAU, IV, § 421, p. 664; § 769, p. 380, 381;  
 BAUDRY, *Précis* II, 973 ter;  
 BOITARD, COLMET D'AAGE ET GLASSON, *Proc. civ.*, ed. 15-a, II, 675;  
 BONNIER, *Preuves*, 887;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 846 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 328 bis, XXIV, urm.;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 367-369, 374;  
 DURANTON, XIII, 520, 539, 605; XVIII, 420;  
 GARSONNET, *Proc. civ.*, V, § 963, p. 231, 232;  
 HUC, VII, 321, 322, 328;  
 LAURENT, XX, 120;  
 MARCADÉ, V, art. 1351, No. 33, p. 132; art. 1365, No. 3, p. 237, 238;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 842;  
 PANDECTES FR., *Obligations*, I, 415, 417, 450 urm., 477;  
 THIRY, III, 171;  
 TROPLONG, *Transcription*, 125, 126.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 166 n. 1, 188 urm., 194, 690; (III part II, ed. 2-a, p. 730; VII, p. 461 n. 3, 574, 575; IX, p. 575 nota; X, p. 215; XI, p. 169, 422); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 311; *Notă* sub. Cas. III, 895 din 7 Mai 1924. Pand. Rom. 1294, I, 206; *Notă* sub. C. din Aix, 21 Mai 1919. Jur. Gen. 1925 No. 321;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 532;  
 NACU, II, p. 583.

### Jurisprudență.

1. Deciziunea câștigată de unul din co-debitorii solidari profită tuturor, întru cât numiții ca solidari sunt mandatarii unii altora pentru tot ce se referă la ameliorarea pozițiunei lor față cu creditorii, după cum rezultă din art. 1056. (Cas. I, 241/Iun. 1974, B. p. 165).

2. Astfel fiind, fiecare co-debitor solidar poate invoca cu succes deciziunea curții de apel obținută în urma apelului făcut numai de unul din ei și prin care se anulează sentința tribunalului în virtutea cărei este urmă-

rit, deși cel urmărit nu a făcut apel. (Trib. Braila, Ian. 27/82, Dr. 25/82).

3. Când cel condamnat cu altul în mod solidar nu face apel, prin aceasta el arată că dă mulțumire pe hotărîrea condemnatorie, și deci nu mai are interes de a fi citat cu ocaziunea apelului făcut de celalt debitor. (Cas. I, 325, Nov. 1/93, B. p. 327).

4. Dacă, în caz de solidaritate între debitori, hotărîrea care modifică sau reformează hotărîrea primilor judecători o modifică atât în profitul debitorului apelant cât și în profitul celui care n'a făcut apel, de aci nu urmează că, fără un apel făcut în nu-

1) Acest art. 1056, lipsește în Codul civil francez. În textul oficial, din eroare se zice: „creditorul solidar”. A se vedea și cuprinsul art. 1038.

mele său, un debitor ar putea să compare în instanța de apel și să ceară a pune concluziuni în apelul celui alt debitor.

Prin urmare, Curtea de apel departe de a violă art. 1056 c. civ., și 316 pr. civ., a făcut o justă aplicațiune a acestor articole când a decis că Cassa Bisericii, nefăcând apel în numele său, nu poate pune concluziuni în instanța de apel pentru apărarea codebitoarei sale solidar. Prim. Com. Ostrov. (Cas. I, decizia No. 243, din 13 Aprilie 1915, Jur. Rom. 1915, p. 407).

5. Debitorul solidar reprezintă pe ceilalți co-debitori în toate actele care pot avea de efect stingerea sau împuținarea obligațiunei; o asemenea reprezentare însă presupune în mod necesar că debitorul solidar, care pretinde să beneficieze de hotărîrea obținută de ceilalți codebitori, n'a lucrat deosebit și n'a lăsat să se pronunțe contra lui o hotărîre care să dobândească autoritate de lucru judecat, în care caz el nu se mai poate prevala de deciziunile mai favorabile care ar interveni în urmă între ceilalți codebitori și creditor, întru cât în asemenea caz orice idee de reprezentațiune este exclusă. (Cas. II, 106/916, Curier Jud. 48/916, Jur. Rom. 28/918).

6. Cu toate că potrivit art. 1056 c. civ., codebitorul solidar reprezintă pe ceilalți codebitori în toate actele care pot avea de efect stingerea sau împuținarea datoriei, totuși atunci când în instanța de apel se prezintă un singur codebitor spre a susține apelul, admiterea apelului îi profită numai lui însuși iar nu și celorlalți apelanți cari nu s'au prezentat în instanța și față de cari apelul urmează potrivit art. 149 pr. civ., să fie respins ca nesustînut. (C. Apel Iași s. II, 13 din 22 Mart. 1923, Dreptul 34/923).

7. În cazul când doi codebitori au fost condamnați de prima instanță și ambii au făcut apel, dovada făcută numai de unul din apelanți, singurul prezente în instanță că obligațiunea a fost stinsă prin'o cauză de forță majoră, apără și pe apelantul lipsă, al cărui apel deci urmează de asemenea ar fi admis deoarece invocarea unei dovezi din partea unuia din apelanții condamnați solidar, fiind un act de natură a stinge obligațiunea, profită tuturor apelanților, cari prin ficțiunea din art. 1056 cod. civ., se consideră reprezentați în instanță de către apelantul prezente. (Cas. III, dec. 895 din 7 Mai 1924, Curier Jud. 25/924; Jur. Rom. 11/924, Pand. Rom. 1924, I, 206).

#### Secțiunea V. — *Despre obligațiunile divizibile și nedivizibile.*

**Art. 1057.** — Obligațiunea este nedivizibilă când obiectul ei, fără a fi denaturat, nu se poate face în părți nici materiale, nici intelectuale. (Civ. 1058 urm., 1263, 1695, 1873; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), 35; Civ. Fr. 1217).

*Text. fr. Art. 1217.* — L'obligation est divisible ou indivisible selon qu'elle a pour objet ou une chose qui dans sa livraison, ou un fait qui dans l'exécution, est ou n'est pas susceptible de division, soit matérielle, soit intellectuelle.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 47, 48; IV, ed. 5-a, p. 76-78;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1313, 1314;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 192 urm;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 154 bis, V;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, IV, p. 475;  
DEMOLOMBE, XXVI, 523, 524;  
HUC, VII, 339-341;  
LAROMBIÈRE, III, art. 1217, 1218 n° 5;  
LAURENT, XVII, 369, 373, 374, 376;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 653;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 780 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 222 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 551);  
CANTACUZINO MATEL, p. 526, 527;  
NACU, II, p. 587;  
ROSETTI-BALĂNESCU I, *Notă sub. C. Apel Buc S. IV, 24 din 1 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-II-9.*



## Jurisprudență.

1. In contractele comutative indivizibilitatea obligațiunii uneia din părți atrage indivizibilitatea obligațiunii părții celeilalte. Dacă dar din mai multe persoane care nu au luat în arendă o moșie numai unul depune o garanție provizorie, egală cu partea sa din garanția definitivă, locatorul fiind obligat a da moșia întreagă, are drept a cere întreagă garanția definitivă stipulată, și nedepunerea acelei garanții atrage rearendarea moșiei pe comptul tuturilor arendașilor, căci ei toți formau în fata locatorului o singură parte contractantă. (Apel Buc. I, Apr. 21/73, *Dr.* 38/73).

2. Arenda unei moșii este un lucru indivizibil prin natura sa. Ea este indivizibilă și prin intențiunea părților, când locatorul arendând moșia la mai multe persoane asociate, fără a desemna pentru fie-care o porțiune deosebită, a înțeles a da lucrul întreg, și când arendașii declarând fie-care că moșia rămâne pe seama lor au înțeles a stipula fie-care lucrul întreg. (Apel Buc. I, Apr. 21/73, *Dr.* 38/73).

3. Plata unui arendaș de moșie nu este indivizibilă totdeauna după natura sa, când moșia a fost arendată la mai multe persoane care au putut achită fie-care partea sa de arendă, conform contractului care n'a stipulat vre-o diviziune în privința obligațiunilor arendașilor. (Cas. I, 28/Ian. 25/80, B. p. 31).

4. Dacă în realitate obligațiunea arendașilor ar fi indivizibilă, ar însuși acest caracter întrucât în intențiunea părților contractante a fost ca locatarii să nu se poată achită parțial, de oarece prestațiunea fiind o sumă de bani, eră eminentement indivizibilă (art. 1058). Indivizibilitatea arendei nu se poate deduce nici din circumstanța că este corelativă la obligațiunea indivizibilă a locatorului, fiindcă obligațiunile părților într'un contract comutativ rămân distincte și natura lor se determină după obiectul fie-căreia, de

oarece în teoria contrarie am ajunge a declara indivizibile obligațiunile incontestabil divizibile, numai din cauza corelativității lor cu o obligațiune indivizibilă, violându-se astfel în tot momentul regula de drept, că natura obligațiunilor se hotărăște după obiectul fie-căreia în parte. Astfel, obligațiunea arendașilor fiind divizibilă, întreprerea prescripțiunei în contra unuia nu are efect în potriiva celuilalt arendaș. (Apel Buc. I, 36, Febr. 17/82, *Dr.* 38/82).

5. Perempțiunea având de obiect închiderea cursului justiției într'o contestațiune deja pendinte, este un drept indivizibil pentru toți co-interesații cari au figurat în judecată, așa încât le folosesc și celorlalți defendori, stângând instanța și pentru ei. (Apel Buc. II, 32, Febr. 14/86, *Dr.* 44/86).

6. Obligația de a face reparații la un imobil, deși este indivizibilă din punctul de vedere al raportului sub care este privită în convenție, obligația însă de a plăti o sumă de bani, ca cost al acestor reparații, este o obligație divizibilă prin însăși natura ei, fiind susceptibilă de diviziune. (Apel Buc. III, *Dr.* 16/907).

7. Obligația luată de mai mulți chiriași de a plăti o sumă de bani drept chirie a unor imobile, nu este indivizibilă nici prin natura obiectului, care este perfect divizibilă, nici prin intenția părților, atunci când din nici o clauză a contractului nu rezultă că părțile au privit plata chiriei ca indivizibilă.

Prin urmare Tribunalul face o justă aplicațiune a principiului, când hotărăște că intimații chiriași nu pot fi obligați solidar la plata chiriei reclamată de recurent, atât pentru că obligația lor nu este indivizibilă prin natura ei, cât și pentru că părțile nu au stipulat expres solidaritatea în ce privește plata chiriei. (Cas. I, decizia No. 488, din 16 Sept. 1915, *Jurispr. Rom.* 34/1915, p. 533).

8. A se vedea: art. 1021 nota 12; art. 1058 cu notele respective.

**Art. 1058.** — Obligațiunea este încă nedivizibilă, când obiectul este divizibil, dar părțile contractante l-au privit sub un raport de nedivizibilitate. (Civ. 1057, 1061; Civ. Fr. 1218).

*Text. fr. Art. 1218.* — L'obligation est indivisible, quoique la chose ou le fait qui en est l'objet soit divisible par sa nature, si le rapport sous lequel elle est considérée dans l'obligation ne la rend pas susceptible d'exécution partielle.

## Doctrină străină

AUBRY ET RAU, IV, p. 48, 49; IV, ed. 5-a, p. 76, 78-80;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1314;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 192 urm., 195;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 154 bis, VI;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, IV, p. 475;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 525-527, 529;  
 HUC, VII, 338, 343, 344;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1217, 1218 n° 6-8;  
 LAURENT, XVII, 370, 377, 378, 380;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 653, 655;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 780 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 222 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 730; IV, part. I, ed. 2-a, p. 551);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 526, 527;  
 NACU, II, p. 587;  
 SIPSON M. C., „Dreptul creditorului ipotecar față cu succesorii debitorului său”. Dreptul  
 70/1911;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., Notă sub C. Apel. Buc. S. IV, 24 din 1 Febr. 1923. Pand. Rom.  
 1924, II, 9.

### Jurisprudență.

1. Chestiunea de a se ști dacă o prestațiune e indivizibilă în puterea obligațiunei, adică dacă părțile contractante au privit obiectul obligațiunei sub un raport de indivizibilitate (art. 1058), atârnă de la voința părților, adică de la împrejurările cauzei, care variază de la un caz la altul și nu este dar de cât o chestiune de fapt care se decide suveran de instanțele de fond. (Cas. I, 78/83, Mart. 9/83, B. p. 262).
2. Imprumutul fiind esențialmente un contract divizibil între cei obligați, împrejurarea că datoria s'a garantat prin o ipotecă nu schimbă natura contractului, când nici din cuprinsul convențiunei nici din alte circumstanțe nu rezultă că intențiunea părților a fost ca datoria să fie indivizibilă, așa că împrumutării sunt responsabili fiecare pentru partea lui. (Apel Iași, I, 154, Nov. 11/87, Dr. 23/88).
3. Anuitatea ce urmează să plătească un cumpărător al unei moșii a statului, nu poate fi scindată în două, jumătate dobândă și jumătate amortisment de oarece jumătatea acestei sume nu prezintă nici o dată exact nici do-

bânda nici amortismentul, care totdeauna se află pentru acelaș period sau prea mare sau prea mic; anuitatea este un tot indivizibil după contract, și a decide altfel este a nu respecta voința părților contractante, a viola legea părților și a excede puterile sale. (Cas. I, 137/Apr. 8/94, B. p. 316).

4. Conform art. 1058 c. civ. obligațiunea este indivizibilă și atunci când obiectul ar fi prin natura sa susceptibil de divizibilitate materială sau intelectuală, însă părțile contractante l-au privit sub un raport de indivizibilitate. Doctrina și jurisprudența au mers, în aplicarea acestui principiu, și mai departe, căci au socotit de indivizibilă și obligațiunea care constată o vânzare de mobile și imobile cu preț distinct pentru fiecare fel, dacă s'a găsit că vânzarea e nulă pentru o categorie de bunuri și, prin consecință s'a declarat nulă întreaga convenție, pentru că în intențiunea părților a fost ca vânzarea să se facă în total și nu în parte. (C. Apel Buc. s. IV, 24 din 1 Febr. 1923, Pand. Rom. 1924, II, 9).

5. A se vedea: art. 1057 cu notele respective; art. 1429 nota 9; art. 1704 notele 4, 8.

**Art. 1059.** — Solidaritatea contractată, nu dă unei obligațiuni caracterul de nedivizibilitate. (Civ. 1039, 1041, 1060—1062, 1872; Civ. Fr. 1219).

*Text. fr. Art. 1219.* — La solidarité stipulée ne donne point à l'obligation le caractère d'indivisibilité.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 50; IV, ed. 5-a, p. 81;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1341;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 192 urm.;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1500 urm.; *Suppl. Obligations*, 602 urm.;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1219, No. 2;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 743, 803.



## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 253 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 730; VI, part. I, ed. 2-a, p. 551;  
CANTACUZINO MATEI, p. 534;  
NACU, II, p. 587.

## § 1. Despre efectele obligațiunei divizibile.

**Art. 1060.** — Obligațiunea primitoare de diviziune, trebuie să se execute între creditor și debitor ca cum ar fi nedivizibilă.—Divizibilitatea nu se aplică decât în privința eredităților lor, cari nu pot cere creanța, sau cari nu sunt ținuți de a o plăti decât în proporțiune cu părțile lor ereditare. (Civ. 653, 741, 774 urm., 777, 786, 893, 896, 1061, 1072, 1101, 1384 urm., 1531, 1611; Pr. civ. 141; Civ. Fr. 1220).

*Text. fr. Art. 1220.* — L'obligation qui est susceptible de division, doit être exécutée entre le créancier et le débiteur comme si elle était indivisible. La divisibilité n'a d'application qu'à l'égard de leurs héritiers, qui ne peuvent demander la dette ou qui ne sont tenus de la payer que pour les parts dont ils sont saisis ou dont ils sont tenus comme représentant le créancier ou le débiteur.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 59; IV, ed. 5-a, p. 92, 93;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1318, 1319;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 97, 380; II, p. 80, 176, 178, 193, 467, 547, 740, 883; ed. 1-a, III, p. 450, 502 urm., 578, 583, 584, 587;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1502 urm., 1528 urm.; *Suppl. Obligations*, 613 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 161 bis, III;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations* I, p. 652;  
DEMOLOMBE, XXVI, 592, 593, 598;  
HUC, VII, 359;  
LAROMBIÈRE, III, art. 1225 n° 11;  
LAURENT, XVII, 423;  
MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 2927 urm.;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 653, 660;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 432, 718; III, ed. 12-a, No. 2067 urm. 2398.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 231 urm., 233, 453 n. 1; (III, part. II, ed. 2-a, p. 321, 447, 526 n. 1, 679 urm., 681, urm., 684, 685, 702, 757, 758, 803-805; IV, part. I, ed. 2-a, p. 622 n. 3, 719; IV, part. II, ed. 2-a, p. 339; VII, p. 576; X, p. 549; XI, p. 169, 338);  
CANTACUZINO MATEI, p. 214, 250, 258, 259, 267, 297, 363, 568;  
DUMITRESCU A. M., II, 355;  
EMMANUEL EUGEN, „*Despre diviziunea datorităților*“. Dreptul 6/1919;  
GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. II, 25 din 24 Mart. 1920. Pand. Rom. 1924, I, 22;  
HOZOC D., *Pactul comisoriu expres*, p. 41 urm.;  
NACU, II, 589 urm.

## Jurisprudență.

1. Erezii unui codebitor solidar nu răspund de întreaga datorie decât proporțional cu partea ereditară a fiecăruia. (Cas. II, 185/95. B. p. 1212).

2. Plata totală obținută judecătorește de către un coerede liberează completamente pe debitor față de ceilalți coeredi cu sezină, cari n'au inter-

venit în proces. Această decădere este rezultatul neglijenței lor, și ei nu mai pot reclama suma ce li se cuvine, decât dela coerede care a încasat totul. (Trib. Ilfov II, *Dr.* 68/98).

3. Un erede poate cere achitarea unei creanțe și nu poate fi urmărit pentru plata ei, decât în porțiunea părții sale ereditare. (Cas. I, 442/98 B. p. 1436).

4. Diviziunea creanțelor ereditare sta-

bilită de art. 1060 din Codul civil nu privește decât raporturile erezilor cu debitorii succesiunii, iar nici de cum raporturile erezilor între dânsii. (Cas. I. 31/900, B. p. 30).

5. Potrivit dispozițiilor art. 1060 codul civil, creanțele divizându-se deplin drept prin comostenitori din momentul morții lui decujus, urmează că creanțele neputând fi în indiviziune nu pot face obiectul unei împărțeli și chiar dacă întreaga creanță a căzut în lotul unui succesor, numai porțiunea diviză convenită lui se propune că o deține de la defunct, iar nu și celelalte părți pe care le deține dela ceilalți succesori prin efectul unei cesiuni operațiune care nu este declarativă de proprietate ca împărțeala, ci numai atributivă. (Tr. Ialom. Dr. 27/913 p. 214).

6. Cu privire la exercițiul acțiunilor isvorâte din succesiune, fiecare din moștenitori neprezentând decât dreptul său propriu și în măsura porțiunii sale succesore, precum de asemenea fiecare moștenitor neputând fi ținut decât în proporție cu acest drept, de aici rezultă că acțiunea de partaj nu poate folosi în privința întreruperii prescripțiunii decât moștenitorului de la care emană și că prin urmare ceilalți comostenitori, fie că au fost chemați în cauză, nu o pot invocă în beneficiul lor. (Apel Galați I, No. 89, 1913; Dreptul 1914, p. 14).

7. a) Din termenii absoluți ai art. 1365 c. civ., după care, dacă cumpărătorul nu plătește prețul, vânzătorul poate cere rezoluțiunea vânzării, rezultă că dacă cumpărătorul n'a plătit prețul întreg, oricât de mică ar fi porțiunea din preț neplătită, vânzătorul poate cere rezoluțiunea vânzării și să își reia lucrul vândut.

Astfel, succesorii cumpărătorului cari potrivit art. 777 c. civ., nu sunt ținuti să plătească prețul vânzării decât fiecare în proporție cu partea sa creditară, nu pot forță pe vânzător ca

să primească numai parte din prețul vânzării și să-și reducă acțiunea în rezoluțiunea vânzării numai la părțile convenite în imobilul vândut acelor moștenitori cari nu si-au plătit porțiunea ce datorau din prețul vânzării.

b) Cu toate că acțiunea în rezoluțiunea vânzării este divizibilă după cum obiectul vânzării este sau nu susceptibil de diviziune, totuși în rezolvarea diferitelor chestiuni ce s'ar putea ridică cu privire la efectul vânzării trebuie să se avenge în vedere în afară de orice altă considerațiune intențiunea părților.

Astfel, în vânzarea unei moșii de către un proprietar unic, intențiunea vânzătorului fiind ca atunci când vânzarea ar deveni rezolubilă prin neplata prețului întreg vânzătorul să-și reia imobilul în întregul lui, urmează că, în caz de încetarea din viață a cumpărătorului, vânzătorul are acțiune în contra succesiorilor cumpărătorului ca să-și reia întreg imobilul, chiar când este divizibil, și acei din succesori cari se opun la acțiune, n'o pot înlătură decât plătiind prețul întreg și deci și părțile din preț datorite de acei din succesori cari nu se opun la acțiunea în rezoluțiune. (Cas. sect. unite, No. 2, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 290; Dreptul 1914, p. 289).

8. Dispozițiile art. 1060 c. civ. potrivit cărora erezii creditorului nu pot cere creanța decât în proporție cu părțile lor ereditare, nu se pot aplica în raporturile dintre proprietarul devenit în urma încetării uzufructului, creditorul arendașului, de oarece nudul proprietar devenit deplin proprietar nu este eredele uzufructuarului, căci nu dela acesta deține dreptul său. (C. Apel Iași s. I, 57 din 21, 23 și 24 Iulie 1920, Dreptul 20/921 și Tribuna Jur. 5-6/922).

9. A se vede: art. 534 nota 4; art. 633 notele 6, 7, 23, 33; art. 786 nota 24; art. 1034 nota 1.

**Art. 1061.** — Principiul din art. precedent nu se aplică în privința erezilor debitorului:

1. Când debitul are de obiect un corp cert;
2. Când unul din erezii este însărcinat singur, prin titlu, cu executarea obligațiunii;
3. Când rezultă sau din natura obligațiunii, sau din aceea a lucrului ce ea are de obiect, sau din scopul ce părțile își au propus prin contract, că intențiunea lor a fost ca debitorul să nu se poată achită în părți.

In cel dintâiu caz, eredele, care posedă lucrul debit, poate fi acționat pentru totalitate, rămându-i recurs în contra celorlalți erezii.



În cel de-al doilea caz, numai eredele însărcinat cu plata debitului, și în cel de-al treilea caz, fiecare erede, poate fi acționat pentru totalitate, rămându-i recurs în contra eredității<sup>1)</sup> săi. (Civ. 776, 778, 779, 915, 970, 1029, 1058, 1062—1065, 1072, 1102, 1156, 1610, 1737, 1746; Civ. Fr. 1221; Civ. Ital. 1205).

*Text fr. Art. 1221.* — Le principe établi dans l'article précédent reçoit exception à l'égard des héritiers du débiteur :

1<sup>o</sup> Dans le cas où la dette est hypothécaire ;

2<sup>o</sup> Lorsqu'elle est d'un corps certain ;

3<sup>o</sup> Lorsqu'il s'agit de la dette alternative de choses au choix du créancier dont l'une est indivisible ;

4<sup>o</sup> Lorsque l'un des héritiers est chargé seul par le titre, de l'exécution de l'obligation ;

5<sup>o</sup> Lorsqu'il résulte, soit de la nature de l'engagement, soit de la chose qui en fait l'objet, soit de la fin qu'on s'est proposée dans le contrat, que l'intention des contractants a été que la dette ne pût s'acquitter partiellement.

Dans les trois premiers cas l'héritier qui possède la chose due ou le fonds hypothéqué à la dette, peut être poursuivi pour le tout sur la chose due ou sur le fonds hypothéqué, sauf le recours contre ses cohéritiers. Dans le quatrième cas, l'héritier seul chargé de la dette, et dans le cinquième cas chaque héritier, peut aussi être poursuivi pour le tout ; sauf son recours contre ses cohéritiers.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 53, 54, 56-59; IV, ed. 5-a, p. 86, 87, 89, 90, 92;  
 AUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1225, 1320, 1324, 1326;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 758;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 194, 195, 884; ed. 1-a, III, p. 585, 587;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1535 urm.; *Suppl. Obligations*, 618 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 157 bis, II, III, VI-VIII; 158 bis, VIII; 161 bis, III;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 518, 566, 568, 570-576, 578, 579, 588 urm.;  
 HUC, VII, 356-358;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1221, n<sup>o</sup> 6-8, 14, 21, 22, 26;  
 LAURENT, XVII, 412, 416-418, 420-422;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 653, 654, 660 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 721; III, ed. 2-a, No. 2075;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 129.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 230, 234 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 321, 447, 526 n. 1, 679 urm., 681 urm., 684, 685, 702, 757, 758, 803-805; V, p. 118; XI, p. 170); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 196; *Notă sub. Jur. Gen.* 1924, No. 1800; ;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 527;  
 NACU, II, p. 589 urm.

#### § 2. Despre efectele obligațiunei nedivizibile.

**Art. 1062.** — Fiecare din cei cari au contractat împreună un debit nedivizibil, este obligat pentru totalitate, cu toate că obligațiunea nu este contractată solidar. (Civ. 642, 643, 1039 urm., 1057—1059, 1063 urm., 1382, 1695, 1746, 1872; Civ. Fr. 1222).

*Text fr. Art. 1222.* — Chacun de ceux qui ont contracté conjointement une dette indivisible, en est tenu pour le total, encore que l'obligation n'ait pas été contractée solidairement.

1) Din eroare se zice „erezilor” în loc de „coerezilor”, cum este de altfel și în textul francez.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 51; IV, ed. 5-a, p. 83;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1333;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 195, 467;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 158 bis;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 596-598;  
 HUC, VII, 360;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1222, 1223, n° 1, 2;  
 LAURENT, XVII, 389, 390;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 653, 655 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 791.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 243 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 196; *Notă*  
 sub. C. din Aix, 21 Mai 1919. Jur. Gen. 1925 No. 321;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 527;  
 NACU, II, p. 595 urm.

### Jurisprudență.

1. Când instanța de fond constată, în fapt, că soțul și soția au contractat împreună obligația de a închiria un imobil, cu drept cuvânt îi condamnă în mod solidar la daune pe temeiul art. 1062 din codul civil, când nu au res-

pectat acel contract prin aceea că au închiriat același imobil altei persoane.

De altfel, motivul că rău au fost condamnați solidar nu poate fi invocat pentru prima oară la Curtea de Casație dacă nu a fost propus la Curtea de Apel. (Cas. I, 2 Sept. 1908, B. p. 1357).

**Art. 1063.** — Sunt obligați asemenea în tot și erezii aceluia care a contractat obligațiunea nedivizibilă. (Civ. 776, 1052, 1059, 1062, 1611; Civ. Fr. 1223).

*Text. fr. Art. 1223.* — Il en est de même à l'égard des héritiers de celui qui a contracté une pereeille obligation.

### Doctrină străină

ARNTZ, III, 144;  
 AUBRY ET RAU, IV, § 301, p. 51-53;  
 BAUDRY, *Précis*, II, 1001;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1334;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 196;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 160 bis, I-III;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 601, 602, 604-607;  
 DURANTON, XI, 304;  
 HUC, VII, 363;  
 LAURENT, XVII, 390, 392-394;  
 MARCADÉ, IV, 645 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 653, 656 urm.;  
 PANDECTES FR., *Obligations*, I, 713, 714, 716, 717;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 791;  
 THIRY, III, 32.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 243 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 196;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 527;  
 NACU, II, p. 595 urm.

**Art. 1064.** — Fiecare din erezii creditorului poate pretinde în totalitate executarea obligațiunei nedivizibile.



Un singur erede nu poate face remisiunea <sup>1)</sup> totalității debitului, nu poate primi prețul în locul lucrului.

Dacă unul din erezi a remis singur debitul sau a primit prețul lucrului, coeredele său nu poate pretinde lucrul nedivizibil decât cu scăderea părții eredelui, care a făcut remisiunea sau care a primit prețul. (Civ. 1049, 1050, 1096, 1380, 1383, 1385, 1611; Civ. Fr. 1224).

*Text. fr. Art. 1224.* — Chaque héritier du créancier peut exiger en totalité l'exécution de l'obligation indivisible.

Il ne peut seul faire la remise de la totalité de la dette; il ne peut recevoir seul le prix au lieu de la chose. Si l'un des héritiers a seul remis la dette ou reçu le prix de la chose, son cohéritier ne peut demander la chose indivisible qu'en tenant compte de la portion du cohéritier qui a fait la remise ou qui a reçu le prix.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 51-53; IV, ed. 5-a, p. 82, 84;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1330, 1332;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 195; ed. 1-a, III, p. 797;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 158 bis, 159 bis, 1; 161 bis, 1;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 611-615, 617, 624, 625;  
 HUC, VII, 360, 361;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1224, n° 1-4; 1225, n° 11;  
 LAURENT, XVII, 384, 388, 396, 397;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 653, 656 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 797.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 247 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 804 nota);  
 BADAREU I. EMIL, *Notă* sub. Judec. Băra-Roman, 3 Iulie 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1617;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 528;  
 NACU, II, p. 594.

#### Jurisprudență.

1. Consolidarea unei concesiuni, nefiind decât o verificare și o confirmare judecătorească a dreptului stabilit prin actul de concesiune, pentru a-l face opozabil față de orice persoană interesată, nu depășește limitele unui act de conservare a acestui drept, și în consecință atât din starea de indiviziune a concesiunilor, prin aplicatiunea art. 1517 al. 1 c. civil, cât și mai ales din

caracterul său de indivizibilitate, prin aplicatiunea art. 1064 c. civil, se naște pentru concesiionarul în indiviziune, dreptul de a reprezenta pe coindivizorul său și de a îndeplini, în numele acestuia, toate actele necesare pentru desăvârșirea consolidării întreg dreptului de concesiune indiviz. (Trib. Prahova Comisiunea de consolidare 21/924, Al. Găntoiu, *Lucrări judecătorești* No. 4. 1924 p. 58 urm.

**Art. 1065.** — Eredele debitorului, fiind chemat în judecată pentru totalitatea obligațiunei, poate cere un termen ca să pună în cauză și pe coerezii săi, afară numai dacă debitul va fi de natură a nu putea fi achitat decât de eredele tras în judecată, care atunci poate să fie osândit singur, rămându-i recurs în contra coerezilor săi. (Civ. 1042, 1061, 1063, 1071, 1385; Pr. civ. 126 urm.; Civ. Fr. 1225).

<sup>1)</sup> A se vedea nota de sub textul art. 1035 Cod. civ. cu privire la sensul cuvântului „remisiune”.  
 A se vedea și art. 1138 și urm. cu privire la: „remiterea datoriei”.

*Text. fr. Art. 1225.* — L'héritier du débiteur, assigné pour la totalité de l'obligation, peut demander un délai pour mettre en cause ses cohéritiers, à moins que la dette ne soit de nature à ne pouvoir être acquittée que par l'héritier assigné, qui peut alors être condamné seul, sauf son recours en indemnité contre ses cohéritiers.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 51, 52; IV, ed. 5-a, p. 83, 84;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1336, 1337;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 184, 195;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1560 urm.; *Suppl. Obligations*, 629 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 160 bis, I-IV;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 599-602, 604, 608-610;  
 HUC, VII, 360, 363;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1225, n° 7, 9;  
 LAURENT, XVII, 391, 392;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 793;  
 SALEILLES, *Obligations*, ed. 3-a, p. 135, 138.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 180 n. 4, 243 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 196;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 528;  
 NACU, II, p. 595 urm.

#### Jurisprudență.

1. Termenul acordat eredelui de art. 1065 din codul civil, de a pune în cauză

pe coerezii săi, este un drept al acestuia, care nu se poate refuza de judecată, când este cerut. (Apel Buc. III, Dr. 20/95).

Secțiunea VI. — *Despre obligațiunile cu clauză penală*<sup>1)</sup>.

**Art. 1066.** — Clauza penală este aceea, prin care o persoană, spre a da asigurare pentru execuțiunea unei obligațiuni, se leagă a da un lucru în caz de neexecutare din parte-i<sup>1)</sup>. (Civ. 1068 urm., 1084, 1087, 1089, 1589, 1647; C. com. 439; Leg. 20 Febr. 79; Civ. Fr. 1226).

*Text. fr. Art. 1226.* — La clause pénale est celle par laquelle une personne, pour assurer l'exécution d'une convention, s'engage à quelque chose en cas d'inexécution.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 113; IV, ed. 5-a, p. 187, 189;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1345;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 24;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1585 urm.; *Suppl. Obligations*, 639 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 664;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 253-256, 263.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 256 urm.; *Observație sub. Cas. I, 539 din 18 Oct. 910. Dreptul 83/1910; Observație sub. Cas. I, 141 din 30 Iunie 1919. Tribuna Juridică, 34-36/1920; CANTACUZINO MATEI, p. 446;*

<sup>1)</sup> *Legea din 20 Februarie 1879, pentru anulara clauzei penale din oarecari contracte și pentru adaosul unui alineat la art. 1089 din codul civil, spune:*

Art. 1. Clauza penală aflată în contract de împrumuturi sau de prestațiuni în natură este și va rămâne anulată, oricare va fi data actului a cărui executare se cere, însă numai dacă termenul exigibilității creanței va cădea în urma promulgării acestei legi.

Judecătorul, în caz de împrumut, va putea condamna numai la plata dobânzei prevăzută de art. 1589 din codul civil, sau, în caz de alte obligațiuni, la daune-interese, conform art. 1084 din codul civil.

Art. 2. Dacă clauza penală nu va fi stipulată direct, ci va fi deghizată sub o altă formă, sau va rezulta din condițiunile actului, judecătorul va aprecia și va putea anula din contract aceea-ce ar avea caracterul de clauză penală, putând aplica, după cazuri, art. 1589 sau art. 1084 din Codul civil.



- CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă*, sub. C. Apel Galați s. I, 175 din 3 Oct. 923. Pand. Rom. 1924-II-151;  
 HOZOC D., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 137 din 24 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-II-166;  
 NACU, II, p. 601, 602;  
 OPRESCU ILIE, „*Clauza penală în contractul de transport pe căile ferate Române*“. Curier Jud. 57/906;  
 TONEANU N. C., *Observație* sub. C. Apel Napoli, 13 Iunie 1910. Pand. Rom. 1924-III-43.

## INDEX ALFABETIC

Amanet 11.	Locație 3, 11.
Antrepriză 5.	Luminarea unui oraș, Contract 5.
Aprecieri 4, 6.	Neretroactivitate 1.
Arendare, a se vedea „Locație”.	Prestațiuni 2, 3, 5.
Cheltuieli de urmărire 4.	Punere în întârziere 12.
Clauză penală 1-13.	Reziliere 10.
Daune 3, 5, 8, 12.	Sub-locație 11.
Dobânzi 2, 7.	Urmărire 4.
Imprumut 2, 3, 5, 11.	Vânzare-cumpărare 9.
Întârziere (punere în) 12.	

## Jurisprudență.

1. Creanța devenind exigibilă înaintea punerii în lucrare a legii din 20 Febr. 79, asupra clauzei penale, dobânda a început să curgă de atunci și deci ea nu poate fi redusă fără a se nesocoti convențiunea dintre părți și principiul neretroactivității legilor. (Apel Buc. I, 280, Nov. 24/82, *Dr.* 6/82; Apel Buc. III, 171, Oct. 14/91, *Dr.* 82/91; Apel Buc. III, 109, Iun. 6/91, *Dr.* 49/91).

2. Din cuprinsul legii de la 20 Februarie 1879, și din debaterile urmate în ambele corpuri legiuitoare cu ocaziunea votării ei, mai cu seamă în Senat, rezultă că numai clauza penală este anulată din contractele de împrumuturi, sau de prestațiune, și aliniatul de sub art. 1 din acea lege, după care judecata, în caz de împrumut, va putea să condamne numai la plata dobânzii prevăzută la art. 1589 c. civ., se referă la împrumuturile cu clauze penale prevăzute și anulate prin acel art. 1, iar nu la împrumuturile cu procent convențional, împrumuturi cari sunt lăsate de legiuitor, ca și până la facerea acestei legi, la liberul arbitru al părților contractante, de a-i fixa quantum procentelor. Aceasta rezultă chiar din faptul că Adunarea Deputaților, votând acest proiect de lege, declarase nul și procentul stipulat de părți peste un maximum legal, dar Senatul, în urma raportului raportorului, a modificat proiectul Camerei, a anulat numai clauzele din obligațiuni, și a lăsat libertate părților ca ele singure să determine plata chiriei capitalului împrumutat, după cum necesitatea, împrejurările și legea de ofertă și cerere le vor dicta. Tot ce legiuitorul a voit dar să prohibe, este acea pedeapsă exorbitantă la care creditorul voeste să oblige pe debitor pentru neîndeplinirea obligațiunii la timp, este stipulațiunea usurară, câștigul imoral ce un creditor voeste a

ștoarce de la debitorul aflat în strâmtoare, scop pentru care prin art. 2 din lege lasă la aprecierea judecătorului de a declara clauza penală și a anula ca atare toate stipulațiunile prezentate sub ori ce formă îndestul ca aceste stipulațiuni să constituie o adevărată clauză penală. (Apel Focșani, II, 15 Febr. 3/82, *Dr.* 8/83).

3. După spiritul art. 1 din legea de la 20 Febr. 1879 pentru anularea clauzei penale, rezultă învederat că aceea ce a voit legiuitorul să prohibe este nu numai clauza penală aflată, în contractele de împrumut sau de prestațiuni în natură, ci clauza penală aflată în ori ce alte convențiuni, cari, la caz de neîndeplinire la termen, se rezolvă în plata unei sume de bani certe și bine determinată, de oare ce și pentru garanția plății unor asemenea sume de bani există aceeași identitate de motive ca și pentru garanția plății unei sume luate de mai înainte cu împrumutare. Deosebit de aceasta, se învederează în mod indubitabil din expresiunile întrebuintate în al. II al art. 1: „sau în caz de alte obligațiuni, la daune-interese, conform art. 1084 din codul civil“, de oare ce legea întru ce privește anularea clauzei penale vorbește în mod generic de „alte obligațiuni“, adică alte obligațiuni cari ar avea analogie cu obligațiunea derivată din contractele de împrumut sau prestațiuni în natură. Deci, daunele-interese ce s'ar putea acorda locatorului din cauza neplății chiriei la termen, nu se poate ridică la mai mult decât dobânda legală cu începere de la intentarea acțiunii, iar nu suma stipulată de părți în contractul de locațiune ca clauză penală în caz de neplată la termen. (Trib. Ilfov. com. 39, Nov. 19/87, *Dr.* 86/87).

4. După art. 2 din legea de la 1879, asupra anulării clauzelor penale, se lasă judecătorului fondului dreptul de apreciere asupra caracterului clauzei penale. Astfel, judecătorii sunt în drept să considere că nu e o clauză penală suma ce un creditor stipulează a i se plăti ca o justă compensare a cheltuielilor de urmărire ce va fi nevoit a face în caz de neplata datoriei (Cas. I, 248/Iun. 26/89, B. p. 634).

5. Legea pentru anularea clauzei penale fiind o excepțiune la principiul după care convențiunile legal făcute au putere de lege între părțile contrac-



tante, ca atare trebuie aplicată numai asupra cazurilor prevăzute anume de lege; și singurile cazuri prevăzute prin legea din 20 Febr. 79 sunt contractele de împrumuturi și prestațiile de denariate. Ea nu se aplică deci la contractul intervenit între comună cu un antreprenor pentru luminarea orașului, în care părțile au fixat quantumul daunei în caz de neexecutare a obligațiunei. (Cas. I, 347/Nov. 25/89, B. p. 895).

6. Deși legea de la 20 Februarie 1879, pentru anularea clauzei penale, prevede că penalitatea stipulată direct sau indirect atât pentru neexecutarea obligațiunei principale, cât și pentru întârzierea executărei, se anulează, însă trebuie ca judecătorii să aprecieze aceasta și să decidă că ea ar rezultă din condițiunile actului, sau că ar fi deghizată sub o altă formă. (Apel Buc. III, 171, Oct. 14/91, *Dr.* 82/91; Apel Buc. III, 100, Iun. 6/91, *Dr.* 49/91).

7. Dobânda stipulată de 60 bani la sută pe lună într'un timp când nu existau diferitele instituțiuni de credit și când chiar dobânda legală eră fixată de 10%, nu poate fi considerată ca o clauză penală, ci ca o dobândă compensatorie convenită între părți și permisă de lege. (Apel Buc. III, 171, Oct. 14/91, *Dr.* 82/91. În acest sens: Apel Buc. III, 109, Iun. 6/91, *Dr.* 49/91).

8. Scopul clauzei penale este de a determina mai înainte și prin bună înțelegere quantumum daunelor-interese ce s'ar datorî de una din părțile contractante în caz de neexecutarea obligațiunei, pentru ca astfel să se evite întârzierea și dificultățile ce se întâmpină la constatarea daunelor-interese pe calea contencioasă. De aci rezultă că clauza penală este datorită prin simplul fapt al contravențiunei, fără ca cel ce o reclamă să fie obligat a probă că a suferit vre-o daună. (Cas. II, 204/Nov. 24/93, B. p. 140).

9. Clauza penală stipulată pentru a asigura executarea unui contract de vindere-cumpărare este nulă, în baza legii din 20 Febr. 1879. (Apel Iași III, *Dr.* 11/99).

10. Clauza penală are de obiect de a asigura executarea unei obligațiuni, și creditorul poate cere îndeplinirea ei, ori de câte ori nu preferă executarea obligațiunei principale, așa cum par-

tea în culpă se angajase prin contract ca să o îndeplinească.

Prin urmare, dacă una din părțile contractante a cerut rezilierea contractului, pe motiv că, cealaltă parte nu și-a îndeplinit obligațiunile sale, prin aceasta a renunțat ipso facto și la clauza penală stipulată în contract, și la executarea obligațiunii principale, deoarece cererea de reziliere a unui contract, are de obiect desființarea lui și de efect de a pune pe părți în situațiunea în care ele se găseau înainte de formarea contractului. (Cas. III, 6 Oct. 1906, B. p. 1664).

11. Art. 1066 c. civ., prescrie în mod clar că părțile se pot obliga, printr'o clauză penală, să dea orice lucru, de unde rezultă că acel lucru poate fi determinat sau numai determinabil.

Dispozițiunile art. 1689 c. civ., fiind referitoare numai la contractul de împrumut pe amanet, nu și au aplicațiune, când arendașul principal n'a dobândit proprietatea averii urmărită pe baza unui contract de împrumut pe gaj, ci prin efectul clauzei penale, înscrisă în contractul de sub-arendare. (Cas. II, decizia civilă No. 49, din 17 Febr. 1916; *Jurispr. Rom.* 1916 p. 332).

12. Efectul clauzei penale este de a determina dinainte, după învoială cotitate, daunelor-interese datorite creditorului de debitorul care nu execută obligațiunea sa și penalitatea stipulată nu devine exigibilă decât când debitorul este pus în întârziere de ași execută obligațiunea. (Cas. I, No. 141, 1919; *Jurispr. Rom.* 31-32/919, p. 816).

13. Potrivit principiilor generale consacrate prin dispozițiunile art. 1066 și urm. c. civ., clauza penală este pedeapsa convențională, pe care părțile o stipulează pentru a evaluea și determina cu anticipare daunele interese, la cari debitorul are dreptul în caz de neexecutare a obligațiilor debitorului și are de scop execuțiunea integrală și punctuală a convenției.

Prin neexecutare, urmează a se înțelege, fie împrejurarea că debitorul nu vrea sau nu poate să și îndeplinească obligația, fie întârzierea pe care el o pune în îndeplinirea angajamentelor sale. (C. Apel Constanța 210 din 21 Febr. 1924. *Justiția Dobrogei* 6, 1924, *Bul. C. Apel* 7/924).

**Art. 1067.** — Nulitatea obligațiunei principale atrage pe aceea a clauzei penale. Nulitatea clauzei penale nu atrage pe aceea a obligațiunei principale. (Civ. 702, 965, 1087; Civ. Fr. 1227).

*Text. fr. Art. 1227.* — La nullité de l'obligation principale entraîne celle de la clause pénale.

La nullité de celle-ci n'entraîne point celle de l'obligation principale.



## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 113; IV, ed. 5-a, p. 188; V, p. 33;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1357, 1358;  
 BUENOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 571;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 24, 26;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1596 urm.; *Suppl. Obligations*, 647 urm., 652;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 33 bis, I; 163 bis, I, III, 328;  
 DEMOLOMBE, III, 28-32; XXIV, 233;  
 GLASSON, *Du consent. des époux en mariage*, 96;  
 HUC, VII, 368;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1227, n° 6;  
 LAURENT, XVII, 428-430;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, 665;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 253-256, 263.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 257 urm., 345; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 470; X, p. 219, 548); *Notă*  
 sub. Trib. Bayone, Bases-Pyrennées, 18 April 1921. Jur. Gen. 1925. No. 198;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 446;  
 DUMITRESCU A. M., II, 72;  
 NACU, II, p. 603, 604.

## Jurisprudență.

1. Clauza penală din un testament, ca și aceea din o convențiune, au unicul scop de a asigura executiunea unei dispozițiuni principale. Astfel această

penalitate este o clauză accesorie a cărei validitate depinde de dispozițiunea principală, așa că nulitatea acesteia atrage nulitatea clauzei penale (art. 1076). (Apel Buc. I, Aprilie 13/94, *Dr.* 40/94).

**Art. 1068.** — Creditorul are facultatea de a cere dela debitorul care n'a executat la timp, sau îndeplinirea clauzei penale, sau aceea a obligațiunei principale. (Civ. 1077, 1079; 1081; C. com. 439; Civ. Fr. 1228).

*Text. fr. Art. 1228.* — Le créancier, au lieu de demander la peine stipulée contre le débiteur qui est en demeure, peut poursuivre l'exécution de l'obligation principale.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 114; IV, ed. 5-a, p. 189;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1345;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 24, 26;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1608 urm.; *Suppl. Obligations*, 639 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 665;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 253-256, 263.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 257 urm., 345;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 446;  
 NACU, II, p. 525, 601, 602.

## Jurisprudență.

1. A se vedea art. 1019 nota 2.

**Art. 1069.** — Clauza penală este o compensațiune a daunelor-interese, ce creditorul suferă din neexecutarea obligațiunei principale.

Nu poate dar creditorul cere de odată și penalitatea și obiectul obligațiunei principale, afară dacă penalitatea nu s'a

stipulat pentru simpla întârziere a executărei. (Civ. 1081 urm., 1087, 1708; Civ. Fr. 1229).

*Text. fr. Art. 1229.* — La clause pénale est la compensation des dommages et intérêts que le créancier souffre de l'inexécution de l'obligation principale.

Il ne peut demander en même temps le principal et la peine, à moins qu'elle n'ait été stipulée pour le simple retard.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 114; IV, ed. 5-a, p. 189, 190;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1364, 1365, 1373;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 24, 26;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1611 urm.; *Suppl. Obligations*, 656 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 106 bis, II, III;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 658 urm.;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1229, n° 2, 5;  
 LAURENT, XVII, 459;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 253-256, 263;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 345.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 257 urm., 345; (X, p. 219); *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 159 din 20 Iunie 907. Dreptul 82/907; *Observație* sub. Cas. I, 141 din 30 Iunie 1919. Tribuna Juridică 34-36/1920; *Notă* sub. Cas. Fr., 26 Iunie 1923. Jurispr. Gen. 20/1924 No. 1138; *Notă* sub. Curtea Apel Chambéry, 7 Aug. 1921. Jurispr. Gen. 20/1924 No. 1139; *Notă* sub. Trib. Saucerre (Cher), 9 Febr. 1921. Jurispr. Gen. 20/1924 No. 1140;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 446;  
 NACU, II, p. 601, 602;  
 TONEANU N. C., *Observație*, sub. C. Apel Napoli, 13 Iunie 1910. Pand. Rom. 1924-III-43.

### Jurisprudență.

1. Statul căruia i se recunoaște dreptul de a-și însuși garanția provizorie depusă de un licitant nu mai poate cere despăgubire pentru deficitul rezultat la noua vânzare făcută după art. 14 din regul. de licitațiuni, căci după art. 15 garanția provizorie este o compensație pentru stat a daunelor suferite prin nedepunerea garanției definitive. (Cas. I, 235/Aug. 24/76, B. p. 294).

2. Chemarea în judecată echivalează cu o somațiune și produce efectele acesteia din ziua când ea s'a făcut. De aci urmează că judecătorul violează art. 1069, 1073 și 1085 când decide că clauza penală stipulată între părți pentru întârziere la executare, nu trebuie să producă nici un efect, nici chiar dela chemarea în judecată, și înlocuște cea clauză penală cu dobânda moratorie prevăzută de art. 1088 pentru neexecutarea obligațiilor cari au de obiect o sumă oare care, când nu s'a stipulat nimic de către părțile contractante în privința dau-

nelor rezultate din întârziere. (Cas. I, 260/Sept. 11/76, B. p. 333).

3. Părțile pot să stipuleze plata unei clauze penale, pentru simplul fapt al întârzierii în executarea contractului și în asemenea caz, partea căzută în culpă nu poate să pretindă, ca cealaltă parte să probeze existența daunelor, spre a se justifica plata acelei clauze penale, căci prevederea unei asemenea clauze are de scop tocmai înlăturarea discuțiunii pentru existența daunelor prevăzute prin simplul fapt al întârzierii. (Cas. II, 267/99, B. p. 1339).

4. Clauza penală înființată într'un testament, în scopul de a garantă respectarea voinței testatorului, fiind o dispoziție accesorie, violarea sa atârână de aceea a dispozițiunii principale, ce are a fi garantată, astfel că clauza penală va fi valabilă, sau nu, după cum va fi și dispozițiunea principală din testament. (Trib. Iași II, C. Jud. 45, 1902).

5. A se vedea și *notelă* No. 1 de sub art. 1022 și No. 8 de sub art. 1066.

**Art. 1070.** — Penalitatea poate fi imputată de judecător, când obligațiunea principală a fost executată în parte. (Civ. 1087, 1704, 1705; Civ. Fr. 1231).



*Text. fr. Art. 1231.* — La peine peut être modifiée par le juge lorsque l'obligation principale a été exécutée en partie.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 191;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1350;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 744;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 24, 26;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1619 urm.; *Suppl. Obligations*, 666 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 668;  
 LAURENT, XVII, 454;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 666;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 253-256, 263.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 258, 270, 271, 383; *Observație* sub. Trib. Neamț din 18 Mai 1907.  
 Dreptul 52/1907; *Observație* sub. Judec. ocol Coșula (Botoșani), 121 din 24 Mai 1905.  
 Curier Jud. 62/905; *Notă* sub. Cas. Fr., 26 Iunie 1923. *Jurispr. Gen.* 20/1924 No. 1138;  
*Notă* sub. C. Apel Chambery, 7 Aug. 1921. *Jurispr. Gen.* 20/1924 No. 1139;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 446;  
 DUMITRESCU A. M., II, 69;  
 NACU, II, p. 604.

### Jurisprudență.

1. Judecătorii nu pot reduce clauza penală când părțile, prin convențiunea încheiată între ele, au exclusiv facultatea acordată judecătorilor de art. 1070. (Cas. II, 204/Nov. 24/93, B. p. 142).

2. Potrivit principiilor generale consacrate prin dispozițiunile art. 1066 cod. civ., clauza penală este pedeapsa convențională pe care părțile o stipulează, pentru a evalua și determina cu anticipare daunele interese la care creditorul are dreptul în caz de neexecutare a obligațiunilor debitorului, și are de scop executarea integrală și punctuală a obligațiunei, iar prin neexecutare urmează a se înțelege fie împrejurarea că debitorul nu vrea sau nu poate să-și

îndeplinească obligațiunea, fie întârzierea pe care el o pune în îndeplinirea angajamentelor sale.

Însă, când obligațiunea a fost executată numai în parte, art. 1070 cod. civil, permite ca penaiitatea să fie impuținată de judecător. Această dispozițiune trebuie combinată cu aceea a art. 1101 cod. civ., după care debitorul nu poate sili pe creditor a primi parte din datorie, chiar când ea este divizibilă. Astfel fiind, numai în cazul când creditorul primește voluntar o parte din datorie, renunțând la executarea integrală, e locul la diminuarea penalității. (C. Apel Constanța, 210 din 21 Febr. 1924, Bul. C. Apel 7/924, Justiția Dobrogei 6/924).

3. A se vedea: art. 1022 nota 1.

**Art. 1071.** — Când obligațiunea principală, contractată cu o clauză penală, este nedivizibilă, penalitatea este debită prin contravențiunea unui singur din erezi, și se va putea cere sau în totalitate, în contra aceluia care a comis contravențiunea, sau dela fiecare erede în proporțiune cu partea sa ereditară, iar ipotecar pentru tot.

Acela din erezi, care a plătit, are recurs în contra erede-lui din faptul căruia s'a îndeplinit condițiunea penalității. (Civ. 1011, 1042, 1044, 1062 urm., 1746; Civ. Fr. 1232).

*Text. fr. Art. 1232.* — Lorsque l'obligation primitive contractée avec une clause pénale est d'une chose indivisible, la peine est encourue par la contravention d'un seul des héritiers du débiteur, et elle peut être demandée, soit en totalité contre celui qui a fait la contravention, soit contre chacun des cohéritiers pour leur part et portion, et hypothécairement pour le tout, sauf leur recours contre celui qui a fait encourir la peine.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 53; IV, ed. 5-a, p. 85;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1375 urm., 1380;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 24;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1625 urm.; *Suppl. Obligations*, 671;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 169 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 705;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 666.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 276 urm.;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 528;  
 NACU, II, p. 590.

**Art. 1072.** — Când obligațiunea principală contractată cu o clauză penală, este divizibilă, nu rămâne supus la penalitate decât eredele aceluia debitor <sup>1)</sup>, care a călcat legământul, și acesta numai pentru partea la care este ținut în obligațiunea principală, fără a avea creditorul vre-o acțiune în contra aceluia cari au executat obligațiunea principală.

Această regulă primește excepțiune în cazul când cugetul părților, a fost ca plata obligațiunei principale să nu poată fi făcută în părți, și unul din coerezi a împiedicat execuțiunea obligațiunei pentru totalitate. În acest caz creditorul poate cere de la acesta penalitatea întreagă, iar dela ceilalți coerezi numai pentru partea lor ereditară, rămânând recursul ce au în contra eredelui care a împiedicat executarea obligațiunei. (Civ. 1058, 1060 urm.; Civ. Fr. 1233).

*Text. fr. Art. 1233.* — Lorsque l'obligation primitive contractée sous une peine est divisible, la peine n'est encourue que par celui des héritiers du débiteur qui contrevient à cette obligation, et pour la part seulement dont il était tenu dans l'obligation principale, sans qu'il y ait d'action contre ceux qui l'ont exécutée.

Cette règle reçoit exception lorsque la clause pénale ayant été ajoutée dans l'intention que le paiement ne pût se faire partiellement, un cohéritier a empêché l'exécution de l'obligation pour la totalité. En ce cas, la peine entière peut être exigée contre lui, et contre les autres cohéritiers pour leur portion seulement, sauf leur recours.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 59; IV, ed. 5-a, p. 93;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1378, 1379;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 24;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1629 urm.; *Suppl. Obligations*, 671;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 711;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 710 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 666.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 278 urm.;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 528;  
 NACU, II, p. 596, 597.

<sup>1)</sup> În textul francez se zice: „celui des héritiers du débiteur”. Ar fi trebuit și la noi a se traduce: „eredele acela al debitorului” în loc de: „eredele aceluia debitor”.



## CAPITOLUL VII

## Despre efectele obligațiilor.

**Art. 1073.** — Creditorul are dreptul de a dobândi îndeplinirea exactă a obligațiunei, și în caz contrar are dreptul la desdaunare <sup>1)</sup>. (Civ. 1074 urm., 1081 urm., 1084 urm.; Pr. civ. 138; C. com. 66, 81, 84, 110, 524; Civ. Ital. 1218).

*Text. Ital. Art. 1218.* — Chi ha contratto un'obbligazione, è tenuto ad adempierla esattamente e in mancanza al risarcimento dei danni.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 299, p. 40, 41;  
 BAUDRY, *Précis*, II, 859;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 329, 330;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 677;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 53;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 400;  
 HUC, VII, 133;  
 LAURENT, XVI, 194, 196;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 582;  
 PANDECTES FR., *Obligations*, I, 1607, 1608;  
 THIRY, II, 621, 630.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 301 urm.; *Observație* sub. Cas. I, 142 din 12 Mart. 1904. Curier Jud. 44/1904; *Observație* sub. Cas. III, 34 din 15 Febr. 1919. Tribuna Juridică 39-41/1919;  
 BOSSIE ST. C. „*Despre condamnățiunile cominatorii*“. Dreptul 45/914;  
 BUZDUGAN Z. C., „*Daunele cominatorii*“. Curier Jud. 21/913;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 438;  
 COMȘA N. D., *Observație* sub. Trib. Ilfov s. II, 287/912. Curier Jud. 38/912;  
 COSTIN AL., *Notă* sub. Cas. III, 34 din 15 Febr. 1919. Pand. Rom. 1922-1-63; *Observație* sub. Trib. Imperiului German, 21 Sept. 1921. Pand. Rom. 1922, III, 152;  
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 311 urm.: „*Condamnarea la daune-interese pentru a se asigura executiunea unei obligațiunei de a face*“; vol. I, p. 497 urm. „*Teoria culpei*“;  
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 395 din 14 Nov. 1923. Jurispr. Gen. 12/1924. No. 697;  
 GRIGORIAN CORNELIU, *Notă* sub. Trib. Ilfov s. III, 678 din 10 Oct. 921. Curier Jud. 24/1922;  
 IULIU GEORGE, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. II, 21 din 14 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924-II-93;  
 NACU, II, p. 618;  
 POLICHRON DEM., *Notă* sub. Trib. Dolj, 151 din 5 Iulie 1921. Pand. Rom. 1922-II-30;  
 PURICESCU GR. GRIGORE, „*Daune cominatorii*“. Dreptul 18, 21/920; „*Câteva cuvinte despre dreptul de injuncțiune al judecătorului*“. Dreptul 28, 39/920;  
 SĪPSON M. CONSTANTIN, „*Sanctiunea civilă a obligațiilor de a face*“. Dreptul 9/901.

## INDEX ALFABETIC

Act ilegal 5.	Excepția «non ad impleti contractus» 2.	Personală obligație 9.	4, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 14.
Acțiune 15.	Executarea obligației 2, 4, 6, 10, 14.	Prejudiciu 6, 8, 10.	14.
Alternativă obligație 12.	Executare silită 10, 11. ↗	Prestație în bani 10.	Societate anonimă 15.
Apel 11.	Illegal act 5.	Remorcă 12.	Societatea comunală de tramvae 5.
Autoritate de lucru judecat 11, 13.	Intârziere în executare 3.	Repararea prejudiciului 6, 8, 10.	Succesori 9.
Bancă 1.	Locație 7.	Reparații la imobil 7.	Sumă de bani 10.
Bani 10, 12.	Locație de serviciu 1.	Revocare din serviciu 1.	Tramvae, Societate 5.
Constrângere, a se vedea „Rezistență”.	Lucru judecat 11, 13.	Rezistența debitorului 3,	Urmărire silită 10, 11.
Contestație 11.	Mamă 9.		
Copil 9.	Ministerul de Interne 5.		
Daune cominatorii 3-15.	Moștenitori 9.		
Daune eventuale 3, 4.	Non ad impleti contractus 2		
Daune-interese 1, 2, 3, 4, 13, 14.	Numele societății 15.		
Debitor, rezistența lui 3, 4, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 14.	Obligație alternativă 12. x		
	Obligație personală 9.		
	Părinți 9.		

## Jurisprudență.

1. O bancă care angajează pe un reprezentant al său în condițiuni determinate și se obligă a nu-l revoca decât în cazuri anume determinate, dacă îl revocă în afară din acele cazuri e responsabilă de daune, care da-

<sup>1)</sup> Art. 1073 Cod. Civ. nu are echivalentul său în Codul Civil Francez, el este împrumutat din Codul Civil Italian.

une, conform art. 1084, cuprind pierderile suferite și beneficiul de care a fost lipsit. Însă nu se poate susține că daunele ce a suferit și beneficiile de care a fost privat agentul se ridică la întreaga sumă ce dânsul avea fixată ca salariu, ci la o sumă ce rămâne a se aprecia de instanța de judecată. (Apel Focș., II, Nov. 29/84, Dr. 3/84).

2. O parte nu poate pretinde executarea obligațiunei de către cealaltă parte, sau daune-interese de cât atunci când și dânsa și-a executat sau își execută obligațiunea ce o privește, conform contractului. (Cas. I, 304/Iun. 26/91, B. p. 766).

3. Daunele cominatorii se dau în prevederea unei eventuale rezistențe din partea celui condamnat. O condamnatie cominatorie coprinde în sine rezerve pentru judecătorul fondului de a fixa daunele în mod definitiv, numai când rezistența a încetat, apreciind atunci întrucât întârzierea adusă execuției a fost sau nu păgubitoare. Prin urmare nu se poate zice că prin ea s'a adus o restrângere la libertatea debitorului, de vreme ce acesta nu este împiedicat să uzeze de mijloacele de apărare care sunt juste și raționale. (Cas. I, 142/904 B. p. 395).

4. Daunele cominatorii admise ca sancțiune pentru executarea unei obligații, reprezintă daunele eventuale pe cari judecătorii le fixează prin anticipație sub rezerva de a le determina în mod definitiv în urmă când rezistența a încetat și în raport cu prejudiciul ce s'a cauzat în realitate prin întârzierea executării. (Cas. I, 705 din 17 Dec. 1910, Jurisprudența 5/911).

5. Puterea judecătorească este în drept să oblige pe Ministerul de Interne a încetă actul ilegal ce a săvârșit în contra Societății comunale de tramvai, iar în caz de neexecutare a obligațiunei, să fie condamnat a plăti daune cominatorii pe fiecare zi, până la încetarea turburării. (Trib. Ilfov s. II, 287/912. Curier. Jud. 38/912).

6. Instanțele de fond au drept a condamna pe debitorul care nu și execută obligația la daune cominatorii și aceasta ca un mijloc de constrângere în executare iar nu ca o reparare a prejudiciului suferit de creditor. (Cas. III, 34 din 15 Febr. 919. Pand. Rom. 1922 I, 63; Trib. Argeș s. II, 225 din 13 Iunie 1923. Jur. Gen. 1924 No. 405).

7. În cazul când judecata fixează un termen pentru efectuarea reparațiilor, ea poate condamna pe proprietar când ele cad în sarcina sa, la daune cominatorii pentru a înfrânge rezistența sa actuală de a se supune injonctiunei date de judecată. (Trib. Dolj, 5 Iulie 1921, Pand. Rom. 1922, II, 30; Judec. ocol. VII Urb. Buc. 19 Febr. 1923, Jur. Gen. 1923 No. 318).

8. Daunele cominatorii sunt un mijloc de constrângere la executarea obligației luate, iar nu o reparare a prejudiciului suferit de creditor; ele încep a curge dela data când sentința va fi definitivă. (Trib. Vâlcea S. I, 359 din 28 Nov. 1921. Pand. Rom. 1923 II, 188).

9. Dacă se acordă unei mame daune cominatorii de fiecare zi de întârziere, la care se condamnă un părinte, până ce va încredința celei dintâi pe copila sa și dacă mama a decedat, hotărîrea prin care s-au acordat acele daune nu poate fi pusă în executare de moștenitorii săi deoarece obligația a cărei executare aceste daune erau destinate a o garanta, avea un caracter pur personal, menit a satisface dragostea de mamă. (Trib. Ilfov. S. I, Jurnal 6753 din 28 April. 1922. Jur. Gen. 1924 No. 1328).

10. Daunele cominatorii constituind un sistem jurisprudențial de constrângere în scop de a face pe debitor să execute aceea ce s'a obligat, iar nu de a repara vreun prejudiciu cauzat creditorului, nu pot fi acordate în cazurile când obiectul prestației debitorului consistă într'o sumă de bani, întrucât creditorul poate execută o astfel de hotărîre de condamnare prin mijloacele execuției silită prevăzută de procedura civilă. (Trib. Ilfov s. II, com. 53 din 27 Ian. 1922. Dreptul 26/922).

11. Dacă este adevărat că o condamnatiune la daune cominatorii nu constituie lucru definitiv judecat, deoarece pentru executarea lor trebuie să se cunoască dacă condamnatul s'a conformat sau nu obligațiunei ce i s'a pus de judecată și care este prejudiciul real cauzat creditorului prin întârzierea executării obligațiunei sale, nimic însă nu împiedică ca constatarea și lichidarea acestor daune să se facă și pe cale de contestațiune la executare înaintea instanțelor de urmărire. Spre a decide că aceasta este de competența exclusivă a instanțelor de fond, ar trebui o dispozițiune de lege în acest sens. Căci altfel s'ar ajunge la amânarea executării până la rezolvirea definitivă a daunelor pe calea unei acțiuni principale, ceea ce ar fi în prejudiciul drepturilor creditorului urmărit și s'ar da naștere la noi procese, ceea ce este contrar spiritului legii de procedură. Prin urmare nu a violat regulile de competență Curtea de apel care, ca instanță de urmărire ce a judecat contestațiunea debitorului, a fixat și lichidat daunele cominatorii. (Cas. II, dec. civilă 264 din 22 Mai 1923, Jur. Rom. 15-16/923).

12. Daunele cominatorii fiind numai un mijloc de constrângere pentru predarea unui lucru, atunci când, cum este în speță obiectul este ori restituit în natură a remorței ori valoarea ei, rezultă că însuși reclamantul, pri-



mind această alternativă, a convenit la liberațiunea debitorului său prin plata în bani a lucrului pretins. (C. A. București IV, dec. civ. 336 din 26 Octombrie 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1469).

13. Este generalmente admis că valoarea obiectelor pe cari debitorul este obligat a le predă nu are nici o influență pentru calcularea daunelor cominatorii, ele fiind admise numai ca un mijloc de constrângere în scopul de a se înfrânge rezistența debitorului.

Deși majoritatea autorilor combate teoria daunelor cominatorii ca arbitrară și ilegală, pe motiv că nu este prevăzută de lege, totuși această teorie a fost primită de întreaga jurisprudență în Franța și ca și-a făcut loc și în jurisprudența română pentru utilitatea incontestabilă a rezultatelor practice pe care le obține printr'un procedeu simplu și care nu se aplică debitorului de cât în cazul când el arată o îndărătnicie de neiertat, refuzând să execute o sentință definitivă.

De altfel condamnarea la daune cominatorii fiind provizorie, judecătorii de fapt pot, la stabilirea definitivă a pagubelor rezultate din neexecutare, să revie asupra primei decizii pentru a reduce cifra totală a condamnăției dacă ei o găsesc exagerată, precum de asemenea ei pot admite și contrariul, adică să-și modifice hotărîrea lor, nu pentru a micșora condamnarea, ci pentru a o mări în cazul când prima condamnare nu a dat rezultatul așteptat.

În ce privește aplicațiunea acestei măsuri, avându-se în vedere natura daunelor cominatorii, întrucât ele sunt un mijloc de constrângere, rezultă că aceste daune nu se pot admite decât

din ziua pronunțării sentinței, iar nu dela data introducerii acțiunii. (Trib. Dorohoi sent. No. 395 din 14 Nov. 1923, Jur. Gen. 1924 No. 697).

14. Daunele cominatorii pot fi admise de judecătorii ca un mijloc de constrângere pentru executarea unor obligațiuni, cu rezerva de a se lichida în urmă cuantumului prejudiciului real. (C. Apel Buc. s. IV, 48 din 9 Mai 1924, Bul. C. Apel 12/924; Curier Jud. 35/924; C. Apel Constanța, 346 din 10 Iunie 1924, Justiția Dobrogei 7-8/924).

15. Când printr'o hotărîre judecătorească o societate anonimă pe acțiuni a fost obligată să-și schimbe numele, iar în caz de refuz să plătească daune cominatorii și când din cauza dificultăților pentru îndeplinirea formelor cerute de lege societăților anonime, executarea s'a făcut mai târziu, însă în timpul cel mai scurt posibil, atunci nu mai poate fi locul la plata de daune cominatorii, cari nu au fost admise decât pentru a obliga pe parte să execute în timp util și cu bună credință.

Faptul de a se fi folosit și de vechiul său nume cu mențiunea „fostă”, în epoca de tranziție de la data pronunțării deciziei, până când publicul să afle de schimbarea numelui, este explicabil când se constată buna credință și lipsa intenției de a leza; iar împrejurarea că nu s'a schimbat numele societății și de pe acțiuni, nu poate schimba soluția de oarece hotărîrea n'a obligat societatea și la ștergerea vechi embleme de pe acțiuni și în ori ce caz ele nu se află în proprietatea societății. (C. Apel Buc. s. IV 135 din 22 Dec. 1924, Bul. C. Apel 3/925).

16. A se vedea: art. 1000 nota 155; art. 1075 notele 1, 3; art. 1092 nota 1.

**Art. 1074.** — Obligațiunea de a da cuprinde pe aceea de a preda lucrul, și de a-l conserva până la predare.

Lucrul este în rizico-pericolul creditorului, afară numai când debitorul este în întârziere; în acest caz rizico-pericolul este al debitorului. (Civ. 971, 1079 urm., 1081, 1156, 1299, 1300, 1314 urm., 1391; Civ. Fr. 1136; Civ. Ital. 1219 § 1 și 2).

*Text. fr. Art. 1136.* — L'obligation de donner emporte celle de livrer la chose et de la conserver jusqu'à la livraison, à peine de dommages et intérêts envers le créancier.

*Text. Ital. Art. 1219.* — L'obbligazione di dare include quella di consegnare la cosa e di conservarla sino alla consegna.

Se il debitore è in mora a farne la consegna, la cosa rimane a rischio e pericolo di lui quantunque prima della mora si trovasse a rischio e pericolo del creditore.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 40, 41; IV, ed. 5-a, p. 62, 63;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 344;

BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 43;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 456;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 673 urm.; *Suppl. Obligations*, 197 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 53;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 399, 400;  
 LAROMBIÈRE, I, art. 1137, n<sup>o</sup> 4;  
 LAURENT, XVI, 134, 196;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 567, 568.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, V, p. 185 urm.; VI, p. 79, 303 urm., 452, 488; (IV, part. II, ed. 2-a, 255, V, p. 185 urm., 377);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 439, 461, 462, 639;  
 DEGRÉ AL., *Scrieri juridice*, vol. I, p. 292 urm.: „Teoria riscurilor la contracte“;  
 DUMITRESCU A. M., II, 253;  
 NACU, II, p. 608, 612, 615.

### Jurisprudență.

1. Pe câtă vreme mașinile a căror valoare se pretinde de arendaș au fost oprite de proprietar ca amanet pentru asigurarea plății arenzii, conform art. 1730, și dânsul a devenit astfel creditor, cu dreptul de a cere restituirea lor în cazul când arenda ar fi fost achitată, apoi urmează că cu drept cuvânt i se refuză cererea pentru plata valoarei, recunoscându-i numai dreptul de a le primi în natură, căci în asemenea circumstanțe pe deoparte, păstrarea mașinilor de către proprietar eră în risico-pericolul arendașului, în lipsă de orice somațiune din partea acestuia pentru restituirea lor, conform art. 1074, iar pe de altă parte proprietarul nu poate să fie responsabil de alte deteriorări a mașinilor decât cele pe cari le ar fi cauzat prin faptul său. (Cas. I, 68/Febr. 22/93, B. p. 119).

2. Obligațiunea proprietarului care închiriază farmacia sa altei persoane, consistând numai în îndatorirea de a pune la dispozițiunea închirietorului fondul de comerț al farmaciei împreună cu autorizațiunea, este o obligațiune de a da, iar nu de a face. (Apel Galați II, *Dr.* 76/98).

3. La obligațiunea de a face, care cuprinde în sine, în caz de vânzare, pe aceea de a preda bunul și de al conserva până la predare, bunul este în rizicopericolul creditorului, adică al cumpărătorului. (Cas. I, 374/99 B. p. 1142).

4. Când condiția rezolutorie dintr-o vânzare nu se poate îndeplini din cauza pierderii totale a lucrului, vânzarea trebuie considerată pur și simplu, iar pierderea trecută în sarcina cumpărătorului conf. art. 971 și 1074 al. II c. civil. (Judecăt. ocol. II, Caracal, 930 din 7 Aug. 1907. Pagini Juridice 13/1907).

**Art. 1075.** — Orice obligațiune de a face sau de a nu face se schimbă în desdaunări, în caz de neexecuțiune din partea debitorului. (Civ. 969, 1020, 1021, 1026, 1029, 1075, 1076 urm., 1082 urm., 1084 urm., 1093 urm., 1138 urm.; Civ. Fr. 1142).

*Text. fr. Art. 1142.* — Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 42; IV, ed. 5-a, p. 64 urm.;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 477 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 9, 17, 34, 427; ed. 1-a, III, p. 891;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 702 urm.; *Suppl. Obligations*, 207 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 92; IV, p. 161;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 496;  
 HUC, VII, 145;  
 LAURENT, XVI, 301, 302;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 583 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 173-4<sup>o</sup> și 5<sup>o</sup>, 221 urm.;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 22 nota 1, 218.



## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, 331 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 282, 447); *Observație* sub. Cas. III, 34 din 15 Febr. 1919. Tribuna Juridică 39-41/919; *Notă* sub. Trib. Angoulême (Charente), 4 Mai 1921. Jurispr. Gen. 16/1923 No. 1202;
- CANTACUZINO MATEI, p. 438, 448;
- CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locație*, ed. 2-a, p. 13;
- DECUSARĂ C. E., *Notă* sub. Trib. Teleorman s. I, 149 din 26 Iunie 919. C. Jud. 29-30/919;
- DEGRÉ AL., *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 311 urm. „Condamnarea la daune-interese pentru a se asigura execuțiunea unei obligațiuni de a face“.
- IULIU GEORGE, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. II, 21 din 14 Febr. 1924. Pand. Rom. 1924-II-93;
- NACU, I, p. 389; II, p. 513;
- RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Liège, 2 Ian. 912. Dreptul 42/1913;
- SIPSOM M. CONSTANTIN, „*Sancțiunea civilă a obligațiunilor de a face*“. Dreptul 9/901.

## Jurisprudență.

1. În caz de obligațiune de a face, dacă legiuitorul, pentru respectul datorit libertății individuale, n'a voit a autoriza vre-o măsură fizică pentru a constrânge pe un debitor a-și executa obligațiunea sa, nu a oprit însă pe judecător a lua măsuri în contra unui debitor rău voitor pentru a-l face să-și îndeplinească această obligațiune, ca condamnându-l la o sumă pentru fiecare zi de întârziere, întrebuințată în proporțiune cu interesele angajate, care este mijlocul cel mai reușit pentru a putea învinge obstinațiunea injustă a unui debitor. În consecință, când creditorul se mărginește a cere executarea obligațiunii, fără a conchide la daune-interese, judecătorul, pentru a da o sancțiune deciziunii sale, condamnând pe debitor, poate acorda un termen pentru a-și îndeplini obligațiunea și a pronunța într'un mod eventual în contra sa o sumă pentru fiecare zi de întârziere de la expirarea termenului acordat. Măsura de o incuviințare care e luată de ordinul din oficiu de judecător nu e trebuință a fi formulată într'un mod expres de părți, fiind destul ca să rezulte într'un mod virtual din concluziunile luate de dânsule. (Apel Buc. I, Nov. 7/75. *Dr.* 73/75).

2. Dacă obligațiunea de a face prin singura neexecutare s'a rezolvat în daune-interese, cererea de reziliere a convențiunii nu mai prezintă nici un interes, căci obligațiunea s'a schimbat într'o altă obligațiune. (Apel Iași, II, 59, Mart. 5/81. *Dr.* 71/81).

3. Orice obligațiune de a face, atunci când debitorul nu voeste să o execute, se poate transforma în daune-interese; cum de asemenea același lucru se poate face când debitorul pune întârziere în execuțiune. Astfel, obligațiunea impusă soțului prin hotărâre de a lăsa sub îngrijirea soției în timpul divorțului un copil al său, nu poate fi calificată decât ca atare și în vedere că legea nu autoriză nici un mijloc de constrângere contra unei persoane fără a atinge libertatea ei în cazul când este obligată

a da sau a face, judecătorii au facultatea de a aprecia în bani prejudiciul ce se cauzează prin lipsa execuțiunii sau întârzierii cauzei, și, prin urmare, trebuie să recurgă la acest mijloc pentru a înfrânge rezistența debitorului. Acest mod de a vedea intră în spiritul și dispozițiunile art. 1075 și, prin urmare, nesupunerea debitorului trebuie învinsă prin daune-interese. Deei un atare sot care nu se supune dispozițiunii sentinței trebuie să plătească soției câte o sumă oarecare pe fiecare zi de întârziere până ce va da copilul în îngrijirea soției. (Trib. Ilfov, II, Dec. 17/82, *Dr.* 9/83).

4. În materie de editură, ca în orice alt contract neîndeplinirea obligațiunii din partea uneia din părți îndreptățește pe cealaltă a cere rezilierea contractului și daune-interese. (Trib. Ilfov *Dr.* 18/95).

5. Orice obligațiune de a face se schimbă, în caz de neexecuțiune, în desdăunări, potrivit art. 1075 Cod. civil, prin urmare, când moștenitorul nu îngrijește de creșterea și întreținerea copilului, la care este obligat, el îi datorează despăgubiri. (Apel Buc. III, *Dr.* 48/1901).

6. Conform art. 1075 din codul civil, obligația de a face se schimbă în desdăunări în caz de neexecutare din partea debitorului, de unde rezultă că creditorul are dreptul să aleagă între cererea de daune și executarea obligației. (Cas. I, 28 Martie 1908. B. p. 483 și Revista Judiciară 33/1908: În același sens decizia Cas. I, din 26 Febr. 1913, B. p. 341).

7. În obligațiunile de a face, spre deosebire de obligațiunile de a da, în caz de nevointa debitorului de a-și executa obligația, creditorul are dreptul de a cere daune-interese sau în cazul când obligația s'ar putea îndeplini și de alte persoane, să fie autorizat a o aduce la îndeplinire cu cheltuiala debitorului; însă, chiar când obligația ar putea fi executată și fără intervenția personală a debitorului, creditorul nu o va putea executa în contra voinței acestuia, fără

autorizarea justiției. (Apel Galați I, No. 56, 1914; Dreptul 1914, p. 411).

8. Obligația de a face accesorie la un contract sinalagmatic (art. 1074 și urm. c. civ.) cunoscută în doctrină și jurisprudență sub numele de „promesse de porte-fort” se caracterizează prin obligația de a aduce semnătura cuiva și cel ce se obligă trebuie să facă toate diligentele spre a obține ea cu promisi, fiind liberat numai când obține consimțământul terței persoane — în caz contrar plătește daune. Această obligație conține deci condiția rezolutorie expresă în contra celui care s'a angajat

a aduce semnătura terței persoane. (Trib. Vâlcea s. I, 359 din 28 Nov. 1921. Pand. Rom. 1923, II, 188).

9. Art. 1075 din codul civil român, nu constituie o derogare de la dispozițiile art. 1021 din acelaș cod, nimic neîmpiedcând pe creditor de a cere desființarea contractului sinalagmatic și daune pentru prejudiciul cauzat. (C. Apel Chișinău s. I, 154 din 29 Mai 1923, Courier Jud. 36/924).

10. A se vedea: art. 1073, Index: „Daune cominatorii” și notele respective; art. 1084, nota 12.

**Art. 1076.** — Creditorul poate cere a se distruși<sup>1)</sup> ceea ce s'a făcut, călcându-se obligațiunea de a nu face și poate cere a fi autorizat a distruși el însuși, cu cheltuiala debitorului, afară de dezdaunări. (Civ. 1075, 1077, 1081; Civ. Fr. 1143).

*Text. fr. Art. 1143.* — Néanmoins le créancier a le droit de demander que ce qui aurait été fait par convention à l'engagement, soit détruit; et il peut se faire autoriser a le détruire aux dépens du débiteur, sans préjudice des dommages et intérêts, s'il y a lieu.

#### Doctrină străină.

- ARNTZ, III, 58;  
 AUBRY ET RAU, IV, § 297, p. 42; § 299, p. 41-43;  
 BAUDRY, *Précis*, II, 859, 887;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 330, 434, 436, 440, 442, 478 urm.;  
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 386;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 769; II, p. 18;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 713, nota 1;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 60 urm.; 60 bis II, III;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 872; IV, p. 413;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 488, 489-493, 496, 498, 500, 505;  
 DURANTON, X, 460, 461;  
 GARSONNET, *Proc. civ.*, III, § 528, p. 451, 453;  
 HUC, VII, 135, 136, 138, 145;  
 LAURENT, III, 256; XVI, 198-201, 301, 302;  
 MARCADÉ, IV, 512;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 583 urm.;  
 PANDECTES FR., *Obligations*, I, 1612-1614, 1619, 1623, 1634, 1636, 1641, 1642, 1647, 1649, 2108;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 173-5°;  
 THIRY, II, 630.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 331 urm.; *Observație* sub. Cas. III, 34 din 15 Febr. 1919. Tribuna Jurid. 39-41/1919;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 439;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 13;  
 NACU, II, p. 513;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. Cas. I, 68 din 7 Febr. 1921. Pand. Rom. 1923-I-51.

#### Jurisprudență.

1. Condiția pusă de art. 1076 și 1077 codul civil, ca creditorul să ceară autorizație pentru a distruge el însuși ceea ce s'a făcut, călcându-se obligațiunea de a nu face, sau de a îndeplini el obligațiunea de a face a debitorului. asemenea condiție este prescrisă pen-

tru cazul când creditorul voiește a distruge sau a îndeplini obligația de a face cu cheltuiala debitorului, iar nu și atunci când obligația fiind posibilă de executat creditorul face executarea cu cheltuiala sa, caz în care nu mai este nevoie de autorizație de a distruge sau de a face. (Cas. II, 11 Nov. 1909, B. p. 1334).

1) Adică: a se dărâma, a se desființa, a se distruge.



**Art. 1077.** — Nefind îndeplinită obligațiunea de a face, creditorul poate asemenea să fie autorizat a o aduce el la îndeplinire cu cheltuiala debitorului. (Civ. 1075 urm.; C. com. 68; Civ. Fr. 1144).

*Text. fr. Art. 1144.* — Le créancier peut aussi, en cas d'inexécution, être autorisé à faire exécuter lui-même l'obligation aux dépens du débiteur.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 40, 42; IV, ed. 5-a, p. 63, 65;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 432, 435-439;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 18, 533;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 709 urm.; *Suppl. Obligations*, 209 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 60 bis, I și II;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 503-507;  
 HUC, VII, 138;  
 LAROMBIÈRE, I, art. 1144, n<sup>o</sup> 7;  
 LAURENT, XVI, 197, 199;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 583 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 173-4<sup>o</sup>.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 331 urm.; *Observație* sub. Cas. III, 34 din 15 Febr. 1919. Tribuna Juridică 39-41/919;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 439;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 13;  
 DUMITRESCU A. M., II, 358;  
 NACU, II, p. 514.

#### Jurisprudență.

1. Dacă arendașul nu e în drept, după contract, a face, în comptul locatorului, reparațiunile la cari s'a obligat proprietarul, în asemenea caz cu drept cuvânt se poate aplica regulele prescise de lege asupra efectelor obligațiunilor. regule după cari creditorul nu este în drept a îndeplini însuși pe socoteala debitorului, ceea ce acesta era dator a face, fără să fi cerut și obținut, conform art. 1077, o autorizațiune prealabilă în această privință de la Justiție. (Cas. I, 8/Ian. 12/93. B. p. 7).

2. Creditorul este în drept a aduce la îndeplinirea obligația datornicului său, numai cu autorizația tribunalului și

numai dacă însuș datornicul nu este următor a o îndeplini. (Cas. I, 300/99 B. p. 979).

3. În obligațiunile de a face, spre deosebire de obligațiunile de a da, în caz de nevoia debitorului de a-și execută obligația, creditorul are dreptul de a cere daune-interese sau, în cazul când obligația s'ar putea îndeplini și de alte persoane, să fie autorizat a o aduce la îndeplinire cu cheltuiala debitorului; însă, chiar când obligația ar putea fi executată și fără intervenția personală a debitorului, creditorul nu o va putea execută în contra voinței acestuia, fără autorizarea justiției. (Apel Galați I. No. 56, 1914, *Dr.* 1914, p. 411).

4. A se vedea: art. 1076 nota 1.

**Art. 1078.** — Dacă obligațiunea consistă în a nu face, debitorul, care a călcat-o, este dator a da despăgubire pentru simplul fapt al contravențiunei. (Civ. 1075, 1079, 1081, 1084; Civ. Fr. 1145).

*Text. fr. Art. 1145.* — Si l'obligation est de ne pas faire, celui qui y contrevient doit les dommages et intérêts par le seul fait de la contravention.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 444;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 16;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 717 urm.; *Suppl. Obligations*, 210 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, IV, p. 411;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 583 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 227.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 100, 101, 118, 341 urm., 357 urm., 368; *Observație* sub. Cas. I, 141 din 30 Iunie 1919. Tribuna Juridică 34-36/1920;  
CANTACUZINO MATEI, p. 439, 443;  
NACU, II, p. 624.

**Art. 1079.** — Dacă obligațiunea conzistă în a da sau în a face, debitorul se va pune în întârziere prin o notificațiune ce i se va face prin tribunalul domiciliului său.

Debitorul este de drept în întârziere:

1. În cazurile anume determinate de lege;
2. Când s'a contractat expres, că debitorul va fi în întârziere la împlinirea termenului, fără a fi necesitatea de notificațiune;
3. Când obligațiunea nu putea fi îndeplinită decât în un timp determinat, ce debitorul a lăsat să treacă. (Civ. 971, 1020, 1021, 1078, 1081, 1367; C. com. 43, 380; Civ. Fr. 1139).

*Text. fr. Art. 1139.* — Le débiteur est constitué en demeure, soit par une sommation ou par autre acte équivalent, soit par l'effet de la convention, lorsqu'elle porte que, sans qu'il soit besoin d'acte et par la seule échéance du terme, le débiteur sera en demeure.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 95-97; IV, ed. 5-a, p. 151-154, 158;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 426;  
BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 39;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 14, 15, 16;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 751 urm.; *Suppl. Obligations*, 221 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 62 bis, II;  
DEMOLOMBE, XXIV, 432, 433, 527, 528, 530, 535-540;  
LAROMBIÈRE, I, art. 1, 139 n. 4, 7, 13, 15-17, 20, 22;  
LAURENT, XVI, 234;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 580 urm.;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 168, 169.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 100, 101, 118, 341 urm., 357 urm., 368; (III, part. II, ed. 2-a, p. 211; V, p. 330; IX, p. 591, 699, 700; X, p. 27); *Observație* sub. Judec. de Ocol II Iași, 22 April. 903. Curier Jud. 56/1903; *Observație* sub. Cas. I, 141 din 30 Iunie 1919. Tribuna Juridică 34-36/1920; *Observație* sub. C. Apel Lyon, 11 Oct. 922. Pand. Rom. 1923-III-100; *Observație* sub. Trib. civil Guingamp (Côtes du Nord), 28 Oct. 922. Pand. Rom. 1923-III-103; *Observație* sub. Cas. I, 174 din 24 Febr. 1922. Pand. Rom. 1923-I-221;  
ALEXANDRESCU PAUL, *Notă* sub. Trib. Prahova s. III, 29 April. 1920. Pand. Rom. 1922-II-44;  
BAZILESCU N. ARISTIDE, *Notă*, sub. Cas. I, 84 din 3 Febr. 1922. Pand. Rom. 1922-I-49;  
CANTACUZINO MATEI, p. 443;  
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 113 urm.;  
DANIELOPOL DR. CAPITAN, *Notă* sub. Trib. civil Périgueux. Curier Jud. 76/915;  
DIOGENIDE E., *Observație*, sub. Trib. Dolj s. III, 44 din 15 Mai 1909. Pagini Juridice 49/909; *Observație* sub. Trib. Dolj s. I. Pagini Juridice, 9/1907;  
DUMITRESCU A. M., II, 354, 709;  
FRIEDMAN HUGO, *Notă*, sub. Cas. I, 1181 din 27 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924-I-125;  
GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi 366 din 9 Nov. 1922. Jurispr. Gen. 25/1924 No. 1461;  
GEORGESCU C., *Notă* sub. Cas. I, 84 din 3 Febr. 922. Curier Jud. 40/922;  
HAMANGIU C., *Observație* sub. Cas. II, 12 Mart. 1923. Pand. Rom. 1923-III-85;



- Hozoc D., *Pactul comisoriu expres*, p. 11 urm.; „*Renunțarea la beneficiul pactului comisor expres*“. Cur. Jud. 9/924;  
 NACU, II, p. 621;  
 PROCOPIU GR., *Observație* sub. Jud. Ocol Caracal, 3 Sept. 1923. Pand. Rom. 1924-III-122;  
 RAPAPORT M., *Notă* sub. Cas. I, 1181 din 27 Nov. 923. Cur. Jud. 11/924;  
 ROSENTAL S. și MOLDOVEANU N., *Rezumat de Concluzii* sub. C. Apel, Buc. S. II, 234 din 7 Oct. 1921. Pand. Rom. 1923-II-35;  
 STOENOVICI A. CONST., *Notă* sub. Cas II, 322 din 26 Iunie 1923. Pand. Rom. 1924-I-75;  
 TAȘCĂ G., BAZILESCU A. și SPEER S., *Rezumat de Concluzii* sub. C. Apel, Buc. s. II, 234 din 7 Oct. 921. Pand. Rom. 1923-II-37;  
 WEISENGRUEN NICOLAE, „*Oferta reală și pactul comisor*“. Curier Jud. 32/923;  
 WEISS P. LEON, *Notă* sub. Judec. Ocol rural Tulcea, 285 din 23 Dec. 922. Justiția Dobrogei 3/923.

## INDEX ALFABETIC

Acțiune 2, 5, 7, 9, 18, 22, 25, 29.	Locație 1, 4, 5, 16, 19, 20, 23, 26, 29.
Advocat 7.	Locul plății 30.
Apreciere suverană 24.	Marturi 12, 28.
Arendare, a se vedea „Locație“.	Navlu 17.
Autentificare 25.	Notificare 2, 3, 4, 6-10, 12-16, 18, 20, 23, 26, 28.
Cesiune 21.	Obligație de a da 9, 15.
Clauză penală 27.	Obligație de a face 9, 15.
Comerț 17.	Pact comisoriu expres 8, 21, 23, 25, 30.
Condiție rezolutorie tacită 29.	Petroliere consolidări 30.
Consemnare 30.	Plata 19, 30.
Consolidare petroliferă 30.	Punere în întârziere 1-30.
Contract de navlu 17.	Recurs 29.
Contract sinalagmatic 11.	Redevență 30.
Culpă 25.	Relocație 4.
Daune 3, 5, 13, 14, 17, 27, 28.	Renunțare 24.
Degradări 1.	Reparații 29.
Denunțare 26.	Reziliere 13, 14, 20, 27, 28, 29.
Dobândă 21.	Rezolutorie condiție 29.
Executarea contractului 14.	Scrisoare recomandată 26.
Executare imposibilă 10, 28.	Serbătoare 19.
Grație (termin) 29.	Sinalagmatic contract 11.
Întârziere, a se vedea „Punere în întârziere“ și „Notificare“.	Somație, a se vedea „Notificare“.
Interpelare 12.	Suverană apreciere 24.
Interpretare 24.	Termin 19, 26.
Ipoteca 28.	Vânzare-cumpărare 25, 28.
	Vânzare de produse 12.

## Jurisprudență.

1. Se violează art. 1079 și se dă o hotărâre nemotivată când se condamnă locatarul, care s'a mutat, a plăti chiria pe 6 luni viitoare, pe cât nu se constată că locatorul l'ar fi pus în întârziere să repare stricăciunile făcute-nici că din cauza acelor stricăcuni a rămas casa neînchiriată. (Cas. I, 149, Iun. 6/75. B. p. 120).

2. Chiar dacă, nu s'a stipulat că obligațiunea are să fie executată fără nici o somațiune, totuși chemarea în judecată a debitorului echivalează cu o somațiune extra-judiciară, căci somațiunea prevăzută de art. 1079, ca și chemarea în judecată, se face prin mijlocirea tribunalelor, și de aci urmează că o chemare în judecată câtă să producă efectele unei somațiuni, însă numai din ziua chemării în judecată. (Cas. I, 260/Sept. 11/76. B. p. 332; Cas. I, 241, Aug. 28/76. B. p. 306).

3. După art. 1081 daunele nu sunt debite decât atunci când debitorul este în întârziere d'a îndeplini obligațiunea sa, și după art. 1079 nu poate fi cine-va

în întârziere de cât sau prin o notificațiune făcută prin tribunal sau de drept când se află într'unul din cele 3 cazuri enumerate la art. 1079. (Cas. I, 353/Nov. 26/76. B. p. 470).

4. Pe cât timp părțile prin contractul de arendare n'au derogat la dreptul comun într'un mod expres ca debitorul să se considere pus în întârziere la împlinirea termenului, fără a fi necesitate de o notificațiune astfel cum prescrie art. 1079, și pe cât locatorul a pus în rearendare moșia, fără ca mai întâu a face o notificațiune locatarului spre a l pune în întârziere, conform art. 1081, curtea de fond e în drept de a nu acorda locatorului sumele izvoarte din rearendarea moșiei în lipsă de notificațiune formală pentru punerea în întârziere. (Cas. I, 226/Mai 23/78. B. p. 219).

5. Locatorul, care prin faptul său cauzează prejudiciu arendașului, luându-i din posesiune parte din moșia arendată, nu mai trebuie de a fi pus în întârziere, conform art. 1079, de oarece în specie nu are aplicațiune art. 1079, căci locatorul avea deja cunoștință despre faptul său propriu al desposedării arendașului din acele pogoane, primind pe fiecare an arenda totală a moșiei fără a ține compt de acea depozitare a arendașului. Deci nu se poate acorda despăgubire, pentru pogoanele luate numai dela intentarea procesului, ci de la timpul când arendașul a fost depozitat și nu s'a putut bucura de folosința lor, pe câtă vreme, arenda s'a răspuns pe fiecare an pentru toată întinderea moșiei. (Cas. I, 245/Sept. 25/79, B. p. 663).

6. O somațiune făcută unei părți în conformitate cu dispozițiunile legii, de a îndeplini obligația ce și-a luat prin o convențiune, este suficientă pentru punerea în întârziere a părții, care devine responsabilă de neexecutarea obligațiunii din momentul primirii somațiunii. (Cas. I, 316/Nov. 20/79. B. p. 803).

7. Dacă cauza neexecutării convențiunii a fost clientul care a oprit pe avocat de a intentă procesul, de și avusesse mai multe consultațiuni întru aceasta, prin urmare clientului incumbă sarcina de a soma pe avocat de a



porni acel proces dacă revine asupra aceași idei, iar nu avocatului care a fost poprit din executarea mandatului. (Cas. I, 190/Mai 30/81, B. p. 413).

**8.** Deși după art. 1079, când obligațiunea constă în a da sau a face, debitorul nu e ținut *ipso jure* la îndeplinirea obligațiunei, ci urmează a fi pus în întârziere prin o notificare ce i se va face prin tribunalul domiciliului său, cu toate acestea prin dispozițiunile aceluiași articol § 2 se declară că debitorul este de drept în întârziere când s'a contractat expres că debitorul va fi în întârziere la împlinirea termenului fără a fi necesitate de notificatiune. Și legea nedeterminând niscaiva forme sau expresiuni solemne din care să reese această contractare, lasă în destul a se înțelege că aceste forme și expresiuni sunt lăsate absolut la voiața părților contractante, în destul numai ca această formă să reese în mod manifest și expres. (Trib. Ilfov, com., Sept. 28/83, Dr. 11/84).

**9.** Atare punere în întârziere, care, în obligațiunile ce au de obiect o sumă de bani, nu se poate face, în genere, de cât prin intentarea de acțiune, se poate, în obligațiunile de a face, să se opereze și prin altfel de interpelațiune, de natură a produce constatarea că debitorul și-a îndeplinit îndatoririle la timp. (Cas. I, 192/Mai 24/85, B. p. 410).

**10.** În cazurile unde, după art. 1079 și 1081 se cere o notificare, scopul acelei notificări fiind de a se evita un proces și de a preveni pe parte că i se dă un termen pentru executarea contractului, ca atare ea nu poate avea loc de cât atunci când ar mai fi fost posibilă executarea contractului. Când însă acel contract a fost deja sfârșit prin faptul uneia din părți și executarea pe viitor a devenit imposibilă, e de prisos orice punere în întârziere. (Cas. I, 192/Mai 24/85, B. p. 410).

**11.** Contractul sinalagmatic presintă pe fiecare parte și ca creditor și ca debitor. Or, după art. 1079 și 1081, debitorul nu devine pasibil de daune-interese prin simpla întârziere de a executa obligațiunea, ci numai după punerea sa în întârziere, adică prin constatarea că debitorul nu și-a îndeplinit îndatoririle la timp. (Cas. I, 192/Mai 24/85, B. p. 410).

**12.** În o vânzare de produse, mai mult de cât în orice alte vânzări, cel ce nu execută contractul cată să fie pus în întârziere prin o somațiune în regulă. Simpla interpelare verbală nu e suficientă, și deci nu se poate permite a probă cu martori acest fapt pe care legiuitorul l'a subordonat, conform art. 1079, la o anume notificare făcută prin tribunalul domiciliului celui obligat de a da ori a face. (Apel Iași, II, 116, Sept. 23/91, Dr. 70/91).

**13.** Atunci când o parte contractantă nu își îndeplinește angajamentul său, cealaltă parte contractantă inocentă este îndreptățită să ceară sau îndeplinirea contractului sau rezilierea lui cu daune-interese; dar atât într'un caz cât și în altul, părții contractante inocente i se impune de lege îndatorirea notificării prescrisă în art. 1079. (Apel Iași, II, 116 Sept. 23/91, Dr. 70/91).

**14.** Din art. 1081 rezultă că o parte contractantă nu este ținută de a face celeilalte părți, conform art. 1079, notificare de punere în întârziere pentru executarea convențiunei, de cât atunci când voește să obțină prin justiție condamnatiunea acestei părți ca să-și execute convențiunea sau să se declare aceasta reziliată, cu plată de daune-interese. (Cas. I, 56/Febr. 8/93, B. p. 104).

**15.** Deși convențiunile legal făcute au putere de lege între părțile contractante, însă după principiile puse de legiuitor în art. 1079, când obligațiunea constă în a da sau în a face, ea nu se rezolvă de drept, ci trebuie ca debitorul care nu și-a îndeplinit obligațiunea să fie pus în întârziere printr'o notificatiune ce i se va face prin tribunalul domiciliului său. (Cas. II, 34/Febr. 21/94, B. p. 72).

**16.** Proprietarul are drept la daune-interese contra locatarului pentru nerestituirea imobilului la expirarea termenului stipulat, fără să fie nevoie de facerea unei somațiuni prealabile pentru predare. (Cas. I, 206/95, B. p. 584).

**17.** Asemănat art. 574 din codul de comerț, daunele cauzate din neexecutarea unui contract de navlu curg de drept în virtutea legii. (Cas. II, 254/95, B. p. 1407).

**18.** Punerea în întârziere putând rezultă dintr'o simplă somațiune sau notificatiune (art. 1079 codul civil), cu atât mai mult cuvânt poate rezultă de chemarea în judecată, care este mai energică decât o simplă notificare, fiindcă ea poate întrerupe chiar cursul unei prescripțiuni, pe când o simplă notificare, n'ar avea acest efect. (Apel Buc. III, Dr. 64/901).

**19.** Împlinirea termenului într'o sârbătoare legală, nu îndreptățește pe debitor să amâne plata până după acea sârbătoare; așa că, întrucât locatorul nu eră obligat să-i facă vre-o somațiune de plată, instanța de fond este în drept de-a nu ține în seamă plata făcută la două zile după termen. (Cas. I, 21 Mart. 1906, B. p. 508).

**20.** Acțiunea în rezilierea contractului de locațiune intentată de chirias, pe motiv că proprietarul nu i-a predat întreg imobilul închiriat, are a fi respinsă, dacă proprietarul n'a fost pus în întârziere prin o notificare. (Cas. I, 19 Apr. 1906, B. p. 719).



**21.** Când printr'un act de cesiune se prevede, că dobânda va curge fără necesitate de somațiune, punerea în întârziere sau acțiune, în asemenea caz, potrivit dispozițiilor art. 1079 cod. civil, nu e necesară o punere în întârziere din partea creditorului. (Cas. I, 6 Iunie 1907, B. p. 1050).

**22.** Chemarea în judecată echivalează cu o punere în întârziere. (Cas. I, 446 din 28 Martie 1908, Revista Judiciară 33/1908).

**23.** Când într'un contract de arendare se stipulează că în caz de neplată a câștiului la timp, contractul va fi reziliat de drept, fără a se specifica că proprietarul să fie dispensat de a soma pe arendaș potrivit art. 1079 cod. civil, trebuie, pentru ca contractul să poată fi considerat ca reziliat de Justiție, ca proprietarul moșiei să pue în întârziere formală pe arendaș. (Apel Buc. II, Dr. 60/911, p. 474).

**24.** Renunțarea la un drept nepunând să rezulte decât dintr'un act al părții care se pretinde a fi renunțat și cum interpretarea actelor, pentru a stabili dacă partea a înțeles să renunțe la un drept al său, este o cesiune de apreciere a instanței de fond această instanță n'a făcut o omisiune esențială dacă n'a discutat ordinul Ministerului de Război din care se deduceă acea renunțare, întrucât nu eră actul părții. (Cas. I, No. 454, 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 34).

**25.** Este necontestat în principiu că în lipsa unui pact comisoriu expres în convenția de vânzare, una din părți nu poate să desființeze singură convenția pe motiv că cealaltă parte nu și-a îndeplinit obligația sa, ci trebuie să pună în întârziere pe partea în culpă să și execute obligația sa.

Prin urmare dacă printr'o primă acțiune anulată pentru vitiu de formă vânzătorul a fost încunostiințat de obligația ce aveă de a veni la Dorohoi să autentifice actul, o asemenea acțiune este o punere în întârziere mai energică ca aceea a unei somațiuni obișnuite. Astfel fiind, nu este esențială omisiunea Curții de apel de a se pronunță asupra mijlocului de apărare invocat de vânzător că cumpărătorul este în culpă pentru că în contra dispozițiilor art. 1079 c. civ. a declarat reziliată vânzarea fără să-l fi pus mai întâi în întârziere. (Cas. I, No. 622, 1914, Jurispr. Rom. 1915, p. 228).

**26.** Notificarea prin portărei, cerută de art. 1079 c. civ., pentru ca debitorul unei obligațiuni de a face sau de a da să fie pus în întârziere de a execută obligația, nu poate fi cerută și în contractele de locațiune, în care se prevede clauza denunțării contractului, într'un termen fixat, fără să se specifice că o asemenea denunțare se va face prin-

tr'o notificare prin portărei. În acest caz, notificarea prin scrisoare recomandată, este suficientă, căci printr'însa chiriașul a fost încunostiințat de proprietar că înțelege a uză de clauza care-i dă dreptul de a denunț contractul. (Cas. I, decizia No. 88, din 5 Februarie 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 180).

**27.** Din faptul că leginitorul nostru a suprimat art. 1230 c. civ., francez, nu rezultă că s'a suprimat și necesitatea de a pune în întârziere pe debitor, în caz de clauză penală, de oarece acest articol a fost suprimat ca inutil, căci și în Franța nu este decât aplicația unui principiu general, cuprins și la noi în art. 1081 și 1079 c. civ., după care daunele-interese nu sunt debite decât atunci când debitorul este în întârziere de a și îndeplini obligațiunea sa.

Prin urmare, cât timp debitorul n'a fost pus în întârziere, conform art. 1079 c. civ., un contract nu se poate rezilia și el continuă a și produce efectele sale juridice. (Cas. I, No. 141, 1919; Jurispr. Rom. 31—32/919, p. 816).

**28.** Este inutil să se mai ceară rezilierea contractului de vânzare a cărui executare de fapt, însăși vânzătoarea îl face imposibil, prin faptul vânzării imobilului unei terțe persoane.

Tot din acest punct de vedere este inutil pentru instanța de fond să mai discute chestiunea admisibilității probei cu martori, referitoare la una din condițiunile vânzării, — aceia ca contractul să nu devie perfect decât în cazul când nu s'ar puteă realiza un împrumut ipotecar asupra imobilului vândut, — căci, în adevăr, chiar dacă fără această dovadă contractul ar fi trebuit să se considere perfect sub toate privințele, încă neexecutarea lui, prin faptul vânzării imobilului unei a treia persoane, făcē ca vânzătoarea recurentă, care a primit de la intimat 1500 lei, asupra prețului primei vânzări, să fie datoare a restitui această sumă ca deținând-o fără cauză.

Intrucât, în specie, nu se cere suma de 1500 lei cu titlu de daune convenționale, adică arvuna îndoită, ci pur și simplu, restituirea unei părți din preț, ca deținut fără cauză, nici o discuție nu poate fi asupra facerei unei somațiuni. (Cas. I, decizia civilă No. 180 din 17 Sept. 1919, Jurispr. Rom. 1919, p. 827).

**29.** Când interpretarea dată de instanțele de fond clauzei contractuale, este făcută cu paza tuturor regulilor admise de lege în această materie și nu denaturează voința părților, scapă controlului Curții de Casație.

Condițiunea rezolutorie tacită subînțeleasă totdeauna în contractele sinlagmatiche, când o parte nu și îndeplinește angajamentul, operează conform art. 1079 al. I cod. civil, prin punerea

debitorului în întârziere, odată cu chemarea sa în judecată.

Prin urmare, bine instanța de fond a judecat și declarat reziliat contractul de locațiune dintre părți, când chiriașul nu și-a îndeplinit obligația luată asuprași de a face reparațiile necesare imobilului, cu toată punerea sa în întârziere, prin chemarea în judecată și acordarea unui termen de grație.

Instanța de fond desființând contractul pe considerațiunea de mai sus, a făcut o bună aplicațiune a textelor citate, întrucât chiriașul întrebuintând imobilul fără a face acele reparațiuni, însemnează că l-a întrebuințat altfel de cum se obligase. (Cas. I, No. 265, 1919, Jurispr. Rom. 1-2/920, p. 3).

**30.** Prin art. 19 din legea consolidării dreptului de a exploata petrol, din 1904, actualul art. 79, legea nu prevede nulitatea de drept a contractului de concesiune dacă după trecerea termenului de zece ani fixat prin acest text de lege, nu se plătește redevența convenită concedentului, ci numai acordă acestuia dreptul de a cere anularea lui prin justiție; — exercițiul acestei acțiuni este condiționat de refuzul concesiona-

rului de a plăti redevența. Legea nu prevede că concesionarul ar fi de drept în întârziere prin neefectuarea acestei plăți și deci este nevoie de o cerere de plată, conform art. 1079 c. civ. Plata, în lipsă de stipulație expresă, se face potrivit art. 1104 c. civ., la domiciliul debitorului.

Validitatea celei de a doua concesiuni depinzând, în speță, de soluționarea procesului în anularea celei dintâi, pentru neplata redevenței după zece ani, urmează că, până la rezolvarea acțiunii, primul contract rămânând în picioare, concesionarul cel dintâi are încă raporturi juridice cu concedentul și ca atare, tocmai pentru a preîntâmpina anularea, putea consemna la dispoziția lui redevența cuvenită, independent de înțelegerile survenite între acesta și cel de al doilea concesionar, mai ales că acestuia nu i se cedase redevența. (Cas. I, dec. 1232 din 20 Noiembrie 1922; Jur. Gen. 1923, No. 606).

**31.** A se vedeă art. 930 nota 9; art. 998 nota 170; art. 1020, 1021, 1081 cu notele respective; art. 1173 nota 60; art. 1370 nota 2; art. 1375 nota 1; art. 1587 notele 1, 2, 3.

**Art. 1080.** — Deligența ce trebuie să se pună în îndeplinirea unei obligațiuni este totdeauna aceea a unui bun proprietar.

Această regulă se aplică cu mai mare sau mai mică rigoare în cazurile anume determinate de această lege <sup>1)</sup>. (Civ. 390, 541, 567, 715, 989 urm., 1243, 1429, 1540, 1564, 1599, 1633, 1691; C. com. 465, 506; Civ. Fr. 1137; Civ. Ital. 1224).

*Text. fr. Art. 1137.* — L'obligation de veiller à la conservation de la chose soit que la convention n'ait pour objet que l'utilité de l'une des parties, soit qu'elle ait pour objet leur utilité commune, soumet celui qui en est chargé à y apporter tous les soins d'un bon père de famille.

Cette obligation est plus ou moins étendue relativement à certains contrats dont les effets à cet égard, sont expliqués sous les titres qui les concernent.

*Text. Ital. Art. 1224.* — La diligenza che si deve impiegare nell'adempimento dell'obbligazione, abbia questa per oggetto l'utilità di una delle parti o d'ambidue, è sempre quella di un buon padre di famiglia, salvo e caso di deposito accennato nell'art. 1843.

Questa regola per altro si deve applicare con maggiore o minore rigore, secondo le norme contenute per certi casi in questo codice.

### Doctrină străină.

ARNTZ, III, 63 urm., 65;

AUBRY ET RAU, IV, § 308, p. 100, nota 26, p. 101, nota 27; § 711, p. 458;

BAUDRY, *Précis*, II, 628, 811, 866, 867, 669, 891, 895, 1349; III, 811;

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 323, 324, 350, 352, 353, 355, 357, 358, 360, 492;

BAUDRY ET WAHL, *Dépôt* 1054; *Prêt*, 77 urm., 633, 642, 643;

BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 512, 780;

DALLOZ, *Rép. Obligations* 751 urm.; *Suppl. Obligations*, 221 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 54 bis; 54 bis II; 66 bis I; VIII, 82 bis, V, VI;

<sup>1)</sup> Art. 1080 Cod. Civil este imprumutat din Codul Civil Italian art. 1224.



DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V p. 456;  
 DEMOLOMBE, XXII, 109; XXIV, 404, 406 urm., 412; XXXI, 144, 174;  
 DURANTON, XVII, 521 urm., 527;  
 GUILLOUARD., *Dépôt*, 33, 34, 47; *Prêt*, 39;  
 HUC, VII, 92, 94, 152; VIII, 384;  
 LAURENT, V, 181, 194, 355; X, 195; XIV, 376; XVI, 223-226, 232, 296; XX, 331; XXVI, 471; XXVII, 95 urm., 474, 475;  
 MARCADÉ, IV, 505;  
 PANDECTES FR., *Obligations*, 215 urm.; 1716, 1742-1744 urm., 1752, 1753, 1755, 1758, 2085;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 235 urm., 883 urm.;  
 THIRY, I, 574; II, 464, 623, 624; III, 623; IV, 157, 180;  
 TROPLONG, *Vente*, I, 361 urm., 474, 477; *Dépôt*, 65; *Mandat*, 391, 392; *Prêt*, 117.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 305 urm., 317, 325-327; (II, ed. 2-a, p. 503; III, part. II, ed. 2-a, p. 395; IV, part. II, ed. 2-a, p. 255; V, p. 327, 328, 349, 396, 444, 496; IX, p. 647, 650; X, p. 278, 303, 353);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 276, 441, 639;  
 MEITANI GEORGE, „Creditorii ipotecari au contra detentorilor imobilului ipotecat, cari îl strică sau îl deteriorează o acțiune în daune?” Dreptul 75/1902;  
 NACU, I, p. 831; II, p. 618 urm.; III, p. 517;  
 PETIT EUGEN, *Notă* sub. Cas. civ. fr., 11 Ian. 1922. Jurispr. Gen. 1925 No. 596;  
 ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. Cas. Fr. civ., 11 Ian. 1920. 1922-III-5.

### Jurisprudență.

1. Neglijența sau culpa contractuală a vânzătorului se va determina după principiile cuprinse în art. 1080 care dispune că diligența ce se cere pentru

îndeplinirea unei obligațiuni este aceea a unui bun proprietar, adică diligența ce omul stăruitor și atentiv pune de ordinar în administrațiunea propriilor sale afaceri. (Apel Buc. III, 179, Oct. 8/88. *Dr.* 78/88).

**Art. 1081.** — Daunele nu sunt debite decât atunci când debitorul este în întârziere de a îndeplini obligațiunea sa, afară numai de cazul când lucrul ce debitorul eră obligat de a da sau a face, nu putea fi dat nici făcut decât într'un timp oarecare ce a trecut. (Civ. 998, 1020, 1065, 1069, 1074, 1075, 1078, 1079, 1321; C. com. 37; Civ. Fr. 1146).

*Text. fr. Art. 1146.* — Les dommages et intérêts ne sont dus que lorsque le débiteur est en demeure de remplir son obligation, excepté néanmoins lorsque la chose que le débiteur s'était obligé de donner ou de faire ne pouvait être donnée ou faite que dans un certain temps qu'il a laissé passer.

### Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 468 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 14, 16, 348;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 722 urm.; *Responsabilité* 239; *Suppl. Obligations*, 213 urm.; *Responsabilité*, 264;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, IV, p. 131; V, p. 531;  
 MOURLON, ed. 7-a II, p. 585, 586;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 227, 170, 1318.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 84 n. 3, 274, 342 urm., 357 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 633 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 424, 425, 454; V, p. 484); *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 159 din 20 Iunie 907. Dreptul 82/907; *Observație* sub. Cas. I, 141 din 30 Iunie 1919. *Tribuna Juridică* 34-36/1920;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 443, 444;  
 NACU, II, p. 622, 624;  
 HOZOC D., *Pactul comisoriu expres*, p. 44.

## Jurisprudență.

1. Dacă locatarul prin somațiune, pune în întârziere pe locator de a-și îndeplini obligațiunea ce-și luase, și acesta nu și-o îndeplinește, devine responsabil de daunele cauzate, și locatorul nu mai e ținut de a răspunde prețul arendei când i se refuză predarea obiectului. (Cas. I, 120/Apr. 28/79, B. p. 279).

2. Chestiunea de a se ști dacă lucrul ce debitorul s'a obligat să dea sau să facă, eră sau nu un lucru care, după art. 1081, nu putea fi dat sau făcut de cât într'un timp oare-care ce a trecut, constituie o chestiune de fapt lăsată la suverana apreciere a judecătorului fondului. (Cas. II, 65/Lun. 18/85, B. p. 550).

3. Chiar după regulele codului civil, debitorul n'are a fi pus în întârziere, când obligația nu putea, după obiectul său, să fie executată în timp util de cât înăuntrul unui termen ce a trecut (art. 1081). (Cas. II, 160/Nov. 28/89, B. p. 995).

4. În cazul când daunele rezultă dintr'un quasi-delicț, nu sunt aplicabile dispozițiunile art. 1081 din codul civil, care se referă la daunele rezultând din neîndeplinirea unei obligațiuni, și după care daunele nu sunt debite decât atunci când debitorul este pus în întârziere a-și îndeplini obligația. (Cas. I, 8 Iunie 1911, B. p. 808).

5. Din faptul că legiuitorul nostru a suprimat art. 1230 c. civ., francez, nu rezultă că s'a suprimat și necesitatea de a pune în întârziere pe debitor, în caz de clauză penală, de oarece acest articol a fost suprimat ca inutil, căci și în Franța nu este decât aplicația unui principiu general, cuprins și la noi în art. 1081 și 1079 c. civ., după care daunele interese nu sunt debite decât atunci când debitorul este în întârziere de a-și îndeplini obligațiunea sa.

Prin urmare, cât timp debitorul n'a

fost pus în întârziere, conform art. 1079 c. civ., un contract nu se poate rezilia și el continuă a-și produce efectele sale juridice. (Cas. I, decizia No. 141, din 30 Iunie 1919, Jurispr. Rom. No. 31-32/919, p. 816).

6. Când se cere rezilierea unui contract de arendare pentru neîndeplinirea obligațiilor impuse de lege, proprietarul nu este dator să pună mai întâi în întârziere pe arendaș, pentru simplul motiv, că art. 1020 și 1021 c. civ. care prevăd condițiunea rezolutorie sub-înțeleasă în contractele sinalagmatice nu cere această condițiune.

Singurul articol care prescrie că debitorul trebuie pus în întârziere este art. 1081 c. civil care tratează despre daune interese ce nu sunt datorite decât sub această condițiune. (Cas. I, deciziunea No. 1 din 14 Ianuarie 1919; Jurispr. Rom. 13-14/919, p. 632. Curier Jud. 2/919).

7. La daunele devenite debite cu efect din momentul cererii lor, dobânda legală curge de la această dată în favoarea reclamantilor conf. art. 1589 c. civ. (C. Apel Buc. s. IV. 7 din 31 Ian. 1922, Curier Jud. 33/922).

8. Când este vorba de daune compensatorii, ele sunt datorite prin simplul fapt al inexecutării obligațiunei, fără a fi nevoie de o punere în întârziere, precum se cere atunci când este vorba de daune moratorii.

În orice caz, punerea în întârziere presupunând că executarea obligațiunei este încă posibilă, ea nu mai este necesară de câte ori executarea ei a devenit cu neputință prin culpa sau faptul debitorului, în care situație daunele sunt datorite de drept creditorului, după cum rezultă din dispoz. art. 1078 și 1081 c. civ. (C. Apel Constanta, 131 din 19 Febr. 1923. Jur. Gen. 1924, No. 140).

9. A se vedea: art. 998 nota 170; art. 1079 cu notele respective.

**Art. 1082.** — Debitorul este osândit, de se cuvine, la plata de daune-interese, sau pentru neexecuția obligațiunei, sau pentru întârzierea execuțiunei, cu toate că nu este rea credință din parte-i, afară numai dacă nu va justifică că neexecutarea provine din o cauză străină, care nu-i poate fi imputată. (Civ. 998, 1069, 1156, 1169; C. com. 37, 63, 67, 84, 524; Civ. Fr. 1147).

*Text. fr. Art. 1147.* — Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.



## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, 95; IV, ed. 5-a, p. 149, 150, 179;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 455 urm.;  
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 275;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 10, 380, 570, 583, 677;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations* 723 urm. *Suppl. Obligations*, 213 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 62 bis, II;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, IV, p. 411; V, p. 131, 536;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 510;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1146, n. 3;  
 LAURENT, XVI, 251;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 585, 586;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 230 urm.;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 436.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 84 n. 3, 274, 342 urm., 357 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 492 nota: V, p. 186, 213, 244, 245, 494, 497, 500, 504 t. și n. 3; IX, p. 272, 273); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 210; *Notă* sub. Trib. Cancerre (Cher), 9 Febr. 1921. *Jurispr. Gen.* 20/1924 No. 1140; *Notă* sub. Trib. Nancy, 9 Aug. 1920. *Jurispr. Gen.* 22/1924 No. 1285; *Notă* sub. C. Paris, 30 Mai 1922. *Jur. Gen.* 1925 No. 901;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 442;  
 DUMITRESCU A. M., II, 359 urm.;  
 FIŢESCU N. I., *Notă* sub. Apel Genova, 3 Nov. 1921. *Pand. Rom.* 1922-III-132;  
 MEITANI GEORGE, „*Creditorii ipotecari au contra detentorilor imobilului ipotecat, cari, îl strică sau îl deteriorează, o acțiune în daune?*” *Dreptul* 75/1902;  
 NACU, II, p. 624.

## Jurisprudență.

1. Art. 1082 supune la daune-interese pe cel care nu execută obligațiunea sa, afară numai dacă nu se va justifica că neexecutarea provine din o cauză ce nu i se poate imputa, de unde rezultă că pentru ca cel obligat să scape de răspundere nu este de ajuns a obiectă și alega numai că din o cauză străină neimputabilă lui, a fost împiedicată executarea, ci trebuie să fie justificată acea cauză. (Cas. I, 25/Ian. 24/83, B. p. 44).

2. Neexecutarea obligațiunii supune pe o parte contractantă la daune-interese în favoarea celeilalte părți. Astfel dacă vânzătorul vinde spre tăiere o pădure, fără a spune cumpărătorului că lucrul vândut e în indiviziune și fără ca cumpărătorul să fi avut cunoștință de aceasta, și cumpărătorul voind să intre în stăpânirea lucrului cumpărat, i-a fost cu neputință din cauza opunerii proprietarului cu care vânzătorul se află în indiviziune în acea pădure, și dacă se constată că ceea ce cumpărătorul a voit să cumpere, a fost un lucru determinat, pe care să-l poată imediat lua în stăpânire, neputința cumpărătorului de a lua în stăpânire lucrul cumpărat din cauza aflării acelu lucrul în indiviziune, justifică aplicațiunea art. 1082 în contra vânzătorului, care a vândut pădurea fără a spune că e în indiviziune. (Cas. I, 138, Martie 30/84, B. p. 277).

3. După art. 1082 daunele-interese nu

sunt debite când neîndeplinirea obligațiunii provine din o cauză străină, care nu se poate imputa debitorului. Astfel, dacă neîndeplinirea obligațiunii vânzătorului de a face întreaga predare a petroleului vândut provine din cauza insuficienței petroleului în puțurile puse în exploatare, fapt care, prin natura lui este străin și independent de voința omului, vânzătorul nu e ținut de daune-interese către cumpărător. — Inșă chiar în cazul când debitorul a justificat că cauza neîndeplinirii obligațiunii sale provine dintr-o cauză străină ce nu i se poate imputa, totuși daunele-interese sunt debite dacă creditorul probează că această cauză străină a fost precedată sau însoțită de vre o greșală a debitorului, fără de care s'ar fi putut împiedica sau cel puțin micșora efectele neîndeplinirii obligațiunii. (Apel Buc. III, 179, Oct. 8/88, *Dr.* 78/88).

4. Legiuitorul prin art. 1082, supune pe debitor să plătească creditorului pentru neexecutarea contractului daune-interese, chiar în cazul când debitorul n'ar fi fost de rea credință, și-l apără de a plăti daune-interese creditorului atunci numai când neexecutarea obligațiunii a provenit dintr'un fapt străin ce nu i se poate imputa. (Cas. I, 348/Nov. 17/89, B. p. 920).

5. Pentru ca neexecutarea unei obligațiuni, sau executarea ei tardivă, să poată da loc la daune, trebuie ca ea să fie imputabilă debitorului, adică că această neexecutare să fie rezultatul

culpei, sau cel puțin al faptei sale. (Cas. III, 15 Martie 1906, B. p. 641).

6. Chestiunea de a se ști, dacă neexecutarea unei obligațiuni este imputabilă debitorului și dacă prin urmare este loc a se acordă daune creditorului, este o chestiune de fapt, pe care instanțele de fond sunt în drept să o aprecieze în mod suveran. (Cas. III, 15 Mart. 1906, B. p. 641).

7. Art. 1082 codul civil apără pe debitor de daune, numai dacă justifică că neexecutarea provine din o cauză străină, care nu-i poate fi imputată. (Cas. I, 5 Dec. 1906, B. p. 1950).

8. Rechiziționarea unui imobil închiriat de către autoritatea militară a puterii ocupante, trebuie considerată ca un caz de forță majoră ale cărei urmări se găsesc reglementate de art. 1423 c. civ., și nu de dispozițiile art. 1426 și 1428 c. civ., — căci nu poate fi vorba de o turburare de drept, în sensul art. 1428 c. civ., care să implice o culpă din partea locatarului și să justifice apoi o acțiune în daune în contra sa, sau să fie vorba de o turburare de fapt, despre care se ocupă art. 1426

c. civ., ale cărei urmări să le suporte numai locatarul, întrucât se poate apăra singur, ci, în cazul unei rechizițiuni, locatarul este lipsit de folosința imobilului închiriat, printr'un fapt, care, atât față de el cât și de locatar, are toate caracterele unui caz de forță majoră, de vreme ce se datorește unei împrejurări neimputabile nici uneia din părți, așa că, toate consecințele acestui fapt au a fi cărmuite de dispozițiunile art. 1423 combinat cu art. 1082 c. civil.

Când printr'o clauză din contract, locatara ia asupra sa riscurile rezultând din cazuri fortuite ori de forță majoră, prevăzute și neprevăzute, instanța de fond, interpretând, în mod suveran, această clauză poate deduce că locatarul a înțeles să renunțe a reclama reducerea de chirie, în cazul când n'ar putea avea folosința integrală a imobilului, pe toată durata contractului, întrucât această clauză constituie legea părților și derogă la prevederile lezei. (Cas. I, decizia civilă No. 201 din 29 Sept. 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 840).

**Art. 1083.** — Nu poate fi loc la daune-interese, când din o forță majoră sau din un caz fortuit, debitorul a fost poprit de a da sau a face aceia la care se obligase, sau a făcut aceia ce îi eră poprit. (Civ. 760, 1156, 1342, 1358, 1423, 1431, 1434, 1435, 1460, 1565 urm., 1601; C. com 428, 492, 506, 594, 610; Civ. Fr. 1148).

*Text. fr. Art. 1148.* — Il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts lorsque, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 103, 104; IV, ed. 5-a, p. 167-170;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations* I, 458-460, 463;  
 CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 275, 306;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 10, 570;  
 DALLOZ, *Rép. Force majeure*, 1 urm., 15 urm.; *Obligations* 739 urm.; *Suppl. Force majeure*, 1 urm., 29 urm.; *Obligations*, 216 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 258 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations* I, p. 483 urm.; IV, p. 412;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 556, 557, 560, 561;  
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1148, n. 8, 19-21;  
 LAURENT, XVI, 268, 269, 272, 277;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 585, 586;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 230 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 84 n. 3, 274, 342 urm., 357 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 492 nota; IX, p. 272, 273); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 210, 211; *Observație* sub. Cas. Fr. 18 Ian. 1912, *Curier Jud.* 10/1914; *Observație* sub. Apel Iena, 9 Iulie 1919  
 Pand. Rom. 1923-III-75; *Observație* sub. Inalta Curte de Justiție din Englitera, 9 Dec. 1919. Pand. Rom. 1923-III-139; *Notă* sub. Trib. Cancerre (Cher) 9 Febr. 1921.  
 Jurispr. Gen. 20/1924. No. 1140; *Notă* sub. C. Paris 30 Mai 1922, Jur. Gen. 1925 No. 901;



CANTACUZINO MATEI, p. 442;

DUMITRESCU A. M., II, 359 urm.;

HAMANGIU C., *Observație* sub. Trib. Com. de Toulon sur Mer (Var), 14 Aug. 1922. Pand. Rom. 1923-III-140;

NAOU, II, p. 624;

TONEANU N. C., „*Greva este caz de forță majoră?*”. Dreptul 30/1922.

### Jurisprudență.

1. În principiu, o forță majoră poate să justifice o întârziere în execuție, după circumstanțele cari au a fi apreciate de instanța de fond; dar dacă asemenea întârziere nu s'ar acorda de instanța de fond, printr'aceasta nu se violează vreun principiu de drept. (Cas. I, 150/Iun. 6/75, B. p. 123).

2. a) În orice convențiune debitorul este obligat de a executa îndatoririle sale, afară numai dacă din cauză de forță majoră sau din un caz fortuit a fost împiedecat de a face ceea ce s'a obligat.

b) Legea nedefinind forța majoră și cazul fortuit, instanțele judecătorești au facultatea de a aprecia dacă evenimentul care a împiedecat executarea convențiunii constituie un caz de forță majoră sau nu.

c) Războiul fiind un eveniment pe care vigilenta umană nu-l poate preveni nici împiedeca, constituie un caz de forță majoră.

d) Cazurile de forță majoră se aplică și în materie de locațiune, astfel că dacă un locatar a fost împiedecat de a avea folosința imobilului închiriat din cauza mobilizării în timpul războiului româno-bulgar, el nu mai poate fi obligat a plăti chiria dacă închirierea a avut loc tocmai pentru intervalul de timp în care a survenit acest război, de oarece chiria fiind echivalentul folosinței imobilului, plata ei ar fi devenit fără cauză în mâinile locatorului.

e) Imputabilitatea neexecutării unei obligațiuni trebuie să fie privită nu în momentul nașterii raporturilor juridice, ci în momentul exigibilității obligațiunii și, dacă în acel timp intervine cazul fortuit sau forța majoră, responsabilitatea debitorului încetează. (Apel Buc. I, No. 42, 1914; Dreptul 1914, p. 183).

3. Aprecierea faptelor din care instanța de fond și-a format convingerea în privința cauzei de forță majoră, care a împiedecat pe una din părți să-și execute obligația luată prin contract, este o chestiune de fapt, lăsată la aprecierea suverană a instanței de fond.

Prin urmare, Tribunalul este în drept ca, apreciind împrejurările de fapt, să constate că ocuparea forțată a unei săli de către adversarii politici ai aceluia care o închiriasse pentru

a ține o întrunire publică, constituie o cauză de forță majoră și că deci, potrivit art. 1083 c. civ., locatarul, nefiind în culpă, nu poate fi obligat la plata daunelor prevăzute în contract. (Cas. I, decizia No. 31 din 19 Ianuarie 1916; Jur. Rom. 1916, p. 292).

4. În principiu pentru ca neexecutarea unei obligațiuni să dea loc la rezilierea contractului sau la daune-interese, se cere să fie o culpă din partea debitorului; când această culpă nu există nu i se poate imputa nimic debitorului și ca atare și responsabilitatea civilă încetează, ca fiind datorită unui caz de forță majoră.

Legea nu determină cazul de forță majoră ci lasă la aprecierea suverană a autorității judecătorești ca să cerceze circumstanțele de fapt și să poată deduce imposibilitatea debitorului de a executa obligația expres stipulată în contract. Doctrina și jurisprudența sunt unanime a recunoaște că o boală grea poate constitui un caz de forță majoră.

În specie intimatul dovedind prin certificat medical că a fost bolnav trei zile de colici gastrice, această boală constituie un caz de forță majoră care înlătură ori ce culpă din partea lui de a nu fi putut plăti chiria la termenul stipulat în contract sub sancțiunea pactului comisor. (C. Apel Buc. s. III, 229 din 17 Nov. 1920, Curier Jud. 81-82, 1920, Pand. Rom. 1922, III, 27).

5. Forța majoră fiind caracterizată prin aceea că ea consistă dintr'un fapt care creează o imposibilitate de a executa, de aci rezultă că în ceea ce privește efectele forței majore, relativ la angajamentele anterioare se consideră că datornicul este liberat de executarea obligației, numai atunci când evenimentul ce constituie cazul de forță majoră atinge obiectul obligației și are un caracter de generalitate, adică când el creează pentru toți o piedică absolută care face imposibilă executarea obligației, iar nu și atunci când el consistă dintr'un fapt care rezultând din situația personală și particulară a datornicului lovește persoana acestuia și produce imposibilitate relativă a executării obligației insuficiență de a opri executarea. (Trib. Brăila s. II, 30 Iunie 1920. Dreptul 38/920)

6. Forța majoră este un eveniment neprevăzut care face imposibilă executarea convențiunii și care pune la adăpost de daune pe cel care nu face

față obligațiunilor contractate. Rășboiul declarat de Germania, României este un eveniment neprevăzut și poate fi o cauză de forță majoră. (C. Apel

Buc. s. I, 4 din 2 Febr. 1920, Pand. Rom. 1922, III, 17).

7. A se vedea: art. 397 nota 1; art. 977 notele 34, 38; art. 998 nota 47).

**Art. 1084.** — Daunele-interese, ce sunt debite creditorului, cuprind în genere perderea ce a suferit și beneficiul de care a fost lipsit, afară de excepțiunile și modificațiunile mai jos menționate. (Civ. 1073, 1075, 1082, 1085, 1086, 1344; Pr. civ. 138, 140, 405; C. com. 37, 67, 81, 84, 110, 111, 119, 522, 524, 570, 577, 579, 581, 594; Civ. Fr. 1149).

*Text. fr. Art. 1149.* — Les dommages et intérêts dus au créancier sont, en général, de la perte qu'il a faite et du gain dont il a été privé, sauf les exceptions et modifications ci-après.

### Doctrină străină

- AUBRY ET RAU, IV, p. 105-107; IV, ed. 5-a, p. 170, 173, 179;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 476, 480, 481;  
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 811;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 21, 35;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 770 urm.; Responsabilité, 230 urm.; *Suppl. Obligations*, 237 urm.; Responsabilité, 258 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 469; IV, p. 114 urm., 161; V, p. 556;  
 HUC, VII, 147;  
 LAURENT, XVI, 281, 283;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 587;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 247 urm.;  
 SALEILLES, *Obligation* ed. 3-a, p. 13, nota 1.

### Doctrină românească

- ALEXANDRESCO, VI, p. 371 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 353; V, p. 449, 483); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 210, 340 nota 4; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 159 din 20 Iunie 1907. Dreptul 82/907; *Observație* sub. Cas. I, 142 din 12 Mart. 1904. Curier Jud. 44/904;  
 BOSSIE ST. C., „*Despre condamnările cominatorii*“. Dreptul 45/914;  
 BUZDUGAN Z. C., „*Daunele cominatorii*“. Curier Jud. 21/913;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 445;  
 COMȘA N. D., *Observație* sub. Trib. Ilfov, s. II, 287/912. Curier Jud. 38/912;  
 DEGRÉ AL., *Scrieri juridice* vol. I, p. 311 urm., „*Condamnarea la daune-interese pentru a se asigura execuțiunea unei obligațiuni de a face*“;  
 FIŢEȘCU N. I., *Notă* sub. Apel Genova, 3 Nov. 1921. Pand. Rom. 1922-III-132;  
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoiu, 395 din 14 Nov. 1923 Jurispr. Gen. 12/1924. No. 697;  
 NACU, II, p. 624;  
 PETIT EUGEN, *Notă* sub. C. Apel Iași s. I, 156 din 7 Dec. 1923. Pand. Rom. 1924-II-107;  
*Notă* sub. C. Apel Iași s. II, 72 din 13 Dec. 1923. Jur. Gen. 11/1924. No. 664;  
 PURICESCU GRIGORE, „*Daune cominatorii*“. Dreptul 18, 21/920; „*Câte-va cuvinte despre dreptul de injuncțiune al judecătorului*“. Dreptul 28, 39/920;  
 SIPSON M. CONSTANTIN, „*Sancțiunea civilă a obligațiunilor de a face*“. Dreptul 9/1901;  
 VASILESCU P., „*Critica daunelor morale în Dreptul civil*“. Dreptul 63/1915.

### INDEX ALFABETIC

Apel 2, 6.	Culpă 3, 7 bis, 10, 12, 14.	Forță majoră 3.	Recurs 2, 4, 7 bis, 11,
Apreciere suverană 2 bis,	Custode 2.	Garanție 12.	14.
3, 7, 7 bis, 9, 11, 13, 14.	Daune compensatorii 6, 7,	Hotărâre, motivare 9, 11.	Regulament de transport
Bani 1.	12.	Intârziere (punere în) 10.	pe C. F. R. 5, 6.
Beneficiu 13.	Daune-interese 1-14.	Interogator 13.	Reziliere 7.
Camera arbitrală 14.	Daune moratorii 6, 7.	Motivarea sentinței 9, 11.	Scrisoare de trăsură 5, 6.
Casare, a se vedea „Recurs“.	Depozit 2.	Neglijență 8.	Sechestru 2.
Caz fortuit, a se vedea	Direcți consecință 2.	Obligație de a da 10.	Sume de bani 1.
„Forță majoră“.	Dobânzi 1, 7.	Obligație de a face 10.	Suverană apreciere 2 bis,
Consecință direcți 2.	Dol 2, 8.	Porte-fort (convenție de)	3, 7, 7 bis, 9, 11, 13.
Convenție de porte-fort 12.	Dovezi 13, 14.	12.	Transport pe C. F. R. 5,
Quantumul daunelor, a se	Evaluarea daunelor, a se	Prejudiciu 3, 4, 7, 14.	6, 8.
vedea „Apreciere suverană“.	vedea „Apreciere suverană“.	Probe 13.	Tuică 7.
	Executare 1.	Punere în intârziere 10.	Vânzare-cumpărare 7, 12,
		Quantumul daunelor a se	14.
		vedea „Apreciere suverană“.	



## Jurisprudență.

1. Tribunalul obligând pe parte, pe lângă înapoierea sumei ce se împlinise cu ocaziunea executării unor cărți de judecată, și la plata de daune-interese, violează art. 1084, de oarece pierderea ce a suferit executatul și beneficiul de care a fost lipsit nu eră alt decât dobânda sumei primită de către următor, la care dobândă numai putea fi obligat după art. 1084 (Cas. I, 97/80, Mart. 8/80, B. p. 113).

2. După art. 422 din procedura civilă, combinat cu articolele 1084 și 1086 din codul civil, custodele este ținut a răspunde de orice pagubă se va aduce creditorului din cauza neglijenței sale, iar daunele interese ce sunt debite creditorului coprind, în genere, pierderea ce a suferit și beneficiul de care a fost lipsit. Dacă paguba rezultă din dolul debitorului, chiar în acest caz, daunele interese nu trebuie să cuprindă mai mult decât ceace este o consecință directă și necesară a neexecutării obligațiunei. Prin urmare pe baza acestor principii, custodele care, după art. 1633 din Codul civil, este obligat să dea de față depozitul pentru vânzare spre îndestularea sechestrantului, nu poate fi ținut decât de pagubele ce partea vătămată a suferit în realitate și care trebuie a fi anume constatate de instanța de fond, astfel în cât, dacă această instanță condamnă pe custode la plata întregii creanțe a creditorului sechestrant, fără a constată ce daune a suferit acesta prin faptul custodelui, violează textele de lege mai sus citate, și, ca atare, sentința sa urmează a fi casată. (Cas. I, 458/901 B. p. 1591).

2 bis. Instanța de apel nu violează dispozițiunile art. 1000 și 1084 din cod. civil, ci uzează de un drept suveran al său atunci când, apreciind dauna suferită de cineva, fixează cuantumul despăgubirilor la o sumă fixă, în loc de dare lunară, cum acordase prima instanță. (Cas. I, 16 Mai 1908, B. p. 825).

3. Când se constată că faptul producător de daună este datorit excluzia culpei uneia din părți iar nu vreunui caz fortuit, acea parte e ținută să răspundă nu numai de pierderile reale suferite de cealaltă parte ci și de beneficiile de care a fost lipsit (1084 c. c.) iar instanța de fond apreciază în mod suveran dacă există sau nu culpă și prejudiciu cum și care e quantumul daunelor suferite. (Cas. I, 778 din 2. Nov. 1912. Jur. Rom. 2/913).

4. Constatarea daunelor și fixarea cuantumului lor sunt chestiuni de apreciere în privința cărora decizia instanței de fond nu poate fi supusă controlului Curții de Casație, dacă instanța de fond arată pe ce elemente

s'a întemeiat pentru a constată și fixa daunele. (Cas. I, 549/912. Curier Jud. 65/1912).

5. Din combinațiunea art. 64, 67 și 68 din regulamentul de transport pe căile ferate, rezultă că s'a derogat la dreptul comun din art. 1084 c. civ., în sensul că în cazul pierderii obiectului de transportat pe căile ferate, când nu s'a inserat în scrisoarea de trăsura cifra despăgubirei, nu are să se plătească de direcție decât valoarea obiectului iar nu și daune.

Prin urmare, din momentul ce regulamentul de transport formează contractul dintre părți, instanța de fond nu poate acorda alte daune în caz de pierdere, de cât valoarea lucrului pierdut. (Cas. I, decizia No. 230, 1914, Curier Jud. 1914, p. 396, Jur. Rom. 1914, p. 407).

6. Prin art. 64 și urm. din Regulamentul de transport pe căile ferate, — care prevede că în caz când nu s'a inserat în scrisoarea de trăsura țifra despăgubirilor, Direcția C. F., răspunde de valoarea mărfii pierdute sau vătămate nu și de daune, — s'a derogat dela dreptul comun numai în ce privește daunele provenite din pierdere sau vătămare; în ce privește daunele provenite din întârziere, regulamentul de transport neocupându-se de astfel de daune, ele rămân datorite conform dreptului comun, adică conform art. 428 c. com., care face răspunzător pe căraș de toate prejudiciile aduse expeditorului prin întârzierea în predarea transportului peste termen.

Prin urmare, cu drept cuvânt Tribunalul a obligat pe Direcția C. F. să plătească daune pentru întârziere în predarea unei mărfii care a fost transportată pe căile ferate și care a fost găsită rătăcită în magazinele Direcției după un an și jumătate dela expediere.

Dacă reclamantul a cerut la prima instanță daune, fără să distingă între cele compensatorii și cele moratorii și dacă în timpul judecății în apel marfa transportată pe căile ferate, care se credea pierdută — și pentru care se intentase acțiune cerându-se valoarea ei și daune, — a fost găsită rătăcită în magazinele Direcției, instanța de apel poate să acorde daune provenite din întârzierea în predare, fără să se poată zice că s'a schimbat cauza acțiunei în apel. (Cas. I, decizia No. 515, din 29 Septembrie 1915, Jurispr. Rom. 1915, p. 618).

7. Dispozițiile art. 1088 c. civ., cari regulează dobânzile moratorii pentru cazul de neexecutarea unei obligații ce are de obiect o sumă de bani, nu sunt aplicabile la desdăunările ce se pot alocă pentru cazul de neexecutarea unei obligații ce are de obiect de a face sau de a da un lucru care nu con-



sistă în bani, care caz este prevăzut de dispozițiile art. 1084 și urm. c. civ., după care judecătorii fondului având toată latitudinea pentru a determina, după aprecierea lor discreționară quantumul desdăunărilor, pot ca principal să ordone a se plăti și dobânzi ca compliment, calculate de la epoca de când cred că ele pot deveni, împreună cu principalul o desdăunare compensatorie a prejudiciului suferit prin neexecutare, fie această epocă anterioară, fie posterioară chemării în judecată.

Prin urmare în specie, fiind o vânzare de circa 809 decalitri de țuică de prune pe care părâta trebuia s'o primească de la reclamant și fiind vorba de rezilierea unei convenții cu daune-interese nu se pot aplica de cât dispozițiile art. 1084 c. civ. (C. Apel Buc. s. IV, 25 din 19 Mai 1920, Curier Jud. 42-43/920 și 65-66/920, Pand. Rom. 1922, III, 21).

7 bis. Chestiunea de a se ști dacă partea, care nu a fost în culpă, a suferit sau nu daune din neexecutarea unui contract, precum și determinarea acestor daune, constituie o chestiune de fapt, care scapă de sub controlul Inaltei Curți de Casație. (Cas. III, 378 din 14 Mart. 1922, Pand. Rom. 1924, I, 264).

8. Potrivit dispozițiilor art. 430 al. 2 c. com., cărașul pentru mărfurile pierdute cu ocazia transportului, nu trebuie în principiu să plătească decât valoarea acelor mărfuri și pentru ca să poată fi obligat să plătească și daune, potrivit dispozițiilor art. 1084 și 1085 c. civ., expeditorul mărfurilor trebuie să dovedească că pierderea lor a provenit din cauza dolului sau a neglijenței vădite a cărașului sau a prepușilor săi. (Trib. Dorohoi sent. din 19 Aprilie 1923, Jur. Gen. 1923, No. 879).

9. Instanțele de fond nu sunt ținute să motiveze și să fixeze în parte fiecare din cel două elemente constitutive ale daunelor interese, prevăzute de art. 1084 cod. civ. ci este suficient ca motivarea lor să cuprindă constatarea, aprecierea și fixarea daunelor în total.

Prin urmare, în speță, din motivarea instanței de fond deși sumară, reese din convingerea sa, întemeiată pe faptele pricinii, că beneficiul de care recurenta a fost lipsită, trebuie înglobat în suma totală a despăgubirilor acordate, și deciziunea sa nu poate fi casată. (Cas. III, dec. 191 din 13 Februarie, 1924, Jur. Gen. 1924, No. 627).

10. Obligațiunea de a da se deosebește de obligațiunea de a face, care, în caz de neexecutare din partea debitorului, se rezolvă totdeauna în daune interese, dar dacă e necontestat că atunci când e vorba de o obligațiune de a da, debitorul poate fi constrâns de justiție de a predă

lucrul însuși, nu e mai puțin adevărat că creditorul are alegerea de a cere fie predarea forțată a lucrului, când e posibilă, fie condamnarea debitorului la daune interese, când predarea lucrului a devenit imposibilă din culpa lui, sau când, pus în întârziere, refuză a-și îndeplini obligațiunea.

În sensul acesta se recunoaște în doctrină, că daunele interese sunt susceptibile de a se aplica obligațiunii de a da în următoarele cazuri: a) Când debitorul a distrus prin culpa sau faptul său, corpul cerut, ce făcea obiectul obligațiunii; b) când îl ascunde și creditorul nu știe de unde să-l ia și c) când debitorul este în întârziere de a-și îndeplini obligațiunea de a predă.

Ceva mai mult, în această din urmă ipoteză a debitorului recalitrant pus în întârziere, se admite că justiția poate ordona, în caz de inexecuțiune sau de întârziere în executarea convențiunii, ca lucrul să rămâie pe seama părții care e în culpă sau în întârziere proprietatea acestui lucru, fiindu-i impusă ca o reparațiune a daunei, cu sarcina pentru dânsa de a plăti celeilalte părți întreaga valoare a lucrului; așa că daunele nu sunt alocate, în acest caz, sub formă de indemnitate pecuniară, ci ca reprezentând însăși valoarea lucrului. (C. Apel Constanța 16 din 4 April 1924, Bul. C. Apel 8/924).

11. Aprecieriua cuantumului daunelor aparține instanțelor de fond fără posibilitate de control din partea Curții de casație.

Aceasta însă presupune că, hotărîrea instanței de fond satisface cerințele esențiale oricărei hotărîri judecătorești, acelea de a arăta motivele de fapt și de drept, pe cari își spirjină soluțiunea.

Intrucât în speță Curtea de apel nu motivează pe ce elemente de apreciere s'a întemeiat atunci când a obligat pe recurent la plată de daune, pentru a se putea vedea dacă acestea nu cuprind erori de drept și de fapt și dacă principiile referitoare la fixarea daunelor prevăzute de art. 1084 și 1085 c. c., au fost respectate în aplicarea lor, prin aceasta este învederat că, Curtea a dat o deciziune lipsită de bază legală, care urmează a fi casată. (Cas. I, dec. 958 din 29 Mai 1924, Jur. Gen. 1924 No. 1448).

12. În convențiunea numită în doctrină de port-fort, dacă se constată că acela care s'a făcut forte să determine pe altcineva să consimtă la încheierea unui act în speță la o vânzare, este în culpă, din cauza neexecutării obligațiunii ce și-a luat, el poate fi obligat la daune compensatorii, dacă se dovedește că partea către care s'a obligat, a suferit în adevăr un prejudiciu. (C. Apel Iași, s. I. decizia civilă No. 1, din 1 Ianuarie 1924, Bul. C. Apel 2/924).



13. Pentru determinarea quantumului valorii daunelor și anume a lipsei de beneficiu, pe care o parte dintr'un proces pretinde că li-a suferit, prin faptul celeilalte părți, ea este obligată să prezinte tribunalului elemente suficiente de apreciere de oarece în această materie, ca și în celelalte de altfel, cari formează speciile ce i se prezintă tribunalului spre soluționare, acesta nu se poate întemeia pentru fixarea quantumului daunelor suferite pe cunoștințele personale ale magistratilor cari compun instanța, aceste cunoștințe neputând fi cunoscute de către părțile în litigiu și deci a fi puse în situațiunea de a le putea discuta.

Deasemenea lipsa pârâtului la interogator, nu poate constitui o dovadă pentru determinarea quantumului daunelor suferite de către reclamant, de oare ce aceste daune, deși sunt o consecință a faptelor pârâtului, totuși nu constituiesc un fapt personal al său, ci un fapt cunoscut numai de către reclamant, care este ținut a-l dovedi prin mijloacele admise de lege. (Trib. Pra-

hova s. II. 7 Febr. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 2116).

14. Dacă în principiu obligațiunea de daune interese contractuale are la baza ei, ca element esențial, culpa părții care prin faptul sau omisiunea ei zădărnicește executarea contractului, acest element al culpei nu este suficient pentru a se recunoaște celelalte părți dreptul de daune, ci mai trebuie să se stabilească că, prin neexecutarea contractului, partea care nu este în culpă a suferit vre-un prejudiciu, ceea ce constituie al doilea element esențial, fără de care daunele interese nu pot fi debite.

Prin urmare, întrucât în specie Camera arbitrală constată și motivează că, recurenții nu au suferit nici o pagubă prin neexecutarea de către intimat a contractului de vânzare și nu au fost privați de nici un beneficiu cu drept cuvânt a considerat cererea lor de daune, ca nedovedită și a respins-o ca atare. (Cas. III. 1956 din 31 Oct. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 414).

15. A se vedea: art. 998 notele 180, 189; art. 1073 cu notele respective.

**Art. 1085.** — Debitorul nu răspunde decât de daunele-interese cari au fost prevăzute, sau cari au putut fi prevăzute la facerea contractului, când neîndeplinirea obligațiunei nu provine din dolul său. (Civ. 960, 1086, 1344—1346; Civ. Fr. 1150).

*Text. fr. Art. 1150.* — Le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est point exécutée.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 105; IV, ed. 5-a, p. 171;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 486;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a II, p. 22, 29, 472, 582, 657;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 789 urm.; *Suppl. Obligations*, 246 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 66 bis, III, IV;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, IV, p. 10, 11, 121 urm.; V, p. 131, 245, 550;  
 DEMOLOMBE XXIV, 590 urm.;  
 HUC, VII, 148;  
 LAURENT, XVI, 289 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 587;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 248;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 23.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 375, 376 urm., 380; (V, p. 484, 566);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 434, 445, 446, 645;  
 CERBAN ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 791 din 10 Oct. 921. Curier Jud. 37/922;  
 FINTESCU N. I., *Notă* sub. Apel Genova, 3 Nov. 1921. Pand. Rom. 1922-III-132;  
 NACU, II, p. 624;  
 PETIT EUGEN, *Notă* sub. C. Apel Iași s. I, 156 din 7 Dec. 1923. Pand. Rom. 1924-II-107;  
*Notă* Apel C. sub. Iași s. II, 72 din 13 Dec. 1923. Jurispr. Gen. 11/1924. No. 664,  
*Notă* sub. Cas. civ. Fr. 11 Ian. 1922. Jur. Gen. 1925, No. 597;  
 ȘTEFĂNESCU-PRIBOI C. D., *L'idée de faute et la responsabilité des choses inanimées*.

**Art. 1086.** — Chiar în cazul când neexecutarea obligațiunii rezultă din dolul debitorului, daunele-interese nu trebuie să cuprindă decât aceea ce este o consecință directă și necesară a neexecutării obligațiunii. (Civ. 1085; Civ. Fr. 1151).

*Text. fr. Art. 1151.* — Dans le cas même où l'inexécution de la convention résulte du dol du débiteur, les dommages et intérêts ne doivent comprendre, à l'égard de la perte éprouvée par le créancier et du gain dont il a été privé, que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 172;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 487, 488;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 21, 23, 29;  
 DALLOZ, *Rép. Responsabilité*, 232 urm.; *Obligations*, 789 urm.; *Suppl. Obligations*, 246 urm.; *Responsabilité* 267 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, IV, p. 10, 11, 121 urm.; V, p. 529;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 598-604;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1151;  
 LAURENT, XVI, 295, 298;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 587;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 249.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 375, 376 urm., 380; (V, p. 426 n. 2, 485); *Observație* sub. Trib. Com. Reims, 19 Aug. 1920. Pand. Rom. 1922-III-115;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 445;  
 CERBAN ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 791 din 10 Oct. 921. Curier Jud. 37/922;  
 NACU, II, p. 624;  
 PETIT EUGEN, *Notă* sub. Cas. Civ. Fr., 11 Ian. 1922. Jur. Gen. 1925 No. 596.

#### Jurisprudență.

1. Art. 1086 prevede ipoteza unor despăgubiri cerute pentru neexecutarea unui contract; în cazul însă când acțiunea are de obiect o cerere de despăgubiri rezultând dintr-un delict. în această materie judecătorii de fond sunt suverani întru a aprecia și fixa

quantum despăgubirei. (Cas. I, 22 Ian. 22/90, B. p. 33).

2. Art. 1086 se aplică numai în cazul când nu se execută obligațiunea rezultând din o convențiune, iar nu și la faptele care constituiesc un quasi-delict (Cas. I, 149/Apr. 28/92, B. p. 355).

3. A se vedea: art. 998 nota 179.

**Art. 1087.** — Când convențiunea cuprinde, că partea care nu va execută va plăti o sumă oarecare drept daune-interese <sup>1)</sup>, nu se poate acordă celeilalte părți o sumă nici mai mare nici mai mică. (Civ. 980, 1066 urm., 1069 urm., 1312; Leg. 20 Febr. 79; Civ. Fr. 1152).

*Text. fr. Art. 1152.* — Lorsque la convention porte que celui qui manquera de l'exécuter paiera une certaine somme à titre de dommages-intérêts, il ne peut être alloué à l'autre partie une somme plus forte ni moindre.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 106, 114; IV, ed. 5-a, p. 173, 190;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 492, 493;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 744;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 21, 24, 25, 591;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 831 urm.; *Suppl. Obligations*, 265 urm.;

1) A se vedea sub art. 1066 Cod. Civ. în notă, legea din 20 Febr. 1879 asupra clauzei penale.



DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 167 bis;  
 DEMOGUE I, *Sources des Obligations* V, p. 456;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 663;  
 LAURENT, XVI, 451;  
 MOURLON, ed. 7-a, 588;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 253 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, p. 258, 269, 345, 382; *Notă* sub. Trib. Cancerre (Cher), 9 Febr. 1921.  
 Jurispr. Gen. 20/1924 No. 1140;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 446;  
 NACU, II, p. 625;  
 RĂDULESCU SILIU, *Observație*, sub. Cas. Fr., 15 April 1913. Dreptul 8/1919.

### Jurisprudență.

1. A se vedeà toate notele de sub art. 1066, 1069 și 1070.

**Art. 1088.** — La obligațiunile cari au de obiect o sumă oarecare, daunele-interese pentru neexecutare nu pot cuprinde decât dobânda legală, afară de regulile speciale în materie de comerț, de fidejusiune <sup>1)</sup> și societate.

Aceste daune-interese se cuvin fără ca creditorul să fie ținut a justifică despre vre-o pagubă; nu sunt debite decât din ziua cererei în judecată, afară de cazurile în cari, după lege, dobânda curge de drept. (Civ. 399, 400, 420, 994, 1078 urm., 1081, 1087, 1089, 1090, 1241, 1278, 1363, 1504, 1539, 1544, 1550, 1586, 1589, 1608, 1669; C. com. 43, 84, 335, 336 § 1, 372, 380, 383, 766; Civ. Fr. 1153; Civ. Ital. 1231).

*Text. fr. Art. 1153.* — Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi; sauf les règles particulières au commerce et au cautionnement.

Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte.

Il ne sont dus que du jour de la demande, excepté, dans le cas où la loi les fait courir de plein droit.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 107, 108; IV, ed. 5-a, p. 156-158, 173-177;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 497, 500, 507, 508, 518;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 47, 520; II, p. 27, 30, 421, 489, 722, 1034; ed. 1-a, III, p. 224, 440, 441, 461, 544;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 839 urm.; Prêt à intérêt, 17 urm.; Responsabilité, 239 urm.;  
*Suppl. Obligations*, 270 urm.; Prêt à intérêt, 24 urm.; Responsabilité 265 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 70 bis, III, IV;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 75, 128, 175 urm.; IV, p. 133; V, p. 531;  
 DEMOLOMBE XXIV, 621, 633, 634, 642, 643;  
 HUC, VII, p. 154, 161;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1153, n. 18;  
 LAURENT, XVI, 313, 317, 326, 328, 334; *Droit civ. int.*, VII, 216;  
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, IV, 841;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 589 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 264 urm.;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 27.

1) Adică: garanție, cheazășie.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 187 n. 2, 362, 394 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 305, 529 n. 2, 581, 582; III, part. II, ed. 2-a, p. 105, 391, 629, 676, 914; IV, part. I, ed. 2-a, p. 658 nota; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 250; 604-606, 628; IX, p. 590-592, 677, 683, 686, 699, 700; X, p. 39);

ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. C. Apel Oradea-Mare, 13 Nov. 1924, *Curier Jud.* 16/925; CANTACUZINO MATEI, p. 447, 516, 540;

GALEȘESCU-PYK D., „*Plățile în monedă străină*“. *Curier Jud.* 3/925;

NACU, I, p. 657; II, p. 490, 627 urm.;

RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. Fr., 14 Febr. 1911. *Dreptul*, 44/1911.

## Jurisprudență.

1. La obligațiunile cari au de obiect plata unei sume de bani, întârzierea la executare nu poate atrage o altă despăgubire de cât o condamnare la plata dobânzii fixată de lege, fără o altă examinare din partea judecătorului, dacă adică a rezultat sau nu pagubă din cauză de întârziere; însă, despăgubirea pentru neexecutarea obligațiunilor care au de obiect nu plata unei sume de bani, sau cea pentru repararea daunelor rezultate dintr'un quasi-delict, nu este fixată de lege, ci numai de judecători, când părțile nu convin între dânsese; atunci judecătorii sunt suverani apreciatori întru a ști dacă în adevăr se cuvine o despăgubire, și care este întinderea acelei despăgubiri. (Cas. II, 41/Mart. 8/72, B. p. 100).

2. Fiind chestiunea de niște daune rezultate dintr'un quasi-delict din partea creditorului cu vânzarea pe nedrept a unei averi, când proprietarul ei nu se cunoaște debitor cu ceva, judecata e în drept a acordă dobândă la prețul rezultat din vânzarea acelei averi din momentul vânzării. (Cas. I, 17/Ian. 21/76, B. p. 19).

3. După art. 577 pr. civ., dacă din o constatare nefundată se va aduce întârziere în plata unei creanțe, creditorii sunt în drept de a cere daune de la contestatorii neîntemeiați. Art. 1088 c. civ. nu poate fi aplicabil în specie, căci în acest text de lege se vorbește de dobânzi moratorii. (Cas. I, 248/Iun. 26/89, B. p. 633).

**Art. 1089.** — Dobânda pe timpul trecut, poate produce dobândă, sau prin cerere în judecată, sau prin convențiune specială, numai ca, sau în cerere sau în convențiune, să fie cestiune de dobândă debită cel puțin pentru un an întreg.

**Ad. Leg. 20 Febr. 1879**<sup>1)</sup>. Clauza prin care, de mai înainte și în momentul formării unei convențiuni alta decât o convențiune comercială, se va stipulă dobândă la dobânzile datorite pentru un an, sau pentru mai puțin, ori mai mult de un an, sau la alte venituri viitoare, se va declară nulă. (Civ. 994, 1088, 1090; Pr. civ. 327; C. com. 43; Civ. Fr. 1154).

4. După art. 1088 și urm. daunele interese, ce ar decurge din neîndeplinirea unei obligații de a depune o sumă de bani la un timp determinat, nu poate să consiste decât în plata unei dobânzi legale, calculată numai dela intentarea acțiunii. (Cas. I, 119/94 B. p. 260).

5. Dobânda nu se datorește decât din ziua cererii în judecată, afară de cazurile în care, după lege, dobânda curge de drept. Judecata, care acordă dobânda dela un alt termen fără a motiva pentru ce a acordat-o astfel, dă o hotărâre nemotivată și deci casabilă. (Cas. I, 453/900, B. p. 1375).

6. Cererea de dobânzi nu este o cerere nouă ci un accesoriu al cererii principale după oum această rezultă din dispozițiile art. 1088 c. civ., prin care se prevede că dobânzile se datoresc din ziua intentării acțiunii. (C. Craiova s. I, 112/912, *Curier Jud.* 67/1912).

7. Prin tractatul de pace dela București din 28 Iulie 1913, cedându-se de statul bulgar României o parte din teritoriul său, prin această cedare statul român s'a substituit în toate drepturile și obligațiunile statului bulgar.

Prin urmare, dela data sus menționată aplicându-se în acest teritoriu legile române, procentele legale în materie comercială au a fi cele prevăzute în aceste legi. (Trib. Durostor, Apr. 1914; *Dreptul* 1914 p. 399).

8. A se vedeă: art. 738 nota 1; art. 998 notele 110, 170, 180, 188; art. 1084 notele 1, 7; art. 1586 și 1589 cu notele respective.

<sup>1)</sup> Legea din 20 Februarie 1879: Art. 3. La art. 1089 din Codul Civil se adaugă următorul aliniat. Urmează textul de mai sus, care formează aliniatul al 2-lea al art. 1089.



*Text. fr. Art. 1154.* — Les intérêts échus des capitaux peuvent produire des intérêts, ou par une demande judiciaire, ou par une convention spéciale, pourvu que, soit dans la demande, soit dans la convention, il s'agisse d'intérêts dus au moins pour une année entière.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 109-112; IV, ed. 5-a, p. 180-187;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 526, 528-531, 533-538, 540, 546-552;  
 BOISTEL, *Cours de dr. comm.*, 886;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 31, 108; ed. 1-a, III, p. 544;  
 DALLOZ, *Rép. Prêt à intérêt* 128 urm.; *Suppl. Prêt à intérêt* 97 urm., 403, 404;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 71 bis, III-V;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 653, 655, 656, 658, 659, 667;  
 HUC, VII, 163-165;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1154, n. 4-8; 1155, n. 8;  
 LAURENT, XVI, 341-344, 346;  
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, III, 33; IV, 844, 845;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 593 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2096 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IV, p. 414 urm., 416 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 105, 391, 629, 676; IV, part. II, ed. 2-a, p. 378, 528); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, 327, 342, 343, 344;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 447;  
 NACU, I, p. 67, 627 urm.

#### Jurisprudență.

1. Creditorul pentru a avea dreptul să ceară dobândă la dobândă, trebuie să intente acțiune în judecată la împlinirea unui an de dobândă datorită, sau după expirarea aceluși termen să formeze o convențiune specială cu debitorul său. (Apel Buc. I, 180, Iun. 13/79, *Dr.* 35/79).

2. Art. 1089 dispune că de câte ori se cere o sumă de bani interesele curg de la data intentării procesului, fără să se facă vre-o distincțiune dacă sumele ce se pretind constituiesc un capital sau provin din dobânzi. Astfel fiind, se pot cere dobânzi la cupoanele datorite. (Apel Buc. I. 258, Oct. 18/80, *Dr.* 14/81).

3. Creanța devenind exigibilă înaintea punerii în lucrare a legii din 20 Febr. 1879 asupra clauzei penale, do-

bânda a început să curgă de atunci și deci ea nu poate fi redusă fără a se nesocoti convențiunea dintre părți și principiul neretroactivității legilor. (Apel Buc. I, 280, Nov. 24/82, *Dr.* 6/82).

4. Deși, în teză generală, nu se pot pretinde dobânzi la dobânzi de cât în condițiunile specificate de art. 1089, totuși, în materia vânzării bunurilor domeniiale, cumpărătorii acelor domenii sunt supuși în privința modului de plată a pretului și a dobânzilor, unei legislațiuni speciale. legea din Martie 1868 și regulamentul de aplicațiunea acelei legi din Maiu 1868. (Apel Buc. I, 218, Oct. 12/90, *Dr.* 79/90).

5. În lipsă de o stipulațiune expresă de anatocism, instanțele de fond nu sunt ținute a admite plata de dobânzi la dobânzele ratelor întârziate. (Cas. III, 21 Martie 1906, B. p. 661).

6. A se vedea: art. 1090 nota 1.

**Art. 1090.** — Cu toate acestea, veniturile, pe timpul trecut, precum: arenze, chirii, venituri de rendite perpetue sau pe vieată, produc dobândă din ziua cererii, sau a convențiunei.

Aceiași regulă se aplică la restituțiuni de fructe, și la dobânzile plătite de o a treia persoană creditorului, în comptul debitorului. (Civ. 485, 1088, 1089, 1363; Pr. civ. 139; C. com. 4; Civ. Fr. 1155).

*Text. fr. Art. 1155.* — Néanmoins les revenus échus, tels que fermages, loyers, arrérages de rentes perpétuelles ou viagères, produisent intérêt du jour de la demande ou de la convention.

La même règle s'applique aux restitutions de fruits, et aux intérêts payés par un tiers au créancier en acquit du débiteur.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 111, 112; IV, ed. 5-a, p. 183, 184;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 544, 545;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 32, 33;  
 DALLOZ, *Rép. Prêt à intérêt*, 155 urm.; *Suppl. Prêt à intérêt*, 112;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 75;  
 LAROMBIÈRE, II, art. 1154, 1155 n. 5 și 8;  
 LAURENT, XVI, 352, 353;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 596;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2096 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 425 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 105, 391, 629, 676);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 447;  
 NACU, II, p. 627 urm.

## Jurisprudență.

1. În lipsă de o stipulațiune expresă de anatocism, instanțele de fond nu sunt ținute a admite plata de dobânzi la dobânzile ratelor întârziate.

Determinarea obiectului și întinde-

rii convențiunilor, cât și stabilirea intențiunii părților, în lipsă de clauze exprese, constituie cestiu de fapt ce intră în atributul suveran al instanțelor de fond. (Cas. III, 21 Mart. 1906, B. p. 661).

2. A se vedea: art. 998 nota 110.

## CAPITOLUL VIII.

*Despre stingerea obligațiunilor.*

Art. 1091. — Obligațiunile se sting prin plată, prin novațiune, prin remitere voluntară, prin compensațiune, prin confuziune, prin predarea <sup>1)</sup> lucrului, prin anulare sau resciziune, prin efectul condițiunei rezolutorie și prin prescripțiune. (Civ. 1019 urm., 1092 urm., 1128 urm., 1138 urm., 1143 urm., 1154 urm., 1156 urm., 1837 urm.; L. timbr. 15; Civ. Fr. 1234).

*Text. fr. Art. 1234.* — Les obligations s'éteignent,

Par le paiement,

Par la novation,

Par la remise volontaire,

Par la compensation,

Par la confusion,

Par la perte de la chose,

Par la nullité ou la rescision,

Par l'effet de la condition résolutoire, qui a été expliquée au chapitre précédent,

Et par la prescription, qui fera l'objet d'un titre particulier.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 166; IV, ed. 5-a, p. 271, 272;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1383;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 167, 243 695;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, p. II, p. 512;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1632 urm.; *Suppl. Obligations*, 672 urm.;  
 LAURENT, XVII, 597, 598;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 667, 668;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 399.

1) Din eroare se zice aici „predare” în loc de „pierdere”, cum este de altfel și în textul francez.



## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 428 urm., 683, 690; (III, part. I, ed. 2-a, p. 853; III, part. II, ed. 2-a, p. 739);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 472;  
 NACU, II, p. 633, 634, 635.

Secțiunea I. — *Despre plată.*§ 1. *Despre plată în genere.*

**Art. 1092.** — Orice plată presupune o datorie; ceace s'a plătit fără să fie debit este supus repetițiunii.

Repetițiunea nu este admisă în privința obligațiunilor naturale, cari au fost achitate de bună voie. (Civ. 186, 992 urm., 1023, 1158, 1169, 1588, 1636, 1638; Civ. Fr. 1235).

*Text fr. Art. 1235.* — Tout paiement suppose une dette: ce qui a été payé sans être du, est sujet à répétition.

La répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 4-8, 10-12; IV, ed. 5-a, p. 5-10, 12-15;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1385, 1386, 1652 urm.;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 433, 449, 655;  
 CAPITANT, *De la Cause des obligations*, p. 236;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 65, 71, 76, 410, 411;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1048 urm., 1641 urm.; *Suppl. Obligations*, 381 urm., 673 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 174 bis; 174 bis, IV-X;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 351; XXVII, 35-45;  
 HUC, IV, 235, 237, 239;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1235, n° 6, 11;  
 LAURENT, XIII, 113; XVII, 10, 12-16, 18, 19, 21, 22;  
 LYON-CAËN ET RENAULT, *Précis de dr. comm.*, p. 743;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 669 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 338, 400;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 453 nota 2.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 6 urm., 432 urm., 673, 788; (I, p. 697 n. 3; III, partea II, ed. 2-a, p. 606 n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 259, 320, 321, 323, 489, 578 n. 1; V, p. 53, 151, 363 urm.; VII, p. 59; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 100 n. 2, 185, 186 t. și n. 1; X, p. 89; XI, p. 39); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 343; *Observație* sub. C. Apel Venezia, 11 Mai 1912. Dreptul, 26/1913; *Observație* sub. Trib. Tutova, 26 Mai 1909. Dreptul 41/1910; *Observație* sub. Curtea supremă din Austria, 14 Dec. 1898. Curier Jud. 67/1900; *Observație* sub. Trib. civil din Nancy, 30 Ian. 1905. Curier Jud. 13/906; *Observație* sub. Com. Centr. de Jud. de pe lângă „Casa noastră” (Basarabia), 30 Mai 1922. Pand. Rom. 1923-III-59; *Notă* sub. Trib. Cahors, (Lot), 9 Dec. 1922. Jurispr. Gen. 12/924 No. 714;  
 ALEXANDRESCO TRAIAN, *Notă* sub. Trib. Teleorman s. II, 25 Iunie 1920. Pand. Rom. 1922-II-78; *Observație* sub. Cas. Fr. civ., 25 Ian. 1921. Pand. Rom. 1923-III-96;  
 BARASCH I. MARCO, *Observație* sub. C. Apel Poitiers, 26 April 1923. Pand. Rom. 1924-III-31;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 421, 473, 474;  
 COANDĂ I., „*Obligațiile naturale*”, Pagini Juridice 35/1908;  
 LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Regula de drept și Jurisprudența actuală*, „Despre eroarea de drept”, p. 5;  
 NACU, II, p. 515 urm., 636;  
 PROFIRIU GH. IOAN, „*Inzestrarea este satisfacerea unei obligațiuni naturale*”. Curier Jud. 52/1911;  
 SCRIBAN TRAIAN, *Notă* sub. Judec. ocol Herța-Dorohoi, 391/923. Jurispr. Gen. 27/1923 No. 1864;  
 TONEANU N. C., *Observație* sub. C. Apel Napoli, 13 Iunie 1910. Pand. Rom. 1924-III-43.

## INDEX ALFABETIC

Aprecieră suverană 14, 27.	Ipotecă 5.
Autoritate de lucru judecat 4.	Jurământ 3.
Căsătorie 4.	Legea comunală 6, 7, 10.
Cauză 6, 7, 9, 10.	Legea de urmărire 8, 12.
Cauză ilicită și contrară bunelor moravuri 25.	Lucru judecat 4.
Cheltueli de înmormântare 27.	Ministerul Instrucțiunii publice 25.
Chitanțe 11.	Obligație morală 20, 21, 27.
Comitet permanent 9.	Obligație naturală 13, 15, 16, 18, 20-23, 27, 28.
Competență 8.	Pensie 6, 7, 9, 10.
Comunală lege 6, 7, 10,	Prescripție 10.
Consemnare 12.	Prezumpțiuni 11.
Contestație 3, 12.	Primărie 6, 7.
Creditor 5, 17.	Probe 11.
Debitor 17.	Purga 5.
Divorț 4, 20, 21.	Recurs 14.
Dobânzi 2.	Registre 11.
Donațiuni, a se vedea „Dotă”.	Repetițiune 1-23.
Dotă 4, 13, 16, 18, 22, 23, 28.	Soși 20, 21.
Eroare 2, 19, 24.	Sucesiune 27.
Eroare de drept 2.	Suverană apreciere 14, 27.
Eroare de fapt 2.	Tablou de ordine 3, 5.
Funcționari 6, 7, 9, 10.	Taxe de timbru și înregistrare 26.
Hotărâre 3, 4.	Taxe vamale 1, 24.
Impozit 1, 11.	Termin 17.
Inmormântare, cheltueli 27.	Urmărire (Lege) 8, 12.
	Urmărire silită 3, 5.
	Vamale taxe 1, 24.
	Vânzare-cumpărare 5.

## Jurisprudență.

1. Plata oricărui fel de impozit direct sau indirect, este o sarcină publică, o obligațiune impusă locuitorilor prin legile țării; acestei obligațiuni nu corespunde din partea statului vre-o obligațiune certă de a face sau de a nu face ceva, care să poată să fie invocată pe cale judiciară, sau pentru a cărei neobservare contribuabilul să poată cere restituirea impozitului plătit. Dacă s'a plătit vre-un impozit de cine-va, acesta are dreptul a cere restituirea impozitului numai atunci când într'adevăr nu e obligat prin lege de a plăti impozitul ce a plătit sau cel puțin de a plăti în mărimea sau în termenul în care a plătit; de altminterlea nu putem zice că contribuabilul are dreptul de a cere restituirea contribuțiunei fie în total, fie în parte. A susține contrariul, invocând considerațiuni de drept civil, precum dispozițiunile art. 1020, 1021, 1073 și 966, ar însemna a aplica dispozițiuni create pentru regularea relațiunilor de drept privat la relațiunile de drept public. Or, taxa vamală împărtășește natura unui impozit în modul arătat mai sus, căci statul percepe o taxă asupra valorii tuturilor obiectelor ce se importează, afară de nu sunt obiecte din acele cari sunt scutite de plata unei taxe. Această taxă vamală e obligat a o plăti fiecare care importează vre-un obiect din țară străină, nescutit de altminterlea de plata taxei; statul percepând asemenea taxă, nu asigură aceluia care o plătește nici posibilitatea consumării, nici a vânzării obiectului, nici garantează pentru toate eventualitățile din cauza cărora importatorul de obiecte pentru

care a plătit taxa vamală e silit a exportă ca și în privința taxei vamale; ca și în privința plătei oricărui fel de contribuțiuni, acel care a plătit nu poate reclama restituirea taxei vamale decât numai sau dacă s'a perceput mai mult de cât ar fi trebuit, sau dacă nu trebuia a se percepe, fiindcă obiectul său eră din acele scutite; de altminterlea dacă importatorul, îndată după plata taxei, exportează obiectele pentru care a plătit taxa vamală din orice cauză ar fi, fie chiar din o cauză ce se poate impută administrațiunei, el nu are dreptul a cere restituirea taxei vamale, ci cel mult când în adevăr prin faptul administrațiunei el ar fi silit de a exportă toate obiectele, i s'ar putea recunoaște un drept la despăgubire, în virtutea principiului art. 998. Și nu se poate zice că în cazul din urmă importatorul ar putea cere restituirea taxei vamale, în virtutea art. 1020, 1021 și 1073, căci aplicarea acestor dispozițiuni presupune sau existența unui contract sinalagmatic, care impune oneia și celeilalte părți contractante obligațiuni, în cât în caz de neîmplinirea lor de către o parte contractantă cealaltă parte poate să ceară rezilierea contractului, sau presupune o relațiune personală în care părțile obligate sunt și creditor și debitor, sau o relațiune personală în care numai unul e creditor iar celalt debitor, în cât creditorul are dreptul a cere împlinirea exact a obligațiunilor, iar în caz contrariu are dreptul la desdăunare. Toate aceste requisite lipsese când e vorba de plata sau a unei contribuțiuni în general sau a taxei vamale, căci prin faptul plătei a obligatului de a plăti contribuțiunea sau taxa vamală, nu se naște nici o relațiune personală între dânsul și stat, relațiune care ar fi supusă regulilor de drept civil, ci contribuabilul are numai obligațiunea de a plăti, nu însă și vre-un drept; și dacă am stabilit că el are dreptul a reclama ceea ce ar fi plătit ca taxă vamală mai mult, sau ceea ce nu ar fi trebuit să plătească, acest drept nu rezultă din vre-o relațiune de drept personal, din vre-o convențiune sau contract ce s'ar încheia între administrațiune și plătitorul taxei; și el se explică prin regulile, că nimeni nu are a plăti decât cea taxă la care este obligat, și că făcând o plată fără a fi obligat, deci fără cauză, e în drept a cere restituirea, în virtutea art. 993. Asemenea nu poate fi vorba și de violarea art. 966, căci această dispozițiune declară că obligațiunea fără cauză e nulă, de vreme ce plata taxei vamale are a se face pentru simplul fapt al importării de obiecte dintr'o țară străină supusă plătei de taxă. (Cas. I, 414/Nov. 22/74, B. p. 285).



2. Prin art. 1092 nu se declară dacă repetiția unei sume nedebite ce s'a plătit, are loc numai când plata s'ar fi făcut din eroare de fapt sau și atunci când ea s'a făcut din eroare de drept; or, pentru exercițiul repetiției fiind o condiție ne-apărată ca plata să se fi făcut din eroare, ne stabilind vre-o distincție și nedeclarând că repetiția are loc numai pentru eroare de fapt, trebuie să admitem că repetirea se poate exercita, fie eroare de fapt, sau de drept. Și în dreptul roman, eroarea de drept justifică exercițiul a *condictio indebiti*, când eroarea de drept eră scuizabilă. Iar dacă, după art. 1588 nu se poate repeti dobânzile plătite ce nu s'au stipulat sau mai mari de cât s'au stipulat, se presupune că e vorba de o plată de dobânzi ce s'a făcut de bună-voe, adică cu știință, căci plata din eroare a unei datorii ce nu există sau achitarea unei obligații naturale, dă loc la repetiție, conform art. 1092; și aceasta fiind o regulă generală, la dânsa avem a ne referi și pentru aplicarea art. 1588. (Cas. I. 155/Iun. 9/75, B. p. 132).

3. Din art. 588 pr. civ., după care o dată plata efectuată după închiderea ordinii creditorilor la o vânzare silită, creditorul plătit rămâne apărat în contra ori căror contestațiuni s'ar mai putea ivi, nu rezultă că debitorul expropriat nu poate repeti ceea ce deja avea plătit mai înainte de închiderea ordinii, când nu a fost propus și desbătut la facerea tabloului ordinii, căci dacă, precum rezultă din art. 288 alin. 6, comb. cu art. 296 pr. civ., cel condamnat printr'o hotărâre definitivă poate repeti ceea ce a plătit pe temeiul hotărârii, dacă va dovedi că îndeplinește deja parte din dispozițiunile ei, când acestea nu se propuseseră nici desbătuse cu mai mare cuvânt se pot repeti plățile făcute înainte de închiderea tabloului ordinii, care are mai cu seamă de obiect regularea ordinii între creditori, când acele plăți nu au fost invocate la facerea aceluși tablou, căci singura împrejurare că nu s'a făcut contestație înainte de închiderea tabloului sau chiar înainte de plata ce în temeiul aceluși tablou s'a efectuat, nu face neadmisibilă cererea în repetițiune a unei sume plătite deja înainte, și care prin urmare se deține de primitor fără cauză. Deci dar se poate deferi jurământul decizoriu tinând a dovedi că suma primită de creditor din prețul vânzării silită în conformitate cu tabloul de ordine, a fost deja plătită înainte de facerea aceluși tablou. (Cas. I. 205/81, Iun. 9/81, B. p. 477).

4. Dacă soțul atât în judecata urmată prin care a fost obligat de a restitui soției dota, cât și la executarea hotărârii când s'a plătit, nu a invocat nici un motiv relativ la existența căsătoriei

din cauza neînscierii hotărârii de divorț la oficerul stărei civile, după art. 248, și a primit a fi executat la plata dotei în baza hotărârii definitive, cererea sa în repetițiunea dotei nu își poate avea locul, după art. 1092, de oare ce suma plătită soției a fost debitată de soț prin hotărâre definitivă. (Cas. I. 217/Iun. 17/81, B. p. 501).

5. Chiar admitând că prin vânzare imobilul nu s'a purgat de sarcina ipotecei totuși creditorul următor, fie considerat ca creditor ipotecar, fie ca creditor chirografar, nu poate să fie supus la restituțiunea prețului adjudicațiunii primit în comptul datoriei de oarece el a primit aceea ce i se cuvenea, și aceasta cu atât mai mult cu cât cei cari pretind că ar fi avut un drept de ipotecă nu s'au prezentat la formarea tabloului de ordinea creditorilor și distribuirea prețului. (Cas. I. 339/Oct. 19/84, B. p. 785).

6. Dacă în legea comunală din 1864, prin art. 119, se vorbește și despre pensiunile ce trebuie a se acorda funcționarilor comunali, de aci nu rezultă altceva de cât că legiuitorul a voit a atrage atențiunea consiliilor comunale, că este necesar a face în viitor o lege care să reguleze anii de serviciu și suma ce trebuie să acorde funcționarilor săi ca pensiune; însă comuna până acum neavând votată și admisă conform constituțiunii o lege anume de pensiune pentru funcționarii săi, reținerea făcută din salariul lor pentru tot timpul servit nu este bazată pe un obiect determinat și prin urmare fără cauză; și dacă funcționarul în timpul serviciului a suferit a i se face rețineri, de aci nu rezultă implicit un consimțământ sau în alte cuvinte o convențiune tacită, intervenită între primărie și el, odată ce se constată lipsa obiectului determinat și a cauzei, condițiuni esențiale cerute pentru a fi valabilă o convențiune. (Cas. I. 31/Ian. 25/84, B. p. 34).

7. Neexistând nici o lege de pensiune pentru funcționarii comunali, reținerea făcută din salariul funcționarului este fără cauză, și dacă funcționarul în timpul serviciului a suferit a i se face rețineri nu se poate deduce din acest fapt în mod implicit consimțământul său, de oarece un atare consimțământ nu eră făcut de cât sub condițiunea, ca o pensiune să i se acorde. Deci o lege neexistând care să autorize pe primărie a acorda pensiuni, reținerile au fost făcute fără cauză și prin urmare tribunalul ordonând restituirea lor nu comite exces de putere nici nesăbotoeste dispozițiunile legii comunale privitoare la drepturile autorităților comunale. (Cas. I. 318/Nov. 4/87, B. p. 855; Cas. I. 85/Febr. 25/87, B. p.



139; Cas. I, 104/Mart. 13/87, B. p. 199; Cas. I, 264/Aug. 17/85, B. p. 604).

8. Nu e nici o dispoziție în legea de urmărire (21 Martie/77) care să întindă competența acelor tribunale excepționale pentru o sumă nedebită; și dar ori de câte ori e vorba de o acțiune de asemenea natură, partea e în drept de a se adresa pe cale principală înaintea instanțelor ordinare. (Cas. I, 386, Dec. 10/86, B. p. 925).

9. Neexistând o lege de pensii relativă la funcționarii comitetului permanent, reținerea făcută din salariul lor este fără cauză; și dacă funcționarul în timpul serviciului său a suferit a i se face rețineri, nu se poate deduce din acest fapt în mod implicit consimțământul său, de oarece un atare consimțământ, nu era făcut de cât sub condițiunea de a se face o lege, care se prevadă o pensiuine pentru funcționarii comitetului permanent; astfel fiind, obligația lui era fără cauză, și prin urmare, după art. 966 nu putea să aibă nici un efect. (Cas. I, 349/Nov. 25/87, B. p. 899).

10. Nefiind vorba de reclamațiunea unei sume ce trebuia să se plătească la termene periodice, adică de plata chiar a apuramentelor convenite, pentru a se putea invoca prescripțiunea prevăzută de art. 1907 c. civ., ci de restituirea unei sume reținută fără cauză, reținerea pentru pensie din leafa unui funcționar comunal, și această acțiune neintrând în cazurile anume prevăzute de art. 1907, ea nu se poate prescrie, conform art. 1890 de cât prin 30 de ani. (Cas. I, 318, Nov. 4/87, B. p. 858).

11. Dovada, cum că un contribuabil a plătit de două ori niște contribuțiuni și că, prin urmare, are dreptul de repetițiune, nu se poate face decât prin chitanțele eliberate de agentul-perceptor, sau prin registrele publice, iar nu prin simple prezumpțiuni de fapt. (Cas. I, 105/95, B. p. 182).

12. Persoana, care a plătit sumele de bani ce i se pretindea de către o comună, prin aplicarea legii de urmărire, e în drept ca să exercite în urmă acțiunea în repetițiune a acelor sume ca pe nedrept plătite, fără să i se poată opune un fine de neprimire, tras din împrejurarea că dânsa trebuia să consemne banii și să facă contestațiunea la urmărire. (Cas. I, 153/95 B. p. 315).

13. Când, fără formă, înzestrarea a fost executată de bună voe, adică, când bunul a fost transmis de fapt în posesiunea copilului înzestrat, părintele nu mai poate cere restituirea aceluși bun, (1092 C. c.), neadmițându-se repetiția în privința obligațiilor naturale plătite de bună voe. (Cas. I, 58/905, Dr. 4/906).

14. După dispozițiunile art. 1092 din codul civil, au a fi supuse repetițiunii numai sumele ce s'au plătit fără să fie datorite, iar nu și cele datorite; iar chestiunea de a se ști dacă s'a plătit mai mult decât ceea ce se datoră, constituind o chestiune de fapt, scapă controlului Curtii de Casație. (Cas. I, 15 Sept. 1906, B. p. 1338).

15. Deși legiuitorul modern nu enumeră, nici definește obligațiunile naturale, recunoaște însă existența lor și le arată sancțiunea în dispozițiunile art. 1092 din codul civil, lăsând ca judecătorul să aprecieze în spețele cari sunt supuse judecății lui, dacă există sau nu o obligațiune naturală. (Cas. I, 23 Ianuarie 1909, B. p. 31, Dr. 16/909).

16. Deși în principiu înzestrarea constituie un act cu titlu gratuit supus formelor solemne ale donațiunilor chiar când este făcut de către părinți și deși, prin urmare, în lipsă de formă, înzestratul nu are nici o acțiune în contra înzestratorului; atunci însă când chiar fără formă înzestrarea a fost executată de bună voe, părintele nu mai poate cere restituirea aceluși bun față cu dispozițiunile art. 1092 din codul civil care nu admite repetițiunea în privința obligațiilor naturale achitate de bună voe. (Cas. I, 35 din 23 Ianuarie 1909, B. p. 31, Dreptul 16/909).

17. Conform art. 1023 din codul civil, ceea ce se plătește înainte de termen nu se mai poate repeta, iar acțiunea în repetițiune prevăzută de art. 1092 din codul civil, nu se poate exercita decât de debitorul care a plătit, iar nici de eum de creditor. (Cas. I, 19 Ianuarie 1910, B. p. 18).

18. Deși legiuitorul, prin art. 186 din codul civil, refuză copiilor orice acțiune contra părinților pentru înzestrarea sau căpătuirea lor, totuși atunci când aceste daruri au fost executate de bună voe, ele constituind îndeplinirea unei obligațiuni naturale, înzestratorul nu le mai poate repeta conform art. 1092 din codul civil (Trib. Tutova, 26 Mai 1909, Dr. 41/910 p. 330).

19. Dispozițiunile art. 1092 cod. civil, potrivit cărora orice plată presupune o datorie și că ceea ce s'a plătit fără să fie datorat este supus repetițiunii, nu pot fi interpretate de cât în sensul că pentru a există condicțio indebiti, trebuie ca plata să fie făcută din eroare, adică cel ce reclamă restituirea să justifice că eroarea a fost singura cauză determinată a plăței. (Apel Buc. I, Dr. 24/912, p. 187).

20. Ceea ce este caracteristic obligațiilor naturale e lipsa oricărei sancțiuni juridice, lipsă care provine fie din cauza vreunei decăderi de drepturi fie din cauza vreunui viciu inițial care le afectează.



Nu are a se considera, prin urmare, ca obligațiune naturală, obligația lăsată de un bărbat după desfacerea căsătoriei de a plăti fostei soții fără nici un echivalent o sumă de bani, întrucât o asemenea obligație nu decurge din nici un raport juridic afectat de vre-o decădere sau viciu ci din pure considerațiuni morale, cari constituiesc fundamentul unei liberalități iar nu a unor executări de obligațiuni civile sau naturale. (Cas. III, 366/914, Curier Jud. 39/915).

**21.** Obligațiile naturale sunt legături juridice imperfecte recunoscute de lege dar nesancționate de ea, echitatea fiind fundamentul lor.

Din momentul desfacerii căsătoriei datoriile sotului decurgând din lege în favoarea soției încetează și prin urmare, nemai existând vre un raport juridic, care ar justifica executarea unor obligațiuni pe cari soțul li-ar lua față de fosta-i soție, afari obligațiuni nu pot fi de cât datorii pur morale și executarea lor nu constituiesc de cât liberalitate. (Trib. Covurlui s. I, 89/914, Curier Judiciar 39/915).

**22.** Când înzestrarea s'a făcut fără forme solemne, de bună voie, înzestratorul nu mai poate cere restituirea bunurilor date ca zestre. (Jud. Zătreni 368/914, Curier Jud. 46/915).

**23.** Părinții au dela natură obligația de a înlesni căpătuirea copiilor lor. În atare caz, înzestrând copilul, cu ocazia căsătoriei acestuia, părintele satisface o obligație naturală, care devine perfectă când se constată existența consimțământului și când fiul stăpânește de fapt imobilul, chiar neexistând actul de înzestrare.

Obligațiunile naturale sunt obligațiuni juridice, capabile și ele de executare, nerecunoscute însă formal de legiuitor nici prin definițiuni; nici prin enumerare, fiind lăstate, după speță, la aprecierea judecătorului. (Jud. Zătreni, 368/914, Curier Jud. 46/915, Judec. ocol Herta-Dorohoi, 391 din 1923. Jurispr. Gen. 1923. No. 1864).

**24.** Acțiunea în repetițiune prevăzută de art. 1092 c. civ., cere pentru exercitiul ei ca plata să fie făcută din eroare, adică să fi fost singura cauză determinată a plății.

Prin urmare, când se constată că societatea Româno-Americană a plătit voluntar taxele vamale fără a cere scutirea lor, atunci când știa că ele nu sunt datorite după lege, Curtea de apel a făcut o bună aplicare a art. 1092 citat, când a decis că nu poate cere restituirea lor nici pe temeiul acestui articol. (Cas. I, No. 194, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 303).

**25.** Executarea unei obligațiuni întemeiată pe o cauză ilicită sau contrară bunelor moravuri nu dă loc la acțiunea în repetițiune din partea aceleia care a cunoscut, atunci când a executat obligația, că clauza este ilicită, deoarece nimeni nu-și poate întemeia un drept pe propria sa turpitudine.

Prin urmare, cu drept cuvânt Tribunalul respinge acțiunea în restituțiune dacă constată că Ministerul Instr. Publice a cunoscut că obligația sa de a plăti cuiva o sumă de bani pentru insistențele puse pe lângă o anume persoană spre a o determina să dăruiască Ministerului averea sa pentru înființarea unei instituțiuni culturale, este bazată pe o cauză ilicită, atunci când a plătit suma pe care o repetă. (Cas. I, No. 79, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 226).

**26.** Agenții fiscoșii neavând a se preocupă dacă actul este valabil în fond, sau dacă există ori nu, în realitate, mișcare de valori, rezultă, că taxele percepute de ei la un act valabil în formă, sunt legal percepute și nu pot fi restituite pe baza art. 1092 c. civ. (Apel Iași I, No. 113, 1915; Justiția, 1916, p. 109).

**27. a)** Deși potrivit art. 774 și 777 c. civ., cheltuelile de înmormântare sunt o sarcină a succesiunii, totuși asemenea cheltueli făcute cu ocazia exhumării și înhumării cadavrului unui frate mort în lupte și îngropat pe locul unde a căzut, constituiesc îndeplinirea unei înalte datorii morale ce are caracterul unei obligații naturale.

b) În conformitate cu dispozițiile art. 1092 al. 2 c. civ., acțiunea în repetițiune nu este admisă în privința obligațiunilor naturale cari au fost achitate de bunăvoie.

c) Chestiunea de a ști dacă prestațiunea făcută pentru îndeplinirea unei datorii de conștiință constituie sau nu o obligație naturală este lăsată la aprecierea instanțelor. (Trib. Teleorman s. II, 25 Iunie 1920. Pand. Rom. 1922, II, 78).

**28.** Predarea dotei făcută de părinte în baza unui angajament luat printr-o promisiune de înzestrare în îndeplinirea obligației naturale de care sunt ținuți părinții de a-și înzestra copiii este recunoscută de art. 1092 c. civil ca valabilă în sensul că părintele nu mai poate cere restituirea dotei predate în executarea promisiunii de înzestrare dacă el a executat predarea dotei de bună voie. (Trib. Dâmbovița, 10 Nov. 1921. Dreptul 10/922).

**29.** A se vedea: art. 199 nota 10; art. 813 nota 17.

**Art. 1093.** — Obligațiunea poate fi achitată de orice persoană interesată, precum de un coobligat sau de un fidejutor.

Obligațiunea poate fi achitată chiar de o persoană neinteresată; această persoană trebuie însă să lucreze în numele și pentru achitarea debitorului, sau de lucrează în numele ei propriu, să nu se subroage în drepturile creditorului. (Civ. 987, 1094, 1107, 1108; C. com. 322—325 urm.; Civ. Fr. 1236).

*Text. fr. Art. 1236.* — Une obligation peut être acquittée par toute personne qui y est intéressée, telle qu'un coobligé ou une caution.

L'obligation peut même être acquittée par un tiers qui n'y est point intéressé, pourvu que ce tiers agisse au nom et en l'acquit du débiteur, ou que, s'il agit en son nom propre, il ne soit pas subrogé aux droits du créancier.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 148, 149; IV, ed. 5-a, p. 244-246;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1391;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 568;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 77, 78, 126, 411; ed. 1-a, III, p. 458;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1650 urm.; *Suppl. Obligations*, 675 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 175 bis, V, X, XI;  
 DEMOLOMBE, XXVII, 55-57, 59, 60, 81;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1236, n<sup>o</sup> 3;  
 LAURENT, XVII, 483, 485;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 673 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 401.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 434 urm.;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 474, 491;  
 NACU, II, p. 637 urm.

#### Jurisprudență.

1. In cazul când o obligație de a face nu e de o astfel de natură specială, încât să fi fost contractată numai în vederea îndeplinirii chiar de persoana obligată, achitarea acestei obligații se poate face valabil, pe temeiul prescripțiilor art. 1093 și 1094 c. civ., și de o persoană străină, care are interes ca plata să se facă la termen.

Această achitare nu atrage pentru creditor, nici o recunoaștere a calității aceluia care face plata odată ce legea îl oprește pe acesta când lucrează în numele său să se subroge în drepturile creditorului. (Cas. I, 359 din 19 Aprilie 1921. Curier Jud. 41/921).

2. A se vedea: art. 993 nota 1.

**Art. 1094.** — Obligațiunea de a face nu se poate achita de altă persoană în contra voinței creditorului, când acesta are interes ca debitorul chiar s'o îndeplinească. (Civ. 1075 urm., 1093; Civ. Fr. 1237).

*Text. fr. Art. 1237.* — L'obligation de faire ne peut être acquittée par un tiers contre le gré du créancier, lorsque ce dernier a intérêt qu'elle soit remplie par le débiteur lui-même.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 149; IV, ed. 5-a, 245;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1402;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 78;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1659 urm.; *Suppl. Obligations*, 677;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 176 bis, I, II;



DEMOLOMBE, XXVII, 71, 74, 77 urm.;  
 HUC, VIII, 12;  
 LAURENT, XVII, 492;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 676 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 401.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 434 urm.;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 474;  
 NACU, II, p. 640.

## Jurisprudență.

1. În caz când o obligație de a face nu e de o astfel de natură specială, în cât să fi fost contractată numai în vederea îndeplinirii ei chiar de persoana obligată, achitarea acestei obligații se poate face valabil, pe temeiul prescripțiilor art. 1093 și 1094 c. civ., și de o

persoană străină care are interes ca plata să se facă la termen.

Această achitare nu atrage pentru creditor nici o recunoaștere a calității aceluia care face plata, odată ce legea îl oprește pe acesta când lucrează în numele său să se subroge în drepturile creditorului. (Cas. I, 359 din 19 Aprilie 1921. Curier Jud. 41/921).

**Art. 1095.** — Plata, ca să fie valabilă, trebuie făcută de proprietarul capabil de a înstrăina lucrul dat în plată.

Cu toate acestea, plata unei sume în bani, sau altor lucruri ce se consumă prin întrebuintare, nu poate fi repetită contra creditorului, care le-a consumat de bună credință, deși plata s'a făcut de o persoană, ce nu eră proprietar, sau care nu eră capabilă de a înstrăina. (Civ. 949 urm., 971, 974, 1898, 1909; Civ. Fr. 1238).

*Text. fr. Art. 1238.* — Pour payer valablement, il faut être propriétaire de la chose donnée en paiement, et capable de l'aliéner.

Néanmoins le paiement d'une somme en argent ou autre chose qui se consume par l'usage, ne peut être répété contre le créancier qui l'a consommée de bonne foi, quoique le paiement en ait été fait par celui qui n'en était pas propriétaire ou qui n'était pas capable de l'aliéner.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 150; IV, ed. 5-a, p. 246, 248;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1421;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 627; II, p. 77, 513;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1669 urm.; *Suppl. Obligations*, 684 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXVII, 108;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1238, n° 10;  
 LAURENT, XVII, 502;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 678 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 403 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 444 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 331 n. 3; IV, part. II, ed. 2-a, p. 286);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 475;  
 NACU, II, p. 640 urm.

## Jurisprudență.

1. Art. 1095 prevede cazul când o plată s'a făcut către creditor, nu de debitor, ci de o altă parte care eră incapabilă de a aliena, sau când plata s'a făcut de o parte care nu eră proprietară a obiectului dat în plată. Art. 1095

în aceste cazuri regulează acțiunea în repetițiune ce ar avea această terție persoană care a făcut plata către creditorul altuia. (Cas. I, 387/Dec. 7/93, B. p. 84).

2. A se vedeă și nota No. 10 de sub art. 199.

**Art. 1096.** — Plata trebuie să se facă creditorului, sau împuternicitului său, sau aceluia ce este autorizat de justiție sau de lege a primi pentru dânsul.

Plata dată aceluia ce n'are împuternicire de a primi pentru creditor, este valabilă, dacă acest din urmă o ratifică sau profită de dânsa. (Civ. 343, 390 urm., 454, 475, 1097 urm., 1114 urm., 1138, 1167, 1169, 1190, 1197, 1203, 1265, 1242, 1532, 1533, 1554, 1609; C. com. 309; Civ. Fr. 1239).

*Text. fr. Art. 1239.* — Le paiement doit être fait au créancier, ou à quelqu'un ayant pouvoir de lui, ou qui soit autorisé par justice ou par la loi à recevoir pour lui.

Le paiement fait à celui qui n'aurait pas pouvoir de recevoir pour le créancier, est valable, si celui-ci le ratifie, ou s'il en a profité.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 153, 154; IV, ed. 5-a, p. 251-254;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1439-1442;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 78; ed. 1-a, III, p. 159;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1679 urm.; *Suppl. Obligations*, 691 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 178 bis, II;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, III, p. 122;  
 DEMOLOMBE, XXVII, 138, 144-148, 151-153, 156, 172;  
 HUC, VIII, 20, 22;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1239, n° 3, 7, 10, 12, 16;  
 LAURENT, XVII, 513, 520, 521, 525, 528, 529, 531, 533, 536, 540;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 682 urm., 685;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 410.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 452 urm.; 468 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 231);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 476;  
 NACU, II, p. 643 urm.

### Jurisprudență.

1. După legea comptabilității generale a statului, numai o recipisă cu talon liberată de comptabil este descărcătoare pentru cel ce a făcut vărsământul și formează pentru el un titlu. Deci, nu se violează art. 1096 c. civ., când nu se primește ca descărcătoare chitanțele manuscrise și neliberate din registrul *à souche*, pe cât o lege specială regulează cum are a se face atari plăți către stat. (Cas. I, 279/Nov. 12/77, B. p. 316).

2. Plata făcută în mâinile administratorului averii lui *de cuius* este opozabilă erizilor lui, pentru că acel administrator este mandatarul lor judecătoresc, care lucrează acel în limitele puterii ce i s'a dat de justiție. (Trib. Covurlui I, Mai 14/86, *Dr.* 59/86).

3. După art. 1096 c. civ., plata trebuie să se facă creditorului sau împuternicitului său, și după art. 395 c. com., față cu cei de al treilea mandatul tacit al prepusului se socotește general și

cuprinde toate actele necesarii exercițiului comerțului pentru care este dat și patronul nu poate opune terțiilor vreo restricțiune a mandatului tacit dacă nu probează că ei o cunoșteau în momentul contractării obligațiunei. Astfel fiind dacă vânzătorul trimite marfa nu direct cumpărătorului, ci mandatarului său, care nu voește a o liberă cumpărătorului până ce acesta nu o va plăti, din momentul ce cumpărătorul a plătit marfa cumpărată împuternicitului vânzătorului, conform art. 1096 c. civ., și întru cât cumpărătorul nu fusese încă încunostiintat de vânzător că mandatarul nu avea mandat general ca să încaseze și banii după vânzările efectuate, vânzătorul nu poate opune, conform art. 395 c. com., cumpărătorului excepțiunea că mandatul împuternicitului său nu era general, ci restrâns. (Cas. I, 42, Mart. 6/91, B. p. 344).

4. Orice creditor are dreptul să reclame plata datoriei dela debitorul său, iar nu numai de la o terță per-



soană, care fără drept sau prin mijloace frauduloase ar fi primit acea plată dela debitor. (Cas. II, 293/94, B. p. 474).

5. Pentru ca plata să fie valabilă, trebuie să se facă creditorului ori împuternicitului său, ori aceuia ce este autorizat de justiție sau de lege a primi pentru dânsul, și chiar plata făcută aceuia, ce n'are împuternicire de a primi pentru creditor, este valabilă, dacă acest din urmă o ratifică sau profită de dânsa. Astfel, după legea de urmărire, arendașii și chiriașii fiind răspunzători de datoriile proprietarului pentru dările imobilului ce detin, plata dărilor către Stat, făcută de arendași sau chiriași, pentru proprietar, este valabilă ca plată a chiriei sau a arende. (Cas. I, 109/900, B. p. 291).

6. Când judecata constată că un contestator a consemnat la casa de depuneri și consemnațiunii suma, la care fusese condamnat prin hotărârea a cărei executare se cere, și a depus la judecătoria recipisa, când dar dânsul a executat într'un mod legal hotărârea, în virtutea căreia se făcea urmărirea, cu drept cuvânt judecata anulează cererea de urmărire, în contra căreia s'a făcut contestația. (Cas. I, 354/901, B. p. 1278).

7. Dacă poprirea are de efect principal, ca din momentul efectuării ei să facă pe terțiul poprit răspunzător față de creditorul popritor de plata sumei poprite ce ar face-o către alții, această răspundere nu poate să oblige pe terțiul poprit la o a doua plată și către creditorul popritor, decât atunci când prima plată a sumei poprite s'a făcut în realitate în paguba drepturilor acestuia, căci ar fi cu totul illogic, ca singura imprudență a terțiului poprit, de a fi plătit altuia decât creditorul popritor suma poprită, să poată profita acestuia, într'atât încât să-l facă a câștiga drepturi pe care nu le-ar fi avut dacă terțiul poprit ar fi păstrat în mâinile sale banii popriți; prin urmare, nu se poate tăgădui terțiului poprit dreptul de a se opune la validarea poprirei, opunând creditorului po-

pritor excepțiunile pe care i le-ar fi putut opune creditorii pe care i-a plătit, prin liberarea sumelor poprite.

Așa fiind, terțiul poprit ar fi putut desigur să ceară cu succes tribunalului să invalideze poprirea, dacă ar fi invocat și justificat acelei instanțe că suma poprită se găseă cedată în momentul efectuării poprirei; întru cât însă, nu rezultă că s'ar fi invocat la tribunal de către terțiul poprit în asemenea motiv, în opunerea sa la validarea poprirei, ci numai s'a mărginit a zice că a liberat suma poprită în urma unei adrese a tribunalului, într'un asemenea caz nu se poate aduce nici o critică temeinică hotărârei tribunalului care a validat poprirea. (Cas. II, No. 15, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 247).

8. Dacă după principiile generale consfințite prin art. 1096 c. civ., plata, ca să fie operantă, trebuie să se facă creditorului sau împuternicitului său, nimic nu împiedică însă pe acesta din urmă ca în lipsă de stipulațiuni contrarii, prin care s'ar interzice substituirile cu sau fără arătare de nume, să substitue în locul său pentru primirea sumelor o altă persoană de care — potrivit art. 1542 c. civ. — rămâne răspunzător față de mandant și în contra căreia mandantul însuși poate exercita acțiune în daune, fără ca terțiul-debitor, care s'a liberat în acest mod de obligațiunea sa să sufere consecințele nediligentei sau neprevederii creditorului sau mandatarului acestuia în alegerea persoanelor autorizate să lucreze în numele sau în locul lor.

Prin urmare, când instanța de fond constată în fapt că mandatul dat unei persoane de a primi — pentru mandant, sume de bani dela debitori nu conține nici o restricțiune cu privire la substituire, cu drept cuvânt decide ca suma primită de mandatar, pentru mandant, și printr'o persoană substituită este valabil primită și liberează pe debitor. (Cas. III, decizia No. 100, din 13 Februarie 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 170, Curier Jud. 3/916).

9. A se vedea: art. 1099 nota 6.

**Art. 1097.** — Plata făcută cu bună credință aceluia ce are creanța în posesiunea sa, este valabilă chiar dacă în urmă posesorul ar fi evins <sup>1)</sup>. (Civ. 993, 1096, 1337, 1393; Civ. Fr. 1240).

*Text. fr. Art. 1240.* — Le paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance, est valable, encore que le possesseur, en soit par la suite évincé.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 154, 155; IV, ed. 5-a, p. 254, 255;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1445 urm.;

1) Adică când posesorul a fost scos din posesiune de către adevăratul proprietar.

- BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 192, 750;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 874; II, p. 79, 151, 319;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1733 urm. *Suppl. Obligations*, 709 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 179 bis, I-III;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 232; III, p. 165; IV, p. 206, 222, 223; „*De la preuve à exiger de celui qui veut négocier un titre au porteur*”. *Curier Jud.* 3/925;  
 DEMOLOMBE, XXVII, 186;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1240, n° 2-4;  
 LAURENT, XVII, 544, 545, 547;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 684, 685;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 416.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 452 urm., 468 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 917; X, p. 302, 646);  
*Observație* sub. C. Apel Iași s. II, din 20 Oct. 1906. *Dreptul* 77/1906;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 256, 476, 477;  
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. I, 148 din 31 Mart. 1920. *Pand. Rom.* 1923-I-233;  
 NACU, II, p. 643 urm.

## Jurisprudență.

1. Art. 1097 printr'o excepțiune la principiul consacrat la art. 1096, declară liberatorie plata făcută cu bună credință în mâna altei persoane de cât creditorul, sub condițiune însă ca acea plată să fi fost făcută în mâna posesorului creanței. Or, posesorul sau proprietarul aparent al unei creanțe care decurge dintr'un drept de proprietate asupra unui imobil, nu poate fi altul, în sensul legii de cât posesorul sau proprietarul aparent al imobilului pe ocaziunea căruia creanța este datorită. (Apel Buc. III, 78, Febr. 26/79, *Dr.* 29/79).

2. Numai plata făcută cu bună credință în mâinile posesorului unei creanțe descarcă pe debitor; dacă dar debitorul primește somație, din partea persoanei care pretinde că are dreptul la datorie, să nu plătească creanța, în atare caz nu mai poate fi considerat de bună credință. (Cas. I, 313, Oct. 18/85, B. p. 711).

3. În principiu, debitorul spre a se libera are a plăti în general suma datorită creditorului; și prin creditor avem a înțelege pe acel care este a se considera ca adevăratul posesor al creanței, pe acela care are în adevăr dreptul la acea sumă. Plata făcută de debitor în mâinile creditorului produce efectele de a-l libera în general, chiar în cazul când creditorul ar fi cedat creanța, căci pentru ca să se fi putut împiedica plata în mod valid în mâinile cedantului, ar fi trebuit ca să se fi notificat și debitorului cesiunea, și în lipsă de aceasta, el e în drept de a presupune și a crede tot pe cedent de adevărul creditor. (Cas. I, 123, Mart. 7/93, B. p. 52).

4. Dacă poprirea are de efect principal, ca din momentul efectuării ei să facă pe terțiul poprit răspunzător față de creditorul popritor de plata sumei poprite ce ar face-o către alții, a-

ceastă răspundere nu poate să oblige pe terțiul poprit la o a doua plată și către creditorul popritor, decât atunci când prima plată a sumei poprite s'a făcut în realitate în paguba drepturilor acestuia, căci ar fi cu totul illogic, ca singura imprudență a terțiului poprit, de a fi plătit altuia decât creditorul popritor suma poprite, să poată profita acestuia într'atât, încât să-l facă a câștiga drepturi pe care nu le-ar fi avut dacă terțiul poprit ar fi păstrat în mâinile sale banii popriți; prin urmare, nu se poate tăgădui terțiului poprit dreptul de a se opune la validarea poprirei, opunând creditorului popritor excepțiunile pe care i le-ar fi putut opune creditorii pe care i-a plătit, prin liberarea sumelor poprite.

Așa fiind, terțiul poprit ar fi putut desigur să ceară cu succes tribunalului să invalideze poprirea, dacă ar fi invocat și justificat acelei instanțe că suma poprite se găsea cedată în momentul efectuării poprirei; întrucât însă, nu rezultă că s'ar fi invocat la tribunal de către terțiul poprit un asemenea motiv, în opunerea sa la validarea poprirei, ci numai s'a mărginit a zice că a liberat suma poprite în urma unei adrese a tribunalului, într'un asemenea caz nu se poate aduce nici o critică temeinică hotărârii tribunalului care a validat poprirea. (Cas. II, decizia civilă No. 15, din 21 Ianuarie 1914; pronunțată după divergență. *Jurispr. Rom.* 1914, p. 247).

5. a) Principiul că actele făcute de un erede aparent în succesiune sunt opozabile adevăratului moștenitor este recunoscut de doctrină și jurisprudență în vederea interesului terților de bună credință și mai ales în interesul înlesnirii circulațiunii bunurilor; iar legiuirea actuală a codului civil prin art. 117, 1097 și 1824, deși nu rezolvă decât cazuri speciale, îndreptățește totuși interpretarea în sensul



validității actelor făcute de eredele aparent.

b) Principiul valabilității actelor făcute de eredele aparent urmează a fi admis și sub legiuirea Caragea, de oarece această lege trebuie să fie inter-

pretată prin isvoarele cari i-au servit la alcătuire și în care se vede că acest principiu a fost recunoscut. (Cas. I, No. 169, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 290; Dreptul 1915, p. 281, Curier Jud. 45/915).

**Art. 1098.** — Dacă creditorul este necapabil de a primi, plata ce i se face nu este valabilă, afară numai dacă debitorul probă că lucrul plătit a profitat creditorului. (Civ. 390, 428, 445, 454, 458, 950, 952, 1158, 1164, 1242, 1265, 1285, 1538; Civ. Fr. 1241).

*Text. fr. Art. 1241.* — Le paiement fait au créancier n'est point valable s'il était incapable de le recevoir, à moins que le débiteur ne prouve que la chose payée a tourné au profit du créancier.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 155; IV, ed. 5-a, p. 256;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1434;  
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 691;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 562, 563, 627; II, p. 79;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1685 urm.; *Suppl. Obligations*, 693;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 180 bis, II-V;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 461; III, p. 122, 128 urm., 168;  
 DEMOLOMBE, XXVII, 196;  
 HUC, VIII, 26;  
 LAURENT, XVII, 541;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 682;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 412.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 452 urm., 468 urm.; (VII, p. 28, 35). *Notă sub. Trib. Lons-le-Saulnier*, Jura, 9 Aug. 1921. *Jur. Gen.* 1924 No. 2145;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 476;  
 NACU, II, p. 646.

#### Jurisprudență.

1. Ipotecarea sau înstrăinarea unui imobil dotal este permisă numai pentru reparațiuni indispensabile fondului dotal, nu și pentru facerea de construcțiuni noi.

Prin urmare, dacă cu banii împrumutați s'au făcut clădiri noi iar nu

reparațiuni după cum autorizase tribunalul, având cunoștință împrumutătorul despre aceasta încă dela formarea actului de ipotecă, în asemenea caz soții sunt în drept să ceară anularea împrumutului și a înstrăinării ce a urmat. (Cas. I, 3 Dec. 1908, B. p. 2020).

2. A se vedea: art. 1164 cu notele respective.

**Art. 1099.** — Plata făcută de debitor creditorului său în urma unui sequestru sau opozițiuni, nu este valabilă în privința creditorilor sequestranți și oponenți; aceștia pot, în virtutea dreptului lor, să-l silească a plăti din nou; debitorul însă, în acest caz, are recurs în contra creditorului. (Civ. 1152, 1616, 1719; Pr. civ. 379, 399 urm., 455, 484, 613 urm.; C. com. 317, 321; Civ. Fr. 1242).

*Text. fr. Art. 1242.* — Le paiement fait par le débiteur à son créancier, au préjudice d'une saisie ou d'une opposition n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissants ou opposants: ceux-ci peuvent, selon leur droit, le contraindre à payer de nouveau, sauf, en ce cas seulement, son recours contre le créancier.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 155, 156; IV, ed. 5-a, p. 256-258;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1453 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 78, 86, 88, 120;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 399, 1691 urm.; *Suppl. Obligations*, 130, 137 urm., 694;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 181 bis, IV-VI;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 120;  
 DEMOLOMÈE, XXVII, 210, 217;  
 HUC, VII, 28;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1242, n° 13;  
 LAURENT, XVII, 551;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 683;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 456 urm.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 478 urm., 565;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 477, 500, 501;  
 NACU, II, p. 646, 647.

## INDEX ALFABETIC

Anulare 7.	Plata 6, 8, 11.
Cesiune 3, 4, 5.	Poprire 3-12.
Comptabilitate (lege) 2, 3.	Renunțare 3, 4.
Consemnare 9, 12.	Sechestrul 1, 4, 5.
Creditor sechestrant 1.	Stat 2, 8.
Executare silită 2, 7, 12.	Suspendare 7, 12.
Hotărâre 6, 8.	Terță persoană 1.
Lege de comptabilitate 2, 3.	Urmărire silită 2, 7, 12.
Notificarea cesiunii 5.	Validare 3, 10.
Nulitate 7.	

## Jurisprudență.

1. Un creditor sequestrant nu poate fi privit față cu terțiul sequestrat de cât ca o persoană terție de oare ce dreptul creditorului de a sequestră în mâna unei a treia persoană banii datoriti debitorului său, e un drept ce-l are ca direct dat lui de lege contra debitorului său. (Cas. I, 99/Martie 19/69, B. p. 136).

2. Regulile de urmărire, de asigurare, de oprire în mâinile debitorului însuși sau a debitorului său, stabilite prin procedura civilă sunt reguli generale care se aplică la toți de o potrivă; ele au a se aplică și la stat, întrucât prin nici o dispozițiune a procedurii nu se stabilește vre o excepțiune sau vre-un privilegiu în privința lui; pentru aceasta nu se poate zice că se violează legea în privința comptabilității sau legea financiară. În cât privește legea de comptabilitate, aceasta prescrie cine are a geră averea statului, cu îndeplinirea căror formalități au a se face cutare cheltueli, cutare plăți, spre a putea execută un control asupra gestiunei, dar ea nu exclude aplicarea regulilor generale de urmărire generală și în contra statului când dătoarește cuiva; asemenea nu se violează legea financiară, căci precum un simplu individ nu poate opri pe un creditor de a exercită vre-o urmărire asupra averii sale, când ar zice că cutare venit servă spre cutare scop, spre cutare

cheltuală, asemenea nici statul nu poate invocă legea financiară și susține că sumele cutare oprite de un creditor au o destinațiune specială care conform legeri bugetului, nu le poate afecta la alt ceva, atât conform acestei legeri cât și conform legeri comptabilității, căci în lipsă de o lege care ar opri urmărirea veniturilor statului o asemenea invocare nu este un mijloc de apărare legală care să poată fi opus unui creditor urmărit. Așa fiind admitându-se posibilitatea urmării veniturilor statului conform regulilor generale de procedură nu violează nici legea de comptabilitate, nici cea financiară, nici principiul separării puterilor. (Cas. I, 91/Apr. 2/75, B. p. 61).

3. Poprirea este o consecință a principiului că bunurile unui debitor sunt gagiul comun al creditorilor săi, fără ca circumstanța găsirei lor în mâna unui al treilea să poată altera în ceva acest principiu. Și principalul efect al poprirei, precum reese din art. 1099, este de a isbi de indisponibilitate suma poprită, cel puțin până la concurența cauzei poprirei, astfel că de o parte cel de al treilea, din momentul ce i s'a notificat procesul verbal de poprire, devine răspunzător către creditorii popritori de ori ce plată ar face în prejudiciul drepturilor lor, iar de altă parte debitorul urmărit nu mai poate dispune de suma poprită fie prin o cesiune, fie altfel. Și din principiul consacrat de art. 1719 rezultă că până în momentul când terțiul poprit nu s'a liberat încă într'un mod valabil în mâna celui dintâi creditor popritor, acesta nu poate să invoace, față cu alți creditorii popritori posteriori, o cauză de preferință ce n'ar fi întemeiată pe natura privilegiată a creanței sale, ci numai pe împrejurarea anteriorității poprirei ce a



făcut. Or, din aceste principii rezultă ca consecință rațională și justă că primul creditor popritor necăpătând un drept exclusiv asupra sumei poprite, renunțarea ce ar face în urmă la drepturile ce ar rezulta pentru dănsul din poprire nu poate prejudicia altor creditori cari au înființat și ei popriri posteroare celei dintâi îndată, dar anterioare liberării terțiului poprit, aceasta pentru cuvântul că de îndată ce acești din urmă creditori și-au notificat, în mod regulat și în timp util, popririle lor celui de al treilea, au dobândit un drept egal de despăgubire asupra sumei deja poprite, care eră gagiul comun al creditorilor. Astfel fiind, urmează a se valida poprirea, deși făcută posteroare cesiunii sumei poprite, când acea sumă fusese poprită de un alt creditor mai înainte de cesiune, deși în urmă acel creditor renunță la poprirea efectuată. (Trib. Ilfov, notar. Febr. 26/82, *Dr.* 28/82).

4. Sequestrul anterior unei cesiuni isbește de indisponibilitate partea aferentă din suma urmărită, și aceasta folosește chiar creditorilor sequestranți posteroare cesiunii, deși creditorul sequestrant anterior cesiunii a renunțat la poprirea ce făcuse, de oare ce prin sequestrul anterior cesiunii s'a conservat în patrimoniul debitorului suma aferentă acelui creditor, și prin urmare continuă de a servi drept gagiu creditorilor săi. (Apel Buc. III, 158, Mai 20/82, *Dr.* 52/82).

5. Dacă este exact că un sequestrant posterior nu poate să poprească o creanță, ca aparținând debitorului său, după ce creanța a eșit din patrimoniul acestuia prin efectul notificării cesiunii, nu este mai puțin adevărat că situațiunea nu mai este aceeași când sequestrantul posterior poprește o creanță cedată care a fost de mai înainte poprită de un sequestrant anterior notificării cesiunii; și plata sau cesiunea făcută în urma unui sequestru sau opozițiune, nu este valabilă în privința creditorilor sequestranți și oponenți art. 1099 și 1152 c. civ.). După lege sequestranții anteriori nu au nici un drept de privilegiu sau preferință, suma poprită urmând a se distribui între creditorii sequestranți și intervenienți în proporțiune și după natura creanțelor lor (art. 464 pr. civ.). Deci poprirea făcută de un creditor posterior notificării cesiunii, dar anterior ridicării primei popriri, îi conservă dreptul de a profita de suma poprită mai înainte, care eră gagiul comun al tuturor creditorilor. Insa cesiunea valoarează în privința sequestranților posteroare pentru tot ce excede dividendul convenit sequestranților anteriori sequestrantul posterior notificării ce-

siunei neputând să concure cu cesionarul. (Cas. I, 302/Oct. 25/82, B. p. 965).

6. Deși plata a fost făcută posteroare poprirei și în disprețul ei, dacă însă ea s'a efectuat în urma unei alte popriri făcută în regulă și în virtutea unei hotărâri definitive care condamnă pe terțiul debitor să plătească sumele datorate celui ce le-a poprit, plata aceasta este valabilă, fiind făcută în mâna celui autorizat de justiție a o primi pentru creditor (art. 1096), și știut este că între acești mandatarii judicari sunt și aceia cari, după ce au făcut o poprire, obțin o hotărâre prin care se ordonă că terțiul să plătească în mâinile lor suma poprită, numai o intervențiune ar putea opri numărarea banilor (art. 461, 462 și 464 pr. civ.). (Apel Iasi, II, 51; Aprilie 9/83, *Dr.* 74/83).

7. În principiu, vânzarea nu se poate anula sau suspenda de cât în cazurile anume prevăzute de lege; și nici un text de lege nu impune datoria instanțelor judecătorești de a anula sau suspenda o vânzare pentru cazul de poprire. Așa fiind, creditorul care are un titlu executoriu constatat prin o hotărâre rămasă definitivă e în drept să urmărească creanța sa punând în vânzare averea debitorului; iar faptul existenței unei popriri în mâinile debitorului urmărit nu schimbă întru nimic situațiunea părților, căci e indiferent în ce mână intră banii rezultați din urmărire. Cu atât mai mult când creditorul urmărit declară în instanță că prețul rezultat din vânzare să se consemneze până ce validitatea poprirei va fi hotărâtă definitiv de justiție. De altminterlea nici nu poate exista teamă pentru debitorul urmărit de a mai plăti încă o dată datoria, de oarece, pentru a înlătura aceasta, el n'are de cât să arate tribunalului ca să nu libereze prețul vânzării creditorului urmărit fiind făcută o poprire în mâinile sale. (Cas. I, 242/Iunie 5/90, B. p. 769).

8. Odată poprirea validată prin decizie definitivă și executorie și debitorul statului silit să execute acea decizie, este învederat că statul trebuie să-i țină în seamă plata ce a făcut în virtutea deciziunii de validare, ori care ar fi principiu ce ar rezulta din legea comptabilității generale a statului, acesta fiind mijloc ce statul trebuie să invoace cu ocaziunea validării poprirei. (Cas. I, 281/Iun. 27/90, B. p. 829).

9. Debitorul în mâinile căruia s'a făcut sequestrul de poprire de către un creditor al debitorului său nu pot să plătească acestuia suma datorită, căci se expune de a face o a doua plată creditorului sequestrant, conform art. 1099. Și în caz de contestațiune din partea debitorului poprit, fie pentru

neexistența datoriei ce i se pretinde de creditorul popritor fie pentru nevalabilitatea formalităților de poprire, cel de al treilea în mâinile căruia s'a făcut poprirea, nu poate fi ținut de a provoca și sustine judecata unei asemenea contestațiuni, și să suporte sequestrul aplicat asupra sa, pentru o datorie ce o recunoaște și voește de a o achită; căci nu există nici un text de lege care să-i impună asemenea sarcină ci din contră în asemenea circumstanțe, rezultă din spiritul art. 463 pr. civ., că cel de al treilea se poate considera achitat de obligațiunea ce are către debitorul poprit, prin depunerea la casa de depunere și consemnațiuni a sumei ce dătoarește acestuia, rămânând apoi ca să urmeze judecata contestațiunei între creditorul popritor și debitorul poprit. (Cas. I, 414/Dec. 16/92, B. p. 1105).

10. Validarea unei popriri, posterioare nu are de efect a atribui exclusiv creditorului popritor suma poprită, care este gagiul comun și al creditorilor anteriori. Și dacă terțiul înaintază suma poprită tribunalului, nu comite vre-o culpă sau imprudență, ci se conformă art. 464 pr. civ., care zice că numai tribunalul trebuie să facă distribuirea între diferiți creditori urmă-

ritori în proporție și după natura deosebitelor creanțe. (Apel Buc. III, 207, Nov. 10/93, Dr. 82/93).

11. Legalitatea unei popriri nu poate să fie judecată de partea în mâinile căreia s'a făcut, așa că până ce nu este desființată, popritul nu poate să fie obligat să plătească suma poprită altei persoane, căci ar fi expus față cu art. 1099 c. civ., să plătească de două ori aceeași sumă. (Cas. I, 304/902, B. p. 925).

12. Deși după art. 1099 c. civ., poprirea în mâna celei de al treilea a unei sume de bani lovește de indisponibilitate acea sumă, aceasta însă nu poate constitui un motiv legal de suspendarea executării silită, ce se face asupra averii imobiliare a datornicului urmărit, căci ar fi să se recunoască că datornicul urmărit, își poate prelungi termenele de plată și poate ridică datoriei exigibilitatea, prin faptul că un altul, fie chiar un creditor serios, ar popri o sumă cât de mică, ceea ce nu se poate, față cu considerația că legiuitorul a prevăzut anume cazurile de suspendarea vânzării. În acest caz datornicul poprit nu este expus a plăti de două ori aceeași datorie, căci legea îi acordă mijlocul de a consemna suma datorită. (Cas. I, 223/904, B. p. 738).

**Art. 1100.** — Creditorul nu poate fi silit a primi alt lucru decât acela ce i se dătoarește, chiar când valoarea lucrului oferit ar fi egală sau mai mare. (Civ. 1578, 1604; C. com. 41, 314—316; Leg. monet., 17 Mart. 90 art. 8 și 9; Civ. Fr. 1243).

*Text. fr. Art. 1243.* — Le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due, quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 157; IV, ed. 5-a, p. 258;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 519;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 80, 175, 511;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1739 urm.; *Suppl. Obligations*, 712 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXVII, 236;  
 LAURENT, XVII, 555;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 685;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 418.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 484 urm.; „*Despre datio in solutum in genere*“. Curier Judiciar 18/1900, 20/1900;  
 ANTIM ST., *Notă sub. Cas. III*, 2078 din 12 Nov. 1924. Pand. Rom. 1925-I-24;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 477;  
 COHEN IOSEF, „*Executarea hotărârilor în monedă străină*“. Curier Jud. 10/1922;  
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 462 urm.; „*Evicțiunea lucrurilor date in solutum*“;  
 NACU, II, p. 647.



## Jurisprudență.

1. O *datio in solutum*, întocmai ca și plata, are de efect a stinge în tot sau în parte creanța, nu numai când este stipulațiune expresă, dar și când acceptă creditorul; numai silit nu poate fi creditorul de către debitor, ceea ce rezultă din combinarea art. 1100 și 1101. (Apel Buc. II, 135, Mai 29/87, Dr. 71/87).

2. Interpretarea unui contract, în sens că el constituie un contract de *datio in solutum* permis de lege prin art. 1100 c. civ., iar nu un act de cesiune de bunuri sau un abandon, care nu s'ar putea face decât în favoarea tuturor creditorilor, constituie o decizie suverană a judecătorilor de fond. (Cas. I, 134/96, B. p. 645).

**Art. 1101.** — Debitorul nu poate sili pe creditor a primi parte din datorie, fie datoria divizibilă chiar.

Cu toate acestea, judecătorii pot, în considerațiunea pozițiunei debitorului, să acorde mici termene pentru plată și să oprească execuțiunea urmărilor, lăsând lucrurile în starea în care se găsesc.

Judecătorii însă nu vor uză de această facultate decât cu mare rezervă. (Civ. 1021, 1025, 1060, 1366, 1831; Pr. civ. 126—128, 381; C. com. 44, 312, 314, 318, 324; Leg. cred. 6 Apr. 73; art. 54; Civ. Fr. 1244).

*Text. fr. Art. 1244.* — Le débiteur ne peut point forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette même divisible.

Les juges peuvent néanmoins, en considération de la position du débiteur, et en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, accorder des délais modérés pour le paiement, et surseoir à l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 160, 162-165; II, ed. 5-a, p. 264-271;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1479, 1481, 1485, 1487 urm., 1491, 1500;  
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 745;  
 CHAUVEAU ET CARRÉ, I, *Quest.* 522, 524, 525, 527, 529, 5264;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 862; II, p. 80, 81 nota 1, 171, 193, 495;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 762 urm.; *Suppl. Obligations*, 723 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 183 bis, I, II, V-IX;  
 DEMOLOMBE, XXV, 591-594, 596, 598, 599; XXVII, 238, 241, 242, 245-247;  
 GLASSON, I, p. 529 urm.;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1244, n° 7, 22, 23, 28, 29, 34, 35;  
 LAURENT, XVII, 567-569, 572, 574-576, 578 urm., 581, 585;  
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Précis*, n° 645;  
 MARCADÉ, art. 1244, n° 2;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 685 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 369 urm., 432, 435.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 498 urm., 567 n. 1, 770; (V, p. 157 n. 1); *Adnotație* sub. C. Apel Iași s. II, 3 Ian. 1900. Curier Jud. 9/1900;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 479, 480, 513;  
 DANIELOPOL G. DR. CAPITAN, *Observație* sub. Trib. civil din Beaugé, 11 Ian. 1913. Curier Jud. 4/914;  
 NACU II, p. 649 urm.

## Jurisprudență.

1. Cererea debitorului care a dat un amanet pentru siguranța dreptului creditorului său, ținând a i se acorda un termen de grație, constituie o chestiune prejudicială, care trebuie să fie

rezolvată înainte de a se statua asupra cererei de a se autoriza vânzarea gagiului. Și chestiunea concesiunei unui termen de grație e de resortul jurisdicțiunei contencioase, care decide, părțile fiind citate, și nu de resortul jurisdicțiunei grațioase, care pronunță

asupra cererii unei părți, pe care legea o îndrituiește a se înfățișa singură, fără a chema pe adversarul care ar avea interes a se apăra (art. 1101 c. civ., combinat cu art. 400 pr. civ.). Iar chestiunea vânzării gagiului, ne putându-se despărți de chestiunea termenului de grație, sau a contestării vânzării gagiului (argument art. 400 pr. civ.) ar fi nelegal și nejuridic a se statua separat pe cale grațioasă asupra primei chestiuni, și pe cale contencioasă asupra celei de a doua. Dacă din greșeală s'a operat o asemenea separațiune la tribunal de prima instanță, materia devine, prin apelul făcut în contra ambelor încheieri, contencioasă în instanță de apel și neprimitoare de două judecăți separate. Deci curtea trebuie să statueze asupra cauzei în întregul ei, părțile fiind cheamate. Judecând cauza fără a chema pe părți, curtea comite un exces de putere, violând principiul că pretențiunile rivale ale părților împrieinate, au a se judecă pe cale contencioasă. (Cas. II, 126/Dec. 13/85, B. p. 930).

2. Transacțiunea investită cu formula executorie este considerată de părți ca o deciziune definitivă, irevocabilă și nesupusă la nici un fel de contestațiune. Deci când tribunalul, în lipsa debitorului, refuză executarea unei transacțiuni investită cu formula executorie în virtutea căreia creditorul cere atuorizațiunea de a vinde depozitul, și acordă debitorului un termen de grație, nesocotește voința părților, o înlocuiește cu a sa și acordă în absența debitorului avantajii ne cerute de el, lezând prin aceasta interesele creditorului. (Apel Buc. III, 20, Oct. 12/85, Dr. 86/85).

3. Din textul și spiritul art. 1101 rezultă că el se aplică chiar obligațiilor constatate prin contracte autentice, fie ele investite cu formula executorie. În această materie legiuitorul a voit să dea judecătorilor puterea de a veni în ajutorul debitorului nenorocit și de bună credință, pe care împrejurări serioase îl împiedecă de a plăti pe creditorul său; acest motiv este general și independent de natura titlului. Termenii art. 1101 cuprind și actele autentice investite cu formula executorie, de oarece legea permite judecătorilor de a suspenda urmărirea, ceea ce presupune și un act autentic. Iar art. 126 pr. civ. nu este contrariu acestei interpretațiuni, căci deși el presupune o contestațiune între părți însă această contestațiune poate să fie chiar contra titlului executoriu, ceea ce ar exclude ideea imposibilității acordării unui termen de grație fiind în joc un act autentic investit cu formula executorie. În fine, spiritul art. 126 pr. civ., este de a forță pe debitor

să ceară termenul de grație în instanță și a înlătură niște asemenea cereri după judecarea contestațiunii. Așa fiind, cererea subsidiară, pentru acordarea unui termen de grație, făcută cu ocaziunea apelului contra hotărârii tribunalului care a respins ca nesustenută contestațiunea făcută de debitor la punerea formulei executorie pe actul de transacțiune ce a făcut, este admisibilă, cu atât mai mult cu cât acordarea unor asemenea termene este lăsată la aprecierea judecătorilor. (Apel Buc. II, 23, Oct. 17/85, Dr. 86/85).

4. Dacă art. 969 declară că convențiunile legal făcute au putere de lege între părțile contractante, totuși alin. 2 și 3 ale art. 1101 stabilesc în mod general că judecătorii au dreptul a acordă un termen de grație pentru plată și să oprească executia urmărilor, Judecătorii au facultatea a acordă termenul de grație când debitorul e. urmărit sau în virtutea unui act sub semnătură privată, sau în virtutea unui act autentic investit cu formula executorie, sau chiar în virtutea unei sentințe, căci motivul de umanitate care a determinat pe legiuitor a da judecătorilor facultatea de a acordă un termen de grație, e de o potrivă în toate cazurile; și însuși art. 1101 nu distinge, în cât aplicarea lui e în toate cazurile aceli indicate; iar art. 156 pr. civ., nu mărginește dreptul acordării termenului de grație. (Cas. II, 8/86, Ian. 29/86, B. p. 83).

5. Chestiunea acordării unui termen de grație este de resortul tribunalului de fond cu ocaziunea obținerii titlului ce se execută, nu și de resortul tribunalului de execuțiune, care nu poate amâna o urmărire de cât în cazurile anume determinate în art. 530 și urm. pr. civ. (Cas. II, 147/Nov. 5/90, B. p. 1313).

6. După art. 16 din legea măsurilor excepționale, atât în afacerile cari urmează să se judece conform acestei legi, cât și pentru cele cari rămân a se judecă potrivit legii proprietarilor, judecătorii pot acordă termene de plată, în conformitate cu art. 1101 c. civ., chiar dacă în contract s'a prevăzut clauza rezolutorie expresă.

Prin urmare, față cu acest text de lege, cu drept cuvânt, instanțele de fond, apreciind împrejurările cauzei în mod suveran, a constatat că plata chiriei, deși făcută în cursul primei instanțe, a fost totuși făcută în mod util, așa ca să împiedice rezilierea contractului, pe temeiul pactului comisoriu expres. (Cas. I, deciziunea No. 54, din 20 Februarie 1920; Jurispr. Rom., 1920, p. 219).

7. Din art. 1101 cod. civil, rezultă că judecătorii fondului sunt suverani apreciatori, dacă urmează a se acordă



sau nu debitorului, mici termene de plată. (Cas. II, 435 din 17 Oct. 1924 Jur. Rom. 19/924). **3.** A se vedea art. 1021 Index „Termen de grație“ și notele respective.

**Art. 1102.** — Debitorul unui corp cert și determinat este liberat prin trădarea lucrului în starea în care se găsește la predare, dacă deteriorările ulterioare nu sunt ocazionate prin faptul sau greșeala sa, nici prin aceea a persoanelor pentru cari este responsabil, sau dacă înaintea acestor deteriorări n'a fost în întârziere. (Civ. 903, 971, 998 urm., 1074 urm., 1079, 1083, 1156, 1324, 1605; C. com. 59, 62, 272, 310; Civ. Fr. 1245).

*Text. fr. Art. 1245.* — Le débiteur d'un corps certain et déterminé est libéré par la remise de la chose en l'état où elle se trouve lors de la livraison, pourvu que les détériorations qui y sont survenues ne viennent point de son fait ou de sa faute, ni de celle des personnes dont il est responsable, ou qu'avant ces détériorations il ne fût pas en demeure.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 157, 158; IV, ed. 5-a, p. 259;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1464 urm.;  
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 297;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 9, 80, 457;  
DALLOZ, *Rép. Obligations* 1760;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 132, 529;  
LAURENT, XVII, 557;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 686;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 425.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 51, 488, 512, 513, 814, 815; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 329; IV, part. II, ed. 2-a, p. 254, 467; V, p. 186, 191);  
CANTACUZINO MATEI, p. 479;  
NACU, II, 648.

**Art. 1103.** — Dacă datoria este un lucru determinat numai prin specia sa, debitorul, ca să se libereze, nu este dator a-l da de cea mai bună specie, nici însă de cea mai rea. (Civ. 908, 969, 970; Civ. Fr. 1246).

*Text. fr. Art. 1246.* — Si la dette est d'une chose qui ne soit déterminée que par son espèce, le débiteur ne sera pas tenu, pour être libéré, de la donner de la meilleure espèce, mais il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 158, 159; IV, ed. 5-a, p. 260-264;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1475;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 80, 457;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1761; *Suppl. Obligations*, 722;  
DEMOLOMBE, XXVII, 254, 258, 259, 262;  
HUC, VII, 39;  
LAROMBIÈRE, IV, art. 1246, n° 7;  
LAURENT, XVII, 465, 563, 564;  
LYON-CAEN ET RENAULT, *Précis*, 771; *Tr. de dr. comm.*, IV, 301, 762;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 426;  
TROPLONG, *De la vente*, I, 163.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 513 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 284, 285);  
CANTACUZINO MATEI, p. 479;  
NACU, I, p. 215; II, p. 648.

**Art. 1104.** — Plata trebuie a se face în locul arătat în convențiune.

Dacă locul nu este arătat, plata, în privința lucrurilor certe și determinate, se va face în locul în care se găsește obiectul obligațiunii în timpul contractării.

În orice alt caz, plata se face la domiciliul debitorului. (Civ. 87, 1115 § 6, 1121, 1319, 1361, 1362, 1614 urm.; C. com. 59, 272, 310; Lege privitoare la regimul excepțional al raporturilor dintre proprietari și chiriași din 27 Martie 1924, Art. 15; Civ. Fr. 1247).

*Text. fr. Art. 1247.* — Le paiement doit être exécuté dans le lieu désigné par la convention. Si le lieu n'y est pas désigné, le paiement, lorsqu'il s'agit d'un corps certain et déterminé, doit être fait dans le lieu où était, au temps de l'obligation, la chose qui en fait l'objet.

Hors ces deux cas le paiement doit être fait au domicile du débiteur.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 162; IV, ed. 5-a, p. 267;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1503 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 420, 429; II, p. 17, 81, 84, 488;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1789 urm., 1805 urm.; *Suppl. Obligations*, 732 urm., 739 urm.;  
 DEMOLOMBE, XXVII, 270, 279;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1247, n° 8;  
 LAURENT, XVII, 587, 589;  
 MOURLON, ed. 7-a II, p. 686, 691;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 428.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 515 urm., 588; (V, p. 298; IX, p. 685, 703; *Observație* sub. Trib. Argeș, 234 din 5 April 908. *Curier Jud.* 17/1909;  
 ALTĂRESCU M., „*Art. 15 și legea chiriilor din 1924*”. *Botoșanii Juridic* 2/924;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 444, 480;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub. C. Apel Galați s. I, 8 din 17 Febr. 1921. *Pand. Rom.* 1922-II-139;  
 DUMITRESCU A. M., II, 338;  
 FILITTI D. ION, *Notă* sub. Trib. Ilfov, s. IV, 1034 din 17 Dec. 1920 și Trib. Ilfov s. III, 113 din 25 Febr. 1921. *Pand. Rom.* 1922-II-300;  
 HOZOC D., *Pactul comisoriu expres*, p. 41 urm.;  
 MITESCU N., *Notă*, sub. Cas. I, 15 din 9 Febr. 1921. *Pand. Rom.* 1922-I-120;  
 NACU, II, p. 652 urm.;  
 PĂRVULESCU M. NIC., *Adnotațiune* sub. Jud. ocol. II Ploești, 1645 din 10 Oct. 906. *Gazeta Tribunalului* 5/1906;  
 SCRIBAN TRAIAN, *Notă* sub. Judec. ocol. Herța, Dorohoi, 441 din 26 Ian. 1925. *Jur. Gen.* 1925. N. 399;  
 WEISS P. LEON, *Notă* sub. judec. ocol. rural Tulcea, 285 din 23 Dec. 922. *Justiția Dobrogei* 3/923.

### INDEX ALFABETIC

Arendare, a se vedea „Locație”.  
 Cherabilitate, a se vedea „Locul plății”.  
 Condiție rezolutorie 9.  
 Consemnare 14, 16, 20.  
 Contestare 9.  
 Culpă 9, 12.  
 Derogare 16.  
 Domiciliul debitorului 2, 3, 5, 6, 7, 9-14, 16-20.  
 Judecătoria de ocol, depunerea recipsei 20

Inserarea domiciliului 13.  
 Legea de prelungire a contractelor de închiriere 18, 20.  
 Legea pivitoare la simplificarea formalităților de plată chiriei 16.  
 Locație 1, 3, 5, 6, 10, 11, 13, 14, 16, 17, 18, 20.  
 Locul plății 1, 2, 6, 7, 8, 9, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 20.  
 Mandatar 19.

Martori 14.  
 Moștenitori 8.  
 Pact comisoriu 1, 4, 7, 9, 17, 18, 20.  
 Plata, a se vedea „Locul plății”, „Refuzul plății” și 1, 3, 6, 7, 15, 16, 17, 20.  
 Plata la bara justiției 15.  
 Portabilitate, a se vedea „Locul plății”.

Prelungirea contractelor de închiriere 18, 20.  
 Privilegiu 7.  
 Probe 1, 7, 9.  
 Procurator 19.  
 Refuzul plății, 7, 9, 16, 17, 18.  
 Renunțare 4.  
 Reziliere 4, 5, 11.  
 Rezolutorie condiție 9.  
 Societate 8.  
 Vânzare-cumpărare 9, 12.



## Jurisprudență.

1. Plata chiriei trebuie a se face la locul arătat prin contractul de locațiune, iar când părțile n'au convenit asupra acestui lucru, atunci trebuie a se raporta la legea care determină locul unde urmează a se face plata unei sume de bani, căci ea ține loc de convențiune; or, art. 1104 prevede că în asemenea caz plata se va face la domiciliul debitorului. Deci, pactul comisoriu dintr'un contract de locațiune nu poate fi invocat de locator, în asemenea situațiune, de cât când va proba că s'a prezentat la locatar la timpul prevăzut în contract și că acesta a refuzat plata chiriei. (Apel Buc. I, Sept. 28/93, *Dr.* 67/93).

2. Plata se face la domiciliul debitorului, dacă prin convențiune nu s'a stipulat locul, unde ea urmează să se facă. (Cas. I, 112/901, B. p. 395).

3. În lipsa unei stipulațiuni contrarie, sau a unei convențiuni tacite, plata arendei, conform art. 1104 din codul civil, are a se face la domiciliul arendașului. (Cas. I, 22 Febr. 1906, B. p. 243).

4. Proprietarul, în favoarea căruia este stipulată clauza rezolutorie expresă, poate renunța în mod tacit sau expres la această clauză.

Astfel, dacă proprietarul a primit plata arendei nu la locul indicat în contractul de arendare, ci în altă localitate și nici la termenele stipulate prin aceasta dânsul a renunțat în mod tacit la clauza rezolutorie expresă stipulată în contract, și, prin urmare, dânsul nu mai poate cere rezilierea contractului de arendare pentru nerespectarea acestei clauze. (Cas. I, 25 Iunie 1908, B. p. 1092).

5. Conform art. 1104 din codul civil, în lipsă de stipulațiune contrarie, plata se face la domiciliul debitorului.

Prin urmare, când este constatată că proprietarul unui imobil nu s'a prezentat la chiriașul său a cere chiria în ziua de 28 Septembrie, conform contractului, nu se poate zice că chiriașul ar fi călcat obligațiunea luată prin contract de a plăti chiria la termen și deci nu se poate cere rezilierea pe acest motiv. (Cas. I, 29 Oct. 1908, B. p. 1638).

6. Plata chiriei, ca plata oricărei datorii, trebuie să se facă la locul arătat prin contractul de închiriere, iar când părțile n'au convenit asupra acestui punct, plata urmează a se face, potrivit art. 1104 alin. ultim codul civil, la domiciliul debitorului. (Apel Buc. I, *Dr.* 58/909, p. 460).

7. Când într'un act de privilegiu s'a prevăzut numai modalitatea plății, nu și locul unde debitorul are a face plata, datoria este cherabilă, potrivit art. 1104 c. civil. Prin urmare, pactul comisoriu prevăzut în acel act nu poate să-și pro-

ducă efectul, decât dacă creditorul dovedește că s'a prezentat în timpul prevăzut în act la debitor și acesta a refuzat plata. (Apel Buc. II, *Dr.* 77/910, p. 618).

8. Alegerea domiciliului deși stipulată în favoarea creditorului, e făcută și în interesul debitorului care poate conta pe un anumit loc de plată și acest loc nu poate fi schimbat de creditor fără învoirea debitorului.

Prin urmare, dacă creditorul încețază din viață și noii creditori au domiciliu diferite și depărtate debitorul nu poate fi obligat a plăti parțial la domiciliul fiecărui creditor; așa că noii proprietari neputând să se prevalze de plată la domiciliu lor, debitorul este în drept a face plata oricând.

Dispozițiile art. 1157 c. civ. după care se prezumă că asociații și-au dat reciproc facultatea de a administra unul pentru altul și deci oricare din asociați era în drept să ceară plata arendei, se aplică numai la societățile civile cari formează persoanele morale. (Trib. Ilfov s. III, 200/911, *Curier Jud.* 8/1912).

9. Clauza rezolutorie fiind consecință și sancțiunea neîndeplinirii unei obligațiuni, ea nu își produce efectul decât atunci când este dovedit culpa părții, față de care se invoacă această clauză, adică să se stabilească, în prealabil, neîndeplinirea obligațiunii acelei părți.

Dacă convențiunea părților nu stabilește locul unde trebuie să se facă plata, plata se va face, conform art. 1104 al. ultim, cod. civil, la domiciliul debitorului și creditorul nu se poate folosi de clauza rezolutorie decât justificând că s'a prezentat în persoană, sau prin mandatar, la domiciliul debitorului și nu a fost plătit, de oarece o asemenea clauză nu este îndestulătoare prin ea însăși, pentru ca debitorul să fie obligat să plătească ceea ce datorește la domiciliul creditorului și debitorul este în culpă, numai atunci când i s'a reclamat prețul la locul convenit sau fixat de lege.

De altmintrelea, când se constată că creditorul a cerut plata dela debitor, după expirarea termenului, creditorul singur a înțeles să nu atribue efectul clauzei deplin drept, numai prin ajungerea termenului.

În asemenea condițiuni și față de constatările de fapt ale instanței de fond, acea instanță n'a comis nici un exces de putere și n'a nesocotit întru nimic pactul comisoriu inserat în actul de vânzare, când a decis că debitorul nefiind în culpă pentru neplata restului de pret, pactul comisoriu nu a putut să opereze și să rezilieze de drept contractul de vânzare, așa că instanța de fond bine a admis contestația la executarea acelui act și a a-



nulat titlul executoriu pus pe dânsul. (Cas. II, No. 250, 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 102, Bul. p. 2298).

**10.** În materie de locațiune, în lipsă de stipulațiune prin contractul de închiriere a locului unde să se facă plata, urmează că chiria trebuie să fie plătită la domiciliul chiriașului, de oarece legiuitorul neprevăzând nici o dispozițiune specială în această materie, are a se aplică regula de drept comun din art. 1104 cod. civil, potrivit căreia în lipsă de convențiune plata se face la domiciliul debitorului. (Apel Buc. I, No. 224, 1913; Dreptul 1914 p. 166).

**11.** După art. 1104 c. civ., plata chiriei se face la domiciliul debitorului locatar, dacă prin convenție nu s'a prevăzut un alt domiciliu.

Prin urmare Tribunalul face o justă aplicațiune a acestui articol, când constată că contractul prevede ca plata să se facă la domiciliul proprietarului și declară reziliat contractul de locațiune pentru motivul că chiriașul nu a executat obligația de a plăti chiria la domiciliul proprietarului. (Cas. I, decizia No. 40, din 21 Ianuarie 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 167).

**12.** În lipsa unei stipulațiuni a părților asupra locului unde să se facă plata, ea urmează a se face la domiciliul debitorului potrivit regulei de drept comun înscrisă în art. 1104 c. civ. și 59 c. com. Prin urmare, în materie de vânzare, când prin contract nu se arată altfel, plata prețului trebuie a se face la domiciliul cumpărătorului, el fiind debitorul prețului.

Așa fiind, când instanța de fond, în speță Camera arbitrală, constată că prin contractul de vânzare a unor cereale nu s'a prevăzut în ce loc să se facă plata, iar vânzătorul n'a dovedit că s'a prezentat la domiciliul debitorului-cumpărător la termenul stipulat pentru a cere să i se facă plata prețului, cu drept cuvânt a respins cererea vânzătorului de a se declara reziliat contractul pentru neplata prețului din culpa cumpărătorului. (Cas. III, decizia No. 364, din 3 Iunie 1915. Jurispr. Rom. 1915, p. 471).

**13.** Când într'un contract de arendare nu se arată locul unde urmează a se face plata arenzei, ea trebuie plătită la domiciliul debitorului, de oarece regula generală pusă de legiuitor în materie de plată este cherabilitatea. Faptul că părțile înserează în contract domiciliile lor pur și simplu nu înseamnă că ele au voit să deroage de la regula generală a cherabilității, ci că au înțeles numai să arate locul îndeplinirii obligațiunilor lor și mai cu seamă locul unde eventual trebuie să se îndeplinească actele de procedură. (Trib. Ilfov s. IV, 1934 din 17 Dec. 920, Pand. Rom. 1922, II, 300).

**14.** Când într'un contract de închiriere nu s'a stipulat locul unde să se facă plata chiriei, conform art. 1104 c. civ., ea urmează să se primească la domiciliul locatarului; iar când proprietarul nu s'a prezentat să o ceară la termen și locatarul a fost obligat o consemneze, proprietarul nu mai poate cere rezilierea contractului.

Proba cu martori cerută de proprietar ca să dovedească că a fost la locatar să ia chiria, dar nu l'a găsit acasă, este inoperantă și neconcludentă în cauză, căci dacă nu a fost personal locatarul, cum e în specie, era acolo familia sa căreia i se lasă să-i facă plata. (C. Apel Buc. s. II, 20 din 8 Februarie 1921, Curier Jud. 24/921, Pand. Rom. 1922, III, 29).

**15.** De oarece creditorul nu poate fi obligat să primească plata în altă parte de cât la domiciliu stipulat în convențiune, el nu poate fi ținut—chiar dacă nu s'ar fi stipulat nici un loc de plată—să primească plata ce i s'ar face de debitor în instanță, la bara justiției. (Trib. Dorohoi, 151 din 1 Iunie 1922, Jur. Gen. 1923 No. 1248; Trib. Dorohoi 43 din 14 Febr. 1922, Jur. Gen. 1923 No. 1614).

**16.** În lipsă de stipulație contrară în contract plata, potrivit disp. art. 1104 c. civil, urmează să se facă la domiciliul debitorului adică este cherabilă iar nu portabilă.

Prin articolul unic din „Legea privitoare la simplificarea formalităților de împlinit de către chiriași la plata chiriei”, din 28 Iulie 1921, s'au adus modificări în legătură cu obligația plății chiriei, dispunându-se pe de-o parte că chiriașul se poate libera de obligație, depunând suma datorită, în termen, la Administrația financiară, iar recipisa la judecătoria de ocol a situației imobilului, iar pe de altă parte, că orice formalități de ofertă reală prevăzute de dreptul comun se desființează în materie de chirie, chiar dacă prin contract s'a stipulat că plata chiriei se va face la domiciliul creditorului.

Prin această modificare însă nu s'a derogat dela dreptul comun în ipoteza când chiria este cherabilă. În adevăr, modificarea introdusă constituie o dispoziție de favoare pentru chiriași, dispunând că debitorul, în caz când este obligat a face plata la domiciliul creditorului, să se poată libera, fie acbitând direct proprietarului suma datorită, fie vărsând-o în termen la Casa de depuneri, Administrația financiară sau percepție și depunând recipisa împreună cu chitanța de încunoștiințare a proprietarului, prin scrisoare recomandată la judecătoria de ocol respectivă.

Dacă însă chiria este cherabilă, nu se poate admite aceiași soluțiune, în-



trucât ar fi să cerem o obligație în plus peste cea contractuală, pentru chiriași, ceace nu este compatibil cu beneficiile legale ale unei legiferări de favoare introdusă numai în interesul chiriașilor, așa încât proprietarul este obligat a se transporta — și sub imperiul acestei legi — la domiciliul chiriașului pentru a-și reclama suma datorită, și numai în cazul când transportându-se, chiriașul refuză plata sumei datorită, atunci el este îndreptătit a cere rezilierea contractului de locație. (Trib. Drohoi sentința No. 260 din 29 August 1922, Jur. Gen. 1923 No. 1403; C. Apel Iași s. II, 31 Oct. 1924, Jur. Gen. 1924 No. 2202; Judecătoria ocol Mangalia-Constanța 90 din 5 Iulie 1924, Justiția Dobrogei 9—10/924).

17. Conform dispozițiilor art. 1104 c. civil, în cazul când nu s'a fixat prin convențiune locul plății chiriei, acest loc este acel al domiciliului debitorului.

Deci în contractele în cari nu se prevede în mod expres portabilitatea chiriei, ea este considerată cherabilă și pactul comisor expres ce eventual un astfel de contract ar conține, nu ar putea opera decât în momentul în care proprietarul prezentându-se la domiciliul chiriașului spre a-și încasa chiria, acesta din urmă ar refuza plata ei.

În specie, Curtea de fond constată că pactul comisor expres nu a putut opera, de oarece proprietarul, desi locul plății nu era fixat în contract, nu s'a prezentat la chiriașul său pentru încasarea chiriei, ci s'a multumit să-i trimită posterior acțiunii la 2 Mai 1923, o notificare care e inoperantă în cauză pentru chriile în discuție exigibile anterior acestei date și care nu putea să își producă efectele decât pentru câșturile viitoare, chiar dacă ea ar fi indicat un alt loc de plată, pe care in-

timatul l-ar fi acceptat. (Cas. I, 742 din 10 Martie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 142).

18. Dispoziția rezolutorie legală din art. 15 al legii chiriilor din 1924, operează și în cazul chiriei cherabile, fără a mai fi nevoie proprietarul a dovedi că s'a prezentat la chiriaș spre a-i cere chiria și că acesta a refuzat plata ei. (Trib. Dolj s. I, 804 din 19 Dec. 1924, Justiția Olteniei 2/925; Cas. I, 1946 din 10 Nov. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 204; Cas. I, 2127 din 28 Nov. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 505; Cas. I, 2281 din 12 Dec. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 506).

19. Plata nu este cherabilă ci portabilă, când în contract se prevede că plata se va face „în mânele procuratoarei”, deci la domiciliul ei sau la o bancă anumită, indicațiunea acestui loc de plată excluzând cu desăvârșire ideea cherabilității la domiciliul debitorului. (C. Apel Constanța 502 din 6 Oct. 1924, Justiția Dobrogei 9—10/924).

20. În fața textului categoric al art. 15 noua lege a chiriilor din 1924 dacă chiriașul depune chiria la Administrația financiară iar recipisa la altă judecătorie de cât cea a situației imobilului închiriat, operează pactul comisor legal, — ultimul aliniat al citatului articol — considerându-se de drept desființat contractul de închiriere și indiferent dacă chiria eră cherabilă sau portabilă, de oarece art. 15 indică clar modul cum chiriașul se liberează de plata chiriei și în fața unui text special și clar, nu se poate decide altfel. (C. Apel Craiova s. II, 30 din 26 Ian. 1925, Justiția Olteniei 3/925).

21. A se vede: art. 1021, Index și notele respective; art. 1114 cu notele respective; art. 1362 nota 2; art. 1429 nota 14.

**Art. 1105.** — Cheltuelile pentru efectuarea plăței sunt în sarcina debitorului. (Civ. 1117, 1305, 1317; Civ. Fr. 1248).

*Text. fr. Art. 1248.* — Les frais du paiement sont à la charge du débiteur.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 163; IV, ed. 5-a, p. 267;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations* II, 1514, 1515;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 81; ed. 1-a, III, p. 893;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1804; *Suppl. Obligations*, 736 urm.;  
LAURENT, XVII, 596;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 691;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 431.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 515 urm., 558; (part. II, ed. 2-a, p. 326);  
CANTACUZINO MATEI, p. 480;  
NACU, II, p. 652 urm.

§ 2. *Despre plata prin subrogațiune*<sup>1)</sup>.

**Art. 1106.** — Subrogațiunea în drepturile creditorului, făcută în folosul unei a treia persoane ce îi plătește, este sau convențională sau legală. (Civ. 1107, 1108, 1391, 1393; Civ. Fr. 1249).

*Text fr. Art. 1249.* — La subrogation dans les droits du créancier au profit d'une tierce personne qui le paie, est ou conventionnelle ou légale.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 278;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1522;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1815 urm.; *Suppl. Obligations*, 744 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 692, 693;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 478.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 597; (X, p. 170, 443, 489-491, 504, 650 nota);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 490;  
 DEGRÉ AL., *Scrieri juridice*, vol. I, p. 334 urm.: „Expunerea regulilor codului actual și a dreptului vechi român în privința plății prin subrogațiune“;  
 LAZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Despre ideea de subrogațiune*;  
 NACU, II, p. 658; III, p. 670;  
 SCRIBAN ȘTEFAN, „*Despre ficțiuni*“. Curier Jud. 29/922.

## Jurisprudență.

1. Subrogația prevăzută de art. 1106 și urm. se face atât în contra debitorului primitiv, cât și în contra fidejutorului, când există cesiuni succesive și în cursul lor a intervenit un fidejutor. (Apel Buc. I, C. Jud. 6/900).

2. Achitarea unei cambii neprotestate de către un tert, nu-i dă dreptul acestuia să se subroge în drepturile

creditorului achitat, căci subrogația fiind de drept strict, ea nu operează decât în cazurile prevăzute de art. 1107 și 1108 c. civil; prin urmare obligația ne mai fiind solidară, emitentii cambiei rămân obligați a restitui tertului fiecare partea sa din datorie. (C. Apel Iași s. I, 48 din 31 Mai 1922, Curier Jud. 12/923; Pand. Rom. 1924, II, 65).

3. A se vedea: art. 1107 și 1108 cu notele respective.

**Art. 1107.** — Această subrogațiune este convențională:

1. Când creditorul primind plata sa dela o altă persoană, dă acestei persoane drepturile, acțiunile, privilegiile sau ipotecile sale, în contra debitorului; această subrogațiune trebuie să fie expresă și făcută tot într'un timp cu plata;

2. Când debitorul se împrumută cu o sumă spre a-și plăti datoria și subrogă pe împrumutător în drepturile creditorului. Ca să fie valabilă această subrogațiune, trebuie să se facă actul de împrumutare și chitanța înaintea tribunalului, să se declare în actul de împrumutare că suma s'a luat pentru a face plata, și în chitanță să fie declarat că plata s'a făcut cu banii dați pentru aceasta de noul creditor. Această subrogațiune se operă fără concursul voinței creditorului. (Civ. 1093, 1106, 1108 urm., 1176, 1182, 1393, 1670, 1737, § 2 și 5, 1744; C. com. 298, 322—325, 426; L. Timbr. 33 § 1; Civ. Fr. 1250).

<sup>1)</sup> Prin „*Subrogațiune*“ se înțelege transmiterea drepturilor de către un creditor, unei a treia persoane care i-a plătit creanța ce avea contra debitorului său. A se vedea și textul art. 1107 și 1108 Cod. Civ.



*Text. fr. Art. 1250.* — Cette subrogation est conventionnelle,

1<sup>o</sup> Lorsque le créancier recevant son paiement d'une tierce personne la subroge dans ses droits, actions, privilèges ou hypothèques contre le débiteur: cette subrogation doit être expresse et faite en même temps que le paiement;

2<sup>o</sup> Lorsque le débiteur emprunte une somme à l'effet de payer sa dette, et de subroger le prêteur dans les droits du créancier. Il faut, pour que cette subrogation soit valable, que l'acte d'emprunt et la quittance soient passés devant notaires; que dans l'acte d'emprunt il soit déclaré que la somme a été empruntée pour faire le paiement, et que dans la quittance il soit déclaré que le paiement a été fait des deniers fournis à cet effet par le nouveau créancier. Cette subrogation s'opère sans le concours de la volonté du créancier.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 169-180; IV, ed. 5-a, p. 278-293;  
 BAUDRY, *Précis*, II, 1043;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1520, 1521, 1521-5<sup>o</sup>, 1528, 1535, 1536, 1540;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 67; II, p. 92, 93, 95, 203, 263, 708;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1838 urm.; *Suppl. Obligations*, 746 urm., 827;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 189 bis, VI-X; 190 bis, II; 191 bis, VI, IX-XIII;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 321; II, p. 43; III, p. 81; IV, p. 296;  
 DEMOLOMBE, XXVII, 329, 330, 358, 360, 371, 372, 376, 377, 379, 381, 388, 396-398, 400-403, 411, 413, 415, 416, 423-425, 427, 434;  
 HUC, VIII, 48, 49, 55, 58, 60-64;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1250, n<sup>o</sup> 6, 7, 30, 36, 42, 66, 68, 76, 78, 1252, n<sup>o</sup> 39;  
 LAURENT, XVIII, 11 urm., 14, 23, 27, 29, 30, 32, 39, 41, 42, 46, 50, 52, 53, 56-58;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 700 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 479 urm., 484, 488.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 597 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 849; X, p. 170, 443, 489-491, 504, 650 nota);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 491;  
 FILITI D. IOAN, „O interesantă deciziune“. Pagini Juridice 5/1907;  
 LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Despre ideea de subrogațiune*;  
 NACU, II, p. 638, 659 urm.

### INDEX ALFABETIC

Act autentic 9.	Imprumut 2, 3, 6-11.
Act de imprumut a se vedea „Imprumut“.	Intenție 3.
Agent judecătoresc 4.	Ipoteca 10, 12.
Anulare, a se vedea „Nulitate“.	Judecătoresc agent 4.
Autorizația Tribunalului 12.	Nulitate 5.
Chitanțe de plată 2, 3, 6, 7, 8, 9.	Plată, a se vedea, „Chitanțe“.
Convențională subrogație, a se vedea „Subrogație“.	Privilegiu 11.
Destinația banilor 2.	Radierea ipotecii 10.
Dota 12.	Recolte 11.
Fraudă 4.	Registre de inscripție 10.
	Sacramentali termeni 6, 8.
	Subrogație 1-12.
	Termeni sacramentali 6, 8.
	Tribunal, autorizație 12.

### Jurisprudență.

1. Subrogațiunea substitue pe subrogatul creditor în toate drepturile creditorului primordial, atunci numai când n'au avut loc stipulațiuni anume mărginitoare. (Cas. 1/Martie, 14/67 B. p. 257).

2. Pentru a se invoca cu succes o subrogațiune convențională, nu este suficient ca în actul de imprumut să se arate destinațiunea banilor, ci mai trebuie încă ca în chitanțele de plată,

obținute de la creditorii satisfăcuți, să se facă mențiune că în adevăr banii împrumutați au servit pentru acest sfârșit și ca aceste chitanțe să fi fost făcute înaintea tribunalului. (Apel Buc. II, 144 Apr. 30/82, *Dr.* 49/82).

3. Pentru validitatea subrogațiunii convenționale, efectuată de debitor, art. 1107 cere, spre salvagardarea intereselor terților, ca din actul de împrumutare și din chitanță, făcute ambele înaintea tribunalului, să rezulte faptul important pentru noul creditor că cu banii săi s'a plătit creditorul în drepturile căruia intră. — Astfel există subrogațiune în favoarea împrumutătorului când din contextul actului de împrumutare reese că debitorul s'a împrumutat de la noul creditor spre a plăti pe vechiul creditor și că intențiunea comună a părților contractante a fost de a se subroga noul creditor în drepturile celui vechiu, și când este cert că banii noului creditor s'au plătit vechiului creditor. (Apel Buc. I, 79 Mart. 19/82, *Dr.* 43/82).

4. În cazul subrogațiunii prevăzută de art. 1107 al. II din Codul civil, constatarea agentului judecătoresc, în privința efectuării plății cum și în privința provenienței banilor cu cari s'a făcut plata, exclude existența fraudei. (Apel Iași II, *Dr.* 38/95).

5. Subrogațiunea convențională făcută de debitor fără a împlini una din condițiile cerute de acest art. nu este anulabilă decât față de terții și nulitatea nu poate fi cerută de părțile contractante. (Trib. Brăila *Dr.* 70/97).

6. Pentru ca să existe subrogație convențională, prin care împrumutătorul intră în drepturile creditorului, chiar fără concursul voinții creditorului, nu este nevoie de fraze sacramentale, ci este suficient ca actul de împrumutare și chitanța de achitare să fie făcute înaintea tribunalului, să se declare în actul de împrumut că suma s'a luat pentru a face plata și în chitanță să fie declarat că plata s'a făcut cu banii dați pentru acest scop de noul creditor. De asemenea nu este necesar ca plata să se facă simultan cu împrumutul. (Apel Buc. I, C. Jud. 40/98).

7. Pentru ca subrogațiunea convențională să fie valabilă nu se cere ca în actul de împrumut să se declare că debitorul subrogă pe împrumutător în drepturile sale și că plata datoriei să se facă simultan cu împrumutul, destul numai ca actul de împrumut și chitanța să fie făcută înaintea Trib. și să se prevadă în ele că împrumutul s'a făcut pentru plata unei datorii și că banii dați de noul creditor au servit pentru acest scop. (Apel Buc. I, 69/98).

8. Pentru a fi subrogațiune convențională nu e trebuință ca părțile, în actele ce au încheiat să fi întrebuintat cuvântul de a subroga. de oarece în C. civ. termenii sacramentali nu mai sunt ceruți, ci e destul ca actul de împrumutare și chitanța să se facă dinaintea tribunalului, să se declare că suma s'a luat pentru a se face plata și că s'a făcut cu banii dați de noul creditor. (Cas. I, 192/901, B. p. 770).

9. Validitatea subrogațiunii consimțită de debitor nu este subordonată de lege decât la două condiții: ca împrumutul făcut de debitor dela un al treilea, pentru a-și plăti creditorul, să fie constatată prin act autentic și ca chitanța dată debitorului de către creditorul, care primește plata, să fie și ea autentică și să contină mențiunea că

plata s'a făcut cu banii dați pentru aceasta de noul creditor, astfel că subrogația nefiind decât o probare legală, stabilită în interesul liberației debitorului. urmează că existența și eficacitatea ei nu pot să fie subordonate decât numai acestor două condiții, iar nu și condiției ca creditorul, care împrumută banii, să mențină în registru inscripțiile creanțelor ce plătește sau să facă vre-o mențiune în aceste registre despre vre-un astfel de mod de plată. (Cas. I, 339/904, B. p. 960).

10. În cazul de subrogație convențională, prevăzută de art. 1107 al. II Cod civ., este adevărat că legea nu cere o convențiune expresă de subrogațiune, cum acesta se cere în cazul prevăzută de același articol al. I convențiunea subrogatorie fiind consimțită implicit, prin îndeplinirea condițiilor indicate de art. 1107 alin. II. Însă, când debitorul se împrumută cu ipotecă, spre a plăti un alt creditor ipotecar anterior dar inscripțiunea acestui creditor ipotecar anterior a fost desființată și radiată cu desăvârșire din registre, fără nici o rezervă și fără ca creditorul ipotecar, care a împrumutat banii spre a-l plăti, să facă vre-o mențiune în registre de inscripțiunea creditorului ipotecar, în al cărui rang înțelegerea să se substituie, el poate să invoace față de toți creditorii ipotecari deja existenți drepturile ce decurg din acea inscripțiune radiată dacă el nu probează că a anulat radierea acestei inscripțiuni. (Apel Galați, II, *Dr.* 71/905).

11. Privilegiile fiind de strictă interpretare, nu pot fi întinse mai departe de cât prevede legea, astfel că cei ce împrumută bani pentru a se întrebuinta la strângerea recoltei, nu pot pretinde privilegiul acelor ce fac direct munca pentru recoltă, putând dobândi însă acest privilegiu pe calea subrogațiunii convenționale sau legale, însă numai dacă se operează în formele prescise de art. 1107 și 1108 c. civil. (Trib. Suceava *Dr.* 25/911, p. 197).

12. Pentru ca ipotecarea unui imobil dotal, în vederea achitării unui creditor ipotecar anterior să poată fi dispensată de autorizatiunea tribunalului, trebuie a se face declarațiunea de subrogare prescristă de art. 1107 c. civ. urmând ca al doilea creditor să fie subrogat în locul și drepturile celui dintâi. (Cas. I, Iași No. 2, 1917; Petre Popescu, *Jur. Cas.* 1917—1918, No. 1).

**Art. 1108.** — Subrogațiunea se face de drept:

1. În folosul aceluia care, fiind el însuși creditor, plătește altui creditor ce are preferință;
2. În folosul aceluia care, dobândind un imobil, plătește creditorilor căror acest imobil eră ipotecat;



3. In folosul aceluia care, fiind obligat cu alții sau pentru alții la plata datoriei, are interes de a o desface;

4. In folosul eredelui beneficiar, care a plătit din starea sa datoriele succesiunii. (Civ. 713, 778, 1053, 1670, 1720, 1723, 1778, 1790 urm., 1799; Pr. civ. 706; C. com. 298, 323, 462, 464, 680; Civ. Fr. 1251).

*Text. fr. Art. 1251.* — La subrogation a lieu de plein droit,

1° Au profit de celui qui, étant lui-même créancier, paie un autre créancier qui lui est préférable à raison de ses privilèges ou hypothèques;

2° Au profit de l'acquéreur d'un immeuble, qui emploie le prix de son acquisition au paiement des créanciers auxquels cet héritage était hypothéqué;

3° Au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêts de l'acquitter;

4° Au profit de l'héritier bénéficiaire qui a payé de ses deniers les dettes de la succession.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 14, 180-188; IV, ed. 5-a, p. 18, 293, 294, 296-308;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1542, 1543, 1549-1552, 1554, 1555, 1560-1562;  
 BOISTEL, *Cours de dr. comm.*, 503, 824, 836;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 95, 96, 97, 98, 125, 192, 742, 745, 916, 940, 962, 972, 980;  
 ed. 1-a, III, p. 315, 589, 598;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1900 urm.; *Suppl. Obligations*, 307, 773 urm., 796, 814;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 148 bis, I, II; 193 bis, III; 194 bis, V, 195 bis, II, III;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, III, p. 81; IV, p. 302; V, p. 167, 168;  
 DEMOLOMBE, XXVII, 458, 459, 469, 474, 511, 513, 515, 518-520, 524, 525, 533-539, 543-554,  
 565, 580, 584, 597, 601, 603, 610, 624;  
 HUC, VIII, 67, 70, 71, 76;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1251, n° 3, 5, 17, 19, 21, 22, 25, 27, 28, 72;  
 LAURENT, XVIII, 64, 69, 77-79, 81, 85, 87-89, 92, 93, 97, 100, 102, 103-105, 107, 108;  
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Précis*, 1001, *Tr. de dr. comm.*, 339 urm., 341, 395 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 702 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 491.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 435, 618-645; (III, part. II, ed. 2-a, p. 400, 693, n. 2, 694, 695, 700;  
 IV, part. II, ed. 2-a, p. 334; IV, part. II, ed. 2-a, p. 263, 295, 420; X, p. 170, 443,  
 489-491, 504, 650 nota);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 299, 301, 490, 491, 533, 538, 540, 593;  
 HAGI-CHIREA GEORGE, „Subrogație sau remiterea datoriei”. *Curier Jud.* 23/914;  
 IONESCU I. IOAN, *Dotă sub raportul înstrăinării*, p. 141;  
 LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Despre ideea de subrogație*;  
 NACU, II, p. 581, 665 urm.; III, p. 789, 791.

#### INDEX ALFABETIC

Acte private 2.	Ipotecă 2, 3, 4, 7, 9, 11, 13-17.
Adjudecare 3, 6.	Limitative cazuri 3, 13.
Antichrează 15.	Mandat 3, 4, 8.
Cambie 10, 12.	Pământ rural 15
Cazuri limitative 3, 13.	Privilegiu 16.
Creditori 5, 7, 9, 14, 17.	Radiere 11.
Creditori ipotecari 3, 14, 15, 16.	Rural pământ 15.
Cumpărători 3, 7, 9, 10, 11, 15.	Solidaritate 17.
Daune 1.	Subrogație legală 2-4, 7, 9, 10, 12, 14-17.
Debitor solidar 17.	Taxe de timbru 3.
Depozit 5.	Urmărire silită 1.
Ficțiune 8.	Vanzare-cumpărare, a se vedea „Cumpărători”.
Garant 1, 10, 12.	
Inscripție 2, 11.	

#### Jurisprudență.

1. Simpla urmărire a garantului să plătească nu e suficientă a opera subrogațiunea legală, ci numai de a da

dreptul caucionatorului să acționeze pe debitorul garantat, pentru desdăunări, conform art. 1673. (Cas. I. 12/Ian. 17/72, B. p. 12).

2. Subrogațiunile fiind niște plăți, pot fi legalmente confecționate chiar și prin acte private și fără a se mai supune la o din nouă formalitate a inscripțiunei când e vorba de o creanță ipotecară. (Trib. Olt. Iun, 14/82, *Dr.* 62/82).

3. După art. 1108 al. II, subrogațiunea are loc de drept, adică în virtutea legii și fără a fi trebuință de vre-o convențiune, atunci când cumpărătorul unui imobil întrebunțează prețul achizițiunei pentru a plăti pe creditorii ipotecari ai aceluia imobil. Astfel, procura-

torul unui creditor ipotecar, de și mandatul său nu este autentic, este în drept a primi plata creanței căci prin nici una din dispozițiunile sale legiuitorul nu cere ca procuratorul să aibă un mandat autentic atunci când e vorba de primirea unei sume din o creanță ipotecară. Și prin urmare cel care a plătit este subrogat în toate drepturile creditorului ipotecar plătit deși această plată se constată numai prin declarațiunea procuratorului pe actul original al ipotecei că a primit dela adjudecator suma datorită, ne fiind necesar pentru existența acestei subrogațiuni să fie dresată o convențiune specială supusă unei taxe conform legei timbrului. (Apel Buc. I, 72, Martie 15/82, Dr. 50/82).

4. Precum la constituirea unei ipotece se cere procură autentică, după cum prevede art. 1781, de asemenea nici o subrogațiune nu se poate efectua decât în baza unei procuri autentice. (Trib. Ilfov, s. not. jurn. 1118, Febr. 9/82, Dr. 50/82).

5. Nu există subrogație legală când plata deși s'a făcut de creditor, nu s'a efectuat însă cu banii săi, ci cu ai debitorului, cari i-au fost lăsați în depozit. (Trib. Dorohoi, Dr. 59/96).

6. Adjudecatorul nu poate invoca subrogațiunea legală, întrucât el nu a plătit prețul adjudecațiunii și imobilul a fost scos în vânzare în contul său. (Apel. Buc. I. Dr. 69/98).

7. Subrogațiunea legală prevăzută de art. 1108 al. II din codul civil, are loc în folosul aceluia care, devenind proprietarul unui imobil, plătește creditorilor cărora acest imobil erea ipotecat. (Cas. I, 190/99, B. p. 620).

8. Subrogațiunea legală, fiind o ficțiune, este de drept strict, și deci nu poate fi admisă, decât în cazurile prevăzute de lege. Așa dar, acel care achită o creanță, la plata căreia eră ținut prin un mandat, fiind obligat singur, iar nu cu alții și pentru alții, nu face decât să execute propria sa obligație și deci nu poate fi vorba de subrogație. (Trib. Gorj, Dr. 15/900).

9. Dobânditorul unui imobil, care plătește creditorilor cărora imobilul dobândit eră ipotecat, este subrogat, în puterea legei, în toate drepturile și acțiunile creditorilor plătiți. Această subrogațiune, al cărei scop este de-a permite dobânditorului imobilului să-și conserve și să consolideze dreptul de proprietate dobândit sau să-și asigure recursul său, în cazul când, din cauza ipotecelor rămase neplătite, s'ar găsi evins fiind câștigată dobânditorului, numai prin faptul plății și din chiar momentul plății, beneficiul subrogației poate fi invocat de dobânditor, indiferent dacă ulterior a înstreinat, dacă în momentul, când se prevalează de su-

brogațiune, el mai este sau nu proprietar. (Apel Iași II, C. Jud. 85/901).

10. Cumpărătorul unor drepturi sau unui lucru, luând sarcina de a plăti o datorie ce vânzătorul avea, nu poate fi obligat în alt mod, de cât acela în care eră obligat și vânzătorul. Așa că dacă vânzătorul eră obligat ca garant și cu drept de a repeta de la debitorul principal, și cumpărătorul va fi obligat tot ca garant și cu aceleași drepturi. Astfel, dacă, în asemenea caz, cumpărătorul a plătit pentru debitorul principal, subrogațiunea la datoria plătită de dânsul s'a efectuat, nu în favoarea vânzătorului, ci în favoarea sa, și dacă pentru plata acestei datorii a luat dela debitorul principal o cambie, această cambie are o cauză și nu se poate anulă ca neavând o cauză. (Cas. II, 38/901, B. p. 264).

11. Dacă inscripțiunile ipotecilor plătite s'au radiat după cererea creditorilor, cu știrea și fără nici o rezervă din partea achizitorului imobilului, acesta a perdut beneficiul subrogațiunii și nu-l mai poate opune unui creditor ipotecar neplătit, care eră deja înscris în regulă în momentul radierei. (Apel Iași II, Dr. 8/902).

12. În afară de subrogația legală, acela care a luat îndatorirea de a plăti datoria unui fidejutor nu poate fi ținut de acea datorie, decât tot în această calitate de fidejutor, căci natura unei obligații nu se schimbă, prin faptul că nu altul a luat îndatorirea de a executa. Prin urmare, cel ce a plătit datoria unui fidejutor are recurs în contra debitorului principal și dacă acesta dă plătitorului o cambie, această cambie este valabilă nefiind dată fără cauză. (Cas. s. Unite, 5/903, B. p. 638).

13. Cazurile de subrogațiune legală, fiind limitativ arătate de art. 1108 cod. civil, nu se poate întinde și la alte ipoteze neprevăzute de lege. Astfel, un împrumut ipotecar, făcut în scop de a achita un creditor ipotecar anterior, nu subrogă de drept pe împrumutător în drepturile creditorului ipotecar anterior, care a fost desinteresat. (Apel Galați II, Dr. 71/905).

14. Subrogația legală conform art. 1108 al. I c. civil are loc numai în folosul aceluia creditor care a plătit pe un alt creditor anterior, a cărui creanță avea oarecari cauze de preferință sau care chiar chirografară ar fi pus în pericol creanța creditorului care a făcut plata. (Trib. Ilfov, s. Not. 278 din 3 Dec. 1909, Dreptul 14/1910).

15. Potrivit art. 1108 al. 2 c. civil subrogația are loc de drept în folosul aceluia care dobândind un imobil plătește pe creditorul căruia acest imobil eră ipotecat; astfel dacă cineva cumpără un pământ rural supus unei an-



tichreze și plătește pe creditorul anti-chrezist, dânsul are dreptul să se folosească de acel pământ în calitate de anti-chrezist încă din momentul plății către creditor, independent de titlul de proprietar pe care îl dă cumpărarea aceluiaș imobil de la proprietarul debitor.

Prin urmare tribunalul violează art. 1108 citat când înlătură subrogația legală invocată de cumpărător și respinge cererea de a i se restitui prețul vânzării unui pământ rural pe singurul motiv că folosința de anti-chrezist ar începe după anularea vânzării. (Cas. I, 16 din 11 Ian. 1913, Jur. Rom. 9/913).

16. Pentru ca cineva în urma achitării creditorului privilegiat să fie de drept subrogat în drepturile acestuia, trebuie ca și dânsul, adică acel ce a plătit, să fi fost creditor anterior plății. (Cas. II, 73 din 14 Iunie 1920, Curier Jud. 65-66/920).

**Art. 1109.** — Subrogațiunea stabilită, prin articolii precedenți, se operă atât în contra fidejuserului cât și în contra debitorului. Ea nu poate desființa dreptul creditorului, când plata i s'a făcut numai pentru parte din datorie; în acest caz el poate exercită, pentru ce are a mai lua, aceleași drepturi, ce exercită și subrogatul, pentru partea plătită, celui cui a făcut o plată parțială. (Civ. 973, 1652 urm., 1669; C. com. 298, 323, 462, 464, 803; Civ. Fr. 1252).

*Text. fr. Art. 1252.* — La subrogation établie par les articles précédents a lieu tant contre les cautions que contre les débiteurs: elle ne peut nuire au créancier lorsqu'il n'a été payé qu'en partie; en ce cas, il peut exercer ses droits, pour ce qui lui reste dû, par préférence à celui dont il n'a reçu qu'un paiement partiel.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 186-192; IV, ed. 5-a, p. 305-311, 313, 314;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1521, 1567, 1569 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 100; ed. 1-a, III, p. 557;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 1983 urm.; *Suppl. Obligations*, 783, 827 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 197 bis, VI-XI;  
 DEMOLOMBE, XXVII, 556, 640, 641, 649-660, 665-670;  
 HUC, VIII, 79;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1251, n<sup>o</sup> 13, 28; 1252, n<sup>o</sup> 14, 12, 27, 36;  
 LAURENT, XVIII, 111, 123-125, 127-129, 135-137;  
 MARCADÉ, art. 1252;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 693 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 515 urm.;  
 TROPLONG, *Des hypothèques*, I, 379.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 646 urm.; (X, p. 170, 443, 489-491, 504, 650 nota);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 492, 493;  
 LAZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Despre ideea de subrogațiune*;  
 NACU, II, p. 676 urm.

## Jurisprudență.

1. Când un creditor ipotecar și-a primit în diferite rânduri mai multe porțiuni ale creanței sale dela diferite persoane ce a subrogat în drepturile sale pentru porțiunile primite de la dânsii, toți subrogații aceștia vor trebui să fie colocați ipotecar prin concurență, căci toți nu represintă de cât unica și primitiva creanță presupusă ca totdeauna subsistentă în mâinile lor. Dacă, după art. 1109, nu se acordă nici chiar creditorului preferința pentru porțiunea ce dânsul nu o ar fi subrogat, rezultă evident că dreptul tutulor subrogaților este de a veni la colocațiunea ipotecară

prin drepturi egale prin concurență. — Asemenea în ceea ce privește procentele diferiților subrogați, fiecare subrogat se va bucura de procentul ce îl avea creanța primitivă de unde dânsii derivă. (Trib. Olt. Iun, 14/82. *Dr.* 62/82).

2. Potrivit art. 1109 c. civ. atunci când plata se face numai pentru o parte din datorie, subrogația nu desființează drepturile creditorului pentru ce mai are a lua, în acest caz el putând exercita pentru ce mai are lua, aceleași drepturi ce există și subrogatul pentru partea plătită celui cui a făcut o plată parțială. (C. Apel Iași s. II, 35 din 5 April 1922, *Dreptul* 35/922, *Pand. Rom.* 1923, III, 62).

§ 3. *Despre imputațiunea plăței*<sup>1)</sup>.

**Art. 1110.** — Debitorul, având mai multe datorii, al căror obiect este de aceeași speță<sup>2)</sup>, are dreptul a declara, când plătește, care este datoria ce voește a desface. (Civ. 1024, 1091, 1101, 1111 urm., 1113, 1506; Civ. Fr. 1253; Civ. Ital. 1255).

*Text. fr. Art. 1253.* — Le débiteur de plusieurs dettes a le droit de déclarer, lorsqu'il paie quelle dette il entend acquitter.

*Text. Ital. art. 1255.* — Chi ha più debiti della stessa specie, ha diritto di dichiarare quando paga, qual sia il debito che intende di soddisfare.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, 166, 167; IV, ed. 5-a, p. 272-274;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1579;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 81;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 198 bis, II;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 281;  
DEMOLOMBE, XXVIII, 14, 61, 62;  
LAROMBIÈRE, IV, art. 1254, n<sup>o</sup> 5;  
LAURENT, XVII, 600, 613;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 706;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 441 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 530, 531 urm., 533 n<sup>o</sup> 2;  
CANTACUZINO MATEI, p. 481;  
NACU, II, p. 681.

## Jurisprudență.

1. Comptul curent fiind indivizibil, urmează ca consecință, că una din părți nu poate dețasa un articol de credit, pentru a-l imputa asupra unei datorii,

astfel că regulile prevăzute în codul civil cu privire la imputarea plății, nu sunt aplicabile în materie de compt curent. (Trib. Ilfov s. Not. 90 din 25 April 1922, *Dreptul* 3/924).

**Art. 1111.** — Debitorul unei datorii, pentru care se plătește dobândă, sau o rendită, nu poate, fără consimțământul creditorului, să impute plata ce face pe capital cu preferință

1) Prin „imputațiunea” unei plăți se înțelege determinarea, arătarea, ce face debitorul care are mai multe datorii, a creanței, a datoriei, ce voește a plăti anume.  
2) În art. francez corespunzător 1253, lipsesc cuvintele: „al căror obiect este de aceeași speță”, ele fiind luate din art. 1255. Codul. civil. Italian.



asupra renditei sau a dobândei. Plata parțială, făcută pe capital și dobândă, se impută mai întâi asupra dobândei. (Civ. 1110, 1588, 1590, 1639 urm., 1692, 1695; C. com. 713; Civ. Fr. 1254).

*Text. fr. Art. 1254.* — Le débiteur d'une dette qui porte intérêt ou produit des arrérages, ne peut point, sans le consentement du créancier, imputer le paiement qu'il fait sur le capital par préférence aux arrérages ou intérêts: le paiement fait sur le capital et intérêts, mais qui n'est point intégral, s'impute d'abord sur les intérêts.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 166, 167; IV, ed. 5-a, p. 272-274;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1583;  
 BOISTEL, *Cours de dr. comm.*, 937;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 82;  
 DALLOZ, *Suppl. Obligations*, 851;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 12, 15, 25-27, 61, 62;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1254, n° 3, 4;  
 LAURENT, XVII, 607-609, 613;  
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, III, 275;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 707;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 441 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 530, 531 urm., 533 n. 2; (IX, p. 703, 704 n. 1);  
 CANTACUZINO MATEL, p. 481;  
 NACU, II, p. 681.

### Jurisprudență.

1. Când e vorba de o chitanță dată de creditor pentru primirea a parte din sumele datorite nu are loc aplicațiunea art. 1590, acest caz fiind prevăzut de art. 1111. (Cas. I. 29/Jan. 24/83, B. p. 48).

2. Dacă în chitanțele de descărcare se zice că plățile s'au făcut în comptul datoriei, și această datorie consta la epoca acelor vărsări atât din capital cât și din dobânda lui, în atare caz se aplică art. 1111. după care plata parțială a unei datorii pentru care se plătește dobândă se impută mai întâiu asupra dobânzii. Numai dacă în chitanțe s'ar fi zis că sumele dintr'insele s'au dat pentru capitalul datorit fără vre-o rezervă a dobânzilor, atunci acest fapt ar fi constituit o presumpție legală de plată dobânzilor și în acest caz sumele răspunse s'ar fi imputat numai asupra capitalului. (Cas. I, 231/Iunie 10/85, B. p. 504).

3. Dispozițiunile art. 1111 sunt aplicabile numai întru ce privește dobânzile zise compensatorii, adică acelea ce se datorează pentru folosința unui capital împrumutat, de oarece într'un asemenea caz aceste interese nu sunt alt de cât produsele, fructele capitalului; datoria capitalului și aceea a intereseilor nu sunt atunci propriu vorbind,

doă datorii distincte, ci o datorie unică, având de obiect un principal și niște accesorii, și nu este de presupus că creditorul ar fi voit să-și micșoreze veniturile capitalului său, pe cât timp dobânzile nu-i vor fi fost încă plătite. Prin urmare nu se poate aplica la cazul când debitorul e condamnat prin o sentință la plata capitalului cu dobânda de atât la sută, socotită ca drept daune-interese, principiul că debitorul mai multor datorii este stăpân a achita una sau alta după cel mai mare avantaj al său. Din contră, fiind vorba de o sumă pentru care interese nu se datoresc de cât ca o îndemnitare pentru întârzierea adusă la plata ei, atunci datoria acestor interese se află cu totul distinctă de datoria capitalului, putând avea adesea ori o sorginte diferită, putând proveni una dintr'un contract, pe când cealaltă să provină din prejudiciul cauzat creditorului în virtutea unui quasi-contract sau quasi-delicț. Cu atât mai mult urmează a se decide astfel în cazul când prin sentință debitorul e osândit la plata capitalului și la dobânzi moratorii, de oare ce dobânda datorită în virtutea acelei hotăriri nici se poate vre-o dată considera ca un ce accesoriu al datoriei principale, ca niște fructe sau venituri legitime ale acestui capital. Și afară de aceasta, dorința legii exprimată și prin

art. 1907, care declară prescriptibile dobânzile sumelor împrumutate după trecere de 5 ani, este ca nu cumva asemenea dobânzi acumulându-se prea mult să fie o cauză de ruină pentru debitor, și acest debitor să fie vecinic sub dependența creditorului său și amenințarea de ruină a averii sale ce ar putea dobândi în urmă. (Trib. Ilfov, com., 320. Mai 30/86. *Dr.* 57/86).

4. Debitorul unei datorii pentru care se plătește dobânzi compensatoare nu poate imputa, fără consimțământul creditorului, plata parțială ce face, de cât mai întâiu asupra dobânzii (art. 1111).

(Apel Buc. III, 109, Iunie 6/91; *Dr.* 49/91; Apel Buc. III, 171, Oct. 14/91. *Dr.* 82/91).

5. Când se plătește un accont dintr'un capital, plata se impută întâi asupra dobânzilor, și pentru că debitorul care a dat accontul să fie scutit de dobânzi, adică pentru ca acel accont să se impute numai asupra capitalului, trebuie ca creditorul să declare, în adevărta data debitorului, că plata acelui accont s'a făcut asupra capitalului datorit, căci numai cu chipul acesta naste presumpția că dobânzile au fost plătite. (Cas. I, 397/901, B. p. 1423).

6. A se vedea: art. 1113, nota 2.

**Art. 1112.** — Când debitorul unor deosebite datorii a primit o chitanță prin care creditorul impută aceea ce a luat special asupra unei din aceste datorii, debitorul nu mai poate cere ca imputațiunea să se facă asupra unei alte datorii, afară numai dacă creditorul l-a amăgit, sau l-a surprins. (Civ. 960, 1113; Civ. Fr. 1255).

*Text. fr. Art. 1255.* — Lorsque le débiteur de diverses dettes a accepté une quittance par laquelle le créancier a imputé ce qu'il a reçu sur l'une de ces dettes spécialement, le débiteur ne peut plus demander l'imputation sur une dette différente, à moins qu'il n'y ait eu dol ou surprise de la part du créancier.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 167; IV, ed. 5-a, p. 274;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1584, 1585;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 82;  
DALLOZ, *Suppl. Obligations*, 851, n° 1;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 200 bis;  
DEMOLOMBE, XXVIII, 61, 62;  
LAURENT, XVII, 612, 613;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 707;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 441 urm.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 537 urm.;  
CANTACUZINO MATEI, p. 481;  
NACU, II, p. 682.

#### Jurisprudență.

1. Când debitorul mai multor datorii, efectuând o plată, nu uzează de dreptul său de a determina imputațiunea plății și dacă plata e imputată de creditor prin chitanța liberatorie asupra unei anumite datorii, debitorul nu mai poate cere conform art. 1112 ca im-

putația să fie făcută asupra unei datorii și nu poate atacă imputațiunea de cât numai pentru cauza de dol și în orice caz numai în termenul de zece ani prevăzut de art. 1900 c. civ., pentru exercițiul acțiunilor în nulitate a convențiilor pentru cauză de dol sau violentă. (Trib. Teleorman s. I, 18 Nov. 1920; Dreptul 48/920, Curier Jud. 17/921).

**Art. 1113.** — Când în chitanță nu se zice nimic despre imputațiune, plata trebuie să se impute asupra acelei din datorii ajunse la termen, pe care debitorul, în acel timp, avea mai mare interes a o desface. In caz de o datorie ajunsă la termen



și alta neajunsă, deși aceasta din urmă ar fi mai puțin <sup>1)</sup> oneroasă imputațiunea se face asupra celei ajunse la termen.

Dacă datoriile sunt de egală natură, imputațiunea se face asupra celei mai vechi; dacă datoriile sunt în toate egale, imputațiunea se face proporțional asupra tuturor. (Civ. 1110, 1112, 1151, 1506; C. com. 407; Civ. Fr. 1256).

*Text. fr. Art. 1256.* — Lorsque la quittance ne porte aucune imputation, le paiement doit être imputé sur la dette que le débiteur avait pour lors le plus d'intérêt d'acquitter entre celles qui sont pareillement échues; sinon, sur la dette échue, quoique moins onéreuse que celles qui ne le sont point.

Si les dettes sont d'égale nature, l'imputation se fait sur la plus ancienne: toutes choses égales elle se fait proportionnellement.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 167, 168; IV, ed. 5-a, p. 274-277;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1590;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 82;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2005 urm.; *Suppl. Obligations*, 844 urm., 854, 855, 857;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 201 bis, II;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 49, 56;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1256, n<sup>o</sup> 6, 7;  
 LAURENT, XVII, 275; XVIII, 614, 617;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 707;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 441 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 500, 542 urm.;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 480, 481;  
 NACU, II, p. 682.

### Jurisprudență.

1. Nici o dispoziție a legii, și prin urmare nici art. 1113 nu prescrie că plata unei datorii recente presupune plata datoriilor mai vechi. (Cas. I, 125 Mart. 13/91, B. p. 306).

2. După Art. 1111 și 1113 cod. civ., debitorul unor datorii pentru care se plătește dobândă, nu poate fără con-

simțământul creditorului, să impute plata cu preferință asupra dobânzii și dacă datoriile sunt toate egale, imputația se face proporțional asupra tuturor. Art. 1113 edictează numai o regulă de interpretare, lăsând judecătorului fondului, pentru aplicarea ei, o putere discreționară. (Cas. II, 280 din 14 Nov. 1922, Jur. Rom. 7-8/923).

### § 4. Despre ofertele de plată și despre consemnațiune <sup>2)</sup>

**Art. 1114.** — Când creditorul unei sume de bani refuză de a primi plata, debitorul poate să-i facă oferte reale, și refuzând creditorul de a primi, să consemne suma.

1) Cuvântul „puțin“ credem că s'a strecurat aci din eroare. În articolul francez corespunzător, 1256, partea finală a primului alineat are următoarea redacțiune, mai clară decât a articolului român: „*si non sur la dette échue, quoique moins onéreuse que celles qui ne le sont point*“. În urmă vine alineatul al 2-lea care este echivalent cu cel român.

2) A se vedea textul art. 604, 605, 606, 607 și 608 din procedura Cod. Civil și Legea privitoare la simplificarea formalităților de îndeplinit de către chiriași la plata chiriei (Mon. of. 89/921) în cuprinsul următor: **Art. unic.** Chiriașul se poate libera de obligațiunea plății chiriei, fie achitând direct proprietarului suma datorită, fie vărsând-o în termen la Casa de depuneri, la administrația financiară ori la percepție și depunând recipisa la judecătorul de ocol al situațiunei imobilului închiriat și încunoștințând pe creditor prin scrisoare recomandată a cărei chitanță se va alătura la recipisa la care se va depune chiriea.

Prin această depunere chiriașul este liberat.

Plata se poate face și înainte de termen.

Orice formalități de ofertă reală prevăzută de dreptul comun, se desființează în materie de chirie, chiar dacă prin contract s'a stipulat că plata chiriei se va face la domiciliul creditorului.

Judecătorul de ocol va da ordin să libereze banii creditorului arătat în petiția chiriașului, fără nici o formalitate și fără nici o întârziere îndată ce se va face cerere de creditor.

Ofertele reale, urmate de consemnațiune, liberează pe debitor; ele, în privință-i țin loc de plată, de sunt valabil făcute; și suma consemnată, cu acest mod, este în rizico-pericolul creditorului. (Civ. 969, 1115, 1116, 1375, 1632, 1807; Pr. civ. 604—609; C. com. 314, 316, 320; Legea privitoare la simplificarea formalităților de îndeplinit de către chiriași la plata chiriei (Mon. of. 89/921), Art. unic; Lege privitoare la regimul excepțional al raporturilor dintre proprietari și chiriași din 27 Martie 1924, Art. 15; Civ. Fr. 1257).

*Text. fr. Art. 1257.* — Lorsque le créancier refuse de recevoir son paiement, le débiteur peut lui faire des offres réelles, et au refus du créancier de les accepter, consigner la somme ou la chose offerte.

Les offres réelles suivies d'une consignation libèrent le débiteur; elles tiennent lieu à son égard de paiement, lorsqu'elles sont valablement faites, et la chose ainsi consignée demeure aux risques du créancier.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 193, 195; IV, ed. 5-a, p. 315, 316, 322, 323, 328;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1595, 1596, 1612, 1622, 1625, 1627, 1628;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 83;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2047 urm.; *Suppl. Obligations*, 870 urm.;  
DEMOLOMBE, XXVIII, 101-103, 112;  
LAROMBIÈRE, IV, art. 1259, n<sup>o</sup> 4, 16;  
LAURENT, XVIII, 141, 143, 180, 183;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 708, 711;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 446 urm.;  
SALEILLES, *Obligations*, ed. 3-a, p. 33, nota 2; 40, nota 2.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 549, 550, 577 urm.; (X, p. 687);  
BAZILESCU N. ARISTIDE, *Notă* sub. Cas. I, 84 din 3 Febr. 1922. Pand. Rom. 1923-I-49;  
CANTACUZINO MATEI, p. 481, 482;  
CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub. C. Apel Galați s. I, 36 din 10 Mart. 1925. Jur. Gen. 1925 No. 902;  
DECUSARĂ C. E., „*Liberarea chirieșului de plata chiriei după legile excepționale*“. Curier Jud. 36/921;  
EMMANUEL EUG., *Notă* sub. Cas. II, 125 din 9 Mai 1916. Curier Jud. 10/921;  
GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 43 din 14 Febr. 1922. Jurispr. Gen. 23/1923 No. 1614;  
GHECIU DIAMANDI, „*Oferta reală în proba executării plății*“. Curier Jud. 30/923;  
HOZOC D., *Pactul comisoriu expres*, p. 18 urm.; *Notă* sub. Cas. II, 119 din 12 Mart. 1923. Pand. Rom. 1924-I-12;  
NACU, II, p. 684, 689;  
POLICHRON DEM., *Notă* sub. Cas. I, 407 din 13 Mai 1921. Pand. Rom. 1922-I-228;  
ROSENAL S. ȘI MOLDOVEANU N., *Rezumat de concluzii* sub. C. Apel Buc. s. II, 234 din 7 Oct. 1921. Pand. Rom. 1923-II-35;  
STOIANOVICI CONSTANTIN, „*Despre proba ofertei reale*“. Curier Jud. 21/1922; *Observație* sub. Cas. II, 322 din 26 Iunie 1923. Pand. Rom. 1924-I-75;  
TAȘCĂ G., BAZILESCU A. ȘI SPEER S., *Rezumat de concluzii* sub. C. Apel Buc. s. II, 234 din 7 Oct. 1921. Pand. Rom. 1923-II-35;  
WEISENGRUEN NICOLAE, „*Oferta reală și pactul comisor*“. Curier Jud. 32/923.

### INDEX ALFABETIC

Accesoriu 26.	Culpa 8, 10, 14, 15, 16, 17,	Interpretare 28.	Locație, 6, 8, 13, 21-25, 23-33.
Agiu 2.	18, 23, 33.	Judecătoria de ocol 4, 22,	Locul plății 3, 25, 32.
Arendare, a se vedea „Locație“.	Curs 2.	24, 30, 32.	Mărfuri 1, 7.
Buna credință 6.	Data 13.	Justificare 14, 16.	Marturi 10, 14, 16, 19, 23.
Comerț 7.	Depunere 11, 21, 22, 24.	Legalizare 3.	Mărturisire 15, 27.
Comisie 11.	Dobânzi 2, 8.	Legea de prelungire a contractelor de închiriere 30, 31, 32.	Notificare, a se vedea „Somație“.
Consemnare 2, 4, 5, 6, 8, 9, 11, 12, 14, 15, 16, 18, 21, 22, 24, 30, 32.	Dol 33.	Legea privitoare la simplificarea formalităților de plata chiriei 21, 22, 24, 25, 28, 29, 30, 32.	Nulitate 26.
	Înștiințare verbală 7.		Ofertă verbală 7, 10.
	Intârziere 14, 16.		Ofertă reală, a se vedea „Lege privitoare la simplificarea formalităților“.
	Interogator 15.		



și 1-20, 22, 23, 25, 26, 27, 33.	Refuz de primire 4, 8, 14, 15, 16, 17, 20, 23, 27, 31, 33.
Pact comisoriu 8, 12, 13, 15, 16, 21, 23, 29, 30, 31, 32.	Reziliere 13, 23, 29, 30, 32.
Plata, a se vedea „Lege privitoare la simplificarea formalităților”, „Locul plății”, „Ofertă reală”, „Refuz de primire” și 4, 5, 6, 9, 13, 16, 17.	Risc 2, 9.
Plata la bara justiției 20.	Sanctiune 24.
Poprire 9.	Scrisoare comercială 7.
Portabilitate 22, 32.	Scrisoare recomandată 13, 21, 22, 24.
Portării 11.	Simplificarea formalităților de plata chiriei 21, 22, 24, 25, 28, 29, 30, 32.
Prelungirea contractelor de închiriere 30, 31, 32.	Somație 1, 5, 8, 15, 21, 22, 23.
Probe 10, 14, 23.	Termin 14.
Recipisă 11, 13, 21, 22, 24.	Validare 9.
	Vânzare-cumpărare 3, 7.
	Verbală înștiințare 7.

### Jurisprudență.

1. Obligațiunea consistând, nu în plata unei sume de bani, ci în predarea unei cantități de marfă, nu poate fi vorba pentru partea obligată de a o preda de îndeplinirea formelor privitoare la ofertele reale a unei sume de bani; partea se află acoperită de orice răspundere prin aceasta chiar că conform art. 1021 a somat pe celălalt a-și primi marfa. (Cas. II, 158, Dec. 14/82, B. p. 1218).

2. Din combinația art. 581 pr. civ. cu 1114 c. civ., rezultă că din momentul depunerii prețului dobânzile încetează de a mai curge în sarcina debitorului și suma consemnată rămâne în riscopericolul creditorului liberând pe debitor, ceace probează că în acel moment se oprează lichidarea creanței, limpezindu-se situațiunea dintre creditor și debitor. Deci agiul la plata datorită urmează a se calcula nu după cursul din ziua efectuării reale a plății, ci după cursul din ziua consemnării prețului. (Cas. I, 248, Ian. 26/89, B. p. 632).

3. Dacă în actul de vânzare nu se determină locul unde are să se facă plata prețului, și se zice numai că plata trebuie făcută la legalizarea actului, în atare caz somațiunea și ofertele de plata trebuie să se facă la locul unde e situat tribunalul care avea să legalizeze actul. (Cas. I, 17/Ian. 18/89, B. p. 26).

4. Depunerea la casierie a unei sume, nu poate constitui o plată valabilă, care să aibă de efect de a libera pe debitor; acesta e obligat să facă plata reală către creditor și, în caz când dânsul refuză de a primi, trebuie să facă oferte reale urmate de consemnațiune, conform art. 1114 și urm. Cod. civ. (Apel Galați II, Dr. 2/95).

5. Potrivit art. 1114 și 1115 codul civil, numai ofertele reale valabil făcute și urmate de consemnațiune, țin loc de plată și liberează pe debitor, iar nu și o simplă notificare, care, fără a se indica nici ziua nici ora când suma oferită are a fi predată, dovedește că oferta este necesară, de oarece se face imposibilă constatarea refuzului din partea unui agent judecătoresc, și prin ur-

mare această simplă invitațiune nu poate ține loc de plată și nu liberează pe debitor. (Apel Buc. I, Dr. 58/909, p. 460).

6. Legea, prin art. 1114 alin. 2 c. civil. edictând că ofertele reale urmate de consemnațiune liberează pe debitor și țin loc de plată numai dacă sunt valabil făcute, subordonează printr'aceasta în mod imperiu validitatea ofertelor formelor enunțate de lege, astfel că buna credință a debitorului, ori cât de manifestă ar fi, nu poate îndeplini lipsa vreunuia din ele.

Prin urmare, de și ofertele sunt făcute în mod valabil de un arendas, totuși dacă nu sunt urmate de consemnațiune precedată de formele legale, nu pot fi privite ca ținând loc de plată, și arendașii trebuie considerați ca și când nu ar fi plătit câștiul la termen. (Apel Buc. II, Dr. 60/911, p. 474).

7. Din dispozițiunile art. 67 c. com. rezultă că oferta lucrului vândut constituită de condițiune substanțială pentru rezilierea de drept a convențiunii, fără ca să fie nevoie ca această ofertă să fie făcută în conformitate cu dispozițiunile art. 1114 c. civil și 604 și urm. pr. civilă, și este suficient o simplă înștiințare făcută printr'o scrisoare comercială sau chiar o înștiințare verbală. (Apel Buc. I, Dr. 41/911 p. 323).

8. Dacă arendașul a făcut toate diligentele pentru efectuarea plătei arendei în mâinile proprietarului, prezentându-se la domiciliul acestuia, unde refuzându-i-se plata, a depus suma datorită la corpul portăreilor și a făcut somațiune proprietarului spre a se prezentă să o ridice, o asemenea ofertă reală, chiar dacă ar fi nulă din cauza debitorului sau din neobservarea vreunei din formalitățile multiple prescise de lege, și ca atare, nu ar liberă pe debitor de obligația plății, de aici însă nu rezultă culpa debitorului pentru nerespectarea clauzei rezolutorii exprese, care să atragă rezilierea contractului. În adevăr, pactul comisoriu nu trebuie a fi confundat cu liberațiunea prin oferta reală urmată de consemnațiuni, de oarece art. 1114 din codul civil autoriză pe debitor să facă oferte reale numai după ce creditorul a refuzat a primi plata, ceace este destul pentru a preîntâmpina rezilierea contractului, și numai când debitorul voește să se libereze de plată, spre a preveni riscurile lucrului datorit sau spre a opri curgerea dobânzilor, el are nevoie de a face ofertă reală și a consemna suma. (Cas. II, 110 din 27 Aprilie, 1912, B. p. 770; Curier Jud. 42/912; In acelaș sens: Cas. II, 125 din 9 Mai 1916, Curier Jud. 10/921).

9. Ofertele reale urmate de consemnațiune liberând pe debitor, și în ceea ce-l privește ținând loc de plată, dacă



plata e valabil făcută, rămân în rizicul-pericolul creditorului, astfel că poprirea făcută posterior consemnării sumei este inoperantă, creditorii debitorului neavând dreptul de a retrage oferta, acest drept aparținând numai personal debitorului ofertant și nu poate fi exercitat de creditorii săi, astfel că existența unor asemenea popriri nu poate împiedica validarea ofertei. (Apel Iași II, Febr. 1914; Dreptul 1914, p. 388).

**10.** Codul civil prin art. 1114 și urm. (luate după codul francez a prevăzut o serie de dispoziții prin cari reglementează formele în cari să se facă oferta reală de plată în caz de refuz al creditorului de a primi ceea ce îi este drept. Comentatorii codului francez susțin că aceste dispoziții au fost introduse în scopul de a se înlătura discuțiile provocate de oferta verbală și a se obține certitudine că creditorul e în culpă de a nu fi primit plata ori de câte ori el va avea interesul să o refuze fie pentru că creanța i-ar produce o dobândă mare, fie că în acest mod ar putea sili pe debitor să sufere o pedeapsă sau o decădere stipulată expres în contract, cum e în specie, rezilierea de drept a contractului de închiriere.

Prin urmare față de mijlocul pus la dispoziție de lege, orice altă dovadă și în special dovada cu martori, cum se cere în specie din partea debitorului spre a dovedi că creditorul este în culpă, e inadmisibilă. (C. Apel Buc. s. I, 30 din 16 Febr. 1920, Curier Jud. 26—27/1920).

**11.** Simpla depunere a recipisei de consemnarea chiriei, care conform contractului era portabilă, la comisariatul de poliție sau portărei fără a fi însoțită de o ofertă reală făcută în formele prescrite de codul de procedură civilă, nu poate liberă de plată pe chirias. (C. Apel Buc. s. II, 248 din 3 Nov. 1920, Curier Jud. 5/921; Trib. Roman, 368 din 23 Oct. 922, Jud. Gen. 1923 No. 900).

**12.** Numai oferta făcută de debitor la scadență și urmată de consemnarea sumei de plată pot opri efectele pactului comisor expres. (C. Apel Iași s. I, 57 din 21, 23 și 24 Iulie 1920, Dreptul 20/921; Tribuna Jur. 5—6/922; In acelaș sens: C. Apel Buc. s. IV, 37 din 2 Mart. 1921, Pand. Rom. 1922, III, 30).

**13.** Plata chiriei efectuată de chirias prin scrisoare recomandată care conține recipisa de consemnarea sumei datorite, la domiciliul proprietarului, chiar efectuată în termen, nu poate fi considerată ca efectiv făcută și deci pe baza pactului comisor expres se poate cere rezilierea de locație.

Prin urmare în specie, deși se dovedește că plicul trimis recomandat de intimat la Severin, conținea în adevăr recipisa de consemnare a sumei ce re-

prezentă chiria exigibilă, însă din stampilele Poștei din Severin, cari nu sunt citete spre a se ști cu certitudine data, plata nu poate fi considerată ca efectiv făcută la domiciliul apelantului. (C. Apel Buc. s. IV, 153 din 29 Iulie 1921, Curier Jud. 43/921).

**14.** Conform art. 1114 și urm. c. civ. combinat cu art. 604 și urm. pr. civ., oferta reală urmată de consemnarea sumei la dispoziția creditorului, are efect liberator ținând loc de plată, iar simpla ofertă reală făcută conform legii, chiar dacă nu liberează pe debitor, ca în cazul când e urmată de consemnarea sumei datorite, are totuși efectul că debitorul nu mai poate fi considerat că este în întârziere și deci în culpă în executarea obligației sale și îl pune astfel la adăpostul sancțiunilor conventionale și tuturor urmărilor ce legea recunoaște pentru cazul neîndeplinirii obligației la timp. Pentru ca o ofertă reală să poată avea însă un asemenea efect, trebuie să fie făcută în termenul cerut pentru plata datoriei și aceasta prin mijlocirea unui agent al tribunalului, care să constate printr'un proces-verbal toate cele urmate. O ofertă reală fiind un fapt juridic, a cărui dovadă partea are posibilitatea să o facă în mod autentic cum cere legea, dovada ei nu poate fi înlocuită prin proba testimonială, cum ar putea fi dovedit numai refuzul creditorului de a primi plata și deci justificarea ulterioară a ofertei reale.

Prin urmare cu drept cuvânt tribunalul respinge ca inutilă proba cu martori cerută de chirias spre a stabili că a mers la proprietar să facă plata și că acesta a refuzat, de oarece o asemenea dovadă, chiar făcută, nu putea avea nici un efect în cauză, întrucât numai oferta ulterioară făcută conform legii, îndată după refuzul primirei plății, era singurul mijloc legal, pentru ca chiriasul să nu fie privit că se găsește în întârziere cu plata. (Cas. I, 216 din 16 Mart. 1921, Jur. Rom. 22/921, Pand. Rom. 1922, III, 73).

**15.** Procedura ofertei reale pe care legea o pune la îndemâna debitorului de bună credință pentru a se liberă valabil de obligația sa și care e necesară pentru a demonstra culpa creditorului de a primi plata, nu mai are rațiune de a fi îndeplinită, atunci când ca în specie, creditorul la interogatoriu ce i s'a luat recunoaște că a fost absent de la domiciliul său, fiind plecat în străinătate ceea ce a făcut pe debitor să consemneze în termeni chiria, notificându-i această consemnare. În asemenea caz pactul comisor nu poate opera, debitorul nefiind în culpă. (Cas. I, 509 din 8 Iunie 1921, Curier Jud. 44/1921).

**16.** În caz de refuz din partea creditorului de a primi plata creanței sale.



codul civil prin art. 1114 și urm. și Procedura civilă prin art. 604 și urm. pun la îndemâna debitorului de bună credință mijlocul legal ca el să se poată libera de datorie sau să poată evita consecințele legale ale neexecutării la timp a unei obligații.

Potrivit acestor dispoziții, oferta reală urmată de consemnarea sumei la dispoziția creditorului, are efect liberator ținând loc de plată, iar simpla ofertă reală făcută conform legii, dacă nu liberează pe debitor complect, are însă drept efect ca el să nu mai fie considerat în întârziere și deci în culpă și ca atare îl pune la adăpostul pactului comisor și a urmărilor edictate pentru neîndeplinirea la timp a obligațiilor.

O ofertă reală însă ca să aibă însă acest efect, trebuie să fie făcută în termenul cerut pentru plata datoriei și printr'un agent judecătoresc care s'o constată. Oferta reală fiind deci un fapt juridic a cărui dovadă nu se poate face decât în acest mod autentic, este inadmisibilă dovedirea ei prin martori. Numai refuzul creditorului de a primi plata și deci justificarea ulterioară a ofertei sale ar putea fi dovedit cu martori.

Odată ce o plată nu s'a făcut la timp, fie chiar din refuzul creditorului de a o primi, iar debitorul se mulțumește a consemna pur și simplu suma datorită iar nu a face oferta reală la domiciliul creditorului, cum cere legea, pactul comisor prevăzut în contract pentru neplata datoriei la timp operează. (Cas. I, 407 din 13 Mai 1921, Pand. Rom. 1922, III, 62, Pand. Rom. 1922 I, 228; Cas. I 15 din 23 Ian. 1922 Jur. Rom. 7/922; Pand. Rom. 1922, III, 141; Cas. I, 443 din 8 Mai 1922 Jur. Rom. 19/922; Cas. I, 333 din 20 Mart. 923, Jur. Rom. 12/923; Cas. I, 153 din 4 Febr. 1924; Jur. Rom. 9—10/924; C. Apel Constanța 225 din 4 Mart. 1924, Justiția Dobrogei 6/924; Cas. I, 1139 din 21 Iunie 1924, Pand. Rom. 1925, III, 1).

17. Ofertele reale sunt necesare numai în cazul când debitorii au interes de a se libera de obligația lor și de a avea proba nediscutabilă a acestei liberări; nu sunt obligatorii însă pentru debitorii cari au voit a face plata, dar creditorul nu a primit-o, căci în asemenea caz, plata neputându-se face, nu din culpa debitorului ci a creditorului, nefacerea ofertei nu ar putea întru nimic să atragă vreo consecință contra debitorului. (C. Apel Buc. s. III, 212 din 1 Oct. 1921, Dreptul 17/1922).

18. Dacă numai oferta reală urmată de consemnarea sumei, are de efect liberarea debitorului, simpla ofertă reală este totuși suficientă dar indispensabilă, pentru ca un debitor să nu fie privit că se găsește în culpă și deci să

nu aibă a suporta decăderile sau sancțiunile convenționale sau legale decurgând din neîndeplinirea unei obligații la timp. (Cas. I, 1098 din 20 Dec. 1921, Dreptul 29/922; Trib. Prahova s. I, 598 din 15 Nov. 1922, Curier Jud. 33/1923).

19. Este inadmisibilă proba cu martori pentru a se dovedi oferta reală a plății, de oarece fiind vorba de un fapt juridic, nu poate fi constatat de cât de către un ofiter public iar nu prin martori. (Cas. I, 1098 din 20 Dec. 1921, Dreptul 29/922).

20. Art. 1114 și urm. c. civil precum și art. 604 și 605 pr. civ. prevăd anumite formalități de modul cum trebuie să se facă plata în caz de refuz din partea creditorului de a primi suma datorită, de a căror exactă îndeplinire se condiționează validitatea ofertei făcute și implicit liberațiunea debitorului.

Prin urmare, lipsa acestor formalități nu poate fi înlocuită prin oferta de plată ce s'ar face de debitor la bara justiției. (Trib. Dorohoi, sent. civ. 43 din 14 Febr. 1922, Jur. Gen. 1923 No. 1614; Trib. Dorohoi 151 din 1 Iunie 1922, Jur. Gen. 1923 No. 1248).

21. Prin art. unic al legii privitoare la simplificarea formalităților de plata chiriei, se desființează în această materie formalitățile ofertei reale, prevăzute de dreptul comun și se dă putința chiriei ca prin consemnarea chiriei, chiar înainte de termen urmată de notificarea consemnării către proprietar și depunerea recipisei la judecătoria ocolului, situației imobilului, să se libereze de plată și să se pună la adăpostul consecințelor, ce legea sau convenția părților le prevede pentru neîndeplinirea acestor obligații. Simpla consemnare și notificare către proprietar, neurmată de depunerea în termen a recipiselor, nu este de natură a înlătura efectele pactului comisor expres. (Cas. I, 946 din 4 Oct. 1922, Jur. Rom. 1—2/1923).

22. Prin legea dela 26 Iulie 1921, dispunându-se că, chiriașul se poate libera de obligațiunea plății chiriei, fie achitând direct proprietarului suma datorită, fie vărsând-o în termen la Casa de depuneri și depunând recipisa la jud. de ocol a situației imobilului închiriat, încunostințând pe creditor prin scrisoarea recomandată, a cărei chitanță o va alătura la recipisa pentru depunerea chiriei, — se prevede în același timp în mod expres că orice formalități de ofertă reală, prevăzute de dreptul comun se desființează în materie de chirie, chiar dacă prin contract s'a stipulat că plata chiriei se va face la domiciliul creditorului.

Prin urmare, în speță, instanța de fond constatând că chiriașul a depus, sub paza acestor reguli, chiria dato-



rită, — cererea de reziliere pentru că nu s'a conformat obligațiunilor din contract, referitoare la portabilitatea chiriei, nu se poate admite. (Cas. I. dec. 41 din 24 Ianuarie, 1923, Jurispr. Rom. 11/923).

**23.** După principiile generale de drept, clauza rezolutorie expresă sau pactul comisoriu, înserat într'un contract de închiriere, operează de drept rezilierea contractului, cu sau fără somațiune, potrivit convențiunii părților, iar neplata la timpul convenit implică neglijența, reaua voință sau neputința debitorului de a executa obligațiunea luată prin contract și ca atare rezilierea contractului este pedeapsa pe care debitorul și-a impus-o în deplină libertate pentru nerespectarea angajamentului contractat.

Atunci însă când se constată de instanța de fond că debitorul a oferit la termen și în persoană, creditorului său, plata obligațiunii contractată și creditorul a refuzat această plată, nici legea nici echitatea, nu poate îngădui aplicarea unei pedepse pe care părțile au prevăzut-o numai pentru cazul când debitorul ar fi în întârziere cu plata și deci pactul comisoriu nu poate opera dacă creditorul, printr'o faptă imputabilă lui, a pus pe debitor în neputința de a plăti la termenul convenit în contract.

Este adevărat că pentru cazul când creditorul refuză plata și debitorul are interes de a preveni riscurile lucrului datorit, sau a opri curgerea dobânzilor, legiuitorul îi dă prin art. 1114 c. c., 604 și urm. pr. c., mijlocul de a se libera de obligațiunile sale prin oferta reală.

Pactul comisoriu însă și oferta reală nu pot fi confundate, fiind operațiuni juridice distincte, și cu efecte deosebite, cel dintâi este sancțiunea neîndeplinirii la termen a obligațiunii convenite iar oferta reală este mijlocul pentru debitor de a se libera forțat de obligațiunea sa.

De aci rezultă că, dacă creditorul refuză plata oferită la termenul fixat sub sancțiunea pactului comisoriu și dacă debitorul în urma refuzului creditorului nu-i face ofertă reală, pactul comisoriu nu mai operează și contractul nu este reziliat de drept, căci neefectuarea plății la termen se datorește faptei creditorului, iar nu culpei debitorului; dacă pactul comisoriu nu operează, debitorul însă nu este liberat și rămâne ținut de obligațiunea de a plăti datoria, creditorul putând cere rezilierea contractului, dar numai pe temeiul disp. art. 1021 c. civ.

Refuzul creditorului de a primi la termen plata făcută de bună voie de debitor, fiind un fapt material, poate fi dovedit prin toate mijloacele de pro-

bațiune admise de dreptul comun și numai refuzul creditorului de a se prezenta la locul, ziua și ora fixate de agentul judecătoresc prin notificarea adresată conf. art. 1115 c. civ., nu poate fi stabilit prin proba testimonială, fiind un fapt juridic, ce trebuie constatat în mod autentic.

Prin urmare în spetă Curtea de fond respingând ca inadmisibilă proba cu martori cerută de recurent că în ziua fixată de contract s'a dus la proprietar și acesta i-a refuzat plata, a dat o greșită interpretare art. 1114 c. c. și 604 și urm. pr. c. (Cas. II dec. civilă 119 din 12 Mart. 1923, Jur. Rom. 11/923; Curier Jud. 24/923; Pand. Rom. 923, III, 84, Pand. Rom. 1923, III, 120; Pand. Rom. 1924, I, 12; Trib. Argeș s. I, 329 din 28 Sept. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 376).

**24.** Dacă chiriașul a omis a arăta proprietarului, în scrisoarea recomandată trimisă, Judecătoria de ocol, unde a depus recipisa de vărsarea chiriei această omisiune nu poate face ca depunerea chiriei să fie privită ca nevalabilă și pe chiriaș ca neeliberat de obligațiunea sa, de oarece, în prim rând însăși legea determină judecătoria la care trebuia depusă recipisa și cum legea este presupusă cunoscută de toți, proprietarul, primind scrisoarea recomandată, știe la ce judecătorie să se adreseze spre a-și ridica recipisa; în al doilea rând, legea nu prevede nici o sancțiune pentru o asemenea omisiune în scrisoare recomandată și în fine în al treilea rând, faptul vărsării chiriei și depunerea recipisei liberează pe chiriaș. (Cas. I, vacantă, dec. 825 din 17 Iulie 1923, Jurispr. Rom. 19/923, Pand. Rom. 1924, III, 2).

**25.** Legea din 26 Iulie 1921, nu face decât să simplifice formalitățile ofertei reale în materie de plată a chiriei și lasă neștirbite regulile de drept comun privitoare la locul plății. (Trib. Iași s. I, 113 din 15 Mai 1923, Curier Jud. 27/1923).

**26.** Oferta reală făcută cu călcarea formelor legale și declarată nulă, nu mai poate sta în picioare și nici a se considera validă prin faptul complectării ulterioare a formelor pentru care a fost anulată, întrucât ar fi contrar tuturor principiilor de drept de a considera valid cea ce legea consideră inexistent. Prin urmare prima ofertă fiind nulă de drept, a doua ofertă făcută în complectarea ei și considerată ca accesoriu, cată să urmeze soarta principalului. (Trib. Constanța s. I, 59 din 27 Februarie, 1923, Justiția Dobrogei, 6/1923).

**27.** Oferta reală este menită a constata în mod autentic refuzul creditorului de a primi plata, ceea ce nu mai e necesar, când acest refuz este mărturisit de proprietarul creditor. (C. Apel



Buc. s. IV, 26 din 30 Ian. 1924, Bul. C. Apel 4/924).

**28.** Când se constată că chiriașul în tot timpul de la 1921 până la 1923, a depus chiriile la o altă judecătorie de cât la acea din circumscripția careia face parte imobilul, pe motiv că judecătoria unde s'a depus este situată mai aproape de imobil și când se constată că proprietarul știa că i se depun chiriile la acea judecătorie, el nu poate cere rezilierea în 1923 pe motiv că chiriile nu au fost depuse la judecătoria competentă, de oarece chiriașul a fost îndreptățit să creadă că proprietarul este mulțumit cu acest fel de depunere și pe lângă aceasta contractul trebuie interpretat cu bună credință.

Imprejurarea că proprietarul refuză scrisorile recomandate de încunostiințarea plăților chiriei, fără ca el să pornească proces, nu este un mijloc suficient de a atrage atenția chiriașului că plata nu e bine făcută. (C. Apel Buc. s. IV, 243 din 22 Aug. 1924, Bul. C. Apel 11/1924).

**29.** Prin legea din 26 Iulie 1921 privitoare la simplificarea formalităților de plată a chiriiilor, se prevede că chiriașul se poate libera valabil de obligația plății, fie acționând direct proprietarului suma datorită, fie consemnând-o la Casa de depuneri, Administrația financiară sau percepția și depunând recipisă constatatoare a consemnării la judecătoria de ocol a situației imobilului închiriat și încunostiințând totdeodată pe proprietar de toate acestea prin scrisoare recomandată a cărei chitanță o va alătura recipisei de consemnarea chiriei.

În specie, chiriașul a consemnat chiria la Casa de depunere, dar nu a depus recipisă la judecătoria ocol. V în raza careia se găsea imobilul ci la judecătoria ocol VII.

Prin urmare aceasta constituind o călcare a dispozițiilor prevăzute de sus menționata lege, chiriașul nu s'a liberat valabil și deci pactul comisor expres a operat, reziliind deplin drept contractul dintre părți. (Cas. I, 912 din 27 Aug. 1924, Jur. Rom. 1/925).

**30.** Potrivit art. 15 din legea chirii-

lor din 1924, prin consemnarea chiriei la Administrația financiară și depunerea recipisei la altă judecătorie de cât aceea a Ocolului căruia aparținea imobilul închiriat, chiriașul nu este liberat și deci contractul de închiriere urmează a fi reziliat pentru neplata de chirie. (Trib. Dolj s. I, 804 din 19 Dec. 1924, Justiția Olteniei 2/925).

**31.** Refuzul proprietarului de a primi chiria oferită în termen de către chiriaș — chiar dacă ar fi dovedit — nu poate împiedeca operarea pactului comisor legal prevăzut de art. 15 din noua lege a chiriiilor, de oarece acest text arată calea de urmat pentru ca chiriașul să poată îi pus la adăpostul pactului comisoriu, astfel că numai plata efectivă a chiriei făcută în condițiunile art. 15 din legea chiriiilor oprește pactul comisoriu de a-și produce efectul. (C. Apel Iași s. II, 197 din 1 și 9 Dec. 1924, Dreptul 9/925).

**32.** În față textului categoric al art. 15 noua lege a chiriiilor din 1924, dacă chiriașul depune chiria la Administrația financiară, iar recipisa la altă judecătorie de cât cea a situației imobilului închiriat operează pactul comisor legal — ultimul alineat al citatului articol — considerându-se de drept reziliat contractul de închiriere și indiferent dacă chiria era cherabilă sau portabilă, de oarece art. 15 indică clar modul cum chiriașul se liberează de plata chiriei și în față unui text special și clar, nu se poate decide altfel. (C. Apel Craiova s. II, 30 din 26 Ian. 1925, Justiția Dobrogei 3/925).

**33.** Simplul refuz al proprietarului de a primi arenda la termenul stipulat, nu constituie o culpă sau un dol din partea sa, căci însuși legiuitorul prevăzând acest refuz a dat puțină debitorului, pentru a înlătură consecințele neplății, să uzeze de oferta reală prevăzută de art. 1114 c. civ. (C. Apel Galați s. I, 36 din 10 Mart. 1925, Jur. Gen. 1925 No. 902).

**34.** A se vedea: art. 534, nota 4; art. 1021. Index și notele respective; art. 1115 cu notele respective; art. 1362, nota 1; art. 1429, notele 12, 21.

**Art. 1115.** — Pentru ca ofertele să fie valabile trebuie:

1. Să fie făcute creditorului, ce are capacitatea de a primi, sau aceluia ce are drept de a primi pentru dânsul;
2. Să fie făcute de o persoană capabilă de a plăti.
3. Să fie făcute pentru toată suma exigibilă, pentru rente și dobânzi datorite, pentru cheltueli lichidate și pentru o sumă oarecare în privința cheltuelilor nelichidate, sumă asupra careia se poate reveni, după lichidarea acestor cheltueli;

4. Termenul să fie împlinit, dacă a fost stipulat în favoarea creditorului;

5. Condițiunea sub care datoria s'a contractat să se fi îndeplinit;

6. Ofertele să fie făcute în locul ce s'a hotărît pentru plată, și dacă locul pentru plată nu s'a determinat prin o convențiune specială, să fie făcute sau creditorului în persoană, sau la domiciliul său, sau la domiciliul ales pentru execuțiunea convențiunei;

7. Ofertele să fie făcute prin un oficer public, ce eră competente pentru astfel de acte;

8. Procesul-verbal încheiat de oficerul public, să indice numărul și calitatea monetelor oferite, să facă mențiune de răspunsul creditorului și să arate dacă creditorul a subscris, a refuzat, sau a declarat că nu poate subscrie <sup>1)</sup>. (Civ. 87 urm., 97, 1017, 1023, 1024, 1092 urm., 1095—1101, 1104, 1121; Pr. civ. 604—609; C. Com. 314, 316, 320; Civ. Fr. 1258).

*Text. fr. Art. 1258.* — Pour que les offres réelles soient valables, il faut.

1<sup>o</sup> Qu'elles soient faites au créancier ayant la capacité de recevoir, ou à celui qui a pouvoir de recevoir pour lui;

2<sup>o</sup> Qu'elles soient faites par une personne capable de payer;

3<sup>o</sup> Qu'elles soient de la totalité de la somme exigible, des arrérages ou intérêts dus, des frais liquidés, et d'une somme pour les frais non liquidés, sauf à la parfaire;

4<sup>o</sup> Que le terme soit échu, s'il a été stipulé en faveur du créancier;

5<sup>o</sup> Que la condition sous laquelle la dette a été contractée soit arrivée;

6<sup>o</sup> Que les offres soient faites au lieu dont on est convenu pour le paiement, et que s'il n'y a pas de convention spéciale sur le lieu du paiement, elles soient faites ou à la personne du créancier, ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention;

7<sup>o</sup> Que les offres soient faites par un officier ministériel ayant caractère pour ces sortes d'actes.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 193, 194; IV, ed. 5-a, p. 316-321;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1606, 1608;  
 CHAUVEAU ET CARRÉ, *Quest.*, 2425 bis;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 421; II, p. 83;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2072 urm.; *Suppl. Obligations*, 881 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 203 bis, III, IV;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 70, 74-76, 80, 84, 86, 88, 92-94, 96, 99, 100;  
 HUC, VIII, 86, 87, 89-91;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1258, n<sup>o</sup> 11-14, 16, 19;  
 LAURENT, XVIII, 147, 152-156, 165-168, 170-174, 176, 187;  
 MARCADÉ, art. 1258;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 709;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 446 urm.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 551 urm.;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 481, 482;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă sub. C. Apel Galați s. I*, 36 din 10 Mart. 1925. Jur. Gen. 1925 No. 902;

<sup>1)</sup> Aliniatul al 8-lea nu există în textul art. francez corespunzător. El de altfel a fost suprimat prin art. 609 proc. civilă Română.



- EMMANUEL EUG., *Notă* sub. Cas. II, 125 din 9 Mai 1916. Curier Jud. 10/921;  
 HOZOC D., *Pactul comisor expres*, p. 40 urm.; *Notă* sub. Cas. II, 119 din 12 Mart. 1923.  
 Pand. Rom. 1924-1-12;  
 MITESCU N., *Notă* sub. Cas. I, 15 din 9 Febr. 1921. Pand. Rom. 1922-I-120;  
 NACU, II, p. 685 urm.;  
 PAŞALEGA DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova, s. I, 40 din 6 Mart. 1924. Jur. Gen. 1925 No. 38;  
 POLICHRON DEM., *Notă* sub. Cas. I, 407 din 13 Mai 1921. Pand. Rom. 1922-I-228;  
 SCRIBAN ŞTEFAN, *Notă*, sub. Trib. Botoşani, Botoşanii Juridic, 4/925.

## INDEX ALFABETIC

Anulare, a se vedea „Nulitate”.	Minor 9.
Apreciere suverană 6, 9.	Nulitate 2, 9.
Arendare 12.	Ofertă reală 1-14.
Aur (plata) 9.	Ora 10.
Buna credință 10.	Pact comisor 6.
Capital datorit 1, 4.	Plata, a se vedea „Locul plății”, „Refuz”.
Casa de Depuneri, a se vedea „Consemnare”.	Plata în aur 9.
Cheltueli 6.	Portărei 6, 8-11, 13.
Cheltueli lichidate 1.	Prezumpție 12.
Cheltueli nelichidate 1, 6.	Privilegiu 10.
Chestie de fapt, a se vedea „Apreciere suverană”.	Proces-verbal 11.
Consemnare 1, 2, 3, 10, 12.	Radiere 10.
Creditor 1, 4-13.	Rea credință 7, 9.
Culpă 6.	Refuz de a primi plata 1, 6, 7, 10.
Debitor 1, 4, 6, 9-12.	Renunțare 6, 9.
Dobânzi 1, 2, 4, 6, 9.	Repetițiune 5.
Domiciliu 8, 10, 11, 13.	Revizuire 9.
Formele ofertei reale, a se vedea „Ofertă reală”.	Reziliere 3.
Indoială 12.	Somație 6, 10, 11.
Ipotecă 9.	Suverană apreciere 6, 9.
Locul plății 8, 10, 11, 13.	Termin 3, 5, 12, 14.
Major 9.	Tutor 9.
	Validare 9.
	Ziua 10.

sumele nelichidate, nefiind indispensabilă o lichidare prealabilă judecătorească pentru consemnarea dobânzilor.

Prin urmare dacă prin ofertă se prevede numai prețul fără dobânzile lui, oferta este nulă. (Cas. I, 788/911, Curier Jud. 22/1912, Bul. p. 1333).

5. După dispozițiunile art. 1115 al. 4 c. civ., pentru ca ofertele de plată să fie valabile, trebuie ca termenul să fie împlinit dacă a fost stipulat în favoarea creditorului, iar după art. 1092 c. civ., orice plată presupune o datorie, și ceea ce s'a plătit fără să fie debit este supus repetițiunii.

Astfel, în cazul când datoria nu era o datorie de stins întrucât epocile de plată erau prevăzute în anumite termene, plata făcută anticipat nu este valabilă. (J. Pechea-Covurlui 56/91, Curier Jud. 56/915).

6. Regulele preserise de art. 1115 din codul civil nu sunt aplicabile atunci când un debitor este somat de creditorul său să se prezinte la portărei spre a face plata datoriei, întrucât în asemenea caz debitorul nu face oferte reale, ci o plată benevolă a sumei cerută și specificată în somație de către creditor; creditorul este liber să-și reducă creanța, sau să renunțe la dobânzi, dacă vrea, mulțumindu-se cu o sumă mai mică.

Prin urmare, când debitorul a oferit întreaga sumă reclamată prin somațiunea creditorului și când se constată că nu i s'a cerut și dobânzi sau cheltueli făcute și că a refuzat achitarea lor, el n'a fost în culpă și deci pactul comisoriu nu a putut să opereze contra lui.

Debitorul nu mai avea să facă ofertă reală de plată, așa că nu se poate susține nevalabilitatea lor, fiindcă n'a fost depus dobânzile și cheltuelile nelichidate, din moment ce anterior acele oferte debitorul oferise întreaga sumă ce se reclamase dela dânsul, iar creditorul refuzase fără motiv primirea ei, așa că nu poate fi considerat în culpă. În tot cazul instanța de fond constatând că oferta reală făcută de debitor a fost suficientă, această constatare este o chestiune pură de fapt și de apreciere a instanței de fond. (Cas. II, decizia civilă No. 250, din 2 Decembrie 1913, Jurispr. Rom. 1914, p. 103. Bul. p. 2299).

7. Cu toate că oferta reală ca să fie

## Jurisprudență.

1. Deși după art. 1114, când creditorul unei sume de bani refuză de a primi plata, poate să îi facă ofertă reală și, refuzând creditorul de a primi, să consemneze suma, în asemenea caz debitorul rămâne liberat de obligațiunea sa, însă, după art. 1115 No. 3, pentru ca oferta să fie valabilă trebuie să fie făcută pentru toată suma exigibilă, cu dobânzile datorite și cheltuelile lichidate, precum și pentru o sumă oarecare pentru cheltuelile nelichidate. (Apel Focșani, II, 15, Febr. 8/82, Dr. 8/83).

2. Este nulă consemnarea sumei datorite, dacă nu s'a consemnat și dobânda capitalului și dacă nu s'a făcut nici unul din actele prevăzute de art. 1114, 1115 și 1116. (Apel Iași, I, 154 Nov. 11/87, Dr. 23/88; Cas. I, 150/Iun. 3/88, B. p. 549).

3. Neîndeplinirea formelor cerute de art. 1114 și 1115 nu poate autoriza pe judecător a nu ține seamă de consemnarea sumei, de cât dacă plata trebuia făcută în întrul unui termen și acel termen ar fi fost expirat în momentul când dânsul se afla chemat a-și da hotărîrea sa asupra cererei de reziliere. (Cas. I, 32/Ian. 29/92, B. p. 51).

4. Pentru validitatea ofertelor reale făcute de un debitor creditorului său, se cere ca oferta să cuprindă atât capitalul datorit cât și dobânzile exigibile sau o sumă oarecare pentru



valabilă trebuie făcută în conformitate cu dispozițiunile art. 1115 c. civil, astfel cum a fost modificat prin dispozițiunile art. 604 și urm. din procedura civilă, totuși lipsa acestor formalități nu este de natură a invalida oferta, în caz când se constată că creditorul a refuzat a primi suma cu rea credință și în scopul de a putea continua vânzarea. (C. Apel Iași s. II, 1914, Dreptul 1914, p. 388).

8. Cu toate că potrivit art. 1115 c. civil pentru ca oferta reală de plată să fie valabilă trebuie făcută la locul ales în convenție pentru plată sau în lipsă de asemenea arătări la domiciliul creditorului, totuși în urma noilor dispozițiuni din procedura civilă ale art. 605 și 606, ofertele sunt valabile dacă sunt făcute la corpul portăreilor. (Apel Iași II, 1914; Dreptul 1914, p. 388).

9. a) Dacă cu ocazia cererii de validare a unei oferte reale de plată unul dintre creditori cere să se respingă cererea de validare pe motiv că el eră major în momentul ofertei și deci tutoarea legală nu putea să-l reprezinte și dacă instanța de fond constată, între altele, că acea persoană eră de rea credință, căci stia bine că partea sa ereditară din creanță eră depusă de debitoare, această constatare de fapt a instanței de fond este de natură să susțină decizia sa prin care respinge mijlocul de apărare menționat mai sus.

b) Instanța de fond chemată să se pronunțe asupra cererii de validare a unei oferte reale făcute prin portărei, nu poate să anuleze o asemenea ofertă pentru un motiv neinvocat de creditor înaintea portăreilor cu ocazia facerii ofertei, de oarece debitorul trebuie să cunoască cu acea ocazie toate motivele de opunere ale creditorului, pentru a fi astfel pus în pozițiune să le înlătore, făcând ofertele așa cum pretinde creditorul. Prin urmare, dacă creditorii n'au invocat cu ocazia facerii ofertei înaintea portăreilor, că n'ar fi valabilă făcută la portărei, nu pot invoca un asemenea motiv înaintea instanței de validare pentru a se anula oferta.

c) Dacă anterior ofertei a intervenit între părți o deciziune definitivă prin care s'a lichidat datoria fixând-o la o sumă de... fără a se prevedea și dobânzile cuvenite la acea sumă, oferta reală din partea debitoarei pentru acea sumă, nu poate fi invalidată din cauza nedepunerii dobânzilor, ele putând fi reclamate pe calea revizurii contra deciziei de lichidarea datoriei. De asemenea creditorii nu pot pretinde ca oferta să fie făcută în aur cum prevede unul din contractele ipotecare, dacă decizia de lichidare datoriei nu a prevăzut ca plata să se facă

în aur și dacă instanța de fond constată în fapt că creditorii au renunțat tacit la plata în aur, de oarece plățile anterioare au fost făcute altfel. (Cas. I, decizia No. 619, din 16 Dec. 1914; Jurispr. Rom. 1915 p. 132).

10. Deși prin alineatul VI din art. 1115 c. civ. pentru ca oferta reală să fie valabilă, se cere să fie făcute la locul ce s'a hotărât pentru plată și dacă locul de plată nu s'a determinat printr'o convenție specială, să fie făcută sau creditorului în persoană sau la domiciliul ales pentru execuția convenției însă aceste dispoziții nu s'au menținut cu ocazia redactării art. 605 pr. civ. care a prevăzut să se arate locul unde suma va fi dată.

În adevăr legiuitorul cu ocazia modificării adusă procedurii civile în 1900 asupra ofertei de plată și consemnație a voit să simplifice formalitățile și condițiunile ofertelor de plată așa de multiple și care adeseori dădeau loc la anulări în defavoarea datornicului de bună credință care voeste să-și îndeplinească obligația sa. În acest scop prin art. 605 și 606 se fixează întreaga procedură de urmat, precizând a se face creditorului prin mijlocirea unui agent judecătoresc al Tribunalului domiciliului acestuia sau al domiciliului ales, o somație ca să primească valoarea datorită și în care să se arate ziua, ora și locul când și unde suma sau obiectul oferit are să fie predat, dacă creditorul nu voeste să se prezinte sau să primească suma sau obiectul oferit, agentul judecătoresc va constată aceasta printr'un proces-verbal, iar datornicul va putea în acest caz, spre a se libera, să consemneze suma sau obiectul oferit la Casa de depuneri și să depună recipisa la Corpul Portăreilor Tribunalului domiciliului creditorului.

Dacă legiuitorul din 1900 ar fi înțeles să nu aducă nici o schimbare dispozițiilor al. 3 din art. 1115 c. civil, adică ca oferta în caz de nearătare a locului plății trebuie făcută sau creditorului în persoană sau la domiciliul său, nu ar mai fi fost nevoie să ceară prin art. 605 pr. civ. ca somația să arate pe lângă ziua și ora încă și locul unde suma sau obiectul oferit are să fie predat precum și constatarea reprezentării creditorului cerute de art. 606 pr. civ.

Tinând socoteală de intențiunea manifestă a legiuitorului de a simplifica formalitățile și condițiunile ofertelor de plată și a înlătura neajunsurile ce rezultă pentru datornicul de bună credință din cauza acelor multiple formalități, interpretarea și înțelesul ce trebuie dat dispozițiilor art. 605 și 606 pr. civ., este cea ce s'au înlăturat și nu-și mai au aplicația astăzi cerințele art-



1115 al. 6 c. civ., după cari oferta reală trebuie făcută în caz când locul plății nu a fost determinat prin convenție creditorului în persoană sau la domiciliul său.

Prin urmare în specie plata implicând din partea creditorului obligația de a se prezenta la Tribunal și a cere radierea privilegiului ce se rezervă prin actul de vânzare, fixarea locului plății la oficiul Portăreilor eră dintre cele mai indicate și ca atare oferta era regulat făcută. (C. Apel Buc. s. III, 48 din 31 Mart. 1920, Curier Jud. 34—35/920, Pand. Rom. 1922, III, 20).

11. Alineatul VI din art. 1115 c. civ. vorbind de locul unde trebuie făcută oferta reală, prevede că dacă el n'a fost determinat prin convențiunea părților această ofertă trebuie făcută sau creditorului în persoană sau la domiciliul său sau la domiciliul ales pentru executarea convențiunei, derogând deci în această privință dela dispozițiile art. 1104 c. civ.: În adevăr potrivit acestui din urmă text de lege, atunci când în convențiune nu se arată locul plății, plata trebuie să se facă la domiciliul debitorului. Motivul acestei derogări de la dreptul comun este că lucrul oferit, trebuind să fie prezentat creditorului, căci numai astfel oferta este reală, aceasta nu ar putea avea loc la domiciliul debitorului, pentru că simpla invitație a creditorului de a se înfățișa aici, s'ar reduce la o simplă ofertă verbală, ceea ce legea nu găsește suficient.

Această dispoziție din codul civil nu a fost într-o schimbare prin modificările aduse în 1900 procedurii civile. În adevăr din simpla comparație a textelor actualei proceduri civile referitoare la ofertele de plată și consemnație, cu aceleași texte din vechea procedură civilă, se vede lămurit că modificările introduse în această materie, au avut de scop după cum o spune și Expunerea de motive a legii, ca să precizeze printr-o redacțiune mai clară și să simplifice numai formalitățile de procedură propriu zisă, cuprinse în alineatul VIII, din art. 1115 și al. III și IV din art. 1116 c. civ. privitoare la constatările ce trebuie să cuprindă procesul-verbal al agentului public, chemat a instrumenta cu ocazia ofertelor reale și consemnațiunii, iar nu și dispozițiilor pentru validitatea unei oferte și consemnațiunii, pentru ca debitorul să fie liberat și cari au fost în totul menținute.

Aceste modificări de procedură constau în aceea că s'a dat o altă redacție art. 606 pr. civ. și s'a desființat art. 608 pr. civ. veche, iar prin art. 609 se spune formal că se vor aplica toate celelalte rândneli ale codului civil cuprinse în art. 1114—1121 incl., afară de

alineatul VIII din art. 1115 și al. III și IV din art. 1116 c. civ.

Prin urmare dispozițiile al. VI din art. 1115 mai sus arătate, relative la locul unde trebuie făcută oferta, sunt aplicabile și astăzi; art. 605 pr. civ. actual are aceeași redacțiune ca și articolul corespunzător din procedura veche și ambele prevăd că în somație se va arăta locul unde suma sau lucrul oferit are a fi predat adică locul unde după codul civil, cu care se completează și ale cărui dispoziții se execută prin procedură, urmează să se facă oferta. Este în adevăr inadmisibil a se presupune că legiuitorul ambelor proceduri, ar fi lăsat la arbitrarul debitorului de a fixa el locul ofertei, deci locul plății, unde îi va dicta bunul său plac și a modifica astfel, fără a o spune nici chiar implicit, dispozițiile codului civil, cari arată condițiile de validitate ale unei oferte reale și consemnație, spre a înlocui o plată primită benevol de creditor.

Prin urmare în specie, numai prin violarea textelor de lege sus arătate instanța de fond a putut considera ca valabilă oferta făcută de cumpărător la Corpul Portăreilor Trib. Ilfov iar nu la domiciliul creditorului, (Cas. I, 85 din 9 Febr. 1921 Jur. Rom. 16—17/921, Curier Jud. 38/921, Pand. Rom. 1922, I, 120, Pand. Rom. 1922, III, 43, Trib. Drohoi 151 din 1 Iunie 1922, Jur. Gen. 1923, No. 1248).

12. Conform art. 1115 c. civ. pentru ca ofertele reale să fie valabile, se cere ca termenul de plată să fie împlinit dacă a fost stipulat în favoarea creditorului.

În principiu, termenul este presupus totdeauna că s'a stipulat în favoarea debitorului, dacă nu rezultă din clauzele contractului că este convenit și în favoarea creditorului (art. 1024 c. e.). Aceasta concordă și cu aplicatiunea regulii înscrisă în art. 983 c. civ. după care, la caz de îndoială, stipulațiunea se interpretează în favoarea celui care se obligă. Prin urmare, în toate cazurile, creditorului îi incumbă sarcina de a dărâma presumpția stabilită de lege, căci îndoiala s'ar interpreta în contra sa.

În speță, din natura și și clauzele contractului nu reese nici un element care să indice că părțile au înțeles să fixeze termenele de plată arendeii în interesul proprietarelor sau ca o favoare pentru ele, și că o plată făcută anticipat le-ar putea cauza vre-un prejudiciu. Intrucât dar, în contra presumpțiunii legale, că termenele de plată arendeii au fost fixate în favoarea arendașului, nu s'a adus nici o dovadă, oferta reală urmată de consemnațiune, făcută de apelantul arendaș, este valabilă și-l exonerează de orice culpă.

(C. Apel Buc. s. IV, 238 din 7 Iulie 1923, Jur. Gén. 1923 No. 1489).

13. Conform art. 1115 al. 6 cod. civil, în cazul când nu s'a hotărît locul plății și nici nu s'a ales un domiciliu pentru executarea convenției, oferta reală trebuie făcută creditorului în persoană sau la domiciliul său. Prin urmare este nulă o ofertă reală făcută, în lipsa unui loc hotărît pentru plată și a unui domiciliu ales pentru executarea convenției, la Corpul Portăreilor. (C. Apel

Craiova s. I, 40 din 6 Mart. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 38).

14. Pentru ca oferta reală să poată avea efect, trebuie să fie făcută în termenul cerut pentru plata datoriei. (C. Apel Galați s. I, 36 din 10 Mart. 1925, Jur. Gen. 1925 No. 902).

15. A se vedea: art. 1104, Index și notele respective; art. 1114 și 1115 cu notele respective; art. 1119, nota 1; art. 1362, nota 1.

**Art. 1116.** — Nu este necesar pentru validitatea consemnațiunii ca ea să fi fost autorizată de judecător; e destul:

1. Să fi fost precedată de o somațiune semnificată creditorului, în care să se arate ziua, ora și locul unde suma oferită are să fie depusă;

2. Ca debitorul să depună suma oferită în casa de depozite și consemnațiuni, cu dobânda ei până în ziua depunerii;

3. Să se facă proces-verbal de oficerul public despre natura monetelor oferite, despre refuzul creditorului de a le primi, sau despre nevenirea sa, și în fine despre depunere <sup>1)</sup>;

4. În caz de nevenirea creditorului să i se semnifice procesul-verbal al depunerii, cu somațiune de a veni să-și ia suma depusă <sup>2)</sup>. (Civ. 1114 urm.; Pr. civ. 604 urm.; C. com. 320; Civ. Fr. 1259).

*Text. fr. Art. 1259.* — Il n'est pas nécessaire, pour la validité de la consignation, qu'elle ait été autorisée par le juge: il suffit,

1<sup>o</sup> Qu'elle ait été précédée d'une sommation signifiée au créancier, et contenant l'indication du jour, de l'heure et du lieu où la chose offerte sera déposée;

2<sup>o</sup> Que le débiteur se soit dessaisi de la chose offerte, en la remettant dans le dépôt indiqué par la loi pour recevoir les consignations, avec les intérêts jusqu'au jour du dépôt;

3<sup>o</sup> Qu'il y ait eu procès-verbal dressé par l'officier ministériel, de la nature des espèces offertes, du refus qu'a fait le créancier de les recevoir, ou de sa non-comparution, et enfin du dépôt;

4<sup>o</sup> Qu'en cas de non-comparution de la part du créancier, le procès-verbal du dépôt lui ait été signifié avec sommation de retirer la chose déposée.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 195, 196, 198; IV, ed. 5-a, p. 323, 324, 328;

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1612 urm.;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 83;

DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2191 urm., 2215; *Suppl. Obligations*, 927 urm.;

DEMOLOMBE, XXVIII, 127;

HUC, VIII, 93;

LAURENT, XVIII, 184, 202;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 710;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 446 urm.

1, 2) Aliniatul 3 și 4 din art. 1116, au fost suprimate prin art. 609 din proc. civilă al cărui cuprins este următorul: „Se vor aplica celelalte rândueți ale Codului Civil, privitoare la ofertele de plată și la consemnații, cuprinse în art. 1114—1121 inclusiv afară de aliniatul 3 din art. 1115 și aliniatele 3 și 4 din art. 1116”.



## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 561 urm.;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 481, 482;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub. C. Apel Galați s. I, 36 din 10 Mart. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 902;  
 EMMANUEL EUG., *Notă* sub. Cas. II, 125 din 9 Mai 1916. Curier Jud. 10/921;  
 HOZOC D., *Factul comisor datorită*, când recepisa se găsește în mâinile debitorului, care poate să ridice banii când va voi. (Apel Buc. I, 76, Aprilie 7/83, Dr. 40/83).  
 PAND. ROM. 1924-I-12;  
 NACU, II, p. 688, 689;  
 POLICHRON DEM., *Notă* sub. Cas. I, 407 din 13 Mai 1921. Pand. Rom. 1922-I-228.

## Jurisprudență.

1. Nu echivalează cu oferta reală făcută conform legii somațiunea prin portărei făcută creditorului invitându-l a primi suma datorită, când recepisa se găsește în mâinile debitorului, care poate să ridice banii când va voi. (Apel Buc. I, 76, Aprilie 7/83, Dr. 40/83).

2. Formalitățile ofertelor reale, precum le prevede Codul civil, se cer ca mijloc de probare a stingerii unei obligații nu însă și în cazul când într-o asociație comercială unul din asociați refuză a primi miza oferită de coasociatul său. (Cas. II, 290/901 B. p. 1393).

3. Deși după art. 1099 poprirea în mâna celui de al treilea a unei sume de bani lovește de indisponibilitate aceea sumă, aceasta însă nu poate constitui un motiv legal de suspendarea executării silite, ce se face asupra averii imobiliare a datornicului urmărit, căci ar fi să se recunoască că datornicul urmărit își poate prelungi termenele de plată și poate ridica datoriei exigibilitatea, prin faptul că un altul, fie chiar un creditor serios, ar popri o sumă cât de mică, ceea ce nu se poate, față cu considerația că legiuitorul a prevăzut anume cazurile de suspendarea vânzării. În acest caz datornicul poprit nu este expus a plăți de două ori aceeaș datorie, căci legea îi acordă mijlocul de a consemna suma datorită. (Cas. I, 223/904, B. p. 738).

4. Nerespectarea gradatiunii prevăzută de art. 74 pr. civilă, cu ocaziunea lăsării incunoștiințării la domiciliul creditorilor despre consemnarea sumei oferită, nu poate avea nici o influență asupra validității operațiilor, de oarece legea de procedură civilă din 1900 a suprimat prin art. 609 această formalitate prevăzută de art. 1116 alin. 4 cod civil. (Apel Buc. II, Dr. 60/911, p. 474).

5. Formalitatea cerută de art. 1116 alin. 1 din codul civil, pentru validitatea consemnațiunii, ca somațiunea să arate ziua, ora și locul unde suma oferită are să fie depusă, trebuie îndeplinită sub pedeapsă de nulitate, de oarece codul de procedură civilă din 1900 nu a trecut acest aliniat al art. 1116 cod civil printre cele suprimate și enumerate de art. 609 pr. civilă. (Apel Buc. II, Dr. 60/911, p. 474).

6. Deși se prevede prin art. 1116 al 1 cod civil că oferta reală trebuie să fie precedată de o somație comunicată creditorului, însă acest text nu prevede că ea trebuie notificată creditorului cu 24 ore înainte, această somațiune putând fi făcută și în cursul zilei de plată, comunicându-i că în aceeași zi la ora fixată, va veni la domiciliul proprietarului spre a plăti arenda. (C. Apel Galați s. I, 36 din 10 Mart. 1925, Jur. Gen. 1925 No. 902).

7. A se vedea: art. 1115, notele 10, 11; art. 1119 nota 1.

**Art. 1117.** — Cheltuelile ofertelor reale și ale consemnațiunii, sunt în sarcina creditorului, de sunt făcute valabil. (Civ. 1105; Civ. Fr. 1260).

*Text. fr. Art. 1260.* — Les frais des offres réelles et de la consignation sont à la charge du créancier, si elles sont valables.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 195; IV, ed. 5-a, p. 322, 330;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1634;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 84;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2149 urm.; *Suppl. Obligations*, 914;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 205 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 130-135;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1260, n° 1;  
 LAURENT, XVIII, 213;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 710, 716;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 446 urm.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 586 urm.;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 481, 482;  
 NACU, II, p. 689.

**Art. 1118.** — Pe cât timp consemnațiunea nu s'a primit de creditor, debitorul poate să ia înapoi suma depusă, și într'acest caz codebitorii, sau fidejursorii săi nu sunt liberați. (Civ. 1039, 1119 urm., 1652, 1679; Civ. Fr. 1261).

*Text. fr. Art. 1261.* — Tant que la consignation n'a point été acceptée par le créancier, le débiteur peut la retirer; et s'il la retire, ses codébiteurs ou ses cautions ne sont point libérés.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 199, 200; IV, ed. 5-a, p. 328-330;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1630;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 83;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations* 2237 urm.; *Suppl. Obligations*, 933 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 206 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 148, 149;  
 HUC, VII, 95;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1261, n° 2;  
 LAURENT, XVIII, 201, 204, 206, 207;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 711 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 446 urm.;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 40, 41.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 577 urm.; (X, p. 687);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 481, 482;  
 NACU, II, p. 689.

### Jurisprudență.

1. Suma depusă de o persoană la casa de consemnațiuni, ca destinată de a fi primită de altă persoană, se poate lua înapoi de către depunător înainte

de a se fi primit de către destinatar, fără să fie necesitate de intervențiunea și dispozițiunea justiției pentru acest scop (art. 1118). (Cas. I, 56/Febr. 8/93, B. p. 105).

**Art. 1119.** — Când debitorul a dobândit o hotărîre ce are puterea lucrului judecat, prin care ofertele sau consemnațiunea s'au declarat bune și valabile, el nu mai poate, chiar cu consimțământul creditorului, să-și retragă suma depusă în prejudiciul codebitorilor sau fidejursorilor săi. (Civ. 1047, 1201, 1679, 1681; Civ. Fr. 1262).

*Text. fr. Art. 1262.* — Lorsque le débiteur a lui-même obtenu un jugement passé en force de chose jugée, qui a déclaré ses offres et sa consignation bonnes et valables, il ne peut plus, même du consentement du créancier, retirer sa consignation au préjudice de ses codébiteurs ou de ses cautions.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 200; IV, ed. 5-a, p. 330;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1633;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 83;



DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2246 urm.; *Suppl. Obligations*, 938 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 207 bis, IV;  
 HUC, VIII, 96;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 711 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 446 urm.;  
 SALEILLES, *Obligations*, ed. 3-a, p. 41.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 577 urm.;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 481, 482;  
 NACU, II, p. 689.

### Jurisprudență.

1. a) Dacă cu ocazia cererii de validare a unei oferte reale de plată, unul dintre creditori cere să se respingă cererea de validare pe motiv că el eră major în momentul ofertei și deci tutoarea legală nu putea să-l reprezinte și dacă instanța de fond constată, între altele, că acea persoană eră de rea credință, căci știă bine că partea sa ereditară din creanță era depusă de debitoare, această constatare de fapt a instanței de fond este de natură să susțină decizia sa prin care respinge mijlocul de apărare menționat mai sus.

b) Instanța de fond chemată să se pronunțe asupra cererii de validare a unei oferte reale făcute prin portărei, nu poate să anuleze o asemenea ofertă pentru un motiv neinvocat de creditor înaintea portăreilor cu ocazia facerei ofertei, deoarece debitorul trebuie să cunoască cu acea ocazie toate motivele de opunere ale creditorului, pentru a fi astfel pus în pozițiune să le înlătore, făcând ofertele asă cum pretinde cre-

ditorul. Prin urmare, dacă creditorii n'au invocat cu ocazia facerii ofertei înaintea portăreilor, că n'ar fi valabilă făcută la portărei, nu pot invoca un asemenea motiv înaintea instanței de validare pentru a se anula oferta.

c) Dacă anterior ofertei a intervenit între părți o deciziune definitivă prin care s'a lichidat datoria fixând-o la o sumă de... fără a se prevedea și dobânzile cuvenite la acea sumă, oferta reală din partea debitoarei pentru aceea sumă, nu poate fi invalidată din cauza nedepunerii dobânzilor, ele putând fi reclamate pe calea revizuirii contra deciziei de lichidarea datoriei. De asemenea creditorii nu pot pretinde ca oferta să fie făcută în aur cum prevede unul din contractele ipotecare, dacă decizia de lichidarea datoriei nu a prevăzut că plata să se facă în aur și dacă instanța de fond constată în fapt că creditorii au renunțat tacit la plata în aur, deoarece plățile anterioare au fost făcute altfel. (Cas. I, No. 619/1914, Jur. Rom. 1915, p. 132).

**Art. 1120.** — Creditorul, care a consimțit ca debitorul să-și retragă consemnațiunea după ce aceasta s'a declarat valabilă printr'o hotărîre ce dobândise puterea lucrului judecat, pierde dreptul de privilegii sau ipoteci ce avea pentru plata creanței sale <sup>1)</sup>. (Civ. 1201, 1261, 1772, 1778; Civ. Fr. 1263).

*Text. fr. Art. 1263.* — Le créancier qui a consenti que le débiteur retirât sa consignation après qu'elle a été déclarée valable par un jugement qui a acquis force de chose jugée, ne peut plus pour le paiement de sa créance exercer les privileges ou hypothèques qui y étaient attachés: il n'a plus d'hypothèque que du jour où l'acte par lequel il a consenti que la consignation fût retirée aura été revêtu des formes requises pour emporter l'hypothèque.

### Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1633;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2248 urm.; *Suppl. Obligations*, 930;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 711 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 446 urm.

<sup>1)</sup> Art. francez corespunzător 1263, continuă: „il n'a plus d'hypothèque du jour où l'acte par lequel il a consenti que la consignation fût retirée aura été revêtu des formes requises pour emporter l'hypothèque”.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 577 urm.;  
CANTACUZINO MATEI, p. 481, 482;  
NACU, II, p. 689.

**Art. 1121.** — Dacă lucrul debit este un corp cert care trebuie a se trădă în locul unde se găsește, debitorul este obligat a somă pe creditor să-l ia, printr'un act ce i se va notifică sau în persoană, sau la domiciliul său, sau la domiciliul ales pentru executarea convențiunei. După această somațiune, dacă creditorul nu-și ia lucrul și debitorul are trebuință de locul unde este pus, acesta din urmă poate lua permisiunea justiției, ca să-l depună în altă parte. (Civ. 97, 98, 1104, 1319, 1632; C. Com. 59, 68; Civ. Fr. 1264).

*Text. fr. Art. 1264.* — Si la chose due est un corps certain qui doit être livré au lieu où il se trouve, le débiteur doit faire sommation au créancier de l'enlever, par acte notifié à sa personne ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention. Cette sommation faite, si le créancier n'enlève pas la chose, et que le débiteur ait besoin du lieu dans lequel elle est placée, celui-ci pourra obtenir de la justice la permission de la mettre en dépôt dans quelque autre lieu.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 196; IV, ed. 5-a, p. 325;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1625;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 84, 581;  
DALLOZ *Rép. Obligations*, 2258 urm.; *Suppl. Obligations*, 940;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 208 bis, II;  
DEMOLOMBE, XXVIII, 173-176;  
HUC, VIII, 98;  
LAURENT, XVIII, 191;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 714 urm.;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 446 urm.;  
SALEILLES, *Obligations*, ed. 3-a, p. 40.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 568 urm.;  
CANTACUZINO MATEI, p. 481, 482;  
EMMANUEL EUG., *Notă*, sub. Cas. II, 125 din 9 Mai 1916. Curier Jud. 10/921;  
NACU, II, p. 691 urm.

## § 5. Despre cesiunea bunurilor.

**Art. 1122.** — Cesiunea bunurilor este abandonarea stărei sale întregi, făcută de debitorul ce nu poate plăti creditorului, sau creditorilor săi. (Civ. 571, 573, 974, 1123 urm.; Pr. civ. 648 urm., 653; Civ. Fr. 1265).

*Text. fr. Art. 1265.* — La cession de biens est l'abandon qu'un débiteur fait de tous ses biens à ses créanciers, lorsqu'il se trouve hors d'état de payer ses dettes.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 326, p. 232;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1635;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 38, 90;  
DEMOLOMBE, XXVIII, 636;



HUC, VIII, 168;

LYON-CAEN ET RENAULT, *Dr. comm.*, VII, 216 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 716, 747 urm.;

PANDECTES FR., *Obligations*, I, 5959 urm.;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 178.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 657, 784; (X, p. 619); „*Despre cesiunea bunurilor*“. Curier Jud. 3/1900;

CANTACUZINO MATEI, p. 482, 483;

NACU, II, p. 694.

### Jurisprudență.

1. Cesiunea voluntară și juridică a bunurilor este fără nici o aplicație practică posibilă în starea actuală a legislației civile.

Ea nu constituie un contract accesoriu ca gajul, ci e după împrejurări, o „*datio in solutum*“ sau o tranzacție, constituind în acest din urmă caz o abandonare a tuturor bunurilor făcută tuturor creditorilor fără ideea unor a-

vantajări speciale și exclusive. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 1920, Curier Jud. 1/921).

2. Pactul comisor care e nul în contractul de gaj conf. art. 1689 c. civ., poate fi în principiu stipulat în cesiunea voluntară a bunurilor, de oarece art. 1122 și 1126 c. civ. oferă părților întreaga latitudine de a regula efectele convenției lor. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 920, Curier Jud. 1/921).

**Art. 1123.** — Cesiunea bunurilor e voluntară sau judiciară. (Civ. 1122, 1124 urm., 1126 urm.; Civ. Fr. 1266).

*Text. fr. Art. 1266.* — La cession de biens est volontaire ou judiciaire.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 326, p. 232;

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1635;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 38, 90;

DEMOLOMBE, XXVIII, 636;

HUC, VIII, 168;

LYON-CAEN ET RENAULT, *Dr. comm.*, VII, 216 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 716;

PANDECTES FR., *Obligations*, I, 5959 urm.;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 178.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 657, 784; „*Despre cesiunea bunurilor*“. Curier Jud. 3/900;

CANTACUZINO MATEI, p. 482, 483;

NACU, II, p. 694.

**Art. 1124.** — Cesiunea bunurilor voluntară este aceea ce se acceptă de creditori de bună voie și care n'are alt efect decât acela ce rezultă chiar din stipulațiunile convenției încheiate între ei și debitor. (Civ. 969, 1122; Civ. Fr. 1267).

*Text. fr. Art. 1267.* — La cession de biens volontaire est celle que les créanciers acceptent volontairement, et qui n'a d'effet que celui résultant des stipulations mêmes du contrat passé entre eux et le débiteur.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 272; III, ed. 5-a, p. 458; IV, p. 494-496;

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1637-1640, 1643;

BAUDRY ET LOYNES, *Priv. et hypoth.*, II, 1341;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 38, 90;

DEMOLOMBE, XXVIII, 197-199, 201, 203, 204, 207;

GUILLOUARD, *Priv. et hypoth.*, II, 982;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1266, 1267, n° 3;  
 LAURENT, XXX, 495;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 717;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 178.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 657 urm.; „*Despre cesiunea bunurilor*“. Curier Jud. 3/900;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 482, 483;  
 NACU, II, p. 694.

**Art. 1125.** — Cesiunea <sup>1)</sup> bunurilor este un beneficiu pe care legea îl acordă debitorului nefericit și de bună credință, cărui, ca să-și poată redobândi libertatea <sup>2)</sup>, i se permite să dea creditorilor săi înaintea justiției toate bunurile sale, și chiar în caz de stipulațiune contrarie. (Civ. 5, 1122, 1123; Pr. civ. 648 urm., 653; Civ. Fr. 1268).

*Text. fr. Art. 1268.* — La cession judiciaire est un bénéfice que la loi accorde au débiteur malheureux et de bonne foi, auquel il est permis, pour avoir la liberté de sa personne, de faire en justice l'abandon de tous ses biens à ses créanciers, nonobstant toute stipulation contraire.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 497-499, 511;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1646, 1649;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 38, 90;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 212 bis;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 206, 217-225;  
 DURANTON, XII, 260;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1268, n° 3, 6, 7;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 717, 718;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 178;  
 PONT, *Petits contrats*, II, 995.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 660 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 31; „*Despre cesiunea bunurilor*“. Curier Jud. 3/1900;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 482, 483;  
 NACU, II, p. 694.

**Art. 1126.** — Cesiunea judiciară nu transmite creditorilor proprietatea; ea le dă numai dreptul de a face să se vândă bunurile în folosul lor și de a le lua venitul până la vânzare. (Civ. 1125; Pr. civ. 648 urm., 652; Civ. Fr. 1269).

*Text. fr. Art. 1269.* — La cession judiciaire ne confère point la propriété aux créanciers; elle leur donne seulement le droit de faire vendre les biens à leur profit, et d'en percevoir les revenus jusqu'à la vente.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1650;  
 BOITARD ET COLMET D'AGEE, *Proc. civ.*, II, ed. 15-a, p. 649, nota 2;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 38, 90;

1) Aci din eroare, credem că s'a omis cuvântul „judiciară“ care există în textul francez.  
 2) Vezi legea constrângerii corporale din 12 Sept. 1864, care însă nu s'a pus niciodată în aplicare.  
 Legiuitorul prin art. 1125 Cod. Civ. presupune ca fiind în vigoare această lege. Prin chiar dispozițiunile ei tranzitorii, această lege se declară suspendată până la înființarea caselor de opreală pentru neplată de datorii, ce trebuiau înființate conform regulamentului special promulgat la 3 Ianuarie 1865. Or, aceste case de închisoare pentru datorii n'au fost înființate, niciodată.



DALLOZ, *Suppl. Obligations*, 947;  
 GARSONNET, *Proc. civ.*, IV § 875, p. 820, 821;  
 LAURENT, XVIII, 235;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 178.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 660 urm.; „*Despre cesiunea bunurilor*“. Curier Jud. 3/1900;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 482, 483;  
 NACU, II, p. 694.

### Jurisprudență.

1. Pactul comisor care e nul în contractul de gaj, conform art. 1639 c. civ. poate fi în principiu stipulat în cesiu-

nea voluntară a bunurilor, de oarece art. 1122 și 1126 c. civ., oferă părților întreaga latitudine de a regula efectele convenției lor. (Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 920, Curier Jud. 1/921).

**Art. 1127.** — Creditorii nu pot refuza cesiunea judiciară decât în cazurile esceptate de lege. Ea descarcă pe debitor de constrângerea corporală <sup>1)</sup>; nu-l liberează însă decât până la concurență cu valoarea bunurilor lăsate în dispozițiunea creditorilor. Când bunurile nu sunt indetulătoare, el este obligat, de va dobândi altele, să le lase și pe acestea în dispozițiunea creditorilor până la plata datoriei întregi. (Civ. 1122; Pr. Civ. 653; Civ. Fr. 1270).

*Text. fr. Art. 1270.* — Les créanciers ne peuvent refuser la cession judiciaire, si ce n'est dans les cas exceptés par la loi.

Elle opère la décharge de la contrainte par corps.

Au surplus, elle ne libère le débiteur que jusqu'à concurrence de la valeur des biens abandonnés; et dans le cas où ils auraient été insuffisants, s'il lui en survient d'autres, il est obligé de les abandonner jusqu'au parfait paiement.

### Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, II, 1648, 1650;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 38, 90;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2268 urm.; *Suppl. Obligations*, 941 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 717, 718;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 178.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 660 urm.; „*Despre cesiunea bunurilor*“. Curier Jud. 3/1900;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 482, 483;  
 NACU, II, p. 694.

### Secțiunea II. — Despre novațiune.

**Art. 1128.** — Novațiunea se operă în trei feluri:

1. Când debitorul contractă în privința creditorului său o datorie nouă ce se substituie celei vechi care este stinsă;
2. Când un nou debitor este substituit celui vechi carele este descărcat de creditor;

1) A se vedea legea constrângerei corporale din 12 Septembrie 1864, care însă nu s'a pus niciodată în aplicare.

Legiuitorul prin art. 1127 Cod. Civ. presupune ca fiind în vigoare această lege. Prin chiar dispozițiunile ei tranzitorii, această lege se declară suspendată până la înființarea caselor de opreală pentru neplata de datorii, ce trebuiau înființate conform regulamentului special promulgat la 3 Ianuarie 1865. Or, aceste case de închisoare pentru datorii n'au fost înființate, niciodată.

3. Când, prin efectul unui nou angajament, un nou creditor este substituit celui vechiu, către care debitorul este descărcat. (Civ. 781, 782, 1129 urm., 1134, 1137; C. com. 370 urm.; Civ. Fr. 1271).

*Text. fr. Art. 1271.* — La novation s'opère de trois manières:

1° Lorsque le débiteur contracte envers son créancier une nouvelle dette qui est substituée à l'ancienne, laquelle est éteinte;

2° Lorsqu'un nouveau débiteur est substitué à l'ancien qui est déchargé par le créancier;

3° Lorsque, par l'effet d'un nouvel engagement, un nouveau créancier est substitué à l'ancien, envers lequel le débiteur se trouve déchargé.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 8-10, 212-214, 216; IV, ed. 5-a, p. 11-13, 348-350, 353, 354;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1697 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 102;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2358 urm., 2394 urm.; *Suppl. Obligations*, 951 urm., 965 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 174 bis, III; 219 bis, IV, VII, VIII;  
 DEMOLOMBE, XXIV, 351; XXVIII, 245 urm., 256, 260, 261;  
 HUC, VIII, 105;  
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1235, n° 9; V, art. 1271, n° 6, 8, 11, 1278, n° 3, 4;  
 LAURENT, XVII, 29; XVIII, 243, 245, 247-250, 252, 254;  
 MOURLON, ed. 7-a, p. 719;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 529 urm.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 664 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 739-741; IV part. II, ed. 2-a, p. 469; X, p. 688); *Observație* sub. Cas. II, 130 din 2 Nov. 1920. Tribuna Juridică 24-26/1921;  
 BOSSIE ST. C., *Notă* sub. Trib. Bacău, 61 din 31 Mai 911. Curier Jud. 64/913;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 487;  
 GHELMEGEANU M., *Notă* sub. Cas. I, 130 din 2 Nov. 1920. Pand. Rom. 1923-I-153;  
 NACU, II, p. 696;  
 PETIT EUGEN, *Notă* sub. Cas. II, 130 din 2 Nov. 1920. Pand. Rom. 1923-I-46;  
 POSTELNICU D. S., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. not., 250 din 15 Mai 1921. Pand. Rom. 1923-II-95;  
 TONEANU N. C., *Adnotație* sub. Trib. com. Ilfov, 890 din 17 Oct. 906. Curier Jud. 39/908.

### INDEX ALFABETIC

Acceptarea cambiei 12.	Ipoteca 2, 4.
Acțiune cambială 7.	Locație 12, 13.
Adjudecare 2.	Novăție 1-13.
Cambie 1, 4, 7, 12.	Obiect 5.
Cambială acțiune 7.	Obligație nouă 3, 4, 9, 10,
Cesiune 2, 6.	11, 12.
Concordat 7, 9.	Plata 5, 12.
Contracte sinalagmatice 13	Poliață, a se vedea „Cambie”.
Contracte unilaterale 13.	Prescripție 7.
Creanțe 1, 2, 6, 9.	Preț 2.
Creditori 1, 2, 7, 8, 9, 12, 13.	Remitere de datorie 9.
Datorie nouă, a se vedea „Obligație nouă”.	Sinalagmatice contracte 13.
Debitor 2, 3, 4, 13.	Societate în comandită 1.
Debitor nou 1, 8, 9, 10, 13.	Societate în nume colectiv 1.
Delegație 8.	Substituție 2.
Efect declarativ 11.	Termin de plată 9, 12.
Expromisiune 8.	Vanzare-cumpărare 3.
Faliment 7, 9.	Voința de a nova 1, 8, 10.
Hotărâri judecătorești 11.	
Intenție, a se vedea „Voința de a nova”.	

### Jurisprudență.

1. Când creditorul unei societăți în nume colectiv transformată în urmă în societate în comandită, primește de la noua societate polițe pentru achita-

rea creanței ce avea contra vechii societăți, acest fapt al primirii polițelor concludent și decisiv în privința stabilirii voinței de a nova, de a primi adică un alt debitor în locul celui vechiu. (Cas. I, 89/Sept. 24/85. B. p. 704; Apel Buc. I, 20 Apr. 22/85, *Dr.* 48/85-  
 Contra: A se vedea *Jurisprudența* No. 1 de sub art. 1130).

2. Invoiala prin care un creditor ipotecar oferă creanța sa adjudecatarului pentru a o depune drept preț, nu constituie o substituție a acestuia în datoriile debitorului dacă acesta nu este liberat prin acea invoială, și nici un act de cesiune, dacă proprietatea creanței nu trece asupra adjudecatarului. (Apel Iași, I, 154, Nov. 11/87, *Dr.* 23/88).

3. Odată ce instanța de fond constată în fapt că vânzarea făcută prin cel de al doilea act cuprinde în sine și lucrurile vândute prin actul primitiv, apoi rămâne evident că acest fapt însușește caracterul unei novațiuni obice-



tive în condițiunile art. 1128, al. I. de oarece debitorul a contractat către creditorul său o nouă obligație care e substituită celei vechi. (Cas. I, 362/Oct. 1/91, B. p. 1447).

4. Trecerea datoriei dintr'o cambie într'un act de ipotecă, constituită de debitorul cambiei posesorului cambiei, constituie o novațiune. (Cas. II, 168/97 B. p. 978).

5. Când debitorul promite sau plătește altceva, de cât aceea era obiectul primei obligații, aceasta constituie o novație. (Cas. II, 257/900, B. p. 1370).

6. Ceeace caracterizează novația este și schimbarea creanței. Prin urmare nu poate fi vorba de novație atunci când se constată că creanța a fost cezionată. (Cas. II, 55/902, B. p. 211).

7. Prin încheierea concordatului între creditorii falitului, operându-se o novațiune în titlurile primitive, el are de efect de a schimba natura prescripțiunii creanței primitive și de a face să curgă numai prescripțiunea ordinară.

Prin urmare, dacă titlul primitiv a fost cambia, creditorul, în urma încheierii concordatului, nu are o acțiune cambială în contra debitorului său pentru plata cotei concordatate, ci o acțiune în virtutea sentinței de verificare și a concordatului, care se prescrie prin 10 ani, iar nu prin cinci ani. (Cas. III, 31 Martie 1908, B. p. 619).

8. Novațiunea prin schimbarea debitorului are loc în două moduri: 1) Prin expromisiune, adică atunci când un tert în mod spontan prezentându-se creditorului, se obligă către el în locul primului debitor, fără concursul acestuia și creditorul îl acceptă descărând pe cel vechi; 2) Prin delegație când vechiul debitor în scop de a plăti pe creditorul său, invită pe acesta să accepte ca debitor o a treia persoană care consimte la aceasta. Că de aci rezultă ca expromisiunea se îndeplinește prin concursul a două persoane adică: creditorul și noul debitor, iar delegația prin concursul a trei persoane; vechiul debitor, noul debitor și creditorul și că la ambele feluri de novație prin schimbarea debitorului se cere nu numai ca un nou debitor să se oblighe către creditor în locul vechiului debitor ci și creditorul să-și exprime intenția de a descărca pe primul debitor; la novațiunea ce are loc pe cale de expromisiune, voință creditorului de a nova trebuie conform art. 1130 c. civil să rezulte evident din act, adică din termenii convențiunei sau din împrejurările cauzei, fie chiar și în mod tacit, pe când la novațiunea pe cale de delegație, declarația de novare din partea creditorului trebuie să fie expresă conform art. 1132 c. civ., caz în care delegațiunea ia denumirea de perfectă.

(Trib. Bacău, 61 din 31 Mai 1911. Curier. Jud. 64/1913).

9. Pentru ca să existe novațiune, în ipoteza aliniatului 1 de sub art. 1128 c. civil, pe care se bazează teoria care sustine efectul novator al concordatului, trebuie ca debitorul să contracteze, în privința creditorului său, o datorie nouă care să se substituie celei vechi, care este stinsă.

Astfel, o modificare a creanței prin acordarea unui nou termen de plată, sau prin remiterea unei părți din datorie, sau prin luare de noui garanții pentru plata creanței primordiale, nu constituie o novațiune; căci, pentru ca să existe o novațiune, trebuie ca cea de a doua obligațiune să difere de cea dintâi printr'un element nou, suficient pentru a o distinge de aceasta. (Trib. com. Ilfov 865/912, Curier Jud. 66/912).

10. Novațiunea este substituiriunea unei noi datorii în locul celei vechi, sau substituiriunea debitorului vechi printr'unul nou, conform art. 1128 c. civil, iar după art. 1130 c. civil se cere ca condiție pentru existența novațiunei, între altele și voința de a nova, care voință nu se presupune, ci trebuie să reiasă neîndoios din convențiune. (Trib. Roman 8 Martie 912, Curier Jud. 80/912).

11. Hotărârile judecătorești, sunt declarative de drepturi, ele constatând numai existența unei obligațiuni anterioară lor, fără a crea noi obligațiuni. Pentru acesta, prin asemenea hotărâri nu se poate opera novațiunea, al cărui efect este de a transforma o obligațiune. (Trib. Brăila II, 5 Noembrie 915, Curier Jud. 43/1916).

12. Cambia primită de un creditor, nu este decât un mod de liberațiune, sub rezerva încasării ei; ea nu este o nouă obligațiune, ci o simplă promisiune de a plăti ceea ce se datoră în virtutea primei obligațiuni, deci un titlu nou, care însă nu schimbă întru nimic esența datoriei.

Prin urmare, simpla acceptare a unei cambii, în plata unei datorii anterioare, derivând dintr'un contract de închiriere, nu are de efect de a stinge această din urmă datorie și de a opera o novațiune și ca atare situațiunile reciproce ale chirasului și proprietarului, după primirea unei astfel de cambii, în conținutul unei chirii anterioare datorite, este aceeași, dacă cambia nu a putut fi încasată la termen. (Cas. II, deciziunea civilă No. 130, din 2 Nov. 1920; Jurispridența Rom. 1920, p. 282; In același sens: Trib. Dâmbovița s. II, 2 Oct. 920, Dreptul 8/922).

13. Ca să se opereze o novațiune subiectivă prin schimbarea de creditor sau debitor, trebuie să preexiste o obligație unilaterală, în care se poate schimba pe rând creditorul sau debito-

rul; așa dar în obligațiile sinalagmatice cum sunt acele rezultând dintr'un contract de închiriere, fie care parte jucând un dublu rol de creditor și debitor în acelaș timp, novațiunea subiectivă nu poate opera stângerea o-

bligației. (Trib. Iași s. I, 100 din 31 Mai 1922, Dreptul 27/922).

14. A se vedeă: art. 1130 cu notele respective; art. 1132 cu notele respective; art. 1138, nota 6.

**Art. 1129.** — Novațiunea nu se operă decât între persoane capabile de a contractă. (Civ. 950 urm., 1128; Civ. Fr. 1272).

*Text. fr. Art. 1272.* — La novation ne peut s'opérer qu'entre personnes capables de contracter.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, 486; IV, p. 214-216, 221, 222; IV, ed. 5-a, p. 351-353, 366, 367;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1727 urm.;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 106;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2382 urm.; *Suppl. Obligations*, 960 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 219 bis, VI; 224 bis, II, III;  
DEMOLOMBE, XXVIII, 249, 250, 265, 288-293, 324, 334;  
HUC, VIII, 106, 121, 125;  
LAROMBIÈRE, V, art. 1272, n° 2, 4; 1276, n° 2; 1278, n° 5, 6;  
LAURENT, XVIII, 253, 255, 257, 320, 323;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 725;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 546.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 675 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 469);  
CANTACUZINO MATEI, p. 487.  
NACU, II, p. 696 urm.

**Art. 1130.** — Novațiunea nu se presumă. Voința de a o face trebuie să rezulte evident din act. (Civ. 1113, 1128, 1132 urm., 1167, 1180, 1197, 1203; L. Timbr. 33 § 1; Civ. Fr. 1273).

*Text. fr. Art. 1273.* — La novation ne se présume point; il faut que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte.

#### Doctrină străină.

ALAUZET, IV, 1560; VII, 2696;  
AUBRY ET RAU, IV, p. 9, 217, 218, 220, 221; IV, ed. 5-a, p. 12, 354-360, 365;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1731 urm.;  
BOISTEL, *Curs de dr. comm.*, 885, 1047;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 106, 110;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2390 urm., 2452 urm., 2500 urm.; *Suppl. Obligations*, 964, 984, 985, 1012 urm., 1041 urm.;  
DEMOLOMBE, XXVIII, 270, 275, 293 urm., 297;  
HUC, VIII, 108, 112;  
LAROMBIÈRE, IV, art. 1235, n° 9; V, 1273, n° 9, 13;  
LAURENT, XVII, 31; XVIII, 260, 266-268, 274, 277, 281-283, 292;  
LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. com.*, IV, 823 urm.; VII, 626;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 721 urm.;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 544.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 677 urm.; 694; (III, part. II, ed. 2-a, p. 739-741; IV, part. II, ed. 2-a, p. 469; X, p. 78); *Observație sub. Cas*, II, 130 din 2 Nov. 1920. Tribuna Juridică, 24-26/1921;  
BOSSIE ST. C., *Notă sub. Trib. Bacău*, 61 din 31 Mai 1911. Curier Jud. 64/913;  
CANTACUZINO MATEI, p. 487, 488;  
GHELMERGEANU M., *Notă sub. Cas*, I, 130 din 2 Nov. 1920. Pand. Rom. 1923-I-153;  
NACU, II, p. 696 urm.;  
TONEANU N. C., *Adnotație sub. Trib. com. Ilfov*, 890 din 17 Oct. 1906. Curier Jud. 39/908.



## INDEX ALFABETIC

Acceptare de efecte 1.	Interpretare, a se vedea „Apreciere suverană”.
Act autentic 11.	Mandat 5.
Apreciere suverană 3, 4, 6, 7.	Marturi 8, 13 bis, 14.
Cesiune 11.	Novatiune 1-14.
Contestație 12.	Prezumpție 1, 2, 5, 7, 8, 11, 13, 13 bis, 14.
Creanță 11.	Recurs, a se vedea „Apreciere suverană”.
Creditor 1, 3, 11, 12.	Renunțare la vechea obligație 1.
Debitor 3, 11, 12.	Suverană apreciere 3, 4, 6, 7.
Executorie formulă 11.	Urmărire silită 11, 12.
Formulă executorie 11.	Voință de a nova 1-14.
Împrumut 5.	
Inceput de dovadă scrisă 14.	
Intenție, a se vedea „Voința de a nova”.	

## Jurisprudență.

1. Novațiunea, cuprinzând din partea creditorului renunțare la beneficiul vechii obligațiuni, nu se presupune. Trebuie ca voința de a opera novațiune să reese în mod clar și cert din faptele și actele intervenite între părți, să nu fie nici un fel de îndoială asupra voinței de a o opera. Ea nu poate prin urmare să rezulte din singura accepțiune, chiar fără rezervă, de înscrieri negociabile, subscrise pentru plata unei datorii anterioare, această accepțiune neconstituind de cât un mod de plată. (Trib. Ilfov, com., 637, Nov. 11/83, *Dr.* 29/84).

2. Deși după art. 1130 voința de a nova nu se presupune și ea trebuie să rezulte din act, cu toate acestea nu e necesar ca să fie expresă sau formulată în termeni sacramentali sau prin echipolenți; este destul, în general, ca voința de a opera novațiunea să reese clar și cert din faptele și actele intervenite între părți. (Apel Buc. I, 20 Apr. 20/95, *Dr.* 48/85).

3. Întru cât instanțele de fond, din aprecierea faptelor și din interpretarea actelor urmate între părți, găsesc că nu rezultă că creditorul a avut intențiunea de a face o novațiune, adică de a descărca de plată pe vechiul debitor, această apreciere scapă controlului curții de casație. (Cas. I, 87, Mart. 2/85, B. p. 164).

4. În cât privește chestiunea de a se ști dacă a existat sau nu voința de a nova, ea poate fi dedusă din fapte și împrejurări; și în această privință curtea de casație are dreptul a controla, de ce natură sunt faptele și împrejurările, dacă cum va instanța de fond nu se întemeiază pentru a admite voința de a nova pe fapte și împrejurări de nici o valoare. (Cas. II, 89/Sept. 24/85, B. p. 704).

5. Când un contract cuprinde că una din părți se împrumută de la cealaltă cu o sumă oarecare, iar aceasta se obligă a remite celei d'întâiu obligațiuni la purtător pentru o valoare egală și a restitui celei d'întâi suma împrumutată în rate semestriale plătibile la epoce determinate, instanța de fond

poate, fără a denatură contractul, să hotărască că împrumutul a fost achitat prin darea în plată a obligațiilor la purtător, și că de la această dare în plată nu mai rămâne între părți de cât un contract de mandat, în virtutea căruia una plătește și cealaltă mijlocește stingerea obligațiilor la purtător. Și, în acest caz, nu se poate zice că novațiunea s'a tras din prezumpțiuni; ea e dedusă din interpretarea clauzelor contractului. (Cas. I, 66/Febr. 21/89, B. p. 179).

6. Interpretatia actelor și împrejurărilor din cari se pretinde că rezultă o novațiune, ca și apreciațiunea voinței părților de a o opera, sunt chestiuni de fapt abandonate cu totul la decizia suverană a instanțelor de fond, și nu aparține curței de casație de cât de a cerceta în drept dacă faptele așa cum ele sunt stabilite reunesc caracterele legale ale novațiunii. (Cas. I, 362/Oct. 1/91, B. p. 1447).

7. Novațiunea nu se presupune, ci trebuie să rezulte din intenția părților, iar aceasta fiind o chestie de fapt, nu poate fi propusă și discutată direct la Curtea de Casație. (Cas. II, 439/94, B. p. 1300).

8. Novațiunea nu se poate proba decât în mod expres, iar nu și prin prezumpțiuni sau martori, dacă obiectul trece suma de 150 lei. (Cas. I, 217/95 B. p. 599).

9. Deși legea cere ca voința de a nova să fie expresă, totuși ea poate să rezulte nu numai din termenii contractului, ci și din alte fapte și împrejurări ale cauzei. (Trib. Iași II, Drep. 69/900).

10. Dacă după art. 1130, se cere voința de a nova, această dorință n'are să fie exprimată prin cuvinte sacramentale, putând fi exprimată prin echipolenți și să rezulte din împrejurări și fapte. (Cas. II, 257/900 B. p. 1370).

11. Cesiunea de creanță-nedând naștere unei noi obligațiuni, titlul cesionarului în contra terțiului cedat este nu actul de cesiune, ci actul care constată creanța între creditorul original și debitorul cedat, și acest titlu se execută contra debitorului. Dacă acest titlu este autentic, trebuie ca originalul să fie investit cu formula executorie spre a fi executat, executarea și urmărirea neputându-se face în baza unei simple copii legalizate după actul de creanță. Chiar consimțământul debitorului în însuș actul de cesiune nu poate da forță executorie, în contra sa, acestui act de cesiune, decât când ar opera o novațiune, printră novațiunea, prin schimbarea creditorului, este un contract stipulat între vechiul creditor, debitorul și noul creditor, dar mai ales între acești doi din urmă, pe când în actul de cesiune stipulațiunile

se fac numai între vechiul creditor și noul creditor. Afară de aceasta, în caz de novațiune, trebuie să rezulte evident din act voința de a nova, căci novațiunea nu se presupune. (Trib. Dorohoi C. Jud. 53/903).

12. Dispozițiunile art. 260 pr. civilă, relativ la stingerea procesului, nu își au aplicațiunea când este vorba de o urmărire făcută pe baza unei hotărâri, care fusese închisă după cererea creditorului urmăritor și care putea fi redeschisă atât timp cât dreptul creditorului nu s'a prescris.

Prin urmare, cu drept cuvânt a fost respinsă ca nefondată contestația făcută de debitor întemeiată pe motivul că dosarul fiind închis în urma declarațiunii creditorului că a fost îndestulat, hotărârea pusă în executare și-a pierdut efectul întrucât Tribunalul, — examinând actul prin care debitorul arată că din eroare s'a închis dosarul căci datoria n'a fost achitată, — constată că voința părților n'a fost de a face o novațiune a datoriei și bine s'a procedat la urmărirea averii debitorului. (Cas. II, No. 215, 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 21).

13. Voința de a nova neputându-se presupune, trebuie să rezulte din însuși cuprinsul actului. (Trib. Dâmbovița s. II, 2 Oct. 1920, Dreptul 8/922).

13 bis. Novațiunea nu este un act solemn și legea neprevăzând mijloacele speciale de dovedirea ei, rezultă că nu este nici o rațiune, ca să se deosebească de celelalte convențiuni, în privința mo-

dului de dovedirea obligațiunilor și deci ca orice contract, se dovedeste conform regulilor de drept comun. Existența novațiunei se poate deduce dar, atât din termenii convențiunei care stabilește novațiunea, cât și din orice alte acte și fapte intervenite între părți, sau din orice alte împrejurări ale cauzei, fie chiar și în mod tacit.

Ceva mai mult, novațiunea se poate dovedi chiar cu proba testimonială și simple prezumțiuni, atunci când e vorba de o sumă mai mică de 150 lei, sau când există un început de dovadă scrisă, căci dacă prin art. 1130 c. civil, legiuitorul prevede că, novațiunea nu se prezumă și cere să fie certă și evidentă, prin aceste dispozițiuni, el nu se raportează la modalitatea probațiunei, ci statornicește numai principiul că voința de a nova trebuie să rezulte în mod precis și neîndoielnic. (Trib. Roman, 428 din 22 Oct. 1921, Jur. Gen. 1925 No. 37).

14. Deși potrivit art. 1130 c. civ. novațiunea nu se prezumă, totuși ea poate fi dovedită cu martori atunci când există un început de dovadă scrisă, de carece dispozițiile acestui articol nu modifică regulile de drept comun în materie de probe, ci arată numai că novațiunea nu poate fi recunoscută de cât atunci când e dovedită. (Trib. Iași s. I, 100 din 31 Mai 1922, Dreptul 27/1922).

15. A se vedea: art. 1128, notele 1, 8, 10; art. 1132, nota 1.

**Art. 1131.** — Novațiunea, prin substituirea unui nou debitor, poate să se opere fără concursul primului debitor. (Civ. 1093, 1128; Civ. Fr. 1274).

*Text fr. Art. 1274.* — La novation par la substitution d'un nouveau débiteur, peut s'opérer sans le concours du premier débiteur.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, ed. 5, p. 361;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1716;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 752;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 103;  
 DALOZ, *Rép. Obligations*, 2247 urm.; *Suppl. Obligations*, 1011 urm.;  
 LAURENT, XVIII, 302;  
 MOURLON, ed. 7-a II, 720;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 540.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 665 urm., 687; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 469);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 487;  
 NACU, II, p. 704.



## Jurisprudență.

1. Adjudecatorul poate depune drept pret al adjudecațiunii creanța unei terțe persoane, creanță ce s'ar găsi în rang util și necontestat, substituindu-se, în asemenea caz, adjudecatorul în locul debitorului primitiv față cu creditorul ce a depus creanța sa drept pret. Aceasta constituie o convenție licită, având de obiect o novațiune prin schimbare de debitor, pentru care legiuitorul nu cere nici altă formalitate, decât concursul voințelor creditorului și a debitorului substituit. (Cas. II, 304/901, B. p. 1504).

2. Convenția, prin care un creditor ipotecar oferă creanța sa adjudecatorului să o depue drept pret, păstrându-și situația de mai înainte, constituie o novațiune prin substituirea unui alt debitor și această novațiune se operează conform acestui articol fără concursul primului debitor. Existența unei asemenea convenții fiind dovedită, partea care nu s'a ținut de dânsa este obligată a repara paguba ce s'a adus celorlalte părți contractante. (Cas. I, 207/902 B. p. 636).

**Art. 1132.** — Delegațiunea, prin care un debitor dă creditorului un alt debitor ce se obligă către dânsul, nu operă novațiune, dacă creditorul n'a declarat expres, că descarcă pe debitorul ce a făcut delegațiunea. (Civ. 1130, 1133 urm., 1393, 1744, 1831; Civ. Fr. 1275).

*Text. fr. Art. 1275.* — Le délégation par laquelle un débiteur donne au créancier un autre débiteur qui s'oblige envers le créancier, n'opère point de novation, si le créancier n'a expressément déclaré qu'il entendait décharger son débiteur qui a fait la délégation.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 212, 219, 220; IV, ed. 5-a, p. 347, 348, 361-363;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1744, 1753;  
CAPITANT, *De la Cause des Obligations* p. 380 urm.;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 102, 110;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2467 urm., 2479; *Suppl. Obligations*, 1024 urm.;  
DEMOLOMBE, XXVIII, 324, 325, 329;  
HUC, VIII, 118, 120;  
LAURENT, XVIII, 314-316, 319;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 728, 729;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 555.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 679 n. 1, 692 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 469); *Notă* sub. C. Apel Paris, 19 Mai 1923. Jur. Gen. 1925, No. 577;  
BOSSIE ST. C., *Notă* sub. Trib. Bacău, 61 din 31 Mai 1911. Curier Jud. 64/913;  
CANTACUZINO MATEI, p. 487, 488;  
HAMANGIU C., *Notă* sub. C. Apel Iași s. I, 74 din 8 Oct. 1920. Pand. Rom. 1922-II-117;  
NACU, II, p. 706;  
POSTELNICU D. S., *Notă* sub. Trib. Ilfov, s. not. 250 din 15 Mai 1921. Pand. Rom. 1923-II-95;

## Jurisprudență.

1. Instanța de fond fiind în drept a aprecia dacă a existat voința de a face o novațiune, întru cât aceasta nu rezultă evident din acte, și dacă creditorul, primind delegațiunea altor debitori, a înțeles a descărca pe vechiul debitor, întru cât și aceasta nu rezultă din nici o declarațiune expresă, și apreciind în sensul că nu există novațiune, face o bună aplicațiune a legii și nu violează art. 1128 al. II, care cere ca debitorul cel vechiu să fie descăr-

cat de creditor, nici art. 1130 care zice că novațiunea nu se presupune, ci trebuie să rezulte evident din act, precum nici art. 1132, care dispune că delegațiunea altor debitori ce un debitor vechiu face creditorului nu operă novațiune, dacă creditorul nu declară expres că descarcă pe debitorul ce a făcut delegațiunea. (Cas. I, 87/Mart. 2/85, B. p. 164).

2. O delegațiune de plată numai atunci operează novațiunea când există concursul voinței delegatului, al creditorului care acceptă delegațiunea sau

delegatarul și în fine al delegatului care se obligă să devie debitorul direct al creditorului. (Cas. II, 8/Ian. 29/90, B. p. 123).

3. Nu se operează novațiunea, dacă creditorul n'a acceptat delegațiunea prin o declarațiune expresă. (Cas. II, 34/92, Mart. 8/92, B. p. 261).

4. Delegațiunea, prin care un debitor dă creditorului său un alt debitor, care se obligă către dânsul, nu operă novațiune, dacă creditorul n'a acceptat delegațiunea într'un mod expres. (Cas. II, 57/900, B. p. 441).

5. Potrivit principiului stabilit în art. 1132 c. civ., faptul unui cumpărător de a vinde imobilul asupra căruia vânzătorul își rezervase privilegiul pentru plata restului din preț, nu-l descarcă fără consimțământul ex-

pres al vânzătorului creditor de datoria sa; acesta în asemenea caz capătă doi debitori, având împotriva unuia o acțiune personală iar împotriva celuilalt acțiunea ipotecară. (Trib. Ilfov s. not. 202 din 5 Sept. 1924, Drep-tul 29/924).

6. Obligațiunea ce și-o ia un subachizitor, de a plăti pretul către primul vânzător, este ceea ce se numește o delegație imperfectă de plată, care nu creează nici un raport juridic între el și primul vânzător, dacă acesta nu a consimțit în mod expres să i se substituie astfel un nou debitor în locul celui dintâi. (C. Apel Constanța, 502 din 6 Oct. 1924, Justiția Dobrogei 9-10/1924).

7. A se vedea: art. 1128, nota 8; art. 1130 cu notele respective.

**Art. 1133.** — Creditorul, ce a descărcat pe debitorul de care s'a făcut delegațiunea, n'are recurs în contra acestui debitor, dacă debitorul delegat devine nesolvabil, afară de cazul când prin act se rezervă expres acest drept, sau când delegatul este declarat falit sau căzut în deconfitură,<sup>1)</sup> în momentul delegațiunei. (Civ. 1132, 1149, 1392, 1397; C. com. 695 urm.; Civ. Fr. 1276).

*Text. fr. Art. 1276.* — Le créancier qui a déchargé le débiteur par qui a été faite la délégation, n'a point de recours contre ce débiteur, si le délégué devient insolvable, à moins que l'acte ne contienne une réserve expresse, ou que le délégué ne fût déjà en faillite ouverte, ou tombé en déconfiture au moment de la délégation.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 221, 222; IV, ed. 5-a, p. 367;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1747 urm.;  
CAPITANT, *De la Cause des Obligations* p. 385;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 111, 112;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2526 urm.; *Suppl. Obligations*, 1055 urm.;  
DEMOLOMBE, XXVIII, 320-322;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 556.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 695 urm.;  
CANTACUZINO MATEI, p. 489;  
NACU, II, p. 707, 708.

#### Jurisprudență.

1. Cel cărui i s'a cedat drept plată o creanță nu mai poate recurge contra cedentului când nu ar putea realiza creanța cedată, de cât numai atunci

când creanța ar fi ne-existentă sau debitorul cedat ar fi insolubil înaintea cesiunei, pentru că prin acea cesiune s'a operat o novațiune care a atins obligațiunea primitivă. (Apel Buc. III, Ian. 22/76, Dr. 8/76).

**Art. 1134.** — Privilegiile și ipotecile creanței celei vechi nu le are și creanța ce-i este substituită, afară de cazul când debitorul le-a rezervat expres. (Civ. 1128, 1135 urm., 1153; Civ. Fr. 1278).

<sup>1)</sup> Asupra „deconfitureri” a se vedea nota de sub textul art. 1025 cod. civ.



*Text. fr. Art. 1278.* — Les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent point à celle qui lui est substituée, à moins que le créancier ne les ait expressément réservés.

#### Doctrină străină

AUBRY ET RAU, IV, p. 222, 223; IV, ed. 5-a, p. 368;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1742, 1735 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a II, p. 107, 882, 1022;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2508 urm.; *Suppl. Obligations*, 1044 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 226 bis, III, IV;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 343, 344, 356, 358;  
 HUC, VIII, 126, 127;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1280, n° 2;  
 LAURENT, XVIII, 331;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 725;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 550;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 39, nota 2, 74 nota. 3.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 683 urm., 790 n. 3; (X, p. 484, 688);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 489, 567, 596;  
 NACU, II, p. 709; III, p. 798.

**Art. 1135.** — Când novațiunea se operă prin substituirea unui nou debitor, privilegiile și ipotecile primitive ale creanței nu pot trece asupra bunurilor noului debitor. (Civ. 1091, 1128, 1136 urm.; Civ. Fr. 1279).

*Text. fr. Art. 1279.* — Lorsque la novation s'opère par la substitution d'un nouveau débiteur, les privilèges et hypothèques primitifs de la créance ne peuvent point passer sur les biens du nouveau débiteur.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 223; IV, ed. 5-a, p. 368;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1741;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 108, 882;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2522 urm.; *Suppl. Obligations*, 1053 urm.;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 725;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 550.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 683 urm., 790 n. 3; (X, p. 688);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 489;  
 NACU, II, p. 709.

**Art. 1136.** — Când novațiunea se operă între creditor și unul din debitorii solidari, privilegiile și ipotecile vechei creanțe nu se pot rezervă decât asupra bunurilor aceluia care contractă noua datorie. (Civ. 1047, 1131, 1134, 1137, 1769; Civ. Fr. 1280).

*Text. fr. Art. 1280.* — Lorsque la novation s'opère entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires, les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance ne peuvent être réservés que sur les biens de celui qui contracte la nouvelle dette.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 223, 224; IV, ed. 5-a, p. 369;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1738, 1739;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2518 urm.; *Suppl. Obligations*, 1049 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 228 bis, I;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 361;  
 HÛC, VIII, 128;  
 LAURENT, XVIII, 332;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 550

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 683 urm., 790 n. 3;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 489;  
 NACU, II, p. 710 urm.

**Art. 1137.** — Codebitorii sunt liberați, prin novațiunea făcută între creditori și unul din debitorii solidari.

Novatiunea făcută în privința debitorului principal, liberează cauțiunile <sup>1)</sup>. (Civ. 1039 urm., 1136, 1215, 1216, 1218, 1679 urm., 1682; Civ. Fr. 1281).

*Text. fr. Art. 1281.* — Par la novation faite entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires, les codébiteurs sont libérés.

La novation opérée à l'égard du débiteur principal libère les cautions.

Néanmoins, si le créancier a exigé, dans le premier cas, l'accession des codébiteurs, ou, dans le second, celle des cautions, l'ancienne créance subsiste, si les codébiteurs ou les cautions refusent d'accéder au nouvel arrangement.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 222; IV, ed. 5-a, p. 368;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1735, 1742;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2389, 2508, 2518 urm.; *Suppl. Obligations*, 1049 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 229 bis, III;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 339-342;  
 LAURENT, XVIII, 325;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 726, 727;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 550.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 689 urm.; (X, p. 129 n. 3, 171, 172, 688, 689);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 489, 533;  
 NACU, II, p. 709, 712.

### Jurisprudență.

1. Codebitorii solidari sunt liberați prin efectul novațiunei de obligația ce

contractaseră și nu pot fără consimțământul lor să fie ținuți de o obligație diferită. (Trib. Covurlui, Dreptul 29/97).

### Secțiunea III. — Despre remiterea datoriei.

**Art. 1138.** — Remiterea voluntară a titlului original<sup>2)</sup> făcută de creditor debitorului, dă proba liberațiunei.

Remiterea voluntară a copiei legalizate a titlului lasă a se presupune remiterea datoriei sau plata, până la proba contrarie. (Civ. 969, 971, 1138, 1169, 1200, 1202; Civ. Fr. 1282, 1283).

*Text. fr. Art. 1282.* — La remise volontaire du titre original sous signature privée par le créancier au débiteur, fait preuve de la libération.

1) Art. francez corespunzător 1281, continuă cu următorul aliniat care lipsește în art. 1137 codul civil român: „Néanmoins, si le créancier a exigé, dans le premier cas, l'accession des codébiteurs, ou, dans le second, celle des cautions, l'ancienne créance subsiste, si les codébiteurs ou les cautions refusent d'accéder au nouvel arrangement”.

2) Art. francez corespunzător, 1282, după cuvântul „original” adaugă: „sous signature privée”.



*Text. fr. Art. 1283.* — La remise volontaire de la grosse du titre fait présumer la remise de la dette ou le paiement, sans préjudice de la preuve contraire.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 204-210; IV, ed. 5-a, p. 335, 336, 338-346;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1769, 1770, 1776, 1777, 1779 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 96; II, p. 126, 231, 233; ed. 1-a, III, p. 767;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2543 urm., 2581 urm.; *Suppl. Obligations*, 1064 urm., 1092 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 230 bis, IV; 231, 231 bis, III, IV; 232 bis, III;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 327, 378, 407, 408, 411, 418-422, 425, 434 urm., 436, 437;  
 HUC, VIII, 130, 133-137;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1282, n° 7, 11; 1283, n° 4, 5, 13;  
 LAURENT, XVIII, 337-339, 342, 344-347, 350, 351, 360-364, 366, 367, 432;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 731 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 604 urm., 610-615.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 527, 704, 706 urm., 711 urm., (III, part. II, ed. 2-a, p. 603, 740; IV, part. I, ed. 2-a, p. 67, 254 t. și n. 1, 490; VII, p. 314, 315; X, p. 167, 688, 692); *Notă* sub Trib. Melun, Seine-et-Marne, 1 Iunie, 1921. Jur. Gen. 30/1924, No. 1741;  
 CANTAUZINO MATEI, p. 380, 503, 604;  
 NACU, II, p. 716, 848, 849;  
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel București s. I, 149 din 25 Iunie 1912. Dreptul 59/912;  
 SCRIBAN ȘT., *Observație* sub. Trib. Muscel, 60 din 31 Ian. 1923. Curier Jud. 7/904;  
 VASILESCU P., *Notă* sub. Tribunalul Romanai s. I, 300 din 10 Nov. 922. Curier Jud. 19/924.

### INDEX ALFABETIC

Accesoriu 9.	Mențiune 3.
Achiesare 7.	Misit 16.
Act scris 4.	Misitie 16.
Act sub semnătură privată 1.	Novațiune 6.
Acțiune 9.	Opțiune scrisoare 16.
Aprecieri suverană 1.	Pierdere 8, 12.
Cambie 10, 17.	Plata, a se vedea „Liberare” și 3.
Chitanță 14.	Plata parțială 14.
Depozit 4.	Prezintarea actului 3.
Dividend 9.	Prezumțiuni 4, 5, 8, 11, 12.
Dol 13.	Prezumțiuni legale 2, 4, 5, 9, 13, 14, 15, 16.
Drept de redevență 16.	Probe 2, 4, 5, 9, 13, 15, 17.
Eroare 13.	Quasi-delicț 4.
Executare voluntară 7.	Recurs 1.
Forță majoră 12.	Redevență 16.
Hotărâre 7, 10, 11, 17.	Remitere voluntară 1-17.
Inceput de dovadă scrisă 4.	Revizuire 7.
Identitatea actului remis 1.	Scrisoare, opțiune 16.
Intenție 2, 4.	Societate cooperativă 9.
Ipotecă 3.	Sustragere 4, 13.
Jurământ 4.	Suverană apreciere 1.
Liberare 2, 4, 6, 8, 13, 14, 17.	Vânzare-cumpărare 16.
Mandat 4.	Violență 13.
Marturi 4, 12, 14.	

### Jurisprudență.

1. Dacă însă creditorul contestă că titlul sub semnătură privată prezentat de debitor nu este cel emis lui de către debitor, fiind în putința lui de a-și alcătui ori când asemenea chitanțe scrise și subscrise de el pentru trebuința cauzei, în atare caz instanța de fond poate, printr-o apreciere de fapte și împrejurări, aprecieri cari nu cad sub controlul curții de Casație, să respingă acea chitanță, nefiind dovedit că ea fusese alcătuită între debitor și creditor, fără ca prin aceasta să atingă în ceva prin-

cipile rezultând din art. 1138. (Cas. I, 105/Mart. 17/92, B. p. 220; Apel Buc. III, 78, Apr. 13/91, Dr. 34/91).

2. Liberatiunea debitorului, care se află în posesiunea titlului original, sau a copieii legalizată de pe titlu prin care s'a constatat obligațiunea sa, nu se presună, conform art. 1138, de cât atunci când acel titlu sau copie i'a fost remisă de către creditor cu intențiunea de a desființa obligațiunea. Prin urmare, în cazul când debitorul invoacă asemenea prezumțiune, pe baza faptului de posesiune a titlului obligațiunei, este evident că creditorul are dreptul de a proba că dânsul n'a făcut o remitere voluntară a titlului în primirea debitorului cu intențiunea de a'l libera de obligațiune, și că astfel aplicațiunea art. 1138, pentru admiterea mențiunetei prezumțiuni de liberațiune a debitorului, are loc numai dacă se stabilește o remitere voluntară a titlului în sensul expus, care este o condițiune esențială pentru existența acelei prezumțiuni. (Cas. I, 386/Nov. 80/92, B. p. 1005).

3. Achitarea unei ipoteeci nu se poate dovedi de cât îndeplinindu-se dispozițiunile art. 1788, sau cel puțin remiterea voluntară a titlului de către creditor, cu mențiune pe el că a fost achitat de către debitorul său. Simpla împrejurare că creditorul nu se găsește în posesiunea titlului nu poate presupune o remitere voluntară în mâinile debitorului, când acesta nu prezintă ac-

titl. (Trib. Dâmbovița Iun. 19'93, *Dr.* 64/93).

4. După art. 1138, prin remiterea voluntară a titlului original a unei creanțe ce un creditor face debitorului său, se dă probă despre liberațiune, ori care ar fi cauza acestei liberațiuni, fie cu titlu gratuit (remiterea a însăși datoriei), fie cu titlu oneros, (plata ei). Și în contra acestei prezumpțiuni a legii despre liberațiunea debitorului, nu se poate admite, după art. 1202, nici o dovadă contrarie, de oare ce prin art. 1138 nu s'a rezervat o asemenea dovadă. Inșă, dacă contra prezumpțiunii de liberațiune nu este permisă nici un fel de dovadă când titlul original este remis voluntar de creditor debitorului, nu este tot astfel când contra debitorului, care posedând acel titlu invoacă prezumpțiunea legală de liberațiune, se pretinde, sau că acel titlu nu a fost voluntar remis de creditor, pentru că i s'a răpit, spre exemplu, ori sustras, sau că remiterea titlului s'a făcut pentru o cauză determinată, cum depozit sau mandat. În asemenea împrejurări este permis creditorului a dovedi pretențiunea sa, de oarece tinde a stabili că elementul esențial al remiterii voluntare, cerut de art. 1138, lipsește. Dar atunci dovida trebuie să fie făcută după dreptul comun, adică prin martori sau prezumpțiuni, ori jurământ supletoriu, când există un început de dovadă scrisă emanat dela partea adversă, (art. 1197) și care dovadă scrisă face a fi de crezut faptul pretins. (Cas. I, 30 Ian. 27/81, B. p. 37).

5. În principiu creditorul este totdeauna admis, pentru a combate prezumpțiunea stabilită de art. 1138, să stabilească prin toate mijloacele de probă și chiar cu ajutorul de simple prezumpțiuni, că aflarea titlului în mâna debitorului nu e rezultatul unui fapt personal și voluntar din partea sa. (Cas. I, 379/Dec. 29/82, B. p. 1202).

6. Remiterea titlului de creanță atunci numai este considerat de lege ca dovedind liberațiunea debitorului, când acest titlu de creanță nu este înlocuit în mâinile creditorului cu nici un alt act de creanță, căci în acest caz creanța stinsă prin remiterea titlului fiind în acel moment înlocuită prin alta în contra căreia remiterea vechiului titlu nu poate dovedi absolut nimic, această remitere nu dovedeste o plată, ci numai o novatiune. (Cas. I, 42/Febr. 19/88, B. p. 121).

7. În principiu executarea voluntară a unei hotărâri judecătorești se consideră ca o aquiesare, în urma căreia nu se mai poate cere retractarea acelei hotărâri pe nici o cale și deci nici pe cale de revizuire. Deci numai când e vorba de proba stingerei unei creanțe prin remiterea titlului, se poate aplica art. 1138, iar nu când e în chestiune stingerea unei creanțe rezultând din executarea voluntară a unei hotărâri. (Cas. I, 102/94, Apr. 13/88, B. p. 340).

8. Dacă creditorul nu poate nici să producă originalul titlu nici să dovedească pierderea lui, judecătorul poate să tragă prezumpția că dânsul l-a remis debitorului și că aceasta este o dovadă, conform art. 1138 cod. civil, că debitorul s'a liberat. (Cas. I, 187/94 B. p. 536).

9. După dispozițiunile art. 1138 din codul civil, remiterea voluntară a titlului de creanță făcută de creditor debitorului, are de efect de a stinge datoria principală cu toate accesoriile ei, și această prezumpțiune legală de liberare a debitorului este *juris et de jure*, deci nu poate fi doborâtă prin proba contrarie, nefiind permisă o asemenea probă de art. 1202 din codul civil.

Conform acestui principiu, când un acționar al unei Societăți cooperative, retrăgându-se din Societate, a remis în mod voluntar Societății acțiunile sale pentru care și-a primit pretul, fără a face vre-o rezervă, dânsul nu mai poate reclama în urmă dela Societate dividendele ce dânsul putea cere în virtutea ziselor acțiuni. (Cas. III, 6 Sept. 1906, B. p. 1439).

10. Cu toate că dispozițiunile art. 1138 din codul civil, prevăd că remiterea voluntară a titlului original făcută de creditor debitorului dă proba liberațiunii, totuși, atunci când e vorba de o schimbare care a fost înlocuită prin hotărârea judecătorească ce s'a dat pe temeiul ei, remiterea cambiei nu mai poate da proba liberațiunii, ci remiterea hotărârii judecătorești împreună cu cambia, sau cel puțin numai a hotărârii, poate face proba liberațiunii făcută de creditor debitorului. (Cas. II, 15 Sept. 1909, B. p. 966).

11. Remiterea voluntară a titlului care constată o creanță făcută de creditor debitorului, constituie, potrivit art. 1138 codul civil, o probă a liberațiunii. Când însă titlul datoriei a fost înlocuit prin o hotărâre judecătorească, atunci remiterea lui nu mai dă loc la aplicațiunea acestui articol pentru că titlul definitiv al creditorului este hotărârea obținută și remiterea titlului original este o simplă prezumpție de fapt, care prin ea însăși nu are puterea de a dovedi liberațiunea. (Trib. Ilfov IV, *Dr.* 11/910, p. 90).

12. Proba cu martori și prezumpțiuni sunt admisibile pentru stabilirea



remiterii voluntare a titlului original făcută debitorului și perderea titlului de către acesta din cauză de forță majoră.

Prin urmare instanța de fond se poate baza pe aceste probe pentru a decide liberațiunea debitorului de obligația constatată prin act. (Cas. I, 220 din 21 Martie 1911, Jurisprudența 20/1911).

13. Pentru ca prezumția de liberalitate stabilită de art. 1138 c. civil să existe, trebuie ca remiterea titlului să fi fost voluntară.

Astfel, posesiunea titlului în mâna debitorului, făcând a se presupune o remitere voluntară, incumbă creditorului car ar invoca că titlul i-a fost sustras, sau că l-ar fi predat prin eroare, dol, violență, etc., să probeze aceste circumstanțe excepționale. (C. B. I, 149/912, Curier Jud. 74/912).

14. Conform art. 1138 c. civ. remiterea titlului de creanță e singura prezumție legală consacrată de lege, de liberațiunea unei datorii și oricare ar fi analogia asemănătoare, nu se pot admite altele, căci prezumțiile legale sunt de drept strict și de strictă interpretare.

Prin urmare o simplă chitanță prin care se dovedește că s'a plătit o parte din datorie, nu constituie o prezumție de liberațiunea integrală a datoriei, căci o simplă prezumțiune nu se poate lua în considerare decât dacă se admite și proba testimonială, care în specie e inadmisibilă. (C. Apel Buc. s. IV, 144 din 22 Oct. 1919, Curier Jud. 12—13/1920).

15. Cu toate că posesiunea de către debitor a titlului constitutiv, al obli-

gației face să se prezume liberațiunea, totuși această prezumțiune legală încetează de a se avea aplicațiunea, când la baza remiterii titlului nu mai rezidă aceleași considerațiuni cari au legitimat această măsură legală. (C. Apel Buc. s. IV, 163 din 8 Iulie 1920, Dreptul 43/1920).

16. Intrucât misitul a restituit celui cu care convenise să-i vândă un drept de redevență, scrisoarea-opțiune care-l autoriză să trateze această vânzare, prin acest fapt se dovedește că însăși convențiunea de misite intervenită între părți s'a desființat, stingându-se obligațiunile reciproce, remiterea voluntară a titlului original constituind o prezumțiune de liberațiune a debitorului proprietar față de creditorul dreptului de comision. (Trib. Prahova s. I, 246 din 30 April 1923, Jur. Gen. 1923, No. 695).

17. Dacă creditorul obținând pe baza unei cambii o hotărîre, care obligă pe părât să achite suna prevăzută în ea, iar în urmă scoate titlul de la dosar, care în instanța de validare se află în mâna debitorului, faptul acesta conform art. 318 c. com., face dovada liberării.

Când creditorul susține că nu știe precis prin ce împrejurări se află titlul în mâna debitorului, el trebuie să dovedească lipsa acordului de voință.

Există proba liberării, dacă titlul e în mâna debitorului, chiar atunci când creditorul nu a semnat pe verso că e achitat. (Judecătoria ocol Herta-Dorohoi 434/924, Jur. Gen. 1924 No. 2097).

18. A se vedea: art. 1173, Index „Predarea actului” și notele respective.

**Art. 1139.** — Remiterea lucrului dat ca siguranță nu este de ajuns ca să facă a se presupune remiterea datoriei. (Civ. 1685 urm., 1688 urm.; Civ. Fr. 1286).

*Text. fr. Art. 1286.* — La remise de la chose donnée en nantissement ne suffit point pour faire présumer la remise de la dette.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 345;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1788;  
DALLOZ, *Suppl. Obligations*, III, 1101;  
LAURENT, XVIII, 349;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 734.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 715 urm.;  
CANTACUZINO MATEI, p. 503;  
NAGU, II, p. 716.

## Jurisprudență.

1. După sensul clar al art. 1139 codul civil, nu simplul fapt al posedării de către debitor a titlului de obligațiune constituie pentru dânsul prezumpțiunea legală de liberațiune, contra căreia prezumpțiuni nu se mai poate invoca alte mijloace de probe, ci numai atunci se poate invoca asemenea pre-

zumptiuni când creditorul sau altă persoană contra căreia se pretinde existența liberațiunii, nu contestă menționata remitere voluntară și nici nu poate proba că titlul se află în posesiunea debitorului, nu prin remiterea voluntară ce i s'a făcut de creditor, ci prin altă împrejurare. (Cas. III. 19 Febr. 1907, B. p. 349).

**Art. 1140.** — Remiterea titlului original<sup>1)</sup> sau a copiei legalizate a titlului făcută unui din debitori, are acelaș efect în folosul codebitorilor. (Civ. 1047, 1056, 1138 urm., 1141; Civ. Fr. 1284).

*Text. fr. Art. 1284.* — La remise du titre original sous signature privée, ou de la grosse du titre, à l'un des débiteurs solidaires, a le même effet au profit de ses codébiteurs.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 207-209; IV, ed. 5-a, p. 340, 343;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1799 urm.;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 185;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 232 bis, III; 233 bis, IV, V;  
DEMOLOMBE, XXVIII, 413, 415, 439;  
LAROMBIÈRE, V, art. 1282, n° 10;  
LAURENT, XVIII, 376, 377;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 749, 773 urm.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 716 urm.;  
CANTACUZINO MATEI, p. 503.

**Art. 1141.** Remiterea, sau descărcarea expres făcută<sup>2)</sup> în folosul unui din codebitorii solidari, liberează pe toți ceilalți, afară numai dacă creditorul și-a rezervat anume drepturile sale în contra acestor din urmă.

În cazul din urmă creditorul nu poate cere plata datoriei decât scăzând partea aceluia cărui a făcut remitere. (Civ. 1047, 1049, 1054, 1056; C. com. 805; Civ. Fr. 1285);

*Text. fr. Art. 1285.* — La remise ou décharge conventionnelle au profit de l'un des codébiteurs solidaires, libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers.

Dans ce dernier cas, il ne peut plus répéter la dette que déduction faite de la part de celui auquel il a fait la remise.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 206; IV, ed. 5-a, p. 338;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1790, 1791, 1794, 1795;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 126, 127 urm., 185;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 237 bis, I;

1) Art. francez corespunzător și aci ca și la art. precedent român, 1138, după cuvântul „original” adaugă: „sous signature privée”.

2) În textul francez în loc de cuvintele: „descărcarea expres făcută” se zice: „décharge conventionnelle”.



DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, IV, p. 491;  
 LAURENT, XVIII, 371;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 734;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 749, 773 urm.;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 124 nota 1 și 2;  
 TROPLONG, *Cautionnement*, 504.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 212, 718 urm.; (X, p. 172-174, 688);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 503, 533;  
 HOZOC DIMITRIE, *Notă* sub. Trib. Dorohoi 1716 din 27 Dec. 1920. Curier Jud. 39/921;  
 NACU, II, p. 573.

## Jurisprudență.

1. Impăcarea reclamantului cu unul dintre codelicienți, echivalează cu o remitere expresă de datorie pentru partea codelicientului descărcat în acest mod.

Creditorul în caz de remitere parțială făcută unuia dintre codebitori, nu poate urmări pe ceilalți codebitori decât după ce a făcut deducerea părții remise.

Responsabilitatea între codelicienți fiind principial inegală, indemnitatea

fiecăruia e proporțională cu gravitatea culpei.

În lipsă de o stipulație expresă din partea creditorului ce a remis și în lipsă de o demonstrare de fapt din partea codebitorului interesat care cere facerea deducțiunii părții remise cu privire la o inegalitate de obligațiuni între codelicienți, se prezumă că partea remisă e porțiunea virilă iar nu partea reală de contribuție. (Trib. Dorohoi 1716 din 27 Dec. 1920, Curier Jud. 39/1921).

**Art. 1142.** — Remisiunea sau descărcarea expres făcută<sup>1)</sup> debitorului principal liberă cauțiunile.

Aceea acordată cauțiunii nu liberă pe debitorul principal.

Aceea acordată unei din cauțiuni, nu liberă în totul<sup>2)</sup>, pe celelalte.

Aceea acordată unei cauțiuni dată în urmă prin act separat nu liberă prin nimic pe celelalte<sup>3)</sup>.

Aceeace creditorul a primit dela o cauțiune pentru a o descărca din chezașia sa, trebuie să se impute asupra datoriei, și să descarce pe debitorul principal și pe celelalte cauțiuni. (Civ. 1141, 1142, 1161, 1674, 1679; C. com. 805; Civ. Fr. 1287 și 1288; Civ. Ital. 1282-1284).

*Text. fr. Art. 1287.* — La remise ou décharge conventionnelle accordée au débiteur principal libère les cautions.

Celle accordée à la caution ne libère pas le débiteur principal;

Celle accordée à l'une des cautions ne libère pas les autres.

*Text. fr. Art. 1288.* — Ce que le créancier a reçu d'une caution pour la décharge de son cautionnement, doit être imputé sur la dette, et tourner à la décharge du débiteur principal et des autres cautions.

*Text. Ital. Art. 1282.* — La rimessione o liberazione convenzionale accordata al debitore principale liberai fideiussori; quella accordata al fideiussore non libera il debitore principale.

*Text. Ital. Art. 1283.* — La liberazione accordata dal creditore ad uno dei suoi fideiussori senza il consenso degli altri, profitta i medesimi per la parte di quello che fu liberato.

1) În textul francez în loc de cuvintele: „descărcarea expres făcută” se zice: *décharge conventionnelle*.

2) În textul francez lipsesc cuvintele: „în totul”.

3) Acest al 4-lea alineat, lipsește în textul francez și este adăugat de legiuitorul nostru după explicațiile date de Marcadé; cuprinsul acestui alineat se găsește încă și în art. 1284 Codul civil Italian.

*Text. Ital. Art. 1284.* — In ogni caso ciò che il creditore ha ricevuto da un fideiussore per liberarlo dalla cauzione, deve imputarsi al debito e portarsi a scarico del debitore principale e degli altri fideiussori.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 205, 206; IV, ed. 5-a, p. 336-338;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1793 urm., 1987;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 126, 127 urm., 250, 747;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2597 urm.; *Suppl. Obligations*, 1102 urm.,  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 237 bis, II; 238 bis;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 462, 468, 471;  
 HUC, VIII, 140;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1287, n° 3; 1288, n° 3;  
 LAURENT, XVIII, 370, 373;  
 MARCADÉ, art. 1287, 1288;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 734, 735, 736;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 612, 2374, 2379.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 717, 718, 720 urm., 722, 723, 726 urm.; (VII, p. 418 n. 4; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 501; X, p. 172-174, 688);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 503, 541;  
 NACU, II, p. 719 urm.

#### Jurisprudență.

1. Fidejuszorul descărcat de obligațiunea sa în urma unei alte garanții depusă de către debitor cu consimțământul creditorului, nu mai poate fi

apucat după cererea creditorului, chiar dacă garanția pusă din nou a fost desființată. Obligațiunea lui, în asemenea caz, este stinsă conform art. 1142. (A-pel Buc. II, 8, Febr. 27/87, *Dr.* 63/87).

#### Secțiunea IV. — Despre compensațiune.

**Art. 1143.** — Când două persoane sunt datoare una alteia, se operează între dânsese o compensațiune care stinge amândouă datorile în felul și în cazurile exprese mai jos. (Civ. 714, 973, 1144, 1508; C. com. 370, 720; Pr. Civ. 113, 144, 327; Civ. Fr. 1289).

*Text. fr. Art. 1289.* — Lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre, il s'opère entre elles une compensation qui éteint les deux dettes de la manière et dans les cas ci-après exprimés.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 230, 231, 235, 236; IV, ed. 5-a, p. 381-383, 394, 395;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1802, 1808, 1810 urm., 1817 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 80, 595;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2612 urm., 2670 urm.; *Suppl. Obligations*, 1110 urm., 1140 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 246 bis, III;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 551;  
 HUC, VIII, 144, 164;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1291, n° 3, 8;  
 LAURENT, XVIII, 421, 424, 433, 435, 451;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 736;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 562.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 500, 734, 752; (III, part. II, ed. 2-a, p. 807; IV, part. II, ed. 2-a, p. 469; X, p. 689);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 483;  
 NACU II, p. 576, 723 urm.



## INDEX ALFABETIC

Act autentic 13.	Legea Comptabilității Statului 11.
Adjudecare 5.	Lichide creanțe 9, 11, 12, 13, 14.
Aprecieri suverană 8.	Locație 13.
Arendare, a se vedea „Locație”.	Loterie 12*
Certe creanțe 9, 11, 12, 13, 14.	Minori 4.
Compensație 1-14.	Prețul adjudecării 5.
Comptabilitatea Statului, lege 11.	Reabilitare 2.
Concordat 2.	Recurs, a se vedea „Aprecieri suverană”.
Creanțe certe și lichide 9, 11, 12, 13, 14.	Repetițiune 7.
Creditori 2-7	Revindere în compt 5.
Datorii certe și lichide 9, 11, 12, 13, 14.	Societate 1.
Debitori 2, 3, 4, 6, 10.	Solidaritate 1.
Exigibile creanțe 9, 11, 12, 13, 14.	Stat 10, 11.
Falit 2.	Suverană apreciere 8.
Hotărâre 13.	Tablou de ordine 5.
	Tutor 4.
	Urmărire silită 5.

## Jurisprudență.

1. O sumă nu se poate admite la compensație decât când este personală aceluia contra căruia se opune. Astfel creanța contra tovarășiei nu se poate opune în compensație numai contra unuia din tovarăși, mai ales când nu s'a stipulat cel puțin vre-o solidaritate a tovarășilor pentru datoria comună a tovarășiei. (Cas. II, 276/Dec. 24/73, B. p. 288).

2. Creditorii falitului, cari sunt în același timp și debitorii lui, pot compensa datoriile lor până la concurența dividendelor la cari s'a obligat falitul prin concordat, dar nu pot să opună și partea creanțelor la care au renunțat prin concordat; această remitere constituie fără îndoială o datorie naturală la plata căreia e ținut falitul numai pentru a obține reabilitarea sa; dar creditorii, cari au făcut această remitere, au renunțat la orice acțiune pentru a obține plata, și prin urmare nu pot opune nici compensațiunea, pentru că dreptul aceasta presupune totdeauna dreptul de a cere plata. (Trib. Brăila, Iun. 30/84, Dr. 81/84).

3. Legiuitorul a stabilit în art. 1143 și urm. principiul că atunci când două persoane se găsește creditoare și debitoare una către alta, prin singura putere a legii și fără ca debitorul să știe nimic despre aceasta, se operează între ele o compensație, care stinge reciproc cele două datorii, chiar în momentul când ele existau împreună și până la concurența cotității lor respective. (Trib. Ilfov, I. 812, Oct. 5/83, Dr. 25/86).

4. Una din condițiunile compensației legale este și aceasta, că creditorul unei obligațiuni trebuie a fi debitorul personal și principal al celeilalte obligațiuni, și reciproc, creditorul acesteia trebuie a fi debitorul personal și principal al celeilalte (art. 1143 și ur.). Astfel, tutorul nu poate opune în compensație o creanță ce o are contra creditorului său în calitate de tutor, de

oarece acea creanță aparține minorului. (Apel Buc. II, 153, Sept. 15/87, Dr. 9/88).

5. Dacă creditorul adjudecatar nu a depus prețul adjudecățiunii din care cauză imobilul a fost repus în vânzare pe comptul său și la o a doua licitațiune a eșit un preț mai mic, de această diferență de preț este responsabil primul adjudecatar conform art. 557 pr. civ. Iar această diferență aparține proprietarului imobilului vândut, și ca atare este gagiul tuturilor creditorilor lui, în raport cu rangul și quantumul creanței fie-căruia. Astfel fiind, acea diferență fiind a tuturilor creditorilor, primul adjudecatar trebuie să depună la tribunal diferența neputând cere compensarea ei cu restul ce mai are a lua de la debitorul său al cărui imobil l'a scos în vânzare, ci dânsul fiind creditor cu acel rest n'are de cât să se adreseze la tribunal spre a-și valorifica drepturile sale de creditor cu ocazia formării tabloului. (Apel Galați, II, 85, Mai 30/88, Dr. 82/88).

6. Compensațiunea s'a admis de legiuitor cu consecințele plății reale și ca un echivalent al acesteia, tocmai în scopul de a veni în ajutorul părților cari se găsește una către alta ca debitor și creditor de sume bănești sau obiecte fungibile de aceeași natură, ca să scutească o îndoită și reciprocă plată și să economisească timpul cerut pentru efectuarea acestor operațiuni, înlocuindu-se cu o plată fictivă făcută fără știrea părților, din momentul ce creanțele lor au devenit compensabile. (Apel Craiova, II, Febr. 5/93, Dr. 24/93).

7. După art. 1143 din codul civil, compensațiunea are loc când două persoane sunt datoare una alteia, iar nu când o parte a plătit în mâinile altei persoane ce era creditor comun, în acest caz având numai acțiunea în repetițiune. (Cas. I, 251/99 B. p. 775).

8. Imprejurările și elementele, din care instanțele de fond pot a-și forma convingerea despre existența creanțelor ce întrunesc condițiile cerute de lege spre a se compensa, sunt chestiuni de fapt, de atributul suveran al judecătorilor fondului, și cari, dar, scapă cenzurei Curții de Casatie (Cas. I, 79/90 B. p. 168).

9. Compensația se operează de drept în baza legii, și cererea de compensare nu poate fi respinsă, decât dacă partea, care se opune, dovedește că sumele datorite reciproc nu sunt de o potrivă certe și lichide. (Cas. I, 398/90 B. p. 1324).

10. Compensațiunea este un mijloc de stingere a două datorii reciproce care se operează de drept, în puterea legii, și această regulă, care este bazată pe principiul de echitate, ca un debitor să nu fie forțat a-și plăti datoria, pe când celălalt debitor să nu



își plătească pe a sa, e o regulă generală, care trebuie a se aplica, atât în cazul în care compensația are a se face între doi particulari, cât și în cazul când datorii reciproce există între un particular și unul din departamentele Statului, întru cât nu există nici un text de lege, care să deroge în această privință la regulile de drept comun, iar formele ce au a se păzi pentru a se trece o asemenea compensație în scriptele Ministerului, nu pot fi de natură a paraliza efectele unui mod legal de stingere a obligațiilor. (Cas. III, 32/905, B. p. 1326).

11. Deși în principiu ori de câte ori există două datorii de aceeași natură și de o potrivă lichide și exigibile, între două persoane datoare una alteia, compensațiunea se operează de drept în puterea legii și chiar fără știrea părților, atunci însă când este vorba de datorii, pe care Statul le urmărește prin agenții săi, persoana urmărită nu poate înlătura urmărirea sub cuvânt că și dânsa are să ia dela Stat o sumă egală, fiindcă orice pretenție de acest fel, fiind o cerere de indirectă restituire a unei sume datorită de Stat, constituie o cheltuială, care nu poate fi lichidată decât conf. art. 63 comb. cu 68 legea contabilității, prin emiterea de ordonanță, așa că în acest caz compensațiunea nu se poate opera de drept. (Trib. Dâmbovița, C. Jud. 58/905).

12. Biletul de loterie ieșit la sorti, reprezentând valoarea unei creanțe lichidă și exigibilă, această creanță se compensează deplin drept cu suma ce posesorul aceluși bilet ar datoră-o direcțiunii loteriei din vânzarea pe credit a lozurilor, potrivit art. 1143 și următoarele din codul civil, după care compensația este stingerea simultanee a două datorii între două părți cari sunt reciproc datoare una față de alta.

Deci, dacă în urma ieșirii la sorti,

colectorul a transmis biletul cuiva, aceasta din urmă nu mai poate pretinde societății loteriei plata lozului, care, prin efectul compensațiunii fusese achitat pe când se găsea în mâna transmitătorului. (Cas. III, 320 din 20 Sept. 1911, B. p. 1148, Curier Jud. 1/912).

13. Pentru ca o datorie care se opune în compensație să fie certă, lichidă și exigibilă, trebuie să fie determinată în cuantumul ei, să fie constatată printr'un act autentic sau o hotărâre judecătorească și să fie ajunsă la scadență, adică să poată fi cerută la plată.

Prin urmare, Curtea de apel violează art. 1143 și urm. c. civ., când refuză compensația unei sume datorită ca arendă, deși constată că acea datorie este prevăzută într'un act autentic, însă partea a contestat-o, dovedind că a intentat proces în daune, pentru nerespectarea condițiilor din contractele de arendare, de oarece un asemenea proces nici nu implică constatarea plății arendei datorite, nici nu poate împiedeca pe proprietar să ceară arenda datorită pe trecut și la termenele fixate prin contract. (Cas. I, No. 37, 1916; Jurisprudența Rom. 1916, p. 210, Curier Jud. 37/916).

14. Potrivit dispozițiilor art. 1143, 1144 și 1145 c. c., când două persoane debitoare una alteia, se operează între ele compensația care are loc deplin drept în puterea legii și chiar când debitorii nu știu nimic, ambele datorii stângându-se reciproc în momentul când se găsesec existând de odată și până la concurența cotităților lor, cu condiția să fie vorba de două datorii ce au deopotrivă de obiect, o sumă de bani, o cantitate de lucruri fungibile de aceeași specie și să fie deopotrivă lichide și exigibile. (Trib. Bacău s. I, 155 din 14 Iulie 1924, Jur. Gen. 1924 No. 1814).

15. A se vedea: art. 1144, 1145 și 1149 cu notele respective.

**Art. 1144.** — Compensațiunea se operă de drept, în puterea legii, și chiar când debitorii n'ar ști nimic despre aceasta; cele două datorii se sting reciproc în momentul când ele se găsesec existând și până la concurența cotităților lor respective. (Civ. 1060, 1101, 1143, 1145; C. com. 370 § 2; Civ. Fr. 1290).

*Text. fr. Art. 1290.* — La compensation s'opère de plein droit par la seule force de la loi, même à l'insu des débiteurs; les deux dettes s'éteignent réciproquement, à l'instant où elles se trouvent exister à la fois, jusqu'à concurrence de leurs quotités respectives.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 229, 235-239; IV, ed. 5-a, p. 380, 394-399;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1861 urm.;  
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 391;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 80, 116, 1022;



DALLOZ, *Rep. Obligations*, 2736 urm.; *Suppl. Obligations*, 1179 urm.  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 241 bis, III;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 545, 576, 603-605, 643, 647, 648, 651;  
 HUC, VIII, 169;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1290, n° 2; 1291, n° 24; 1295, n° 1;  
 LAURENT, XVIII, 386, 417, 457, 460;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 740, 745 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 586;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 122.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 500, 752, 769, 790 urm., 801; (III, part. II, ed. 2-a, p. 807; IV part. II, ed. 2-a, p. 469; X, p. 689);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 480, 484  
 NACU, II, p. 576, 732 urm.; III, p. 798.

## Jurisprudență.

1. Instanțele judecătorești pot, în urma unei cereri reconvenționale, să condamne pe reclamantul principal, dacă găesc că acesta are să dea mai mult de cât are să ia. (Cas. I, 257, Sept. 22/70, B. p. 267).

2. Judecata este în drept a admite compensațiunea, fără să existe pentru aceasta cerere reconvențională, pe cât nu se ridică obiecțiuni contra înscrisului. (Cas. I, 142/Apr. 7/80, B. p. 176).

3. Este lăsat la aprecierea judecătorilor fondului de a judeca sau nu o cerere reconvențională, sub rezerva expresă sau implicită pentru partea care a invocat-o, să se prevaleze de dânsa pe cale principală; ei au chiar dreptul să nu admită o reconvențiune când cererea este de natură a ocaziona dificultăți de procedură. (Cas. I, 24/Ian. 21/83, B. p. 41).

4. Dacă nu e vorba de o compensațiune legală care se operează de drept,

ci de o compensațiune judiciară, care nu se poate opune decât în virtutea unei hotărâri definitive, tribunalul cu drept cuvânt respinge cererea de amânarea vânzării, întrucât nu s'a produs o asemenea hotărâre. (Cas. II, 72/Iunie 12/90, B. p. 850).

5. Mărturisirea făcută de un terțiu poprit, cum că are în serviciul său pe debitorul popritului, dar că nu i-a dat nici un ban din salariu, de oarece acesta îi datorează, și lui o sumă de bani opunând compensația, nu este o mărturisire indivizibilă care să nu se poate scinda; căci aceste două fapte mărturisite nu pot face un tot indivizibil, de oarece mărturisirea unei obligațiuni nu implică în sine dovada celeilalte obligațiuni, ci dovada celei de-a doua obligațiune are a fi făcută de partea care o afirmă. (Cas. II, 4 Martie 1909, B. p. 321).

6. A se vedea: art. 1143, 1145, 1149 și 1153 cu notele respective.

**Art. 1145.** — Compensațiunea n'are loc decât între două datorii care deopotrivă au de obiect o sumă de bani, o cantitate oarecare de lucruri fungibile de aceeași specie și cari sunt de o potrivă lichide și exigibile.

Prestațiunile în fructe <sup>1)</sup>, al căror preț este regulat prin mercuriale <sup>2)</sup>, se compensă cu sumele lichide și exigibile. (Civ. 1143, 1769 urm.; C. com. 40; Civ. Fr. 1291).

*Text. fr. Art. 1291.* — La compensation n'a lieu qu'entre deux dettes qui ont également pour objet une somme d'argent, ou une certaine quantité de choses fungibles de la même espèce et qui sont également liquides et exigibles.

Les prestations en grains ou denrées non contestées, et dont le prix est réglé par les mercuriales, peuvent se compenser avec des sommes liquides et exigibles.

1) Art. francez corespunzător 1291, al. II, se exprimă astfel: „Les prestations en grains ou denrées, non contestées, et dont le prix est réglé par les mercuriales, peuvent se compenser avec les sommes liquides et exigibles”.

2) „Mercuriale” sunt niște tablouri oficiale care arată prețurile curente ale grânelor și altor produse.

## Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 10, 226-229; IV, ed. 5-a, p. 12, 372-380, 386;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations* III, 1809, 1822 urm.;  
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 391;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 118 urm.;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2616 urm.; *Suppl. Obligations*, 1111 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 174 bis, III; 242 bis, II, V, IX, X, XIV, XV;  
 251 bis, VII;  
 DEMOLOMBE, XXV, 701; XXVIII, 47, 488-490, 501, 502, 505, 506, 508, 516, 518, 519, 523,  
 537, 538, 540, 542, 543;  
 HUC, VIII, 151, 152, 155;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1291, n° 3, 10, 11, 17, 25; 1293, n° 20; 1294, n° 27;  
 LAURENT, XVII, 27; XVIII, 391, 393-395, 398, 403, 405, 408-411, 413, 414, 416, 418;  
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Précis de dr. comm.* 1062;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 737 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 567, 596;  
 TROPLONG, *De la prescription*, II, 833.

## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCU, VI, p. 125, 734 urm., 738 urm., 775; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 469); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 211;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 485;  
 NACU, II, p. 726 urm.

## INDEX ALFABETIC

Act autentic 14.	Exigibilitate 3, 5, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 16.
Acțiune reconvențională 2, 7, 10, 15.	Faliment 12.
Apel 4, 10, 16.	Fungibile lucruri 7, 11, 16.
Aprecieri suverană 15.	Hotărâre 4, 6, 14.
Arendare, a se vedea „Lo- cație”.	Judecător sindic 12.
Autoritate de lucru jude- cat 4.	Lichidă 2, 3, 5-10, 12-16.
Bani 7, 8, 11, 16.	Locație 5, 7, 14.
Cambie 13.	Lucru judecat 4.
Cerere reconvențională 2, 7, 10, 15.	Lucruri fungibile 7, 11, 16.
Cerță 5, 10, 14, 15.	Motivare 1.
Compensare 1-15.	Opoziție 4.
Compensare judiciară 2, 7, 10, 15.	Perimare 4.
Contestație 15.	Prețul chiriei 5, 11.
Creanță, a se vedea „Cer- tă”, „Exigibilitate”, „Li- chidă” și 2, 5, 12, 13, 16.	Reconvențională acțiune 2, 7, 10, 15.
Datorii, a se vedea „Cre- anță”.	Recurs 1.
Efecte publice 11.	Reparații 7.
	Respingere 1.
	Stat 5.
	Tabloul de ordine 3.
	Urmărire silită 3.

## Jurisprudență.

1. Instanța de fond e datoare să a-rate motivele pentru cari respinge compensațiunea propusă; nu e destul să vizeze art. 1145, de oarece e datoare să arate cari anume condițiuni lipsesc cererei de compensațiune, spre a putea casația verifica dacă s'a făcut sau nu o exactă aplicațiune a legii. (Cas. I, 152, Apr. 20/72, B. p. 142).

2. Creanța părâtului neîntrunind condițiunile cerute pentru compensarea legală, nefiind suma determinată, și dânsul neprovocând prin o cerere reconvențională formală recunoașterea și lichidarea creanței ce el pretinde că are în contra reclamantului, pentru ea s'o poată apoi compensa cu datoria a căreia plată o reclamă acest de pe urmă, tribunalul n'are să se ocupe de o propunere de compensare făcută în trea-

căt și fără să se producă vre-un act sau vre-o dovadă pentru întârziere. (Cas. I, 391/Nov. 27/84, B. p. 922).

3. După art. 1145 compensația nu se operează de cât între două datorii, care sunt deopotrivă lichide și exigibile; dacă dar e vorba de mai mulți creditori ale căror creanțe nu pot fi lichidate de cât cu ocazia formării tabloului de ordinea creditorilor, cu drept cuvânt nu se admite compensația. (Cas. I, 299/Nov. 28/88, B. p. 952).

4. O sentință dată în lipsă, cu drept de opoziție și apel, capătă caracterul lucrului judecat, dacă opoziția făcută contra ei a fost declarată perimată și n'a mai fost atacată pe nici o altă cale de reformare prevăzută de lege; așa dar, creanța recunoscută printr'o atare sentință poate fi opusă în compensațiune. (Cas. I, 39/92, Febr. 11/92, B. p. 101).

5. Arendașul, plătind către stat o sumă datorită statului de proprietar, a dobândit contra proprietarului o creanță certă, lichidă și exigibilă în momentul în care a făcut plata, căci se cunoștea în mod exact quantumul datoriei și exigibilitatea ei era manifestă prin faptul că statul urmărea pe proprietar. Așa fiind, se poate opune în compensațiune acea sumă câștiului datorit de arendaș proprietarului, dacă au devenit exigibile ambele sume în același timp. (Cas. I, 259/93, B. p. 172).

6. Dacă, în conformitate cu art. 1144, compensațiunea se operează de drept, în puterea legii și chiar când debitorii n'ar ști nimic despre aceasta, ea nu are loc cu toate acestea, după art. 1145, de cât între două datorii de o potrivă lichide. Deci o datorie ce ar rezulta din niște



hotărâri, dacă e contestată de debitor, nu poate fi privită ca lichidă și clară de cât în urma unei lichidațiuni ce s'ar face pe cale de judecată, și prin urmare nu poate fi compensată cu o datorie lichidă. (Apel Buc. I, 107/Ian. 5/93, *Dr.* 58/93).

**7.** Compensațiunea s'a admis de legiuitor cu consecințele plății reale și ca un echivalent al acesteia, tocmai în scopul de a veni în ajutorul părților cari se găsește una către alta ca debitor și creditor de sume bănești sau obiecte fungibile de aceeași natură, ca să scutească o îndoită și reciprocă plată și să economisească timpul cerut pentru efectuarea acestor operațiuni, înlocuindu-se cu o plată fictivă, făcută fără știrea părților, din momentul ce creanțele lor au devenit compensabile. A admite însă compensațiunea unei creanțe consistând din o sumă de bani datorită ca arendă și ajunsă la scadență, cu o creanță a arendașului, derivând din reparațiuni făcute în imobilele arendate, care de și la curtea de apel se găsește lichidată prin justiție, în urma cercetărilor locale prin experți făcute de tribunal, ar fi a violă principiul compensațiunei, care în mintea legiuitorului a fost menită să faciliteze pozițiunea părților relativ la plată, de oarece s'ar face situațiunea proprietarului mai grea, dând un nou termen creanței sale ce devenise deja exigibilă în momentul cererii reconvenționale a arendașului, și al doilea, dacă acest lucru s'ar admite de curte, s'ar recunoaște efectul retroactiv ale deciziunilor sale, în virtutea căreia ele sunt socotite a fi date în momentul primei cereri în justiție, și în acel moment dânsa nu ar fi putut admite lichidarea creanței arendașului prin justiție, de oarece această operațiune cerea timp și operațiuni complicate, lucru care le făcea să nu fie compensabile. (Apel Craiova, II, Febr. 5/93, *Dr.* 24/93).

**8.** Compensațiunea nu are loc de cât între două datorii, cari au de obiect o sumă de bani și cari sunt de o potrivă lichide și exigibile. (Cas. II, 313/1898 Bul. p. 1364).

**9.** Pentru a se putea opera o compensațiune trebuie ca datorii să fie de o potrivă lichide și exigibile. (Cas. II, 14 Martie 1907, B. p. 475).

**10.** După art. 327 din procedura civilă, se pot propune și discuta în apel cereri noi de compensațiune, căci ele nu tind în realitate decât la constatarea stingerei datorii reclamate, adică la liberarea debitorului chemat în judecată, cu condițiune, însă ca creanțele opuse în compensare să întrunească caracterele cerute de art. 1145 din codul civil, adică să fie deopotrivă lichide și exigibile.

Prin urmare, dacă suma opusă în compensație nu a fost recunoscută de parte, și nici nu a fost dovedită ca certă și lichidă, în sensul art. 1145 din codul civil, compensațiunea nu se poate opera fără să existe o cerere reconvențională din partea intimatului. (Cas. III, 12 Oct. 1910, B. p. 1472).

**11.** Pentru a se opera o compensație se cere între altele ca datorii să aibă de o potrivă ca obiect o sumă de bani sau o cantitate de lucruri fungibile de aceeași specie.

Astfel dacă obligația unei persoane este de a restitui anume efecte publice cu cupoanele lor nu se poate opera compensația cu o sumă de bani. (C. Apel Buc. s. IV 185/911, *Curier Jud.* 76/1912).

**12.** Pentru a se putea opera compensația între două datorii, trebuie ca ambele să fie deopotrivă lichide și exigibile.

Astfel, când este vorba de o creanță contra sindicului unui faliment, care urmează a se plăti creditorilor în proporție cu creanțele lor verificate și la epoca când se fixează cota de distribuit, suma ce are a lua creditorul nu este nici lichidă nici exigibilă, și, deci nu se poate opune în compensație cât timp nu se știe încă ce cotă i se va cuveni în proporție cu creanța sa, neputându-se urmări pe sindie mai înainte de a se fixa cota de împărțit. (Cas. III, 369 din 25 Sept. 1912, B. p. 1607, *Curier Jud.* 76/912).

**13.** Compensația neputând avea loc decât numai dacă datorii sunt lichide și exigibile, urmează ca o creanță care face obiectul unui proces (în specie o schimb pentru care se intentase o acțiune deosebită) nu poate fi opusă în compensație. (Cas. III, 480/915, *Curier Jud.* 75/1915).

**14.** Pentru ca o datorie care se opune în compensație să fie certă, lichidă și exigibilă, trebuie să fie determinată în cuantumul ei, să fie constatată printr'un act autentic sau o hotărâre judecătorească și să fie ajunsă la scadență, adică să poată fi cerută în plată.

Prin urmare, Curtea de apel violează art. 1143 și urm. c. civ., când refuză compensația unei sume datorită ca arendă, deși constată că acea datorie este prevăzută într'un act autentic, însă partea a contestat-o dovedind că a intentat proces în daune, pentru nerespectarea condițiilor din contractul de arendare, de oare ce un asemenea proces nici nu implică constatarea plății arendei datorite, nici nu poate împiedica pe proprietar să ceară arenda datorită pe trecut și la termenele fixate prin contract. (Cas. I, No. 37, 1916: *Jurispr. Rom.* 1916, p. 210).

**15.** Ori de câte ori există o contes-

tație serioasă, privitoare la existența creanței și determinarea quantumului datoriei, care dă loc la expertize ori verificări de socoteli, compensația legală nu poate avea loc, căci ea, constituind o plată fictivă, care se operează de drept și fără știrea părților, nu se poate concepe, fără a se cunoaște cuantumul datoriei stinse prin compensație; aceeaș regulă se aplică, oricare ar fi cauza juridică din care decurg creanțele și din moment ce ambele ori numai una din ele nu este lichidă, compensația dintre ele nu poate fi decât judiciară, adică atunci când justiția hotărăște existența și quantumul datoriei.

Chestiunea de a se ști dacă o creanță este ori nu lichidă, în sensul legii, pentru a motiva o compensație

legală, este o chestiune de fapt, de suverana apreciere a instanțelor de fond. (Cas. I, deciziunea civilă No. 281, din 17 Noembrie 1919; Jurispr. Rom. 1920 p. 71).

16. Pentru ca potrivit art. 327 pr. civ., partea să poate face în apel pentru prima oară o cerere de compensație trebuie ca compensația cerută să întrunească condițiunile stabilite de art. 1145 c. civ., adică să fie vorba de două datorii cari să aibă de obiect o sumă de bani sau o cantitate oare care de lucruri fungibile de aceeași specie și cari să fie deopotrivă lichide și exigibile. (C. Apel Iași s. II, 159 din 21 Oct. 1924, Dreptul 37/924).

17. A se vedea: art. 1143, 1144, 1149 și 1153 cu notele respective.

**Art. 1146.** — Termenul de grație nu împedice compensația. (Civ. 1101, 1582, 1831; Civ. Fr. 1292).

*Text. fr. Art. 1292.* — Le terme de grâce n'est point un obstacle à la compensation.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 5-a, p. 377;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1835;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 119;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2665;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 740;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 574.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 748 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 469);  
CANTACUZINO MATEI, p. 485, 513;  
NACU, I, p. 726 urm.

#### Jurisprudență.

1. Termenul de favoare acordat sotului de art. 1273 c. civ., pentru a-și putea procura fondurile necesare restituirii dotei, are caracterul unui ter-

men de grație, însă el este acordat de lege iar nu de justiție; totuși nu poate împiedeca compensația în conformitate cu dispozițiile art. 1146 c. civ. (Cas. I, 167 din 23 April 1920, Curier Jud. 22/1921).

**Art. 1147.** — Compensația se operă oricare ar fi cauzele unei sau celeilalte datorii, afară de cazurile:

1. Unei cereri pentru restituția unui lucru ce pe nedrept s'a luat dela proprietar;
2. Unei cereri pentru restituția unui depozit neregulat<sup>1)</sup>;
3. Unei datorii declarate nesezisabile<sup>2)</sup>. (Civ. 1145, 1560, 1570, 1591, 1604, 1719; Pr. Civ. 406 urm., 499; C. com. 85, 370 § 2, 3; Civ. Fr. 1293).

*Text. fr. Art. 1293.* — La compensation a lieu, quelles que soient les causes de l'une ou l'autre des dettes, excepté dans le cas :

1) Art. francez 1293 continuă: „et du prêt à usage”.

2) Art. francez 1293 continuă: „qui a pour cause, des atiments déclarés insaisissables”.



- 1° De la demande en restitution d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé;  
 2° De la demande en restitution d'un dépôt et du prêt à usage;  
 3° D'une dette qui a pour cause des aliments déclarés insaisissables.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 225, 231, 233-237; IV, ed. 5-a, p. 371, 372, 384, 388-394, 396, 397;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations* III, 1852 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 120, 121, 595, 783 nota 1;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2718 urm., 2772 urm.; *Suppl. Obligations*, 1171 urm., 1200 urm., 1216;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 244 bis, VII, X; 251 bis, VIII-X;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 588, 590, 592, 593, 602, 656 urm., 663-668, 671 urm., 689-691, 693;  
 GARSONNET, *Proc. civ.*, I, 167;  
 HUC, VIII, 172;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1293, n° 14, 16, 26;  
 LAURENT, XVIII, 387, 439, 445, 447, 448, 454, 455, 468 urm., 476-478, 480;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 741 urm.;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 578, 580-582.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 771, 772 urm., 795, 796, 801;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 212, 485;  
 NACU, II, p. 730, 731.

## Jurisprudență.

1. Deși atât compensația cât și oprirea nu sunt admisibile în cazurile prevăzute de art. 1147 § I și II, totuși în celelalte cazuri un creditor care ar fi în acelaș timp și debitor al debitorului, adică, care ar întruni în persoana

sa ambele calități de creditor și debitor, poate să facă o poprire în propriile sale mâini, spre a participa împreună cu ceilalți creditori ai debitorului la distribuirea banilor ce el deține, această soluție conformă principiilor fiind cea mai echitabilă. (Trib. Tutova C. Jud. 43/1905).

**Art. 1148.** — Compensațiunea se operă în privința cauțiunei, pentru ceea ce creditorul datorește debitorului principal. Compensațiunea n'are loc, în privința debitorului principal, pentru ceea ce creditorul datorește cauțiunei. (Civ. 1047, 1662, 1681; Civ. Fr. 1294).

*Text. fr. Art. 1294.* — La caution peut opposer la compensation de ce que le créancier doit au débiteur principal;

Mais le débiteur principal ne peut opposer la compensation de ce que le créancier doit à la caution.

Le débiteur solidaire ne peut pareillement opposer la compensation de ce que le créancier doit à son codébiteur

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 26, 237, 675; IV, ed. 5-a, p. 40-42, 397, 398;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1813 urm., 1864, 1865;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 185, 734, 742;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2686, urm.; *Suppl. Obligations*, 1155 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 142 bis, II, III; 246 bis, IV;  
 DEMOLOMBE, XXVI, 398, 400, 401;  
 LAROMBIÈRE, III, art. 1208, n° 3; V, art. 1294 n° 5, 6;  
 LAURENT, XVII, 39, 338;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 751;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 766, 2375;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 122.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 197, 198, 752, 764, 765 urm.; (X, p. 173, 689);  
CANTACUZINO MATEI, p. 541;  
NACU, II, p. 741, 742.

**Art. 1149.** — Debitorul care a acceptat pur și simplu ca un creditor să facă cesiunea drepturilor sale unei alte persoane, nu mai poate invoca în contra cesionarului, compensațiunea care ar fi avut loc în privința cedentului, înaintea acceptațiunii.

Când cesiunea s'a notificat debitorului, dar nu s'a acceptat de dânsul, nu se împiedică decât compensațiunea posteroară acestei notificațiunii. (Civ. 1132, 1144, 1393 urm.; Civ. Fr. 1295).

*Text. fr. Art. 1295.* — Le débiteur qui a accepté purement et simplement la cession qu'un créancier a faite de ses droits à un tiers, ne peut plus opposer au cessionnaire la compensation qu'il eût pu, avant l'acceptation, opposer au cédant.

A l'égard de la cession qui n'a point été acceptée par le débiteur, mais qui lui a été signifiée, elle n'empêche que la compensation des créances postérieures à cette notification.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 240; IV, ed. 5-a, p. 401, 402;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1875 urm.;  
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 390 urm.;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 124, 149;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2695 urm.; *Suppl. Obligations* 1163 urm.;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 247 bis, VI;  
DEMOLOMBE, XXVIII, 577, 579, 581;  
HUC, VIII, 165;  
LAROMBIÈRE, V, art. 1295, n° 5, 6;  
LAURENT, XVIII, 477;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 752;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 592.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 761 urm., 787;  
CANTACUZINO MATEI, p. 494;  
NACU, II, p. 738 urm.; III, p. 298.

## Jurisprudență.

1. Odată ce debitorul cedat a notificat cesionarului încă din momentul cesiunii, că are a opune creanța ce avea a primi de la cedente, compensația cată a'și avea locul cu ocaziunea lichidării creanței cedate de către cedente, pe cât timp debitorul cedat e în drept a opune cedentului creanța sa și pentru care își făcuse rezervă prin răspunsul dat cesionarului la notificarea cesiunii. Și dacă cedentele n'a pus în sarcina cesionarului plata creanței ce debitorul cedat o avea contra sa, aceasta nu împiedică pe debitorul cedat de a opune cesionarului, acea creanță, de oarece cesionarul, în privința acestei cesiuni, nu poate fi considerat ca

succesor cu titlu particular, căci a avut cunoștință de existența acelei creanțe încă dela efectuarea cesiunii prin răspunsul cedatului. (Cas. I, 386/Nov. 20/78, B. p. 367).

2. După art. 1149, ultimul aliniat din codul civil, debitorul poate să opună cesionarului orice compensațiunii anterioare cesiune și opozabilă cedantului, întrucât nu se constată că cesiunea notificată lui a fost acceptată de dânsul. Astfel fiind, când Trib. refuză de a examina cererea de compensație a debitorului pe motiv că cesionarului nu i se poate opune compensațiunea, opozabilă cedantului creanței, comite prin aceasta un adevărat exces de putere și violare de lege. (Cas. I, 90/98, B. p. 364).



3. Girul unei cambii ajunsă la scadență nu produce de cât efectele unei cesiuni, care, pentru a fi în regulă, trebuie să fi fost notificată debitorului cedat. În lipsa unei asemenea notificări cesiunea nu există și deci debi-

torul nu poate opune pretinsului cesionar orice apărare relativă la creanță. (Cas. II, 481/902, B. p. 1177).

4. A se vedea și nota No. 7 de sub art. 1393.

**Art. 1150.** — Când cele două datorii nu sunt platnice într'acelaș loc, nu se poate operă compensațiunea, decât plătind cheltuelile remiterii. (Civ. 1105, 1142; Civ. Fr. 1296).

*Text. fr. Art. 1296.* — Lorsque les deux dettes ne sont pas payables au même lieu, on n'en peut opposer la compensation qu'en faisant raison des frais de la remise.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 231, 232; IV, ed. 5-a, p. 384, 385;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1849;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2635; *Suppl. Obligations*, 1117;  
DEMOLOMBE, XXVIII, 533-535;  
LAROMBIÈRE, V, art. 1296, n° 2;  
LAURENT, XVIII, 440, 448;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 741;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 579.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 770 urm.;  
CANTACUZINO MATEI, p. 485;  
NACU, II, p. 726 urm.

**Art. 1151.** — Când sunt mai multe datorii compensabile, datorite de aceeași persoană, se urmează pentru compensațiune, regulile stabilite pentru imputațiune de art. 1113. (Civ. Fr. 1297).

*Text. fr. Art. 1297.* — Lorsqu'il y a plusieurs dettes compensables dues par la même personne, on suit, pour la compensation, les règles établies pour l'imputation par l'article 1256.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 237; IV, ed. 5-a, p. 398;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1864;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2770 urm.; *Suppl. Obligations*, 1199;  
DEMOLOMBE, XXVIII, 655;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 745;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 588.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 794, 795;  
NACU, II, p. 741.

**Art. 1152.** — Compensațiunea n'are loc în prejudiciul drepturilor dobândite de alte persoane. Astfel, cel ce, fiind debitor, a devenit creditor în urma sequestrului ce i s'a făcut de o altă persoană, nu poate invocă compensațiunea, în prejudiciul sequestrului. (Civ. 1099; Civ. Fr. 1298).

*Text. fr. Art. 1298.* — La compensation n'a pas lieu au préjudice des droits acquis à un tiers. Ainsi celui qui, étant débiteur, est devenu créancier depuis la saisie-arrêt faite par un tiers entre ses mains, ne peut, au préjudice du saisissant, opposer la compensation.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 232; IV, ed. 5-a, p. 385-387;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1843 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 87, 120;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2757 urm.; *Suppl. Obligations*, 1122, 1189 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 250 bis, I-IV;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 571, 572, 630, 635, 639, 693;  
 HUC, VIII, 149, 168;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1295 n° 11; 1298, n° 4, 7;  
 LAURENT, XVIII, 442, 466;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 753, 754;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 575-577;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 51, 57.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 780 urm.;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 485.

#### Jurisprudență.

1. A se vedea ncta No. 5 de sub art. 1099.

**Art. 1153.** — Acel ce a plătit o datorie stinsă, de drept, prin compensație, nu mai poate, repetind plata creanței pentru care n'a invocat compensațiunea, să pretindă, în prejudiciul altor persoane, privilegiile sau ipotecile acestei creanțe, afară numai dacă este o cauză evidentă, ce l-a făcut să nu cunoască creanța care trebuia să compense datoria sa. (Civ. 1144, 1800 § 1; Civ. Fr. 1299).

*Text. fr. Art. 1299.* — Celui qui a payé une dette qui était, de droit, éteinte par la compensation, ne peut plus, en exerçant la créance dont il n'a point opposé la compensation, se prévaloir, au préjudice des tiers, des privilèges ou hypothèques qui y étaient attachés à moins qu'il n'ait eu une juste cause d'ignorer la créance qui devait compenser sa dette.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 238-240; IV, ed. 5-a, p. 399-401;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1869 urm.;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 123, 1022;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2753 urm.; *Suppl. Obligations*, 1186 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 251 bis, IV;  
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 469;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 616, 620, 623, 626;  
 LAROMBIÈRE, V, 1295, n° 3;  
 LAURENT, XVIII, 464;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 750;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 591, 3391-2°.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 787 urm.; (X, p. 689);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 486, 596;  
 NACU, II, p. 732 urm.



## Jurisprudență.

1. Deși legea admite compensatiunea între două datorii, când ele se găsesc existând de odată și până la concurența cotităților lor respective însă este constant în drept că dacă una din părți plătește integral ceea ce datoră, cu toată compensatiunea ce se operase în favoarea sa, nu rezultă că creanța sa primitivă rămâne stinsă, ci se recunoaște că în fapt el a renunțat la compensatiunea operată în favoarea sa și își conservă vechea sa creanță față de debitorul, pentru că nimeni nu poate fi presupus că dăruiește, și în specie nu e nevoie de a distinge dacă

plata s'ar fi făcut cu știința sau fără știință, pentru că nu există un al treilea spre a se ști dacă nu cumva primitiva acțiune s'ar fi transformat într'o *condictio indebiti*. Prin urmare, un asemenea debitor-creditor este în drept a reclama plata în virtutea acelei creanțe, și chiar a o cedă altuia. (Apel Buc. I, 257, Dec. 11/85, *Dr.* 25/86).

2. Creanța stinsă prin compensatiune nu mai poate fi exercitată contra debitorului nici cedată altuia. Creditorul sau cesionarul său n'ar putea obține restituirea de cât pe calea acțiunii în repetițiune. (Trib. Ilfov, I, 312, Oct. 5/88, *Dr.* 25/86).

## Secțiunea V. — Despre confuziune.

**Art. 1154.** — Când calități necompatibile se întâlnesc pe capul aceleiași persoane se face o confuziune, care stinge amândouă drepturile, activ și pasiv. (Civ. 557, 565, 638, 1048, 1091, 1155, 1617, 1680, 1800; Civ. Fr. 1300).

*Text. fr. Art. 1300.* — Lorsque les qualités de créancier et de débiteur se réunissent dans la même personne, il se fait une confusion de droit qui éteint les deux créances.

## Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 241-243; IV, ed. 5-a, p. 402-405;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1897 urm.;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 124 urm.;  
DALLOZ, *Suppl. Obligations*, 1237;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 252 bis, III, VI; 255 bis, I-III;  
DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 117;  
DEMOLOMBE, XXVIII, 699-702, 706-708, 710-712, 715, 718, 719, 740-744;  
HUC, VIII, 173, 177, 179;  
LAROMBIÈRE, V, art. 1300, n° 2, 3;  
LAURENT, XVIII, 487, 488, 491, 494-496, 500, 505-507;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 754;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 598 urm., 2380.

## Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 804 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 720; IV, part. I, ed. 2-a, p. 550, 678; IV, part. II, ed. 2-a, p. 490; IX, p. 216; X, p. 174 n. 5, 175, 690, 691);  
CANTACUZINO MATEI, p. 504;  
NACU, II, p. 742, 743, 744; III, p. 498.

## Jurisprudență.

1. Confuziunea este un mod de stingerea obligațiunilor, însă atunci când calitatea de creditor și debitor se întrunește asupra aceleiași persoane, atunci drepturile se confund și creanța se stinge. Legiuitorul, prin art. 1154, a introdus această dispozițiune din cauza imposibilității în care s'ar afla aceeași persoană de a urmări una și aceeași datorie, pe cât timp dânsa are și calitatea de debitor și de creditor. (Trib. Dolj, I, 255, Oct. 16/90, *Dr.* 71/90).

2. Debitorul unei succesiuni nu

poate pretinde că datoria s'a stins prin confuziune, dacă nu a putut să-și dovedească calitatea de moștenitor în drept a primii acea succesiune. (Cas. I, 389/96, B. p. 1509).

3. Nu poate să existe confuziune, când creditorul a renunțat la moștenirea debitorului, pentru că, în acest caz, patrimoniile lor nu au putut fi confundate și când nu se întrunește pe capul unei aceleiași persoane calitatea de debitor și creditor, nu se poate opera stingerea unei obligațiuni prin confuziune. (Apel Craiova I, 1914; *Dr.* 1915, p. 620).

**Art. 1155.** — Confuziunea, ce se operă prin concursul calităților de creditor și debitor principal, liberă cauțiunile;

Aceea ce se operă prin concursul calităților de creditor sau debitor, și cauțiune, nu aduce stingerea obligațiunei principale; aceea ce se operă prin concursul calităților de creditor și debitor, nu profită codebitorilor săi solidari, decât pentru porțiunea datorită de dânsul. (Civ. 713, 774, 777, 781, 1048, 1060, 1401, 1680, 1749; Civ. Fr. 1301).

*Text. fr. Art. 1301.* — La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal profite à ses cautions;

Celle qui s'opère dans la personne de la caution, n'entraîne point l'extinction de l'obligation principale;

Celle qui s'opère dans la personne du créancier, ne profite à ses codebiteurs solidaires que pour la portion dont il était débiteur.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 242; IV, ed. 5-a, p. 404;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1907 urm. 1913;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a. II, p. 124, 186, 747;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2787 urm.; *Suppl. Obligations*, 1221 urm.  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 726, 727;  
 LAURENT, XVIII, 503;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 755, 756;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 598 urm., 2380;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 126 nota 3.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VI, p. 807 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 720; IV, part. I, ed. 2-a, p. 550, 678; IV, part. II, ed. 2-a, p. 490; X, p. 174 n. 5, 175, 690, 691);  
 CANTACUZINO MATEI, p. 541;  
 NACU, II, p. 745, 746.

Secțiunea VI. — *Despre pierderea lucrului datorit și despre diferitele cazuri în cari îndeplinirea obligațiunei este imposibilă.*

**Art. 1156.** — Când obiectul obligațiunei este un corp cert și determinat, de piere, de se scoate din comerț, sau se pierde astfel încât absolut să nu se știe de existența lui, obligațiunea este stinsă, dacă lucrul a pierit sau s'a pierdut, fără greșeala debitorului, și înainte de a fi pus în întârziere.

Chiar când debitorul este pus în întârziere, dacă nu a luat asupra-și cazurile fortuite, obligațiunea se stinge, în caz când lucrul ar fi pierit și la creditor, dacă i s'ar fi dat.

Debitorul este ținut de a proba cazurile fortuite ce alegă. Ori în ce chip ar pieri sau s'ar pierde lucrul furat, pierderea sa nu liberă pe cel ce l-a sustras de a face restituțiunea prețului.

Obligațiunea se stinge totdeauna când printr'un eveniment oarecare, ce nu se poate impută debitorului, se face imposibilă îndeplinirea acestei obligațiuni <sup>1)</sup>. (Civ. 927, 971, 981, 998

<sup>1)</sup> Ultimul aliniat al art. 1156 Cod. civ. nu există în textul francez corespunzător, el este adăugat de legiuitorul nostru după explicațiile date de Marcadé.



urm., 1020, 1021, 1030 urm., 1074, 1078, 1079, 1084, 1102, 1169, 1311, 1435, 1439, 1479, 1566; Pr. Civ. 306 urm.; C. com. 62, 361; Civ. Fr. 1302).

*Text. fr. Art. 1302.* — Lorsque le corps certain déterminé qui était l'objet de l'obligation, vient à périr, est mis hors du commerce, ou se perd de manière qu'on en ignore absolument l'existence, l'obligation est éteinte si la chose a péri ou a été perdue sans la faute du débiteur, et avant qu'il fût en demeure.

Lors même que le débiteur est en demeure, et s'il ne s'est pas chargé des cas fortuits, l'obligation est éteinte dans le cas où la chose fût également périée chez le créancier si elle lui eût été livrée.

Le débiteur est tenu de prouver le cas fortuit qu'il allègue.

De quelque manière que la chose volée ait péri ou ait été perdue, sa perte ne dispense pas celui qui l'a soustraite, de la restitution du prix.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 213, 243-245; IV, ed. 5-a, p. 406-408;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1916 urm., 1924, 1925;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 827; II, p. 1, 9, 12, 15, 16, 175, 339, 413, 545, 546, 567;  
 ed. 1-a, III, p. 462, 545, 913;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2822 urm., *Suppl. Obligations*, 1239 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 256 bis, II; 259 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 483 urm., 490 urm.; III, p. 179 urm.; IV, p. 193  
 V, p. 526;  
 DEMOLOMBE, XXVIII, 753-756, 781-784;  
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;  
 HUC, VIII, 184;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1302, n° 5, 14;  
 LAURENT, XVIII, 513, 515, 523;  
 MARCADÉ, art. 1302;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 757 urm.;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2865; II, ed. 3-a, No. 170, 620-627;  
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 198, 199, 201, 437.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VI, p. 355, 356, 447, 488, 513, 812 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 275, 276;  
 III, part. II, ed. 2-a, 655, 662, 663, 911; IV, part. I, ed. 2-a, p. 329; IV, part. II, ed.  
 2-a, p. 254, 466, 467; V, p. 189, 191, 192, 201, 321, 374 n. 5, 377, 379, 496, 497, 500;  
 IX, p. 91, 163, 169, 234, 273, 283, 289, 290, 300, 320, 482, 583, 648, 651, 652, 673; X,  
 p. 21); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 210, 211; *Observație sub. Cas.*  
 Fr., 18 Ian. 912. *Curier Jud.* 10/1914;  
 AZNAVORIAN, HURMUZ, *Observație sub. Apel*, Milano, 17 Dec. 1919 și 21 Sept. 1921. *Pand.*  
 Rom. 1922-III-147;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 462, 504;  
 NACU, II, p. 577, 746 urm.  
 VELESCU ALEX., *Notă sub. Cas. I*, 207 din 21 Mai 1920. *Pand. Rom.* 1924-I-115.

### Jurisprudență.

1. După art. 1156 și 1691, se cer două condițiuni personale pentru ca debitorul unui corp cert și determinat să fie dispensat de a-l restitui creditorului în caz când acel lucru a perit, s'a scos din comerț, sau s'a pierdut: 1) de a nu se fi întâmplat vreunul din aceste cazuri prin greșeala debitorului, și 2) de a nu se fi întâmplat chiar și fără greșeala sa în timpul când debitorul era deja pus în întârziere. Violează dar legea judecătorul care apără pe debitor fără a stabili existența ambelor acestor condițiuni. (*Cas. II*, 262, Apr. 30/71. B. p. 66).

2. Dacă obiectul obligațiunei nu e un corp cert și determinat, ci o cantitate din o specie, cum ar fi miere în genere și și fără a se fi specificat ea să fie produsă din o localitate anume, faptul că vânzătorul a pierdut stupii printr'un caz fortuit nu-l scutește de a plăti suma stipulată ca despăgubire, neexecutarea obligațiunei sale de a preda lucrul la timp fiind lui imputabilă (art. 1156), de oarece numai corpurile certe și determinate pot să piară, iar nu și cantitățile și lucrurile determinate prin specia lor (*genus non perit*). (*Cas. I*, 241. Aug. 28/76, B. p. 306).

3. Dacă debitorul nu poate preda

imobilul urmărit adjudecatarului, de oarece acel imobil trecuse în proprietatea revendicantului prin hotărîrea judecătorească, adjudecatarul nu mai poate să fie obligat de tribunal a plăti prețul cumpărării acelui imobil. (Cas. II, 48/Mai 8/85, B. p. 434).

4. În urma legii din 6 Martie 1908, dreptul particularilor de a deschide cărciume în târgușoarele înființate pe moșile lor în virtutea hrisoavelor domnești sau a așezămintelor de bezman a încetat, acest drept fiind rezervat exclusiv comunelor rurale în favoarea cărora s'a creiat monopolul cărciumelor.

Prin urmare, acest drept al particularilor eșind din patrimoniul lor, a fost scos din comerț și deci urmează că potrivit art. 1156 din codul civil, s'a stins și obligația de plată a dijmei după contractele de bezman. (Trib. Tutova, *Dr.* 33/912, p. 262).

5. Cu toate că e admis în drept. că

atunci când încetează cazul de forță majoră care împiedică executarea unui contract nu se mai poate cere rezilierea lui ci trebuie executat, totuși atunci când prin întârzierea care a avut loc în executare, se face imposibilă la un moment dat continuarea executării convențiunii, partea în drept poate cere rezilierea ei. (C. Apel Iași s. I, 11 din 16 Sept. 1919, *Dreptul* 12/920).

6. Conform art. 1156 c. civ., dacă obiectul unei convențiuni este un corp cert și determinat, care pierе prin caz de forță majoră, obligația este stinsă; în specie fiind vorba însă de vânzarea unor vagoane de lemne determinate cu grămada cari nu s'au deosebit de cantitatea ce o avea societatea, în cât se pot asimila cu o marfă și nu se poate invoca cazul de forță majoră căci genera non pereunt. (C. Apel Buc. s. II, 33 din 25 Iunie 1921, *Curier Jud.* 31/921, *Dreptul* 32/921).

#### Secțiunea VII. — *Despre acțiunea de anulațiune sau resciziune.*

**Art. 1157.** — Minorul neemancipat poate exercită acțiunea în resciziune pentru simpla leziune în contra oricărei convențiuni; minorul emancipat, în contra oricărei convențiuni ar trece peste capacitatea sa ce este determinată la titlul minorității, tutelei și emancipațiunii. (Civ. 390, 401—413, 427 urm., 430, 433, 694, 749, 820, 951, 952, 1160 urm., 1163, 1166, 1538, 1875, 1876, 1900; Pr. Civ. 291, 297; L. Timbr. 21 § 1—b; Civ. Fr. 1305).

*Text. fr. Art. 1305.* — La simple lésion donne lieu à la rescision en faveur du mineur non émancipé, contre toutes sortes de conventions; et en faveur du mineur émancipé, contre toutes conventions qui excèdent les bornes de sa capacité, ainsi qu'elle est déterminée au titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 253-258; IV, ed. 5-a, p. 419-425.  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1947 urm.;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 625, 669, 673, 688;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 76, 560, 565 urm.; II, p. 290;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 365, 376, 2903 urm.; *Suppl. Obligations*, 73, 548, 1296 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 270, bis, XI, XVII-XX; 271 bis, II;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 612; II, p. 405;  
 DEMOLOMBE, VII, 807, 821, 822; VIII, 331, 332, 335, 336; XXIX, 88, 94; 98-100, 102, 105, 106, 177, 178, 179;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1305, n° 11, 12, 14; 1312, n° 14;  
 LAURENT, V, 101; XVI, 45 urm.; XVIII, 536-538, 540-543, 545;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 772 urm., 780.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 17 urm., 23 (III, part. II, ed. 2-a, p. 833, 835; IV, part. II, ed. 2-a, p. 274); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 47, 190, 191, 445; *Anotație sub. Cas. Fr.*, 21 Mart. 1899. *Curier Jud.* 29/1900; *Notă sub. Cas. I*, 544 din 15 Iunie 921. *Pand. Rom.* 1922-I-113;



CANTACUZINO MATEI, p. 68, 85, 90, 102, 104;

CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 41;

NAU, II, p. 754;

NEGULESCU PAUL, „Acțiunea în resciziune a minorului”. Dreptul 16/1903.

## INDEX ALFABETIC

Acte de administrație 1.	Mandat 7.
Acțiune în resciziune 1, 2, 5, 6, 7.	Minor emancipat 1-5, 9.
Adjudecare 9.	Minor neemancipat 1, 3-11.
Anulare, a se vedea „Nulitate”.	Nulitate 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11.
Autorizația Tribunalului 1, 9.	Ordonanțe de adjudecare 9.
Cambie 11.	Partaj 5.
Caragea Cod 5.	Partaj voluntar 2.
Căsătorie 2, 3, 9.	Prescripție 7.
Comerț 6.	Probe 3.
Consiliu de familie 1, 9.	Ratificare 5.
Curator 1, 3, 4, 9.	Resciziune acțiune 1, 2, 5, 6, 7.
Emancipare, a se vedea „Căsătorie”, „Minor emancipat”.	Societate 6.
Foios tras de minor 6.	Sucesiune 2.
Imprumut 9.	Tutor 3, 4, 5, 7-11.
Leziune 1-6, 8-11.	Tribunal, autorizație 1, 9.
Majoritate 8.	Vânzare-cumpărare 3, 4, 5, 10.

## Jurisprudență.

1. Din art. 1157 rezultă că minorul emancipat nu poate exercita acea acțiune când el a făcut acte pe cari avea capacitatea de a le încheia; și în privința aceasta, art. 427, la care ne trimite art. 1157, declară că minorul emancipat are capacitatea a face toate actele relative la pura administrațiune ca și un major, fără a le putea ataca. Precum dar un major, după art. 1165, nu poate exercita acțiunea de rescindere pentru leziune, asemenea nici minorul emancipat nu poate cere rescinderea actelor de administrație făcute de el, chiar dacă ar rezultă leziune pentru el; aceasta se confirmă și prin art. 430 alin. II, după care minorul emancipat nu poate cere rescinderea obligațiilor contractate prin cumpărare sau prin alt mod, dacă ele sunt peste măsură încărcate, ci el poate cere numai reducerea lor; vrea să zică obligațiile se mențin, însă legea autoriză pe judecători de a le reduce. Inșă minorul emancipat nu poate face unele acte de cât fiind asistat de curatorul său, conform art. 427 și 428; asistența e cerută pentru oare care acte pentru complectarea capacității, în cât minorul emancipat, pentru încheierea actelor indicate de art. 427 și 428, este capabil sau necapabil, după cum a fost sau nu a fost asistat. Dacă minorul emancipat a fost asistat la încheierea unuia din acele acte, el a fost capabil, și deci el nu va putea cere rescinderea chiar dacă actul ar fi fost prejudiciabil, iar dacă el n'a fost asistat, legea i-a acordat prin art. 1157 dreptul de a fi restituit cerând anularea actului, însă numai dacă există leziune pe care minorul emancipat trebuie s'o probeze. Apoi sunt acte pe cari minorul emancipat nu le poate încheia de cât cu în-

deplinirea oare căror forme, în privința căror acte art. 430 pune pe minorul emancipat pe aceeași linie cu minorul neemancipat. Dacă dar minorul emancipat face unul din actele prevăzute de art. 430, fără îndeplinirea formelor cerute a autorizării consiliului de familie și a omologării tribunalului, minorul emancipat nu poate cere rescinderea acelui act decât tot conform art. 1157, adică dovedind existența unei leziuni, căci art. 1157 e mărginit prin art. 1163 și art. 430; art. 1163 distinge că minorul poate ataca actele sale pentru două cauze pe care articolul le opune una alteia, sau fiindcă sunt nule în formă sau fiindcă produc numai leziune, în cât din combinarea art. 1157, 1163 și 430 rezultă că dacă e vorba de un act pentru care nu s'au îndeplinit formele prescise, actul e nul în formă numai pentru că nu s'au observat formele cerute, în acest cas n'are a fi probată existența unei leziuni căci leziunea se prezumă întrucât voiața legiuitorului nu s'a îndeplinit; din contră, dacă formele prescise s'au îndeplinit, actul e valabil și rescinderea lui nu se poate cere nici chiar dacă a rezultat leziunea. Iar art. 951 nu declară altă regulă ce n'ar resulta din art. 1157, 1163 și altele. Art. 951 stabilește principiul că minorul poate fi restituit când i s'a cauzat leziune prin angajamentul său, însă prin aceasta nu putem să zicem că legiuitorul a voit să inoveze sau să introducă o dispoziție nouă, adică că minorul fie emancipat sau neemancipat, ar putea cere anularea tuturilor actelor fără nici o distingere de câte ori este leziune și numai pentru leziune, căci atunci ar fi contrazicere cu dispozițiile din art. 401 și următorii și art. 1157 și următorii, rezultat imposibil pe care, a'l primi, nu e nici o considerație. (Cas. I, 89/Mart. 16/79, B. p. 188).

2. Minorul emancipat prin căsătorie nu poate consimți la partagiul voluntar al averii successorale, care trebuie să se facă prin tribunal observându-se în totul regulele prescise pentru împărțirea succesiunii cuvenite la minori. Contra unui atare partagiu minorul emancipat poate exercita acțiunea în resciziune pentru simpla leziune, conform art. 1157. (Trib. Tutova, Iun. 18/86, Dr. 65/86).

3. Dovada leziunii e cerută de art. 951 numai atunci când ar fi fost vorba de o obligațiune consimțită de minorele neemancipat sau de minorele emancipat în lipsa tutorelui sau fără asistența curatorului în cazul când le-



gea cere această asistență, dar nu și atunci când obligațiunea e privitoare la acte juridice a căror validitate depinde de observațiunea unor formalități speciale și pe cari legiuitorul le-a impus din cauza importanței actului în scopul tocmai de a garanta pe minor de ori ce prejudiciu; în acest din urmă caz dânsul este lezat prin faptul chiar că nu s'a bucurat de protecțiunea ce legea a voit să-i asigure, și dar nu are trebuință a dovedi nici o leziune pentru a cere anularea actului. Și în virtutea art. 430, combinat cu 401 și 403, vânzarea bunurilor imobiliare, fie chiar ale minorului emancipat, nu se poate face de cât cu paza unor formalități anume specificate. Așa dar minorena măritată este în drept a cere anularea actului de vânzare a unui imobil dotal din cauza neobservării acestor formalități, independent de ori ce leziune. (Cas. I, 494/Dec. 18/91, B. p. 1329).

4. După art. 430, combinat cu 401 și 403, vânzarea bunurilor imobiliare, fie chiar ale minorului emancipat, nu se poate face de cât cu paza formelor speciale în ele arătate. Aceste formalități fiind prescrise de legiuitor din cauza importanței actului și în scop de a garanta pe minor de orice prejudiciu, urmează de aci că ele sunt create chiar pentru validitatea actului și ca atare, singura neîndeplinire a lor atrage nulitatea actului în lipsa ori-cărui prejudiciu, nulitatea a cărei sancțiune rezultă din caracterul prohibitiv al prescripțiunilor legii. Art. 951, după care minorul nu poate ataca angajamentul său pentru cauză de neapacitate, de cât în caz de leziune, nu are în vedere de cât actele minorului emancipat, sau neemancipat, privitoare la obligațiunile pentru cari legea n'a cerut de cât simpla intervențiune a tutorelui sau asistența curatorului, și pe cari dânsul le-a făcut în lipsa acestora, iar nu și obligațiunile rezultând din acte juridice pentru cari legiuitorul, în interesul lor, le-a supus unor formalități speciale și cari sunt isbite de nulitate numai din cauza neobservățiunei acestor formalități. Această distincțiune fundamentală reese învederat nu numai din însăși îngrijirea ce legiuitorul a avut ca să înconjoare cu asemenea formalități actele de mare însemnătate ale minorului, dar încă și din art. 1163, care în mod formal recunoaște nulitatea acestor acte pentru lipsă de formă, de unde consecința logică că art. 951, nevorbind de cât de leziune, și neocupându-se cât de puțin de actele nule în forma lor, adică de acele pentru regularitatea cărora legea a prescriis anume formalități particulare, nu înțelege a avea în vedere de cât actele ordinare pentru cari legiuitorul n'a prescriis a-

ceste forme speciale. Astfel fiind, minorul fie chiar emancipat, are acțiune în nulitate pentru vânzarea bunurilor sale imobiliare, fără îndeplinirea formelor speciale la cari legea a supus aceste acte prin art. 430, combinat cu 401 și 403, chiar atunci când dânsul n'a suferit nici o leziune. (Cas. sect. unite, 5/92, Dec. 10/92, B. p. 1084).

5. Minorul în genere, emancipat sau neemancipat, conform art. 951, nu poate ataca angajamentul său pentru cauză de incapacitate, de cât în caz de leziune. Legiuitorul român, având a alege între două sisteme viu discutate în Franța, între acțiunea în resciziune de o parte și acțiunea în nulitate, adoptă acțiunea în resciziune pentru cauză de leziune, după cum o spune formal art. 951, lăsând cu totul de o parte art. 1125 francez. În Franța textele de lege care servă de fundament teoriei susținută de doctrină și jurisprudență că minorul are două acțiuni separate, în anulare și resciziune, pentru a ataca angajamentele sale sau ale tutorului în numele său, sunt art. 1125 combinat cu art. 1305. Legiuitorul român, desființând art. 1125, a voit să urmeze în această materie cu sistemul de legislațiune din codul Caragea, care în art. 3 part. I, cap. III, zice că „cei nevărstnici veri ce tocmeală sau dar vor face fără adevărarea părintelui lor sau al epitropului este fără tărie, de le este spre stricăciune, iar de le este de folos este cu tărie“, consfințind astfel sistemul care se rezumă în maxima *restituitur tanquam laesus non tanquam minor*. Așa dar, singurele dispozițiuni în codul nostru care acordă minorului în ori ce împrejurare dreptul de a reveni asupra angajamentelor lui, sunt art. 951 și art. 1157 și următorii, care nu vorbesc de cât de resciziune și leziunea ce a încercat minorul; de unde rezultă că nu trebuie a se face în legislațiunea noastră distincțiune între contractele nule pentru incapacitatea minorului și contractele nule pentru lipsă de formă. Aceasta e atât de adevărat că nici la minoritate, nici la tutelă sau aiurea, codul român nu acordă o acțiune în nulitate minorului pentru actele săvârșite de el sau de tutorel său; prin urmare, fără un text de lege nu poate fi acțiune în nulitate, căci legiuitorul unde a voit a creia o acțiune în nulitate a spus-o în mod formal, ca pentru femeea măritată în art. 207, ca pentru interziși în art. 448, iar pentru minori singura acțiune ce acordă e acțiunea în resciziune pentru leziune, prevăzută de art. 951 și 1157. Acest sistem de legislațiune e și rațional fiind că nu trebuie admisă o acțiune fără interes, căci din momentul ce nu se poate dovedi că un angajament a vătămat în ceva pe minor, e inutil și imoral a-i



permite a se învâtuți în paguba altuia prin o acțiune în nulitate. Obiecțiunea ce se face că și legea noastră acordă minorului o acțiune în nulitate independent de vre-o leziune, fiindcă art. 1163 în partea finală spune că minorul nu mai poate exercita acțiunea în resciziune dacă la majoritate a ratificat un angajament care eră nul în forma sa, aceasta nu e decât o inadvertență a legiuitorului care a uitat că a înlocuit art. 1125 francez cu o altă dispozițiune nouă a art. 951 și trebuia prin urmare să suprimă această parte a art. 1163 care are înțelesul său în codul francez față cu art. 1125, dar care nu se mai explică, odată admis principiul art. 951 din codul român. A doua obiecțiune ce se face acestui sistem și care constă în a zice că „ce ar mai însemna formalitățile prevăzute de lege în privința unor acte de care vorbește art. 401, dacă nu se admite acțiunea în nulitate când acele formalități nu s'au observat, această obiecțiune nu e de natură a desființa sistemul admis de art. 951, căci mai întâi nu toate dispozițiunile legii sunt prescrise sub pedeapsă de nulitate; astfel vedem că art. 735 pr. civ., după ce spune că un act e nul când legea pronunță formal nulitatea, în secundul aliniat adaugă că călcarea formelor atunci atrage nulitatea când nu se poate repara actul ce se atacă pe altă cale și dacă acest act a adus vătămare celui ce reclamă nulitatea lui. Pe de altă parte formalitățile art. 401 și urm., ca multe alte dispozițiuni din codul civil, sunt dispozițiuni prohibitive; și trecând peste ele, nu se atrage nulitatea actului, cum e și în materie de căsătorie. Afară de acestea, dispozițiunile art. 401 și urm., vor fi totdeauna folositoare de îndeplinit pentru partea capabilă care contractează cu minorul, căci odată observate acele formalități, aceasta pune pe cel care a contractat cu minorul la adăpostul chiar al acțiunii în resciziune, după cum o spune art. 1166, în caz de vânzare și partagiu de succesiune, așa că se poate zice cu drept cuvânt că formalitățile prevăzute în art. 401, 403 și urm. sunt mai folositoare de îndeplinit în interesul părților majore ca pentru minori, cari sunt garantați în caz de neîndeplinirea lor cu acțiunea în resciziune. Din toate aceste observațiuni și apropieri de text rezultă că legiuitorul român a acordat minorului numai acțiunea în resciziune pentru leziune ca să atace actele ce a săvârșit, fie că aceste acte sunt contractate de dânsul ca incapabil, fie că sunt făcute fără observațiunea formelor prevăzute de lege. (Apel Buc. III, 121, Mai 13/92, Dr. 44/92).

6. Contractul de societate, încheiat de un minor, fără îndeplinirea pre-

scriptiunilor prevăzute de art. 10 din codul de comerț, este nul pentru lipsă de capacitate, iar nu supus numai resciziunii pentru cauză de leziune. Cu toate acestea, însă, minorul, prin aplicațiunea art. 1098 și 1164 din codul civil, cată a fi considerat ca obligat în mod valabil, în cât privește folosul ce a putut avea dintr'un asemenea act. (Cas. II, 299/95, B. p. 1248).

7. Prescripția de 10 ani se aplică la acțiunea în resciziune a actelor săvârșite de minori, cât și la acțiunea în nulitate a actelor săvârșite de tutori, de oarece mandatul legal al tutorului, fiind general și universal, el are calitatea de a reprezenta pe minor, chiar când îl reprezintă rău, și actele făcute de el nu pot fi considerate ca fără mandat și prin urmare ca neavând ființă. (Apel Iași II, Dr. 83/98).

8. Dacă minorul ajuns la majoritate poate să ceară pentru cauză de leziune, nulitatea oricărei convențiuni, nimic nu se opune însă ca mai înainte de aceasta, tutorele să ceară anularea actelor dăunătoare minorilor și făcute cu călcarea formelor prescrise de lege în interesul și pentru protejarea averii lor. (Cas. I, 24 Martie 1906, B. p. 523).

9. Dispoziția din art. 429 din codul civil, că minorul emancipat, ca și cel neemancipat, nu se va putea împrumuta fără deliberațiunea consiliului de familie adevărită de Tribunal, este prescripția de legiuitor din cauza importanței actului și în scop de a garanta mai deplin interesele minorilor; de aci urmează că aceste formalități sunt create chiar pentru validitatea actului și neîndeplinirea lor atrage nulitatea de oarece actul a fost încheiat fără întregirea capacității persoanei, iar sancțiunea acestei nulități rezultă virtual din termenii imperativi și caracterul prohibitiv al textului legii.

Dispozițiunea din art. 951 din codul civil, după care minorul nu poate ataca angajamentul său pentru cauză de necapacitate decât în caz de leziune, nu are în vedere de cât actele minorului emancipat sau neemancipat, privitoare la obligațiunile pentru care legea n'a cerut de cât simpla intervențiune a tutorului sau asistența curatorului și pe care dânsul le-a făcut în lipsa acestora; iar nu și la obligațiunile rezultând din acte juridice, pentru cari legiuitorul le-a supus unor formalități speciale și cari sunt isbite de nulitate numai din cauza neobservării acestor formalități.

Această distincție fundamentală reiese învederat din textul art. 1163 din codul civil, care prevede, pe de o parte, nulitatea pentru lipsa de formă și de alta nulitatea pentru cazul de leziune; de unde consecința logică că art. 951 și 1157 nevorbind decât de leziune și

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, II, ed. 2-a, p. 867, 870 urm.; VII, p. 25 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 833, 835; V, p. 397 n. 4, 494, 504); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 53;  
CANTACUZINO MATEI p. 68;  
DOCAN P. GEORGE, *Minoritatea*, p. 87;  
NACU, II, p. 757.

**Art. 1161.** — Minorul n'are acțiunea în resciziune contra convențiilor făcute în contractul de căsătorie, dacă acesta s'a făcut cu consimțământul și azistența aceluia, al căror consimțământ este cerut pentru validitatea căsătoriei sale. (Civ. 131 urm., 134, 142, 1231; Civ. Fr. 1309).

*Text. fr. Art. 1309.* — Le mineur n'est point restituable contre les conventions portées en son contrat de mariage, lorsqu'elles ont été faites avec le consentement et l'assistance de ceux dont le consentement est requis pour la validité de son mariage.

### Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1963;  
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 681, 694;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 437, 560, 564;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2919 urm.; *Suppl. Obligations*, 1308.  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 779 780.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 25 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 55, 726; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 70, 78, 79, 81, 333);  
CANTACUZINO MATEI, p. 68;  
NACU, II, p. 757.

### Jurisprudență.

1. Minorul capabil a se căsători, este singur ținut a răspunde de obligațiile ce decurg din convenția matrimonială ce a făcut, iar nu și părinții săi, cari

sunt țiinuți de lege să asiste la facerea acestor convențiuni. (Judecătoria ocol rural Băilești-Dolj, 17 din 22 Ianuarie 1925. Curier Jud. 17/925).

2. A se vedea: Art. 1231 cu notele respective.

**Art. 1162.** — Minorul n'are acțiunea în resciziune contra obligațiilor ce rezultă din delictele sau quasi-delictele sale. (Civ. 998 urm., 1157, 1159, 1164; C. p. 62—65; Pr. pen. 364; Civ. Fr. 1310).

*Text. fr. Art. 1310.* — Il n'est point restituable contre les obligations résultant de son délit ou quasi-délit.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 259; IV, ed. 5-a, p. 426, 427;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1958;  
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 667, 681, 694;  
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 438, 560, 562, 592, 610, 631; II, p. 361, 710; ed. 1-a, III, p. 187, 300, 462;  
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2923 urm.; *Suppl. Obligations*, 1308;  
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 502 urm.; V, p. 534;  
DEMOLOMBE, XXIX, 116, 117;  
Huc, VIII, 209;  
LAROMBIÈRE, V, art. 1310, n° 6, 7;  
LAURENT, XVIII, 550;  
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 779, 780;  
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 857, 858, 879.



## Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 25 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 443; V, p. 473; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 333); *Adnotație* sub. Cas. Fr. 21 Mart. 1899. Curier Jud. 29/1900; *Notă* sub. Cas. I, 544, din 15 Iunie 1921. Pand. Rom. 1922-I-113; *Notă* sub. C. Apel Dijon 29 Ian. 1923. Jurisp. Gen. 7/1924 No. 420;
- CANTACUZINO MATEI, p. 68, 85;
- IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 141;
- NACU, I, p. 641; II, p. 758;
- ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. Cas. I, 544 din 15 Iunie 1921. Pand. Rom. 1923-I-228;
- STRELICESCU ALEXANDRU, *Notă* sub. Trib. Ilfov, s. Not., 70 din 26 Mart. 1924. Pand. Rom. 1924-II-203.

## Jurisprudență.

1. Legiuitorul, prin art. 1162, care prin analogie se poate aplica și femeii măritate, prevede că minorul n'are acțiune în resciziune contra obligațiilor ce rezultă din delictele sau quasi-delictele sale, căci în acest caz partea înșelată ar avea dreptul la o reparațiune, și care ar fi cea mai naturală de cât de a menține în profitul său actul nul. (Trib. Ilfov, I, Nov. 10/89, *Dr.* 76/89).

2. Deși este indiscutabil în drept că ceea ce atrage anularea vânzării unui imobil total este caracterul de inalienabilitate al imobilului total în timpul căsătoriei, iar nu incapacitatea femeii măritate, nu este însă mai puțin adevărat, că atunci când se constată în fapt că o femeie măritată a întrebuintat manopere frauduloase, spre a-și ascunde calitatea de femeie măritată și a reușit să treacă ca femeie nemăritată și capabilă de a vinde, față de un cumpărător de bună credință, apoi nu mai poate fi primită în mod echitabil să ceară și să obțină anularea unei vânzări făcute în asemenea condițiuni, căci nimeni nu poate să-și creeze un drept fondat pe propria sa turpitudine. (Cas. I, 171/99, B. p. 514).

3. Femeia măritată nu poate cere anularea ipotecei constituită fără consimțământul soțului, când Tribunalul constată că ea a întrebuintat mijloace viclene, prin cari a ascuns incapacitatea sa și a indus în eroare pe creditorul cu care a contractat. (Cas. II, 22 Ianuarie 1908, B. p. 103. În acelaș sens: Cas. I, 544 din 15 Iunie 1921, Curier Jud. 39/921; Pand. Rom. 1922, I, 113, Pand. Rom. 1923, I, 228, Jurisp. Rom. 13-14/1922).

4. Deși art. 1162 codul civil prevede numai pe minori, însă fiind o asemănare deplină în această privință între minori și femeia măritată, este învederat că trebuie să se admită aceeaș soluțiune, adică se se refuze și ei acțiunea în resciziune. (Cas. II, 22 Ianuarie 1908, B. p. 103).

5. Victima unui delict poate cere o condamnățiune la despăgubiri civile în contra autorului delictului chiar dacă e minor, dacă instanța de fond a

constatat că a lucrat cu pricepere, după cum aceasta rezultă din dispozițiunile art. 1162 c. civil. (Cas. II, No. 1899, 1915; Jurisp. Rom. 1915, p. 586).

6. Dacă este exact că în cazul când o femeie căsătorită se face vinovată de manopere dolozive pentru a induce în eroare pe terți asupra adevăratei sale capacități cu scopul de a se folosi apoi de faptul că nu a fost autorizată de sot pentru a anulă astfel în folosul ei actele încheiate cu terții de bună credință, aceste manopere constituiesc o decădere care o împiedică să mai întenteze acțiunea în anulare, trebuie totuși ca intenția frauduloasă să reiasă în mod vădit din acte sau împrejurări concludente a căror apreciere este un atribut suveran al instanțelor de fond. (Trib. Ilfov s. III, 433 din 22 Mai 1923, Pand. Rom. 1923, II, 283).

7. Faptul că minorul s'a servit de un bilet de identitate, în care se prevedea că are etatea de 21 ani, pe câtă vreme nu avea această etate, constituie o dovadă indiscutabilă că minorul a comis înșelăciune, astfel că conform art. 1162 c. civ., nu mai are acțiune în resciziune. (C. Apel Buc. s. I, 203 din 2 Iulie 1924. Bul. C. Apel 11/924).

8. Nulitatea provenită din lipsă de autorizare maritală prevăzută de art. 197, 199 c. civ., fiind o nulitate relativă, după art. 207 c. civ., numai femeia, bărbatul sau moștenitorii lor pot s'o ceară.

Totuși această nulitate nu mai poate fi cerută când femeia a întrebuintat manopere frauduloase față de terții contractanți pentru a o crede capabilă, cât și atunci când ea a ținut secretă căsătoria și a trecut în văzul tuturor necăsătorită, ca urmare a actelor și faptelor ei. În acest caz validarea actului se impune pe însăși turpitudinea femeii și pe baza principiului prevăzut de art. 1164 c. civ., care arată că ea trebuie să restituie ceea ce i-a folosit din actul atacat în nulitate. (Trib. Ilfov s. not. 70 din 26 Mart. 1924. Pand. Rom. 1924, II, 203).

9. Legea proteguind pe incapabili, prin art. 1157 c. civil, dându-le dreptul de a cere resciziunea actelor încheiate, înțelege a impune celor ce contractează, cercetarea capacității persoane-

lor cu cari contractează neputând, din cauza neglijenței lor, să impună incapabilului executarea obligațiunei contractate.

Această regulă însă nu mai are loc, când nu i se poate imputa părții nici o neglijență cum e cazul, când partea a fost victima unui delict sau quasi-delict săvârșit de incapabil.

Simplel fapt al unei persoane de a se comporta ca văduvă, nu constituie

un delict; atunci însă când exploatează aceasta în favoarea sa, inducând în eroare persoane cu care contractează, incapabilul cade în culpă, iar partea vătămată poate cere reparațiune care poate fi, chiar respingerea acțiunei în anulare cerută de incapabil. (Trib. Bacău s. II, 23 Ian. 1925. Jur. Gen. 1925, No. 727).

10. A se vedea: art. 199 notele 38, 44; art. 950, nota 1; art. 1159, nota 3.

**Art. 1163.** — Minorul nu mai poate exercită acțiune în resciziune în contra angajamentului făcut în minoritate, dacă l-a ratificat după ce a devenit major, și aceasta și în cazul când angajamentul este nul în forma sa, și în acela când produce numai leziune. (Civ. 1167, 1190; Civ. Fr. 1311).

*Text. fr. Art. 1311.* — Il n'est plus recevable à revenir contre l'engagement qu'il avait souscrit en minorité, lorsqu'il l'a ratifié en majorité, soit que cet engagement fût nul en sa forme, soit qu'il fût seulement sujet à restitution.

#### Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1940;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 649, 670, 672, 676, 681, 704, 708, 712;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 562, 566; II, p. 218;  
 DALLOZ *Rép.* *Obligations*, 2986 urm.; *Suppl.* *Obligations*, 1346 urm.;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 113;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 772 urm., 780;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 857, 858.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 13 n. 7, 17, 21 n. 1, 29 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 473); *Observație* sub. Cas. Roma 21 Mart. 900, Curier Jud. 11/902; *Notă*, sub. Cas. I, 544 din 15 Iunie 1921. Pand. Rom. 1922-I-113;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 69, 90;  
 GORUNEANU I. TULLIUS, *Observație*, sub. Trib. Prahova s. III, 381 din 13 Iulie 1923. Pand. Rom. 1924-III-30; *Notă* sub. Trib. Prahova s. III, 381 din 13 Iulie 1923. Jurisp. Gen. 1/924. No. 45;  
 NACU, II, p. 759 urm.;  
 PHERCHIDE GR., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. I, 106 din 11 April. 1924. Pand. Rom. 1924-II-158.

#### Jurisprudență.

1. Angajamentul unui minor făcut pe timpul minorității fiind anulabil e susceptibil de ratificațiune sau confirmare din partea sa odată ajuns la majoritate. Actul sau împrejurarea prin care se poate face a dispărea vitiul de care angajamentul eră afectat poate fi expres sau tacit, Confirmatiunea tacită rezultă din tăcerea păstrată de către minor în timp de 10 ani de la epoca majorității (art. 1900), din execuțiunea voluntară a angajamentului luat pe timpul majorității sau prin veri ce alt act prin care minorul ajuns la majoritate manifestă într'un mod implicit intențiunea de a validă contractul viciat. Astfel nu poate fi considerat de

cât ca o ratificare tacită a vânzării faptul minorului de a primi în timpul majorității un rest din prețul vânzării. Iar formele cerute de art. 1900 sunt prescrise numai pentru cazul când părțile își propun a redactă un act de confirmatiune sau ratificațiune. În lipsa unui asemenea act ratificațiunea poate fi probată conform regulilor de drept comun. (Apel Buc. II, Mai 18/74, Dr. 5/75).

2. Deși la vânzarea unui imobil care aparțineă unor minori, nu s'a observat îndeplinirea formalităților cerute de lege, însă dacă minorii, la venirea lor în majorat, au ratificat acea vânzare prin faptul că au primit suma ce se cuvenea fie-căruia din prețul vândutului imobil, astfel, după art. 1163, comb.



cu art. 1167, nu mai pot exercita o acțiune în resciziune. (Cas. I, 59, Febr. 3/78, Bul. p. 40).

3. Este inadmisibilă acțiunea în revendicare bazată pe minoritate și lipsă de autorizare a soțului, când a urmat o ratificare în timpul majorității cu autorizarea soțului. (Buc. I, 214/Oct. 29/93, Dr. 79/93).

4. Aprecierile și constatările de fapt făcute de judecătorul fondului, asupra chestiunii de a se ști dacă actele invocate constituiesc o obligație în contra căreia legea admite acțiunea în nulitate, sunt suverane, chiar eronate de ar fi. (Cas. I, 292/94, B. p. 928).

5. Din momentul ce un minor a cerut anularea unei vânzări ca fiind făcută în timpul minorității sale, fără observarea formelor legale, de aci reese că el a cerut nulitatea vânzării numai pentru partea sa indiviză. Tribunalul săvârșește deci un exces de putere când anulează vânzarea și pentru părțile celorlalți vânzătorii majori. (Cas. I, 22 Mai 1912, B. p. 925).

6. Dispoziția din art. 429 din codul civil, că minorul emancipat, ca și cel neemancipat, nu se va putea împrumuta fără deliberatiunea consiliului de familie adevărită de Tribunal, este prescripția de legiuitor din cauza importantă a actului și în scop de a garanta mai deplin interesele minorilor; de aci urmează că aceste formalități sunt create chiar pentru validitatea actului și neîndeplinirea lor atrage nulitate, de oarece actul a fost încheiat fără înțelegerea capacității persoanei, iar sancțiunea acestei nulități rezultă virtual din termenii imperativi și caracterul prohibitiv al textului legii.

Dispozițiunea din art. 951 din codul civil, după care minorul nu poate ataca angajamentul său pentru cauză de necapacitate decât în caz de leziune, nu are în vedere de cât actele minorului emancipat sau neemancipat, privitoare la obligațiunile pentru care legea n'a cerut de cât simpla intervențiune a tutorului sau asistența curatorului și pe care dânsul le-a făcut în lipsa acestora; iar nu și la obligațiunile rezultând din acte juridice, pentru cari legiuitorul le-a supus unor formalități speciale și cari sunt isbite de nulitate numai din cauza neobservării acestor formalități.

Această distincție fundamentală reiese învederat din textul art. 1163 din codul civil, care prevede, pe de o parte, nulitatea pentru lipsa de formă, și pe de alta nulitatea pentru cazul de leziune; de unde consecința logică că art. 951 și 1157 nevorbind decât de leziune și neocupându-se câtuși de puțin de actele a căror importantă cere îngrădirea lor cu anumite formalități,

nu înțelege a avea în vedere de cât actele ordinare pentru cari legiuitorul n'a prescris acele forme speciale.

Prin urmare, dacă minora emancipată prin căsătorie ca și minorul neemancipat s'au împrumutat fără îndeplinirea formelor cerute de art. 429 din codul civil, un atare împrumut este nul chiar dacă le-a folosit, iar ordonanța de adjudecare care se bazează pe un titlu nul urmează a fi casată. (Cas. II, 81 din 6 Aprilie 1912, B. p. 692, Curier Jud. 47/913; V. și Trib. Notariat Ilfov. Ordonanța de adjudecare 10065 din 31 Dec. 911, Curier Jud. 47/913).

7. După dispozițiile art. 1163 c. civil, minorul ajuns la majoritate, poate porni acțiune pentru anularea actelor făcute de dânsul în timpul minorității, dacă nu a ratificat în timpul majoratului, în mod expres sau tacit actul a cărui nulitate voeste a cere. (Jud. Costești-Arges 39/915, Curier Jud. 54/915).

8. Vânzarea săvârșită de autoarea recurentului, în timpul minorității acestuia, fără paza formelor legale, este anulabilă numai pe această considerațiune, fără să fie nevoie a se mai dovedi și faptul leziunii.

Prin urmare, instanța de fond, violează art. 1157 combinat cu 1163 c. civil, când nesocotind distincțiunea pe care o face legiuitorul între actele anulabile pentru simplă lipsă de forme și actele rescindabile pentru caz de leziune, hotărăște că trebuie să se dovedească nu numai că actul de înstrăinare a imobilului a fost consimțit în timpul minorității, dar și că partea a fost lezată prin acest act. (Cas. I, decizia civilă No. 218 din 6 Octombrie 1919; Jurispr. Rom. 3/920, p. 19, Curier Jud. 16-17/920; Pand. Rom. 1924, III, 81).

9. Din art. 1163 c. civ., care prevede că minorul nu mai are acțiune, dacă a ratificat contractul, chiar când este nul pentru lipsă de forme, rezultă clar că angajamentul minorului făcut de el singur există până ce nu este anulat, chiar dacă ar fi vorba de contracte pentru cari legea prevede anumite formalități.

Prin urmare, nu se poate susține că concesiunea unui teren petrolifer, făcută de un minor fără autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului, ar fi inexistentă, ca fiind nulă în formă, de oarece un asemenea contract putând fi ratificat, aceasta presupune neapărat un angajament existent. (C. Apel Buc. s. I, 203 din 2 Iulie 1924, Bul. C. Apel 11/924).

10. A se vedea: art. 410, nota 1; art. 411 notele 1, 2, 3, 4, 7, 8, 11, 12; art. 1157 cu notele respective.

**Art. 1164.** — Când minorii, interzișii, sau femeile măritate sunt admiși, în această calitate, a exercitat acțiune de resciziune în contra angajamentelor lor, ei nu întorc aceea ce au primit, în urmarea acestor angajamente, în timpul minorității, interdicțiunii, sau maritagiului, decât dacă se probă că au profitat de aceea ce li s'a dat. (Civ. 199, 207, 430, 445, 458, 1098, 1169, 1197, 1598; C. com. 10—12; Civ. Fr. 1312).

*Text. fr. Art. 1312.* — Lorsque les mineurs, les interdits ou les femmes mariées sont admis, en ces qualités, a se faire restituer contre leurs engagements, le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence de ces engagements, payé pendant la minorité, l'interdiction ou le mariage, ne peut en être exigé, à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été payé à tourné à leur profit.

### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 259-261; IV, ed. 5-a, p. 427-429;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1970 urm.;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 696;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 562;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2970 urm.; *Suppl. Obligations*, 1337 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 275, 275 bis;  
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 459; III, p. 122, 128 urm., 281; „Des personnes pouvant invoquer l'art. 1312 du code civil français (art. 1164 Roumain)”. *Curier Jud.* 17/922;  
 DEMOLOMBE, XXVII, 194, 195; XXIX, 167-176;  
 HUC, VIII, 214;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1304, n° 14, 15; 1312, n° 1, 3, 4, 6, 8;  
 LAURENT, XVIII, 551; XIX, 61-63, 66-68, 72, 73, 170;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 771;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 857, 858.

### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 28, 34 urm.; (II, ed. 2-a, p. 499 n. 1, 773, 863; III, part. I, ed. 2-a, p. 97 n. 1, 117; V, p. 34, 374; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 367, 428, 436, 472, 546; X, p. 581 n. 1, 584); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 100; *Observație* sub. Trib. Buzeu, 586 din 6 Nov. 903. *Curier Jud.* 6/904; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 88 din 4 April 905. *Curier Jud.* 38/1906; *Notă* sub. Trib. Morlaix, Finistère din 11 Sept. 1921. *Jur. Gen.* 30/1924 No. 1701; *Notă* sub. Trib. Lons-le-Saulnier, Jura, 9 Aug. 1921. *Jur. Gen.* 1924 No. 2145;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 68, 85, 102, 104;  
 NACU, II, p. 265, 758;  
 STRELICESCU ALEXANDRU, *Notă* sub. Trib. Ilfov. s. not. 70 din 26 Mart. 1924. *Pand. Rom.* 1924-II-203.

### INDEX ALFABETIC

Acte de comerț 7.	mec măritată*, „Inter-
Acțiune în resciziune 1, 7, 9, 13.	zis”, „Minor” și 9, 10.
Anulare, a se vedea „Nullitate”.	Interzis 8.
Apreciere suverană 3.	Ipotecă 1, 11.
Autorizația bărbatului 4, 5, 13.	Leziune 6, 7.
Autorizația justiției 4, 11.	Marturi 13.
Cedent 5.	Minor 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9, 12.
Cesionar 5.	Nullitate 2, 4, 7, 9, 10, 11, 12.
Cesiune 5.	Omișiune esențială 3.
Comerciant 6.	Parafernală avere 4.
Comerț acte 7.	Probe 2, 13.
Consiliu judiciar 8.	Profit 1-13.
Construcții noi 11.	Reparațiuni 11.
Dota 11.	Resciziune 1, 7, 9, 13.
Femei măritată 4, 5, 8, 13.	Restituire 1-10, 12, 13.
Folos, a se vedea „Profit”.	Sarcinile căsătoriei 13.
Garanție 5.	Societate 7.
Împrumut 1, 11, 13.	Suverană apreciere 3.
Incapabili, a se vedea „Consiliu judiciar”, „Fe-	Tutor 9.
	Vânzare-cumpărare 3, 10, 11.

### Jurisprudență.

1. Actul nul în ceea ce privește ipoteca nu este nul ca simplu act de creanță doveditor al faptelor ce s'au petrecut între părțile contractante și constatate printr'însul, nici în ceea ce privește recunoașterile lor. Deci curtea se poate baza pe acel act pentru constatarea împrumutului urmat, și constatând că banii împrumutați au profitat minorului, poate ordona restituirea sumei împrumutate, pe baza principiului că nimeni nu poate să se îmbogățească pe nedrept din averea altuia. (Cas. I, 83/Mart. 3/81, B. p. 185).
2. Minorul, conform art. 1157 și urm., putând exercita acțiunea de resciziune pentru contractele încheiate în mino-



ritate, poate de asemenea opune unei obligațiuni ce i se reclamă anulabilitatea ei; însă, conform principiilor consacrate în art. 1164, o creanță de o asemenea natură nu poate fi anulată de cât atunci când s'ar proba că minorul n'a profitat de ceea ce i s'a dat. Și reclamantului îi incumbă sarcina de a proba că banii dați au profitat minorului. (Trib. Ilfov, II, 117, Mart. 11/83, Dr. 36/83).

3. Când curtea de apel stabilește că prețul numărat de cumpărătorul unui imobil de minori n'a profitat acestora ei, din contra le-a cauzat pagube, rezolvă o chestiune de fapt care este lăsată la suverana sa apreciere. Nepronunțarea asupra tuturor mijloacelor privitoare la restituire nu pot constitui o omisiune esențială. (Cas. I, 152, Mai 3/89, B. p. 508).

4. Legiuitorul, ca consecință a puterii maritale și ca garanție a intereselor femeii și ale familiei, cere ca femeia măritată, având chiar parafernă, să aibă autorizațiunea bărbatului, și în caz de refuz al acestuia pe a justiției, spre a face un act de dispozițiune (art. 199 și 1242). Și deși legiuitorul prin nici o dispozițiune directă și principală nu pronunță nulitatea actelor făcute de femeia măritată fără autorizațiunea maritală, însă din stabilirea caracterului nulității prin art. 207 și din termenii prohibitivi ai art. 199, prin care legiuitorul stabilește incapacitatea femeii măritate, rezultă că există nulitate, însă, în baza principiului de echitate, că nimeni nu se poate îmbogăți în paguba altuia, legiuitorul a modificat principiile sus expuse prin art. 1164, în sensul că dacă femeia a obținut anulațiunea actului făcut fără autorizațiune, este ținută a întoarce ceea ce a primit, dacă se va dovedi de creditor, că ceea ce s'a dat i-a profitat. (Trib. Ilfov, I, Nov. 10/89, Dr. 76/89).

5. Când o cesiune s'a anulat din cauză că femeia măritată a consimțit-o fără autorizațiunea soțului, secundul cesionar nu poate îndrepta acțiunea sa în garanție de cât contra cedentului său, pentru că numai între dânsii există un raport juridic, iar nici cum cu prima cedentă, femeia măritată, afară numai dacă secundul cesionar ar exercita drepturile primului cesionar, debitorul său și care n'ar avea sorți de succes de cât pe cât timp va proba că femeia măritată a profitat de prima cesiune ce a făcut, căci ea nu poate fi ținută de cât *quantenus locupletior facta sit*. Este natural că femeia nu poate fi ținută de o obligațiune ce s'a declarat nulă; ea nu mai poate fi ținută de cât prin echitate, de *in rem verso*. (Apel Buc. I, 201/Nov. 29/88, Dr. 3/89).

6. Deși prin art. 951 se prevede că minorul nu poate ataca angajamentul său pentru cauză de necapacitate, de cât în caz de leziune, însă dacă se constată că minorul nu eră comerciant ci mama sa, mărfurile cumpărate nu trebuie să le plătească el pentru comerțul întreprins de mama sa, de oare ce nu el a profitat de marfa cumpărată. (Cas. II, 2/Ian. 9/91, B. p. 57).

7. Contractul de societate pentru a se face acte de comerț, încheiat de un minor, fără îndeplinirea prescripțiilor prevăzute de art. 10 din codul de comerț, este nul pentru lipsă de capacitate, iar nu supus numai resciziunii, pentru cauză de leziune. Cu toate acestea, însă, minorul, prin aplicațiunea art. 1098 și 1164 din c. civ., cată a fi considerat ca obligat în mod valabil în cât privește folosul ce a putut avea dintr'un asemenea act. (Cas. II, 209/95, B. p. 1248).

8. Dispozițiunile art. 1164 se aplică și celor puși sub consiliul judiciar, întru cât motivul care a condus pe legiuitor a face pe minori, interziși și femeile măritate responsabile în limitele profitului, există și pentru persoanele puse sub consiliul judiciar, neputându-se nimeni îmbogăți în paguba aversei altuia. (Apel Buc. II, Dr. 56/901).

9. Regula edictată de art. 1164 cod. civil, după care, la caz de anulare sau resciziune, incapabilii restituiesc ceea ce le-a profitat, nu se aplică decât la obligațiile contractate de însuș minorul în timpul incapacității sale, nu însă și la acele contractate de reprezentantul lor legal. Este, deci, inutil de a se mai cerceta, în acest din urmă caz, dacă actul făcut de reprezentantul legal a profitat sau nu minorului. (Trib. Buzău, C. Jud. 6/904).

10. Deși, prin efectul anulării unei vânzări, lucrurile urmează a se pune în starea, în care se găseau în momentul vânzării, adică, părțile să-și restituie reciproc ceea ce au primit, această regulă, însă, suferă o excepție în ce privește pe incapabili, cari nu întore ceea ce au primit, în timpul incapacității lor, de cât dacă se dovedește că ceea ce au primit le-a profitat; căci altfel, protecția acordată lor de lege, ar fi iluzorie. (Apel Buc. I, C. Jud. 38/906).

11. Ipotecarea sau înstrăinarea unui imobil dotal este permisă numai pentru reparațiuni indispensabile fondului dotal, nu și pentru facere de construcțiuni noi.

Prin urmare, dacă cu banii împrumutați s'au făcut clădiri noi, iar nu reparațiuni după cum autorizase tribunalul, având cunoștință împrumutătorul despre aceasta încă dela formarea actului de ipotecă. În asemenea caz soții sunt în drept să ceară anularea

împrumutului și a înstrăinării ce a urmat. (Cas. I, 3 Dec. 1908, B. p. 2020).

12. Potrivit art. 1164 din codul civil, când un minor exercită acțiunea în anulare a convențiilor făcute de dânsul în timpul minorității, nu restituie ceea ce a primit în urmarea acestor convențiuni, de cât când s'a dovedit că i-a profitat, și numai în măsura acestui profit. (Cas. I, 897 din 16 Dec. 1911, B. p. 1638, Curier Jud. 27/912).

13. După art. 1164 din codul civil, când femeia măritată exercită acțiunea în resciziune în contra angajamentelor ei, ea este datoare a restitui

aceia ce a primit, dacă se dovedește că a profitat.

Este admisibilă, deci, proba cu martori cerută de creditorul ce a împrumutat pe femeia măritată, fără autorizația soțului, spre a dovedi că suma dată i-a profitat, fiind întrebuințată de femeie pentru cheltuelile menajului, și deci la susținerea sarcinilor căsătoriei, cari incumbă nu numai bărbatului ci și soției, conform art. 185 c. civil. (Cas. III, decizia No. 281 din 23 Mai 1912, Curier Jud. 48/912).

14. A se vedea: art. 401 nota 9; art. 1162 nota 8; art. 1255 nota 29.

**Art. 1165.** — Majorul nu poate pentru leziune să exercite acțiunea în resciziune. (Civ. 434, 694; Civ. Fr. 1313).

*Text. fr. Art. 1313.* — Les majeurs ne sont restitués pour cause de lésion que dans les cas et sous les conditions spécialement exprimés dans le présent Code.

#### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 253; IV, ed. 5-a, p. 418;  
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1941, 1942;  
BUENOIR, *Propriété et contrat*, p. 623-625;  
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 266, 267;  
DEMOLOMBE, XXIV, 195 urm, 199; XXIX, 84, 85;  
LAURENT, XVIII, 535.

#### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 6 urm., 19; (III, part. II, ed. 2-a, p. 828 n. 4, 833, 836; V, p. 91 urm., 94, 504); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 177, 190, 445, 496;  
CANTACUZINO MATEI, p. 234, 268, 270, 407, 413, 636;  
NACU, II, p. 758.

#### Jurisprudență.

1. Când în contractările săvârșite relațiunile părților sunt de vânzător la cumpărător, este învederat că cumpărătorul, chiar dacă ar putea proba că a fost încercat în prețurile mărfurilor, nu mai poate discuta prețul mărfurilor, pe care l'a desbătut, acceptat și achitat, nu poate beneficia de vre-o reducere, nici a obține vre-un fel de daune-interese, căci în legislațiunea noastră leziunea nu este o cauză de anularea convențiilor. El eră liber să le primească sau nu, și dacă a cumpărat mai scump sau mai eftin, aceasta rezultă din natura comerțului unde fiecare luptă pentru interesele sale.

(Apel București III, Mai 30/84, Dreptul 60/84).

2. După art. 1157 și 1165, numai minorul poate exercita acțiunea în resciziunea unei transacțiuni, iar majorul, chiar lezat, nu poate intentă o asemenea acțiune nici atunci când nu s'ar fi îndeplinit toate formalitățile, pentru motivul că acele formalități nu au fost prescrise de cât ca garanție și numai pentru minori. (Apel Iași, II, 77, Mai 2/87, *Dr.* 27/88).

3. Eroarea căzând asupra valorii lucrului, confundându-se cu leziunea, nu poate da loc la o acțiune în anulare de contract. (Judecăt. Zătreni, 368/914, Curier Jud. 46/915).

4. A se vedea: art. 960, nota 10.

**Art. 1166.** — Când formalitățile cerute în privința minorilor sau interzișilor, atât pentru înstrăinarea imobilelor, cât și pentru împărțirea unei succesiuni, s'au îndeplinit, ei sunt relativ la aceste acte, considerați ca cum le-ar fi făcut în majoritate sau înaintea interdicțiunii. (Civ. 401 urm., 407, 408—413, 430, 435, 454, 749, 1711; Civ. Fr. 1314).



*Text. fr. Art. 1314.* — Lorsque les formalités requises à l'égard des mineurs ou des interdits, soit pour aliénation d'immeubles, soit dans un partage de succession, ont été remplies, ils sont, relativement à ces actes, considérés comme s'ils les avaient faits en majorité ou avant l'interdiction.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 250-252; IV, ed. 5-a, p. 416, 417;  
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 1940, 1949;  
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 673, 680, 685, 686;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 565;  
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2926;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 270 bis, IV-X, XX;  
 DEMOLOMBE, VII, 824, 825; XXIX, 88, 93-96;  
 DURANTON, X, 286, 287;  
 HUC, VIII, 204, 211;  
 LAROMBIÈRE, V, art. 1314, n° 4;  
 MOURLON, ed. 7-a, II, 772 urm., 780;  
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1084.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 19 urm., 19 n. 2 și 3; (II, ed. 2-a, p. 767; III, part. II, ed. 2-a, 231, 470 n. 1, 836); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 191;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 79;  
 NACU, II, p. 758.

### Jurisprudență.

1. Art. 1166 deși nu prevede cazul unei transacțiuni, același motiv însă milită în sensul aceleiași soluțiuni. (Apel Buc. I, 176, Nov. 28/86, *Dr.* 21/87).

2. Dispoziția prevăzută de art. 1166 c. civ., în privința minorilor, atât pentru înstrăinarea imobilelor cât și pentru împărțeala unei succesiuni, exclude acțiunea de resciziune atunci când tutorul a lucrat cu observarea formalităților prescrise de lege. (Apel Iași I, 1915, *Dreptul* 1915, p. 245).

3. a) Din art. 1166 c. civ., rezultă că de câte ori tutorul a lucrat îndeplinind toate formalitățile prescrise de lege, actele sale au față de minor aceiași putere ca și cum ar fi fost făcute de însuși minorul în timpul capacității sale; de unde rezultă că de câte ori formele legale nu au fost îndeplinite încetează și forța actelor.

b) Principiul înscris în art. 1546 c. civ., după care mandatul convențional nu obligă pe mandante la ceea ce mandatarul a făcut peste limitele mandatului său, se aplică și mandatarilor legali ai incapacabililor, de unde rezultă că de câte ori tutorul a lucrat peste marginile și îngrădirile edictate de lege

în executarea mandatului său, nu se poate zice că a obligat pe minor de cât cel mult în calitate de negotiorum gestor și în atare caz nu-l poate obliga decât în limitele acestui quasi contract iar în afară de acest caz, actul tuturului nu poate fi socotit de cât ca „res inter alios“.

c) Minorii reprezentați în justiție în mod neregulat de către tutorii lor, pot cere atât pe calea unei acțiuni principale cât și pe calea unei excepțiuni, anularea hotărârilor obținute în contra lor, fără a li se putea opune autoritatea lucrului judecat. (Trib. Mehedinti, 3 Mart. 1920, *Dreptul* 39/920).

4. Hotărârea contra minorilor cu privire la un bun imobiliar al lor, obținut într'un proces în care dânsii au fost reprezentați de către tutorele neautorizat de consiliul de familie a stă în proces, este isbită pe temeiul art. 408 și 1166 c. civ., de o nulitate relativă în favoarea minorilor, cari după ajungerea la majorat o pot ataca, fie pe cale principală, fie pe cale de apărare, căci fiind minori nu au fost în măsură de a exercita contra ei căile de atac. (Cas. I, 1373 din 18 Dec. 1922, *Curier Jud.* 22, 1923).

**Art. 1167.** — În lipsa unui act de confirmare sau de ratificare, este destul ca obligațiunea să se execute voluntar, după epoca în care obligațiunea putea fi valabil confirmată sau ratificată.

Confirmarea, sau ratificarea, sau execuțiunea volun-

tară, în forma și în epoca determinată de lege, ține loc de renunțare în privința mijloacelor și excepțiilor ce puteau fi opuse acestui act, fără a se vătămă însă drepturile persoanelor a treia.

Confirmațiunea sau ratificațiunea, sau execuțiunea voluntară a unei donațiuni, făcute de către erezi sau reprezentanții donatorului, după moartea sa, ține loc de renunțare atât în privința viciilor de formă, cât și în privința oricărei alte excepțiuni<sup>1)</sup>. (Civ. 800 urm., 959, 961, 1157, 1168, 1190; C. com. 457; Civ. Fr. 1338 § 2, 3, 1340).

*Text. fr. Art. 1338 § 2, 3.* — A défaut d'acte de confirmation ou ratification, il suffit que l'obligation soit exécutée volontairement après l'époque à laquelle l'obligation pouvait être valablement confirmée ou ratifiée.

La confirmation, ratification, ou exécution volontaire dans les formes et à l'époque déterminées par la loi, emporte la renonciation aux moyens et exceptions que l'on pouvait opposer contre cet acte, sans préjudice néanmoins du droit des tiers.

*Text. fr. Art. 1340.* — La confirmation ou ratification, ou exécution volontaire d'une donation par les héritiers ou ayant-cause du donateur, après son décès, emporte leur renonciation à opposer soit les vices de forme, soit toute autre exception.

#### Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 262-270; IV, ed. 5-a, p. 431-436, 438-440, 442-447;  
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 292, 500, 649, 651, 652, 704, 708, 713, 716, 720, 726, 738;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 80, 170; II, p. 68 nota 1, 218, 219 nota 1, 220 urm., 351, 355, 449; ed. 1-a, III, p. 42, 568, 758;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 2542 urm.; *Obligations*, 4468 urm., 4528, 4583, 4587 urm.,  
*Suppl. Dispos. entre-vifs*, 624 urm.; *Obligations*, 1826 urm., 1885 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 309 bis, I, III; 310, 310 bis; 311 bis, IV;  
 DEMOLOMBE, XXIX, 66, 67, 727-730, 730 bis, 731, 745-748, 751, 764, 766, 768, 770-772, 774-783, 785-787, 792-794;  
 HUC, VIII, 272-276, 278;  
 LAROMBIÈRE, VI, art. 1338, n° 6, 9, 34, 35, 37, 38, 41-45, 47, 49, 55; 1339; 1340, n° 11, 13, 14, 16;  
 LAURENT, XVIII, 563-569, 572-574, 594, 595, 597-604, 607, 618, 620 urm., 627-637, 644-646, 648, 651-653, 655, 656, 659;  
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 469 urm.;  
 PANDECTES FR., *Obligations*, I, 6509, 6511, 6525, 6532, 6829;  
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2532, 2685, 2735.

#### Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 29, 49 urm., 52 urm., 57 urm., 61 urm., 75, 240; (I, ed. 2-a, p. 633 t. și n. 2; III, part. II, ed. 2-a, p. 272, 313, 840 nota, 888; IV, part. I, ed. 2-a, p. 207 nota, 208 nota *in fine*, 226, 417; IV, part. II, ed. 2-a, p. 137, 139 urm., 142; V, p. 23, 344 n. 2, 347 n. 1; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 72, 84 n. 1, 101 n. 1, 421, 431; X, p. 584; XI, p. 258, 271); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148, 405, 406; *Observație* sub. C. Apel Galați s. I, 221 din 19 Nov. 1909. Dreptul 33/1910; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 107 din 25 Sept. 1901. Curier Jud. 3/901; *Observație* sub. Trib. Tutova. 73 din 15 Febr. 1903. Curier Jud. 84/1903; *Observație* sub. Trib. Imperiului German din Leipzig. Curier Jud. 60/913; *Observație* sub. Trib. civil Amiens, 18 Ian. 913. Curier Jud. 76/913;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 69, 70, 356, 376, 571, 620, 621;  
 CERBAN AL., „O chestiune de drept civil“. Dreptul 7/1901;

1) Acest articol 1167 este format din ultimele două aliniate ale art. francez 1338 și din textul art. 1340. Primul aliniat al art. francez 1338 formează cuprinsul art. 1190 Codul civil român. A se vedea și nota de sub textul art. 1190.



IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 232;

NACU, II, p. 265, 752, 759 urm., 820, 821;

PERIȚEANU GR. I. (IPER), *Nota sub. Trib. Bacău s. II, 183 din 27 Oct. 920. Curier Jud. 31/1922.*

## INDEX ALFABETIC

Acceptare 31, 32.	14, 15, 17, 18, 19, 20, 23,
Adjudecare 3.	24, 27, 31.
Anulare, a se vedea „Nulitate”.	Ordine publică 8, 13, 14,
Arendare, a se vedea „Locație”.	18, 21, 23.
Căsătorie, desfacere 35.	Pact succesoral 12, 29.
Confirmare, a se vedea „Ratificare” și 3, 6, 10,	Păduri, exploatare 38.
11, 13, 16, 17, 18, 19, 21,	Persoane morale 17, 21.
22, 27, 28, 29, 30, 31, 32,	Plata anticipată 9.
34, 35, 40.	Prescripție 1, 18, 27, 29,
Desfacerea căsătoriei 35.	31, 35.
Donație 4, 19, 20, 21, 27,	Probe 22.
28, 30, 31, 32, 33, 40.	Proprietar aparent 9.
Dotă 35.	Ratificare, a se vedea
Executare voluntară 3, 5,	„Confirmare” și 1, 2, 4,
6, 7, 10, 11, 14, 15, 16,	5, 7, 8, 9, 14, 16, 20, 23,
17, 19, 21, 22, 23, 24, 25,	27, 28, 30, 33, 34, 36, 37.
28, 33, 34, 38, 39.	Recurs 29.
Exploatare de păduri 33.	Renunțare 5, 11, 15, 16, 19,
Fraudă 5.	22, 25, 28, 30, 34, 38.
Început de dovadă scrisă 4.	Scrisori 4-
Inexistență 20, 21, 30, 32.	Separatie de patrimoniu 5.
Intenție 11, 16, 22.	Străini 21.
Locație 9.	Substituție fideicomisară
Majorat 35.	8, 13, 14, 23.
Mandat 37.	Successoral pact 12, 29.
Minori 35.	Successori, a se vedea
Moștenitori 15, 19, 21, 24,	„Moștenitori”.
27, 28, 30, 32, 33, 34, 36.	Terțe persoane 3, 15.
Nulitate 5, 8, 10, 11, 12, 13,	Testament 1, 2, 3, 8, 12, 14,

## Jurisprudență.

1. Testamentul nefăcut în condițiile cerute de lege este radical nul și nu poate să producă nici un efect juridic, de oare ce formalitățile edictate pentru validitatea testamentelor, fiind de interes general, neobservarea lor nu se poate acoperi nici prin ratificațiune, nici prin prescripțiune. (Cas. I, 34/Febr. 1/72, B. p. 27).

2. Un act care de la început a fost nul și desbrăcat de formalitățile esențiale cerute de lege, precum este un testament cu punere de deget, ori ce primire a vre unei sume de către moștenitori nu poate fi o ratificare, când nu se cunoșteau încă vitiile ce isbeau de nulitate actul. (Cas. I, 496/Dec. 12/73. B. p. 242).

3. După ce se dispune prin art. 1167 că executarea voluntară, ca și confirmațiunea și ratificațiunea, ține loc de renunțare chiar în privința vitiilor de forme a unui act anulabil, se adaogă fără a se vătămă însă drepturile persoanelor a treia. Prin aceasta legea a voit a apăra drepturile ce o a treia persoană ar dobândi de la cel care confirmă înainte de a fi făcut confirmarea, care de altmintrelea are un efect retroactiv. Nu este dar terțiu în sensul legii cel care a devenit adjudecatar al imobilelor mult mai în urma executării voluntare a testamentului pretins viciat în forma lui. (Cas. I, 63, Febr. 23/83, B. p. 186).

4. O donațiune nulă din lipsă de forme poate fi ratificată, după art. 1167 al. III, de erezii donatorului, în favoarea cărora au fost prescrise formalitățile atât de riguroase ale donațiilor. — Și această ratificațiune poate fi probată conform regulilor dreptului comun, cu deosebire însă ca, în caz când se face un înscris, actul de confirmațiune nu face probă deplină de cât dacă conține punctele enumerate la art. 1190. Astfel, niște simple scrisori de la erezii donatorului prin care indeamnă pe donatar a executa sarcinile impuse prin actul de donațiune, nu pot fi admise drept probă a ratificațiunii, întru cât nu întrunesc condițiunile prescrise de art. 1190, putându-se considera numai ca un început de dovadă scrisă. (Trib. Iași, II, 44, Febr. 27/82, Dr. 17/83).

5. Din art. 1167 rezultă că actele pătate de vre un viciu care dă loc la acțiunea în nulitate se pot ratifica. Astfel nulitatea pentru viciul nepublicării sentinței de separațiune de patrimoniul dintre soți se acopere prin ratificarea tacită a soțului care s'a supus la executarea ei și care a tratat pe soție ca separată de bunuri. Renunțarea soțului la acțiunea în nulitate e valabilă, de oare ce e stăpân pe dreptul ce are de a intentă ori nu acțiune în nulitate. Și pe cât timp această renunțare nu e atacată de reprezentanții săi, ca frauduloasă, le e opozabilă, și deci nu o pot propune prevalându-se de drepturile soțului. (Apel Buc. III, 1627, Nov. 22/83, Dr. 16/84).

6. Conform dispozițiunilor art. 1190 și 1167, o convențiune rescindabilă poate să fie confirmată de acela căruia i se opune. Această confirmare poate să fie sau expresă sau tacită. Confirmarea tacită rezultă din execuțiunea voluntară a obligațiunii după epoca în care obligațiunea putea să fie într'un mod valabil confirmată, adică în tot timpul în care ar fi avut dreptul să intențeze acțiunea în resciziune. Și pentru ca o confirmare, fie expresă, fie tacită, să fie valabilă, urmează ca acela care o face să cunoască vitiile convențiunii și să aibă intențiunea de a le repara. (Apel Focșani II, 155, Oct. 24/84, Dr. 2/84).

7. Art. 1190 se aplică numai când e vorba de un act de confirmare expresă, în care caz numai legiuitorul cere îndeplinirea acelor două condițiuni esențiale și anume să se arate viciul pe care partea a voit să-l ratifice și intenția de a-l ratifica, iar nu și când e vorba de o ratificare tacită, prevăzută de art. 1167, în care caz se cere numai ca acela

care a făcut ratificarea să cunoască vitiul și să execute voluntar obligațiunea cunoscând acel vitiu. (Cas. I, 148, Apr. 27/85, B. p. 270).

8. Nulitatea ce rezultă dintr'o substituțiune fideicomisară se poate acoperi prin ratificațiunea părților, făcând să dispară sarcina de a conserva și a remite, căci printre nulitățile de ordine publică sunt unele care nu se pot acoperi, acelea care au în vedere constituirea societății; altele, care au în vedere interese private, sunt susceptibile de ratificațiune. Or, regulile relative la substituțiuni regulează interese private. Și prin moartea celui însărcinat de a conserva și a remite ordinea publică numai este interesată, căci a dispărut inalienabilitatea bunurilor, care e contrarie ordinii publice, fiind contrarie interesului agriculturii, comerțului, și industriei, interese cari au dictat această prohibițiune. Or, executarea testamentului *usque ad limitem*, cu încetarea obligațiunei de a conserva și remite, constituie o ratificațiune tacită a testamentului. (Trib. Ilfov, II, 62, Febr. 22/85, Dr. 36/85).

9. Proprietarul aparent asupra terenului ce a cumpărat, cu toate că mai în urmă s'a desființat vânzarea, e în drept a ratifica un contract de arendare și a recunoaște o plată anticipată, de oare ce ambele aceste fapte nu constituiesc de cât niște acte de administrare. (Cas. I, 148/Apr. 27/85, B. p. 273).

10. Execuțiunea unui act nul aduce cu sine confirmarea tacită a actului, dacă execuțiunea a avut loc în cunoștința cauzei de nulitate și cu anume voință de a acoperi vitiul. Scopul direct sau depărtat ce-l are în vedere acela care execută un act de a face un serviciu familiei sau de a îndești o trebuință a sa proprie, e indiferent, când este de altmintearea constant că execuțiunea voluntară îndeplinită, implică voința de a renunța la acțiunea în nulitate. (Cas. I, 112/Mart. 16/85, B. p. 193).

11. Presumpțiunea este, în cazul prevăzut de art. 1167, că acela care execută obligațiunea are capacitate de a renunța la acțiunea în nulitate, că cunoștea vitiul care-i da dreptul de a cere anularea actului, și dacă cu toate acestea el execută obligațiunea, executarea implică necesarmente intențiunea de a-l confirma. Urmează dar de aci că confirmațiunea tacită este guvernată în general de aceleași principii ca și confirmațiunea expresă, și singura deosebire între ele este că una se face printr'o declarațiune formală de voință și actul confirmativ trebuie să reunească oare care condițiuni speciale, pe când cealaltă constă într'un fapt de execuțiune. În primul caz, nu rămâne nici un dubiu asupra intențiunei, pe

când în cazul din urmă intențiunea aceleia care execută o obligațiune nulă poate să fie și este mai totdeauna mai mult sau mai puțin nesigură, nu se știe dacă el cunoștea existența actului și a vitiului care îl face nul, nu se știe în fine dacă are intențiunea de a repara vitiul. (Trb. Tutova, Iun. 18/86, Dr. 65/86).

12. Declarațiunea dată de legatar în josul testamentului, în timpul vieții testatorului, prin care ar recunoaște de bun testamentul, se consideră ca un pact asupra unei succesiuni viitoare, ceea ce legea oprește. El are dar acțiune în nulitatea aceluia testament pentru vitiile de care ar fi infectat. (Apel Buc. I, 240, Nov. 26/85, Dr. 14/86).

13. Prin confirmare nu se poate înlătură o nulitate care este de ordine publică și din cauza căreia actul nu există legalmente. Or, nulitatea ce rezultă din o substituțiune fideicomisară este de ordine publică, și ea nu poate fi menținută prin o confirmare, fie și făcută conform art. 1190, căci și aceasta trebuie să se considere ca vitială și prin urmare asemenea ca nulă. Pentru menținerea substituțiunei ar trebui ca erezii în drept să facă nu numai o confirmare ci o nouă convențiune. (Cas. I, 206/Iun. 16/87, B. p. 528).

14. Un act care este contrariu ordinii publice și bunelor moravuri, fiind lovit de o nulitate absolută de la început, nu mai este în putința părților a-i da o tărie legală, fie prin ratificațiune, fie prin executare. *Quod ab initio vitiosum est non potest tractu temporis convalescere. Contra juris civilis regulas pacta conventa ata non habetur.* Deci, nici recunoașterea, nici executarea nu poate fi invocată pentru a împiedeca nulitatea unui testament care conține o substituțiune fideicomisară. (Apel Buc. I, 174, Nov. 26/86, Dr. 11/87).

15. Eredele *ab intestat* e liber de a renunța la acțiunea în nulitate a testamentului din cauza neîndeplinirii uneia din formalitățile prescise sub pedeapsă de nulitate, și nimic nu se opune ca această renunțare să se facă și într'un mod tacit, cu condițiune numai ca ea să rezulte din fapte de acelea cari demonștră că, având cunoștința de nulitatea de care eră isbit testamentul, a renunțat la dreptul său și l'a executat de bună voe. (Apel Craiova, II, 173, Dec. 19/86, Dr. 78/87).

16. După termenii art. 1167 și 1190 confirmarea sau ratificarea unui testament nu atrage după sine renunțarea la vitiile de formă ce pot fi opuse contră-i de cât atunci când a avut loc în deplină cunoștință de vitiile de care este infectat acel testament și cu intențiunea de a repara acele vitiu. Sub acest raport nu există deosebire între ratificarea expresă și ratificarea ta-



cită. Pentru una ca și pentru alta această cunoștință și această intențiune sunt condițiuni esențiale a ori-cărei confirmări. Și execuțiunea voluntară a unui testament nefiind alta de cât o ratificare tacită a aceluia act, partea care invoacă în favoarea sa această execuțiune, trebuie să dovedească că ea a fost în realitate voluntară din partea adversarului său, în alte cuvinte, că el l-a executat în cunoștința vițiilor actului. (Cas. I, 143/Mai 31/88, B. p. 470).

17. Incapacitatea unei persoane morale nu face ca o transacțiune să fie nulă de drept, ea este numai anulabilă lăsată la arbitru părților lezate a se prevală de dânsa când găsească de cuviință și partea în drept nu mai poate exercita o acțiune în resciziunea actului, după ce l-a recunoscut și confirmat executându-l voluntar. (Cas. I, 85, Mart. 29/88, B. p. 241).

18. Legatul isbit de o nulitate absolută și de ordine publică nu se poate confirma nici expres, nici prin trecerea timpului de 10 ani, căci nu se poate derogă prin convențiuni particulare la legile care interesează ordinea publică (art. 5). Actul nul nu poate produce nici un efect, *quod nullum est, nullum pro ducit efectus*. (Apel Buc. III, 197, Oct. 18/89, Dr. 75/89).

19. După art. 1167, execuțiunea voluntară a unei donațiuni de către erezii donatorului după moartea lui, ține loc de renunțare. Și termenii acestei dispozițiuni, fiind generali, nu se opun ca atunci când acțiunea în nulitate este deschisă, fie pentru vitiu de formă, fie pentru ori ce altă cauză, să nu poată părțile a renunța în ceea ce concerne interesul lor particular. În aceste împrejurări, bazându-ne pe identitatea de rațiune, urmează că și executarea unui testament trebuie să producă aceleași efecte, cu toate că codul civil nu prevede în mod expres această. Și confirmarea unui act nefiind de cât o renunțare, și cum renunțarea la un drept nu se prezumă, urmează că ea trebuie să rezulte din un act sau din un fapt care să nu lase nici o incertitudine asupra intențiunii renunțătorului. — Astfel fiind, cunoștința testamentului nul și cea a vițiilor lui sunt condițiunile necesarii ale confirmării. (Apel Buc. III, 99, Mai 23/91, Dr. 43/91).

20. Ori ce act neexistent nu se poate ratifica nici odată; și prin urmare un testament nul, fiind un act fără existență juridică, un act mort, nu se poate ratifica. Și cum dispozițiunile cuprinse în art. 1167 sunt niște dispozițiuni eminate excepționale, de oare ce permite eredeli donatorului a ratifica o donațiune nulă în formă, lucru pe care donatorul însuși nu l-ar fi putut face, ele nu se poate întinde prin analogie și la dispozițiunile testamentare, căci

atunci ar fi a se face, iar nu a se aplica legea. Afară de aceasta, dacă se poate până la oare care punct aplică dispozițiunile art. 1167 la donațiuni, ele nu pot fi de loc aplicate la testamente. În adevăr, formele la donațiuni sunt făcute în favoarea erezilor donatorului pentru a face ca bunurile să nu iasă cu înlesnire din familie; de aceea legea a dat drept erezilor donatorului de a renunța la acțiunea în nulitate bazată pe lipsă de forme, având liberă dispozițiune a lucrului; la testamente lucrul se schimbă: formele sunt puse ca să garanteze testatorului îndeplinirea exactă a voinței lui; ele nu sunt puse în favoarea erezilor cari sunt despuiați prin testament de averea familiei, prin urmare ei nu pot renunța la acțiunea în nulitate a testamentului din punctul de vedere al formelor. (Trib. Ilfov, I, 264, Mai 16/92, Dr. 59/92).

21. Art. 1167 § III se aplică nu numai la donațiuni, ci și la testamente, fiind că regula cuprinsă în acea dispozițiune nu e nici o rațiune a o aplică numai la donațiuni între vii și nu și la testamente. Astfel erezii și reprezentanții testatorului dacă execută sau confirmă un testament, a cărui nulitate se poate cere pentru vitiu de formă, prin această nulitatea dispar. Inșă dacă e vorba de vitiu ale testamentului, cari privește interesul general sau ordinea publică, executarea sau confirmarea din partea erezilor nu poate avea acest efect. În deosebi, dacă e vorba de dispozițiuni testamentare în favoarea unor persoane morale străine, aceste dispozițiuni sunt nule, fie pentru că aceste persoane nu există, fie pentru că n'a urmat autorizatiunea prescrisă de art. 811; acele dispozițiuni nu pot dobândi o existență legală, fie că s'ar execută expres sau tacit, fie că s'ar confirmă, căci dispozițiunile testamentare în favoarea persoanelor străine, dacă n'au o existență legală, ele nu o pot dobândi sub nici un fel, nici prin executare, nici prin confirmare din partea erezilor, de oarece ceea ce judecește nu există, nu poate prin nimic să existe; dacă am admite contrariul, s'ar da viață și existența unor instituțiuni cari nu pot exista sub raportul juridic, ar fi a eluda scopul legiuitorului, violând regulile de ordine publică, căror sub nici un fel nu se poate contraveni. (Cas. I, 303/Oct. 9/92, B. p. 862).

22. Pentru a fi o execuțiune voluntară în sensul art. 1167, trebuie ca ea să rezulte dintr'un act sau dintr'un fapt care să nu lase nici cel mai mic dubiu asupra intențiunii celui cărui se atribuie o atare execuțiune. Pentru aceasta se cere și pentru confirmarea tacită sau execuțiunea voluntară aceleași elemente ca și pentru confirmarea expresă, adică cunoștința vitiului de



care este atins și intențiunea de a-l repara. Singura deosebire între ele este că una se face printr'o declarațiune formală de voință și actul confirmativ trebuie să reunească oare cari condițiuni speciale, pe când cealaltă constă într'un fapt de execuțiune. În primul caz nu rămâne nici un dubiu asupra intențiunii, pe când în cazul din urmă intențiunea aceluia care execută o obligațiune nulă poate să fie și este mai totdeauna mai mult sau mai puțin nesigură; nu se știe dacă el cunoaște existența actului și a viciului care-l face nul, nu se știe în fine dacă avea intențiunea de a repara viciul. De aceea cunoașterea actului nul nu e de ajuns, trebuie încă ca acela care execută obligațiunea să aibă cunoștință de viciul care o face nulă, fiind că a confirma însemnează a renunța, și cine-va nu renunță la un drept pe care-l ignoră. Sarcina probei, în acest caz, incumbă celui care opune confirmarea; el e ținut să probeze că toate elementele constitutive ale confirmațiunii se găsesc întrunite. (Apel Galați, II, Mai 26/92, *Dr.* 45/92).

**23.** Un act contrariu ordinei publice, fiind lovit de o nulitate absolută, părțile nu-i pot da tărie legală, nici prin ratificare, nici prin executare. Or, nulitatea ce rezultă dintr'o substituțiune fideicomisară, interesând ordinea legală a succesiunilor, este de ordine publică și nu poate fi acoperită printr'o confirmare, fie și făcută conform art. 1190, căci și această confirmare trebuie să se considere ca viciată și prin urmare asemenea ca nulă, într'un act lovit de nulitate de la început și considerat de lege ca nul, conform art. 5, nu mai stă în puterea părților a-l valida, fie prin recunoaștere în orice mod, fie prin executarea lui într'un timp oare care. (Cas. I, 404/Dec. 20/93, B. p. 85).

**24.** Faptul că erezii sau reprezentanții testatorului au executat legatul făcut în favoarea unei mănăstiri sau biserici de mir, le încheie conform art. 1167, dreptul de a mai cere nulitatea legatului, oricare ar fi motivul acțiunii în nulitate, prin urmare și acela că nu s'a obținut autorizarea prevăzută de art. 811, c. civ. (Cas. I, 269/94, B. p. 859).

**25.** Execuțiunea voluntară prevăzută de acest articol poate rezulta nu numai printr'un act ei și dintr'un fapt de execuțiune; deci, când se constată că opoentele a avut în mână testamentul legalizat și l-a executat de bună voe, prin aceasta chiar a pronunțat la toate viciurile acestui testament și nu le mai poate pune în discuțiunea justiției. (Apel Buc. I, *Dr.* 5/97).

**26.** Ultimul alineat al acestui articol se aplică și la testamente, de oarece o dispozițiune testamentară nu este decât

o donațiune care produce efecte după moartea testatorului. (Apel Buc. I, *Dr.* 5/97).

**27.** Donatorul nu poate repara prin confirmațiune viciile donațiunii nule în privința formei, ea trebuie refăcută cu formele legale. Moștenitorii donatorului însă, după moartea sa, pot confirma, ratifica sau executa voluntar, o asemenea donațiune lipsită de formele legale. Deci față de moștenitorii donatorului, donațiunea fiind numai anulabilă, iar nu nulă, acțiunea în anulare se prescrie prin 10 ani, iar nu prin 30. Prescripția de 10 ani curge din ziua morții donatorului. (Apel Craiova II *Dr.* 43/99).

**28.** După dispozițiile art. 1167 alin. III din codul civil, confirmația sau ratificația, sau execuția voluntară a unei donații, făcută de către erezii sau reprezentanții donatorului, după moartea sa, ține loc de renunțare, atât în privința viciilor de formă, cât și în privința oricărei alte excepții. Din această dispoziție reese în mod clar, că actul de donație nul și neexistent față de donator, devine numai anulabil față de moștenitorii și, în acest caz, actul de donație infectat de un viciu de conștințământ poate fi confirmat sau ratificat în mod expres sau tacit de către moștenitorii donatorului. (Cas. I, 279/99, B. p. 948).

**29.** Confirmațiunea fiind neadmisibilă în cazul unui pact succesoral și prescripțiunea din art. 1900 c. civ., neaplicabilă, omisiunea, ce o instanță judecătorească ar face, nepronunțându-se asupra unui asemenea mijloc de apărare, este esențială și deci atrage casarea hotărârii. (Cas. I, 296/99, C. Jud. 34/99).

**30.** La contractele solemne, între care se numără și donațiunea, forma lor, prevăzută de lege fiind cerută pentru existența lor, iar nu numai pentru probațiune, donatorul nu poate repara viciile donațiunii prin nici un act confirmativ, putând-o însă să o refacă în formele legale. În ce privește însă pe moștenitorii donatorului, dânsii pot confirma sau ratifica donațiunea, după moartea donatorului, și această confirmare sau ratificare ține loc de renunțare la acele vicii, precum și la ori ce alte excepțiuni. Așa dar, o donațiune care, din lipsa actului sau a viciilor lui, este nulă sau neexistentă față de donator, devine, după moartea lui, numai anulabilă față de moștenitorii lui, cari pot să o confirme sau să o ratifice fie în mod expres, fie în mod tacit. (Cas. I, 77/900, B. p. 166).

**31.** Nulitatea unei donațiuni, pentru lipsă de acceptare din partea donatorului, poate fi acoperită în privința moștenitorilor donatorului, în urma morții acestuia, prin confirmarea lor ex-



presă sau tacită. Prin urmare, în acest caz, este aplicabilă prescripția de 10 ani din art. 1900 cod. civ., căci această prescripție nu este decât o confirmare tacită. (Cas. I, 496/903, B. p. 1348).

**32.** O donațiune, care n'a fost acceptată de donatar în timpul vieții dăruitorului, nu mai poate, în urma morții acestuia, să fie confirmată de moștenitorii lui, nici în mod expres, nici tacitamente, Art. 1167 § ultim și 1900, care cuprind o confirmare tacită, nu sunt aplicabile în specie, nefiind vorba de un viciu de formă, ci de o donațiune inexistentă pentru lipsă de consimțământ. (Trib. Tutova, C. Jud. 84/903).

**33.** Ratificarea, rezultând din executarea voluntară a unei donațiuni, de care se ocupă art. 1167 codul civil, se aplică și la testamente, când ea emană de la moștenitorii testatorului. (Apel Buc. III, Dr. 47/904).

**34.** O dispozițiune testamentară nefiind decât o donațiune care și produce efectele la moartea testatorului, urmează că ultimul aliniat, al art. 1167 codul civil se aplică și la testamente, nu numai la donațiuni.

Prin urmare, testamentul olograf nevalabil pentru lipsa uneia din formele cerute de art. 859 codul civil, în speță, pentru că contextul nu ar fi scris de testator, care numai l'a scris, se poate confirma, ratifica sau execută voluntar de către erezii sau reprezentanții testatorului și o asemenea confirmare, ratificare sau executare conform art. 1167, ultim aliniat, ține loc de renunțare atât în privința vitiurilor de formă, cât și în privința oricărei alte excepțiuni. (Cas. I, 10 Decembrie 1907, B. p. 1876).

**35.** Prescripțiunea dreptului minorului de a cere nulitatea actului dotal pentru lipsa de consimțământ a persoanelor chemate de lege să-l asiste la căsătorie, presupunând o confirmare tacită a actului din partea minorului, ea nu poate să curgă decât dela desfacerea căsătoriei, iar nu dela data ajungerii minorului la majoritate, și aceasta din cauza principiului imutabilității convențiilor matrimoniale care nu permite ca în timpul căsătoriei să se confirme o asemenea convenție nulă.

După desfacerea căsătoriei încetând însă caracterul de imutabilitate a convențiilor matrimoniale, confirmarea expresă fiind posibilă, se poate concepe și o confirmare tacită a actului dotal nul, așa că dela acea dată poate să înceapă a curge termenul prescripției de 10 ani.

Prin urmare, instanța de fond a făcut o greșită aplicare a art. 1231 și 1900 c. civ., când a decis că prescripția începe să curgă dela majoritate. (Cas. I,

No. 573, 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 67, Curier Jud. 18/915, p. 143).

**36.** Succesorii testatorului pot să ratifice testamentele nule ca formă potrivit art. 1167 cod. civil, de oarece deși acest text de lege vorbește numai despre donațiuni, se aplică totuși și la testamente. (Apel Iași II, No. 31, 1914; Dreptul 1914, p. 84).

**37.** Pentru ratificarea prevăzută de art. 1546 c. civ., nu se cere observarea dispoz. art. 1167 și 1190 c. civ. Această ratificare poate rezultă din orice fapte și împrejurări din care să reiasă în mod sigur voința mandantului de a aproba actele făcute de mandatar peste limitele mandatului. (Trib. Ilfov I, No. 696, 1914, Curier Jud. 5/915, p. 42).

**38.** Conform art. 1167 c. civ., în lipsa unui act de confirmațiune sau de ratificare, este suficient ca obligațiunea să se execute voluntar după epoca în care eră valabilă, în forma și la epoca determinată de lege, pentru ca o atare execuțiune voluntară să țină loc de renunțare la mijloacele și excepțiunile ce s'ar putea opune actului convenit.

Prin urmare, în speță, fiind vorba de anularea unei convențiuni pentru exploatarea unei păduri, iar prin declarațiunile precise ale firmei părâte, ce rezultă atât din interogatoriu luat, cât și din recipisele eliberate de administratorul-sechestrului al societății reclamante, că s'au primit sume de bani în contul executării convențiunii a cărei anulare se cere astăzi, excepțiunea ridicată de părăți nu mai poate fi opozabilă actului. (Trib. Ilfov, I, com. sent. com. 5 din 1 Ian. 1923. Jur. Gen. 1923, No. 1726).

**39.** După art. 1167 c. civ., în lipsa unui act de confirmare sau ratificare, este destul ca obligația să fi fost executată voluntar. (Trib. Gorj s. II, 134 din 5 Martie 1924, Curier Jud. 25/924).

**40.** Deși un testament autentic nul pentru vicii de formă, ar urma ca să nu poată fi confirmat, în virtutea adagiului: „quod nullum est confirmare nequit”, totuși legiuitorul a făcut derogări de la această regulă generală, astfel art. 1167 al. ultim cod. civil, permite ca erezii donatorului să confirme donațiunea acestuia lovită de nulitate pentru vicii de formă, deși după principiul de mai sus această donațiune ar urma să fie inexistentă, neputând fi reparată nici de donator prin nici un act între vii, cum arată art. 1168 cod. civil.

Deși excepția din art. 1167 vorbește numai de donațiuni, deci este de strictă interpretare și nu poate fi aplicată la alte contracte, totuși parte din doctrină și întreaga jurisprudență o aplică și la testamente, pe motivul că o dispozițiune testamentară nu este în realitate de cât tot o donațiune care își produce efectele numai după moartea testato-

rului. (Trib. Tecuci, 182 din 1924, Jur. Gen. 1925, No. 602).

41. A se vedea: art. 199. Index și notele respective; art. 401, nota 5; art. 813

nota 24; art. 859 nota 9; art. 1163 cu notele respective; art. 1190 cu notele respective.

**Art. 1168.** — Donatorul nu poate repara, prin nici un act confirmativ, viciile unei donațiuni între vii; nulă în privința formei, ea trebuie să se refacă cu formele legiuite. (Civ. 800 urm., 813 urm., 1167; Civ. Fr. 1339).

*Text. fr. Art. 1339.* — Le donateur ne peut réparer par aucun acte confirmatif les vices d'une donation entre-vifs; nulle en la forme, il faut qu'elle soit refaite en la forme légale.

### Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 264; IV, ed. 5-a, p. 434, 435;  
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 492, 651, 652, 705, 716;  
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 76; II, p. 68 nota 1, 219; ed. 1-a, III, p. 758;  
 DALLOZ, *Rép. Dispos. entre-vifs*, 1408 urm.; *Obligations*, 4576 urm.; *Suppl. Dispos. entre-vifs*, 359; *Obligations*, 1877 urm.;  
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 312, 312 bis;  
 DEMOLOMBE, XXIX, 734-737, 737 bis, 738-741;  
 HUC, VIII, 277;  
 LAROMBIÈRE, VI, art. 1339; 1340, n° 1, 2, 4-8;  
 LAURENT, XVIII, 585-590;  
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 332; III, ed. 2-a, No. 2531, 2681.

### Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 4, 46 urm., 74, 75, 240; (III, part. II, ed. 2-a, p. 831 n. 1, 862, 868, 888; IV, part. I, ed. 2-a, p. 12 nota, 14, 154, 165, 205 urm., 209 n. 1, 259, 299, 322, 416, 417, 698; IV, part. II, ed. 2-a, p. 3, 139 urm., 428; V, p. 23; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 60 n. 2, 83; XI, p. 270); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 148, 405; *Observație* sub Trib. Tutova 26 Mai 1909. Dreptul 41/1910; *Observație* sub C. Apel Iași s. I, 107 din 25 Sept. 901. Curier Jud. 3/1902; *Observație* sub Com. centr. de jud. de pe lângă „Casa Noastră” (Basarabia), 30 Mai 1922. Pand. Rom. 1923-III-59; *Notă* sub Trib. Fontainebleau (Seine et Marne), 9 Oct. 921. Jurispr. Gen. 21/1924, No. 1180;  
 CANTACUZINO MATEI, p. 70, 376, 620;  
 CERBAN AL., „O chestiune de drept civil”. Dreptul 7/1901;  
 DEGRÉ AL., *Scrieri juridice* vol. I, p. 275 urm.: „Un act nul și neexistent poate el să producă vre-un efect?”;  
 NACU, II, p. 752, 759 urm., 820, 821.

### Jurisprudență.

1. Eredel donatorului poate ataca donațiunea pentru lipsă de formă sau ori care alte vicii (precum simulațiunea), căci e fals a se sustine că în acest caz eredele reprezintă pe donator și prin urmare fiind parte în contract nu poate proba simulațiunea prin prezumpțiuni, de oare ce donațiunea în privința eredităților fiind anulabilă (art. 1167) iar nu inexistentă, precum este pentru donator (art. 1168), acesta nici n'a putut să-i transmită o acțiune în nulitate care nu-i era necesară. Eredel lucrând astfel în numele său propriu este un terțiu și prin urmare proba cu martori, după art. 1198, este admisibilă, fiind el în imposibilitate a-și procura o probă

scrisă. Afară de acestea, ar fi straniu ca eredele să fie reprezentat în un act unde fraudă se practică tocmai în contra sa, ca în donațiunea ascunsă ce are de obiect a fraudă rezerva; eredele și din acest punct de vedere este terțiu. Și chiar de ar fi parte, proba cu martori tot e admisibilă, de oare ce donațiunea ascunsă are de obiect a acoperi o fraudă contra legii care prescrie solemnități pentru diverse motive, și în așa caz moralmente fiind imposibil părților a-și procura o dovadă scrisă, proba cu martori, conform art. 1198, cată să fie admisă. (Apel Iași, II, 37, Aug. 28/80, Dr. 4/80).

2. După art. 1168, donatorul nu poate repara prin nici un act confirmativ o donațiune nulă din lipsă de formă. A-



ceastă imposibilitate se aplică la ratificarea expresă, neputându-se ratifica un contract ce nu are ființă, cât și la ratificarea tacită rezultând din executarea voluntară a contractului, donațiunile imobiliare neputându-se face prin simpla tradițiune. (Trib. Iași, II, 44, Febr. 27/82, Dr. 17/83).

3. O donație neinvestită cu formele prescise de lege este nulă și nu poate produce vre-un efect în timpul vieții donatorului, care nu o poate confirma, putând însă să o facă din nou, de vrea, și îngrădită de astă dată cu toate formele legii. După moartea donatorului însă, donațiunea își va avea efectul ei, dacă erorii sau reprezentanții donatorului au confirmat-o, ratificat-o sau executat-o în mod voluntar și odată cu dânsii au executat de bună voe acea donațiune, dânsii nu mai pot să revină asupra ratificării lor și să revendice

obiectul dăruit. (Apel Iași I, C. Jud. 3/902).

4. Donatorul, care a făcut o donațiune neinvestită cu formele legale, prin urmare nulă și care devine tutorul donatorului, nu poate fi responsabil că, în calitate de tutor, nu a avut grija de a investi donațiunea ce făcuse cu formele prescise de lege, căci o donațiune nulă de la început nu poate fi confirmată de donator ci refăcută de el cu formele legiuite și aceasta nu depinde de obligațiile tutorului ci de voința omului, a donatorului, la aprecierea căruia rămâne facultatea de a face sau nu o nouă donațiune, în locul celei dintâi ce este fără valoare. (Apel Iași I, C. Jud. 3/902).

5. A se vedea: art. 813, notele 22, 24, 41; art. 1167, Index „Donație“ și notele respective.

Sfârșitul volumului al doilea.

# TABLA MATERIILOR

## CUPRINSE IN VOLUMUL II.

(A se vedea la sfârșitul ultimului volum, tabla detaliată pentru întreaga materie cuprinsă în toate volumele).

Bibliografia operelor la cari s'au făcut trimiteri . . . . .	<u>Pag.</u> III
Prescurtări . . . . .	VII

### CARTEA III.

#### Despre diferitele moduri prin cari se dobândește proprietatea.

Dispozițiuni generale (art. 644-649) . . . . .	1
<b>TITLUL I. — Despre succesiuni (art. 650-799) . . . . .</b>	<b>6</b>
<i>Capitolul I. — Despre deschiderea succesiunilor (art. 651-653) . . . . .</i>	<i>7</i>
— <i>II. — Despre calitățile cerute pentru a succede (art. 654-658) . . . . .</i>	<i>22</i>
— <i>III. — Despre deosebite ordine de succesiune (art. 659-676) . . . . .</i>	<i>26</i>
Secțiunea I. — Dispozițiuni generale (art. 659-663) . . . . .	26
— II. — Despre reprezentațiune (art. 664-668) . . . . .	29
— III. — Succesiunile deferite descendenților (art. 669) . . . . .	32
— VI. — Despre succesiunile deferite ascendenților (art. 670-671) . . . . .	33
— V. — Despre succesiunile colaterale (art. 672-676) . . . . .	34
<i>Capitolul IV. — Despre succesiunile neregulate (art. 677-684) . . . . .</i>	<i>40</i>
Secțiunea I. — Despre drepturile copiilor naturali asupra bunurilor mamei lor și despre succesiunea copiilor naturali morți fără posteritate (art. 677-678) . . . . .	40
— II. — Despre succesiunea soțului supraviețuitor și despre a Statului (art. 679-683) . . . . .	42
— III. — Despre dreptul de moștenire al femeii când se află în concurență cu descendenții sau alte rude care sunt chemate după legi la succesiunea soțului ei mort (art. 684) . . . . .	47
<i>Capitolul V. — Despre acceptațiunea și repudierea moștenitorilor (art. 685-727) . . . . .</i>	<i>55</i>
Secțiunea I. — Despre acceptațiune (art. 685-694) . . . . .	55
— II. — Despre renunțarea la succesiune (art. 695-703) . . . . .	63
— III. — Despre beneficiul de inventariu, despre efectele sale și despre obligațiunile eredeli beneficiar (art. 704-723) . . . . .	76
— IV. Despre succesiunile vacante (art. 724-727) . . . . .	90
<i>Capitolul VI. — Despre împărțire și despre raporturi (art. 728-799) . . . . .</i>	<i>92</i>
Secțiunea I. — Despre împărțirea succesiunii (art. 728-750) . . . . .	92
— II. — Despre raporturi (art. 751-773) . . . . .	127
— III. — Despre plata datorțiilor (art. 774-785) . . . . .	149
— IV. — Despre efectele împărțelei și despre garanția părților (art. 786-789) . . . . .	165
— V. — Despre desființarea sau resciziunea împărțelei (art. 790-793) . . . . .	176
— VI. — Despre împărțeaia făcută de tată, de mamă sau de alți ascendenți între descendenții lor (art. 794-799) . . . . .	180
<b>TITLUL II. — Despre donațiuni între vii și despre testamente (art. 800-941) . . . . .</b>	<b>185</b>
<i>Capitolul I. — Dispozițiuni generale (art. 800-805) . . . . .</i>	<i>185</i>
— <i>II. — Despre capacitatea de a dispune sau de a primi prin donațiune între vii sau prin testament (art. 806-812) . . . . .</i>	<i>207</i>
— <i>III. — Despre donațiunile între vii (813-840) . . . . .</i>	<i>219</i>
Secțiunea I. — Despre forma și efect. donațiunilor între vii (art. 813-828) . . . . .	219
— II. — Despre cazurile în cari donațiunile se pot revoca (art. 829-840) . . . . .	244
<i>Capitolul IV. — Despre partea disponibilă a bunurilor și despre reducțiune (art. 841-855) . . . . .</i>	<i>255</i>
Secțiunea I. — Despre partea disponibilă a bunurilor (art. 841-846) . . . . .	255
— II. — Despre reducțiunea donațiunilor și a legatelor (art. 847-855) . . . . .	266
<i>Capitolul V. — Despre dispozițiunile testamentare (art. 856-931) . . . . .</i>	<i>276</i>



	Pag.
Secțiunea I. — Regule gen. pentru forma testamentului (art. 856-867)	276
— II. — Despre regulile speciale asupra formelor câtorva testamente (art. 868-886)	306
— III. — Despre instituțiunea de moștenitor și despre legături în genere (art. 887)	317
— IV. — Despre legatul universal (art. 888-893)	317
— V. — Despre legaturile unei fracțiuni de moștenire (art. 894-898)	326
— VI. — Despre legatele singulare (art. 899-909)	331
— VII. — Despre executorii testamentari (art. 910-919)	340
— VIII. — Despre revocațiunea testamentelor și despre caducitatea lor (art. 920-931)	347
Capitolul VIII <sup>1)</sup> . — Despre donațiunile făcute soților prin contractul de mariaj (art. 932-935)	360
— IX <sup>2)</sup> . — Despre dispozițiunile dintre soți făcute sau în contractul de mariaj, sau în timpul mariajului (art. 936-941)	365
TITLUL III. — Despre contracte sau convențiuni (art. 942-1222)	372
Capitolul I. — Dispozițiuni preliminare (art. 942-947)	372
— II. — Despre condițiunile esențiale pentru validitatea convențiunilor (art. 948-968)	376
Secțiunea I. — Despre capacitatea părților contractante (art. 949-952)	379
— II. — Despre consimțământ (art. 953-961)	384
— III. — Despre obiectul convențiunilor (art. 962-965)	396
— IV. — Despre cauza convențiunilor (art. 966-968)	400
Capitolul III. — Despre efectul convențiunilor (art. 969-985)	407
Secțiunea I. — Dispozițiuni generale (art. 969-972)	407
— II. — Despre efectul convențiunilor în privința persoanelor a treia (art. 973-976)	416
— III. — Despre interpretațiunea convențiunilor (art. 977-985)	443
Capitolul IV. — Despre quasi-contracte (art. 986-997)	456
— V. — Despre delictе și quasi-delictе (art. 998-1003)	467
— VI. — Despre deosebitele specii de obligațiuni (art. 1004-1072)	537
Secțiunea I. — Despre obligațiunile condiționale (art. 1004-1021)	537
§ 1. — Despre condițiune în genere și despre deosebitele sale specii (art. 1004-1016)	537
§ 2. — Despre condițiunea suspensivă (art. 1017-1018)	548
§ 3. — Despre condițiunea rezolutorie (art. 1019-1021)	550
Secțiunea II. — Despre obligațiunea cu termen (art. 1022-1025)	579
— III. — Despre obligațiunile alternative (art. 1026-1033)	583
— IV. — Despre obligațiunile solidare (art. 1034-1056)	588
§ 1. — Despre solidaritatea între creditori (art. 1034-1038)	588
§ 2. — Despre obligațiunea solidară între debitori (art. 1039-1056)	591
Secțiunea V. — Despre oblig. divizibile și nedivizibile (art. 1057-1059)	602
§ 1. — Despre efectele obligațiunei divizibile (art. 1060-1061)	605
§ 2. — Despre efectele obligațiunei nedivizibile (art. 1062-1065)	607
Secțiunea VI. — Despre obligațiunile cu clauză penală art. (1066-1072)	610
Capitolul VII. — Despre efectele obligațiunilor (art. 1073-1090)	616
— VIII. — Despre stingerea obligațiunilor (art. 1091-1168)	642
Secțiunea I. — Despre plată (art. 1092-1127)	643
1. — Despre plată în genere (art. 1092-1105)	643
2. — Despre plata prin subrogațiune (art. 1106-1109)	664
3. — Despre imputațiunea plății (art. 1110-1113)	670
4. — Despre efect. de plată și despre consemnațiune (art. 1114-1121)	673
5. — Despre cesiunea bunurilor (art. 1122-1127)	688
Secțiunea II. — Despre novațiune (art. 1128-1137)	691
— III. — Despre remiterea datoriei (art. 1138-1142)	700
— IV. — Despre compensațiune (art. 1143-1153)	706
— V. — Despre confuziune (art. 1154-1155)	717
— VI. — Despre pierderea lucrului datorit și despre diferitele cazuri în cari îndeplinirea obligațiunei este imposibilă (art. 1156)	718
— VII. — Despre act. de anulațiune sau resciziune (art. 1157-1168)	720

2007  
VERIFICAT

VERIFICAT  
1987

1, 2) Din greșală aceste capitole poartă No. VIII și IX, când ar fi trebuit să poarte No. VI și VII. A se vedea și notele respective la p. 360 și 365.

VERIFICAT  
2017

BIBLIOTECA  
CENTRALĂ  
UNIVERSITĂȚII "CAROL I"  
BUCUREȘTI